



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



3 2044 103 168 365

Bd. Nov. 1928



HARVARD LAW LIBRARY

Received Dec. 18. 1925

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS

(Reconnue comme établissement d'utilité publique par décret du 23 avril 1889)

—
QUATORZIÈME ANNÉE

1890
—

PARIS

LIBRAIRIE MARCHAL ET BILLARD, 27, PLACE DAUPHINE
—

MELUN

IMPRIMERIE ADMINISTRATIVE
—

1890

204

DEC 18 1925

5

M. CHARLES LUCAS 404

Notre vénéré collègue M. Ch. LUCAS, membre de l'Institut, est mort le 21 décembre dernier, quelques jours après notre dernière séance.

Le 7 juin 1877, il était invité, comme doyen et comme patriarche de la science pénitentiaire, à présider la première séance de la Société générale des prisons dont il était un des plus éminents fondateurs. Dès ce jour là nous pûmes recueillir ses premiers encouragements (1); il ne cessa de nous les accorder jusqu'au 14 avril 1886, jour où à l'occasion de la fête qui lui fut consacrée pour célébrer le cinquantième anniversaire de son entrée à l'Institut, il termina l'allocution qu'il venait d'adresser à notre Société, en nous disant : « Un mot encore, Messieurs et honorés collègues. Permettez-moi de vous prier de vouloir bien, lorsque j'aurai cessé d'être votre collaborateur, me conserver dans vos cœurs le souvenir que tant que je vivrai vous occuperez dans le mien, sans que ni l'âge, ni les infirmités puissent l'y affaiblir » (2). Il s'est montré fidèle à cette promesse jusqu'à sa dernière heure. Nous-mêmes nous ne faillîrions jamais à l'engagement que nous avons renouvelé devant sa tombe.

Le Secrétaire général,

FERNAND DESPORTES.

(1) *Bulletin de la Société générale des prisons*, tome I, p. 14.

(2) *Idem*, tome X, p. 422.

SÉANCE

DE LA

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS

DU 18 DÉCEMBRE 1889.

*Présidence de M. RIBOT, député,
et de M. le conseiller PETIT, Présidents.*

Sommaire. — Admission de nouveaux membres. — Élection d'un président, de deux vice-présidents et de six membres du Conseil de Direction. — Communication de M. Picot sur la Société de patronage des prévenus acquittés de la Seine. — Discussion de la question des dangers des courtes peines surtout pour les mineurs de 16 ans : MM. Rivière, Rollet, Bogelot, Arboux, Bournat.

La séance est ouverte à 4 h. 1/2.

M. LE COURBE, *secrétaire*, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance qui est adopté.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, le Conseil de Direction de votre société a admis comme membres nouveaux Mesdames D'ABBADIE et JOFFRÈS; M. l'abbé FORTIER, MM. BRUCK-FABER, ROLLET, CHATON fils, LÉVEILLÉ et la SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DE BRUXELLES.

L'ordre du jour annonce une communication de M. Picot sur la Société de patronage des prévenus acquittés de la Seine.

M. Picot a la parole.

M. PICOT. — Je désire signaler à la Société l'Œuvre des prévenus acquittés de la Seine. Cette institution très peu connue mérite au plus haut degré l'attention. Fondée par quelques magistrats du tribunal de la Seine en 1838, elle s'est proposé de recueillir tous ceux qu'une erreur judiciaire, un renseignement inexact ou quelque autre cause avaient fait détenir sans que par la suite ils aient été reconnus coupables. Les magistrats qui ont eu la première pensée de cette œuvre, considéraient qu'après l'or-

donnance de non lieu, ou l'acquittement, leur tâche n'était pas achevée. Ils avaient rendu la justice, mais n'avaient pas réparé les conséquences d'une arrestation, qui jetait sur l'inculpé, même libéré, une ombre défavorable ; ils voulurent faire plus et effacer jusqu'aux mauvaises impressions d'un jour. L'acquitté était logé, nourri gratuitement ; un membre de la Société des prévenus acquittés allait visiter l'ancien patron, lui expliquait la portée de l'acquittement et obtenait qu'il reprit l'ouvrier injustement soupçonné.

Peu à peu l'Œuvre s'occupa de plus en plus des vagabonds qui étaient venus échouer sur le pavé de Paris et qu'une lettre adressée à propos à leur famille, un secours de route ou du travail pouvaient remettre à flot, en évitant un jugement.

Le nombre des acquittés reçus à la maison d'asile augmentait d'année en année ; les ressources d'abord très larges du Conseil général et du Conseil municipal allaient diminuant. Le tribunal ne suffisait plus à soutenir l'Œuvre fondée dans son sein. Le comité a décidé qu'il accepterait des souscriptions de membres que la sympathie pour l'Œuvre lui rattacherait, qu'ils fussent ou non magistrats.

La notice très complète de M. de Lalain-Chomel secrétaire du comité, que je dépose sur le bureau et dont je recommande vivement la lecture, ne manquera pas d'attirer ces souscriptions devenues indispensables pour soutenir l'Œuvre.

M. LE PRÉSIDENT. — La Société aux termes de ses statuts doit renouveler une partie de son bureau et se choisir un président, un vice-président et six membres.

Le scrutin est ouvert pour l'élection du président.

Après dépouillement du scrutin M. Ribot annonce que M. le conseiller Petit est élu président pour deux ans à l'unanimité.

M. LE PRÉSIDENT. — Par suite de l'élection de M. le conseiller Petit comme président, l'assemblée aura à élire un second vice-président pour le remplacer.

Le scrutin est ouvert pour l'élection d'un vice-président pour quatre ans et d'un autre vice-président pour trois ans en remplacement de M. le conseiller Petit.

Après dépouillement du scrutin, sont élus à l'unanimité M. Cresson, bâtonnier de l'ordre des avocats, pour quatre ans et M. Duvergier pour trois ans.

M. LE PRÉSIDENT. — L'assemblée a maintenant à élire six membres du Conseil de Direction en remplacement de MM. Dreyfus, Proust, Rivière, Zadoc Kahn et l'abbé Villion ainsi que de M. Duverger élu vice-président. Le scrutin est ouvert.

Après dépouillement du scrutin M. le Président annonce qu'à l'unanimité sont élus membres du Conseil de Direction MM. Desjardins, pasteur Robin, Camoin de Vence, D^r Motet, l'abbé Fortier pour quatre ans, et M. Zadoc Kahn pour trois ans en remplacement de M. Duverger nommé vice-président.

M. le président Ribot prie M. le conseiller Petit nommé président de venir prendre place au fauteuil. M. Petit remercie l'assemblée de la distinction flatteuse qu'elle vient de lui accorder et donne lecture de la suite de l'ordre du jour.

M. PETIT, président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Rivière sur les questions du programme du futur congrès de Saint-Petersbourg dont il s'est chargé.

M. RIVIÈRE. — Messieurs, j'avais écrit au secrétaire du congrès auquel j'avais envoyé mes rapports sur les trois premières questions de la deuxième section du congrès de Saint-Petersbourg, de me les renvoyer afin de les soumettre à notre assemblée. Je ne les ai pas encore reçus et je ne puis, sur de simples notes, les faire connaître à la Société. Je vous demanderai de passer outre et de discuter la question qui vient à la suite de l'ordre du jour.

M. LE PRÉSIDENT. — Le rapport que devait faire M. Clairin sur les dangers des courtes peines ne peut être lu par son auteur qui est indisposé. Je prie M. Rivière, de vouloir bien remplacer M. Clairin et de faire un rapport oral sur cette question.

M. RIVIÈRE. — Je prie l'assemblée de vouloir bien m'excuser si je lui présente un rapport sommaire et incomplet, mais je n'étais pas préparé à ce rôle que devait remplir notre collègue M. Clairin déjà désigné l'année dernière pour rapporter cette question au congrès des sociétés savantes et déjà indisposé. Je vous rappellerai seulement la circulaire du 5 janvier 1889 insérée en notre Bulletin (page 227) et dont il me semble impossible de ne pas approuver absolument les termes et l'esprit. Les condamnations ne peuvent avoir aucun effet sur l'âme de l'enfant ; elles le déshonorent et l'habituent à la honte de la peine sans pouvoir ar-

river à le réformer. Elles lui infligent un casier judiciaire qui l'empêchera de se placer dans la vie libre et aussi de contracter un engagement dans l'armée, qui enfin, lorsque le recrutement le saisira, l'obligera à faire son temps dans les bataillons d'infanterie légère ou dans la légion étrangère où il trouvera de détestables exemples et où en outre il ne pourra arriver à des grades.

Il n'est malheureusement que trop certain que les magistrats bien souvent, surtout en province, obéissent à un préjugé à l'égard des maisons d'éducation correctionnelle. Ils s'imaginent, bien souvent, sans les avoir visitées, que ces maisons sont fort mal tenues, sont des foyers de dépravation, desquels l'enfant sort pire qu'il n'y est entré. Sans doute il s'y commet des actes d'immoralité. Dans quelle agglomération d'enfants ne s'en commet-il pas ? Même dans nos lycées on en a quelquefois à déplorer. *A fortiori* en doit-il être ainsi dans un milieu recruté dans les couches les plus déshéritées de la population. Mais on doit reconnaître que la surveillance dans tous nos établissements de jeunes détenus tant publics que privés est extrêmement sévère, que la discipline y est rigoureuse, l'ordre et la propreté admirables et que le seul reproche qu'on puisse leur adresser, reproche qui est encouru par les Chambres bien plus que par l'administration pénitentiaire, est l'agglomération excessive. Il est évident que quand on entasse jusqu'à 450 enfants dans un même établissement (1), on multiplie les chances d'actes d'immoralité et on diminue les chances d'action du directeur sur chacun de ses pupilles. Ce serait une dépense productive de voter quelques centaines de mille francs permettant de créer 2 ou 3 colonies de plus.

En ce qui concerne le renvoi des enfants dans ces colonies pénitentiaires, il ne doit jamais avoir lieu pour un temps court. Il y aurait un double avantage : soustraire les enfants à la mauvaise influence de leurs parents, qui le plus souvent les ont entraînés dans le mal ou tout au moins par leur absence de surveillance, les y ont laissé tomber ; les ramener dans le droit chemin.

Mais il est manifeste que ce dernier but ne peut être atteint si on ne laisse pas à l'éducation réformatrice le temps d'agir. Quelques mois ne peuvent suffire. Il faut de longues années pour redresser une nature vicieuse. Et il importe surtout de ne pas exposer l'enfant à peine amendé à toutes les tentations de la vie

(1) Au 1^{er} avril 1889, les Douaires possédaient 450 jeunes détenus ; Saint-Hilaire, 438, etc.

libre. Il faut que cette éducation se prolonge jusqu'au jour où il sera saisi par la discipline militaire, qui formera une heureuse transition entre ses deux vies : l'une si rigoureuse, l'autre trop libre. Que deviendrait-il d'ailleurs, si on le jetait plus jeune sur le pavé de la grande ville ? A toutes les portes où il frapperait pour demander de l'ouvrage, il entendrait la fatale question : « d'où venez-vous ? » et quand il aurait dévoilé la vérité, il verrait ces portes se refermer devant lui. Ce danger n'existera plus quand il sera sorti du régiment, nanti peut-être d'un grade, témoignage visible de sa bonne conduite et ses bons services. Il est donc nécessaire de renvoyer l'enfant en correction jusqu'à 20 ans. J'ai déjà insisté sur cette nécessité en 1888 (*Bulletin* de janvier, p. 10).

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Rollet.

M. ROLLET, avocat. — Le désir exprimé par M. Rivière de voir le tribunal de la Seine ne plus prononcer de courtes peines ni d'envois en correction à court terme, mais choisir entre l'acquittement pur et simple et l'acquittement suivi d'envoi en correction jusqu'à 20 ans se trouve aujourd'hui réalisé.

Le 28 octobre 1888, M. Herbette, directeur général de l'administration pénitentiaire, a bien voulu faire visiter la maison d'éducation correctionnelle de Fouilleuse aux magistrats du tribunal de la Seine qui devaient siéger en police correctionnelle au cours de l'année judiciaire 1888-89, et leur démontrer au cours de cette visite, les avantages de l'envoi en correction à long terme et les inconvénients de l'envoi à court terme. — M. le conseiller Félix Voisin a personnellement soutenu la même thèse auprès de plusieurs magistrats qui n'avaient pu profiter de cette visite. — La circulaire de M. le Garde des sceaux du 5 janvier 1889 produisit aussi un heureux effet. — La réaction en faveur de l'envoi en correction jusqu'à 20 ans, se développe peu à peu.

Les enfants eux-mêmes ont compris et apprécié ce procédé de sauvetage qui consiste à les mettre sous la tutelle administrative jusqu'à 20 ans, mais à ne les laisser dans la maison d'éducation que le temps nécessaire à leur amendement et à les placer isolément chez des patrons, en état de libération provisoire, ou à les faire engager dans la marine ou dans l'armée.

Vous connaissez les brillants résultats obtenus par la Société de protection des engagés volontaires : ils sont bien faits pour séduire

les jeunes délinquants. Je m'occupe depuis dix-huit mois de la défense des garçons et des filles devant le tribunal correctionnel, mais puisque M. Rivière vous a parlé principalement des garçons je ne vous parlerai que des filles.

Je vous citerai Blanche S. qui interjeta appel d'une condamnation à deux mois de prison pour vol et qui sollicita et obtint de la Cour son acquittement suivi d'envoi en correction jusqu'à 20 ans, comme ayant agi sans discernement ; Berthe L. qui fit appel d'un jugement qui l'acquittait, mais l'envoyait en correction pour six mois, et qui sollicita et obtint de la Cour son envoi en correction jusqu'à 20 ans.

Les jeunes filles ont ainsi montré la confiance absolue qu'elles ont dans l'heureuse efficacité du procédé de sauvetage préconisé tout à l'heure par M. Rivière.

Plusieurs petites mendiante, dont les parents ne pouvaient être déchus de la puissance paternelle, parce que la preuve de l'emploi d'enfants à la mendicité est très difficile à obtenir, ont compris qu'il valait mieux pour elles être mises sous la tutelle administrative que laissées à l'exploitation de parents indignes : elles ont sollicité à leur égard l'application la plus rigoureuse de l'article 66 ; je pourrais vous dire leurs noms.

Enfin les prostituées mineures de 16 ans ont suivi ce bel exemple. Autrefois la police des mœurs les arrêtait, puis les relâchait après les avoir le plus souvent soumises à un traitement médical à Saint-Lazare : aucune société de bienfaisance ne pouvait les placer en apprentissage parce que leur physionomie porte l'empreinte de la vie de débauche et parce qu'elles ont perdu l'habitude et le goût de travailler ; si le Bon-Pasteur les recueillait dans un couvent, presque toujours au bout de quelques semaines elles demandaient à s'en aller, et, comme les religieuses n'avaient pas le droit de les détenir, elles venaient retomber sur le pavé de Paris. Ce sont ces jeunes filles, Mathilde D. et ses compagnes, qui ont modifié la jurisprudence du tribunal de la Seine : en un mois, huit d'entre elles ont consenti à être assimilées à des vagabondes et ont demandé leur envoi en correction jusqu'à 20 ans ; aussi, depuis le 15 octobre dernier, la Préfecture de police et le Parquet sont tombés d'accord pour poursuivre en police correctionnelle comme vagabonde toute jeune fille arrêtée sur la voie publique par la police des mœurs, s'il est constant qu'elle a quitté le domicile paternel depuis plus d'un mois. C'est ainsi qu'en trois mois, 22 jeunes filles ont été arrachées à la débauche. Elles sont aujourd'hui placées par

les soins de l'administration pénitentiaire dans les couvents de Limoges et de Sainte-Anne d'Auray.

J'ai pu cette année, en qualité de secrétaire d'une société de bienfaisance « le Sauvetage de l'Enfance », obtenir la libération provisoire de jeunes filles dans l'intérêt desquelles j'avais cru devoir, comme avocat, solliciter l'envoi en correction jusqu'à 20 ans. Elles sont isolées en apprentissage et paraissent devoir se bien conduire.

Depuis le 1^{er} novembre, pour assurer à la jurisprudence du tribunal de la Seine une direction constante, M. Banaston, procureur de la République, à bien voulu désigner la 11^e chambre, présidée par M. Flandin, dont les travaux sur l'éducation correctionnelle vous sont connus, pour juger tous les mineurs de seize ans répartis autrefois entre les quatre chambres correctionnelles.

Les résultats obtenus se traduisent par les chiffres suivants :

Le nombre d'enfants envoyés en correction jusqu'à 20 ans a été	
au cours de l'année judiciaire 1887-88, en moyenne par mois de 12	
— — — 1888-89, — — —	17
Il s'est élevé du 15 oct. au 15 nov. 1889 à	39
— du 15 nov. au 15 déc. — à	45

Ces chiffres se passent de commentaires : le pavé de Paris va être promptement débarrassé de sujets qui seraient fatalement devenus des condamnés, et qui sous la tutelle de l'État et sous le patronage de sociétés philanthropiques deviendront des soldats et d'honnêtes travailleurs.

M. LE PRÉSIDENT. — Je remercie MM. Rivière et Rollet de leurs intéressantes communications qui ne peuvent pas, je pense, rencontrer d'objections dans notre Société, et je crois qu'il faut aussi remercier des heureux résultats obtenus M. le Directeur de l'administration pénitentiaire et M. le président Flandin.

La parole est à M. Bogelot.

M. BOGELOT. — Je n'ai que deux courtes observations à faire :

En premier lieu M. Rollet, en parlant de ce que fait son œuvre pour les jeunes prostituées, a paru indiquer que l'Œuvre des libérées de Saint-Lazare s'en occupait également. Je désire rectifier le fait. A l'Œuvre des libérées nous ne nous occupons que des prévenues et des libérées sortant de prison. Nous laissons à d'autres œuvres le soin de la 2^e section, c'est-à-dire des prostituées. Je ne voudrais pas qu'il y eût de malentendu à cet égard.

En ce qui touche la question en discussion, tout en reconnaissant avec M. Rivière que la mise en correction jusqu'à 20 ans peut avoir son bon côté, en ce qu'elle mène le jeune détenu jusqu'à l'heure du service militaire, il me semble que pour les jeunes filles ce délai est trop long. Il est tard à vingt ans pour entrer en apprentissage et les filles peuvent se marier avant cet âge. Je pense donc que pour les filles on pourrait limiter la mise en correction à 17 ou 18 ans au plus.

M. RIVIÈRE. — J'ai entendu tout-à-l'heure, non loin de moi, exprimer des doutes sur l'efficacité de l'éducation correctionnelle. Il est certain que je n'ai aucune autorité pour vous affirmer que toutes les maisons d'éducation sont bien tenues, je ne les ai pas visitées toutes, et, bien que j'aie trouvé admirablement tenues toutes celles que j'ai parcourues, on pourrait m'objecter que ma visite a été un peu rapide ou incomplète. Mais il est un de nos plus éminents collègues qui pourrait fort utilement renseigner à cet égard ceux d'entre vous, Messieurs, qui désireraient être plus amplement édifiés : c'est le Directeur de l'administration pénitentiaire. Vous savez quel intérêt il porte à notre Société et avec quel empressement il s'est plu à venir au milieu de nous toutes les fois que, malgré son accablante tâche, nous avons cru devoir faire appel à son obligeance. Je ne doute pas que M. Herbette, dont je connais la sollicitude toute spéciale pour la population des jeunes délinquants et pour les établissements destinés à les réformer, ne soit heureux de vous entretenir lui-même de ses jeunes protégés. Mais dès à présent je tiens à déclarer ceci, c'est qu'on parle toujours beaucoup trop de ceux que l'éducation correctionnelle n'a pas amendés et pas assez de tous ceux qu'elle a ramenés au bien (1). On parle beaucoup ces temps-ci de Kaps qui avait été envoyé en correction pour six mois, à treize ans. On ne dit rien des milliers d'autres qui n'ont jamais reparu devant les tribunaux quand, ayant été envoyés en correction pour six ou dix ans, ils y étaient restés jusqu'à vingt ans. Je conclurai donc en disant que si Kaps avait été envoyé en correction, comme je l'ai demandé tout-à-l'heure, jusqu'à sa majorité, il n'eût pas assassiné à dix-huit ans et que sans doute il fût devenu un excellent soldat, puis un bon père de famille comme tant d'autres de son milieu et de sa condition.

(1) *Suprà*, p. 893.

M. CAMOIN DE VENCE. — Je n'entends pas contredire les opinions des précédents orateurs, mais je me souviens que durant ma carrière de magistrat et de mon temps, du moins, les maisons de correction étaient des foyers de corruption morale au point de vue surtout des mœurs, et par conséquent, je ne puis admettre que l'envoi en correction soit, comme on a l'air de le dire, un idéal. J'appuierai l'observation de M. Bogelot pour les femmes, et je serais d'avis que, pour elles du moins, l'envoi en correction ne pût dépasser l'âge de dix-huit ans, tandis que j'admets l'âge de vingt ans pour les garçons.

M. le pasteur ARBOUX. — Je m'efforce pour ma part, Messieurs, d'apporter à l'examen de la question qui nous occupe la plus grande impartialité, n'ayant pas de système préféré. Les cas sont si divers que je craindrais de m'exposer à l'erreur si j'acceptais une règle invariable, absolue.

Je pense donc, ainsi que M. Camoin de Vence, qu'il peut n'être pas toujours nécessaire de retenir jusqu'à vingt ans les mineurs envoyés en correction. Mais c'est une simple opinion que j'exprime, et j'avais pris la parole pour demander une explication nouvelle à M. Rollet. En quoi consiste précisément le sauvetage accompli par la Société dont il nous a parlé ? S'agit-il seulement de signaler aux maisons religieuses, aux magistrats ou aux personnes charitables les mineurs arrêtées qui paraissent dignes d'intérêt, ou bien la Société a-t-elle son patronage particulier, son œuvre propre ? Voilà ma question.

M. ROLLET. — Le « Sauvetage de l'enfance » ou « Union française pour la défense et la tutelle des enfants maltraités ou en danger moral » a été fondée il y a deux ans par Mesdames de Barrau et Kergomard ; ces dames se proposaient d'enlever à des parents indignes les enfants qu'ils martyrisaient ou entraînaient au vice et à la débauche. Cette société présidée par M. Jules Simon et comptant parmi les membres de son comité MM. Théophile Roussel, Félix Voisin, Frédéric Passy, Banaston, Brueyre, Buisson, Monod, Lépine, Picot, etc., place les enfants maltraités dans des établissements appartenant à diverses œuvres de bienfaisance et place isolément à la campagne, sous la surveillance de collaborateurs charitables, les enfants qui paraissent en danger moral à Paris, c'est-à-dire qui ne sont pas encore corrompus mais qui risquent de le devenir si on ne les change de milieu.

Comme secrétaire du Sauvetage de l'enfance j'ai recueilli un certain nombre de ces enfants au Dépôt et à la Conciergerie, mais étant peu à peu devenu défenseur des enfants, j'ai compris la nécessité de l'envoi en correction pour le sauvetage des vagabonds par tempérament, des voleurs d'habitude et des prostituées. Sur ce dernier point, je suis, je l'avoue en désaccord avec quelques membres du comité du Sauvetage de l'enfance.

M. BOURNAT. — ... Il faut envoyer ces jeunes gens en correction le plus longtemps possible. J'exprime en cela une opinion contraire à celle de M. Arboux.

Je puis démontrer que l'envoi en correction jusqu'à la vingtième année est une mesure de *protection* pour le mineur et de *sécurité* pour la société. Le tribunal correctionnel de la Seine, en renonçant à infliger aux mineurs de 16 ans de courtes peines d'emprisonnement, ou un séjour limité à quelques mois ou même à quelques années dans une maison d'éducation correctionnelle et en renonçant aussi à rendre trop facilement des enfants à des parents qui ne présentent pas de garanties suffisantes, fait de l'article 66 du Code pénal une intelligente application dans laquelle il ne saurait être trop encouragé. Je voudrais que M. le vice-président Flandin fut invité à fournir à notre Société, dans la prochaine séance, des renseignements sur les heureuses conséquences de cette jurisprudence nouvelle dont il a eu l'initiative et dont il est le principal auteur.

M. le pasteur ARBOUX. — Sans méconnaître les progrès accomplis dans les colonies pénitenciaires, et tout en reconnaissant au contraire qu'ils sont grands, sérieux, puisqu'elles ne méritent plus certains reproches qu'on leur adressait autrefois, me sera-t-il permis de dire qu'elles n'obtiennent pas dans l'éducation de tous leurs élèves un succès égal ?

En 1887, en Angleterre, j'ai pu constater le fait moi-même, au sein de l'une des colonies les plus renommées et les plus florissantes.

Comment peut-on, d'ailleurs, savoir de science certaine qu'un malheureux enfant abandonné à douze ans, par exemple, ne sera jamais digne de la liberté à dix-huit, après avoir passé plusieurs années dans une colonie ? C'est un fait à constater, et je trouve, sur ce point, l'opinion de M. Bournat trop systématique.

La statistique des récidivistes sortant de ces colonies est, dit-on,

rassurante lorsqu'elle s'étend à tout le pays. L'est-elle au même degré dans les grandes villes ? Je laisse à ceux de nos collègues qui ont une autorité toute spéciale le soin de répondre.

En deux mots, je ne suis nullement l'adversaire de ceux qui désirent l'envoi en correction jusqu'à vingt ans. Je sais à merveille que les courtes peines ont leur danger. J'ai voulu faire remarquer seulement qu'en fait on voit certains mineurs bénéficier sans péril d'une sorte de libération conditionnelle. Il serait inexact de me prêter d'autres vues au cours de cette discussion. C'est une simple réserve que j'ai voulu faire, d'accord en cela avec plusieurs de nos collègues qui ont déjà parlé.

M. YVERNES. — Puisque M. le Président veut bien faire appel à la statistique, je dois dire que sur 90.000 récidivistes il n'y en avait que 1.200 qui provenaient des maisons de correction.

M. RIVIÈRE. — Je demande que cette intéressante discussion qui n'est pas épuisée, soit continuée à la prochaine séance et que l'on convoque spécialement M. le Directeur de l'administration pénitentiaire et M. le président Flandin, dont les lumières et l'expérience nous seront très profitables sur cette question.

M. LE PRÉSIDENT. — L'assemblée est unanime pour demander à nos éminents collègues MM. Herbette et Flandin de vouloir bien assister à notre prochaine séance et la suite de la discussion est renvoyée au mois de janvier prochain. Mais avant de nous séparer, je crois de mon devoir de souhaiter la bienvenue à M^{lle} Joffrès qui par sa présence nous prouve l'intérêt qu'elle porte à notre Société, et à M. l'abbé Fortier que nous sommes heureux de voir parmi nous occuper la place du regretté et vénérable abbé Crozes.

La séance est levée.

Le Secrétaire,
Comte LE COURBE.

L'ŒUVRE DU PATRONAGE

DES

PRÉVENUS ACQUITTÉS DE LA SEINE

La Société générale des prisons consacre son Bulletin mensuel à la publicité et à l'étude des œuvres qui patronnent tous ceux que la justice remet en liberté. Il est une de ces œuvres fort ancienne, si modeste et si réservée qu'elle est ignorée du public et même de beaucoup de magistrats, dont elle a cependant pour but de faciliter et compléter la mission ; les membres de la Société des prisons trouveront peut-être quelque intérêt à la connaître, à en apprendre les origines, le fonctionnement et les résultats.

L'Œuvre du patronage des prévenus acquittés de la Seine existe depuis 53 ans, elle a vécu jusqu'ici dans l'enceinte du palais de justice, administrée par des magistrats, ne comprenant presque exclusivement parmi ses adhérents que des membres de la Cour de cassation, de la Cour d'appel de Paris et du Tribunal de la Seine, ayant observé trop longtemps par un scrupule peut être exagéré, une réserve et une discrétion qu'elle jugeait convenir aux fonctions de ceux qui la dirigeaient.

Pour la première fois M. Georges Picot, dans une conférence faite à Bordeaux en 1888 sur l'Œuvre de l'hospitalité de nuit, a revendiqué pour la magistrature parisienne et pour la Société de patronage des prévenus acquittés, dont il est l'un des membres les plus zélés, l'honneur d'avoir fondé à Paris la plus ancienne peut-être des maisons d'asile de nuit, restreinte il est vrai à une certaine catégorie d'individus, mais tendant aux mêmes résultats que toutes ces œuvres nouvelles qui depuis quelques années ont atteint un si rapide développement.

Le premier pas franchi et violence ayant été faite à sa modestie, l'Œuvre n'avait plus aucun motif pour se taire ; elle comprenait d'ailleurs que pour développer ses ressources, multiplier ses secours, il lui fallait éveiller des sympathies nouvelles, élargir le cercle dans lequel elle s'était renfermée et provoquer par la publicité des services qu'elle rendait, l'adhésion de tous ceux qui s'intéressent à l'œuvre de la justice.

Le 1^{er} septembre 1836, M. de Metz, ancien juge d'instruction près le tribunal de la Seine, alors conseiller à la Cour de Paris, animé de ce zèle charitable qui devait trois années plus tard fonder la colonie de Mettray, réunissait en comité plusieurs de ses collègues : MM. Lamy, vice-président au tribunal de la Seine, Rigal, juge, Casenave et Charles Picot juges suppléants, auxquels venaient s'associer MM. Mortimer-Ternaux, maître des requêtes au Conseil d'Etat, Édouard Ternaux et Eugène Gareau avocats à la Cour de Paris. Le but de cette réunion était de s'entendre pour porter secours aux prévenus et accusés remis en liberté sans condamnation et qui ne devaient trouver à leur sortie de prison ni asile ni travail.

Le premier appel fait par les fondateurs expose ainsi la raison d'être et le but de l'Œuvre qui devait prendre le nom *d'Œuvre du patronage des prévenus acquittés de la Seine*. « Jusqu'à présent, dit cette notice, aucune société n'avait songé à s'occuper du sort de ces individus qui, placés sous la main de la justice par suite d'une erreur souvent inévitable, ou par un concours fatal de circonstances, sont plus tard reconnus innocents. Pourtant ils ont un double titre à faire valoir, leur misère et l'injustice que la société leur a fait subir... Lorsqu'un homme n'a été reconnu innocent qu'après une longue et minutieuse instruction, lorsqu'il n'a été renvoyé absous qu'après avoir subi toutes les lenteurs d'un jugement, quel usage fera-t-il de cette liberté qui lui est rendue ? S'il est véritablement probe et honnête, il se trouvera aux prises avec la misère ; sans argent, sans travail, le voilà tourmenté par les besoins impérieux de sa famille ; il faut venir à son aide et prévenir ainsi des délits et peut-être des crimes. Il faut pendant quelques jours pourvoir à sa subsistance, lui faciliter les moyens de reprendre l'exercice de son état, lui donner foi dans un meilleur avenir. Par ce soulagement important on aura rendu service à la société en maintenant un de ses membres dans la route du bien, on aura rendu service au magistrat qui se sentira parfois consolé en songeant que les erreurs de la justice ne sont pas toujours sans une sorte de réparation. »

En s'exprimant ainsi les fondateurs précisaient le caractère de l'Œuvre nouvelle, ils voulaient accomplir un acte de justice vis-à-vis de ceux qu'une détention préventive avait privés de moyens d'existence ; ils voulaient par charité faire ce que des économistes ont souvent réclamé comme un droit.

Ainsi entendus les secours de l'Œuvre ne pouvaient recevoir

que de rares applications, aussi s'étendirent-ils dès le début à une autre catégorie bien plus nombreuse, celle des individus, traduits en justice pour des délits de vagabondage, de mendicité ou autres insuffisamment caractérisés, dont la conduite antérieure est satisfaisante et qui pour ces motifs bénéficient promptement d'une ordonnance de non-lieu ou d'un acquittement. L'œuvre de réparation devint ainsi une œuvre de bienfaisance et de charité ; c'est ce caractère qu'elle conserve encore aujourd'hui.

Cette clientèle nouvelle était d'ailleurs digne d'intérêt ; un individu est arrêté pour vagabondage ou pour mendicité, il a de bons antécédents, il est venu imprudemment à Paris pour y chercher de l'ouvrage, il est infirme ou son travail chôme, le remettre en liberté sans lui donner un appui, sans lui donner les moyens de gagner sa vie, c'est l'exposer le jour même à une arrestation nouvelle qui serait suivie d'une condamnation certaine. Le magistrat devant lequel il a comparu l'adressera à l'Œuvre des prévenus acquittés qui le recueillera et le nourrira pendant quelques jours, lui donnera les vêtements qui lui sont nécessaires ; s'il est de Paris, elle s'efforcera de le placer ; s'il arrive de la province ou de l'étranger, elle lui facilitera les moyens de retourner dans son pays ; s'il est infirme, elle le dirigera sur un hospice ; s'il est propre au service militaire, elle fera les démarches nécessaires à son engagement ; en un mot, elle tentera suivant les circonstances toutes les démarches utiles pour éviter à l'assisté une arrestation nouvelle et lui assurer des moyens d'existence. C'est cette mission que l'Œuvre n'a cessé de poursuivre depuis plus de 50 ans, garantissant ainsi plusieurs milliers de prévenus contre les dangers certains de leur mise en liberté.

L'Œuvre eut des débuts modestes. Elle commence à fonctionner le 27 septembre 1836, elle ne possède pas encore un domicile propre, elle fait choix d'un petit hôtel garni, l'hôtel Stuttgart situé successivement 12, rue Saint-Pierre-aux-Bœufs puis 40, rue Saint-Jacques, et y adresse ses assistés ; chaque jour un membre de l'Œuvre se rend au lieu d'asile pour interroger les nouveaux venus, s'informer de leur situation et veiller à leur rapatriement ou à leur placement. Bientôt cette organisation devient insuffisante, le nombre des assistés augmente, les membres de l'Œuvre, avec leurs occupations journalières, ne peuvent suffire à la surveillance et au placement des assistés. En 1839, l'Œuvre prend un directeur, loue un local modeste situé rue des Anglaises ; puis, comme ses ressources grandissent, le 1^{er} janvier 1854 elle se fixe

136, rue de Lourcine, dans une maison plus vaste qu'elle occupait encore aujourd'hui et qui peut, avec l'appartement du directeur, contenir 14 lits, dont 2 dans une dépendance séparée sont réservés aux femmes.

M. de Metz ne devait point conserver longtemps la présidence de l'Œuvre qu'il avait fondée ; en 1839 il a entrepris une tâche plus importante et qui devait absorber sa vie, la création de la colonie de Mettray ; il cède en 1840 ses fonctions à M. Delahaye conseiller à la Cour d'appel. Puis l'Œuvre est successivement présidée par M. le conseiller Perrot de Chézelles de 1849 à 1858, par M. le conseiller Jourdain de 1858 à 1859, par M. le conseiller Broussais de 1859 à 1860, par M. le conseiller Dubarle de 1860 à 1870, par M. Casenave conseiller à la Cour de cassation, l'un des derniers fondateurs survivants, de 1870 à 1875. En 1875 M. Aubépin, président du Tribunal de la Seine, succède à M. Casenave, et en acceptant les fonctions de président qu'il remplit encore aujourd'hui, il a voulu témoigner que cette Œuvre faisait partie du Tribunal de la Seine et avait été plus particulièrement adoptée par lui. M. Foucher notaire à Paris avait accepté la charge gratuite de trésorier, que M. Segond son successeur a tenu à honneur de continuer dans des conditions semblables.

Les ressources de l'Œuvre furent d'abord bien faibles ; les adhérents souscripteurs étaient peu nombreux et ne versaient comme aujourd'hui qu'une cotisation de 10 fr. ; pendant de longues années leur nombre ne fut que de 30 à 40, tant étaient discrètes les mesures employées pour leur recrutement. Ce n'est qu'après 1870 que des appels réitérés aux magistrats élevèrent à 150 le chiffre des membres de l'Œuvre.

La Société ne pouvait ainsi compter sur des ressources personnelles suffisantes, mais elle devait recueillir de l'administration de sérieux encouragements. Le Ministre de l'intérieur, le Conseil général de la Seine, le Conseil municipal de Paris, appréciant les services que cette Œuvre nouvelle était appelée à rendre, lui apportèrent bientôt leur concours et lui donnèrent libéralement leurs subventions. Aussi le nombre des prévenus croît-il rapidement ; du 27 septembre 1836 au 1^{er} janvier 1838, il n'est que de 108 ; dix années après en 1848, il est de 1.103. Les résultats obtenus pour le placement des prévenus étaient alors des plus favorables ; on cherchait des colons pour l'Algérie, les Ministères de la guerre et de la marine s'empressèrent de mettre à la disposition de l'Œuvre les parcours et passages gratuits qui leur étaient

demandés. En 1848 notamment 490 assistés quittèrent Paris dans ces conditions, c'était une ressource précieuse pour l'Œuvre, elle lui fit défaut à partir de 1859, année où cessèrent ces envois.

L'Œuvre des prévenus acquittés, depuis 50 ans, est demeurée stationnaire avec un budget à peu près identique et d'un équilibre aussi instable; alors que la population de Paris augmentait, que se multipliait le nombre des arrestations et des acquittements, elle a dû se maintenir dans les mêmes limites étroites, arrêtée dans son développement par une situation financière qui n'était plus en rapport avec la clientèle sollicitant ses secours.

De 1836 à 1888 le nombre total des admissions a été de 30.000 environ, il a varié chaque année avec les ressources dont l'Œuvre disposait, avec l'augmentation ou la diminution des arrestations et des poursuites, dépassant suivant les circonstances le chiffre de 1.200, puis quelques années après se trouvant réduit au chiffre de 300.

Aussi, pour suivre l'histoire de la Société, se rendre compte des services qu'elle a rendus, il n'est pas nécessaire de remonter à l'année 1836; l'analyse sommaire des rapports soumis aux assemblées générales pendant ces dix dernières années, depuis 1879, fera suffisamment connaître le fonctionnement de l'Œuvre, ses ressources, ses dépenses et les résultats qu'elle obtient.

De 1879 à 1888, l'Œuvre a recueilli 7.647 individus, ce qui donne une moyenne de 765 par année et de 64 par mois; le chiffre le plus élevé d'admissions a été de 1.269 en 1882, le plus bas, de 294 en 1888. Parmi les assistés, les femmes sont en petit nombre, elles ne représentent qu'une moyenne de 7 p. 100. La majorité des assistés (60 p. 100 environ) se compose d'individus encore jeunes, n'ayant pas dépassé 30 ans; leur jeunesse, exempte d'antécédents judiciaires, les rend dignes de l'intérêt du magistrat et pour eux la direction et l'appui de l'Œuvre sont jugés plus utiles.

La clientèle de la Société se recrute principalement parmi les individus arrêtés pour vagabondage et mendicité; aussi sont-ils presque tous adressés par les substituts du Procureur de la République, chargés du service du petit parquet; 4 p. 100 seulement des lettres d'asile portent la signature d'un juge d'instruction, 1 p. 100 de ces lettres portent la signature d'un magistrat siégeant au tribunal correctionnel. Tous les membres de la Cour de Paris et du Tribunal de la Seine ont ces lettres à leur disposition et seuls ils peuvent les délivrer; ils doivent y inscrire les renseignements d'état civil qu'ils possèdent, les antécédents que le dossier

d'instruction leur fournit et y ajouter toutes les indications qui peuvent faciliter le placement de l'assisté ou son renvoi dans son pays et dans sa famille ; ces lettres doivent être remises sous enveloppe cachetée aux bénéficiaires qui les présentent au directeur pour être admis par lui dans l'asile.

Chacun des assistés a droit aux secours pendant trois journées ; ce délai est court, il a été depuis adopté par les maisons d'hospitalité de nuit, c'est le temps jugé nécessaire pour permettre de trouver de l'ouvrage. D'ailleurs les lits sont peu nombreux, il faut faire place aux nouveaux arrivants, pour que chacun ait sa part, si petite soit-elle, dans les secours de l'Œuvre. Cette prescription des statuts ne saurait être rigoureusement observée ; toutes les fois que le directeur de l'asile estime qu'une prolongation de séjour est nécessaire au prévenu pour attendre soit un placement certain soit les ressources annoncées par la famille, il est autorisé à l'accorder dans la mesure qu'il juge convenable ; jamais il ne refusera les secours de l'Œuvre à celui qui a déjà la perspective d'un travail assuré et qui touche au port.

La grande majorité des assistés profite de l'entier séjour auquel ils ont droit ; la moyenne des dix dernières années s'établit ainsi :

11 p. 100	ont passé.....	1 journée.
10 p. 100	—	2 journées.
77 p. 100	—	3 journées.
2 p. 100	sont restés plus de 3 journées.	

Pendant les années 1887 et 1888 la proportion de ceux qui ont dépassé le séjour réglementaire est beaucoup plus élevée, elle atteint 16 p. 100 ; l'affluence était moindre et le directeur, sans faire tort à personne, pouvait prolonger la durée des secours au profit de ceux qui lui paraissaient les plus dignes d'intérêt. La moyenne des journées de présence par an est de 2.040.

Bien que pour éviter l'encombrement, la durée des secours soit réduite à trois journées, il arrive souvent pendant l'hiver que le local est insuffisant pour recevoir tous les prévenus qui se présentent porteurs de lettres d'asile. La maison, ne possédant que 14 lits, est en état de ne recevoir par jour que 4 ou 5 nouveaux assistés ; si ceux-ci arrivent plus nombreux, ils ne peuvent tous être reçus. La nécessité voulait qu'autrefois les derniers venus, trouvant toutes les places occupées, fussent impitoyablement refusés ; ils devaient se représenter le lendemain, mais pendant leur

première nuit n'avaient aucun gîte. Ces faits regrettables ne se reproduisent plus depuis l'ouverture des maisons d'hospitalité de nuit ; deux de ces asiles situés dans le voisinage, l'un destiné aux hommes, boulevard de Vaugirard, l'autre aux femmes, rue du Faubourg-Saint-Jacques, veulent bien accueillir tous les prévenus que l'Œuvre ne peut recevoir et qui leur sont adressés par son directeur. En toutes circonstances l'Œuvre des prévenus acquittés trouve chez les directeurs des maisons d'hospitalité de nuit le concours le plus actif et le plus empressé : l'asile de la rue de Lourcine ne possède aucun appareil d'assainissement des vêtements des assistés, c'est encore boulevard de Vaugirard que sont adressés pendant une nuit tous les prévenus pour lesquels des mesures de propreté sont jugées nécessaires par le directeur ; c'est à la maison de la rue Saint-Jacques, d'une organisation si complète pour les enfants en bas âge, que sont envoyées les mères ; elles y trouvent tous les secours spéciaux que l'asile de la rue de Lourcine ne pourrait leur fournir. En venant en aide à l'Œuvre des prévenus acquittés, ces asiles de nuit ne sauraient mieux remplir leur mission, car les malheureux qu'ils recueillent ainsi présentent, eux du moins, des garanties d'identité et de bonne conduite ; ils ne demandent d'ailleurs que le gîte d'une nuit et reçoivent, rue de Lourcine, tous les autres secours de nourriture et de vêtements.

Chaque assisté en outre du logement, a droit en effet à sa nourriture et aux vêtements qui lui sont nécessaires. La nourriture ne peut être fournie dans la maison même, elle est prise chez un restaurateur voisin ; le directeur remet aux assistés deux bons par jour, l'un de 0 fr. 40 c. pour le repas du matin, l'autre de 0 fr. 45 c. pour celui du soir ; les infirmes, les femmes et les enfants reçoivent suivant leurs besoins, des bons supplémentaires de vin ou de bouillon. La moyenne annuelle des bons distribués est de 3.900.

Les secours en vêtements ont pris depuis quelques années une extension considérable ; longtemps ils ne furent distribués qu'avec une grande réserve ; c'est une dépense qui grève lourdement les budgets et qui pour ce motif avait dû être écartée ; on a jugé depuis qu'elle était nécessaire et qu'il était préférable de réduire le nombre des assistés, si la situation financière l'exigeait, et de donner à chacun d'eux les secours les plus complets. La première condition du placement facile des prévenus est de leur procurer la tenue décente qu'exige leur profession, et de leur permettre ainsi de se présenter convenablement vêtus chez un

patron. La plupart d'entre eux n'ont que des vêtements en haillons et souvent ils manquent même des plus nécessaires ; en pareil état ils sont incapables de se procurer de l'ouvrage, leur état de vagabondage et leur arrestation souvent n'ont pas d'autre cause. Que de fois un individu a été refusé dans tous les ateliers, qui retrouve du travail à peine a-t-il reçu les vêtements nécessaires !

Dans ces dix dernières années, la moyenne annuelle de la distribution des secours de cette nature est de 485 objets et celle des prévenus ainsi assistés de 63 p. 100. Cette proportion augmente chaque année et, en 1888, 346 objets ont été distribués entre 294 prévenus. A ces vêtements achetés par l'Œuvre, il faut ajouter ceux qui sont donnés par les membres et qui sont nécessaires à certaines catégories d'assistés, employés, commis ou autres exerçant une profession semblable ; il est nécessaire que ceux-ci, qui représentent environ 10 p. 100 du nombre total des admissions soient bourgeoisement habillés et les vêtements de cette nature sont d'un prix trop élevé pour que l'Œuvre puisse en faire la dépense. Aussi compte-t-on sur la générosité des membres souscripteurs pour alimenter ce vestiaire.

L'Œuvre des prévenus acquittés ne borne pas ses secours à des soins matériels, elle ne considère sa tâche accomplie que lorsqu'elle a mis les assistés en mesure de pourvoir honnêtement à leur existence ; aussi tous ses efforts tendent-ils, et c'est là son but unique, à faciliter leur placement. Il appartient au directeur, à leur arrivée dans l'asile, de donner aux prévenus courage et conseils, de leur faire comprendre la nécessité du travail, et suivant les circonstances, de les adresser chez des patrons qu'il sait en état de les recevoir, de les faire entrer dans des hospices, de les mettre en rapport avec leurs familles et souvent de les réconcilier avec elles, de faciliter leur engagement militaire ou leur retour dans leur pays, de les recommander à d'autres œuvres de charité plus spéciales qui peuvent leur venir en aide, en un mot, de s'intéresser à leur situation et de faire en leur faveur toutes les démarches nécessaires. La mission du directeur est souvent ingrate et difficile, et les obstacles, qui rendent laborieux le placement des prévenus, sont nombreux : les patrons sont défiant vis-à-vis d'individus qu'ils savent sortir de prison, et ne sont pas toujours pleinement rassurés par une mise en liberté sans condamnation ; d'autre part les assistés peuvent n'avoir été arrêtés qu'après avoir épuisé tous les moyens de trouver de l'ouvrage ; leur profession est en chômage ; ou bien encore ils sont infirmes,

viennent de sortir de l'hospice, hors d'état de travailler; enfin beaucoup d'entre eux insoucians et indifférents au travail ne secondent en aucune façon les efforts du directeur. Malgré et en raison de ces difficultés, les résultats obtenus peuvent être considérés comme satisfaisants.

En moyenne, pendant ces dix dernières années, sur 765 prévenus :

331 (43 p. 100) ont trouvé de l'ouvrage ou doivent être considérés comme tels parce qu'ils ont quitté l'asile avant le troisième jour.

36 (5 p. 100) sont retournés dans leur pays ou leur famille.

8 (1 p. 100) sont entrés à l'hôpital.

4 ont pris du service militaire.

2 ont reçu de l'argent de leur famille.

384 en quittant l'asile, leur temps de séjour expiré, n'ont point déclaré avoir du travail.

Le nombre des prévenus pourvus de moyens d'existence est donc de 50 p. 100. Cette moyenne est devenue dans ces dernières années beaucoup plus satisfaisante et ses progrès sont rapides; de 43 p. 100 en 1886, elle s'élève à 52 p. 100 en 1887, à 64 p. 100 en 1888, à 78 p. 100 pendant les six premiers mois de 1889. Cette situation si favorable témoigne du zèle et de l'activité du directeur actuel, ancien capitaine de l'armée, M. Garipel. Il est sans aucun doute peu d'œuvres charitables qui, avec une pareille clientèle, puissent revendiquer des résultats semblables, obtenus dans un délai aussi court, et qui fassent autant de bien avec des dépenses et des ressources aussi réduites.

Les dépenses générales qui se répètent chaque année, quel que soit le nombre des prévenus, ont été pendant les dix dernières années en moyenne les suivantes :

Loyer de la maison, impôts, assurances..	1.335 francs.
Appointements du directeur.....	1.200
Gages et nourriture du concierge	460
Recouvrement des souscriptions.....	80
Total.....	3.075 francs.

Les autres dépenses, qui sont plus spéciales aux assistés, qui

varient avec leur nombre, avec l'importance des secours accordés, sont :

Frais de nourriture.....	1.700 francs.
Vêtements.....	400
Chaussures.....	600
Blanchissage.....	50
Chauffage.....	80
Éclairage.....	15
Entretien du mobilier.....	60
Dépenses diverses, impressions	95
Total.....	3.000 francs.

L'ensemble des dépenses a donc été en moyenne de 6.075 fr. dans lesquels les vêtements et chaussures figurent pour une somme totale de 1.000 fr. La dépense faite pour chaque assisté revient à 7 fr. 74 c., dont 4 fr. 02 c. applicables aux frais généraux et 3 fr. 92 c. applicables aux frais spéciaux ; cette dépense individuelle est peu élevée, elle le serait moins encore, si les admissions étaient plus nombreuses et si les frais généraux se répartissaient ainsi sur un chiffre plus grand d'assistés. On ne peut faire un bien aussi réel, rendre des services aussi efficaces avec une plus stricte économie.

Pour subvenir à ces dépenses l'Œuvre a comme ressources moyennes dans ces dix dernières années :

Subvention du Conseil général.....	2.500 francs.
Subvention du Ministère de l'intérieur	1.000
Souscription des membres	1.500
Arrérages de rente	300
Collectes du jury	340
Total.....	5.640 francs.

L'Œuvre ne possède ainsi que des ressources personnelles fort restreintes, 2.000 fr. environ, et ne saurait continuer sa mission charitable sans l'appui du Ministère de l'intérieur et du Conseil général de la Seine. Ses membres, qui paient la cotisation modeste de dix francs, ne sont au nombre que de 150 ; la part qui lui est attribuée dans les collectes du jury diminue depuis quelques années, tant se multiplient les autres œuvres de bienfaisance

qui sollicitent ces aumônes. Les subventions de l'administration ont elles aussi subi des réductions notables occasionnées par le concours d'œuvres nouvelles : la ville de Paris a depuis quelques années supprimé un secours de 1.500 fr. et le Conseil général de la Seine a réduit à 2.000 francs une allocation qui avait été autrefois de 3.000 francs.

Balance faite des recettes et des dépenses, le déficit annuel est en moyenne pendant les dix dernières années de 435 fr. ; il a été couvert par les fonds que l'Œuvre possédait en réserve, par de menus dons et surtout par la libéralité d'une somme de 2.500 fr. faite fort à propos par un généreux donateur M. Lebaigne. Déjà avant l'année 1870 les déficits s'étaient accumulés, et l'Œuvre avait eu la bonne fortune de recevoir de M. Singer une somme de 2.000 fr. qui lui avait permis de régler son passif arriéré. Les ressources de cette nature ne sont que trop rares, et il n'est pas possible de compter sur elles pour assurer l'équilibre annuel du budget. L'Œuvre possède aussi un titre de rente de 330 francs, produit d'économies anciennes et représentant un capital d'environ 9.000 fr., mais ses ressources si restreintes et d'une nature si précaire la mettent dans la nécessité d'en constituer un fonds de réserve destiné à faire face aux circonstances imprévues qui diminueraient ses recettes ou augmenteraient ses dépenses et à lui permettre de vivre en attendant que les mauvais jours soient passés.

Dans cette situation, la Société, effrayée depuis deux ans des déficits annuels répétés, toujours accrus et dépassant 1.500 fr., voyant ses ressources faiblir et son fond de réserve menacé, a pris la résolution de restreindre la délivrance de ses lettres d'asile ; le premier effet de cette décision fut de réduire le chiffre des admissions à 491 en 1887, à 294 en 1888. Cette mesure nécessaire et peut-être trop sévèrement appliquée en 1888, est éminemment regrettable, puisqu'elle prive un grand nombre de malheureux du seul appui sur lequel ils pouvaient compter, de la seule occasion qui leur était fournie de s'assurer par le travail les moyens de vivre et de se soustraire à la menace de nouvelles arrestations.

L'Œuvre des prévenus acquittés jusqu'à présent ne sollicitait des adhésions que parmi les magistrats de Paris et évitait toute publicité étrangère ; mais ce mode de recrutement est trop limité pour lui fournir les ressources qui lui sont nécessaires. Elle comprend que, si elle veut se développer et grandir, elle ne doit pas vivre dans l'ombre et dans la retraite, mais affirmer son existence

et ses besoins, et provoquer la sympathie et la charité en faveur des malheureux qu'elle secourt. Elle est, croit-elle, la seule œuvre à Paris qui recueille, à leur sortie de prison, ceux qui n'ont subi aucune condamnation ; elle a conscience des devoirs que cette situation unique lui impose vis-à-vis de malheureux, plus dignes que tous autres d'être secondés dans leurs efforts pour trouver de l'ouvrage. Elle voudrait ne laisser sans appui aucun de ceux que la justice a reconnus innocents et qu'elle a déclarés dignes d'intérêt et de secours. C'est l'engagement pris par ses fondateurs et auquel elle ne doit pas faillir ; mais pour le remplir, il lui faut élever ses recettes au niveau de ses besoins, il lui faut le concours non seulement des magistrats mais aussi de ceux qui, associés à leurs travaux, seront heureux de participer aux charges qu'impose l'œuvre de la justice ; ils ne peuvent d'ailleurs exiger un emploi plus sûr et plus fécond de leurs charités, ils ont en effet pour garants l'instruction qui précède la mise en liberté, le patronage du magistrat et les résultats si satisfaisants obtenus par l'Œuvre dans le placement des assistés.

Puisse ces motifs et l'exposé qui vient d'être fait inspirer à ceux qui en auront pris connaissance une effective sympathie pour une œuvre, qui ne peut atteindre aussi complètement qu'elle le doit le but qu'elle poursuit, qu'en ralliant de nouveaux et nombreux concours, et qui chaque année devrait s'étendre et grandir avec les misères toujours croissantes qu'elle est appelée à soulager ! (1)

DE LALAIN-CHOMEL.

(1) Les adhésions sont reçues par M. Perrin, économiste du Tribunal, au Palais de Justice et par M. Segond, notaire, trésorier de l'Œuvre, 7, rue Laffitte.

É T U D E

SUR LE

PROJET DE CODE PÉNAL DE NEUCHÂTEL

La réforme du Code pénal est une question à l'ordre du jour dans presque tous les pays de l'Europe ; et les États qui, depuis 1815, avaient conservé le Code français, s'empressent à tour de rôle de le remplacer par une législation mieux appropriée aux mœurs de notre époque et mieux en harmonie avec les progrès de la science du droit pénal. C'est ainsi que le Code de 1810 a été successivement abrogé, en 1866, dans le Jura bernois ; en 1867, en Belgique ; en 1874, dans le canton de Genève ; en 1879, dans le grand-duché de Luxembourg ; en 1881, dans le royaume des Pays-Bas.

A la suite de Genève, les cantons de la Suisse romande sont entrés dans cette voie de réforme. Le canton de Vaud, dont le Code pénal remonte à 1843, prépare un projet, qui, rédigé et publié en 1881, n'a cependant pas encore vu le jour de la discussion publique ; le canton de Neuchâtel suit le même exemple ; le projet de Code pénal, qui vient d'y être publié, porte la date du 5 mai 1839.

Le Code pénal de Neuchâtel remonte à 1855 ; par son plan, par sa terminologie, il procédait du Code français, bien qu'en différant au fond sur plusieurs points importants. Le projet récent, qui a pour auteur M. Cornaz, chef du département de justice du canton, s'inspire des progrès accomplis, depuis 1855, dans les diverses législations européennes ; mais le rédacteur de ce projet ne s'est pas borné à s'approprier sans contrôle les dispositions du Code belge, du Code allemand, ou celles du Code hollandais ; outre qu'il fait un choix fort judicieux entre les principales de ces dispositions, ledit rédacteur propose à son tour un certain nombre de solutions neuves, dont quelques-unes sont intéressantes au point de vue des rapports internationaux.

I

Le projet neuchâtelois se divise en trois livres, dont le premier a pour objet les dispositions générales; le second livre traite des délits; le troisième des contraventions. Le titre premier du premier livre est intitulé: Introduction.

Comme le Code autrichien de 1852, comme le Code hollandais, comme le nouveau Code italien, notre projet répudie la division tripartite des infractions en crimes, délits et contraventions; il n'y a en effet qu'une seule distinction logique, celle des infractions intentionnelles que le projet nomme délits, et qu'il oppose aux simples contraventions. Ni le législateur belge, ni le législateur allemand, ni le législateur genevois, ni le législateur hongrois n'ont osé rompre avec une division consacrée par un long usage; mais en Suisse même, le canton de Neuchâtel n'aura pas été le premier à entrer dans cette voie: l'absence de toute distinction entre les délits et les crimes se remarque déjà dans le Code pénal vaudois de 1843.

Dès lors la définition classique qui consiste à distinguer chaque catégorie d'infractions suivant la nature et le caractère des peines qu'elles font encourir n'a plus de raison d'être. Le projet y substitue une définition philosophique, dont on ne trouve l'équivalent dans aucun des codes publiés jusqu'à ce jour en Europe et dont le caractère rigoureusement scientifique mérite de fixer l'attention: « le délit, dit l'art. 1^{er}, est une violation des devoirs imposés par la loi dans l'intérêt de l'ordre social; la peine est infligée au coupable dans le but d'assurer l'autorité de la loi, de préserver la société par l'intimidation qu'elle produit, et de prévenir une rechute par la réforme du condamné. »

L'art. 2 pose le principe de la non-rétroactivité de la loi pénale, sauf pour le cas où une loi plus douce serait en vigueur au moment de la poursuite. Tous les codes publiés depuis 1867 formulent cette réserve, qui est conforme à l'interprétation toujours suivie en France malgré le silence des textes (1).

L'art. 5, qui traite de la compétence territoriale, nous amène

(1) Chauveau et F. Hélie, *Théorie du code pénal*, t. 1^{er} nos 27 et suiv. — Cass. 3 juillet 1863, B. 188. — Le Code pénal du Valais, qui remonte à 1858, formulait déjà la même réserve.

arler de la prorogation de cette compétence que presque tous les codes autorisent en vue de la répression de certaines infractions commises en pays étranger. Cette prorogation est indispensable aujourd'hui où le principe qu'on n'extrade pas ses nationaux est devenu un axiome de droit des gens pour tous les peuples civilisés (1).

« Les dispositions du présent Code, dit l'art. 6 du projet, sont applicables aux délits commis ou tentés hors du canton, au préjudice de l'État, de ses ressortissants, ou même de Suisses ou d'étrangers qui y sont domiciliés, pourvu, dans ces deux derniers cas, qu'il ne s'agisse pas de délits commis dans leur lieu d'origine. » Ainsi, en premier lieu, des poursuites sont possibles pour tout délit commis hors du canton, soit par un ressortissant, soit par un étranger, contre l'État neuchâtelois; cette disposition doit s'interpréter par référence au texte des principaux codes européens, qui énumèrent à cette occasion tous les crimes et délits commis soit contre la sûreté de l'État, soit contre le crédit public. — Notre texte permet ensuite des poursuites, même contre un étranger, pour tout méfait dont un ressortissant peut avoir été victime à l'étranger. On sait qu'une disposition semblable, inscrite naguère dans un projet de loi français, faillit occasionner des complications diplomatiques; des États, autres que la France, ont pu cependant légiférer en ce sens sans éveiller les susceptibilités de l'Angleterre: c'est ainsi en effet, que le nouveau Code italien, et, en Suisse, les Codes du Valais, de Fribourg, de Zurich, de Glaris, de Bâle, d'Argovie résolvent la question; c'est ainsi qu'elle est résolue dans le projet vaudois. Le projet pour Neuchâtel suit la même voie; mais ce qui est original, c'est qu'à côté des ressortissants le nouveau Code entend protéger les Suisses, et jusqu'aux étrangers qui seront domiciliés dans le canton. Cette protection ne fera défaut aux uns et aux autres que pour les délits commis dans leur canton ou dans leur pays d'origine, et que leur gouvernement aurait négligé de réprimer.

Les lois pénales du canton s'appliqueront en second lieu « aux faits constituant des délits non politiques, commis hors du terri-

(1) Excepté pour l'Angleterre et pour les États-Unis; aussi ces deux pays admettent-ils sans réserve le principe de la territorialité des lois pénales. — Les codes de Zurich, de Bâle et de Glaris autorisent l'extradition des ressortissants; mais l'extradition étant une matière de compétence fédérale dans les rapports avec les nations étrangères à la Suisse, ces dispositions ne trouvent d'application que dans les rapports des trois cantons susnommés avec les confédérés.

toire du canton, par ses ressortissants ou par ceux d'un autre canton, lorsque leur extradition n'aura pas eu lieu.» La plupart des codes modernes distinguent à cette occasion entre les crimes et les délits; le code de 1855 donne même une énumération limitative des crimes et des délits qui peuvent être ainsi réprimés, et en subordonne la poursuite à des conditions qui varient selon le caractère de l'infraction et la nationalité de la victime (1). Au contraire le projet autorise la poursuite de tout méfait, commis à l'étranger, qui n'a pas le caractère d'une simple contravention; il ne fait exception que pour les délits politiques, se conformant sur ce point au Code luxembourgeois du 18 janvier 1878, et au Code belge de procédure pénale dont le titre préliminaire est en vigueur depuis le 17 avril 1878. — Des poursuites peuvent être exercées contre un Neuchâtelois et aussi contre un Suisse établi dans le canton; cette extension est empruntée à l'art. 4 du projet vaudois. C'est dans la même pensée que le Code hongrois permet de poursuivre en Hongrie l'étranger qui y est arrêté après avoir commis à l'étranger un crime ou un délit non encore réprimé, et pour lequel l'extradition n'est pas autorisée par les traités ou par l'usage; c'est ainsi encore que l'art. 7 du Code italien permet, dans les mêmes conditions, la répression du délit commis par un étranger à l'étranger, lorsque « l'extradition n'est pas acceptée par le gouvernement du lieu du méfait ni par celui de la patrie de l'inculpé. » Mais le législateur neuchâtelois qui, pas plus que le législateur français, ne veut assumer le rôle de « justicier universel » (2), ne se charge pas de faire la police du monde entier; il se contente d'obvier aux inconvénients du régime fédératif en assimilant à ses ressortissants ceux des confédérés qui sont établis en grand nombre sur son territoire. — Trois conditions sont requises pour que la poursuite soit recevable: 1° il faut que le méfait constitue une infraction dans le pays où il a été commis; 2° il faut que l'action publique ne soit pas prescrite selon la législation de ce pays (3); quelques codes décident que si la peine du pays

(1) Aux termes du Code d'instruction pénale qui a été promulgué à Genève en 1884, le crime ou le délit commis à l'étranger n'est punissable dans le canton qu'autant qu'il est prévu au traité d'extradition conclu avec le pays où ce méfait a été commis. — Le Code belge de procédure pénale formule une condition semblable, mais seulement pour le cas où le méfait commis à l'étranger aurait eu un étranger pour victime.

(2) *Bulletin de la Société de législation comparée*, 1880, p. 420, observations de M. Babinet.

(3) *Contrà*, Travaux préparatoires de la loi du 27 juin 1866, D. 66, 4, 82.

où le délit a été commis est plus douce, cette peine sera seule applicable (1) ; mais aucun code n'avait abordé jusqu'ici la question de la prescription ; 3° enfin, il faut que l'auteur du méfait se trouve sur le territoire neuchâtelois. Presque tous les codes exigent le retour de l'inculpé au cas où un ressortissant est poursuivi pour délit de droit commun commis hors du territoire ; mais la plupart font exception pour les crimes ou délits contraires à la sûreté de l'État ou au crédit public ; le projet neuchâtelois ne fait aucune différence : la condition du retour est absolue, et il n'y a place dans le second cas ni pour une procédure par défaut ni pour une demande d'extradition. — Dans tous les cas qui précèdent, la poursuite n'est subordonnée à aucune condition de plainte de la partie lésée, à moins, bien entendu, que la nature du délit ne comporte cette condition ; mais elle ne peut jamais être commencée que sur la réquisition du pouvoir exécutif.

C'est à dessein que nous avons interverti l'ordre des matières pour ne parler qu'ici de l'art. 4. Cet article pose le principe qui se formule par la maxime : *non bis in idem*. Après avoir réservé l'application des mesures de discipline administrative, le texte ajoute : « toutefois une condamnation à l'étranger ne fait obstacle à une nouvelle poursuite que si la peine a été subie, et un acquittement prononcé à l'étranger n'a force de chose jugée que s'il s'applique à des faits commis sur territoire étranger. » Sous cette forme concise, le projet prévoit deux hypothèses que la plupart des codes traitent séparément : 1° celle où un étranger qui a commis un délit sur territoire neuchâtelois aurait été jugé pour ce fait dans son pays d'origine. La jurisprudence française exige une nouvelle poursuite en France (2). Le projet distingue selon que l'inculpé a été condamné et qu'il a subi sa peine, auquel cas il ne peut plus être inquiété, et selon qu'il a été acquitté ou gracié après sa condamnation, auquel cas le principe de la compétence territoriale conserve tout son empire ; 2° vient ensuite le cas où celui qui a commis un délit à l'étranger et qui peut être poursuivi à Neuchâtel, dans les conditions de l'art. 6, a été jugé définitivement dans le pays du lieu de ce délit ; alors, en effet, c'est par ses juges naturels qu'il a été jugé, et la décision, quelle

(1) Voyez les Codes valaisan, allemand, hongrois et italien.

(2). Cass. 21 mars 1862, B. 90 ; 2 septembre 1873, B. 248 ; assises de Seine-et-Oise, 9 janvier 1883, *France judiciaire*, 2^e partie, T. VII, p. 444. — Voyez aussi : Cass. belge, 31 décembre 1859, D. 61, 2, 8.

qu'elle soit, doit être respectée. En pareil cas, le Code d'instruction criminelle français (1) se borne à exiger que l'inculpé ait été jugé définitivement à l'étranger; le projet neuchâtelois veut soit qu'il ait été acquitté, soit, s'il a été condamné, qu'il ait subi sa peine (2); il eût été logique de joindre à cette dernière hypothèse le cas où le condamné a été gracié et celui où il a prescrit sa peine (3). Le Code d'instruction criminelle luxembourgeois et le Code belge de procédure pénale ajoutent que si pour le même fait une détention quelconque a été subie à l'étranger, elle doit s'imputer sur la peine à prononcer dans le pays d'origine du condamné.

II

Le titre deuxième traite des peines. L'abolition de la peine de mort n'est pas chose nouvelle dans le canton de Neuchâtel; le Code de 1855 passait déjà cette peine sous silence. Le mouvement d'opinion qui, depuis 1879, a fait rétablir la peine de mort dans quelques cantons de la Suisse, ne pouvait donc guère se faire sentir dans ce pays. D'autre part, la suppression de la distinction des crimes et des délits entraîne à plus forte raison celle de la distinction des peines afflictives et infamantes et des peines qui ne le sont pas. L'échelle des pénalités est donc fort simplifiée dans le projet; il y a trois catégories de peines: celles qui sont privatives de la liberté, l'amende et les peines accessoires.

Au degré supérieur nous trouvons la réclusion, peine qui peut être soit perpétuelle, soit temporaire, et dont, dans ce dernier cas, la durée peut être d'un an au moins et de vingt ans au plus. Le condamné subit sa peine dans un pénitencier où il est soumis au travail forcé. Pendant une première période, il est confiné dans une cellule; après le terme fixé par l'administration pour ce *stage pénitentiaire*, l'isolement cellulaire peut encore continuer si le condamné en manifeste le désir (art. 14). — Ici le législateur neuchâtelois touche à l'une des plus graves parmi les questions

(1) Art. 6. — Voyez dans le même sens le Code d'instruction pénale de Genève, art. 8.

(2) Voyez en ce sens: Code pénal du Valais, art. 12.

(3) Voyez en ce sens: Code de Fribourg, art. 3 et Code allemand, art. 5.

pénitentiaires, et le caractère qu'il attribue à l'emprisonnement cellulaire mérite de fixer l'attention. Rien n'est plus délicat en effet que de déterminer ce caractère; car selon le tempérament, l'éducation du condamné ou ses habitudes d'esprit, l'isolement constitue soit une aggravation de peine, soit un soulagement et en même temps un préservatif. Les diverses législations se sont inspirées tantôt de l'un, tantôt de l'autre de ces deux points de vue. Dans certains pays on considère l'emprisonnement cellulaire comme un mode d'aggravation des peines privatives de la liberté, comme une peine supplémentaire infligée aux condamnés à des peines perpétuelles qui commettent quelque nouveau méfait. C'est ainsi que le Code pénal de Genève et le projet de Code vaudois paraissent entendre la chose. D'autres pays au contraire, comme la Belgique font du régime cellulaire le mode d'exécution normal des peines privatives de la liberté (L. 4 mars 1870). La loi française de 1875 semble se rattacher au même ordre d'idées, du moins pour l'exécution des courtes peines; et encore considère-t-elle le régime cellulaire comme une aggravation de la peine puisqu'elle fait bénéficier les condamnés qui le subissent d'une diminution quant à la durée de l'emprisonnement. De même, le Code bernois n'applique le système cellulaire qu'aux courtes peines, et avec réduction. Le Code italien adopte le même système pour les courtes peines; mais d'autre part, il applique aux punis de longue durée le système dont il va être parlé. Ce système, c'est celui des Codes allemand, hongrois et hollandais; il consiste à faire subir dans l'isolement au condamné une première portion de sa peine; après quoi il est rendu, lorsqu'il s'en rend digne par sa conduite, au travail en commun. Le projet neuchâtelois se rallie à ce système; il faut noter l'expression typique de « stage pénitentiaire », qui caractérise bien la pensée du législateur neuchâtelois, et montre qu'il s'est inspiré de la définition écrite dans le 3^e paragraphe de l'art 1^{er} : « La réforme des détenus est l'objet principal de la discipline pénitentiaire. » La peine de la réclusion entraîne de plein droit l'interdiction légale du condamné pour tout le temps de sa durée. Le condamné à la réclusion perpétuelle qui commet un nouveau délit peut, en vertu d'un jugement, subir les aggravations suivantes: le régime au pain et à l'eau, le cachot, les chaînes (art. 15 et 16). Plusieurs codes suisses édictent le régime au pain et à l'eau comme un mode d'aggravation des courtes peines (Berne, art. 13; Fribourg, art. 24). Le projet neuchâtelois n'en fait pour les condamnés qu'une sorte

de peine disciplinaire (1). Dans tous les pays les règlements administratifs contiennent des dispositions semblables (2); si nous éprouvons toujours quelque répugnance à trouver dans un document législatif la prescription d'un châtiment corporel, nous devons reconnaître qu'il y a plus de garanties pour le condamné dans le pays qui confie au juge la mission d'infliger un tel châtiment que dans celui où la faculté en est abandonnée au caprice d'un directeur ou d'un gardien.

A côté et au-dessous de la réclusion se place la peine d'emprisonnement dont la durée peut être de quinze jours à cinq ans. Le condamné n'est astreint au travail pendant le cours de cette peine que dans la mesure nécessaire pour le recouvrement des amendes encourues et des frais de son entretien (art. 17).

Dans une disposition commune à la réclusion et à l'emprisonnement, le projet décide que la détention préventive peut être portée totalement ou partiellement en déduction de la durée de la peine (art. 20). Ce n'est pas une imputation obligatoire comme dans le système des Codes belge, allemand, et hongrois, mais c'est quelque chose de plus que le simple conseil donné au juge par les législateurs valaisans et genevois de tenir compte, autant que possible, de la détention préventive pour la fixation de la peine. En principe, à Neuchâtel, l'imputation sera facultative; cependant elle deviendra obligatoire « lorsque le coupable, hors le cas de flagrant délit, aura fait des aveux complets dès son premier interrogatoire » et, ce qui est le plus original encore, c'est que le projet permet de tenir compte de la détention subie hors du canton, en Suisse ou à l'étranger.

En troisième lieu vient l'internement dans une maison de correction, qui ne peut être moindre d'un an ni excéder trois ans (art. 22). Dans le canton de Neuchâtel, la création d'une maison de travail et de correction remonte à 1868: la question est trop familière au lecteur du *Bulletin de la Société générale des prisons* pour qu'il soit utile de rendre compte ici de l'existence d'établissements similaires dans plusieurs cantons suisses et dans divers autres pays de l'Europe. Le minimum de durée de l'internement qui était primitivement fixé à trois mois a été relevé, en 1885, à

(1) Cependant l'art. 203 permet à l'autorité de police de mettre au pain et à l'eau les vagabonds et mendiants étrangers au canton qui ont été frappés d'expulsion, lorsqu'ils sont en récidive.

(2) Voir pour la France, le décret du 11 novembre 1885, art. 52.

un an ; le maximum est porté à trois ans dans le nouveau Code. C'est la peine des mendiants et des vagabonds, de ceux qui méconnaissent les devoirs de famille, auxquels le projet ajoute les ivrognes d'habitude en état de deuxième récidive ; elle ne peut jamais être prononcée que contre un ressortissant neuchâtelois.

Le projet crée enfin une nouvelle peine, celle de la prison civile, qui peut être prononcée pour une durée d'un jour à six mois, et qui consiste uniquement dans la privation de la liberté (art. 23). Cette peine destinée à réprimer les délits légers, ceux qui n'entachent pas l'honneur de l'agent, rappelle celle des arrêts de police organisée par l'article 15 du Code pénal genevois. Le condamné n'est assujéti à aucun travail.

Nous arrivons aux peines pécuniaires. L'amende, pour la fixation de laquelle le juge doit avant tout tenir compte de la situation de fortune du coupable, peut s'élever dans certains cas jusqu'à 15.000 francs (art. 27). Le juge peut accorder au condamné la faculté de se libérer par des paiements partiels ; mais faute de recouvrement, ou dans la mesure du non recouvrement, l'amende due est convertie en détention avec travail obligatoire (art. 28). Ainsi le législateur neuchâtelois abandonne le système suranné de la contrainte par corps, que le Code de 1855 avait emprunté au droit français pour y substituer le système de l'emprisonnement subsidiaire (1). Les Codes du Valais et de Fribourg, qui se sont ralliés au même système, en étendent l'application au recouvrement des frais de justice ; le projet neuchâtelois est muet à cet égard. Le condamné peut toujours se faire mettre en liberté en opérant le paiement intégral de sa dette. Dans certains cas, l'emprisonnement subsidiaire peut être remplacé par des travaux exécutés pour le compte de l'autorité publique, à teneur d'un règlement (2).

Il reste à parler des peines accessoires ; dans aucun cas elles ne peuvent être prononcées qu'accessoirement à une autre peine, pécuniaire ou privative de la liberté. Nous n'avons pas à insister sur la privation des droits civiques qui est, suivant les cas, perpétuelle ou temporaire, sur la destitution de certains emplois ou

(1) Tel est le système des Codes valaisan, vaudois, fribourgeois, belge, allemand, hongrois et hollandais. — Le Code luxembourgeois conserve l'expression de contrainte par corps, mais n'applique la chose qu'au recouvrement des amendes, à l'exclusion des dommages intérêts et des frais.

(2) Voyez en ce sens la loi vaudoise du 17 mai 1875 sur les établissements de détention, art. 7, et l'art. 21 du projet de Code pénal.

offices publics, sur l'interdiction temporaire d'une profession d'une industrie ou d'un négoce ; mais il est impossible de ne pas insister sur la privation de la puissance paternelle. Le législateur neuchâtelois s'occupait, en même temps que le législateur français, de la question des enfants abandonnés ou maltraités, et la loi récente du 23 mars 1889, relative à l'assistance publique, renferme d'importantes dispositions sur l'enfance malheureuse. Les portions de cette loi qui ont un caractère pénal sont reproduites dans notre projet de Code : la privation perpétuelle ou temporaire de la puissance paternelle fait perdre à celui contre lequel elle est prononcée tous les droits qu'en vertu de la puissance paternelle, la loi civile lui attribuait sur la personne et sur les biens de ses enfants mineurs nés ou à naître, sauf le droit aux aliments (art. 33). La déchéance de la puissance paternelle est prononcée contre les parents coupables : 1° de violation des devoirs de famille dans les cas graves ; 2° de délits commis contre les mœurs ou contre la vie de leurs enfants, de coups et blessures graves dont lesdits enfants peuvent avoir été victimes de leur part ; 3° de certains délits graves commis de concert avec un ou plusieurs de leurs enfants (art. 33 et 34) [1].

Les incapacités qui précèdent peuvent être encourues non seulement quand la condamnation a été prononcée par un tribunal neuchâtelois, mais encore lorsqu'elle émane du tribunal d'un autre canton ou de celui d'un pays étranger lié avec la Suisse par un traité d'extradition (art. 37). La jurisprudence française est contraire à cette interprétation (2), et nous nous souvenons d'avoir entendu juger, le 1^{er} mars 1887, par le tribunal civil de Pontarlier, non seulement qu'un jugement criminel étranger n'avait aucune force exécutoire en France, mais encore qu'il ne saurait avoir la force probante qui s'attache à la chose jugée (3). En ce qui concerne du moins les incapacités et déchéances, plusieurs codes attribuent quelque valeur aux jugements étrangers ; mais tandis que les Codes vaudois, allemand, italien ne font encourir la

(1) Voyez en ce sens les Codes hollandais et italien et la loi française du 24 juillet 1889. — Le projet vaudois n'admet pas que la déchéance puisse porter atteinte à la puissance paternelle sur les enfants à naître d'un mariage ultérieur ; la loi française résout la question dans le sens contraire et le projet neuchâtelois ne fait aucune distinction.

(2) Cass. 14 avril 1868, D. 68, 1, 262 ; 30 avril 1885, D. 85, 1, 314.

(3) *France judiciaire*, 2^e partie, t. XI. p. 207. — Ce jugement, rendu sur nos conclusions conformes, est intervenu dans une affaire de divorce ; la demanderesse s'appuyait sur une condamnation prononcée par le tribunal de Neuchâtel.

déchéance qu'après une procédure spéciale subie devant un juge national, et soumettent ainsi le jugement étranger à une sorte d'exequatur, le projet neuchâtelois accorde à ce jugement, sous ce rapport du moins, toute force exécutoire, pourvu que le pays où il a été rendu soit lié avec la Suisse par un traité d'extradition.

L'art. 38 place certains condamnés sous la surveillance de l'administration pour un temps qui ne peut pas excéder dix ans. L'autorité de police peut alors interdire au condamné libéré le séjour de certaines portions du territoire; des visites domiciliaires peuvent être pratiquées à son domicile à toutes heures du jour ou de la nuit. C'est le système du Code allemand, qui, sauf la faculté des visites domiciliaires, ne diffère guère du système de l'interdiction de séjour, substitué à l'ancienne surveillance par notre loi française du 27 mai 1885 (1).

Si nous ajoutons à cette énumération la confiscation spéciale, l'exclusion temporaire des établissements publics, peine commune à la plupart des législations cantonales suisses, et qui atteint utilement les ivrognes d'habitude, ceux qui méconnaissent les devoirs de famille, ceux qui par des rixes ou des batteries compromettent la paix publique, enfin la publication des jugements aux frais des condamnés, nous aurons passé en revue toutes les pénalités du projet. Cependant il faut citer encore la peine de la réprimande en audience publique, qui est établie surtout à l'usage des délinquants mineurs.

III

Aussitôt après la période de la détention en commun, qui suit celle de l'isolement cellulaire, le projet autorise la libération provisoire du condamné, sans faire passer celui-ci par cet emprisonnement adouci, par cet état de demi-liberté qui est propre au système irlandais.

La libération provisoire est aujourd'hui en usage dans la plupart des pays de l'Europe; elle est organisée notamment par les Codes allemand, hongrois, hollandais et italien. En Suisse, elle est pratiquée dans quelques cantons parmi lesquels nous citerons le canton de Vaud; elle a été introduite à Neuchâtel par un décret du

(1) Voyez dans le même sens les Codes fribourgeois et italien.

22 octobre 1873, dont le projet s'approprie purement et simplement les dispositions, sauf quelques corrections destinées à en rendre la rédaction plus claire. Le système de la libération provisoire s'appuyant en tous pays sur les mêmes principes, nous n'insisterons pas sur des dispositions qui sont presque identiques à celles de notre loi française du 14 août 1885, en ce qui concerne la concession ou le retrait de la libération, les conditions et les effets de cette concession, le régime des libérés, etc.

Il n'y a qu'un seul point sur lequel varient la plupart des législations européennes, c'est sur la fixation du délai minimum après lequel la libération conditionnelle peut être accordée à un détenu : le plus grand nombre n'appliquent la libération provisoire qu'aux peines de longue durée, et seulement après une détention qui varie suivant la nature ou l'importance de chaque peine, mais dont le minimum peut être fixé à trois ans pour la Hollande, à dix-huit mois pour l'Italie, à un an pour l'Allemagne, à neuf mois pour la Hongrie, à huit mois pour le canton de Vaud ; en France au contraire et en Belgique (loi du 31 mai 1888), le minimum de l'emprisonnement qui doit avoir été subi n'est, dans un grand nombre de cas, que de trois mois. Suivant le projet neuchâtelois, en cela conforme au texte du décret de 1873, la libération provisoire ne peut être accordée qu'aux condamnés à une détention ou à un internement de dix-huit mois au moins, et seulement lorsqu'ils ont subi les deux tiers de leur peine, ou même les trois quarts s'ils sont récidivistes ; le minimum de la détention à subir peut donc être évalué à un an. Les condamnés à la réclusion perpétuelle peuvent être libérés provisoirement au bout de vingt-cinq ans.

La plupart des législations qui viennent d'être indiquées n'admettent pas que la libération provisoire puisse bénéficier aux étrangers (1), et, en France même, malgré le silence de la loi, les documents émanés de l'administration prescrivent une pratique conforme (2). A Neuchâtel, les textes sont muets sur cette question ; mais il est à notre connaissance que dans bien des cas, sous l'empire de la législation actuelle, des étrangers, des Français notamment, ont été admis au bénéfice de la libération provisoire.

Suivant une proposition faite, en 1884, par M. Béranger au Sénat français, le juge pourrait accorder à quiconque subit une première condamnation, pour l'exécution de sa peine, un sursis à

(1) Voyez les Codes hongrois, art. 49, et italien, art. 15.

(2) Circ. Inst. 20 juillet 1888.

l'expiration duquel cette condamnation serait tenue pour non avenue, si le condamné n'en avait pas subi d'autre dans l'intervalle. Ce système, qui, en France, n'a pas encore trouvé place dans la législation, a été introduit dans la loi belge du 31 mai 1888, art. 9; il trouve place également dans les art. 399 et suiv. du projet neuchâtelois, mais seulement à l'usage des prévenus de vol, d'escroquerie, d'abus de confiance, et pourvu que le délit n'ait pas été accompagné de certaines circonstances aggravantes, que le préjudice n'excède pas cent francs, que le coupable, non encore condamné, n'ait pas atteint l'âge de vingt cinq ans, et qu'il ait fait des aveux complets soit devant le juge d'instruction, soit devant le tribunal. Si ces circonstances se trouvent réunies, le tribunal en séance publique adresse au coupable une réprimande, puis ordonne qu'il soit sursis au prononcé de son jugement pour un temps qui ne peut excéder trois ans; pendant le délai d'épreuve, le coupable est placé sous la même surveillance que les détenus libérés provisoirement. Lorsque le délai s'est écoulé sans poursuite nouvelle, l'action publique est éteinte; et cependant, si un délit de même nature vient à être commis par le coupable dans un délai de dix ans à partir de sa comparution devant le tribunal, il est réputé en état de récidive.

IV

Le titre quatrième traite de la tentative. Bien que conservant la distinction traditionnelle du crime et du délit, le code de 1855 punissait indistinctement la tentative de l'un et de l'autre. Le projet, qui réunit toutes les infractions intentionnelles sous la dénomination commune de délits, en punit la tentative d'une façon absolue, et se borne à ajouter que la tentative de contravention n'est pas punissable (1).

Le Code de 1855, à l'imitation du droit français, confondait le crime commencé avec le crime manqué, et frappait l'un et l'autre des mêmes peines que le crime consommé. Le projet se rallie au système généralement suivi par tous les codes nouveaux : le délit

(1) Voyez dans le même sens les Codes valaisan, hollandais et italien. — Au contraire les Codes bernois, genevois, belge, allemand, hongrois et luxembourgeois conservant la distinction du droit français, punissent toujours la tentative du crime, mais ne punissent la tentative de délit qu'en vertu d'une disposition expresse de la loi. Le projet vaudois, qui n'admet que des délits, veut un texte spécial pour qu'un délit soit punissable.

simplement commencé est frappé d'une peine moindre que celle du délit consommé; le délit manqué est frappé d'une peine intermédiaire (art. 53 et 57) (1). Quant aux actes purement préparatoires, ils ne sont punis qu'autant que par eux-mêmes ils constituent une infraction (art. 51).

Le législateur neuchâtelois a cru devoir s'expliquer sur deux cas où l'agent est exempté de toute peine: 1° il y a d'abord le cas où, après un commencement d'exécution, l'agent a renoncé sur l'heure à la perpétration du délit, sans y être déterminé par aucun obstacle matériel, réserve faite du cas où le commencement d'exécution constituerait par lui-même une infraction caractérisée (art. 55, § 1, et 56); 2° ensuite vient le cas où, alors que le délit n'était pas encore découvert, l'agent en a spontanément empêché les effets (art. 55, § 2). Cette définition manque de clarté: l'emploi du mot délit fait supposer que l'infraction était caractérisée lorsque la volonté de l'agent en a arrêté les effets, en sorte que le cas prévu semble faire double emploi avec celui de l'art. 86 où la réparation des suites d'un délit consommé exempte le coupable de toute peine; or telle n'a pas été l'intention du rédacteur du projet: au délit commencé prévu par le paragraphe précédent, il a voulu opposer le délit manqué, celui qui est subjectivement complet, mais dont un acte spontané de l'auteur empêche en temps utile la réalisation objective. A la formule du projet nous préférons de beaucoup celle du Code allemand: « si à une époque où l'action n'était pas encore découverte, il a empêché par son fait la réalisation du crime ou du délit », ou encore celle du Code hongrois: « si, avant que l'acte ait été découvert, il a de lui-même détourné les conséquences du fait constitutif de l'infraction. » A dire vrai cet article 55 ne nous paraît pas bien indispensable: lorsque le Code français spécifie dans son art. 2 que la tentative n'est caractérisée qu'autant qu'elle n'a été suspendue ou qu'elle n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, il repousse naturellement l'application de la loi pénale à toute tentative suspendue ou à tout crime manqué par un acte spontané de la volonté de l'agent; la théorie et la pratique n'ont jamais hésité sur ce point dans l'interprétation de la loi française, et on n'aurait pas hésité

(1) Voyez dans le même sens les Codes valaisan, fribourgeois, genevois, belge, luxembourgeois et italien. — Les Codes vaudois, bernois, allemand, hongrois et hollandais frappent le crime commencé d'une peine moindre; quant au crime manqué, qui est complet en ce qui concerne l'agent, ces codes semblent le confondre avec le crime consommé.

davantage dans l'interprétation des art. 52 et 57 du futur Code neuchâtelois dont les expressions sont sous ce rapport identiques à celles de notre Code.

La tentative n'est pas punissable en matière de duel (art. 182); elle ne l'est pas davantage en matière d'avortement (art. 313), et ainsi le projet résout d'avance une des questions les plus vivement controversées en droit français.

V

Le titre cinquième prévoit le cas où le délit est dû à la coopération de plusieurs personnes. A l'exemple du droit français, le Code de 1855 confondait sous le nom de complices tous les coopérateurs du crime ou du délit et leur infligeait la même peine qu'à l'auteur principal. S'inspirant de la plupart des codes nouveaux, le projet distingue soigneusement l'instigateur du complice proprement dit. L'instigateur encourt la même peine que l'auteur principal; le complice n'encourt que la peine de la tentative du délit. Cette distinction logique était faite en Suisse, dès 1843, dans le Code vaudois, et dès 1858, dans le Code valaisan. L'application au complice des peines de la tentative est empruntée aux Codes allemand et hongrois.

Les peines de la tentative atteignent également, sans que jamais toutefois il puisse être condamné à la réclusion, celui que le projet appelle fauteur, c'est-à-dire celui qui « sans avoir pris l'engagement préalable, favorise volontairement l'auteur d'un délit, soit en lui aidant à en faire disparaître les traces, soit en lui procurant ou lui assurant les avantages qui doivent en résulter, soit en recelant sa personne ou en favorisant sa fuite. » Cette expression de fauteur se trouve déjà dans le Code valaisan, où elle est employée comme synonyme de receleur, et dans le Code fribourgeois, où elle vise surtout le recel de la personne du coupable. Ce dernier sens du mot fauteur est compris dans la définition de l'art. 65 de notre projet; quant au recel d'objets obtenus à l'aide d'un délit, le projet frappe bien de la peine du fauteur celui qui s'en rend coupable, mais c'est en vertu de dispositions qui sont rejetées dans la partie spéciale du Code, au titre des atteintes portées au bien d'autrui, dans le but de se l'approprier. Une peine aggravée est prononcée contre le receleur d'habitude (art 382).

Les circonstances personnelles qui excluent, diminuent ou aggravent la culpabilité ne sont prises en considération que pour l'auteur, l'instigateur, le complice ou le fauteur auquel elles se rapportent. Ainsi le projet neuchâtelois, en cela conforme à la plupart des codes nouveaux, n'adopte pas les distinctions ingénieuses du Code italien, suivant lequel les causes d'aggravation tirées de la qualité ou des circonstances inhérentes à la personne d'un des participants peuvent influer sur la situation de tous les autres, lorsque ces circonstances ont facilité l'exécution du méfait, et que les participants en ont eu connaissance.

Quant aux circonstances aggravantes matérielles auxquelles il est demeuré étranger, quant au délit connexe à celui qu'il a provoqué ou auquel il a voulu participer, l'instigateur, le complice ou le fauteur n'en répond pas, à moins qu'il ne s'agisse de conséquences faciles à prévoir. Cette solution est contraire à la jurisprudence française d'après laquelle les circonstances de l'acte coupable, considéré par rapport à l'auteur principal, fixent la situation pénale de tous les participants. Mais elle est conforme à la doctrine des codes de tous les cantons suisses limitrophes(1), et aussi à celle des Codes allemand, hongrois, hollandais et italien.

VI

Le titre sixième traite de l'intention, de la négligence, et des circonstances qui excluent, effacent ou atténuent la responsabilité. Après avoir posé en principe que l'intention criminelle est l'élément essentiel de tout délit(2), sauf lorsque le délit est caractérisé par une imprudence ou une négligence, et, en second lieu, que nul n'est censé ignorer la loi, le projet aborde l'examen des causes de non imputabilité. Ces causes sont, comme dans tous les autres codes, la contrainte matérielle ou morale, l'ordre émané d'une autorité légitime, l'aliénation mentale, la légitime défense. Nous n'insisterons que sur les deux dernières.

L'art. 70 exonère de toute responsabilité celui qui, au moment de l'action, était en état de démence, ou qui du moins se trouvait,

(1) Voyez les Codes de Vaud, du Valais, de Berne, de Fribourg et de Genève.

(2) Nous avons déjà indiqué à propos de la complicité une application de ce principe essentiellement spiritualiste. En matière d'incendie volontaire, et de coups et blessures, la peine peut se trouver aggravée par suite de certaines conséquences que l'agent n'a pas voulues et qu'il n'a pu prévoir (art. 247, 316 et 317).

sans sa faute, dans un état d'irresponsabilité intellectuelle. Les codes anciens (et nous rangeons dans cette catégorie le Code neuchâtelois de 1855) ne prévoyaient que l'aliénation mentale ; cependant, dès 1858, le Code du Valais prévoyait le cas d'un crime commis en état de somnambulisme. Les Codes allemand et hongrois s'expriment en termes plus généraux en assimilant le cas d'inconscience au trouble maladif des facultés intellectuelles ; le Code italien, en parlant de toute « défaillance ou altération morbide de l'esprit de nature à enlever à l'agent la conscience de ses actes et à le mettre dans l'impossibilité d'agir autrement », donne aux partisans des doctrines contraires à la liberté et à la responsabilité humaines une arme dont M. Lacointa a naguère, à cette même place, démontré le danger(1). L'expression employée dans le projet neuchâtelois est également fort générale : la réserve faite contre celui qui s'est mis par sa faute en état d'irresponsabilité vise évidemment celui qui se serait enivré pour se donner le courage de commettre un crime.

Mais quelles mesures de précaution y a-t-il lieu de prendre contre les aliénés criminels ? En Hollande, en Italie, la mission de prescrire l'internement d'un individu acquitté ou non poursuivi à raison de son état mental appartient à l'autorité judiciaire ; du moins, dans le premier de ces pays, le juge peut-il prescrire un internement temporaire à titre d'épreuve. En France au contraire l'administration est souveraine en cette matière. Suivant le projet neuchâtelois, c'est le Conseil d'État, c'est-à-dire le pouvoir exécutif qui prend les mesures nécessaires (art. 71) ; mais le juge peut à tout le moins les provoquer, et son avis ne peut pas manquer d'avoir un grand poids auprès de l'autorité supérieure.

Nous arrivons à la légitime défense, qui n'était qu'indiquée dans l'art. 39 du Code de 1855, sans aucune explication ni définition. L'art. 73 du projet empruntant ses expressions aux Codes de Vaud, du Valais et de Fribourg, limite la légitime défense à « l'emploi des moyens nécessaires pour protéger la personne, le domicile ou la propriété de celui qui est attaqué contre une agression immédiate commise en violation du droit. » La protection de la personne comporte évidemment le droit de repousser par la force les attaques contre la liberté personnelle, qui sont prévues par l'art. 52 du Code bernois, et l'agression contre l'hon-

(1) Voir dans le *Bulletin de la Société générale des prisons*, année 1888, p. 109 l'étude sur le dernier projet de Code pénal italien.

neur d'une femme, prévue par l'article 41 du Code hollandais. Si les bornes de la légitime défense ont été dépassées, l'accusé est puni, mais la peine est nécessairement atténuée ; notre article s'inspirant des Codes allemand, hongrois et hollandais ajoute que l'excès de la légitime défense « n'est pas punissable si l'auteur a agi sous l'empire d'une crainte ou d'une émotion causée par l'attaque dont il était l'objet. »

L'art. 74 prévoit, à côté de la légitime défense, le cas où « l'auteur de l'acte l'a commis à un moment où il se trouvait, sans qu'il y eût de sa faute, dans un état de détresse auquel il ne pouvait se soustraire autrement pour sauver d'un péril imminent sa personne ou sa vie », et celui où l'acte a été commis « pour porter à une tierce personne qui se trouvait sans sa faute en un danger pressant un secours nécessaire. » Cette disposition empruntée aux Codes allemand et hongrois, permettra sans doute d'exonérer de toute peine celui qui aura volé un pain sous l'empire de la faim ; elle couvrirait aussi, dans un cas donné, les naufragés qui, réduits par une nécessité impérieuse, se laisseraient aller à des actes de cannibalisme, et à ce point de vue, elle n'est pas dépourvue de tout danger. On comprend l'indulgence du jury qui absout de tels actes ; on comprend, on approuve même la clémence du chef d'État qui en gracie les auteurs. Mais convient-il au législateur de les légitimer par avance ? Ne risque-t-il pas ainsi d'ouvrir la porte aux capitulations de conscience ? Ne semble-t-il pas désavouer les résistances héroïques et les dévouements désintéressés ?

Après les causes de non imputabilité, les excuses atténuantes. Les art. 77 et suiv. déterminent la portée de l'excuse tirée du jeune âge de l'inculpé. Ces articles divisent en trois périodes le temps de la minorité : jusqu'à douze ans révolus, l'enfant ne peut être frappé d'aucune peine ; de douze à dix-huit ans, il ne peut pas être condamné, s'il a agi sans discernement, et s'il a agi avec discernement, la peine est atténuée ; la peine est encore atténuée, dans certains cas, pour le mineur de dix-huit à vingt ans.

A la différence du Code français et de l'ancien Code neuchâtelois, la plupart des codes modernes fixent une première période où le mineur ne peut jamais être condamné : le Code italien limite cette période à l'âge de neuf ans, les Codes genevois et hollandais à dix ans, les Codes bernois, fribourgeois, allemands, hongrois, à douze ans ; les Codes vaudois et valaisan la reculent jusqu'à quatorze ans. Quant à la deuxième période, celle pendant laquelle se pose la question de discernement, période que le Code français, et à son

exemple l'ancien Code neuchâtelais, ainsi que les Codes bernois, fribourgeois, genevois et hongrois font durer jusqu'à seize ans, elle est reculée jusqu'à dix-huit ans par les Codes vaudois, valaisan, allemand, hollandais et italien, ainsi que par notre projet.

Si le mineur de douze à dix-huit ans est frappé d'une peine, il demeure placé, à l'expiration de cette peine, pendant cinq ans au plus, sous la surveillance d'une institution de prévoyance aux injonctions de laquelle il est tenu de se conformer. En cas d'insubordination ou de désobéissance réitérée, le Conseil d'État peut ordonner qu'il sera réintégré dans sa prison pour un temps qui ne dépassera pas six mois (art. 81).

Quant au mineur, même âgé de moins de douze ans, qui n'est pas condamné faute du discernement nécessaire, mais dont les instincts malfaisants présentent un danger pour la société, et qui n'est pas suffisamment surveillé dans sa famille, il n'est pas possible de le laisser en liberté. L'art. 82 porte qu'il est remis par l'autorité judiciaire au Conseil d'État, lequel peut le faire élever, jusqu'à sa majorité, dans une maison de correction, ou pourvoir de toute autre manière à son éducation. Conforme en cela aux codes des cantons limitrophes (1), le projet neuchâtelais laisse la fixation de la durée de l'internement à l'arbitraire de l'administration ; il en est de même dans le droit allemand. Le Code français, plus libéral à cet égard, veut que le maximum de durée de l'internement soit fixé par le juge, sauf pour l'administration le droit d'autoriser la libération provisoire du jeune détenu. Le Code hollandais va un peu plus loin : l'internement est ordonné et sa durée est fixée par le juge civil, s'il s'agit d'un mineur de dix ans, sinon, par le juge de répression ; il appartient également au juge d'ordonner la mise en liberté. Dans le Valais, le mineur n'est envoyé en maison de correction qu'après avis du conseil de famille ; à Genève, le mineur ne peut être interné qu'avec le consentement de ses parents, ou faute d'avoir été réclamé par eux et sur les conclusions conformes du ministère public.

D'après l'art. 83 du projet, le même internement peut être appliqué, pour trois mois au plus, et même pour six mois en cas de récidive, en dehors de tout délit, « soit à la demande des parents et tuteurs, soit en suite d'une plainte du conseil communal

(1) Voyez les Codes vaudois, bernois et fribourgeois.

et de la commission scolaire, aux enfants en âge de fréquenter les écoles publiques, pour actes réitérés d'indiscipline dans la famille ou dans l'école, ou de désordre public hors de celles-ci » ; les rédacteurs du Code civil neuchâtelois, bien qu'adoptant en général les dispositions du Code civil français sur la puissance paternelle, avaient omis de reproduire les articles relatifs au droit de correction, pensant que ces prescriptions « répugnaient aux mœurs du pays et qu'elles seraient d'ailleurs impraticables » (1). Notre article a pour but de combler cette lacune : l'assimilation des autorités communales et scolaires aux parents et tuteurs, pour l'exercice du droit de correction, est une innovation dont la gravité n'échappera pas au lecteur.

Au mineur de plus de douze ans, l'art. 85 assimile le sourd-muet ; la question de discernement doit toujours être posée en ce qui le concerne.

Parmi les excuses qui sont énumérées dans les articles suivants, nous n'insisterons que sur une seule : en cas de vol, d'abus de confiance, d'escroquerie, de recel d'objets soustraits, de dommage volontairement causé à la propriété d'autrui, la pleine restitution ou la réparation du dommage, spontanément faites avant toute poursuite, et du consentement de la partie lésée, exonèrent l'inculpé de toute responsabilité pénale ; encore faut-il, s'il s'agit d'un vol, qu'il n'ait pas été accompagné de certaines circonstances aggravantes, et, dans tous les cas, que l'inculpé ne soit pas un récidiviste (art. 86). — Dans le silence du Code français, la jurisprudence n'admet pas qu'une restitution fasse disparaître le crime ou le délit consommé ; mais le petit nombre et l'ancienneté des arrêts sur la matière prouvent que, se conformant au conseil de M. F. Hélie, les parquets s'abstiennent en pareil cas de poursuivre (2). Il vaut mieux cependant que la loi prenne la peine de prévoir et d'encourager le repentir. — Dans le même ordre d'idées, l'art. 253 autorise une forte réduction et même, le cas échéant, la libération de toute peine, lorsque le feu n'a pas causé un dommage considérable, et que l'auteur de l'incendie agissant spontanément l'a éteint ou fait éteindre avant d'avoir été découvert.

(1) Rapport du Conseil d'État, août 1853, dans le *Bulletin de la discussion du Code civil*, p. 28.

(2) Cass. 8 thermidor an VIII, B. 442 ; 10 juin 1842, B. 146 ; Paris, 15 octobre 1836, D. *Rép.*, V^e vol., n^o 112. — Chauveau et F. Hélie, *théorie du Code pénal*, t. V, n^o 1901.

Le titre sixième se termine par un art. 88, lequel porte que « les circonstances atténuantes ou aggravantes autres que celles qui font l'objet des dispositions spéciales de la loi sont prises en considération par le juge dans la détermination de la peine ». Par cette formule le législateur neuchâtelois semble rompre avec le système des circonstances atténuantes générales et indéterminées, qui est celui des Codes français et genevois, et qui est aussi celui du Code de 1855, bien que produisant, sous l'empire de ce Code, des effets assez différents (1) ; il rompt en même temps avec le système des circonstances aggravantes générales et indéterminées qui semble particulier audit Code de 1855. Cependant dans un certain nombre de cas strictement déterminés, et par exemple en matière d'assassinat, de meurtre, d'infanticide, d'avortement, de brigandage et d'extorsion (art. 294, 296, 301, 308, 371, 373, 377), la déclaration générale de circonstances atténuantes autorisera encore à remplacer la peine légale par une peine de moindre degré ; en dehors de ces cas, si le Code de procédure pénale n'est pas modifié, et que le jury continue à être interrogé dans chaque affaire sur l'admission de circonstances atténuantes ou de circonstances aggravantes, sa réponse à cet égard n'aura que la portée d'un simple conseil pour le juge, conseil d'autant plus dépourvu de sanction que le projet supprime les minima dans un grand nombre de cas, et que le juge jouira, dans les limites du maximum, d'une entière liberté d'appréciation.

VII

Le titre septième prévoit le cas du concours de plusieurs délits. Si un acte unique constitue plusieurs infractions, la peine la plus grave ou la plus forte est seule applicable (art. 89). — Si plusieurs délits sont simultanément poursuivis, il n'est prononcé qu'une seule peine, la plus forte ou la plus grave, et cette peine peut encore être augmentée d'un tiers, pourvu que le maximum légal, celui qui est fixé dans la théorie générale des peines ne soit pas outrepassé (art. 90) ; c'est le maintien du système admis dans le

(1) Suivant l'art. 29 du Code de 1855 « s'il est expressément et spécialement admis des circonstances atténuantes en faveur de l'accusé, le juge ne peut ajouter au minimum de la peine déterminé par la loi, plus de la moitié de la différence existant entre le minimum et le maximum, — il ne peut ajouter au minimum légal de cette moitié, s'il a été admis des circonstances aggravantes. »

Code de 1855, qui est, sauf quelques différences secondaires, celui des Codes vaudois, valaisan, bernois et fribourgeois, et aussi celui des Codes belge, allemand, hongrois, hollandais et italien. Parmi les codes récents, nous ne voyons guère que celui de Genève qui, reproduisant presque textuellement dans son art. 39, l'art. 365 du Code d'instruction criminelle français, continue à faire absorber purement et simplement la peine la plus faible par la plus forte. — Même système enfin, lorsqu'un délit n'est poursuivi que postérieurement à une condamnation avant laquelle il aurait été commis.

Ce qui est vraiment nouveau dans le projet neuchâtelois, c'est la tentative faite par l'art. 91 pour appliquer le principe du non cumul des peines même aux cas où il s'agit de délits commis dans des cantons différents; c'est un effort remarquable fait pour obvier aux inconvénients qui résultent de la diversité des lois cantonales, et qui peut servir à préparer la solution des questions qui se poseront le jour où on prendra souci de faire concorder entre eux les jugements simultanément rendus dans des pays différents.

VIII

Ainsi que les Codes français, belge et genevois, le Code neuchâtelois de 1855 suivait le système de la récidive générale en distinguant seulement la récidive de crime à crime de la récidive de crime à délit et de délit à délit. La suppression de la distinction des crimes et des délits entraînait nécessairement un changement de méthode; aussi le projet se rallie-t-il au système de la récidive spéciale, à celui dans lequel l'aggravation de peine n'est encourue qu'autant que la première infraction et la nouvelle « dérivent, pour employer l'expression du Code pénal fédéral, d'un même penchant coupable » ou, pour parler comme le Code pénal italien, supposent « une identité d'impulsion coupable ». Le projet continue par une classification des délits qui, sous le rapport de la récidive, sont réputés de même nature (art. 97); en matière de vol, d'escroquerie et d'abus de confiance, le projet punit non seulement la première, mais la deuxième récidive, et, tandis que, dans les cas ordinaires, l'état de récidive n'a pour effet que d'augmenter le minimum et le maximum de la peine encourue, l'état de deuxième récidive autorise la substitution à la peine encourue

d'une peine d'un degré supérieur (art. 398). — Il n'y a jamais récidive lorsqu'il s'est écoulé plus de dix ans depuis l'expiration de la peine principale (art 98).

Le Code italien refuse formellement de tenir compte des condamnations étrangères pour l'application des peines de la récidive. Cette solution est conforme à l'interprétation généralement suivie dans les divers pays de l'Europe (1). En Suisse, l'art. 79 du Code valaisan porte qu'il y a lieu de tenir compte des condamnations prononcées par les tribunaux étrangers au canton; mais ce texte ne vise sans doute que les décisions des tribunaux suisses. L'art. 96 du projet neuchâtelois, entrant résolûment dans un ordre d'idées dont nous avons signalé déjà plusieurs manifestations, porte qu'il sera tenu compte des condamnations prononcées non seulement par les tribunaux des autres cantons, mais aussi par ceux de tous pays avec lesquels la Suisse est liée par un traité d'extradition.

IX

Le titre neuvième qui traite de l'extinction de l'action pénale et de celle des peines ne comporte pas d'observations particulières. On peut cependant s'étonner que le rédacteur du projet ait jugé nécessaire de faire passer dans le Code pénal des dispositions qui figuraient déjà au Code de procédure pénale et qui s'y trouvaient bien plus logiquement placées : introduire dans le Code pénal la question de l'extinction des peines, cela peut encore se justifier; mais la question de l'extinction de l'action publique doit être traitée dans le code qui s'occupe des règles relatives à cette action.

X

Nous ne saurions, sans excéder les bornes que nous nous sommes imposées en entreprenant cette tâche, entrer dans un examen approfondi de la partie spéciale du nouveau Code. Nous ne pouvons cependant pas terminer cette étude sans signaler

(1) Voyez en France, Cass. 27 novembre 1828, B. 313; Besançon, 15 janvier 1879, D. 79, 5, 351.

quelques-uns des principes généraux dont le rédacteur du projet s'est inspiré dans cette portion de son travail.

Nous observerons d'abord que le taux des pénalités, généralement inférieur, dans le Code de 1855, à celui des peines du Code français, est quelquefois encore abaissé dans le projet : dans bien des cas au contraire l'expérience a montré la nécessité de relever le maximum des peines encourues. D'autre part, s'inspirant du fait que les peines privatives de la liberté n'atteignent souvent pas leur but, le rédacteur du projet a donné aux peines pécuniaires une extension qu'elles n'avaient pas reçue en Suisse jusqu'à ce jour.

Là-dessus vient se greffer une réforme beaucoup plus hardie : dans un grand nombre de cas les minima ont été supprimés. On sait que le système de la suppression des minima, suivi par le Code hollandais, et adopté pour le projet de Code vaudois, est considéré par bien des criminalistes comme un réel progrès en matière de législation pénale. Cette réforme, quelque peu radicale, devait tenter le rédacteur du projet neuchâtelois : « D'une manière générale, écrivait-il dans une lettre qu'il nous a fait l'honneur de nous adresser le 20 mai 1889, je suis porté à cette idée que le crime s'individualise, et j'ai voulu laisser au juge une grande latitude pour l'application de la peine. » — Cependant, si à Neuchâtel la suppression des minima va devenir la règle, les exceptions seront encore nombreuses ; il y a de vingt à vingt cinq cas où le délit a paru trop grave pour qu'il fût possible de laisser à l'indulgence du juge une latitude indéfinie. D'autre part, la suppression des minima ne répond pas toujours suffisamment au but poursuivi ; car, en vertu des principes qui la régissent, chaque peine a un minimum légal ; il y a donc des cas où la substitution d'une peine moins grave à une peine plus grave s'impose. L'art. 463 du Code pénal français permet cette substitution, et il en est de même dans presque tous les pays où subsiste encore le système des circonstances atténuantes générales et indéterminées ; or nous avons vu que, dans le canton de Neuchâtel, les cas où ce système subsistera seront désormais exceptionnels. Cependant lorsqu'on parcourt la partie spéciale du projet, on remarque que, dans un grand nombre de cas, le législateur, s'inspirant d'ailleurs le plus souvent du Code de 1855, autorise la substitution d'une peine à une autre sous la seule condition que les circonstances offrent peu de gravité. Cette méthode est en usage non seulement dans les cas où la loi prend elle-même la peine de déterminer l'influence

exercée sur la gravité de la peine par l'importance du préjudice, comme en matière de faux, de vol, d'abus de confiance, d'escroquerie, de banqueroute, où la peine augmente ou diminue selon que le dommage est supérieur ou inférieur à un certain taux, mais dans d'autres cas encore où la loi se borne à prévoir que le préjudice sera minime, que les faits seront légers, sans importance, sans gravité, et où elle laisse au juge une large liberté d'appréciation. Dans les cas dont s'agit, cela équivaut à transmettre du jury au juge la faculté d'accorder le bénéfice des circonstances atténuantes.

Les cas où la poursuite ne peut pas avoir lieu sans qu'il y ait plainte de la partie lésée sont plus nombreux qu'en droit français. Outre les délits de diffamation et d'injures, d'adultère, de rapt pour lesquels la question est résolue en droit neuchâtelois conformément à la loi française, le projet veut une plainte de la partie lésée pour qu'il y ait poursuite : au cas de refus d'obtempérer à la réquisition ou à l'ordre d'une autorité régulière (art. 138), au cas d'actes de prosélytisme religieux commis envers un mineur de seize ans contre la volonté du chef de famille (art. 185), au cas de faux en écriture privée (art. 240) ou de vol qualifié (art. 354) commis au préjudice d'un parent ou d'un allié, au cas de détournement d'objets trouvés (art. 415), au cas d'attentat à la pudeur (art. 280), etc. On comprend aisément la raison de chacune de ces exigences légales.

S'il nous était permis de passer en revue les principales incriminations du nouveau Code et de signaler les particularités qui ressortent des qualifications adoptées, nous insisterions de préférence sur le chapitre du faux témoignage (art. 160 et suiv.), où le législateur distingue soigneusement la fausse déclaration portant sur les faits principaux de la prévention de celle qui n'a porté que sur des faits accessoires, et où, indépendamment des peines portées contre l'auteur de la fausse déclaration faite en qualité de témoin ou d'expert, ou de la fausse traduction faite comme interprète. la loi punit celui qui sciemment a provoqué une erreur judiciaire en détruisant ou en dissimulant un écrit, et celui qui a volontairement omis de faire connaître à un accusé ou à un condamné un fait propre à démontrer son innocence; — sur le chapitre du duel (art. 177 et suiv.), où, indépendamment des peines corporelles dont la gravité varie suivant le résultat de la rencontre, d'importantes peines pécuniaires sont prononcées contre les combattants, et où des peines diverses sont édictées contre ceux qui

excitent d'autres personnes à se battre; — sur le chapitre des délits contre la paix publique, où l'art. 185 prévoit «les actes de prosélytisme religieux exercés, contre la volonté d'un chef de famille, envers ses enfants ou pupilles âgés de moins de seize ans; — sur la section relative à la violation des devoirs de famille, où, à côté des peines prononcées contre les coupables d'abandon de famille, la loi en prononce d'autres contre «le père, la mère, ou tout autre ascendant, le beau-père, la belle-mère, le tuteur, qui, abusant de son autorité, se livre à des excès contre les enfants mineurs confiés à ses soins», sans préjudice des peines qui seraient encourues pour les actes plus graves; — sur le chapitre du viol (art. 264 et suiv.), où ce crime reçoit une définition précise et complète, où l'on assimile au viol l'acte sexuel, commis même sans violences, sur une jeune fille de moins de quatorze ans (la peine est adoucie lorsque le séducteur n'a pas atteint l'âge de vingt ans), et où une peine moindre est encore prononcée quand la jeune fille séduite est âgée de quatorze à seize ans; — sur les chapitres suivants, où la loi prévoit et punit l'inceste (art. 281), les actes contre nature (art. 282) et la prostitution (art. 291), mais seulement lorsqu'il y a scandale public; — sur la section de l'homicide, où l'art. 298 punit celui qui «volontairement commet un homicide sur les instances expresses et sérieuses de la personne qu'il a tuée», et celui qui «volontairement incite une autre personne au suicide»; — sur la section de l'abandon, où les art. 304 et suiv. assimilent à l'abandon d'un enfant en bas âge celui d'un vieillard infirme ou d'un malade; — sur la section de l'enlèvement de mineurs, où l'art. 335 considère comme une circonstance aggravante le fait que «l'enlèvement d'une fille âgée de moins de seize ans aurait eu pour but de l'expédier en pays lointains ou de la livrer à la prostitution», et le fait que l'enlèvement d'enfants des deux sexes âgés de moins de quatorze ans aurait eu pour but «de les faire mendier, ou d'exploiter leur travail, ou de les expédier en pays lointain»; — sur le chapitre des atteintes portées à l'honneur des personnes, où l'art. 346 porte qu'en matière de diffamation «la preuve du fait imputé ne peut être administrée que par la production d'un jugement, à moins que la personne diffamée ou celle qui agit en son nom ne demande elle-même un débat contradictoire»; — sur le chapitre de l'usure, où l'art. 403 définit ce délit le fait de «celui qui, abusant de l'état de détresse, de la légèreté ou de l'inexpérience d'une autre personne, se fait promettre ou prélève un intérêt

dépassant le taux habituel et hors de toute proportion avec le service rendu : — sur le chapitre des choses trouvées ou l'art. 414 punit d'une peine distincte de celle du vol celui qui ayant trouvé une chose perdue, et dans le but de se l'approprier, l'effectue pas le dépôt prescrit par la loi civile : — enfin sur le chapitre des délits commis par la voie de la presse. Les quatre articles 428 à 431 qui composent ce dernier chapitre suffisent au législateur neuchâtelois pour régler, au point de vue matériel le régime de la presse : quant au fond, l'art. 428 se borne à dire que les délits commis par la voie de la presse ou par tout autre mode de publication sont punis comme les délits commis par une autre voie. Il existe en effet dans la partie spéciale du projet un certain nombre d'articles qui prévoient soit implicitement comme l'art. 161 sur la provocation au délit, soit explicitement comme l'art. 345 relatif à la diffamation et à l'injure, que le délit peut avoir été commis par la voie de la presse. Ce qui est certain, c'est que, dans aucun cas, la législation neuchâteloise n'a créé de privilège en faveur des journalistes et qu'il n'existe à leur profit ni immunité spéciale, ni dérogation aux règles normales de la compétence.

Nous ne nous arrêtons pas davantage sur cette seconde partie du projet et nous terminons ce travail par une simple réflexion : le projet neuchâtelois a été rédigé pour un bien petit Etat, mais les questions à résoudre étaient si nombreuses et si importantes que si le texte qui précède est destiné à faire l'écho dans les grands pays de l'Europe. Il nous a semblé que l'œuvre publiée en mai 1886 « *Nouvelles lois neuchâteloises* » que les soins de nos collègues dans cette œuvre ont été de la plupart substantiels, quelques-uns originaux et nouveaux, et qu'il n'y avait rien de plus à dire de l'examen de ceux qui s'en font, sur les points relatifs à la grande question de la réforme du droit pénal.

Georges LÉVY.

Imprimé en 1887.

Imprimé à la Librairie de Neuchâtel.

CINQUANTE ANNÉES
DE
VISITES A SAINT-LAZARE

PAR M^{me} D'A...

(1 volume in-12. — Librairie Firsbacher, 33, rue de Seine.)

Le livre publié par M^{me} D'A... se recommande à l'attention de tous ceux qui s'intéressent au sort de la régénération des détenues. On y voit au prix de quels efforts et de quel incessant dévouement un bien considérable a été réalisé à Saint-Lazare pendant un demi-siècle. C'est sous l'inspiration d'une étrangère, M^{me} Fry, qui était parvenue à transformer en un lieu de moralisation la prison de Newgate et qui par l'éclatant succès qu'elle y avait obtenu avait provoqué la formation d'associations semblables à celle qu'elle y avait créée, qu'a été fondée à Paris, en 1839, l'Œuvre protestante des prisons. La pétition adressée, le 2 mai de cette année, à M. le Préfet de police par M^{me} Cuvier, Dumas, Juncker, Martin-Paschoud, comtesse de Montigny-Jaucourt, Matter, Adèle Monod, baronne Mallet, Émilie Mallet, baronne Pelet, baronne de Sahune, comtesse de Perthuis et Voidel montre le but qu'on se proposait. Elle était ainsi conçue :

« Monsieur le Préfet,

« Quelques dames protestantes touchées de compassion envers les pauvres femmes de leur religion détenues à Saint-Lazare désirent vivement obtenir l'autorisation de les réunir le dimanche à l'heure où les prisonnières catholiques sont conduites à la chapelle. Elles désireraient également les visiter à l'infirmerie lorsqu'elles sont malades. Mais comprenant combien il est nécessaire qu'elles agissent avec la plus grande prudence, ces dames s'engageraient à n'avoir de rapport qu'avec les protestantes et ne se permettraient aucune démarche qui n'eût votre approbation. »

Dès que l'autorisation ainsi demandée a été accordée les associées se sont mises à l'œuvre et elles ont rivalisé d'ardeur pour gagner

la confiance des détenues et les ramener à des sentiments de moralité et d'honneur par les conseils, les encouragements et les témoignages d'intérêt de toutes sortes. Parmi elles il en est une devant laquelle on doit particulièrement s'incliner; c'est M^{lle} Dumas, secrétaire de l'association à l'origine et qui en est la présidente depuis 1875. Ni les sacrifices ni les fatigues, ni les dangers, ni le poids des années ne l'ont arrêtée un instant dans l'accomplissement de sa tâche. Pour pouvoir donner davantage elle s'est réduite à l'existence la plus austère. Une chambre sans feu, avec des rideaux de serge verte à mi-hauteur des fenêtres, et, dans un coin, un lit de fer d'écolier recouvert de la même serge voilà en quoi consiste son appartement (1). Son activité incomparable se traduit par des lettres, des démarches et des visites sans nombre: âgée de plus de 95 ans elle va voir encore les détenues. Lors de la révolution de 1848 elle a franchi les barricades pour accomplir son travail habituel; pendant les jours les plus sombres de 1871, quand Sainte-Pélagie était au pouvoir de la Commune et que les sœurs de Picpus venaient d'être incarcérées, elle a continué à aller à la prison. Comment ne pas s'associer à l'hommage de reconnaissante admiration que l'auteur du livre a rendu avec un accent si ému à tant d'abnégation, de dévouement et d'intrépidité!

On devine sans peine les prodiges de zèle et de charité que les dames de l'Œuvre ont réalisés avec un tel modèle sous les yeux. Toutes, les plus habituées aux hautes relations comme les autres, elles ont accepté de se mettre en rapport avec les créatures les plus infimes et elles ont ouvert avec un égal élan non seulement leur main, mais encore et surtout leur cœur, afin de relever les prévenues de leur abattement, de provoquer le repentir des condamnées, et de réveiller chez les unes et chez les autres les bons sentiments non encore étouffés par les mauvaises passions. Dans la lutte où tant d'obstacles s'opposent aux salutaires influences elles ont eu recours aux procédés que l'art ingénieux du bien leur a suggérés, les variant suivant l'âge, les antécédents et la situation de famille de celles à qui elles s'adressaient; mais toujours elles ont demandé leurs plus puissants moyens d'action aux principes de la morale et de la religion, en laissant entrevoir aux détenues qu'à leur sortie de la prison il leur serait permis,

(1) Voir dans l'ouvrage p. 69, la citation empruntée à un article de M. Hugues Le Roux publié dans le *Temps*.

par un retour définitif à une vie de travail et de probité, de faire oublier leurs fautes passées et de se réhabiliter dans l'opinion publique.

Les malheureuses composant la seconde section de Saint-Lazare ont été aussi l'objet de la sollicitude de l'Œuvre. Pour arriver à elles les visiteuses ont eu l'héroïque vertu d'affronter les dégoûts et les répugnances devant lesquels reculeraient des natures moins fortement trempées. Sans se dissimuler que, dans un milieu dépravé où la souillure des âmes était aussi profonde que celle des corps, elles ne devaient guère s'attendre qu'à des déceptions, elles ont multiplié les tentatives pour triompher de résistances d'autant plus tenaces qu'elles ont leurs racines dans une oblitération absolue du sens moral et une sorte d'inconscience ; et si par suite elles y ont rencontré de trop fréquents échecs elles ont fait, dans la première section, d'amples moissons qui leur ont procuré des satisfactions inoubliables. Dans plus d'un passage, où elle laisse deviner ses sentiments intimes, M^{me} d'A... montre à quel point les visiteuses s'attachent aux détenues qu'elles ont ramenées au bien. — « Encore une voleuse, écrit-elle, p. 152. Celle-là est *notre amie* : j'aurais voulu ensevelir son passé dans le silence. Peut-être quelque jour ces pages tomberont-elles dans ses mains ; qu'elle n'oublie pas qu'il en coûte de parler des fautes qu'ont commises les personnes auxquelles nous lie une *affection* véritable.... » N'est-ce pas touchant de voir employer au sujet d'une ancienne condamnée les mots *d'amie*, *d'affection* par une femme appartenant par son nom et par ses relations à la classe la plus élevée de la société ?

Ailleurs, l'auteur regrette les déplorables conséquences de l'arrestation trop facilement opérée parfois de jeunes filles, et de mères de famille sans antécédents judiciaires ; elle fait remarquer avec raison qu'une mesure semblable ne devrait être prise que pour des délits graves dénotant chez leurs auteurs une dangereuse perversité.

M^{me} d'A... n'hésite pas à attribuer la fréquence des rechutes aux vices de notre système pénitentiaire ; elle croit qu'on doit, même auprès des plus endurcies, attendre d'heureux résultats de la persistance des efforts du dévouement et de l'application généralisée de la loi sur l'emprisonnement individuel. « En 1839, écrit-elle, p. 130, les dames du Comité rencontrèrent une prisonnière 34 fois récidiviste ; nous connaissons des détenues qui n'ont pas encouru un nombre moindre de condamnations ; dans la prison

leurs cheveux ont blanchi et de toutes les détenues celles-là sont les plus exigeantes, les plus rétives, les plus insupportables. . . . En apparence il n'y a plus rien à tenter pour leur salut ; cependant il ne faut pas désespérer même de celles-là. . . . De ce que le traitement curatif d'une maladie n'a pas encore été institué est-il légitime de déduire que la maladie soit incurable ? Ne serait-il pas plus logique de déclarer simplement qu'en l'état de la science le remède n'est pas encore trouvé. . . . Dans le pénitencier de Neuchâtel, en Suisse, on a vu ce que l'on peut obtenir par l'application d'un système humain et rationnel. La moyenne de la récidive s'est abaissée à 2 p. 100, ce qui équivaut à sa suppression. Dans le département de la Seine, on va faire bénéficier la femme du régime cellulaire et ce sera un immense progrès sur l'état ancien ; on enrayera au moins jusqu'à un certain point l'abominable contagion du vice ; mais ce résultat négatif ne peut pas et ne doit pas satisfaire. . . . Il faudra savoir demander à la cellule tout ce qu'elle peut donner ; il faudra qu'un esprit nouveau pénètre de part en part l'organisation nouvelle. Cet esprit nouveau qui peut le donner, si ce n'est l'Évangile ? Lui et lui seul tient en réserve l'air vivifiant, rénovateur, dans lequel la détenue cellulaire, enveloppée d'influences moralisatrices, sentira son énergie renaître et son courage se réveiller. »

Les idées ainsi exprimées sont trop conformes à celles qui ont été souvent émises au sein de la Société générale des prisons pour ne pas rencontrer chez les catholiques la même adhésion que chez les protestants. Oui on peut et on doit beaucoup obtenir de la cellule, mais à la condition d'y laisser pénétrer largement tous ceux que l'amour du bien y conduit et d'y faire à la religion la part qui lui revient. Les exemples de transformation cités par M^{me} d'A... prouvent assez que c'est seulement de cette manière qu'on arrêtera les progrès de la récidive et qu'on multipliera les conquêtes opérées sur le mal. Si plus tard le nom de Saint-Lazare évoque de tristes souvenirs, une pensée de profonde gratitude se mêlera du moins à ces souvenirs, grâce au livre dont une lecture complète peut seule révéler la touchante beauté. Derrière des figures flétries par le vice on aimera à reconnaître les purs visages des femmes d'élite qui, pendant 50 ans, se sont généreusement consacrées à la plus noble et à la plus utile des entreprises.

Ch. PETIT,
Conseiller à la Cour de cassation.

ÉDUCATION

DES ENFANTS ASSISTÉS ET DES ENFANTS MORALEMENT ABANDONNÉS

EN FRANCE

Le cadre de cette notice concerne seulement ce qui touche à l'éducation des enfants assistés et des enfants moralement abandonnés. Nous nous y renfermerons. Aussi bien l'éducation dans son sens large, ne s'entend pas uniquement de l'instruction proprement dite et de l'apprentissage du métier ; elle embrasse l'art d'élever, de former les pupilles recueillis par l'Administration, de développer en eux les facultés physiques en même temps que morales et intellectuelles ; elle est à la fois relative au corps, au cœur et à l'esprit, selon la définition de Littré. Nous aurons donc à indiquer quel système est appliqué en France pour assurer à ceux dont l'Administration a pris charge : d'abord leur existence dans le milieu où elle les a placés, puis les connaissances nécessaires à leur instruction générale ou spéciale ; nous dirons enfin les directions morales qu'on imprime à leurs sentiments. Nous parlerons en premier lieu des services d'enfants assistés, dont on peut faire remonter la constitution officielle à l'édit de juin 1670, par lequel Louis XIV a créé à Paris l'hospice des Enfants trouvés, à la suite de la généreuse agitation provoquée en leur faveur en 1640 par Vincent de Paul. Nous traiterons ensuite de la catégorie, nouvelle en France, des enfants moralement abandonnés, dont aucun gouvernement ne s'était occupé jusqu'en 1881, et qu'à son honneur, notre troisième République aura relevés de leur triste situation. Toutefois pour que ce résultat soit complètement atteint, pour que les services publics de protection de l'enfance, comme aussi les œuvres de la charité privée aient le pouvoir d'arracher ces infortunés aux milieux détestables où ils se corrompent, et pour qu'ils puissent au besoin les défendre contre des parents indignes, il est indispensable de créer en leur faveur une législation qui les arme aussi fortement que celle qui régit les services des enfants assistés. Sur la demande du Gouver-

nement, le Conseil d'État et le conseil supérieur de l'Assistance publique ont été chargés de cette tâche. Elle présentait à son point de départ une difficulté particulièrement redoutable dans notre pays, où la famille est constituée sur les principes du droit romain : la nécessité de porter la main sur la puissance paternelle et d'y substituer dans certains cas la tutelle de l'autorité publique.

Le projet, sorti des délibérations de ces deux assemblées, a été adopté par le Gouvernement qui en a saisi sans délai le Parlement. Le vote définitif d'une loi d'un si grand intérêt social ne peut se faire longtemps attendre.

ENFANTS ASSISTÉS

On désigne sous le nom d'*enfants assistés* quatre catégories différentes d'enfants (et par enfants, disons-le une fois pour toutes, on entend les mineurs de un jour à vingt et un ans). Ces catégories sont les suivantes :

1° *Enfants trouvés.* — Ce sont les enfants nés de père et mère inconnus qui ont été exposés dans un lieu quelconque ou portés dans les hospices dépositaires. Soit dit en passant, le nombre des enfants exposés sur la voie publique ou dans les lieux habités est très restreint maintenant. Jadis c'était la forme ordinaire de l'abandon. A Paris, sur 3.400 abandons annuels, on ne compte guère que 50 à 60 expositions.

2° *Les orphelins pauvres.* — Cette qualification s'applique aux enfants indigents sans ascendants légitimes ou tout au moins sans père ni mère.

3° *Les enfants abandonnés.* — De ceux-ci, leurs parents sont connus ; mais ou bien ils ont disparu, ou bien ils les ont délaissés sans qu'il soit possible de recourir à eux pour des raisons diverses au premier rang desquelles il faut placer l'indigence.

4° *Les enfants secourus.* — Les enfants de cette catégorie étant conservés par leurs parents moyennant des secours périodiques que sert l'Administration afin d'éviter leur abandon, ils se confondent sans qu'on puisse les en distinguer, ni même qu'il y ait lieu de le faire avec l'ensemble des enfants de tous les citoyens. Ils restent en dehors de notre sujet et nous ne les mentionnerons ici que pour mémoire.

L'Administration n'a donc la charge de l'éducation et de l'instruction que des trois premières catégories ; ce sont les pupilles des hospices, et l'appellation d'*enfants assistés* n'a prévalu que par la nécessité de trouver un nom qui pût aussi s'appliquer aux enfants secourus, lesquels ne sont pas placés sous la tutelle, mais simplement sous la protection administrative.

Le nombre des enfants des quatre catégories s'élève pour la France à 125.000 environ, dont 83.000 pupilles de l'Administration et 42.000 secourus. De ces 83.000 pupilles, le département de la Seine en élève à lui seul 28.000 environ ; les 55.000 autres sont à la charge des autres départements.

La législation qui régit les enfants assistés est en apparence assez simple ; elle est en fait extrêmement compliquée et elle est caduque sur plus d'un point.

Il nous suffit ici, pour l'intelligence du sujet, de mentionner d'abord la loi du 15 pluviôse an XIII, qui place les enfants assistés sous la tutelle des commissions administratives des hospices dépositaires. Dans le département de la Seine, comme le seul hospice dépositaire est celui des Enfants assistés (rue Denfert-Rochereau), qui appartient à l'Administration générale de l'Assistance publique de Paris et n'est point dès lors régi par une commission hospitalière, la tutelle des enfants qui y sont recueillis est celle du directeur de cette Administration agissant en vertu de la loi du 10 janvier 1849. Les autres dispositions de la loi du 15 pluviôse an XIII restent applicables aux pupilles de la Seine. Le véritable décret organique des services d'enfants assistés est celui du 19 janvier 1811 ; il détermine les catégories qui comprennent, ainsi que nous l'avons dit plus haut, les enfants dont l'éducation est confiée à la charité publique ; il trace ensuite les règles qui, dans l'intention du législateur de cette époque, devaient présider à leur première et à leur seconde éducation, et dont l'énonciation seule détonnerait singulièrement à l'heure présente. Enfin ce décret met à la charge des hospices dépositaires les dépenses des enfants assistés, avec contribution par l'État d'une somme de 4 millions et des allocations prélevées sur les fonds des communes. Ces dispositions financières ont été complètement modifiées par la loi du 5 mai 1869, interprétée elle-même par la circulaire ministérielle du 3 août de la même année. A partir de cette loi, le service, d'hospitalier qu'il était, est devenu départemental : les dépenses sont classées en intérieures, extérieures ou d'inspection et de surveillance. Ces dernières sont exclusivement

à la charge de l'État. Quant aux dépenses intérieures et extérieures, elles sont supportées par le budget de chaque département, auquel viennent en aide le produit des fondations, dons et legs spéciaux, le produit des amendes de police correctionnelle, et surtout le contingent des communes égal au cinquième des dépenses extérieures, puis la subvention de l'État égale au cinquième des dépenses intérieures.

Tel est l'énoncé sommaire, le seul nécessaire à l'intelligence de cette monographie de la législation des enfants assistés. Celle-ci, comme on le voit, se borne en résumé à la loi du 15 pluviôse an XIII, à une disposition spéciale de la loi du 10 janvier 1849, au décret du 19 janvier 1811, enfin à la loi exclusivement financière en apparence du 5 mai 1869, interprétée par la circulaire du 3 août 1869. Il semblerait au premier abord que la codification de cette législation en une loi unique, même en y ajoutant une disposition concernant le domicile de secours actuellement réglé par la loi de vendémiaire an II, serait chose aussi facile qu'utile. De fait, il n'en est point ainsi, moins à cause de la désuétude dans laquelle sont tombés nombre d'articles des lois précitées, que du défaut d'unité dans la direction des services d'enfants assistés, résultant des mobiles contradictoires qui ont guidé les rédacteurs des lois ci-dessus, des jurisprudences variables suivant les époques et les circonstances contingentes que des circulaires ministérielles ont tour à tour préconisées, enfin des dispositions des lois des 18 juillet 1863 et 10 août 1871 qui donnent aux conseils généraux le droit de régler souverainement, dans la seule limite des lois existantes, les services d'enfants assistés de chaque département. Pour difficile qu'elle soit, cette réforme s'impose, et des tâches dévolues au conseil supérieur de l'Assistance publique ce sera l'une des plus ardues, mais des plus fécondes.

Ce préambule indispensable terminé, nous allons faire connaître par quels systèmes ont été assurées en France l'éducation des pupilles de l'Administration dans leur première enfance, puis ce que le décret de 1811 nomme avec justesse *leur seconde éducation*, c'est-à-dire l'instruction, l'apprentissage du métier destiné à les faire vivre.

Avant d'arriver à l'exposé du système actuel, qui est supérieur à tous ceux qui sont pratiqués à l'étranger et que peu à peu les autres nations nous empruntent, mais qui est si simple, si naturel, si indiqué par la nature des choses, qu'à peine semble-t-il un système, jetons un regard rapide sur le passé, ne fût-ce que pour

montrer les tâtonnements par lesquels il a fallu passer pour que le simple se dégagât du compliqué.

Avant la Révolution, on peut dire que des trois catégories : trouvés, orphelins, abandonnés, la dernière, celle des abandonnés, maintenant la plus nombreuse, n'existait pas. Comme nous allons le voir, si, répartis inégalement sur le territoire français au hasard des circonstances locales, quelques établissements s'occupaient, vaille que vaille, des trouvés et des orphelins, et encore seulement des orphelins légitimes, personne n'acceptait les abandonnés, c'est-à-dire les enfants que leurs parents connus se trouvaient par suite de l'extrême misère ou de secrets mobiles contraints de confier à la charité publique. Pour abandonner un enfant, nous l'avons montré ailleurs, il fallait l'exposer sur la voie publique, à la porte des églises, des couvents ; aussi la plupart des enfants trouvés périssaient-ils misérablement, jusqu'au jour où Vincent de Paul sut, dans les circonstances que chacun connaît, émouvoir la commisération publique en leur faveur. Théoriquement, cependant, la charge des enfants trouvés appartenait aux seigneurs hauts justiciers, conformément à un arrêt du 13 août 1552. Cet arrêt ne faisait d'ailleurs que confirmer la tradition féodale en vertu de laquelle ces seigneurs possédant les droits d'épave, d'aubaine et d'appartenance sur les trésors trouvés sur leurs terres avaient la charge corollaire des enfants trouvés dans l'étendue de leurs domaines par application de l'axiome : *Ubi emolumentum, ibi onus*. Dans les localités où les seigneurs ne possédaient pas les droits de déshérence et de bâtardise, les communes, les échevinages, les paroisses devaient nourrir et pourvoir de métiers les enfants recueillis par eux, en conformité de leurs coutumes et usages locaux. Sans doute, en compulsant les anciennes coutumes provinciales, les nombreux auteurs qui ont écrit l'histoire des enfants trouvés (1) mentionnent des prescriptions telles que celles de Metz en 1562, de Douai en 1516, enjoignant d'envoyer les enfants aux écoles pour y apprendre à lire et à écrire et « lorsqu'ils seront en âge de discrétion de les mettre en maisons de maîtres ou maîtresses pour être enseignés au métier qu'ils voudront

(1) Voir Remacle, *Histoire des hospices d'enfants trouvés en Europe* ; Terme et Montfalcon, *Études sur les enfants trouvés* ; Léon Lallemand, *Histoire des enfants abandonnés*, 1885. Cet ouvrage excellent, très au courant de la situation actuelle, a été couronné par l'Institut.

Nous conseillons à ceux que le sujet intéresse de lire sur ce qui concerne spécialement le département de la Seine l'ouvrage de M. le Dr Thulié, *Les enfants assistés de la Seine*, 1887.

choisir » ; mais, en fait, les seigneurs, les municipalités, les paroisses agissaient chacun à sa guise, sans contrôle d'aucune sorte, suivant ses ressources ou son esprit de charité, en tous cas irrégulièrement et par intermittences. Les guerres de religion, les troubles civils, la pénurie des caisses publiques paralysaient toutes les bonnes volontés. Et pour se rendre un compte sincère de ce qu'était la situation des enfants trouvés avant la constitution par Louis XIV en 1670 de l'hospice des Enfants trouvés, il suffit de se reporter aux mémoires du temps et d'y lire le tableau tant de fois reproduit des misères de ces infortunés pendant la période la plus éclatante et la plus prospère du règne du Roi Soleil. Mais laissons ces redites et voyons seulement quels modes d'éducation étaient usités à l'égard des trop rares enfants recueillis. Les seigneurs hauts justiciers n'avaient point, est-il besoin de le dire, constitué des services d'enfants assistés avec l'organisation administrative et médicale actuelle ; ils se bornaient, lorsqu'ils daignaient s'en occuper, à les confier en général moyennant une sorte d'abonnement aux *confrairies* du Saint-Esprit, aux hôpitaux des villes, aux maisons-Dieu, aux aumôneries. Ces établissements tantôt les élevaient directement au moyen de nourrices sédentaires, c'est-à-dire vivant dans l'hôpital même, tantôt les remettaient à des nourrices de campagne moyennant salaires ; le sevrage arrivé, l'enfant était souvent ramené à l'hospice où il recevait une éducation sommaire. Parfois quelques enfants légitimes entraient dans le clergé séculier ou régulier.

On peut juger de l'éducation donnée dans les hospices de province par ce qui se passait à Paris à l'hospice Saint-Antoine et à celui des Enfants-Rouges. Dans ces établissements, le temps des enfants était absorbé en grande partie par les pratiques religieuses ; les enfants figuraient dans les processions en longues théories, vêtus de costumes spéciaux qui signalaient à tous leur bâtardise et le malheur de leur naissance ; on les louait pour servir de pleureurs aux convois des personnes riches ; on les installait sous le porche des églises les dimanches et jours de fête pour faire des quêtes à leur profit avec l'écriteau sur la poitrine : « Faites bien à ces pauvres enfants trouvés ». De métier, point : les garçons de douze à seize ans tricotaient des bas et des bonnets ; quelques-uns étaient employés aux marais et jardins de l'établissement. D'éducation, à peine. Comment leur eût-on au surplus donné une instruction que personne alors ne recevait ? Comment leur eût-on appris à lire et à écrire dans un temps où grands seigneurs et

capitaines considéraient l'instruction comme au-dessous d'eux ? C'est ce que constate une délibération du 12 septembre 1754 demandant pour une foule d'excellentes raisons la suppression de l'envoi des enfants trouvés dans les cortèges funéraires : « Ces enfants n'apprennent que très imparfaitement à lire et à écrire, vu qu'ils sont continuellement dissipés par les convois et les récréations ». En 1761 (délibération du 7 août 1761), les administrateurs constatent avec douleur que le plus grand nombre des pupilles étaient peu avancés tant dans la lecture que dans l'écriture.

Toutefois, à partir de l'édit de 1670, au fur et à mesure que le service des enfants trouvés reçoit son organisation administrative, que par la constitution d'un domaine qui leur est propre, par le fait de charités privées importantes, par les subventions et concessions royales, la concession d'une portion des droits d'octrois, de loteries, il est créé des ressources régulières et permanentes, la situation s'améliore. Comme pourtant le nombre des enfants trouvés croissait plus vite que les recettes, l'Hôpital-Général qui, avant la Révolution, représente ce qui est aujourd'hui l'Administration de l'Assistance publique de Paris, comblait les déficits sur ses fonds propres. Quoi qu'il en soit, le système avant la Révolution consistait en général à envoyer les enfants en nourrice dans les provinces jusque vers l'âge de cinq ou six ans, époque où ils étaient ramenés à l'hospice ; pendant ce temps, aucune surveillance régulière n'était exercée ; les meneurs ou meneuses étaient les seuls intermédiaires (et quels intermédiaires !) entre les hospices et les nourrices de campagne ; souvent ils gardaient pour eux l'argent destiné à payer les mois de nourriture. Pourtant, peu à peu des règlements régularisent la situation de ces meneurs en leur imposant un cautionnement, en fixant leurs rétributions, en les chargeant de visiter les enfants tous les six mois, de recruter les nourrices nécessaires, etc. Ces meneurs sont toutefois les pré-décesseurs de nos inspecteurs et agents de surveillance des enfants assistés et ils n'ont été réellement supprimés que peu d'années après que le décret de 1811 eût dans son article 14 posé le principe de la création de commissaires spéciaux ou de médecins inspecteurs.

C'est en 1820 seulement qu'on institue sous des noms divers des agents résidant en province au milieu des circonscriptions et chargés d'une manière permanente du service administratif et de la comptabilité des enfants assistés placés sous leur surveillance. Le système consistant à ramener l'enfant à l'hospice après le

sevrage était funeste à la moralité de l'enfant, par conséquent à la société, parce qu'on mettait ainsi obstacle à ce qu'il se créât un centre d'affection dans la famille de sa nourrice ; ce n'est que du jour où on y a renoncé que la situation de nos pupilles est devenue satisfaisante dans ses grandes lignes.

Le premier bienfait et le plus précieux pour un enfant que ses parents ont délaissé est en effet de lui constituer une famille ; cette famille d'adoption, c'est celle de la nourrice qui l'a nourri de son lait. Tant que l'enfant abandonné n'a été, comme ceux de la petite bourgeoisie, confié à la nourrice que jusqu'au sevrage, aucun lien sérieux n'a pu s'établir ; pour les pauvres femmes qui s'attachaient à l'enfant et eussent voulu le conserver, n'allait-on pas jusqu'à leur supprimer leur rétribution dès que le nourrisson avait trois ans ! (Délibération du 9 mars 1688.)

Heureusement, la force des choses, à défaut de la perspicacité des administrateurs des hospices, amena peu à peu ceux-ci à laisser les enfants à la campagne. Le nombre des abandons croissant sans cesse à partir de l'édit de 1670, l'hôpital Saint-Antoine fut encombré, puis bientôt la Pitié et la Salpêtrière, tant et si bien qu'au milieu du siècle dernier (règlement du 7 janvier 1761) on décida qu'à l'avenir on laisserait les enfants chez leurs nourriciers, moyennant une pension jusqu'à 14 ans ; à cet âge, la pension était supprimée, mais l'enfant devait demeurer chez ses nourriciers à leur service, sans gages, jusqu'à 25 ans ; on l'employait au labourage, aux travaux agricoles ou à des métiers ; le nourricier pouvait même, en vertu d'une autorisation royale, faire admettre « à tirer au sort de la milice, au lieu et place de ses propres enfants, autant d'enfants trouvés qu'il en aurait élevé dès leur bas âge et qui seraient parvenus jusqu'à l'âge de 16 ans avec toutes les qualités nécessaires pour porter les armes. » En 1772, nouvelle amélioration : l'engagement de l'enfant finissait à 20 ans ; dès cet âge, il devait être gagé suivant l'usage du pays.

Mais c'est assez nous attarder à ces époques anciennes. Traversons la Révolution et, sans même nous arrêter aux dispositions du décret de 1811 qui incorporent d'avance dans la marine de l'État le pupille dès l'âge de 12 ans et stipulent qu'il restera sans gages chez ses nourriciers jusqu'à 25 ans, arrivons à l'heure présente. De ces tâtonnements successifs est sortie lentement l'organisation actuelle. Il nous reste à l'exposer.

Dans chaque département, il existe un ou plusieurs hospices

dépositaires destinés à recevoir les enfants trouvés, orphelins pauvres ou, comme à Paris, ceux que leurs parents, par des motifs divers, déclarent être dans l'impossibilité d'élever. Du moment où leur admission est prononcée au nombre des enfants assistés, ceux-ci se trouvent *ipso facto* pourvus d'une tutelle réglée en province par la loi du 15 pluviôse an VIII, à Paris par la loi du 10 janvier 1849. Déjà, sur ce premier point, on voit que l'état chaotique d'avant la Révolution est remplacé par un système simple qui assure également sur toute l'étendue du sol français la protection des enfants abandonnés. Continuons. Il ne suffit pas que les enfants soient sûrs d'être recueillis aussi bien au Centre qu'au Nord et au Midi et pourvus d'une tutelle qui les protège jusqu'à 21 ans, il fallait encore leur créer une famille. C'est là la clef de voûte de tout le service. Eh bien oui, cette merveille qui consiste à donner une famille d'adoption à ces pauvres enfants se réalise pour eux dans la majorité des cas. Et cela de la façon la plus simple, en laissant opérer les lois de la nature, par le fait seul de confier l'enfant à sa nourrice moyennant une pension qui sera servie jusqu'à ce qu'il ait 13 ans, renonçant ainsi à la funeste mesure en usage jadis qui consistait à ramener l'enfant à l'hospice après son sevrage. Il arrive alors ceci, c'est que la nourrice qui a pris un nourrisson dans le but unique à l'origine d'augmenter les ressources de son ménage s'attache peu à peu, par un sentiment qui confine à l'amour maternel, à l'être qu'elle a nourri de son lait. Vivant de la même existence que ses nourriciers, partageant leurs joies et leurs chagrins, élevé dans la même chaumière et sans aucune différence de traitement avec ses frères et sœurs de lait, l'enfant assisté devient partie intégrante de leur famille. Il est d'ailleurs, par suite de la pension servie pour lui, une source de bien-être pour les braves gens qui l'élèvent. Dans la plupart des départements, principalement dans le centre de la France, l'expérience a démontré que l'enfant assisté se crée presque toujours une famille réelle dans laquelle même après sa majorité et pendant toute sa vie, il trouve la même affection, le même appui que s'il était uni à elle par le sang. Le tableau que notre grand écrivain George Sand a présenté de l'enfant trouvé dans son beau roman de *François le Champi* (Champi signifie enfant trouvé) est fort exact. Nous avons été témoin fréquemment des faits les plus touchants, conséquence de l'affection réciproque qui unit les nourriciers à l'enfant, et maintes fois nous avons vu des enfants refuser de retourner avec leurs mères qui les récla-

maient, préférant l'humble demeure des paysans qui les ont élevés au sort brillant qui parfois les attend dans leur famille suivant la nature. Voilà ce qu'a réalisé le service des enfants assistés de la Seine. La situation est loin d'être aussi satisfaisante pour les enfants assistés de plus d'un département de province ; nous devons à la vérité de le reconnaître. Quand les ressources leur viendront, ils n'auront qu'à suivre l'exemple de la Seine pour obtenir les mêmes résultats.

Le système actuel suivi par la Seine a donc su assurer à l'enfant assisté un tuteur et une famille. Voici maintenant comment on pourvoit à sa surveillance constante. Chaque département a un service d'enfants assistés, dont les dépenses incombent, conformément à la loi du 5 mai 1869, au budget départemental, avec l'aide du contingent des communes égal au cinquième des dépenses extérieures et la contribution de l'État égale au cinquième des dépenses intérieures. Quant aux dépenses d'inspection et de surveillance, elles sont à la charge exclusive de l'État. Le Ministre de l'intérieur, sur la présentation du directeur de l'Assistance publique en France, nomme dans chaque département, suivant les conditions des décrets du 31 juillet 1870 et 8 mars 1887, l'inspecteur résident chargé de la surveillance et de la protection administrative des enfants assistés. Dans certains départements, tels que celui de la Seine, dont le nombre des pupilles est d'environ vingt-huit mille, ainsi que dans les départements du Rhône, de la Gironde, etc., il n'est pas possible de conserver dans le département même ces services d'assistés. Aussi, on constitue dans les pays qui se consacrent à l'industrie nourricière des circonscriptions administratives à la tête desquelles est placé un agent spécial résident. Cette circonscription à son tour est subdivisée en un certain nombre de services médicaux, de telle sorte que l'enfant se trouve à la fois surveillé administrativement et médicalement. Le médecin doit, indépendamment bien entendu des cas de maladie, visiter au moins une fois par mois les enfants de premier âge et quatre fois par an tous les autres, et, pour preuve de sa visite, il signe chaque fois le livret de l'enfant. L'inspecteur, chef du service, est aussi tenu à des tournées régulières. Depuis la loi sur l'instruction obligatoire, les pupilles sont astreints, au même titre que tous autres enfants à suivre les classes, et nous pouvons dire que presque partout, grâce aux efforts des inspecteurs départementaux, le niveau d'instruction est plus élevé chez les enfants assistés que chez les autres enfants

de la commune. Pour atteindre ce but, il a fallu relever les tarifs des pensions payées aux nourriciers et prolonger de l'âge de 12 ans à celui de 13 ans, le payement de ces pensions. La pénurie des budgets départementaux n'a pas permis de réaliser dans ce sens tout ce qui est désirable. Il reste encore beaucoup à faire de ce côté de la part des départements autres que ceux de la Seine, du Rhône et de quelques autres et nous faisons toutes réserves en qui les concerne.

L'étendue qui nous est déparée ne nous permet pas d'entrer dans de plus grands détails sur les desiderata relatifs à l'instruction des enfants assistés, ni sur les difficultés spéciales résultant de la mauvaise volonté de certaines communes à admettre dans leurs écoles les pupilles de l'Administration, spécialement lorsque le nombre de ceux-ci se trouve égal et même dépasser le nombre des enfants de la commune.

Il nous reste à parler du métier donné au pupille. Ce métier est la conséquence de son placement. Presque toutes les nourrices appartenant à la classe agricole, l'enfant dès son plus jeune âge est utilisé aux travaux de la ferme et des champs; il est devenu un paysan par avatar et il a l'existence modeste mais pleine de sécurité et de dignité du paysan. Il s'établira ensuite dans le pays, y prendra femme et y fera souche. C'est un élément important de véritable colonisation pour certains départements du centre, comme par exemple celui de la Nièvre, dans lequel la Seine entretient 8.000 enfants assistés depuis bientôt cent ans, dont 400 environ arrivent chaque année à leur majorité.

Ainsi donc le pupille de l'Administration, après avoir reçu l'enseignement primaire dans les écoles communales dans des conditions identiques à celles des enfants de tous les citoyens devient presque toujours un paysan et parfois un ouvrier. Considéré d'ensemble, son sort est heureux; il est en tout cas le même que s'il était né au sein d'une famille modeste d'ouvriers agricoles ou d'artisans. Conviendrait-il pour quelques natures bien douées de faire davantage, de leur donner une éducation supérieure? La tentative est séduisante d'aspect, et elle a été réalisée plus d'une fois. Mais que de déboires, vis-à-vis de rares succès! Que de fois, en voulant trop bien faire, n'a-t-on réussi qu'à déclasser l'enfant, qu'à le lancer dans un milieu où le manque absolu de ressources (car on ne peut cependant avec l'instruction supérieure lui donner des rentes) l'empêchait de profiter de son éducation et ne servait qu'à édifier chèrement son malheur! D'ailleurs, de quel droit

employer au profit d'un seul les faibles ressources destinées à tous ? (1)

Sans renoncer absolument à ces essais généreux, car l'absolu en tout est un défaut, il faut les réserver pour des enfants témoignant d'aptitudes exceptionnelles, et en faveur desquels, grâce à des fonds spéciaux provenant de dons ou libéralités privées, il sera possible après leur éducation de continuer une pension jusqu'au moment où ils seront en situation de suffire eux-mêmes à leurs besoins.

En résumé, la condition de l'enfant assisté en France est bonne. Sans doute le tableau que nous avons tracé, qui est rigoureusement exact en ce qui concerne les pupilles de la Seine, nécessiterait quelques ombres pour l'adapter aux services d'un certain nombre de départements pauvres. Ces améliorations sont le contingent de l'avenir, et elles se réaliseront quand le Parlement aura adopté le projet de loi que va être appelé à préparer le Conseil supérieur de l'Assistance publique sur la révision de la législation des enfants assistés et qui est le complément indispensable du projet soumis en ce moment au Parlement sur les enfants indigènes et les enfants moralement abandonnés.

ENFANTS MORALEMENT ABANDONNÉS

Qu'est-ce d'abord qu'un enfant moralement abandonné ? Le mot est nouveau, en France du moins, car il est usité ailleurs. Quels enfants désigne-t-il donc ? Nous avons vu plus haut qu'un enfant abandonné est celui dont les parents ont disparu ou bien que les parents ont conduit à l'hospice dépositaire, en déclarant qu'il leur était impossible de l'élever. Eh bien ! le moralement abandonné est un enfant dont les parents n'ont pas disparu et qu'ils n'ont pas amené à l'hospice en déclarant son abandon ; il n'est donc pas abandonné, car l'abandon ne se présume pas et résulte soit d'une disparition des parents, soit tout au moins d'une déclaration formelle de leur part. Et pourtant, en fait, cet enfant vagabonde par les rues, vit en nomade, couchant où il peut, dans les carrières à plâtre, sous les

(1) En 1864, le crédit affecté aux 28.000 pupilles de la Seine (non compris les secours) s'élevait à 5.100.000 francs, soit 180 francs par tête et par an. En 1884, les crédits affectés aux 55.000 pupilles des départements autres que la Seine (non compris les secours) étaient de 6 millions, soit 127 francs par enfant.

arches des ponts, se livrant au vol, à la mendicité sur la voie publique, et cette vie, il la mène parce que ses parents, vivant de leur côté dans le désordre, ne s'occupent pas de lui, ou parfois parce qu'ils sont mis, par une infirmité, dans l'impossibilité de le surveiller. Ils abandonnent donc moralement leur enfant. De là l'appellation. En Angleterre, on leur a donné un nom plus pittoresque : on les appelle *Arab boys*, *Arab streets*, c'est-à-dire « Arabes des rues ». Si maintenant, en l'absence d'une définition officielle qui n'existe pas encore, puisqu'il n'y a pas en France de législation relative à cette catégorie d'enfants, on nous demande une définition précise, nous dirons en adoptant celle qui a prévalu parmi ceux qui s'occupent de ces enfants : « Le moralement abandonné est le mineur de seize ans que ses parents, par des causes dépendant ou non de leur volonté, laissent dans un état habituel de mendicité, de vagabondage ou de prostitution. »

L'évaluation du nombre de ces enfants est difficile, par la raison que l'abandon moral est un fait présumé et qu'on ne peut l'affirmer que lorsque, par exemple, l'arrestation d'un enfant et l'enquête qui la suit ont démontré sa réalité. Toutefois, en tenant compte des arrestations faites tous les ans par la préfecture de police et d'autres causes trop longues à indiquer ici, on peut estimer que sur le pavé de Paris il peut y avoir de 15,000 à 20,000 jeunes vagabonds, et en France environ 40,000. C'est parmi eux que se recrute le principal contingent des futurs criminels, des malfaiteurs, des souteneurs et des prostituées. Mais ces moralement abandonnés ne sont fatalement destinés à finir ainsi que parce que la société a négligé le devoir qu'elle a de s'occuper d'eux lorsque les parents les ont délaissés. Actuellement en France, sauf à Paris depuis 1881, et encore dans une limite beaucoup trop restreinte, la société ignore ces enfants jusqu'au jour où un délit ou une apparence de délit les amène devant la justice. Ce jour-là, elle les frappe même quand ils sont reconnus innocents, et, en vertu de l'article 66 du Code pénal, les envoie jusqu'à vingt ans dans une maison de correction, parce qu'elle n'a pas su organiser de services publics pour prendre soin d'eux. S'ils sont coupables, elle les envoie aussi dans une maison de correction, seulement c'est en vertu de l'article 67 ; mais leur sort est le même dans les deux cas. C'est afin de réparer cette injustice, cette énormité sociale, que l'Assistance publique de Paris a créé en 1881 le service des moralement abandonnés.

Avant d'exposer de quelle manière le département de la Seine pourvoit à l'éducation de ces enfants, nous ferons une remarque qui n'est pas sans intérêt, bien que nous ne puissions préciser les motifs de ce singulier état de choses. C'est que, dans les pays latins, on s'est toujours ému du sort des enfants du premier âge et qu'à toute époque, d'une façon à coup sûr rudimentaire et insuffisante, nous l'avons montré (1), on a cherché tant bien que mal, plutôt mal que bien, sauf depuis une soixantaine d'années, mais enfin on a cherché à assurer la protection des orphelins, des trouvés, des abandonnés, tandis qu'avant 1881, date de la constitution du service des moralement abandonnés, on semble ne pas connaître l'existence de cette catégorie d'enfants. Dans les pays d'origine germanique, au contraire, la protection des enfants correspondant à nos catégories d'assistés, est encore maintenant insuffisante ; la situation de ces enfants n'est parfois guère meilleure que chez nous il y a deux siècles, mais par contre des institutions remarquables ont été créées en faveur des petits vagabonds et des « Arabes des rues ». Les peuples d'origine germanique (anglais, américains, etc.) ont-ils, avec leur sens pratique, compris que, pour empêcher les dommages que ces petits vagabonds causent par leurs méfaits à la cité, et pour contrarier le recrutement parmi eux de cette future armée du vice et du crime dont nous parlions tout à l'heure, le moyen le plus efficace était de s'occuper d'eux avant qu'ils ne fussent pervertis et de tâcher de les régénérer lorsqu'il était temps ? Il n'est pas impossible. La cause de cette différence peut-elle s'expliquer par les mêmes tendances d'esprit qui ont fait prédominer chez les peuples germaniques, sauf dans l'Allemagne du Sud, le protestantisme pendant que les pays latins sont demeurés catholiques ? La thèse est soutenable. Toujours est-il que le côté sentimental des peuples latins les a poussés à prendre en pitié les enfants du jeune âge, et que l'esprit pratique et positif des nations d'origine germanique leur a indiqué l'utilité qu'avait la société à tourner vers le bien les enfants plus âgés qui, par la faute de leurs parents, errent par la cité, y exercent la mendicité et commettent toutes sortes de méfaits et plus tard des crimes.

Une fois le service créé en 1881, quel système fallait-il suivre pour instruire ces nouveaux pupilles et leur apprendre un métier ?

(1) V. Conférence faite au cercle Saint-Simon : *Les services publics de protection de l'Enfance*, 1886.

Convenait-il d'imiter, par exemple, l'Angleterre et l'Amérique ? De créer deux sortes d'école : les premières, les *industrial schools* « écoles industrielles » puis les écoles nommées *réformatoires* qui, destinées aux jeunes délinquants (*juvenile offenders*), correspondent à nos maisons d'éducation correctionnelle ? De ces dernières, nous ne dirons rien parce qu'elles sortent de notre cadre et que l'étude de nos établissements d'éducation correctionnelle, appartenant à des particuliers ou à l'État, de ceux destinés aux garçons, et de ceux où s'élèvent les filles (Bons-Pasteurs et autres) nécessiterait une notice spéciale, même en la restreignant aux pupilles vicieux ou indisciplinés des services d'enfants assistés ou moralement abandonnés.

Les événements dont a été le théâtre l'école disciplinaire de Porquerolles fondée par le conseil général de la Seine pour les moralement abandonnés vicieux que les règlements des maisons pénitentiaires ne permettaient pas de recevoir, bien que les faits aient été démesurément grossis et exagérés à dessein pour obtenir un but spécial, montrent l'intérêt que présenterait une étude de cette nature. Mais passons. Quant aux *industrial schools* anglaises, d'après un *act* de 1866, elles sont destinées à recevoir : 1° les enfants au-dessous de quatorze ans qui mendient soit ouvertement soit sous le prétexte de vente ; 2° les jeunes vagabonds sans domicile ; 3° les orphelins ; 4° l'enfant de moins de douze ans ayant commis un délit, mais qui, en raison de son âge, est jugé ne pouvoir être emprisonné (ce qui correspond en France aux enfants de l'article 66) ; 5° les enfants que leurs parents présentent au magistrat comme insoumis (ce qui correspond aux enfants de la correction paternelle).

Ces écoles sont en général des internats, quelquefois des demi-internats. On y donne une instruction primaire fort sommaire ; les apprentissages sont rarement agricoles et presque toujours industriels ; un certain nombre, sous le nom de *school ships*, *training ships*, sont des écoles de mousses. Créées par la charité privée, elles reçoivent de l'État et des autorités locales des subside considérables lorsqu'elles ont été reconnues par un inspecteur délégué par le secrétaire d'État de la Reine ; on les dit alors *certifiées*. Sans entrer dans des détails qui ne seraient pas ici à leur place, sans mentionner les inconvénients qu'a révélés le fonctionnement de ces écoles, disons tout de suite que dans l'ensemble elles ont produit les meilleurs résultats.

Il semblait donc tout indiqué lorsque le département de la Seine

a créé le service des moralement abandonnés qu'il n'y avait qu'à prendre pour modèle le système expérimenté avec succès en Angleterre et en Amérique, sauf à l'adapter à nos habitudes françaises. Cette opinion a été soutenue notamment à la Société générale des prisons par l'homme de bien qui s'appelle le pasteur Robin et qui a publié sur ce sujet de remarquables études, à la suite d'un voyage fait par lui en Angleterre et en Amérique. La question a été traitée aussi au Congrès pénitentiaire de Stockholm de 1878, par miss Mary Carpenter, par M. Richard Peterson, et par Charles Loring Brace, le fondateur éminent du *Juvenile asylum* de New-York. Citons aussi les articles publiés dans la *Revue des Deux-Mondes* (1^{er} et 15 juin et 15 novembre 1878) par M. d'Haussonville, puis un rapport présenté par M. Charles Lucas à l'Académie des sciences morales le 11 janvier 1879. C'est en effet dans le sens de la création d'écoles industrielles et d'écoles de réformes qu'un projet de loi améliorant la loi de 1850 sur l'éducation correctionnelle avait été préparé, et le rapport, qui restera un monument remarquable à tous égards, avait été présenté par M. Félix Voisin, aujourd'hui conseiller à la Cour de cassation.

Voici toutefois les motifs qui ont déterminé les créateurs du service à l'organiser d'une façon différente. L'internat présente des inconvénients particulièrement graves quand il est appliqué à des enfants habitués à une vie errante ; pour empêcher les évasions, maintenir la discipline et les bonnes mœurs, on est forcément amené à édicter des règlements sévères qui font dériver l'école en un établissement pénitentiaire ; de plus, mettre côte à côte des enfants de la même origine, ayant contracté dans leur existence nomade des habitudes vicieuses et un langage spécial, s'est, en fait, les maintenir dans la même atmosphère et rendre moins facile leur relèvement. La vie d'école a d'ailleurs l'inconvénient d'habituer l'enfant à croire que, pour jouir d'un logement salubre, de vêtements chauds, d'une nourriture réconfortante, il n'a qu'à se laisser vivre, tandis que plus tard il apprendra à ses dépens que ce sont des biens qu'on n'acquiert que par le travail, l'ordre et l'économie ; l'école est un milieu factice où les bruits du dehors n'arrivent qu'éteints, où l'on est privé des relations avec le monde ambiant, où, même quand elle est professionnelle, l'enfant n'a pas le contact des ouvriers au milieu desquels il vivra un jour, ni la vie agitée, bruyante mais affairée et laborieuse d'une usine et d'une manufacture. Enfin, argument suprême : l'entretien d'un enfant qui ne reçoit rien de sa famille dans une école profes-

sionnelle ne saurait être évalué à moins de 800 francs par tête (1), à la condition encore que le travail ait lieu en vue d'une vente des produits. J'ajoute que si le travail n'a pas cette destination, l'enseignement est théorique et, qu'en sortant de l'école, l'élève a besoin d'un second apprentissage ; nous avons pu constater dans nombre de cas que les ouvriers chefs de groupe préféreraient souvent un apprenti neuf dans la partie à ces apprentis imbus d'idées théoriques, habitués à ne pas se préoccuper de la valeur et de la quantité de la matière à ouvrir, contents d'eux-mêmes, amollis par un bien-être relatif que n'a stimulé ni la nécessité de la production, ni la concurrence. Quoi qu'il en soit, à un prix tel que 800 francs par tête, on ne saurait songer à recueillir des milliers d'enfants, et en même temps qu'on leur enseigne le métier qui les fera vivre un jour, à leur constituer un pécule pour l'époque de leur majorité. Nous concluons donc en disant que l'internat de garçons doit être l'exception et doit être réservé pour deux cas seulement : 1° pour les enfants vicieux, soumis à une discipline rigoureuse comme celle des maisons de correction (2)

(1) Ce chiffre est un minimum pour une école professionnelle qui exige des ateliers, des outils, des matières et un personnel professionnel fort cher. Lorsque les budgets d'écoles professionnelles semblent être moins élevés, c'est que les parents supportent quelques dépenses ou qu'on a omis d'y comprendre des éléments importants, tels que le loyer ou les dépenses d'enseignement, les frais d'habillement, etc.

Budget moyen d'une école professionnelle établie en dehors de Paris, dont les élèves sont internes et ne reçoivent rien de leurs familles. Nous supposons 100 élèves et nous répartissons toutes les dépenses par unité d'élève :

Nourriture (1 franc par jour, boisson comprise).....	365 fr.
Loyer de l'école ou intérêts à 5 p. 0/0 + 2 p. 0/0 pour les réparations annuelles de bâtiments, ateliers estimés à 200.000 fr., chiffre très modeste (14.000 fr. par an).....	140
Intérêt et amortissement des machines, outils, etc., estimés à 90.000 fr. (5 p. 0/0 pour intérêts, 10 p. 0/0 pour amortissement et réparations annuelles : total, 15 p. 0/0), soit 4.500 fr. par an.....	45
Traitements du directeur, des professeurs, chefs d'atelier, serviteurs (15.000 fr. par an).....	150
Blanchissage, chauffage, médecin, médicaments.....	100
Vêtements, chaussures.....	60
Fournitures scolaires.....	20
Impôts, frais divers.....	20
TOTAL.....	900

A ce chiffre très réduit, il faudrait ajouter des sommes importantes qui peuvent l'élever considérablement, telles qu'achats de matières à ouvrir. Si les produits sont destinés à la vente, on peut espérer, avec le travail des jeunes apprentis de seconde et troisième années, couvrir la dépense d'achat de matières à ouvrir, mais fort peu au delà. Si les produits ne peuvent être vendus, ce qui, pour des causes diverses, serait le sort d'écoles établies par l'Administration, on arriverait à un chiffre, par élève, d'en moins 1.500 francs. Nous sommes prêt à discuter ce chiffre, si cela intéresse quelques lecteurs.

vaudra mieux que l'enseignement soit agricole, ce qui n'empêche point du tout d'y adjoindre des ateliers de charronnage, de serrurerie, de tonnellerie, etc., ainsi que cela se pratique excellemment dans plusieurs établissements publics ou privés) 2° pour des garçons choisis parmi les meilleurs, et en vue de les destiner à une profession de choix, telle que l'horlogerie, l'ébénisterie, la serrurerie fine, l'horticulture, etc. Le département de la Seine a, dans ce but spécial, trois écoles principales pour les garçons moralement abandonnés : l'école d'Alembert, à Montévrain (Seine-et-Marne), où l'on apprend l'ébénisterie, et qui possède un petit atelier d'imprimerie ; l'école d'horticulture de Villepreux, et, à Alençon, une école d'imprimerie, avec quelques ateliers annexes. Les comptes rendus annuels publiés chaque année par l'Administration de l'Assistance publique nous dispensent d'entrer dans des détails qui nous mèneraient trop loin. Au contraire des garçons, l'internat pour l'éducation des filles est un système excellent, presque toujours, à cause de la facilité de la surveillance et de la possibilité de compenser sérieusement la dépense d'entretien par des travaux de couture, etc.

Quant aux enfants de moins de dix ans recueillis par les services de moralement abandonnés et qui ne peuvent, à cause de leur âge, être mis en apprentissage, ils sont envoyés à la campagne dans des fermes, chez des cultivateurs, et élevés de la même façon que les enfants assistés ; disons tout de suite que les résultats de ce mode de placement ont été des plus satisfaisants ; mais il doit être réservé à des enfants assez jeunes pour n'être pas sujets à la nostalgie des villes ; plus âgés, ils s'enfuiraient pour y retourner. A l'étranger, on entre peu à peu dans ce système d'éducation à la campagne, et l'Angleterre, l'Amérique commencent à le pratiquer sous le nom de *boarding out*.

Enfin, lorsque l'enfant est admis vers onze ans et, *a fortiori*, au-dessus de cet âge, on le destine à un métier industriel. Les placements sont alors de deux sortes : soit isolés, soit en groupes. Chacun d'eux a ses avantages et ses inconvénients propres, comme toutes choses d'ailleurs. Le placement isolé chez un patron, un chef ouvrier, comme par exemple dans le Vimeux, où la grosse serrurerie se fabrique dans des ateliers de famille, a le grand avantage de faire vivre l'enfant dans un milieu familial. Si le patron possède, outre l'habileté professionnelle, les qualités d'un bon père de famille, l'enfant se trouve dans des conditions parfaites. Mais si le patron est insouciant des progrès de l'apprenti,

s'il ne l'emploie pas exclusivement aux travaux de son métier, s'il se montre trop sévère pour ses petites légèretés, ou indifférent aux choses d'éducation, l'enfant s'isole, conserve ses défauts, se dégoûte de l'apprentissage, et il faut alors le déplacer. Le placement isolé comporte donc beaucoup d'*alea* ; en général, la rétribution est faible et l'enfant va peu à l'école.

Malgré ces ombres au tableau, c'est un mode excellent de placement, parce qu'il donne à l'enfant sans parents l'affection de braves gens et lui reconstitue une famille, mais toutefois à un degré beaucoup moindre qu'à l'enfant assisté, confié dès sa plus tendre enfance à des paysans. Les dépenses afférentes au placement isolé sont peu élevées ; en général, les contrats ne stipulent aucune pension ; quelquefois on donne une bourse d'apprentissage de 100 à 200 fr. ; lorsque l'enfant est pris gratuitement, la durée de l'apprentissage varie suivant la nature du métier ; l'Administration conserve d'ailleurs à sa charge les frais de vêture, de soins médicaux et, cela va sans dire, les frais généraux de surveillance. Dans l'ensemble et l'un dans l'autre la dépense par enfant isolé, tous frais compris, peut être estimée de 150 à 200 francs par an.

Reste à parler des apprentissages par groupe dans les usines ou fabriques soit pour les garçons, soit pour les filles. L'Administration passe des traités avec de grands établissements industriels pour recevoir, à titre d'apprentis, des groupes d'enfants rentrant dans les conditions d'âge et autres déterminées par la loi sur l'emploi des enfants dans les manufactures. L'industriel se charge de les loger à part, de les nourrir, de les vêtir, de leur donner l'instruction primaire dans l'usine, par les soins d'un instituteur spécial. D'un autre côté, les apprentis doivent recevoir un salaire calculé sur leurs forces, leurs aptitudes, et égal à celui qui est payé dans l'usine pour les autres enfants d'ouvriers employés avec eux. Un compte individuel est ouvert à chaque apprenti ; à son actif figurent ses salaires ; à son passif, toutes les dépenses qu'il entraîne. Toutefois, l'Administration conserve à sa charge les frais généraux, ceux d'instruction, ceux des soins médicaux, etc., et elle alloue en outre chaque semaine un ou plusieurs bons points de 25 centimes, sans parler des récompenses spéciales données au 1^{er} janvier, au 14 juillet, et des livrets de caisse d'épargne ou des dots provenant de libéralités de généreux donateurs. Le tableau de l'ensemble de ces comptes individuels, toujours tenus au courant, est affiché dans l'usine, de sorte que chacun peut constater sa situation, ce qui est un moyen puissant d'émulation et d'en-

couragement. Lorsque l'actif dépasse le passif, ce qui se produit en général à partir de la troisième année d'apprentissage, la balance est versée à la caisse d'épargne au nom de l'élève. Par ce système, l'enfant paye toutes les dépenses de son apprentissage et bénéficie des salaires qu'il a gagnés ; au point de vue de sa dignité personnelle, il a le témoignage que son sort est entre ses mains et qu'il doit tout à lui-même, à son travail et à son esprit d'économie. Au 31 décembre 1887, le total des pécules des apprentis du service s'élevait à 90,000 francs. A sa majorité, un élève qui s'est bien conduit doit posséder de 800 à 1,000 francs ; il en est dont les livrets montent à 2,000 francs.

Quel que soit le mode de placement de l'élève, il est soumis, en dehors de l'inspection spéciale du travail des enfants dans les manufactures, à une surveillance administrative et médicale organisée de la même façon que dans le service des enfants assistés. Le directeur administratif de l'agence dont il relève doit non seulement faire des tournées continuelles, mais en outre il veille de près à la tenue des comptes individuels, intervenant pour que les salaires soient suffisants et pour que le chef d'atelier ou le patron n'impute au passif que les dépenses nécessaires, tout en fournissant la nourriture telle qu'elle est stipulée dans le régime arrêté par l'Administration, comme *qualité et poids*.

Le grand avantage des placements par groupe, en dehors du point de vue financier, réside dans son côté moralisateur ; l'enfant se trouve par sa vie dans l'usine placé dans le milieu qui sera en général celui où s'écoulera son existence ; il est mêlé aux enfants du pays, acquiert le véritable apprentissage pratique, puisque les objets à la fabrication desquels il concourt sont destinés à la vente, seul criterium de la valeur réelle, condition qu'on trouve difficilement dans les écoles industrielles ; sa surveillance est très facile, et rien n'est plus aisé que de lui procurer l'instruction primaire, de lui apprendre la musique instrumentale, le dessin parfois, la gymnastique, de le dresser aux exercices militaires. Dans ce but, l'Administration leur fournit uniforme et fusils scolaires, et les apprentis participent avec les garçons du pays aux concours de gymnastique, aux orphéons, etc., afin de les mêler de plus possible à la population ambiante.

En résumé, si pour répondre à des exigences diverses, chacun des systèmes d'éducation que nous venons d'esquisser à grands traits peut être utilement et simultanément pratiqué, nous considérons le placement par groupe comme de beaucoup supé-

rieur à tous les points de vue, sauf cependant le placement agricole réservé aux enfants de moins de dix ans, à tous les autres modes de placement. Nous avons le regret de constater que sous l'empire de considérations économiques radicalement fausses et qui font revivre des restrictions empruntées aux règlements surannés des anciennes corporations que notre immortelle Révolution de 1789 semblait avoir balayés à jamais, le conseil général de la Seine manifeste une tendance à restreindre les placements par groupe.

Nous n'en dirons pas davantage. Aussi bien, le cadre dans lequel nous devons nous renfermer ne le permet pas, et nous ne pouvons que renvoyer aux rapports annuels de l'Administration. L'œuvre n'est encore qu'à son début puisqu'elle date de 1881 et n'existe que dans la Seine, qui y consacre 700.000 francs par an. Lorsque la loi en ce moment déposée par le Gouvernement à la Chambre aura été votée par le Parlement, et que tous les départements de France, armés désormais d'une législation indispensable pour pouvoir protéger efficacement l'enfant recueilli, au besoin même contre ses parents, auront organisé, à l'instar du département de la Seine, un service de moralement abandonnés, on peut espérer que, dans une dizaine d'années, on aura à Paris un service comptant 12.000 à 15.000 enfants des deux sexes, et dans le reste de la France, une vingtaine de mille, en tout de 30.000 à 40.000 enfants. En Angleterre, les *industrial schools* et les *reformatories* ont près de 30.000 enfants. Les résultats magnifiques relevés en Angleterre et en Amérique et attestant l'abaissement de près des deux tiers des délits de l'enfance se manifesteront dans notre pays; on doit raisonnablement compter que la population des maisons de correction, qui était jadis d'environ 9.000 enfants des deux sexes et qui déjà, sous l'influence du service créé à Paris, s'est abaissée à 7.000, tombera à 2 ou 3.000 au plus. Par là sera en outre contrarié sérieusement le recrutement de l'armée des malfaiteurs, des criminels et des prostituées. Et par ainsi sera prouvé une fois de plus qu'une bonne action est souvent une bonne affaire, qu'ouvrir des écoles, c'est fermer des prisons, et que les sommes dépensées pour empêcher l'enfant de devenir un malfaiteur économisent au centuple celles que nécessiteraient plus tard sa répression et son châtement.

I. BRUEYRE.

REVUE DU PATRONAGE

ET DES INSTITUTIONS PRÉVENTIVES

Sommaire. — FRANCE : 1° Œuvre des libérées de Saint-Lazare. — 2° Société de patronage des libérés à Nouméa. — ÉTRANGER : 1° Le patronage des familles des détenus au congrès de Fribourg-en-Brisgau. — 2° Rapport sur les opérations des sociétés de patronage dans le grand-duché de Bade.

FRANCE

I

Œuvre des libérées de Saint-Lazare.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE 1889.

Le 10 février 1889, l'Œuvre des libérées de Saint-Lazare a tenu son assemblée générale annuelle en la mairie du 1^{er} arrondissement.

La séance est ouverte à 2 h. 30 minutes sous la présidence de M. Demay, vice-président.

Les bulletins de vote des membres de l'Œuvre sont pointés et déposés dans l'urne à l'entrée de la salle par les soins de M. le Secrétaire adjoint.

M. Demay, président, rappelle à l'assemblée qu'il y a plusieurs vacances dans le conseil d'administration, et indique le nom des personnes qui sont proposées pour compléter le conseil.

La parole est donnée ensuite à madame de Morsier, qui prononce un discours dans lequel elle adresse un touchant adieu à notre ancienne directrice générale, madame Caroline de Barrau, retrace

divers épisodes de sa vie si bien remplie et conclut par quelques considérations philosophiques. Ce discours se termine aux applaudissements de l'assemblée entière.

M. Mansais, secrétaire général, prend alors la parole pour la lecture de son rapport sur l'exercice écoulé, développe le compte moral et financier, parle des modifications apportées à l'organisation de la prison de Saint-Lazare, et de celles qui sont à l'état de projet ; il rappelle, en terminant, le nombre des membres de l'Œuvre décédés depuis la dernière assemblée, et rend hommage à la mémoire de madame de Barrau et de M. l'abbé Crozes.

Ce rapport est vivement applaudi, et la parole est à madame la Directrice.

Madame Bogelot prononce une allocution où elle énumère ses travaux communs avec madame de Barrau, rappelle la parfaite communauté d'idées qui unissait les deux directrices. Après un exposé des résultats heureux qui sont la conséquence de sa présence au Congrès de Washington, madame la Directrice adresse ses remerciements à toutes les personnes qui l'ont honorée de leur sympathie, tant comme notre déléguée que comme Française.

L'assemblée applaudit ces paroles, et l'ordre du jour appelle la lecture du rapport de M. Steiner Dollfus, trésorier.

Après avoir entendu la lecture des comptes, l'assemblée est invitée par M. le Président à les accepter et à donner décharge à M. le Trésorier.

A l'unanimité les comptes sont adoptés.

M. le Président proclame alors le résultat du scrutin, qui est le suivant :

Nombre des votants : 72.

Majorité absolue : 37.

Ont obtenu :

MM. de Clercq.....	71 voix
Mansais.....	71 —
Sallé.....	72 —
Steiner Dollfus.....	72 —
Turquet.....	48 —
Macé (Jean), sénateur.....	18 —

Ont obtenu :

MM ^{mes} Besson.....	69 voix
de Clercq.....	70 —
Dollfus.....	72 —
Formstecher.....	70 —
Helbronner.....	71 —
de Morsier.....	71 —
Wagner.....	71 —
Wild.....	70 —
de Grandpré.....	1 —
Gay.....	1 —

En conséquence, sont élus :

Mesdames Besson, de Clercq, Dollfus, Formstecher, Helbronner, de Morsier, Wagner et Wild ;

MM. de Clercq, Mansais, Sallé, Steiner Dollfus et Turquet.

Après cette proclamation, on vote par mains levées pour madame Griess-Traut, qui remplace madame Caroline de Barrau, et sortira en 1891.

Madame Le Grand-Priestley remplace madame Dumoulin et sortira en 1890.

Madame Marguerite André remplace madame Bonenfant, démissionnaire en sa faveur, et sortira en 1890.

En dehors de ces votes effectifs, la Direction a reçu de personnes qui n'avaient pu assister à l'assemblée générale, ou qui habitent la province, 97 bulletins de vote conformes à la liste proposée et portant la signature desdites personnes absentes.

La séance est levée à 4 heures 15 minutes.

RAPPORT POUR L'ANNÉE 1888

Compte moral et administratif.

MESDAMES ET MESSIEURS,

C'est encore moi qui viens cette année vous faire le rapport annuel, et je le regrette, car votre rapporteur n'a pas d'idées nouvelles à vous soumettre et, il ne peut que vous répéter en d'autres termes ce qu'il vous dit tous les ans. C'est donc à votre conseil d'administration qu'il faudra vous en prendre, si je ne remplis pas ma tâche d'une façon satisfaisante.

§ 1^{er}. — RAPPORT GÉNÉRAL

L'année 1888 a été, comme ses devancières, fertile en résultats, et nous avons pu constater que notre œuvre a continué à prospérer. Notre nouvelle directrice n'était pas une nouvelle venue : depuis 1878 elle faisait partie de votre conseil d'administration ; nous l'avions vue à l'œuvre depuis longtemps et nous étions assurés de son dévouement ; eh bien, nous ne pouvions nous imaginer jusqu'à quelles limites il pouvait aller ; nous l'avions vue, ne s'effrayant pas des frais et des fatigues de longs voyages, parcourir les pays étrangers pour y chercher des idées et y propager les nôtres ; nous avions applaudi aux résultats obtenus au congrès pénitentiaire de Rome en 1885, puis au congrès de Lausanne en 1887 ; en 1888, elle a fait mieux : elle a traversé les mers, est partie pour l'Amérique, et est allée nous représenter au congrès de Washington. Seule en France, notre œuvre avait accepté l'invitation au congrès international des femmes, cette imposante manifestation qui pouvait être si féconde pour l'amélioration du sort de la femme ; aussi notre directrice était-elle la seule Française présente au congrès. L'accueil qu'elle a reçu à New-York, à Philadelphie, à Washington, a été des plus sympathiques ; on a bien voulu la considérer comme représentant la France, ce pays qui a si puissamment contribué à l'émancipation des colonies anglaises et à l'indépendance de l'Amérique ; aussi vous raconter les égards, les témoignages de cordialité qui lui ont été accordés, est impossible ; partout une des premières places lui a été donnée, une interprète s'était mise à sa disposition ; enfin, nous n'avons que des remerciements à adresser au delà de l'Océan, et votre secrétaire général a dû témoigner notre reconnaissance par de nombreuses lettres qu'il a adressées à tous ceux qui ont si cordialement accueilli notre directrice.

Comme je l'ai dit bien des fois, ces congrès, où se traitent les questions d'économie sociale, ont une grande utilité pour le monde entier. Pourquoi, en effet, ne pas prendre tout ce qu'il y a de bon chez un peuple voisin ? Pourquoi, après avoir analysé l'idée et l'avoir dépouillée de tout ce qui convient aux mœurs et au tempérament de ce peuple, ne pas la publier, ne pas la manifester avec tous les résultats pratiques qu'on peut en tirer ? De cette façon, comme en matière scientifique, il arrive souvent que les applications des idées sont trouvées par un voisin qui ne les a

pas découvertes. Mais en cette matière, peu importe ! C'est un devoir de faire profiter son voisin du bien qu'on a réalisé, c'est la cause du progrès et de la société tout entière que l'on sert, et cette cause est cosmopolite et internationale. Madame Bogelot a donc mérité d'abord les remerciements de notre œuvre, car je dois ajouter qu'elle ne lui a occasionné, cette fois encore, aucune dépense ; elle a droit ensuite aux remerciements de tous ceux qui, sans être des nôtres, s'intéressent à la cause de la préservation et de la réhabilitation de la femme, enfin à tous ceux qui, soucieux du progrès, veulent l'amélioration de notre société moderne. Madame Bogelot a du reste été bien récompensée : en visitant les prisons en Amérique, « elle rencontra, dit M. Rodolphe Simon, dans la *Revue socialiste*, une malheureuse Italienne âgée de 24 ans, mère d'un enfant de neuf ans, condamnée à mort pour avoir tué d'un coup de revolver son mari indigne et brutal. Les démarches les plus pressantes pour une commutation de peine n'ayant produit aucun résultat et le jugement en appel ayant confirmé la sentence, la malheureuse Chiara Cignarale allait être pendue le 17 août. Notre éminente compatriote intervint avec sa générosité et son ardeur habituelle pour le bien, et, de France, elle ne cessait d'intercéder encore en faveur de la malheureuse. Le succès a été digne des efforts : nous avons pu assister à la réception du télégramme annonçant la commutation de peine ; madame Bogelot, débordante de joie, n'en revenait pas d'avoir pu sauver une existence humaine, elle qui en a sauvé tant déjà sur un autre terrain par son activité et son dévouement de tous les jours. »

Ce succès eut un autre effet. Vous souvient-il de l'attachant discours prononcé ici même l'année dernière par madame de Morsier ? Elle vous parlait d'une malheureuse femme abandonnée qui, dans un accès de désespoir, avait voulu s'asphyxier et avait causé la mort de son enfant. Eh bien, le bruit de cette commutation de peine accordée par les autorités américaines a amené l'administration française à se souvenir de notre malheureuse protégée. Condamnée à cinq ans de réclusion, elle avait déjà vu sa peine réduite à deux ans de prison ; elle obtint sa grâce complète après avoir subi moins de la moitié de cette dernière peine. Elle est depuis venue en exprimer toute sa gratitude pour l'Œuvre et notre directrice. Ces témoignages de reconnaissance nous sont surtout précieux parce qu'ils affirment l'utilité de notre action et la façon dont elle est dirigée par nos dames patronnesses.

Depuis l'année dernière, la réforme du système pénitentiaire du département de la Seine a subi les modifications promises par l'administration. Saint-Lazare a presque disparu pour nous, et dans quelques mois ne sera plus qu'une prison administrative et un hôpital spécial. Les femmes condamnées à moins de deux mois de prison subiront leur peine à Nanterre ; celles qui ont à subir une peine de deux mois à un an seront envoyées à Doullens. Qu'un cri de reconnaissance s'échappe encore cette année de nos poitrines, car la réforme si désirée et si appelée par nous est réalisée, grâce à l'active et efficace intervention de M. Herbet, directeur de l'administration pénitentiaire. Il a rendu ainsi un service signalé, qui fera que son passage au ministère sera considéré comme un bienfait. Il aura contribué au sauvetage des libérées, autant que nous pouvons le faire nous-mêmes, en évitant un contact qui n'amenait que la démoralisation de beaucoup de femmes qui seront ainsi sauvées. Grâce lui en soient rendues.

Cette organisation date de la fin de 1888. Comment allons-nous nous organiser nous-mêmes ? C'est une question que nous avons déjà bien étudiée, mais que nous n'avons pas encore résolue définitivement. Nous pouvons aller souvent à Nanterre, mais Doullens est bien loin ; aussi avons-nous déjà essayé de créer un comité parmi les dames de la ville. Madame Bogelot a fait plusieurs voyages dans ce but, mais nous n'avons pas encore réussi. Nous ne nous décourageons pas, et j'espère que le rapporteur de 1889 nous annoncera le succès de notre organisation nouvelle.

Nous avons déjà commencé à agir de ce côté. C'est ainsi que nous avons pu placer à *la Solitude*, œuvre dirigée par les sœurs de Marie-Joseph, si dévouées pour les prisonnières, une jeune fille qu'elles ramèneront certainement au bien.

Si Doullens, si même Nanterre, sont plus éloignés de nous que Saint-Lazare, si notre présence est moins fréquente dans l'un de ces établissements, si nous n'avons encore rien organisé pour l'autre, nos dames patronnesses, notre secrétaire, s'efforcent d'être d'autant plus assidus dans l'établissement où passent toutes les prisonnières, au Dépôt où sont internées les prévenues. C'est là surtout que s'exerce notre patronage, et nous y sommes peut-être plus utiles qu'à la prison, car combien de femmes qui sont l'objet d'ordonnances de non-lieu, ou bien qui sont acquittées, ont besoin d'être tirées d'un milieu où elles n'ont rien de bon à gagner, puis ensuite d'être guidées, encouragées et maintenues dans le bien ! C'est de la préservation encore plus précieuse que la réhabilitation.

Nous sommes toujours encouragés dans notre action charitable par la presse toute entière. Aussi, je ne veux citer aucun journal, ni aucune revue. La liste en serait trop longue, si longue que j'aurais peur d'en oublier. Merci donc à toute la presse. Ses encouragements, sa sympathie, ne peuvent que nous exciter à développer encore notre action charitable et soutenir notre zèle.

§ 2. — RAPPORT FINANCIER ET ADMINISTRATIF

Nous arrivons maintenant à la partie financière de ce rapport. J'entre immédiatement dans l'examen des chiffres en commençant par les recettes.

Le chapitre *Cotisations et Dons* a subi une légère diminution. En 1886 nous avons recueilli à ce titre 4.804 francs ; en 1887, 4.869 fr. 50 c. Nous revenons, pour l'année 1888, approximativement à la somme reçue en 1885, 4.278 fr. 65 c. Comment expliquer ce déficit ? Très facilement, hélas ! L'état peu prospère des affaires et le décès d'assez nombreux souscripteurs ont causé une partie de cette diminution ; les articles suivants : *Versements de membres fondateurs* et *Dons importants faits à la Société*, nous fournissent une autre explication.

Nous avons eu en 1887 1.900 francs versés par des membres fondateurs et 200 francs en 1886 ; nous arrivons au chiffre important de 4.000 francs en 1888. Plus nous avons de membres fondateurs parmi nos souscripteurs, dont nous plaçons la somme fixée pour le rachat de leur souscription, plus nous avons de bénéfice à l'article *Arrérages*, mais aussi plus nous avons de déficit à l'article *Cotisations*, et, parfois, la somme donnée remplace une cotisation très avantageuse pour nous, car souvent elle était de 10 ou de 20 francs, tandis que les arrérages de 100 francs, placés en rentes, ne nous rapportent environ que 3 fr. 50 c. Mais nous ne regrettons pas ces dons, car la somme donnée survivra au souscripteur, elle formera la dotation de notre Œuvre, et elle servira d'exemple à ceux qui viendront après nous, elle montrera la confiance qu'avaient leurs devanciers dans l'idée que nous leur léguerons.

Une autre cause ne nous fait pas regretter outre mesure cette diminution dans les souscriptions ; c'est un don important, une somme de 3.000 francs qui nous a été libéralement versée par madame la comtesse de Noailles, qui nous avait déjà versé des sommes si importantes. Je suis l'interprète de votre conseil d'administration en lui adressant des remerciements publics.

Puissent les bénédictions des patronnées qu'elle soulage, par notre intermédiaire, lui donner la satisfaction qu'elle mérite, et contribuer au bonheur de son existence !

L'article *Subventions* a considérablement augmenté en 1888 : le Conseil municipal et le Conseil général ont continué à nous verser la somme habituelle ; mais le Ministère de l'intérieur nous a presque doublé ses bienfaits. Au lieu d'une subvention, nous en avons eu deux : l'une de la Direction de l'Administration pénitentiaire, de 1.500 francs ; l'autre de 1.000 francs, accordée par la Direction de l'Assistance publique. C'est un grand encouragement qu'ont bien voulu nous donner les directeurs, MM. Herbette et Monod, qui apprécient ainsi les efforts que nous faisons pour le sauvetage de la femme libérée et des enfants. Nous les remercions bien sincèrement.

Vous remarquerez en outre que nous avons touché en 1888 la subvention de 1887 de l'Administration pénitentiaire.

Les *quêtes aux assises* nous ont rapporté 252 francs, au lieu de 390. C'est une diminution de 140 francs environ, qui s'explique soit par une moins grande générosité des jurés, soit par un plus grand nombre d'œuvres à secourir ; mais la bienveillance de MM. les présidents nous a toujours maintenus sur les listes, et nous avons reçu un nombre aussi considérable de fois qu'en 1887.

La *quête au Salon*, si aléatoire comme produit dans l'Exposition où le jour et la place influent sur le résultat, a atteint 983 fr. 30 c., chiffre, à 20 francs près, le même qu'en 1887. Remercions nos dames patronnesses qui sont arrivées avec un petit fond de bourse qui nous permet maintenant de compter cette quête comme une de nos ressources annuelles.

Le *produit du concert Leymarie* était déjà un des éléments de notre compte : en 1887 il avait rapporté 100 francs, et en a rapporté 150 en 1888. Merci à cette famille toujours prête à nous prêter son bienveillant concours.

Il faut encore ajouter le *concert* donné par mademoiselle Basset, membre de notre conseil. Il nous a rapporté 400 fr. 70 c. Nous connaissons tous le dévouement de mademoiselle Basset, constatons le une fois de plus.

L'article *Remboursement par les patronnées ou libérées* existe encore cette année, où un prêt de 5 francs nous a été remboursé.

L'article *Arrérages* augmente, et doit augmenter tous les ans, il est supérieur de 150 francs en 1888.

Je passe l'article *Intérêts du compte courant*, qui n'a pas d'importance, et j'arrive aux dépenses.

Cette année, nos ressources ayant été beaucoup plus considérables, nous avons pu être beaucoup plus généreux : nos secours en argent aux libérées, qui étaient en 1887 de 1.316, ont plus que doublé et ont atteint 3.100. Les misères que nous avons eu à soulager ont été plus coûteuses, par suite de la position de ceux qui s'étaient placés sous notre patronage ; il a fallu s'occuper d'enfants déjà grands et en apprentissage au moment de la condamnation de leur soutien naturel. Si nous avons dépensé une somme supérieure à celle de 1887, ce n'est pas que nous ayons secouru plus de personnes. Si vous approfondissez, en effet, nos chiffres, vous verrez que notre générosité, si elle a été considérable pour certaines femmes, n'a pu être bien grande pour toutes ; mais, dussé-je être taxé de n'être pas neuf dans mon rapport, je dois répéter ce que tous nos rapporteurs n'ont cessé de dire dans nos assemblées générales.

Celui de 1881 formulait ainsi l'objection qu'on pouvait nous faire :

« Comment, disent les critiques, vous serait-il possible de secourir un tel nombre de libérées en donnant si peu d'argent ? Ou vos comptes sont inexacts, ou les résultats dont vous vous glorifiez sont imaginaires.

« Ni l'un ni l'autre.

« Ceux qui se désintéressent de tout soin philanthropique ignorent combien, dans la majorité des cas, un bon conseil, une démarche utile, ont plus de prix que l'argent. »

En 1889, j'ajoute que le bien que nous faisons, maintenant que nous pouvons entrer au dépôt dans les prisons, nous coûte encore moins qu'à cette époque, car tout est préparé pour le jour de la libération, et si la place cherchée est trouvée, si la réconciliation avec une famille est opérée, notre rôle est terminé, même sans que nous ayons eu un seul secours en argent à donner. Dans d'autres cas encore, quand nous n'avons pas un placement immédiat, mais que nous en prévoyons un rapide, notre rôle est presque purement moral, les asiles de la Société philanthropique donnent un logis pour quelques jours à nos patronnées, et quelques bons de fourneaux que nous offrons suffisent à leur alimentation.

Du reste, quand nous ne sommes pas en mesure au moment de la sortie de prison, ce n'est pas à l'article *Secours aux libérées* qu'il faut chercher ; nous envoyons souvent dans nos *Asiles de Billan-*

court. Ces derniers nous ont coûté un peu moins qu'en 1887, et, de 3.531 fr. 10 c. de dépense, nous sommes descendus à 3.269 fr. 95 c., soit 261 fr. 15 c. en moins. Cette dépense, nous la voudrions encore plus forte dans l'intérêt de nos protégées : mais quelques-unes, qui n'avaient qu'à s'y rendre pour y être admises, ne s'y sont pas présentées ! Que sont-elles devenues ? Nous l'ignorons, et il est fort à craindre que nous ne les retrouvions quelque jour au Dépôt.

Heureusement, toutes ne font pas de même, et combien pourrais-je citer de noms (si nous en citions) qui ont répondu par des témoignages de reconnaissance ! Notre directrice générale a reçu, à l'occasion de la nouvelle année, bien des visites, bien des lettres touchantes, qu'elle nous a communiquées. L'une d'elles a été accompagnée de nombreux effets de lingerie pour notre vestiaire. Deux anciennes patronnées, ne continuant pas une branche de leur petit commerce, ont tenu, en remerciement des secours moraux qu'elles avaient reçus, à nous envoyer les objets qu'elles n'avaient pas pu liquider. Ces faits attestent le bien que font nos dames patronnesses, qui sont ainsi récompensées des sacrifices qu'elles s'imposent.

Et, puisque nous en sommes sur la question des *Asiles*, constatons que nous avons des imitateurs, et que le système de ces petites installations modestes où règne la vie de famille, telles qu'elles ont été décrites par M^{me} Bogelot dans sa brochure de 1887, a reçu de nouvelles applications, sinon au point de vue du patronage des libérées, du moins au point de vue de la moralisation et de la préservation de jeunes ouvrières parisiennes. La *Société pour l'assistance paternelle aux enfants employés dans les fabriques de fleurs et de plumes* en possède actuellement quatre. De plus, la Société fondée par notre ancienne directrice, la regrettée madame de Barrau, a mis les asiles temporaires dans son programme. Cette imitation ne nous étonne nullement, car, ce que d'autres font ou feront, nous le pratiquons depuis longtemps pour les enfants de femmes détenues ou même de celles qui, n'ayant subi aucune peine, ont besoin d'un patronage moral ; madame de Barrau a repris pour sa nouvelle œuvre, l'idée appliquée dans la nôtre.

Je passe en revue les autres articles de dépenses d'une façon plus rapide. Il sont moins importants :

Traitement de la Secrétaire et gratifications, 1.600 francs. C'est un chiffre supérieur à celui de 1887, mais il faut faire rentrer dans ce chiffre les récompenses que nous avons accordées à nos

agents, qui, je dois le reconnaître, ont rempli leurs devoirs avec la plus grande exactitude.

Les frais de bureau et d'enquête, 128 fr. 95 c. C'est une dépense d'environ 50 francs en moins, que nous avons faite grâce à la grande économie qui règne à notre secrétariat.

Par contre, *Les frais de chauffage et de service* ont augmenté de plus de 100 francs. Nous n'avons reçu en 1888 aucun don en nature de combustible, ce qui explique cette dépense.

Notre *Bulletin et les imprimés* ont coûté 200 francs de moins. Cet article, comme beaucoup d'autres, varie tous les ans. Notre propagande nécessite de nombreux imprimés, dont une certaine partie plus ou moins grande reste au secrétariat.

Le vestiaire nous a coûté beaucoup plus, 391 fr. 25 c. au lieu de 45 francs ; mais la dépense dépend beaucoup des objets qu'on nous donne ou plutôt qu'on ne nous donne pas et qu'il faut se procurer. Ainsi, nous avons dépensé 152 francs de chaussures.

Je renouvelle ici les remerciements que j'adressais l'année dernière à mesdames Rey et Berthenet, qui nous envoient toujours de nombreux effets confectionnés par leurs élèves. Qu'il me soit permis également de remercier mademoiselle Halphen, jeune fille de douze ans, qui a travaillé pendant ses vacances pour nos patronnées, et nous a fait adresser de nombreux objets faits par elle ; elle a donné un très bon exemple.

Je passe les autres articles pour ne parler que de l'achat de 19 obligations du chemin de fer de Bône à Guelma. Nous avons, d'après les conclusions de nos comptes de 1887, l'obligation de placer une somme de 2.550 fr.

Nous recevions, au moment où nous nous occupions de cette opération, de madame la comtesse de Noailles, celle de 3.000
dont je vous ai déjà parlé.

Nous avons touché également un don important de 500
fait par madame A..., à qui nous adressons nos remerciements. Enfin, nous avons déjà cinq rachats de cotisations 500

Nous avons donc l'obligation statutaire de placer 6.550 fr.
Nous avons placé en plus 699 fr. 50

Soit un total de 7.249 fr. 50

§ 3. — NÉCROLOGIE

Nous avons à nous occuper maintenant d'un pieux devoir, celui de vous rappeler ceux que nous avons perdus, et qui ont droit à notre reconnaissance.

Cette énumération sera longue cette année.

Nous avons perdu :

Madame veuve Hannier, née Prat.

M. Léon Dumesnil, préfet de l'Aveyron, mort à la fleur de l'âge, ayant un brillant avenir devant lui.

M. le pasteur Picot, de Genève (membre fondateur).

Madame veuve Pellerin.

Madame André, dont la sœur vient de nous annoncer que mademoiselle André, sa fille, continuerait la souscription, touchant héritage de charité.

Madame Verneuil.

M. le Dr P. Aronsohn.

M. Henri Bordier, bibliothécaire honoraire au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale.

M. Vergnot, dont le fils veut bien également accepter l'héritage charitable, et continuera la souscription.

Nous devons parler ensuite du vénérable abbé Crozes, chanoine honoraire de Paris et d'Albi, chevalier de la Légion d'honneur, qui s'est éteint à l'infirmerie de Marie-Thérèse, le 25 octobre dernier, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

L'abbé Crozes était, au moment de la fondation de notre Œuvre, aumônier de la Roquette ; sa douceur, sa patience, et son zèle pour apporter les dernières consolations aux condamnés à mort, sont légendaires, et tous les partis politiques et religieux ont rendu pleine et entière justice en admirant la charité du saint prêtre. Cette réputation était universelle, et nous avons reçu d'Amérique, il y a quelques jours, un journal de Philadelphie contenant un article nécrologique faisant l'éloge de ses éminentes vertus.

Passant la plus grande partie de sa journée à visiter et à consoler les détenus, il savait les plaies morales qu'il fallait soigner, et il exerçait le patronage des libérés bien avant la formation des sociétés qui se sont fondées dans ce but. Pendant la durée de leur

peine, il recevait leurs parents et leur donnait d'utiles conseils sur les efforts qu'ils devaient faire pour les ramener au bien ; puis, quand venait le moment de la sortie des prisonniers, il leur procurait un vêtement complet, et leur continuait ses secours jusqu'à ce qu'il fût parvenu à leur procurer du travail. Comme il était heureux quand il les voyait réhabilités ! Il éprouva un jour une grande consolation, en recevant d'un industriel, dont personne n'aurait pu soupçonner l'ancien passage à la Roquette, une somme d'argent qu'il le priait d'accepter pour l'aider à continuer, vis-à-vis d'autres, l'œuvre de régénération qu'il avait accomplie pour lui.

C'était bien l'homme qu'il fallait pour donner d'utiles avis au moment de la fondation de notre Œuvre : aussi notre fondatrice, et son oncle, l'abbé Michel, eurent-ils l'heureuse idée de l'appeler dans notre conseil. Atteint par la vieillesse, il ne venait plus régulièrement à nos réunions, mais l'appui de son nom était précieux pour nous, car il prouvait que nos efforts étaient appréciés par un homme qui avait une compétence toute spéciale en matière de patronage de libérées.

Un trait que nous pouvons rapporter peint bien le vénérable prêtre. Un jour, il fit un petit héritage, et il y avait, parmi les objets légués, une pendule ; il vint demander à notre fondatrice ce qu'il pourrait bien faire de ce meuble inutile pour lui dans sa cellule de bénédictin ; sa montre lui suffisait, disait-il, et il n'eut de cesse qu'elle ne fût mise en loterie au profit de notre Œuvre.

La fin de l'année 1888 nous réservait un autre deuil bien plus cruel encore, madame Caroline de Barrau de Muratel, qui a été notre directrice générale, du 27 janvier 1883 à la fin de septembre 1887, mourait le 18 décembre dernier, à l'âge de soixante ans.

Un grand nombre de membres de votre conseil avaient tenu à donner à sa mémoire un pieux souvenir, et étaient présents au temple de l'Oratoire à ses obsèques ; ils ont entendu avec émotion le remarquable discours de M. le pasteur Leblois, retraçant l'existence si bien remplie de la défunte. Épouse irréprochable, mère dévouée, amie sincère, elle a pratiqué toutes les vertus domestiques, s'occupant tour à tour de l'éducation de ses enfants et des besoins des malheureux qui se trouvaient autour d'elle à proximité de sa famille. Sa grand'mère lui avait légué une Bible sur laquelle elle avait tracé ce conseil à ses enfants : « Pratiquez la vertu. » Comme elle avait bien rempli le désir de sa vénérable aïeule ! vous pouvez l'attester, Mesdames et Messieurs, vous qui avez approché notre ancienne directrice ; vous pouvez dire à quel point

cette femme modeste savait faire le bien sans ostentation, avec une délicatesse sans égale. Jamais elle n'a refusé le concours de sa bourse et de son appui à une misère honnête et à une cause juste; c'est ainsi qu'elle était entrée dans notre Société attirée par son double but : « Préserver la femme en danger de se perdre, et fournir aux libérées le moyen de se réhabiliter » ; ces deux tendances de notre Œuvre lui étaient également chères, et vous avez pu voir avec quel zèle elle s'est dévouée en assumant le lourd fardeau de la direction.

Grâce au concours dévoué de sa directrice adjointe, qui par sa décision et ses idées pratiques savait la compléter, notre Œuvre conquist un grand développement. Jamais à cette époque, vous avez pu le constater, on ne séparait les deux noms de mesdames de Barrau et Bogelot, qui ont eu le mérite de faire la prospérité de notre Œuvre par leur union de tous les instants et leur action commune. Madame de Barrau serait restée jusqu'à la fin à notre tête, si elle n'avait cru voir un nouveau bien à entreprendre.

Pendant le rude hiver de l'année terrible, madame de Barrau, parcourant les champs de bataille pour aller soigner le fils d'une de ses amies, et pour recueillir les blessés qu'elle a soignés et guéris dans son château de Montagnet, contracta une maladie qui alarma sa famille et ses amis.

Des soins dévoués, plusieurs hivers passés dans le Midi, l'avaient remise, et on pouvait croire qu'elle était complètement guérie. Elle l'eût été si elle avait eu quelque souci d'elle-même ; mais son active et inépuisable bonté, son ardeur pour le bien, l'entraînaient sans trêve, et elle est morte à la peine.

En sortant de ses obsèques, je me rappelais une réflexion de Jean-Jacques Rousseau sur l'homme bon, et je me disais qu'elle pouvait s'appliquer à notre ancienne directrice, comme au regretté abbé Crozes. « L'homme bon tire le bien qu'il fait de son cœur et non de sa bourse ; il donne aux malheureux son temps, ses soins, ses affections, sa personne, et, dans l'estimation de ses bienfaits, à peine ose-t-il compter pour quelque chose l'argent qu'il répand sur les indigents. »

Puissent ces quelques lignes s'appliquer également à nous : ce doit être notre but, et notre unique pensée.

Jules MANSAIS, *secrétaire général.*

II

Société de patronage des libérés à Nouméa.

Sur l'initiative du Gouverneur un comité provisoire d'organisation d'une Société de patronage vient d'être créé à Nouméa. On ne peut que l'en féliciter. Le libéré est le fléau de la colonie et tout ce qui peut tendre à en tirer parti ne peut être qu'encouragé. Peut-être, d'ailleurs, concurremment avec ce moyen, les membres de la commission qui en ce moment s'occupe si activement, au Ministère des colonies, de réviser nos règlements relatifs à la transportation, en trouvera-t-elle un autre pour mettre la main sur le libéré et l'astreindre, aussi légalement que strictement, à des obligations qu'on lui a jusqu'ici toujours laissé ignorer. Il est évident en effet que si, contrairement à une interprétation basée sur un considérant incident d'un arrêt de cassation, le Ministère de la justice admettait que l'obligation de résidence est une peine, on pourrait arriver à déduire de cette constatation des conséquences toutes nouvelles et toutes favorables à une bonne organisation de la main-d'œuvre des libérés.

Quoi qu'il en soit nous avons sous les yeux quatre documents relatifs à la constitution de cette Société : rapport d'un comité provisoire siégeant à Nouméa ; arrêté de M. le Gouverneur de Nouméa, Noël Pardon ; constitution de la société de patronage approuvée par le Gouverneur ; séance du 23 mai 1889.

Société de patronage des libérés.

COMITÉ PROVISOIRE

Nouméa, le 1^{er} juin 1889.

A Monsieur

Monsieur et cher concitoyen,

Nous vous adressons, sous ce pli, une série de documents relatifs à la formation, en Nouvelle-Calédonie, d'une Société de patronage des libérés.

Si vous voulez bien prendre connaissance de cette brochure, il nous restera peu de chose à vous dire sur le but et l'utilité de l'œuvre pour laquelle nous vous demandons votre concours éclairé.

Il existe dans la colonie une main-d'œuvre abondante dont nous ne tirons aucun profit, et sur laquelle, par suite de son instabilité, les industriels et les agriculteurs ne peuvent guère compter quant à présent. Le Comité provisoire formé par les soins du Chef de la colonie est persuadé qu'avec quelques efforts il serait possible d'enrégimenter cette main-d'œuvre, de la réglementer, de lui donner une certaine cohésion, de la guider vers le travail. C'est ce but que nous voulons poursuivre, c'est cette œuvre que nous espérons mener à bien si les bonnes volontés ne nous font point défaut.

Il ne saurait s'agir, dans l'espèce, d'une société par souscription dont la création ne ferait qu'imposer de nouvelles charges au pays, déjà si obéré. Il ne peut venir à la pensée de personne de prélever sur la population libre de la colonie une sorte de dime au profit de la libération. Ce n'est donc pas une aide pécuniaire que nous vous demandons.

La loi du 14 août 1885, qui a réorganisé dans la métropole les comités de patronage, leur a attribué des ressources particulières qui leur constituent une sorte de budget indépendant. Une subvention de 100 francs par libéré leur est en effet allouée par le Ministère de l'intérieur. Nous avons le ferme espoir que lorsque nous présenterons au Département les statuts d'une société organisée sur le même modèle que les comités métropolitains, les mêmes avantages financiers nous seront accordés. L'œuvre, du reste, s'impose en Nouvelle-Calédonie plus que partout ailleurs, et il n'est que juste que la mère-patrie vienne à notre secours pour la solution d'une question dans laquelle — on ne saurait le nier — elle a aussi sa part de responsabilité.

Insisterons-nous sur le côté utilitaire du projet ? Les agriculteurs et les petits industriels, auxquels l'administration locale, liée par de gros contrats, ne peut accorder la main-d'œuvre pénale dans une mesure aussi large que l'exigeraient leurs besoins, manquent de bras ; la suppression de l'immigration néo-hébridaise vient encore compliquer cette crise. Ils trouveront, en s'adressant au Comité, les travailleurs qui leur font aujourd'hui défaut. Ces travailleurs, enregistrés sur nos contrôles, seront connus, éprouvés, minutieusement notés au double point de vue de leur conduite et de leurs aptitudes professionnelles. Un service de renseignements, organisé avec méthode, nous permettra d'offrir aux employeurs toutes les garanties désirables.

Quant au but philanthropique de notre œuvre, qui n'est pas le moins intéressant, il ne vous échappera pas. Il est incontestable qu'au milieu de la foule des libérés qui ne veulent rien faire, il en est un certain nombre qui sont animés d'un très sincère désir de retour au bien. A ceux-là, notre appui, nos conseils, nos moyens d'action ne sauraient manquer.

Notre programme se présente donc sous un double aspect : servir la colonie en lui donnant des bras et en fixant une main-d'œuvre aujourd'hui indécise et flottante, souvent réfractaire au travail ; — venir en aide aux libérés de bonne conduite auxquels il ne manque qu'un guide, souvent même qu'un encouragement, pour achever l'œuvre de réhabilitation qu'il leur est quelque fois difficile de poursuivre seuls.

Votre dévouement au pays, votre connaissance de ses besoins, vos sentiments généreux nous sont assez connus pour que nous ne doutions pas de l'accueil que vous réserverez à notre lettre.

Nous vous adressons donc des feuilles d'adhésion sur lesquelles nous vous prions de vouloir bien inscrire les noms des personnes de votre connaissance qui accepteront de prêter leur concours moral à cette œuvre. Vous voudrez bien nous retourner ces listes dans un délai aussi bref que possible.

Quand nous serons de nouveau en possession de ces listes, nous inviterons les membres adhérents de l'intérieur à nommer *par correspondance* le comité définitif de la société qui siègera en permanence à Nouméa.

Nous vous adresserons d'ailleurs, ultérieurement, si vous le permettez, des instructions complémentaires au sujet du mode d'élection de ce comité.

Veuillez noter qu'un arrêté du Gouverneur vous accorde la franchise postale pour toutes les correspondances à l'adresse de la société.

Agréez, Monsieur et cher concitoyen, l'expression de nos meilleurs sentiments.

Le Secrétaire du Comité provisoire,

Signé : ALBERT EPARDEAUX.

Vu et approuvé :

Le Président

Signé : SAUVAN.

N.-B. — Adresser toutes les communications à M. Epardeaux, secrétaire de la Société de patronage à Nouméa.

M. Noël Pardon, Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, à MM. le Directeur de l'intérieur, le Chef du service judiciaire, le Directeur de l'administration pénitentiaire.

Nouméa, le 23 avril 1889.

Messieurs,

La faculté donnée aux tribunaux de la colonie de prononcer la relégation des libérés nous impose plus hautement que jamais l'obligation morale de les défendre contre les entraînements de la misère en les aidant à reprendre une existence laborieuse et honnête ; ce doit être la mission du patronage.

Placé par un élan généreux de nos assemblées révolutionnaires à côté des plus sévères de toutes les lois, le patronage des libérés est une de ces grandes mesures humaines adoptées par toutes les nations après avoir été proclamées par la France. C'est ainsi que l'Angleterre a su se protéger contre la récidive en ouvrant à ses libérés 67 grandes sociétés de patronage. Chez nous, la commission d'enquête parlementaire de 1871 posait en principe comme base de toute réforme pénale, que « c'est à faciliter l'œuvre du patronage que doit tendre tout l'ensemble des institutions pénitentiaires d'un pays civilisé. » De 1872 à 1875, la Société de patronage de la Seine réduisait de 47 à 13 p. 100 la récidive parmi ses patronnés. Enfin la loi du 14 août 1885 et les remarquables circulaires qui l'ont développée donnent à ces sociétés leur existence légale et tracent leur voie en les chargeant d'une mission nouvelle de vigilance, d'une collaboration active à un service d'intérêt public.

Devant ces faits, il est permis d'espérer que nous ne poursuivrons pas une utopie en reconstituant le patronage sur cette terre où, plus qu'ailleurs, le patronage est à la fois un devoir et une nécessité de préservation. Nous lui demanderons de tendre une main protectrice aux libérés résolus à chercher dans le travail une rénovation sociale, de créer de nouvelles forces au pays en encourageant toutes leurs bonnes volontés, en utilisant tous leurs efforts. Il nous donnera en même temps plus de fermeté pour une répression inflexible, par la certitude que le secours aura toujours été offert, le retour au bien facilité, le relèvement rendu possible et que nous n'aurons à rejeter une seconde fois de la société que ceux qui auraient repoussé ce secours et refusé ce relèvement.

Nous n'avons pas à nous dissimuler que cette œuvre sera rendue plus difficile et par les préventions existant actuellement contre les libérés, et par la concurrence du travail pénal, et par le devoir d'encourager et d'aider avant tout le travail libre. Mais une réforme est faite quand elle est voulue par l'opinion et, là où l'administration seule serait impuissante, c'est à la population tout entière que nous devons faire appel.

La société de patronage devrait comprendre tous ceux qui voudront bien lui offrir leur concours et s'y inscrire. Les membres inscrits éliraient un bureau composé d'une douzaine de membres siégeant à Nouméa, se réunissant à des époques fréquentes et statuant sur les demandes qui lui seraient soumises.

L'administration pénitentiaire mettrait un ou deux secrétaires à la disposition du bureau et lui fournirait tous les renseignements relatifs aux libérés ; la franchise postale lui serait accordée.

Le bureau recevrait les demandes d'ouvrage et les offres d'emploi avec l'indication des conditions de travail et de salaires ; il transmettrait aux engagistes et recevrait d'eux des renseignements sur les libérés inscrits et placés par lui ; il pourrait ainsi les suivre, les connaître et les recommander ; les membres de la société répandus dans toute la colonie exerceraient sur les libérés inscrits et placés par le bureau une tutelle bienveillante ; leur offriraient leurs encouragements et leurs conseils.

Le bureau ne s'occuperait que de ceux qui montreraient de la bonne volonté au travail et pourrait radier les autres de ses listes de patronage ; il signalerait au

chef du service judiciaire les libérés qui seraient par leur faute en état de vagabondage.

D'un commun accord, les libérés et les engagistes pourraient prendre le bureau pour arbitre dans les différends qui s'élèveraient au sujet de l'engagement.

Le bureau serait consulté par l'administration sur les questions de réhabilitation, de dispense de résidence, d'autorisations temporaires de quitter la colonie, sur les délivrances de vivres à titre de secours ; il pourrait être consulté par les tribunaux toutes les fois que le libéré encourt une peine entraînant la relégation et par la commission de classement dans le cas où la relégation aurait été prononcée.

Il se mettrait immédiatement en instance avec l'appui de l'administration pour obtenir la subvention des art. 7 et 8 de la loi du 14 avril 1885, laquelle peut aller jusqu'à 100 francs par libéré patronné.

Le rôle de l'administration consistera surtout à faciliter l'action de la société après l'avoir aidée à se constituer : c'est celui que je vous confie, Messieurs, et pour lequel je sais pouvoir compter sur le dévouement éclairé aux intérêts de la colonie dont vous avez donné tant de preuves.

L'union active et fortement organisée de tous les colons de la Nouvelle-Calédonie prenant à tâche d'arracher le libéré repentant au vice, à la misère, au désespoir, au crime, pour le conduire au bien, au travail, à la réhabilitation est un acte digne de l'anniversaire de fraternité que nous offre le centenaire de 89. Assurant ainsi l'amélioration morale du condamné, la colonie pourra réclamer, avec plus de raisons et d'autorité encore, l'exécution du second but que s'est proposé la loi de 1854 : que toutes les forces de la transportation soient mises au service de la colonie.

Agréez, Messieurs, les assurances de ma considération la plus distinguée.

Le Gouverneur,
NOËL PARDON.

*Messieurs le Directeur de l'intérieur, le Chef du service judiciaire,
le Directeur de l'administration pénitentiaire,
A Monsieur le Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie et dépendances.*

Nouméa, le 1^{er} mai 1889.

Monsieur le Gouverneur,

Nous avons l'honneur, en vous accusant réception de votre lettre du 23 avril 1889. au sujet de la *reconstitution du patronage* en Nouvelle-Calédonie, de vous remercier d'abord du témoignage de haute confiance que vous nous avez donné, en nous commettant le soin d'aider à la constitution de la *société de patronage* de Nouméa, et de faciliter son action.

Notre dévouement, notre zèle, nos efforts tendront à la justifier. Ils étaient acquis d'avance, Monsieur le Gouverneur, à l'œuvre de régénération et de préservation sociale dont la colonie vous sera toujours reconnaissante d'avoir pris la généreuse initiative.

Pour secondar, de notre mieux, les vues émises et nous conformer entièrement au programme indiqué dans votre lettre, nous nous sommes mis à l'œuvre immédiatement et nous avons décidé de faire, sans délai, un énergique appel à un certain nombre de colons éminents, soit par leur situation politique ou sociale, soit par leur influence, et tous ayant donné des preuves de leur dévouement sans réserve au bien public.

Nous nous proposons de les prier de vouloir bien se réunir à nous à une date qui sera la plus rapprochée possible à l'effet de se constituer en bureau provisoire. Le principal rôle de ce bureau consistera à dresser une série de listes où seront appelés à s'inscrire tous ceux qui voudront bien offrir leur concours à la *société de patronage* en voie d'établissement.

Le bureau pourrait ensuite s'ajourner à un mois et dans ce délai convoquer en *assemblées générales* toutes les personnes inscrites sur les listes établies par ses soins.

Cette assemblée générale élirait le bureau définitif de la *société de patronage de Nouméa*.

Nous continuerions, en tant que la chose paraîtrait utile, notre collaboration active au bureau provisoire jusqu'à la constitution définitive de la société, nous réservant d'y reprendre alors notre place de simples membres. L'administration pénitentiaire offre de mettre deux secrétaires à la disposition du bureau provisoire comme du bureau définitif. La direction de l'intérieur est disposée, de son côté, à vous proposer un projet d'arrêté accordant la franchise postale au bureau de la *société de patronage*.

Nous croyons inutile d'insister davantage, Monsieur le Gouverneur, sur le détail des voies et moyens à employer par le bureau définitif pour assurer le fonctionnement de la *société de patronage de Nouméa*.

Nous nous en rapportons aux grandes lignes déjà tracées dans votre lettre du 23 avril ; nous nous en remettons à l'expérience des membres qui composeront ce bureau.

Il ne nous reste plus, Monsieur le Gouverneur, qu'à vous soumettre la liste des noms des personnes auxquelles nous nous proposons de nous adresser et qui, nous l'espérons, ne refuseront pas leur précieux concours à la réalisation d'une œuvre aussi libérale dans le but qu'elle poursuit que féconde dans les résultats qu'elle se propose d'obtenir et qu'elle obtiendra, pourvu que toutes les bonnes volontés s'unissent dans un effort commun.

Voici cette liste :

- 1 MM. Sauvan, maire de Nouméa ;
- 2 Pelatan, président du Conseil général ;
- 3 Leconte, vice-président du Conseil général ;
- 4 Blanc, président de la Chambre de commerce ;
- 5 Boutan, président de la Chambre d'agriculture ;
- 6 Ballande, négociant ;
- 7 Bigillon, agent de la Société « le Nickel » ;
- 8 M^r Cudenet, défenseur ;
- 9 M. Desmazures, négociant ;
- 10 M^r Dézarnaulds, défenseur ;
- 11 MM. Epardeaux, directeur du Colon ;
- 12 Jouve, négociant ;
- 13 Laborde, directeur du Néo-Calédonien ;
- 14 Lomont, directeur de l'Indépendant ;
- 15 Roger, directeur de l'Avenir ;
- 16 Steverlynck, industriel ;

Nous nous sommes arrêtés à ce chiffre de 16 par le motif qu'une limite nous était imposée par la force des choses.

Permettez-nous d'espérer, Monsieur le Gouverneur, que vous voudrez bien approuver les résolutions que nous nous proposons de prendre et que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute appréciation.

Veuillez agréer, Monsieur le Gouverneur, l'hommage de notre profond respect et de notre absolu dévouement.

Le Chef du service judiciaire,
DE LANGLARD.

Le Directeur de l'intérieur par intérim,
A. DESRUISSEUX.

Le Directeur de l'administration pénitentiaire,
A. DE LA LOYÈRE.

Approuvé le 2 mai 1889,

Le Gouverneur,
NOËL PARDON.

Société de patronage des libérés.

SÉANCE DU 29 MAI 1889.

Par lettre en date du 23 avril 1889, M. le Gouverneur chargeait MM. le Directeur de l'intérieur, le Chef du service judiciaire et le Directeur de l'administration pénitentiaire, du soin de reconstituer la Société de patronage des libérés en Nouvelle-Calédonie.

En vertu de cette commission, les trois chefs d'administration avaient convoqué les habitants de Nouméa, dont les noms suivent :

Sauvan, maire de Nouméa ;
Pelatan, président du Conseil général ;
Leconte, vice-président du Conseil général ;
Blanc, président de la Chambre de commerce ;
Boutan, président de la Chambre d'agriculture ;
Ballande, négociant ;
Bigillion, agent de la société le « Nickel » ;
Cudenet, défenseur ;
Dasmazures, négociant ;
Dézarnaulds, défenseur ;
Epardeaux, directeur du Colon ;
Jouve, négociant ;
Laborde, directeur du Néo-Calédonien ;
Lomont, directeur de l'Indépendant ;
Roger, directeur de l'Avenir ;
Steverlynck, industriel ;

à l'effet de constituer le bureau provisoire de la Société de patronage.

Ce jour d'hui, mercredi, vingt-deux mai mil huit cent quatre-vingt-neuf, à huit heures et demie du soir, MM. Sauvan, Dézarnaulds, Dasmazures, Blanc, Cudenet, Epardeaux, Steverlynck, Boutan et Leconte se sont réunis à l'hôtel de ville de Nouméa.

M. Bigillion, absent, s'était excusé. MM. le Directeur de l'intérieur, le Chef du service judiciaire et le Directeur de l'administration pénitentiaire étaient présents à la séance.

L'ordre du jour portait :

- I. — Nomination du bureau provisoire de la Société de patronage ;
- II. — Attribution des listes où seront appelés à s'inscrire ceux qui voudront bien offrir leur concours à la Société de patronage ;
- III. — Fixation du jour de la réunion de l'assemblée appelée à élire le bureau définitif de la Société de patronage.

Au commencement de la séance, M. le Directeur de l'intérieur, qui préside, remercie les assistants d'avoir bien voulu se rendre à l'appel de l'administration ; il dit que la Société de patronage, qu'il s'agit de constituer, sera une œuvre de protection pour le libéré en même temps que de préservation pour la société calédonienne. Il ajoute qu'il ne doute pas que l'initiative, prise dans cette circonstance par le Chef de la colonie, n'entraîne un grand nombre d'adhésions ; il termine en priant les personnes présentes de se constituer en bureau provisoire, l'administration entendant laisser à ce sujet la plus grande liberté aux colons. Elle est toute disposée à leur venir en aide par tous les moyens en son pouvoir ; mais là se bornera son rôle ; à eux de s'entendre pour organiser une société utile et durable.

M. le Chef du service judiciaire, invité à donner des détails sur la Société de patronage, déclare qu'il n'a rien à ajouter à la lettre de M. le Gouverneur, relative à la reconstitution de cette Société, et aux paroles que vient de prononcer M. le Directeur de l'intérieur. La Société de patronage pourra compter sur son entier dévouement.

M. le Directeur de l'administration pénitentiaire fait savoir qu'il a déjà désigné deux commis rédacteurs de son administration, MM. Chamaillard et Émile Chaix, pour servir de secrétaires à la Société de patronage et qu'il a donné des ordres pour que les renseignements dont pourrait avoir besoin cette dernière, lui soient fournis avec la plus grande rapidité.

Les membres présents remercient les représentants de l'administration de leurs déclarations.

Il est procédé à la formation du bureau provisoire de la société de patronage : MM. Sauvan et Epardeaux sont nommés, le premier président, et le second secrétaire de ce bureau ; il est arrêté que les personnes précédemment choisies par l'administration en font partie.

MM. le Directeur de l'intérieur, le Chef du service judiciaire et le Directeur de l'administration pénitentiaire se retirent. M. Sauvan prend la présidence de la réunion :

.....
MM. Dézarnaulds, Desmazures et Cudenet sont désignés pour élaborer un projet de statuts de la société en formation ; tous les membres du bureau provisoire s'occuperont de recueillir des adhésions.

Plusieurs membres émettent l'avis qu'il convient d'entrer en rapport avec des personnes de l'intérieur pour les prier de prêter leur concours au bureau provisoire. Il s'agit, en effet, ainsi que le fait remarquer M. Cudenet, de former une société sérieuse, à laquelle pourraient être accordés les avantages qui sont faits aux sociétés similaires de la métropole. Il est décidé qu'on s'adressera aux présidents des commissions municipales ainsi qu'à MM. Girard, à Honafflon ; Caulry, à Méré ; Laurie, à Canala ; Metzger (Théodore), à Bourail ; M. Daly, à Plum ; Leconte fils, à Koué ; Lacombe, à Thio et Koch, à la Toutouta.

Lorsqu'il y aura un certain nombre d'adhésions, tant de Nouméa que de l'intérieur, le président du bureau provisoire convoquera les membres de ce bureau pour les consulter sur la date de la réunion de l'assemblée générale appelée à élire le bureau définitif de la société de patronage.

La séance est levée à dix heures.

De tout quoi il a été dressé procès-verbal les jour, mois et an que dessus.

VU :
Le Président,
SAUVAN.

Le secrétaire.
ALBERT EPARDEAUX.

ÉTRANGER

I

Le patronage des familles des détenus au Congrès de Fribourg-en-Brisgau.

Parmi les sujets proposés pour être discutés dans le congrès des représentants des sociétés de patronage d'Allemagne, qui s'est réuni, dans le courant de l'année 1889, à Fribourg-en-Brisgau,

figure dans la 2^e section, sous le n^o 3, la question suivante «Pourquoi les secours destinés à venir en aide aux familles des détenus, pendant la période d'exécution de la peine, font-ils partie des devoirs qui incombent au patronage? Dans quelle mesure et par qui ces secours doivent-ils être donnés? Quel doit être dans ce cas le rôle des sociétés de patronage?»

M. Krauss, aumônier de la prison de Fribourg, a rédigé sur ce sujet un mémoire qu'il a soumis au congrès et qu'il a adressé en outre à la commission internationale des prisons.

Dans l'introduction qui précède son mémoire, l'auteur indique l'état actuel de la question, qui a été traitée déjà dans plusieurs articles insérés dans le journal de la science pénitentiaire et a été discutée dans l'assemblée des fonctionnaires de l'administration des prisons, tenue à Vienne en 1883. Jusqu'à présent aucune discussion n'a eu lieu sur ce point dans les congrès internationaux, mais M. Krauss espère que celui qui doit se réunir à Saint-Petersbourg en 1890, ne refusera pas de prêter à cette question toute l'attention qu'elle mérite.

L'auteur du mémoire nous apprend qu'en Suisse, une société de patronage, celle du canton d'Argovie, a inscrit dans ses statuts l'obligation de fournir des secours en argent aux familles des détenus. Dans une de ses dernières assemblées générales, la société du canton de Thurgovie a décidé qu'en cas de nécessité, des secours seraient donnés aux familles des détenus. Les statuts des autres sociétés suisses sont muets à cet égard, mais toutes ces sociétés, dans certains cas particuliers, s'acquittent de ce devoir. Le patronage des familles des détenus est considéré comme obligatoire en vertu de leurs statuts par les sociétés d'Oldenbourg, de Hesse-Darmstadt, de Francfort-sur-le-Mein, de Wiesbade, de Cassel, de Postdam, de Königsberg, de Stettin, d'Erfurt, d'Halle-sur-la-Saale, de Breslau, de Gorlitz, par la société des prisons des provinces du Rhin et de Westphalie, ses sociétés auxiliaires et ses succursales et par l'union des dames de Strasbourg. Dans le royaume de Saxe les familles des détenus sont l'objet d'une attention toute particulière. Il en est de même de la part de la société autrichienne fondée à Vienne pour le patronage des détenus libérés. En France aussi quelques sociétés, par exemple l'œuvre des libérées de Saint-Lazare à Paris et la société de patronage des jeunes libérés de la Dordogne, ont compris dans leur programme les secours aux familles. Dans d'autres sociétés françaises ainsi qu'en Angleterre et dans le duché de Bade, le

patronage des familles des détenus, bien que n'étant pas inscrit dans les statuts, est néanmoins exercé en fait. Enfin dans les autres pays, le Wurtemberg, la Bavière, la Hollande, la Belgique, l'Autriche (à l'exception de la ville de Vienne), la Russie et l'Italie, on ne paraît pas s'être préoccupé de cette question.

M. Krauss développe, dans son mémoire, des considérations générales au point de vue de la religion, de l'humanité, de la justice et de l'économie politique. En ce qui concerne spécialement le but du patronage, il montre que la protection accordée à la femme et aux enfants d'un détenu est un moyen d'arriver à l'amendement de ce dernier, elle empêche que les liens de la famille ne viennent à être rompus pendant que le condamné subit sa peine, elle facilite la réhabilitation, enfin elle permet d'éviter que cette femme et ces enfants, s'ils étaient abandonnés sans aucune ressource, ne se laissent à leur tour entraîner au crime. Le patronage des familles des détenus est donc une arme qu'il ne faut pas négliger pour arriver à lutter contre la criminalité, soit parce qu'elle sert à combattre la récidive, soit parce qu'elle met obstacle à la formation de nouveaux criminels.

M. Krauss explique que, pour beaucoup de familles de détenus, des conseils au point de vue de la religion et de la morale, sont souvent aussi nécessaires que des secours en argent et en vêtements et il pense que ce devoir de patronage incombe cumulativement, à l'assistance publique, à la charité privée, aux ecclésiastiques, à l'État représenté par l'administration pénitentiaire et enfin aux sociétés de patronage des libérés.

TURCAS,

Président du tribunal de Rambouillet.

II

Rapport sur les opérations des sociétés de district pour le patronage des détenus libérés dans le grand-duché de Bade, en 1888 et de la direction centrale.

Les sociétés de district ont exercé leur patronage sur 447 personnes, parmi lesquelles 49 avaient été déjà secourues en 1887. 398 ont été admises dans le courant de l'année 1888.

Parmi ces 447 personnes, on comptait 10 femmes, une famille de détenu, 11 détenus préventivement, 57 mineurs de 18 ans, 384 individus au-dessus de 18 ans. On n'a pu déterminer l'âge exact de 6 patronnés. 100 individus étaient sujets allemands non originaires du duché de Bade. 9 étaient étrangers (2 autrichiens, 1 hongrois, 3 suisses, 1 italien, 1 français, 1 roumain). Le patronage a consisté à procurer aux patronnés du travail, des vêtements, des outils, etc. . . . ou à leur fournir de l'argent pour les renvoyer dans leur pays.

Le rapporteur est heureux de constater l'augmentation progressive des revenus des sociétés de district. Plusieurs ont une situation financière qui leur permet de subvenir à des frais extraordinaires, telles que les dépenses pour faciliter l'émigration, sans avoir besoin de demander des subventions à la direction centrale.

D'une manière générale, le patronage a donné de bons résultats. Parmi les 49 individus, qui avaient été déjà patronnés en 1887, 26 ont eu une bonne conduite, soit 53 p. 100; parmi eux se trouvaient 6 mineurs au-dessous de 18 ans. 12 ont eu une mauvaise conduite, soit 27 p. 100; dans ces derniers on comptait 4 jeunes gens. 8, dont 2 jeunes gens, sont devenus des récidivistes. En ce qui concerne les individus, admis au patronage en 1888, parmi lesquels 334 seulement entrent en ligne de compte, 54, dont 12 jeunes gens, soit 16 p. 100, ont eu une conduite satisfaisante. Par contre, 31, dont 8 jeunes gens, soit 9 p. 100, ont eu une mauvaise conduite. 9, soit 2,7 p. 100 ont récidivé. Parmi eux étaient 5 jeunes gens. A la fin de l'année 1888, 72 individus, dont 15 jeunes gens, soit 18 p. 100, étaient encore sous la surveillance des sociétés de patronage.

Au 31 décembre 1888, la situation financière de la direction centrale s'établissait ainsi:

	marcs.	
Fonds de réserve.....	48.743	08
Recettes.....	82.724	64
Dépenses.....	79.056	97
Il restait en caisse..	3.667	67

REVUE PÉNITENTIAIRE

Sommaire. — 1° Rapport annuel de l'association Howard 1887-1888. — 2° Rapport de la Société des prisons de Francfort-sur-le-Mein. — 3° Le régime cellulaire en Belgique. — 4° Examen du nouveau projet de loi belge. — 5° Un nouveau système pénal « sociologique » en Allemagne. — 6° Statistique des prisons du royaume de Wurtemberg. — 7° La transportation au Chili. — 8° La transportation en Hollande. — 9° Le congrès colonial. — 10° Informations diverses : *La peine de mort.* — *La détention préventive.* — *Les prisons de la Seine.* — *L'Union française pour le sauvetage de l'enfance.* — *L'influenza dans les prisons cellulaires.* — *Sibérie.* — *Cours de science pénitentiaire.* — *Revue étrangères.*

I

Rapport annuel de l'Association Howard.

(Octobre 1887 - Octobre 1888.)

Le compte rendu des travaux de l'Association Howard pour l'année 1887-1888 indique une vitalité constamment croissante de l'œuvre entreprise, un effort de plus en plus soutenu afin de découvrir et de faire triompher les meilleures méthodes destinées à prévenir et à réprimer les faits criminels.

Le premier document relaté dans le rapport témoigne de la haute estime inspirée par l'association. La Chambre des Lords ayant nommé une commission chargée de rechercher les moyens les plus efficaces de prévenir et de soulager le paupérisme, un des premiers déposants appelés devant cette commission a été le président de la société Howard. L'honorable M. Peek, dans ses observations, attribue le paupérisme à trois causes principales : l'intempérance, le trop haut prix des loyers, le trop grand nombre d'enfants. Les mesures législatives et économiques de nature à prévenir les deux premiers inconvénients, les réflexions morales suggérées aux intéressés sur le troisième point lui paraissent les moyens préventifs les plus efficaces contre la misère. Quant à l'assistance à accorder aux indigents, M. Peek est l'adversaire

des secours en argent qui affaiblissent chez les pauvres la prévoyance et permettent aux ouvriers secourus de faire une concurrence fâcheuse à ceux qui ne le sont pas. Il voudrait, en tous cas, voir disparaître l'inégalité qui subsiste dans le chiffre de ce secours suivant les paroisses. En ce qui concerne les enfants, il faut les écarter complètement des workhouses et les recueillir dans des établissements spéciaux.

Les idées que M. Peek a résumées à la Chambre des Lords ont reçu un plus large développement et une publicité plus complète dans la nouvelle édition qu'il vient de publier, sous le patronage de la Société Howard, de son ouvrage *le Naufrage social* (*Social Wreckage*).

Un autre membre de la société, le secrétaire de M. Willam Tallack, a été chargé de publier un ouvrage intitulé : *Principes pénologiques et préventifs* dans lequel, après avoir résumé et comparé les opinions émises par les personnes les plus compétentes de l'Europe et de l'Amérique en ce qui touche les mesures destinées à prévenir ou à punir les crimes, il cherche à dégager les solutions les plus universellement admises.

En dehors de ces deux publications, l'association a obtenu une large diffusion de ses idées par la presse et par la parole. Elle a pu ainsi donner une vive impulsion à une œuvre digne de tous les encouragements, la visite des dames dans les prisons ; dans beaucoup de villes des associations de dames se sont formées dans le but de moraliser et d'encourager au bien les condamnés.

Les différents points touchant l'hygiène, la discipline des prisons ont appelé également la sollicitude de l'association. Elle n'a pas hésité à signaler les détails qui lui paraissaient défectueux, tant en Angleterre (1) qu'en Écosse, en Irlande et dans les colonies britanniques ; elle s'est assuré à l'étranger des collaborateurs dévoués. L'œuvre de la société Howard prend donc de plus en plus un caractère international qui doit attirer l'attention des hommes compétents de tous les pays.

P. VIAL.

(1) Un des points sur lesquels la société a le plus insisté, spécialement par l'organe de M. Tallack, est l'inégalité des peines infligées, pour des faits analogues, par les juges anglais. Des faits étranges sont en effet indiqués tant dans le rapport que dans un article inséré dans le journal « *The Star* », numéro du 25 mai 1889.

II

Vingtième rapport de la Société des prisons de Francfort-sur-le-Mein.

En analysant le 19^e rapport annuel de la Société des prisons de Francfort-sur-le-Mein (1), nous avons rappelé l'origine et le but de cette association, qui vient d'accomplir sa 20^e année d'existence, M. le Dr Ponfick a présenté, le 29 janvier 1889, le rapport relatif à l'exercice 1888.

Le nombre des jeunes libérés placés dans des établissements ou mis en apprentissage ou en service, qui n'était que de 8 garçons et de 6 filles en 1887, s'est élevé, en 1888, à 11 garçons et 16 filles.

Les recettes de l'association se sont élevées à 10.044 marcs 83 pf. (12.556 fr. 04 c.); les dépenses, à 10.300 marcs 73 pf. (12.875 fr. 91 c.); ce qui fait ressortir un excédent de dépenses de 255 marcs 80 pf. (319 fr. 87 c.). Les dons en argent et souscriptions ont produit 3.494 marcs 25 pf. (4.367 fr. 81 c.), sans tenir compte des dons en nature.

Le rapport constate que la Société continue à se louer de la conduite tenue par ses patronnés, dont quelques-uns ont su conquérir, par leur travail et leur moralité, des situations avantageuses; il cite l'exemple d'un ancien libéré qui est parvenu, par son esprit d'ordre et d'économie, à amasser une petite fortune, et est venu consulter le président de l'association sur le meilleur placement de ses fonds.

La Société des prisons de Francfort s'est préoccupée des dangers que présente la publicité donnée par les journaux aux noms des individus poursuivis en justice. Les directeurs de deux feuilles publiques, le *Journal de Francfort* et la *Petite Presse* se déclarèrent disposés à passer ces noms sous silence toutes les fois que les présidents des cours et tribunaux leur signaleraient les inconvénients d'une semblable mention; mais les magistrats, pressentis à ce sujet, répondirent que leur situation officielle ne leur permettait point de faire des distinctions dans cet ordre d'idées. On s'accorda à reconnaître que la solution la plus sage consisterait à prendre pour règle de ne publier les noms que dans les inculpations impliquant un dommage causé à une collectivité, telles que

(1) *Bulletin* de mai 1889, p. 647.

l'usure et autres délits d'habitude, la falsification de denrées alimentaires, les violences corporelles graves, le proxénétisme et les délits commis dans l'exercice d'une profession ou d'une industrie. Il y a tout lieu d'espérer que les directeurs des journaux accepteront ce point de vue comme base de leur ligne de conduite à cet égard.

La question d'une union des associations pénitentiaires est une de celles qui préoccupent, en Allemagne, l'attention des criminalistes. La Société de Francfort estime que, tout en poursuivant ce but dans l'avenir, il convient de ne s'engager qu'avec prudence dans la voie de la centralisation. Elle a résumé ses vues dans un mémoire adressé au Ministre de la justice, à Berlin, et demandant son appui pour la création, au siège de chaque tribunal de district, d'une société des prisons, venant se grouper avec les sociétés voisines sous la direction d'une société centrale établie au siège du tribunal supérieur, et formant une association provinciale; les associations des diverses provinces enverraient des délégués à une société générale embrassant le territoire tout entier de l'Allemagne.

Le rapporteur a donné quelques indications sur la nouvelle prison cellulaire récemment édifiée à Preungesheim, à 3 kilomètres de Francfort. Cet établissement peut contenir 400 hommes et 90 femmes. Chaque détenu a sa cellule, qu'il occupe seul en tout temps, même aux heures de travail. Une aile du bâtiment est spécialement réservée aux jeunes détenus, disposition assurément très-favorable à leur amendement. Un instituteur et un pasteur protestant sont spécialement attachés à l'établissement : le chapelain voisin fait l'office d'aumônier pour les détenus appartenant au culte catholique. Après avoir visité les bâtiments et constaté qu'ils répondent d'une manière satisfaisante aux plus récentes données de l'expérience, le conseil de direction de l'association, désireux d'entretenir des relations suivies avec le pasteur pour le bien de l'œuvre pénitentiaire, l'a invité à assister aux réunions de ce conseil ; il s'est empressé de se rendre à cette invitation.

Après la lecture du rapport, M. Barsch, instituteur à la prison de Preungesheim, a fait une conférence sur *l'école de prison*, conférence suivie d'une discussion longue et animée.

Georges Dubois.

III

Le régime cellulaire en Belgique (1).

*Exposé des motifs du projet de loi
déposé à la Chambre des Représentants le 5 juillet 1889.*

Messieurs,

En même temps qu'elle érigeait en règle, pour l'exécution des peines privatives de la liberté, l'encellulement des condamnés, la loi du 4 mars 1870 attachait à ce traitement, dont la rigueur semblait extrême, le tempérament d'une réduction s'opérant, de plein droit, sur la durée des peines. La réduction atteint des proportions énormes, à ce point, que neuf ans et neuf mois d'encellulement équivalent à vingt années de travaux forcés et que le juge est exposé à voir, après six ans, reparaître devant lui, ayant complètement purgé sa peine, le malfaiteur qu'il avait condamné à dix années d'emprisonnement.

L'exécution des peines privatives de la liberté, selon la loi du 4 mars 1870, ne comporte pas, pour les condamnés à temps, une détention de plus de neuf ans et neuf mois et il s'ensuit que, dans la gradation de ces peines, on passe, sans transition, de cette période de neuf ans et neuf mois, à la perpétuité. L'écart est manifestement excessif.

On se disait, en 1870, que, pour être appliqué légitimement, le châtiment consistant dans la privation de la liberté devait constituer, en soi, un moyen d'amendement, que le régime cellulaire donnait ce caractère à l'incarcération et que la loi serait d'accord avec toutes les exigences de la répression lorsqu'elle soumettrait à l'encellulement tous les condamnés ayant à subir, à temps ou à perpétuité, la privation de la liberté.

La présomption admise était que l'influence de la séquestration cellulaire s'exerce sur tous les condamnés, que l'action moralisatrice en est rapide, plus énergique au début que dans la suite, et qu'à mesure que l'encellulement se prolonge, l'utilité du châtiment va s'affaiblissant ; si bien qu'après huit ans, un trimestre de séquestration cellulaire doit valoir une année de la peine prononcée par le juge.

(1) *Conf. Bulletin* 1889, p. 839.

On inclinait à envisager la moralisation par l'encellulement comme une opération douloureuse pour le corps et pour l'âme, qui ajoutait à la privation de la liberté un complément emprunté à la tradition des châtimens corporels. Les prisons machinées pour l'isolement apparaissaient comme les instruments d'une torture que la nécessité de l'amendement pouvait justifier, mais qui devait se proportionner aux forces du patient. L'opération ne devait, en aucun cas, se prolonger au delà de dix ans, contre le gré du condamné.

Or, le régime cellulaire a perdu ce renom terrifiant dans nos prisons si parfaitement aménagées, où la discipline de l'isolement se prête à tous les adoucissements préconisés par la science pénitentiaire. Auprès des classes criminelles, qui apprennent rapidement à connaître les conditions d'un régime pénitentiaire, on peut constater que l'effet préventif de l'encellulement a disparu, en grande partie. Dans le nombre des condamnés qui, arrivés au terme des dix années d'encellulement, ont, en vertu de la loi de 1870, le droit de réclamer leur transfert au régime commun, beaucoup choisissent le maintien de la séparation, soit parce qu'ils se flattent d'obtenir ainsi plus sûrement leur grâce, soit parce que le régime cellulaire leur convient mieux. On n'a pas suffisamment tenu compte du fait que la même peine peut, suivant le délinquant auquel elle est appliquée, être trop douce ou trop sévère, moralisatrice ou inefficace.

L'expérience a montré combien une réduction, uniformément progressive, s'opérant avec une régularité mathématique, sur la durée de la captivité de tous les condamnés, indistinctement, qui subissent l'encellulement dans nos prisons, répond peu aux nécessités de la répression.

L'encellulement, dans nos prisons, n'inflige pas à tous les condamnés une souffrance physique ou morale qui puisse remplacer, pour l'expiation nécessaire, la période de captivité dont la loi du 4 mars 1870 les dispense. Il ne reste donc, pour motiver l'atténuation de la peine prononcée par le juge que la présomption légale qui répute amendé tout condamné dont la peine a été subie en cellule et cette présomption, la constante progression de la récidive en fait foi, est illusoire.

Le nombre des condamnés dont les mauvais instincts résistent au régime cellulaire est grand, et l'on s'étonne, même, qu'il ne soit pas plus grand encore, quand on observe les milieux dans lesquels se passe la misérable enfance des recrues du vagabondage et du

crime. Les dispositions de la loi du 4 mars 1870 ne profitent à ceux-là qu'au détriment de la sûreté sociale ; elles énervent la répression et nuisent à l'intimidation pénale, en abrégeant, sans motif, leur captivité.

La loi qui a institué la libération conditionnelle substitue à la présomption légale, dont les effets s'étendent fatalement à des indignes, l'observation et le discernement qui séparent des incorrigibles, les condamnés que l'amendement pénitentiaire ramène au bien. Elle réserve à ceux-ci la faveur que la loi du 4 mars 1870 accorde aveuglément à tous et elle l'entoure des précautions que les salutaires sévérités de la loi pénale réclament impérieusement. Il importe de ne rendre à la liberté que le plus tard possible les malfaiteurs voués à la récidive. La captivité des condamnés dont l'amendement est probable peut être abrégée ; mais encore ne faut-il pas que la libération anticipée leur soit acquise à heure dite, sans conditions ni restrictions.

La réduction qui s'opère en vertu de la loi du 4 mars 1870 sur la durée de la peine est due aux condamnés par le seul fait de la séquestration à laquelle ils ont été soumis ; ce qu'elle retranche de leur captivité est déterminé par un calcul mathématique, le même pour tous, sans distinction ; elle est acquise irrévocablement au condamné qui a enduré l'encellulement, quelque réfractaire à l'amendement que soit sa perversité, quelque dangereux pour la sûreté sociale que soient ses penchants vicieux. La libération conditionnelle, au contraire, ne s'accorde qu'aux condamnés qui s'en montrent dignes ; elle ne réduit pas d'emblée la durée assignée à la peine par le juge. Le condamné reste sous la main de la justice aussi longtemps qu'il n'a pas soutenu jusqu'au bout, l'épreuve de la libération provisoire ou purgé sa peine en prison. Jusque-là, la répression peut toujours le ressaisir, en cas d'inconduite, sans attendre qu'il y ait récidive. Et quand, finalement, la libération conditionnelle se résout en une atténuation définitive de la peine prononcée par le juge, cette atténuation est appropriée aux nécessités de l'explication en même temps quelle se proportionne aux garanties que des preuves d'amendement soigneusement contrôlées peuvent offrir à la sécurité publique.

Le perfectionnement que la loi du 31 mai 1888 a apporté à notre système pénitentiaire, en instituant la libération conditionnelle, conduit donc logiquement à l'abrogation des dispositions de la loi du 4 mars 1870 dont l'objet est d'abrégier la durée des peines privatives de la liberté, lorsque ces peines sont subies en cellule.

Le juge, sous l'empire de la loi du 4 mars 1870, ignore, au moment où il applique la loi pénale, le temps que le condamné aura à passer en captivité pour purger la peine temporaire dont il le frappe. Les éléments du calcul à l'aide duquel se chiffre, pour ce condamné, la réduction résultant de la séquestration cellulaire, ne sont pas connus d'avance ; ils dépendent de décisions que la loi du 4 mars 1870 abandonne à la discrétion de l'administration et auxquelles la règle de l'encellulement des condamnés doit forcément se plier.

Tel condamné, dont le caractère insociable et la nature bestiale se sont adaptés aisément au régime cellulaire, profitera de la réduction sans en perdre un seul jour ; tel autre, à cause de son état de santé ou de sa structure mentale, en sera privé ou n'en pourra profiter que partiellement.

Que le juge ne sache pas exactement ce que doit durer l'emprisonnement auquel il condamne, c'est déjà un inconvénient grave assurément ; mais que la durée de la captivité que le condamné aura à subir dépende, dans la mesure des chiffres fixés par la loi du 4 mars 1870, de la force de son tempérament ou de ses prédispositions malades, c'est là une injustice flagrante.

Le projet de loi maintient, en faveur des condamnés jugés dignes de la libération conditionnelle, la réduction établie par la loi du 4 mars 1870 ; mais, ici, les objections n'ont plus la même force. Il s'agit de condamnés méritants et admis à bénéficier d'un régime de clémence. La grâce, dans l'ordre d'idées auquel appartient la libération conditionnelle, offre, tout naturellement, le moyen de corriger des inégalités qui seraient contraires à l'équité.

Mais si la durée assignée par la sentence du juge aux peines privatives de la liberté doit déterminer invariablement le temps que le condamné aura, sauf libération conditionnelle ou grâce, à passer en captivité, il n'est plus possible de conserver à la règle de l'encellulement des condamnés le caractère absolu qu'elle prend dans la loi du 4 mars 1870.

La loi du 4 mars 1870 limite, d'une part, à dix années la durée de l'encellulement forcé, pour les condamnés à perpétuité, et elle abaisse, d'autre part, toutes les peines temporaires à une durée qui reste toujours inférieure à dix années.

La durée de l'incarcération est, d'après le projet de loi, celle que le juge fixe en prononçant la condamnation ; elle peut dépasser dix années sans qu'il y ait condamnation à perpétuité. Il est, dès lors, nécessaire de limiter en période cellulaire, non seu-

lement pour les condamnés à perpétuité, mais aussi pour les condamnés dont la peine est temporaire, et d'admettre pour ceux-ci, comme la loi du 4 mars 1870 le fait pour les peines perpétuelles, une étape en commun succédant à l'étape cellulaire.

Est-ce à la loi à organiser, dans ces conditions et de toutes pièces, l'application du régime cellulaire ? Nous ne le pensons pas.

La loi peut, nous semble-t-il, se contenter de décréter l'application du système pénitentiaire dont l'encellulement des condamnés forme la base, en abandonnant au Gouvernement le soin d'en régler les détails.

Le code pénal, dans ses dispositions relatives à l'exécution des peines privatives de la liberté, ne s'occupe pas du mode d'incarcération. Il laisse dans le domaine des règlements d'administration, l'aménagement des établissements pénitentiaires et la discipline des prisons.

Le président de la commission instituée par le Gouvernement, en 1848, pour la révision du Code pénal, M. de Fernelmont disait, en 1860, dans le rapport qu'il adressait au Ministre de la justice.

« Le Gouvernement, investi du pouvoir exécutif, et chargé, à ce titre, de l'exécution de la sentence, décide seul si le condamné sera ou ne sera pas soumis au régime de la séparation ; il a, à cet égard, pleine latitude ; il peut interrompre ou suspendre à son gré l'application de ce régime ; il n'est pas tenu de déférer aux vœux du condamné ; il se décide, à cet égard, selon les exigences des cas qui peuvent se présenter ou d'après les circonstances, telles que les convenances de l'administration, la disponibilité des locaux, l'état moral ou physique du condamné, les progrès de son amendement, voire même le danger de le rendre trop tôt à la société, s'il est incorrigible et dangereux et, partant dans ce cas, la nécessité de ne pas lui permettre d'abrégier la durée de son incarcération en le soumettant ou en le laissant trop longtemps soumis au régime de la séparation. » (*Annales parlementaires*, 1860, 1861, p. 328.)

Il s'agit, en effet, d'organiser un système pénitentiaire auquel doivent être soumis, en vue de leur amendement, des hommes qui diffèrent profondément les uns des autres. Les rigueurs du système doivent s'aggraver ou se modérer, suivant les exigences de la répression, et ces exigences dépendent de la variété des penchants qui se montrent chez les condamnés.

Parmi les condamnés à perpétuité, on rencontre des êtres, irrés-

médiatement enclins au crime, dont on peut dire, dès le jour de la condamnation qui les frappe, qu'ils sont destinés à passer en prison le restant de leur vie.

A quoi bon un encellulement préliminaire, se prolongeant pendant une période de temps invariablement fixée, lorsque tout espoir de moralisation par la cellule doit être abandonné ?

Il ne s'agit pas d'amender ces condamnés, mais de les mettre dans l'impossibilité de nuire. Il en est à l'égard desquels l'encellulement est une précaution qui restera nécessaire aussi longtemps que la vieillesse n'aura pas brisé l'énergie de leur nature brutale et perverse ; peut-on inscrire, pour ceux-là, dans la loi, le droit de n'être point maintenus en cellule au delà d'un certain temps ?

Enfin, parmi les condamnés à temps, il en est dont les dispositions morales sont relativement bonnes et pour qui un isolement trop prolongé n'est pas toujours utile et peut être dangereux.

Le projet de loi fixe à cinq années, pour la moyenne des condamnés, la durée de l'incarcération cellulaire et, pour le surplus, il laisse à l'administration pénitentiaire la liberté d'action qui lui est nécessaire.

Nous possédons, dans la maison de force de Gand, un établissement admirablement aménagé pour la destination qui en fera le complément de nos prisons cellulaires. L'administration dispose, dans la maison de force de Gand, de douze cents places ; elle aura donc l'espace et la latitude nécessaires pour y classer méthodiquement les condamnés, qu'elle jugera devoir y transférer. Elle pourra séparer, dans des quartiers distincts, les catégories ainsi formées ; isoler en cellule les condamnés, pendant la nuit, les faire travailler, par groupes peu nombreux, dans de vastes ateliers où ils seront largement espacés et facilement surveillés, approprier la discipline de chacun des quartiers à l'état moral de la catégorie qu'il renfermera. Elle fera succéder ainsi à l'inévitable uniformité du régime cellulaire une variété de régimes disciplinaires correspondant à la variété des catégories dans lesquelles une administration intelligente a bientôt fait de ranger les condamnés à mesure que le perpétuel recrutement de la population des prisons les livre, en cellule, à son examen constamment attentif.

En proposant aux Chambres les modifications que le projet de loi apporte à notre législation pénitentiaire, le Gouvernement a un double espoir : combattre plus efficacement la criminalité à laquelle la libération prématurée des récidivistes fournit un ali-

ment toujours nouveau et maintenir notre système pénitentiaire à la hauteur des progrès de la science, en profitant des exemples qui nous viennent de l'étranger et de l'expérience acquise chez nous.

Le Ministre de la justice,
Jules LE JEUNE.

PROJET DE LOI

LÉOPOLD II, ROI DES BELGES, à tous présents et à venir, salut.

Sur la proposition de notre Ministre de la justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Notre Ministre de la justice est chargé de présenter en notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Les réductions établies par la loi du 4 mars 1870, concernant les peines subies sous le régime de la séparation, sont supprimées, en tant qu'elles ont pour effet d'abréger la durée de l'incarcération que les condamnés aux travaux forcés, à la détention, à la réclusion ou à l'emprisonnement correctionnel ont à subir pour purger leur peine en prison.

Elles continueront de profiter à ces condamnés pour la suppression des délais mentionnés aux articles un, deux et quatre de la loi du 31 mai 1888, sur la libération conditionnelle.

ART. 2. — Les condamnés aux travaux forcés, à la détention, à la réclusion ou à l'emprisonnement correctionnel sont soumis au régime de la séparation, sans toutefois que la durée de l'isolement cellulaire puisse, sauf les exceptions prévues à l'article 3, dépasser cinq années.

ART. 3. — Le Gouvernement peut, dans des circonstances exceptionnelles dont il est juge, décider qu'un condamné ne sera pas soumis au régime de la séparation ou n'y sera soumis que pendant une partie de son incarceration ; il peut, de même, prolonger la séquestration cellulaire d'un condamné au delà du terme de cinq années.

Donné à Laeken, le 2 juillet 1889.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la justice,
Jules LE JEUNE.

IV

Examen du nouveau projet de loi belge (1).

Dans la séance de la Chambre des représentants du 5 juillet 1889, M. le Ministre de la justice a déposé un projet de loi sur l'application du régime cellulaire.

Si, pour l'ensemble, nous nous rallions aux vues du projet, nous croyons cependant devoir signaler certaines dispositions qui semblent donner prise à la critique.

Lors des premiers essais pour l'introduction du régime cellulaire, le public était sous l'impression de la réputation terrifiante de l'encellulement. On reprochait au nouveau système de constituer une torture incompatible avec la nature humaine, devant inévitablement conduire au suicide ou à l'aliénation mentale.

Ses promoteurs, pour le faire accepter, y introduisirent non seulement tous les allègements compatibles avec le maintien de la règle de la séparation des détenus, mais ils réclamèrent en faveur de ceux-ci des réductions de peine, en compensation des rigueurs, présumées plus grandes, du régime nouveau.

Ces réductions, accordées pendant plusieurs années à titre gracieux, furent régularisées dans la suite par la loi du 4 mars 1870.

Mais l'expérience devait bientôt permettre d'envisager la question sous son véritable aspect. Le régime de la séparation, loin de constituer un supplice atroce, ne tarda pas à être considéré comme un bienfait et un allègement par les détenus en général, à l'exception des misérables qui trouvaient dans l'emprisonnement collectif un milieu approprié à leurs penchants et à l'assouvissement de leurs honteuses passions.

On ne remarquait plus de la part des détenus la répugnance qu'éprouvaient certains d'entre eux à se soumettre au régime cellulaire, surtout au début de l'introduction du système. On ne pouvait donc plus reproduire, avec fondement, les dissertations que l'on faisait naguère à ce sujet. Le détenu, avant son entrée en prison, connaît le régime auquel il sera soumis et l'accepte sans la moindre difficulté. On pouvait affirmer que le système de la séparation était entré dans les mœurs de la population prisonnière,

(1) Extrait du *Journal des tribunaux*, publié à Bruxelles le 22 août 1889.

et que les répugnances constatées au début provenaient bien plus du renom du régime que du régime lui-même.

Le fantôme du suicide et de l'aliénation mentale ne vient-il pas aussi de s'évanouir devant les constatations irrécusables du docteur Voisin, au pénitencier de Louvain ?

Aujourd'hui que l'introduction du système est généralisée, si nous en exceptons les trois maisons d'arrêt de Turnhout, de Nivelles et d'Audenarde, dont la transformation est prochaine, le moment semble venu pour donner une nouvelle consécration au régime cellulaire et pour l'exonérer des précautions superflues de la première période. C'est l'objet du projet de loi.

Nul ne trouvera à redire à la suppression des réductions accordées à tous par la loi du 4 mars 1870, en présence de la possibilité d'abrégér, par l'application de la libération conditionnelle, la détention des condamnés amendés.

Loin d'y trouver un excès de sévérité, des esprits judicieux inclinent même à croire qu'au lieu d'adoucir la règle, il conviendrait de la rendre plus sévère, notamment dans l'infliction des peines de courte durée.

Le personnel des prisons et des parquets se réjouira de n'avoir plus à recourir pour la fixation des peines à des calculs fastidieux, occasionnant une grande perte de temps.

Il y a lieu de regretter cependant les dispositions du § 2 de l'art. 1^{er} de la loi, qu'il conviendrait de faire disparaître à cause des écritures nombreuses qu'elles occasionneront. Une légère modification à la loi du 31 mai 1888 aurait facilement raison de cet inconvénient.

Enfin les magistrats, en prononçant les peines, n'éprouveront plus aucune incertitude puisque celles-ci ne seront plus atténuées, à l'avenir, que par l'application éventuelle de la grâce ou de la libération conditionnelle.

L'accord serait complet si la loi admettait que toutes les peines privatives de la liberté seront subies sous le régime de la séparation, et qu'il n'y aurait d'exception que pour ceux des condamnés qui, par suite d'anomalies physiques ou morales, ne pourraient profiter des bienfaits du régime cellulaire, ni en supporter les effets sans danger réel.

Mais le désaccord se produit sur l'art. 2, stipulant que la durée de la séparation cellulaire ne peut dépasser cinq années.

L'expérience a non seulement prouvé que les détenus s'accommodent parfaitement d'une durée plus longue, mais encore que

bon nombre de ceux-ci demandent la continuation de ce régime, lorsqu'après une période de dix ans, ils peuvent être réunis à leurs compagnons de captivité.

Nous inclinons à croire qu'il est inutile de fixer une durée, puisque l'administration peut mettre un terme à la peine, chaque fois qu'elle jugera que, subie dans ces conditions, elle est nuisible ou sans utilité.

En présence du principe inséré dans la loi et qui est imposé par la force des choses, c'est-à-dire de la latitude absolue et forcée laissée à l'administration, on se demande ce que signifie la limite de cinq ans, substituée à l'ancienne de dix ans.

N'est-ce pas laisser supposer que l'expérience faite a prouvé, d'une façon incontestable, que, pour la généralité des détenus, la moyenne du séjour supportable en cellule était de cinq ans, ce qui est absolument inexact.

Il n'est pas à supposer que cette limite ait été fixée dans le seul but de reconstituer de toutes pièces l'emprisonnement en commun, ce système que la discussion de la loi du 4 mars 1870 a condamné non seulement comme un danger pour la société, mais aussi pour les détenus eux-mêmes, pendant et après leur détention.

En voyant dans l'exposé des motifs citer la maison centrale de Gand et sa destination future, on devait s'attendre à trouver, dans la nouvelle loi, un article quelconque déterminant à quelle catégorie de détenus cet établissement serait assigné.

Rien !

Alors pourquoi en parler ? Est-ce pour lier l'administration aux considérations et aux interprétations de l'exposé des motifs ?

L'administration doit rester libre d'apprécier, d'après les circonstances, comment on pourrait utiliser la maison de Gand. Il n'y a pas plus de motifs de régler législativement le sort de cette maison que celui des autres établissements du royaume.

La limite imposée à l'encellulement, les exceptions que comportera son application et l'énoncé, dans l'exposé des motifs, de l'usage que l'administration pourrait faire de la maison de force de Gand où elle dispose de 1.200 places, ne recèlent-ils pas la pensée de l'introduction du système progressif, que des praticiens compétents combattent en Belgique et ailleurs ?

Le gouvernement ne pourra, sans danger, pratiquer la méthode qu'il préconise qu'à l'égard d'individus contre la perversité desquels l'action bienfaisante du régime cellulaire sera restée sans effet. Malgré toutes les classifications et toutes les méthodes, on

arrivera fatalement au mélange de tous ces êtres dangereux, de tous ceux que l'exposé des motifs lui-même excepte *a priori* d'une régénération problématique avec d'autres que la présomption même de leur amendement aura laissés cinq ans en cellule.

Nous trouvons, au sujet de ce système, dans les annales du congrès pénitentiaire de Rome un rapport de l'un des plus anciens et des plus autorisés de ses membres, M. Pols, professeur de droit pénal à l'Université d'Utrecht.

Nous en extrayons le passage suivant que nous livrons sans commentaires aux méditations de nos lecteurs :

« Pour terminer ce résumé, une dernière observation reste à faire sur la restriction qu'on a faite à l'application du régime cellulaire. Pour les emprisonnements à très long terme, on a limité l'application à cinq années. Cette restriction a rencontré de l'opposition de la part de plusieurs partisans du régime, qui y ont vu l'introduction d'un système progressif. Cette idée est erronée. L'introduction graduelle et circonspecte du régime cellulaire a détourné en Hollande la réaction violente qui, ailleurs, s'est faite contre ce régime et a fait la fortune des systèmes progressifs.

« Ces systèmes ont bien trouvé chez nous plusieurs partisans convaincus et éminents, mais n'ont jamais trouvé un écho dans l'opinion publique. Sans entrer dans une critique de ces systèmes ou du principe sur lequel ils reposent, je ne fais que constater un fait.

« L'immense majorité chez nous repousse ce principe et ne croit pas à l'efficacité de ces systèmes. On est assez généralement convaincu que toute communauté, de quelque manière qu'on l'organise, est pernicieuse ; que, loin de favoriser la réforme morale, malgré toutes les précautions, elle fait des prisons communes des foyers de vice, des écoles de crime. Aussi la restriction de l'emprisonnement cellulaire n'a été adoptée, la communauté classifiée admise, que comme une nécessité regrettable que l'on s'efforcera de rendre aussi peu nuisible que possible. Comme le nombre des condamnations à très long terme est très restreint chez nous, on espère que le nombre des condamnés qui dépasseront le terme cellulaire sera très réduit et sera encore diminué considérablement par la faculté accordée aux détenus de subir leur peine en cellule.

« On espère combattre pour les autres l'influence délétère de la communauté, par une classification faite d'après la connaissance qu'on a acquise de leur condition morale et intellectuelle, pendant les cinq années de cellule. Mais, quoique l'on ne se fasse pas

des illusions immodérées de ces précautions, on n'a osé encore en venir à étendre le régime à une plus longue durée, avant que l'expérience n'ait prouvé qu'on puisse le faire sans danger. L'introduction du nouveau code ne sera donc probablement qu'une étape dans le mouvement de la réforme pénitentiaire, étape nécessaire pour étudier et développer le système et ses résultats. »

Nous partageons, sans aucune réserve, la manière de voir de notre savant voisin de la Néerlande et nous faisons des vœux pour que la limite de cinq ans fixée à l'application du régime cellulaire, disparaisse de la loi et que celle-ci ne devienne pas l'occasion d'inaugurer, à côté du système cellulaire, un système progressif ou autre qui aurait pour base la vie en commun des ég-damnés.

V

Un nouveau système pénal «sociologique» en Allemagne.

Le professeur von Listz a fondé récemment, en Allemagne, «une union criminelle internationale». Son but principal est de faire rentrer l'exécution des peines dans le domaine du droit pénal et d'adapter le châtimeut à «l'individualité» de chaque condamné. Ce système pénal «sociologique» a peut-être un avenir. Tout dernièrement, en Belgique, une concession importante a été obtenue par l'établissement des peines conditionnelles pour les petits délits. La première condamnation n'est subie que si le condamné se laisse entraîner, dans un certain délai, à commettre un nouveau délit. «L'union criminelle internationale» réclame en outre l'emprisonnement cellulaire dans les prisons de courtes peines, et la réduction de la condamnation lorsque la conduite du détenu est bonne d'une manière continue. Elle demande enfin que la réprimande et l'amende tiennent une place plus considérable dans le droit criminel afin d'arriver à diminuer les peines qui entraînent la privation de la liberté. Dans le grand-duché de Bade, on s'est déjà occupé de préparer la réalisation de ce nouveau système pénal. Des cours de science pénitentiaire ont été organisés pour les étudiants en droit et les fonctionnaires de l'administration des prisons.

Journal de Bruchsal du 24 mars 1889.

VI

Statistique des prisons du royaume de Wurtemberg.

Il résulte du rapport du Ministre de la justice sur l'administration des établissements pénitentiaires que, du 1^{er} avril 1887 au 31 mars 1888, le nombre des détenus a été en moyenne de 2.002 par jour, soit 60 de plus que pendant la période correspondante de 1886-87. Les 2.090 détenus, qui existaient au 31 mars 1888, se divisaient de la manière suivante: 1.813 hommes et 277 femmes. Le rapport constate que le nombre des récidivistes ne cesse de s'accroître d'année en année. Il est de 61,43 p. 100. Le Ministre appelle l'attention sur les dangers de la promiscuité dans les prisons et il insiste sur la nécessité de séparer les détenus, qui n'ont subi qu'une condamnation et qui sont susceptibles de s'amender, de ceux qui sont incorrigibles. Les prisons cellulaires, construites à Rottenbourg et à Louisbourg, doivent, dans un bref délai, donner satisfaction sur ce point. Les dépenses des établissements pénitentiaires ont été au total en 1887-88 de 1.300.629 marcs. Toutefois 785.795 marcs ont été couverts par les propres revenus des établissements pénitentiaires. Chaque détenu a coûté en moyenne à l'État 260 marcs. C'est dans la maison de correction de Stuttgart que le prix a été le plus élevé, il a été de 462 marcs par tête. Dans la prison cellulaire d'Heilbronn, il a été de 337 marcs et de 256 marcs dans la prison d'Halle. C'est dans la maison de correction de Louisbourg et dans les pénitenciers de Hohenasperg que l'entretien des détenus a été le moins coûteux. Il a été pour chaque détenu de 158 marcs par an. Le produit net du travail dans les prisons a été de 337.887 marcs. 1.833 détenus en moyenne ont été occupés à travailler. Chacun a gagné par an 184 marcs.

TURCAS.

VII

La transportation au Chili.

Au moment où cette question des travaux forcés est si discutée chez nous et soumise à tant de réformes successives, au moment où on invoque en leur faveur l'exemple du Chili (1), il nous a

(1) *Bulletin de la société de législation comparée*, mars 1889, p. 337.

paru intéressant de nous renseigner sur les résultats que cette peine des travaux forcés a donnés au Chili où elle a fonctionné près de 70 ans.

M. Maximo del Campo, avocat, député, et M. Ballesteros, conseiller à la Cour suprême, ont bien voulu nous adresser deux très intéressantes notices que nous nous empressons de publier :

I

Santiago, 21 juillet 1889.

Monsieur et très honoré collègue,

Vous désirez connaître les lieux de transportation, le nombre des transportés, l'emploi qui est fait de leur main-d'œuvre et finalement les résultats obtenus.

Je dois commencer par vous dire que s'il est vrai que nous avons eu le système de transportation, il y a longtemps (dix ans au moins) [1] que nous ne l'avons plus.

Les renseignements que je vais vous donner se réfèrent par conséquent à des faits passés.

Sans faire mention de l'époque très reculée dans laquelle nous n'avions pas de prisons, c'est-à-dire de vraies maisons de force, et où l'on envoyait les condamnés à l'île de Juan-Fernandez, l'origine de la transportation pénale date en notre pays de l'année 1864.

A cette époque la maison bâtie à Santiago pour contenir plus de 500 personnes étant encombrée et n'étant plus suffisante, on tâcha de remédier à cet inconvénient en envoyant à la colonie que possède le Chili dans le détroit de Magellan, certaines catégories de délinquants. On y transféra de préférence les militaires. Notre loi étant très rigoureuse et appliquant la peine de mort aux déserteurs en temps de guerre, le Président de la République faisait usage de son droit de grâce pour commuer la peine de mort en transportation à Magellan. A peu près à la même époque nous étions en guerre avec l'Espagne à propos des affaires du Pérou, et bien que les opérations militaires fussent peu actives,

(1) Depuis la promulgation (1875) du Code pénal de 1874 et surtout depuis l'insurrection de 1877 à Magellan. (Voir la note de M. Ballesteros).

nous restâmes pendant plus de quinze ans dans un état de guerre en droit quoique de paix en fait.

La population de la colonie de Magellan était par conséquent composée de ces quatre éléments :

- 1° Les employés;
- 2° Un certain nombre de colons;
- 3° La garnison, comprenant une garde nationale de 300 hommes noirs et une petite force de ligne;
- 4° Des transportés.

Ces derniers s'élevaient : en 1869, à 125; en 1871-1872 à 100; en 1873 à 90; et en 1875 à 84.

L'État se chargeait de leur fournir le logement, la nourriture et le vêtement, et, en échange, les obligeait aux travaux forcés pendant 5 jours de la semaine, leur laissant libre le sixième qu'ils pouvaient employer à leur profit. Les travaux étaient variés et appropriés aux aptitudes des transportés. — Les uns étaient forgerons; les autres charpentiers; les autres coupaient les bois de l'État ou gardaient les troupeaux. — En somme ils étaient l'élément principal pour les travaux publics de la colonie. Ont-ils abouti à un résultat? Ont-ils créé quelque chose?

Les résultats obtenus avec ce système ne furent pas satisfaisants. On avait espéré que les transportés, une fois libérés, resteraient dans la colonie avec leurs familles, mais pas un ne resta. On avait espéré en leur moralisation, et cependant il y eut à la fin de 1877 un grand soulèvement: les transportés et la garnison se révoltèrent et mirent en feu la colonie qui resta pendant quelques jours en proie aux insurgés.

Ces motifs produisirent une réaction et depuis 1878 on cessa d'envoyer de nouveaux relégués.

Voilà, Monsieur, en résumé, l'histoire de la colonisation pénale que nous avons eue à Magellan, et les renseignements que j'ai puisés dans les documents officiels au sujet de la consultation dont vous avez voulu m'honorer.

Je crains que cette notice ne vous soit pas de grande utilité, je vous la donne pour ce qu'elle vaut.

Je vous prie, Monsieur, d'agréer l'assurance de mes meilleurs sentiments.

MAXIMO DEL CAMPO.

II

Dès l'époque où le Chili était une colonie espagnole, il existait en ce pays ce que les lois espagnoles appellent un *presidio* (bagne), c'est-à-dire une espèce de colonie pénale, soumise au régime militaire, et dans laquelle étaient envoyés les délinquants politiques et militaires, quelquefois les délinquants religieux, et plus rarement les coupables de délits de droit commun.

La ville de Valdivia était un bagne de ce genre et il s'y trouvait un fort détachement militaire, chargé de garder les détenus, et aussi de maintenir à distance les tribus sauvages des Indiens de la frontière.

La révolution de l'Indépendance qui dura de 1810 à 1818, et les bouleversements qu'elle amena ne permirent pas de conserver le système implanté par l'Espagne : la relégation cessa et on ne tarda pas à oublier que Valdivia avait été un bagne. Une fois l'indépendance et la paix assurées, on ne pensa plus à la colonie pénale et, grâce à une immigration constante d'Européens, principalement d'Allemands, la province de Valdivia devint le centre d'un puissant mouvement industriel, et, c'est aujourd'hui une des régions les plus belles et les plus avancées de ce pays, quoiqu'il y ait encore des terrains vierges et des bois immenses où l'homme n'a jamais pénétré.

En 1814, les Espagnols avaient un moment reconquis le pays et les hommes qui, en 1810, avaient pris l'initiative du mouvement révolutionnaire se virent obligés d'émigrer dans la République Argentine. Ceux qui restèrent au Chili furent envoyés dans l'île de Juan-Fernandez qui est située à 300 milles de Valparaiso, notre principal port vers le couchant. Il se forma là une autre colonie pénale composée d'hommes distingués, les premiers de la patrie, qui expiaient leur amour de la liberté et de l'indépendance par des privations de toutes sortes et les mauvais traitements que leur infligeait la garnison. Mais quand, en 1817, l'armée chilienne-argentine remporta la victoire de Chacabuco, les patriotes chiliens furent rendus à leurs foyers et la colonie pénale de Juan-Fernandez cessa d'exister de fait.

On ne revint au système de la déportation qu'en 1847, époque

à laquelle la Cour suprême du Chili fut invitée par le Président de la République à envoyer à Magellan les coupables condamnés au bagne. La colonie de Magellan est située au milieu du détroit de ce nom et le Gouvernement se proposait de la peupler autant pour faciliter la navigation de ces parages que pour profiter des richesses naturelles qui y abondent.

Ne pouvant y envoyer des colons, à cause du nombre restreint des habitants de la République (à cette époque il ne montait pas à un million), on commença par y expédier des forçats. La Cour suprême envoya là ceux qui étaient coupables de délits graves : c'est ainsi que fut formée la petite ville de Punta-Arenas capitale de la colonie. Naturellement on maintenait là une forte garnison militaire, mais, par suite de la distance et aussi du contact des soldats avec ceux qu'ils étaient chargés de garder, la discipline se relâcha. Le 21 novembre 1851, éclata une insurrection militaire, commandée par un officier subalterne qui tua le Gouverneur de la colonie, et, se mettant à la tête de soldats et de prisonniers, brûla et saccagea la ville. Dès que la nouvelle de cet événement fut connue, on envoya des troupes et la révolte fut étouffée, les conspirateurs jugés et condamnés à mort et les chefs exécutés. Mais la colonie pénale était discréditée, et il fallut vingt autres années pour que, cet événement étant oublié, on pût songer à lui donner une nouvelle impulsion. Les coupables de délits graves ne furent plus envoyés à Magellan. Le Code pénal, promulgué en 1874 (1), adoucit considérablement la peine de la déportation puisqu'elle ne consista plus que dans la *translation* du condamné à un point habité de la République, avec défense d'en sortir mais en y demeurant libre. Il ne fut plus possible alors d'imposer un mode d'existence aux déportés, ni de mettre aucune entrave à leur liberté dans le lieu où ils étaient envoyés.

Cependant, dans le dessein de ne pas laisser périr la colonie de Magellan, qui déjà coûtait beaucoup de sacrifices et avait rendu des services importants, on eut recours à un autre moyen pour rétablir la colonie pénale. Au Chili, le Président de la République, avec l'assentiment du Conseil d'État, peut commuer toutes les peines imposées par les tribunaux de justice. Usant de ce privilège, on envoya à Magellan les condamnés militaires, spécialement les déserteurs pour qui la peine de mort, dont l'ordon-

(1) *Bulletin de législation comparée.*

nance militaire était alors prodigue, se trouvait commuée en déportation pour 3, 4 et 5 ans, dans ce territoire. Ces condamnés n'étaient pas de grands criminels, et, pouvant profiter du fruit de leur travail, ils se livrèrent à des travaux agricoles et à l'exploration des mines aurifères, très abondantes en cet endroit. La colonie prospéra rapidement et donna la richesse à beaucoup de citoyens qui étaient venus la lui demander.

Subitement et sans que rien eût pu le faire prévoir, en 1877, éclata une nouvelle insurrection militaire, semblable à celle de 1851, quoique moins barbare et moins sanguinaire. Avec des moyens de communication bien meilleurs et plus rapides, le Gouvernement put, en peu de jours, étouffer l'insurrection et les coupables s'enfuirent dans la République Argentine, à travers les immenses pampas de la Patagonie. Les principaux chefs furent pris et châtiés.

Ce nouveau soulèvement donna le coup de la mort à la colonisation pénale. On dut se résoudre définitivement à ne plus envoyer de déportés à Magellan. Ceux qui existaient accomplirent leur peine, les uns en revenant et les autres en restant complètement libres.

On peut donc dire qu'actuellement au Chili, il n'y a pas ce qu'en France on appelle déportation, système qui n'est pas tout-à-fait équivalent à notre *relégation*.

La colonie de Magellan livrée à la libre immigration se trouve actuellement dans d'excellentes conditions. Il y a là une industrie avancée, l'élevage des troupeaux et la culture de la terre y sont florissants, la crainte de nouveaux soulèvements étant complètement écartée.

Personne du reste ne pense plus au rétablissement de la colonisation pénale, après des essais aussi malheureux. Il n'y a jamais eu à Magellan aucun règlement pour le régime des condamnés.

Ils travaillaient sous la surveillance de l'autorité et l'imperfection de nos statistiques et de notre police judiciaire ne nous permet pas d'apprécier les résultats de ce système, jusqu'à un certain point embryonnaire.

Traduction de M^{me} BEAURY-SAUREL.

VIII

La transportation en Hollande.

Nous recevons sur ce sujet la note suivante de notre dévoué collègue M. Delprat, membre de la Commission des prisons à Rotterdam :

« La transportation n'a jamais été appliquée dans notre pays. Dans les siècles précédents on a bien envoyé quelques criminels aux Indes Orientales, la plupart comme soldats, mais ce ne fut qu'exceptionnellement et sans fondement légal. Après l'introduction de notre ancien Code pénal elle exista légalement puisqu'elle ne fut jamais formellement abolie ; mais on ne détermina jamais de lieux pour la transportation. Plusieurs fois la question a été posée et est devenue l'objet de sérieuses délibérations, notamment lors de la constitution de la grande Commission de 1857 ; mais quoique plusieurs de ses commissaires fussent très favorables au système, la très grande majorité s'y opposa, la déclarant impraticable et inefficace. Lire à ce sujet le rapport de la Commission de 1857, publié par l'imprimerie de l'État ; une dissertation de P. A. Van den Welden à Leyde, en 1861 ; et Smidt, tome I, page 149. Le professeur Pols à Utrecht a écrit à ce sujet une lettre à son ami Beltrani-Scalia, qui la fit traduire en italien et l'inséra dans son étude bien connue sur la transportation dans la *Rivista di discipline carcerarie*, IV, page 186, et la fit imprimer séparément à Rome, 1874, pages 92-99. Notre nouveau Code pénal, comme on l'a fort bien dit, en mars dernier, au Bulletin de la Société de législation comparée, page 335, n'en fait nullement mention. »

Il n'est pas sans intérêt d'ajouter que, si la Hollande n'a jamais pratiqué la transportation, du moins elle a connu et fait fonctionner dans ses Indes Orientales les travaux forcés sous la forme de colonisation agricole imposée par elle à tous les indigènes. C'est le célèbre général Van der Bosch, dont notre Bulletin a déjà souvent parlé à propos de la création des colonies libres de travailleurs dans la métropole (*Bulletin*, 1886, p. 938 et 1887, p. 338), qui est l'inventeur de ce système, dit système des cultures. Inauguré en 1830, sous son gouvernement général, ce système imposa aux indigènes les plus lourdes charges et il provoqua souvent des protestations, des refus de travail et des soulèvements, notamment en

1833 et en 1841 ; mais il fut pour la mère patrie une source immense de bénéfices. C'est à ce dernier titre qu'il a mérité d'attirer l'attention de notre éminent collègue M. le professeur Lévillé (1) qui médite d'en proposer l'application à nos colonies de la Guyane et de la Nouvelle Calédonie à l'égard de nos condamnés. Notons cependant dès maintenant que, à partir de 1850, le système dut tenir compte des plaintes violentes auxquelles il avait donné lieu et qu'après 1864 il cessa presque complètement. Il n'en a pas moins rapporté net à la métropole de 1830 à 1852 la somme énorme de 1.283 millions de francs (2).

A. R.

IX

Congrès colonial.

(Soudan, Diego-Suarez, Colonisation pénale.)

Soudan. — La section des établissements de la côte occidentale d'Afrique a discuté le 14 décembre l'organisation de la main-d'œuvre des Européens condamnés à la transportation et à la relégation.

Au sujet du transfert des condamnés au Bambouk et au Fouta-Djallon dont a parlé le rapport de M. Turquet (*Bulletin*, 1888, p. 476) M. Sevin Desplaces fait remarquer que le Fouta-Djallon n'est pas en notre possession, que les colonnes du colonel Borgnis-Desbordes n'y ont jamais pénétré. En 1886, 3 libérés, en 1887, 10 et en 1888, 10 autres libérés ont été expédiés par la Société de patronage des libérés au Soudan, sur le Haut-Fleuve et y ont rendu des services parce qu'ils étaient ouvriers en bois ou en fer : l'un d'eux, Leroux, a monté la machine de la canonnière *le Mage*. Mais de là à conclure que l'on peut y transporter en masse des récidivistes, les y faire travailler, y faire de la culture sérieuse, il y a loin.

Dans le même sens l'amiral Vallon estime que le climat est un obstacle au travail des blancs, car dans un pays où le général Faidherbe perdait dans une campagne 58 p. 100 de son effectif, vou-

(1) *Suprà* p. 918.

(2) *Rapport sur l'exposition internationale d'Amsterdam*, par le comte de Saint-Folz. Paris, 1883, p. 420-428.

loir faire travailler à des défrichements ou à des routes des blancs ce serait les condamner à mort. Et d'ailleurs ils s'évaderaient et contribueraient à fomentier des troubles et peut-être des révoltes chez les indigènes.

M. le colonel Fulcrand objecte que depuis 1851 il a lui-même employé des centaines de condamnés militaires aux travaux publics du Sénégal et s'en est bien trouvé. De même à Laghouat où il y a de midi à minuit des écarts de 50 degrés il a obtenu de bons résultats. Après tout les récidivistes ne seraient pas plus malheureux que nos soldats : on peut se servir d'eux pour les travaux publics et préparer la colonisation libre.

Le docteur Dupouy estime de même que dans le Haut-Sénégal on peut très bien employer les condamnés aux travaux de chemin de fer et autres. Sans doute il en mourra, mais pas plus que de nos soldats. S'il s'en évade, qu'importe ? Ils n'iront pas loin. Et si on voulait les reprendre, ce serait facile au moyen de primes de capture données aux indigènes. Il croit en outre, comme Faidherbe, au métissage et croit que l'avenir de la colonie est là.

M. Grodet fait observer que le Sénégal ne peut recevoir que des relégués individuels, qu'une installation pour des relégués collectifs coûterait 600 ou 700.000 francs, qu'une organisation pénitentiaire ne peut être économique que quand elle s'applique à plusieurs centaines ou milliers de transportés comme à la Guyane.

Le docteur Dupouy réplique qu'on fait beaucoup trop de frais pour les récidivistes. Il suffit de les installer sous la tente ou dans des gourbis comme nos soldats, de leur donner des vivres pour six mois ou un an et de les laisser ensuite se tirer d'affaire. Dans ces conditions ils coûteraient au Sénégal moins cher qu'ailleurs.

Le capitaine Binger estime aussi que le travail est très difficile pour les blancs, que ceux-ci ne devraient en général que servir de conducteurs pour des travaux faits par des captifs affranchis. Mais cependant comme il y a des plateaux (massif de Kita) qui atteignent 600 mètres on pourrait faire travailler nos condamnés aux travaux publics, comme nos soldats l'ont fait tant de fois. Ils ne mourraient pas plus que ceux-ci. Quant à l'agriculture, il est d'accord avec l'amiral Vallon pour dire que c'est une utopie. Le docteur Rochard a proposé de créer des fermes sur le Haut-Fleuve, dans le Boudou. Qu'on abandonne cette initiative aux particuliers, comme les Pères du Saint-Esprit l'ont fait à Bakel avec des esclaves libérés, comme à Thiès où est une ferme modèle, dans le Cayor, etc... De même sur la rive gauche de la Cazamance où M. Cousin

vient d'obtenir une concession pour fonder une colonie agricole. Mais il faut renoncer à l'idée de faire faire de l'agriculture par ces bandits et se borner à leur faire exécuter les premiers travaux de colonisation.

En conséquence la section émet le vœu que les relégués et les transportés soient employés sur le Haut-Fleuve et sur les plateaux à des travaux publics préparatoires de la colonisation.

Des relégués individuels peuvent aussi être transférés au Sénégal et y recevoir un emploi, comme ouvriers de l'administration le long de voies de communication ou autrement dans les conditions déterminées par la loi et les règlements.

Diégo-Suarez. — Dans la séance du 11 décembre M. Le Myre de Villers explique que comme colonisation il n'y a rien à faire. Le pays est absolument aride (1) : pendant 8 mois il n'y a aucune végétation. Il est de plus extrêmement malsain. Les pluies forment au fond de vastes cuvettes de grands réservoirs qui s'évaporent quand les chaleurs arrivent et répandent des fièvres on ne peut plus dangereuses. Mais un établissement militaire s'impose : il faut fortifier la rade et la mettre à l'abri de toute entreprise extérieure, y créer un dépôt de charbon, un bassin de radoub, etc.

M. Rivière demande si en l'absence de colonie pénitentiaire pouvant être utilisée pour la relégation, on pourrait employer des relégués à ces travaux d'utilité publique.

M. Le Myre de Villers répond que Diégo-Suarez est par 12 degrés et que sous cette latitude le travail est tellement impossible au blanc qu'il vaudrait mieux l'exécuter de suite en place de la Roquette (le transport en outre coûte fort cher). Peut-être à la Réunion et dans les autres colonies qui sont par 20 degrés pourrait-on utiliser cette main-d'œuvre. A Diégo-Suarez il serait plus qu'inhumain d'y songer même.

Colonisation pénale (Guyane et Nouvelle-Calédonie). — Le 14 décembre la 3^e section a examiné la question de la colonisation pénale et de l'envoi de transportés de race blanche ou de race jaune ou noire en Guyane. En présence de l'insalubrité du climat elle a adopté le vœu que l'on dirige sur la Guyane principalement des condamnés de race jaune ou noire.

Les 17, 19 et 21 décembre la 7^e section s'est occupée de la trans-

(1) *Bulletin*, 1889, p. 261 et 262, et note.

portation en Nouvelle-Calédonie et des mesures à prendre pour améliorer l'état actuel de la colonisation et de la répression. Elle s'est occupée en particulier de l'emploi de la main-d'œuvre pénitentiaire et des contrats de location (1), du régime disciplinaire, de la situation à faire aux libérés qui actuellement sont le fléau de la colonie, des travaux publics à effectuer et de l'application à ces travaux de la presque totalité des transportés. Après une discussion à laquelle ont pris part plusieurs colons de la Nouvelle-Calédonie, plusieurs voyageurs ou officiers de marine et nos collègues MM. le conseiller Petit, le professeur Lèveillé, Georges Dubois et Rivière, quatre vœux proposés par M. Petit ont été adoptés. Ces vœux seront discutés à l'une des assemblées générales du Congrès colonial qui se tiendront, 27, rue Saint-Guil-laume, le soir, à 8 heures et demie, à partir du 17 février. Nous reviendrons à ce moment avec plus de détail sur toute cette intéressante discussion.

A. R.

X

Informations diverses.

La peine de mort. — La détention préventive. — Les prisons de la Seine. — L'Union française pour le sauvetage de l'enfance. — L'influenza dans les prisons cellulaires. — Sibérie. — Cours de science pénitentiaire. — Revues étrangères.

— PEINE DE MORT (2). — La Chambre vient de nommer la commission chargée de l'examen de la proposition de loi, votée par le Sénat, relative à la suppression de la publicité des exécutions capitales.

Cette commission s'est réunie pour la première fois le 18 décembre. Elle a élu M. Tony Révillon président et M. Engerand secrétaire.

La commission, par 7 voix contre 4, s'est prononcée contre la proposition Bardoux. Elle a nommé M. Granet rapporteur.

(1) *Suprà*, p. 875 et 890.

(2) *Bulletin* 1887, p. 864.

— DÉTENTION PRÉVENTIVE (1). — Le 3 décembre, le Sénat a adopté en première lecture et sans débat, la proposition de loi tendant à imputer la détention préventive sur la durée des peines prononcées. Il a décidé qu'il passerait à une deuxième délibération.

— LES PRISONS DE LA SEINE. — A presque toutes ses sessions, le conseil général de la Seine est saisi par M. Vaillant de la question des prisons.

C'est ainsi que le 2 décembre le conseiller du Père-Lachaise réclame à nouveau la démolition des prisons de Sainte-Pélagie et de la Petite-Roquette, la désaffectation de Saint-Lazare et de la Grande-Roquette, la transformation du Dépôt en prison cellulaire, enfin l'amélioration des conditions hygiéniques dans lesquelles se trouvent les prisonniers.

M. Allaire objecte, non sans raison, que, s'il est utile de modifier dans une certaine mesure les conditions d'existence des prisonniers, il faut, tout au moins, faire le nécessaire pour la population laborieuse et honnête du département.

Le secrétaire général de la préfecture de police, M. Lépine, tout en reconnaissant le bien fondé de certaines observations, dit que, dans cette affaire, le conseil général doit agir avec prudence pour ne pas entreprendre des travaux qui peuvent, dans quelques années, devenir d'une utilité relative. Il rappelle la diminution sensible du nombre des prisonniers dans Paris, et il explique ce fait par la création de l'asile de Nanterre, par la désaffectation progressive de Saint-Lazare, par l'application de la loi sur la libération conditionnelle, enfin par la généreuse initiative du conseil général qui a créé de nombreux asiles pour les malheureux.

M. Lépine s'étend ensuite sur des questions techniques et après avoir parlé de la démolition des prisons et de leur reconstruction hors mur, il constate que sur bien des points M. Vaillant a raison, mais il fait des réserves pour les prisons de la Santé et Mazas dont les conditions hygiéniques ne laissent rien à désirer.

Toutefois, et il y a contradiction dans les explications fournies au conseil, la prison de la Santé, qui a été construite pour 1.000 détenus, en renferme 1.250 et en a contenu jusqu'à 1.500.

Si méthodiquement que les réformes doivent être faites, le de-

(1) *Bulletin* 1889, p. 257.

voir de l'administration n'est-il pas de trouver des solutions pratiques quand on se trouve en présence de tels résultats?

M. Hervieux vient protester ensuite contre le maintien de Saint-Lazare ; M. Benon parle contre Mazas, dont la démolition s'impose absolument. Le conseil se décide, cette fois, à activer l'affaire. Il renvoie à la commission des prisons les propositions de M. Vaillant, mais il décide, sur la demande de M. Hervieux, que la commission devra déposer son rapport au cours de la session.

— SAUVETAGE DE L'ENFANCE (1). — Le 25 novembre, au soir, s'est réuni, au ministère de l'intérieur, sous la présidence de M. Jules Simon, le comité de l'Union française pour le sauvetage de l'enfance. Le comité a entendu un rapport de Mme Darbez, qui place isolément chez des cultivateurs de la Vienne des enfants reconnus en danger moral à Paris ; un rapport de Mme Forgeot, qui dirige à Bellefontaine (Haut-Marne) une école d'apprentissage agricole à effectifs restreints, et un rapport de M. Bouché, avocat à la cour de Paris, qui s'efforce de placer en Algérie un grand nombre d'enfants moralement abandonnés. Le secrétaire général a exposé l'état actuel de la société : en un an, l'Union française a veillé au sauvetage de 751 enfants maltraités ou en danger moral ; elle en a pris 145 directement à sa charge. Pour assurer le développement de l'œuvre en 1890, Mme Jules Simon a consenti à organiser une vente de charité. Le secrétariat de l'Union française est, 1, rue de Lille.

— L'INFLUENZA DANS LES PRISONS CELLULAIRES. — On nous signale un fait singulier ; l'infirmerie de Mazas est presque vide. A sa dernière visite le Dr DE BEAUVAIS a trouvé l'état sanitaire, *en ce qui concerne du moins les prisonniers*, on ne peut plus satisfaisant. Dans la dernière quinzaine de décembre, la grippe a sévi sur le personnel des employés. Environ quinze sur soixante ont été plus ou moins gravement atteints, quoique aucun décès n'ait eu lieu. Mais sur près de neuf cents personnes dont se compose la population incarcérée, vingt-six seulement ont été prises d'indispositions, la plupart très légèrement. L'isolement du système cellulaire semble donc s'opposer à l'invasion de l'épidémie. Déjà au dernier choléra, on avait constaté cette immunité à Mazas. (*Soleil* du 9 janvier 1890.)

(1) *Bulletin* 1889, p. 757 et 894.

— SIBÉRIE (1). — On écrit au *Temps*: Le 26 novembre au soir a été tenu à Philadelphie un grand meeting ayant pour objet de protester contre le traitement qu'ont à subir, de la part des autorités, les Russes exilés en Sibérie, à la suite du livre publié à ce sujet par un Américain, M. Kennan. Le meeting a décidé d'adresser à ce sujet au gouvernement russe une pétition par l'entremise du congrès pénitentiaire qui doit se réunir prochainement à Saint-Pétersbourg.

— COURS DE SCIENCE PÉNITENTIAIRE. — M. Henri Joly a ouvert son cours de science criminelle et pénitentiaire, près la Faculté de droit, le 4 décembre, à une heure de l'après-midi. Il le continue les mercredis (3^e amphithéâtre) à la même heure.

Il traite cette année de la *Récidive et des Récidivistes*.

— RIVISTA PENALE. — Novembre 1888. — I. Sur l'incrimination des fraudes contractuelles (*suite*), par M. L. MASUCCI. — II. Soustraction entre parents. — *Si le privilège de l'art. 633 du Code pénal s'étend aux soustractions commises entre personnes qui n'ont contracté qu'un mariage religieux*, par M. B. SCISCIO. — III. Jurisprudence contemporaine : jugements italiens; deux jugements étrangers. — IV. Les discours d'ouverture de l'année judiciaire 1888, prononcés par les représentants du ministère public près les cours et tribunaux italiens: *Revue critique et statistique comparée* (*suite et fin*). — V. Variétés: Une page de la législation criminelle toscane en 1786 et le projet de code pénal italien par M. A. LECCI. — VI. Chronique: Le nouveau code pénal italien. — VII. Éphémérides (octobre): *Littérature*, — *Gouvernement et Parlement*. — *Cours et Tribunaux*. — VIII. Recueil de maximes. — IX. Collection législative — *Conventions internationales*: 1. Cables télégraphiques sous-marins. — Convention entre l'Italie et vingt-cinq autres états, pour la protection des cables télégraphiques sous-marins, conclue à Paris le 14 mars 1883 (*suite et fin*). — 2. Droits d'auteur. — Convention pour la création d'une union internationale, pour la protection des œuvres littéraires et artistiques entre l'Italie et neuf autres états, conclue à Berne le 9 septembre 1886. — X. Bulletin bibliographique.

— RIVISTA PENALE. — Décembre 1888. — I. Sur la question

(1) *Bulletin*, 1886, p. 361.

d'incrimination des fraudes contractuelles (*suite et fin*), par M. L. MASUCCI. — II. Variétés: Quelques observations sur le procès oral et sur le jury en Autriche par M. E. TLESCHI. — III. Table générale de la 14^e année de la *Rivista penale*. — IV. Table des matières contenues dans le vol. XXVIII. — V. Bulletin bibliographique.

— RIVISTA PENALE. — Janvier 1889. — I. Efficacité de la réparation du dommage privé dans la répression des délits contre la propriété (art 411 du nouveau code pénal italien), par M. E. BRUSA. — II. Les circonstances atténuantes en cas de contravention à des lois spéciales, par M. V. OLIVIERI. — III. Jurisprudence contemporaine. — Jugements italiens. — IV. Variétés: Statistique des prisons judiciaires en Hongrie, par M. F. NEIL. — V. — Chronique: Pascal. — Stanislas Mancini. — Le nouveau code pénal. — La commission de la statistique judiciaire. — Hommages, à Jules Glaser. — VI. Éphémérides (novembre 1888): *Littérature. — Gouvernement et Parlement. — Cours et Tribunaux.* — VII. Recueil de maximes. — VIII. Collection législative: — Législation spéciale étrangère: France, *Récidive*, loi du 27 mai 1885, *sur la déportation des récidivistes (suite)*. — IX. Bulletin bibliographique.

— RIVISTA DI DISCIPLINE CARCERARIE. Fasc. 10. — Police empirique et police scientifique; le *Truchiantropomètre* de M. Anfosso appliqué à une centaine de criminels; Note de M. Rossi. — Compte rendu du 6^e congrès de phrénatrie tenu à Novare du 6 au 14 septembre 1889. — *Actes parlementaires: France.* Rapport sur le budget des dépenses du Ministère de l'intérieur, services pénitentiaires pour 1889. — Bulletin de la commission pénitentiaire internationale. — Congrès pénitentiaire international de Saint-Petersbourg, séance de la commission pénitentiaire à Genève. — Délégués officiels et rapporteurs des questions du programme. — Circulaires. — *Bibliographie:* Bibliothèque du prisonnier 1^{er} volume, lecture, écriture et calcul par M. DE SANCTIS. — L'abolition de la peine de mort, dissertation de M. FALZONI. — La tuberculose dans la prison centrale de Lisbonne par MM. les D^{rs} LUCIO et SILVA. — Études pénitentiaires et criminelles par M. d'AZEVEDO CASTELLO BRANCO député aux Cortès, Lisbonne. — L'importance sociale de l'asile Duran par M. ARMENGOL Y CORNET. — Sommaire de l'ouvrage « *La critique pénale* » de M. ÉM. CARNEVALE. — Variétés.

— DER GERICHTSSAAL. (*La salle d'audience*). — Vol. XLI.

— 4^e livraison. — François de Holtzendorff. — De la tentative et de l'absence des conditions qui constituent un acte criminel, par KROSCHEL. — Le droit pénal musulman, par le D^r KOHLER. — Mélanges de droit criminel. — Chronique du droit pénal. — Bulletin bibliographique.

— 5^e et 6^e livraisons. — De la tromperie au jeu, par PFIZER. — Observations d'un praticien sur l'appel en matière criminelle, par LODEMANN. — Des preuves admises par le code pénal, par BOERNE. — Mélanges de droit criminel. — Chronique du droit pénal. — Bulletin bibliographique.

ZEITSCHRIFT FÜR DIE GESAMMTE STRAFRECHTSWISSENSCHAFT (*Revue générale de la science du droit pénal*). — Sommaire du numéro 3, vol. IX. — Sur la question des bases juridiques de la prescription en matière criminelle, d'après le droit actuel, par le professeur D^r VON RISCHE, à Würzburg. — Quelques observations sur les principes de la loi pénale, par le professeur ZUCKER, à Prague. — Les travaux du congrès pénitentiaire international à Rome en 1885, par M. le D^r Paul KOHN, assesseur de tribunal (2^e article). — *Revue étrangère*: Pologne, III (rapport du professeur D^r ROSENBLATT à Cracovie); Autriche, VII (rapport du professeur ULMANN). — Chronique internationale. — Une union internationale de droit pénal. — Notices bibliographiques.

— REVUE DE LA SCIENCE PÉNITENTIAIRE. — *Blätter für Gefangnisskunde*, organe de l'union des fonctionnaires des prisons en Allemagne. — 24^e volume 1889. — L'union internationale de droit pénal par M. le D^r VON JAGEMANN. — Résumé du développement et de l'état actuel du système pénitentiaire à Bade, par le même. — Questions discutées dans le congrès de 1889 : De l'assistance donnée aux parents d'un détenu ; le dimanche dans les prisons ; de l'emprisonnement des jeunes délinquants ; différence des maisons correctionnelles et des maisons de détention. — M. De Holtzendorff article nécrologique de M. JAGEMANN. — Établissement d'asiles ouverts aux détenus libérés et indications les concernant, par M. le D^r PONFICK. — Étude sur la mortalité et comparaison des poids des détenus dans la prison de Ludwigsbourg, par M. le directeur SICHART. — Souvenirs concernant Mitternauer et Wessenberg,

par M. Arthur KLEINSCHMIDT. — Règlement d'une prison japonaise au siècle dernier, par M. le professeur VON KIRCHENHEIM. — Questions discutées dans le congrès de 1889 (suite). Réflexions pratiques pour la direction supérieure des prisons centrales et l'administration des prisons inférieures; système de détention pour les jeunes délinquants; projet d'une formule générale concernant les renseignements à fournir sur les détenus.



SÉANCE

DE LA

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS

DU 15 JANVIER 1890

Présidence de M. le conseiller PETIT, Président.

Sommaire. — Discours de M. le Président. — Nomination de M. RIBOT comme président honoraire. — Admission de membres nouveaux. — Confirmation dans leurs fonctions des anciens membres du secrétariat et nomination d'un secrétaire. — Nomination du trésorier. — Modifications apportées à l'organisation des sections et des commissions. — Suite de la discussion sur les dangers des courtes peines surtout pour les mineurs de 16 ans. MM. Clairin, Voisin, Flandin, G. Dubois.

La séance est ouverte à 4 heures 20.

M. GRIPON, *secrétaire*, donne la lecture du procès-verbal qui est adopté.

M. LE PRÉSIDENT :

Madame, Messieurs,

Si la Société générale des prisons a, dès sa création, rencontré la faveur de l'opinion publique et si elle peut maintenant concourir d'une manière utile à la réalisation des réformes réclamées par notre système pénitentiaire, elle le doit surtout aux hommes éminents qui, en acceptant de présider ses travaux, lui ont accordé jusqu'ici le plus nécessaire et le plus puissant des patronages. Prononcer les noms de MM. Dufaure, Mercier, Bétolaud, Béranger, Ribot, c'est prononcer des noms glorieusement connus au Parlement ou au Palais et qui, particulièrement ici, sont sûrs de trouver une reconnaissante et unanime sympathie. (*Applaudissements répétés.*)

Aujourd'hui que les obstacles qui existaient au début ont disparu, que la voie à suivre est largement ouverte, vous avez cru pouvoir faire monter au fauteuil de la présidence un collègue dont

le seul titre à vos trop indulgents suffrages était un profond dévouement à l'œuvre commune. Il ne peut que vous exprimer de nouveau sa vive gratitude pour le grand honneur que vous lui avez fait.

La nécessité des réformes à introduire dans notre système pénitentiaire a été bien des fois constatée dans nos réunions. Elle s'impose avec un caractère d'urgence incontestable en présence des progrès incessants de la criminalité. Le compte rendu de l'administration de la justice pendant l'année 1887 contient des renseignements qui méritent à un haut degré de fixer l'attention des pouvoirs publics. Si le nombre des accusations soumises au jury est légèrement inférieur à celui des 16 années antérieures, la nature de ces accusations révèle une perversité plus profonde et un péril social plus grave. Les attentats à la vie ont sensiblement augmenté ; les meurtres poursuivis se sont élevés à 186, les assassinats à 234, les parricides à 23, et il a été prononcé 28 condamnations à mort et 115 aux travaux forcés à perpétuité.

Les préventions déferées aux tribunaux correctionnels ont continué à suivre leur mouvement ascensionnel. Dans la période de 1871 à 1875, elles avaient été, en moyenne annuelle, de 155.545 ; en 1887 elles ont monté à 191.108, avec cette particularité que, malgré l'application de la loi sur la relégation, qui a débarrassé la France d'un assez grand nombre de malfaiteurs incorrigibles, les délits de vol, d'escroquerie, d'abus de confiance et même ceux de vagabondage et de mendicité n'ont pas diminué ainsi qu'on s'y attendait. Ce qui, dans la dernière statistique, doit achever d'inspirer de vives inquiétudes, — c'est, d'une part, la proportion des récidives qui, pour les prévenus, comme pour les accusés reconnus coupables, a été de 54 p. 100 ; — c'est, d'autre part, l'extrême jeunesse d'un grand nombre d'accusés ; en effet, 40 d'entre eux avaient moins de 16 ans ; 649, de 16 à 21 ans ; et, parmi ces 649, 2 ont été condamnés à mort et 11 aux travaux forcés à perpétuité. Le rapport de la commission chargée, en 1888, des classements des récidivistes pour la relégation contient une constatation que je crois devoir aussi vous faire connaître. « Ce qui offre le plus de gravité, écrit M. le conseiller d'État Dislère, c'est le nombre considérable croissant rapidement (non seulement proportionnellement, ce qui était prévu, mais encore d'une manière absolue), des jeunes gens relégables. L'an dernier, dans une période de 13 mois, on en comptait 54 ; cette fois, en 12 mois, le nombre s'élève à 89. — « Il y a là, ajoute-t-il, l'indication d'un

état moral dont la gravité a été déjà signalée dans les statistiques judiciaires. »

Vous penserez peut-être avec moi qu'à un mal aussi intense il convient d'opposer de suite tous les remèdes dont on dispose, sauf à en créer d'autres s'ils sont insuffisants. Le premier de ces remèdes doit être l'application stricte des lois déjà édictées.

Si la peine des travaux forcés à perpétuité et celle des travaux forcés à temps restent inefficaces, si les malfaiteurs les souhaitent au lieu de les redouter, cela tient, à mon avis, à ce qu'elles ne sont pas exécutées dans les conditions prescrites, à ce que l'administration s'est arrogé le droit d'en changer la nature, au point d'en rendre l'effet illusoire.

La loi du 30 mai 1854, comme l'avait déjà fait l'article 15 du Code pénal impose les travaux forcés les plus pénibles de la colonisation ou d'utilité publique, c'est-à-dire des travaux auxquels il n'est pas permis de se soustraire, qui par leur caractère même constituent en grande partie la gravité du châtement et qui par une juste compensation, assurent le produit de la main-d'œuvre des condamnés à l'État chargé de subvenir à leur entretien et à la colonie obligée de supporter leur présence. Or, d'après des révélations dont on ne saurait récuser l'exactitude, les forçats peuvent, sous le meilleur des climats, se livrer impunément aux douceurs du *far niente*, et leur nourriture est aussi bonne que celle de nos soldats. S'ils travaillent ce n'est pas dans les dures conditions qui ont été prévues et au profit de la colonisation, ou au profit de l'État ; c'est le plus souvent dans l'intérêt privé de certains industriels ou de certaines compagnies auxquels ils sont livrés par centaines, comme des marchandises, et cela pour un nombre convenu d'années. Comment s'étonner dès lors si, depuis 1867, date à laquelle les premiers convois de forçats ont été dirigés sur la Nouvelle-Calédonie, jusqu'au moment où je parle, malgré les ressources de la main-d'œuvre pénale dont on a disposé, on n'a pas encore mené à fin les travaux qui auraient dû, en atténuant les charges du budget, développer la prospérité de notre colonie ? Comment s'étonner encore que des hommes qu'on n'a pas domptés par une discipline de fer, qu'on n'a pas moralisés et instruits par le travail, commettent de nouveaux méfaits, que, loin de les rechercher avidement, ils dédaignent les concessions de terrains destinées à être la récompense du repentir, de la bonne conduite et des efforts prolongés pour revenir au bien ? Comment s'étonner enfin qu'à l'expiration de leur peine les

libérés habitués à l'oisiveté et à tous les vices qu'elle engendre, préfèrent demander aux délits et aux crimes les moyens d'existence que des travaux largement rétribués leur offrent pourtant de toutes parts ?

A mes yeux, la cause principale de l'insuccès de l'expérience faite à la Nouvelle-Calédonie est la violation manifeste des prescriptions formelles de la loi. Lors de la discussion de l'article 15 du Code pénal qui porte que les condamnés aux travaux forcés seront employés aux travaux les plus pénibles, sans spécifier toutefois ces travaux comme l'avait fait l'article 6 du Code pénal de 1791, on avait indiqué les motifs pour lesquels il était nécessaire de préciser les caractères distinctifs de chaque peine. « Les peines, avait dit Cambacérès, sont du domaine de la loi et ne dépendent jamais de l'administration. » Pensée éminemment juste et que devraient toujours avoir présente à l'esprit ceux qui ont la mission d'assurer le respect de la loi dans l'exécution des décisions judiciaires ! Je persiste à croire, pour ce qui me concerne, que la peine des travaux forcés reprendrait dans l'échelle pénale, la place que le législateur a entendu lui assigner et qu'elle redeviendrait pour les malfaiteurs un salutaire sujet d'effroi si elle était appliquée comme elle n'aurait dû jamais cesser de l'être, si, plus rigoureuse que celle de la réclusion, tant par la nature du travail imposé que par le régime disciplinaire et alimentaire, elle empruntait une aggravation à l'éloignement de la mère-patrie pendant un grand nombre d'années, sinon même pour toujours. Mais ce n'est pas en poursuivant, au milieu de tâtonnements continuels, d'essais entrepris à grands frais et abandonnés ensuite dans un jour de découragement, une œuvre aussi considérable et aussi difficile que celle dont il s'agit, qu'on parviendra à obtenir de la transportation des résultats semblables à ceux que l'administration pénitentiaire a obtenus, notamment dans la maison centrale de Melun et dans les pénitenciers agricoles de Corse et d'Algérie. Il faut, pour cela, un directeur dont le dévouement égale la capacité, qui ait sous ses ordres, à tous les degrés de la hiérarchie, des agents choisis avec soin, au courant des multiples devoirs du service et sachant faire respecter leur autorité. Au cas où l'administration des colonies déclinerait une mission rendue pour elle plus difficile par l'application de la loi sur la relégation, le directeur de l'administration pénitentiaire, avec les ressources que lui offrirait un personnel éprouvé, mènerait à bien une entreprise dont l'insuccès n'a été dû qu'à la faute ou à l'insuf-

finance des hommes. Et afin d'empêcher le retour des erreurs et des abus, il suffirait de mettre l'ensemble des services pénitentiaires, dans nos possessions coloniales comme en France et en Algérie, entre les mains du Ministre de la justice qui a précisé dans ses attributions l'exécution des peines. (*Nombreuses marques d'approbation.*)

Je serais injuste si, après les critiques que je viens d'avoir le regret de formuler, je ne louais les améliorations que M. le Sous-Secrétaire des colonies a récemment introduites. L'une des mesures prises par lui me paraît surtout destinée à produire d'heureux effets; c'est celle qui réserve le séjour de la Nouvelle-Calédonie aux condamnés primaires et qui assigne à la Guyane tous les condamnés récidivistes.

La crainte seule d'un climat signalé pour son insalubrité suffira pour empêcher bien des crimes : les malfaiteurs mettront plus de soin à éviter d'être transportés à la Guyane qu'ils n'en ont mis souvent à se faire envoyer en Nouvelle-Calédonie.

S'il est urgent d'assurer l'exécution de la loi du 31 mai 1854, il est plus urgent peut-être encore d'assurer celle de la loi du 5 juin 1875. Les préventions qui pouvaient subsister contre l'application de l'emprisonnement individuel doivent tomber devant les résultats de l'expérience faite dans des pays voisins et devant l'approbation donnée par l'Académie de médecine aux conclusions du rapport de la commission chargée de l'examen du mémoire d'un homme d'une rare valeur et d'une haute compétence, M. le Dr Auguste Voisin. On peut désormais considérer comme un point acquis que le régime de la cellule, dans les conditions où nous voulons tous qu'il soit établi, surtout avec la durée limitée de temps pendant laquelle il est obligatoire, est un régime qui, sans aggraver la situation sanitaire toujours fâcheuse des détenus, assure à la peine ses effets essentiels de répression, d'intimidation et d'amendement. (*Applaudissements.*)

En songeant que, pendant l'année 1887, plus de 130.000 individus ont passé par la prison et qu'au lieu d'y trouver un lieu de repentir et d'amendement, ils y ont trouvé une école de démoralisation et de perversité, on ne peut s'empêcher de déplorer les retards que subit l'exécution de la loi du 5 juin 1875. Voilà plus de 13 ans que cette loi a été promulguée et, sur 380 prisons, 20 seulement ont été jusqu'ici transformées pour le régime cellulaire. Il est vrai qu'un grave obstacle est né de ce que les départements, par impuissance réelle, ou pour tout autre motif, ont refusé de

voter la part de dépenses que la reconstruction ou la restauration des prisons aurait mise à leur charge. Mais avec plus d'insistance n'aurait-on pas triomphé de plus d'un de ces refus? D'ailleurs, pour accomplir une œuvre qui est une œuvre de salut social, l'État ne doit-il pas, si cela est nécessaire, augmenter le chiffre de ses sacrifices? En 1853, au moment où une circulaire ministérielle néfaste a arrêté l'utile réforme qui s'opérait, 54 prisons avaient été déjà construites pour le système cellulaire. — Comment se fait-il qu'au moyen de modifications qui ne seraient pas sans doute bien coûteuses et qui devraient incomber à l'État, seul responsable des suites des changements imposés, elles n'aient pas été déjà ramenées à leurs dispositions primitives? D'un autre côté, n'y a-t-il pas, près des petits tribunaux principalement, un assez grand nombre de maisons d'arrêt où le mouvement des détenus est presque insignifiant et où, à peu de frais, souvent avec de simples cloisons, on obtiendrait la séparation des détenus? L'emploi de la main-d'œuvre pénale et, pendant 10 ou 15 ans, une subvention annuelle de 2 millions à répartir entre les départements, d'après leurs ressources et leurs sacrifices, permettraient de terminer sans doute une transformation indispensable. — M. Béranger a dernièrement soumis au Sénat une proposition qui aplanirait les difficultés. Nous faisons tous des vœux pour que, quand elle reviendra en discussion publique, sa parole éloquente soit écoutée avec la même faveur que le jour où il a fait voter par la haute assemblée la loi du 14 août 1845 sur la libération conditionnelle, la réhabilitation et le patronage. (*Applaudissements.*)

Ce n'est que lorsque la loi du 5 juin 1875 sera partout appliquée et que, pour en favoriser les effets, on aura ouvert la cellule aux personnes qui se dévouent aux œuvres de relèvement et de patronage, qu'on opposera enfin une digue efficace au flot toujours montant de la criminalité. L'accès des prisons doit être facilité surtout aux ministres des divers cultes qui sont les consolateurs, les guides et les amis préférés des détenus. Un jurisconsulte célèbre, d'un libéralisme bien connu, M. Faustin Hélie, a écrit les lignes suivantes bien dignes d'être méditées en dehors de tout esprit de secte : « Peut-être les partisans du système pénitentiaire se sont, a-t-il dit, trop exclusivement préoccupés de la partie matérielle de cette institution : l'instruction morale et religieuse en doit être la base nécessaire. L'influence de la religion est le plus puissant auxiliaire de la réforme des détenus. Elle seule peut achever ce que la société com-

menace et prépare : elle seule, en mettant son socle à cette réforme, peut la rendre efficace et durable. (1) » (*Marques d'approbation.*)

Quand il s'agit de la régénération des condamnés dans la prison et de leur reclassement, après libération, dans la société, on ne doit rien négliger de ce qui peut être tenté dans ce double objet. — Mais il est des moyens dont l'efficacité est subordonnée à l'existence de certaines conditions préalables. C'est ainsi que la libération conditionnelle et le patronage des libérés ne produiront tous leurs bienfaisants effets que lorsque, dans tous les lieux d'exécution des peines, la contagion du mal aura été empêchée et que l'amendement des condamnés n'y rencontrera plus les obstacles qui l'entravent aujourd'hui. Née à peine d'hier, la libération conditionnelle, qui est destinée à être substituée de plus en plus à la grâce devenue trop souvent une pure mesure de faveur, a montré déjà tout ce qu'il est permis d'en espérer. Voici, en effet, ce que constate une note officielle du Ministère de l'intérieur : « Sur l'ensemble des libérés conditionnels (s'élevant à 1.361 le 15 juin 1888) quelques-uns à peine ont donné lieu à l'intervention de l'autorité à raison de plaintes ou de faits relevés contre eux. La révocation de la libération n'a dû être prononcée que contre un seul. Aussi les populations ont-elles pu et peuvent-elles voir sans inquiétude les détenus jugés méritants s'établir au milieu d'elles avant l'époque de leur libération définitive. »

On a beaucoup fait assurément depuis 1875 pour prévenir et combattre la récidive : mais il reste beaucoup plus à faire encore. La Société générale des prisons par ses travaux, ses publications, le concours dévoué de ses membres a largement contribué aux progrès déjà accomplis ; elle travaillera avec la même ardeur à préparer pour l'avenir les réformes reconnues nécessaires ou utiles. L'esprit qui l'anime anime aussi l'administration pénitentiaire et je ne saurais louer trop hautement les améliorations considérables qu'au prix de persévérants efforts et avec une intelligence parfaite des véritables besoins, M. Herbette est parvenu à réaliser depuis qu'il est placé à la tête de cette grande administration. (*Vifs applaudissements.*)

Les sociétés de patronage sont appelées à jouer un rôle de plus en plus important et l'on ne peut que souhaiter d'en voir se multiplier le nombre. Celles qui existent, en province comme à Paris, ont droit à la reconnaissance publique. Qu'elles s'occupent d'adultes

(1) *Théorie du Code pénal*, t. I, p. 144 (système pénitentiaire).

ou d'enfants, d'hommes ou de femmes, de catholiques, de protestants ou d'israélites, elles se proposent toutes le même but et elles ne connaissent d'autre sentiment que la noble et généreuse émulation du bien. Pour être juste il faudrait les citer toutes, et si je n'en signale que quelques-unes c'est que leurs noms s'offrent les premiers à mon esprit. Aucun de vous ne s'étonnera si je mentionne la Société générale pour la patronage des libérés, fondée en 1870, dont M. Béranger est le président, la Société de patronage des libérées de Saint-Lazare, l'Œuvre protestante des prisons de femmes, les Sociétés pour le patronage des libérés de Rouen et de Bordeaux et l'Œuvre de Saint-Léonard qui, le jour de nos désastres, a vu courir sous les drapeaux, à la suite de M. l'abbé Villion, son vénérable fondateur, des hommes qui ont fait vaillamment leur devoir et qui ont mérité, plusieurs, la médaille militaire, un même, l'étoile des braves. — Parmi les sociétés qui se consacrent aux mineurs, il en est deux que l'attention publique suit avec un vif intérêt, la Société de patronage des jeunes détenus, dont M. Bournat est l'infatigable secrétaire général, et la Société de protection des engagés volontaires élevés dans les maisons d'éducation correctionnelle qui, sous la puissante et patriotique impulsion de M. Félix Voisin, a déjà donné à l'armée près de 300 sous-officiers et plusieurs officiers.

A côté de ces institutions je dois réserver une place à part à l'Union française pour le sauvetage de l'enfance fondée par Mesdames de Barrau et Kergomard et présidée par M. Jules Simon. Vous connaissez le programme de l'Union française : il consiste à rechercher, à signaler à qui de droit, ou à recueillir les enfants maltraités, ou en danger moral. Vous savez aussi comment ce programme est rempli et vous avez rendu hommage au dévouement admirable que déploie en particulier M. Rollet, le secrétaire de l'œuvre.

Préserver l'enfance, la protéger contre la violence des parents, ou contre les conséquences des mauvais conseils et des mauvais exemples, quelle tâche plus belle ! Avec quelle satisfaction vous avez accueilli la mesure qui, à Paris, a déferé toutes les affaires concernant les mineurs de 16 ans à la même chambre correctionnelle ! Avec quel élan vous avez applaudi à l'initiative prise par M. Flandin, le président de cette chambre et ses collègues, initiative qui, rompant avec d'anciens préjugés trop facilement admis encore en province, se préoccupe du véritable intérêt des jeunes prévenus et veille avec une sollicitude vraiment paternelle à ce

que des existences à peine commencées ne soient pas compromises ou même à jamais perdues par des condamnations que remplace avantageusement, après acquittement pour défaut de discernement, le renvoi jusqu'à l'âge de 20 ans dans des maisons d'éducation correctionnelle !

M. le pasteur Robin vous a entretenus, dans vos réunions, du moyen auquel on devait recourir pour fournir des ressources aux individus momentanément sans ouvrage que la misère peut entraîner au crime. Ce moyen est *l'assistance par le travail*, assistance que pratique avec succès, à Paris, une œuvre qui porte ce titre et qu'il a pu expérimenter lui-même dans les conditions les plus économiques et les plus satisfaisantes à l'asile temporaire de la rue Clavel.

Il me reste un pieux devoir à remplir.

Pendant l'année qui vient de s'écouler, la Société générale des prisons a perdu plusieurs de ses membres.

M. de Holtzendorff, tour à tour professeur de droit à l'université de Berlin et à celle de Munich, était l'un des membres étrangers les plus anciens et les plus éminents de notre société. Profondément versé dans la connaissance de toutes les questions de droit pénal, il a publié sur cette matière et sur le système pénitentiaire des travaux importants auxquels il a dû, en Allemagne et hors de son pays, une grande notoriété. Son rôle dans les Congrès pénitentiaires internationaux a été considérable. Vice-président de la Commission pénitentiaire internationale pendant de longues années, il était appelé à présider le prochain Congrès de Saint-Petersbourg. M. de Holtzendorff nous a prêté, dans plus d'une circonstance, un concours précieux. Notre bulletin contient diverses communications émanées de sa plume et plusieurs fois l'autorité de son opinion a été invoquée dans nos discussions.

M. Milenko Jougowitch, secrétaire du Ministère de la justice de Serbie, était un de nos correspondants dévoués ; nous le trouvions toujours prêt à nous fournir une utile collaboration. Partisan convaincu de vos idées, il s'était efforcé de les faire prévaloir dans son pays. Son nom et ses travaux ont été cités ou analysés dans nos séances et dans notre Bulletin. Il était à peine âgé de 30 ans quand la mort l'a frappé.

A ces pertes est venue s'ajouter celle du vénéré doyen de la science pénitentiaire et de l'Institut, M. Charles Lucas, dont le nom est particulièrement cher à notre Société.

Né le 9 mai 1803, décédé le 20 décembre dernier, M. Charles Lucas, dans le cours d'une longue et belle carrière, a mis sa plume et sa parole au service de trois grandes idées inspirées par une même généreuse pensée : l'arbitrage pour régler les différends entre les peuples, l'abolition de la peine de mort et la réforme du système pénitentiaire.

Inutile d'insister sur les avantages qu'assurerait l'adoption de la première de ces idées qui a pour elle tous les amis de la civilisation. Le sentiment public ne s'est-il pas manifesté à ce sujet avec une force irrésistible quand, il y a quelques jours à peine, une puissante nation en conflit avec un petit État s'est dérobée à l'arbitrage qu'il aurait été de son honneur de provoquer, au risque de soulever la réprobation universelle, en mettant en pratique l'odieuse maxime *la force prime le droit* ?

L'abolition de la peine de mort a recueilli de nombreuses adhésions, à l'étranger surtout. En France où malheureusement les plus épouvantables faits attestent trop souvent que les mœurs sont loin de s'adoucir, le châtement suprême reste une nécessité douloureuse à laquelle il faut encore se résigner dans des cas exceptionnellement graves. *(Marques d'approbation.)*

Quant à la réforme du système pénitentiaire, elle peut diviser les esprits sur certains points de détail : mais, dans son ensemble, elle répond au vœu général. Ce sera pour M. Charles Lucas un titre de gloire d'avoir lutté pour l'introduire dans les législations et d'avoir réussi à en faire admettre les principes essentiels. Son ouvrage sur *le système pénitentiaire en Europe et aux États-Unis*, au quel l'Académie française a décerné en 1861 le grand prix Montyon de 6,000 fr. et qui lui a ouvert les portes de l'Institut, a produit, à son apparition, une sensation profonde dans le monde entier et il a été le point de départ et la cause initiale de la plupart des améliorations réalisées depuis 50 ans.

M. Charles Lucas ne s'est pas borné à s'attacher et à propager avec une foi d'apôtre et une éloquence persuasive par des discours, des mémoires et des publications sans nombre ses théories sur les caractères, le but et les modes d'application des peines : il a voulu en prouver par des faits la justesse et l'efficacité. La colonie pénitentiaire agricole du Val-d'Yèvre a été créée par lui pour montrer comment l'enfant de la terre moralise et le succès de son essai a justifié l'excellence de sa formule : *l'entraînement de la terre par l'enfant et de l'enfant par la terre*.

Le jour où la Société générale des prisons a tenu sa première

réunion générale, la présidence en a été naturellement offerte à M. Charles Lucas. Il a prononcé alors un magnifique discours où il a exposé ce qui avait été fait jusque là pour l'œuvre pénitentiaire et indiqué de quelle façon cette œuvre devait être poursuivie. Par une discrète réserve il taisait la part prépondérante d'honneur qui lui revenait dans le bien accompli ; mais vos applaudissements lui ont prouvé que vous étiez heureux de saluer en lui le principal auteur de ce bien et le meilleur guide à suivre pour les réformes futures. (*Vifs applaudissements*).

Notre éminent collègue n'a pu, à raison de l'état de sa santé, assister assidûment à vos séances ; il n'a cessé toutefois de s'associer à vos travaux par de précieuses communications insérées dans votre Bulletin. A l'occasion du cinquantenaire de son élection à l'Institut il a été l'objet de la part de votre Société d'une flatteuse manifestation. Vous n'avez pas oublié le spectacle que vous avez eu sous les yeux dans cette circonstance : c'était, d'un côté, M. Béranger, votre président, qui, dans le langage le plus élevé, célébrait une vie d'activité et de dévouement consacrée à une cause dont son illustre père a été aussi l'un des premiers et des plus brillants champions ; c'était, d'un autre côté, un noble vieillard, ayant encore dans le cœur et dans la parole toute la chaleur de la jeunesse, qui se montrait fermement résolu à poursuivre jusqu'à son dernier souffle le triomphe de ses idées. « Permettez-moi, vous disait-il en terminant sa réponse, de vous prier de vouloir bien, lorsque j'aurai cessé d'être votre collaborateur, me conserver dans vos cœurs le souvenir que, tant que je vivrai, vous conserverez dans le mien, sans que l'âge ni les infirmités puissent l'y affaiblir. » Ce souvenir vous le lui garderez fidèlement et l'hommage le plus digne que vous pourrez rendre à sa mémoire sera de travailler de toutes vos forces à la réforme dont il a posé les bases et dont il a eu la consolation, avant de mourir, d'entrevoir le prochain achèvement. (*Applaudissements répétés*.)

Je suis chargé par votre Conseil de direction de vous proposer de conférer le titre de président honoraire à M. Ribot (*applaudissements*) qui vient de diriger vos travaux avec une remarquable supériorité et à qui la Société générale des prisons doit d'avoir été reconnue établissement d'utilité publique. Vous lui témoignerez par ce titre votre gratitude. Grâce à l'active initiative de M. Béranger au Sénat, des lois excellentes ont été promulguées. M. Ribot voudra bien assurer à la Chambre des députés, le vote des dispositions

qui nous intéressent en leur prêtant la double autorité de sa science et de sa parole. (*Applaudissements unanimes.*)

Le vote a lieu et à l'unanimité la Société confère à M. Ribot le titre de *Président honoraire*.

M. LE PRÉSIDENT. — Avant d'aborder la discussion de la question à l'ordre du jour, je donne la parole à M. le Secrétaire général pour la communication des dernières décisions de votre Conseil de direction.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL. — Messieurs, dans sa dernière séance, le Conseil de direction a admis comme membres titulaires : **LE CONSEIL SUPÉRIEUR DES PRISONS DU CHILI; LA DIRECTION GÉNÉRALE DES PRISONS DU CHILI; MM. JAMES NATHAN et MOLLAT.**

Ayant ensuite à constituer son bureau pour l'année 1890, il a maintenu dans leurs fonctions les membres du secrétariat, remplaçant seulement M. Clairin, démissionnaire, par M. Bogelot, avocat à la Cour de Paris.

M. Brueyre demeure votre trésorier.

M. LE PRÉSIDENT. — J'ajoute que le Conseil de direction a été particulièrement heureux de conserver au secrétariat général M. Fernand Desportes, dont vous connaissez tous le zèle, et dont nous apprécions le concours dévoué. (*Vifs applaudissements.*)

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL. — Le Conseil de direction a dû s'occuper aussi de l'organisation des sections et des commissions.

Elles restent composées comme précédemment, sauf les modifications suivantes: à la 1^{re} section, M. le professeur Duverger remplace comme président M. le conseiller Petit, élu président de la Société; M. Lacointa devient vice-président; à la 2^e section, M. Bogelot est nommé secrétaire en remplacement de M. Clairin.

La présidence de la commission des Œuvres, passe à M. Lefébure par suite de la démission de M. le Dr Marjolin.

Enfin, M. Joret-Desclozières est nommé président de la commission des comptes et M. Barra remplacera dans cette commission M. Pougnet.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur les dangers des courtes peines, surtout pour les mineurs de 16 ans. La parole est à M. Clairin.

M. CLAIRIN, *avocat à la Cour de Paris*. — Messieurs, je regrette d'autant plus de n'avoir pas assisté à votre dernière séance, que le bulletin mensuel n'ayant pu être distribué, je suis exposé à vous répéter ce que d'autres ont dit d'une façon certainement plus intéressante que je ne pourrais le faire. Je vous prie donc d'avance de m'excuser si pareil ennui vous échoit aujourd'hui. D'ailleurs je l'éviterai autant que possible en ne m'appesantissant pas sur la question même qui est à l'ordre du jour ; mais sur une autre qui en découle : celle des maisons de correction gouvernementales.

En effet, si à Paris, à la suite du remarquable rapport de M. le président Flandin, les tribunaux ont cessé d'infliger à des mineurs de seize ans des courtes peines de prison, et si les magistrats préfèrent aujourd'hui, soit les confier à la Société de sauvetage de l'enfance, soit les envoyer dans les maisons d'éducation correctionnelle, il n'en est pas de même en province.

C'est là un grand malheur. Une peine de prison, si minime soit-elle, entraîne avec elle l'établissement d'un casier judiciaire et voilà de malheureux enfants, coupables la plupart du temps, soit par gaminerie, soit surtout par manque complet d'éducation, frappés d'une tare dont ils se laveront difficilement. Il arrive même qu'ils ne peuvent jamais en sortir ; quand un pauvre enfant a expié une première peine de prison, il s'en voit infliger une seconde, puis une troisième, jusqu'au moment où on lui appliquera la loi sur la récidive. Il descendra ainsi l'échelle des peines, parce que son casier judiciaire l'empêchera de trouver du travail ; parce que surtout, il n'aura pas eu le temps d'être moralisé : la prison loin de réprimer ses mauvais penchants, les aura développés.

Et ce qu'il y a de plus singulier, c'est que certains magistrats infligent à ces jeunes coupables de courtes peines de prison par humanité ! Ils se disent qu'il est bien dur d'envoyer jusqu'à vingt ans, pour une peccadille souvent, dans une maison de correction, l'enfant qui n'a pas été réclamé par ses parents. Ils se disent surtout — et c'est là le préjugé que nous nous efforçons de combattre — que l'enfant sortira de ces établissements pire qu'il n'y est entré, et tout préparé pour devenir gibier de bagne.

Nous avons nous-même partagé ce préjugé parce que, il faut bien le dire, il fut une époque où c'était une vérité. Qui ne se souvient, Messieurs, de ce qui se passait, autrefois, dans ces bagnes d'enfants ? La loi avait ordonné au juge d'acquitter l'enfant ayant agi sans discernement et de l'envoyer dans un milieu où

l'on se préoccuperait de son éducation. Le juge obéissait. Mais l'administration ne semblait pas avoir compris : elle considérait l'enfant comme un coupable ; elle le mettait dans une prison où le redressement moral de cette jeune âme était considéré comme un rêve, une illusion de théoriciens, et où l'on considérait comme seul traitement possible les violences, les brutalités, les injures de toute espèce.

Certes on parvenait ainsi à obtenir une apparence de discipline de la part de ces malheureux ; mais leur soumission était faite de crainte et d'hypocrisie ; dans leur cœur s'accumulait une haine implacable ; à leur majorité ils sortaient malfaiteurs d'autant plus dangereux qu'ils étaient plus rusés. De là la mauvaise réputation qui a stigmatisé autrefois les maisons de correction.

Mais pour pouvoir utilement parler des heureuses modifications introduites aujourd'hui dans le régime de ces maisons, il était indispensable de les voir fonctionner. On est bien plus fort lorsque l'on peut dire : « J'ai vu. » Nous avons donc demandé à M. le Directeur de l'administration pénitentiaire, qui a bien voulu nous l'accorder, l'autorisation de visiter la colonie des Douaires, près Gaillon, dans l'Eure.

Nous nous permettons, Messieurs, de vous conseiller de faire aussi ce pèlerinage quand vous en aurez l'occasion ; vous en reviendrez, comme nous, émerveillés et convaincus.

L'établissement des Douaires est situé au milieu d'une immense propriété en culture : on croirait tout d'abord arriver dans un magnifique collège, sans murs d'enceinte, sans fossés, sans haies même, sans aucune apparence qui puisse faire penser à une prison. C'est qu'en réalité ce n'en est pas une. A l'entrée se trouve une grande grille, pour l'apparat, toujours ouverte sur une belle avenue ornée de grands arbres : à droite et à gauche se trouvent des maisonnettes isolées entourées de jardins et servant de demeures au Directeur et au personnel de l'établissement ; au fond se dressent les bâtiments destinés aux enfants autour de la chapelle qui tient le centre de la salle d'honneur située à gauche et des bureaux de l'administration à droite. Tout cela est propre, frais, gai à l'œil ; partout des fleurs et de la verdure en été ; ajoutez-y des cours pour les jeux, des gymnases, et vous ne pourrez avoir l'idée, si vous n'êtes prévenus, qu'il s'agit là d'une de ces maisons dont le nom seul vous a fait frémir en songeant qu'elles avaient le renom d'être des lieux de torture pour des centaines d'enfants.

Lors de notre visite, les Douaires comptaient cinq cents pen-

sionnaires environ. Nous n'avions pas cru devoir prévenir de notre arrivée, de sorte que nous pûmes voir la maison en plein dans son activité ordinaire.

Les enfants qui deviennent les hôtes de la colonie y ont été envoyés par les tribunaux. Quelques-uns, victimes d'une perversité précoce, ou subissant les phénomènes de l'atavisme, sont très difficiles à corriger. La majeure partie, au bout de quelques mois, s'assouplissent et commencent à se régénérer. Ne croyez point que j'exagère : ce résultat a pour cause unique le remplacement de l'ancien règlement, qui était absurde, par l'introduction dans l'établissement de la vie et de la discipline militaires.

On a enrégimenté ces enfants : on a fait d'eux de petits soldats : rien du bataillon scolaire ! Il ne s'agit point seulement de parade et d'exercice du fusil. C'est la vie militaire dans toute son acception, depuis la chambrée et l'horaire jusqu'au rapport et aux ordres du jour ; plus de coups, plus de brutalités. Les seules punitions infligées sont la salle de police pour les petits méfaits et le cachot pour les grosses fautes. Les punis de salle de police sont dans une pièce assez vaste, sous la surveillance d'un gardien qui les fait marcher à la file le long des murs, les mains derrière le dos. Cette promenade dure vingt minutes ; puis vient un repos de dix minutes pendant lequel les enfants s'assoient, en se tournant le dos les uns aux autres pour qu'ils ne puissent se regarder. Les promenades et les repos se succèdent ainsi, dans un silence complet, et sans que, *par surcroît de châtement*, les punis soient soumis à aucun travail.

Pour les évasions, car il s'en produit évidemment de temps à autre, on ne tire pas le canon, comme on faisait autrefois dans certains établissements de ce genre, ce qui, aux yeux des populations, assimilait un peu plus ces enfants à des forçats. On se contente de prévenir la gendarmerie, qui a bientôt ramené l'indiscipliné. On lui inflige une peine de salle de police plus ou moins longue, quelquefois du cachot, quand il n'y a pas de circonstances atténuantes. Mais on a trouvé une punition bien plus effective que tout cela : on habille l'évadé d'un costume mi-partie blanc et bleu. On ne saurait se figurer la mortification de ces arlequins d'un nouveau genre, surtout quand un étranger se présente, et nous n'avons pu nous empêcher de sourire en constatant qu'au cours de notre visite, ils tâchaient de s'arranger de façon, soit à ne pas nous regarder, soit même à se dissimuler complètement.

Ce qui nous a le plus frappé au point de vue du règlement in-

térieur de cette maison, c'est la défense imposée aux gardiens de dire aucune injure, aucun mot grossier à un enfant, la défense de le tutoyer, la défense expresse et formelle faite aux enfants de se tutoyer entre eux quand ils sont séparés par un grade.... absolument comme au régiment.

Car aux Douaires, il y a aussi des gradés; on y trouve des premiers soldats, des caporaux, des sergents, des sergent-majors et même des adjudants. Aussitôt qu'un enfant se conduit bien, qu'il s'acquitte consciencieusement de ses devoirs, qu'il apprend bien, qu'il se montre, en un mot, supérieur à ses camarades, on l'élève au-dessus d'eux. Mais le nombre des gradés est limité, les concurrents sont nombreux; aussi il faut s'y maintenir par une attitude exemplaire. A la moindre infraction, au moindre retour aux habitudes de la vie passée, on casse le gradé. Aussi il faut voir avec quelle exactitude ces petits sous-officiers s'acquittent de leur mission et, chose plus étonnante, avec quelle ponctualité ils sont obéis.

Je vais vous en donner un exemple.

Les enfants apprennent aux Douaires à travailler ou plutôt on les dégrossit dans plusieurs métiers. Tout l'ouvrage de la maison, même des réparations assez fortes, est exécuté par ces enfants eux-mêmes, aussi y rencontre-t-on des forgerons, des charrons, des menuisiers, des serruriers, des maçons, des terrassiers, des cordonniers, des sabotiers, des tailleurs, des ferblantiers, des vitriers et des boulangers. Chaque atelier a pour chef un gardien, véritable officier subalterne et professeur en même temps, de ce petit monde. Mais on dresse surtout dans l'établissement d'excellents garçons de ferme sachant labourer, semer, herser, conduire des bestiaux, traire les vaches, etc. (car, en ce point, les Douaires ressemblent à une vaste ferme). Or, nous avons vu des escouades revenant des champs conduites simplement par leurs sous-officiers, marchant au pas sur les routes, comme de véritables petites troupes de soldats.

Dans une enquête personnelle à laquelle nous nous sommes livrés dans le pays, nous avons demandé si ces enfants, abandonnés à eux-mêmes, ne se conduisaient pas mal. « Ils se conduisent mieux que des écoliers, nous dit un de nos interlocuteurs; ils ne vont jamais marauder les fruits. Ce n'est pas comme autrefois. »

Il paraît en effet que, sous l'ancien système, la colonie était un véritable objet d'horreur pour la contrée, et les colons étaient détestés. Vous en comprendrez la désastreuse conséquence: il n'y avait pas possibilité de placer les enfants, même quand on était

sûr de leur amendement. Le lieu d'où ils sortaient suffisait pour les faire repousser de tout le monde.

Lorsque M. Barthès, le directeur actuel, est arrivé aux Douaires pour introduire la nouvelle discipline, il comprit tous les inconvénients de cet état de choses, car il est passionné pour l'amendement de ses petits pensionnaires, et quand ils sont rentrés dans la bonne voie, il souffre personnellement quand on leur ferme les portes de la société. Il conçut de suite un plan qui réussit à merveille. Il passa plusieurs mois à préparer les uniformes de son bataillon, à exercer ses petits soldats, à former ses cadres, à organiser sa musique, et un jour, un dimanche, par un beau soleil, lui-même se plaçant en tête, à son rang, il parcourut tous les villages environnants. Le coup de théâtre fut très grand ; les effets moraux qui en résultèrent, encore plus considérables. Les paysans commencèrent à s'habituer au voisinage de la colonie et à ne plus la considérer comme un repaire de forçats ; aussi M. Barthès peut placer des enfants dans les fermes de la région, et suivre leurs progrès, lorsqu'il ne les rend pas à leur famille.

A ce propos, je dois encore vous signaler un préjugé, Messieurs. Le tribunal ordonne la mise en correction jusqu'à vingt ans, mais il est rare que l'enfant, comme on le suppose ordinairement, reste tout ce temps dans la maison : au bout de trois ou quatre années, quelquefois avant on le rend à sa famille, *si celle-ci en est digne*. Car il faut bien le dire, il arrive fréquemment que des êtres qui n'ont de parents que le nom, sachant l'enfant capable de gagner de l'argent, le réclament pour l'exploiter. Aussi l'enquête faite par le directeur, avant de rendre son pensionnaire, est-elle minutieuse, et il nous disait que souvent ces pauvres enfants appréhendant ce qui les attendait au foyer paternel, demandaient les larmes aux yeux, à rester dans l'établissement. Pour un certain nombre de ceux-ci, on les garde jusqu'à dix-huit ans, puis on les confie à la Société de patronage de jeunes libérés dont le président est M. Voisin, conseiller à la Cour de cassation ; je suis heureux de sa présence parmi nous, Messieurs ; je suis convaincu qu'il ne trouvera pas mes dires exagérés, lui qui connaît l'établissement dont je parle. Cette société, vous le savez, s'est donnée pour mission de faire engager les jeunes détenus dans l'armée. Elle les suit, les encourage, en un mot tâche d'être leur appui moral, leur véritable famille, jusqu'à ce qu'ils se sentent assez forts pour marcher tout seuls dans la vie. Or, les enfants des Douaires, habitués déjà à la discipline militaire, réussissent très-

bien comme volontaires. Quelques-uns tournent mal ; mais la proportion de ceux-là n'est pas de six pour cent. Les autres sont sauvés, et (c'est là un détail qui peut paraître au premier abord futile, mais qui a, selon nous, une importance considérable pour montrer quelle bonne impression l'établissement a laissée dans l'esprit de ses pensionnaires) quand ils ont obtenu un grade au régiment, — un grade *pour de vrai* cette fois — ils sont fiers de venir le montrer à leurs jeunes camarades qu'ils ont laissés à la maison. Il en est même qui y viennent en permission et nous n'avons pas besoin d'ajouter que le directeur leur fait fête pendant leur séjour à cause de la salutaire influence qu'un pareil exemple exerce sur les autres enfants.

Tels sont les excellents résultats que l'on a pu obtenir au moyen de ce système. Il peut être résumé en un mot : on s'adresse à l'amour propre de l'enfant, on réveille en lui les bons sentiments d'une saine émulation, on le soutient, on l'aide à devenir meilleur. Il ne se sent plus, comme une épave humaine, abandonné de tous, destiné aux coups et aux brutalités, qui doit prendre fatalement en haine cette société où il n'a pas demandé à venir et dont il était autrefois repoussé comme à plaisir.

D'ailleurs, quand on visite les Douaires, quand on se rend compte de tout ce qui s'y fait, on comprend que le seul but poursuivi est le relèvement moral de l'enfant. C'est ainsi qu'il y a un livre des ordres du jour ; on y consigne toutes les bonnes actions, les actes de probité, les avancements des gradés, et à midi, tout le bataillon étant rassemblé, on le lit devant le front de chaque compagnie. Les actes de probité et de courage sont particulièrement mis en évidence ; ils ne sont pas rares, croyez-le, et on nous a signalé certains enfants qui ayant trouvé des porte-monnaie sur les routes, les ont fidèlement apportés au directeur : d'autres qui avaient sauvé la vie à leurs camarades.

Ajoutez à cela que M. Barthès fait tout ce qui est en son pouvoir pour exercer le corps des enfants et développer leur instruction : gymnastique, escrime, promenades au grand air, bonne nourriture, les classes d'école utilement espacées dans la journée, enfin le certificat d'études accordé aux plus méritants, par la délégation cantonale de Gaillon, tout cela contribue à faire des hommes, là où autrefois on ne parvenait qu'à former des bandits.

Il faut donc revenir de l'ancien préjugé contre les maisons de correction gouvernementales et il faut le combattre parce qu'il est funeste autant qu'erroné. (*Approbation.*)

M. le conseiller VOISIN. — Je demande la parole.

M. CLAIRIN, *avocat à la Cour de Paris*. — Mais vous comprenez à présent, pourquoi je parle de M. Barthès avec tant de respectueuse sympathie. Vous comprenez qu'il ne faut pas dans un établissement de ce genre, avec le but si noble qu'on s'est proposé, avec les mille difficultés de détail qu'un semblable système entraîne fatalement avec lui, il ne faut pas, dis-je, un simple administrateur qui expédiera sa besogne. Il faut y mettre — et on y trouve — un véritable philanthrope qui n'est jamais content de lui, et qui ne croit jamais avoir assez donné de sa personne. Aussi tous ceux qui sont émus de la situation des enfants coupables, qui considèrent comme un devoir pour chaque génération, de se préoccuper du sort de celle qui la suivra, tous ceux-là seront reconnaissants à Monsieur le Directeur de l'administration pénitentiaire en France, non seulement d'avoir réagi de toute son énergie contre une routine odieuse, et d'avoir compris les multiples avantages d'une discipline moralisante, mais aussi d'avoir su choisir un personnel intelligent et dévoué, capable de la faire fructifier. Nous l'en remercions pour notre part du fond du cœur. (*Vifs applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je me fais l'interprète de l'assemblée en remerciant M. Clairin de sa très intéressante communication. Elle servira, j'en suis convaincu, à dissiper les préjugés du public et de certains magistrats contre les maisons de correction. (*Marques d'approbation.*)

La parole est à M. le conseiller Voisin.

M. le conseiller VOISIN. — Messieurs, je suis heureux d'avoir entendu le charmant récit de M. Clairin, venant vous rendre compte de sa visite à la colonie des Douaires ; je suis heureux aussi qu'il ait, à cette occasion, rendu pleine justice aux efforts faits avec tant de cœur et d'énergie par l'Administration pénitentiaire et par son chef éminent, M. Herbette, pour améliorer la situation matérielle et morale des jeunes détenus. M. Herbette donne, en effet, un exemple bien rare, celui de savoir venir en aide sur ce terrain à l'initiative privée, et, souvent même, d'aller au-devant des désirs de ceux qui s'occupent de la moralisation de cette infortunée jeunesse. Ce sont assurément des titres à notre reconnaissance. (*Marques d'assentiment.*)

Ce que M. Clairin a vu aux Douaires, il aurait pu le voir comme moi dans une autre colonie de l'État, à Saint-Hilaire, dans le département de la Vienne. Là aussi un véritable régiment eût frappé ses regards.

Faisons des vœux. Messieurs, pour qu'en province, comme à Paris, la magistrature se pénétre bien de cette vérité, que les colonies pénitentiaires publiques et privées, placées sous la surveillance incessante de l'État, sont bien tenues et que les résultats de l'éducation qui y est donnée sont des plus encourageants ; le préjugé contre ces établissements a pu avoir autrefois sa raison d'être, je n'ai pas à cet égard d'étude rétrospective à faire, mais ce qu'on peut affirmer, c'est que la persistance de ce préjugé est une erreur fatale aux intérêts bien entendus des jeunes enfants qui comparaissent devant les tribunaux.

Je crois savoir du reste qu'à l'heure actuelle M. le Garde des sceaux se préoccupe des questions mêmes que vous traitez, Messieurs, avec tant d'autorité, et que dans un très bref délai il cherchera à éclairer la conscience des magistrats sur le danger des petites peines d'emprisonnement prononcées contre les mineurs de 16 ans et des renvois en correction jusqu'à l'âge de 18 ans seulement.

Les peines de courte durée d'emprisonnement, substituées aux renvois en correction jusqu'à 20 ans, non seulement ne servent à rien pour la moralisation de l'enfance, mais encore elles la compromettent, car elles font peser sur les enfants une flétrissure qui se perpétue avec et par le casier judiciaire ; il faut donc à tout prix se bien garder de les prononcer.

Les renvois en correction pour un temps court sont inutiles et dangereux aussi, car pour que l'État puisse faire œuvre d'éducation, il faut qu'il ait le temps d'exercer sur les enfants l'autorité morale qui lui appartient.

Assurément, Messieurs, l'année 1890 commence sous les auspices les plus favorables, puisque, d'une part, la Chancellerie prépare des instructions ayant pour but la sauvegarde des véritables intérêts de l'enfance, et puisque l'Administration pénitentiaire, de son côté, donne aux magistrats des établissements qui, par leur bonne organisation, sont de nature à leur inspirer une pleine confiance. Que le Gouvernement reçoive donc, Messieurs, à ce double point de vue, tous nos remerciements. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Nous avons la bonne fortune de posséder aujourd'hui M. le président Flandin, qui a bien voulu se rendre à

notre invitation : nous serons heureux de lui entendre émettre ses idées sur la question qui nous occupe. (*Vive approbation.*)

M. FLANDIN, *vice-président au Tribunal de la Seine*. — Messieurs, l'un des membres de votre Société, M. Clairin, vient de vous faire un tableau à la fois séduisant et plein d'intérêt, représentant, dans ses moindres détails, l'organisation d'une maison de correction dans le département de l'Eure ; et, après lui, avec la grande autorité attachée à son nom, M. le conseiller Félix Voisin vous a fait connaître l'intérêt que le Gouvernement prenait à cette question.

M. Voisin a terminé son éloquent exposé en nous disant que M. le Garde des Sceaux s'occupait spécialement de la question et se disposait à en faire prochainement l'objet d'une nouvelle circulaire adressée aux magistrats du Parquet placés sous ses ordres. C'est un résultat fort heureux auquel nous devons applaudir.

En vous remerciant, Messieurs, de l'honneur que vous avez bien voulu me faire en m'invitant à assister à votre réunion et à prendre part à votre discussion, permettez-moi d'ajouter à ce que vous venez d'entendre quelques renseignements sommaires qu'il m'est possible de vous apporter comme magistrat du Tribunal de la Seine.

On vous disait tout à l'heure que la jurisprudence qui consiste à substituer, pour les enfants, des peines de courte durée à l'envoi en correction était un danger ; rien n'est plus vrai ! Et l'on ajoutait que l'un des plus grands obstacles à vaincre pour assurer le triomphe définitif des idées que nous partageons tous, était l' inexplicable prévention que les Tribunaux avaient à l'encontre des maisons de correction ; c'est encore vrai ! Cette prévention existe, en effet, beaucoup moins dans le département de la Seine qu'ailleurs ; mais elle se retrouve uniformément presque partout, et M. Clairin vous racontait, il y a quelques instants, qu'il avait rencontré, partout ailleurs qu'à Paris, chez les magistrats, une sorte de *non possumus* qui l'avait profondément étonné. Ce phénomène n'a rien de surprenant ; ce préjugé contre les maisons de correction existe si réellement qu'il y a peu de temps encore, comme membre du parquet, j'en ai, à maintes fois, constaté la manifestation à nos audiences correctionnelles. S'il se présentait dans le banc des prévenus, un enfant de douze à quinze ans, réputé mauvais, ayant été déjà plusieurs fois arrêté pour vagabondage, pour mendicité ou pour vol, tout le public de la salle

ainsi que les avocats à la barre et les magistrats sur leurs sièges semblaient animés d'un même désir, celui d'éviter à l'enfant, non réclamé par ses parents, le renvoi en correction; et si, par accident, une condamnation de cette nature venait à s'imposer, tous les assistants étaient pris, au prononcé de la sentence, d'une sorte de stupeur comme s'il s'était agi d'une condamnation aux travaux forcés.

Comme mes collègues j'ai eu ces préventions; comme eux, j'ai éprouvé une réelle répugnance à demander le renvoi d'un mineur de seize ans dans une maison de correction. Mais depuis le jour où j'ai vu par moi-même comment le *Patronage* s'était substitué à l'internement prolongé dans un établissement correctionnel, et comment on pratiquait cet internement lorsqu'il y avait lieu de l'appliquer, j'ai, du tout au tout, changé d'opinion, et voici comment.

C'était dans le courant de l'année 1897; j'avais été chargé par M. le Procureur général près la Cour d'appel de Paris de visiter toutes les maisons d'éducation correctionnelle établies dans le département de la Seine pour les jeunes détenus des deux sexes, et je devais lui adresser un rapport sur ce que j'avais vu. Exécutant ma mission, j'ai commencé par me rendre à la prison de la Petite-Roquette où sont détenus, isolément, tous les mineurs de seize ans, soit comme condamnés, s'ils sont séquestrés par mesure de correction paternelle, en vertu d'une ordonnance du Président du Tribunal (art. 376 du Code civil), ou encore s'ils ont encouru une condamnation correctionnelle, soit comme prévenus, s'ils ont été arrêtés sous inculpation de vagabondage, de mendicité, de vol ou de tout autre délit de droit commun.

L'internement de ces enfants est cellulaire. A première vue ce régime semble bien rigoureux, s'appliquant à une population composée de jeunes sujets dont beaucoup ont un aspect chétif à cause des privations auxquelles ils ont été soumis avant leur incarcération; mais comme, en réalité, ce n'est qu'un emprisonnement de courte durée, de passage, on ne peut pas, quant à présent, demander mieux, alors que d'autres améliorations plus pressantes attendent leur tour.

Je ne parlerai que des mineurs de seize ans, condamnés par les chambres correctionnelles de la Seine; parmi eux beaucoup n'avaient pas atteint leur quatorzième année. Tous, ou presque tous, avaient encouru des peines prononcées dans les proportions suivantes: quinze jours, un, deux et trois mois de prison, rare-

ment davantage. Pour atteindre ce résultat le Tribunal avait décidé que ces enfants avaient agi *avec discernement* ; et, plutôt que de les envoyer dans une maison de correction jusqu'à l'âge de dix-huit ou vingt ans, les juges, pris d'une compassion dont ils auraient dû se défendre, avaient condamné ces enfants à des peines de courte durée.

Cette jurisprudence était générale et elle était funeste : car, en traitant les mineurs de seize ans comme des adultes, elle leur infligeait un casier judiciaire, c'est-à-dire une flétrissure dont ils ne pouvaient jamais se relever. Remarquez le bien, en effet : entre l'envoi en correction résultant de l'application de l'article 66 du Code pénal, et l'application de l'article 67 de ce même Code, il y a cette différence capitale, que l'envoi en correction est la conséquence d'un *acquittement*, non mentionné sur le casier, tandis que l'application de l'article 67 aboutit à une *peine* qui sera nécessairement inscrite sur le casier judiciaire, quelque soit l'âge de l'enfant : et j'ajoute que jamais, dans la pratique, l'envoi en correction n'est mentionné sur l'extrait du casier, si ce n'est à titre confidentiel, et exclusivement pour les magistrats devant lesquels l'enfant est renvoyé. Or, voyez bien les conséquences qui vont se produire, selon que l'on adoptera l'une ou l'autre jurisprudence. Dans le cas d'acquittement l'enfant pourra rester en correction jusqu'à vingt ans, sans que personne connaisse jamais cet antécédent ; dans le cas, au contraire, d'une condamnation à une peine, même de quelques jours de prison, le jugement laissera, sur le casier du mineur, un stigmate qui le suivra partout et qui le mettra, à l'époque très prochaine de sa libération, dans l'impossibilité absolue de se procurer du travail. Ne disons pas, pour atténuer les conséquences de ce résultat, que l'enfant pourra demander et obtenir sa réhabilitation ; dans les conditions où se poursuit cette procédure longue, compliquée, onéreuse et qui ne peut, dans tous les cas, être entamée que trois années révolues après la condamnation, c'est une ressource qui n'est pas à la portée des justiciables de cet âge et placés dans un tel milieu.

En outre, est-il sérieusement possible d'espérer qu'un enfant de douze à seize ans, condamné à quelques semaines d'emprisonnement, entrant à la Petite-Roquette avec les mauvais instincts dont il est animé, puisse, tout à coup, à l'heure de sa libération, changer d'attitude et de conduite, alors qu'il recouvre le plein usage de sa liberté et qu'il ne dépend plus de personne ? Le voilà libéré ; soyez certains que son premier soin sera de rechercher,

non le domicile paternel où il n'a reçu que de mauvais traitements mais les camarades qui l'ont une première fois perdu. S'il les retrouve, il leur donnera des leçons pour échapper à la police, et s'il reste isolé, il ira aux halles faire des corvées jusqu'au jour où il sera arrêté de nouveau pour vagabondage, jugé une seconde fois, condamné, et, toujours, ainsi de suite, jusqu'à la relégation.

L'envoi en correction jusqu'à l'âge de dix-huit ou vingt ans a de toutes autres conséquences, et j'ai été, séance tenante, à même de les envisager, en remarquant au greffe de la prison que les directeurs des établissements de Patronage auxquels s'adresse l'Administration n'éprouvaient aucune hésitation dans leur choix, et refusaient uniformément de se charger de tous les enfants condamnés à des peines de courte durée, alors que tous les placements en apprentissage dont ils pouvaient disposer étaient par eux réservés aux envoyés en correction jusqu'à l'âge de dix-huit ou vingt ans.

Vous en voyez facilement la raison. D'un côté l'enfant qui se sait libérable dans quelques semaines ne veut pas du patronage; il attend sous peu sa liberté; il ne veut pas autre chose. D'autre part, le directeur d'un établissement de Patronage sait que l'amendement de l'enfant ne s'obtient qu'après une culture attentive, incessante et surtout prolongée. Il sait aussi qu'il est obligé moralement envers le patron auquel il s'est adressé, et que, dans une certaine mesure, il sera responsable de l'enfant qu'il va lui confier. C'est alors que, prévoyant le cas où ce pupille viendrait à se livrer chez son maître à de nouveaux désordres, à le mécontenter, et même à se faire renvoyer, il veut rester armé contre l'enfant. Il sait qu'il faut qu'il ait contre lui une action directe et immédiate; or, cette action, il la tire du jugement correctionnel, dont l'effet est momentanément suspendu, mais dont les conséquences dureront, au gré de l'Administration, jusqu'à une époque contemporaine de la majorité du pupille. L'enfant a, du reste, été prévenu; il n'ignore pas que l'Assistance publique est armée contre lui et que, sans aucune autre formalité judiciaire, elle peut, sur l'heure, le faire reconduire et écrouer de nouveau à la prison de la Petite-Roquette.

Cette menace perpétuelle inspire au pupille la crainte la plus salutaire; grâce à elle il ne cherche pas à recouvrer inopinément sa liberté; et, protégé de cette façon, le Patronage arrive aux meilleurs résultats.

C'était donc, assurément, faire fausse route que de persévérer dans cette jurisprudence des courtes peines substituées à l'envoi en correction, et cette erreur s'expliquait par cette circonstance que les moyens employés par l'Administration pour l'amendement de l'enfance coupable, ont subi, depuis quelques années, une transformation absolue qui avait échappé jusqu'alors à l'attention des magistrats.

Cette observation m'amène à vous dire quelques mots des maisons de patronage que j'ai visitées en quittant la prison de la Petite-Roquette.

Il y en a cinq à Paris ; trois pour les filles et deux pour les garçons. On y remarque tout d'abord que le système d'éducation n'est pas le même pour les deux sexes. Pour les filles le danger qu'il y aurait à les exposer quotidiennement au contact de la rue si on les envoyait en apprentissage dans un atelier, fait qu'on a adopté pour elles l'internat absolu. Si vous visitez les établissements des dames diaconesses (rue de Reuilly, 95) pour les protestantes, et des sœurs de Saint-Joseph (rue de Vaugirard, 71) pour les catholiques, vous constaterez que la bonne tenue et les excellentes dispositions intérieures de ces maisons sont au-dessus de tout éloge. Non seulement ce ne sont pas des prisons, mais je ne fais aucune différence, à tous les points de vue, entre ces établissements et les pensionnats les mieux tenus destinés à l'enseignement.

Pour les garçons il existe des maisons du même genre, mais avec cette différence cependant, que ces établissements se rapprochent beaucoup plus du système du Patronage proprement dit. Pour les garçons la vie au dehors n'offre pas les mêmes dangers que pour les filles ; aussi ne sont-ils conservés à l'intérieur de l'établissement que le temps strictement nécessaire pour que la Direction puisse les observer et les soumettre à une première épreuve d'examen destinée à faire connaître leur caractère et leurs aptitudes. Dès qu'ils ont manifesté le désir de bien faire et donné quelques garanties sous le rapport de la bonne conduite, on cherche, sans retard, à les placer en apprentissage chez un patron d'une honorabilité reconnue. Tantôt le pupille revient au Patronage pour y prendre ses repas et y coucher ; tantôt il le quitte le lundi matin pour n'y rentrer que le samedi suivant, après avoir passé toute la semaine au dehors, jouissant chez son maître, souvent comme un enfant de la maison, des avantages de la vie de famille. Si le patronné se conduit bien et rend des services ré-

munérés, on lui laisse une partie de son salaire ; le surplus est placé en réserve et déposé à la caisse d'épargne pour lui être rendu à l'époque de sa libération.

Placé dans de telles conditions, huit fois sur dix, le pupille se transforme et prend des habitudes régulières. A l'âge de dix-huit ans, si par suite de son travail assidu, il n'a pas été l'objet d'une libération anticipée, ou rendu à sa famille, souvent il arrive qu'il demande à devancer l'appel ; il devient soldat, et la discipline militaire achève l'œuvre du Patronage. C'est ainsi qu'on parvient à ce résultat qui est au-dessous des statistiques que j'ai été à même d'établir d'une façon sûre, que beaucoup plus des deux tiers des enfants, envoyés en correction jusqu'à l'âge de vingt ans, deviennent, à leur majorité, soit de bons soldats, soit d'honnêtes artisans ou même des contremaîtres ou des chefs d'ateliers capables.

Mais, dira-t-on, si les tribunaux multiplient les envois en correction, l'Administration va bientôt se trouver encombrée à raison du nombre relativement élevé des mineurs de seize ans arrêtés sur la voie publique. A cette objection je réponds : tout d'abord le Tribunal correctionnel de la Seine n'admet la mise en correction que lorsque les parents, toujours appelés à l'audience, refusent obstinément de réclamer leur enfant, ou lorsque ceux-ci n'offrent aucune garantie morale, cas malheureusement trop fréquent ! C'est seulement après cette double épreuve, retenez-le bien, que le Tribunal, sans préjudice de l'examen de la question de la déchéance paternelle, se décide, dans l'intérêt même du mineur, à juger qu'il a agi *sans discernement* et à lui appliquer l'article 66 du Code pénal, afin de le placer sous la *tutelle administrative*. D'autre part, l'Administration et les maisons de patronage sont en mesure de suffire à cette tâche de préservation sociale, et elles possèdent actuellement des locaux plus que suffisants pour recevoir toute cette jeune population. Les établissements que j'ai vus étaient bien loin d'avoir leur population au complet ; et, d'ailleurs, il n'y a jamais de trop plein, puisque, dans certaines maisons très bien agencées comme celle située rue de Mézières n° 9, il est de règle que tous les pupilles ne passent à l'établissement que deux ou trois jours, juste le temps nécessaire pour qu'on puisse réunir leur trousseau, constater leur identité et régulariser leur placement chez un patron.

En résumé, et pour conclure, il est certain que ce que l'on entendait autrefois par *maison de correction* n'existe plus aujour-

d'hui et qu'à cette organisation ancienne on a substitué le *Patronage*, avec libération facultative et anticipée si l'enfant donne, par sa bonne conduite, toutes les garanties désirables ; ou même avec renvoi du mineur dans sa famille, dès que celle-ci établit qu'elle est à même de lui donner une direction salubre.

La réalisation de ce progrès va donc mettre fin à la jurisprudence des condamnations à de courtes peines pour les mineurs de seize ans et le nouvel état de choses va recevoir sa consécration officielle puisque la Chancellerie a pris le soin de le recommander par ses circulaires.

Actuellement, à Paris, par suite des mesures prises par M. le Procureur de la République Banastou, une seule chambre correctionnelle est chargée de juger toutes les poursuites dirigées contre les mineurs de seize ans, ce qui permettra de donner aux décisions à prendre autant d'uniformité que possible.

C'est devant cette chambre que l'un des membres de votre Société, M^e Rollet, avocat à la Cour d'appel, apporte aux intérêts de tous les enfants le concours le plus zélé comme représentant de l'*Union française*, société de sauvetage pour l'enfance qui s'honore d'avoir pour président l'illustre philanthrope M. Jules Simon.

D'office M^e Rollet prend communication de chaque dossier, l'examine, et s'il pense qu'une démarche utile à l'enfant puisse être faite, il demande et obtient une remise à huitaine. Dans l'intervalle, il voit les parents, les éclaire sur la voie qu'ils peuvent suivre, et lorsque l'enfant n'a pu être réclamé ou placé dans de bonnes conditions, il demande, en son nom, l'application de l'article 66 du Code pénal qui entraîne le renvoi sous la *Tutelle administrative*. L'emploi de cette locution n'est pas juridique, j'en conviens ; cependant, à mon avis, ces deux mots expliquent bien plus nettement et définissent beaucoup mieux la portée de la mesure prise par le Tribunal dans l'intérêt du mineur. L'expression est plus atténuée ; elle est surtout plus vraie et j'achève ces trop longues observations en vous disant que mon souhait le plus cher est que vous croyiez, comme j'y crois, à l'efficacité de cette nouvelle jurisprudence, destinée à moraliser l'enfance coupable et à amener, dans un avenir prochain, un abaissement sensible dans le nombre jusqu'alors toujours croissant des jeunes récidivistes. (*Vifs applaudissements.*)

M. Georges Dubois, avocat à la Cour d'appel, — Je ne viens pas

contredire aux observations si intéressantes et si brillantes qui viennent d'être présentées par MM. Clairin, Voisin et Flandin; je crois que nous sommes à peu près tous d'accord pour reconnaître les avantages que présente le développement de la mesure qui vient d'être recommandée, qu'on l'appelle *envoi en correction* ou *mise sous la tutelle administrative*. Mais je crains que la bonne volonté des magistrats, et tout particulièrement des magistrats de province, qu'on vous signalait tout à l'heure comme hésitant à entrer dans cette voie, ne se heurte à une difficulté légale qui peut embarrasser leur conscience. Les articles 66 et 67 du Code pénal, en réglant la situation des mineurs de seize ans qui se sont rendus coupables d'un crime ou d'un délit, ont établi une distinction capitale au point de vue de l'examen, en quelque sorte psychologique, qui doit précéder la sentence : avant de statuer à leur égard, le juge doit rechercher, tout d'abord, s'il ont agi avec ou sans discernement, et c'est seulement après avoir proclamé qu'ils ont agi *sans discernement* et avoir prononcé leur acquittement, qu'il peut les remettre à leurs parents ou les envoyer dans une maison de correction. Est-il reconnu, au contraire, qu'ils ont agi avec discernement, la mise en correction, qui suppose un acquittement pour défaut de discernement, ne peut plus intervenir légalement, et le juge est tenu de prononcer la peine encourue, dans la mesure indiquée par les articles 67 et suivants.

La formule qui parle de *substitution de l'envoi en correction aux courtes peines* pour les mineurs de seize ans, est donc en contradiction avec les termes de la loi, qui applique la mise en correction et les pénalités à deux situations absolument différentes. Les magistrats qui croient devoir étendre la mesure de l'envoi en correction à de jeunes délinquants qui ont agi avec un discernement manifeste, sont obligés de se mettre en contradiction avec la vérité des faits, et l'on comprend que certains d'entre eux soient arrêtés, à cet égard, par des scrupules peut-être excessifs, mais assurément respectables. Un jeune homme âgé de 15 ans et 11 mois, qui a commis avec un discernement évident, peut-être même avec un raffinement d'habileté, un délit de quelque importance ou même un crime, est traduit devant le tribunal correctionnel : les juges, quelque désireux qu'ils soient de lui épargner la peine de l'emprisonnement et de le mettre sous la tutelle administrative, hésitent en conscience à déclarer qu'il a agi sans comprendre la portée de son action; ils se décident, toutefois, je le suppose, à proclamer l'absence de discernement; l'auditoire qui

a suivi les débats, accueille par une hilarité irrespectueuse une déclaration si manifestement contraire à la vérité. J'ai été témoin de scènes de ce genre, j'ai reçu les confidences de magistrats troublés par l'embarras de cette exigence légale.

Eh bien ! une occasion se présente de donner une base juridique à la nouvelle pratique du tribunal correctionnel de la Seine, telle que l'exposait tout-à-l'heure M. le président Flandin. Une commission est chargée de préparer la revision de notre Code pénal. J'exprime le vœu qu'elle propose d'insérer dans l'article 67 un paragraphe autorisant les tribunaux de police correctionnelle à mettre sous la tutelle administrative tous les jeunes délinquants, *même ceux qui seraient reconnus avoir agi avec discernement*, toutes les fois que l'adoption de cette mesure paraîtra conforme à leur intérêt.

M. le conseiller VOISIN. — L'idée de M. Dubois est excellente, mais nous ne pouvons pas attendre la loi à intervenir. La réforme du Code pénal peut n'aboutir que dans plusieurs années. Je ne m'expliquerais pas que, pour une simple querelle de mots, on laissât de côté, pendant tout ce temps, les avantages immenses que présente l'envoi en correction, et qu'on continuât d'infliger aux mineurs de seize ans ayant agi avec discernement de courtes peines d'emprisonnement, qui ne servent qu'à les flétrir et à les pervertir.

M. Georges DUBOIS. — Je regrette de ne pas m'être mieux fait comprendre. J'avais, cependant, eu soin de déclarer, en commençant, que j'approuvais les considérations émises en faveur du développement de l'envoi en correction. Je n'entends donc point gêner la pratique nouvelle. Mais je maintiens que la rédaction actuelle des articles 66 et 67 met la magistrature dans une situation fautive, en l'obligeant, pour étendre cette mesure aux jeunes délinquants qui ont agi *avec discernement*, de déclarer, contrairement à la réalité, le défaut de discernement ; et, puisqu'une occasion se présente, pour les pouvoirs publics, de mettre le texte de la loi pénale en harmonie avec une nécessité que nous sommes à peu près unanimes à reconnaître, je persiste à penser qu'il serait sage d'en profiter.

M. VANIER, *vice-président au Tribunal de la Seine*. — Je puis ajouter, à l'appui des observations de M. Dubois, qu'il m'est

arrivé plus d'une fois, dans ma carrière de magistrat, d'éprouver les scrupules dont il a parlé.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous comptons aujourd'hui sur la présence de M. Herbette, directeur de l'administration pénitentiaire. Au dernier moment il a dû s'excuser de ne pas assister à cette séance, mais il nous promet, en même temps, de venir à la prochaine.

La séance est levée à 6 heures 10.

Le Secrétaire,
Raoul GRIPON.

Paris, 2 février 1890.

**A Monsieur le Président de la Société générale
des prisons.**

Permettez-moi de m'associer de loin à la discussion relative aux courtes peines que je trouve rapportée dans le Bulletin de la Société générale du 1^{er} janvier 1890, par M. Rivière.

Tout est à retenir dans l'exposé lumineux de cette question pour laquelle je me suis fait un devoir de combattre depuis quinze ans que j'ai l'honneur d'être attachée au service pénitentiaire.

M. le Directeur général de l'Administration pénitentiaire vient de traiter ce sujet dans un des articles parus à l'*Officiel*, au sujet de l'Exposition, avec une autorité qui ne laisse place à aucune discussion, et si je me permets de prendre place à ses côtés, c'est uniquement pour dire : j'ai vu, j'ai pratiqué et j'ai expérimenté.

Cette question a trouvé de si éminents et de si généreux défenseurs qu'il semblerait qu'elle n'a plus à être défendue.

Il n'en est malheureusement pas ainsi, et M. Rivière dit bien juste lorsqu'il rappelle la circulaire de M. le Garde des Sceaux du 5 janvier 1889, et qu'il ajoute : « Il n'est malheureusement que trop certain que les magistrats bien souvent, surtout en province, obéissent à un préjugé à l'égard des maisons d'éducation correctionnelle. Ils s'imaginent trop souvent, sans les avoir visitées, que ces maisons sont fort mal tenues. »

Tout est là : « sans les avoir visitées. » Il m'est arrivé maintes fois d'entraîner à une visite des magistrats tout surpris de ce qu'ils voyaient.

M. Rivière dit vrai encore lorsqu'il dit pour les garçons :

« Les condamnations ne peuvent avoir aucun effet sur l'âme de l'enfant ; elles la déshonorent et l'habituent à la honte de la peine, sans pouvoir arriver à la réforme. »

Cette opinion si juste peut s'appliquer aux jeunes filles, et c'est pour les deux sexes que celle de M. Bournat qui voit et pratique le patronage, doit aussi prévaloir : « envoyer les jeunes détenus en correction le plus longtemps possible. »

J'ajoute jusqu'à vingt et un ans, afin de les protéger contre des familles, desquelles il faut penser trop souvent, après examen des dossiers, qu'il serait désirable que ces pauvres enfants n'en eussent pas.

Que les très honorables dissidents de cette opinion, qui s'est affirmée par la pratique constante du patronage des jeunes détenus et l'observation attentive de leur situation de famille, sollicitent de M. le Directeur général des renseignements sur ce sujet.

Ils seront comme les magistrats qui *ont vu*, ils seront *convaincus*, comme le dit M. Bournat dont l'esprit bienveillant et la longue expérience ne peuvent être mis en doute :

« Que l'envoi en correction jusqu'à la vingtième année (*j'espère vingt et un ans*) est une mesure de protection pour le mineur et de sécurité pour la société. »

« Pourquoi ne pas laisser la tutelle à l'Administration jusqu'à la fin de la minorité » écrit M. le Directeur général (*Officiel* du 24 septembre 1889), « jusqu'à cet âge de *vingt et un ans* où le pupille sera maître de ses actes, en mesure d'échapper aux influences mauvaises du milieu où il retombe, de la famille qui le saisit ? » — Et plus loin : « Que faire pour leur redressement en quelques semaines, en quelques mois de détention ? Comment ne pas substituer, autant qu'il se peut, les années d'éducation, aux mois d'emprisonnement ? »

Jamais l'Administration pénitentiaire n'a refusé la mise en liberté provisoire d'enfants chez lesquels l'instruction et l'éducation avaient produit leurs bons effets, et dont les familles offraient des garanties de moralité.

Mais ces familles sont bien rares, et c'est pour les jeunes filles surtout qu'une prudence extrême s'impose en raison du danger de la prostitution qui les guette.

Les Dames inspectrices ont bien souvent le regret de constater que des jeunes filles qui le mériteraient ne peuvent être rendues à leurs familles.

Elles sont alors, d'un commun accord, placées par la directrice de la maison qui les a élevées, et si la jeune fille consent à cacher son adresse à cette famille redoutable, elle est sauvée ; elle atteint sa majorité et se défend elle-même.

Mais j'ai dû plusieurs fois solliciter l'intervention des autorités locales pour qu'un avis salutaire donné par le commissaire central fasse renoncer des parents à reprendre des jeunes filles bien placées. Ils s'avisent parfois d'autres moyens, pour qu'elles leur

reviennent. J'en ai fait plusieurs fois personnellement l'expérience pour des enfants de Paris qui voulaient fuir leurs parents et venaient me demander protection.

Ils vont, souvent en état d'ivresse, sous prétexte de besoins de secours, importuner les maîtres ou patrons. Ceux-ci lassés promptement renvoient la jeune fille qui est guettée et reprise par les siens.

Ceci démontre que la prolongation de séjour dans les maisons d'éducation correctionnelle doit être *absolument considérée comme une protection pour les jeunes filles*.

Les placements à seize et dix-sept ans seraient souvent (sauf de très rares exceptions) prématurés, surtout lorsque l'enfant ignorante, illettrée, n'a été envoyée en correction qu'à douze ou quatorze ans, connaissant tout ce qu'elle devrait ignorer, et rien de ce qu'elle devrait savoir.

Si on voulait réfléchir qu'il est plus difficile d'instruire et de corriger une enfant de cet âge et de cet état moral, qu'une enfant plus jeune, on sentirait facilement que les laisser sous la tutelle de l'Administration jusqu'à vingt et un ans, n'est pas trop pour leur donner l'habitude de la vie honnête, affermir leur raison et leur jugement, et ne pas les exposer, à peine amendées, à toutes les tentations de la vie libre.

M. Bogelot se trompe et n'a jamais dû visiter aucune des maisons d'éducation correctionnelle de l'Administration ; je le regrette, il aurait vu que l'apprentissage s'y fait partout complet et qu'une fille de dix-huit ans, en état moral et physique d'être placée, le sera toujours par la directrice de la maison, et que toutes se font un devoir du patronage des jeunes filles que les familles veulent bien leur laisser.

Si elles sont sans place ou malades, elles reviennent à l'établissement tant qu'elles se conduisent bien ; et qu'il s'agisse des maisons congréganistes ou laïques, pas une jeune fille n'est dépourvue de protection si elle veut l'accepter.

Cette aide s'approprie aux besoins et aux dispositions de chacune, et puisque M. Bogelot parle de l'âge du mariage possible avant vingt ans, il serait facile de le rassurer et de lui montrer que certaines directrices d'anciennes maisons de province patronnent leurs pupilles jusque là, et ne laissent pas sans appui celles de leurs enfants que la misère ou le malheur atteint plus tard.

Puisque M. Rollet avoue être en désaccord avec quelques membres du Comité du sauvetage de l'enfance, en ce qui touche

les jeunes prostituées, qu'il me permette de lui dire, malgré la très grande sympathie que m'inspire son dévouement à l'enfance malheureuse ou coupable, que ces personnes ont grandement raison.

M. Rollet dit que « depuis le 15 octobre 1889, la Préfecture de police et le Parquet sont tombés d'accord pour poursuivre en police correctionnelle, comme vagabonde, toute jeune fille arrêtée sur la voie publique par la police des mœurs, s'il est constant qu'elle a quitté le domicile paternel *depuis plus d'un mois*. »

Mais M. Rollet ne dit pas qu'il faut en exclure celles qui l'avaient quitté et se livraient à la prostitution *depuis plus d'un an*.

A-t-il réfléchi que quelques-unes de ses protégées, malgré leur jeune âge, avaient déjà fait *un ou plusieurs* séjours à la deuxième section de Saint-Lazare ?

Ici, je ne saurais invoquer une autorité plus haute et plus compétente que celle de M. le Directeur général qui traite (*Officiel* du 24 déc.) du danger de l'intrusion d'enfants absolument perdus dans un effectif amendable, et où se trouvent de jeunes enfants, comme cela arrive en province, lesquels n'ont commis que le délit d'être très malheureux et sans asile souvent.

« Qui ne s'effrayerait, dit M. Herbette, à la pensée des ravages qu'un enfant vicieux et coupable peut faire autour de lui, avant même que le crime et le délit éclatent en lui de manière incoercible ».

M. Rollet peut-il penser que les jeunes filles ramassées sur les trottoirs en infraction aux règlements de la police des mœurs ne sont pas de cet élément dangereux dont parle M. le Directeur général ?

Certes je pense avec M. Herbette que (*Officiel* du 24 déc.) « tant que le cœur bat, tant que la vie ne se décompose pas, un malade a droit à des soins, et l'honneur de ceux qui le soignent est d'agir comme s'ils espéraient le sauver alors qu'il désespère lui-même. »

Mais jamais je ne penserai que la misère de certains enfants puisse être mise en contact avec la souillure de certains autres. Non, il ne faut pas, dans l'espoir trop souvent chimérique de sauver des jeunes filles tombées à l'abjection de la prostitution réglementée, il ne faut pas risquer en perdre d'autres par ce contact dangereux.

Je n'ai pas à exposer ici mes vues pour l'application des remèdes à apporter à si lamentable situation. Mais je puis dire à M. Rollet que si sa proposition était renversée, si ces jeunes filles étaient définitivement arrêtées *dès qu'elles ont quitté le domicile paternel*,

si alors leur situation était attentivement examinée et qu'il soit reconnu qu'il y a *impuissance* ou *complicité* de la part de la famille, alors je trouverais son intervention salutaire, surtout si la durée de leur envoi en correction continue, comme le dit M. le Directeur général, « jusqu'à la fin de la minorité ».

En effet, mineurs restent longtemps tous ces enfants dont la raison est en retard si l'audace et la malice sont développées, mineures aussi pendant longtemps ces jeunes filles à qui il faut trop souvent faire oublier tant de souillures avant de semer la bonne parole pour l'avenir.

Ici encore, M. le Directeur général, avec une énergie de langage à laquelle je m'associe pleinement, dépeint la situation morale de ces pauvres enfants : « A mesure qu'elles deviennent honnêtes et laborieuses, elles redeviennent enfants, de femelles précoces qu'elles étaient. » Et plus loin : « Mais de pareils résultats ne s'obtiennent que lentement, et c'est du temps qu'il faut donner pour aide à ces généreuses et patientes éducatrices pour refaire une jeune fille, ayant reçu une vagabonde, une mendiante, une coureuse, dix fois récidiviste peut-être, avant seize ans. »

Hé bien ! mais si à la première et même à la seconde arrestation, l'enfant avait été envoyée dans une maison d'éducation correctionnelle, elle n'aurait pas, à seize ans, ce triste passé de souillures et de vices qui la mène *droit et fatalement* à la *relégation* ou au lit d'hôpital.

Si les jeunes criminels dont les forfaits épouvantent la société avaient été soustraits à ces milieux dangereux, ils n'auraient pas non plus à seize ans des dossiers chargés de condamnations et n'assassineraient pas à 18 ans, comme Kaps que M. Rivière rappelle si justement, mais en rappelant aussi, avec non moins de raison, les milliers de jeunes détenus ramenés au bien après un séjour de 6 à 10 ans dans une colonie pénitentiaire.

Je n'ai jamais pu comprendre le sentiment qui pousse à prendre tant de soucis de l'internement de ces enfants matériellement si malheureux, que la plupart de ces pauvres petits (je parle ici des plus jeunes, garçons et filles) laissent voir une grande joie à leur arrivée, du bien être modeste dont ils jouissent dans leurs vêtements et leur nourriture.

Ils sont, sans exception, plus heureux, sous tous les rapports, que dans leurs familles, dans toutes les maisons à l'aspect riant et fleuri où ils sont accueillis et soignés avec tant de bonté.

Est-ce l'internat qui doit leur être si pénible et qui excite la compassion?

Mais est-ce que les enfants de bonnes familles ne sont pas, en grand nombre, internés, les garçons dans les lycées ou autres établissements jusqu'au delà de 21 ans, et les jeunes filles (moins longtemps c'est vrai) au couvent ou dans un pensionnat?

M. le sénateur Roussel, dans une étude sur l'éducation correctionnelle et l'éducation préventive, nous montre un des jeunes criminels dont le nom est resté tristement célèbre « Maillot, dit le Jaune », regrettant la situation que lui avait faite le défaut de protection qui l'a perdu; protection que je persiste à penser être accordée aux jeunes détenus dans nos établissements et qui les sauve des dangers de la rue.

Interrogé par le Président de la Cour d'assises, sur les causes qui avaient pu l'amener à commettre ce crime il répondit: « Que voulez-vous que je vous dise, M. le Président? Depuis l'âge de sept ans, je me suis trouvé seul sur le pavé de Paris. Je n'ai jamais rencontré personne qui se soit intéressé à moi. Enfant, j'étais abandonné à tous les hasards, je me suis perdu. J'ai toujours été malheureux. Ma vie s'est passée dans les prisons. Voilà tout, c'est une fatalité. Je suis arrivé ainsi où vous savez. Je ne dirai pas que j'ai commis ce crime par des circonstances indépendantes de ma volonté; mais enfin (ici la voix de Maillot devint tremblante) je n'ai jamais eu personne à qui me recommander, je n'avais en perspective que le vol, j'ai volé! J'ai fini par tuer! »

Qui oserait affirmer que si cet enfant malheureux avait été à son premier délit envoyé dans une maison d'éducation correctionnelle, à défaut de l'Assistance publique qui aurait dû le recueillir et à qui les magistrats auraient dû le recommander, qui oserait affirmer qu'il serait allé, chargé de crimes mourir en Nouvelle-Calédonie presque aussitôt son arrivée?

Quel lugubre enseignement!

M. Schœlcher a dit que nous faisons les récidivistes. De pareils faits sont-ils pour effacer cette cruelle parole?

Le Conseil supérieur des prisons, dans sa séance du 20 décembre 1883, a adopté à l'unanimité le vœu « que M. le Garde des Sceaux voulût bien appeler l'attention de la magistrature sur le danger des courtes peines à l'égard des mineurs de seize ans et sur les graves inconvénients des courtes peines correctionnelles. »

En formulant ce vœu, M. Félix Voisin rapporteur de la deuxième commission, ajoute « que le Conseil supérieur fera faire

par là un pas nouveau à l'important problème de la moralisation des jeunes détenus; que sur une question d'une telle gravité, il importe de ne point se lasser et qu'il faut conserver l'espérance qu'on tiendra compte des observations faites. »

Dans le rapport qui a suivi la discussion importante qui a amené le Conseil supérieur à exprimer ce vœu, M. Félix Voisin émet l'opinion que «poser la question des courtes peines c'est la résoudre. »

Hélas ! non, puisqu'elle revient en discussion devant la Société générale des prisons, en 1890.

J'exprime cependant l'espérance que désormais la « poser sera amener sa solution. »

La maison d'éducation correctionnelle coûte moins cher à l'État que la maison centrale et la relégation.

Elle lui est plus profitable et lui fait plus d'honneur puisqu'elle lui fait des hommes, au moins du plus grand nombre des enfants perdus qui lui sont confiés, et j'affirme qu'elle fait aussi de braves filles et d'honnêtes femmes des petites filles, quand elles sont arrêtées à temps et pour assez de temps, et lorsqu'un patronage intelligent et maternel complète l'œuvre de l'éducation correctionnelle.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mon respect.

L'Inspectrice générale des établissements pénitentiaires,

M^{me} DUPUY.

ÉCOLE MÉNAGÈRE DE CHAUMONT

(Haute-Marne.)

Une école ménagère et professionnelle a été établie à Chaumont, sous les auspices de la Société de patronage des jeunes apprentis, sous ceux du conseil municipal, du conseil général et d'un certain nombre de Dames. Son nouveau local est aujourd'hui, 16, route de Langres.

Le Ministre de l'intérieur, toujours désireux d'encourager les œuvres utiles et particulièrement celles qui s'occupent de l'enfance, lui accorde aussi son appui.

Cette école fonctionne sous la haute direction de Madame Vila, inspectrice départementale de la Haute-Marne et Présidente du Comité administratif.

L'École a pour but spécial de préparer la jeune fille à la vie pratique, en la soumettant à tous les travaux indispensables dans le ménage; elle assure en outre l'apprentissage raisonné d'une profession et permet aux élèves de compléter leur instruction primaire.

Dans l'École ménagère, on s'applique particulièrement à développer toutes les aptitudes des élèves en même temps qu'on les soumet à l'influence bienfaisante d'une éducation vraiment familiale; c'est ainsi qu'avec des habitudes d'ordre, de propreté, d'exactitude, de prévoyance et d'économie, les jeunes filles sont préparées à remplir dignement leur rôle dans toutes les conditions de la vie.

Nous n'entrerons pas ici dans les détails de l'organisation administrative de l'École ménagère; nous nous bornerons à en signaler le programme d'études et de travaux qui est certainement celui que nous souhaiterions voir suivre dans toutes les maisons où sont élevées des jeunes filles destinées à la vie laborieuse.

La direction de l'École ménagère, dans une grande pensée de libéralisme, a ouvert ses classes aux enfants de tous les cultes, et y a reçu des enfants israélites et protestantes.

Les pensionnaires sont généralement catholiques.

Celles des externes pour qui les familles le demandent, sont, avec les pensionnaires, conduites aux instructions religieuses de la paroisse où elles suivent les offices les dimanches et les jours fériés.

La direction s'efforce de faire de ces enfants des femmes chrétiennes, n'ayant pas des pratiques de dévotion exagérées sans fruits pour leur âme, mais telles qu'elles pourront les suivre dans la vie libre et dans leur ménage.

Elle espère leur donner ainsi une force morale plus grande et un soutien dans les peines de la vie.

L'éducation tient la tête du programme et comprend le développement des bonnes mœurs, des vertus domestiques, des devoirs de famille, de société, le respect de soi-même, du droit de chacun, probité, droiture, savoir-vivre.

Nous avons visité plusieurs fois cette école et nous avons été émerveillé de l'intelligence de son fonctionnement.

Les enfants de tout âge, suivant leurs forces, sont tour à tour occupées à tous les travaux du ménage. Les jeunes apprenties font les courses des ateliers avec une surveillante ; d'autres vont au marché et font avec la maîtresse ménagère toutes les courses de la maison. Ce qui fait que, quoique élevées dans un internat, elles n'en subissent pas les inconvénients qui sont de les rendre étrangères à la vie réelle et pratique.

Lorsqu'elles rentrent dans leur famille ou qu'elles sont placées par la direction dans des familles de la région, elles sont à l'abri de l'étourdissement que cause la liberté à tant de jeunes filles tenues trop isolées du monde dans lequel elles sont appelées à vivre un jour.

CONDITIONS D'ADMISSION

Les jeunes filles sont admises à l'internat de 4 à 13 ans ; celles qui sont d'âge scolaire font partie de la classe primaire et y reçoivent l'instruction obligatoire. Ces deux dernières années, quelques-unes ont obtenu leur certificat d'études. A partir de 12 ans, les élèves entrent généralement en classe ménagère et sont plus spécialement exercées au ménage, à la couture, au raccommodage.

Les externes suivant l'âge qu'elles ont atteint sont admises à la classe primaire ou à la classe ménagère ; pour cette dernière classe, une assistance de 2 ans est obligatoire. Les élèves peuvent

ensuite entrer dans les divers ateliers de l'école et y poursuivre l'apprentissage raisonné d'une profession spéciale.

L'admission à l'externat pour les deux classes est gratuite moyennant l'adoption des enfants par la Société de patronage ou par la municipalité qui subventionnent l'École dans ce but.

L'admission à l'internat est de préférence réservée pour les enfants assistés de la ville ou du département.

L'effectif des élèves internes et externes est en ce moment d'une soixantaine ; il se complète par quelques orphelines ou enfants moralement abandonnés, adoptés par la Société de l'Union française dont le siège est à Paris.

Le nombre des places est d'ailleurs limité par les dimensions du local et surtout par les ressources de l'École qui proviennent :

De la Société de patronage, subvention annuelle	600 fr.
Il a été de plus accordé ces dernières années	
à titre de gratification	300
Le Conseil général de la Haute-Marne a voté...	600
La municipalité de Chaumont qui avait accordé	
d'abord 600 fr. et ensuite 1.600 fr. n'a donné	
pour 1889, que	500

Elle se réserve de fixer le chiffre de l'indemnité suivant le nombre d'élèves internes ou externes qu'elle placera à l'établissement. (1)

Monsieur le Ministre de l'intérieur, grâce à la bienveillance de Monsieur Monod, directeur de l'Assistance publique, a bien voulu accorder à l'École ménagère, en 1888, une subvention de 500 francs qui, pour 1889, a été portée à 1.000 francs.

Les cotisations des Dames patronnesses de l'œuvre, le modique prix de la pension mensuelle pour les enfants assistés du département, de la ville, du bureau de bienfaisance, constituent le trop modeste budget dont le déficit se comble par une loterie ou une vente de charité qui a lieu au moment de l'Assemblée générale annuelle à laquelle sont invités les membres fondateurs et les membres honoraires.

(1) Nous devons mentionner aussi parmi les bienfaiteurs de l'école ménagère de Chaumont, la Société générale de la protection de l'enfance présidée par l'honorable M. Bonjean, qui a donné l'année dernière une somme de 100 francs en faveur de l'œuvre, à titre d'encouragement.

Cette année en nous donnant personnellement sa généreuse offrande, M. Bonjean nous a fait espérer qu'une visite prochaine à l'école ménagère de Chaumont aurait pour résultat un appui plus complet de la puissante Société qu'il préside.

Cette réunion est un encouragement pour le comité des Dames si dévouées à cette œuvre utile appelée à se développer et à grandir lorsqu'elle sera plus connue, plus appréciée en dehors du cercle restreint qui s'en occupe jusqu'à présent.

L'École ménagère, ouverte depuis le 1^{er} avril 1884, a reçu comme élèves internes et externes plus de cent enfants; par suite de l'âge peu avancé des admissions, 6 seulement ont pu jusqu'ici être placées comme bonnes ou femmes de chambre dans des familles de la région; 15 sont sorties des ateliers comme ouvrières blanchisseuses, repasseuses, couturières en robes ou en lingerie et gagnent honnêtement leur vie; 7 ou 8 sont rentrées dans leurs familles.

Par suite de diverses circonstances fâcheuses au point de vue des finances, l'École vient pour la 3^e fois de changer de local; elle s'est agrandie et se trouve surtout dans de bien meilleures conditions comme air et espace; elle dispose d'un grand et beau jardin où les élèves vont être appliquées à ajouter à leur éducation ménagère un peu de culture potagère.

PROGRAMME DES TRAVAUX ET DES ÉTUDES

1^{re} Section. — Travaux manuels.

Couture. — Étude progressive et méthodique des différents points: raccommodages, reprises diverses, points de marque divers avec leurs applications.

Étude des patrons avec application pour la confection de la lingerie et des vêtements à l'usage des élèves.

Étude théorique et pratique de la machine à coudre.

Tricot. — Différents points: raccommodage, remmaillage avec leurs applications, bas, gants, chaussettes, etc.

Différents travaux pratiques au crochet.

Linge. — Soins à prendre du linge non lavé. Blanchissage du linge, lessive au savon. Emploi et danger de l'abus de l'eau de javelle, du sel d'oseille et des différents produits chimiques employés dans les lessives.

Pliage du linge. Ordre dans lequel il doit être placé dans l'armoire.

Repasseage. Linge uni, linge empesé. Étude sur les matières employées pour l'empesage.

2^e Section. — Ordre, économie domestique.

Habitation. — Tenue matérielle; ordre, propreté dans une maison; aérage.

Cuisine. — Principaux ustensiles de cuisine, vases en cuivre; précautions à prendre pour les empêcher de s'oxyder.

Aliments. — Conseils relatifs à l'alimentation. Pain. Boissons. Choix des viandes. Légumes frais et secs. Laitage. Fruits frais et secs, leur préparation. Conserves alimentaires.

Habillement. — Simplicité, bon goût, propreté minutieuse, danger du luxe.

Hygiène et médecine domestique. — Hygiène générale de l'habitation, des vêtements, de la nourriture. Hygiène pour chaque âge.

Des maladies les plus communes: moyens de les prévenir, de les soigner.

Désinfectants.

La mère de famille garde-malade. La chambre des malades. Premiers soins à donner avant l'arrivée du médecin en cas d'accidents, d'asphyxie.

Plantes médicinales, leur emploi. Plantes dangereuses.

Remèdes les plus usuels. La petite pharmacie.

De l'ordre dans la direction d'un ménage. — Recettes et dépenses. Gains et épargne.

Comptes de ménage. Comptes de fin de mois.

Réserve dans les acquisitions.

Ce que l'on doit entendre par le bon marché.

Économie, prodigalité, avarice.

Nécessaire et superflu.

Achats à crédit. Danger des dettes.

3^e Section. — Complément d'instruction primaire.

Lectures ayant surtout rapport à l'éducation morale et pratique de la femme et à l'économie domestique. Ces lectures, expliquées et développées, font l'objet d'un compte rendu verbal

ou d'un devoir de rédaction. Cet exercice peut alterner avec des leçons d'écriture, s'il est nécessaire.

Il est donné des leçons complémentaires de grammaire avec applications, d'arithmétique et de calcul mental ainsi qu'un peu de comptabilité. Soit en tout deux heures 1 2 de leçons par jour, sans comprendre les lectures faites aux élèves ou par elles-mêmes, à haute voix, par ordre de tour, durant les travaux à l'aiguille.

Travaux pratiques.

Ménage, cuisine, lavage du linge et des vêtements, raccommodage, repassage, coupe et confection des vêtements usuels.

Le travail de l'École se fait au profit des élèves; elles lavent, raccommodent, repassent leurs objets d'habillement; en outre, s'il y a lieu, pour la 3^e année qui est facultative, le gain réalisé en travaillant pour les particuliers ou les magasins est placé à la caisse d'épargne au nom de l'enfant.

L'ambition de la Direction serait de pouvoir ouvrir ses portes à un plus grand nombre d'enfants; pour cela, malheureusement, les ressources font défaut.

Le véritable apprentissage raisonné d'un métier de leur choix, ne permet pas de compter beaucoup sur les produits des ateliers, puisque dès qu'elles sont devenues ouvrières habiles elles sont placées ou rendues à leurs familles ou tuteurs.

Le Comité de direction espère que cet exposé sincère du fonctionnement de l'École ménagère et de ses classes annexes ne manquera pas de lui attirer des souscriptions devenues indispensables à son fonctionnement, cette année surtout où les frais de sa nouvelle installation ont été assez considérables. Il invite toutes les personnes qui s'intéressent à l'enfance malheureuse à venir visiter, 16, route de Langres, cet établissement dont le but vraiment moral est de faire de l'éducation préservatrice.

Comte LE COURBE.

LE RÉGIME PÉNAL & PÉNITENTIAIRE

AUX

ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE DU NORD

M. Aschrott, juge de bailliage, déjà connu par ses travaux sur les prisons d'Angleterre et d'Irlande, a rendu compte, dans la séance de la Société des Juristes, tenue à Berlin, le 9 mars 1889, des observations recueillies par lui, au cours d'un voyage dans l'Amérique du Nord, sur le régime pénal et pénitentiaire des États-Unis. (1)

Après avoir constaté la diversité infinie que présente la législation des États de l'Union, tant au point de vue du droit pénal et de l'organisation judiciaire, qu'au point de vue du modèd'exécution des peines, et avoir rendu un légitime hommage aux efforts accomplis par la *National Prison Association*, création du regretté D^r Wines, il a exposé la classification des prisons de l'État de New-York, qui se subdivisent en trois classes : 1^o les *State prisons* ou *State penitentiaries*, dans lesquelles sont subies les peines de longue durée et d'un caractère infamant ; 2^o les *District prisons* ou *Houses of correction*, affectées aux peines d'une durée longue, mais non infamantes ; 3^o les *County* ou *City jails*, qui servent de prisons préventives, en même temps que de lieux d'exécution pour les courtes peines. A ces trois classes d'établissements pénitentiaires il convient d'ajouter les *Houses of industry* ou *Workhouses*, destinées principalement à recueillir les mendiants, les vagabonds, les ivrognes, etc. Aux États-Unis, l'indication de la prison dans laquelle la peine devra être subie rentre dans le pouvoir d'appréciation du juge : il peut même, et c'est un droit dont il use assez fréquemment, envoyer dans les *Workhouses* des individus condamnés à de courtes peines pour vol simple, pour coups et blessures, etc.

(1) L'exposé de M. Aschrott a été publié dans la *Sammlung gemeinverständlicher wissenschaftlicher Vorträge* de M. Virchow (76^e fascicule), Hambourg, 1889.

Un trait commun aux différents établissements pénitentiaires des États-Unis, c'est le nombre restreint des gardiens. Les directeurs n'hésitent point à conférer des attributions comportant un certain contrôle, par exemple la surveillance des approvisionnements ou la distribution des aliments, à des détenus dont la condamnation n'implique aucun manquement aux règles de la probité, tels que les individus condamnés pour violences envers les personnes. La sélection à laquelle ils procèdent à cet effet, est faite assez judicieusement pour ne donner naissance à aucun abus.

Il n'est pas sans intérêt de suivre M. Aschrott dans ses visites à des prisons de divers ordre dans l'État de New-York. Voici en quels termes il raconte celle qu'il a faite à la prison de Sing-Sing, la plus grande des trois *State prisons* de l'état de New-York :

« Cet établissement, qu'on atteint, de New-York, en un voyage d'un peu plus d'une heure en chemin de fer, et qui est situé au milieu d'un paysage merveilleux, contient en permanence 1.600 détenus. Ils sont occupés, pendant le jour, à des travaux en commun, et doivent, d'après le règlement, être maintenus la nuit à l'état d'isolement ; mais, en fait, et par suite du défaut d'espace, presque toutes les cellules de nuit sont occupées par plus d'un détenu. La loi du silence, qui est imposée en principe, n'est pas mieux observée en fait. Le directeur de la prison m'a avoué franchement qu'il regardait cette prescription comme impossible à faire exécuter, et qu'il n'infligeait de peines disciplinaires à ceux qui y avaient contrevenu, que lorsque le travail s'en trouvait troublé. Les détenus sont principalement occupés à des travaux industriels de trois genres : cordonnerie, blanchissage et fabrication des poêles. Pour la cordonnerie, la branche d'industrie qui occupe le plus grand nombre de détenus, on emploie dans de vastes proportions la force de la vapeur et, d'une manière générale, toutes les ressources d'une installation mécanique largement développée. Le bâtiment affecté à cette nature de travail produit plutôt l'impression d'une entreprise industrielle grandiose que d'un établissement pénitentiaire. Le directeur de la prison, que j'entretins de ce sujet, me déclara qu'il serait absurde d'adopter le travail manuel pour les détenus dans cette branche d'industrie : en effet, le travail à la main a presque entièrement disparu aux États-Unis, et les détenus n'auraient, à leur libération, aucune occasion d'exercer le métier qu'ils auraient appris dans l'établissement, tandis qu'ils trouveront facilement du travail comme

ouvriers de fabrique, après avoir appris en prison à manœuvrer les machines. — Le produit du travail des détenus est très satisfaisant : il représente, pour l'année 1886, un excédent de plus de 75.000 dollars sur les dépenses d'entretien ! »

Dans le même ordre d'idées, M. Aschrott compare les quatre systèmes d'organisation du travail qui ont été adoptés dans les prisons des États-Unis. Ce sont :

« 1° Le système de l'affermage (*lease system*) : le détenu est *affermé* moyennant une somme déterminée, pour toute la durée de sa peine, à un entrepreneur, qui doit pourvoir à sa nourriture et à son entretien et, à cette condition, dispose de toute la puissance de travail du détenu. Ce système, dont les vices ont été mis en vive lumière par le célèbre écrivain américain M. Cable, dans un article du *Century Magazine* de février 1884, n'est plus en vigueur que dans un petit nombre d'États du Sud, et doit être considéré comme un reste des temps de l'esclavage, qui ne tardera pas à disparaître complètement ;

« 2° Le système de l'entreprise (*contract system*) : ce système correspond au système de l'entreprise adopté dans la plupart des établissements pénitentiaires de la Prusse ; un entrepreneur s'engage à payer chaque jour une somme déterminée, calculée à tant par tête, pour le travail d'un certain nombre de détenus. Ce système était celui qui, jusqu'à ces derniers temps, dominait aussi en Amérique ; mais aujourd'hui on y a renoncé presque partout. Cet abandon a été amené par deux ordres de considérations : d'une part, il a fallu donner satisfaction à l'agitation créée en Amérique, aussi bien qu'en Allemagne, contre la concurrence faite par le travail des prisons au travail libre ; d'autre part, on est arrivé à la conviction que ce système est inconciliable avec un mode rationnel d'exécution des peines, parce qu'il engendre un conflit entre les intérêts de l'administration pénitentiaire et ceux de l'entrepreneur, et recule au dernier plan l'objet véritable de la répression ;

« 3° Le système de la régie (*public account system*), qui correspond au système de l'exploitation en régie, en vigueur dans un certain nombre d'établissements de l'Allemagne du Sud : l'État prend à son compte le travail des détenus. C'est à ce système qu'on s'est rattaché, dans la plupart des États américains, après avoir renoncé au *contract system* : et en même temps, pour éviter de faire concurrence au travail libre, on a apporté diverses restrictions à la vente des objets fabriqués dans les prisons. Ces

objets ne peuvent être vendus qu'à des établissements dépendant de l'État ou des communes, ou bien en dehors du territoire de l'État dont relève la prison ; ou ils doivent porter une marque spéciale les signalant comme *produits des prisons*. L'expérience qui a été faite de ce système n'a pas été toujours favorable. Il exige un capital de premier établissement considérable et un fonds de roulement non moins important, qu'il sera presque toujours difficile d'obtenir du pouvoir législatif, parce qu'on ne saurait avoir assez de confiance dans le directeur de la prison, pour lui remettre entre les mains de pareilles sommes. On craint, d'autre part, que le personnel des employés ne soit point à la hauteur des services plus compliqués que ce système de travail exigera d'eux, et l'on redoute surtout les risques pécuniaires attachés à une exploitation par l'État ;

« 4° Le système du paiement à la pièce (*piece prize system*) : c'est un système intermédiaire entre le *contract* et le *public account system*. Un entrepreneur fournit les matières premières, souvent aussi les machines, et s'oblige à reprendre, à un prix fixé à l'avance, les produits fabriqués par les détenus. Ce système est aujourd'hui reconnu presque partout en Amérique comme le meilleur : l'administration de l'établissement reste maîtresse de l'exploitation, et conserve seule la surveillance des détenus ; d'autre part, elle est déchargée du soin de veiller aux achats et aux ventes, les risques commerciaux de l'organisation du travail disparaissent presque complètement pour elle, et ce système n'exige pas, de la part de l'État, l'avance de capitaux considérables.

« Le *piece prize system* est en vigueur dans la prison de Sing-Sing, et s'y maintient bien. Dans chaque salle de travail un contremaître (*Foreman, Instructor*) est placé à côté du surveillant, et ces deux employés veillent à ce que les détenus s'acquittent avec application et avec ordre du travail auquel ils sont astreints et auquel ils doivent consacrer neuf heures par jour, en moyenne. »

La discipline est, en général, maintenue très facilement, sans qu'il y ait lieu de recourir souvent à des peines disciplinaires. Ce résultat est atteint grâce au régime des *good time laws*, dû à l'initiative du Dr Wines et du professeur Dright, qui proposèrent, en 1867, de substituer le système des encouragements à celui des peines disciplinaires, en donnant au détenu qui se conduit bien la possibilité d'arriver à abréger la durée de sa peine. Les chambres

de l'État de New-York instituèrent ce régime, en votant la première *good time law* : l'expérience qui en fut faite dans les prisons de cet État détermina la plupart des autres États de l'Union à voter des lois analogues. M. Aschrott expose en ces termes le mécanisme de cette institution :

« La loi donne au détenu le droit de réduire d'une période de temps déterminée, qu'on appelle *good time*, la durée de la peine qu'il a à subir, et cela par sa seule bonne conduite, sans autre condition : ce système s'appelle *system of selfshortening sentences* ou *system of commutation of sentences*. Les différences entre les *good timelaws* des divers États portent sur deux points : 1° pour quelles peines une réduction (*good time*) peut-elle être accordée ? La Pensylvanie et l'Ohio l'accordent même pour les peines d'un mois seulement ; New-York et l'Illinois ne la concèdent que pour les peines d'un an et au-dessus ; 2° quelle durée peut comporter la réduction ? Ici, les lois offrent entre elles des divergences sensibles : pour une peine d'un an par exemple, l'abréviation est de deux mois dans l'État de New-York, d'un mois seulement dans l'Illinois.

« Dans le principe, la réduction de peine concédée par ces lois était accordée partout sans condition ; il n'y a, jusqu'à présent, que deux *good time laws* récentes, celles des États de New-York et de Massachusetts, qui en aient fait une mesure conditionnelle, en décidant qu'un détenu qui a obtenu une abréviation de sa peine devra subir, après coup, la partie de la peine qui lui avait été remise, s'il est condamné de nouveau avant l'expiration du temps primitivement fixé pour la durée de sa peine, ou s'il contrevient à l'une des obligations qui lui avaient été imposées au moment de sa libération. Cette disposition est principalement dirigée contre les criminels d'habitude qui sont, comme l'expérience l'a prouvé, ceux qui se conduisent le mieux en prison et qui, par suite, obtiennent le plus facilement une réduction de peine. »

M. Aschrott a aussi rendu compte de sa visite au *Penitentiary* installé dans l'île de Blackwell, en face de New-York. Cet établissement, qui est la plus grande des *District prisons* de l'État de New-York, contient environ 1.000 détenus. « Cette île, qui est la propriété de l'État de New-York, comprend, outre le *Penitentiary*, un assez grand nombre d'autres établissements publics, notamment une maison de travail (*Workhouse*), une maison d'indigents (*Alms house*), un hôpital (*Hospital*), un

établissement d'aliénés (*Lunatic asylum*), un établissement d'aveugles (*Blind asylum*), et un asile de convalescents (*Convalescent hospital*). Peuvent seuls aborder à cette île des bateaux spéciaux, appartenant à l'autorité qui a la surveillance de tous ces établissements (*Commissioners of public charities and correction*), et ces bateaux ne transportent que les personnes munies d'un laissez-passer délivré par cette autorité. Cette situation exceptionnellement favorable est particulièrement avantageuse pour la prison. D'abord, il n'est besoin de prendre, pour ainsi dire, aucune mesure contre les tentatives d'évasion, dont la réussite serait à peu près impossible; puis, la juxtaposition des divers établissements permet de préparer dans les uns ce qui peut être nécessaire aux autres; enfin, dans le voisinage immédiat du *Penitentiary* se trouvent des pièces de terre fertiles et bien cultivées, qui fournissent les légumes et autres produits naturels dont les différents établissements de l'île ont besoin.

« Les pensionnaires du *Penitentiary* sont employés exclusivement à des travaux pour la maison elle-même et pour les autres établissements installés dans l'île. Outre la culture et l'exploitation d'une grande boulangerie, on y a créé des ateliers de couture et de cordonnerie; mais, ici, l'emploi des machines pour ces travaux est expressément interdit. L'état sanitaire des détenus est exceptionnellement bon, grâce à la pureté de l'air de l'île. Chaque détenu est pesé à son entrée dans l'établissement et à sa sortie, et cette double opération accuse une augmentation de poids de douze livres, en moyenne. »

Une mention spéciale est due à la façon dont sont occupés tous les individus internés dans le *Workhouse* de cette île de Blackwell, même les individus condamnés à de courtes peines, qui y sont envoyés par décision du juge. Le travail y est organisé de manière à subvenir aux besoins de tous les établissements voisins: c'est ainsi qu'on y a installé une immense blanchisserie, à laquelle est envoyé tout le linge des diverses maisons de l'île; on y nettoie et on y répare les vêtements des pensionnaires de toutes ces maisons; enfin, les habitants du *Workhouse* sont encore employés aux courses et transports à effectuer entre les nombreux établissements de l'île.

M. Aschrott a visité, en dernier lieu, une des prisons appartenant à la troisième classe, celle des *County or City jails*, qui

formé le côté faible de l'organisation pénitentiaire des États-Unis. « Tous les établissements de cet ordre, dit-il sont placés sous la direction des *Sheriffs*, et sont gérés par eux comme une source de revenus. Le *Sheriff* reçoit une somme déterminée par tête de détenus, et cherche à réaliser le plus fort bénéfice possible. En ce qui concerne spécialement les *Tombs* (1), j'eus, en entrant, l'impression que je me trouvais sur un champ de foire: je fus salué par un véritable tumulte de cris confus; j'entendais les détenus d'une salle chanter des chansons obscènes; dans une autre, les détenus jouaient aux dés et aux cartes; dans une troisième, ils faisaient bombance. On les encourage naturellement à faire aussi bonne chère que possible à leurs frais, le *Shériff* y trouvant son intérêt. Il ne pouvait y être question, ni d'ordre, ni de propreté. »

Mais l'établissement le plus intéressant de l'État de *New-York*, dans l'ordre pénitentiaire, c'est sans contredit la maison d'amendement (*Reformatory*), établie à Elmira. Commencé en 1869, à la suite d'un vote des pouvoirs législatifs allouant les fonds nécessaires, le bâtiment fut terminé en 1876. Une loi du 24 avril 1877 en régla la destination. Cette loi donne au juge le droit d'envoyer dans le *Reformatory* tout individu du sexe masculin, âgé de 16 à 30 ans, qui s'est rendu coupable d'un crime ou d'un délit grave, et qui n'a jamais été condamné, au lieu de le frapper d'une peine à subir dans une *State prison* ou dans un *County penitentiary*; mais le juge ne doit faire usage de cette faculté, qu'autant qu'il estime que le coupable est susceptible d'amendement, d'une part, et ne peut, d'autre part, s'amender qu'à la condition d'être soumis à une sorte de régime moralisateur systématiquement organisé. Le conseil d'administration (*Board of managers*) de l'établissement d'Elmira, qui est composé du directeur de la maison et de quatre membres nommés par le gouverneur de l'État de *New-York*, a le droit de garder le condamné qui lui a été renvoyé par le juge jusqu'à l'extrême limite de la peine afférente au crime ou au délit qu'il a commis, ou de le mettre en liberté à une époque quelconque, mais, en principe, à titre conditionnel seulement, et, enfin, de lui rendre sa liberté complète, s'il paraît certain qu'il n'en fera point un usage contraire à l'intérêt social.

(1) C'est le nom qui a été donné, à raison du style égyptien de son architecture, au jail de la ville de *New-York*.

M. Aschrott s'exprime en termes enthousiastes sur le compte de M. Brockway, le directeur actuel du *Reformatory* d'Elmira, et fait remonter, en grande partie, à son intelligence et à son dévouement le mérite du succès de l'institution. Il a consacré plusieurs journées à la visite de l'établissement, et résume ainsi qu'il suit les résultats de ses observations :

« Les pensionnaires du *Reformatory* sont divisés en trois classes; les cellules de nuit de chaque classe sont groupées ensemble, et différent, par leur dimension et leur ameublement, de celles des autres classes. Les cellules de la troisième classe sont très petites, et ne sont garnies que des objets strictement indispensables. Celles des deux premières classes sont plus grandes et ont quelques meubles de plus, notamment une table, un miroir, un petit tapis devant le lit, etc. En principe, chaque détenu doit avoir une cellule de nuit pour lui seul : mais comme l'établissement est encombré à certains moments — il contenait 800 détenus à l'époque de ma visite — on réunit fréquemment deux détenus dans une même cellule ; toutefois, cela n'a jamais lieu que pour des détenus appartenant à la première classe.

« Tout détenu, à son arrivée, entre dans la seconde classe ; il doit y rester au moins six mois. Si sa conduite, qui est constatée, à peu près comme en Angleterre, au moyen d'une attribution de *marques* mensuelles, a été mauvaise, il est transféré, à titre de peine, dans la troisième classe, et doit commencer par remonter à la seconde en méritant un nombre déterminé de marques. Que si, au contraire, il a mérité pendant six mois, dans la seconde classe, un minimum de marques, il passe dans la première classe, dans laquelle il doit mériter encore, pendant un nouvel espace de six mois, le maximum des marques, pour pouvoir être proposé pour la libération provisoire avant l'expiration de la peine. Ainsi, la libération provisoire ne peut intervenir, au plus tôt, qu'après l'expiration d'une année : tous les individus envoyés à Elmira doivent y rester au moins un an. Il est fait une attribution spéciale de marques pour la bonne conduite, pour l'application au travail et pour l'instruction scolaire.

« En ce qui concerne l'application au travail, le contremaître remet tous les jours à chaque détenu, dans sa salle de travail, une attestation établissant la somme de travail qu'il a fournie ; M. Brockway lui-même détermine au commencement de chaque mois, en tenant compte des forces physiques et de l'ensemble des

aptitudes de chaque détenu, la somme de travail qu'il doit fournir dans le cours du mois, pour obtenir le chiffre maximum de marques. Le nombre des branches d'industries exploitées dans l'établissement est assez grand, et, dans la répartition des détenus entre ces diverses branches, on tient particulièrement compte de leurs occupations antérieures et des chances qu'ils pourront avoir de trouver de l'occupation, à leur libération, dans telle ou telle nature de travail. Le temps pendant lequel le détenu est tenu de travailler, est de 8 à 9 heures par jour : le système de travail adopté est, à côté des travaux pour les besoins de l'établissement, le *piece prize system*.

« L'enseignement scolaire, qui est l'objet des plus grands soins dans le *Reformatory*, comprend tant l'instruction générale que l'apprentissage d'un métier.

« Sont abordés, comme objets d'instruction générale, non seulement les éléments de la lecture, de l'écriture et du calcul, mais encore l'histoire et la géographie nationales, les principes généraux de la science du droit et de l'économie politique. On part de ce point de vue, qu'il ne suffit point de procurer au détenu une certaine somme de connaissances et d'aptitudes positives, qui le mettent en état de gagner honnêtement sa vie au moment de sa libération, mais qu'il faut aussi lui donner une intuition bien claire des conditions d'existence du pays auquel il appartient et de ses devoirs envers ce pays. Il importe moins de faire de lui un homme très instruit qu'un bon citoyen, qui soit mis en état de travailler au bien commun de la nation. En partant de ce point de vue, on a dressé le programme de l'enseignement dans les classes supérieures (il y a dans le *Reformatory* d'Elmira une échelle des classes semblable à celle des écoles), de manière à faire comprendre au détenu l'intérêt qu'il a à continuer lui-même son instruction. Par exemple, en ce qui touche l'enseignement de l'histoire, l'instructeur se borne à jeter un coup d'œil d'ensemble sur la période historique qu'il envisage, et indique ensuite les livres dans lesquels on pourra puiser des développements. Les livres, qui se trouvent dans l'excellente bibliothèque de l'établissement, sont remis aux détenus, auxquels on donne pour devoir d'en lire certains passages, et de les résumer par écrit ou de les analyser de vive voix. J'ai été absolument surpris des résultats parfaits que cette méthode avait produits, au bout d'un séjour de un à deux ans, chez des détenus qui étaient entrés dans l'établissement à peu près dénués de toute instruction.

« L'émulation des détenus dans cet ordre de travaux est encore stimulée par une institution tout à fait originale. Chaque semaine paraît à Elmira, sous le titre de *Summary*, un journal écrit exclusivement par des détenus. Ce journal insère d'abord une revue des événements politiques de la semaine, puisée dans les meilleures gazettes américaines : puis viennent des informations sur la vie même de l'établissement, notamment sur les conférences intéressantes qui ont été faites dans le courant de la semaine, sur le résultat des épreuves qui ont été subies, sur la promotion, la descente de classe et la libération des détenus, etc. A la fin se trouvent reproduits les travaux des détenus qui ont été remarqués, accompagnés souvent d'observations spéciales faites par M. Brockway ou par les maîtres de l'établissement. Chaque pensionnaire reçoit un exemplaire de ce journal, qui est imprimé dans la maison par des détenus. En outre, il est ouvert des abonnements à ce journal, et les abonnés parents des détenus, anciens détenus libérés, amis, sont assez nombreux pour couvrir entièrement, par leur contribution, les frais d'établissement du journal. Cette entreprise suscita dans le principe, une vive émotion ; aujourd'hui, on l'apprécie, de tous côtés, comme une excellente institution : elle ne sert point seulement à aiguillonner, chez les détenus, le désir d'apprendre et l'ardeur au travail, mais elle les maintient en relations avec les événements extérieurs, et fait connaître en même temps aux personnes du dehors, notamment aux parents des détenus, la vie menée dans la maison. L'exemple d'Elmira a provoqué la création de journaux spéciaux dans d'autres établissements du même genre.

« En dehors de l'enseignement des matières d'instruction générale, les détenus reçoivent, ainsi qu'on l'a vu plus haut, un enseignement professionnel. On a organisé, pour les métiers les plus divers, des cours auxquels les détenus prennent part avec beaucoup d'intérêt et un très-grand succès. Cet enseignement est donné le soir par des patrons d'Elmira, moyennant une légère rétribution. Le détenu a, chaque semaine, deux cours professionnels ; deux soirées sont consacrées à l'enseignement scolaire ; il reste donc au détenu deux soirées et le dimanche tout entier pour préparer ses devoirs scolaires. On est étonné de voir avec quel zèle les détenus s'acquittent de ce travail préparatoire. Parcourant un soir, après neuf heures, avec M. Brockway, les divers locaux de l'établissement, je n'entendis d'autre bruit que celui des pages qu'on tournait et des plumes qui grattaient le papier : aucun détenu ne se détournait

de sa lecture pour jeter sur nous, à notre entrée, un regard curieux.

« Le passage à la première classe comporte, indépendamment de la jouissance de meilleures cellules, certains avantages, notamment au point de vue de la correspondance, de la réception des visites et du nombre des livres de la bibliothèque qu'il est permis d'emprunter. On accorde, en outre, de petits adoucissements de régime aux détenus de la première classe, et ils mangent à une table commune, tandis que ceux des autres classes prennent leur repas dans leurs cellules. Enfin, les détenus de la première classe, qui portent un costume spécial, différent de celui des autres détenus, sont autorisés à se promener ensemble dans le préau, et sont employés à des missions de confiance, notamment à la surveillance des autres détenus.

« C'est à dessein que l'on expose ainsi les détenus de la première classe à des tentations de diverse nature. C'est seulement lorsqu'ils les ont subies pendant six mois, que M. Brockway propose au conseil d'administration de les mettre en liberté provisoire. Le conseil a, sans doute, le droit de rejeter cette proposition, pour des motifs spéciaux, malgré la bonne conduite du détenu, spécialement lorsqu'il juge que la gravité du délit commis rendrait dangereuse une aussi prompte libération : mais, en fait, il autorise toujours M. Brockway à mettre le détenu en liberté. Toutefois, la libération n'a lieu qu'après que M. Brockway s'est assuré que le libéré trouvera une occupation durable qui lui convienne. Si le détenu ne trouve pas, par lui-même ou par ses amis, une occupation de cette nature, M. Brockway s'entremet lui-même pour la lui procurer, et il ne lui a jamais été difficile jusqu'à présent, à ce qu'il assure, de trouver une situation convenable pour un détenu recommandé par lui.

« L'individu libéré provisoirement doit, pendant six mois au moins, justifier de sa bonne conduite sous la forme que M. Brockway juge la plus pratique suivant les cas, par exemple par la production d'une attestation de son patron. Quand M. Brockway est convaincu, à l'expiration des six mois, que le libéré doit être considéré, en fait, comme corrigé, il propose au conseil d'administration de déclarer la peine subie et de rendre au libéré sa liberté complète. S'il n'a pas encore acquis cette conviction, le temps d'épreuve de la libération provisoire est prolongé. Tant qu'il dure, M. Brockway a le droit de faire réintégrer l'établissement par le libéré, s'il craint que, laissé en liberté, il ne s'engage dans une

mauvaise voie. L'individu redescend alors à la seconde classe, et est traité de la même manière qu'à son entrée.

« Les chiffres suivants, empruntés au rapport annuel du *New-York State Reformatory at Elmira* pour l'année 1887, donnent des indications précises sur la mise en pratique du système qui vient d'être décrit.

« Le nombre total des individus libérés de l'établissement d'Elmira jusqu'à ce jour est de 1722. Ils se répartissent ainsi, au point de vue de la durée de leur séjour à Elmira avant leur libération :

Libération	après 12 mois	164	soit	9,5	p. 100
—	— 13 à 15 mois	459	—	26,2	—
—	— 16 à 18 —	283	—	16,4	—
—	— 19 à 24 —	360	—	20,9	—
—	— 25 à 36 —	312	—	18,1	—
—	— plus de 36 mois	152	—	8,9	—

« La durée moyenne du séjour de ces 1722 détenus à Elmira a été de 20 mois. Le rapport donne, en outre, les indications suivantes sur le sort de ces 1722 libérés :

156 se sont fixés dans d'autres États et par ce motif, ont été mis complètement en liberté ;

10 sont morts ;

128 ont encore à rendre compte de leur conduite, leur temps d'épreuve n'étant pas expiré ;

185 n'ont été mis complètement en liberté qu'après l'expiration de la durée maxima de leur peine ;

971 ont été mis complètement en liberté, après avoir produit, pendant six mois, des rapports satisfaisants sur leur conduite ;

126 n'ont point produit les attestations exigées, et l'on ignore ce qu'ils sont devenus ;

42 ont été frappés d'autres peines pendant leur temps d'épreuve ;

79 ont dû réintégrer l'établissement ;

25 sont rentrés volontairement dans l'établissement, parce qu'ils avaient perdu leur situation pendant le temps d'épreuve, et ne pouvaient trouver d'occupation ailleurs.

« Mais quand, en se fondant sur les chiffres qui précèdent, M. Brockway prétend qu'on doit considérer la proportion de libérés qui sont présumés amendés comme étant de 83,3 p. 100,

il est certain que cette conclusion soulève de sérieuses objections. En effet, M. Brockway ne range pas seulement dans la catégorie des amendés tous ceux qui ont obtenu leur liberté complète en remplissant la condition, peu concluante d'ailleurs, de rendre compte de leur conduite pendant six mois, mais encore la moitié de ceux qui ont négligé de remplir cette obligation, et la moitié de ceux qui n'ont pu obtenir leur liberté complète qu'après l'expiration du maximum de la peine. Un semblable calcul de probabilités ne saurait prétendre avoir la moindre valeur scientifique. D'ailleurs, les chiffres, tels qu'ils sont présentés, ne permettent de tirer aucune conclusion probante sur l'efficacité du système. La surveillance qui est exercée sur les individus libérés provisoirement est si superficielle (1), qu'en supposant que ceux qui se sont soustraits à l'obligation presque insignifiante de rendre compte de leur conduite sont retombés dans la voie du crime, on a plus de chance d'être près de la réalité des faits, qu'en presumant, comme le fait M. Brockway, que tous ceux qui ont satisfait à cette obligation doivent être considérés comme amendés.

« On ne saurait donc prouver d'une manière absolue que la nouvelle institution a produit d'heureux résultats ; il y a lieu, cependant, de faire remarquer qu'en Amérique l'opinion publique, dans son ensemble, considère l'expérience comme ayant réussi, et que les seules réserves qui se sont fait jour ont porté sur le point de savoir s'il serait possible de réaliser ce système avec succès sous la direction d'un homme moins capable et moins actif que M. Brockway. Dans tous les cas, l'expérience que l'État de New-York a faite dans l'établissement d'Elmira a décidé un certain nombre d'autres États à l'imiter. L'État de Massachusetts a déjà édifié un établissement analogue à Concord ; des *Reformatories* sont en construction à Hunhington en Pensylvanie, à Mansfield dans l'Ohio ; enfin, les chambres législatives de Minnesota, de Michigan et de Iowa sont saisies de projets de loi créant des *Reformatories* sur le modèle d'Elmira. »

M. Aschrott n'a point borné ses visites aux établissements pénitentiaires de l'État de New-York, mais a successivement visité les principales prisons de plusieurs autres États de l'Union. Nous

(1) *It is paternal in its spirits rather than a police supervision* (elle a plutôt un caractère paternel que celui d'une surveillance de police), dit le 35^e rapport de la *New-York prison Association*.

signalerons quelques-unes des institutions qu'il a remarquées, et qui se distinguent par leur côté pratique ou par leur originalité.

Dans l'État de Massachusetts, le régime pénitentiaire est centralisé entre les mains d'une commission de cinq membres (*Commissioners of prisons*), nommés pour cinq ans par le Gouverneur de l'État et investis d'un mandat gratuit ; parmi eux figurent deux commissaires du sexe féminin, avec droit de vote égal à celui des hommes. Cette commission administre les *State prisons*, et exerce des pouvoirs d'inspection sur les autres prisons, dont elle rédige les règlements et pour lesquelles elle fixe les traitements des employés. Elle a le droit d'ordonner le transfert d'un détenu d'une prison dans une autre, lorsqu'elle juge cette mesure utile pour la bonne exécution de la peine. Elle est assistée d'un secrétaire salarié et d'un assez grand nombre d'inspecteurs *visiting agents*, dont quelques-uns seulement reçoivent un traitement.

Des divers établissements pénitentiaires de cet État, le plus curieux est la prison pour femmes de Skarborn, qui renferme 250 détenues, et qui offre cette particularité que toute l'administration y est dirigée par des femmes ; la médecine et le ministère religieux lui-même y sont exercés par des personnes du sexe féminin. D'ailleurs, l'entrée de l'établissement n'est permise aux hommes qu'à titre absolument exceptionnel, et, pour être admis à visiter cet établissement, M. Aschrott dut obtenir qu'une des dames faisant partie de la Commission des prisons prît la peine de venir tout exprès de Boston, afin de l'accompagner. Le régime adopté dans l'établissement est le régime progressif, c'est-à-dire l'isolement pendant trois ou quatre semaines, puis l'emprisonnement en commun, avec passage par trois classes successives, d'après un système de marques. Les détenues de la première classe sont employées à la culture et aux travaux de la maison ; elles peuvent être mises en liberté provisoire par les *Commissioners of prisons* sur la proposition de la directrice, pourvu qu'elles aient trouvé des moyens d'existence assurés.

Quant au *Reformatory* créé à Concord, dans le même État, il peut, à la différence de celui d'Elmira, recevoir, sur l'indication du juge, non seulement des individus sans antécédents judiciaires, mais même des individus déjà condamnés, dont l'amendement paraît possible à obtenir. D'autre part, le juge peut y envoyer, non seulement les individus coupables de délits graves, mais les petits délinquants et les ivrognes d'habitude. Le séjour dans l'établissement est fixé à cinq ans pour les délits graves, et à deux ans pour

les autres ; mais lorsqu'un détenu promu à la première classe a tenu une conduite irréprochable pendant trois mois en cas de petit délit, ou pendant cinq mois en cas de délit grave, les *Commissioners of prisons* font procéder à une enquête sur son compte, et prononcent, lorsqu'elle est favorable, sa libération provisoire. L'autorité tient la main, plus sévèrement qu'à Elmira, à la stricte observation des conditions auxquelles la libération provisoire est subordonnée ; mais le régime de l'établissement lui-même est loin d'avoir le caractère rigoureux qui convient à un lieu de détention. C'est ainsi que les détenus ont la faculté de disposer leurs cellules à leur guise, en les ornant à leurs frais, d'où une apparence de *confort* peu compatible avec l'idée d'une répression à subir. C'est ainsi encore que le directeur autorise les détenus à former entre eux des clubs, et à y donner des soirées ! Ces clubs doivent être dirigés par des détenus de la première classe, qui répondent de l'ordre ; les détenus de la troisième classe en sont exclus. Les employés du *Reformatory* n'ont point accès dans ces clubs, qui sont exclusivement réservés aux détenus des deux premières classes et ne peuvent y pénétrer qu'à titre d'invités. Des scrutins de ballottage ont lieu pour la nomination des membres de ces clubs ; l'exclusion peut être prononcée dans la même forme. Lors de la visite de M. Aschrott, il y avait six clubs organisés dans le *Reformatory* de Concord : il eut l'occasion d'assister à deux soirées, où il vit un certain nombre de détenus portant une cravate claire, et un œillet à la boutonnière : il entendit lire des vers, déclamer des morceaux de littérature historique ou comique, chanter des chansons, jouer du piano, etc. ; tout se passa dans le plus grand ordre, et les détenus paraissaient s'amuser beaucoup. Le visiteur n'ayant pu s'empêcher de formuler quelques réserves sur l'opportunité de ces distractions, le directeur répondit que tous ses efforts tendaient à faire du séjour du *Reformatory* l'image de la vie réelle, et à relever le goût et l'esprit des détenus par l'habitude de la sociabilité ; mais on peut se demander ce que devient, à travers ces plaisirs et ces fêtes, le caractère intimidant de la peine.

La procédure suivie, dans le même État de Massachusetts, à l'égard des jeunes délinquants, mérite aussi une mention. Nous laissons ici la parole à M. Aschrott :

« Depuis l'année 1869, un fonctionnaire spécial (*State agent*) a été institué, dans l'État de Massachusetts, pour veiller à l'exécution des mesures qui doivent être prises à l'égard de tout jeune

délinquant. Ce fonctionnaire est informé de toute procédure criminelle ouverte contre un individu âgé de moins de 17 ans. Il est alors tenu de s'enquérir avec soin des conditions d'existence de l'inculpé et des circonstances qui l'ont amené à commettre l'acte punissable qui lui est reproché, de manière à pouvoir proposer au juge, s'il vient à reconnaître l'inculpé coupable, les mesures qui, suivant les cas, paraissent le plus convenables. A cet effet, les débats de toute poursuite dirigée contre un jeune délinquant sont suivis par un fonctionnaire spécial, soit le *State agent* lui-même, soit un employé de l'autorité judiciaire ou de la police, muni de ses instructions.

« Les propositions faites aux tribunaux par ces fonctionnaires tendent, d'une manière générale, à soustraire le jeune délinquant, s'il est possible, à la peine de l'emprisonnement. Si le cas est absolument sans gravité, on demande qu'une simple réprimande lui soit adressée ; si le cas est grave, on propose de l'envoyer dans l'une des deux maisons de correction, dont l'organisation est parfaite, la *Human school for boys*, à Wastborough, ou la *State Industrial school for girls*, à Lancaster. Dans un grand nombre de cas, où le délit n'est ni absolument léger, ni particulièrement grave, on demande que le jeune délinquant soit « mis en état d'épreuve » (*on probation*) pendant un certain temps.

« Une sentence de cette nature donne au *State agent* un droit de surveillance sur le jeune délinquant pendant le temps fixé. S'il trouve que celui-ci ne reçoit pas dans sa famille une éducation convenable et n'y est pas suffisamment surveillé, il poursuit son placement dans une maison d'éducation pour les enfants moralement abandonnés. S'il arrive que, malgré la surveillance exercée sur lui, le jeune délinquant retombe dans la voie du mal, le *State agent* le traduit de nouveau devant le tribunal, à l'effet d'obtenir une décision envoyant le sujet en question dans une maison de correction. La sentence se borne à constater que le jeune délinquant n'a pas subi d'une manière satisfaisante l'épreuve à laquelle il avait été soumis par la décision précédente, et que, par suite, il a fallu prendre contre lui la mesure plus rigoureuse de l'envoi dans une maison de correction.

« Le système qui vient d'être décrit a produit d'excellents résultats : les jeunes délinquants ont presque entièrement disparu des prisons de l'État de Massachusetts, et l'on a pu constater que, dans la plupart des cas, il suffit de placer le jeune coupable, pendant un certain temps, sous la surveillance rigoureuse du

State agent, et de laisser suspendue au-dessus de sa tête l'épée de Damoclès de l'envoi dans une maison de correction, pour le ramener dans la bonne voie. »

Les résultats obtenus par l'application faite aux jeunes détenus du système de la « mise en état d'épreuve », a inspiré la pensée d'étendre ce système aux délinquants adultes, et cette idée a trouvé son expression dans une loi de 1878, qui institue à titre d'essai, et pour la ville de Boston seulement, un fonctionnaire spécial nommé *Probation officer* et recevant un traitement : « Il a le devoir de s'enquérir de tous les individus poursuivis pour délits devant les tribunaux criminels de Boston, et d'établir, à l'aide des renseignements qu'il recueille, quels sont ceux dont on peut espérer l'amendement sans leur faire subir de peine. Il doit ensuite assister aux débats du procès de tous ceux vis-à-vis desquels une répression pénale ne lui paraît ni nécessaire, ni même utile : et, après avoir fait connaître le résultat de son enquête, qui a dû porter en particulier sur le point de savoir s'il y a eu une condamnation antérieure, il demande que l'inculpé soit laissé libre, en état d'épreuve (*on probation*).

« Si le tribunal adopte cette proposition, le coupable est mis en état d'épreuve pour un espace de temps de deux à douze mois suivant les cas, et ce aux conditions que le tribunal juge convenables d'après les circonstances. La forme suivie est celle-ci : le *Probation officer* prend l'engagement formel que le délinquant accomplira les conditions qui lui sont imposées. Le *Probation officer*, qui a le rang d'employé supérieur de la police, acquiert ainsi, jusqu'à l'expiration du temps d'épreuve, le droit de faire arrêter, à quelque moment qu'il le juge convenable, avec l'assentiment du président de la police, le délinquant qui a été laissé en liberté, et de le traduire devant le tribunal, pour lui faire infliger la peine dont le prononcé n'a été que suspendu. Après l'expiration du temps d'épreuve, le *Probation officer* demande que l'individu qui l'a subi soit déchargé (*discharged*) de la peine ; toutefois, dans certains cas déterminés, il peut demander et obtenir que le temps d'épreuve primitivement fixé soit prolongé. Pendant le temps d'épreuve, l'individu en question doit faire au *Probation officer* toutes les communications verbales ou écrites que celui-ci exige, et exécuter tous les ordres de ce fonctionnaire. Ce dernier doit, dans la mesure du possible, se tenir au courant, par des visites personnelles, de la situation et des conditions d'existence du sujet mis en état d'é-

preuve ; les employés de la police ont pour instructions formelles d'aider à cet effet le *Probation officer*. »

On voit que ce système est analogue à celui qui a été consacré, en Angleterre, par la loi du 8 août 1887, dite *Probation of first offenders act*, dont nous avons rapporté les principales dispositions dans la séance générale du 18 janvier 1888 (1).

Le nombre des individus laissés libres en état d'épreuve, dans la ville de Boston, pendant la période de 1879 à 1883, a été de 2.803, sur lesquels 223, qui n'avaient point subi favorablement l'épreuve, ont dû être traduits à nouveau en justice, pour se voir infliger une peine, et 44 ont pris la fuite, sans qu'on ait pu les reprendre. Les principaux délits à la suite desquels les délinquants ont été laissés libres en état d'épreuve, sont les suivants : ivresse, raccolage nocturne par des prostituées, vols de peu d'importance, tapage injurieux et violences corporelles. L'expérience de ce système a été si concluante, qu'une loi de 1880 en a étendu l'application à l'État de Massachusetts tout entier, en autorisant chaque ville ou commune à nommer un *Probation officer* investi des attributions énumérées dans la loi de 1878, ou à confier ces attributions à un employé de la police.

La visite de M. Aschrott aux établissements pénitentiaires de Pensylvanie, qui a été le berceau du régime cellulaire, lui a permis de constater combien la pratique diffère malheureusement de l'optimisme officiel. A en croire, par exemple, les rapports qui rendent compte de l'administration de l'*Eastern penitentiary* de Cherry-Hill, ce n'est qu'à titre absolument exceptionnel que plusieurs détenus peuvent se trouver réunis, et l'on a soin de ne réunir que des détenus qui ne peuvent se corrompre mutuellement. Or, voici comment les choses se passent en fait, d'après les constatations que M. Aschrott a faites *de visu* : « Dans la plupart des cellules sont réunis deux ou trois détenus. Souvent, on a réuni deux cellules en une seule, par l'enlèvement de la cloison séparative, afin de pouvoir y rassembler un plus grand nombre de détenus. Comme je m'enquerais des motifs qui avaient fait adopter cette mesure choquante, on me répondit qu'il avait toujours été excessivement difficile d'occuper les détenus isolément dans leurs cellules, et qu'il était devenu nécessaire de faire travailler ensemble plusieurs détenus aux mêmes machines, puis de

(1) *Bulletin* de 1888, p. 142 et suiv.

faire former les nouveaux venus par les anciens à la manœuvre des machines..... J'ai trouvé réunis, dans une même cellule, deux vieux criminels roués et un jeune garçon âgé de 17 ans à peine. Je demandai à raison de quels crimes ils avaient été condamnés, et j'appris que c'était pour vol sur la voie publique; le jeune garçon avait fait preuve, dans la circonstance, d'une telle habileté, qu'on pouvait, disait-on, le considérer comme irrévocablement perversi. Voilà donc ce que l'on appelle ici l'isolement! Et ce régime fonctionne dans un établissement où aucun détenu n'a le droit de sortir de sa cellule sans se couvrir le visage d'un masque, et où l'on a installé des préaux séparés, pour éviter que les détenus s'aperçoivent pendant leurs promenades! »

M. Aschrott cite d'autres exemples, non moins instructifs, de la désinvolture apportée dans l'application du régime cellulaire, notamment celui d'un détenu de nationalité allemande qui était parvenu à connaître les noms de tous ses codétenus allemands et les causes de leurs condamnations, qui fumait librement d'excellents cigares, et qui avait fait de son compagnon de cellule un véritable domestique. Le nombre relativement considérable des aliénés et l'organisation du travail dans ce *Penitentiary*, le seul établissement pénitentiaire d'Amérique où le régime de l'isolement absolu soit appliqué, lui inspirent aussi de sévères critiques. Il constate enfin, que le système cellulaire a perdu beaucoup de terrain aux États-Unis, et n'y compte plus guère qu'un partisan déterminé, l'honorable M. Richard Vaux. Cette constatation ne peut qu'affliger ceux qui, comme nous, ont foi dans l'efficacité de ce régime, appliqué avec sagesse et modération: la réaction qui s'est manifestée aux États-Unis et celle dont quelques symptômes révèlent l'existence en Belgique doivent assurément être attribuées moins aux vices du système lui-même, qu'à l'application à outrance qui en a été faite dans ces pays, et au fanatisme des théoriciens qui le représentent comme une panacée absolue, même pour les peines de longue durée.

En revanche, M. Aschrott loue l'État de Pensylvanie d'avoir placé le personnel des prisons à l'abri des mouvements de la politique, contrairement à ce qui se passe dans les autres États de l'Union: tous les employés y restent en fonctions tant que leur conduite demeure satisfaisante (*during good behaviour*). L'exercice du droit de grâce s'y trouve aussi soustrait, dans la mesure du possible, aux influences de même nature, car il y est confié à une commission composée de magistrats, de membres du ministère

public et de représentants du Gouverneur de l'État (1). Enfin, les *County jails* y sont inspectés d'une manière sérieuse par un comité spécial (*Board of commissioners of public charities*), qui les visite régulièrement en la personne de ses membres et de fonctionnaires spéciaux, dits *County visitors*.

L'État d'Ohio occupe aujourd'hui un rang tout-à-fait prééminent au point de vue de l'excellence du régime pénitentiaire. Les *County jails* y sont rigoureusement inspectés, comme dans les États de Massachusetts et de Pensylvanie, et l'on y édifie, à Mansfield, un *Reformatory* sur le plan de celui d'Elmira. Mais c'est principalement le *parole system*, introduit par une loi du 4 mai 1885 dans le *State penitentiary* de Columbus, qui mérite une mention spéciale.

Voici en quoi consiste ce régime, qui n'est appliqué qu'aux individus sans antécédents judiciaires, condamnés à subir leur première peine dans la prison de l'État : les détenus sont divisés en trois classes ; ils sont placés dans la seconde, à leur entrée dans l'établissement, et y restent jusqu'à ce qu'ils aient gagné un certain nombre de marques par leur travail et leur bonne conduite, auquel cas ils passent dans la première classe, ce qui peut se produire au bout de six mois. En cas de mauvaise conduite, au contraire, ils descendent à la troisième classe. Le détenu passé dans la première classe y reste, à moins de méfait qui le fasse rejeter dans la seconde, pendant quatre mois. Le conseil d'administration (*Board of managers*), composé de cinq membres nommés par le gouverneur, décide alors si le détenu peut être mis en liberté provisoire sans danger pour la sécurité publique ; mais cette mesure ne peut être prise que sur le vu d'une déclaration écrite d'un citoyen honorable de l'État d'Ohio, s'engageant à donner du travail au libéré et à veiller à l'accomplissement de toutes les conditions qui lui seront imposées. Le détenu libéré provisoirement reste sous l'autorité de l'administration pénitentiaire pendant toute la durée de sa peine, et son patron devient son tuteur. S'il contrevient à l'une des conditions imposées, sa libération provisoire est révoquée, et il doit réintégrer la prison pour y subir le restant de sa peine. Les conditions consistent principalement dans

(1) Cette réglementation du droit de grâce a été imitée dans l'État d'Ohio, où le Gouverneur ne peut l'exercer qu'avec le concours d'une commission consultative (*advisory board*), et où tout recours en grâce doit être rendu public avant qu'il y soit statué.

l'obligation de se représenter périodiquement, de ne point quitter le service du patron sans l'autorisation de l'administration, et, dans tous les cas, à moins de raisons spéciales, d'y rester six mois.

Ce *parole system* paraît avoir produit d'excellents résultats. Les patrons se présentent toujours en nombre suffisant pour recueillir les libérés. Aussi songe-t-on à étendre ce régime, dans certains cas, aux individus précédemment condamnés.

Actuellement, et aux termes de la même loi du 4 mai 1885, il peut être pris, à l'égard de certains repris de justice, une mesure spéciale, assez difficile à justifier, peut-être, au point de vue des principes généraux du droit : lorsqu'un individu, déjà condamné deux fois pour crime (*felony*) dans un État quelconque de l'Union vient à commettre un troisième crime dans l'État d'Ohio, il doit être considéré comme criminel d'habitude et détenu à perpétuité après l'expiration de sa peine, à moins d'obtenir sa grâce ou sa libération provisoire dans les termes du droit commun.

Nous ne voyons rien de particulièrement intéressant à signaler dans le compte rendu des visites de M. Aschrott à diverses prisons d'autres États de l'Union, sauf peut-être l'installation, à Joliet, dans l'Illinois, d'un bureau central où sont réunies les fiches de mensuration anthropométrique des détenus de tous les établissements pénitentiaires de cet État. Il est à désirer que l'application du système du Dr Bertillon se généralise aux États-Unis, où il est appelé à rendre de grands services, l'organisation défectueuse de la police et la facilité qu'ont les malfaiteurs à passer d'un État dans un autre rendant fort difficile la constatation des récidives.

Georges DUBOIS.

LES RÉFORMES PÉNITENTIAIRES MODERNES

M. WILLIAM TALLACK

I

Une question qui depuis longtemps préoccupe bon nombre d'esprits éminents et de philanthropes de tous les pays est celle des réformes à apporter dans le système pénitentiaire moderne. Certes, nul ne contestera que la société n'ait le droit d'atteindre son but en exigeant le châtement mérité, mais il semble qu'il est également son devoir de rechercher des moyens humanitaires et pratiques qui puissent éloigner le coupable de tout nouveau contact malfaisant et le ramener, s'il est possible, dans le droit chemin, en lui facilitant sa rentrée dans la vie sociale. Ce n'est pas assez de créer des associations particulières; il appartient surtout à l'État de préparer ces voies de réhabilitation, en appliquant, d'après les règles d'une saine équité, les mesures de répression qu'il a lui-même réclamées.

Cette matière complexe donne lieu périodiquement à de profondes discussions des deux côtés de l'Atlantique. Les gouvernements et les Parlements désignent des commissions d'enquête spéciales chargées d'étudier à l'intérieur et dans les pays étrangers le meilleur système pénitentiaire. Des congrès et des conférences sont périodiquement tenus à l'effet d'arriver à une solution satisfaisante. Les opinions les plus diverses se font jour sur les principes primordiaux de la séparation ou de la vie en commun des prisonniers; sur la réglementation et la rétribution de l'industrie dans les prisons; l'aménagement et l'administration générale de ces établissements. Mais on a dépensé dans chaque pays des centaines de millions sans qu'une solution vraiment affirmative soit intervenue.

En Angleterre, l'initiative privée a amené des réformes considérables, en les réclamant avec vigueur, et une puissante société, *l'Howard Association*, a pris courageusement en mains en quelque sorte la protection des prisonniers dignes d'un certain intérêt. Le secrétaire de cette association anglaise, M. William Tallack, bien connu en Angleterre et sur le Continent par plusieurs de ses publications d'un haut intérêt social, a fait paraître récemment une étude approfondie des divers systèmes pénitentiaires modernes.⁽¹⁾ Cet ouvrage, écrit avec une conscience et une impartialité rares, qui font grand honneur à son auteur, est inconstablement un des plus complets qui aient été publiés sur cette question essentiellement ardue. Doublé d'un homme de cœur et d'un chrétien, M. W. Tallack s'est surtout attaché au côté humanitaire, c'est-à-dire qu'en constatant le mal, il a su indiquer le remède. Son étude méthodique est parfaitement classifiée et embrasse une étendue relativement considérable, eu égard au cadre qu'il s'est tracé. C'est donc son excellent et intéressant ouvrage que nous nous proposons d'analyser aujourd'hui, en accompagnant cette analyse des observations personnelles que sa lecture aura pu nous suggérer.

Dès les premiers chapitres, M. Tallack passe rapidement en revue les déficiences de la plupart des prisons européennes; mais il n'hésite pas à accorder ses préférences aux établissements britanniques, qui sont, dit-il, mieux appropriés que ceux des autres nations pour exercer une influence salutaire sur les détenus. Ces derniers y sont maintenus dans un état satisfaisant de santé qui les rend aptes à produire un travail utile durant leur détention. Leur condition semble incompréhensible, si on la compare à celle des honnêtes travailleurs du dehors. Leur nourriture est plus substantielle; mais il faut admettre que les prisonniers ont besoin de meilleurs aliments afin de les rendre capables de supporter les privations de l'incarcération — du moins pour une période définie. S'ils étaient astreints, en effet, au même régime que certains de nos ouvriers pauvres des villes, il n'y a pas de doute que dans beaucoup de cas ils ne tarderaient pas à succomber. Le châtiment réel consiste donc uniquement dans l'impossibilité matérielle où ils

(1) *Penological and Preventive Principles*, with special reference to Europe and America; and to the diminution of crime, pauperism, and intemperance: to prisons and their substitutes, habitual offenders, sentences, neglected youth, education, police statistics, etc. By WILLIAM TALLACK, secretary of the Howard Association. 1 vol., 8vo., London, 1889, Wertheimer, Lea et Co., Circus Place, London Wall, E.C. Price 8s.

se trouvent placés de ne pouvoir se livrer à leurs pratiques de débauche ou d'ivrognerie.

En France, si le Gouvernement, préoccupé d'équilibrer un budget colossalement lourd, n'a pu améliorer l'administration des prisons et s'est laissé distancer par quelques États voisins, l'initiative individuelle, en revanche, s'est mise à la tête d'un mouvement généreux tendant à l'adoption de mesures de progrès pour remédier à la fréquence du crime. Des philanthropes de tous les partis ont fondé une vaste association ayant des ramifications dans tous les départements et se sont faits les champions des réformes proposées au Parlement.

En 1885, M. Yves Guyot démontrait par les statistiques officielles l'accroissement alarmant des récidivistes pendant les trente dernières années. Cette proportion anormale était en grande partie attribuée à la fréquentation pernicieuse des détenus entre eux et à l'absence relative de mesures ayant pour objet d'empêcher les libérés de retomber dans le crime. Notre compatriote décrivait l'état déplorable de promiscuité, dans les prisons de Paris, de cette foule de criminels et de vagabonds livrés aux plus basses corruptions morales.

Et cependant, la loi de 1875 a prescrit la séparation cellulaire pour les détentions courtes. M. W. Tallack nous permettra d'être en contradiction, ici, avec l'opinion de M. Yves Guyot, qu'il a cru devoir généraliser, car il est avéré que si les prescriptions de cette loi sont restées lettre morte dans quelques grands centres — où leur impraticabilité a été jusqu'à un certain point démontrée — dans les prisons départementales elles ont été strictement observées. M. W. Tallack a pu s'appuyer sur quelques faits cités par le prince Krapotkine, dans un ouvrage publié à Londres en 1887; mais c'est bien à tort, croyons-nous. Krapotkine condamné à la suite de tentatives anarchistes, a, en effet, expérimenté personnellement les traitements pénitentiaires de deux prisons françaises; mais il en a fait une peinture trop terrible pour être vraie. Il a pu être le témoin de quelques scènes de brutalité: ce sont des exceptions que nous regrettons avec lui. Au surplus nous avons assisté à la conférence qu'il a donnée le 27 mai dernier à Londres (South Place Chapel, Finsbury Square), où de sa bouche princière est tombé l'aveu que de toutes les prisons dont il a été le pensionnaire, et bien qu'il les considérât en principe comme des écoles de corruption morale, les prisons françaises étaient celles où les détenus étaient traités avec le plus d'humanité. Nous ne voulons point

revendiquer contre M. Tallack une supériorité effective de nos prisons sur celles anglaises. Nous nous bornons à enregistrer une constatation.

Du reste, le châtiment tel que le comprend Krapotkine est du domaine des utopies, et deviendrait un idéal pour ceux appelés à le subir. Sans doute, il est profondément pénible de penser que l'emprisonnement du chef de famille, de celui qui gagne le pain quotidien, occasionne en réalité la misère de la femme et des enfants, et que ce sont ces derniers qui supporteront principalement tout le poids de la faute qu'ils n'ont pas commise. Mais alors, quels moyens la société devra-t-elle employer à l'égard du vrai coupable? Quelle punition lui infligera-t-elle?

Ce que nous regrettons non moins davantage c'est l'infortune qui s'attache au malheureux libéré, dont le casier judiciaire et la surveillance de la police le suivront en quelque endroit qu'il se rende. Après avoir payé sa dette à la société, alors même qu'il éprouve tout le repentir de sa faute, il lui sera bien difficile sinon impossible, de trouver une occupation honorable, car dès que sa condition sera connue il sera bien vite rejeté de partout. C'est dans le but de venir en aide à ces malheureux que l'Association française de protection pour les prisonniers libérés a été fondée, il y a de longues années; son action est toujours éminemment bien-faisante et est secondée par de puissants patronages.

À l'égard de la Russie, d'aucuns comparent ses établissements pénitentiaires à d'épouvantables réceptacles d'immondices morales et physiques. La cruauté administrative y est poussée à l'extrême, et spécialement vis-à-vis des malheureuses femmes.

Il est à croire que les nombreuses descriptions que l'on en a lues dans les diverses revues européennes et américaines sont exagérées; mais si l'on s'en rapporte à la conformité d'opinions des écrivains, la plupart originaires de Russie et exilés, il y a lieu de leur accorder quelque créance. Dans certaines cellules, affirment-ils, les misérables détenus sont enfermés dans une solitude complète; les portes sont closes sur eux pendant des mois et des années. Plongés dans l'obscurité et l'humidité, vivant dans la vermine, au milieu des rats, ils n'ont pour vêtements et couvertures que d'immondes haillons; leur nourriture est un composé de détritrus malsains et répugnants.

D'après M. Edmund Noble, qui a voyagé longtemps en Russie, et qui en a rapporté plusieurs souvenirs dans son ouvrage sur la *Révolution russe*, les autorités iraient jusqu'à se livrer à des actes d'atro-

citée incroyables. C'est ainsi que plusieurs prisonniers à la suite de traitements barbares qu'ils auraient subis, se seraient suicidés ou seraient devenus fous. On aurait même surpris des gardiens violant les femmes qu'ils avaient pour mission de surveiller. Parmi les milliers de personnes envoyées chaque année en Sibérie, la mortalité est énorme et est surtout causée par la cruauté et la négligence.

Ajoutons, toutefois, que le Gouvernement russe a, en maintes circonstances, opposé un démenti formel à ces allégations ou a prétexté de son impuissance à réprimer de pareils abus. Mais n'y a-t-il pas quelque fonds de vérité — abstraction faite d'une exagération évidente — dans la dénonciation de semblables actes de cruauté ? L'impuissance du gouvernement serait justifiée par le mot de l'empereur Alexandre I^{er} à un Anglais qui avait eu l'honneur de l'approcher : « L'on me traite de monarque absolu, lui disait-il, mais, croyez bien qu'en réalité, je ne possède un pouvoir effectif que fort restreint. »

Les Russes, comme peuple, possèdent de grandes vertus. Ils sont patients, industrieux, persévérants et loyaux. Beaucoup d'entre eux ont donné des preuves d'héroïque dévouement et de générosité. Les empereurs Alexandre I^{er} et Alexandre II étaient des hommes d'une incontestable philanthropie. Mais le terrible assassinat d'Alexandre II et les meurtres de plusieurs de ses fonctionnaires n'étaient pas autant des actes de fanatisme aveugle que la vengeance haineuse de ces cruels et officiels outrages, infligés au nom de la loi et de l'ordre, sur des hommes, des femmes et des enfants quelquefois inoffensifs.

II

Dans la plupart des prisons de l'Espagne, du Portugal, de la Turquie et de l'Égypte, la promiscuité des détenus est scandaleuse. En outre, les gardiens, laissés à leur libre arbitre, se constituent en véritables tyrans, et ne craignent pas d'exercer ouvertement les tentatives les plus basses de corruption. A l'égard de l'Espagne, cependant, pays chevaleresque et qui a donné souvent de grandes preuves de ses sentiments humanitaires, cette critique devrait être quelque peu adoucie ; mais il n'en est pas moins constant que son administration pénitentiaire est dans l'état le

plus déplorable. Pour ne citer qu'un fait récent et dont la presse espagnole s'est fortement émue, nous rappellerons les pratiques de ce directeur de prison de Madrid qui, moyennant finances versées entre ses mains par le détenu (un assassin, dans le cas dévoilé) lui ouvrait les portes de son cachot, lui permettant d'aller, sans surveillance aucune, se promener quelques heures à travers la ville. La possibilité seule d'un pareil relâchement dans les premiers devoirs d'un haut fonctionnaire doit donner une idée du désordre qui doit être la conséquence forcée d'une telle administration.

Les Allemands (inclus l'Autriche-Hongrie), malgré leurs progrès sociaux purement théoriques, c'est-à-dire plus apparents que réels, possèdent un système absolument défectueux. Il y a à peine deux ans, un écrivain consciencieux, M. Gotting, constatait amèrement l'absence à peu près complète de séparation chez les prisonniers et avouait que la plus grande partie de la journée était passée entre eux en conversations, dont les résultats devaient être des plus détestables.

Une édifiante statistique relevée par MM. Holtzendorff et Jagemann (*Handbuch des Gefangniswesens*, 1888) établit que plus de 80 p. 100 ou 800 p. 1.000 des détenus dans les établissements prussiens, en 1885, avaient déjà été condamnés auparavant pour d'autres crimes ou délits divers de droit commun.

Si, maintenant, nous passons à l'Amérique, nous reconnaitrons bien vite que les tentatives faites par les législateurs de la Grande-République ont été en quelque sorte infructueuses. Mais il faut convenir que chez ce peuple jeune encore, composé d'éléments essentiellement disparates, le crime, en raison de sa fréquence même, crée des entraves à la répression. Les divisions cellulaires ont été prescrites, mais comme en France, on s'est trouvé en présence d'une impossibilité matérielle dans l'application de la loi. En revanche l'amélioration du régime alimentaire proprement dit y a été poussé à l'extrême, et si l'on doit s'en rapporter aux constatations de M. le Dr F. H. Wines, la nourriture serait plus que substantielle; elle toucherait au luxe et porterait envie à beaucoup de nos travailleurs des villes.

Par contre, dans certains États, la rigueur de la détention dépasserait l'in vraisemblable. Les condamnés, à défaut de prisons spéciales organisées administrativement, seraient parqués dans une sorte de campement et employés à différents travaux. Le mélange des criminels de toute nature dénoterait une incurie

inqualifiable. Du reste, en 1885, le président du State Board of Health, le Dr P. D. Sims, rapportait officiellement que dans les prisons du Tennessee la mortalité s'élevait à une moyenne annuelle de 147 p. 1.000. Un pareil aveu se passe de commentaires.

Pour être juste, nous ne devons pas passer sous silence les exceptions. C'est ainsi qu'il y a lieu de signaler l'exemple fourni par les établissements pénitentiaires pour femmes de l'Indiana.

A Indianapolis, la prison dirigée par Mrs. Sarah Smith (une quakeress) peut être citée comme un modèle de bonne tenue, de discipline et d'éducation. Cinq heures par jour sont consacrées au travail et trois à l'instruction pratique. Un rapport administratif a établi que la majeure partie des libérées avaient fait preuve par la suite d'une conduite exemplaire et étaient devenues d'excellentes ménagères, des servantes habiles et dévouées, aptes à différents emplois.

Nous n'étendrons pas plus loin notre analyse critique des divers systèmes pénitentiaires de l'Europe et de l'Amérique exposés très compétemment par M. William Tallack. Nous citerons simplement comme conclusion de cette analyse, la thèse, remarquablement défendue par lui, et que nous adoptons entièrement du reste, de la séparation et de la classification, — nous réservant de discuter, dans un prochain article, ses critiques personnelles sur la législation pénale en général de notre pays :

« La séparation des détenus *l'un de l'autre seulement (from each other only)*, pour des périodes dûment limitées — écrit M. W. Tallack — est la première condition essentielle d'une bonne discipline et l'élément indispensable du succès dans l'application de la pénalité, prise comme moyen préventif ou de réforme. C'est aussi la meilleure sinon la seule base vraiment efficace pour la classification.

« C'est le plus praticable et le plus économique de tous les divers systèmes, et son adoption s'imposera définitivement, sinon immédiatement. Il entraînerait, et il est bien nécessaire de se pénétrer de cette idée, la condition collatérale de la substitution de *bonnes* influences personnelles aux mauvaises, en même temps qu'il créerait une constante et utile occupation au corps et à l'esprit. Un simple isolement cellulaire ne saurait être regardé comme une condition suffisante pour la vraie séparation. Une des plus pernicieuses et persistantes entraves apportées dans les réformes pénales, chez beaucoup de peuples, a été le manque de distinction entre ces deux expressions de *solitude* et de *séparation*, souvent

confondus. Les termes systèmes «solitary», système «silent» et système «separate» sont mal définis dans l'esprit populaire et même pour beaucoup de personnes d'une certaine intelligence, qui les considèrent comme embrassant le même objet, alors qu'ils sont parfaitement distincts l'un de l'autre. Le «silence» doit exister vis-à-vis de la fréquentation prise dans son ensemble, et la séparation efficace du contact dangereux doit être poursuivie, tout en tenant compte des occupations journalières et de l'aptitude particulière des personnes.

«Comme condition préliminaire de la séparation, la cellule est non seulement le moyen le plus utile, mais encore la garantie indispensable. C'est strictement un acheminement vers ce but. Lorsque l'emprisonnement cellulaire devient une solitude absolue, il se transforme, s'il est injustement prolongé, en un mal sérieux, une cruauté inqualifiable, un outrage à l'humanité. La solitude est une chose; la séparation bien entendue en est une autre. L'isolement continu est contre nature, préjudiciable à l'esprit et au corps — tandis que l'éloignement seul de l'association pernicieuse porte les meilleurs fruits sur ceux qui en sont l'objet.»

L'adoption de la séparation cellulaire pour les courtes durées d'emprisonnement a donné d'excellents résultats en Grande-Bretagne, en France, en Hollande en Belgique et dans beaucoup d'autres pays — lorsque ce système a pu être appliqué sérieusement. Mais, dans bien des cas aussi, les administrations pénitentiaires n'ont pu remédier, en l'employant, aux vices mêmes, inhérents à la forme de l'incarcération, quelle qu'elle soit. Il est surtout du devoir de l'État d'être sévère dans le choix des fonctionnaires chargés de faire respecter les règlements. Ces hommes, investis d'une mission hautement humanitaire, ne doivent pas perdre de vue qu'un prisonnier en commerce avec ses codétenus est comme un homme au milieu de lépreux et de pestiférés. Le but auquel on doit tendre est de donner à ces malheureux égarés une instruction industrielle qui doive les rendre utiles et une éducation morale qui puisse les ramener au bien.

III

Nous avons vu dans notre premier article que les principales critiques de M. William Tallack à l'égard de notre législation pénitentiaire portaient sur l'organisation même du système,

organisation que la loi de 1885 avait eu pour but d'améliorer mais qui dans la pratique serait restée lettre morte. La détention cellulaire (isolement) pour les courtes périodes d'emprisonnement, il est vrai, n'a pu être appliquée d'une façon générale ; dans les grands centres (Paris, Lyon), l'administration s'est trouvée en présence d'une impossibilité matérielle jusqu'à un certain point justifiée ; mais, par contre, dans les prisons départementales, l'esprit de la loi a été observé strictement, et cette réforme fortement préconisée, a donné les meilleurs résultats ; une surveillance effective prévient les dangers que peut présenter la fréquentation momentanée des détenus, et l'on peut dire que la généralité de notre personnel pénitentiaire est composée d'hommes compétents, plutôt enclins à améliorer la condition morale du condamné, qu'à appliquer la répression dans toute sa rigueur.

M. W. Tallack constate dans son excellent ouvrage les grands services rendus par la Société générale des prisons, association philanthropique au premier chef et composée d'hommes de cœur et de progrès. C'est à elle, en effet, que l'on doit l'initiative de la plupart des mesures progressives soumises récemment au Parlement, et c'est grâce à son énergique intervention que le Gouvernement s'est vu dans l'obligation de prendre en main une cause dont elle s'est faite, pour ainsi dire, le champion. Citons, nous aussi, les noms de quelques uns de ces hommes d'élite, qui, dans notre pays, ont fait œuvre de véritable philanthropie : MM. Bonneville de Marsangy, comte d'Haussonville, Th. Roussel, Fernand Desportes (directeur de la Société générale des prisons, pénologue des plus compétents), Charles Lucas, L. Herbette, Ribot, Béranger, Le Courbe, Dufaure, E. Acolas, Yvernès, Dareste, Lefébure, de Corny, Bonjean, Bujon, Mercier, Chaix, Rivière, Voisin, E. Mouton, Lacointa, James Nattan, P. Vial, Robin, Arboux, Reynaud, Dreyfus, Petit, Baillièrre, Clairin, Bournat, Pagès, G. Dubois, etc.

Nos établissements de la Nouvelle-Calédonie seraient loin, d'après M. W. Tallack, de répondre au but poursuivi par le législateur. Ce sont en réalité de véritables colonies agricoles, où des sommes considérables sont dépensées annuellement par le Gouvernement, en pure perte. La mortalité y est énorme, et le voisinage des forçats est une source continuelle d'inquiétudes pour les colons de l'Australie. En somme, la faiblesse du système de répression employé serait surabondamment démontrée, et il ne serait que temps d'y porter remède.

Un délégué officiel du Gouvernement français à la Nouvelle-Calédonie, M. Léon Moncelon, a du reste constaté par lui-même les défauts de cette sorte d'établissements agricoles pénitentiaires.

Dans un ouvrage publié récemment, notre compatriote a mis en pleine lumière les vices inhérents à cette organisation, qu'il n'hésite pas à déclarer absolument déplorable. Le corps des surveillants serait d'une incapacité notoire et, dans certains cas, les devoirs les plus élémentaires de contrôle seraient totalement négligés. De plus — et cela pourrait paraître exagéré si les faits n'étaient point relevés par un fonctionnaire français — les forçats, loin d'être astreints à une discipline sévère et méthodique, seraient au contraire le plus souvent livrés à eux-mêmes et pourraient s'adonner en toute sécurité à leurs habitudes de paresse et de pratiques pernicieuses. Enfin, les travaux de première utilité, tels que les routes, les ponts, les constructions publiques, seraient absolument négligés ; à peine s'occuperait-on de quelques réparations reconnues par trop indispensables.

L'auteur de *Penological and preventive Principles* rappelle plusieurs cas scandaleux : D'abord celui d'un convict condamné à mort *trois fois*, pour assassinat, et *trois fois* gracié ; puis la libération d'une femme, après deux infanticides successifs ; il fut même permis à cette dernière de se remarier et, par la suite, elle commit un troisième infanticide. Fréquemment, lorsque les forçats ont fait preuve d'une conduite régulière, après quelques années de bagne, il leur est fait remise de la peine ; le Gouvernement leur accorde alors des concessions de terrains, leur fournit des outils avec une avance d'argent.

M. Julian Thomas, dans son livre *Cannibals and Convicts*, publié en 1886, relate des faits identiques et fait le procès des établissements français de la Nouvelle-Calédonie :

« Aux pénitenciers agricoles, écrit-il, des lots de terrains sont accordés aux galériens dont la conduite a été jugée « bonne » ; des femmes même leur sont, pour ainsi dire allouées, et il existe là une condition sociale des plus abominables. »

Un autre écrivain anglais, correspondant français d'un grand journal quotidien, envisage la question au point de vue général et conclut :

« La Nouvelle-Calédonie est le paradis des criminels. Il n'est pas rare d'apprendre que des détenus de maisons centrales de France aient poignardé leurs guichetiers, afin de passer de nou-

veau en jugement et de se voir transférer, de Clairvaux par exemple, aux établissements de « La Nouvelle » comme ils appellent vulgairement cette colonie pénitentiaire. »

Malheureusement, cette dernière opinion est corroborée par les faits, et la presse française s'est élevée bien des fois contre l'application par trop large de la récente loi sur les récidivistes.

Naturellement, M. W. Tallack n'a pas manqué d'établir une comparaison entre les établissements français et anglais, et s'est attaché à faire ressortir, nous ne dirons pas l'excellence, mais la supériorité des pénitenciers britanniques. En Australie et en Tasmanie, les forçats sont employés aux grands travaux publics et sont soumis à un régime rigoureux. L'administration y exerce une surveillance efficace, et il est fort rare qu'un relâchement quelconque soit constaté dans les exigences du service.

Mais nous reprendrons à notre tour, dans notre prochain et dernier article sur cette étude pénologique, l'examen de la législation pénale anglaise et nous aurons à relever, à l'encontre de M. W. Tallack, que l'organisation et l'administration des établissements pénitentiaires du Royaume-Uni, ont grand besoin, elles aussi, de réformes urgentes.

(La fin au prochain numéro.)

DE L'ORGANISATION DU TRAVAIL

DANS LES

PRISONS CELLULAIRES DE BELGIQUE

Le 28 février 1888, lors de la discussion du budget, M. Dupuy, député de l'Aisne, critiquant le régime du travail dans les prisons françaises, citait avec éloges les progrès réalisés, sous ce rapport, par le Gouvernement belge. Il nous a semblé intéressant de rechercher de quelle manière il était possible d'obtenir un travail effectif des détenus, tout en appliquant l'emprisonnement individuel. C'est à ce point de vue particulier que nous avons visité en détail les deux grandes prisons cellulaires de Louvain et de Saint-Gilles-lez-Bruxelles.

Nous soumettons à l'Académie les conclusions de notre enquête.

§ 1^{er}. — RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

Jusqu'à ces dernières années, le travail des prisonniers donnait lieu, en Belgique, à de nombreuses critiques. Effectué le plus habituellement à l'entreprise, il pouvait faire concurrence aux ouvriers de quelques petits centres de population ; les directeurs des maisons secondaires touchaient comme prime une part des bénéfices réalisés et avaient la faculté d'entreprendre certaines industries pour leur compte personnel. Le ministère issu des élections de 1884, résolut de remédier à cet état de choses. Dans son rapport au roi, daté du 2 avril 1887, M. Devolder, alors ministre de la justice, s'exprimait ainsi : « Le travail constituant à la fois un élément de la peine et le plus puissant moyen d'amendement, l'État est tenu de ne rien négliger pour assurer le fonctionnement de cette partie importante de l'organisation pénitentiaire. Sans le travail, la cellule deviendrait un véritable instrument de torture et une cause de démoralisation... Le nouveau règlement cherche à développer les travaux en régie pour le compte des administrations publiques... En vue d'épargner aux ouvriers jusqu'à l'appar-

rence d'une concurrence dangereuse ou abusive, on a exprimé le vœu (1) de voir les détenus occupés de préférence aux industries nouvelles et étrangères à notre pays. L'administration cherchera à donner satisfaction à ce désir ; elle accueillera volontiers les offres qui lui seraient faites par des industriels disposés à introduire dans les prisons, des fabrications étrangères, et elle se prêterait avec une entière bienveillance aux expériences nécessaires. Il ne faut pas se dissimuler cependant que l'infériorité du travail pénitentiaire rend déjà très difficile l'exercice des professions les plus usuelles, et ne semble guère de nature à favoriser l'essai d'industries pour lesquelles l'habileté et la régularité de la main d'œuvre sont les conditions essentielles de succès. Pour indemniser les directeurs de la part qui leur a été enlevée dans le produit du travail, il leur a été alloué des augmentations proportionnelles de traitement. Ils n'auront plus le caractère d'industriels ou de commerçants, et le public ne pourra plus, comme il était tenté de le faire, attribuer à des mobiles intéressés les démarches que ces fonctionnaires seraient dans le cas d'entreprendre pour assurer le travail des prisonniers. »

Telles sont les bases générales de l'arrêté royal du 5 avril 1887 établissant : — Art. 1^{er}. Le travail est obligatoire pour les condamnés criminels et correctionnels, et facultatif pour les autres détenus... — Art. 2. Les détenus seront employés principalement à des travaux pour le compte de l'État... — Art. 3. Dans le cas où les travaux en régie ne suffiraient pas pour occuper tous les détenus, les directeurs chercheront à utiliser les bras disponibles au profit de l'industrie libre... — Art. 7. Les prix de façon seront déterminés par pièce ou par journée. Ils seront calculés sur les prix moyens du commerce diminués de la moins-value du travail pénitentiaire... — Art. 11. Il est interdit aux directeurs d'accepter des commandes directes des particuliers, à l'exception des travaux de traduction, d'écriture, de dessins et d'autres semblables.

Ces principes excellents une fois posés, comment sont-ils appliqués dans les prisons cellulaires à long terme ?

(1) On trouve des échos de ces vœux dans la dernière enquête ouvrière (1886-1887) : Section régionale B, n° 1352, Callant, typographe : « Les prisonniers pourraient travailler à confectionner les articles de fantaisie nommés articles de Paris. » Section régionale B, n° 1589. Carlier, négociant papetier : « Que le gouvernement ne se serve des prisonniers que pour subvenir à ses besoins personnels, pour équiper les soldats, pour faire les imprimés ; voilà pour moi la meilleure solution. » Section régionale D, n° 1401 : « Un déposant demande que l'on fasse dans les prisons les travaux pour lesquels la Belgique est tributaire de l'étranger. »

§ 2. — MODE D'APPLICATION

Tout le monde connaît la prison de Louvain, inaugurée en 1860 et construite sous les auspices de M. Ducpétiaux ; il nous suffira de dire que la prison de Saint-Gilles, ouverte il y a trois ans, et affectée aux condamnés dont la peine n'excède pas cinq années, reproduit tous les avantages de la maison de Louvain avec les améliorations indiquées par l'expérience ; le directeur actuel, M. Stevens, est le digne et savant continuateur de l'œuvre de M. Ducpétiaux.

Lorsque l'on pénètre dans la prison de Saint-Gilles, on est frappé de son aspect imposant et de ses proportions élégantes. Cinq vastes nefs contenant chacune 120 cellules, rayonnant autour d'un point central, laissent circuler partout l'air et la lumière ; plus de services généraux, d'ateliers placés dans les sous-sols ; de tous côtés, une aération favorable à la santé des détenus. Tout en respectant le principe absolu de l'emprisonnement individuel et de la séparation constante des internés, d'heureuses dispositions facilitent la surveillance, la rapidité des communications ; nous ne croyons pas que l'Europe renferme, à l'heure actuelle, une prison cellulaire supérieure à celle de Saint-Gilles. Son unique défaut est d'occuper un espace considérable (6 hectares) et de revenir à environ cinq millions pour 600 cellules. Ajoutons que M. Stevens a bien voulu nous communiquer un projet nouveau dont il est l'auteur, projet permettant de réaliser de sérieuses économies de terrain par le placement à la périphérie des services généraux, reliés entre eux au moyen d'un couloir circulaire.

Mais du moment que l'on admettait, avec raison à notre avis, l'emprisonnement cellulaire pour une période pouvant atteindre dix années, il ne suffisait point d'ouvrir des cellules saines, claires, fournissant à Saint-Gilles trente mètres cubes d'air (1). Il fallait mettre les prisonniers à même de se livrer aux travaux multiples indispensables pour occuper leur activité et leurs aptitudes diverses.

(1) DIMENSIONS DES CELLULES

	hauteur.	longueur.	largeur.	mètres cubes.
Saint-Gilles.....	3 »	4 »	2 50	30 »
Louvain.....	3 05	4 »	2 30	28 »

Ici encore le but a été atteint d'une façon fort satisfaisante. Nous avons éprouvé une réelle satisfaction à parcourir *ces véritables chambres d'ouvriers*, propres, largement ventilées, dans lesquelles le lit, dressé le jour, forme la table de travail. La majeure partie des condamnés, qu'il s'agisse de Louvain ou de Saint-Gilles, est naturellement occupée à la confection des vêtements et des chaussures destinés à l'armée; les dispositions de l'arrêté royal précité, restreignant là comme ailleurs la part faite à l'entreprise. En dehors de ces travaux, que de métiers différents : cordonnerie fine, vannerie, reliure, tapis de pied, menuiserie, ferblanterie, tissage, articles dits de Paris, consistant en menus ouvrages en fil de fer, pièges à rats, muselières, etc.

L'isolement des détenus nécessite une organisation spéciale; prenons pour exemple les tailleurs de Louvain, ils sont divisés en sections de 26 hommes : les pièces arrivent toutes coupées ; des surveillants donnent des leçons individuelles aux débutants et font passer les prisonniers par toutes les sections afin qu'ils sachent confectionner les diverses parties de l'habillement du soldat. Dans chaque section un détenu visite l'ouvrage avant qu'il soit soumis au contrôle définitif des garde-magasins. Un livret suspendu au mur de chaque cellule permet à l'intéressé de suivre son compte mensuel.

Lorsqu'il s'agit de travaux confiés à l'industrie, un contre-maître payé par l'entrepreneur forme les apprentis et centralise les objets terminés. On calcule que pour former un tailleur il faut trois mois, alors que six mois sont nécessaires pour un cordonnier.

Les travaux de la cuisine, de la paneterie, de la buanderie, sont combinés avec le système d'isolement permanent. Un seul condamné reste auprès du chef de service, les autres aides sont conduits dans des locaux séparés où ils épluchent les légumes, coupent le pain, lavent le linge, etc. Le soir et aux heures des repas, on les réintègre dans leurs cellules. Les mouvements effectués au dehors de la cellule ne peuvent d'ailleurs être exécutés qu'avec le capuchon de toile rabattu sur la figure. Il en est de même quand les détenus, ouvriers menuisiers, doivent sous la surveillance d'un gardien, séjourner quelque temps au centre de la nef pour assembler des pièces de bois préparées à l'intérieur de la cellule.

§ 3. — RÉSULTATS OBTENUS

Le travail est donc organisé d'une manière normale. Un déposant de l'enquête ouvrière, se plaignant de la concurrence des prisons, ajoutait qu'en outre on augmentait ainsi le nombre des gens de métiers, « car ceux, disait-il, qui ne connaissent pas de métier en entrant en prison, en savent un quand ils en sortent. » (Section régionale A, n° 895). Mais donner aux prisonniers l'habitude du travail, les mettre à même de gagner leur vie, est justement le but très louable que se propose l'administration pénitentiaire. Peut-être pourrait-on admettre avec M. Prins (1), l'éminent professeur de droit pénal, inspecteur général des prisons de Belgique, l'utilité de la création, dans les terres incultes de la Campine, de colonies affectées aux condamnés appartenant aux populations rurales. Cependant les essais si infructueux tentés par le Gouvernement néerlandais au commencement de ce siècle. ne sont pas faits pour encourager à entrer de nouveau dans cette voie (2); alors surtout que le régime cellulaire à long terme, combiné avec un travail effectif, donne d'excellents fruits d'amendement.

En vertu du règlement de 1887, joint aux articles 15 et 27 du Code pénal, le salaire des détenus, variable selon leur intelligence et leur activité, est soumis aux règles suivantes :

1° Retenue uniforme des 3/10 au profit de l'État à titre de frais de gestion.

2° Les 7/10 restant supportent une nouvelle retenue différente suivant la nature de la condamnation. Cette retenue est :

Des 7/10 pour les condamnés aux travaux forcés ;

Des 6/10 pour les réclusionnaires ;

Des 5/10 pour les condamnés correctionnels.

La moitié du reliquat final se trouve versée au compte de pécule qui doit être remis au détenu au moment de la libération. On ne peut y toucher sous aucun prétexte.

(1) A. Prins. *Criminalité et répression ; essai de science pénale*, in-8, Bruxelles, 1886.

(2) Beaucoup de déposants de l'enquête ouvrière ont parlé de cette utilisation des terres de la Campine et même de l'envoi des condamnés au Congo.

La seconde moitié reste à la disposition du prisonnier ; il peut affecter au maximum 1 fr. par semaine à des achats à la cantine. On l'autorise également à consacrer au soulagement de sa famille tout ou partie de son argent de masse.

Un détenu, ouvrier d'habileté moyenne, gagne de 25 à 30 fr. par mois ; ce gain s'élève quelquefois à 50 ou 60 fr. En prenant le chiffre de 50 fr. on obtient :

1° Retenue uniforme des $\frac{3}{10}$, 15 fr.

2° Sur les 35 fr. restant :

Nature de la condamnation.	Retenues.	Part attribuée à l'État	Part du détenu.
Condamnés aux travaux forcés....	7/10	24,50	10,50
Réclusionnaires	6/10	21 »	14 »
Condamnés correctionnels	5/10	17,50	17,50

Cette retenue uniforme des $\frac{3}{10}$ nous paraît excessive ; on pourrait la supprimer, ou au moins l'atténuer, et alors l'émulation des prisonniers, en présence d'un labeur plus rémunérateur accroîtrait le total de la production, si bien que l'État retrouverait, au moyen de ses retenues progressives, une partie des sacrifices ainsi consentis ; la part des détenus se trouvant néanmoins augmentée sensiblement.

Nous ne pouvons terminer cet examen rapide sans dire quelques mots du livre publié, en 1885, par M. Joao da Silva Mattos, avocat à Lisbonne (1), livre dont il a été rendu compte à l'Académie par M. Charles Lucas (séance du 2 mai 1885), et qui renferme de graves imputations contre le système cellulaire tel qu'il est appliqué à Louvain. M. Mattos ne pouvait parler de Saint-Gilles, prison ouverte trois ans après son voyage en Belgique. M. Lucas avait bien voulu du reste appeler toute notre attention sur cet ouvrage en nous engageant à en vérifier les assertions.

Nous ne parlerons pas ici de la santé des détenus, des tentatives si rares de suicide et ayant lieu généralement d'ailleurs au début de l'internement ; ce sujet a été traité, il y a quelques mois, de la manière la plus complète à l'Académie de médecine par M. le Dr A. Voisin. Qu'il nous suffise de dire que nous avons conversé avec des prisonniers comptant dix, quinze, vingt années de réclusion cellulaire et que leur état physique ou moral ne se ressentait point de ce genre de vie (2).

(1) *Reforma penitenciaria, passado e presente*, 192 p. in-8, Lisboa, 1885.

(2) Il existe à Louvain à l'heure actuelle 25 condamnés ayant subi de 10 à 22 ans de cellule et restant volontairement soumis à ce régime.

Quant aux critiques de détail formulées par M. Mattos elles ne nous paraissent point fondées; soit à Louvain, soit à Saint-Gilles, l'accès d'aucune cellule ne nous a été refusé ; l'isolement est partout aussi complet que possible et les communications restent à l'état d'exception. Il est évident que pour certains travaux de jardinage, par exemple, des détenus peuvent sous l'œil d'un gardien travailler accidentellement à visage découvert. Il y a en outre des condamnés, déjà internés ensemble dans des prisons communes, pour lesquels la levée momentanée du capuchon ne présente aucun inconvénient, du moment qu'ils ne peuvent se parler. C'est peut-être à un fait de ce genre que se rapporte l'incident noté par M. Mattos (p. 33 et 34), incident relatif à la présence à Louvain, dans une même forge, de quatre détenus qui auraient abaissé leur capuchon au moment de l'entrée du visiteur. C'est un fait isolé sans importance.

Nous pouvons affirmer aussi que les cellules de punition étaient vides lors de notre passage, témoignage vivant du bon ordre qui règne dans ces maisons.

L'honorable avocat portugais écrit (p. 38) qu'il a vu à Gand, en 1882, trois des quatre condamnés transférés récemment de Louvain à l'expiration de leurs dix années de réclusion cellulaire (loi du 4 mars 1870), et que ces trois condamnés étaient à moitié idiots; « ainsi, ajoute-t-il, ont disparu toutes mes incertitudes pour juger et condamner la longue durée de dix ans de cellule comme période intimidante et moralisatrice de la peine. »

Que M Mattos ait rencontré des détenus atteints dans leur état moral et physique, ceci n'a rien d'étonnant ; toutes les prisons présentent le spectacle d'individus déprimés par l'internement, fût-il en commun. Mais ces détenus n'étaient pas les seuls présents à Gand et ayant passé un temps plus ou moins long à Louvain (1), prison cellulaire ouverte le 1^{er} octobre 1860 ; il aurait fallu en examiner quelques-uns.

A ces trois prisonniers signalés par l'auteur de la *Reforma penitenciara*, nous pouvons opposer plusieurs détenus ayant sollicité avec ardeur leur réintégration à Louvain. Ils ont été unanimes à nous déclarer qu'ils vivaient plus tranquilles dans leur petite chambre, qu'au milieu des autres condamnés ; que l'on pou-

(1) Il convient de remarquer d'ailleurs que l'on transfère à Gand d'une manière générale tous les individus ne pouvant, pour des raisons diverses, supporter le régime de la séparation absolue.

vait là, au moins, travailler, parler aux gardiens, à l'aumônier, sans devenir immédiatement l'objet des vexations de ses compagnons de peine. L'un d'eux nous disait : « Monsieur, j'ai fait mes dix ans à Louvain, puis j'ai été transféré à Gand, ce n'est qu'après huit années que j'ai obtenu de quitter Gand, je n'y étais pas cependant depuis six mois que je regrettais déjà mon ancienne cellule. »

M. Mattos a présenté son livre au Congrès pénitentiaire de Rome sans que ses conclusions aient été l'objet d'une discussion publique, si cette discussion avait eu lieu, les représentants du Gouvernement Belge, MM. Gautier de Rasse, administrateur des prisons et de la sûreté publique, Stevens et Prins n'auraient pas manqué de protester hautement tous trois. On peut en effet s'appuyer sur l'expérience de plus d'un quart de siècle en faveur du système suivi à Louvain et à Saint-Gilles.

En résumé, il nous paraît prouvé que le régime cellulaire pratiqué dans les deux prisons modèles de la Belgique, comporte une organisation régulière du travail et sans compromettre la santé des internés, permet d'obtenir des résultats moraux que l'on ne peut attendre des prisons communes.

Il faut seulement veiller au choix du personnel chargé d'être en relations constantes avec les condamnés. Ce personnel doit, par sa moralité, l'élévation de ses sentiments, contribuer à l'amendement des coupables. Il faut enfin laisser les ministres du culte accomplir en toute liberté leur divin office.

Ainsi que l'a dit M. d'Haussonville : « Les deux agents directs de la moralisation dans les prisons sont d'abord la religion, ensuite l'instruction. On ne s'étonnera pas que nous disions d'abord la religion. De quelque opinion qu'on fasse en effet profession sur ces graves problèmes qui de notre temps divisent et passionnent les esprits, on ne peut méconnaître que pour relever les âmes dégradées et les ramener au bien par le repentir et l'espérance, aucune doctrine n'a d'arguments aussi persuasifs et aussi touchants que la doctrine chrétienne. »

Après la lecture de ce mémoire, MM. PICOT, PASSY, BLOCK et COURCELLE-SENEUIL présentent les observations suivantes :

M. Georges PICOT. — La communication si intéressante de M. Lallemand me rappelle tout naturellement des souvenirs qui trouvent ici leur place. Son voyage et son enquête peuvent être

d'un grand poids : les Belges ont poussé très loin l'expérience dont la France doit revendiquer l'initiative : c'est parmi nous, qu'il y a cinquante ans, le système pénitentiaire trouvait ses premiers partisans. Des hommes dont l'Académie ne peut entendre sans une respectueuse émotion prononcer le nom, MM. de Tocqueville et Gustave de Beaumont étaient envoyés par le ministre de l'intérieur, M. de Montalivet, aux États-Unis pour étudier le régime cellulaire. A leur retour, tout ce qui pensait fut séduit ; puis, il y eut une réaction de l'opinion ; et le développement du système pénitentiaire subit un temps d'arrêt.

Deux écoles s'étaient formées : l'une qui déclarait le régime cellulaire non moins profitable au détenu qu'à la société ; l'autre qui considérait la cellule comme funeste à l'état mental des prisonniers. Cette dernière opinion rencontrait l'appui de tous les administrateurs effrayés des dépenses qu'entraînait la transformation des vieilles prisons départementales. Nous avons assisté pendant de longues années à une lutte sourde qui eut pour effet d'assurer le triomphe de la routine.

Vers 1872, sous l'influence d'esprits actifs et généreux, le système pénitentiaire fut l'objet d'études savantes ; en 1877, la Société générale des prisons fondée par M. Béranger donna un nouvel élan aux partisans du régime cellulaire. Depuis cette époque, la lutte contre l'emprisonnement en commun n'a pas cessé.

L'exemple de la Belgique est frappant. Je ne cessais d'entendre les adversaires du système pénitentiaire répéter qu'il conduisait à la folie. J'ai voulu voir, il y a deux ans, la prison de Louvain où sont subies, après commutation de la peine capitale, les peines perpétuelles des travaux forcés en cellule. Je suis entré dans l'intérieur des cellules, je me suis entretenu longuement avec des condamnés enfermés depuis vingt-cinq ans, et je les ai trouvés sains d'esprit.

Rien de plus curieux que le pénitencier de Louvain. Au dehors, on le prendrait pour une grande usine, une immense manufacture : tout autour on entend le bourdonnement d'une ruche laborieuse ; franchissez le seuil, faites-vous ouvrir les portes, chaque cellule présente l'aspect d'un fragment d'atelier. Vous vous trouvez en face d'un établi ou d'un tour. L'administration ne se borne pas à faire exécuter les travaux faciles en usage dans nos maisons de détention, tels que cartonnages ou brochages ; elle enseigne de véritables professions : le condamné devient menuisier, tourneur

sur bois ou sur cuivre ; jamais il n'exerce dans la prison son ancien métier, mais il en apprend un nouveau, afin qu'après sa libération, il échappe aux contacts qui l'ont perdu. On pousse le soin des détails jusqu'à lui indiquer ce qu'il pourrait gagner s'il était libre : pour l'encourager, on affiche dans la cellule le cours de l'objet qu'il fabrique.

Chaque jour, le condamné reçoit, il est vrai, un certain nombre de visites. Le directeur, le sous-directeur et les trois aumôniers font des tournées quotidiennes ; des sociétés de patronage, des sociétés d'enseignement ont des membres visiteurs qui viennent du dehors. Un conseil de surveillance composé de notables de la ville, de professeurs de l'Université s'assemble fréquemment et délègue à l'un ou à plusieurs de ses membres le droit d'inspecter la prison. Muni d'une clef spéciale, le membre du conseil avec lequel je visitais la maison, ouvrit devant moi une boîte aux lettres dans laquelle le condamné, en se rendant chaque jour à la promenade, peut déposer les communications qu'il désire adresser au conseil en dehors du directeur. Tout est combiné pour que le condamné reçoive chaque jour deux ou trois visites. Grâce à ces précautions, l'état cérébral des condamnés est sain.

La question ne doit pas seulement intéresser le législateur et le moraliste. Les médecins s'en préoccupent. M. le docteur Auguste Voisin, avec sa haute autorité, a tenu à l'examiner : il est partisan d'opinion préconçue et il en est revenu, comme M. Lallemand, convaincu des bons effets du régime cellulaire combiné avec le travail. Les conclusions de son rapport à l'Académie de médecine appellent au plus haut degré l'attention : il affirme que la mortalité n'est pas plus grande dans les prisons cellulaires, que le nombre des suicides n'est pas supérieur, et que les cas d'aliénation mentale n'y paraissent pas plus fréquents. Une commission, chargée d'examiner ce rapport, a chargé M. le docteur Lagneau de conclure dans le même sens. Ce sont deux documents d'un grand poids, qu'il est bon de signaler à l'opinion publique, et que l'Académie ajoutera à tous les témoignages qu'elle a déjà recueillis en vue de hâter en France la solution du problème pénitentiaire.

M. Frédéric Passy estime, en raison de l'importance du sujet et de la gravité des erreurs et des préventions répandues dans le public, qu'il est désirable que la communication de M. Lallemand et les observations dont elle est l'occasion aient le plus de retentissement possible. Pour sa part il pense que le régime cellulaire

appliqué sans ménagement et sans prudence peut présenter les plus graves dangers. Il faut évidemment que le travail soit associé à l'isolement pour en combattre les funestes effets, non seulement par la bonne influence de l'occupation et de l'exercice, mais aussi par la perspective des avantages qu'il peut procurer au détenu, en lui préparant des allègements de peine et des ressources pour le moment de sa libération. Il faut également que l'isolement ne soit point absolu, et qu'en le préservant de toutes les mauvaises influences et de tous les mauvais contacts, la cellule ne le prive pas des bons. Les visites des administrateurs, des ministres des divers cultes, des hommes de bien qui se dévouent à cette tâche, doivent donc être encouragées autant que possible. C'est ce que le directeur du service pénitentiaire en Italie, M. Beltrani Scalia, comprenant bien l'influence des mots sur les esprits, a appelé le régime de la bonne compagnie. Dans ces conditions et avec ces précautions, le régime cellulaire est sans contredit le meilleur ; il peut être supporté de longues années, non seulement sans inconvénient mais avec avantage, et les cas d'accidents, de folie et de suicide, inévitables parmi les sujets mal équilibrés auxquels il s'applique, ne sont certainement pas à comparer avec les désordres de toutes sortes qu'entraîne la promiscuité de l'emprisonnement en commun.

Il va sans dire, ajoute M. Passy, que le travail imposé aux prisonniers doit être organisé et rémunéré de façon à leur permettre de se former un pécule et à ne pas constituer pour le travail libre une concurrence dont il puisse légitimement se plaindre. Il doit aussi, autant que possible, être pour eux un apprentissage. A ce dernier point de vue, il n'y a pas, comme au précédent, à se préoccuper des réclamations et des plaintes de certains travailleurs libres. On sait qu'il est de mode dans un certain monde ouvrier de voir de mauvais œil la formation d'apprentis pour le recrutement du personnel. On voit en eux de futurs concurrents possibles et l'on n'en veut pas. L'intérêt de la profession, qui ne peut subsister qu'à la condition d'entretenir et de perfectionner son personnel, ne suffit pas à contrebalancer l'influence de cet égoïsme à courte vue qui ne connaît que l'intérêt personnel du jour présent. L'économie politique et la morale n'ont à s'occuper de ces honteuses et inintelligentes observations que pour les condamner et les flétrir.

M. Maurice Block. — Je ferai remarquer à l'Académie que les mêmes hommes qui demandent que le travail soit interdit

dans les prisons, parce qu'ils croient souffrir de la concurrence, réclament la suppression des armées, sans s'apercevoir que cette suppression leur créerait un nombre de concurrents bien autrement redoutable, car il faudrait bien que les 500.000 soldats trouvassent à s'occuper.

M. COURCELLE-SENEUIL. — J'insiste sur l'opinion exprimée par **M. Passy** pour rappeler que la liberté du travail est fondamentale, et que toute attaque dirigée contre elle doit être repoussée avec la plus grande énergie.

REVUE DU PATRONAGE

ET DES INSTITUTIONS PRÉVENTIVES

Sommaire. — FRANCE : Maison paternelle de Mettray. — ÉTRANGER : 1° 34^e Rapport de la Société de patronage des détenus libérés de Zurich. — 2° 12^e Rapport de la Société de patronage des détenus libérés d'Appenzell. — 3° 27^e Rapport de la Société de patronage des détenus libérés du royaume de Wurtemberg. — 4° Société de patronage pour les détenus libérés des prisons de Genève.

FRANCE

Maison paternelle de Mettray.

La colonie agricole de Mettray a été fondée en 1839 pour ramener dans la voie du bien, au moyen de l'éducation correctionnelle, l'enfant qui a pu commettre une faute et qu'un jugement d'acquiescement a soumis à cette éducation. Tout le monde, en France et en Europe, connaît cette admirable institution (1). Mais ce que bien des gens, même parmi les lecteurs du Bulletin, ignorent, c'est l'annexe que, en 1855, le vénérable fondateur de Mettray lui attacha sous le nom de *maison paternelle*.

La colonie agricole ne convenait qu'à une certaine catégorie d'enfants : aux enfants du pauvre qui avaient déjà failli et qu'un jugement avait renvoyés dans la maison. Or, bien des enfants, même dans les familles riches, montrent des instincts qui, s'ils n'étaient réprimés de bonne heure par une discipline rigoureuse, pourraient les conduire dans les plus détestables errements. Mais comme les parents de semblables enfants répugneraient à les envoyer dans la promiscuité d'une colonie pénitentiaire, M. de Metz leur a ouvert un refuge protecteur et discret dans lequel peut être abritée pendant le temps nécessaire une jeunesse trop désordonnée jusqu'au jour où une éducation parfaitement appropriée à son éducation première et à son milieu social l'aura complètement réformée.

(1) *Bulletin* 1888, p. 185.

Ce régime nouveau consiste en une éducation moralisatrice qui, dans un bâtiment éloigné et complètement séparé des autres bâtiments de la colonie, est distribué isolément à chaque enfant. Chacun d'eux occupe un petit appartement ou cellule parfaitement confortable, bien aérée, chauffée, meublée, cirée, ornée de gravures, garnie de livres. Il n'y reçoit jamais d'autre visite que celles de ses professeurs, du directeur, de l'aumônier ou des surveillants qui lui apportent ses repas et le conduisent à la promenade, à la gymnastique ou autres exercices extérieurs. Jamais il ne communique avec un autre de ses codétenus, dont il ignorera toujours et le nombre et les noms et les figures. Il n'y a pour ainsi dire pas d'exemple que les natures même les plus rebelles aient pu résister à quelques mois d'une pareille discipline. Pour en bien comprendre les merveilleux résultats, il suffit d'ailleurs de lire l'extrait suivant du programme appliqué à ces jeunes fils de famille : « Chaque jour il fait une promenade plus ou moins longue dans la campagne, sous la conduite d'un professeur ou d'un surveillant, et peut en outre, à titre de récompense, faire dans les mêmes conditions des courses plus étendues dans les environs. Les soins moraux, objet du principal souci de la direction, but essentiel du fondateur, sont assurés par le choix du personnel de surveillance et des professeurs, par la direction même de l'enseignement, par les rapports fréquents avec le ministre du culte auquel appartient l'enfant.

« Quant à l'instruction, elle embrasse, avec les programmes mêmes de l'Université pour l'enseignement classique ou spécial, la grammaire, les lettres, les sciences, la philosophie, l'histoire, la géographie et les langues. On y joint, si les parents en font la demande, le dessin et la musique. Elle est donnée au moyen de leçons particulières par des professeurs spéciaux, choisis avec le plus grand soin. Elle comporte la préparation aux baccalauréats.

« Le secret le plus absolu est gardé sur le nom de l'enfant. Le directeur de Mettray seul en a connaissance. Les surveillants, les professeurs eux-mêmes ne connaissent que son numéro d'ordre. Il ne reste aucune trace de son passage. Le titre en vertu duquel il a été temporairement détenu est détruit après son départ. »

L'effectif moyen de ce véritable collège de répression ne dépasse pas 22. Il serait certainement plus considérable si tant de familles qui en auraient tant besoin n'en ignoraient l'existence. Néanmoins plus de 1.500 jeunes gens appartenant aux meilleures

familles ont fait l'expérience de ce système d'éducation et presque tous en ont éprouvé les salutaires effets, tout en conservant à la maison et à ses excellents directeurs la plus touchante gratitude.

Avant de terminer qu'il nous soit permis de rappeler que c'est à un prêtre, l'illustre Philippe Franci, que remonte l'honneur d'avoir le premier, en 1677, conçu et appliqué en Europe le système de la maison paternelle de Mettray. « Dans un lieu séparé et écarté de la maison (*Pia casa di refugio*) il fit bâtir un nombre suffisant de petites cellules dans lesquelles étaient enfermés et soumis à des exercices de correction et de pénitence, bon nombre d'enfants nés de personnes honorables et nobles, dans le but de les réformer et amender complètement au moyen d'un châtiment sensible mais secret. »

Notons enfin qu'à la même époque existait à Sainte-Colombe-lès-Vienne une maison de correction fondée par les Cordeliers de Lyon, pour les enfants insubordonnés.

A. R.

ÉTRANGER

I

34^e Rapport de la Société de patronage des détenus libérés de Zurich (1).

Le comité central de la Société de patronage des condamnés libérés de Zurich a présenté son 34^e rapport annuel, relatant les opérations de la Société du 1^{er} avril 1888 au 31 mars 1889. Pendant cette période, le patronage de la Société a été accordé à 21 libérés (12 admis nouvellement et 9 antérieurement). Sur ces 21 individus, 1 est mort et 10 ont cessé d'être patronnés dans le courant de l'année, savoir : 9 par suite de départ et 1 par suite de récidive. Il restait donc au 31 mars 1889, 10 patronnés.

Les recettes de la Société, y compris le solde de l'année précédente, s'élèvent à 9.645 fr. 89 c. Les dépenses à 4.782 fr. 40 centimes.

(1) *Bulletin* 1889, p. 389.

II

12^e Rapport de la Société de patronage des détenus libérés d'Appenzell.

Le comité de la Société de patronage des détenus libérés d'Appenzell, a présenté son 12^e rapport relatant les opérations de la Société du mois d'août 1887 au mois d'août 1889. Il résulte de ce rapport que pendant cette période le patronage a été accordé à 11 libérés (4 nouvellement admis et 7 patronnés antérieurement). Sur ces 11 individus, 5 seulement profitent encore du patronage. Les 6 autres ont été congédiés ou rayés. Les recettes de la Société, y compris le solde de la période précédente, s'élèvent à 1.134 fr. 75 c. Les dépenses à 636 fr. 60 centimes.

III

27^e Rapport de la Société de patronage des détenus libérés du royaume de Wurtemberg.

Le comité central de la Société de patronage des détenus libérés du royaume de Wurtemberg, a présenté à l'assemblée générale son 27^e rapport contenant les opérations de la Société du 1^{er} juillet 1886 au 1^{er} juillet 1888.

Conformément à l'autorisation donnée par l'assemblée générale, le comité central a conclu avec les Sociétés de patronage suisses de Bâle, des Grisons, de St-Gall, d'Appenzell et de Zurich, une convention semblable à celle existant entre la Suisse et le grand-duché de Bade pour le patronage réciproque des libérés. Cette convention est applicable au grand-duché de Bade. Il en a été déjà fait usage dans plusieurs circonstances.

Du 1^{er} juillet 1886 au 1^{er} juillet 1888, 317 détenus libérés (238 hommes et 79 femmes) ont sollicité le patronage de la Société. 78 demandes ont dû être rejetées soit, parce que les pétitionnaires étaient notoirement indignes ou avaient des ressources suffisantes, soit parce que les demandes étaient contraires aux statuts. 239 libérés seulement ont donc été admis. A ce chiffre, il convient d'ajouter 37 individus patronnés antérieurement, soit en tout 276 personnes. Toutefois ne sont pas comptés dans ce nombre les libérés, qui ont

été secourus par les sociétés auxiliaires sur leurs propres ressources. Le chiffre de 276 peut donc être doublé ou triplé. Le total des dépenses s'est élevé à 13.949 marcs 64 pfennigs.

Les résultats du patronage peuvent être appréciés de la manière suivante : bonne conduite chez 38, 7 p. 100 des patronnés, mauvaise conduite chez 32, 6 p. 100 renseignements incertains ou nuls concernant 28, 7 p. 100. Le rapporteur paraît peu satisfait de ces chiffres et il propose à l'assemblée générale de discuter les mesures au moyen desquelles on pourrait rendre plus efficace l'action de la société. Par contre le rapporteur se félicite de pouvoir annoncer que la Société a maintenant des représentants dans les 64 grands bailliages. Le nombre des sociétaires est de 3.788, soit une petite diminution sur celui constaté en 1886 (3.823). Des sociétés auxiliaires n'ont pu être encore organisées dans tous les districts. La situation financière de la Société est bonne. Le fonds de réserve s'est augmenté de 4.000 marcs.

IV

Société de patronage pour les détenus libérés des prisons de Genève.

Une société pour le patronage des détenus libérés a été fondée à Genève il y a trois ans.

Cette société qui a pour président M. Victor Lombart comprend dans son conseil d'administration deux anciens conseillers d'État MM. Klein et Viollier-Rey et les deux directeurs des prisons de Genève. En outre, le conseiller d'État chargé du département de l'Intérieur est spécialement délégué auprès de la société, ce qui lui donne un patronage officiel.

Cette société envoie ses membres visiter les détenus des deux sexes dans les prisons pour s'entretenir avec les détenus, leur donner de bons conseils et chercher à leur venir en aide à leur libération.

Elle a un petit asile temporaire tenu par son agent où l'on reçoit les libérés pendant quelque temps jusqu'à ce qu'on puisse les aider à se rapatrier ou à trouver de l'occupation.

Ce système de petits asiles que nous voyons avec plaisir faire son chemin de tous côtés paraît rendre de bons services à la société de Genève.

Pendant le séjour généralement assez court dans cette maison, écrit M. Lombart dans le rapport pour 1889, nous suivons ces hommes de près; nous arrivons à les mieux connaître et nous nouons avec eux des relations qui se poursuivent parfois longtemps après.

Nous avons souvent reçu de précieux témoignages de reconnaissance pour le temps passé dans cette atmosphère paisible et bienfaisante, et plusieurs de nos hôtes de quelques jours font dater de ce moment le cours nouveau dans lequel leur vie est entrée avec l'aide de Dieu.

La société fournit aussi à l'occasion des secours en vêtements et en argent.

Dans le cours de l'année elle a secouru 131 libérés savoir : 105 hommes et 26 femmes ce qui est un chiffre important si on songe qu'il ne s'agit que du canton de Genève.

Parmi les hommes :

- 40 ont été reçus à l'asile ;
- 23 pourvus de vêtements ;
- 7 ont été placés à Genève ;
- 12 en dehors de Genève ;
- 4 envoyés à la pension de la Croix-Bleue ;
- 12 expédiés à l'étranger ;
- 1 rentré dans sa famille ;
- 1 engagé dans l'armée française ;
- 3 placés en apprentissage.

Parmi les femmes dont s'occupe plus spécialement le comité des dames :

- 16 ont été reçues à l'asile ;
- 9 ont été rapatriées ;
- 5 placées dans des asiles ;
- 3 sont rentrées dans leur famille ;
- 8 ont reçu des vêtements et des secours.

Les dépenses ont été pour l'année de 5.847 fr. 50.

La société s'est, en outre, occupée, cette année, d'une catégorie toute spéciale de délinquants sur lesquels elle appelle l'attention dans les termes suivants :

« Nous voulons parler, dit le rapport, des Suisses expulsés par

l'administration française après une condamnation subie en France. La plupart de ceux-ci sont des mendiants ou des vagabonds condamnés à quelques jours de prison après lesquels ils sont reconduits à la frontière suisse. Mais comme les convois ne sont pas fréquents, il arrive souvent que ces malheureux sont obligés d'attendre en prison pendant des semaines, des mois même la voiture cellulaire qui doit les emmener. Passant ainsi de poste en poste, ils arrivent à notre frontière dans un état de misère et de délabrement difficile à décrire. Là, s'ils sont Genevois, ils sont relâchés et peuvent rejoindre leur famille, mais s'ils appartiennent à d'autres cantons, leur voyage continue dans les mêmes conditions jusqu'à leurs cantons respectifs. »

Le rapport cite comme exemple un Fribourgeois qui condamné à 24 heures de prison à Marseille, ne fût relâché que huit semaines après, et un Zurichois qui condamné à Lyon, fit six semaines de détention de plus avant d'être reconduit chez lui.

Il termine en demandant que des mesures soient prises de concert avec l'administration française pour adoucir le sort de ces malheureux dans la mesure du possible.

G. BOGELOT.

REVUE PÉNITENTIAIRE

Sommaire. — 1° Funérailles de M. Charles Lucas. Discours de M. Bouillier. — 2° Comptes rendus annuels : L'association Howard ; Reformatory and Refuge Union ; L'Œuvre des femmes déchuës. — 3° Rapport de la Société des colonies de travailleurs pour le grand-duché de Bade (exercice 1888). — 4° La France criminelle. — 5° Relégation. — 6° Statistique criminelle et correctionnelle de l'empire d'Allemagne. — 7° Revue scientifique. — 8° Soyons bons pour les méchants ! — 9° Informations diverses : Code pénal croate. — Nouvelle-Calédonie. — *Revue étrangères.*

I

Funérailles de M. Charles Lucas

MEMBRE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES.

Le lundi 23 décembre 1889.

DISCOURS DE M. BOUILLIER, PRÉSIDENT DE L'ACADÉMIE

Messieurs,

L'hommage que j'ai rendu mardi dernier en votre nom à M. Havet sur le bord de sa tombe, je le rends aujourd'hui à M. Charles Lucas. Dans le sein de l'Académie, qui plus que lui en est digne, par sa longue vie académique, par sa participation de plus d'un demi-siècle à nos travaux, par ses ouvrages, par les réformes qu'il a opérées dans le système pénitentiaire, par les services rendus à l'humanité et aussi par la notoriété de son nom non moins grande à l'étranger que dans sa patrie ?

Il y a trois ans, l'Académie célébrait son cinquantenaire, et le président d'alors, M. Zeller, après une allocution, qui serait tout entière à reproduire ici comme le meilleur des éloges, lui remettait la médaille que l'Académie avait fait frapper en son honneur et que chacun de nous conservera comme un précieux souvenir. En même temps la Société des prisons, où il a fait tant de bien et tenu une si grande place, célébrait aussi le cinquantenaire de l'illustre

NOTA. — Le corps devant être transporté à Saint-Éloi-de-Gy (Cher), ce discours a été lu à la séance de l'Académie.

vieillard, dont M. Bérenger rappelait éloquemment, et avec une compétence que je suis loin d'avoir, les mérites et les services.

M. Lucas, après avoir été notre doyen, était devenu, depuis la mort de M. Chevreul, le doyen de l'Institut tout entier.

Lui-même, dans une de nos séances, en rendant hommage à la mémoire de ce glorieux centenaire, voulut prendre en quelque sorte officiellement possession de ce double décanat, bien honorable sans doute, mais bien dangereux et qui, d'ordinaire, n'est pas de longue durée. M. Lucas, né en 1803, est mort à quatre-vingt-sept ans.

Pendant la première partie de sa vie, sous la Restauration, il fut un jeune et brillant avocat du barreau de Paris et plaida avec succès plusieurs causes retentissantes. Ce fut aussi un ardent libéral, combattant dans les rangs de l'opposition. Mais bientôt, et dès la révolution de Juillet, il laisse de côté le barreau et la politique pour ces questions de législation criminelle et de réformes pénitentiaires auxquelles sa vie sera désormais tout entière consacrée, et sur lesquelles il n'a pas écrit moins de vingt volumes. De tous ces ouvrages il en est un au moins, le premier de tous en date, que j'ai lu, que j'ai même analysé et sur lequel j'ai retrouvé il y a quelques jours, des notes vieilles de plus de cinquante ans et prises au sortir du collège. Je veux parler du *Système pénal en général et de l'Abolition de la peine de mort en particulier*, publié en 1827, qui fut couronné à Genève et en France par la Société de morale chrétienne de Paris. Il m'en était resté une impression profonde, qui d'ailleurs a été générale en France et à l'étranger. Quel sentiment de la personnalité et de la dignité humaine dont certains criminalistes du jour font si bon marché ! Quel souci de l'amélioration morale du condamné ! La peine de mort lui enlève le temps, la possibilité, l'intérêt de devenir meilleur, voilà contre elle le principal des arguments de M. Lucas. Il va jusqu'à dire que la peine de mort est une voie de fait sur l'homme, l'abus d'une force brutale plus grande contre une petite qu'elle anéantit. Ce livre, qui a mis en quelque sorte la question à l'ordre du jour, a donné le signal de cette agitation contre la peine de mort qui eut lieu vers 1830, et auquel prirent part, non seulement les magistrats, les jurisconsultes et les moralistes, mais les littérateurs et les romanciers et enfin la Chambre des députés.

M. Lucas lui-même dut trouver qu'on allait trop vite et qu'il était dépassé ; il ne voulait pas, il est vrai, de la peine de mort, mais il ne voulait pas non plus que la société demeurât désarmée à

l'égard des assassins. L'abolition de la peine capitale devait être pour lui le couronnement et non le point de départ d'un système pénitentiaire dont toutes les parties parfaitement coordonnées concourent à un même but, qui est de concilier la justice et l'humanité, la peine et l'amendement du coupable. Ce système, M. Lucas l'a non seulement exposé et défendu dans tous ses écrits, mais il l'a prêché avec un zèle infatigable, avec un véritable zèle d'apôtre, à travers toute la France, en Allemagne, en Angleterre, en Italie, dans les académies, dans toutes les réunions ou congrès de jurisconsultes et de criminalistes, dans une foule de commissions et de conférences, dans des adresses, pétitions ou lettres adressées aux ministres et aux Chambres et même aux Gouvernements étrangers.

Toute cette théorie a été d'abord exposée dans le *Système pénitentiaire en Europe et aux États-Unis*, ouvrage en trois volumes qui obtint le grand prix Montyon de six mille francs décerné par l'Académie française.

M. Bérenger a dit dans un discours déjà cité que la science pénitentiaire date de cet ouvrage. Un plus grand éloge ne pouvait en être fait et par quelqu'un de plus autorisé.

Il ne m'est pas possible d'entrer dans les détails de cette théorie de l'emprisonnement préventif, répressif et pénitentiaire, selon les termes adoptés par M. Lucas. Cette tâche reviendra à celui que nous choisirons pour son successeur.

Je me borne à dire qu'elle a pour base l'emprisonnement cellulaire, non pas absolu, ni également pour tous sans distinction, mais appliqué seulement à certaines classes de condamnés avec des adoucissements progressifs et avec la libération conditionnelle au bout d'un certain temps, quand l'isolement a produit l'amendement des coupables.

Ce qui achève de grandir à nos yeux notre éminent confrère, ce qui le complète, pour ainsi dire, c'est qu'il a été homme d'action en même temps qu'homme de science et de théorie. Chargé d'abord par M. Guizot d'inspecter dans toute la France les prisons des municipalités et des départements, nommé aussitôt après cette mission inspecteur général des prisons, puis président de la Société des services administratifs des prisons, il s'est servi de son autorité et de ses fonctions pour introduire de nombreuses et importantes améliorations matérielles et morales dans le régime intérieur des prisons et pour introduire dans notre système pénitentiaire quelques-unes des réformes auxquelles il attachait le plus de prix.

Sa sollicitude s'était d'abord portée sur les jeunes détenus, qu'il importe avant tout de soustraire à la contagion des prisons et au contact des criminels adultes. Sans attendre les secours et l'intervention de l'État, il se mit en 1833 à la tête d'une société privée, qui fonda la colonie pénitentiaire agricole de Val-d'Yèvre, près de Bourges. Le but était d'essayer, comme il l'a dit, l'amendement de la terre par l'enfant et de l'enfant par la terre.

L'essai réussit si bien que l'État, quelques années après, s'en fit l'acquéreur et que la colonie devint un établissement public. Il a également fondé la Société des jeunes libérés de la Seine, dont il serait inutile de faire ici l'éloge.

Pendant la dernière phase de sa vie, après 1870, frappé des maux de la guerre, il s'applique avec la même ardeur aux moyens de la prévenir ou d'en diminuer les horreurs; de là une nouvelle série d'ouvrages et de mémoires adressés à des hommes d'état français ou étrangers et de fréquentes communications à notre Académie sur ce qu'il appelle la civilisation de la guerre. Sous cette dénomination, il comprend tous les efforts, toutes les tentatives pour substituer l'arbitrage aux luttes sanglantes de nation à nation; généreuse pensée bien digne d'un sage mais dont la réalisation est plus difficile que l'abolition de la peine de mort.

Depuis 1836, où il avait été reçu membre de notre compagnie à la place du comte Røederer, il n'y a pas eu d'académicien plus assidu, plus zélé, plus laborieux que M. Lucas. Il continua de l'être, même depuis qu'il eut le malheur d'être frappé de cécité, il y a déjà plus de vingt ans. A le voir continuer néanmoins à prendre part à nos travaux et à nos discussions, à l'entendre faire des rapports, des présentations, des analyses même d'ouvrages considérables, on ne se serait pas douté de son infirmité, qu'il a supportée d'ailleurs avec une si grande fermeté d'âme et une résignation si chrétienne. De quelle force d'esprit et de mémoire ne devait-il pas être doué pour retenir et résumer ce qu'il n'avait entendu qu'une seule fois de la bouche d'un lecteur.

Jusqu'à ces derniers jours, malgré ses infirmités et son grand âge, il a été assidu à nos séances. Il y a trois semaines, il écrivait à votre président pour s'excuser de n'avoir pas assisté à la séance publique parce qu'il ne pouvait plus rien voir ni rien entendre.

Il était même inscrit, précisément comme il est arrivé, je me le rappelle, à M. Hippolyte Carnot, pour faire une lecture le samedi qui a été le jour de sa mort. Il devait ce jour-là nous entretenir d'un projet de loi sur le régime pénitentiaire et la libération conditionnelle, en pleine conformité avec son propre système, qui venait d'être soumis aux délibérations de la Chambre des représentants à Bruxelles. C'était pour lui une consolation, un sujet légitime de joie et d'orgueil de voir un pays voisin accueillir et réaliser les idées de toute sa vie sur la conciliation de la justice et de l'humanité, de la peine et de l'amendement du coupable.

Je dirai en terminant, de notre bien regretté confrère, ce que disait Fontenelle, dans un de ses éloges, de cet attachement à l'Académie qui persiste jusque dans la maladie et dans l'extrême vieillesse : « Vieux et souffrants, jusqu'à ce qu'ils soient à bout de toutes leurs forces, il viennent toujours à l'Académie pour laquelle ils ont pris cet attachement qu'elle ne manque guère d'inspirer (1) ».

II

Comptes rendus annuels. — L'association Howard.
— Reformatory and Refuge Union. — L'œuvre des femmes déçues.

Rien n'est plus intéressant que de suivre les efforts persévérants des nombreuses œuvres qui, en Angleterre, ont pour but de prévenir et de combattre la criminalité. A la fin de chaque année, les comptes rendus des résultats de la plupart de ces œuvres nous sont communiqués; je vais, en quelques lignes, essayer d'analyser quelques-unes de ces communications.

Le rapport de l'Association Howard, paru au mois d'octobre 1889, aborde l'examen de plusieurs questions importantes relatives à la répression. Le défaut de proportion des peines aux faits délictueux ou criminels et l'inégalité dans l'application de la loi à des faits analogues est de nouveau signalée à l'attention des magistrats et des publicistes. Dans une note jointe au rapport, et qui reproduit un article qu'il a publié dans le *Times* en 1887, l'éminent secrétaire de l'association, M. William Tallack, indique un des effets

(1) Notice sur M. Leymery.

les plus fâcheux de cette inégalité ; un certain nombre de malfaiteurs, arrêtés pour des méfaits de médiocre importance, et sachant qu'une tentative de meurtre peut ne pas leur attirer une punition sensiblement plus élevée que le délit qui motive leur arrestation, attaquent violemment et par les armes les agents qui mettent la main sur eux. — La condamnation d'innocents a préoccupé également l'Association qui croit que les erreurs judiciaires sont plus fréquentes qu'on ne pense d'ordinaire. — Afin de découvrir ces faits et d'en provoquer la réparation, l'Association a créé des inspecteurs spéciaux qui se rendent dans les prisons et font des enquêtes sur les condamnations à long terme prononcées dans des cas qui permettent le doute. — Enfin la question de la légitimité de la peine de mort, dont l'opinion publique s'est vivement emparée en Angleterre à l'occasion de l'affaire Maybrick, a été étudiée et discutée dans les séances de l'Association. La possibilité d'une erreur judiciaire devenue irréparable a déterminé la majorité des membres à se prononcer contre la peine capitale ; elle a même repoussé la détention perpétuelle, et a adopté l'opinion de M. Tallack qui considère une détention de vingt années comme suffisante, au point de vue de la répression et de l'intimidation, même pour les crimes les plus graves.

Le trente-deuxième et le trente-troisième rapports annuels de la *Reformatory and Refuge Union*, se référant aux années 1887 et 1888, témoignent de l'activité toujours croissante de cette importante société. Le zèle des membres de la société voit, disent ces documents, s'ouvrir un nouvel horizon. Les écoles industrielles, qui sont des asiles préventifs destinés à recueillir les enfants sans famille, ont, pour ainsi dire, accompli leur œuvre ; un asile, des moyens d'existence, une tutelle salubre sont assurés à tous ces enfants. C'est à une couche plus profonde, plus réfractaire aux bons conseils, celle des enfants qui ont reçu dans leur famille l'exemple et l'enseignement du vice, que l'œuvre doit appliquer dorénavant tous ses efforts. Ces enfants, garçons et filles, sont la clientèle des *Reformatory Schools* ; mais ici on se heurte à une grosse difficulté. Aux termes de la loi ne peuvent être admis dans ces maisons que les enfants ayant été condamnés à une peine de dix jours d'emprisonnement au moins, et les magistrats ne prononcent qu'avec une grande répugnance la peine de l'emprisonnement qu'ils considèrent comme démoralisante pour des enfants âgés de 12 à 16 ans, spécialement pour les filles. Afin de parer en partie à cette difficulté, un projet de loi, actuellement soumis

au Parlement, a pour but de permettre aux enfants de parents négligents ou coupables d'entrer volontairement dans les écoles industrielles ou dans les écoles de réforme sans avoir besoin du consentement de ceux-ci.

Une œuvre digne d'admiration est celle de la société des dames pour le relèvement des femmes déchuës. Le trente et unième rapport annuel se référant à l'année 1888, donne des détails touchants sur le dévouement, on peut dire surhumain, de ces femmes du monde qui cherchent à arracher à l'ivrognerie et surtout à la débauche les innombrables femmes dégradées qui pullulent à Londres et dans les grandes villes de l'Angleterre. Ce n'est pas seulement par des visites dans les prisons, dans les maisons de refuge, dans les bouges, par la recherche et l'organisation du travail destiné à procurer des ressources à ces malheureuses qu'on essaie de les ramener au bien ; mais avec l'intrépidité que leur donnent leur zèle et le respect dont elles se sentent dignes, les dames patronnesses vont, le soir, exposées à la pluie, à la neige, aux insultes des passants, chercher sur les trottoirs de la ville les filles de mauvaise vie pour les exhorter à quitter leur hideux métier. — Tant d'héroïsme n'est malheureusement pas récompensé comme il devrait l'être. Le rapport contient bien quelques exemples de retour au bien, des lettres de femmes qui, revenues à la vie normale, remercient avec effusion leurs bienfaitrices ; mais en même temps on est obligé de constater que l'armée du vice féminin va grossissant chaque année et que la misère, la paresse, les mauvais instincts y enrôlent plus de femmes que n'en fait sortir la charité.

P. VIAL.

III

Rapport de la Société des colonies de travailleurs pour le grand-duché de Bade (exercice 1888).

Le grand-duché de Bade ne possède qu'une seule colonie de travailleurs, située à Ankenbuck et patronnée par une société locale, qui compte parmi ses protecteurs le Grand-Duc lui-même.

Cette colonie comprenait, au 31 décembre 1887, 61 colons ; dans le cours de l'année 1888, elle en a reçu 204, appartenant à 58

professions différentes; les manouvriers étaient en grande majorité; puis venaient par ordre d'importance numérique, les marchands, les cordonniers, les peintres. De toutes les époques de l'année, le mois de novembre est celui qui en a vu entrer le plus grand nombre; c'est en juillet qu'il y a eu le moins d'entrées.

107 colons, c'est-à-dire plus de la moitié, appartenaient au grand-duché; 28, à la Prusse; 25, au Wurtemberg; 10, à l'Alsace-Lorraine. Tous, à l'exception de 5 Suisses, 3 Autrichiens et 1 Russe, appartenaient à l'empire d'Allemagne. On a remarqué que le nombre des colons d'origine bavaroise, qui avait été de 19 en 1887, s'est abaissé à 11 en 1888 — diminution qui s'explique par la création d'une colonie de travailleurs en Bavière.

Au point de vue de leur état civil, les colons entrés en 1888 se subdivisaient en 191 célibataires, 2 mariés, 5 veufs, 4 séparés, 2 divorcés; au point de vue du culte, en 109 catholiques, 94 protestants et 1 israélite.

Le nombre des colons qui ont quitté l'établissement en 1888 a été de 199: c'est le mois d'avril qui a vu le plus de départs, le mois de décembre, qui en a vu le moins. Le nombre total des colons présents s'est tellement accru pendant le dernier trimestre de l'année, qu'on a dû refuser 23 postulants dans le courant de décembre, et 30 en janvier 1889. Dans le cours de l'année 1888, la colonie a donné des aliments à 89 travailleurs de passage qu'elle ne pouvait recueillir et qu'elle a pu, du moins, secourir sous cette forme.

Sur les 199 colons sortants, 33 avaient trouvé du travail par l'entremise de la colonie; 20, par leurs propres efforts; 77 étaient partis, poussés par le désir de voir du pays; 10 rentraient dans leurs foyers; 6 étaient jugés incapables de tout travail; 48 étaient expulsés; 2 s'évadaient; 1 était réclamé par l'autorité; 1 était appelé au service militaire; 1, enfin, était congédié, parce qu'il avait déjà été expulsé d'autres colonies. Les motifs qui ont fait chasser les 48 expulsés peuvent se classer ainsi: 25 expulsés pour paresse; 20, pour mauvaise conduite (insubordination, outrage au directeur, mensonge, etc.); 2, pour ivresse; 1, pour avoir vagabondé de colonie en colonie.

Le nombre des journées de maladie a été de 398, réparties sur 110 malades: le mois d'avril a été le plus défavorable au point de vue de la santé (126 journées de maladie); le mois de décembre, qui vient à cet égard en seconde ligne, ne présente qu'un nombre de journées de maladie moitié moindre (62).

Le chiffre des journées de travail non rémunéré a été de 2.476 ; celui des journées de travail rémunéré, de 11.791. Il est intéressant de noter, à ce sujet, qu'aux termes du règlement qui fait la loi des parties, le travail des quatorze premières journées de séjour dans la colonie ne donne lieu à aucune rémunération, et que, même après ce délai, le directeur a le droit de supprimer la rémunération, lorsqu'il estime que le travail est sans valeur ou que le colon s'est mal conduit. Le salaire minimum est de 25 pfennigs (environ 31 c.) par jour.

Les colons sont principalement employés à des travaux de culture ; 23 seulement, en moyenne, étaient occupés aux travaux de la maison et dans les ateliers. Le résultat du travail a été satisfaisant : les produits fabriqués par ceux d'entre les colons qui étaient ouvriers tourneurs, menuisiers, forgerons ou tresseurs de paniers, ont été assez importants, et ont été vendus tant dans l'établissement lui-même que dans des dépôts à Fribourg et à Carlsruhe. D'autre part, la colonie est arrivée à produire en quantité suffisante les légumes nécessaires à la subsistance de tout son personnel et les fourrages pour les bestiaux ; la récolte des céréales seule a dû être complétée par des achats au dehors : encore le déficit doit-il être attribué aux influences climatiques de l'année.

Le directeur s'attache à donner aux colons des habitudes d'ordre, de travail, de propreté et de moralité, à élever leurs sentiments par l'enseignement religieux, par des conférences morales et patriotiques aux jours de fête ou de deuil national. Les seuls moyens répressifs employés sont les retenues sur le salaire et la privation des douceurs autorisées par le règlement.

Pour la première fois depuis quatre ans, la présence de quelques colons peu recommandables a amené une scène scandaleuse, que le directeur, dont la vie a été un moment menacée, n'a pu faire cesser qu'en faisant appel à la gendarmerie.

Il est assez difficile de savoir ce que deviennent la plupart des colons, au sortir de la colonie. Il est malheureusement certain que quelques-uns d'entre eux dépensent au cabaret, dès le premier jour, le petit pécule qu'ils ont amassé. En revanche, d'autres restent des mois entiers dans la même place, reviennent à Pâques faire visite au directeur de la colonie, lui confient leurs économies ou le chargent d'en faire parvenir le montant à leurs familles.

Les comptes de l'exercice 1888 donnent, pour les recettes, un chiffre de 32.363 marcs 82 pfennigs (40.454 fr. 77 c.), et, pour les

dépenses, un chiffre de 22.808 marcs 42 pfennigs (28.510 fr. 52 c.), d'où un excédent de recettes de 9.555 marcs 40 pfennigs (11.944 francs 25 centimes.)

Parmi les éléments de recettes, il peut être intéressant de relever les suivants :

Cotisations des membres adhérents — 5.202 marcs 99 pfennigs (6.503 fr. 74 c.); souscriptions des personnes morales (conseils généraux des cercles, communes, sociétés de patronage) — 5.822 marcs 70 pfennigs (7.278 fr. 40 c.); produits de l'exploitation de la colonie — 4.871 marcs 88 pfennigs (6.089 fr. 85 c.).

Ces produits se sont notablement accrus en 1888. Il en a été de même du salaire des colons, qui s'est élevé à 3.399 marcs 01 pfennig (4.248 fr. 76 c.).

Le fonds de réserve s'est augmenté d'environ 12.700 marcs (15.875 fr.), qui seront ultérieurement consacrés à l'agrandissement des constructions existantes.

Georges Dubois.

IV

La France criminelle (1).

Sous ce titre *La France criminelle*, M. Henri Joly vient de publier la seconde partie de son ouvrage sur le crime, dont le premier volume a été si remarqué. L'année dernière il avait étudié la nature du criminel, les caractères qui le distinguent du fou ou du malade ; il nous avait donné une psychologie très approfondie du malfaiteur. Cette fois, ce sont les causes sociales de la criminalité qu'il s'attache à mettre en lumière.

Comme l'auteur le dit dans son avant-propos, pour déterminer les causes et calculer l'intensité de leur action, il faut d'abord connaître exactement les effets. De là, une première étude qui se recommande par un certain nombre d'aperçus et de résultats nouveaux.

Cette étude met hors de doute l'accroissement à peu près continu du crime parmi nous, mais avec des caractères qui distinguent d'une façon assez saillante les périodes successives de notre siècle.

(1) Par M. Henry Joly. 1 vol. in-16, Léopold Cerf, rue de Médicis. 13.

M. Joly estime, par exemple, il prouve par les chiffres mêmes de la statistique, que le crime en France a eu tour à tour comme caractère dominant la passion, puis la cupidité, puis la dépravation, et enfin l'inertie ou la lâcheté. Les historiens et les moralistes auront à voir si ces évolutions du monde criminel coïncident ou non avec celles de notre société tout entière : le rapprochement ne peut manquer d'intérêt.

Une des parties du livre qui s'imposent le plus à l'attention est celle où M. H. Joly met en relief la grande influence des déplacements sur la criminalité contemporaine. Nous avons déjà les éléments d'une comparaison entre la criminalité des étrangers résidant en France et celle des Français. Mais une statistique tout à fait récente nous permet d'apprécier la criminalité de chaque département d'après les crimes et les délits commis par ses originaires en quelque endroit de la France que ce soit. Sur ces renseignements, M. Joly a dressé une carte nouvelle de la France criminelle. Puis il consacre un important chapitre à commenter, à « illustrer » la loi que les calculs faits à la chancellerie ont permis de formuler de la façon suivante : « Sur 100.000 Français n'ayant point quitté le lieu de leur naissance, 8 sont traduits en cour d'assises ; sur 100.000 individus domiciliés dans d'autres départements que celui où ils sont nés, il y en a 29, et sur 100.000 étrangers résidant en France il y en a 41. »

Dans les chapitres qui suivent, l'auteur passe en revue l'influence des âges, celle des professions... On remarquera un chapitre douloureux sur la précocité du mal et sur l'augmentation effrayante de la criminalité des adolescents ; elle est surtout causée, nous est-il dit, par la décadence de l'apprentissage. Quant aux professions, M. Joly ne s'est pas borné à peindre les qualités et les défauts du paysan, les qualités et les défauts de l'ouvrier. Poursuivant l'idée développée dans la première partie de son volume, il groupe un nombre considérable de faits autour de cette proposition qui les relie tous : « pour expliquer la criminalité des gens, il faut moins voir la manière dont ils pratiquent une profession donnée que la manière dont ils sont souvent tentés ou contraints d'en sortir. »

Le déclassement universel, telle paraît être en effet à l'auteur la cause principale, sinon unique, des aggravations qu'il a signalées. On en retrouvera des preuves nouvelles dans le chapitre où, d'après les témoignages mêmes des travailleurs et les dépositions

de leurs délégués, M. H. Joly montre comment l'ouvrier unit les excès de l'individualisme dans la vie ordinaire à ceux du socialisme militant qu'ont organisé ses syndicats.

M. Joly n'avait garde d'oublier les questions toujours agitées des rapports du crime avec la richesse ou la misère, avec l'instruction ou l'ignorance. Il termine par un dernier chapitre sur les rapports du crime et de la politique.

On trouvera dans ce volume, comme dans le précédent, une grande abondance de faits puisés directement aux sources, non seulement aux statistiques et aux enquêtes imprimées, mais auprès d'un certain nombre d'administrateurs et de magistrats de Paris ou de la province, de présidents de syndicats, aux Archives nationales (dans les comptes rendus d'assises), enfin près de fonctionnaires de tout ordre vus au cours d'une mission spéciale confiée, l'année dernière, à M. Henri Joly par le Ministre de l'instruction publique.

V

Relégation.

M. Albert Eyquem, procureur de la République à Blaye, vient de faire paraître une étude aussi sérieuse que complète sur la loi de 1885. Après avoir retracé l'histoire de la répression qui a été édictée depuis la chute de l'empire Romain jusqu'en 1885 contre les récidivistes, il rappelle les tentatives de colonisation qui furent faites du 16^e au 19^e siècle ; celle de 1540 qui d'ailleurs ne dirigea nullement ses choix par le degré de perversité des condamnés (1) ; celle de 1588 à l'île de Sable qui eut une si triste fin (2) ; celle de 1674, à Cayenne, dont le Bulletin a déjà parlé (1887, page 477) ; enfin celles de Louis XV qui se prolongèrent pendant une partie du 18^e siècle (Conf. *suprà* p. 761). Il examine la législation révolutionnaire qui n'a pas su ou pu organiser la déportation qu'elle avait édictée dans son code de 1791 et enfin constate que la législation créée par les codes de 1810 et la loi de 1854 imposait à la France comme une nécessité logique et inéluctable une nouvelle loi d'expatriation. J'ai trop souvent ici même exprimé l'opinion contraire, motivée tant par la légende australienne (3) toujours

(1) Ferland, *Hist. du Canada*, T. I, p. 38 et 39. Conf. *suprà* p. 892.

(2) Ferland, p. 57.

(3) *Bulletin* 1887, p. 375.

invoquée obstinément que par notre propre expérience (1), pour pouvoir aujourd'hui recommencer cette discussion. Il me suffit de constater que le consciencieux auteur n'apporte aucun argument nouveau à la thèse qu'il défend ou plutôt considère comme gagnée et ne propose aucun système permettant de remédier à l'inefficacité de la peine de la relégation. Mais je constaterai aussi que la critique des textes et des règlements, l'analyse de la jurisprudence sont faites avec un soin éclairé. C'était en somme le but principal de l'ouvrage et il est certain qu'il est parfaitement atteint.

A. RIVIÈRE.

VI

Statistique criminelle et correctionnelle de l'empire d'Allemagne.

Le nombre des accusés, qui ont été condamnés à la réclusion, s'est élevé :

En 1882 à	13.429
— 1883	12.364
— 1884	12.026
— 1885	11.543
— 1886	11.373

Le nombre des condamnés à l'emprisonnement a aussi diminué.

Les peines se répartissent dans la proportion suivante pour cent individus condamnés :

	1882	1883	1884	1885	1886
Peine de mort ...	0,03	0,03	0,02	0,02	0,02
Réclusion	4,07	3,74	3,48	3,36	3,22
Emprisonnement .	69,13	68,00	66,89	65,02	64,65
Détention dans } une forteresse }	0,03	0,05	0,05	0,05	0,02
Arrêts	0,44	0,44	0,42	0,37	0,37
Amende	25,33	25,70	28,10	29,36	30,58
Réprimande	0,97	1,04	1,04	1,12	1,14

(1) *Bulletin* 1889, p. 8; 926 et *passim*.

La proportion des individus condamnés de 1882 à 1887 pour crimes et délits envers les personnes a été, par 10.000 habitants, âgés de plus de 12 ans, en 1882 : de 33,6, en 1887 : de 41,3. D'autre part la proportion des condamnés pour crimes et délits contre les propriétés a été, en 1882 : de 52,9, en 1887 : de 56,4. La décroissance, que l'on constate sur ce dernier point, résulte de la diminution dans les vols, le recel et les détournements. Les fraudes et les atteintes à la propriété ont, au contraire, augmenté un peu. L'accroissement des crimes et des délits contre les personnes porte principalement sur les coups et blessures graves. La proportion des condamnés pour ce dernier délit donne les résultats suivants, en calculant sur 10.000 individus considérés comme majeurs au point de vue pénal, en 1882 : 11,9, en 1887 : 16,7.

TURCAS.

Président du tribunal de Rambouillet.

VII

Revue scientifique.

Dans une communication faite au Congrès international sur l'alcoolisme, sur les rapports qui existent entre l'augmentation de la consommation de l'alcool et l'accroissement de la criminalité et de la folie, M. Yvernès a rappelé les chiffres fournis par la Finlande, où par l'application faite en 1887 de quelques lois prohibitives assez sévères, il s'est produit une diminution très appréciable dans la consommation de l'alcool pour chaque individu.

Ainsi :

Dans la période de 1869-1873 on comptait 3 lit. 95 par tête.

—	1874-1878	—	6	10	—
—	1879-1883	—	4	63	—
—	1884-1888	—	3	53	—
—	1888-1889	—	2	06	—

M. Yvernès a ensuite comparé ces chiffres avec ceux de la Belgique qui occupe le premier rang dans la consommation de l'alcool par tête et où l'on compte un cabaret par 43 habitants.

Dans ce pays la consommation de l'alcool a suivi la progression suivante :

1868-1872.....	7 lit. 09 par habitant.
1873-1877.....	8 09 —
1878-1882.....	9 02 —
1883-1887.....	8 08 —

En France, depuis la loi qui permet d'ouvrir un débit de liqueurs sur simple déclaration, le nombre des cabarets s'est accru de 15 p. 100 en douze ans. A Paris on en compte un pour 88 habitants et la consommation de l'alcool depuis 1873 a peu augmenté, comme le prouve le tableau ci-après :

1873-1877.....	2 lit. 72 par habitant.
1878-1882.....	3 53 —
1883-1887.....	3 83 —

M. Canderlier s'est joint à M. Yvernès pour affirmer que l'alcoolisme influe sur la progression de la criminalité, des suicides et de la folie. Il a prouvé que la situation était grave en Belgique où un homme adulte sur huit est cabaretier et où il se boit plus de bière qu'en Allemagne, qu'enfin chaque belge a consommé :

En 1851....	138 litres de bière et 5 lit. 57 d'alcool à 50°
— 1871....	159 — 7 66 —
— 1881....	170 — 9 75 —

A cette augmentation correspond l'accroissement suivant dans la criminalité par 100.000 habitants :

	Assises.	Tribunaux correctionnels.	Suicides.	Folie.
En 1851.....	1,6	269	246	4064
— 1871.....	2,6	383	367	6481
— 1881.....	2,4	648	533	8251
— 1885.....	—	—	—	9328

En Norvège à la diminution dans la vente des liqueurs correspond pareillement une diminution dans la criminalité.

VIII

Soyons bons pour les méchants !

Appel fait à la société par le colonel Robert G. Jugersoll pour que le criminel soit traité comme les malades, les fous et les infirmes, parce que le crime est un mal héréditaire.

Albany (États-Unis), 21 janvier. — Une intéressante communication sur ce sujet : « Crimes contre les criminels, » a été faite aujourd'hui par le colonel Robert G. Jugersoll, à la réunion annuelle de l'association du barreau de New-York, dans la nouvelle salle Hermanns Bleecker. — Trois mille personnes, parmi lesquelles un grand nombre de légistes, étaient présentes. M. Jugersoll discute longuement les causes du crime et les méthodes adoptées à différentes époques pour prévenir le vice.

N'est-il pas vrai, dit-il, que le criminel est un produit de la nature et que la société fait naître inconsciemment ces enfants du vice ? Ne pouvons-nous pas, en d'autres termes, dire que le criminel est une victime comme les malades, les fous et les infirmes ?

Nous ne pensons pas à punir un homme parce qu'il est atteint d'une maladie, nous désirons trouver le remède dont il a besoin. Nous ne l'envoyons pas au pénitencier, mais à l'hôpital ou à l'asile ; nous agissons ainsi parce que nous reconnaissons que la maladie provient de la nature, de l'hérédité, de la négligence ou même de l'insouciance ; mais loin de punir les malades, nous les secourons. — S'il y a des maladies de l'esprit et du cerveau aussi bien que du corps et si ces maladies de l'esprit, ces infirmités du cerveau produisent nécessairement ce que nous appelons vice, pourquoi punirions-nous le criminel et aurions-nous pitié de ceux qui ont des maladies physiques ; si nous savons qu'il y a des corps infirmes, nous sommes également certains qu'il y a des esprits infirmes.

Évidemment la société a le droit de se protéger contre ceux qui attaquent sa tranquillité, qu'ils soient responsables ou non, qu'ils aient l'esprit malade ou le cerveau infirme : le droit de légitime défense n'appartient pas seulement à l'individu mais aussi à la société. La grande question est de savoir comment ce droit de légitime défense sera exercé. On a épuisé la confiscation, la dégradation, l'emprisonnement, la torture et la mort sans obtenir de résultat.

En réponse à la question de savoir ce qui peut être fait pour la réforme du criminel l'orateur répond :

Il devrait être traité avec bonté. On devrait lui accorder tous les droits qui ne nuisent pas à la sûreté de la société. Il ne devrait être ni dégradé, ni détenu. L'État devrait donner le plus grand et le plus noble exemple.

Un homme dans le besoin, vole le bien d'autrui, il est envoyé au pénitencier et revêtu des vêtements du coupable, il est dégradé, il perd son nom, il est désigné par un numéro, il n'est plus un être humain, il devient l'esclave de l'État.

Rien n'est fait pour l'améliorer, pour le réformer. Quand il est remis en liberté, quelle est alors la condition de cet homme ? Peut-il trouver du travail ? Non, s'il dit honnêtement ce qu'il est et d'où il vient. S'il change son nom, il y aura toujours un agent de police, un dénonciateur, un misérable qui trahira son secret. Dès lors il est renvoyé. Il cherche un autre emploi et ne le trouve qu'en dissimulant encore la vérité, mais il est de nouveau trahi et renvoyé de même. Finalement, il se convainc qu'il ne peut vivre en honnête homme.

Pourquoi l'État prendrait-il sans compensation le travail des condamnés, et pourquoi après avoir été emprisonnés pendant plusieurs années seraient-ils mis en liberté sans aucun moyen d'existence ?

Ne serait-il pas bien mieux et bien plus économique de payer le travail des prisonniers, de mettre de côté leur gain de chaque jour, de chaque mois, de chaque année, de placer cet argent à intérêts de façon que lorsque le coupable est mis en liberté après cinq ans, il possédât plusieurs centaines de dollars ? — Il aurait ainsi, non seulement l'argent nécessaire pour son retour, mais suffisant pour s'établir, travailler par lui-même et enlever ainsi de son cœur la tentation du crime. S'il en était ainsi, des milliers de coupables contracteraient une grande obligation envers l'État, ils regarderaient le pénitencier comme le lieu de leur sauvetage et de leur rachat et ils sentiraient que le verdict de culpabilité les a retirés de l'abîme du crime.

M. Jagersoll continue ainsi :

Il y a cependant des gens, condamnés un grand nombre de fois, qui feront du crime une vocation et une carrière et qui persisteront à employer leurs intervalles de liberté à empiéter sur les droits d'autrui. Que fera-t-on de ces gens-là ?

Transportez mille voleurs endurcis dans une île, obligez-les

à produire ce dont ils ont besoin et je suis presque certain que la plupart d'entre eux seraient opposés au vol. Ceux qui travailleraient ne permettraient pas à ceux qui ne feraient rien de voler le produit de leur travail; en d'autres termes, l'intérêt personnel serait l'idée dominante et les paresseux seraient immédiatement considérés comme les ennemis de leur société.

Mettez ensemble les femmes de la même classe et séparez les sexes. Ceux qui seraient incapables de se réformer n'auraient pas la liberté de se reproduire, ceux que la bonté ni la justice ne pourraient toucher, ceux qui n'auraient jamais eu la volonté de remplir leur tâche seraient mis seuls, afin de ne point laisser de descendants.

A l'égard des assassins l'orateur s'exprime ainsi :

La peine de mort infligée par le Gouvernement est une excuse perpétuelle pour la populace. Le plus grand danger d'un État est dans la populace et tant qu'il infligera la peine de mort, la populace suivra son exemple. Si l'État ne considère pas la vie comme sacrée, la populace aura la corde prête pour étrangler les suspects, et elle dira : La seule différence est dans la forme, l'État fait comme nous; nous savons que l'homme est coupable : Pourquoi perdre le temps en formalités ? En d'autres termes, le peuple ne pourra-t-il pas faire promptement, ce que l'État fait lentement ?

M. Jugersoll conclut ainsi :

Je suis persuadé que la discipline ordinaire des prisons endurecit et dégrade ! C'est, le plus souvent, le spectacle perpétuel d'un pouvoir arbitraire qui est sans appel. Les plaintes des condamnés ne sont pas entendues au-delà des murs. Tout sentiment d'humanité, toute idée d'amélioration est foulée aux pieds, et lorsque le coupable a fini son temps on ne peut compter sur lui pour rien. Tout pénitencier devrait être une maison de réforme, c'est le but principal qu'on devrait se proposer en établissant une prison. Les employés devraient être choisis parmi les hommes remplis d'un véritable amour pour l'humanité et rechercher tous les moyens de convaincre le prisonnier qu'on ne songe qu'à son bien, qu'on n'a aucun désir de se venger, ni d'abuser du pouvoir, ni d'éprouver du plaisir à leur faire du mal.

On inflige toutes les peines, toutes les punitions en supposant que l'homme peut toujours faire le bien, que sa conduite dépend absolument de sa volonté qui peut le guider malgré tous

les obstacles au but désiré, comme le pilote qui arrive au port contre vents et marées. Ceci est à mon avis, une grave erreur. Nous devons prendre en considération la nature de l'homme, ses idées, le pouvoir des tentations, les limites de son intelligence, la force de l'habitude, le résultat de l'hérédité, le pouvoir des passions, la domination du besoin, les maladies du cerveau, la tyrannie des penchants, la dureté de la vie, le résultat des relations, le contraste de la pauvreté et de la richesse, de l'impuissance et du pouvoir.

Jusqu'à ce que ces choses subtiles soient comprises, jusqu'à ce que nous sachions que l'homme, en dépit de tout, peut suivre le noble chemin du bien, la société ne devrait pas dégrader, enchaîner et tuer ceux qui, après tout, peuvent être les victimes impuissantes et aveugles de causes inconnues.

IX

Informations diverses.

Code pénal croate. — Nouvelle-Calédonie. — Revues étrangères.

CODE PÉNAL CROATE. — Le Bulletin a déjà parlé du projet du Code pénal croate (1). Le Gouvernement croate n'a pas encore cru convenable d'en proposer la discussion à la Diète. D'une part, en effet, le dernier Code pénal hongrois, du 28 mai 1878, exige, de l'avis de tous les juriconsultes madgyars, certaines modifications et on préfère attendre le résultat des réformes qu'on attend du juriconsulte éclairé, M. Szilagyi, qui vient d'entrer, il y a quelques mois, au ministère de la justice. D'autre part, un nouveau projet du code pénal a été distribué, en avril dernier, au Reichsrath autrichien (2), et la commission parlementaire se livre à son sujet aux discussions les plus instructives. De ce chef encore on préfère ne pas précipiter l'examen du nouveau projet croate. On a même suspendu, il y a quelques années, les délibérations de la commission d'enquête et on attend pour les reprendre que les réformes projetées en Hongrie et en Autriche aient vu le jour.

(1) *Bulletin* 1885, p. 232.

(2) *Bulletin* 1886, p. 770.

NOUVELLE-CALÉDONIE. — On écrit de Nouméa, au *Temps*, le 16 octobre :

Le tout Nouméa, gouverneur et hauts fonctionnaires en tête, s'est rendu dimanche dernier à la Foa, pour assister au premier concours agricole de la colonie. La Foa avait été choisie parce qu'elle réunit des colons libres et des colons concessionnaires d'origine pénale. M. le gouverneur Pardon a présidé la distribution des prix.

Le jury a primé, au milieu des produits indigènes, nombre de produits agricoles acclimatés dans la colonie. Il y a lieu surtout de signaler des gerbes de froment. On a nié longtemps que cette céréale pût être acclimatée ; il faut tenir désormais pour faite la preuve du contraire. La Calédonie, qui tire son pain d'Australie, le produira quand elle voudra. La question du vin, par contre, reste indécise, mais beaucoup croient à une heureuse solution et y travaillent.

— On ne s'attendait pas à voir les déportés arabes exceptés de l'amnistie. On s'accorde à penser que le Sénat, à l'exemple de la Chambre, aurait pu, sans inconvénient, les comprendre dans cette grande mesure de clémence. Par leur conduite, lors de l'insurrection canaque de 1878, nombre d'entre eux avaient en quelque sorte racheté leurs propres révoltes, et depuis lors ils n'ont, pour la plupart, donné aucun sujet de plainte.

Internés à la presqu'île Ducos, ils font un peu de culture, de jardinage, d'élevage. Mokrani, un ancien invité de Fontainebleau et de Compiègne, ni plus ni moins, tient en ville un cabaret. Aux courses de septembre — car il y a des courses à Nouméa, et l'hippodrome n'est point mal du tout — on l'a vu paraître à la tête d'une fantasia. Il a dit à qui veut bien l'entendre qu'amnistié il rentrerait en Algérie, mais que, simplement gracié, il restera ici, où il a des intérêts.

L'administration songe à tirer de la presqu'île de Ducos ces restes des bandes insurgées de l'Aurès et du Sud-Oranais, et à leur attribuer, dans un lieu plus fertile, une concession d'un millier d'hectares. La colonie, qui a des centres pénitentiaires, des centres libres, des réserves canaques, une bourgade indienne, aura de plus un village arabe, et les habitants de ce village ne seront peut-être pas ses plus mauvais colons.

— Le département vient de décider que désormais aucun con-

damné arabe ne serait plus transporté à la Guyane; la *Ville-de-Saint-Nazaire*, partie de l'île d'Aix en septembre, en apporte une centaine en Nouvelle-Calédonie.

— Les détachements de relégués de la Ouaménie et de la baie du Prony sont installés; on est généralement satisfait de leur conduite et de leur travail.

— **RIVISTA PENALE.** — Décembre 1889. — I. Dispositions pour la mise en vigueur du code pénal du royaume d'Italie (décret royal du 1^{er} décembre 1889). — Table générale de la 15^e année (vol. XXIX et XXX [IX et X de la seconde série] de la rivista penale). — III. Table des matières contenues dans le vol. XXX (X^e de la 2^e série). — IV. Collection législative. — Législation spéciale étrangère : France, *loi du 14 août 1885 sur les moyens de prévenir la récidive*. — V. Bulletin bibliographique.

ZEITSCHRIFT FÜR DIE GESAMMTE STRAFRECHTSWISSENSCHAFT (*Revue générale de la science du droit pénal*). — *Sommaire des numéros 4 et 5, vol. IX.* — Le privilège des assemblées législatives au point de vue des poursuites criminelles, par M. le D^r JACOB WEISMANN, professeur à Greifswald. — L'objet et les moyens d'action de la répression, par M. LAMMASCH, professeur à Inspruck. — Principes de la lutte de la société contre le crime, par M. von LISZT, professeur à Marburg. — La question des causes, par feu le D^r JANKA, professeur à Prague. — FRANZ VON HOLTZENDORFF, notice nécrologique, par le D^r Georges KLEINFELLER, professeur libre à Munich. — De l'idée de la probabilité et de celle de la possibilité, et de leur signification en droit pénal, par M. von KRIES, professeur à Fribourg-en-Brisgau. — Le droit d'expulsion des étrangers, par M. von ORELLI, professeur à Zurich. — La jurisprudence de la Cour supérieure de justice de Hongrie, depuis l'entrée en vigueur des nouveaux codes criminels, par M. le D^r ISIDORE BAUMGARTEN, substitut du procureur du roi à Buda-Pesth. — *Revue bibliographique* : A. Procédure criminelle, par M. le professeur VON LILIENTHAL ; B. Droit pénal, partie générale, par le D^r BENNECKE, le D^r REINHARD FRANK et le D^r FUHR ; partie spéciale, par le professeur VON LILIENTHAL. — Notices bibliographiques. — Extraits du 2^e rapport sur les travaux de l'École de droit criminel de Marburg, en 1888-1889. — Union internationale de droit pénal.

Sommaire du numéro 6, vol. IX. — Principes de la lutte de la société contre le crime (suite), par M. VON LISZT, professeur à Marburg. — L'exécution des peines en Prusse, par le Dr von KOBLENSKI, professeur à Halle. — Considérations contre la surveillance de la police, par M. BRANNE, aumônier à Gorlitz. — Deux questions de droit pénal militaire, par M. DELINS, docteur en droit, assesseur du tribunal à Bielefeld. — *Revue étrangère.* Hongrie: le projet de code d'instruction criminelle hongrois, par le Dr JULIUS VON VLASSICS, substitut du procureur général à Buda-Pesth.

Sommaire du numéro 1, vol. X. — La justice criminelle à Breslau du XIV^e au XVI^e siècle, par M. FRANENSTADT, conseiller de bailliage à Breslau. — Les facteurs individuels du crime, par M. SICHART, directeur de prisons du royaume de Wurtemberg. — Principes de la lutte de la société contre le crime (suite), par M. VON LISZT, professeur à Marburg. — Projet de réforme de la procédure devant les tribunaux d'échevins en matière pénale, par M. LEWALD, assesseur de justice à Elbing. — Les demandes à fin d'auditions de témoins dans l'instruction criminelle, par M. DITZEN, juge de bailliage à Hanovre. — Extraits du 3^e rapport sur les travaux de l'École de droit criminel de Marburg en 1889.

SÉANCE
DE LA
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS
DU 19 FÉVRIER 1890

Présidence de M. le conseiller PETIT, Président.

Sommaire. — Rapport de M. Joret-Desclosières sur les comptes de 1889 et le budget pour 1890. — Admission de membres nouveaux. — Suite de la discussion sur les dangers des courtes peines surtout pour les mineurs de 16 ans. MM. Herbet, le pasteur Robin, Béranger.

La séance est ouverte à 4 heures 1/4.

M. GRIFON, *secrétaire*, donne lecture du procès-verbal qui est adopté.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Joret-Desclosières pour la lecture du rapport de la commission des comptes.

M. JORET-DESCLOSIÈRES. — Messieurs, voici le relevé des recettes et des dépenses établi par M. le Trésorier qui présente, pour sa gestion de 1889, les chiffres suivants :

Recettes	14.255 fr. 47
Dépenses.	8.962 90
Excédent de recettes	5.292 fr. 57

Ces chiffres dont l'exactitude a été vérifiée article par article comportent pour être ramenés au fonctionnement vrai de nos services pendant l'année 1889, quelques observations.

Dans les recettes, arrêtées au 31 décembre 1889 et s'élevant comme nous venons de le voir à 14.255 fr. 47 c., figure la balance du compte précédent arrêté au 31 décembre 1888 et atteignant 4.339 fr. 78 c. ; en outre n'entre pas dans ce compte une somme à

payer au 28 de ce mois par MM. Marchal et Billard pour vente de numéros, volumes et collections, opérations s'élevant au chiffre satisfaisant de 657 fr. 50 c. De ces rectifications et indications, il résulte que nos recettes de 1889, évaluées à 7.830 francs sauf mémoire d'un compte arriéré de 1.678 fr. 33 de cotisations anciennes, s'élèveront en définitive à 9.834 fr. 69 c. plus 657 fr. 50 c. (compte Marchal et Billard) soit à 10.492 fr. 19 c.

Ce compte arriéré de cotisations de 1888 n'a été recouvré que jusqu'à concurrence d'un tiers seulement, le surplus doit être considéré comme définitivement irrecevable.

Il restait aussi au 31 décembre 1889, sur l'exercice qui venait de prendre fin, pour une valeur de 500 francs de cotisations impayées, savoir :

Six cotisations à la souche du livre de quittances...	120 fr.
19 Mandats revenus impayés.....	380
Reste à recouvrer.....	500 fr.

Le chapitre des dépenses nous donne le chiffre de 8.962 fr. 90 c. mais il doit être diminué de 2.410 fr. 95 c. sommes composées des articles 19 et 34 du compte des recettes, savoir :

Art. 19. Quittances impayées et à représenter au nombre de 90 (voir carnet de la Société générale).....	1.805 fr. 50
Art. 34. Cotisations impayées (30) remises par la Société Générale.....	605 45
Ensemble.....	2.410 fr. 95

Pour faciliter le contrôle de notre commission des finances, nous nous sommes mis d'accord avec M. le Trésorier, en séance du conseil de direction, sur certains procédés de tenue de la comptabilité qui auront pour résultat de nous donner le chiffre exact des recettes et dépenses, au 31 décembre de chaque année, déduction faite des éléments accessoires qui ne doivent figurer dans des recettes et dépenses que pour mémoire.

Cela expliqué nous ne pouvons trop remercier M. le Trésorier du zèle et du dévouement qu'il apporte à la gestion de nos finances et nous vous demandons de lui donner acte de la présentation de son compte dans les conditions suivantes :

COMPTE DE 1889

CHAPITRE PREMIER

RECETTES

1. Reliquat du compte à recouvrer de 1888 (évalué à 1.678 fr. 33 c.).....	572 50
2. Cotisations de 1889 { Étranger.. 680 99 } { France.... 5.582 80 }	6.263 79
3. Intérêts du 1 ^{er} semestre 1889 1/20/0 au lieu de 10/0 (le 2 ^e semestre, 14 fr. porté en 1890) }	8 30
4. Rentes sur l'État	480 »
5. Abonnements et ventes de Bulletins en 1888, sauf mémoire du compte Marchal et Billard à solder en mars 1890	84 65
6. Recettes diverses	11 15
7. Remboursement abbé Villion.....	85 »
Ensemble.....	7.505 39
Balance au 31 décembre 1888.....	4.339 78
Total égalant le chiffre des recettes porté ci-dessus	11.845 17

CHAPITRE DEUXIÈME

DÉPENSES

1. Impressions de 1888; (celles de 1889 seront soldées en 1890).....	4.202 15
2. Loyer et impôts.....	685 »
3. Traitement de l'agent.....	600 »
4. Frais de secrétariat en 1888. Ceux de 1889 seront portés en 1890 390 88 } A compte de 1889 100 » }	490 88
A reporter.....	5.978 03

<i>Report</i>	5.978 03
5. Dépenses diverses payées par l'agent y compris 6 fr. par séance à la mairie	221 50
6. Frais de recouvrement à la société générale...	67 85
7. Brochage, crédit non employé.....	<i>mémoire</i>
8. Frais de correspondance de la 3 ^e section compris dans les frais de secrétariat	<i>mémoire</i>
9. Frais divers, autographies et timbres d'acquits	18 90
Frais de poste au Trésorier.....	10 »
10. Reliure pour l'exposition	200 »
Congrès de Rome.....	43 »
11. Report d'une dépense de 1888.....	12 45
Total, sauf mémoire.....	<u>6.651 65</u>

RÉSUMÉ :

Recettes	11.845 50
Dépenses.....	6.551 65
Reliquat	<u>5.298 52</u>

Ce reliquat deviendra le premier article du compte recettes de 1890.

Ceci exposé et après vous avoir proposé de donner à M. le Trésorier, quittance et décharge de sa gestion de 1889, nous vous proposons le budget de 1890 dans les termes suivants :

CHAPITRE PREMIER

RECETTES

1. Reliquat de cotisations impayées évaluées à 500 fr	<i>mémoire</i>
2. 348 cotisations à 20 fr.....	6.960 »
3. Intérêts de comptes courants	50 »
<i>A reporter</i>	<u>7.010 »</u>

<i>Report</i>	7.010 »	
4. Rentes sur l'État	480 »	
5. Abonnements et ventes de Bulletins	400 »	
Total des recettes, sauf mémoire	7.890 »	

CHAPITRE DEUXIÈME

DÉPENSES

1. Impressions.....	5.000 »	
2. Loyers et impôts.....	685 »	
3. Secrétariat	500 »	
4. Traitement de l'agent.....	600 »	
5. Caisse des Écoles.....	100 »	
5. Frais de recouvrement.....	150 »	
7. Brochage.....	100 »	
8. Frais de correspondance alloués à la 3 ^e section.....	50 »	
Total des dépenses.....	7.185 »	7.185 »
Excédent espéré de recettes.		705 »

En conséquence de cet exposé nous vous proposons, Messieurs, les résolutions suivantes :

I — Approbation du compte en recette et dépense de la gestion de 1889.

II. — Quittance de cette gestion pour l'exercice écoulé.

III. — Remerciements votés à M le Trésorier pour son dévouement aux intérêts de la Société. A ces remerciements nous vous proposons, comme les années précédentes, d'associer MM. Desportes et Le Courbe, pour services rendus au secrétariat.

IV. — Vote du budget pour 1890 en recettes à 7.890 fr. et en dépenses à 7.185 francs.

Le Rapporteur,
Gabriel JORET-DESCLOSIÈRES.

M. LE PRÉSIDENT. — Je pense que tout le monde est satisfait de ce rapport et je propose à l'assemblée d'en ratifier les conclusions.

Je mets donc aux voix :

- 1° L'approbation des comptes de la gestion de 1889.
- 2° Le quitus à donner au trésorier pour l'exercice écoulé ;
- 3° Le projet du budget pour 1890, en recettes à 7.890 fr. et en dépenses à 7.135 francs ;
- 4° Enfin, je vous demande de voter des remerciements au trésorier M. Brueyre, ainsi qu'à MM. Desportes et Le Courbe pour le concours dévoué qu'ils donnent à notre Société et aussi aux membres de la commission des comptes et notamment à son rapporteur. (*Applaudissements.*)

Le vote a lieu et ces diverses propositions sont successivement adoptées.

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole à M. le Secrétaire général.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL. — Messieurs, le conseil de direction a admis comme membres nouveaux M. Henri JOLY, doyen honoraire de faculté, et M. GANDA, journaliste hongrois.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous avons la bonne fortune d'avoir à notre séance M. Herbette qui a bien voulu se rendre au désir que nous lui avons exprimé en votre nom. Il va fournir tout à l'heure des explications extrêmement intéressantes et qui, passant par sa bouche si autorisée, acquerront encore à vos yeux une importance particulière.

Si M. Herbette veut bien consentir à prendre la parole, il sait qu'il s'agit d'avoir son opinion sur la question très délicate du danger que présentent les courtes peines d'une manière générale, et d'une manière spéciale au point de vue des mineurs. (*Marques d'approbation.*)

M. HERBETTE. — Je tiens à remercier M. le Président, ainsi que vous, Messieurs, du désir qui m'est témoigné avec tant de bienveillance, et de l'honneur qui m'est fait. J'ai grand regret de ne pouvoir m'associer suffisamment à vos travaux, et grande satisfaction lorsque je puis venir à vos séances. Il me sera permis de féliciter des hommes dont le temps est si précieux et qui le don-

nent cependant sans compter pour l'étude de questions aussi complexes, pour l'avantage de malheureux êtres auxquels la sympathie et la compassion publique ne s'étendent pas toujours.

S'il est un problème qui réclame attention, c'est assurément celui de l'enfance égarée, vicieuse, coupable ou menacée de devenir telle. Je vois ici des personnes généreuses qui se sont vouées aux œuvres de préservation ou de sauvetage. C'est un réel plaisir de leur rendre justice et hommage. Qu'il me suffise de nommer M. Voisin et de dénoncer M. Rollet. C'est un zèle d'apôtre qu'il faut pour prêcher et surtout pour faire le bien. Croyez, Messieurs, que les fonctionnaires, nos collaborateurs, sentent cette vérité : mais il est de mode qu'on parle peu de l'abnégation dont ils ont à faire preuve dans la pratique de leur religion professionnelle, la religion du devoir et du bien public. Les personnes qui travaillent et agissent à titre particulier, comme font les membres de votre société, peuvent du moins recevoir l'expression de toute la reconnaissance à laquelle ils ont droit. C'est une dette que j'avais à cœur d'acquitter.

M. Joly, qui est ici présent, me pardonnera de réitérer le vœu que j'émettais dans un récent entretien avec lui : puisse la masse du public apprécier l'importance sociale et l'urgence des réformes que nous nous efforçons tous de réaliser malgré tant d'obstacles. Puisse-t-on se passionner réellement pour d'autres débats que ceux dont les incidents, les polémiques, les rivalités de chaque jour font tous les frais.

Les vraies affaires et les questions d'intérêt public sont celles qui, même spéciales, ont un caractère impersonnel et durable. Comme elles donnent quelque peine à qui les traite, on les déserte volontiers pour se jeter dans les spéculations et discussions faciles de la politique quotidienne. Et pourtant, la politique pure ne pourrait que gagner au voisinage de travaux sérieux. L'art des ambitions et des batailles personnelles y perdrait. Avouons que nous nous en consolierions sans scrupules.

Certes, Messieurs, le problème de l'enfance mérite la première place que vous lui donnez dans vos préoccupations.

Vous le savez et je l'ignore moins que personne, hélas ! — vos collègues associés à des œuvres de patronage ne l'ignorent pas davantage : bien que nos lois aient fait de la correction l'objet et la qualification même de la plupart des pénalités qu'elles édictent, corriger vraiment un adulte est une tâche ardue ; l'arrêter sur la

mauvaise pente exige une grande dépense de forces et trop souvent en pure perte ; le ramener en arrière est une besogne tellement incertaine que les philanthropes les plus obstinés, les praticiens les plus expérimentés ne se flattent jamais du succès à l'avance. Mais prendre en mains des mineurs et des enfants, les attirer hors du mauvais chemin, les conduire dans la voie droite c'est un devoir dont l'accomplissement est plein d'espérance. Il faut donc déterminer les meilleurs moyens d'arracher ces êtres faibles ou dévoyés aux entraînements, aux milieux mauvais où ils se perdent. C'est notre plus ardent souci, comme c'est le vôtre.

Je ne puis donc négliger de vous faire part du résultat de nos observations.

L'administration ne fait pas les lois, elle a charge de les appliquer. Dans l'exercice de ses fonctions propres, elle n'a pas à débattre les théories ou philosophies sur lesquelles repose dans le présent ou reposera dans l'avenir notre législation. Son rôle est à la fois plus modeste et plus positif. Elle doit tirer le meilleur parti possible des instruments et moyens qui lui sont donnés, et c'est même à ce prix qu'elle a qualité pour faire des études, des vœux et des projets impliquant des remaniements législatifs. A quelque point que l'on vise, c'est du point où l'on est qu'il faut partir.

Je parle devant des hommes qui connaissent en toutes choses la nécessité de cette méthode ; et les recherches, les travaux considérables de M. Joly, de M. Léveillé, qui tendent à modifier nos lois, ne donnent pas tort à la prudence que l'Administration doit allier à ses aspirations les plus chères. Bornons-nous donc en ce moment au domaine des faits, où il s'agit d'implanter les idées nouvelles.

Nous avons à examiner : 1° la situation des enfants qui n'ont pas encouru de peine proprement dite, mais qui sont envoyés par moyen de correction et de prévention en tutelle ou en éducation pénitentiaire jusqu'à un âge déterminé ; 2° la situation des enfants et mineurs à interner comme indisciplinés et dangereux ; 3° celle des enfants condamnés à un emprisonnement proprement dit.

Notons bien cette fixation légale, trop absolue et trop étroite peut-être, de la majorité pénale à l'âge de 16 ans. S'il fallait décider *a priori* comment et à quelle époque de la vie doit être établie la responsabilité, non pas seulement morale, mais pénale, le sujet nous mènerait loin. Contentons-nous de dire qu'il faudra bien l'aborder un jour ou l'autre et le suivre jusqu'à solution satisfaisante. Il y a nombre de cas où un garçon de 16 ans est déjà un homme, et nombre de cas où un homme de 18 ans est encore un enfant. Il semble tâcheux

d'être contraint par le code à classer soit comme innocent, soit comme coupable, au même titre que les adultes, un être entre deux âges et entre deux états, dont la personnalité morale et physique est encore mal définie ; mais prenons la loi telle qu'elle est, et la majorité pénale à 16 ans. Arrêtons-nous à cette présomption que tout individu ayant 16 ans accomplis doit subir les mêmes responsabilités qu'un adulte pour la qualification des méfaits et la détermination des peines. Seize ans étant ainsi la limite légale de l'enfance, ne nous occupons que des garçons et filles qui sont amenés avant cet âge devant les magistrats.

J'ai distingué tout d'abord ceux qui sont soumis à un emprisonnement véritable de ceux que sont détenus en tutelle ou en éducation pénitentiaire. A ces deux catégories, si dissemblables en principe, répondent des contingents qu'en fait on pourrait souvent confondre. Les mêmes causes, les mêmes situations peuvent, selon les dispositions du juge, mener un enfant en prison ou dans une colonie pénitentiaire. Ce n'est pas sans chagrin et sans inquiétude que nous voyons souvent rejeter par une condamnation à l'emprisonnement dans le clan des coupables, un gamin, une fillette, dont le plus grand tort est d'avoir eu de mauvais parents, d'être restés sans soins et sans surveillance, dans un milieu déshonnête ou malsain. Et combien de ces pauvres êtres en pleine crise de formation, n'ont pas encore l'équilibre de leurs facultés et de leurs forces !

Il y a donc sûr et grave inconvénient à frapper de la peine d'emprisonnement des enfants dont la précocité criminelle et l'entière possession de soi-même ne sont pas hors de doute.

Si ces enfants ont fait preuve, à quelque moment, de perversion dangereuse pour eux et pour autrui, il est indispensable de prendre à leur égard des mesures énergiques et décisives. Mais pense-t-on que le mot, la forme de l'emprisonnement, donnent à ces mesures quelque efficacité ? Sauf cas exceptionnels, sur l'examen desquels je n'insisterai pas ici, la détention à court terme dans une prison ne serait-elle pas utilement remplacée par l'internement ou l'internat de l'enfant, durant un temps plus long, dans un établissement d'autre genre ?

A moins que l'enfant ne soit vraiment devenu par anticipation — un homme à châtier, à arracher de la société — ce qu'il faut pour sa correction et même dans l'intérêt de la répression, c'est un régime qui garantisse le présent et qui redresse l'avenir. C'est l'éducation.

Oui, j'ai l'assurance que des soins attentifs, une éducation ferme et sagace peuvent sauver de la chute irrémédiable le plus grand nombre des petits malheureux que notre société dite civilisée regarde tomber dans l'immoralité, en attendant qu'elle les rejette comme un méprisable rebut. Plus les exemples et les instincts mauvais ont agi sur eux, plus il faut à l'éducateur cette force que rien ne remplace, le temps.

Or c'est précisément contre les natures dangereuses qu'on prononce l'emprisonnement c'est-à-dire une punition à court délai, au lieu de l'éducation à long terme. Lorsqu'on nous envoie pour quelques mois un prisonnier de 14 ans, à quoi peuvent aboutir tous nos efforts ? Et que reste-t-il à l'enfant de cette épreuve ? Le simple fait, fait déplorable, démoralisant, incurable, d'avoir été un prisonnier. Toute sa vie, que sera-t-il ? un condamné libéré, avec menace, au moindre incident, d'être un récidiviste.

Eh bien ! je pense qu'il est mauvais d'habituer les gens, quelque soit leur âge, à la prison.

Pour être efficace, l'emprisonnement ne doit pas être fréquent. Et quelle imprudence ne serait-ce pas de faire perdre aux gens, par l'habitude, la honte que la peine doit infliger ? Cette sorte de pudeur n'est-elle pas la condition même de l'action pénale ? Ceux qui prononcent l'emprisonnement sont assurément portés à s'y accoutumer pour les autres. Mais si l'on amène des êtres de faible conscience au dédain de la répression, quel moyen de préservation restera-t-il au public et à eux-mêmes contre le retour de leurs faiblesses ? De notre temps, soyons en convaincus, ce qui punit le plus c'est l'idée même qu'on est puni. C'est par l'idée et le besoin de liberté que la prison peut être sérieusement afflictive.

Écartons ici toute distinction entre les geôles communes et les maisons cellulaires. Prenons de manière générale, le fait de la privation de liberté. Il n'est pas douteux que si, trop tôt ou trop facilement, on habitue les gens à ce fait, on n'aura plus, comme force de châtiment et comme ressource d'intimidation, que la souffrance matérielle infligée en prison... (*C'est juste.*) Or en l'état des mœurs et des principes actuels, on est obligé d'abaisser cette souffrance au minimum. Les égards réclamés pour la personnalité humaine, quelle qu'elle soit, vont se généralisant et s'accroissant sans cesse. Il ne serait plus possible de faire accepter au public la dureté des anciennes pénalités. Ne pouvant frapper très sensiblement et très directement les prisonniers dans leur existence

physique, il faut bien recourir à cette sorte d'affliction morale, à ce sentiment de déchéance qu'ils éprouveront par la perte de la liberté dont jouissent les autres hommes. L'impression et le dommage physiques se produisent encore sans doute, mais par contre-coup.

Quel est en effet, pour un individu de notre époque, la peine la plus sérieuse de l'emprisonnement? C'est la pensée incessante et obsédante qu'on est séparé de la société, qu'on ne peut plus vivre comme les autres, communiquer librement avec ses semblables, se reposer ou travailler à sa guise, aller et venir où l'on veut. C'est bien là le châtement véritable.

Mais si l'on « se fait » à l'idée d'être dans une prison comme on serait dans un asile, de trouver un régime salubre, un travail assuré et modéré, un abri pour l'hiver, de recevoir l'alimentation essentielle complétée par la cantine, l'emprisonnement est peine perdue.

C'est du temps perdu que celui du séjour dans cet immeuble assurément bien clos où l'on est chauffé quand il fait froid, où l'on est soigné quand on est malade, où l'on a du pain même lorsque le chômage sévit au dehors, où l'on échappe même au surmenage du travail libre, puisque le nombre des heures de main-d'œuvre est réglé.

Sans l'idée de liberté, combien de gens pourraient trouver plus acceptable que la misère cette existence du prisonnier ! Et si nous reculions de deux ou trois siècles en arrière, le régime de nos prisons ne rappellerait-il pas celui des lieux de retraite que recherchaient les faibles et les malheureux, pour se garantir du règne de la violence et des calamités dont souffraient les sociétés d'alors ?

Dans l'intérêt même de la répression, conservons donc à l'emprisonnement son caractère afflictif qui est dans l'idée de déchéance morale, dans la privation des facultés libres constituant l'honneur et le patrimoine grandissant de l'humanité.

Habitué à la prison, un homme devient presque fatalement un habitué du délit. Combien voit-on de prévenus pourvus de vingt ou trente condamnations !

Il semble que ce soient toujours les mêmes qui reviennent ; d'où ce sobriquet qu'on leur donne : « les chevaux de retour ». Ils tournent comme dans un manège autour de la prison, passant indifféremment du dedans au dehors ou du dehors au dedans. Et l'on finit par se demander en quelle situation, à quel moment, ils se

sentent le mieux à leur place ou le plus embarrassés, soit quand ils sont « à l'ombre » ayant le vivre et le couvert, soit quand ils reparaissent à l'air libre, exposés au besoin.

N'ayant qu'une conscience affaissée, nivelée, usée par les chocs et les chutes de leur misérable vie, comment n'arriveraient-ils pas à considérer la prison comme un lieu de subsistance certaine, peut-être de protection contre les épreuves et les entraînements les plus graves ? Ainsi l'on voit les maisons d'arrêt et de correction s'encombrer, surtout en certaines saisons et à certaines époques. Il est des habitués qui, pendant le choléra, ne se gênaient pas pour se féliciter d'être protégés chez nous contre l'épidémie. En effet, nous avons perdu fort peu de prisonniers, un peu plus que de gardiens, mais le nombre des morts est resté presque insignifiant.

N'est-ce pas notre devoir de veiller sur nos pensionnaires ? Ils trouvent dans nos établissements une justice, une équité dont nous nous honorons, et jusqu'à la politesse, car nos fonctionnaires et agents pratiquent ainsi le respect de soi-même ; et ne devons-nous pas d'ailleurs respecter, même dans l'homme déchu, la dignité humaine ?

Nombre de gens ayant désappris ou n'ayant jamais appris à se conduire eux-mêmes, se tiennent et ne vont droit que maintenus et soutenus par une force extérieure. C'est une règle ferme et une main robuste qu'il leur faut, comme un corset à celui dont les vertèbres fléchiraient.

L'habitude de la prison, dangereuse pour des adultes, l'est plus encore pour des enfants. C'est à l'âge où l'imagination est prompte et versatile, où les passions s'éveillent inconscientes et confuses, où des élans brusques peuvent porter aux plus nobles comme aux pires déterminations, que les plus minutieuses précautions sont indispensables. Ne faut-il pas ménager avant tout cette fleur de délicatesse et d'honneur qu'un seul mot peut froisser et qu'un seul acte peut détruire ? A tout prix, il faudrait préserver de la prison ordinaire tous ceux qui n'ont pas l'âge de la responsabilité pénale. Jamais à mon sens ils ne devraient passer dans les prisons d'adultes ; et même emprisonnés, ils devraient être maintenus en quelque enceinte, en quelque établissement qui ne serait jamais qualifié de prison.

Qu'on ne rie pas des différences de mots, quand elles marquent des différences d'idées, des nuances de sentiments, des notions de

conscience. Nerveux comme nous sommes en cette fin de notre siècle, c'est de sentiments et d'idées que nous vivons, que nous jouissons, que nous souffrons.

Tentons d'arracher enfin l'enfant à l'idée de l'emprisonnement. En l'état matériel des prisons pour courtes peines et des maisons dites départementales — M. Béranger le sait aussi bien que moi — nous nous heurtons à d'insurmontables difficultés pour réaliser l'isolement individuel dans les conditions désirables. Trop souvent nous sommes réduits à nous contenter des séparations de catégories. Voilà donc, en nombre de prisons, des prisonniers enfants exposés aux pires contacts, contacts avec ce résidu, ces déchets de la société où se confondent le vice en plein épanouissement et le crime à ses débuts, où les microbes du mal pullulent comme dans un milieu de culture.

Non, il ne faut pas laisser les enfants là.

A Paris, on peut isoler les enfants en les plaçant à la Petite-Roquette. Mais dans les départements, partout où ils seraient par l'emprisonnement jetés, ne fut-ce que pendant quelques semaines ou quelques jours, dans le voisinage des pires coquins, que faire ? Faut-il donc ce temps hélas ? pour perdre un enfant ? Un quart d'heure suffit en certaines crises ou dans certaines compagnies. Le spectacle d'un acte immoral, un entretien surpris, une révélation imprévue, quelque lueur subite jetée sur le mal, l'étrange attrait du vice, et cette invincible curiosité qui se porte vers ce que la société cherche à cacher, c'est-à-dire sur les côtés scabreux ou malsains de la vie, — voilà plus qu'il n'en faut pour mettre le trouble dans l'âme d'un enfant.

Supposez qu'il entende ou qu'il croie deviner les récits des gens qui ont roulé dans toutes les vilenies ; supposez que leurs confidences, leurs attitudes, leurs habitudes le renseignent seulement à demi. Où s'arrêtera-t-il dans cette éducation du mal ? Ne l'oublions pas, l'idée de l'enfant, c'est de faire l'homme ; et sous quelle forme y parvient-il le plus vite ? Sous la forme du mal. (*Applaudissements.*) Ne laissons donc pas l'enfant exposé, même en passant, à l'emprisonnement normal.

Cet emprisonnement, fut-il cellulaire, ne dût-il être qu'une apparence, un mot, comment ne produirait-il pas effet sur l'imagination de l'enfant ? Il a été en prison ; il a été incarcéré dans la même enceinte que des mendiants, des débauchés, des voleurs, des meurtriers ; il a un casier judiciaire.

Une fois le pied mis là, à quel point de la pente s'arrêtera-t-on ?

Lorsqu'on possède un casier judiciaire, ne semble-t-il pas qu'il n'y ait, comme on dit, que, « du plus ou du moins » ? C'est pure affaire de chance, disent les coquins ; question d'entraînement, de circonstances, de fatalité, disent les hommes faibles. L'enfant est un faible. Qu'il soit prisonnier au plus mince degré ; pour arriver au pire degré, il n'a qu'à se laisser glisser.

Il importe donc de réagir. Tout mineur qui n'a pas l'âge légal de la responsabilité pénale devrait être mis, non pas dans un milieu de pénalité normale, mais dans des lieux de discipline, d'éducation, de régime approprié à ses actes et à sa situation ; et cela même lorsqu'on lui attribue en fait une odieuse précocité qui fait de lui, par le mal, un adulte avant l'heure.

Certes, Messieurs, cela est effrayant à dire ; mais ne voyons-nous pas des enfants de bonnes familles s'improviser criminels comme à plaisir, sans motif explicable, dans un instant de désarroi moral ou de crise physique ? Combien, par un brusque retour à la sauvagerie première de notre espèce, martyriseront un animal, mutileront, égorgeront, écraseront un être inoffensif, jouiront sans le vouloir, sans le savoir peut-être de la vue du sang ?

Si nous voulons les classer tout de bon comme des criminels soyons logiques ; déclarons qu'ils ont l'âge de la responsabilité pénale ; frappons-les comme des hommes, même avant 16 ans. Mais si nous reculons devant cette énormité, soyons conséquents et ne les mettons pas en situation de prisonniers au même titre que les adultes coupables.

Nous n'ignorons pas combien il est malaisé pour les magistrats de se défendre, dans leurs décisions, des conséquences mêmes de leur mission répressive. Ce qui apparaît tout d'abord, c'est la nécessité de préserver la société, la famille, l'intéressé lui-même contre un dommage, contre un danger immédiat. Tel enfant qui débute sera bientôt capable de voler, de tuer peut-être. Car la main d'un enfant tue plus allègrement parfois que celle d'un homme. On veut l'arrêter aussitôt ; on pourvoit au plus pressé.

Mais il est permis de chercher par nos lois à faire mieux, et dès maintenant notre législation, tout imparfaite qu'elle soit, fournit d'autres moyens de maintenir l'enfant : c'est tout d'abord l'envoi en éducation pénitentiaire, dont le but s'aperçoit aisément.

Voici un être qui n'a pas encore sa constitution physique, et son existence morale faites, dont les forces et les facultés n'ont pas encore « poussé ». Il est comme une plante à peine sortie de terre.

Que sera-t-il plus tard ? On l'ignore, et l'on ne doit équitablement pas présumer de l'avenir contre lui. Ce que l'on doit, ce que l'on veut faire, c'est veiller sur lui dans une crise périlleuse. L'abandonner dans le milieu où il est, dans sa famille même, on ne le peut, puisqu'il a commencé à « tourner mal ». Il faut une tutelle sûre. La famille a montré, ne serait-ce que par son impuissance, qu'elle ne peut garantir même le présent. Il faut donc que la grande famille intervienne ; c'est l'État, qui a un désintéressement ou plutôt un intérêt assez puissant à la préparation des générations nouvelles, pour supporter, en cas semblables, les frais et la responsabilité de l'éducation. C'est un placement à longue échéance, qui pourra être sans profit ; mais qu'importe ? Avant tout, il faut que l'autorité à laquelle l'enfant est remis ne soit jamais suspecte de tirer avantage particulier de son œuvre et exploitation quelconque de ses pupilles.

Entendons-nous par là que l'État ne confiera jamais cette éducation à des institutions, associations et œuvres privées ? Non pas. Rien de plus désirable que de voir des personnes bienfaisantes se charger de l'enfant et de l'élever. Mais elles sont en quelque sorte des subrogés tuteurs ; et l'État ne saurait abdiquer ses droits puisqu'ils constituent ses devoirs. La famille faisant défaut et l'ordre public étant en jeu, le contrôle et l'action supérieure doivent être conservés par les représentants de l'État.

Il serait vain de méconnaître les enseignements d'une expérience de quarante années. Malgré les intentions les plus louables, nombre d'établissements d'éducation pénitentiaire privée n'ont pu répondre de manière suivie aux espérances qu'ils avaient suscitées.

Il ne dépend pas des établissements privés de garder toujours cette sûreté de direction, cette régularité de ressources, ce recrutement de personnel, cet esprit de suite, que l'on peut garantir à un service public. Leur force, leur valeur est celle des individualités qui les font naître et qui les font vivre.

Les hommes éminents que je vois à cette séance et qui se consacrent au patronage, donnent la preuve manifeste d'une vérité qu'ils ne peuvent évidemment proclamer. Une œuvre prospère en certaines mains ; elle donne de précieux résultats ; la voilà forte et honorée. Que les personnalités changent, que les causes réelles de succès s'atténuent, que les traditions s'effacent : l'œuvre fonctionnera encore sous ses anciennes apparences, par l'impulsion acquise. Mais les effets de l'inertie se produisent par degrés. Il semble que le corps ait perdu son âme.

Des établissements bien organisés et bien menés, dont on n'avait eu longtemps qu'à se louer, où nous avions envoyé volontiers des pensionnaires, ont décliné, périclité, perdu leur raison d'être. Quelque incident révélait tout-à-coup leur affaissement. Il suffisait de quelques brebis galeuses pour gâter la bergerie insuffisamment dirigée ou surveillée. Et ne voit-on pas, en cela même, la nécessité de l'action prédominante de l'État ?

Ce sont des ressources et des talents considérables qu'il faut pour assurer l'existence même purement matérielle des sociétés et des œuvres charitables.

Vous possédez dans votre association, Messieurs, beaucoup mieux qu'un budget en équilibre, cette fortune tant enviée. Vous avez des excédents de ressources, et je vous en félicite. Mais supputez un peu ce que vous donnerait d'incertitude et d'aléa le fonctionnement d'une grande entreprise ayant la charge de l'existence d'un grand nombre de personnes. Même dans des conditions infiniment moins complexes, si l'on faisait appel aux souvenirs de M. le sénateur Béranger, il pourrait dire combien un établissement voué au bien a d'embarras et de peines pour garantir sa prospérité continue et sa marche sans secousses.

Faire du bien, c'est donner, donner son temps, son argent, son travail, son intelligence. Donner est l'inverse de gagner pour soi. Car il faut dépenser du sien pour faire bénéficier autrui. Toute œuvre de bienfaisance, est donc exposée à dépenser plus qu'elle ne gagne et plus qu'elle ne reçoit. Bien mieux, comme l'enfant n'est appelé à rendre ce qu'on lui donne qu'après être parvenu à l'âge d'adulte, les œuvres de charité pour l'enfance ne peuvent et ne doivent que perdre. Elles ne sauraient *rapporter*.

Sous forme d'instruction, d'éducation, d'apprentissage, d'alimentation, d'entretien, de patronage, c'est à donner toujours qu'il faut s'ingénier, sans savoir si l'enfant rendra jamais. S'il rend plus tard, ce n'est pas l'œuvre qui en bénéficiera.

Reconnaissons-le donc, les établissements privés comme les établissements publics, sont des entreprises dans lesquelles on doit savoir perdre, pour faire gagner la cause du bien. Pour eux, faire de bonnes affaires c'est manquer à leur rôle. Mais pour perdre, il faut des ressources. Est-on toujours sûr d'en obtenir assez de la bienfaisance privée ? Et quels soucis, lorsque dans une exploitation industrielle ou même agricole, les imprévisions, les écarts de dépense, les fluctuations de recettes, les mécomptes de tous genres peuvent tout compromettre à chaque heure ?

Comment les représentants de l'État n'auraient-ils pas pour mission de vérifier constamment si ses pupilles reçoivent les soins exigés pour eux ? A cette condition, la coexistence et l'émulation des établissements publics et des établissements privés peuvent offrir des avantages très appréciables.

Mais il est un ordre de faits et de questions pénibles que je ne dois pas passer sous silence ; car il détourne trop souvent les magistrats de recourir à l'envoi en éducation pénitentiaire.

Légalement cette éducation est donnée soit dans les colonies appartenant à l'État et instituées en domaines agricoles, soit dans les établissements privés, organisés et subventionnés, dirigés et contrôlés conformément à la loi de 1850, qui les place sous la main de l'État. On compte en France six colonies publiques et onze colonies privées pour les jeunes gens. Car j'omets ici les quartiers correctionnels rattachés aux prisons et recevant les mineurs de 16 ans condamnés à une peine d'emprisonnement ou les pupilles indisciplinés qui n'ont pu être laissés en éducation pénitentiaire.

Or le public imagine que le nombre des établissements d'éducation pénitentiaire est bien plus considérable, et il range ou il accepte sous cette dénomination, dans la catégorie vague de prétendues maisons pénitentiaires ou maisons de correction, des établissements qui n'ont rien de commun avec notre administration, avec l'application de la loi pénale, avec la tutelle pénitentiaire, et que nos représentants et fonctionnaires n'ont pas même la faculté d'inspecter ou de visiter.

Je ne voudrais pas préciser les faits. La réalité est parfois douloureuse à fouiller. Mais deux noms ont retenti si bruyamment qu'il est sans inconvénient d'en parler.

L'établissement de Porquerolles, pour lequel nous avons reçu, durant des mois, les attaques de presse les plus violentes, était un établissement privé dépendant de l'assistance publique de Paris, qui envoyait là des pensionnaires et les supposait sans doute convenablement élevés. Nous n'avions même pas droit de nous occuper de ce qui s'y passait.

L'établissement congréganiste de Cîteaux recevait, à certaine époque, des pupilles de notre administration. Nous avons cru remarquer que la constitution du personnel de surveillance était défectueuse. Nous avons fait des observations ; on n'a pas paru en tenir compte ; nous avons retiré nos pupilles. Les vides ont été comblés par d'autres catégories de pensionnaires. Une maison

que nous jugions insuffisante pour notre clientèle pénitentiaire semblait, il faut le croire, assez bonne pour des orphelins. Le reste se devine. Le contrôle s'éteignant, le mal a grandi. Un scandale l'a révélé. Vous connaissez le procès qui a éclaté.

Ai-je besoin de dire que dans le déchaînement des violences de presse visant à tort et à travers les responsabilités prétendues, nous avons gardé le silence? Il nous répugnait de dire : ce n'est pas chez nous, c'est ailleurs qu'il faut chercher. Nous nous sommes laissé injurier pour ce que nous n'avions jamais fait ni jamais pu empêcher. Mais ici, devant vous, Messieurs, nous avons droit de regarder à fond la vérité.

Le danger de la situation présente n'est que trop réel.

La loi de 1850 a réglé l'organisation des colonies pénitentiaires publiques ou privées. De ces dernières est exigé tout un ensemble de garanties : approbation des plans et conditions d'installation matérielle ; fixation des règlements intérieurs ; agrément donné au choix du personnel ; contrôle des préfets et sous-préfets, des directeurs de circonscriptions, des inspecteurs généraux en tournée et des personnes envoyées en mission.

Mais ces garanties mêmes impliquent nécessairement quelque gêne pour ceux qui ont à les fournir, et aussi quelque surcroît de charges. On aime mieux s'en affranchir, et le procédé est simple : il suffit de ne pas héberger de pensionnaires expressément placés par la justice sous la main de l'administration pénitentiaire. On est ainsi délivré de la curiosité et des exigences des visiteurs assidus et compétents par profession. On peut s'accommoder sans embarras des visites d'amateurs, dans lesquelles on reçoit des satisfecit à bon compte.

Comprend-on maintenant les dangers de l'efflorescence de certaines œuvres où l'on ferait sans contrôle la correction de l'enfance ?

Qu'est-ce donc que la correction, sinon la répression du mal? Pour placer en maison de correction un adulte quelconque que faut-il? Un texte de loi, une décision de justice, un établissement de l'État. Nos institutions veulent que le juge seul enchaîne la liberté individuelle, et que seule l'autorité publique exécute le jugement.

Et que dire pour les enfants? Pas un père, aux termes du code civil, ne peut mettre son fils en correction paternelle, même aux mains de l'administration, sans ordonnance du président du tribunal ; et le maximum est un mois au-dessous de 16 ans. A plus

forte raison ne saurait-on admettre que les parents ou tuteurs envoient l'enfant loin d'eux pour être tenu longtemps dans un établissement privé à un régime d'incarcération plus ou moins avouée, pour être exposé sans contrôle aux punitions les plus graves, à la claustration en cellule, aux privations, aux brutalités peut-être.

Mais qu'advient-il trop fréquemment ? On ne s'adresse pas à la justice. On ne va pas à l'administration pénitentiaire. Les garanties légales disparaissent. On jette l'enfant coupable, suspect ou gênant dans une des maisons où l'autorité compétente n'a pas accès. Le voilà livré à l'arbitraire, à l'inconnu. L'établissement peut être bon, sans doute ; mais comment et quand saura-t-on s'il n'est pas mauvais ?

Il faut bien le constater, les vrais établissements pénitentiaires, publics ou privés, n'ont que trop souvent souffert d'équivoques et de confusions fâcheuses. C'est à leur compte que l'on a mis les faits imputables aux maisons quelconques de discipline, de préservation, de punition, de refuge, d'asile, d'éducation, de réforme, pour les mineurs, où nos collaborateurs ne pénètrent pas plus que nos pupilles. Ce que le public voit, c'est qu'on enferme bon gré mal gré les enfants dans ces établissements, et que les parents ou tuteurs entendent bien les y enfermer. Et voilà comment se forment les légendes sur les maisons de correction à propos des incidents qu'on relate ou des histoires qu'on imagine sur les « bagnes d'enfants ».

Pour nous qui ne souhaitons rien tant que la lumière, Messieurs, notre plus vif désir serait que vous puissiez visiter nos colonies publiques et les bons établissements privés où nos pupilles sont élevés. Et puisqu'on parle toujours de la criminalité chez les mineurs et de la statistique des récidives, je vous présenterai les chiffres du dernier compte rendu de la justice criminelle.

Le développement général de la récidive des crimes et délits, à notre époque, est un fait trop connu pour que j'y insiste, trop complexe pour qu'il y ait à l'analyser ici. Il semble que de nos jours tout tende à se spécialiser, à se perfectionner, même dans le mal. Vivre aux dépens d'autrui est devenu une profession, que nous voyons aussi florissante dans le proxénétisme que dans le vol. Dire que la moralité générale se détruit, serait injuste. Admettons, si l'on veut, que l'immoralité particulière se perfectionne.

Il y a un plus grand nombre de méfaits commis par un moins

grand nombre de personnes. Ce sont toujours les mêmes individus qui opèrent. Ceux-là se rendent très exactement compte des peines qu'ils encourent. Ils appellent beaucoup l'attention et fort peu l'intérêt.

Cette tendance à la récidivité professionnelle et aux méfaits d'habitude doit se produire chez les mineurs comme chez l'adulte. Or prenons la dernière statistique judiciaire, celle qui se réfère à l'année 1887.

N'oublions pas que le contingent des mineurs nos pensionnaires contient, pour une part, le rebut de l'enfance. Tant qu'un enfant offre quelque ressource et laisse quelque espoir, on essaie de le garder dans sa famille, chez un patron, dans une maison d'éducation quelconque. On ne l'envoie en correction paternelle, en éducation pénitentiaire, en état d'emprisonnement proprement dit, que lorsque le mal hélas ! est déjà jugé presque irrémédiable ou gravement dangereux pour autrui.

Eh bien ! voici ce que disent les chiffres :

Si l'on examine ce qu'il est advenu des pupilles de l'administration pénitentiaire libérés en 1885, 1886 et 1887, en arrêtant au 31 décembre 1887 les constatations de récidive, on remarque les résultats ci-après :

Pour les six colonies publiques d'éducation pénitentiaire (jeunes gens) : 341 libérés, 57 repris à nouveau.

Pour les cinq quartiers correctionnels, Dijon, Lyon, Nantes, Rouen, Villeneuve-sur-Lot (punition des indisciplinés et emprisonnement proprement dit) : 115 libérés, 27 repris.

Si l'on prend l'ensemble de tous les établissements et maisons publics ou privés destinés aux jeunes détenus, garçons et filles, on obtient les nombres ci-après :

En 1885 : 919 libérés, dont 142 repris avant le 31 décembre 1887 (11 pour crime).

En 1886 : 1.012 libérés ; 99 repris avant la même date (2 pour crime).

En 1887 : 1.049 libérés ; 41 repris, dont 1 pour crime.

Et le rapport de M. le Garde des Sceaux fournit cette conclusion : « Les jeunes détenus mis en liberté après avoir entièrement subi la détention fixée par les arrêts ou jugements ne retombent en récidive — les garçons que 15 fois sur 100, et les filles que 5 fois sur 100. »

Cette simple statistique ne fait-elle pas justice des évaluations erronées et des appréciations de fantaisie, où sont englobés tant

d'œuvres et d'établissements qui n'ont rien de pénitentiaire ? Si l'on insiste sur cette constatation que les chiffres de récidive comprennent aussi bien les maisons privées, contrôlées en vertu de la loi de 1850, que les colonies publiques, et aussi bien le contingent des mineurs de seize ans condamnés à l'emprisonnement que l'effectif de l'éducation correctionnelle, si l'on se reporte ensuite au taux abusif de la récidivité relevée à la charge de certaines catégories d'adultes, — on pourra conclure, faits en main, que l'on ne pouvait guère attendre mieux de notre administration, en l'état des moyens légaux et des moyens matériels dont elle dispose, à l'égard des êtres coupables, dépravés, dangereux ou suspects qui n'ont pas encore atteint la majorité pénale. Ai-je besoin d'ajouter que le compte rendu de la justice criminelle n'est assurément pas fait par les soins et pour les besoins de l'administration pénitentiaire, puisqu'il est établi par l'autorité judiciaire et arrêté à la chancellerie ?

Ajoutons, si vous le voulez bien, quelques conclusions.

Il est regrettable et grave de ne prendre que tardivement des mesures de précaution à l'égard des mineurs dangereux ou en danger. Les cas les plus incurables proviennent trop souvent d'un état et d'un mal insuffisamment soignés à l'origine. Si le crime et le délit sont pris en germe, si l'enfant est saisi à ses débuts dans la carrière des malfaiteurs, si le régime voulu lui est donné, il y a grand'chance de le sauver, et avec lui les victimes qu'il pourra faire plus tard. Mais les prédictions de l'avenir ne sont que trop faciles, si l'on agit comme tant de familles imprudentes à l'égard d'un aliéné ; si l'on s'obstine à le laisser dans le milieu, dans le genre de vie où sa raison se perd.

Oui, l'être faible qui n'est pas retenu, détourné à temps, suit la pente où des causes, des circonstances, des faits quelconques l'ont engagé. Il s'arrêtera quand on l'arrêtera. Attendra-t-on l'occasion du crime commis ? Faudra-t-il laisser se multiplier ces romans atroces et navrants qui se terminent à la morgue ou en cour d'assises, où l'on voit des assassins cyniques de quinze ans, de vieux malfaiteurs de dix-huit ans, des suicidés de quatorze ans ? Quand daignera-t-on garantir la famille et la société, garantir les malheureux, irresponsables à demi, qui sont des victimes encore plus que des coupables ?

D'autre part, la loi n'est-elle pas sage en exigeant que nulle détention, nulle séquestration, même d'enfants, ne s'exerce sans le contrôle et l'action directe de l'autorité ? Quelle violation des

principes de notre droit moderne et quelle imprudence ne serait-ce pas d'abandonner à des personnes sans responsabilité rigoureuse et sans mandat précis la domination absolue sur des enfants séparés de leurs familles ?

Il n'est pas besoin d'avoir longtemps fouillé la nature humaine pour savoir avec quelle promptitude peut dégénérer tout pouvoir sans contrôle. Et comment s'étonner des conséquences de la lutte que soutient le personnel d'établissements mal outillés, contre des enfants mal conformés ou mal élevés, sournois et menteurs, fripons, méchants et rebelles ? Comment des surveillants incompetents, non préparés pour cette rude tâche, ne s'endurciraient-ils pas, étant aux prises avec cette engeance précoce, ou ne tomberaient-ils pas tout au moins dans l'indifférence ?

Notre administration, Messieurs, recrute aisément son personnel. Elle peut choisir une élite de candidats, les mettre à l'épreuve et se déterminer d'après leurs aptitudes reconnues. Elle n'a pas trop pourtant de toute sa vigilance pour prévenir constamment les abus. Car ici, c'est prévenir qu'il faut ; avoir à réprimer est déjà fâcheux. Nous faisons effort pour arracher les enfants aux habitudes de grossièreté jusque dans le langage. Ce n'est pas, croyez-le, pour le plaisir d'attribuer une respectabilité apparente à des gamins ; c'est pour faire sentir au personnel qu'il n'a pas droit de mépriser le petit malheureux qu'il tient sous sa main. C'est une pensée analogue qui a fait supprimer la colonie de Saint-Bernard, parce qu'elle était contiguë à la maison centrale de Loos, près de Lille. Nous ne voulions pas qu'on pût dire ou penser : Il sort d'ici pour entrer là.

A l'égard de ces enfants, plus encore que pour tous autres, il faut une circonspection, une sollicitude infatigable, une expérience consommée, l'habitude du métier sans l'endurcissement qu'elle produit si souvent. Il faut des praticiens, hommes de tête et hommes de cœur, qui voyant un enfant sachent vite quelles sont les premières précautions à prendre et quel régime est à suivre. Est-ce un enfant physiquement dégénéré, anémié, névrosé, maltraité, perverti par des grands, dressé au délit, vicieux d'instinct ou d'habitude, brutal, violent ou fourbe ? Est-ce l'atavisme, est-ce une infirmité ou une maladie, une crise de formation, un accident passager, l'influence prolongée de mauvais exemples, est-ce la misère, le vagabondage, la perte des parents, qui jette l'infortuné dans l'ornière d'où il s'agit de le tirer ? Quelle étude pour juger, et quelle responsabilité pour décider en chaque cas !

Je souhaiterais, Messieurs, que vous puissiez entendre sur ce sujet les collaborateurs dévoués qui s'acharnent à la tâche : directeurs et inspecteurs, médecins tels que M. le docteur Motet chargé du service de la Petite-Roquette, instituteurs, surveillants-chefs, contremaîtres, et surveillants.

Remarquez ce mot de surveillants, car nous avons supprimé le mot de « gardiens » afin de marquer mieux que les enfants ne sont pas des détenus comme les autres. Nous cherchons même à écarter la qualification de « jeunes détenus », parce qu'elle mène à l'idée qu'ils pourront devenir des détenus proprement dits, puis de vieux détenus.

Bref, il s'agit de relever ces pauvres êtres, autant que de les élever. C'est une œuvre d'apostolat, et c'est à cette pensée que nous associons de toutes nos forces le personnel de direction, d'éducation et de surveillance.

Nos surveillants sortent de l'élite de l'armée, et quant aux directeurs, nombre d'entre vous les connaissent.

A Belle-Isle-en-mer, M. le colonel Coville, et spécialement pour s'occuper de la section des pupilles marins, un ancien officier de marine, M. de Broca. Aux Douaires, M. Barthès, qui a créé des écoles d'enfants de troupe et a organisé à Paris les bataillons scolaires ; un homme ardemment passionné pour sa mission. A Saint-Hilaire, M. Brun, un éducateur attentif, bienveillant et ferme. Au Val-d'Yèvre, M. Naret, qui s'est toujours occupé avec prédilection d'enseignement ; à Aniane et à La Motte-Beuvron, MM. Peyron et Evrard, deux officiers qui ont appris et montré ce que c'est que le patriotisme et ce que doit être le commandement. Mais, le commandement ici ne consiste pas seulement dans le maintien de la discipline et de l'obéissance. C'est la préparation à la vie libre, laborieuse et honnête qu'il faut assurer, et nous cherchons dans cette voie à stimuler l'émulation de tous.

En janvier dernier, les palmes académiques ont été décernées à cinq personnes qui s'occupent d'éducation pénitentiaire : le chef du bureau compétent au Ministère de l'intérieur, deux directeurs de colonies et deux instituteurs. Nous souhaiterions d'amener tous nos collaborateurs à cette conception, à cette illusion si l'on veut — mais illusion généreuse et profitable — qu'ils doivent traiter ces enfants comme ils traiteraient les leurs, ne serait-ce que pour tirer d'eux toute la somme de bien que comporte leur nature et pour détruire partie du mal qu'elle fait craindre.

Avec les directeurs d'établissements privés qui reçoivent nos

pupilles, nous visons à entretenir la même communauté de sentiments. Nous n'avons qu'à nous louer des intentions qui nous sont témoignées par eux. S'il arrive qu'une de ces maisons ne puisse garder en bonnes conditions nos pensionnaires, notre devoir est de les retirer. Nous y avons été réduits parfois sans que le public et même les personnalités les plus considérables aient eu connaissance des causes réelles. Les autorités locales elles-mêmes ne peuvent toujours pénétrer les « choses du métier ».

Les magistrats ont donc à se tenir en garde en ce qui concerne les établissements où le contrôle n'est pas complet et incessant. A vrai dire, il ne devrait pas en exister de ce genre pour les mineurs séparés de leurs familles. Soit par le département de l'Instruction publique, soit par le Ministère de l'intérieur, l'intervention de l'autorité publique semble s'imposer. Et chaque fois qu'il y a usage de la force, atteinte à la liberté individuelle, séquestration, détention quelconque, c'est l'autorité judiciaire qui devrait statuer, comme c'est l'administration pénitentiaire qui devrait veiller à l'exécution des décisions.

Tout en faisant ces réserves sur les établissements qu'on ne nous laisse pas connaître, nous demandons que ceux-là ne fassent pas tort au jugement à porter sur les établissements que nous connaissons. Préservons-nous des dangers de l'emprisonnement proprement dit appliqué à des enfants, sans tomber dans les inconvénients redoutables de l'abandon d'enfants à l'arbitraire et aux hasards d'une éducation incompétente.

Laissez-moi le dire en terminant, Messieurs : nous avons une lourde besogne et une mission souvent ingrate. Il nous est précieux d'obtenir les sympathies d'hommes tels que vous et l'appui d'associations telles que la vôtre. Il n'est pas de mode que les fonctionnaires chargés d'un service public viennent débattre ses affaires dans des séances comme les vôtres. Bien que je ne puisse évidemment tout dire, puisque ce serait tout publier, je suis heureux de toutes occasions d'entretien et de débat en votre présence.

Je vous prie seulement de supputer, de peser les responsabilités qui nous incombent et les difficultés que rencontre toute réforme orsqu'elle ne se borne pas à des manifestations de parole et de sentiment.

Tout ce qui touche à l'enfance réclame la circonspection la plus minutieuse. Je crains toujours l'effet des illusions mêmes les plus

nobles — même lorsqu'on se fie, par exemple, à l'idée d'arracher un nombre considérable d'enfants aux familles déshonnêtes ou négligentes. Des œuvres et des établissements privés suffiraient-ils à cette tâche ? Ne craint-on pas de présumer trop de la charité et de l'initiative individuelle ?

Reportons-nous à cette loi de 1850 qu'on supposait capable d'ouvrir la carrière à une foule d'entreprises charitables pour l'éducation de l'enfance vicieuse et coupable. La réalité, nous venons de l'examiner, quarante ans après. Si nombreuses et si vaillantes que soient les bonnes volontés particulières, songeons au travail, à la peine qu'elles auront à assumer.

En toute œuvre, en tout service d'intérêt général, les complications grandissent sans cesse à notre époque. Les intérêts particuliers se développent et deviennent plus exigeants ; les progrès matériels de la civilisation, les inventions de tous genres, les exigences de la vie moderne et les exigences croissantes du public, le régime de discussion à outrance et de critique universelle, font peser un poids de plus en plus accablant sur la tête de ceux qui gouvernent et qui dirigent, quel que soit l'objet de la direction et et du gouvernement.

C'est une raison de plus pour nous de remercier les sociétés et les personnes éminentes qui se proposent d'encourager et de soutenir ceux qui sont à la tâche, en bataille quotidienne.

Veillez donc accepter encore l'expression de notre reconnaissance pour l'intérêt que vous témoignez aux services, aux établissements et aux questions pénitentiaires.

M. le pasteur ROBIN. — Je me joins à l'approbation qui vient d'être donnée au si remarquable exposé de M. Herbette et je fais des vœux pour le succès des efforts de son administration.

Je suis convaincu que M. Herbette, de son côté, rend justice aux établissements privés au sujet desquels il nous a dit quelques mots en passant.

L'approbation qu'il donne à la direction des établissements en rapport avec l'administration a pour moi une très haute valeur. Je suis heureux de pouvoir dire, pour la question qui nous occupe, que les directeurs de ces établissements sont complètement d'accord avec nous sur l'utilité de la suppression des courtes peines. Je suis en rapport avec deux établissements, l'un essentiellement préventif — maison de patronage dont M. le président Flandin parlait à notre dernière séance — l'autre, établissement correctionnel

et en même temps préventif; j'ai consulté les directeurs de ces deux établissements et ils ont été très affirmatifs sur les inconvénients et les périls des courtes peines pour les enfants.

Les courtes peines conduisent les enfants dans des établissements où — on nous l'a dit avec éloquence — il ne faut pas les laisser entrer. Il faut fermer aux enfants les portes de nos prisons, et, si nos établissements d'éducation correctionnelle n'avaient que le caractère d'établissements correctionnels, nous demanderions qu'on envoyât dans ces maisons le moins possible d'enfants. Grâce aux efforts de M. Herbette, aujourd'hui les établissements d'éducation correctionnelle se transforment heureusement.

Un élément a été retranché de ces maisons. J'avoue pour ma part que j'aurais aimé que cet élément ne fût pas confiné dans des quartiers cellulaires; il aurait fallu créer une catégorie d'établissements spéciaux pour recevoir les enfants difficiles, réputés incorrigibles, et ne pas les exposer au voisinage d'une prison. Les quartiers cellulaires pour des enfants présentent des inconvénients. . . . On n'a sans doute pas trouvé d'autre moyen.

Je suis certain que le vœu de M. Herbette serait d'avoir un établissement spécial: en tout cas ce vœu réaliserait les espérances des hommes qui se sont occupés de l'éducation de l'enfance.

Nous voudrions éviter la peine de la cellule aux enfants qui ont été frappés en vertu de l'article 67 du code pénal. Quant aux autres, j'exprime un vœu qui est peut-être une chimère, mais que je sais réalisé dans un établissement que je connais d'une manière particulière et sur le compte duquel M. Herbette recueillerait aussi, j'en suis certain, des renseignements favorables.

Dans cet établissement, on a fait une sélection. Naturellement, on abandonne les incorrigibles à l'administration; ils sont envoyés comme les autres dans des quartiers cellulaires; mais le comité d'administration de cette colonie (je parle de la colonie de Sainte-Foy, dans la Gironde) a compris qu'il y aurait utilité à faire une sélection dans la masse des enfants qui restent confiés à ses soins, et on a créé un établissement dit préventif auquel on a donné un très beau nom qui répond à sa destination: *Asile maternel*.

Les enfants qui reçoivent cette éducation préventive, appropriée à leur âge et à leur état moral, sont des enfants qui ont été envoyés par l'administration ou par leurs parents en correction paternelle, mais qui n'ont pas été jugés trop avancés dans la voie du mal.

En plaçant ces établissements sous la surveillance de l'administration, car tous les établissements sérieux tiendront à ce que

des rapports fréquents soient établis entre eux et l'administration pénitentiaire, ne serait-il pas possible d'encourager ces établissements?

L'initiative privée est très-peu de chose, elle a le sentiment de l'imperfection de ses efforts et de leur insuffisance. Quand on faisait l'éloge de son patronage, M. Bournat nous disait : Non, ce n'est pas parfait.

Nous nous associons à ce sentiment exprimé par M. Bournat. Non, ce n'est pas parfait, nous savons parfaitement que nos établissements privés ne réalisent pas l'idéal que nous avons devant les yeux, mais ils peuvent encore faire du bien. Avant que l'enfant arrive à la porte du tribunal, il doit y avoir des efforts à faire : c'est ce que la loi de 1850 avait admirablement compris. Cette loi sur l'éducation correctionnelle a établi des colonies auxquelles elle a donné ce nom ; mais elle avait prévu le cas où, faisant appel à l'initiative privée en ce qui concerne les enfants qui ne seraient pas reconnus comme engagés trop loin dans la voie du mal, on pourrait les dispenser de cette éducation correctionnelle et les faire jouir de la mise en liberté provisoire.

C'est ainsi que nous avons cette admirable institution de patronage de la rue de Mézières, institution qui a précédé de beaucoup la loi de 1850, alors que nos enfants étaient dans les prisons confondus avec les pires malfaiteurs. L'administration a toujours favorisé la mise en liberté provisoire.

J'ai été pendant quinze ans aumônier d'une maison centrale; depuis plus de vingt ans, je dirige à Paris une œuvre de patronage, souvent j'ai eu à répondre à des personnes qui exprimaient des appréhensions sur les rapports que nous avons avec l'administration, les facilités qu'elle pouvait nous donner pour pouvoir accomplir notre tâche. J'ai toujours répondu : l'administration est d'une bienveillance parfaite ; nous avons trouvé auprès d'elle toute facilité pour notre œuvre.

J'espère n'être pas désavoué en prêtant à M. Herbet ce sentiment, car je sais que c'est lui qui inspire ces bons rapports avec les institutions.

Il ne faudrait donc pas conclure de l'exposé qui vient d'être fait qu'il s'agit de fortifier l'action des colonies pénitentiaires au détriment des colonies privées. Ne demandons pas aux colonies privées plus qu'elles peuvent nous donner, mais ne décourageons pas leurs efforts.

M. HERBETTE. — Loin de décourager les efforts utiles des établissements privés, nous les encourageons autant qu'il dépend de nous. Personne ne pourrait mieux en témoigner que M. le pasteur Thénau, qui reçoit dans la maison de Sainte-Foy tous les jeunes garçons envoyés en éducation pénitentiaire appartenant à la religion réformée. Nos relations avec lui sont des plus cordiales, et je crois, comme le disait fort bien M. le pasteur Robin, que les bons établissements sont les premiers intéressés à l'exercice d'un contrôle sérieux.

Pour la séparation des jeunes enfants catholiques, deux écoles de réforme sont confiées à des femmes ; elles se rattachent à des œuvres privées et congréganistes intéressant les jeunes filles. M. Thénau pouvant grouper chez lui tous les pupilles protestants, peut être tout logiquement amené à organiser aussi un quartier pour les petits. L'idée dont on vous parlait a donc trouvé facilement écho chez nous.

Pour la libération provisoire, nous agissons également dans le sens que vient d'indiquer M. le pasteur Robin. Je signalerai même à cet égard l'importance que nous attribuons aux institutions de patronage qui s'intéressent aux jeunes gens et jeunes filles envoyés en éducation pénitentiaire.

Nous pouvons recevoir autorité sur ces mineurs jusqu'à l'accomplissement de leur vingtième année. Il serait très désirable que la loi portât la limite à l'âge de la majorité, pour éviter que les enfants retombent à leur libération, sous la main de parents ou tuteurs indignes. Combien n'est-il pas pénible d'abandonner une jeune fille, ou un jeune homme à vingt ans ! Une année de plus, et ils pourraient en usant de leur indépendance, se soustraire aux influences et aux exemples de perversion qui vont les ressaisir.

Ainsi M. Rollet nous demande des pupilles pour les placer. C'est l'œuvre du *Sauvetage de l'Enfance*. Si la libération et le placement réussissent, nous n'avons plus à nous préoccuper du sort des pupilles. Dans le cas contraire, un moyen puissant d'action reste à la société, une mesure de sécurité nous appartient : c'est la réintégration dans un établissement pénitentiaire, réintégration immédiate, qui coupe court aux crises, aux délais d'attente, aux périodes de désœuvrement, de misère, de vagabondage ou de dérèglement, dans lesquelles le mineur se perdrait peut-être à jamais.

Notons sur ce point une réforme importante. Les jeunes filles

recueillies, arrêtées, on pourrait dire hélas ! ramassées sur le pavé de Paris, ne sont plus versées au Dépôt près la Préfecture de police. Elles sont reçues dans un petit quartier spécial, dans les bâtiments de la Conciergerie, jusqu'à décision sur leur situation.

Les séparations que mentionne M. le pasteur Robin, nous nous efforçons bien de les faire, et même de les accentuer. Le concours des œuvres ou sociétés privées permet, après examen de la valeur, de l'état physique et moral de certains sujets, de les affranchir de notre autorité, en les remettant aux soins de personnes bienfaites. Mais ne sont-elles pas dans la nécessité, pour l'accomplissement même de leur mission volontaire, d'agir en pleine connaissance de cause, après étude par nous de ce qu'on peut espérer ou non du mineur. Croyez que le diagnostic et le pronostic ne sont pas toujours aisés.

En ce qui concerne le régime cellulaire, il ne faudrait pas nous méprendre.

Ce régime n'est en vigueur, à Paris, qu'à la Petite-Roquette. Régulièrement, l'enfant placé en correction paternelle doit être séparé de tous autres. Nous avons donc à l'isoler complètement. Il en peut être de même pour les mineurs condamnés à l'emprisonnement proprement dit. Mais pour les enfants et jeunes gens appartenant à d'autres catégories, l'isolement absolu de jour et de nuit n'est réclamé que lorsque leur conduite le comporte. Normalement, le régime que nous faisons prévaloir pour eux, partout où les moyens matériels ne nous font pas défaut, c'est le régime de séparation nocturne, avec travail, exercices et école en commun pendant le jour.

Dans la mesure de nos ressources, dans les limites tracées par la loi, selon la situation pénitentiaire et personnelle des mineurs, nous combinons donc les divers régimes dont les effets sont d'ailleurs étudiés sans cesse.

M. BÉRENGER, sénateur. — Le sujet me paraît épuisé par suite de l'unanimité des opinions et des sentiments qui ont été exprimés : je n'ai donc pas l'intention de prolonger la discussion. Je ne prends la parole que pour remercier M. le Directeur de l'administration pénitentiaire des bienveillantes allusions qu'il a bien voulu faire à plusieurs reprises à mes travaux et à mes efforts, et m'associer complètement aux éloges si mérités que lui a adressés M. le Président. Il était impossible de traiter avec une connaissance plus complète du sujet, plus de tact, et plus de finesse dans

l'observation psychologique, les délicates questions qu'il a examinées. Je suis tout à fait d'accord avec lui sur la plus grande partie de ses observations.

Tout ce qu'il nous a dit notamment des besoins de l'enfance, des impressions que produit sur elle le milieu dans lequel elle vit, de la nature du traitement moral à instituer pour diriger ou corriger les impressions si profondes au début de la vie, est parfaitement juste, et une chose m'a frappé particulièrement par la manière saisissante dont elle vous a été présentée, c'est cette préoccupation constante dans l'esprit de l'enfant, préoccupation qui inspire la plupart de ses actes — le désir de se montrer homme à son tour. De là ce besoin d'imitation qui, s'il est au milieu des malfaiteurs, l'entraîne inévitablement vers le mal. M. le Directeur de l'administration pénitentiaire a conclu avec juste raison de cette observation, la nécessité d'isoler complètement l'enfant des hôtes habituels de la prison. Qui pourrait ne pas l'approuver ? Mais s'il est nécessaire d'isoler l'enfant de l'adulte, n'est-il pas nécessaire souvent de l'isoler de ses camarades ?

On a traité tout à l'heure accessoirement cette question de la cellule pour l'enfance et il m'a semblé que j'ai vu se manifester cette pensée que la cellule devrait être proscrite pour l'enfance. Messieurs, permettez-moi de dire que ce n'est pas du tout mon sentiment, je suis convaincu que, lorsqu'on ne peut placer l'enfance dans les conditions de moralité, de préservation dont on parlait tout à l'heure, il est absolument indispensable, malgré les quelques inconvénients que cela peut présenter, d'user de la cellule à son égard. Ce n'est pas seulement pour les enfants envoyés en correction paternelle que je le voudrais ainsi, c'est pour tous les enfants qui subissent une condamnation qui ne comporte pas l'envoi dans une colonie.

Le nombre peut en avoir quelque importance, car nous n'empêcherons jamais que, pour les natures précoces qui commettent un délit à un âge voisin de la responsabilité pénale, il y ait des condamnations à l'emprisonnement. Nécessairement il doit y en avoir.

Pour ma part, je ne puis pas admettre que dans ce cas, les enfants soient réunis.

La cellule est sévère ; elle est particulièrement rigoureuse pour l'enfant ; nous savons toutefois par l'expérience d'un homme fort compétent, M. le docteur Motet, médecin de la Petite-Roquette, qu'elle est inoffensive pour lui à la seule condition qu'il y soit occupé.

Je vais peut-être plus loin que ne le voudraient quelques-uns

d'entre vous, mais j'ajoute : dût-elle causer quelque dommage à la santé de l'enfant, je la préférerais encore, tant le dommage absolument certain que vous causez à son cœur, à son esprit, à son état moral, dommage qui se répercutera peut-être pendant sa vie entière, me paraît plus redoutable.

Mais une question me préoccupe bien davantage, c'est la question si délicate des colonies privées et des colonies publiques. Je ne crois pas que nous soyons au fond en désaccord ici, mais il y a l'opinion du dehors.

Il est en effet certain qu'il y a à l'heure actuelle une tendance marquée à substituer partout le patronage de l'État, en ce qui concerne l'enfance, à la protection de l'initiative privée et, pour ce qui touche spécialement le traitement des enfants coupables, à remplacer la colonie privée par la colonie publique. Il y a en outre une véritable campagne, déjà en partie transformée en fait accompli, contre celles des colonies privées qui sont dirigées par les congrégations religieuses.

Je regrette d'aborder ce sujet qui peut peut-être nous diviser : je le fais parce que M. le Directeur de l'administration pénitentiaire, tout en rendant hommage aux établissements privés, semblait et c'était naturel, donner ses préférences aux établissements de l'État.

Il se félicitait à bon droit des sentiments d'amour pour l'enfance et de dévouement que son zèle à su inspirer aux directeurs auxquels il a confié nos principales colonies publiques. Je sais qu'il en est ainsi et je lui en rends hommage. Mais ces mêmes sentiments ne se rencontrent-ils pas aussi et souvent à un degré supérieur dans les institutions privées ? Ne me suffit-il pas de citer des noms comme ceux de M. de Metz qui a tant fait pour l'enfance, de M. de Metz, le véritable promoteur de tout ce qui s'est fait de bien pour elle, de Charles Lucas, fondateur avec quelques autres de cette société de patronage pour les jeunes détenus que notre collègue M. Bournat administre ; enfin, bien que les circonstances vous aient amené à des mesures sévères de ce côté, de l'abbé Rey, l'éminent fondateur de Cîteaux.

Après avoir cité ces noms si considérables, ne me sera-t-il pas permis de parler de ces corporations d'hommes, mus par la charité chrétienne, auxquels on devait tant d'établissements utiles et qui pour la plupart, hélas ! n'existent plus.

Je veux bien que quelques désordres se soient produits, mais n'y

a-t-il pas des désordres isolés qui ont servi de prétextes pour arriver à ces suppressions.

Permettez ma liberté de parole. Tout le monde, n'est pas libre de faire ce qu'il veut, mais, dans le milieu où nous sommes, nous pouvons dire du moins tout ce que nous pensons. Cependant, s'il était indiscret de poursuivre je m'arrêterais. Veuillez croire, M. le Directeur, que ce que je vais dire ne m'est inspiré par aucun sentiment de défiance contre votre administration et n'exclut nullement la haute estime et la plus vive sympathie que j'ai pour votre personne. Mais il faut le dire parce que c'est la vérité même :

En matière d'éducation, on ne peut pas se passer de la religion. Je dis cela devant un prêtre catholique, devant un pasteur protestant et devant un grand rabbin ; c'est vous montrer qu'il n'y a point ici de faveur pour une confession plutôt que pour une autre, mais nous avons, quelque soit notre culte, ce sentiment profond que la religion est indispensable dans l'éducation de l'enfance. (*Applaudissements.*)

Je me demande si avec les colonies publiques nous aurons toujours, au degré nécessaire, cet indispensable soutien de tout enseignement moral.

Vous avez fondé de ces nouvelles colonies un peu plus que je ne l'aurais voulu ; je vous le dis sincèrement. Selon moi, la vérité est dans les colonies privées subventionnées, largement subventionnées, mais aussi rigoureusement surveillées. J'admets que le préfet y aille, qu'il y envoie son délégué, que l'administration pénitentiaire y fasse passer à l'improviste, aussi souvent que possible, ses inspecteurs. C'est de droit, mais pourquoi les condamner ?

Tant que vous serez à l'administration pénitentiaire, Monsieur le Directeur, avec le zèle admirable et la compétence que vous avez, les choses marcheront à peu près bien, dans la mesure que peuvent permettre les idées du jour, mais avec le courant d'idées qu'on cherche à établir en sera-t-il toujours ainsi ?

Pourquoi cependant l'institution privée serait-elle inférieure à l'institution publique ; il dépend du Gouvernement qu'elles soient bien dirigées, car il a, par l'approbation, une action directe sur le choix des directeurs, et de plus il y a un droit absolu de contrôle.

Eh bien, l'État administre fort bien, mais peut-il se contrôler lui-même ? Hélas ! on sait bien comment l'administration se contrôle ; elle ne peut agir que d'une façon : par l'intermédiaire de ses propres inspecteurs. Je sais les sentiments dont elle sait les animer et cependant je me suis toujours un peu défilé de la manière dont ils

exercent leur contrôle sur l'administration qui les nomme, surtout depuis un récent décret qui a sensiblement modifié les conditions de leur organisation.

Je sais bien que malgré ce décret vous savez les rendre indépendants. Ils ont la liberté très réelle qu'en fait vous leur donnez et vous leur en donnez beaucoup, mais ils ne tiennent leur liberté que de votre bon vouloir. La colonie publique n'a donc pas au même degré que l'autre cette garantie de contrôle.

L'administration pénitentiaire a cependant tout à fait raison, lorsqu'il y a insuffisance de colonies privées, de créer des colonies publiques ; surtout quand il s'agit d'établissements pour les jeunes détenus condamnés ou incorrigibles, mais il serait à désirer que, non seulement elle laissât vivre les institutions privées, mais encore qu'elle cherchât à provoquer de nouveaux dévouements... Eh bien, actuellement, il est bien à craindre qu'il ne s'en produise plus. Il pourra se rencontrer encore des spéculateurs, mais ceux-là vous avez raison de les écarter et même de les supprimer ; ce sont les marchands du temple, il faut les chasser.

Quant aux dévouements désintéressés qui se présentaient de temps à autre, vous n'en verrez plus ; on sait trop que le Gouvernement ne veut plus de colonies privées ; de sorte que peu à peu ces utiles établissements vont disparaître.

Si encore l'État pouvait suffire à les remplacer, mais il ne peut pas, et, lorsqu'il sera seul en présence du nombre croissant des enfants, il sera inévitablement insuffisant.

Je ne parle pas du prix que coûtent les colonies publiques, vous le connaissez mieux que moi ; cette question est d'ailleurs absolument secondaire. Mais il n'est pas de même de la question morale, elle est de la plus haute importance. Je prends la liberté de la recommander spécialement à l'attention de M. le Directeur ; je le supplie de ne point abandonner dans la pratique cette idée qu'il a développée tout à l'heure avec un bonheur d'expression que vous avez tous remarqué, à savoir qu'il fallait à la fois encourager l'initiative privée tout en soutenant les colonies publiques.

La vérité, c'est que les unes et les autres nous sont indispensables ; la vérité, c'est que les colonies privées, avec la surveillance de l'État, sont un instrument au moins égal, peut-être supérieur aux colonies de l'État. Elles n'ont pas la perpétuité, disiez-vous ; elles l'avaient avec les congrégations religieuses, c'est pour cela que je regrette qu'on tende de plus en plus à les éliminer ; mais, quand

elles ne devraient durer que l'existence d'un homme, croyez-vous qu'il ne serait pas bon de les maintenir encore?

D'ailleurs, il dépend de vous de leur assurer cette perpétuité. N'avez-vous pas le moyen lorsque, par le déclin de l'âge de son directeur, une institution arrive à son terme, de lui susciter un autre directeur?

Je le répète donc, M. le Directeur, et je crois que je traduis ici le sentiment d'une notable partie de l'assemblée (*Oui!*), n'abandonnez pas cette bonne cause. Vous veillez exactement à ce que votre administration remplisse bien ses devoirs envers l'enfance, nous vous en félicitons encore, mais si bien qu'elle puisse faire, il ne faut pas qu'elle pense pouvoir se substituer à la mission très importante que l'initiative privée doit remplir pour sa part. (*Très bien!*)

M. HERBETTE. — Je suis heureux et je remercie M. le sénateur Béranger de tout ce qu'il a bien voulu dire d'aimable pour moi. Je n'ai qu'un regret, c'est de ne pouvoir présenter ici mes dossiers. Au fond de toutes questions, ce sont les faits qu'il faut fouiller. Or vous comprenez les devoirs qui m'astreignent à la discrétion. C'est probablement même cette difficulté de s'expliquer qui a rarement permis aux directeurs de l'administration pénitentiaire de prendre part et même d'assister aux débats de Sociétés d'étude telles que la vôtre.

Laissez-moi vous le dire, M. le Sénateur, vous avez l'avantage d'être absolument maître de vos expressions comme de vos opinions, de vos assertions comme de votre démonstration. Je ne suis pas tout-à-fait libre de mes observations, et je ne suis jamais maître de mes preuves. Je voudrais cependant répondre sur certains points.

Parlant du régime cellulaire, vous disiez que vous n'y trouvez pas d'inconvénients pour les enfants. Comment entreprendrais-je ici l'examen d'une question aussi complexe et aussi grave? A bien le considérer, l'encellulement est, à vrai dire, un *temps d'épreuve*. L'homme est par nature un *être social*. Même après l'avoir tenu à l'état d'être individuel, s'il n'est pas condamné à vie, il faut bien le ramener un jour à la société. Il faut donc qu'il soit en mesure de supporter les chocs de la vie. Combien l'épreuve, la période d'existence cellulaire pourra-t-elle et devra-t-elle durer équitablement, utilement, sans risque d'inconvénients sérieux? Tel semble être le problème.

Ce problème, est-il aisé de le résoudre d'une manière absolue, de même façon et comme on dit « à l'idéal », pour tous les pays et et pour tous les hommes d'un même pays? Les climats, les races, les sexes, les âges, les infinies variétés d'être personnel, ne doivent-ils pas entrer dans le débat, et pour débattre à fond ne faudrait-il pas un médecin, un psychologue, un éducateur aussi bien qu'un criminaliste et un administrateur?

Redescendons à la pratique, et voyons les faits de la cause. Lorsqu'un enfant est placé en correction paternelle on recourt à l'isolement de jour et de nuit. La durée maxima est d'un mois au-dessous de 16 ans, et de six mois au-dessus de cet âge. *A priori* la difficulté n'est pas là, elle commence lorsqu'on arrive à une durée plus longue de détention, un an par exemple. Encore les adultes ne peuvent-ils jamais être contraints à plus de 9 mois de cellule, puisque la loi n'admet l'emprisonnement individuel que pour l'exécution des peines n'excédant pas une année et puisqu'il y a réduction du quart de peine. Est-il prudent, est-il désirable de soumettre la catégorie des enfants à l'isolement individuel absolu pour neuf mois?

Bornons-nous à dire ici que lorsque nous avons à mettre en cellule, même pour un court laps de temps et même pour cause de mauvaise conduite, des mineurs que leur situation légale destine à l'éducation en commun, nous recommandons la plus grande circonspection, l'attention la plus soutenue dans l'examen des effets de la vie cellulaire en chaque cas. D'autre part, l'organisation judiciaire et pénale actuelle nous oblige à aménager des quartiers correctionnels pour les jeunes gens dans les dépendances de certaines prisons de courtes peines; et selon les conditions matérielles que les départements, propriétaires des immeubles, veulent bien assurer, nous faisons tous nos efforts pour isoler complètement les mineurs à détenir. Tel est le cas des pupilles indisciplinés, des enfants placés en correction paternelle et de ceux qui ont à subir un emprisonnement d'une durée modérée.

Même dans les colonies agricoles d'éducation pénitentiaire où la vie est nécessairement en commun pendant le jour, nous nous appliquons à réaliser, pour les pensionnaires que leur âge, leur tempérament, leurs antécédents engagent à surveiller, le système de séparation nocturne individuelle: et nous nous appliquons à l'économie dans les aménagements, qui est la première condition de succès en cette matière comme en tant d'autres. Des cloisons en bois et en fil de fer, avec parties pleines et parties aisément

pénétrables à la lumière et à la ventilation, font dans l'ensemble d'un dortoir des chambrettes fort habitables, et chacune coûte une centaine de francs à établir. Ai-je besoin de montrer les garanties de moralité, de propreté, d'indépendance personnelle que cette organisation permet de réaliser? Le jeune homme, l'enfant se sent «chez lui» dans la chambrette; il peut se faire un mérite et on lui fait une obligation du bon état des objets qui lui sont réservés. Les portraits des parents, les souvenirs de la famille, les menus avantages concédés par manière d'encouragement et de récompense, trouvent place près de lui. Son imagination, les sentiments louables, son amour-propre, sa dignité, le souci qu'il a de ce qui lui appartient et de ce qu'il peut obtenir en propre par bonne conduite, enfin la discipline et l'émulation sont ainsi soutenus et fortifiés.

N'est-ce pas là des avantages appréciables? Mais venons à un autre sujet.

M. le sénateur Bérenger vous parlait, Messieurs, de la communion de sentiments qu'il se félicite d'avoir avec M. le grand rabbin et MM. les pasteurs présents à cette séance; je ne dirai pas qu'à plus forte raison, mais je dirai que pour la même raison certainement, notre administration peut aisément s'associer à cet accord, car nous considérons et nous témoignons dans l'exercice même de l'autorité que le même respect, les mêmes égards sont dus à toutes les convictions sincères, à toutes les croyances religieuses, quelle que soit la confession dans laquelle elles se manifestent.

Quant à nos établissements publics d'éducation pénitentiaire, nous en avons six, et ils sont encore au nombre de six pour les garçons; l'établissement de Saint-Bernard a été supprimé à cause du voisinage d'une maison centrale. Il a été remplacé par l'établissement d'Aniane, dans l'Hérault, qui se trouvait sans emploi par suppression d'une maison centrale. On comptait en outre, voici un certain nombre d'années, 24 colonies privées, constituées pour les jeunes gens en vertu de la loi de 1850. Il en subsiste 11. Les autres ont pris une autre destination ou ont disparu. Et j'ai le regret de dire que dans les cas de mort, je vois des suicides, mais je ne connais pas un meurtre.

Pas une seule fois nos pensionnaires n'ont été retirés d'une colonie privée par simple préférence, pourtant bien licite, pour quelque autre maison d'éducation. On peut nous croire à l'abri des combinaisons et des préoccupations mesquines qui pousseraient à tuer l'un pour mieux faire prospérer l'autre. Je constate en tout

cas avec plaisir que, dans le mauvais sort de certaines entreprises ou œuvres particulières, notre administration a été assez discrète pour que l'on puisse chercher dans des préférences spéciales la cause de déterminations commandées par les devoirs et par les faits les moins douteux.

Lorsque des faits de désordre et de grave préjudice moral se produisent, lorsque des enquêtes administratives et judiciaires se sont effectuées, lorsque les nécessités d'existence matérielle commandent, comment abandonnerions-nous les pupilles que la loi et la justice nous ont confiés ? Il faut donc les reprendre et les placer ailleurs. Quels parents, quels tuteurs agiraient autrement, à moins de se montrer indignes de l'exercice de l'autorité ?

Quand nous avons pu nous faire écouter, aider les établissements privés à se diriger et à se redresser, nous n'avons pas épargné notre peine. Que M. Béranger fasse retour sur les difficultés qu'a traversées un grand établissement, bien connu de lui. Les invitations, les sommations publiques n'ont pas manqué pour nous contraindre au retrait de nos pupilles. Pensant qu'il convenait d'agir autrement, a-t-on cédé à cette sorte d'agitation ? Non. On a fait effort, et non sans succès, pour qu'une œuvre de cette importance ne succombât pas dans la crise, et pût reprendre sa marche. Un des collègues de M. Béranger au Sénat pourrait tout lui raconter. Nous avons reçu trop de remerciements alors pour ne pas nous borner maintenant à ce simple souvenir. Il ne serait souvent que trop facile à l'administration de ne pas se taire. Permettez-lui de se féliciter silencieusement des services qu'elle essaie parfois de rendre pour la cause du bien, comme c'est son devoir.

Il serait pénible de s'expliquer en détail sur le sort des établissements privés qui n'ont pas gardé nos pensionnaires.

Les personnes qui seraient astreintes comme je le suis à suivre de près certaines affaires, se rendraient bientôt compte de notre rôle et des nécessités auxquelles il faut parer. Pour former le personnel de surveillance de nos propres établissements, nous puisons dans le contingent le meilleur des anciens sous-officiers. L'homme dont la vocation et les aptitudes sont reconnues insuffisantes pour collaboration à des services d'éducation, est dirigé sur d'autres services. Nos surveillants ont d'ailleurs des avantages et un avenir qui les attachent à leur mission. Mais pour les établissements privés, le recrutement et le choix des agents de surveillance sont difficiles. La plupart des gens sont ainsi faits que, même animés des intentions les plus honorables, ils cherchent à

satisfaire leur intérêt personnel en même temps que l'intérêt général. Même en acceptant une mission qui réclame abnégation, ils portent invinciblement leur pensée vers les satisfactions à espérer, de quelque nature qu'elles soient.

Si les directeurs d'établissements congréganistes pouvaient divulguer les résultats de leur expérience, ils vous édifieraient, Messieurs, sur l'embarras qu'ils éprouvent pour la constitution de leur personnel, et pas seulement du personnel inférieur ou du personnel technique. Quelles confidences et quels mécomptes faudrait-il noter, si l'on disait tout ! La nature humaine n'a jamais prétendu à la perfection ; et dans certaines conditions les mêmes lois, les mêmes causes reproduisent des effets dont il serait puéril d'être surpris.

En telle mésaventure d'une maison qui a fait trop de bruit, et lorsqu'un procès douloureux a initié le public à certains faits, quels reproches aurions-nous encourus, si nos pupilles n'avaient pas été retirés longtemps avant le scandale et dès que les moindres symptômes avaient pu faire prévoir un danger ? Ne sommes-nous pas comme un père de famille qui, ayant fait ses observations au directeur d'une institution, reprendrait les enfants sur le sort desquels il aurait seulement des doutes ?

Des 11 établissements privés qui reçoivent nos pupilles, l'un, dans le Morbihan, est congréganiste ; un autre est protestant. Les jeunes israélites sont réunis dans une de nos colonies publiques, où ils reçoivent les secours de leur religion. Dans toutes nos colonies publiques sans exception le service du culte catholique est assuré par un ecclésiastique qui reçoit une indemnité à cet effet. Nous pourvoyons donc, autant qu'il dépend de nous, aux intérêts, aux besoins religieux de l'enfance pour chacun des cultes reconnus par l'État. Avons-nous droit de marquer quelques prééminences, quelque domination d'une religion sur les autres ? Assurément non. Notre rôle est de faire prévaloir le respect dû à chacune et la liberté de conscience nécessaire à toutes. Si nous avons à donner notre sentiment personnel, voici ce qu'il serait avec la sincérité la plus entière :

Le champ du mal n'est que trop vaste. Le bien à faire est immense. Les facultés individuelles, les forces particulières, les associations les plus puissantes peuvent travailler avec acharnement. Elles n'atteindront jamais les limites des conquêtes à entreprendre. Que chacun agisse donc et lutte avec toute la vaillance dont il est capable contre l'ennemi commun, qui est la déchéance, la

souffrance humaine. Heureux qui se dévoue le plus. Honneur à qui se sacrifie. Catholiques, protestants, israélites, nul ne doit seulement être soupçonné de troubler autrui dans ses efforts. Ce n'est pas sur l'habit qu'on doit juger les ouvriers du bien. Ce qu'il faut considérer, ce sont les actes, non les personnalités ; et ce n'est pas ce qu'elles sont qui importe, mais ce qu'elles font.

Notre personnel féminin de surveillance est pour une large part congréganiste. On ne citerait pas une de ces congrégations qui ait quelques plaintes à formuler à l'égard de l'administration. M. Robin vous parlait tout à l'heure des relations amicales que les pasteurs ont avec elle. C'est le même esprit de bienveillante équité qui anime ses représentants envers les diverses confessions.

Toute étroitesse de vue, lui paraîtrait un manquement à sa mission générale et généreuse. Au fond de toutes les religions il est une foi, et une loi commune qui peut les unir dans l'action qu'elles exercent sur les hommes ; c'est la foi et la loi du bien.

Pour les établissements destinés à l'effectif féminin, le rôle de l'administration n'était pas moins nettement indiqué.

Nous avons des jeunes filles disséminées par petits groupes dans des maisons qui ne répondaient et ne visaient nullement à ce service spécial. Nous en avons un assez grand nombre en cinq établissements congréganistes offrant, au contraire, les conditions désirables. Ces derniers ont été maintenus, soutenus en toute occasion. Quant aux premiers, qui étaient des couvents cloîtrés, des *Bons pasteurs*, ils ne pouvaient accorder à nos pensionnaires qu'une attention, un sort et des soins bien effacés, à cause du caractère, peu attrayant, il est vrai, et de l'insignifiance numérique de l'effectif pénitentiaire à recevoir. Nombre d'observations ont dû être présentées dans l'intérêt de nos pupilles, et l'on a fini par nous faire entendre que nous pouvions plus utilement les placer ailleurs. C'est ce que nous avons fait.

Actuellement, comment est-il paré au service ? Par deux établissements laïques et publics, l'un dans la Haute-Marne, l'autre près de Paris, à Fouilleuse, et par cinq maisons congréganistes catholiques, à Sainte-Anne-d'Auray, Bavilliers, Rouen, Limoges et Montpellier. Que pourrait-on reprocher à cette organisation ? Serait-ce qu'il y a trop de deux établissements laïques ?

Parlons de la création de Fouilleuse si vous le désirez.

La situation des jeunes filles arrêtées à Paris était déplorable. Elles étaient versées au Dépôt, dans le voisinage des femmes, et quelles femmes ! Nous avons organisé dans les bâtiments de la

Conciergerie un petit quartier pour abriter provisoirement celles dont le sort n'était pas fixé. Mais où les placer ensuite ? On ne pouvait les enfermer dans un couvent. Le département de la Seine devait d'ailleurs nous fournir un immeuble pour celles qui auraient à subir la correction paternelle ou un temps d'emprisonnement. Or, que nous proposait-on d'abord ? Une partie de la Petite-Roquette, près des garçons et en face des condamnés à mort. Nous avons désiré mieux. On nous a proposé d'approprier un poste-caserne auprès des fortifications. Nous avons été plus ambitieux encore ; et comme nulle combinaison n'aboutissait, nous avons fait accord avec le département afin de créer une maison, avec quartiers divers pour les différentes catégories de l'effectif pénitentiaire, dans le domaine de Fouilleuse, près Rueil, qui servait précédemment pour des jeunes garçons et qui comprend, outre des bâtiments assez étendus, 70 hectares de terres. Nombre de personnes considérables, magistrats, administrateurs, membres des corps électifs, ont visité cet établissement, et tous en ont fait des éloges que vous me permettrez de ne pas reproduire.

Pour ne parler que du contingent des jeunes filles exposées par leur conduite à se perdre dans ce terrible Paris, quel bienfait n'est-ce pas d'arracher à la boue, au ruisseau, ces malheureuses enfants que guette la débauche et que Saint-Lazare attend !

Est-il nécessaire d'ajouter que le service religieux est scrupuleusement assuré dans cette maison ? Elle est en relations, en échange de bons offices avec l'Assistance publique de Paris, avec les œuvres et associations bienfaisantes qui s'occupent du relèvement et du placement des jeunes filles. Je n'ai jamais entendu parler d'une seule apparence de difficulté, d'une seule critique à quelque point de vue que ce fût. Il est pourtant un regret que j'entends exprimer souvent : c'est que nous ne puissions prendre plus de jeunes filles et pour le temps le plus long possible. Il ne manque pas de parents qui, venant reprendre leur fille à l'expiration légale de l'internement, demandent au personnel de la maison ce qu'il faut faire pour qu'elle puisse y rentrer.

Quand au rôle de l'inspection générale, il n'a jamais varié, que je sache, et voici sans doute ce qui a provoqué, voici déjà longtemps, des malentendus ou des suppositions erronées.

A une certaine époque, les rapports faits par les inspecteurs généraux à l'occasion de leurs tournées ou missions, et adressées comme toujours au Ministre de l'intérieur, passaient à la direction du secrétariat et de la comptabilité et y étaient gardés d'abord

en vue du règlement des indemnités de déplacement ; ils étaient ensuite transmis à la Direction de l'administration pénitentiaire, seule compétente pour étudier les affaires et les questions signalées par l'inspection. Un des ministres a voulu faire cesser les retards qu'occasionnait ce circuit, et les rapports ont été transmis à la direction compétente, sauf avis à fournir par celle-ci au service de la comptabilité.

L'inspection générale fonctionne dans les conditions les plus normales, les plus libres et les plus tranquilles. Les circonscriptions de tournées ordinaires sont déterminées une fois pour toutes pour la commodité même des voyages, et chaque inspecteur général change annuellement de circonscription, à moins de circonstances exceptionnelles que le Ministre apprécie. C'est lui qui approuve la fixation des tournées et l'envoi en missions spéciales. Des personnes ayant compétence particulière pour certaines matières (agriculture, enseignement, hygiène, comptabilité etc. . .) peuvent être déléguées par le Ministre à titre exceptionnel ; et les préfets ou sous-préfets, les directeurs de circonscriptions pénitentiaires ont qualité pour contrôler en tout temps la marche des établissements.

Qu'il me soit permis de saisir cette occasion pour louer le mérite et la haute compétence de MM. les inspecteurs généraux, parmi lesquels je suis heureux de compter des amis chaleureusement sympathiques.

Vous me pardonnerez de finir sur ce mot :

C'est surtout quand on est aux prises avec le mal sévissant sous tant de formes, c'est en face de toutes les misères et les perversités dont nous sommes les témoins dans notre rude existence et dans notre sombre service, qu'on tient à prêcher et à pratiquer l'union de tous les honnêtes gens, des gens de cœur et de bonne foi, pour l'œuvre de préservation sociale, de relèvement individuel, de progrès moral dont votre association se préoccupe. L'idéal le plus haut, la seule joie durable, la seule consolation véritable, c'est de faire le bien.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez accueilli avec une vive satisfaction l'énoncé qui vient de vous être fait des résultats si remarquables qui sont obtenus par l'administration la plus éclairée, la plus intelligente et la plus dévouée.

M. Herbette vous disait très modestement qu'il fallait attribuer ces résultats au zèle et à la coopération de ses excellents collabora-

teurs ; mais le mérite des collaborateurs, bien loin de l'exclure, ne fait que rehausser le mérite de celui qui les choisit et, lorsqu'on procède à des choix aussi importants et aussi délicats avec la sollicitude qui anime tous les actes de M. Herbette, on ne doit pas s'étonner si l'on arrive aux chiffres merveilleux et toujours décroissants de la dernière statistique.

Je pense que vous serez unanimes pour remercier M. Herbette de l'empressement qu'il a mis à venir assister à notre réunion ; nous recueillons toujours avec fruit les explications qu'il veut bien nous donner.

L'administration pénitentiaire est une administration considérable ; l'œuvre qu'elle a entreprise et qu'elle poursuit est pleine de difficultés, mais, avec un directeur tel que M. Herbette, elle est sûre d'arriver au succès. Elle y est déjà arrivée en grande partie à l'égard des enfants ; il est permis d'espérer que, le jour où la loi de 1875 sera mieux appliquée, elle y arrivera aussi en ce qui concerne les adultes.

Nous ne souhaitons qu'une chose, c'est qu'elle puisse conserver longtemps à sa tête un homme aussi éminent et aussi dévoué que M. Herbette. (*Applaudissements.*)

M. HERBETTE. — Je suis confus, M. le Président.

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne suis que l'écho bien faible des sentiments de toute l'assemblée.

En raison de l'heure avancée, je lève la séance.

La séance est levée à 6 heures 3/4.

Le Secrétaire,
Raoul GRIPON.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE SAINT-PÉTERSBOURG (1890)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

PREMIÈRE SECTION

QUATRIÈME QUESTION DU PROGRAMME

Pour quel genre d'infractions à la loi pénale, sous quelles conditions et dans quelle mesure conviendrait-il d'admettre dans la législation :

- a. Le système des admonitions ou remontrances adressées par le juge à l'auteur des faits reprochés, et tenant lieu de toute condamnation ?
- b. Le mode de suspension d'une peine, soit d'amende, soit d'emprisonnement ou toute autre que le juge prononce, mais qu'il déclare ne devoir pas être appliquée au coupable, tant qu'il n'aura pas encouru de condamnation nouvelle ?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. CH. PETIT,

CONSEILLER A LA COUR DE CASSATION,
PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS

En matière correctionnelle, les peines de l'emprisonnement et de l'amende, malgré toute la latitude laissée au juge pour leur application, présentent parfois un caractère d'excessive rigueur. Il en est notamment ainsi quand les délits offrent par eux-mêmes très peu de gravité, ou bien encore quand la culpabilité des prévenus, à raison soit de leur jeune âge, soit des circonstances dans lesquelles ils ont accompli les actes reprochés, se trouve atténuée au point de disparaître presque entièrement, ou bien enfin, quand la condamnation à intervenir, si minime qu'elle puisse être, doit produire des effets désastreux et qu'elle est hors de proportion avec les nécessités d'une juste répression.

S'inspirant de dispositions contenues au Digeste et plus encore de règles écrites dans le droit canonique, l'ancien droit français avait recours, dans le cas où, en matière de délit, l'application des pénalités ordinaires paraissait trop sévère, à une mesure de correction qui lui semblait concilier les intérêts de la société en même temps que ceux des prévenus : cette mesure était l'*admonition*. Elle consistait, ainsi que son nom même l'indique, dans un avertissement adressé par le juge au coupable, avertissement qui signalait à ce dernier les conséquences que le délit aurait pu avoir pour lui et les légitimes rigueurs qui l'atteindraient s'il commettait une nouvelle infraction.

L'*admonition*, soit sous cette appellation, soit sous une appellation semblable, est admise par la législation de divers pays : son adoption devrait être généralisée, dans des conditions définies, propres à lui assurer de précieux avantages.

Le juge n'aurait la faculté d'en user que pour des délits minimes en cas de circonstances très atténuantes, en faveur seulement des délinquants primaires. L'*admonition* serait adressée publiquement au délinquant par le juge, s'il statue seul, par le président, s'il statue avec l'assistance d'autres juges et en présence de ces derniers. Elle ne constituerait pas une peine dans le sens vrai de ce mot, ou, si cette qualification lui était donnée, elle ne laisserait pas derrière elle de traces de nature à nuire à celui qui en aurait été l'objet. C'est ainsi qu'elle ne serait inscrite au casier judiciaire que pour fournir, le cas échéant, aux magistrats exclusivement, une indication utile ; il serait formellement interdit de la mentionner sur les bulletins délivrés aux individus eux-mêmes, ou aux grandes administrations.

Lorsque l'*admonition* serait adressée à un mineur de 16 ans, ayant agi avec discernement, le juge qui ne croirait pas devoir remettre ce mineur à ses parents, aurait la faculté de l'envoyer dans une maison d'éducation correctionnelle jusqu'à l'âge de 20 ans.

Enfin, cette mesure entraînerait le paiement des frais de la poursuite et la partie civile lésée par le délit y trouverait la base d'une action en dommages-intérêts.

Réglémentée de cette manière, elle permettrait au juge de s'abstenir de prononcer ces amendes ou ces emprisonnements de courte durée que, pour obéir à sa conscience et à la loi, il regrette plus d'une fois, d'être dans la douloureuse nécessité d'infliger. Le compte rendu de l'administration de la justice criminelle en France pen-

dant l'année 1887 donne les chiffres, dignes d'être médités, des condamnations de ces deux genres émanées des tribunaux correctionnels. Pour délits communs, les condamnations à l'amende se sont élevées à 59.279, celles à un emprisonnement de moins de six jours à 12.591 ; et il importe de remarquer que, sur ces dernières, 303 concernaient des mineurs et mineures de moins de 16 ans et 1820 des prévenus et prévenues âgées de 16 à 21 ans.

Il est facile de comprendre les avantages qui résulteraient de la substitution de l'admonition à l'amende et aux courts emprisonnements. Des prévenus tout jeunes encore, ou jusque là d'une irréprochable moralité, ne verraient pas leur avenir compromis ou perdu, leur nom déshonoré, leur famille plongée dans le désespoir, par suite de condamnations, pour des délits dont le titre seul leur imprimerait une flétrissure ineffaçable. Le mineur de 16 ans reconnu coupable, grâce au pouvoir accordé au juge de le renvoyer, après admonition, dans une maison d'éducation correctionnelle, reviendrait au bien et reprendrait, corrigé, une place honorable dans la société. Le séjour de la prison serait épargné à un chiffre assez considérable d'individus de tout âge qui, dans les trop nombreux établissements pénitentiaires où le régime en commun subsiste, échapperaient ainsi à la corruption que répand autour d'elle une malfaisante promiscuité.

On objecterait à tort que l'admonition ne serait pas exemplaire. En effet, après les débats publics qui auraient établi soit l'insignifiance du délit, soit des particularités atténuant dans la plus large part la culpabilité du prévenu, l'admonition serait accueillie avec une unanime satisfaction comme un acte d'excellente justice, en parfait accord avec le caractère de la faute commise et le degré d'immoralité de son auteur.

On objecterait à tort encore qu'elle serait inefficace. L'expérience du passé prouve le contraire ; mais, fallut-il en faire abstraction, il suffit, pour reconnaître qu'il n'en serait pas ainsi, de se rappeler ce qui se passe pour les accusés ou pour les prévenus traduits à raison d'un premier crime ou d'un premier délit devant un jury ou devant un tribunal, quand un acquittement est intervenu en leur faveur. Il est extrêmement rare qu'ils soient plus tard l'objet de nouvelles poursuites criminelles ou correctionnelles, et cependant, beaucoup d'entre eux, en cour d'assises surtout, n'ont échappé à une condamnation qu'à cause de leur jeunesse, de leurs antécédents, ou de leur repentir. L'impression profonde laissée par la honte de la comparution en justice et la terreur du châtimement

entrevu préserveraient d'une rechute les admonestés qui ne seraient pas retenus dans la bonne voie par le sentiment seul de la gratitude inspirée par l'indulgence du juge. Ceux d'ailleurs qui, en petit nombre, n'auraient pas tenu compte de cette indulgence seraient, en cas de nouveau délit, frappés d'un châtement d'autant plus sévère.

Ce ne serait pas, au surplus, le sourire dédaigneux aux lèvres que les prévenus accueilleraient l'admonition. Le juge n'en userait qu'à l'égard de ceux qui par leur bonne conduite antérieure, leurs regrets et leur attitude respectueuse s'en seraient montrés dignes. Et si, comme cela arrive parfois, des mineurs de 16 ans doués de discernement, affectaient de braver la justice, leur renvoi dans une maison d'éducation correctionnelle que le juge aurait la faculté de prononcer après l'admonition, assurerait à cette admonition une incontestable efficacité.

On se plaint avec raison de la progression effrayante de la récidive. Un moyen bien simple à lui opposer est le recours à l'admonition. Sur les 12.591 prévenus condamnés en France, en 1887, à un emprisonnement de moins de six jours, un nombre assez considérable a dû être frappé pour une première faute. Si, pour quelques centaines ou même pour quelques milliers d'entre eux, l'admonition avait été prononcée, combien de rechutes et de nouveaux méfaits n'aurait-on pas évités ! Les courtes peines d'emprisonnement, sans effet sur les délinquants d'habitude constituent une peine atroce pour les délinquants primaires. En ce qui concerne ceux de ces derniers, en faveur desquels existent des circonstances très atténuantes, elles seraient de même que les amendes, remplacées avec avantage par l'admonition.

La suspension de la peine tant qu'une nouvelle condamnation ne serait pas encourue ne remplirait pas, si elle était limitée aux mêmes cas, le même but que l'admonition. En effet, tandis que celle-ci serait suivie d'un pardon effaçant la faute, elle laisserait le coupable, jusqu'à l'expiration de sa durée qui, d'après ses partisans, devrait être au moins de cinq ans, sous la menace de l'exécution de la condamnation prononcée ; et comme cette condamnation, si légère qu'elle fût, impliquerait de la part du juge une méfiance qui ne tomberait qu'à l'expiration du délai d'épreuve fixé, elle ne pourrait pas ne pas être mentionnée jusque là sur le bulletin du casier judiciaire, délivré soit au prévenu, soit aux grandes administrations.

Si la suspension de la peine était, au contraire étendue, à d'autres

cas, si elle pouvait être autorisée, ainsi qu'on l'a proposé, pour des emprisonnements d'un jour à un mois ou à plusieurs mois, au profit de délinquants de tout âge, la répression serait énervée de la manière la plus fâcheuse. On accorderait au juge un pouvoir dont il lui serait facile d'abuser et qui, plus d'une fois, ferait mettre en doute son impartialité. Un délit qui mérite 15 jours, un mois, plusieurs mois d'emprisonnement est, en France, un délit offrant de la gravité à raison de sa nature ou des antécédents de son auteur. Il exige une peine d'une exécution immédiate : et si cette peine est destinée à peser sur l'avenir du prévenu qu'elle a frappé, ce prévenu a, dans la réhabilitation, le moyen le plus honorable d'en faire disparaître jusqu'au dernier vestige.

Ch. PETIT.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE SAINT - PÉTERSBOURG (1890)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

PREMIÈRE SECTION

SEPTIÈME QUESTION DU PROGRAMME

Comment pourrait-on écarter l'influence pernicieuse des parents ou tuteurs sur leurs enfants ou pupilles, lors de la libération conditionnelle de ces derniers et en général depuis l'expiration du terme de leur condamnation, jusqu'à l'époque de leur majorité.

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. THÉOPHILE ROUSSEL,

MEMBRE DE L'ACADÉMIE DE MÉDECINE, A PARIS,

SÉNATEUR,

VICE-PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS

Il n'est pas rare, lorsque des enfants sont condamnés par les tribunaux, d'entendre exprimer le regret que les vrais coupables, les parents, aient échappé à la punition. Cette réflexion, provoquée par des faits particuliers, vus de près, a une portée plus générale. On peut dire qu'elle caractérise l'ensemble des conditions du milieu familial d'où proviennent presque tous les jeunes délinquants et les jeunes criminels, et qu'elle marque exactement la source principale de la criminalité chez les mineurs, dont les progrès alarmants ont été constatés dans les pays les plus avancés en civilisation. Nous n'avons pas à démontrer cette influence malfaisante de la puissance paternelle sur le développement, de plus en plus précoce des instincts vicieux et des tendances criminelles. D'après les termes de la question qui nous est posée, nous avons à recher-

cher les moyens de protéger contre elle, jusqu'à leur majorité, les jeunes détenus en état de libération conditionnelle et les jeunes condamnés arrivés au terme de leur peine.

L'action pernicieuse des parents sur les mineurs dont il s'agit, s'exerce de deux façons, et à deux moments différents de la vie de l'enfant : premièrement, dans le bas âge, tant que celle-ci n'est qu'une charge, ses parents n'ont aucun souci de lui ; il est livré sans soins, souvent sans pain, à tous les hasards de la rue, poussé au vagabondage, à la mendicité, et cette situation dure jusqu'à ce qu'une infraction aux lois, suffisamment caractérisée, vienne mettre le petit malheureux sous la main de la justice.

Plus tard, les choses changent entièrement : lorsque, par les progrès de l'âge et les bons effets de l'éducation pénitentiaire, l'enfant, au lieu d'être une charge, peut devenir une source de profits, on voit les mêmes parents, qui l'avaient délaissé et paraissaient l'avoir oublié, se rapprocher de lui, l'attirer à eux par leurs conseils, et finalement, au terme fixé par le jugement, le reprendre en vertu des droits de la puissance paternelle. Cette même action des mauvais parents s'exerce de la même façon sur beaucoup d'enfants élevés par la charité, et c'est ainsi que les fruits de l'éducation correctionnelle ou charitable sont corrompus, et qu'un grand nombre de mineurs qui auraient pris place parmi les membres utiles de la société, sont définitivement perdus pour elle.

C'est précisément pour remédier à ce mal, dans certaines conditions déterminées, qu'a été posée la 7^{me} question du programme du Congrès.

Nous devons faire remarquer que cette question n'est qu'une suite logique de questions traitées dans les précédents Congrès pénitentiaires internationaux. Ce sera le meilleur service rendu par ces grandes réunions périodiques, d'avoir, dès leur début, fait sortir la science pénitentiaire de ses limites anciennes, c'est-à-dire des réformes relatives aux prisons, aux prisonniers, aux lois pénales et aux moyens de répression ; ce sera leur honneur d'avoir posé comme le but le plus élevé de cette science la recherche des moyens pratiques de diminuer le nombre des prisonniers, des condamnés, des criminels, de diminuer la misère et la dégradation morale qui en est presque inséparable et, par dessus tout, de soustraire l'enfance aux causes de dépravation qui l'assiègent, en organisant un système de protection légale et d'éducation morale et professionnelle des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités.

Le Congrès de Londres a ouvert cette voie en 1872 et les Con-

grès de Stockholm, en 1878, et de Rome, en 1885, l'ont notablement élargie ; à Stockholm, le Congrès a envisagé ce sujet dans son ampleur, en mettant en discussion les deux questions suivantes :

« *D'après quels principes conviendrait-il d'organiser les établissements affectés aux jeunes gens acquittés comme ayant agi sans discernement et mis à la disposition du gouvernement pendant la durée déterminée par la loi ?* »

« *D'après quels principes convient-il d'organiser les institutions affectées aux enfants vagabonds et mendiants, abandonnés, etc. ?* »

Dans les rapports préparatoires il était soutenu : que le manque de soins et l'abandon sont la cause principale de la criminalité des enfants (M. Petersen, Norvège) ; que c'est surtout par la faute des parents que les enfants deviennent vicieux (Canonico, Italie) ; que l'ivrognerie des parents est une des causes les plus fréquentes de l'abandon des enfants (M. Brace, États-Unis). Dans son rapport, où les débats en section étaient résumés, M. le conseiller Illing (Allemagne), après avoir confirmé les opinions de ses collègues, ajoutait : « Si vous scrutez les antécédents des détenus de nos prisons, vous verrez que pour une très grande partie la prison n'est que la conséquence naturelle et presque inévitable de l'état où ils ont passé les premières années de leur jeunesse. »

Le Congrès adoptait des résolutions conformes à ces manières de voir, notamment la suivante, votée à la presque unanimité :

« *En veillant au sort des mineurs acquittés comme ayant agi sans discernement, et des enfants vagabonds, mendiants et vicieux, en général, on doit s'inspirer avant tout de ce principe, qu'il ne s'agit pas de faire exécuter une peine, mais de donner une éducation ayant pour but de mettre les élèves en état de gagner leur vie honnêtement et d'être utiles à la société au lieu de lui nuire.* »

L'influence pernicieuse des parents pouvant ainsi être considérée comme un point hors de contestation, le Congrès de Rome s'est trouvé à faire entrer dans son programme la recherche des mesures à prendre contre les abus de la puissance paternelle.

Ce programme contient la question suivante :

« *Jusqu'à quelle limite la responsabilité légale des parents pour les délits commis par leurs enfants, ou celle des préposés à la tutelle, l'éducation ou la garde des enfants, pour les délits de ces enfants, doit-elle s'étendre ?* »

Posée en ces termes la question devait soulever beaucoup de difficultés juridiques ; elle fut très vivement discutée et la discussion ramena le débat sur son véritable terrain. Le Congrès

écarta toute proposition tendant à infliger une peine au père négligent, en dehors des cas de complicité, et il fut unanime pour admettre la résolution suivante :

« Le Congrès estime qu'il est d'intérêt social que des mesures législatives soient prises pour parer aux conséquences déplorables d'une éducation immorale donnée par les parents à leurs enfants mineurs. Il pense qu'un des moyens à recommander est de permettre aux tribunaux d'enlever aux parents pour un temps déterminé tout ou partie des droits dérivant de la puissance paternelle, lorsque des faits suffisamment constatés justifient d'une responsabilité de leur part. »

Une autre question qui ne touchait pas de moins près que la précédente au sujet que nous traitons, figurait en ces termes dans le programme du Congrès de Rome :

« Quels sont les pouvoirs à attribuer au juge relativement au renvoi des jeunes délinquants dans les maisons d'éducation publique ou de réforme, soit dans le cas où ils doivent être absous comme ayant agi sans discernement, soit dans le cas où ils doivent être condamnés à quelque peine privative de la liberté. ? »

Cette question, arrivée la dernière à l'ordre du jour des séances générales, au moment de la clôture du Congrès, n'y fut pas discutée ; mais l'examen, qui en fut fait par la première section, avait abouti aux conclusions suivantes, adoptées à l'unanimité : que le juge doit avoir le pouvoir de désigner le genre d'établissement dans lequel le jeune détenu sera conduit ; que la fixation de la durée du séjour dans cet établissement ne doit pas être faite par le juge, mais doit être laissée à l'administration, laquelle aura la direction ou tout au moins le contrôle de l'établissement ; que le séjour dans l'établissement peut être abrégé par la libération provisoire du mineur, lequel ne continuera pas moins à être sous la surveillance tutélaire de l'administration.

Il nous a paru d'autant plus utile de rappeler ces précédents, qu'il suffira de les rapprocher de nos propres conclusions pour reconnaître que celles-ci ne sont que des corollaires de résolutions votées par les précédents Congrès.

Ces préliminaires nous paraissent avoir, en outre, l'avantage de nous dispenser de démontrer : que la solution de la question qui nous occupe se trouve dans un meilleur règlement légal des droits de la puissance paternelle sur les mineurs condamnés ou acquittés par les tribunaux, jusqu'à la majorité de ces mineurs. Nous allons examiner rapidement les mesures prises ou proposées

dans ce but, sur le terrain de la législation française, et sans perdre de vue le caractère international de notre programme.

La sollicitude du législateur français pour le sort des enfants frappés par la justice a devancé l'éveil de l'opinion publique sur les progrès de la criminalité dans le jeune âge et sur les rapports de cette criminalité avec le délaissement de l'enfance. La Révolution française trouvait les mineurs enfermés pêle-mêle avec les adultes dans les prisons de l'ancien régime, et quoique les inspirations humanitaires de l'Assemblée nationale aient été insuffisantes pour les en tirer, il convient de rappeler ici que c'est à elle, c'est-à-dire à la loi pénale des 25 septembre et 6 octobre 1791, dont Le Pelletier de Saint-Fargeau fut le rapporteur, que revient l'honneur d'avoir posé les bases du régime pénal et correctionnel des mineurs actuellement en vigueur. C'est à cette loi, en effet, qu'appartiennent les prescriptions suivantes, reproduites presque textuellement dans le Code pénal français.

Lorsque l'auteur d'un crime ou d'un délit n'a pas atteint sa 16^e année, le juge doit rechercher s'il a agi sans discernement. S'il est décidé qu'il a agi sans discernement, le mineur doit être acquitté et le juge doit alors rechercher dans quelles conditions ce mineur va se trouver par suite de l'acquittement. S'il est reconnu qu'il a des parents capables de l'élever, il peut être rendu à ses parents. Mais si les parents manquent, s'ils sont incapables ou indignes de le garder, le mineur doit être conduit dans une *maison de correction* pour y être élevé et détenu pendant un nombre d'années que le jugement détermine et qui ne doit pas excéder la vingtième année.

Lorsque le mineur a été déclaré avoir agi avec discernement, il doit être condamné ; mais les peines sont réduites pour lui dans de fortes proportions ; elles doivent perdre le caractère afflictif et infamant et être subies dans une *maison de correction*.

C'est sur ces bases que la loi du 5 août 1850 sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus a organisé le régime de l'éducation correctionnelle. Les auteurs si bien intentionnés de cette loi, s'étaient proposé pour but : 1^o d'assurer aux jeunes détenus une éducation morale, religieuse et professionnelle ; 2^o d'employer les mineurs aux travaux agricoles, considérés comme les plus favorables à leur réformation ; 3^o de soutenir par l'action du patronage les effets de cette éducation.

Il faut reconnaître que ce but n'a pas été complètement atteint. L'expérience a mis à nu, tant dans les dispositions du Code pénal

que dans celles de la loi de 1850, des lacunes et des défauts qui paralysent souvent l'action éducatrice et réformatrice qu'on s'est proposé d'exercer sur l'enfance.

Le principe nouveau, supérieur, de *l'éducation pénitentiaire*, substitué à celui de la *répression*, par les hommes de 1791, exige, pour porter ses fruits, d'être appliqué suivant des règles entièrement différentes de celles qui président à l'application des lois pénales : la première est celle de la durée, condition vitale de toute œuvre d'éducation. Les considérations qui dictent, en général, les courtes peines, doivent être écartées lorsqu'il s'agit de l'envoi en correction d'un mineur ; et il faut bien reconnaître que les magistrats chargés d'appliquer la loi, trompés par un sentiment d'humanité ou par des vieilles habitudes d'esprit, l'appliquent trop souvent suivant le principe des courtes peines.

En écartant les prévenus, les jeunes détenus pour six mois et au-dessous et les mineurs détenus par voie de correction paternelle, qui échappent aux prescriptions de la loi de 1850, l'éducation correctionnelle organisée en exécution de cette loi, s'est trouvée en présence de deux catégories de mineurs, qu'elle a soumis à des régimes différents. Pour la première, qui comprend les jeunes détenus acquittés comme ayant agi sans discernement et non renvoyés à leurs parents et les jeunes condamnés à un emprisonnement de six mois à deux ans, ont été créées les colonies agricoles sur le modèle célèbre de Mettray et les autres colonies pénitentiaires et c'est pour elle que l'article 9 de la loi a établi, à titre d'épreuve, le régime de la libération provisoire.

Pour la seconde catégorie, qui comprend les jeunes condamnés à plus de deux ans d'emprisonnement, la loi a prescrit l'établissement de colonies correctionnelles d'un régime plus sévère, auquel doivent être soumis aussi les jeunes détenus des colonies pénitentiaires qui ont été déclarés insubordonnés.

La libération provisoire a été introduite dans la législation par la loi du 5 août 1850 ; mais il est juste de rappeler qu'elle existait en fait, en vertu d'une jurisprudence administrative qui remonte à une circulaire, mémorable à plusieurs titres, du 3 décembre 1833. Les préfets l'appliquaient pour tirer de prison les jeunes détenus, en les plaçant à la campagne, d'après le système en vigueur pour les enfants assistés, c'est-à-dire au moyen de contrats passés avec des patrons auxquels on reconnaissait le droit de faire réintégrer en prison l'apprenti, s'il ne répondait pas à la confiance qu'on lui avait accordée. La pratique de la loi de 1850 fut d'abord conforme

à cette jurisprudence, en ce sens que la mise en liberté conditionnelle n'était accordée qu'après un assez long temps de détention et comme récompense d'une bonne conduite. Plus tard, notamment à Paris, grâce à l'accord de l'administration et de la magistrature et à l'intervention de la *Société de patronage des jeunes détenus et jeunes libérés de la Seine*, la mise en liberté conditionnelle a pu être appliquée, aussitôt après le jugement, aux jeunes détenus dont le passé n'exigeait pas des mesures de rigueur, en sorte que, pour ces mineurs, le passage par la *maison de correction* ou la *colonie pénitentiaire*, n'est qu'une formalité. L'histoire de la société qui vient d'être citée, prouve qu'un grand nombre d'enfants jetés aux mains de la justice répressive par la faute de leurs parents, ont pu, dès le lendemain de leur chute, trouver des bras ouverts pour les recevoir dans une famille nouvelle, avec de bons exemples et l'apprentissage d'un métier. Mais à travers combien de difficultés cette bienfaisante action du patronage n'est-elle pas condamnée à s'exercer, désarmée qu'elle est contre l'intervention des mauvais parents? Sans doute, l'administration pénitentiaire peut, dès qu'elle est prévenue, écarter les parents, en reprenant l'apprenti et le ramenant dans une colonie. Mais souvent le mal moral est fait lorsqu'elle intervient et d'ailleurs, comme la main mise de l'administration sur le jeune détenu, cesse au terme fixé par le jugement, celui-ci retombe sous la puissance paternelle par le fait de sa libération. En 1872, presque au moment du Congrès de Londres, l'Assemblée nationale instituait une *enquête parlementaire sur le régime des établissements pénitentiaires*, et cette enquête a mis tellement en lumière les effets malfaisants de la puissance paternelle sur les résultats de l'éducation correctionnelle et de la mise en liberté provisoire, que la commission d'enquête crut ne pas devoir terminer son œuvre sans avoir cherché un remède dans la revision des articles 66 et 67 du Code pénal et de la loi du 5 août 1850. Un remarquable rapport fut présenté, en 1875, à l'Assemblée nationale dans ce double but par M. Félix Voisin.

L'expérience avait surabondamment démontré les inconvénients de la disposition de l'article 66 du Code pénal qui, ne fixant pas de minimum à la durée de l'envoi en correction, a fixé à la 20^e année le maximum de cette durée, en sorte que l'action tutélaire de l'administration ne peut jamais s'exercer sur le mineur jusqu'à l'époque de sa majorité. Des exemples navrants des effets de cette disposition, particulièrement pour l'avenir des mineurs libérés,

étaient cités dans le rapport, et nous aimons à ajouter que c'est afin de soustraire un certain nombre de mineurs à ces effets funestes, en les enlevant à la puissance paternelle par un engagement dans l'armée, que M. Félix Voisin a créé sa belle œuvre de la *Société de protection des engagés volontaires, élevés dans les maisons d'éducation correctionnelle*.

La commission de l'Assemblée nationale demandait en conséquence, de modifier l'article 66 du Code pénal, en y ajoutant que « *la détention correctionnelle s'étendra jusqu'à l'âge de 21 ans accomplis ou, s'il s'agit d'un garçon, jusqu'à l'époque où il aura été appelé sous les drapeaux.* »

Quant à la libération conditionnelle, après avoir montré dans la puissance paternelle, le principal obstacle qui entrave son essor, M. Félix Voisin ajoutait : « La commission est convaincue qu'elle vous soumet une disposition utile, efficace, en vous proposant de décider que les mesures prises par l'administration et les engagements contractés par elle, dans le but de placer des jeunes détenus pendant la période de la mise en liberté provisoire, ne pourront pas être entravés par une intervention quelconque des père et mère. Il y aura donc là une restriction apportée à l'exercice des droits de la puissance paternelle et c'est l'État, chargé par une décision judiciaire de prendre soin des jeunes années d'un enfant, qui continuera à surveiller celui-ci en dehors des murs d'une maison de réforme, comme il est déjà autorisé à le faire, par décision de justice, dans l'enceinte même de l'établissement. » La commission de l'Assemblée nationale proposait, en conséquence, un article de loi ainsi conçu :

« *Pendant la durée de la mise en liberté provisoire, les père et mère de l'enfant ne peuvent se prévaloir des droits qu'ils tiennent de la puissance paternelle pour faire opposition aux mesures prises par l'administration et aux engagements contractés par elle dans le but d'assurer le placement du jeune détenu à sa sortie de la maison de réforme.* »

Enfin, pour étendre la protection de la loi à tous les jeunes détenus dont l'avenir est menacé par la puissance paternelle, la commission de l'Assemblée nationale proposait un article ainsi conçu :

« *Les père et mère de l'enfant conduit dans une maison de réforme peuvent être privés de la garde de sa personne jusqu'à sa majorité ou son émancipation :*

1° S'ils ont été condamnés comme co-auteurs ou complices d'un crime ou délit commis par cet enfant ;

- 2° *S'ils ont été condamnés comme co-auteurs ou complices d'un crime ou d'un délit commis sur cet enfant, sans préjudice des dispositions de l'article 335, § 2 du Code pénal ;*
- 3° *S'ils l'ont volontairement abandonné ;*
- 4° *S'ils n'ont habituellement exercé sur lui aucune surveillance ;*
- 5° *S'ils sont eux-mêmes d'une inconduite notoire. »*

La dissolution de l'Assemblée nationale ne permit pas la mise en délibération des deux projets de loi de la commission d'enquête, et bientôt les préoccupations politiques en détournèrent les esprits. En 1878, une association, alors naissante, la *Société générale des prisons*, qui a parcouru depuis une carrière fructueuse pour la science pénitentiaire, mit à son ordre du jour l'examen de ces projets. Au termes des discussions qui suivirent, l'auteur du présent rapport, sur l'invitation du conseil de direction de la société, usant de son droit d'initiative parlementaire, les présenta au Sénat le 28 juillet 1879. Nommé bientôt après rapporteur de la commission sénatoriale, chargée de les examiner, nous n'avons pas tardé à voir partagées par nos collègues, les convictions soutenues par nous, dans les deux (1) rapports qui avaient servi de thème aux discussions de la Société générale des prisons, à savoir : que la question des jeunes détenus ne doit pas être traitée séparément de celle des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités, qui fournissent presque tous les jeunes détenus ; qu'il est plus important et plus pressant pour l'intérêt social, de diminuer autant que possible le nombre des enfants que la misère, le vagabondage, la mendicité et les délits qui en sont inséparables, jettent sous la main de la justice, que d'organiser un système d'éducation pénitentiaire pour ceux des jeunes délinquants que la justice ne rend pas immédiatement à la liberté ; que pour atteindre ce but, assainir, dans une mesure appréciable, le milieu social d'où sortent les délinquants et les criminels précoces, il faut, avant tout, organiser l'éducation préventive des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités ; que cette dernière question une fois résolue, la question de l'éducation correctionnelle des jeunes détenus se trouvera simplifiée, et que les difficultés qu'elle présente seront plus faciles à résoudre.

(1) Voir *Bulletin de la Société générale des prisons*, n° de février et juin 1879. Ces rapports ont été publiés à part, sous le titre : *De l'éducation correctionnelle et de l'éducation préventive*, étude sur les modifications à apporter à notre législation, concernant les jeunes détenus et les enfants abandonnés, délaissés ou maltraités, par Th. Roussel, in 8°, Chaix.

Adoptant cette manière de voir sur l'ordre des questions à soumettre au Parlement, la commission sénatoriale ajourna ses délibérations, et le 21 janvier 1881, nous présentions au Sénat une proposition de loi, ayant pour objet *la protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités*, à laquelle le Gouvernement adjoignait, bientôt après, un projet de loi élaboré au ministère de la justice et ayant particulièrement en vue les dispositions à introduire dans nos lois pour *protéger* l'enfance contre les excès ou les défaillances de la puissance paternelle. Le projet définitif, préparé par la commission du Sénat, fut voté, sur notre rapport, le 10 juillet 1883. Ce projet fut accepté presque sans modifications par la commission de la Chambre des députés chargée de l'examiner. Six années stériles se sont écoulées ensuite. Enfin, certaines parties du projet sénatorial, reprises par le Gouvernement actuel et remaniées par le Conseil d'Etat et le Conseil supérieur de l'Assistance publique, sont devenues la loi du 23 juillet 1889, ayant pour objet *la protection des enfants maltraités, délaissés ou moralement abandonnés*.

En attendant qu'une expérience assez longue permette d'apprécier exactement la valeur pratique de cette nouvelle loi, on doit reconnaître qu'il suffit désormais de l'intervention vigilante des parquets pour que, dans tous les cas graves, pour lesquels les formalités légales et l'appareil judiciaire conviennent, l'enfance soit protégée contre les abus ou les excès de la puissance paternelle. Pourrait-on en dire autant pour ces cas nombreux qui sont pour ainsi dire ceux de la misère courante, en vue desquels ont été créés, sous le nom d'*écoles industrielles*, ces établissements, sans caractère répressif, mais investis du droit de garde des mineurs qui y sont admis et au moyen desquels l'Angleterre et l'Amérique semblent opposer une digue puissante aux envahissements de la criminalité dans le jeune âge? Pour tous ces cas, où il s'agit de parents qui, sans encourir manifestement les sévérités de la loi pénale, perdent l'avenir de l'enfant associé à leur misérable vie, par leur incapacité de remplir leurs devoirs de surveillance et d'éducation, leur impuissance à le soustraire aux causes de dépravation qui l'entourent ou par l'impossibilité de pourvoir à sa garde et à son éducation, le projet voté par le Sénat offrait, en dehors de tout recours à la loi pénale, des ressources dont on comprendra mieux la valeur pratique, lorsque l'expérience aura prononcé sur les résultats de la loi du 23 juillet 1889.

En résumé, il résulte de l'exposé qui précède, que pour s'assurer

dans le domaine de la législation française, la protection des jeunes détenus en libération provisoire et des jeunes condamnés, à l'expiration de leur peine, il faut :

1° Modifier l'article 66 du Code pénal, en étendant jusqu'à la 21^{me} année, c'est-à-dire jusqu'à la majorité, ou, s'il s'agit d'un garçon, jusqu'à l'époque où il aura été appelé sous les drapeaux, le pouvoir de fixer la durée de l'envoi en correction.

2° Ajouter à la loi du 5 août 1850 les dispositions dont le libellé a été donné plus haut et qui ont pour objet : l'une, d'enlever aux parents, pendant la durée de la mise en liberté provisoire, l'exercice des droits qu'ils tiennent de la puissance paternelle ; l'autre, de priver les parents d'un jeune détenu de la garde de sa personne jusqu'à sa majorité ou son émancipation, s'ils ont encouru certaines condamnations, ou abandonné volontairement leur enfant, ou habituellement négligé de le surveiller, ou s'ils sont d'une inconduite notoire.

3° Appliquer à la protection non seulement des mineurs trauits devant les tribunaux pour infractions aux lois, mais encore des mineurs recueillis par l'assistance publique, par une association charitable ou même par un particulier, les dispositions édictées par la loi du 23 juillet 1889.

Il faut reconnaître que, dans cet exposé des moyens proposés ou récemment adoptés en France pour écarter l'influence pernicieuse des parents sur les enfants d'abord abandonnés par eux, nous avons dépassé les limites de notre programme qui vise seulement la situation des jeunes libérés conditionnels et des jeunes condamnés à l'expiration de leur peine. En nous enfermant dans les termes précis de la 7^e question, il suffisait d'établir la nécessité de protéger cette situation au moyen de dispositions législatives, en vertu desquelles, par le fait seul du jugement, les parents d'un mineur condamné, ou acquitté et mis en correction, cessent d'exercer dans leur plénitude les droits de la puissance paternelle : que la partie de ces droits relative à la garde de la personne, à l'éducation, à la correction, à l'émancipation du mineur, passe au pouvoir administratif, entre les mains duquel ce mineur est remis par décision de justice ; que la durée de l'exercice de ces droits, quelle que soit d'ailleurs la durée de la peine ou de la mise en correction fixée par le jugement, demeure à l'administration jusqu'à la majorité, tout au moins pendant tout le temps que l'administration juge nécessaire pour préserver le mineur des mauvaises influences qui pourraient le perdre.

Tels sont les moyens directs, à l'aide desquels le problème formulé dans la 7^e question du programme du Congrès, peut être résolu, non seulement en France, mais dans tous les pays intéressés à cette solution.

Qu'il nous soit permis toutefois de dire, en finissant, que nous ne saurions considérer comme étrangères à notre sujet les mentions faites plus haut de la loi française du 23 juillet 1889 et du projet de loi, beaucoup plus complet, voté par le Sénat en 1883.

Si la recherche des moyens préventifs du crime qui a pris déjà une large place dans les travaux des trois premiers Congrès internationaux pénitentiaires, doit garder son importance dans les Congrès futurs, on ne saurait passer sous silence cette remarque : qu'au-dessus des moyens directs, qui viennent d'être indiqués, d'écarter la pernicieuse influence des parents ou tuteurs sur leurs enfants ou pupilles, au terme d'une mise en correction ou à l'expiration d'une peine, se placent les moyens de préservation applicables à ces mêmes enfants avant toute intervention des tribunaux. La supériorité des mesures proposées par le Sénat français, vient précisément de ce qu'elles protègent l'enfant avant que les abus de la puissance paternelle aient fait de lui un délinquant ou un criminel : elles le soustraient tout à la fois à ces abus, aux arrêts de la justice, à la mise en correction et à la libération conditionnelle elle-même. C'est pourquoi nous ne craignons pas de répéter, en finissant, cette conclusion, qui est le fruit d'une longue expérience, à savoir : que, si l'on veut arrêter les progrès du crime, particulièrement chez les mineurs, il est moins important d'améliorer le régime pénitentiaire pour les jeunes détenus que d'organiser, sur le terrain de l'assistance, la protection légale et l'éducation morale et professionnelle des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités.

Th. ROUSSEL.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE SAINT-PÉTERSBOURG (1890)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

DEUXIÈME SECTION

SIXIÈME QUESTION DU PROGRAMME

Peut-on admettre que certains criminels ou délinquants soient considérés comme incorrigibles, et, dans le cas de l'affirmative, quels moyens pourraient être employés pour protéger la société contre cette catégorie de condamnés ?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. GEORGES DUBOIS,

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS,

ANCIEN MAGISTRAT,

MEMBRE DU CONSEIL DE DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS

Le repentir est d'institution divine et d'application sociale. La religion et la philosophie s'accordent à proclamer que le criminel est susceptible d'amendement, et la science pénitentiaire a son relèvement moral pour principal objectif. Aussi la doctrine pure ne saurait-elle reconnaître d'*incorrigibles* à proprement parler, ni refuser à aucun être humain, quelque perversi qu'il puisse être, l'espoir d'un suprême retour au bien. A l'exemple de ce philosophe de l'antiquité, qui affirmait que nul homme ne peut être déclaré heureux avant l'instant de sa mort, on peut dire qu'aucun malfaiteur, quelque grands qu'aient été ses forfaits, quelque endurcissement qu'il manifeste, ne doit être considéré comme incurable, tant qu'il lui reste, avec un souffle de vie, la possibilité d'une régénération *in extremis*.

- Voilà la théorie: elle est élevée, consolante et sublime. Mais il faut reconnaître que la pratique vient en limiter singulièrement la portée. La société comme l'individu, ne doit point se cantonner dans des abstractions absolues, mais doit tenir compte des données de l'expérience. Or, les faits de chaque jour démontrent qu'il existe des catégories de malfaiteurs à ce point corrompus, que le crime est devenu, pour eux, comme une seconde nature, et que, chez eux, le sens moral, entièrement oblitéré, n'offre plus aucun terrain d'action aux réflexions salutaires et aux exhortations moralisatrices. Ils ont contracté l'habitude et pris la résolution de vivre en dehors de la société régulière et aux dépens de leurs concitoyens honnêtes; leur existence n'est plus qu'une lutte ouverte contre les lois de leur pays, vis-à-vis desquelles ils se sont mis en état de révolte permanente. Comme le dit fort justement M. Prins (1), la prison est, pour eux, le risque inhérent à l'entreprise, et, dès qu'ils sont rendus à la liberté, ils recommencent. Leur perversité invétérée, démontrée par la répétition constante de leurs crimes (2), doit faire présumer l'impossibilité de les ramener au bien — présomption *juris tantum*, sans doute, pour parler le langage du droit — mais présomption assez grave pour autoriser une classification spéciale et des mesures de protection sociale toutes particulières. Il faudrait un miracle pour modifier leur orientation morale, et les miracles ne peuvent entrer dans les prévisions du législateur.

Ces individus, qui ont fait du crime leur seule profession véritable, sont vraiment des *incorrigibles*, au sens humain du mot. La société jouerait vis-à-vis d'eux le rôle de dupe en s'abstenant, dans l'espoir d'une guérison chimérique, d'infliger à ces hommes moralement incurables le traitement exceptionnel que leur situation commande. Nous n'insisterons pas davantage sur cette première face de la question. La distinction entre les malfaiteurs invétérés et les délinquants d'accident, qui, suivant une heureuse expression de M. Schmourlo (3), « devrait être un signet séparant

(1) *La loi sur la libération conditionnelle et les condamnations conditionnelles*, p. 8.

(2) La proportion des récidivistes a plus que doublé en France depuis vingt ans : elle est aujourd'hui de plus de 50 % pour les accusés de crimes, de près de 50 % pour les prévenus de délits. Le même phénomène s'est produit dans la plupart des autres pays.

(3) *Le système des peines d'après le projet de Code pénal russe*, Bulletin de la Société générale des prisons, 1889, p. 820.

deux parties différentes du Code pénal », s'impose à tous les criminalistes.

Où la difficulté commence, c'est lorsqu'il s'agit de trouver le *criterium*, qui permettra de reconnaître, dans l'infinie variété des criminels, l'homme absolument incorrigible, celui dont la rentrée dans la société constitue pour celle-ci un danger permanent. Ce problème ne laisse pas que d'embarrasser l'école anthropologique elle-même, bien qu'elle aboutisse, par ses doctrines fatalistes et par sa théorie du criminel-né, à nier le libre arbitre et la responsabilité individuelle, et qu'elle tende, par suite, à faire de l'*incorrigible* comme le type du délinquant et à ériger en principe l'impossibilité de son amendement. Malgré ses tendances à la généralisation et l'esprit de système par lequel elle se signale, cette école est obligée de reconnaître qu'il n'existe aucun caractère typique absolu, permettant de distinguer d'une manière constante et certaine le criminel d'habitude du criminel d'occasion. Quelques-uns de ses adeptes admettent, à côté de la conformation physique et de l'hérédité, l'influence du milieu social, c'est-à-dire une influence morale, proscrite cependant en principe par l'esprit matérialiste de cette école.

Nous croyons que la société doit, en ces matières, emprunter à la science médicale son empirisme et ses habitudes de diagnostic ; les maladies morales ont des évolutions analogues à celles des maladies physiques. A quels signes le médecin reconnaît-il le caractère chronique d'une affection ? A la fréquence des accès, à la répétition des mêmes symptômes morbides. Tout de même, le criminaliste reconnaîtra l'*incorrigible* au nombre et à la gravité des infractions dont il se sera rendu coupable. La récidive obstinée, la récidive accumulée, tel paraît être l'indice normal d'une nature rebelle à tout amendement moral.

Mais il va de soi que la simple réitération d'un délit, et même d'un crime, ne saurait suffire pour permettre de classer l'auteur, sans plus ample examen, dans la catégorie des criminels définitivement réprouvés. La loi devra fixer, comme le fait la loi française sur la relégation, mais dans une mesure plus équitable, le nombre, la nature et la gravité des condamnations qui devront avoir été antérieurement encourues, pour que le coupable puisse être traité comme un incorrigible ; elle aura aussi à déterminer l'intervalle de temps maximum dans lequel les condamnations devront s'être accumulées, pour que cette présomption puisse être maintenue.

La condition principale qui paraît nécessaire pour autoriser le classement d'un criminel parmi les *incorrigibles*, c'est la similitude ou, du moins, l'analogie des méfaits par lui commis. L'homme qui, condamné une première fois pour vol, se laisse un jour, après de longues années écoulées sans la moindre infraction aux lois, entraîner à commettre un crime purement passionnel, par exemple à frapper un ennemi dans un mouvement de colère, celui-là sans doute est un grand coupable, mais n'a rien d'un incorrigible ; tout au contraire, il est parvenu à se corriger du penchant vil et bas qui lui avait fait commettre un premier crime contre la propriété, et le crime contre la personne dont il va avoir à répondre ne prouve rien relativement aux efforts qu'il a faits pour s'amender. Mais l'homme qui, plusieurs fois condamné pour vol, recommence à voler, l'homme qui, ayant subi une première peine pour meurtre, se rend coupable de nouveaux homicides volontaires, inspirés par le même mobile, cet homme porte désormais la marque du criminel *incorrigible* : c'est en vain que la société lui a fait entendre un ou plusieurs avertissements solennels ; la leçon infligée par des condamnations antérieures est restée sans effet ; il continue de suivre, sans en dévier d'un pas, la voie funeste dans laquelle il s'était engagé, à braver, dans des conditions à peu près identiques, la loi de son pays, et ne fait que traverser la vie libre pour rentrer aussitôt en prison après un nouvel attentat, semblable à ceux qui l'avaient fait frapper primitivement. Celui-là démontre, par la persévérante répétition des mêmes crimes, l'impossibilité de son relèvement moral. La société doit renoncer à l'amender, et ne doit plus songer qu'à se protéger elle-même contre le danger sans cesse renouvelé de ses criminelles entreprises.

Vis-à-vis de ces malfaiteurs déclarés, le droit de repression qui appartient aux pouvoirs publics ne change point, sans doute, de nature, mais ses éléments se déplacent. Ainsi que l'a proclamé l'Union internationale de droit pénal, dans une des propositions qu'elle a adoptées comme base de ses travaux, ils doivent, avant tout « être mis hors d'état de nuire, le plus longtemps possible ». Le droit de légitime défense, que la société, tout comme l'individu, a le droit d'exercer, passe au premier rang, et le devoir de régénération morale du coupable, qui n'est plus guère alors que la poursuite d'un idéal chimérique, n'apparaît plus qu'au dernier plan. Nous ne méconnaissons point, assurément, les bienfaits des institutions préventives ; nous demeurons persuadés, notamment, que l'amélioration des lois concernant l'enfance moralement aban-

donnée ou coupable, la suppression de l'abus des courtes peines d'emprisonnement, le développement des sociétés de patronage et l'application éclairée de la libération conditionnelle contribueront à diminuer les récidives, et, par suite, à rendre les criminels incorrigibles moins nombreux dans l'avenir. Mais ce n'est pas dans ces termes que le problème actuel se pose. Nous constatons d'abord, en fait, l'existence d'un nombre malheureusement trop considérable de malfaiteurs endurcis et voués, en quelque sorte, au crime à perpétuité par la perversité invétérée de leur naturel. Nous recherchons ensuite le traitement qui doit leur être appliqué.

Ce traitement doit-il être de même nature que celui qui est appliqué aux délinquants ordinaires, et ne doit-il en différer que par la durée ? Il s'est trouvé des esprits sérieux pour le soutenir ; mais la réflexion et la pratique ont bientôt fait justice de cette théorie. Ce serait méconnaître les principes de l'équité sociale et encourager les malfaiteurs à commettre de préférence les plus grands crimes, que de frapper de peines uniformes des coupables d'ordre si différent. Dans les maladies sociales, comme dans celles du corps humain, le traitement doit être approprié aux diversités des tempéraments ; que penser d'un médecin qui ordonnerait à tous ses malades le même remède, fût-ce à des doses différentes, sans se préoccuper ni de leur constitution, ni des symptômes morbides qui se sont révélés ? L'unité de peine contre les délinquants d'occasion et contre les délinquants d'habitude n'est qu'une dangereuse chimère, condamnée par l'expérience ; et les progrès de la récidive doivent, en grande partie, être attribués à ce fait, que la plupart des législations n'ont donné à sa répression d'autres bases que les peines de droit commun, plus ou moins sérieusement aggravées. L'accroissement inquiétant de la criminalité, qui est un mal contemporain, car ce phénomène ne s'était point produit dans les siècles antérieurs, provient surtout de *l'énervement de la justice pénale*, pour emprunter à M. Bonneville de Marsangy une de ses plus heureuses expressions. Il convient donc de réserver aux *incorrigibles* une pénalité spéciale, assez intimidante pour les arrêter sur la pente fatale, s'il est encore possible de les empêcher d'y glisser jusqu'à l'abîme, et surtout assez efficace pour préserver, d'une manière absolue, le corps social du renouvellement possible de leurs attentats.

Cette pénalité doit-elle être uniforme pour tous les *incorrigibles* ? La réponse à cette question dépend de la solution de celle-

ci : la situation morale de tous les incorrigibles est-elle la même, et présente-t-elle des dangers de même nature pour la société ? Il nous semble évident qu'une distinction s'impose à cet égard. A côté des malfaiteurs redoutables, dont la seule présence au milieu de la population libre est une menace permanente à la sécurité publique, et vis-à-vis desquels la société a le devoir de se montrer implacable, il existe toute une classe de délinquants d'habitude qui n'offre point au même degré les caractères de la corruption et de la dégradation morales, et que la faiblesse de leur volonté rend seule impropres aux efforts qui seraient nécessaires pour les ramener dans la bonne voie. Tels sont, notamment, la plupart des vagabonds et des mendiants d'habitude et des auteurs de filouteries et de petits larcins, qui n'ont point assez d'énergie pour chercher leurs moyens d'existence dans le travail, et retombent perpétuellement dans le mal, par apathie plutôt que par perversité. Ceux-là représentent une proportion considérable dans le chiffre des récidivistes incorrigibles (1). Est-il nécessaire de prendre à leur égard ces grandes mesures de préservation sociale, de salut public en quelque sorte, qui s'imposent à l'encontre des criminels dangereux ? Nous ne le pensons pas. Le vice capital de la loi française du 27 mai 1885 sur la relégation est précisément d'avoir confondu, pour ainsi dire, les simples délinquants d'habitude avec les criminels de profession, d'avoir pris contre les premiers des mesures d'exception que le droit de légitime défense de la société ne justifie qu'à l'encontre des seconds, et d'avoir conféré, par voie de conséquence, le droit d'infliger une peine perpétuelle aux tribunaux correctionnels, dont la compétence est limitée, en principe, au prononcé de peines ne dépassant pas cinq années d'emprisonnement. Cette extension exagérée de la relégation à des êtres incapables de travail et faibles d'esprit, souvent inoffensifs, quelquefois même infirmes et malades, méconnaît les principes de la science pénitentiaire, en excédant les droits de la société. La statistique criminelle établit, d'ailleurs, qu'en France l'application de la relégation aux vagabonds et mendiants d'habitude n'a point produit, sur le développement de cette nature de délits, les effets attendus.

Il n'est point douteux que l'accroissement du nombre des récidivistes, dans la catégorie des délinquants d'habitude dont nous

(1) En France, les vagabonds figurent pour près des trois quarts dans le nombre total des récidivistes.

nous occupons en ce moment, présente aussi de sérieux dangers ; mais il peut y être paré par des mesures moins rigoureuses et moins radicales. C'est la paresse, avec les vices qu'elle engendre, qui retient dans la voie du mal les relaps de cette classe. La loi devra donc décider que, lorsqu'ils auront encouru un nombre déterminé de condamnations pour faits de même nature, ils seront, en cas de nouveau délit analogue, transférés, *après avoir subi leur peine en cellule*, dans des « maisons de travail » d'un caractère répressif, où ils finiront peut-être, sous l'action d'une discipline sévère et par l'action d'un séjour aussi prolongé qu'il sera nécessaire, par contracter des habitudes laborieuses. S'il en est, parmi ces présumés incorrigibles, que le système rigoureux de ces établissements arrive à réconcilier avec les conditions d'existence normale au sein de la société, la libération conditionnelle interviendra, pour leur permettre de témoigner de leur relèvement inespéré. Ceux qui se montreront définitivement rebelles à tout amendement demeureront indéfiniment les hôtes de la maison de travail, où des pénalités disciplinaires, telles que le régime du pain sec et de l'eau — peine éminemment sensible aux natures sensuelles — triompheront des résistances physiques du paresseux endurci. Cet internement dans une maison de travail à titre de peine complémentaire appliquée aux délinquants incorrigibles, mais non dangereux, n'est point, à vrai dire, une institution nouvelle, car le système fonctionne déjà, si nous ne nous trompons sous des formes diverses, en Allemagne, en Belgique, en Italie, dans les Pays-Bas, en Suède et en Suisse.

Mais si ce régime peut avoir une efficacité suffisante à l'encontre des récidivistes d'une nature en quelque sorte passive, et plutôt inerte qu'irréremédiablement corrompue, des mesures d'un ordre plus répressif s'imposent au regard des ennemis déclarés de l'ordre social, que la gravité de leurs méfaits et leur inéluctable persévérance dans le mal rendent éminemment redoutables.

Leur présence dans la société équivaut à celle d'un poison dans l'organisme humain : elle a le droit d'éliminer violemment cet élément morbide, comme tout malade a le droit de prendre un contre-poison pour expulser un élément toxique. Le malfaiteur *incorrigible*, une fois libéré, ne saurait ressentir l'influence salutaire d'un patronage ; il en répudiera même jusqu'à la pensée et, à peine le seuil de la prison franchi, s'exposera, par un nouveau crime, à y rentrer ; il renouera les liens de ces associations criminelles, dans lesquelles il puisera à la fois les projets

de nouveaux forfaits et les moyens de les exécuter. La société manquerait à son devoir supérieur de protection, en ne mettant point cet homme, *dès l'expiration de sa peine*, dans l'impossibilité de suivre sa vocation néfaste. Que doit-elle faire? Le retenir en état de détention? Mais à quel titre? Nous supposons que son dernier crime ne comportait aucune de ces peines perpétuelles réservées aux plus redoutables attentats. Attendra-t-on alors, pour prendre à son égard une mesure de défense sociale, qu'il ait commis le nouveau crime auquel sa perversité le prédestine, pour ainsi dire, et que le sang d'une nouvelle victime soit venu racheter les scrupules d'une législation trop timorée? Malheur aux sociétés qui perdent de vue le vieil adage : « *Probis nocet qui parcit improbis.* »

A nos yeux, la solution la plus pratique, comme la plus équitable du problème, c'est l'adoption d'une mesure consistant à expulser pour toujours, du milieu dans lequel ils accumulent leurs crimes, les malfaiteurs reconnus *incorrigibles*.

Leur transfèrement dans des possessions éloignées, c'est-à-dire la relégation — mais une relégation moins étendue dans son application et plus rigoureuse dans son mode d'exécution que la relégation organisée par la loi française — nous paraît concilier les droits de la société avec ses devoirs. Le législateur n'a point seulement à prévenir les dangers matériels et permanents que présentent, d'une part, le séjour en liberté des criminels incorrigibles qui ont subi leur peine, et, d'autre part, la possibilité de leur évasion en cours de détention, mais encore les dangers moraux qui naissent de leur contact avec leurs concitoyens. Cet empoisonnement des éléments honnêtes, que vient contaminer le libéré perverti sans retour, il faut une mesure sanitaire pour le prévenir. Or, le changement de milieu peut seul éliminer définitivement les germes de contagion.

L'intérêt de l'assainissement social apparaît, en cette matière, avec tant d'évidence, que les adversaires de la relégation ne se hasardent guère à en contester l'utilité, et s'attaquent plutôt à la légitimité de cette mesure. Avant de répondre à leurs objections, qu'il nous soit permis de fixer le caractère de la relégation, tel que nous le comprenons. Nous ne sommes point, nous l'avons déjà dit, partisan aveugle de la loi française du 27 mai 1885. Nous ne lui reprochons pas seulement d'avoir méconnu les principes d'une bonne justice distributive, en frappant d'une même peine, qui pour être une peine complémentaire, n'en a pas moins un carac-

tère répressif, diverses catégories de récidivistes qui se distinguent aussi bien par la gravité de leurs méfaits que par la cause morale de leur endurcissement. Nous estimons encore qu'elle n'a point entouré la relégation, telle qu'elle l'a instituée, d'un appareil assez intimidant. Il faudrait que cette peine apparût aux criminels de profession, sur la tête desquels elle est suspendue, comme un régime de fer, par l'obligation des plus durs travaux et la mise en œuvre d'une discipline presque violente. En effet, le bien-être matériel que de fausses considérations d'humanité on fait introduire dans les prisons, et que pourraient souvent envier d'honnêtes ouvriers des villes et des campagnes, peut être considéré comme une des causes de l'accroissement de la criminalité. Il ne faut pas que la relégation en offre la perspective au malfaiteur qu'elle menace. Il faudrait proscrire aussi toutes ces mesures empreintes d'une indulgence toute paternelle, grâce, autorisation de quitter le territoire de la colonie, permis de séjour en France, décisions judiciaires pouvant relever de la relégation celui qui en a été frappé (art. 13, 15 et 16 de la loi française du 27 mai 1885), qui ne servent qu'à énerver la répression. Nous reconnaissons d'ailleurs, que l'administration française est entrée, jusqu'à un certain point, dans la voie d'une discipline sévère, par la promulgation des décrets qui ont réglementé l'exécution de la loi précitée (1).

Nous pouvons aussi recommander, comme très sagement conçues et dignes d'être imitées, les mesures qu'elle a prises, en exécution des art. 7 et 18 de la loi de 1885, relativement au service militaire des relégués individuels. Ceux d'entre eux qui sont soumis par leur âge, aux exigences du service militaire dans l'armée active, font ce service dans le corps des disciplinaires coloniaux. Ceux qui appartiennent à la réserve ou à l'armée territoriale, sont affectés à un corps colonial désigné par le ministre de la marine et des colonies (2). Ces dispositions ont été adoptées, comme le dit le troisième rapport de la commission de classement des récidivistes, (3) « de manière à ne pas faire de la condamnation une prime à la lâcheté, sans permettre de mêler dans les rangs de l'armée des hommes que leur conduite et leur immoralité rendra indignes de porter les armes. »

(1) Voir notamment le décret du 22 août 1887.

(2) Décret du 26 novembre 1888, et loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée.

(3) *Bulletin de la Société générale des prisons*, 1889, p. 613.

Enfin les colonies dans lesquelles aurait lieu l'envoi des relégués devraient être choisies de préférence parmi les pays neufs, où le travail abonde et où tous les grands travaux publics sont à créer. Dans le Sénégal que nous prenons pour exemple, et dans d'autres colonies françaises, sans parler de l'Algérie, les soldats ont été employés, au prix de leur santé et souvent même de leur vie, aux travaux si rudes, et quelquefois mortels, d'assainissement, de défrichement, de terrassement, de constructions d'édifices publics, de création de ports et même d'établissement de chemins de fer. La main-d'œuvre pénale produite par la relégation pourrait être utilement consacrée à ces pénibles travaux extérieurs, et, aux yeux de tous ceux que n'aveugle pas un sentimentalisme dévié de son objet naturel, les sacrifices que l'exécution de ce programme imposerait aux plus grands des criminels paraîtraient moins regrettables que ceux qu'a dû subir, pour atteindre le même but, le personnel de l'armée. Si, au lieu de traiter la question à un point de vue international, nous n'avions à l'envisager que dans ses rapports avec l'intérêt français, nous développerions plus amplement les considérations qui recommandent l'emploi des récidivistes à ces grands travaux publics, dans diverses parties du continent africain. La question se généralise, d'ailleurs, à une époque où l'activité des principales nations de l'Europe s'y déploie à l'envi, pour y fonder des colonies ou y établir des protectorats. Pour la plupart d'entre elles, la relégation trouverait, dans la possession de territoires éloignés de la métropole et dans la possibilité d'y créer des chantiers extérieurs, un terrain d'opération favorable.

Un travail pénible assuré par une discipline exceptionnellement sévère et par tous les moyens coercitifs que ne proscriit pas la stricte humanité, voilà qui répond au premier reproche formulé contre la relégation, celui de n'être point suffisamment intimidante. Dans cet ordre d'idées, il convient d'insister sur cette considération, que la relégation ne constitue *qu'une peine complémentaire, subie après la peine principale* et ne la remplaçant pas, et venant, par conséquent, ajouter l'effet intimidant qui lui est propre au caractère exemplaire de la peine principale.

Un second grief consiste à taxer ce régime de dispendieux, et même de ruineux pour la métropole. Il est bien certain que le transfèrement des relégués au lieu où la relégation doit être subie, impose au trésor public une dépense spéciale; mais, si l'on fait entrer en ligne de compte les frais qu'occasionnerait leur entretien

indéfini dans les prisons de la métropole, l'excédent du produit du travail des relégués, dans la colonie, sur leurs frais d'entretien (1), les bénéfices que procure à la chose publique l'exécution des grands travaux auxquels nous voulons les voir employer de préférence, enfin la suppression des dommages qu'auraient causés les nouveaux attentats contre les personnes ou les propriétés dont ils n'auraient point manqué de se rendre coupables à leur libération, on doit reconnaître que l'institution d'une relégation bien conçue et bien conduite ferait réaliser à l'État une opération plus fructueuse qu'onéreuse. On l'a dit avec raison : rien ne coûte plus cher que le crime, et le système pénitentiaire qui diminue le plus la criminalité est le plus économique.

Si la transportation française, avec laquelle la relégation présente, assurément, de grandes analogies, n'a point produit des résultats aussi complets que ceux qu'en attendait le législateur (2), et a laissé certains mécomptes au point de vue financier, la cause doit en être attribuée, en grande partie, à la mauvaise organisation du travail des transportés, que la loi du 30 mai 1854 avait, cependant, voués « aux travaux les plus pénibles de la colonisation et à tous autres travaux d'utilité publique » (3), ainsi qu'au maintien dans la colonie, après l'expiration de leur peine, des forçats libérés qui, n'étant astreints à aucun travail, deviennent une lourde charge pour la colonie ; un assez grand nombre d'entre eux vivent en état de vagabondage ou, dans la Nouvelle-Calédonie par exemple, se mettent « en instance d'engagement », c'est-à-dire se font héberger aux frais de l'État. Ces deux vices ne se rencontrent point dans la relégation, telle que nous la voulons appliquée, c'est-à-dire, d'une part, avec l'obligation, rigoureusement maintenue, d'un travail particulièrement rude, et, d'autre part, avec la suppression presque absolue de la libération : la relégation n'a, en effet, de raison d'être qu'à la condition d'être perpétuelle, et, si nous ne proscrivons pas, en principe, l'application de la libération conditionnelle, nous pouvons supposer sans témérité que, dans la pratique, cette mesure, qui suppose la

(1) Les statistiques françaises constatent l'existence d'une plus-value pour le travail des transportés dans la Nouvelle-Calédonie.

(2) Il importe, toutefois, de ne point oublier que, d'après le témoignage irrécusable des statistiques, l'exécution de la loi du 30 mai 1854, qui a organisé la transportation, a amené une diminution sensible dans la récidive criminelle : tandis que le nombre des délits augmentait, celui des crimes suivait une progression décroissante.

(3) L'article 15 du Code pénal de 1810 disposait déjà que les hommes condamnés aux travaux forcés seraient employés « aux travaux les plus pénibles ».

régénération morale du condamné, ne trouvera que de rares occasions de s'exercer vis-à-vis de malfaiteurs présumés *incorrigibles* et placés précisément à ce titre dans les liens de la relégation.

Les adversaires de cette institution prétendent, en outre, qu'elle aboutira nécessairement à saturer les colonies par le développement de l'immigration pénitentiaire et à compromettre, par suite, la civilisation, au lieu de la favoriser. Nous n'entendons point contester que, suivant la théorie préconisée par le savant professeur M. Léveillé, et par l'éminent président de la Société générale des prisons, M. le conseiller Petit, le rôle de la relégation, comme celui de la transportation, doive se borner, sur le terrain d'action propre à chacune de ces institutions, à ouvrir les voies de la civilisation, et que forçats et relégués doivent peu à peu céder à la colonisation libre la place qu'ils lui auront préparée ; mais combien de temps s'écoulera avant que les grandes nations, qui possèdent des colonies plus ou moins importantes dans des régions presque vierges, aient épuisé successivement, sur leurs divers territoires, les forces de la colonisation pénale ! D'autre part, la restriction de la relégation aux *criminels* incorrigibles réduirait, dans chaque pays, à un chiffre relativement peu considérable le nombre des individus à transporter de ce chef (1).

Qu'objecte-t-on encore ? Que la relégation serait une pénalité arbitraire, parce qu'elle frapperait indistinctement d'une peine perpétuelle des individus dont la situation morale est fort différente, et qu'elle infligerait une peine nouvelle à des coupables qui, en subissant leur peine principale, s'acquittent de leur dette envers la société. Nous avons déjà répondu à la première objection, en proposant, pour les simples délinquants d'habitude, un traitement différent de celui réservé aux grands criminels ; et, quant à la seconde, n'est-ce point faire une véritable pétition de principes, que de voir une violation de la règle *non bis in idem* dans l'application d'une peine principale et d'une peine complémentaire prononcées *par une même sentence*, la peine complémentaire n'étant qu'une aggrava-

(1) Le troisième rapport annuel de la commission de classement des récidivistes, créé en exécution de la loi française du 27 mai 1885, constate (*Bulletin de la Société générale des Prisons* 1889, p. 604) que, parmi les 1628 relégués de l'année 1888, il s'en trouvait 955 ayant subi, avant l'envoi en relégation, une peine d'un an de prison et au-dessous. Nous avons déjà dit que nous ne saurions approuver l'extension de la relégation à cette catégorie de condamnés. Si l'on retranche ce chiffre de 955 du nombre total, on obtient celui de 673 ; on descendrait à celui de 284 seulement, en ne tenant compte, pour l'application de la relégation réformée, que des 183 condamnés aux travaux forcés et des 101 condamnés à la réclusion, c'est-à-dire des seuls grands *criminels* vraiment *incorrigibles*.

tion de répression qui correspond légitimement à une aggravation de culpabilité ?

Rappelons enfin, que, si la peine de la transportation qui est appliquée en Espagne, en Finlande, en France, en Portugal et en Russie, et qui n'a été abandonnée par l'Angleterre que parce que cette puissance a dû céder devant l'opposition formidable des colonies dans lesquelles cette peine était subie (1), a reçu, dans une certaine mesure, la consécration de l'expérience, la relégation n'est pas, non plus, une institution nouvelle et sans racines dans l'œuvre pénitentiaire. Elle avait été introduite dans la législation française il y a un siècle déjà, par le Code pénal du 25 septembre 1791 (2), et la Convention l'étendit aux vagabonds par la loi du 24 vendémiaire an II, exagérant dans cet ordre d'idées, comme dans tant d'autres, les réformes au point d'en compromettre le succès. Lors de l'enquête sur le régime pénitentiaire, ordonnée en 1872 par l'Assemblée nationale, la Cour de cassation et toutes les Cours d'appel, à l'exception d'une seule, avaient approuvé le principe de la transportation des récidivistes et n'avaient manifesté de divergence que sur les conditions de son application. En 1878, la commission d'études du Conseil supérieur des prisons, s'était également prononcée dans le même sens.

(1) Les résultats désastreux de l'expatriation pénale dans la terre de Van Diémen ont été expliqués par les conditions plus que défectueuses dans lesquelles elle y avait été organisée, et par les abus scandaleux auxquels elle avait donné lieu. Mais l'expérience de l'Australie mit en lumière tous les avantages que la métropole et, dans les premiers temps, la colonie elle-même peuvent retirer de la transportation sagement appliquée. Aussi la commission parlementaire de 1856, s'écartant des conclusions de la commission de 1838, qui avait condamné la transportation, concluait-elle ainsi : « La peine de la transportation est plus efficace et plus exemplaire, plus propre à obtenir, en dernière analyse, l'amendement des *convicts*, et plus avantageuse pour le pays, que toute autre peine secondaire qui ait été appliquée jusqu'ici aux crimes graves (*The punishment of transportation is more effectual and deterring, better adapted for the ultimate reformation of convicts, and more beneficial to the country, than any other secondary punishment, for serious crimes, which has yet been tried*). » Les adversaires de la transportation sont parvenus à créer une légende, suivant laquelle l'Angleterre aurait renoncé à cette mesure par suite de ses inconvénients et de ses dangers intrinsèques. Au congrès de Stockholm, M. le Dr Monat et Sir George Arney, délégué de la Nouvelle-Zélande, ont fait justice de ce roman historique, en rappelant, avec de très intéressants détails, que la transportation avait réussi en Australie au point de vue pénal, que le gouvernement britannique y était fort attaché, et qu'il y persista jusqu'au moment où la résistance de la colonie triompha de sa ténacité. M. Monat ajouta qu'aux Indes, dont il avait une connaissance *personnelle*, la transportation avait eu un entier succès (*Le congrès pénitentiaire international de Stockholm*, T. 1^{er}, p. 195 à 198).

(2) « Quiconque aura été repris de justice pour crime, s'il est convaincu d'avoir, postérieurement à la première condamnation, commis un second crime, emportant l'une des peines des fers, de la réclusion dans la maison de force, de la gêne, de la détention, de la dégradation civique ou du carcan, sera condamné à la peine prononcée par la loi contre ledit crime ; et, après, il sera transféré, pour le reste de sa vie au lieu fixé pour la déportation des malfaiteurs.

Il est vrai que la relégation ne peut pas être d'une application universelle, et que les pays qui ne possèdent aucune colonie se trouvent dans l'impossibilité d'y recourir actuellement. Cette considération ne saurait suffire pour en proscrire l'emploi chez les peuples qui ont, au-delà des mers, des possessions plus ou moins éloignées. Nous avons déjà fait remarquer que, sous l'influence du vent d'*expansion coloniale* qui souffle à travers l'Europe, le nombre des nations dénuées d'établissements coloniaux va sans cesse en diminuant : l'Allemagne et l'Italie, par exemple, qu'on pouvait ranger dans cette catégorie au Congrès de Stockholm, sont entrées dans le mouvement général. Et, puisque nous faisons allusion à l'Italie, rappelons que la législation de ce pays avait consacré une sorte de transportation à petite distance, en créant des colonies pénitenciaires dans les îles avoisinant la Sicile. Cette relégation dans des îles d'où l'évasion est difficile et dans lesquelles le condamné se trouve éloigné du théâtre de ses crimes, nous paraît réaliser, à défaut de colonies lointaines, le meilleur traitement à infliger aux criminels incorrigibles.

On voit combien se circonscrit le cadre des nations que leur situation géographique met, comme la Suisse ou les États des Balkans, dans l'impossibilité absolue de recourir à la relégation, ou même à une pseudo-relégation analogue à celle qu'a pratiquée l'Italie. Pour ces nations, l'emprisonnement perpétuel reste le seul expédient à employer contre les malfaiteurs *incorrigibles*. Mais on comprend que cette séquestration à perpétuité ne peut être subie qu'en partie sous la forme de l'emprisonnement individuel. En effet, la durée de la détention cellulaire est nécessairement limitée, par les lois de l'humanité, à un petit nombre d'années. Le maximum de dix ans, adopté en Belgique, n'a jamais été dépassé et excède de beaucoup la durée moyenne de l'emprisonnement individuel dans les autres pays de l'Europe ; les dangers d'un isolement aussi prolongé ont même provoqué en Belgique comme aux États-Unis, d'ailleurs, des tentatives de réaction contre le principe même de l'emprisonnement cellulaire. C'est ainsi que les partisans à outrance des meilleures institutions arrivent à en compromettre le succès, en les développant sans discernement et sans mesure.

Il faudra donc qu'après un stage dans une prison cellulaire, l'*incorrigible* soit soumis au régime de l'emprisonnement en commun et y demeure assujéti pour le restant de ses jours, à moins d'une libération conditionnelle qui, étant donnée sa situa-

tion d'*incorrigible* présumé, ne pourra intervenir que dans des circonstances absolument exceptionnelles. Or, il est inutile d'insister sur les dangers d'ordre matériel et moral que présente l'agglomération des pires malfaiteurs dans des prisons communes. Voilà pourquoi la relégation, qui a, du moins, l'avantage d'en purger le sol de la métropole, et de les retirer du milieu dans lequel ils se sont corrompus et deviennent corrupteurs à leur tour, nous paraît devoir être préférée par tous les peuples possédant des colonies. Recommandons, du moins, à ceux qui, pour mettre les *incorrigibles* dans l'impossibilité de nuire, n'ont d'autre ressource que l'emprisonnement perpétuel, de séquestrer ces hommes dans des maisons de réclusion *spéciales* et de refuser au rebut de la société ces raffinements de bien-être qu'une philanthropie dévoyée procure aux détenus dans certains pays, en Hollande et aux États-Unis par exemple(1). Ce n'est déjà point, pour certains d'entre eux, un minime avantage que d'être logés, nourris, vêtus, éclairés et chauffés aux frais de l'État, d'être soignés gratuitement en cas de maladie, et de recevoir le salaire d'un travail toujours assuré. Pour que la perspective de l'emprisonnement perpétuel, avec l'immoral attrait de la détention en commun au bout d'un petit nombre d'années, puisse avoir un caractère intimidant et véritablement inflictif, il faut que ces avantages soient contrebalancés par la dureté du régime et la rigidité d'une implacable discipline.

Nous résumons ce rapport, en formulant les conclusions suivantes :

I. L'expérience démontre qu'un certain nombre de délinquants et de criminels d'habitude doivent être présumés *incorrigibles*, dans l'acception humaine du mot, et traités comme tels par la loi pénale.

II. Le principal *criterium* permettant de reconnaître les incorrigibles consiste dans la réitération persistante des mêmes infractions ou d'infractions inspirées par les mêmes causes morales.

III. Un traitement identique ne saurait être adopté pour les simples délinquants d'habitude, dont la persévérance dans le mal a pour cause le dégoût du travail et le défaut d'énergie morale, et

(1) Von Holtzendorff et Von Jagemann, *Handbuch des Gefangniswesens*, T 1^{er}, p. 357.

pour les malfaiteurs de profession, dénués de sens moral et volontairement rebelles envers la société.

IV. Il convient d'envoyer les premiers, à l'expiration de leur peine, dans des maisons de travail d'un caractère répressif ; et de reléguer à perpétuité les seconds dans une possession éloignée de la métropole, après qu'ils auront subi en cellule la peine de leur nouveau crime ; ils y seront astreints à un travail pénible avec discipline rigoureuse.

Les pays qui ne possèdent point de colonie maintiendraient les criminels incorrigibles, après l'expiration de leur peine, en détention perpétuelle, sous un régime particulièrement sévère et avec la même obligation au travail.

Georges DUBOIS.

RAPPORT

SUR LA

JUSTICE CRIMINELLE EN 1887

III^e PARTIE. — DES RÉCIDIVES

La récidive a une telle importance et son action sur le mouvement de la criminalité est si grande que les tableaux qui lui sont consacrés demandent à être étudiés avec un soin scrupuleux, afin qu'on ne puisse pas se méprendre sur le véritable sens de leurs indications.

Tout d'abord, il est bien entendu que la statistique s'occupe de la récidive dans son sens le plus large, c'est-à-dire, de toutes les rechutes, qu'elles entraînent ou non, aux termes de la loi, une aggravation de peine. Cependant, en présence de l'accroissement incessant de la récidive, il est intéressant de rechercher si le premier avertissement de la justice resté inefficace est suivi d'infractions qui accusent chez leurs auteurs une aggravation de la criminalité ou si l'on ne rencontre qu'une répétition d'infractions n'ayant pas plus de gravité que celle qui a motivé la première condamnation. En d'autres termes, dans cet accroissement de la récidive, il convient de déterminer la part qui revient aux malfaiteurs dangereux et celle qui est imputable aux délinquants dont les fautes ne constituent pas un bien grand péril pour l'ordre social. De là l'utilité d'envisager séparément les accusés et les prévenus.

Accusés récidivistes. — De 1871 à 1875, le nombre moyen annuel des accusés en récidive condamnés avait été de 1.858, il est descendu à 1.656 de 1876 à 1880 pour remonter à 1.668 de 1881 à 1885 ; le nombre réel de 1886 s'est élevé à 1.770 ; mais celui de 1887 est tombé à 1.683. Pris isolément, ces chiffres n'ont pas la même

valeur que si on les compare aux totaux des accusés déclarés coupables; on constate alors que la proportion, qui n'était que de 47 et de 48 récidivistes sur 100 accusés condamnés pour les deux premières périodes, a été de 52 p. 100 pour la troisième et de 56 p. 100 en 1886; une réduction s'est manifestée en 1887, année qui ne donne que 54 p. 100. Quoiqu'il en soit, il n'en reste pas moins acquis que plus de la moitié des accusés à l'égard desquels le jury résout affirmativement les questions posées avaient déjà eu à répondre de précédents crimes ou délits.

Les femmes sont au nombre de 77 seulement parmi les accusés récidivistes de 1887; c'est, eu égard au total des accusées condamnées, une proportion de 22 p. 100, au lieu de 58 p. 100 que l'on relève pour les hommes.

Les 1.683 accusés récidivistes de 1887 étaient libérés: 11 des travaux forcés, 71 de la réclusion, 601 de l'emprisonnement de plus d'un an, 888 de l'emprisonnement d'un an et moins; les 112 autres n'avaient été précédemment condamnés qu'à l'amende. Ainsi, 82 seulement étaient en récidive légale de peine criminelle à peine criminelle. Le nombre des réclusionnaires diffère peu d'une année à l'autre; mais celui des forçats libérés, qui était de 143, année moyenne, avant la loi du 30 mai 1854 sur la transportation, n'est plus aujourd'hui que de 11.

Plus des trois quarts des accusés condamnés pour vol (77 p. 100) étaient des repris de justice, la proportion est de 53 p. 100 pour les incendiaires, de 48 p. 100 pour les faux monnayeurs, de 47 p. 100 pour les faussaires, de 44 p. 100 pour les meurtriers et de 36 p. 100 pour les assassins.

Les cours d'assises ont condamné les accusés récidivistes: 14 à la peine de mort; 61 aux travaux forcés à perpétuité; 544 aux travaux forcés à temps; 351 à la réclusion et 713 à l'emprisonnement (dont 88 pour un an ou moins). Des peines correctionnelles ont donc été prononcées 42 fois sur 100.

Prévenus récidivistes. — Le nombre des prévenus en récidive condamnés par les tribunaux correctionnels ne cesse de s'accroître. Après s'être élevé de 60.184, année moyenne, en 1871-1875, à 70.731 en 1876-1880 et à 83.729 en 1881-1885, il a atteint 91.055 en 1886 et 92.204 en 1887; le chiffre proportionnel, eu égard au total des prévenus condamnés (sauf en matière forestière), est monté de 37 p. 100 en 1871-1875 jusqu'à 45 p. 100 en 1887: dans le département de la Seine il est de 55 p. 100.

Sur 100 hommes condamnés pour des délits communs, on compte 54 repris de justice ; la proportion n'est que de 35 p. 100 pour les femmes.

On verra, par le tableau ci-après, sur quelle catégories de libérés porte l'accroissement :

	NOMBRES MOYENS			NOMBRES RÉELS	
	ANNUELS				
	1871-1875	1876-1880	1881-1885	1886	1887
LIBÉRÉS :					
des travaux forcés.....	603	495	355	258	251
de la réclusion.....	997	1.203	1.308	1.134	1.004
de l'emprisonnement { de plus d'un an..	11.078	13.428	15.514	14.687	14.419
{ d'un an ou moins.	38.639	45.721	56.332	63.472	64.655
CONDAMNÉS précédemment à l'amende seulement.....	8.867	9.884	10.220	11.504	12.245

La diminution du nombre des prévenus en état de récidive légale est due, en ce qui concerne les anciens forçats, à la loi de 1854, qui laisse en résidence perpétuelle aux colonies ceux qui ont été condamnés à huit ans au moins ; quant aux libérés de l'emprisonnement de plus d'un an, s'ils ont été moins nombreux en 1886 et en 1887 que pendant la période quinquennale antérieure, c'est sans aucun doute à l'application de la loi du 27 mai 1885 sur la relégation qu'il faut l'attribuer, car on peut évaluer à un millier par an les individus de cette catégorie contre lesquels est prononcée cette peine accessoire (1.223 en 1887). Par contre, les récidivistes ayant précédemment subi un emprisonnement d'un an ou moins et condamnés de nouveau à cette même peine suivent une marche ascensionnelle constante, contre laquelle réagirait certainement une répression ferme et énergique ; quant aux individus qui n'ont jamais encouru que des amendes, leur progression présente moins d'importance parce qu'elle est, en grande partie, la conséquence d'une surveillance plus active de la part des agents du fisc.

Les 92.204 récidivistes ont été condamnés: 15.681 (17 p. 100) à l'amende; 73.798 (80 p. 100) à un an ou moins d'emprisonnement et 2.725 (3 p. 100) à plus d'un an de cette peine.

Mais, parmi ces repris de justice, ceux qui étaient en état de récidive légale sont les seuls qui, par la gravité de leur situation, méritent de faire l'objet d'un examen spécial. Les quatre cinquièmes d'entre eux sont reconnus coupables des délits suivants: vol, 28 p. 100; vagabondage, 18 p. 100; mendicité, 12 p. 100; coups et blessures volontaires, 6 p. 100; outrages à des agents, 6 p. 100; filouterie d'aliments, 5 p. 100 et escroquerie, 4 p. 100. Les voleurs et les escrocs étaient, ensemble, au nombre de 4.896, ils étaient susceptibles d'être condamnés à cinq ans et même à dix années d'emprisonnement; mais les circonstances atténuantes ayant été admises en faveur de 4.798 d'entre eux, ces peines n'ont été prononcées que contre 98; les autres ont été condamnés: 1.023 à un emprisonnement d'un an et un jour à cinq ans et 3.775 ou 77 p. 100 à un an et moins d'emprisonnement ou à l'amende.

On serait tenté d'admettre que les méfaits reprochés aux récidivistes, à en juger par la répression, offrent de moins en moins de gravité, puisque de 40 p. 100 en 1871-1875 le rapport du nombre des condamnations de plus d'un an d'emprisonnement aux cas de récidive légale est successivement descendu à 31 p. 100 en 1876-1880; à 24 p. 100 en 1881-1885, à 20 p. 100 en 1886 et à 18 p. 100 en 1887. Mais ce qui donne lieu de craindre que les peines prononcées par la juridiction correctionnelle contre des repris de justice ne soient pas toujours proportionnées au degré de perversité des agents, c'est que, chaque année, on compte plus de 8.000 récidivistes condamnés plusieurs fois par le même tribunal (8.242, en moyenne, de 1884 à 1887).

De la récidive dans ses rapports avec le régime pénitentiaire.

Il est certain que la récidive ne doit pas être attribuée, d'une manière absolue, à l'insuffisance de la peine au point de vue de la moralisation, surtout en ce qui concerne les individus qui n'ont subi que quelques jours et même quelques mois d'emprisonnement; ce n'est pas dans un si court espace de temps que l'on peut espérer obtenir la régénération morale d'un coupable; mais l'inefficacité de la répression au point de vue de l'amendement est manifeste lorsqu'on constate la récidive après la libération pour les individus

qui ont subi la réclusion ou une peine d'emprisonnement supérieure à une année. Le rapprochement des états des récidives et des listes des condamnés sortis en 1885, 1886 et 1887 des diverses maisons centrales donne les résultats suivants :

Hommes. — Il est sorti, en 1885, par l'expiration légale de la peine ou après décision gracieuse, des dix-huit maisons centrales affectées aux hommes, à cette époque, 5.337 condamnés, dont 2.079 ont été repris, savoir : 965 (46 p. 100) dans l'année même de leur libération ; 799 (39 p. 100) en 1886 et 315 (15 p. 100) en 1887. Ainsi, près de la moitié des libérés sont de nouveau condamnés très peu de temps après leur sortie. Comme on l'a vu plus haut, les tribunaux prononcent rarement (18 fois sur 100) plus d'un an d'emprisonnement contre les individus en état de récidive légale, de sorte que pendant la moyenne de deux ans et demi, sur laquelle portent les investigations, ces 2.079 libérés ont pu encourir, ensemble, 4.040 condamnations ; 1.089 en ont encouru une, 518 deux, 227 trois, 114 quatre, 63 cinq, 33 six, 21 sept, 9 huit, 4 neuf et 1 dix.

Sur 5.149 condamnés libérés en 1886, il en a été repris 1.660, le tiers, dont 841 (51 p. 100) pendant cette même année et 819 en 1887.

Enfin, parmi les 4.905 libérés de 1887 plus d'un sixième, 790 ont été condamnés de nouveau par les cours d'assises ou les tribunaux correctionnels.

Un travail de statistique indique, pour chaque maison centrale, le rapport des récidives aux libérations. Son examen conduit à cette constatation que le nombre des rechutes est en raison inverse de la durée de la peine subie. La proportion des libérés de 1885 repris dans le cours de cette année et pendant les deux années suivantes n'est que de 16 p. 100 à l'égard des réclusionnaires ; elle s'élève à 21 p. 100 pour les condamnés sortis des pénitenciers agricoles de la Corse et à 42 p. 100 pour ceux qui ont subi leur peine d'emprisonnement dans les autres maisons centrales. Ce n'est certes pas au régime imposé aux détenus qu'il faut imputer ces différences, c'est au caractère même de la population des divers établissements. En effet, les individus condamnés à la réclusion ne sont pas toujours des malfaiteurs dangereux ; beaucoup d'entre eux n'ont commis leur crime que dans un moment d'égarement ou sous l'influence d'un entraînement passager ; d'autre part, le régime agricole est, sans nul doute, plus moralisateur que celui de l'atelier en commun ; enfin les maisons centrales ex-

clusivement réservées aux accusés ou prévenus condamnés à l'emprisonnement renferment surtout des malfaiteurs incorrigibles appelés à peupler un jour les colonies de relégation, et ce qui vient à l'appui de cette dernière observation, c'est que huit fois sur dix ils sont reconnus coupables de faits entraînant cette peine accessoire.

Femmes. — Il a déjà été dit que la récidive est bien moins fréquente chez la femme que chez l'homme ; aussi sur 714 femmes libérées en 1885 n'en compte-t-on que 192 (un peu plus du quart) qui aient été reprises et condamnées de nouveau : 81 (42 p. 100) dans l'année de la sortie ; 84 en 1886 et 27 en 1887.

Jeunes détenus. — Les jeunes détenus mis en liberté après avoir entièrement subi la détention fixée par les arrêts ou jugements ne retombent en récidive : les garçons, que 15 fois sur 100 et les filles, que 5 fois sur 100.

Relégation.

Depuis le règlement du 26 novembre 1885, point de départ de la mise en vigueur de la loi du 27 mai précédent, jusqu'au 31 décembre 1887, les cours d'assises ont prononcé la relégation contre 511 accusés et les tribunaux correctionnels contre 3.137 prévenus. Parmi eux, 270 des premiers et 1.467 des seconds appartiennent à l'année 1887 ; ce sont les seuls dont il y ait lieu de s'occuper ici.

Accusés. — Aux termes de la loi du 27 mai 1885, la relégation doit être ajoutée à la peine principale contre tout accusé déclaré coupable d'un crime, qui se trouve dans les conditions prévues par l'article 4 de ladite loi. Elle frappe surtout les voleurs, dont le nombre, 218, constitue plus des quatre cinquièmes, 81 p. 100 du total : 270. Viennent ensuite, les accusés convaincus de faux, 15 ; de viol ou d'attentat à la pudeur, 13 ; d'incendie, 12 ; de fabrication de fausse monnaie, 5 ; d'abus de confiance, 4 et d'assassinat, 3. Ces 270 accusés ont été, en même temps, condamnés : 162 aux travaux forcés à temps, 76 à la réclusion et 32 à l'emprisonnement. La relégation a été attachée à la condamnation parce qu'ils avaient encouru, dans une période décennale, non compris la durée de

toute peine subie : 46, deux condamnations à des peines afflictives et infamantes (§ 1^{er} de l'article 4); 194, une condamnation à une peine de cette nature avec deux condamnations pour faits prévus au paragraphe 2 et 30, quatre condamnations pour des délits compris dans l'énumération du paragraphe 3.

Prévenus. — Les délits entraînant la relégation sont au contraire, limités à ceux qu'indiquent les paragraphes 2, 3 et 4 de la loi du 27 mai 1885. Le nombre des prévenus tombant sous le coup de ces dispositions et reconnus coupables des faits qu'elles énoncent a été en 1887 de 1.467, savoir : 1.313 hommes et 154 femmes. Ils sont distribués ci-après, eu égard à la nature des infractions ayant motivé l'application de la relégation.

1887. — TRIBUNAUX CORRECTIONNELS	LIBÉRÉS		LIBÉRÉS		TOTAL
	DE PLUS D'UN AN		D'UN AN OU MOINS		
	d'emprisonnement		d'emprisonnement		
	FAITS QUI ONT MOTIVÉ LA CONDAMNATION				
à la relegation.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	
Vol.....	690	91	132	29	942
Escroquerie.....	140	11	18	»	169
Abus de confiance.....	53	3	11	1	68
Outrage public à la pudeur.....	15	1	3	1	20
Excitation habituelle de mineurs à la débauche.....	1	2	»	»	3
Vagabondage ou mendicité (art. 277 et 279 du Code pénal).....	24	2	5	»	31
Vagabondage simple (art. 270 et 271 du Code pénal).....	120	7	32	2	161
Infraction à un arrêté d'interdiction de résidence.....	64	4	5	»	73
TOTAUX.....	1.107	121	205	33	1.467
	1.228		239		
	84 p. 100		16 p. 100		

Rapprochés du total des prévenus, relégables ou non, condamnés pour mêmes faits, les chiffres de la dernière colonne donnent les proportions suivantes : vol, 2,3 p. 100 ; escroquerie, 4,3 p. 100 ; abus de confiance, 1,9 p. 100 ; outrage public à la pudeur, 0,7 p. 100 ; excitation de mineurs à la débauche, 0,9 p. 100 ; vagabondage, 1,1 p. 100 et infraction à interdiction de résidence, 6,7 p. 100 (1).

En résumé, les indications de la statistique sur la récidive ne sont pas plus satisfaisantes que par le passé. Y a-t-il lieu de s'en étonner ? La réforme pénitentiaire, on ne doit pas se le dissimuler, est une œuvre des plus complexes ; il a été beaucoup fait à ce sujet, en France, depuis une quinzaine d'années ; mais il reste encore beaucoup à faire. C'est sur les lois préventives non moins que sur les lois répressives que doit se porter la sollicitude du législateur et du Gouvernement. Certes la loi sur la relégation a pour effet d'éloigner de la mère patrie les malfaiteurs incapables de repentir et rebelles à toute idée de retour au bien ; mais l'application qui en a été faite jusqu'à ce jour n'a pas suffi pour enrayer le mouvement progressif de la récidive. Celui-ci s'est surtout manifesté parmi les libérés d'un an ou moins d'emprisonnement. Une mesure des plus utiles serait donc la complète exécution de la loi du 5 juin 1875, qui soumet au régime de l'isolement les accusés, les prévenus et les condamnés à un an au plus d'emprisonnement. Le Sénat a voté récemment le projet de loi sur les prisons destinées à l'exécution des peines de courte durée ; tout autorise à penser que la Chambre des députés reconnaîtra également la nécessité de hâter l'appropriation des maisons d'arrêt au régime cellulaire et, par suite, de mettre fin à cette promiscuité des prisons en commun, qui met obstacle à l'amendement du délinquant primaire et consomme sa perte. On doit donc désirer la prompte mise en vigueur d'une législation aussi salubre.

Pour se conformer aux principes de la vraie justice, le juge ne doit pas seulement apprécier le fait qui est soumis à son examen ; il doit aussi juger l'homme en tenant compte de son passé.

(1) Pour la suite donnée aux décisions prononçant la relégation, il convient de se reporter au rapport rédigé, chaque année, par M. le conseiller d'État, président de la commission de classement des récidivistes. Le dernier, se référant à l'année 1888, a paru au *Journal officiel* du 27 mars 1889. D'après ce document, la commission avait, du 26 mars 1886 au 1^{er} janvier 1889, émis 3.981 avis préparatoires ou définitifs. Il résulte, d'autre part, de renseignements fournis par l'administration des colonies qu'à cette même date 2.289 relégués avaient été dirigés : 1.152 sur la Guyane et 1.137 sur l'île des Pins, dépendance de la Nouvelle-Calédonie.

Dans ses délibérations, il ne doit jamais séparer l'infraction qu'il a mission de réprimer du casier judiciaire de son auteur; il doit arbitrer la peine suivant la nature du délit et la moralité de l'agent et, s'il peut être indulgent pour une première faute, il doit se montrer sévère à l'égard des rechutes. Plusieurs propositions de loi soumises au Parlement répondent à cette idée; les unes, en effet, permettent au juge de suspendre l'exécution de la première peine pendant un temps déterminé, après lequel la prescription est acquise; les autres établissent, pour le cas de récidive, une aggravation progressive des peines.

L'administration pénitentiaire consacre tout ses soins à améliorer le régime des prisons et à le rendre aussi favorable que possible à la régénération des détenus. D'autre part la loi du 14 août 1885 lui offre, par la mise en liberté sous condition, un moyen efficace d'amener le relèvement du coupable; aussi a-t-elle fréquemment recours à cette mesure. Depuis le début de l'application de la loi jusqu'au 1^{er} janvier 1888, il a été accordé 713 libérations conditionnelles, dont une seule a été révoquée. Le Gouvernement, de son côté, facilite aux institutions de patronage leur œuvre de bienfaisance en leur accordant des subventions; les excellents résultats obtenus à l'égard des jeunes détenus font bien augurer de ceux qu'il y a lieu d'attendre des sociétés fondées en faveur des libérés adultes.

Mais ce n'est que plus tard, quand les lois votées auront reçu leur complète application et que les diverses propositions concernant la réforme pénitentiaire auront été adoptées par les chambres et mises en pratique que l'on pourra voir la récidive non seulement cesser de s'accroître, mais diminuer sensiblement.

LA MAISON D'ÉDUCATION CORRECTIONNELLE

AGRICOLE & INDUSTRIELLE

DE ROUEN

Notre honorable collègue, M. le docteur Marjolin, a, en 1882, rendu compte, dans le Bulletin de la société, de la visite qu'il a faite à la maison d'éducation correctionnelle de jeunes filles détenues fondée à Rouen, 33, route de Darnétal, par M^{me} la Supérieure qui la dirige encore aujourd'hui et par M. l'abbé Podevin, aumônier de la prison, qui vint se joindre à elle quelques années plus tard, et qui donna par son concours à cette œuvre excellente entre toutes, l'extension et la renommée qu'elle a acquise depuis.

Nous avons nous-même visité cette maison, qui nous avait fort intéressé par l'instruction agricole si complète donnée aux jeunes filles originaires de la campagne, et c'est par elle que nous voulons commencer l'étude des maisons d'éducation correctionnelle, dont M. le directeur général de l'administration pénitentiaire a organisé l'exposition.

Les monographies de chacune de ces maisons et les renseignements que nous nous sommes procuré depuis nous permettront d'en exposer le fonctionnement et de mettre en lumière tout ce qui se fait d'efforts pour le relèvement de l'enfance malheureuse ou coupable.

Le plan de l'établissement, les médailles remportées dans les concours agricoles de la région et de Paris devaient attirer nos regards.

M. le docteur Marjolin disait au sujet de cette maison, en 1882 :

« Le reproche qui a été trop souvent adressé d'une manière générale aux colonies agricoles par des personnes qui ne les avaient pas visitées et parfois aussi, avec beaucoup de raison, à quelques-unes, par celles qui les avaient étudiées avec soin, c'est qu'il y a des établissements dans lesquels on n'a tenu aucun

compte de la provenance des enfants, ni de la tendance si naturelle des citadins à retourner toujours à la ville et dans leurs familles. »

Ce reproche ne peut être adressé à M. l'abbé Podevin, ni à M^{me} la Supérieure qui garde les traditions prudentes des premiers jours de la fondation.

A l'arrivée des jeunes filles qui toutes sont originaires du département de la Seine-Inférieure et de trois départements limitrophes, elles sont soumises à un isolement de plusieurs jours pendant lequel les visites de M^{me} la Supérieure et celles de plusieurs religieuses expérimentées permettent de les connaître autant que possible, de les faire causer de leurs antécédents, des causes de leur arrestation, des occupations et de la situation morale et matérielle de leurs familles.

Note est prise de ces renseignements contrôlés par le dossier et modifiés par les investigations de M^{me} la Supérieure et la correspondance des enfants.

Celles-ci, mises dans l'effectif commun, sont occupées suivant leur âge. Les petites filles passent plus de temps à l'école qu'à l'atelier, et les récréations sont plus longues pour elles et pour les souffreteuses qui ont besoin de grand air.

Au fur et à mesure qu'elles grandissent, les heures d'école diminuent (mais jamais au-dessous de deux heures), et celles du travail augmentent.

Celles qui, plus intelligentes, peuvent atteindre au certificat d'études qu'obtiennent tous les ans un certain nombre d'élèves, reçoivent des heures supplémentaires d'instruction.

Pendant cette première période de la réforme et de l'instruction, les jeunes filles sont occupées dans les ateliers de couture, au vestiaire, au raccommodage, aux lessives, au repassage et aux services intérieurs de la maison, etc.

Au moment où l'apprentissage professionnel doit se décider, une sélection préparée depuis l'arrivée des enfants par les renseignements pris sur elles et leurs familles, comme nous l'avons dit plus haut, s'opère alors entre elles.

Celles qui sont originaires des villes restent dans les ateliers, continuent à suivre l'école et, à l'approche de leur libération, sont mises à la cuisine et à tous les travaux du ménage, plus sérieusement que dans le service : un roulement journalier les y fait passer tour à tour.

Elles apprennent alors à raccommoder finement, à repasser habilement, et c'est parmi ces enfants que sont choisies quelques-unes d'entre elles qui sont confiées à des familles honorables du voisinage, comme couturières, repasseuses ou femmes de chambre, en addition momentanée de service.

Leur gain leur reste absolument acquis, et cette marque de confiance est un grand encouragement qui leur est donné.

Jusqu'à présent, cette tentative nouvelle, faite prudemment, de la préparation à la liberté complète n'a amené aucun mécompte, et les jeunes filles, ainsi instruites pratiquement, sont facilement placées par la maison.

Pour les jeunes filles de la ferme, la direction est tout autre.

Elles n'abandonnent pas l'école ; mais l'instruction y devient technique et se donne à la ferme.

Les cahiers du cours d'agriculture que nous avons examinés attentivement nous ont autant émerveillé que surpris.

Tous les services, tous les travaux d'une ferme y sont développés. Cet enseignement répond d'ailleurs au programme de la Société d'agriculture de la Seine-Inférieure, et nous aurons tout dit lorsque nous aurons assuré à nos lecteurs que les jeunes filles, sous la surveillance d'une directrice habile (qui fait les cours de l'école) et de quelques religieuses, font absolument tous les travaux de la ferme, labourage, semailles, fenaison, moisson ; on y fait aussi l'élevage des chevaux.

Un seul homme âgé fait les courses que ne peuvent faire des femmes, dirigeant une telle exploitation ; il surveille les attelages, la sellerie, les instruments aratoires, etc.

Les photographies de l'exposition nous montrent d'ailleurs les jeunes filles occupées à tous les travaux.

Au point de vue du ménage, elles font le pain, et brassent le cidre pour la ferme et la maison de Darnétal.

Les travaux scolaires sont interrompus pendant l'été et repris à l'automne.

Pendant l'hiver surtout, on fait garder à ces jeunes filles l'habitude des travaux de lessive, de couture et de raccommodage, ainsi qu'elles devront le faire lorsqu'elles seront placées au dehors ou dans leur ménage.

Les demandes de jeunes servantes si bien préparées dépassent toujours le nombre de celles qui sont à placer.

« Tous ceux, dit M. le docteur Marjolin, qui ont visité la

belle ferme de la Grande Mare peuvent dire que sous le rapport de la tenue et de l'exploitation, elle ne laisse rien à désirer.

« Les bâtiments sont des plus simples, mais parfaitement disposés. » Et plus loin : « Tout est simple dans cette exploitation, les écuries, les étables, la porcherie, la basse-cour. tout est modeste, mais bien aménagé. »

Les jeunes filles, habituées à la maisonnette qu'elles habitent, ne se trouveront pas dépayées dans la plus modeste ferme de la région, ne sortant pas d'une exploitation grandiose et coûteuse qui leur rendrait l'acclimatation difficile dans une situation inférieure.

Elles sont habituées à un travail surveillé, normal, ne dépassant pas leurs forces, mais suffisant pour donner satisfaction aux maîtres chez lesquels elles seront placées.

Le travail est la loi pour tous dans la maison ; les religieuses prêchent d'exemple. C'est la meilleure des prédications.

Ici aussi, le souci de préparer prudemment ces jeunes filles à la liberté se fait grandement sentir.

Les étables contiennent un troupeau de 40 à 50 vaches dont le lait est distribué dans la ville par les jeunes filles accompagnées et surveillées, mais jouissant néanmoins et forcément d'une liberté qui rendrait les évasions faciles. Il ne s'en est jamais produit dans ce service.

Il en est de même dans celui des jardinières qui portent au marché, ou livrent à des marchands, les produits des jardins où les primeurs sont cultivées avec grand succès.

Le jardin des couches est situé près de la maison de Darnetal, et dans le voisinage de la machine à vapeur dont le déversement d'eau tiède est utilisé pour l'arrosage, ce qui active la végétation.

Préoccupées des dangers du travail de la machine à coudre pour des jeunes filles lorsqu'il est trop prolongé, M^{me} la Supérieure a fait installer une machine à vapeur dont une partie de la force motrice actionne un certain nombre de machines à coudre, devant lesquelles les jeunes filles ne font que diriger le travail. Mais elles commencent et terminent leur apprentissage par le maniement de la machine au pied qu'elles emploieront plus tard.

Le surplus de la force motrice est loué à un industriel de Paris qui l'emploie à faire découper mécaniquement pour près

d'un million d'étoffe pour chemises, achetée dans les fabriques du pays et confectionnée par les ouvrières libres de la ville de Rouen.

Ainsi, au lieu d'enlever à la région du travail pour son effectif, cette habile direction en a amené un surcroît qui s'exécute généralement par les femmes d'ouvriers tout en faisant leur ménage.

Le travail à domicile pour les femmes du peuple est un des points les plus étudiés des questions sociales puisqu'il maintient la constitution de la famille.

Il a reçu ici une solution toute simple.

Cet atelier est dirigé par des religieuses du même ordre et ce sont des jeunes détenues libérées qui seules y sont occupées comme ouvrières. M^{me} la Supérieure leur conserve son bienveillant patronage, car elles ne quittent pas la maison jusqu'à leur placement ou leur mariage.

M^{me} la Supérieure a fréquemment la satisfaction de voir ses enfants fonder une famille à Rouen et dans les villages où elle les a placées. Un certain nombre d'entre elles ont épousé les fils des fermiers où elles étaient entrées en service.

Les femmes un peu instruites, et surtout instruites de tout ce que devraient connaître les jeunes filles de la campagne, et sachant de plus coudre, raccommoder, laver, repasser, marquer le linge sont trop rares à la campagne, dans toutes les régions.

C'est ce qui assure le placement et l'avenir de celles confiées à cette habile et maternelle direction.

Il serait bien à souhaiter que des écoles de ce genre soient ouvertes aux filles de fermiers et d'agriculteurs au lieu de leur faire donner trop souvent, surtout pour celles qui sont dans l'aisance, une instruction qui les détourne des travaux de la ferme, même comme surveillance et direction.

C'est là un *desideratum* exprimé, paraît-il, par bien des hommes compétents qui ont visité cette maison dont l'instruction et la direction sont uniques en Europe et font le plus grand honneur à l'administration française.

Les encouragements moraux les plus bienveillants lui sont donnés dans la région.

La Société libre d'émulation de Rouen a décerné à M^{me} la Supérieure une médaille d'or pour le bien réalisé par elle, par la fondation de cet établissement.

L'école a remporté au dernier concours cantonal (1883) une médaille en vermeil pour ses travaux théoriques et pratiques, et des livrets de caisse d'épargne ont été donnés aux élèves les plus instruites.

Encouragée par ce succès, l'école a pris part au concours régional, ouvert à Rouen en 1884, et y a obtenu deux médailles d'argent et de bronze.

Les cahiers de l'instruction technique envoyés au concours de Paris, en 1885, lui ont valu aussi une double récompense.

La maison a reçu de nombreux visiteurs de tous les pays. Le livre des visites en fait foi et plusieurs hommes bienveillants ont voulu laisser des traces matérielles de l'intérêt que leur a inspiré cette organisation.

« Dans une visite à la ferme, avec M. Ch. Robert, rapporte M. le Dr Marjolin, M. le pasteur Verne, président du Consistoire, fut tellement enchanté de la bonne tenue de cet établissement qu'il voulut laisser de sa visite un souvenir utile.

« Grâce à sa libéralité, la ferme de la Grande Mare fut mise en communication avec la maison de Darnetal par le télégraphe, et ce furent les pensionnaires qui posèrent les poteaux le long de la route tracée par elles et reliant les deux établissements. »

Un téléphone rend actuellement ces communications encore plus faciles et plus praticables pour tous.

Des témoignages de sympathie de toutes sortes, mais non moins précieux, ont été donnés à cette organisation et M^{me} la Supérieure a pu faire mettre sous nos yeux des documents sollicitant l'envoi de religieuses de son ordre, préparées à organiser et faire fonctionner un pareil établissement en Italie.

Nous avons également pris connaissance de la demande officielle du département de l'agriculture et des travaux publics du Canada sollicitant des renseignements le mettant à même d'organiser près de Québec un établissement de ce genre.

Il a pu être donné satisfaction à cette dernière demande, mais la première a dû être déclinée malgré des démarches pressantes faites dans ce sens.

Si le précepte d'une « âme saine dans un corps sain » était toujours réalisé ce serait ici ; car, outre les bienfaits de l'instruction pratique, la moralisation des jeunes détenues a grandement gagné à la possibilité de se faire, du travail au grand air, un auxiliaire puissant

Aussi, à côté des grandes et robustes jeunes filles de la ferme,

voit-on de pauvres enfants malingres, rachitiques et scrofuleuses à leur arrivée à Darnetal, envoyées là en traitement, et, les bons soins aidant, beaucoup d'entre elles reviennent à la santé.

Aussi souhaiterions-nous en conséquence que tous les établissements contenant des jeunes filles fussent tenus de faire une large part aux travaux au grand air pour donner satisfaction à ces deux besoins, de la santé de l'âme et de celle du corps.

Si nous n'avons pas encore parlé de l'instruction religieuse, c'est qu'elle fait ici partie inhérente de la réforme et de l'éducation de l'enfant depuis son arrivée.

Elle est avec raison la base de tout amendement ; mais enseignée comme pratiques modérées, telles qu'elles pourront les conserver devenues femmes, comme un appui et une force.

Un aumônier est attaché à la maison, mais n'y réside pas. Il y dit la messe tous les jours pour les religieuses que leur service ne retient pas à cette heure-là ; mais les élèves n'y assistent que les dimanches et jours fériés.

Les fermières descendent à la maison de Darnetal pour les offices.

Nous avons dit, au cours de cette notice, combien les jeunes filles étaient placées facilement, même dans le commerce pour quelques-unes.

Nous devons ajouter que M^{me} la Supérieure a pu nous faire indiquer des meilleures familles de Rouen demandant de « nos enfants », dit-elle maternellement, « et nous en plaçons même chez des membres du Parquet, qui généralement viennent de tous temps visiter notre établissement.

« Aussi n'avons-nous pas, à Rouen, à déplorer l'envoi dans notre maison, de jeunes filles pour une si courte durée qui fait que toute tentative d'éducation et d'instruction reste stérile comme cela arrive si malheureusement trop fréquemment pour d'autres tribunaux. »

Que pouvons-nous ajouter à l'exposé sincère de ce que nous avons vu sur place, à l'exposition, et par les documents mis sous nos yeux, rien, sinon inviter toutes les personnes qui s'intéressent à l'enfance malheureuse, à tous les fondateurs d'œuvres analogues, à visiter cette maison qui, nous avons fierté à le répéter fait grand honneur à l'administration française.

Nous voulons, avant de terminer, rendre hommage à la véné-

nable Supérieure qui continue si vaillamment l'œuvre commencée par elle, en 1847; et pour exprimer les sentiments de regrets que nous a inspirés la mort du regretté M. l'abbé Podevin; nous ne saurions mieux faire que de reproduire ici un extrait de la notice de M. le Dr Marjolin :

« Malgré ses éminents services, M. l'abbé Podevin ne fut pas décoré. Mais si les honneurs ne vinrent pas trouver cet apôtre de la charité qui avait dépeuplé les prisons en ramenant au bien tant de jeunes filles égarées et qui avait sauvé tant de malheureuses de la perdition, il se passa lors de ses funérailles un de ces spectacles touchants et imposants qui restent comme un souvenir inoubliable et consolant dans l'âme de ceux qui les ont vus.

« Toute la population de Rouen s'était émue de la mort du digne abbé si populaire. Les autorités locales et administratives, la magistrature et une foule énorme suivait son convoi.

« Derrière le char funèbre, suivaient ses trois cents filles d'adoption. Quels sentiments pouvaient se passer dans les cœurs de ces enfants en larmes ! Pour nous, nous avons la conviction qu'au moment de cette cruelle séparation plus d'une a fait devant Dieu le serment de ne plus s'écarter de cette voie que le bon abbé leur avait appris à aimer.

« Mais ce qu'il y eut de plus touchant dans cette cérémonie et qui doit rassurer ceux qui douteraient de la possibilité de la régénération de l'enfance délaissée, ce fut de voir au milieu de cette foule attristée, de jeunes mères, anciennes élèves de la maison, accourues, de toute la région et même de Paris, avec leurs enfants, leurs maris, pour donner un dernier témoignage de reconnaissance à la mémoire de leur sauveur.

« Lorsque la charité et la persévérance d'un homme peuvent produire de tels fruits, il faut, au lieu de désespérer de l'avenir, retrouver de nouvelles forces en cherchant à suivre son exemple. »

TABLEAU

CLASSIFICATION DES JEUNES FILLES LIBÉRÉES DEPUIS 1880

ANNÉES	NOMBRE de libérées 1	MARIÉES actuelle- ment. 2	PLACÉES par la MAISON 3	REMISES à leurs FAMILLES 4	RENTRÉES dans la Maison et placées. 5
1880.....	60	37	32	28	16
1881.....	80	33	41	39	9
1882.....	43	18	39	4	9
1883.....	61	16	40	21	7
1884.....	57	14	37	20	8
1885.....	54	11	32	22	6
1886.....	60	9	39	21	11
1887.....	58	6	38	20	9
1888.....	68	6	48	20	10
1889.....	36	2	24	12	2
TOTAUX....	577	152	370	207	87

Le total de la première colonne donne le chiffre des jeunes filles libérées de 1880 à 1889. Il est reproduit par le total des colonnes 3 et 4. Les colonnes 2 et 5 n'ont aucune concordance avec les autres, attendu que les jeunes filles mariées sont comprises dans les jeunes filles libérées ou dans celles rendues à leurs familles.

Comte LE COURBE.

MONOGRAPHIE

de la prison judiciaire de Regina-Cœli

A ROME

I. *Généralités.* — La prison judiciaire de Regina Cœli, qui est en construction à Rome, occupe un très vaste espace appartenant autrefois à un ancien couvent du même nom, et est située sur la rive droite du Tibre, au pied du Mont Janicule.

Cet espace de forme irrégulière mesure en entier 22.644,56 mètres carrés dont 10.567,35 couverts de constructions et 12.077,21 d'espace libre. Tout à l'entour s'élève un mur de ceinture d'une hauteur moyenne de 8^m,50 et d'une longueur de 375 mètres.

L'intérieur de l'établissement à système cellulaire, à pans ou à rayons, peut se diviser en trois parties distinctes :

1° Deux corps de bâtiments dont un en face de la prison sur la rue della Lungura ;

2° Une première croisière avec rotonde et quatre bras contenant un total de 472 cellules ;

3° Une seconde croisière (plus petite que la première) aussi avec quatre bras contenant un total de 378 cellules.

II. *Première partie.* — Le premier corps de bâtiment qui forme la façade de la prison sur la rue della Lungura, est destiné aux services de la direction, au logement du directeur, de deux employés et du gardien-chef.

Au rez-de-chaussée, se trouve à la fois un corps de garde militaire, un parloir à système de séparation individuelle pour les détenus et une salle d'armes. Un vaste porche à trois portes carrossables forme l'entrée principale de l'établissement.

Le second corps de bâtiment au contraire est affecté en partie aux services intérieurs de la prison. On y trouve la cuisine, le réfectoire des gardiens, la buvette, le corps de garde intérieur, les bains, la chambre pour le médecin, les dortoirs et l'infirmerie

des gardiens, le magasin de la lingerie et les dortoirs pour les détenus employés aux services domestiques. Le reste est occupé par des cellules de détenus dont une partie, au dernier étage, est destinée à l'infirmerie.

De plus les deux corps de bâtiments communiquent entre eux par une courte galerie (dans l'axe général de l'édifice) qui, à son tour, sépare deux larges cours avec portiques sur le côté le plus long.

III. *Première croisière.* — A l'extrémité de cette galerie, se trouve la grille qui donne accès à la rotonde de la première croisière.

Cette croisière, comme on l'a déjà dit, se compose de quatre bras dont deux longs de 54^m, 25 et contenant chacun 152 cellules, et deux plus courts, de 30 mètres et contenant 84 cellules. Chaque bras est à quatre étages de cellules et le corridor central s'élève à la hauteur des quatre étages. Au fond de chaque corridor et sur toute sa hauteur se trouve une grande verrière par où pénètre l'air et le jour.

Les escaliers d'accès aux différents étages sont ménagés dans le milieu des deux côtés du bras et aboutissent aux galeries qui courent à chaque étage au devant des cellules. Les galeries d'un même étage communiquent entre elles au moyen de ponts, soit au fond des corridors vers les fenêtres, soit au milieu, soit au commencement près de la rotonde. Enfin, dans cette rotonde, se trouvent, tout à l'entour, des galeries qui mettent en communication les étages des divers bras.

Les galeries de communication sont toutes en fer, leur plancher est à jour, étant composé de petites barres de fer de 15 sur 15 millimètres et distantes entre elles de 15 millimètres. Outre leur légèreté, elles offrent l'avantage de ne pas empêcher le regard et permettent de toujours observer de toutes parts les personnes qui les traversent.

La rotonde de la première croisière est à pans dodécagones et d'un diamètre de 14 mètres; elle est couverte d'un grande voûte à pavillons d'une hauteur de 9^m, 60 dans laquelle s'ouvrent six grandes verrières.

Comme on le voit clairement dans le plan général, à l'endroit où les quatre bras se greffent à la rotonde, on a ménagé diverses entrées à l'usage des juges, des avocats, des gardiens, et un petit escalier de service.

IV. *Seconde croisière.* — Diamétralement opposée à la grille d'entrée, se trouve celle de sortie de cette rotonde. A la suite s'ouvrira une galerie longue de 45^m, 50 qui mettra en communication la rotonde de la seconde croisière qui est présentement encore à construire. Elle se composera aussi de quatre bras à quatre étages de cellules et dans ses détails sera en tout semblable à la première terminée. La rotonde est à pans octogones, d'un diamètre de 13 mètres, et dans la voûte sont pratiqués, dans l'axe des bras quatre grandes verrières.

V. *Promenoirs.* — Dans les vastes cours qui se trouvent entre les divers bras des deux croisières, on a disposé des promenoirs individuels, semblables, à système rayonnant et en nombre suffisant pour les besoins de la prison.

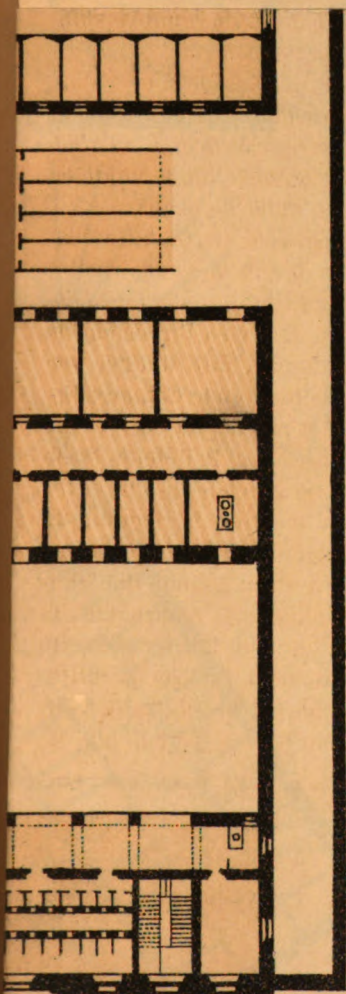
VI. *De la cellule.* — Nous avons à parler plus particulièrement de la cellule. Sa superficie est de 9,78 mètres carrés et le volume d'air de 30,82 mètres cubes (1). Elle est couverte d'une voûte en maçonnerie et les parois en sont peints en blanc de chaux.

La porte est en sapin de Russie d'une épaisseur 0^m,04. Elle s'ouvre sur la galerie du corridor central, est ferrée de gonds scellés dans la pierre des chambranles et est munie d'une sonnette ; le détenu, en poussant un petit levier qui se trouve à l'intérieur de sa cellule, sonne la clochette et en même temps fait tomber une petite lamette qui indique au gardien la cellule où le détenu a appelé. Un peu au-dessous s'ouvre un guichet par lequel, sans avoir à ouvrir la porte, il est facile de conférer avec le détenu et de lui faire passer ses mets. Pour cet usage, le guichet, en s'ouvrant de haut en bas, peut rester fixe dans sa position horizontale et l'on peut y déposer les aliments que le détenu retire ensuite. Au milieu du guichet on a ménagé un petit trou, comme une chatière, à travers laquelle il est possible de plonger le regard dans la cellule et de surveiller ainsi le détenu. Pour que tout l'espace de la cellule soit entièrement visible, le plan n'en est pas parfaitement rectangulaire, mais vers la porte les parois finissent sans angles et forment comme une coquille au centre de laquelle se

(1) Les dimensions principales sont :

Longueur maximum.	4 ^m , 45
Largeur	2 30
Hauteur	3 20 au sommet de la voûte

Rue des Mantellate.



trouve la chatière. Pour empêcher que par cette ouverture, le détenu puisse voir au dehors de sa cellule, la chatière est munie à sa partie extérieure d'une petite rondelle de fer, glissant entre deux rainures et tenue fermée par un ressort très mouvant.

La serrure de la porte est à double détente avec gâchette et de façon à ce qu'une simple impulsion suffise pour la fermer, ce qui peut être très utile au moment où les détenus, en un certain nombre, sont reconduits à leurs cellules, de retour des promenoirs. De plus, scellé dans le chassis de pierre, se trouve un bras de fer à charnières, appelé *sorcier*, qui permet de tenir la porte entrebaillée sans diminuer la sûreté de la clôture de la cellule. Par ce moyen, on arrive à faire assister chaque détenu à la messe qui est célébrée sur un autel mobile placé au centre de la rotonde; et quoique tous voient le prêtre, il leur est impossible de se voir et de communiquer entre eux.

La fenêtre est très grande et mesure environ 1 m. sur 1^m, 10; elle est munie de deux impostes de bois de châtaignier à quatre verres chacune, avec des gonds scellés dans l'encadrement de pierre. Il y a de plus un grillage de fils de fer et une armature de barres de fer rond de 22 millimètres, fixées toutes deux dans l'encadrement.

Pour empêcher le détenu de voir au dehors de sa cellule, on a fait en sorte que son rayon visuel ne puisse jamais être incliné au-dessous de l'horizontal. Ne voulant pas adopter la fenêtre habituelle (à tabatière) qui exige de gros murs et rapetisse beaucoup la partie utile de la fenêtre, on a fait quelques expériences avec diverses clôtures en fer à plaque opaque, qui, manœuvrées de l'intérieur de la cellule, ne peuvent s'ouvrir qu'en partie et ne permettent jamais à la vue de s'étendre au dehors. Mais ces systèmes, outre les difficultés de construction et le peu de stabilité des ressorts nécessaires à l'ouverture, réduisaient à peu de chose la partie utile et empêchaient une bonne ventilation de la cellule; de plus en ne permettant jamais la vue du ciel, elles arrivaient à être trop sombres et pouvaient avoir une influence sinistre sur l'âme du détenu.

Aussi on a adopté, de préférence, une persienne formée de lames de verre rayées d'un côté et polies de l'autre. Les palettes fixées invariablement dans les rainures latérales de la fenêtre, au nombre de treize, sont tournées en l'air vers l'extérieur et empêchent tout rayon visuel en bas, sans diminuer d'une manière sensible la partie utile de la fenêtre et empêcher momentanément que la

lumière ne pénètre dans la cellule. Enfin, en ouvrant la fenêtre, on peut obtenir une bonne ventilation, si dans la paroi opposée, au-dessus de la porte, on a établi un caniveau qui arrive au corridor central et fait circuler librement l'air dans la cellule. Pour raisons de discipline, cette petite ouverture dans le mur est munie d'un grillage de fil de fer et d'une plaque de fer à gros trous. En présence de la douceur du climat de Rome, même pendant la saison d'hiver, on n'a pas cru nécessaire d'installer un système de chauffage des cellules et des corridors.

L'aménagement de la cellule est très simple ; il consiste en un lit de fer, une petite table, un escabeau et deux rayons d'encoinure pour déposer les objets.

Le lit de fer est fixé au mur au moyen de crampons, et, afin de ne pas encombrer la cellule, il est fait de façon à rester pendant le jour replié verticalement contre la paroi où il est attaché par une serrure. La table et le siège sont simplement en châtaignier, fortement fixés au moyen de queues d'aronde scellées ; il en est de même pour les rayons.

Le pavé, qui est le même dans les cellules et dans les corridors du milieu, est à remarquer. Ne voulant accepter ni le pavé en briques ou briquettes de quelque espèce que ce soit, parce que, outre le défaut de soulever trop de poussière, il présente peu de sécurité, ni celui en ciment ou en asphalte trop facile à se fendre ou à éclater, ni le pavage à grande dalles de pierre, trop pesant et trop coûteux, on a adopté la mosaïque à la vénitienne, avec cette différence qu'aux petits cubes de marbres, on a substitué des petits morceaux de terre cuite du mont *Testaccio*. La substitution de ces débris de terre cuite aux cubes de marbre a pour avantage de rendre le pavé moins conducteur de la chaleur, tout en n'étant pas trop froid en hiver.

VII. *Latrines*. — L'importante question du transport des matières fécales hors des cellules est depuis longtemps discutée. Établir dans chaque cellule une latrine particulière a été reconnu peu convenable tant au point de vue de l'hygiène que de la sûreté et de la dépense. Malgré toutes les modifications apportées aux différents modèles de sièges, de clôtures hydrauliques ou non, avec ou sans aspiration d'air, on n'est pas encore arrivé à supprimer entièrement les mauvaises émanations. En outre, ces latrines pouvaient très bien servir aux détenus pour cacher ou détourner des objets défendus, et la multiplicité des conduits de décharge

SÉANCE
DE LA
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS
DU 19 MARS 1890

Présidence de M. CRESSON, Vice-Président.

Sommaire. — Allocution du Président. — Admission de membres nouveaux. — Suite de la discussion sur les dangers des courtes peines, surtout pour les mineurs de 16 ans. MM. Le Courbe, Bogelot, Nattin, Dubois, Arboux, Camoin de Vance, Cresson, Fortier, Robin, Joret-Desclosières. — Lecture des rapports de M. Rivière sur les questions : 1° Du travail en régie comparé au travail à l'entreprise ; 2° Dans quelle mesure le travail dans les prisons est-il préjudiciable à l'industrie libre ; comment pourrait-on organiser le travail des détenus de manière à éviter autant que possible les inconvénients de la concurrence ? MM. Le Courbe, Joret-Desclosières, Dubois, Rivière.

La séance est ouverte à 4 heures 10 minutes.

M. GRIPON, *secrétaire*, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance qui est adopté.

M. LE PRÉSIDENT. — Avant de vous faire une communication vraiment douloureuse, je tiens à remercier publiquement la Société du grand honneur qu'elle m'a fait. J'en étais bien peu digne, mais je chercherai par mon dévouement à tout ce qui l'intéresse et la touche, à lui prouver que je veux dans l'avenir au moins mériter cet honneur.

La communication que j'ai à faire, je le répète, est une communication douloureuse : la Société a perdu l'un de ses membres fondateurs, qui lui a rendu de grands services, M. Loyson, ancien président de la Cour de Lyon, ancien membre du Conseil supérieur des prisons.

Je ne peux pas m'étendre sur l'importance des services rendus par M. Loyson à la Société et sur la reconnaissance qu'elle lui doit ; je dois d'autant plus m'en abstenir que M. Bérenger a accepté le soin de rappeler les qualités et le mérite de notre honorable collè-

gue. Je donne la parole à M. le Secrétaire Général pour faire connaître à la réunion les noms des nouveaux adhérents.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL donne les noms des nouveaux membres admis par le Conseil de Direction, ce sont : MM. Salomon MAYER, conseiller du Gouvernement d'Autriche; Jules MANSAIS président de la compagnie des Référendaires au sceau de France; et PLUYETTE, ancien magistrat.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur les dangers des courtes peines, surtout pour les mineurs de seize ans. La parole est à M. Le Courbe.

M. LE COURBE. — Messieurs, dans cette discussion sur les dangers des courtes peines, on a traité dans les deux dernières séances la question qui intéresse les mineurs de seize ans. Je crois qu'il est dans l'ordre de la discussion et dans les idées de la société de discuter la seconde partie de la question : des dangers des courtes peines, non plus pour les mineurs, mais pour les adultes.

En effet, la question n'est pas nouvelle, elle a été traitée, je crois, au Congrès de Londres et, assurément, au Congrès de Stockholm. J'ai apporté le compte rendu des discussions au Congrès de Stockholm et j'y ai relevé dans des articles très nombreux une opinion qui est unanime, à savoir que les courtes peines sont une chose déplorable au point de vue de la récidive des criminels. Tous les États, je le répète, aussi bien ceux d'Europe que ceux d'Amérique, sont unanimes pour reconnaître les inconvénients des courtes peines et pour y voir l'origine même de la récidive.

Je crois donc, que les dangers des courtes peines n'ont pas besoin, surtout dans notre Société, d'être énumérés très longuement.

Tout le monde est d'accord pour reconnaître que les courtes peines n'ont aucun des effets que doit avoir la loi pénale. Trop libéralement distribuées en France surtout, elles n'ont pour effet que de fournir un nouvel élément de criminalité, parce que, en faisant entrer dans les prisons des individus peu coupables, on les rend à la société plus pervers que quand ils y sont entrés.

Au point de vue de l'intimidation, quel peut être l'effet d'une condamnation à une ou plusieurs semaines de prison? Aucun assurément; au contraire, ce détenu immédiatement après sa libération, autant par suite des mauvais conseils que par esprit de vengeance contre la société, se livre de nouveau, au crime et devient criminel de profession.

Au point de vue moralisateur, il en est de même : comment en effet donner une éducation convenable, réformer leurs mauvais instincts et inculquer de bonnes habitudes à des individus qui ont à passer en prison dix, douze, quinze jours, un mois, ou six mois?

Au point de vue du travail — c'est un point qui nous intéresse également — comment faire pour qu'un individu vagabond, je suppose, et voleur par suite, qui est condamné à quinze jours ou même à trois mois de prison, puisse apprendre un métier qui lui permettra de vivre à sa sortie ? Il y a encore là une impossibilité complète.

A ces trois points de vue, je crois qu'il n'y a pas de dissidence possible sur cette unanime observation que les courtes peines sont un danger et même une cause de récidive.

Comment et par quoi pourra-t-on les remplacer ?

S'il y a unanimité pour reconnaître le danger des courtes peines, on est moins d'accord sur les mesures à proposer pour les remplacer.

Vous vous souvenez, Messieurs, des discussions qui ont eu lieu dans nos précédentes réunions sur l'admonition, la loi du pardon, les amendes ou l'exécution de travaux d'intérêt public qui vous ont été présentés comme équivalents des courtes peines et pouvant les suppléer avantageusement. Aujourd'hui, j'ai la bonne fortune de vous apporter — c'est surtout pour cela que j'ai demandé la parole — un projet de loi tout nouveau qui va être publié dans le prochain bulletin et qui émane de notre éminent collègue, M. le sénateur Béranger. En effet, M. Béranger vient de déposer au Sénat un rapport présenté au nom de la Commission chargée d'examiner une proposition de loi sur *l'aggravation progressive des peines en cas de récidive et sur leur atténuation en cas de premier délit*.

La question, il me semble, rentre absolument dans notre discussion ; car de même que nous demandions qu'il n'y ait pas de courtes peines après le premier délit, de même nous réclamons une aggravation de peine lorsqu'il y a eu récidive.

Je vous demande la permission de vous lire un extrait de l'exposé des motifs du projet :

« Or, dit M. Béranger, si l'accord existe sur un point entre les hommes qui, dans tous les pays, se sont occupés des questions pénitentiaires, c'est assurément sur les déplorables effets de ce système (des courtes peines).

« Dès 1862, le rapport qui précède la statistique des prisons publiée par l'administration pénitentiaire, constate que le nombre des récidivistes augmentait en raison de la peine subie.

« Les Cours d'appel consultées dans la grande enquête faite dix ans plus tard par l'Assemblée nationale, ont été unanimes à signaler le même résultat.

« Les peines de courte durée, dit à son tour le rapport général de l'administration de la justice criminelle qui, en 1880, a embrassé une période de cinquante-quatre années, ne sont pas favorables à l'amendement du coupable.

« Enfin, le congrès international de savants et d'hommes spéciaux réunis en 1878 à Stockholm, a été plus explicite encore. C'est à l'unanimité qu'il a rangé parmi les moyens les plus propres à combattre la récidive, *l'emploi moins fréquent des peines de courte durée contre les délinquants d'habitude.* »

M. Bérenger, après avoir constaté ces inconvénients, n'apporte, contrairement peut-être à d'autres personnes qui se sont occupées de cette question, qu'un seul préservatif : la suspension de la peine.

Je dis « contrairement peut-être à d'autres personnes », car je crois être l'interprète de quelques membres de notre société en disant qu'il y en a parmi nous qui trouvent utile d'y ajouter une autre atténuation : la loi du pardon, présentée jadis à notre société par nos anciens collègues, Raoul Lajoye et le sénateur Michaux (1). En effet, il semble à certaines personnes que, concurremment avec la suspension de la peine en cas de premier délit, on pourrait corrélativement édicter cette loi du pardon qui aurait son application dans bien des cas, et notamment pour des délits de minime importance. Mais M. Bérenger repousse cette première manière d'atténuer les peines et donne toutes ses préférences à la suspension des jugements.

Voici quelle est la proposition de loi qu'il a soumise au Sénat :

« ARTICLE PREMIER. — En cas de condamnation à l'emprisonnement, si l'inculpé n'a pas subi de condamnation antérieure à la prison pour crime ou délit de droit commun, les cours et tribunaux peuvent ordonner par le même jugement et par décision motivée, qu'il sera sursis à l'exécution de la peine.

Si pendant le délai de cinq ans à dater du jugement ou de l'ar-

(1) Voir Bulletin 1882, p. 450 et 1886, p. 255.

rêt, le condamné n'a subi aucune condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grande pour crime ou délit de droit commun, la condamnation sera comme non avenue.

Dans le cas contraire, la première peine sera, d'abord exécutée sans qu'elle puisse se confondre avec la seconde.

« ART. 2. — La suspension de la peine ne comprend pas le paiement de l'amende, des frais de procès, ni des dommages-intérêts.

« ART. 3. — Elle comprend les frais accessoires et les incapacités résultant de la condamnation, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le jugement ou l'arrêt.

« ART. 4. — Le président de la Cour ou du Tribunal doit après avoir prononcé la suspension, avertir le condamné, qu'en cas de nouvelles condamnations dans les conditions de l'article premier, la première peine sera exécutée sans confusion possible avec la seconde et que les peines de la récidive seront encourues dans les termes des articles 56, 57 et 58 du Code pénal.

« ART. 5. — La condamnation est inscrite au casier judiciaire, mais avec la mention expresse de la suspension accordée, si aucune condamnation n'est intervenue dans le délai de cinq ans ; elle ne doit pas être inscrite dans les extraits délivrés aux parties.

« ART. 6. — Les articles 57, 58 et 463 du Code pénal sont modifiés comme il suit. »

.

Vous lirez, Messieurs, dans le prochain bulletin, l'exposé des motifs aussi complet que juridique de M. le sénateur Bérenger et de la Commission à l'appui de cette proposition. J'ai cru toutefois, en l'absence de son auteur, devoir vous faire connaître ce document important pour la solution de la question sur les dangers des courtes peines qui est à l'ordre du jour.

Je me contenterai de vous signaler le double avantage que j'y trouve à première lecture : celui d'intimider les délinquants sans les avilir et les corrompre, et celui, toujours au cas de premier délit, de substituer une peine d'ordre moral à la peine matérielle de la loi, enfin, par la bonne conduite pendant cinq ans, de prescrire la peine prononcée, mais suspendue, et de faire considérer la condamnation comme non avenue.

En résumé, cette loi édicte à la fois une règle d'aggravation pour le récidiviste correctionnel et cherche pour les premières fautes à obtenir « *un minimum de répression produisant le maximum d'intimidation.* »

J'ai pensé qu'il était utile de faire connaître dès aujourd'hui ce projet de loi à la Société et d'en demander l'insertion dans notre prochain bulletin. (*Marques d'approbation.*)

M. BOGELOT. — Dans ce projet de loi, on prévoit le délinquant sous la forme du vagabond sans ouvrage et sans situation ; mais il peut se trouver des gens qui, condamnés quelquefois pour un délit minime ne sont pas pour cela des vagabonds. Ne pourrait-on pas dans ce cas donner au juge la faculté de substituer la peine d'une amende un peu importante à celle de l'emprisonnement ?

Un commerçant à la tête d'une situation importante a une altercation dans la rue avec un individu quelconque, il va être condamné à quinze jours de prison pour voies de fait ; dans ce cas la condamnation est dure pour lui. Vis-à-vis du public qui ne saura pas pourquoi il a été condamné, cela pourra lui causer un préjudice considérable.

Pour certains individus, l'emprisonnement ne les touche pas parce que cela n'atteint pas leur caractère moral ; pour d'autres, c'est une déchéance. Dans ce dernier cas, ne pourrait-on pas dire, par exemple, que le juge aura la faculté de donner l'option entre quinze jours de prison et une amende assez élevée ?

Il doit y avoir là quelque chose à faire.

M. JAMES NATTAN. — Veuillez me permettre, Messieurs, quelques observations en réponse aux paroles qui viennent d'être prononcées par M. Bogelot ; je n'ai guère qualité pour vous donner mon avis, mais j'ai simplement une considération à vous signaler.

La loi doit être avant tout égalitaire ; l'extension que propose M. Bogelot aurait pour effet de constituer pour les riches un privilège sur les pauvres. Une condamnation prononcée contre un individu qui n'a pas le moyen de payer une très forte amende peut constituer une pénalité très sévère, aussi bien que pour un délinquant à qui sa fortune donne la possibilité de verser une grosse somme.

Dès lors, si vous autorisez le juge à substituer à l'exécution de la peine prononcée — la peine de la prison — une amende, vous arriverez à ce résultat que l'individu riche, condamné pour un délit quelconque, pourra se soustraire à l'exécution de la peine qu'il aura encourue, tandis que le pauvre sera obligé de se soumettre et de supporter les graves inconvénients qu'on vous signale.

Le délinquant condamné doit purger la peine quel qu'il soit, je crois qu'il n'est pas si digne de la bienveillance qu'on vous demande d'édicter en sa faveur. Si par exemple, le négociant dont on vous parlait tout à l'heure se livre à des voies de fait, tant pis pour lui, il a pu en apprécier par avance les conséquences ; en tout cas, il est plus à même de savoir ce que peut entraîner pour lui l'acte qu'il va commettre que le malheureux qui ne connaît pas la loi.

Dans ces conditions, je vous demande de ne pas acquiescer à la proposition qui vous est faite.

M. BOGELOT. — Je désire répondre un seul mot sur la question d'égalité.

Il n'y a pas égalité dans la peine puisque l'individu qui est habitué à aller en prison y retournera volontiers, tandis qu'un homme qui a une grosse situation et qui se fait condamner se trouve également atteint et souffre plus que le premier. On pourrait très bien, dans les cas qui seraient déterminés, ordonner cette substitution de l'amende à l'emprisonnement.

Nous avons déjà cela dans l'article 401 du code pénal : pour les délits minimes on peut abaisser la peine jusqu'à l'amende. Je voudrais que les cas fussent un peu plus généralisés ; ma demande n'a pas d'autre portée que celle-là. Il me semble que l'on pourrait ordonner cette option sous la direction et sous le contrôle de la justice qui ne l'accorderait que quand elle le jugerait convenable.

M. LE COURBE. — Je crois qu'il ne faut pas trop s'engager dans la recherche de l'égalité, car pour l'établir théoriquement il faudrait que la loi visât chacun des cas particuliers et fît pour ainsi dire pour chaque personne une loi spéciale. C'est ce qu'un de nos très intelligents collègues, M. Reynaud, avait résumé sous cette forme paradoxale, mais vraie : afin d'être égale pour tous, la peine devrait être différente pour chacun.

Mais alors il n'y aurait plus de codification possible, il faudrait en revenir à la loi de l'équité qui est en exercice en Angleterre.

Je fais remarquer de plus que le projet de loi de M. Béranger a justement pour effet de répondre à toutes les objections, car si le juge a la faculté, étant données les circonstances de la cause, de suspendre la peine, il n'y a même pas besoin de remplacer la peine par une question d'amende. (*Marques d'approbation.*)

M. BOGELOT. — J'admets très bien la réponse.

M. DUBOIS. — La proposition de M. Béranger n'est pas une innovation absolue. Elle en est une en France; mais la condamnation conditionnelle existe en Belgique depuis près de deux ans; c'est une loi du 31 mai 1888, je crois, qui l'a introduite, à peu près dans les mêmes termes que ceux dans lesquels est conçue la proposition de M. Béranger.

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissez-vous la statistique résultant de l'application de cette loi?

M. DUBOIS. — Je ne sais même pas si elle a été publiée; c'est peu probable, car la loi, ayant été édictée en mai 1888, n'a été mise en vigueur qu'en 1889, et la statistique de 1889 n'est pas encore parue.

En ce qui concerne la substitution par le juge de l'amende à l'emprisonnement, comme M. Nattan, j'y vois pour ma part de grands inconvénients; d'ailleurs, le commerçant dont on vous parlait tout à l'heure sait à quoi il s'expose. Les gens riches paieront toujours l'amende, les autres ne pourront pas la payer et il faudra recourir à la contrainte par corps contre eux.

M. le pasteur ARBOUX. — Je regrette que personne ne prenne plus la parole sur la question. J'espérais que cette discussion se prolongerait au moins pendant une séance, et que nous entendrions exprimer d'autres opinions.

Il paraît en effet certain, lorsqu'un intervalle assez long suit une première condamnation sans arrestation nouvelle, qu'il y a eu une réelle amélioration. Au contraire, lorsqu'il y a récidive, on peut condamner sans crainte beaucoup plus longuement.

En un mot, je suis convaincu du danger des courtes peines. Je crois que lorsqu'un délinquant ne s'est pas amendé après un sérieux avertissement il y a lieu d'appliquer une peine assez longue.

Ce qui donne à réfléchir, c'est que, dans un but philanthropique, dans une pensée qu'il faut approuver, nous arrivons peut-être à affaiblir la loi. (*Nombreuses marques d'approbation.*)

Je vois ce qui se fait ici, je suis membre de la Société depuis ses débuts et je désire pour ma part que nous n'affaiblissions point cette crainte de la répression qui est utile à la société et salutaire aux détenus. Je ne puis parfois me défendre d'une certaine inquiétude à cet égard lorsque j'observe dans leur succession quelques lois à l'adoption desquelles nous avons certainement contribué.

La loi du 5 juin 1875 a diminué d'un quart les peines à subir ; la loi du 4 août 1885 a également diminué la durée des peines dans certains cas déterminés. Voilà le quart, le tiers, la moitié des peines, même pour les récidivistes, qui peuvent être évités.

Dans la loi sur la rélegation on trouve un article qui permet, au bout d'un certain temps, de demander le retour en France.

Il nous reste quelques peines pour intimider les malfaiteurs. Convient-il d'en supprimer une encore ? Telle est la question.

Il serait dangereux pour le succès des grandes et durables réformes poursuivies ici de laisser croire, même à tort, que nous ne sommes plus éloignés de cette époque, toujours prochaine suivant les sceptiques, où l'on sera tenté de devenir délinquant. (*Rires.*)

En concluant, et après avoir fait part simplement à mes honorables collègues de ce scrupule ou de cette inquiétude, je tiens à répéter que je ne suis pas opposé à la réforme dont il s'agit et que j'en comprends toute l'utilité surtout dans le régime en commun.

M. DUBOIS. — Je partage les idées de M. le pasteur Arboux sur les inconvénients de l'affaiblissement de la répression. Comme lui, je constate avec douleur que, depuis quelque temps, il y a une tendance très manifeste à adoucir l'action de la pénalité, et je déplore cette tendance aussi profondément que lui. Mais je ne crois pas que le principe même de l'admission des condamnations conditionnelles substituées aux courtes peines dans certaines limites puisse produire cet énervement de la peine dont nous ne voulons ni l'un, ni l'autre.

En effet, pour pouvoir profiter de la condamnation conditionnelle, il faudrait être pur de toute condamnation antérieure, et j'ajouterais cette autre condition qu'il faudrait être domicilié.

On parlait tout à l'heure des vagabonds ; si on condamne conditionnellement un vagabond, après sa condamnation il disparaît.

M. LE COURBE. — C'est prévu dans l'article 1^{er}.

M. CAMOIN DE VENCE. — Je m'associe aux observations de M. le pasteur Arboux et de M. Dubois, mais je déclare que je déplorerais la suppression dans notre système répressif, de ce qui peut produire, surtout, l'effet si nécessaire de l'intimidation.

Un élément indispensable de toute loi pénale est, précisément, qu'elle produise l'intimidation. On peut essayer d'atténuer, pro-

gressivement, les peines, mais à la condition qu'il reste toujours un équivalent de la peine qu'on supprime; un nouveau mode de peine, je le veux bien, mais qu'il y ait toujours une peine.

Il est certain que dans nos statistiques françaises on remarque une augmentation de la récidive. Eh bien, en présence d'un fait aussi brutal, ce n'est pas le cas de toujours aller plus loin dans la voie de l'atténuation. Je veux bien qu'on substitue un mode à un autre, mais si on supprime une peine il faut la remplacer par un équivalent.

Dans toutes les lois nouvelles on doit se préoccuper de savoir si l'équivalent vaut bien la peine qu'on met de côté; on ne s'en préoccupe pas assez en réalité et la plupart des dernières modifications législatives tendent à une diminution de l'intimidation. Je le regrette et je m'associe pleinement aux observations qui viennent de vous être présentées.

M. LE COURBE. — Il n'est pas question d'énervement de la peine dans la proposition de M. Béranger. En effet, il n'y a pas substitution d'une peine à une autre, il n'y a pas suppression d'une peine, il y a suspension d'une peine, ce qui n'est pas la même chose.

Un individu ayant commis un premier délit aura, dans certaines conditions, vu la peine prononcée par le juge suspendue dans son exécution; si pendant cinq ans après le délit, il a eu une bonne conduite et n'a commis aucun nouveau délit il aura purgé sa première peine et la mention même en sera effacée de son casier judiciaire; mais pendant cinq ans il se sera bien conduit. Si au contraire il retombe dans un autre délit, non seulement la première peine n'est pas supprimée, mais elle revit immédiatement, elle est exécutée sans confusion possible avec la seconde condamnation et entraîne pour ce second délit l'application des peines de la récidive. C'est ce que dit l'article 4 de la proposition de loi de M. Béranger.

En fait il arrivera qu'il aura deux peines à subir au lieu d'une: la pénalité n'aura donc pas été énervée.

M. CAMOIN DE VENCE. — C'est toujours une diminution du sentiment d'intimidation; on saura qu'on sera condamné à une peine, mais que cette peine peut être suspendue.

M. BOGELOT. — L'équivalent de ce que M. Béranger demande

en échange de cette faculté de la suspension existe en ce sens que nous demandons la suppression des courtes peines ; par conséquent la seconde peine sera plus forte. C'est parce qu'on supprime les petites peines qu'on autorise la suspension.

Je ne comprends l'application de la suspension de la première peine qu'à deux conditions. La première c'est que ne pourront en profiter que les individus qui n'ont jamais été condamnés, qu'il n'y aura là qu'une faculté pour le magistrat, lequel n'accordera pas la suspension à des vagabonds et à des gens qui ne seront pas domiciliés. La seconde — c'est là l'équivalence — c'est qu'en cas de seconde condamnation celle-ci sera au besoin au-dessus de six mois.

Dans ces conditions, ce n'est pas un énervement, c'est la substitution à la courte peine d'une peine plus forte avec faculté dans certains cas de pouvoir la suspendre et de racheter cette suspension par cinq années de bonne conduite.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a des circonstances dans lesquelles il sera en quelque sorte impossible d'appliquer les dispositions de cette loi. Il est des délits qui ne sont commis qu'une fois.

Ainsi, un commerçant qui fait une banqueroute simple peut être très coupable et être condamné ; le juge étant dans la nécessité de le frapper d'une pénalité, vous allez accorder à ce commerçant la faculté de ne subir sa peine que s'il est une seconde fois ramené devant la justice à propos de son commerce, c'est-à-dire à propos d'une banqueroute simple ? Le fait sera bien rare et le banqueroutier simple ne sera presque jamais châtié.

M. LE COURBE. — A propos de tout autre délit. . .

M. LE PRÉSIDENT. — Comme on le faisait observer tout-à-l'heure, c'est un affaiblissement de la répression.

La peine, à mon sens, cherche un double but : non seulement elle veut atteindre le délinquant, mais surtout elle veut être un exemple, une leçon. Eh bien, le jour où vous faites disparaître le premier caractère de la peine, c'est-à-dire la leçon publique, vous êtes bien prêt de supprimer l'effet de la loi pénale. Encore une fois, l'objet essentiel de la loi pénale n'est pas de venger la société par un châtiment qui, vu de près, n'est que fort peu de chose pour celui qui le subit après l'avoir mérité ; c'est l'intimidation qui arrête, c'est la crainte d'être placé dans les mêmes conditions que

le délinquant puni, qui sert à contenir des appétits que la société moderne doit absolument réprimer.

Voyez les conséquences des adoucissements introduits dans l'organisation actuelle. On a fait la loi des flagrants délits ; eh bien, les faits qui donnent lieu à des poursuites de flagrants délits ne sont-ils pas plus nombreux ? Est-ce que la loi qui a réduit les pénalités en réduisant les délais de la prévention, a diminué le nombre des délits ? En aucune façon.

Il me semble que la Société doit regarder bien en face les conséquences de ses votes et de sa philanthropie. Le premier intérêt à défendre c'est l'intérêt public, et le premier devoir de notre Société c'est de penser que, tout en recommandant les adoucissements que l'humanité comporte, elle ne doit jamais oublier l'intérêt dominant, c'est-à-dire l'intérêt social. Or, il me semble que cet intérêt est singulièrement attaqué par les diminutions successives de la répression.

Encore une fois, je ne vois pas comment un individu qui va commettre un vol ne sera pas encouragé par la pensée qu'en prenant la montre de Monsieur, par exemple, il pourra échapper pour cette fois à la condamnation. Il ne s'obligera à réfléchir qu'après avoir commis un premier délit ?

Dans ces conditions, j'estime que la proposition de loi dont on vous a parlé peut être grosse de conséquence ; le nombre des délits commis une première fois sera multiplié et singulièrement augmenté.

M. BOGELOT. — Justement la suspension de la première peine, loin de paraître un énervement répond au contraire au désir que nous exprimons tous, à savoir qu'il faut armer davantage la justice. Il sera bien entendu pour tout le monde qu'il n'y aura plus de courtes peines, et dans ces conditions on ne s'exposera pas et ou ne sera pas tenté de dire : Quinze jours de prison, c'est bien vite passé. Quand on saura que la première fois on encourra six mois de prison et que la seconde fois la peine sera doublée, je crois que l'intimidation sera suffisante et que, loin d'être énervée, la répression sera augmentée. (*Approbation.*)

M. JAMES NATTAN. — Je désire ajouter quelques mots aux observations présentées par MM. Bogelot et Le Courbe.

M. le Bâtonnier vous disait tout à l'heure qu'il estimait que la société avait pour principal devoir de se protéger elle-même.

Vous êtes des gens pratiques, le projet de loi de M. Béranger a été fait, lui aussi, dans un esprit essentiellement pratique ; je crois que les mesures proposées par M. Béranger sont à la fois des mesures philanthropiques et des mesures pratiques de protection pour la société.

Effectivement, il est une situation de fait qui est connue de tous. Dans les prisons de Paris comme dans les prisons de province les courtes peines sont subies en commun ; cet emprisonnement en commun qui présente des inconvénients multiples sera probablement appliqué très longtemps encore, étant donné le peu de ressources que le budget peut mettre à la disposition de l'administration pénitentiaire pour la transformation des prisons. Vous savez qu'à Paris, par exemple, à la prison de Sainte-Pélagie ou à la Santé, où l'on subit des peines de deux jours à treize mois, tous les détenus sont ensemble ; ils peuvent communiquer dans les cours, ils communiquent également dans les dortoirs. En dehors de la situation désastreuse qui est produite par cet emprisonnement en commun au point de vue de la moralité des détenus, cet emprisonnement en commun est une source singulièrement féconde de récidives.

Il me revient un fait à la mémoire. Un de mes parents avait depuis douze ans un valet de chambre très honnête. Un jour ce valet de chambre se prend de querelle avec un concierge, lui administre des coups, passe pour cela en police correctionnelle et se voit infliger huit jours de prison. On l'envoie purger sa peine à Sainte-Pélagie ; il est placé là dans une cellule avec quatre individus qui étaient des voleurs endurcis. Ces vauriens l'ont si bien endoctriné pendant sa détention que lorsqu'il est sorti de prison il a volé son maître.

Ces cas-là sont fréquents ; dès lors vous le voyez facilement : la mesure qui aurait pour effet de suspendre les courtes peines serait aussi une mesure de protection, puisqu'elle éviterait cette promiscuité entre les détenus, promiscuité génératrice de délits qui n'auraient pas été commis sans elle.

Dans ces conditions, je vous demande de considérer avec moi que les innovations proposées par M. Béranger n'auront pas pour conséquence de produire un énervement de la répression, mais qu'au contraire, surtout si une seconde condamnation très sévère était prononcée lorsque le délinquant retombe dans un second délit après la libération conditionnelle, ces innovations, loin d'amoin-

drir le châtimeut, constitueraient au contraire un accroissement de pénalité. (*Nombreuses marques d'approbation.*)

M. BOGELOT. — C'est comme cela que je le comprends.

M. l'abbé FORTIER. — Je crois que M. Nattan vient de commettre une erreur. A la prison de la Santé, tout individu qui est condamné à un mois n'est jamais mis en commun, il fait sa prison en cellule, et là on peut avoir quelque action moralisatrice sur lui. « Tout individu condamné pour la première fois, soit à 24 heures de prison, soit à huit jours de cette peine, subit sa peine en cellule. » Il en est de même dans toutes les prisons de Paris.

M. NATTAN. — Lorsque j'ai visité Sainte-Pélagie, j'ai pu m'assurer par moi-même que l'emprisonnement s'y faisait en commun et que les individus étaient ensemble dans les dortoirs et dans les cours.

M. l'abbé FORTIER. — Ceux qui sont envoyés à Sainte-Pélagie sont pour la plupart des récidivistes.

M. le pasteur ROUX. — J'appuie la proposition de loi de M. Bérenger, et je ne crois pas que cette proposition, dans les termes où elle est conçue, énerve la répression. La peine étant suspendue sur la tête du délinquant, la crainte qu'il éprouvera de cette peine sera un moyen de le retenir sur la pente du mal.

Je ne veux pas répéter ce qui a déjà été dit à ce sujet ; il est cependant un autre point de vue auquel il faut se placer et cela dans l'intérêt même de la société.

Quand un homme est arrêté, il est prévenu ; mais il peut sortir indemne des mains de la justice lorsque son innocence est reconnue ; seulement quand sa culpabilité est établie, on doit se préoccuper de lui à juste titre. Ceux qui ont vu de près les prisonniers ont pu, en effet, constater l'influence funeste de la détention sur les prisonniers, non pas seulement au point de vue de la promiscuité, mais encore au point de vue de l'atteinte portée à la personnalité et à la moralité de celui qui est coupable pour la première fois. Quand la main de la justice s'est appesantie sur un homme, celui-ci se sent déjà atteint : si une condamnation est prononcée, la peine qu'il subit le diminue à ses propres yeux. C'est une opinion qui a été développée en particulier par un phi-

lantrope américain; M. Sanborn a dit que le jour où un homme a senti le poids de la justice peser sur lui, il a perdu une partie de sa valeur morale.

J'estime donc que la proposition de M. Béranger, qui a pour but de suspendre la peine sur la tête du coupable en arrêtant l'effet de la loi, sera un moyen d'arrêter ce coupable sur la pente fatale où il allait s'engager et aussi un moyen de lui conserver le sentiment de sa dignité personnelle. Il aura été averti salutairement, il dira qu'il l'a échappé belle. Quand un homme, après avoir senti qu'il allait être frappé, qu'il allait être confondu avec les malfaiteurs, se trouve affranchi de cette peine, c'est beaucoup.

La doctrine qui consiste à multiplier les moyens préventifs est nouvelle, je le veux bien; mais, nous qui nous sommes beaucoup occupés des prisonniers, bien loin de redouter l'influence de ces moyens préventifs, nous voudrions étendre cette influence, nous voudrions que cette admonition fût autorisée par la loi, considérée par elle, comme une peine et qu'après l'admonition il y eût l'amende.

Quand ces deux moyens qui n'atteignent pas encore la personnalité et la moralité du délinquant ne sont pas suffisants, alors vient cette condamnation suspensive qui est un troisième avertissement.

Ce n'est pas trop que d'avertir l'homme plusieurs fois, il en a besoin; les moyens préventifs préserveront le coupable d'une chute plus grande, et ce sera aussi un moyen de préservation pour la société. En effet, ainsi qu'on l'a fait remarquer à juste titre, les premières peines sont les moins nombreuses: mais quand un coupable a été frappé deux ou trois fois, c'est fini, il va très rapidement au fond de l'abîme. C'est ainsi que nous avons un si grand nombre de condamnations, alors que nous pourrions les éviter par ce moyen que l'on considère comme dangereux pour la société et qui pourrait cependant prévenir les premières fautes.

Aussi j'appuie chaleureusement la proposition de M. Béranger.

M. JORET-DESCLOSIÈRES. — Je désire faire une communication à la réunion.

M. Béranger, que j'ai eu l'honneur de voir aujourd'hui au Palais m'a exprimé l'intention de venir ce soir à notre réunion. Cependant, s'il ne venait pas, il y aurait lieu, je crois, de continuer la discussion à la prochaine séance.

M. LE PRÉSIDENT. — Si la Société le veut ainsi, la discussion de cette question sera continuée à notre prochaine réunion. Ainsi que l'ordre du jour le mentionne, nous allons passer à la discussion du rapport de M. Rivière.

M. Rivière donne lecture de la première partie — première question — de son rapport (1), puis il ajoute oralement les observations suivantes :

Depuis que ce rapport a été fait et imprimé, j'ai causé avec un fonctionnaire de l'administration pénitentiaire qui m'a dit qu'on avait expérimenté le système de la régie en dehors des quatre grands établissements que je viens de vous signaler, dans de petites prisons, notamment dans le midi de la France. Toute une région s'est trouvée privée de gérants non officiels par suite des exigences des entrepreneurs, et l'Administration avait pris le parti de se charger de la gestion de tous les établissements de cette région ; elle avait donné du travail à tous les détenus, ce qui est la chose essentielle ; mais je dois reconnaître que l'expérience n'a pas été aussi brillante qu'on avait pu l'espérer, et qu'elle a coûté plus cher qu'on le pensait.

Je dois cependant ajouter que cette expérience ne doit pas être considérée comme concluante, car elle a été faite sur un espace restreint, par des hommes qui n'avaient pas encore pu acquérir les aptitudes nécessaires et qui faisaient école. Si l'expérience avait duré, elle aurait été probablement plus fructueuse.

Je passe à la deuxième question :

.....

M. LE COURBE. — On pourrait limiter la discussion à ces deux premières questions.

M. RIVIÈRE. — Si vous voulez me permettre de les résumer, elles peuvent se réduire à ces termes :

Je considère comme incontestable que la régie est préférable à l'entreprise. Le principe qui doit dominer toute cette matière, qui doit dominer même la question, si grosse dans notre pays, la question budgétaire, est de ne laisser jamais les détenus inoccupés.

M. Natta vous citait tout à l'heure quatre gredins qui avaient corrompu un cinquième détenu. Il est probable que s'ils avaient

(1) Rapport de M. Rivière, *Bulletin*, mars 1890, p. 358.

tout en étant une difficulté de construction et une cause continue de réparations, entraînait une grande dépense non seulement d'installation mais encore d'entretien. Pour les mêmes raisons, on a aussi supprimé les robinets d'eau potable dans les cellules, qui seraient devenues en peu de temps perpétuellement humides, grâce aux tuyaux de conduite.

Une fois la latrine écartée, il ne restait que le vase mobile. On étudia le moyen le plus convenable de le transporter hors de la cellule, sans avoir à ouvrir la porte, et on essaya de faire un vide spécial, près de l'entrée, fermé de deux panneaux, l'un à l'intérieur et l'autre à l'extérieur. Le vase mobile à fermeture hydraulique est muni d'un couvercle. — Les cabinets pour vider les vases sont cachés dans des enfoncements à l'entrecroisement de deux bras contigus. Dans chaque cabinet se trouvent deux vases en fer émaillé avec soupape à bascule et fermeture hydraulique, au ras du sol, qui peuvent facilement recueillir toute l'eau que l'on répand pendant les lavages abondants des vases.

Le tuyau de conduite, d'un diamètre intérieur de 0^m, 250 est placé au centre du cabinet, hors de contact avec les murs, afin de leur éviter toute humidité et de pouvoir en faire l'inspection fréquente en toutes ses parties.

Dans les voûtes de chaque latrine, on a ménagé des tuyaux d'aspiration, qui tous viennent aboutir à une cheminée qui conduit au-dessus du toit les exhalaisons malsaines.

Pour le service des brocs d'eau, on a établi dans l'angle de chaque latrine une vasque de marbre avec un robinet.

Enfin, pour compléter cette installation, une conduite en fer distribue abondamment l'eau à chaque étage au moyen de plusieurs robinets.

VIII. *Distribution d'eau.* — Pour recueillir et avoir toujours promptement une grande provision d'eau, suffisante pour répondre d'urgence aux besoins de distribution dans les cellules et pour le lavage des vases, il a été nécessaire d'installer de nombreux réservoirs placés au-dessus de chaque bras et sous les toits. Ces réservoirs sont simplement des récipients en terre cuite non vernie contenant chacun environ 700 litres, en communication entre eux par des tubes en terre qui se greffent sur des tubulures. On compte sous les toits deux récipients pour chaque cellule, ce qui donne un total de 230 réservoirs de plus de 160 mètres cubes d'eau sous les toits.

Par cette disposition, on obtient ce grand avantage de répartir également sur les murs du corridor central le poids très considérable de toute cette eau. De plus, comme les réservoirs sont en terre non vernie, l'eau échauffée par le dehors et s'évaporant par suite de la ventilation qui se fait sous les toits par des ouvertures spéciales, a cet autre grand avantage de maintenir toujours fraîche l'eau des réservoirs. Le tuyau d'accès et celui de sortie sont, en outre, disposés de façon à ce que l'eau doive toujours circuler par toute la chaîne des divers récipients sans jamais rester stagnante.

IX. *Construction.* — La construction de cette prison, par une disposition expresse de la loi du 25 juillet 1881, a été faite à l'économie en utilisant la main-d'œuvre des détenus et plus spécialement des condamnés à la réclusion. Il faut remarquer qu'en général, leur main-d'œuvre n'est pas moins expérimentée que celle des ouvriers libres, et quoique beaucoup de détenus apprennent leur métier dans la prison même, grâce à leur bonne volonté et à leur intelligence, ils réussissent assez bien pour qu'on puisse leur confier, après un certain temps, toute sorte de travaux délicats ou difficiles. Ils se montrent, en outre, très laborieux, dociles et d'une grande résistance à la fatigue.

Il n'entre dans le chantier que des matières premières qui toutes ensuite sont transformées par les détenus qui sont divisés en plusieurs escouades de maçons, coupeurs et tailleurs de pierre, manœuvres, charpentiers, serruriers, ferblantiers et autres. Selon leur habileté, ils sont répartis en diverses classes, et la promotion de l'une à l'autre leur sert de récompense et d'encouragement au travail.

Le salaire journalier est proportionné, d'après les métiers et suivant les classes, depuis 1 fr. 20 jusqu'au maximum de 1 fr. 50 dont les 3/10 appartiennent comme gratification aux détenus. Il en résulte une notable économie dans l'exécution des travaux, sans compter une construction beaucoup plus soignée que celle qu'auraient donnée des travaux faits à l'entreprise.

La construction commença en septembre 1881, conservant une moyenne journalière de 150 travailleurs. Sans doute, cette moyenne n'était pas en proportion de l'importance de la construction pour laquelle on aurait pu facilement employer une quantité beaucoup plus considérable de bras ; mais par suite de cette disposition prise de n'employer que la main-d'œuvre des détenus,

on ne put jamais en augmenter le nombre, soit à cause de l'absence de maçons, soit par manque de locaux pour les recevoir et les garder.

Actuellement sont terminés la rotonde et trois bras de la première croisière, et la fondation de la galerie de communication entre les deux rotondes.

Depuis trois mois environ, on a entrepris la transformation de l'ex-couvent et l'on est en train de jeter les fondements du second corps de bâtiment destiné aux divers services intérieurs de la prison.

En même temps on a commencé les travaux préliminaires pour la construction du quatrième bras de la première croisière, afin de la compléter.

Il semblera à première vue et à beaucoup de personnes qu'en raison du temps écoulé depuis le commencement de la construction, les travaux ont été menés trop lentement, et pourtant il faut remarquer que, abstraction faite du nombre restreint des détenus, on a dû à plusieurs reprises suspendre les travaux, sinon complètement, du moins en grande partie, et pour de longues périodes, parce qu'on employait les détenus à d'autres travaux. C'est ainsi que fut démolie le couvent *delle Mantellate*, pour élever à sa place la grande imprimerie du même nom; et avec l'aide de ces forçats, les services de la direction de la colonie pénale *delle Trefontane* furent construits avec infirmerie, buanderie, etc.; puis survinrent diverses adaptations à ce même ex-monastère de Regina Coeli, à côté, à l'école des élèves-gardiens des prisons, enfin, au moment de l'épidémie de choléra, au développement de la prison de Saint-Michel. En plus de tous ces travaux, tant dans le passé que dans le présent, de nombreux ouvriers sont distraits du travail des prisons proprement dit pour exécuter des ordres de tout genre soit pour le compte de l'administration des prisons, soit pour celui des particuliers.

Dès aujourd'hui on a réalisé sur les tarifs correspondants de la ville, dans l'exécution des travaux déjà faits, une économie de 43 p. 100. Le montant de la dépense prévue pour tout l'établissement s'élève à la somme de £ 3.500.000; si on en déduit l'économie de 43 p. 100, il résulte que le travail terminé, la dépense totale n'aura été que de 2.000.000 environ; et comme les cellules seront en nombre de 1.100, il s'ensuit que le coût final de chacune d'elles sera de £ 1.800, somme notablement inférieure à celle dépensée pour toutes les autres prisons judiciaires, à système

cellulaire, déjà construites dans le royaume et à l'étranger où les prix varient de £ 3.000 à 4.000 par cellule.

Bien entendu que ce chiffre de £ 1.800 ne représente pas le coût de la cellule seule, composée des murs périmétraux, de la voûte, du pavé, de la porte et de la fenêtre, mais est le prix de tout l'édifice (rotonde, galeries, passages, logements, magasins, cuisine, murs d'enceinte, etc., etc.) réparti à tant par cellule comme on a généralement l'habitude de le faire.

Comme on l'a déjà dit, la première raison de l'abaissement du prix de la cellule vient de l'économie sur la main-d'œuvre des ouvriers. En second lieu on a cherché à donner à la cellule la plus grande simplicité, mais sans lui enlever rien de ce qui peut sembler strictement nécessaire. Par la disposition des cellules dans quatre étages, au lieu de trois selon l'habitude générale, on a obtenu une grande économie, les grosses dépenses de fondation et de couverture de tout l'édifice restant cependant les mêmes. Enfin on a supprimé comme inutile, toute décoration dans l'intérieur de la prison, qui, outre le tort d'être coûteuse, ne semble pas répondre au caractère de cet établissement.

X. *Conclusion.* — Ce très beau et nous dirions même ce splendide résultat économique rassurera certainement l'esprit de ceux qui ont fait une si terrible guerre à l'administration des prisons dans les commencements de ces travaux si importants.

Avoir obtenu un si excellent résultat dans une première expérience, tentée sur une assez vaste échelle, avoir accompli un si grand travail à l'économie avec la main-d'œuvre des détenus nous semble suffire à repousser par des faits et non par des paroles les accusations adressées au Gouvernement pour n'avoir pas donné ce travail à l'entreprise.

Il en est de même pour notre affirmation, appuyée par les résultats obtenus, que le système adopté pour la fourniture de tous les matériaux, qui sont acquis par la direction de la prison sur l'avis préalable d'une commission technique des travaux pour la qualité et les prix, n'a jamais donné lieu à aucun inconvénient, et répond à ceux qui voyaient dans ce système sans tenir compte des dispositions du R. Décret du 16 octobre 1880, et de la loi du 25 juillet 1881, — une continuelle violation du règlement de comptabilité générale, alors qu'au contraire tout est soumis à de rigoureux contrôles pour garantir les intérêts de l'État et établir sur les règles en usage en ces matières.

On peut donc espérer que dorénavant on continuera d'appliquer

ce système pour toutes les constructions de bâtiments dépendant de l'administration pénitentiaire après cette expérience aussi flatteuse que démonstrative durant laquelle, il faut le remarquer, on n'a eu à regretter aucun malheur, tandis que continuellement on voyait dans les chantiers de la capitale arriver des accidents qui, avec la mort des ouvriers, entraînaient la ruine de tant de familles.

Traduit de la *Rivista di discipline carcerarie*
par M. le comte LE COURBE.

REVUE PÉNITENTIAIRE

Sommaire. — 1° Congrès pénitentiaire international de Saint-Petersbourg (1890).
— 2° Congrès colonial national de Paris. — 3° Discipline pénitentiaire au Japon.
— 4° Bureau des prisons aux États-Unis. — 5° Réforme pénitentiaire au Chili.

I

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL DE SAINT-PÉTERSBOURG (1890)

**Rapports présentés sur la première et la deuxième question
du programme de la deuxième section.**

I

PREMIÈRE QUESTION

Le système du travail en régie est-il préférable, dans les établissements pénitentiaires, au système du travail par entreprise ?

Le but que doit se proposer l'État à l'égard des détenus, dont la garde et l'entretien lui sont confiés, est multiple. Il doit, en premier lieu, rendre leur peine afflictive, en second lieu, s'efforcer de les moraliser, en troisième lieu, leur apprendre un métier qui, au moment de la libération, leur permette de trouver un emploi et de gagner honorablement leur vie.

Ce triple but, s'il n'est pas absolument incompatible avec l'existence de l'entreprise, du moins ne peut être, à mon avis, véritablement atteint qu'avec le système de la régie.

Sans doute, la présence, dans un établissement pénitentiaire, d'un entrepreneur n'est pas un obstacle absolu à l'existence d'une rigoureuse discipline. Il n'en est pas moins vrai que les allées et

venues d'un grand nombre de personnes étrangères à l'établissement et à sa hiérarchie, de personnes dont les fonctions comme la mission n'ont rien de commun avec le mode d'exécution de la peine, ne peuvent qu'ouvrir le champ à de nombreuses compromissions, à des complaisances coupables, à des faveurs injustifiées au point de vue répressif. La coexistence dans la même enceinte de deux pouvoirs d'une nature aussi différente que celui du directeur et celui de l'entrepreneur ne peut que nuire à l'unité de la direction et à la stricte observation des règlements. A côté des faveurs blâmables, il faut prévoir également les tracasseries de l'entrepreneur ou de ses agents à l'égard des détenus inhabiles et les suspicions d'exploitation, justifiées ou non, que son ordinaire âpreté au gain provoque incessamment de la part des détenus.

La question de moralisation, encore plus que celle de discipline, reste complètement étrangère aux préoccupations de l'entrepreneur. Il est même certain que celui-ci est souvent un obstacle à l'exécution de la mission du directeur à ce point de vue. Ce sont des plaintes au sujet des visites que les détenus reçoivent dans leur cellule, au sujet du temps perdu au service religieux ou à l'école, des exigences, au sujet des heures de travail, incompatibles avec une large distribution de l'instruction et des principes de la religion ou de la morale. Combien souvent n'a-t-on pas vu un entrepreneur opposé à la libération conditionnelle d'un détenu, uniquement parce qu'il était un de ses meilleurs travailleurs ! De là une série de conflits essentiellement préjudiciables à la moralisation des détenus, comme à la bonne organisation des établissements.

Spécialement en ce qui concerne l'organisation du travail, si nécessaire surtout avec le régime cellulaire qui est la règle de nos prisons de courtes peines, l'entreprise est peu propre à assurer l'occupation assidue, ininterrompue de tous les détenus. De par sa profession, l'entrepreneur ne cherche qu'à produire le plus possible et à éviter toute chance de perte. Il est ainsi amené à ne s'occuper que des détenus habiles et à négliger d'employer ceux inexpérimentés dont l'apprentissage causerait à ses agents une perte de temps et dont les malfaçons produiraient un préjudice notable.

Que lui importe de laisser inactif un détenu qui n'a que quelques mois de prison à accomplir et dont l'apprentissage devrait durer presque tout le temps de sa peine ? Il le laissera sans regret libérer aussi inexpérimenté qu'il est entré, aussi incapable par suite de se reclasser dans la société qu'au jour de sa condamnation.

Souvent aussi, s'il a quelque peine à se procurer des matières premières et du travail, dans une petite ville, il laissera toute la population d'une prison en chômage. Je sais bien que contre de pareils abus le cahier des charges édicte certaines peines pécuniaires, mais je sais aussi combien rarement il est fait application de ces clauses. Quelquefois même l'entrepreneur calcule qu'il a avantage à payer l'indemnité du chômage et n'hésite pas à livrer ainsi au chômage de nombreux détenus pour éviter une petite perte ou simplement parce qu'il n'aurait pas de bénéfice en les faisant travailler. Notons enfin, à propos de cette importante question du métier, que rarement l'entrepreneur, s'il est de son intérêt de l'appliquer à un autre travail, tiendra compte du métier exercé par le détenu avant sa condamnation. Au lieu de chercher à le perfectionner dans sa profession antérieure, il lui fera apprendre, s'il y trouve avantage, la petite partie d'un métier nouveau, permettant d'activer, au moyen d'une excessive division du travail, la production industrielle de la maison. Jamais il n'aura la salutaire précaution de le faire passer par les différentes étapes du même métier, de manière à le rendre un ouvrier complet en son art et capable de se placer facilement dans un atelier ou chez un patron après sa libération.

Tous ces inconvénients disparaissent avec la régie. Les détenus ne sont plus en rapport qu'avec des fonctionnaires officiels, dévoués à leur service, pénétrés de la sainteté de leur mission moralisatrice. S'il y a intérêt à ce que l'école, par exemple, soit faite le matin, alors que l'esprit et le corps sont dispos, au lieu d'être faite le soir après toutes les fatigues de la journée, le directeur ne verra pas surgir les réclamations de l'entrepreneur protestant au nom de son intérêt commercial. Si l'aumônier ou toute autre personne charitable s'attarde dans la cellule d'un détenu, l'entrepreneur n'interviendra pas au nom du même souci. Le directeur aura la faculté de conserver au détenu son métier primitif et de le lui faire perfectionner. On ne verra plus un tisserand obligé à casser des noix ou un cordonnier contraint de faire des boîtes d'allumettes. Le directeur s'occupera du détenu faible ou peu adroit comme des autres, le chômage sera inconnu. Il veillera à ce qu'il apprenne, s'il n'en a pas, un métier dans toutes ses parties et non dans une seulement. La prison deviendra ainsi une sorte d'école professionnelle (1), dans laquelle on tiendra compte des aptitudes naturelles

(1) Lefébure, *Rapport à l'Assemblée nationale sur les prisons suisses*, 1873. Et ce

et du milieu dans lequel chaque détenu a été élevé ou dans lequel il doit rentrer. En ce qui concerne enfin cette concurrence, dont nous aurons à nous occuper sous la deuxième question, le directeur veillera à n'introduire dans la prison que des industries utiles aux détenus et non nuisibles aux industries locales libres. Je sais bien que cette dernière condition peut être toujours garantie par le pouvoir absolu de l'administration de refuser ou de supprimer toute industrie nuisible à la région, mais ces conditions, et surtout la première, seront certainement plus facilement assurées avec la régie qu'avec l'entreprise.

La grosse objection dirigée contre la régie est tirée de la difficulté de trouver des directeurs en même temps bons économistes. Absorbé par les fonctions multiples de sa direction, le directeur ne semblerait pas devoir veiller avec assez d'activité à la bonne organisation du travail. Je répondrai qu'il suffit de lui adjoindre un bon régisseur qui, sous sa haute surveillance, se chargera aisément de cette délicate mission.

La Belgique, la Hollande et tant d'autres pays, sans compter la France dans ses quatre prisons en régie, suffisent à nous démontrer qu'une excellente et fructueuse gestion des services économiques n'est nullement incompatible avec le système de la régie. Mais n'oublions pas, inversement, combien il est difficile souvent de trouver des entrepreneurs dans certaines villes et pour certains établissements. Combien de fois n'avons-nous pas vu des centaines de détenus condamnés à l'oisiveté la plus complète, faute de sous-traitants !

Reste la question de prix. Elle fournit un argument, je dirais décisif, si en pareille matière la question de moralisation ne devait passer bien avant celle d'argent. Nous n'expérimentons en France le système de la régie que dans quatre maisons centrales métropolitaines, à Melun, à Fontevrault, à Gaillon et à Clairvaux. Or, à Melun 157 détenus, employés 92 à l'imprimerie et 65 à la confection d'uniformes, rapportent à l'État 200.000 francs par an, et la journée de détention, qui, en 1882, sous le régime de l'entreprise, coûtait 63 centimes, rapporte aujourd'hui 28 centimes ! Je m'empresse d'ajouter que les résultats ne sont pas aussi merveil-

que M. Lefébure dit excellemment de la Suisse, je le dirai aussi bien des pays exclusivement agricoles. Car c'est pour ceux-ci surtout que la prison peut devenir une véritable école industrielle, ainsi que j'en ai vu en Croatie. Il me semble donc inutile de chercher à créer pour ces pays une organisation spéciale de travaux en plein air.

leux dans les trois autres maisons centrales, qui, situées moins près de Paris, ne peuvent jouir des mêmes avantages économiques. Il reste néanmoins certain que les résultats obtenus par la régie sont infiniment supérieurs à ceux obtenus par l'entreprise.

II

DEUXIÈME QUESTION

*Dans quelle mesure le travail pénal est-il préjudiciable
au travail libre ? (1)*

La France entretient dans ses établissements pénitentiaires de droit commun 23.000 condamnés à de courtes peines, 5.500 jeunes détenus et 15.700 condamnés à de longues peines. Je laisse de côté à dessein les condamnés militaires et marins. Il est incontestable que tant au point de vue moral qu'au point de vue économique, hygiénique, social, une telle masse d'hommes ne peut être laissée dans l'oisiveté. On le peut d'autant moins qu'on ne crée pas ainsi une nouvelle classe de travailleurs, car ces détenus, s'ils n'étaient pas condamnés, travailleraient dans la vie libre et feraient ainsi une concurrence naturelle aux travailleurs libres. Il y a donc déplacement plutôt que création de concurrence. Toute la préoccupation de l'administration doit se réduire à ne pas altérer la libre et naturelle répartition des professions et elle doit pour cela faire exercer à chacun de préférence le métier qu'il exerçait avant d'entrer en détention. A cet égard je ne saurais approuver la règle qui à Louvain fait imposer à chaque condamné l'obligation de changer de métier. Les avantages qu'on prétend trouver dans cette mesure ne me semblent pas compenser ses immenses inconvénients ; ils ne les compensent pas surtout dans un grand pays comme la France, où il est facile de changer de milieu professionnel, de se perdre dans nos grandes agglomérations urbaines ou dans nos vastes territoires si éloignés les uns des autres. Mais si on ne peut laisser 45.000 scélérats dans l'oisiveté, il est incontestable aussi que l'immense somme de travail produite par ces misérables ne peut pas ne pas faire aux

(1) Voir dans *les actes du Congrès de Rome* (T. III p. 155) le remarquable rapport de M. Herbette sur l'organisation du travail en France.

ouvriers de l'industrie libre une concurrence appréciable. Cette concurrence se manifeste de deux façons : par l'abaissement du prix des salaires et par l'abaissement de la valeur des produits.

Mais quelles sont les limites de cette concurrence ? N'ont-elles pas été comme à plaisir singulièrement reculées, ne les a-t-on pas complaisamment exagérées ?

Constatons tout d'abord que le travail des condamnés n'a jamais en France soulevé de graves objections qu'à l'occasion des maisons centrales. Là seulement la puissance productive est élevée, grâce à une extrême division du travail et, au besoin, à l'emploi de machines à vapeur et de turbines, à un degré où elle peut exercer une action sur l'industrie libre. Dans les prisons départementales, le travail n'est pas assez activement ou régulièrement organisé pour motiver les mêmes plaintes. La difficulté d'alimenter une industrie quelconque dans de petites villes et par suite de trouver des entrepreneurs, l'impossibilité de faire faire par un entrepreneur un apprentissage sérieux à une population qui se renouvelle sans cesse, ont jusqu'ici réduit notre administration dans bien des villes aux expédients, à l'emploi de simples occupations plutôt que de métiers proprement dits.

En second lieu, même dans les maisons centrales, le travail des femmes n'a jamais été l'objet de plaintes réitérées. Enfin les condamnés aux travaux forcés, qui d'après la loi devraient être exclusivement affectés aux travaux publics des colonies, n'ont été l'occasion de plaintes de la part des ouvriers libres que depuis qu'ils sont cédés en nombre excessif par l'administration à des particuliers ou aux grandes compagnies.

La question se trouve donc limitée aux travailleurs des maisons centrales. Mais, même dans cette limite, combien les plaintes sont exagérées ! Combien de fois n'est-il pas arrivé qu'une industrie se prétendait ruinée, alors qu'une enquête rigoureuse démontrait que cette industrie occupait 15.000 ouvriers libres contre 60 ouvriers condamnés (ouvriers tailleurs de Paris en 1848, selliers de Paris en 1877), ou alors que de son côté, l'entrepreneur sollicitait la suppression dans la prison de cette industrie, qui ne lui donnait que des pertes (tisseurs de Limoges en 1866) ! La vérité est que trop souvent ces doléances sont portées à la tribune et sont développées avec une bruyante complaisance dans un but plus électoral que charitable. Il est facile de remédier à ce préjudice, possible après tout, en multipliant le nombre des industries dans les prisons. Plus on les variera et moins la concurrence sera lourde pour cha-

que corps de métier. Nous avons 40.000 détenus et plus de 80 industries différentes, ce qui ne fait une moyenne que de 490 individus par industrie. Quel préjudice peuvent-ils causer, surtout si l'on tient compte de l'inexpérience, de l'inhabileté des travailleurs et de la mauvaise qualité de leur besogne ? La cordonnerie elle-même, qui de tous est le métier occupant le plus de détenus, n'en occupe que 1800 contre 120.000 cordonniers libres. Ceux-ci peuvent-ils avec raison se dire ruinés par la cordonnerie pénitentiaire ? Ou si réellement certaines industries souffrent, l'administration a, par son règlement du 15 avril 1882 et ses cahiers des charges, tous pouvoirs nécessaires pour supprimer ou restreindre dans ses établissements l'exercice de ces industries. Mais le pire des remèdes serait de procéder par voie de suppression générale, comme il avait été un moment question de le faire à l'égard des vanniers, à la suite d'interpellations persistantes (1). Une telle mesure aurait pour effet de désarmer l'administration contre les réclamations des autres industries, comme cela n'a pas manqué de se produire de la part des cordonniers, et ces réclamations seraient d'autant plus fondées que la suppression d'une industrie fait retomber plus lourdement sur toutes les autres le poids de la concurrence des détenus et risque de créer une crise là où auparavant elle n'existait pas.

III

TROISIÈME QUESTION

*Comment pourrait-on organiser le travail des détenus
de manière à éviter,
autant que possible, les inconvénients de la concurrence ?*

Trois moyens principaux ont été proposés pour atténuer les inconvénients de la concurrence.

I. On a proposé de ne faire travailler les détenus qu'en vue de l'exportation. Ce système est préconisé en Prusse depuis 40 ans et est imposé en Autriche aux entrepreneurs. Il est d'une très rare application en France. — Mais on déplace la question sans la résoudre, car les ouvriers qui actuellement travaillent précisément

(1) Séances des 16 décembre 1884, 18 janvier 1887, 28 février (*Off.* p. 625) et 6 décembre 1888 (*Off.* p. 2830).

en vue de cette exportation auront le droit de se plaindre ; et en outre on risque de discréditer l'industrie nationale en jetant sur les marchés étrangers des produits souvent mal fabriqués par des mains inexpérimentées ou peu soigneuses. Il est vrai qu'on peut atténuer dans une large mesure ce dernier danger, en n'exportant les produits pénitentiaires que dans les colonies, mais on ne remédie pas ainsi au premier inconvénient.

II. Un second moyen soutenu avec chaleur depuis quelques années dans notre monde parlementaire lors de la discussion des derniers budgets (1) consiste, à employer les détenus à des travaux extérieurs, soit agricoles, soit d'utilité publique. Il y a longtemps que de semblables travaux occupent les bras des *convicts* en Angleterre.

En Autriche, à la suite d'un long débat soulevé à la Chambre des députés par les réclamations de l'industrie libre le 13 avril 1886, on a fait exécuter par les détenus du pénitencier de Laibach d'importants travaux d'endiguement dans la Karinthie et près de Salzbourg. En Italie, et pour le plus grand avantage des contribuables, les détenus sont employés soit à des travaux agricoles, soit aux fortifications de Rome, soit à la construction des nouvelles prisons cellulaires, ce qui a permis d'abaisser le prix de revient de la cellule à 1800 francs. En Russie, les détenus des *établissements correctionnels* travaillent aux chemins de fer dans le Sud. Dans quelques cantons suisses les prisonniers construisent encore des routes et des digues. En France, sous la pression des plaintes des ouvriers libres, on créa d'abord trois pénitenciers agricoles en Corse, destinés plus spécialement à occuper les réclusionnaires originaires de la campagne et ceux originaires de l'Algérie, c'est-à-dire nés au milieu de populations pastorales ou agricoles. Plus tard, le nombre de ces derniers augmentant, on créa pour eux un pénitencier agricole à Berrouaghia, au sud d'Alger (1875). Je ne mentionne que pour mémoire nos colonies agricoles de jeunes détenus, dont l'existence est motivée par des questions d'hygiène physique et morale, et je parlerai plus loin des exploitations agricoles créées dans nos colonies de la Guyane et de la Nouvelle-Calédonie. En ce qui concerne les travaux publics, on a quelquefois appliqué la main-d'œuvre des détenus à des travaux de routes ou de chemins de fer lorsque ces voies passaient près des

(1) Séance du 6 décembre 1888. *J. off.* du 7 décembre, p. 2833. Rapports de MM. Millerand et Leygues en 1888.

maisons centrales. A Embrun, une trentaine de détenus furent, de 1879 à 1887, employés à des travaux extérieurs pour le compte de particuliers ou d'administrations publiques. En Algérie, les condamnés ont souvent coopéré à la construction de chemins de fer (notamment près de Lambèse) et à d'autres ouvrages d'utilité générale. A la Guyane et en Nouvelle-Calédonie les routes et autres travaux publics sont et doivent être faits par les transportés. La même règle sera appliquée aux relégués. Je rappelle enfin que dans plusieurs maisons centrales des potagers plus ou moins vastes sont cultivés par des condamnés à de longues peines, comme cela se pratique du reste dans plusieurs pénitenciers de la Belgique, cette terre classique de la cellule.

Mais il importe de remarquer que, notre loi de 1875 prescrivant l'exécution en cellule de toute peine inférieure à un an, les travaux extérieurs ne peuvent être faits en France, que par des condamnés à de longues peines. Et même pour ceux-là une modification de la législation actuelle serait nécessaire. Cela est tellement vrai que pour permettre l'emploi des détenus à la construction de nos futures prisons cellulaires, le projet de loi voté le 1^{er} juillet dernier par le Sénat a dû prévoir expressément ce cas dans son article 9. Il y a plus. Les travaux en plein air, *à l'aperto*, étant infiniment plus agréables que le travail en cellule, il serait dangereux de généraliser au profit des pires le bénéfice d'une situation que d'autres, moins coupables et moins favorisés, pourraient être tentés de rechercher au moyen d'un crime.

Mais d'autres obstacles, d'ordre absolument pratique, s'opposent à l'adoption de ce prétendu remède. Comment arriver à occuper toute l'année à des travaux agricoles une population dont le chiffre reste toujours fixe ? Quand les défrichements sont terminés, quand la vigne par exemple est plantée, que lui faire faire ? On se trouve amené à créer des ateliers industriels dont l'installation et le fonctionnement coûtent extrêmement cher. On a constaté en 1878 que le détenu non cultivateur coûtait 52 centimes par jour et que le détenu agricole coûtait 1 fr. 60 c. ! Ne faut-il pas faire la part de la maraude, du pillage par les détenus eux-mêmes des produits vinicoles, horticoles et autres qu'ils ont élevés ? En Calédonie nos fermes agricoles, de même d'ailleurs que nos ateliers industriels (1) coûtent des sommes énormes à l'État. Comment enfin,

(1) Depuis que ces lignes ont été écrites des instructions ont été adressées au gouverneur de la Nouvelle-Calédonie en vue de faire cesser ces travaux agricoles et industriels (*Officiel* du 16 octobre 1889).

si on ne parle que de travaux publics, trouver des travaux toujours nouveaux à faire exécuter autour du centre pénitentiaire ? L'Angleterre est aux prises avec cette impossibilité et elle est inhérente au système. Sans m'attarder davantage aux autres difficultés pratiques, comme la difficulté de surveiller les détenus, etc., je constaterai que, au point de vue de l'économie politique, les travaux extérieurs ne résolvent nullement le problème posé.

La concurrence évitée aux ouvriers industriels sera reportée sur les travailleurs extérieurs (terrassiers, mineurs, maçons, etc.). Témoin les réclamations violentes soulevées à la Nouvelle-Calédonie par les contrats de louage de main-d'œuvre pénitentiaire à des particuliers et aux compagnies minières (1).

Je conclus : si dans les pays où il n'y a pas d'industrie et où on répugne à appliquer au-delà de quelques mois l'emprisonnement cellulaire, comme en Croatie, j'admets à la rigueur un certain développement du travail extérieur ; si je l'admets également, même en France, pour la construction de prisons cellulaires et pour certains travaux de colonisation, à l'usage des condamnés à de longues peines ; je considère que, en général, et surtout en France, où notre population pénale d'origine rurale est si peu nombreuse (moins d'un septième), le travail à l'air libre offre infiniment plus d'inconvénients que d'avantages et que le seul vraiment productif, vraiment inflictif, vraiment moralisateur est le travail cellulaire et industriel (2).

III. Un seul moyen me semble pratique et efficace, c'est l'emploi de tous les détenus, tant de longues que de courtes peines, à la fabrication d'objets consommés par l'État lui-même. Sans doute, ce moyen ne pourra couper court à toutes les doléances, car il provoquera certainement celles de tous les travailleurs jusqu'ici employés à la fabrication de ces mêmes objets. Mais du moins il permettra à l'État d'écarter victorieusement ces réclamations en déclarant qu'il est maître de lui, libre par conséquent de confier la confection de ses fournitures à qui bon lui semble. Le préjudice subi par les ouvriers libres sera donc réel, il est vrai, cette fois, mais il sera non moins certainement sans fondement juridique.

(1) Interpellation de M. Lanessan à la Chambre des députés le 27 juin 1889, qui a été suivie le 16 octobre des instructions citées à la note précédente et en vertu desquelles ces cessions de main-d'œuvre seront considérablement restreintes.

(2) J'y vois un grand avantage même dans les pays agricoles, où la prison peut ainsi devenir une véritable école industrielle, comme je l'ai vu à Lepoglara (Croatie).

L'expérience qui a été faite de ce système sur une si large échelle par la Belgique, la Hollande, la Bavière, Bade, la Norwège, la Suède, et sur une échelle plus restreinte par la Suisse, l'Italie, la Russie, la Croatie et la France, me paraît absolument concluante. En Belgique une grande partie de l'armée et tout le personnel des pénitenciers, en Hollande une partie des armées de terre et de mer, en Bavière plusieurs régiments sont équipés par les condamnés. Il en est de même, quoique dans une moins vaste mesure, en Italie, en Hongrie, en Croatie, en Norwège, en Suède, en Suisse et en Russie, où les confections militaires ne forment qu'une partie des services d'État assurés par la main-d'œuvre pénitentiaire. Même en Prusse et en Autriche où on n'a pas encore complètement renoncé au système de l'entreprise, l'État s'efforce de faire porter sa régie sur les articles dont il a besoin pour sa consommation. En France, à Melun, les détenus habillent 11.000 hommes appartenant à l'administration pénitentiaire ou à d'autres services publics, avec un rabais de 35 p. 100 sur le prix de revient de l'industrie libre ; ils fabriquent des imprimés pour de nombreux services publics avec un rabais de 47 p. 100 ; ils ont confectionné des brodequins pour l'armée avec un rabais de 27 p. 100 et des souliers avec un rabais de 33 p. 100.

Il est donc à désirer que les pourparlers depuis si longtemps engagés entre l'administration pénitentiaire et le ministère de la guerre au sujet de la confection des équipements militaires (1) aboutissent bientôt et qu'on puisse étendre ce système de fournitures militaires, non seulement à toute nos maisons centrales, mais encore à toutes nos prisons de courtes peines.

J'ajoute que cette solution s'impose maintenant surtout que le régime cellulaire va devenir, par une application plus active de notre excellente loi de 1875, le mode d'exécution des courtes peines. S'il est immoral, dangereux de laisser oisifs des détenus, combien le danger est-il plus redoutable quand ces détenus sont isolés entre les quatre murs d'une cellule ! Or, c'est avec le système de la régie seulement, c'est avec un travail alimenté par les vastes services de la guerre, de la marine et des grandes administrations publiques, qu'il est possible d'assurer à tous les détenus une occupation ininterrompue. Remarquons d'ailleurs que, même pour les populations agricoles, le régime cellulaire ne s'oppose

(1) Conférence du 7 juillet 1889, qui semblait devoir aboutir.

nullement à un rapide apprentissage d'un métier industriel quelconque. Le surveillant contremaître apprend d'abord au nouveau détenu une portion de ce métier et, quand il la connaît bien, le fait passer dans une autre cellule où il apprend les parties complémentaires de ce métier. Il serait donc téméraire de dire que la cellule offre un obstacle à la thèse que nous défendons. Il serait plus exact d'affirmer que la cellule impose cette solution.

A. RIVIÈRE.

*ancien magistrat, membre du Conseil de Direction
de la Société générale des prisons.*

II

Congrès colonial national de Paris.

Le Congrès colonial, qui s'est réuni en assemblée générale à partir du 17 février dernier, pour discuter les vœux proposés par ses diverses sections, a abordé, dans sa séance du 7 mars, la question de la colonisation pénale à la Nouvelle-Calédonie. Le principe de la transportation n'a point été contesté et, sur la proposition de M. le baron Michel, commissaire de la 7^e section, le Congrès a adopté par acclamation le vœu présenté par M. Charles Petit et ayant pour objet d'assurer l'application stricte de la loi du 31 mai 1854, en lui donnant une sanction suffisante.

Mais une vive et intéressante discussion, à laquelle nos éminents collègues MM. Léveillé et Charles Petit ont pris une part prépondérante, s'est élevée relativement à deux vœux, dont l'un tendait à faire mettre *gratuitement* la main-d'œuvre pénale à la disposition du service local et des municipalités pour les travaux d'utilité publique, et l'autre à consacrer le principe des contrats en vertu desquels un nombre assez considérable de condamnés sont mis en bloc, et pour plusieurs années, à la disposition de compagnies privées.

En ce qui concerne le premier point, MM. Charles Petit et Léveillé ont fait remarquer que l'intérêt des colonies ne pouvait suffire pour justifier l'abandon *gratuit* par l'État à leur profit, d'une main-d'œuvre qui représente une valeur productive : le budget de la métropole ne saurait, sans danger, servir à des libéralités envers telle ou telle colonie. Tout au plus pourrait-on

admettre que, pour compenser les inconvénients résultant du séjour des transportés, l'État fit aux colonies pénitentiaires une sorte de rabais dans le prix de la main-d'œuvre pénale mise à leur disposition pour des travaux d'utilité publique. Ces considérations ont prévalu, et le Congrès a substitué au mot *gratuitement*, dans le vœu proposé, une formule portant que la main-d'œuvre pénale pourrait être appliquée à l'objet précité *dans les conditions les plus favorables à la colonie*.

Le vœu relatif aux contrats collectifs a fourni à nos collègues l'occasion de s'élever avec une éloquence émue et presque indignée, au nom des principes supérieurs du droit pénal et de la justice sociale, contre une institution qui constitue, de la part de l'État, seul maître et seul agent de l'exécution des peines, une véritable abdication, et qui a donné lieu aux plus regrettables abus. L'intérêt de la colonie a été énergiquement invoqué par les partisans du maintien du contrat; mais le Congrès, jugeant sans doute que cet intérêt était moins en cause que l'intérêt privé de certaines compagnies, et pénétré, d'ailleurs, des considérations d'un ordre si élevé qu'avaient développées MM. Petit et Léveillé, a condamné le principe même de ces contrats.

Nous reproduirons ultérieurement le compte rendu officiel de brillante et importante discussion.

III

Discipline pénitentiaire au Japon.

Pour défricher les terres jugées colonisables et construire les grandes routes, le gouvernement utilise les forçats : habilement pratiqué, ce système a donné d'heureux résultats.

Les principaux établissements pénitentiaires sont ceux de Sapporo, Kabato et Sorachi. Je ne décrirai que le dernier, le plus curieux des trois. Les 2.000 et quelques forçats qu'il renferme sont tous condamnés à dix ans de peine. Les trois quarts sont détachés comme mineurs à Poronai. On m'assure qu'ils s'habituent très vite à cette besogne et bientôt la préfèrent à toute autre. L'autre quart est employé aux champs ou dans l'intérieur du bagne. On n'achète au dehors que le strict nécessaire. La maison possède ses forges, sa briqueterie, des ateliers variés pour la confection des chaussures, chapeaux, vêtements, etc.

Comparée à la nôtre, la discipline y est, comme dans toutes les

prisons japonaises, d'une douceur surprenante. Beaucoup de pensionnaires ne travaillent que par le beau temps. Les jours de pluie sont des jours de repos. Les chambres, sortes de grandes cages de bois, contiennent chacune quarante hommes. La nourriture y est peu variée mais suffisante.

Les infractions légères sont punies de la mise en cellule. On réserve le cachot noir aux délits les plus graves : jamais un homme n'y reste plus de huit jours. A voir la liberté relative dont jouissent les condamnés dans la prison ou sur le lieu de leur travail, et le peu de précautions prises, on est tenté de supposer des évasions fréquentes. Pas de portes massives, pas la moindre grille de fer ; peu de serrures ; une seule palissade de planches hérissée de clous au sommet, et c'est tout. Pourtant les évasions sont rares. Je dois dire que le nombre des surveillants est considérable ; il atteint presque le chiffre de 400 : soit un agent pour cinq ou six forçats. De plus, les condamnés sont vêtus d'une nuance saumon qui attire l'œil et les ferait immédiatement reconnaître au dehors. Parviennent-ils à dépouiller ces vêtements : leur coiffure les trahira. On a soin de leur raser une ou deux fois par semaine une bande de cheveux sur le haut du crâne. La peau prend ainsi, sous l'action du soleil, une couleur brune qui les distinguerait vite. C'est ainsi qu'on a remplacé la marque au fer rouge. Mais voici qui est plus ingénieux. Après trois ans de bonne conduite, le forçat reçoit un chevron ; deux après six ans, et trois au bout de neuf ans, etc. Chacun lui assure de sérieux avantages. Le porteur de trois chevrons n'est plus rasé ; celui de cinq chevrons est libéré provisoirement. Il reçoit, à sa sortie, un terrain dans le Hokkaïdo, qu'il exploitera sous la surveillance de l'autorité — condition fort enviée de tous les forçats.

Partie des chevronnés sont envoyés en petites colonnes dans l'intérieur pour y défricher : c'est à peine s'ils sentent alors le poids de leur peine. A Chubetsu, par exemple, ils étaient traités et se comportaient comme des serviteurs ordinaires. Il leur eût été facile d'assassiner leurs gardiens et de s'enfuir. Mais qu'y eussent-ils gagné ?

En résumé, l'administration utilise, pour les défrichements, des ouvriers moins coûteux et plus réguliers surtout que ne seraient des ouvriers libres. Ingénieux en théorie, son système a le grand mérite de bien fonctionner dans la pratique.

(*Le Tour du monde.*)

IV

Bureau des Prisons aux États-Unis.

La commission judiciaire du Sénat a présenté un rapport favorable au projet déposé par M. Wilson de Jowa, concernant l'établissement d'un bureau des prisons. Ce projet comporte la création et l'entretien, au ministère de la justice, de ce bureau, qui sera dirigé par un inspecteur des prisons. Cet inspecteur devra rassembler, collationner et classer les statistiques criminelles des États-Unis, visiter chaque année les établissements pénitentiaires du pays, examiner leur méthode de traitement, leur discipline, leur administration, leur système de travail, leurs frais d'entretien et leurs conditions sanitaires ; recueillir des informations concernant le crime et ses causes, établir un bureau central pour constater l'identité des criminels et s'occuper enfin de toutes les affaires de ce genre qui pourraient lui être confiées par l'Atorney général.

L'inspecteur sera nommé par le Président et recevra un traitement de 3.000 dollars. Le projet de loi affecte 15.000 dollars aux appointements de l'inspecteur et des employés qui seraient nécessaires au service.

V

Réforme pénitentiaire au Chili.

Le régime pénitentiaire a subi, au Chili, une importante réforme : le 13 septembre 1887, *la garde et l'entretien des prisons ont été retirés aux municipalités pour être confiés au Gouvernement.*

Celui-ci, en temps opportun, a présenté au Congrès un projet de loi tendant à l'organisation définitive du régime pénitentiaire, projet qui n'a même pas encore été étudié par la Commission respective. En attendant et pour régler convenablement l'emploi des fonds (315 millions) votés par le Congrès au budget de 1889, on a dû avoir recours à un décret organique. Il a été promulgué le 30 mars de la même année.

Il institué, pour la ville de Santiago :

1° *Une Direction générale des prisons* composée comme suit

Un directeur avec 5.000 pesos (26.250 fr.) d'appointements ;

Un secrétaire avocat avec 3.000 pesos (15.750 fr.) ;

Deux inspecteurs avec 2.500 pesos chacun (13.125 fr.) ;

Un statisticien avec 1.800 pesos (9.450 fr.) ;

Un premier officier avec 1.400 pesos (7.350 fr.) ;

Un deuxième officier avec 1.200 pesos (6.300 fr.) ;

Un troisième officier avec 1.000 pesos (5.250 fr.) ;

Un portier avec 300 pesos (1.575 fr.).

2° *Un Conseil supérieur des prisons* comprenant :

Le Ministre de la justice ;

Le Président annuel de la Cour suprême de justice ;

Le Président annuel de la Cour suprême de Santiago ;

Le Juge criminel le plus ancien du département ;

Le Gouverneur de Santiago ;

Le Directeur général des prisons ;

Le Superintendant du pénitencier de Santiago ;

Et quatre membres nommés par le Président de la République pour une période de trois ans.

Et, pour chaque département *des commissions de surveillance* composées :

Du Gouverneur qui en est le président ;

Du Juge criminel le plus ancien ;

Et de trois citoyens nommés par le Président de la République, pour une période de deux ans.

Il a été décidé, en même temps qu'une *Revue des prisons* serait publiée chaque mois, afin de donner une impulsion plus grande aux efforts tentés pour l'amélioration du régime pénitentiaire au Chili.

Cette *Revue* a paru, pour la première fois, au mois de juin 1889 la publication en a été confiée à deux membres du Conseil supérieur et au secrétaire de la Direction générale : MM. Rafael Casanova, Nicolas Montt et Manuel Rodríguez Baltra.

On ne peut qu'applaudir à de si louables efforts ; grâce à l'initiative prise pendant ces dernières années, le Chili sort enfin de

l'état d'enfance où il était resté, et prend place parmi les nations rénovatrices.

Outre le pénitencier de Santiago qui, malgré son ancienneté, est très-bien installé, le Chili possèdera bientôt 18 édifices actuellement en construction. On se propose d'en commencer 10 ou 12 autres très prochainement. Dans ces édifices, faits avec de solides matériaux, convenablement installés, hygiéniques, sûrs, s'établira la première des réformes projetées et la plus importante : la séparation individuelle. Dans les autres pays, trois systèmes sont en vigueur :

Cellulaire ;
En commun ;
Mixte.

Tous les criminalistes sont d'accord pour repousser le second de ces systèmes. Le premier, qui a beaucoup de partisans, doit cependant être soumis à certaines modifications, suivant la nation, l'état social, le sexe des délinquants et la durée de leur peine. Le Congrès de Stockholm et celui de Rome sont d'accord sur ce point. Prenant en considération que les neuf dixièmes des condamnés, au Chili, sont du bas peuple sans aucunes notions intellectuelles ou industrielles, que près des huit dixièmes ne savent ni lire, ni écrire, que le caractère du peuple est réfractaire à la solitude et que les expériences déjà faites permettent d'apprécier les résultats probables, on arrive à cette conclusion qu'au Chili le régime cellulaire ne donnerait pas les bons effets qu'il procure ailleurs. (Même déclaration a été faite, au sujet de l'Espagne, par l'éminent criminaliste espagnol D. Francisco Lastres, dont l'opinion est en cela conforme à celle de M^{me} Aréнал, de M. Armengol et de la plus grande partie des criminalistes.)

On pourrait établir le régime cellulaire dans les prisons préventives et pour les condamnés à de courtes peines ; le système mixte serait préférable dans les bagnes et les pénitenciers. De toutes façons il n'y aurait communication entre les détenus qu'à l'atelier, à la chapelle et à l'école.

Y. BEAURY-SAUREL

CONGRÈS DES SOCIÉTÉS SAVANTES

La Société a reçu la communication suivante :

MINISTÈRE
DE L'INSTRUCTION
PUBLIQUE
ET
DES BEAUX-ARTS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris le 20 mars 1890.

28^e Congrès
des Sociétés savantes.

Monsieur le Président.

J'ai l'honneur de vous annoncer que le mardi, 27 mai prochain, à 1 heure précise, aura lieu, à la Sorbonne, l'ouverture du Congrès des Sociétés savantes dont les travaux se poursuivront durant les journées du mercredi 28, jeudi 29 et vendredi 30 mai.

Le samedi 31 mai sera consacré à la séance générale, que je présiderai et qui se tiendra dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne.

La circulaire du 30 septembre 1889 vous a fait connaître le programme rédigé en Comité des travaux historiques et scientifiques et comprenant les sujets présentés par les Sociétés savantes. Les questions du programme seront discutées dans les réunions de l'après-midi. Pendant les séances du matin, au contraire, pourront être exposés les travaux étrangers au programme, mais seulement ceux dont le sujet aura été approuvé par la Société savante dont ils émanent.

A ce propos, Monsieur le Président, je vous signale tout spécialement la nécessité : 1^o de me désigner, *avant le 30 avril*, le ou les délégués qui auront reçu le mandat de traiter devant le Congrès une des questions du programme ; 2^o de faire connaître à mon administration *également avant le 30 avril*, le titre des communications écrites ou verbales que MM. les délégués se proposeraient de faire en dehors du programme.

Les listes seront définitivement closes à cette date.

Vous voudrez bien me faire connaître le nom des délégués de votre société, très lisiblement écrit *avant le 30 avril prochain dernier délai*.

Je vous serai obligé, Monsieur le Président, de vouloir bien, par un avis spécial et très explicite, communiquer, le plus tôt qu'il vous sera possible, ces dispositions et les jours des réunions aux membres de votre société.

Permettez-moi, en terminant, de vous prier instamment de ne me désigner comme délégués que les membres de votre société qui *s'engageront* à prendre une part effective au Congrès.

Recevez, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,

Pour le Ministre et par autorisation :

Le Directeur du Secrétariat et de la Comptabilité,

CHARMES.

NOTE. — La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS n'ayant trouvé dans le programme distribué le 30 septembre 1889, qu'une question intéressant l'objet de ses études « *de l'autorité paternelle sur la personne et sur les biens des enfants légitimes ou naturels* », a décidé de proposer à M. le Ministre une autre question sur *l'application de la peine de la transportation* et a chargé M. James Nattan d'en présenter le rapport.

été occupés par un travail très actif, ils n'auraient pas eu le temps de faire un nouvel adepte.

Dans un régime pénitentiaire bien organisé, il faut occuper tous les détenus. J'ajoute que ce sera encore plus indispensable lorsque nous aurons enfin achevé la transformation de tous nos établissements pénitentiaires. S'il est inadmissible de laisser inoccupés les détenus dans les prisons en commun, ce sera encore moins admissible lorsqu'ils seront enfermés entre quatre murs.

Le seul moyen d'arriver à les occuper tous et toujours, c'est la régie. Ainsi que je vous le disais dans mon rapport, vous n'arriverez jamais avec l'entreprise à assurer du travail aux détenus dans les petites prisons. Dans les prisons comme Clairvaux, Melun, on peut le faire sans pertes et même avec des bénéfices considérables, mais dans les petites prisons de province qui ont 12 ou 15 prisonniers, il est impossible d'assurer à ces derniers du travail. Il faut que ce travail soit fourni par un fonctionnaire de l'État qui y mettra tout son zèle, toute son activité, toute sa conscience. Si vous confiez cette mission à un entrepreneur, il ne verra que son intérêt, et, si cet intérêt ne lui fait entrevoir que des pertes, il ne se résoudra jamais à les subir. S'il y a des pertes, il faut qu'elles soient subies par l'État, c'est le seul moyen d'assurer du travail.

La régie a donné lieu à certaines objections que je trouve résumées dans l'un des rapports qui ont été présentés, concurremment avec le mien, au futur congrès de Saint-Petersbourg, le rapport de M. Ponomarew, attaché au Sénat à Saint-Petersbourg. Ces objections se résument ainsi : « manque de toute énergie et de bonne volonté de la part des directeurs de prisons, système défectueux de contrôle financier, absence de capital de roulement, de commandes, de maîtres-ouvriers expérimentés, d'inspecteurs compétents, difficulté de trouver directement les matières premières, etc. . . . »

Aucune de ces objections ne me paraît topique ; à toutes on peut répondre que la Belgique, la Hollande et bien d'autres pays où le système de la régie est appliqué, sont parvenus à les réduire.

Quand on dit qu'on a beaucoup de peine à trouver des maîtres-ouvriers, il faut dire qu'on a beaucoup de peine à les former ; une fois qu'ils sont formés, on les a ; et eux-mêmes à leur tour forment d'autres contremaîtres et la difficulté est vaincue.

Quant au capital de roulement, cela regarde le Trésor ; ce n'est pas une objection,

Il en est de même des commandes assurées aux ateliers du lieu de production. Il ne sera pas difficile de trouver du travail dans les prisons, surtout quand cette mission sera confiée à la régie; le directeur se fera toujours fort de trouver de l'ouvrage soit dans la ville, soit dans les environs.

Enfin, vous avez un grand pourvoyeur: l'État. En Belgique, jamais les détenus ne restent inoccupés, parce que l'État, au moyen de ses fournitures militaires, est le grand fournisseur du travail à effectuer dans les prisons. De même en Hollande, en Italie et en bien d'autres pays.

Vous voyez, Messieurs, que ces objections ne sont pas très fondées et par conséquent les arguments que j'ai présentés en faveur de la régie paraissent subsister en entier.

M. LE COURBE. — Les critiques de M. Rivière sur le travail en entreprise sont très exactes, mais il y a cependant certaines objections sur le travail en régie qui ont bien leur importance. La première que je me permets de faire est celle-ci :

Nous voyons trop les grandes prisons et les maisons centrales; mais dans les petites prisons où d'accord avec M. Rivière, je demande du travail, il est facile de constater que le travail manque absolument et manquera tout aussi bien, que ce soit l'État ou l'entreprise qui le dirige.

M. RIVIÈRE. — Pourquoi?

M. LE COURBE — Parce qu'elles n'ont pas de travail à donner aux détenus.

Vous avez demandé vous-même que ce soit au profit de l'État qu'on travaille, vous avez raison; mais à l'heure qu'il est ce n'est pas cela qui existe, on cherche un peu partout à occuper les prisonniers, et, que ce soit le directeur ou un entrepreneur qui soit chargé de ce soin, ils auront l'un et l'autre autant de difficulté à trouver du travail, et surtout à organiser des ateliers.

Je puis vous affirmer que j'ai vu moi-même, dans plusieurs prisons départementales, des individus en commun qui étaient inoccupés, et d'autres qui, étaient occupés tout à fait temporairement à trier des chiffons sales — ce qui n'est pas très hygiénique — ou à nettoyer des haricots ou des lentilles. Je me demande si c'est ainsi que le travail doit être organisé et quel profit en tirera le

détenu pour l'apprentissage d'un métier qui lui permettra plus tard de gagner sa vie.

M. JORET-DESCLOSIÈRES — Permettez-moi une simple observation pour vous rappeler que nous avons discuté autrefois une question dont la solution était de nature, à mon sens, à donner du travail à tous les prisonniers et à constituer un chantier exceptionnel : il s'agissait de la construction des maisons cellulaires par les prisonniers eux-mêmes. Cela se fait en Italie où les travaux ont été exécutés de la façon la plus satisfaisante avec le plus grand ordre et le plus grand respect de la discipline.

M. DUBOIS. — Je voudrais faire une autre observation au sujet du rapport de M. Rivière. Il vous a parlé du système de la régie et du système de l'entreprise, mais il existe aussi dans certains pays, notamment dans certains états d'Amérique, un système mixte. L'État fait faire lui-même le travail, sous sa surveillance, par des contremaîtres qui sont sous la dépendance du directeur ; il n'entre aucun étranger dans la prison ; ce sont les employés de la prison qui surveillent le travail, et, par conséquent, tous les avantages de moralisation et de discipline se trouvent sauvegardés.

Mais il faut parer au grand inconvénient du système du travail en régie, qui est la question économique. Non seulement l'État fait travailler à plus grands frais que les particuliers, mais encore, pour l'écoulement du travail des détenus, l'État ne trouve pas facilement des débouchés.

Or, voici à quoi aboutit le système mixte auquel je fais allusion : le travail est fait sous la surveillance d'employés de l'État par les détenus ; mais l'État contracte avec certains commerçants du dehors des marchés par lesquels ils s'engagent à prendre le travail des détenus dans des conditions déterminées. Ceci assure au Trésor le placement du travail, et, par conséquent, fait disparaître dans une certaine mesure l'objection financière.

Je crois que ce système a réussi aux États-Unis, là où il a été employé.

M. RIVIÈRE. — Je ne connais pas le fait dont vous a parlé M. Dubois, mais je suis persuadé qu'il existe et je crois même qu'il aurait pu ajouter qu'il existe dans certains états de l'Alle-

magne et de la Suisse. Il l'appelle le système mixte, je crois en effet que c'est le mot technique ; cependant je le ferais volontiers rentrer dans mon système de régie.

Ce que je vous demande, c'est que les détenus travaillent, et je suis persuadé qu'ils ne travailleront jamais avec le système de l'entreprise, qui ne considère que son intérêt. Du moment que vous assurez le travail des détenus par le directeur, je ne demande rien de mieux. Ce sera ensuite à lui à peser les avantages de tel ou tel mode de procéder. S'il trouve avantage à traiter directement avec des marchands de la ville plutôt que d'acheter des matières premières et de les faire confectionner, il agira en conséquence. Ce qu'il faut, c'est que les détenus travaillent ; nous y tenons tous absolument au nom de la moralité publique, au nom de la sécurité des gardiens, au nom de la sécurité sociale.

M. DUBOIS. — Nous sommes d'accord.

M. RIVIÈRE. — M. Le Courbe disait tout à l'heure : On a d'extrêmes difficultés à trouver du travail et, que ce soit l'entrepreneur ou que ce soit le directeur de la prison, personne n'y parviendra.

Non, la situation n'est pas la même dans les deux hypothèses. L'entrepreneur ne considère que son gain ; du moment qu'il y a une perte, quelque minime qu'elle soit, immédiatement il se retire. J'admets que pour l'État il y aura une perte, mais je fais dominer cette considération qu'il faut toujours que le détenu soit occupé, quand même il y aurait perte. La perte sera supportée par le budget de l'État, c'est-à-dire que le capital de roulement de la prison diminuera chaque année et qu'il faudra chaque année en combler les vides.

Vous admettez donc avec moi que, avec le moyen que je préconise, jamais un détenu ne restera inoccupé.

Il y a un cas que n'a pas envisagé M. Le Courbe, c'est celui où les avantages et les inconvénients pour l'entrepreneur se compensent ; s'il fait travailler, il n'aura pas de pertes, mais il n'aura pas non plus de bénéfices. Dans ce cas, il s'abstiendra en disant : Que peut m'importer que le détenu reste inoccupé !

Voilà une circonstance dans laquelle, avec le système de la régie, le directeur n'hésitera pas à faire travailler les détenus parce que sa conscience de fonctionnaire lui en imposera l'obligation.

Par conséquent, dans le cas où les pertes compensent les bénéfices, vous aurez toujours du travail ; dans le cas même où il devrait y avoir perte, c'est-à-dire dans le cas où vous êtes certains que l'entrepreneur ne ferait pas travailler, vous ferez encore travailler avec le système de la région.

M. LE PRÉSIDENT. — La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance.

La séance est levée à six heures.

Le Secrétaire,
Raoul GRIFON.

SÉNAT

RAPPORT

FAIT

Au nom de la Commission (1) chargée d'examiner la proposition de loi de M. BÉRENGER

SUR

l'aggravation progressive des peines en cas de récidive

ET SUR

leur atténuation en cas de premier délit,

PAR M. BÉRENGER, SÉNATEUR

Messieurs,

La recherche des moyens propres à combattre la progression devenue si inquiétante de la récidive tient, depuis quelques années, une place importante dans les préoccupations publiques.

Elle a inspiré déjà diverses lois : celle sur la relégation sur laquelle se fondaient tant d'espérances (2); celle sur la libération conditionnelle, le patronage et la réhabilitation (3); celle aussi sur la réforme des prisons de courtes peines (4).

Mais le problème est si vaste et si complexe, il dépend de tant de causes diverses, que le sujet est loin d'être épuisé. De graves questions restent encore à résoudre.

L'auteur de la proposition dont le Sénat nous a confié l'examen s'est particulièrement attaché à leur étude.

(1) Cette Commission est composée de MM. Albert GRÉVY, *Président*; Emile GAYOT, *Secrétaire*; MAZEAU, LE GUEN, BARDOUX, BÉRENGER, DE MARCÈRE, N..., HUMBERT.

(2) Loi du 27 mai 1885.

(3) Loi du 4 août 1885.

(4) Loi du 5 juin 1875 et projet de loi complémentaire voté par le Sénat, le 1^{er} juillet 1889.

La nécessité d'aggraver progressivement la peine en matière de récidive correctionnelle, et de l'atténuer au contraire dans une mesure plus large que ne le permettent nos lois actuelles, pour les premières fautes, lui est apparue comme un complément indispensable de ses précédentes propositions et des lois déjà votées.

Elle ressort pour lui avec évidence d'une observation attentive du mouvement de la criminalité. Un fait considérable a été maintes fois relevé, principalement depuis l'enquête pénitentiaire faite en 1874 par l'Assemblée nationale. La criminalité est en décroissance si on ne considère que le nombre des condamnés frappés pour la première fois. Sa progression continue vient uniquement de la récidive et en particulier de la récidive des petits délits.

Si on étudie en effet les éléments qui la composent, on arrive aux résultats suivants :

Statistique de 1887. — Nombre total des récidivistes : 81.642(1) ;

Récidivistes criminels : 1.683 ou deux sur cent ;

Récidivistes correctionnels ayant précédemment subi plus d'une année d'emprisonnement : 15.304 ou dix-huit sur cent ;

Récidivistes correctionnels ayant précédemment subi une peine moins grave : 64.655 ou près de quatre-vingts pour cent.

La récidive des petits délits représente donc les quatre cinquièmes de la criminalité.

Ni la loi sur la réforme des prisons, si incomplètement appliquée d'ailleurs jusqu'à présent, ni la loi sur la relégation n'ont exercé jusqu'à ce jour aucune influence sur ce résultat.

Sans doute, il doit être en grande partie attribué aux conséquences de notre regrettable régime pénitentiaire qui, dans la promiscuité de la prison en commun, est plus propre à engendrer qu'à combattre la corruption.

Notre système de répression en matière de délit, n'en a-t-il pas aussi sa part ?

L'auteur de la proposition n'hésite pas à le penser.

Il pèche, à son sens, à la fois par excès d'indulgence et par excès de sévérité ; et c'est à son imperfection, à ces deux points de vue, qu'il croit devoir attribuer principalement l'étrange accroissement de la petite criminalité.

(1) Non compris les individus précédemment condamnés à une simple peine d'amende.

Par excès d'indulgence. — Rien dans nos lois n'oblige le magistrat à aggraver la peine du récidiviste correctionnel s'il n'a pas déjà subi une condamnation à plus d'une année d'emprisonnement. Eût-il été dix fois, vingt fois condamné (le cas n'est malheureusement pas sans exemple), la peine est la même que s'il comparait pour la première fois devant la justice.

La loi a sagement posé des règles d'aggravation pour la récidive criminelle, pour celle aussi du délit correctionnel déjà réprimé par une peine d'une année de prison. Elle en a également prescrit pour la récidive, dans un délai déterminé, des simples contraventions. Elle n'a rien fait pour le délit que nous appellerons ordinaire.

D'un autre côté, dans le cas même où elle impose une aggravation, l'admission des circonstances atténuantes suffit pour délier entièrement le juge du devoir de se montrer plus sévère. L'article 463 l'autorise, en effet, en cette matière, *même en cas de récidive*, à abaisser l'amende et l'emprisonnement jusqu'au taux de la simple police et même à substituer l'amende à l'emprisonnement.

Le magistrat pourrait, à la vérité, le plus souvent trouver dans la latitude que lui laisse l'écart, en général, considérable entre le minimum et le maximum de la peine, le moyen d'augmenter sa sévérité à mesure que s'accumulent les délits. En fait, il ne le fait pas, et il est difficile de l'en blâmer. Pourquoi ferait-il de la récidive une circonstance aggravante, alors que la loi, qui lui en a fait un devoir pour d'autres cas, ne l'a pas prescrit pour celui-là. N'a-t-elle pas suffisamment montré, par cette omission réfléchie, qu'elle entendait lui laisser, en cette matière, son entière liberté? Comment n'en userait-il pas et ne se croirait-il pas le devoir, au-si bien que le droit, de se renfermer, pour mesurer la peine, dans l'appréciation exclusive des circonstances intrinsèques du fait imputé?

Ainsi voit-on les courtes peines se succéder et s'accumuler sur les casiers judiciaires dans des proportions parfois effrayantes.

« Or, dit l'exposé des motifs de la proposition, si l'accord existe sur un point entre les hommes qui dans tous les pays se sont occupés des questions pénitentiaires, c'est assurément sur les déplorables effets de ce système.

« Dès 1862, le rapport qui précède la statistique des prisons publiée par l'administration pénitentiaire constatait que le nombre des récidivistes augmentait en raison de la brièveté de la peine subie.

« Les Cours d'appel, consultées dans la grande enquête faite dix

ans plus tard par l'Assemblée nationale, ont été unanimes à signaler le même résultat.

« Les peines de courte durée, dit à son tour le rapport général de l'administration de la justice criminelle qui, en 1880, a embrassé une période de cinquante-quatre années, ne sont pas favorables à l'amendement du coupable.

« Enfin, le congrès international de savants et d'hommes spéciaux réunis en 1878 à Stockholm a été plus explicite encore. C'est à l'unanimité qu'il a rangé parmi les moyens les plus propres à combattre la récidive *l'emploi moins fréquent des peines de courte durée contre les délinquants d'habitude.* »

Par excès de sévérité. — Il s'agit ici des premières fautes. Notre système de répression repose sur une base à peu près unique, le châtimement corporel, dont l'emprisonnement, sous diverses formes, est l'expression la plus usuelle. Le juge peut à la vérité, en matière correctionnelle, substituer l'amende à l'emprisonnement, s'il reconnaît des circonstances atténuantes. Mais il use peu de ce droit et il a raison. Préoccupé avant tout de la nécessité de satisfaire à la vindicte publique et d'assurer l'exemplarité de ses décisions, il se rend compte que l'amende, lorsqu'il s'agit d'un délit de quelque importance, ne serait considérée ni par la partie lésée, ni par le public, ni par le prévenu lui-même, comme une répression réelle.

Sur 35.935 individus condamnés pour vol avec circonstances atténuantes, 4.114 seulement ou onze sur cent ont été condamnés à l'amende.

La prison est donc la peine ordinaire, aussi bien pour le malheureux qui a commis une faute accidentelle aussitôt regrettée que commise, que pour le malfaiteur incorrigible qui se fait un jeu et comme une carrière de violer les lois.

Or que de fois n'est-elle pas funeste?

Elle familiarise avec la honte, affaiblit le sentiment de l'honneur, altère l'énergie morale et de plus, dans l'état actuel de nos lieux de répression, expose à tous les dangers des contacts, des enseignements pervers, des chantages après la libération et de la réprobation si funeste à qui a besoin pour vivre du secours du travail.

Combien de malheureux ne doivent pas uniquement leur chute à l'une ou l'autre de ces causes?

Il y a donc à la fois à édicter une règle d'aggravation pour le

récidiviste correctionnel et à chercher pour la répression des premières fautes une peine nouvelle à substituer à l'emprisonnement.

Sur le premier point, la proposition s'inspirant d'une pratique anglaise connue sous le nom de système progressif, voudrait imposer au juge l'obligation, si la peine antérieurement prononcée était inférieure à trois mois, de ne point descendre, en cas d'un délit nouveau de même nature ou de gravité plus grande, au-dessous de six mois pour la première fois, d'un an et un jour pour la seconde et ensuite, du minimum des peines aggravées de l'article 58 du Code pénal.

La répression serait plus grave dans le cas d'une condamnation antérieure à trois mois d'emprisonnement.

Toutefois, pour tempérer la rigueur de ce nouveau régime, tout condamné dont la conduite et l'assiduité au travail auraient, au bout d'un temps déterminé, justifié cette faveur, pourrait être employé à titre de récompense dans des chantiers extérieurs en France ou aux colonies.

Sur le second point, il s'agirait d'augmenter le pouvoir d'indulgence du juge en ce qui touche la répression des premières fautes. Si le prévenu n'avait point encore subi de condamnation et si sa conduite antérieure, sa situation morale et ses marques de repentir paraissaient offrir des garanties suffisantes, l'exécution de la peine de l'emprisonnement pourrait être suspendue par une décision motivée spéciale.

La persévérance du condamné durant cinq années dans la bonne conduite purgerait définitivement la peine.

Au contraire, une nouvelle condamnation encourue avant l'expiration de ce délai, en entraînerait l'exécution entière sans confusion possible avec la seconde condamnation, et motiverait pour le second fait l'application des peines de la récidive.

La sécurité sociale, loin de se trouver affaiblie, n'aurait, suivant l'auteur de la proposition, qu'à gagner à changer une courte peine contre la garantie de cinq années de bonne conduite, suivies sans doute d'un amendement durable, et d'autre part, le condamné, échappant à l'exécution de la peine, serait soustrait aux dangers de ses conséquences.

Votre Commission s'est livrée sur ces diverses propositions à une longue étude.

Atténuation de la peine.

Les dispositions relatives à l'atténuation de la peine n'ont rencontré que des sympathies. Il y a longtemps qu'on a reproché à notre loi pénale de faire presque exclusivement appel aux peines corporelles. L'idée est juste s'il s'agit de la répression du condamné familiarisé avec le crime et d'une perversité certaine. Celui-là ne peut être accessible qu'à la souffrance physique. Elle ne l'est pas à l'égard de celui dont la faute n'est pas, par sa nature exclusive de tout sentiment d'honneur.

Sur ce dernier, la Commission pense avec l'auteur de la proposition, que la peine ainsi comprise peut avoir des effets tout à fait contraires au but à atteindre, qu'elle risque de l'avilir quand il faudrait le relever, d'abattre son courage au lieu de le soutenir, et de détruire en lui le ressort moral, sa seule chance de salut.

La proposition substitue une peine d'ordre purement moral, à la peine matérielle de la loi. C'est là son originalité. La Commission accepte sans hésitation cette idée.

L'avertissement avec menace d'une sévérité plus grande n'est qu'un moyen moral. N'est-il pas cependant, dans la pratique de la vie, universellement et efficacement employé par le père de famille, le maître, le patron? N'est-il pas partout le préliminaire indispensable de toute répression raisonnée?

Pourquoi la société dédaignerait-elle d'employer à sa propre préservation l'arme qui réussit si bien dans la famille, dans l'école, à l'atelier?

Vis-à-vis des inculpés dont le sens moral n'a point été altéré malgré la faute commise, il faut le dire, c'est le plus grand nombre parmi les jeunes, les domiciliés, les ouvriers vivant réellement de leur travail, nous avons la conviction qu'elle n'aura pas moins d'efficacité que la prison; elle aura de plus, sur elle, l'avantage de supprimer ses désastreuses conséquences.

C'eût été, avant le Code de 1810, une innovation hardie. Mais le système des circonstances atténuantes introduit successivement, pour les délits dès cette époque, et en toute matière depuis 1832, y a tellement préparé la voie, qu'on ne peut à l'heure actuelle y voir qu'un développement nouveau de la même pensée.

Il s'agit uniquement de faire un pas de plus dans le progrès le

plus considérable et le plus sensible introduit par l'esprit moderne dans nos lois pénales.

Il faut toutefois prendre garde de tomber dans les entraînements d'une philanthropie exagérée, et ne pas perdre de vue, en donnant un peu plus à l'indulgence, les garanties indispensables à la sécurité sociale.

A cet égard, la Commission a approuvé l'auteur de la proposition d'avoir écarté les systèmes qui, sous le nom d'admonition, de réprimande ou de loi du pardon, donnent en réalité aux tribunaux le droit d'absoudre l'inculpé, après avoir reconnu sa culpabilité (1).

Sans doute, il est des cas nombreux où le point de vue individuel peut justifier jusqu'à cet excès d'indulgence. Il s'agit d'une faute légère, unique, déjà amèrement regrettée. La constatation du délit, l'enquête, la poursuite, la comparution ont été une correction suffisante. Le souvenir de l'humiliation subie préservera à tout jamais la société d'une rechute.

Tout cela est vrai. Mais le danger social ne consiste pas uniquement dans la possibilité des rechutes. Il est encore et peut-être surtout dans l'exemple, c'est-à-dire dans les conséquences qui seront tirées du jugement.

L'auditoire, témoin du repentir témoigné par l'inculpé, des remontrances sévères du président, approuvera sans doute le pardon accordé. La victime du délit, la population encore émue d'en avoir été témoin, comprendront-elles aussi bien sa justice?

Ne pourra-t-il pas se former à la longue cette opinion que, moyennant quelques adroites démonstrations de regrets, le juge peut être désarmé et le délit rester impuni?

Le système anglais n'offre pas les mêmes inconvénients. Le juge ne prononce pas davantage à la vérité de condamnation, mais il se réserve le droit de punir pendant cinq ans. Cette menace, si longtemps suspendue, est assurément une peine. Elle se convertira d'ailleurs certainement en un châtiment positif, le jour où quelque plainte nouvelle interviendra. C'est une sécurité pour la société, c'est en même temps une satisfaction pour la patrie lésée et un exemple.

Mais, s'il faut avant l'expiration des cinq ans revenir devant

(1) Société générale des prisons. *Bulletins* de février et de mars 1888. Code pénal italien.

La loi du pardon, par M. Lajoye, avocat,

le tribunal, est-on certain que les preuves ne seront pas dispersées, que les témoignages et l'impression même du délit ne seront pas affaiblis, que les mêmes juges se retrouveront sur leurs sièges. En un mot, ce jugement après coup offrira-t-il de suffisantes garanties?

Un autre système a été formulé dans la proposition de MM. Michaux, Schœlcher, etc., renvoyée par le Sénat à la Commission.

La peine serait prononcée, mais lorsque l'emprisonnement serait inférieur à deux mois, « les jours de prison seraient remplacés par un nombre égal de journées de travail; il serait même loisible au condamné de convertir ces journées de travail en une amende égale à leur évaluation. »

La Commission n'a pas cru devoir s'arrêter à cette combinaison. La journée pénale, sous forme de prestation sans doute, serait pour le pauvre l'exécution publique de la peine, aussi fatale peut-être que la prison, et la conversion du travail en amende serait pour le riche le droit de racheter la peine à prix d'argent.

Le principe de la proposition a paru de beaucoup préférable. La peine sera prononcée. Elle sera proportionnée à la gravité du délit et la vindicte publique recevra, à cet égard, une satisfaction complète. Aucun jugement nouveau ne sera nécessaire, s'il advient que la confiance du juge ait été trompée. La répression sera ainsi mieux assurée.

L'impression sera, en outre, plus forte sur l'inculpé. Ne sera-t-il pas à la fois plus énergiquement maintenu par la crainte et plus vivement sollicité par l'intérêt, en présence d'une peine prête à recevoir son exécution et dont, cependant, sa bonne conduite pourra l'affranchir?

La persévérance de ses efforts produira d'ailleurs pour lui le même résultat que le pardon.

Ainsi se trouvera réalisé, au grand avantage de la société aussi bien que de l'individu, ce vœu de l'auteur de la proposition : le minimum de pénalité produisant le maximum d'intimidation.

L'idée avait peut-être quelque hardiesse au moment du dépôt (mai 1884). Elle se produisait, en effet, pour la première fois. Elle a été depuis l'objet de nombreuses adhésions. Des juriconsultes en ont accepté le principe (1). Plusieurs propositions de loi déposées l'une, en mai 1885, devant le Sénat par nos collègues, MM. Michaux, Schœlcher, etc., l'autre, en mars 1886, à la Chambre

(1) Société générale des prisons. — M. Prinz, M. Lévêillé.

des députés (1), s'en sont inspirées. Le dernier de ces projets a même été l'objet d'un rapport favorable (2). Enfin le gouvernement belge, devant les études commencées ici, a soumis aux Chambres un projet analogue, dont il n'a point dissimulé l'origine et a obtenu d'elles, après de profondes et de remarquables discussions, leur entière approbation. Ce projet est devenu la loi du 31 mai 1888, connu sous le nom de loi sur les *condamnations conditionnelles*.

Il ne s'agit donc plus à l'heure actuelle de se livrer aux hasards d'une conception individuelle, mais plutôt de consacrer un principe admis par la doctrine et déjà soumis par une législation voisine à l'épreuve de la pratique. C'est à l'unanimité que votre Commission l'a adopté.

Fixée sur le principe, elle s'est ensuite livrée à l'étude des dispositions les plus propres à en mieux assurer l'efficacité.

Elle a cru devoir à cet égard soumettre à un examen comparé les dispositions des divers projets et aussi celles de la loi belge.

D'assez importantes différences se rencontraient entre elles.

I. — L'une des propositions (celle de MM. Reybert, Gagneur, etc.) étendait le bénéfice de la disposition nouvelle à *tous* les inculpés.

Votre Commission a pensé, avec la proposition déposée au Sénat et avec la loi belge, que l'individu déjà condamné devait en être exclu. La loi du 14 août 1835 autorise l'administration à lui accorder la libération anticipée, au cours de la peine, s'il justifie cette faveur par sa bonne conduite. C'est suffisant. L'opinion s'alarmerait avec raison de voir échapper à toute répression effective l'homme qui déjà a bravé la loi et qu'un premier châtiment n'a pas suffi à préserver des rechutes.

Il a été précisé toutefois qu'une condamnation à *l'emprisonnement*, et pour crime ou délit de *droit commun*, pourrait seule entraîner cette conséquence.

L'inculpé poursuivi pour la première fois profitera donc seul de la loi.

L'auteur de la proposition eût voulu déterminer par une disposition spéciale les conditions de la suspension. Elle ne devait, suivant

(1) Proposition de MM. Reybert, Gagneur, Bourgeois, etc.

(2) Rapport de M. Maunoury.

lui, être applicable que *si la conduite antérieure, la situation morale et les marques de repentir du condamné offraient des garanties suffisantes*. La Commission, tout en partageant son avis sur le caractère des garanties à exiger, a jugé inutile de maintenir ces expressions. Il n'y a pas à redouter que les magistrats se méprennent sur la nature de ces garanties, et il serait à craindre que leur énumération, peut-être incomplète, ne fût entendue dans un sens restrictif.

II. — Un point plus délicat était celui de savoir si le juge pourrait user du nouveau pouvoir confié à son discernement, à l'égard de *toute* peine d'emprisonnement, ou s'il fallait lui imposer sous ce rapport une seconde limite ? Les diverses propositions lui laissaient une latitude entière. La loi belge au contraire borne son action au cas où l'emprisonnement prononcé ne dépasse pas six mois.

Ce dernier système a eu des partisans. L'inspiration de la loi, a-t-on dit, est tout entière dans la préoccupation de la disproportion de la peine encourue avec la faute commise. Or, cette préoccupation suppose nécessairement un délit léger. N'y aurait-il pas inconséquence de la part du juge, au moment où il vient de constater la gravité de l'infraction par l'infliction d'une peine de plusieurs années d'emprisonnement, à dispenser le condamné de son exécution ? Pourquoi lui donner un pouvoir qui impliquerait une pareille contradiction ? Ne s'exposerait-on pas ainsi à compromettre le succès de la mesure devant l'opinion ? Ces raisons sont graves.

La majorité de la Commission a cru devoir les écarter.

L'esprit de la proposition n'est pas d'établir une distinction entre les fautes graves et les fautes légères, la loi y a pourvu par l'élasticité des peines, mais de créer un traitement spécial pour l'homme que la justice n'a pas encore atteint et dont la moralité est restée, malgré sa faute, assez intacte pour que la société n'ait rien à redouter de sa liberté. La base d'appréciation change ici nécessairement avec le but à atteindre.

Il ne s'agit plus d'envisager le degré de gravité de la faute, cette appréciation a dû être faite pour l'application de la peine, mais de mesurer l'état moral du condamné et le degré de garantie que cet état suppose.

Or, à cet égard, l'importance du délit peut être sans valeur. Une faute même grave, commise dans un de ces mouvements de sou-

daine surprise dont les vies les plus pures ne sont pas toujours exemptes, ne suppose pas nécessairement la dépravation. Loin d'entraîner, malgré le désordre momentané qu'elle a causé, un danger pour la société, elle peut devenir, pour les natures droites et honnêtes, le point de départ d'une vigilance plus grande sur leur conduite et concourir même, par la sincérité du repentir et la continuité de l'effort, à leur amélioration. Une faute même très légère peut, au contraire, être la révélation évidente d'un état d'immoralité qui ne laisse aucun doute sur la nécessité d'une infliction réelle de la peine.

Pourquoi refuser au juge, si bien placé pour apprécier ces choses, une entière latitude d'appréciation? Pourquoi lui enlever, une fois que la sévérité de sa sentence aura donné une juste satisfaction à la morale et à la loi, le droit de soustraire le condamné qui lui semble mériter cette faveur aux conséquences, peut-être aussi funestes pour la société que pour lui, de l'exécution de la peine.

La menace suspendue sur la tête de ce dernier n'agira-t-elle pas d'autant plus fortement sur lui que la peine sera plus forte.

On craint les abus. Ne seraient-ils par plus fréquents dans le système contraire?

Le sentiment de la responsabilité retiendra toujours le juge, s'il s'agit d'une condamnation grave. La vigilance du ministère public corrigera d'ailleurs les écarts possibles par un exercice attentif du droit d'appel et si, en fin de compte, le juge s'est trompé, et qu'une nouvelle faute en donne la preuve, la double répression prévue par la loi corrigera, sans préjudice pour la société, son erreur.

Au contraire, ne serait-on pas exposé, avec une étroite limitation aux peines légères, au danger assurément plus grand de voir les tribunaux faire fléchir la répression pour attribuer aux cas intéressants le bénéfice de la loi? Le frein serait en effet bien plus apparent que réel, le juge restant libre d'abaisser la peine lorsqu'il croirait juste de la suspendre. Où serait alors la différence? Mieux vaut lui donner directement, par la loi, la latitude que ses sentiments d'humanité ne manqueraient pas de s'attribuer indirectement par le fait.

On sera du moins assuré que les inspirations de sa conscience ne se satisferont pas au détriment d'une juste appréciation de la peine.

Son pouvoir ne devra donc avoir d'autres bornes que celles de sa compétence.

III. — Mais faudra-t-il que l'emprisonnement, pour être suspendu, soit nécessairement prononcé par un tribunal correctionnel? C'était le vœu des diverses propositions déposées et la loi belge en a nécessairement décidé ainsi, en limitant ses effets aux peines de six mois. La proposition de M. Béranger est plus large. C'est à la nature de la peine, non à la juridiction saisie qu'il s'attache. D'après lui, toute peine d'emprisonnement, même celle prononcée après admission des circonstances atténuantes par les Cours d'assises, pourra être suspendue.

La décision prise par la Commission sur la question précédente devait naturellement la conduire à la même opinion. La logique l'exigeait. Comment aurait-elle donné aux magistrats, d'ordre en général plus élevé que ceux des tribunaux correctionnels, moins de pouvoir qu'à ces derniers? Ne sont-ils pas, du moment qu'ils prononcent une simple peine d'emprisonnement, juges correctionnels comme eux?

Ainsi pourra peut-être, d'ailleurs, se résoudre pratiquement, une question grave, dont un de nos collègues cherchait naguère la solution dans l'institution des circonstances très atténuantes. Le jury ne montrera-t-il pas plus de fermeté dans la répression des crimes jugés par lui excusables, lorsque la Cour pourra plus largement satisfaire à son désir d'indulgence?

Restaient diverses questions qui, pour n'avoir peut-être pas la même importance, n'en présentaient pas moins un réel intérêt : la durée de la suspension, ses effets, ses conséquences au point de vue de la réhabilitation et des casiers judiciaires et les conditions de son retrait.

IV. — La loi belge laisse au juge le soin de fixer la durée du sursis accordé. Elle ne peut excéder cinq années, mais elle peut être moindre. Aucun minimum n'est même fixé. La Commission ne s'est pas montrée favorable à ce système. Elle a craint la diversité des jurisprudences, l'arbitraire des décisions. Elle a redouté surtout l'énervement de la répression.

La dispense de l'exécution ne peut, suivant elle, être rachetée que par un châtiment assez grave pour assurer les mêmes effets d'intimidation. Or, la simple menace substituée à la réalité de la peine ne saurait produire ces effets que par la durée.

Cinq ans de menaces remplaçant quelques semaines, peut-être même quelques jours de prison, peuvent paraître disproportionnés, si on se borne à comparer la durée des deux peines. Ils ne le

sont pas si on réfléchit que la plus longue est purement morale, qu'il dépend du condamné de lui ôter tout effet et qu'elle est pour lui la rançon du contact et de la flétrissure de la prison.

Il s'agit, en réalité, d'une sorte de prescription par la bonne conduite. Or le délai de la prescription est invariable quelle que soit la durée de la peine.

V. *Effets de la suspension.* — Un point a semblé hors de conteste.

La suspension ne devait porter que sur la peine d'emprisonnement. Elle laissait en conséquence subsister la condamnation à l'amende, aux dommages-intérêts, aux frais.

Mais que devait-il advenir des peines accessoires : privation de certains droits, affiches, etc. , et des incapacités attachées de plein droit à certaines peines d'emprisonnement : inéligibilité, interdiction du droit de voter, de celui de contracter un engagement militaire, etc. ? Ni les diverses propositions françaises, ni la loi belge n'ont prévu le cas. La Commission a pensé que ces peines accessoires et ces incapacités, étant une conséquence directe de la peine elle-même, devaient être suspendues avec elle, à moins que le tribunal n'en ordonnât autrement.

VI. — Un point plus grave était celui de savoir quelle serait la conséquence de la bonne conduite continuée jusqu'à l'expiration du sursis. Les trois propositions lui attribuaient simplement l'effet de purger la peine. La loi belge va plus loin. Elle déclare la condamnation non avenue. C'est la réhabilitation de plein droit.

La Commission de la Chambre des députés désignée pour étudier la proposition de M. Reybert s'est rangée à cette opinion.

Votre Commission y a également adhéré. Sans doute le condamné bénéficiera ainsi d'une faveur exceptionnelle, car il ne sera pas astreint aux conditions de séjour prolongé dans un même lieu, d'enquête spéciale sur sa conduite, et d'appréciation par la justice, imposées par le Code d'instruction criminelle au demandeur ordinaire en réhabilitation ; mais l'épreuve sera de cinq années au lieu de trois et cette nouvelle faveur rachètera ce que la longueur du sursis pourrait avoir d'excessif pour les petites condamnations.

VII. — La réhabilitation spéciale, sans exécution effective de la peine, ne pourra toutefois se cumuler avec le droit de récla-

mer, dans les conditions du Code, c'est-à-dire au bout de trois ans, la réhabilitation ordinaire.

Le temps d'épreuve exigé pour cette dernière ne commençant à courir qu'à partir de la libération, le condamné conditionnel ne pourrait l'invoquer que si, renonçant au sursis, il exécutait réellement sa peine.

VIII. *Casier judiciaire.* — On a proposé que la peine suspendue ne figurât pas au casier judiciaire. La Commission ne l'a pas admis. Ce serait priver la justice d'un élément d'information nécessaire en cas de rechute et commettre vis-à-vis des tiers, toujours libres d'exiger de l'intéressé la production du casier, une sorte de dissimulation légale dont la loi ne peut se rendre coupable.

La condamnation sera donc inscrite, mais avec mention expresse du sursis accordé.

Si les cinq ans s'écoulent sans condamnation nouvelle, elle ne devra plus, comme en matière de réhabilitation, figurer sur les bulletins remis aux particuliers.

IX. — Un dernier point a été examiné. Ne convenait-il pas, pour ajouter à l'efficacité de la menace et à l'autorité de l'exemple, de prescrire au juge le devoir, après avoir prononcé la suspension, de faire connaître publiquement au condamné les conséquences qu'aurait pour lui une nouvelle faute?

La Commission n'a pas hésité à le penser. Cet utile avertissement aura pour double effet de prémunir le condamné contre les rechutes et d'initier le public aux conditions auxquelles la faveur qu'il obtient est surbordonnée.

Tel est l'ensemble des dispositions arrêtées sur cette matière. Après les avoir votées, la Commission a jugé logique de leur donner le pas, dans le texte du projet, sur celles relatives à l'aggravation de la pénalité. Il est naturel, en effet, de s'occuper de la répression des premières fautes avant de statuer sur celles de la récidive.

Aggravation de la peine en cas de récidive.

De longues discussions se sont d'abord produites. La proposition consistait, il est bon de le rappeler, en deux points :

Donner une nouvelle définition de la récidive correctionnelle, fondée non plus sur le degré de gravité de la condamnation précédemment encourue, mais sur le caractère de la faute nouvelle, dans le but de faire tomber sous le coup du principe d'aggravation de la pénalité la multitude des délits qui y échappent actuellement;

Imposer au juge le devoir de prononcer, dans ce cas, des condamnations successivement aggravées : six mois au minimum pour la première chute, un an pour la seconde, et, pour les suivantes, les peines aggravées de l'article 58 du Code pénal. L'aggravation progressive et obligatoire était même plus considérable au cas où la peine antérieure avait atteint ou dépassé trois mois de prison. Ces sévérités étaient de plus encourues quelle que fût la date de la condamnation précédente, à la seule condition que le délit nouveau fût de même nature ou de gravité plus grande.

Sur le premier point, on s'est trouvé unanime à reconnaître l'insuffisance de la législation actuelle.

Il n'est que trop vrai que les lois déjà faites pour enrayer la progression toujours croissante de la récidive n'ont exercé sur elle, au moins jusqu'à présent, aucune influence.

Près de cinq années se sont écoulées depuis le vote de ces lois. La criminalité et particulièrement le chiffre de la récidive correctionnelle n'ont pas cessé d'augmenter. Elles présentaient pour l'année antérieure à leur promulgation (1884) les chiffres suivants :

Nombre des prévenus : 193.028 (1).

Nombre des récidivistes ayant précédemment subi une peine d'emprisonnement : 75.342.

Les deux années suivantes, qui sont les dernières relevées par la statistique, donnent des résultats plus inquiétants encore.

En 1887, nombre des prévenus : 197.554 ; récidivistes : 78.704.

Il est donc sage de faire appel à des moyens nouveaux, et comment ne pas ranger parmi l'un des plus logiques et plus urgents, la proposition de faire cesser la contradiction de principes si étrange qui existe, dans notre loi pénale, entre la définition de la récidive en matière de crime et même de contravention d'une part et celle de la récidive correctionnelle de l'autre.

Au criminel, la base légale de l'aggravation pénale est dans la reproduction du fait coupable :

(1) Sans comprendre les contraventions spéciales.

« Quiconque...., dit l'article 56 du Code pénal, aura commis un second crime.... »

« Quiconque ayant été condamné pour un crime, ajoute l'article suivant, aura commis un délit.... »

C'est sur le même principe qu'est fondée la récidive de la contravention.

« Les individus mentionnés au n° 5 du même article, dit l'article 478, qui seraient repris pour le même fait en cas de récidive.... »

C'est la raison et la justice. L'immoralité est plus grande chez l'agent qui, après un premier avertissement, commet une seconde faute. Le danger social est plus évident. L'insuffisance de la première répression est d'ailleurs constatée. L'aggravation de la pénalité repose donc sur la triple base du droit, de la justice et de la défense sociale.

La loi s'écarte cependant de ce principe en matière correctionnelle. Il n'y a plus alors récidive que si la condamnation antérieure, à quelque époque d'ailleurs qu'elle ait été prononcée, a dépassé une année d'emprisonnement (art. 56).

Pourquoi cette différence ? Comment la répétition, même fréquente, du délit a-t-elle été jugée moins grave que celle de la contravention ?

On ne peut se l'expliquer que par l'état des mœurs judiciaires à l'époque de la rédaction du Code pénal. La rigueur était alors extrême pour tous les délits touchant à la probité ou aux mœurs, c'est-à-dire pour les plus graves infractions. La limite posée par le Code ne risquait donc pas de les tenir en dehors de l'aggravation légale et le remède pouvait être suffisant.

Les choses sont bien différentes aujourd'hui. Soit que l'adoucissement des mœurs, singulièrement favorisé par la réforme pénale de 1832, ait insensiblement produit le résultat contraire, soit que la criminalité se soit déplacée, le remède passe à côté du mal.

Les peines à plus d'une année d'emprisonnement sont en effet devenues l'exception. En 1887, dernière année relevée par la statistique, sur 36.219 condamnés à l'emprisonnement pour vol, 2.553, ou sept sur cent seulement, ont été condamnés à plus d'un an. La proportion descend même à trois pour cent, si on prend l'ensemble des délits. Cependant, d'après la même statistique, il y avait dans le premier cas près de 20.000 individus, et dans le second près de 80.000 ayant subi au moins l'emprisonnement.

Des conséquences fort graves se dégagent avec évidence de ces chiffres.

Le condamné pour crime, le condamné pour simple contravention encourt, s'il est de nouveau poursuivi, sauf le cas de circonstances atténuantes, une aggravation certaine de la peine. Le condamné correctionnel échappe 97 fois sur 100, eût-il été vingt fois condamné, à cette conséquence.

Le magistrat pourrait à la vérité, suppléer au silence de la loi en relevant la peine dans la limite du maximum. En fait, comme on l'a dit déjà, il ne le fait pas. Soit qu'il ne se reconnaisse pas le droit d'ériger la répétition du délit correctionnel en circonstance aggravante, alors que la loi, après l'avoir fait pour le crime, n'a pas jugé à propos de le prescrire pour le délit, soit que s'absorbant dans l'appréciation des circonstances intrinsèques du délit, il soit moins touché du danger que sa reproduction fait courir à la société, les petites peines se succèdent et s'accumulent sans aggravation sensible.

Nous avons dit plus haut le péril de cet état de choses. Ne démontre-t-il pas l'existence d'une véritable lacune dans la loi ?

Est-il possible de laisser entre les crimes et les délits punis de plus d'un an de prison, d'une part, et la contravention, de l'autre, cette sorte de champ réservé où le malfaiteur peut se donner libre carrière, sans s'exposer à l'aggravation légale de la récidive ? Est-ce possible, surtout lorsqu'il est constaté que dans l'état actuel ce domaine privilégié représente plus des neuf dixièmes de la criminalité ?

N'est-il pas nécessaire de faire comprendre au juge par un texte impératif et précis, non seulement qu'il doit augmenter par une progression régulière et constante la répression à mesure que s'accumulent les délits, mais encore qu'il ne saurait s'affranchir entièrement de cette règle par l'admission des circonstances atténuantes ?

Telles sont les questions qui se posent. La Commission en a reconnu l'importance et l'urgence. Elle a admis en conséquence la nécessité d'une définition plus large de la récidive correctionnelle et celle d'une règle d'aggravation obligée et progressive de la répression.

Elle n'a pas toutefois accepté sans d'importantes modifications le système de la proposition.

Sur la définition, ce qu'elle lui a emprunté, c'est de faire reposer la base de la récidive, non plus sur le degré de gravité de la condamnation précédente, mais sur l'existence même de cette

condamnation, à la condition toutefois qu'elle comportât l'emprisonnement.

C'est le retour à la règle du droit romain, *Consuetudo delinquendi est circumstantia aggravandi delictum et delinquentem acrius puniendi*, et en même temps l'application du principe même du Code pénal.

Mais ne fallait-il faire aucune distinction et n'avoir égard ni à l'intervalle écoulé entre les deux délits, ni à la nature de la seconde faute ? La proposition suivait sur le premier point la règle du Code pénal. Elle ne fixait, on l'a dit, aucune condition de temps. Sur le second, elle limitait les effets de la loi aux délits de même nature ou aux faits emportant une peine plus grave.

Ces deux solutions ont été critiquées.

Sur le premier point, l'absence de toute distinction dans le laps de temps écoulé, la règle du Code jugée déjà fort rigoureuse pour les faits de haute gravité qu'elle vise, a paru tout à fait excessive, s'agissant d'infractions de l'ordre correctionnel. A cet égard, n'est-il pas plus exact de dire que les éléments constitutifs de la récidive, aggravation de la perversité et par suite du danger social, mépris et inefficacité de l'avertissement reçu, ne se rencontrent véritablement que dans la répétition à court terme des actes coupables ?

Deux délits séparés par un intervalle de dix années ne supposent pas nécessairement un homme plus corrompu, ni surtout plus dangereux.

Il y a d'ailleurs une prescription pour la poursuite. Il y en a une pour la peine elle-même. Comment ne pas en admettre *a fortiori* pour l'aggravation légale de la pénalité, alors surtout que la base de cette prescription spéciale est une présomption de bonne conduite ?

La commission n'a donc attaché les conséquences de la récidive qu'au délit commis dans les cinq années de la condamnation précédente. C'est le délai même de la prescription correctionnelle.

Sur le second point, le caractère du dernier délit, on a justement fait observer que le principe de la récidive et notamment le besoin social d'une plus énergique répression ne se rencontreraient logiquement que dans la répétition d'une faute identique.

C'était la doctrine du droit romain : *In iisdem sceleribus*, disait la loi 28 *de penis*. C'est celle qui a prévalu dans la plupart des législations étrangères,

Deux écoles existent à la vérité chez nous parmi les criminalistes.

« Le délinquant, dit Faustin Hélie, qui, déjà condamné pour vol, commet un crime nouveau, est justement réputé plus coupable que la première fois. L'habitude du délit est-elle aussi manifeste si le délinquant condamné pour la première fois pour rébellion est repris pour vol ? Pour que la récidive soit une présomption de perversité, ne faut-il pas qu'il y ait identité entre les délits qui la constituent ? » (Tome I^{er}, page 393.)

Ortolan pense autrement : « Quelque opposée, dit-il, que soit notre assertion aux idées générales répandues à ce sujet le mode de procéder par prévision des récidives générales est bien supérieur dans la loi à celui qui consiste à procéder seulement par prévision des récidives spéciales. » (N^o 1197.) M. Fernex de Montgex en donne la raison suivante : « Les divers crimes peuvent avoir des causes immédiates différentes mais il faut pourtant leur assigner à tous un premier principe unique, sous peine de renier l'unité de la nature humaine. Ce premier principe, c'est le penchant funeste de l'homme à s'écarter des voies d'ordre qui le conduisent à sa fin... C'est le principe même du mal qu'il faut guérir ». (*Étude sur la récidive*, p. 20.)

Les deux thèses ne paraissent point inconciliables. Trop absolues l'une et l'autre si on veut en faire la règle unique et invariable de la récidive, elles sont justes et vraies suivant le caractère différent des infractions. S'agit-il de crimes, ou même de délits d'une haute gravité, comment pourrait-on contester l'inévitable filiation qui les unit ? N'y a-t-il pas entre eux, malgré la diversité des actes, vol ou incendie, assassinat, attentat aux mœurs ou faux, une identité d'origine indéniable dans l'état de perversité générale dont chacun d'eux dérive et dont ils ne sont successivement qu'une même manifestation ?

Ainsi se justifie la doctrine qui a servi de base à notre loi pénale.

En est-il bien de même lorsque, dans la variété infinie des délits de moindre importance, deux infractions de nature différente se succèdent sans aucun lien saisissable de solidarité : un fait de coups et blessures après une condamnation de vol, un acte de mendicité après un délit d'outrage aux mœurs ? La Commission ne l'a pas pensé.

C'est ainsi que, sans porter atteinte au principe appliqué par le Code pénal pour une matière différente, elle s'est rangée à la

doctrine de la récidive spéciale, c'est-à-dire de la répétition des délits identiques comme base de la nouvelle pénalité à établir.

Elle a jugé toutefois qu'il y avait entre certains délits, bien que classés sous des qualifications légales différentes et frappés de peines différentes aussi, des liens d'analogie assez frappants pour les considérer, par une présomption légale très légitime, comme identiques. Ce sont, d'une part, le vol, l'escroquerie et l'abus de confiance; de l'autre, le vagabondage et la mendicité.

La définition de la petite récidive ainsi fixée, restait à déterminer le caractère et la mesure de l'aggravation progressive de la pénalité.

La proposition a été sur ce point très vivement combattue.

Pourquoi substituer au système d'aggravation qui, suivant la règle invariable du Code, prend son point de départ dans le taux de la peine précédemment prononcée, cette formule inexorable et fatale de peines fixes, sans distinction entre les peines prononcées, ni même entre les délits commis?

Cette rigueur a été représentée comme incompatible avec l'esprit du droit pénal moderne, comme un véritable recul sur les idées de douceur et d'humanité qui, depuis 1832, ont imprégné si fortement notre législation. L'inflexibilité de la loi, a-t-on dit, a produit souvent des résultats contraires au but poursuivi. Elle provoque la protestation de la conscience et engendre les acquittements scandaleux.

Comment, d'ailleurs, imposer l'uniformité d'un même niveau aux faits les plus variables, sans blesser la justice?

Lier ainsi fatalement le juge par le nombre des condamnations antérieures, n'était-ce pas l'obliger à frapper plusieurs fois pour la même peine?

Le système anglais invoqué n'était qu'une jurisprudence non une loi. Il ne s'appliquait, d'ailleurs, qu'à un petit nombre de délits d'une gravité spéciale.

D'autres considérations ont été invoquées.

Fallait-il frapper avec une rigueur pareille, dès la deuxième condamnation et pour tous les délits?

La disposition nouvelle ne ferait-elle pas échec à la loi sur la relégation? N'en aggraverait-elle pas du moins singulièrement les conséquences?

On a parlé encore de l'encombrement des prisons et des obstacles nouveaux qui en résulteraient pour l'application si désirée du régime de la séparation individuelle. (Loi du 5 juin 1875.)

Enfin, un des membres de la Commission a fait ressortir par de nombreux exemples les conséquences, à son sens illogiques et injustes, du système.

Frappé de la justesse de certaines de ces critiques, l'auteur de la proposition ne contestait pas qu'il ne pût y avoir à chercher des solutions meilleures, mais la base du projet, c'est-à-dire le principe d'une aggravation progressive, graduée suivant le nombre des délits, devait, suivant lui, rester intacte.

A cet égard les reproches d'inflexibilité, de niveau uniforme et fatal, de contrainte à la conscience du juge, n'avaient aucun fondement, s'agissant d'un simple relèvement de minimum qui laissait encore entre les deux termes extrêmes de la peine une large latitude.

La pensée de limiter l'indulgence, même au cas des circonstances atténuantes, n'avait rien de nouveau. C'était simplement l'extension aux faits délictueux de la règle du Code en matière criminelle (1).

Il en était autrement, à la vérité, de l'élévation progressive de la peine à mesure que s'accumulaient les délits. Mais n'y avait-il pas lieu, en présence du débordement si inquiétant de la petite criminalité, de recourir à un traitement plus énergique ? La progression de la peine n'était-elle pas suffisamment justifiée par la progression du délit ? Fallait-il laisser le mal s'aggraver par l'unique préoccupation de paraître toucher à une législation digne sans doute, par ses inspirations de justice et de haute humanité, du plus grand respect, mais dont l'insuffisance était démontrée ?

Le type d'une bonne législation était-il uniquement dans la mesure des principes philosophiques qui l'inspirent ? Ne devait-il pas consister aussi, et peut-être surtout, dans la conformité de ses dispositions avec les besoins auxquels il devait satisfaire, et l'humanité ne devenait-elle pas coupable si elle s'exerçait au détriment de la sécurité publique ?

C'était également, suivant lui, une erreur de voir dans la peine successivement aggravée comme une condamnation nouvelle des

(1) Art. 468. — Les peines prononcées par la Cour contre celui ou ceux des accusés reconnus coupables, en faveur de qui le jury aura reconnu les circonstances atténuantes, seront modifiées ainsi qu'il suit...

Si la peine est celle des travaux forcés à temps, la Cour appliquera la peine de la réclusion ou les dispositions de l'article 401, *sans toutefois pouvoir réduire la durée de l'emprisonnement au-dessous de deux ans.*

Si la peine est celle de la réclusion, de la détention, du bannissement ou de la dégradation civique, la Cour appliquera les dispositions de l'article 401, *sans toutefois pouvoir réduire la durée de l'emprisonnement au-dessous d'un an...*

premiers délits. Si la critique était fondée, elle atteindrait la base même de toute répression de la récidive. Mais elle ne l'était pas. Les éléments de la condamnation nouvelle ne se confondent qu'en apparence avec ceux des condamnations précédentes. Ils en sont au fond parfaitement distincts. Ce n'est point, en effet, le fait précédent qui motive le rehaussement de la peine, mais l'aggravation d'immoralité et d'audace révélée par un retour au mal, et le mépris de l'avertissement reçu.

Il était indispensable, était-il ajouté, que la répression aggravée commençât dès la première récidive et, en outre, qu'elle s'appliquât à tous les délits. Sur le premier point, le but du projet n'était-il pas de couper court aux habitudes criminelles ? Comment les atteindre efficacement si on les laissait d'abord s'établir ? Différé jusqu'à la troisième condamnation, le remède risquerait d'arriver trop tard.

Sur le second, il n'était pas moins essentiel d'arrêter, s'il était possible, la reproduction des petits délits que celle des faits plus graves, car les uns menaient inévitablement aux autres.

La disposition nouvelle, loin de faire échec à la loi de relégation, comblerait utilement ses lacunes. Cette loi pouvait-elle suffire, en effet, au châtimement de la récidive lorsque sa rigueur n'intervenait qu'après la troisième, la cinquième, parfois la sixième condamnation ?

Quant à l'encombrement possible des prisons, on oubliait qu'il trouverait une compensation importante dans l'usage, d'une part, de la libération anticipée (loi du 14 août 1885), et de l'autre, du sursis à l'exécution de la peine.

Ces observations ont paru à votre Commission justifier le principe de la proposition, mais non sa forme.

Tout en admettant l'aggravation progressive pour tous les délits et son point de départ dès la seconde condamnation, elle n'a pas cru pouvoir donner son approbation au mode d'application proposé.

Sa formule invariable avait le grave inconvénient de ne tenir compte ni de la diversité des espèces, ni de la distinction des peines. Elle pouvait, suivant les cas, se trouver ou trop sévère ou trop douce.

Il n'était pas fait une part suffisante à l'indulgence, au cas où les circonstances atténuantes étaient admises.

Il était enfin préférable, au lieu de donner au projet la forme d'une loi spéciale, de fondre ses dispositions dans celles du Code, par voie de modification aux articles relatifs à la récidive.

L'auteur de la proposition s'est rendu à ces critiques et s'est étudié à leur donner satisfaction par une rédaction nouvelle.

Son nouveau texte, inspiré des observations de la Commission, présente un système sensiblement différent du premier.

Prenant pour bases les règles mêmes du Code, il se borne à calquer les dispositions nouvelles sur celles que l'usage a consacrées pour la grande récidive.

L'aggravation n'est plus réglée, à chaque degré, suivant un terme invariable et inflexible. Elle prend pour base la peine précédemment encourue et se modifie avec elle.

Deux pénalités distinctes sont en outre édictées, suivant que le délit est ou n'est pas atténué par l'application de l'article 463.

Pour le premier cas, le minimum est du doublement de la peine prononcée. C'est l'idée même qui a inspiré les articles 57 et 58 du Code.

Pour le second, le juge pourra descendre plus bas, mais dans une mesure rigoureusement déterminée. C'est le principe admis par l'article 463 pour les matières criminelles.

Les choses ont paru bien combinées ainsi. La répression dans ces termes n'a plus rien d'excessif. Elle se plie avec une souplesse suffisante à la diversité des cas. Elle n'apporte dans l'économie de nos lois aucune discordance qui en puisse troubler l'harmonie.

La Commission a accepté ce système en se bornant à mieux préciser la limite de l'indulgence en cas d'admission des circonstances atténuantes.

Combinée avec les dispositions relatives à la grande récidive, la répression correctionnelle sera désormais ainsi graduée : Si la condamnation antérieure a été supérieure à une année, la peine (sans atténuation) sera du maximum et pourra être élevée jusqu'au double. C'est la règle, non modifiée, des articles 57 et 58.

Si la condamnation précédente a été inférieure, la peine antérieure prononcée sera doublée. C'est la règle nouvelle.

En cas d'admission de circonstances atténuantes, la peine ne pourra descendre au-dessous de celle précédemment prononcée.

Les articles 57, 58 et 463 ont été modifiés en ce sens.

Une question s'est naturellement posée :

Ne convenait-il pas, du moment qu'il fallait toucher au texte des articles 57 et 58, de trancher les nombreuses et délicates questions que soulève leur application dans la pratique ? La Commission ne l'a pas pensé. Cette étude l'eût conduite fort au delà du cadre restreint de la proposition. Elle eût entraîné une complica-

tion dont il était inutile de charger le sujet déjà fort délicat confié à son examen. Elle appartient d'ailleurs plutôt à la Commission extra-parlementaire chargée de préparer la réforme d'ensemble du Code pénal.

Mais, quel que fût notre désir de nous limiter, nous avons dû reconnaître que la modification très simple dont il s'agit devait, par voie de conséquence forcée, en entraîner plusieurs autres.

Du moment que la récidive correctionnelle nouvelle ne devait exister qu'en cas de délits identiques commis dans un intervalle de moins de cinq années, était-il possible de maintenir, pour la récidive, plus grave à la vérité, mais procédant cependant des mêmes causes, que prévoient ces articles, la règle si rigoureuse de l'aggravation sans aucune limite, ni quant au temps, ni quant à la nature des faits?

C'eût été une étrange anomalie. Les mêmes raisons devaient entraîner la même solution. On était toutefois contraint, par la nature des choses, à faire une distinction entre les cas prévus.

Celui relatif à la récidive constituée après une condamnation à plus d'une année d'emprisonnement par la succession d'un délit à un crime, ou au contraire d'un crime à un délit, pouvait bien bénéficier de la limitation des cinq ans, mais non de celle de l'identité des délits. Il n'y a pas, en effet, de rapport d'identité possible de crime à délit.

Les deux règles pouvaient au contraire facilement s'adapter au cas où la récidive résulte, après condamnation pour délit à plus d'un an d'emprisonnement, de l'existence d'un nouveau délit.

La Commission n'a donc admis que la limitation de temps dans le premier cas. Elle a soumis le second aux deux règles du temps et de l'identité.

Ces retouches entraîneraient nécessairement d'autres. Il n'était pas possible, du moment qu'on remaniait le texte sur plusieurs points, d'y laisser subsister des imperfections trop évidentes.

La peine de surveillance a été supprimée par la loi de relégation; elle subsiste cependant encore dans le texte des deux articles. Comment y toucher sans le mettre en harmonie avec la législation actuelle? L'interdiction de séjour a été en conséquence, substituée à la surveillance.

L'article 58 attache le caractère de récidive à tout délit puni de peines correctionnelles. Ne fallait-il pas préciser que cela ne pouvait s'entendre que du fait puni de l'emprisonnement?

· Quelques modifications ont de même été jugées indispensables dans la rédaction de l'article 463.

· S'il était admis qu'en matière de petite récidive le juge ne pouvait avoir un pouvoir d'atténuation absolu, il devenait en effet nécessaire, sous peine de laisser dans la loi la plus choquante contradiction, de relever également le minimum de la peine lorsque la condamnation antérieure était plus grave.

La Commission a admis à cet égard la même base que pour la récidive moindre, c'est-à-dire le principe d'une double règle, l'une pour la première faute, l'autre pour le crime ou le délit renouvelé.

Il a suffi d'ailleurs, pour réaliser cette modification, de supprimer les mots *même en cas de récidive* du dernier paragraphe de l'article, dont toutes les dispositions maintenues seront désormais uniquement spéciales au fait simple, et d'y ajouter deux nouveaux paragraphes pour la récidive.

L'article présentera ainsi, avec une harmonie plus complète entre toutes ses dispositions, une précision et une clarté plus grande. Nous le résumons ainsi :

En cas de récidive de crime à crime, le minimum de la peine sera relevé de deux à quatre ans, si la peine encourue était celle des travaux forcés à temps, et de un à deux ans, si la peine était celle de la réclusion, de la détention, du bannissement ou de la dégradation civique.

En cas de récidive de crime n'ayant entraîné qu'une peine d'emprisonnement à délit et réciproquement, ou de délit à délit, le minimum ne pourra descendre au-dessous de la peine précédemment prononcée.

La proposition de loi comprenait, on l'a déjà dit, outre les mesures qui viennent d'être étudiées, une troisième disposition destinée à adoucir la rigueur de l'une d'elles. Faculté était donnée à l'administration d'employer le condamné, après un temps d'épreuve déterminé, dans des chantiers extérieurs, soit sur le continent, soit aux colonies.

C'était à la fois une sorte de libération conditionnelle et un mode de transportation formant contre-projet au projet de loi sur la relégation, alors pendant devant le Parlement.

La relégation ayant prévalu, et la libération conditionnelle ayant été admise sous une autre forme, cette disposition n'a plus aujourd'hui de raison d'être. Son auteur a reconnu qu'elle ne pouvait, à l'heure actuelle, se produire utilement que sous la forme

d'une proposition spéciale portant modification à la loi de relégation. Il l'a en conséquence retirée.

La Commission propose, en conséquence, au Sénat d'adopter la proposition dans les termes suivants :

Proposition de loi sur l'atténuation et l'aggravation des peines.

ARTICLE PREMIER. — En cas de condamnation à l'emprisonnement, si l'inculpé n'a pas subi de condamnation antérieure à la prison pour crime ou délit de droit commun, les cours ou tribunaux peuvent ordonner, par le même jugement et par décision motivée, qu'il sera sursis à l'exécution de la peine.

Si pendant le délai de cinq ans, à dater du jugement ou de l'arrêt, le condamné n'a subi aucune nouvelle condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun, la condamnation sera comme non avenue.

Dans le cas contraire, la première peine sera d'abord exécutée sans qu'elle puisse se confondre avec la seconde.

ART. 2. — La suspension de la peine ne comprend pas le payement de l'amende, des frais du procès ni des dommages-intérêts.

ART. 3. — Elle comprend les peines accessoires et les incapacités résultant de la condamnation, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le jugement ou l'arrêt.

ART. 4. — Le président de la cour ou du tribunal doit, après avoir prononcé la suspension, avertir le condamné qu'en cas de nouvelles condamnations dans les conditions de l'article 1^{er}, la première peine sera exécutée sans confusion possible avec la seconde et que les peines de la récidive seront encourues dans les termes des articles 56, 57 et 58 du Code pénal.

ART. 5. — La condamnation est inscrite au casier judiciaire, mais avec la mention expresse de la suspension accordée.

Si aucune condamnation n'est intervenue dans le délai de cinq ans, elle ne doit pas être inscrite dans les extraits délivrés aux parties.

ART. 6. — Les articles 57, 58 et 463 du Code pénal sont modifiés comme il suit :

ART. 57 (du Code pénal).

Quiconque, ayant été condamné pour crime à une peine supérieure à une année d'emprisonnement, aura commis un délit ou un crime qui devra n'être puni que de peines correctionnelles, sera condamné au maximum de la peine portée par la loi et cette peine pourra être élevée jusqu'au double. — Le condamné sera de plus mis sous la surveillance spéciale de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

ART. 58 (du Code pénal).

Les coupables condamnés correctionnellement à un emprisonnement de plus d'une année seront aussi, en cas de nouveau délit ou de crime qui devra n'être puni que de peines correctionnelles, condamnés au maximum de la peine portée par la loi et cette peine pourra être élevée jusqu'au double. Ils seront de plus mis

ART. 57 (modifié).

Quiconque, ayant été condamné pour crime à une peine supérieure à une année d'emprisonnement, aura, *dans un délai de cinq années après l'expiration de cette peine*, commis un délit ou un crime qui *devra être puni de la peine de l'emprisonnement*, sera condamné au maximum de la peine portée par la loi et cette peine pourra être élevée jusqu'au double.

Défense sera faite en outre au condamné de paraître pendant cinq ans au moins et dix ans au plus dans les lieux dont l'interdiction lui sera signifiée par le Gouvernement avant la libération.

ART. 58 (modifié).

Il en sera de même pour les condamnés à un emprisonnement de plus d'une année pour délit qui, dans le même délai, seraient reconnus coupables du même délit ou d'un crime devant être puni de l'emprisonnement.

Ceux qui, ayant été antérieurement condamnés à une peine d'emprisonnement de

sous la surveillance spéciale du Gouvernement pendant au moins cinq années et dix ans au plus.

ART. 463 (du Code pénal).

§ 9. — Dans tous les cas où la peine de l'emprisonnement et celle de l'amende sont prononcées par le Code pénal, si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux correctionnels sont autorisés, *même en cas de récidive*, à réduire : l'emprisonnement, même au-dessous de six jours et l'amende, même au-dessous de seize francs. Ils pourront aussi prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines et même substituer l'amende à l'emprisonnement, sans qu'en aucun cas elle puisse être au-dessous des peines de simple police.

moindre durée commettraient le même délit dans les mêmes conditions de temps, seront condamnés à une peine d'emprisonnement qui ne pourra être inférieure au double de celle précédemment prononcée, sans toutefois qu'elle puisse dépasser le double du maximum.

Les délits de vol, escroquerie et abus de confiance seront considérés comme étant, au point de vue de la récidive, un même délit.

Il en sera de même des délits de vagabondage et de mendicité.

ART. 463 (modifié).

Conforme, sauf la suppression des mots : *même en cas de récidive*.

Paragraphes additionnels.

En cas de récidive criminelle, la peine ne pourra descendre au-dessous de quatre années d'emprisonnement, si la peine encourue est celle des travaux forcés à temps, et de deux années, s'il s'agit de la réclusion, de la détention, du bannissement ou de la dégradation civique.

Elle ne pourra, dans les cas prévus par les articles 57 et 58, être abaissée au-dessous de la peine précédemment prononcée.

ANNEXES

Proposition de loi de M. Béranger

ARTICLE PREMIER. — Tout individu déjà condamné à une peine d'emprisonnement, qui est reconnu coupable d'un délit de même nature ou d'un fait emportant une peine plus grave, ne peut, même en cas de circonstances atténuantes, être condamné à une peine inférieure à six mois d'emprisonnement pour la première récidive, à un an et un jour pour la seconde, et au minimum des peines aggravées prévues par l'article 58 du Code pénal pour les autres, si la condamnation précédemment prononcée a été inférieure à trois mois.

Dans le cas où la condamnation antérieure a été de trois mois ou plus, le minimum de la peine ne peut descendre pour la première fois au-dessous de la moitié du maximum de la peine applicable au fait imputé, et pour les autres au-dessous du minimum des peines aggravées prévues par l'article 58 du Code pénal.

ART. 2. — Tout condamné qui a subi plus d'une année d'emprisonnement, s'il a exécuté sa peine dans l'isolement, ou de deux ans dans le cas contraire, peut, si sa conduite et son assiduité au travail journellement constatées le rendent digne d'obtenir cette faveur, être employé dans les chantiers pénitentiaires extérieurs, soit en France, soit aux colonies.

Les articles 7 à 15 de la loi du 30 mai 1854 sur la transportation sont dans ce cas applicables. Toutefois, s'il s'agit de chantiers créés en France, en Corse ou en Algérie, la connaissance des infractions, crimes ou délits commis par les condamnés appartient aux conseils de guerre composés conformément aux dispositions de l'article 11, paragraphe 2, de la même loi.

ART. 3. — L'article 463 du Code pénal est modifié ainsi qu'il suit :

Paragraphe additionnel. — En cas de condamnation à l'emprisonnement, si les circonstances sont atténuantes, si en outre l'inculpé n'a pas subi de condamnation et que sa conduite antérieure, sa situation, ses marques de repentir paraissent offrir des garanties suffisantes, les tribunaux correctionnels sont autorisés, après avoir prononcé la condamnation, à ordonner par décision motivée qu'il sera sursis à l'exécution de la peine, tant que le condamné ne donnera pas de nouveaux sujets de plainte.

En cas de seconde condamnation dans le délai de cinq ans, la première peine est d'abord exécutée et ne peut se confondre avec la seconde.

Son exécution commence à courir du jour de l'arrestation.

ART. 4. — Les articles 58 et 463 du Code pénal sont abrogés en ce qu'ils ont de contraire aux précédentes dispositions.

Nouvelle rédaction proposée par M. Béranger

ARTICLE PREMIER. — Les articles 58 et 463 du Code pénal sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 58. — Maintenu en entier, avec addition du paragraphe suivant :

Ceux qui, ayant été antérieurement condamnés à une peine d'emprisonnement de moindre durée, auront commis le même délit, dans un délai de cinq ans à partir de l'expiration de ladite peine, seront condamnés à une peine qui ne pourra être inférieure au double de celle précédemment prononcée.

Les délits de vol, escroquerie et abus de confiance, ceux de vagabondage et de mendicité sont considérés, au point de vue de la récidive, comme constituant le même délit.

Art. 463. — Retrancher dans le dernier paragraphe de l'article les mots *même en cas de récidive*.

Ajouter les dispositions suivantes :

S'il y a récidive de crime à crime, la peine de l'emprisonnement ne pourra être abaissée au-dessous du double du minimum fixé par les paragraphes précédents.

En cas de récidive de crime à délit, ou de délit à délit, si la condamnation antérieure a été de plus d'une année d'emprisonnement, les tribunaux ne pourront abaisser la dernière peine au-dessous du quart du maximum fixé par la loi.

Si la nouvelle condamnation intervient dans les conditions prévues par les paragraphes 2 et 3 de l'article 58, les tribunaux ne pourront abaisser la peine au-dessous du quart de la peine encourue.

ART. 2. — En cas de condamnation à l'emprisonnement, si le prévenu n'a pas subi de condamnation antérieure pour crime ou

délit et si sa conduite et sa situation morale offrent des garanties suffisantes, les tribunaux peuvent ordonner, par le même jugement et par décision motivée, qu'il sera sursis à l'exécution de la peine.

Si, pendant le délai de cinq ans, à compter de la date du jugement ou de l'arrêt, le condamné n'a subi aucune nouvelle condamnation, la peine sera purgée et la réhabilitation pourra être accordée, s'il y a lieu.

Dans le cas contraire, la première peine sera d'abord exécutée sans qu'elle puisse se confondre avec la seconde.

PROPOSITION DE LOI

**relative au pardon, au sursis à l'exécution des peines en cas
de premier délit, à l'emprisonnement et à l'amende.**

présentée

PAR MM. MICHAUX, SCHËLCHER, BÉRAL, MAZEAU, NAQUET, TOLAIN,
Sénateurs.

ARTICLE PREMIER. — Dans le cas où le prévenu n'a pas encore subi de condamnation, et où les peines sont soit l'emprisonnement, soit l'amende, si les circonstances paraissent atténuantes, *les tribunaux correctionnels* sont autorisés, après avoir constaté l'existence du délit, à prononcer le pardon du prévenu, et à le renvoyer de la poursuite.

Le prévenu pardonné pourra être condamné aux frais.

ART. 2. — Lorsque les tribunaux correctionnels prononceront la peine de l'emprisonnement contre un prévenu qui n'aura subi encore aucune condamnation, ils pourront, si les circonstances paraissent atténuantes, déclarer qu'il y a lieu de surseoir à l'exécution de cette peine.

Le sursis ne dispense pas de la condamnation aux frais ; il ne peut dépasser le délai de cinq années.

ART. 3. — Les condamnations en simple police ne font pas obstacle à l'application des dispositions qui précèdent.

ART. 4. — Lorsqu'un tribunal correctionnel aura prononcé une peine d'emprisonnement d'une durée moindre de deux mois, les jours de prison seront remplacés par un nombre égal de journées de travail.

Il sera loisible au condamné de convertir ces journées de travail en une amende égale à leur évaluation.

ART. 5. — En prononçant une condamnation à l'amende, les tribunaux peuvent ordonner que le paiement en sera fait par fractions, moyennant telle garantie ou caution qu'ils détermineront.

Ils pourront aussi convertir l'amende en journées de travail si le condamné le demande, ou s'il est insolvable, sans que le nombre de ces journées puisse toutefois dépasser le nombre de jours de contrainte par corps qu'aurait subi le condamné au cas de non paiement de l'amende.

ART. 6. — Un règlement d'administration publique fixera le mode d'exécution des deux articles précédents.

Loi belge du 31 mai 1888

établissant la libération conditionnelle et la condamnation conditionnelle
dans le système pénal.

Art. 9 — Les cours et tribunaux, en condamnant à une ou plusieurs peines, peuvent, lorsque l'emprisonnement à subir, soit comme peine principale ou subsidiaire, soit par suite du cumul de peines principales et de peines subsidiaires, ne dépasse pas six mois et que le condamné n'a encouru aucune condamnation antérieure pour crime ou délit, ordonner par décision motivée qu'il sera sursis à l'exécution du jugement ou de l'arrêt pendant un délai dont ils fixent la durée à compter de la date du jugement ou de l'arrêt, mais qui ne peut excéder cinq années.

La condamnation sera comme non avenue si, pendant ce délai, le condamné n'encourt pas de condamnation nouvelle pour crime ou délit.

Dans le cas contraire, les peines pour lesquelles le sursis a été accordé et celles qui font l'objet de la condamnation nouvelle seront cumulées.

Art. 10 — Il sera rendu compte annuellement aux Chambres de l'exécution de la présente loi.

LA TRANSPORTATION ET LA RELÉGATION

AU CONGRÈS COLONIAL NATIONAL

(TRAVAUX DES SECTIONS)

Le congrès colonial national, réuni en ce moment à Paris, a examiné dans trois de ses sections, la question de la transportation et de la relégation, tant au point de vue pénitentiaire qu'au point de vue de l'intérêt des colonies.

Nous extrayons des rapports qui résument les travaux de ces sections, les passages dans lesquels cette question est traitée.

Si le congrès admet que la Guyane puisse rester consacrée à la transportation des condamnés aux travaux forcés, et à la relégation des récidivistes, le chef de la colonie ne devrait-il pas avoir, pour principale mission, d'organiser le travail et d'utiliser la main-d'œuvre pénale en vue du repeuplement et, on peut le dire, de la colonisation de cette possession française quelque peu délaissée?

Dès lors, ne serait-il pas urgent de rapporter les décrets du 16 février 1872 et du 20 octobre 1882 qui, en réglementant le service pénitentiaire, n'ont laissé aucune initiative au Gouverneur?

De tout temps, la Guyane fut affectée à la déportation, ou à la transportation. Quand la loi du 30 mai 1854 décida que « la peine des travaux forcés serait, à l'avenir subie sur le territoire de nos possessions françaises », la Guyane se trouva tout indiquée. Déjà, le décret du 27 mars 1852, y avait envoyé un certain nombre de condamnés de cette catégorie, en organisant le régime auquel ils devaient être soumis.

Aujourd'hui, c'est le décret du 18 juin 1880 qui règle cette matière.

Ce décret et surtout les mesures administratives que son application a provoquées, ont été l'objet de vives critiques qui se reproduiront sans doute au sein du Congrès.

Il suffit de rappeler, en ce moment, que le décret de 1880, en supprimant les peines corporelles, laisse à l'administration le soin de classer les condamnés, et permet au condamné dit de première classe :

« D'obtenir des concessions de terrain ;

« De travailler pour le compte des habitants de la colonie, selon les conditions et moyennant un salaire fixé par le Gouverneur ;

« D'être employé aux travaux des services publics, comme maître d'atelier ou de chantier, avec le maximum du salaire ».

Le décret du 24 mars 1866, en vue de faciliter le mariage des condamnés, les avait dispensés des formalités du code civil.

La section estime qu'une pareille organisation, telle qu'elle fonctionne à la Guyane, enlève toute efficacité à la peine des travaux forcés, et la rend moins pénible que celle de la réclusion ou de l'emprisonnement.

Elle estime également que, dans ces conditions, la main-d'œuvre pénale ne rend, ni aux habitants, ni à la colonie, ni à l'État, les services qu'on pouvait espérer.

En conséquence, elle émet le vœu que la législation sur la transportation et sur la relégation soit révisée. Si le régime n'est pas modifié, la section pense que les condamnés de race annamite devraient seuls être envoyés à la Guyane.

Cette réglementation du pénitencier intéresse indirectement la mise en culture du sol, et le repeuplement de la colonie ; questions qui ont été élucidées dans d'autres sections.

GUYANE

La section, considérant qu'il a été démontré par l'expérience que l'Européen, en Guyane plus encore que dans tout autre pays intertropical, ne saurait être employé aux travaux de défrichement et de culture ;

Considérant que cette constatation est rendue évidente par ce fait que, depuis deux siècles, plus de 100.000 blancs et près de 300.000 noirs, Indiens ou Chinois, soit volontairement, soit comme condamnés ou en qualité d'immigrants engagés, se sont fixés dans la Guyane française, et que nonobstant ce contingent de forces qui aurait dû imprimer une vitalité très grande au pays, décupler et au delà sa population, le nombre des habitants accusé par les

dernières statistiques n'excède pas 16 à 17.000, la population flottante pouvant, dans ce chiffre, être évaluée à un quart environ ;

Considérant que la colonisation tentée depuis 1854 au moyen de la main-d'œuvre pénale, n'a donné aucun résultat appréciable au point de vue du développement et de la prospérité de la Guyane ;

Considérant, d'autre part, que si, en raison de l'insalubrité du climat, on ne doit plus songer à faire poursuivre l'œuvre du défrichement par des condamnés européens ; que, par suite, si la peine de la transportation devait se borner pour le criminel qui la subit, à résider en toute liberté aux îles du Salut, ou à être employé à l'abri de toute surveillance, comme cultivateur ou domestique, à Cayenne ou dans les autres communes de la colonie, cette peine n'aurait plus sa raison d'être ; qu'une révision du code pénal s'imposerait, puisque la peine de la réclusion, considérée par le législateur comme inférieure, dans l'échelle des peines, à celle des travaux forcés, continuerait à revêtir un caractère de répression beaucoup plus grave et plus sévère pour le condamné ;

Émet le vœu qu'il convient de reviser sans retard le régime de la transportation et de la relégation à la Guyane française, et que, dans le cas où les lois de 1854 et de 1855 devraient, en ce qui concerne cette colonie, continuer à sortir leur plein et entier effet, il n'y soit plus envoyé à l'avenir, autant que possible, que des condamnés de race annamite, la seule qui soit susceptible de s'acclimater en Guyane.

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

La septième section ayant eu la bonne fortune de compter parmi ses membres, MM, Charles Petit, conseiller à la cour de cassation, et Lévêillé, professeur à la Faculté de droit, la discussion sur le régime de la transportation et sur l'utilisation de la main-d'œuvre pénale a pris, grâce à la participation de ces deux éminents criminalistes, un développement et une importance particuliers.

Dans le rapport sommaire que nous avons adressé à la section lors de sa première séance, nous disions que, sans s'y arrêter trop longtemps, il y avait lieu d'examiner si le principe même de la transportation devait être conservé.

Les anglais qui, les premiers, ont appliqué ce système et en ont retiré, pendant un certain temps, d'incontestables avantages, y ont renoncé à la suite du refus formel des colonies de laisser débarquer de nouveaux convois de condamnés. En agissant ainsi les colonies anglaises faisaient une juste application d'un principe fondamental, qui veut qu'en cas de mélange la population d'origine pénale soit toujours en proportion minime par rapport à la population d'origine libre.

Beaucoup de bons esprits en France pensent également que la transportation, n'ayant pas donné les résultats sur lesquels on croyait pouvoir compter, devrait être supprimée et remplacée par un système de répression sévère, appliqué en France même, dans lequel la cellule, avec toute sa rigueur, jouerait un rôle important. Toutefois la Commission spéciale, chargée par le Ministère de préparer la revision du Code pénal, ayant conservé le principe de la transportation, nous n'avons plus qu'à étudier les moyens d'en faire l'emploi le plus judicieux et le plus conforme à la pensée du législateur.

La transportation des criminels condamnés aux travaux forcés a été édictée par la loi du 31 mai 1854 ; plus récemment une loi a relégué les récidivistes. Dans les deux cas, le législateur s'est donné pour but l'utilisation et la moralisation des condamnés ; malheureusement, jusqu'à présent du moins, aucun de ces deux buts n'a été atteint.

La troisième section n'a pu que constater les mêmes résultats à la Guyane, et le Congrès reconnaîtra que de profondes modifications doivent être apportées au régime de transportation, si on en maintient le principe.

La septième section a entendu les déclarations de ceux de ses membres qui habitent la Nouvelle-Calédonie ou qui y ont séjourné ; toutes ces déclarations concordent entre elles.

Un quart de siècle s'est écoulé depuis l'arrivée à la colonie du premier convoi de condamnés ; des milliers de transportés l'ont suivi et cependant les travaux les plus urgents ne sont pas encore exécutés, ni même en cours d'exécution, bien que les condamnés dussent être employés aux travaux les plus pénibles de la colonisation.

Quant à la moralisation, elle n'a pas fait un pas en avant ; elle a plutôt reculé ainsi que l'a démontré un ancien directeur de l'administration pénitentiaire, M. le colonel Disnematin-Dorat, qui s'est exprimé ainsi : « J'ai été pendant plusieurs années détaché

de mon corps pour remplir différentes fonctions dans l'administration pénitentiaire et notamment celles de directeur ; j'ai donc pu constater les résultats donnés par l'application de la loi de 1854. Cette loi, en supprimant le bûne en France voulait que la transportation rendît la peine plus efficace et plus moralisatrice et qu'elle fût avantageuse à la colonisation.

« L'efficacité désirée n'a pas été obtenue, puisque chaque jour on constate l'augmentation de la criminalité dans des proportions véritablement effrayantes.

« La morale n'y a rien gagné ; bien plus, on est arrivé à la plus grande perversion. Que peut-on, du reste, attendre de l'agglomération de tant d'éléments mauvais qui, isolés, pourraient peut-être s'amender, mais qui, réunis, ne peuvent que produire une démoralisation dont on reste épouvanté.

« Lorsqu'à ces hommes qui personnifient toute la série des crimes, on adjoint des femmes aussi criminelles et plus dégradées encore quel résultat peut-on obtenir ? Les condamnés sont tombés dans la boue et ils y restent. Il ne sera possible de les améliorer qu'en les isolant les uns des autres, en les enlevant à l'action de cette sorte de franc-maçonnerie du bûne, puissance absolue et terrible à laquelle il faut obéir sous peine de mort, et qui force à croupir dans le vice ceux qui auraient la volonté d'en sortir. »

M. le colonel Disnematin-Dorat a ensuite donné lecture d'une pièce de vers faite par un condamné à mort la veille de son exécution ; cette lecture ne laisse aucun doute sur l'état de dégradation morale des transportés.

Les causes du double insuccès de la loi de 1854 sont multiples, mais en première ligne on doit placer la douceur du régime pénitentiaire. Le mot douceur n'a rien d'exagéré pour ceux qui ont vu les choses de près ; les trop nombreux exemples, cités devant la section, le démontrent surabondamment. Cette excessive douceur pendant le cours de la peine, est couronnée par une mise en concession beaucoup trop facilement acquise, et nous ne pouvons mieux faire ressortir la situation exceptionnellement favorable du condamné qu'en la comparant à celle de l'immigrant libre.

M. Escande, propriétaire résidant en Nouvelle-Calédonie, a dit : « S'il ne vient pas de colons en Nouvelle-Calédonie, cela tient à l'état d'infériorité blessante dans lequel se trouve le colon libre, vis-à-vis du condamné mis en concession. Le colon libre qui arrive généralement sans ressources, est reçu dans

des baraquements plus ou moins confortables ; on lui accorde la ration de vivres pour six mois, en lui faisant comprendre que c'est là une charge dont on voudrait être débarrassé au plus tôt ; on le dépose sur un terrain de qualité inférieure puisque les meilleures terres ont été réservées pour la transportation et augmentées naguère encore en superficie, par le décret du 16 août 1884. Enfin les conseils lui manquent, car, malgré les sommes considérables dépensées sur les centres pénitentiaires, la question agricole n'a jamais été utilement et pratiquement étudiée.

« Le condamné concessionnaire, au contraire, obtient une terre de première qualité, souvent défrichée ; on lui donne trente mois de vivres, une indemnité pour maison, voire une femme avec troussseau s'il le désire, des semences, etc. On lui transporte ses produits ; on les lui achète au-dessus du cours, tandis que le colon libre voit souvent sa récolte inutilisée, perdue, faute de moyens de transport ou faute d'acheteurs.

« Qu'est-il résulté de cette situation immorale qui décourage les meilleurs et les plus persévérants ? C'est que *des colons libres en ont été réduits à aller travailler chez des condamnés.* »

Ce dernier fait donne une idée trop juste de la situation pour que nous n'appellions pas sur elle l'attention du Congrès. Toutefois nous devons nous empresser d'ajouter que l'administration centrale des colonies vient d'entrer dans une voie plus conforme au droit et à la justice. M. le Sous-Secrétaire d'État a donné récemment des instructions pour que le séjour des transportés devint réellement une peine, pour que les vivres ne fussent plus que la rémunération de travaux effectués et pour que l'emploi de la cellule devint un moyen efficace de répression. D'autres mesures sont étudiées et préparées pour une Commission spéciale, dont fait partie M. Léveillé.

La section a été heureuse de constater ces profondes modifications dans le régime pénitentiaire et, comme elle, le Congrès exprimera certainement l'espoir que ces modifications seront, non seulement maintenues, mais encore développées.

Nous avons déjà fait remarquer que malgré le nombre considérable de condamnés transportés jusqu'à ce jour en Nouvelle-Calédonie, cette colonie n'était dotée d'aucun des travaux qui sont indispensables à ses ports et à ses voies de communication intérieures. Il était nécessaire de rechercher les causes de cette inaction absolue au moins en apparence.

Au début de la transportation, il fallait créer un système con-

plet, de campements d'abord, de constructions ensuite, pour loger toute cette population spéciale. Ces constructions entraînaient également la construction sur place d'un outillage, et tous ces travaux ont pu, pendant un certain temps, absorber la totalité de la main d'œuvre pénale. Il serait oiseux d'évaluer la somme des dépenses ainsi effectuées ; la fondation de vastes établissements pénitentiaires ayant été décidée en pays neuf, à une très grande distance de la métropole, on ne pouvait atteindre ce but sans dépenser beaucoup, et ce n'est là qu'un des points secondaires de la question. Mais outre les pénitenciers proprement dits, on a créé entre autres des stations agricoles où, suivant leurs inspirateurs, les condamnés devaient apprendre le métier d'agriculteurs avant d'être mis en concession. Ces stations agricoles ont absorbé des sommes considérables sans produire de résultats appréciables. La faute en a été attribuée à diverses causes. D'abord quelques-uns des agents envoyés étaient notoirement incapables, on n'a pas su tirer parti de certains autres et on n'a tenu aucun compte des diverses aptitudes. Ensuite de nombreux changements ont été apportés dans la direction, et chacun a pu faire des essais nouveaux uniquement dans le but d'attirer sur soi une attention particulière. Enfin au lieu de se borner à faire des essais, à introduire des plants, des cultures nouvelles ou des animaux de choix, ce qui eût été utile à la colonisation libre comme aux concessionnaires, on a poussé à une production excessive avec une main-d'œuvre incapable et réfractaire au travail.

Quoi qu'il en soit, l'administration supérieure des colonies, reconnaissant l'inutilité d'établissements aussi coûteux, en a décidé la suppression. Il va être procédé à leur liquidation plus ou moins rapide ; une simple vente par voie d'adjudication publique serait peut-être le meilleur moyen à employer.

A cette occasion MM. Charles Petit et Lévillé ont manifesté leur étonnement que ces établissements n'aient pas prospéré. Selon ces deux membres, l'administration, ayant à sa disposition une main-d'œuvre relativement considérable et à bon marché, devrait faire de la culture et de l'industrie dans des conditions très avantageuses. La majorité de la section n'a pas partagé cette manière de voir. Les économistes, à quelque école qu'ils appartiennent, sont en effet d'accord sur l'impuissance de l'État à se faire producteur ou industriel, sauf les cas de monopole absolu et, bien entendu, de vente toujours assurée. A cet égard la pratique a toujours confirmé la théorie qui dit, qu'en matière commerciale ou industrielle, l'ini-

tiative et l'intérêt privés sont seuls puissants, parce que seuls ils ne négligent aucun point, quelque secondaire qu'il puisse paraître.

De plus sans émettre un vote sur ce sujet, la section n'a point paru partager l'opinion de M. Léveillé qui a déclaré que, l'État, s'imposant de lourdes charges pour la transportation de ses condamnés, devait chercher à les récupérer dans la plus large mesure possible, par un emploi productif de cette main-d'œuvre. La majorité de la section a pensé, au contraire, que les frais de garde des criminels, quel que fût le système adopté, constituaient une dépense obligatoire pour l'État; si la main-d'œuvre pénale peut produire un travail effectif, il doit profiter à la colonie à laquelle on impose une pareille population. Ce profit ne serait qu'une juste compensation des charges morales et pécuniaires que supporte la colonie du fait des condamnés et surtout des très nombreux libérés. Comme exemple nous rappellerons que la Nouvelle-Calédonie qui ne compte que cinq mille colons libres assurerait sa tranquillité avec une dépense annuelle d'environ 10.000 francs, tandis qu'elle est obligée d'inscrire à son budget une somme de 140.000 francs (28 francs par tête d'habitant) pour la police et la gendarmerie. L'État impose à la colonie beaucoup d'autres dépenses obligatoires auxquelles, en toute justice, il devrait faire face; il doit donc une compensation, et cette compensation serait tout naturellement dans l'exécution des travaux publics à titre gratuit. Or dans l'état actuel des choses, l'administration pénitentiaire, dont le budget annuel s'élève à un chiffre considérable et qui provoque, dans le sein du Parlement, de vives critiques, cherche à diminuer ses dépenses en n'accordant la main-d'œuvre pénale à la colonie ou aux municipalités que moyennant une redevance très élevée, eu égard à la valeur réelle de cette main-d'œuvre. Cette exigence, dont l'équité, pour ne pas parler de l'égalité, est très discutable, arrête les travaux les plus urgents, car les ressources de la colonie et des municipalités sont restreintes. La section a été ainsi amenée à voter le vœu suivant :

« La section, considérant qu'il est équitable de venir en aide aux colonies dites pénitentiaires et de racheter ainsi les graves inconvénients que la transportation apporte avec elle :

Émet le vœu que la main-d'œuvre pénale soit mise gratuitement à la disposition du service local et des municipalités pour les travaux d'utilité publique ».

La discussion de ce vœu devait naturellement amener l'examen du point relatif au rattachement de l'administration pénitentiaire.

Il est hors de conteste que le gouverneur de la colonie représentant de l'autorité supérieure métropolitaine, est également, en droit, le chef de l'administration pénitentiaire, mais en réalité, cette dernière qui n'était au début qu'un simple service centralisé, a pris peu à peu une très grande indépendance et, suivant l'expression d'un membre autorisé, est devenue un État dans l'État. Sans lien aucun avec la direction de l'intérieur, ayant même sur elle une véritable prépondérance, elle exige, pour le moindre travail nécessaire au service local, une correspondance et des démarches nombreuses qui n'ont pas toujours le résultat désirable, car il n'est pas possible de faire intervenir à chaque instant la haute autorité du gouverneur. Cependant, par ses attributions mêmes, la direction de l'intérieur est la mieux placée pour juger de l'emploi utile qui peut être fait de la main-d'œuvre pénale.

Frappé de cette anomalie, un membre a demandé que l'administration pénitentiaire, ayant à sa tête un fonctionnaire du rang de secrétaire général, fut rattachée à la direction de l'intérieur.

Pour combattre cette proposition, on a invoqué la différence des deux budgets, dont l'un, alimenté par la métropole, ne devait pas être mis à la disposition de la colonie. Au point de vue strictement légal, cette objection a évidemment une grande valeur, mais la légalité n'est pas chose immuable et elle peut être modifiée, lorsqu'il est reconnu qu'elle est une entrave à une bonne administration.

Aucun vœu n'a été soumis, à cet égard, au vote de la section, mais la question mérite d'être signalée au Congrès et d'être étudiée avec le plus grand soin par l'administration supérieure des colonies.

La loi de 1854 a autorisé l'administration à mettre des condamnés à la disposition des colons. Cette mesure, imitée de celle qui avait été pratiquée dans les colonies anglaises, est d'une grande utilité pour les colons qui, nous avons dû le dire à diverses reprises, souffrent de la pénurie de la main-d'œuvre. Au point de vue de la répression, ce procédé laisse un peu à désirer, car les condamnés sont très heureux chez les colons pour lesquels ce sont de véritables garçons de ferme.

Toutefois, cet inconvénient disparaît en grande partie, si on n'accorde une pareille faveur qu'à des condamnés dont la conduite a été irréprochable.

En abordant la question relative à la main-d'œuvre pénale concédée à des particuliers, la section a été amenée à examiner les

contrats, en vertu desquels un nombre assez considérable de condamnés a été accordé, pour plusieurs années, à des compagnies.

Ces condamnés ne jouissent pas de la même liberté que ceux qui sont isolément chez des colons ; ils vivent dans des camps, travaillent sous la surveillance des agents de l'administration pénitentiaire ; en un mot, restent soumis à la discipline du bagne. Malgré cela les contrats ont été très vivement critiqués par MM. Charles Petit et Léveillé qui, tout en reconnaissant la légalité de l'assignation individuelle de condamnés à des particuliers, les ont déclarés en opposition formelle avec l'esprit et la lettre de la loi.

Ils ont été défendus, au contraire, par d'autres membres qui ont plus particulièrement invoqué les intérêts de la colonie. Quel que soit le développement donné à l'agriculture et à l'élevage, la Nouvelle-Calédonie sera toujours et par-dessus tout, un pays minier. Ses immenses richesses resteraient enfouies dans les profondeurs de son sol, faute d'ouvriers pour les extraire, si l'administration refusait la main-d'œuvre qu'elle a à sa disposition. Travaillant aux mines, les condamnés sont employés, dans l'intérêt général de la colonie, à des travaux pénibles auxquels les canaques sont impropres et les libérés réfractaires.

Les critiques des deux savants juristes ont porté spécialement sur la durée des contrats. Il leur a été répondu que l'industrie minière, qui exige au début une mise de fonds considérable, serait exposée à un désastre irréparable, si elle n'était assistée de sa main-d'œuvre pour un temps assez long. Il vaudrait mieux lui refuser tout secours que de lui en accorder un qui pourrait être brusquement retiré par suite d'un changement dans la manière de voir d'un administrateur. Enfin, et ce point n'est pas sans importance, les condamnés qui auront subi une partie de leur peine dans les travaux de mine, les continueront peut-être après leur libération.

Les très intéressants débats qui ont eu lieu sur le régime et l'utilisation de la transportation, et dont on ne pourra apprécier toute l'ampleur qu'en lisant les procès-verbaux de la section, se sont terminés par le vote d'un vœu présenté par M. Charles Petit et qui, après une légère modification dans la rédaction du troisième paragraphe, a été adopté à l'unanimité. Il a été expressément déclaré que l'adoption du vœu n'impliquait ni approbation, ni désapprobation des contrats de louage, cette question étant écartée d'un commun accord.

Transportation et relégation. — Depuis quelques années, on s'est souvent demandé s'il était possible d'employer au Sénégal des condamnés européens. Cette question est très importante ; elle mérite d'être examinée sérieusement au point de vue humanitaire et budgétaire, et surtout au point de vue de la possibilité d'utiliser la main-d'œuvre de cette catégorie d'individus.

La colonisation pénale ne paraît pas susceptible de réussir si on l'applique à la mise en valeur du sol. Ainsi que je viens de le dire, sous ce climat l'Européen ne peut sans danger se livrer à la culture. Du reste les habitants du Sénégal sont essentiellement agriculteurs ; il ne s'agit que de les diriger. Les Pères du Saint-Esprit l'ont bien montré ; ils n'utilisent que l'élément noir dont ils se trouvent très satisfaits.

La seule colonisation possible est celle qui peut concourir à l'éducation industrielle des noirs ; elle a du reste déjà été tentée.

Quelques hommes, à qui leur situation de détenus libérés rendait tout travail difficile en France, ont consenti à s'expatrier au titre d'ouvriers de l'État, pourvus de livrets garantissant l'existence matérielle avec une prime de début de 2 francs par jour. Cet essai renouvelé plusieurs fois par le colonel Galliéri a réussi. Ainsi que le rappelait l'un des membres de la section, ces hommes disséminés sur notre ligne de postes à la disposition de chefs militaires ont apporté le concours d'une main-d'œuvre inintelligente et économique au travail de colonisation dirigé par le commandant supérieur du Soudan français. L'un deux, un maçon, s'est même affranchi de la tutelle de l'État pour travailler à son compte, à ses risques et périls. Tous ces individus sont attachés au pays par de petites concessions, qui leur inspirent le sentiment de la propriété.

Il y a à côté de cela dans le Haut-Sénégal des travaux publics à exécuter ; il y aurait lieu d'y appliquer les condamnés ou des récidivistes européens, qui pourraient être installés économiquement.

On ne doit pas être arrêté par la crainte des évasions ou de trouver dans les évadés des hommes capables d'aider des naturels dans leurs entreprises contre la domination française, car les indigènes repousseraient certainement ces auxiliaires, qui ne leur inspireraient qu'une méfiance promptement justifiée.

Quant aux dangers du climat, il suffit de remarquer que, s'il faut un personnel pour l'exécution ou la surveillance des travaux,

ce personnel sera soumis à des influences malsaines, quelle que soit la classe de travailleurs dans laquelle il sera recruté. Nos soldats et nos officiers vivent bien dans ces régions et y travaillent. Il serait donc au moins étrange de s'apitoyer outre mesure sur les dangers que pourraient courir des hommes frappés par les lois et qui se sont mis en rébellion contre la société. Ce serait n'avoir que de l'indifférence précisément pour les gens laborieux et dévoués, qui, poussés par les nécessités de la vie, ne craignent pas de se consacrer à des travaux nécessaires.

En 1886, lors de la mise en vigueur de la loi sur la relégation, on a proposé aux colonies de recevoir des condamnés. Le Sénégal a refusé énergiquement. On n'en veut pas dans les villes. Mais ce n'est pas dans les villes qu'il serait possible de les utiliser.

On a fait aussi observer que l'installation de 5 à 600 relégués collectifs, coûterait un million de frais d'établissement, et 7 à 800.000 francs de dépenses annuelles. Mais à côté du relégué collectif, nous avons le relégué individuel, qui, employé suivant le système mis en pratique pour les détenus libérés par le colonel Galliéni, ne coûterait rien ou coûterait peu de chose. Ces relégués pourraient être installés sommairement dans des gourbis ; rien n'empêcherait d'ailleurs, de les autoriser à construire des cases en pisé, comme les Bambars, cases suffisamment confortables.

Affectés individuellement aux travaux qui préparent la colonisation, ils pourraient à l'occasion, et temporairement, être employés aux travaux publics, comme les disciplinaires.

Le condamné peut devenir et doit être le précurseur du colon et du commerçant ; il doit leur préparer les voies, surtout dans un pays comme le Soudan. On pourrait les laisser jouir sans danger, d'une liberté relative et, s'ils se conduisent bien, leur donner plus tard des concessions. Si la loi s'y oppose, rien n'empêche de souhaiter de la voir modifiée dans un sens plus large ou plus restreint.

Pas plus en Afrique qu'ailleurs du reste, il ne faut pas faire de la relégation une sangsue pour le budget. Elle coûte trop cher. La société ne doit pas éternellement la nourriture et les moyens d'existence aux individus manifestement nuisibles. Elle doit chercher à s'en débarrasser, tout en les plaçant dans les conditions nécessaires pour avoir la vie matérielle assurée par le travail ; elle doit leur laisser l'espoir de la grâce et de certains adoucissements, mais leur enlever tout espoir de retour en France,

ce qui les forcera à s'installer sérieusement dans le pays et à s'y créer des ressources.

Sans vouloir inonder le Soudan français des relégués, il est cependant permis de croire qu'il serait louable de tenter un essai dans ce sens. La section se borne à émettre l'avis :

« Qu'il y a lieu d'envoyer au Soudan français des Européens condamnés à la transportation et à la relégation. »

« La section, considérant que, si la loi du 31 mai 1854 n'a pas produit les résultats qu'il est permis d'en attendre, cela tient en grande partie à ce qu'elle n'a pas été strictement appliquée et à ce qu'elle manque de sanction suffisante ;

« Émet le vœu :

« 1° Que les condamnés soient assujettis aux travaux les plus pénibles de la colonisation ou d'utilité publique ;

« 2° Que les condamnés qui refuseront d'exécuter les travaux qui leur seront prescrits, soient soumis à l'emprisonnement cellulaire pendant le temps que l'administration jugera nécessaire ;

« 3° Que les condamnés qui se rendent coupables de nouveaux crimes, subissent leur peine en cellule avec travail obligé pendant une durée qui pourra être portée à dix ans ;

« 4° Que ceux, au contraire, qui auront été reconnus dignes d'indulgence soient mis, le plus largement possible, à la disposition des habitants de la colonie et des administrations locales ;

« 5° Que le personnel des employés chargés de la direction et de la surveillance des condamnés, soit choisi avec le plus grand soin et assez bien payé pour n'être pas incessamment changé. »

Ce vœu, par son considérant et son dispositif, résume parfaitement et très clairement l'opinion unanime de la septième section. La prise en considération par le Gouvernement de la métropole et, comme conséquence, sa mise à exécution, donneraient enfin satisfaction à la vindicte publique et aux intérêts légitimes de notre colonie de la Nouvelle-Calédonie, qui recevrait ainsi la compensation due aux charges matérielles et morales que lui impose la transportation. Nous espérons donc que le Congrès tout entier ratifiera le vœu émis par sa septième section.

Pour clore ce qui concerne la transportation pénale et pour rappeler encore la pensée du législateur de 1854, qui voulait at-

tirer une nombreuse population libre dans les colonies dont les travaux les plus pénibles de colonisation auraient, au préalable, été exécutés par les condamnés aux travaux forcés, nous rappellerons que l'assemblée a adopté la résolution suivante :

« La section considérant que l'œuvre de la transportation entreprise par la métropole, ne peut donner les résultats cherchés qu'à la condition de pouvoir s'appuyer sur une colonisation libre, nombreuse et forte ;

« Émet le vœu que tous les efforts soient faits pour créer un courant d'émigration de colons libres vers la Nouvelle-Calédonie. »

ÉCOLE DE RÉFORME DE SAINT-ÉLOI
à Chaptelat, près Limoges
ET SON PATRONAGE A LIMOGES (HAUTE-VIENNE)
ET
ÉCOLE DE RÉFORME DE SAINT-JOSEPH
à Frasnes-le-Château
ET SON PATRONAGE A BESANÇON (DOUBS)

Notre collègue, M. Pagès, a rendu compte dans le Bulletin de la Société (avril 1883), d'une visite qu'il a faite à l'École de réforme de Saint-Éloi, à Chaptelat, près Limoges, ouverte par l'administration pénitentiaire pour y recevoir les jeunes garçons au-dessous de onze ans (il y en a parfois de cinq ans).

Le fonctionnement de cette école nous avait paru donner satisfaction entière aux *desiderata* de toutes les personnes s'occupant des internats pour l'enfance malheureuse ou coupable, pour deux raisons capitales. La première était que ces enfants étaient confiés à des femmes, ce qui est une idée aussi nouvelle que généreuse dans les établissements pénitentiaires ; la seconde, que la séparation des plus jeunes d'avec les grands garçons, si souvent réclamée, se faisait ainsi simplement et complètement. Nous louons absolument l'administration pénitentiaire de cette tentative qui lui fait grand honneur.

« Ouverte en 1876, dit M. Pagès, l'École de réforme de Saint-Éloi est un des deux seuls établissements pénitentiaires qui portent ce titre en France. Et c'est aussi le seul où l'on trouve les deux sexes réunis. » (La seconde, sous le titre d'École de réforme de Saint-Joseph, a été ouverte en 1877, à Frasnes-le-Château, dans la Haute-Saône.)

L'École de Saint-Éloi a subi, depuis, une transformation complète.

Les jeunes filles qui occupaient la ferme où a été établie l'École de réforme, y sont restées pendant plusieurs années. Mais l'administration pénitentiaire n'a pas attendu que les inconvénients pouvant résulter de ce voisinage se produisissent (quoique 500 mètres séparent les deux maisons) et, dès que les garçons ont été assez grands pour assurer les services de l'établissement, les filles sont rentrées à Limoges dans l'effectif de jeunes filles confiées à la même congrégation des sœurs de Marie-Thérèse.

Il nous paraît utile d'indiquer rapidement ici l'origine de ces deux Écoles de réforme.

En 1874, après un mouvement de presse ayant pour objectif la séparation des petits, des grands garçons, M. le Ministre de l'intérieur résolut d'ouvrir, suivant les prescriptions de la loi de 1850, des établissements privés ayant pour but de recevoir les jeunes garçons au-dessous de onze ans, et d'en confier la direction à des femmes.

Des instructions furent envoyées aux préfets, invitant à deux reprises ces fonctionnaires à faire rechercher dans leurs départements, des directeurs d'établissements laïques analogues, qui seraient disposés à se charger de ces jeunes garçons, ou des particuliers consentant à en ouvrir de nouveaux.

L'enquête resta sans résultat.

L'administration pénitentiaire demanda alors à deux des congrégations de femmes déjà à son service, et connues pour leur expérience et leur dévouement dans la direction des jeunes filles qu'elle leur confiait, de se charger des petits garçons; et c'est ainsi que les deux écoles furent ouvertes à une année d'intervalle l'une de l'autre.

Nous avons suivi avec la plus grande sympathie le développement de ces maisons nouvelles qui, restées pendant quelques années de grandes garderies de petits garçons, sont devenues le champ d'expérience et d'application de théories qui ont nécessité toute la sollicitude de l'administration pénitentiaire. Théories, il faut le dire tout d'abord, qui ne peuvent passer dans le domaine de la pratique qu'avec des effectifs relativement restreints, et avec de jeunes enfants pour les quels des femmes remplacent la famille.

Ils grandissent sous cette influence maternelle et restent dociles aux femmes dévouées qui les ont élevés, puisqu'un certain nombre y sont arrivés de cinq à huit ans.

C'est du moins l'affirmation des directrices de ces établissements, qui assurent que « jamais aucun de leurs enfants n'a manqué de respect à une religieuse. »

Elles reconnaissent cependant, que quelquefois, « rarement » elles sont obligées de demander à l'administration supérieure le transfert de quelques indisciplinés dans une colonie de l'État, ce que le plus grand nombre regrette dans leur correspondance, ajoutent-elles.

En effet, si paternellement que soient dirigés les établissements de l'État, les pupilles n'y jouissent jamais de la faveur d'y apprendre un métier de leur choix, chez des patrons libres, comme cela se fait dans les patronages annexes et compléments des Écoles de réforme.

Les gardiens, si braves gens qu'ils soient, si bien qu'on les choisisse, ne remplaceront jamais des femmes dans les soins à donner à des enfants aussi jeunes.

Nous avons retrouvé ces écoles au Congrès de Rome en 1885, et l'exposition des travaux variés de leurs jeunes apprentis démontrait, ainsi que les travaux scolaires, que l'impulsion était bonne et méritait des encouragements.

L'exposition pénitentiaire, en 1889, nous a fourni de nouveau des spécimens des mêmes travaux, des monographies complétées par des vues photographiques ; un plan en relief d'une des deux écoles, et nous a permis de montrer que la marche en restait progressive, devait nous intéresser et captiver notre attention.

Nous confondrons dans cette étude les deux établissements qui sont cependant situés dans deux régions bien différentes. Mais, outre que les mêmes principes les guident dans leur fonctionnement, ce sont les mêmes natures d'enfants qu'ils reçoivent, qu'ils viennent du nord ou du midi.

Nous avons dit plus haut que les enfants n'étaient admis dans les Écoles de réforme que jusqu'à onze ans et qu'il y en avait eu de cinq ans.

Assurément, on éprouve une surprise douloureuse à voir de si jeunes enfants frappés par la loi. De quel délit peuvent être reconnus coupables ces petits enfants, si ce n'est celui d'être parfois sans asile, parce qu'ils sont orphelins ou abandonnés, ou que la famille est en prison, ou encore qu'ils sont dressés par des parents misérables ou indignes à la mendicité ?

Dans chacune de ces hypothèses, il semblerait que l'assistance publique devrait recueillir ces enfants plutôt que l'administration pénitentiaire.

Mais il faut bien se rendre compte que, dans beaucoup de départements, les services d'assistance sont si dépourvus de ressources, qu'ils ne peuvent faire face à toutes les nécessités, et que les magistrats, convaincus que le petit vagabond devient vite et fatalement un petit voleur, ne peuvent se résoudre à les abandonner aux dangers de la rue ou à ceux du renvoi dans une famille dangereuse et préfèrent les confier à l'administration s'ils ont une de ces écoles dans leur ressort. Il le font en vertu de l'application de l'article 66 du Code pénal.

Nous avons sous les yeux des notices d'envoi en correction qui ne peuvent s'expliquer que par des sentiments de bienveillance et de protection bien entendue, en faveur de ces enfants.

Il faut, paraît-il, avoir vu arriver dans une de ces écoles un convoi de ces pauvres êtres, pour se faire une idée exacte de l'état de misère et d'affaiblissement du plus grand nombre (venus surtout de nos grandes cités industrielles), de ces pauvres petits auxquels il faut plusieurs années de soins maternels et de vie au grand air pour qu'ils puissent surmonter leur misères constitutionnelles.

Un grand nombre sont estropiés, atrophiés, rachitiques, scrofuleux. Ils ont dix ans et en paraissent six.

Leur intelligence est au même niveau, quoique la malice vicieuse soit parfois bien développée chez quelques-uns.

Tous, sans exception, se montrent heureux de leur changement d'existence, des repas réguliers, des vêtements chauds et de leur lit!

Dans les deux écoles, les enfants restent absolument des écoliers depuis leur arrivée jusqu'à ce qu'ils soient assez forts pour que le travail alterne avec l'instruction.

Leur vie reste réglée ainsi jusqu'au moment de choisir pour chacun l'état qui lui convient, suivant son origine, ses forces physiques et son intelligence.

Il est tenu compte de la profession du père, quand la famille est honnête (ce qui est rare), et enfin aussi de leurs goûts.

Les observations pour ces choix de professions commencent dès l'arrivée de l'enfant qui est interrogé sur lui et les siens, sur la profession du père (s'il y en a un), les occupations de la mère, etc.

Les dossiers confirment ou modifient ces renseignements que les directrices complètent de leur mieux, soit par la correspondance des enfants avec leur famille, soit par celle qu'elles entament avec les autorités locales de la résidence des parents (quand il y en a une fixe), dans le même but : « connaître l'enfant et sa famille. »

La direction des enfants a été déterminée par l'autorité supérieure et en règle générale.

Les enfants de vagabonds, de voleurs, les abandonnés, les orphelins et ceux qui sont originaires de la campagne sont dirigés vers l'instruction agricole, nous dirions volontiers pour bien rendre notre pensée par suggestion.

C'est la règle absolue dans les deux écoles ; mais si parmi ceux-ci quelques enfants montrent des aptitudes particulières, sont plus intelligents que la masse, on en fait des jardiniers-horticulteurs.

Ils sont, dans ce but, placés chez des patrons de ces professions, et quelques-uns de ces jeunes gens ont été progressivement travailler et se perfectionner dans les différentes parties de leur métier jusque chez de grands fleuristes parisiens où certains gagnent très hono-

ablement leur vie, bien avant que le service militaire les réclame.

Par suite des mêmes principes de vouloir donner une instruction professionnelle, suivant les véritables intérêts de chacun de ces jeunes gens, ceux qui sont originaires des villes et y ayant des attaches de famille, apprendront un état qui leur permettra d'y retourner et d'y vivre près de leur famille et aussi de s'en affranchir si celles-ci ne sont pas honnêtes ou veulent trop les exploiter.

Ici, le complément de l'organisation de ces deux écoles, qui est le patronage, demande à être précisé.

L'école de Saint-Éloi, située à 15 kilomètres de Limoges, a son patronage dans un des faubourgs de Limoges. Et c'est un honnête ménage qui, sous la surveillance de Madame la directrice de l'école, nourrit et surveille les jeunes apprentis.

L'école de Saint-Joseph, située à Frasne-le-château (Haute-Saône), a établi son patronage à Besançon dans le faubourg de Saint-Claude ; on a dû sortir du département, les deux villes les plus rapprochées, Vesoul (40 kilomètres) et Gray (60 kilomètres), n'offrant pas assez de ressources industrielles pour y placer des jeunes gens en apprentissage en nombre relativement élevé.

Ce patronage est dirigé par cinq religieuses de même ordre que celles dirigeant l'école.

Les apprentis, à Limoges comme à Besançon, en nombre variant dans chaque maison de 30 à 40, quittent le patronage le matin, après un premier déjeuner, non sans avoir subi un examen sévère de leurs vêtements. Chacun des petits ouvriers est vêtu suivant les besoins de son métier, et le petit imprimeur lithographe ne l'est pas de même que le peintre ni le tailleur.

Tous ceux qui sont assez rapprochés du patronage rentrent dîner à midi ; ceux qui sont trop éloignés emportent leur repas et ne rentrent que le soir. Dans ce cas les directrices introduisent généralement dans les conditions d'apprentissage que l'apprenti sera surveillé, qu'il mangera dans la maison et qu'une assiette de soupe chaude lui sera donnée à midi, surtout l'hiver. »

Un carnet de correspondance sert d'intermédiaire journalier entre les patrons et Mesdames les directrices qui les visitent de temps à autre.

Les placements sont beaucoup plus faciles à Besançon qu'à Limoges où l'industrie se concentre dans la porcelaine qui est un état ne pouvant être exercé qu'à Limoges ou dans quelques rares villes.

Or, la règle est de choisir des métiers qui puissent s'exercer facilement partout. Et nous relevons ceux de ferblantier, menuisier, charpentier, ébéniste, cordonnier, tailleur, chapelier, imprimeur, plâtrier, maçon, peintre en bâtiments, relieur, horloger, boulanger, pâtissier, etc.

Madame la directrice de Besançon surtout a toujours des demandes d'apprentis inscrites d'avance et en attente.

Les jeunes gens qui ont terminé leur apprentissage industriel restent généralement peu de temps chez leurs patrons comme ouvriers. Leur apprentissage a été forcément commencé tard, souvent même à l'âge où il se termine pour les enfants libres et de bonne santé.

Mais, comment faire autrement pour des enfants qui arrivent à dix et onze ans paraissant en avoir six ou sept et illettrés dans la proportion de 90 p. 100, à l'âge où les enfants qui ont suivi les écoles primaires savent déjà lire, écrire et calculer.

Cette ignorance, doublée souvent d'une paresse que le vagabondage a rendu difficilement guérissable, prolonge forcément le séjour à l'école et retarde la mise en apprentissage qui ne peut avoir lieu avant quinze ou seize ans, très souvent par défaut de taille.

Ces causes diverses font que la fin de l'apprentissage concorde presque avec la libération, surtout si elle doit avoir lieu à dix-huit ans.

Ceux qui ont une famille avec laquelle ils sont en correspondance et qui les rappelle, y retournent; d'autres préfèrent libérer leur avenir du service militaire et s'engagent et d'autres enfin sont placés dans la région et gardent avec l'école des relations de gratitude et de déférence d'une part, et de protection de la part de Mesdames les directrices.

L'école reste « leur maison, » et c'est là que plusieurs de ces jeunes gens sans famille, revenus du service militaire aux colonies, fatigués, malades, ont trouvé un asile pour leur convalescence.

D'autres qui étaient mariés y ont trouvé du travail et un abri pour leur jeune femme et leurs enfants pendant les périodes du service militaire, et enfin ceux qui ont conquis des galons au régiment sont fiers d'aller les montrer à leurs jeunes camarades.

L'histoire militaire de ces écoles ne se borne pas là. Plusieurs sont morts au régiment et en Tunisie.

Tous les pupilles des deux écoles qui entrent dans l'armée passent alors sous la protection de la Société de patronage des engagés dans l'armée, fondée par M. F. Voisin, qui en bien des cas remplace la famille, par la bienveillance que témoignent les membres correspondants de cette société.

Le placement des ouvriers des champs serait facile dans les deux

écoles l'été. Mais généralement, et au mépris des engagements pris par eux, les cultivateurs ne les gardaient pas l'hiver et les renvoyaient à l'école. Ces abus ne pouvaient se continuer. Et nous ajoutons avec regret qu'il était parfois bien heureux que les pupilles des deux écoles ne fussent pas frustrés de leur gain par les paysans qui étaient venus supplier qu'on leur donne un ou plusieurs jeunes gens pour les aider dans leurs travaux et sauver la fenaïson ou la moisson en péril.

Ils abusaient, comme par une entente singulière dans les deux régions si éloignées, de la certitude qu'ils avaient que les directrices ne les poursuivraient pas, même devant le juge de paix.

Ces retours, d'autre part, menaçaient de devenir un danger pour les deux écoles : les jeunes gens, au moins quelques-uns, prenaient des habitudes d'indépendance qui ne pouvaient leur être tolérées au milieu de leurs camarades.

De plus, comme c'étaient des fermiers et des petits cultivateurs qui demandaient les élèves de l'école, ceux-ci ne prenaient, surtout en Limousin, que les habitudes d'un travail routinier, sans le raisonnement intelligent qui constitue l'apprentissage pratique ; et l'instruction théorique reçue à l'école restait lettre morte dans leur esprit.

Pour les deux écoles, on porta remède à ces inconvénients en étendant les cultures de façon à occuper tous les jeunes ouvriers, en les instruisant davantage ; et on ne plaça plus que les jeunes gens approchant de leur libération.

La répartition du travail entre un effectif nombreux de force inégale offre souvent des difficultés d'exécution dans des maisons analogues.

On leur reproche généralement de ne pas donner à ces jeunes gens des habitudes suffisantes d'activité en mettant, par exemple, 20 enfants là où 10 pourraient faire la besogne.

Il est certain que si ce reproche se justifiait, les jeunes gens placés, n'obtenant pas satisfaction aux exigences de leurs patrons, se feraient renvoyer ; et on les aurait bien mal préparés à la nécessité de se suffire à eux-mêmes par des habitudes laborieuses, qui sont la base de leur indépendance future.

Cette question a été vivement débattue au Congrès de la protection de l'enfance de Paris ; et y a été posée dans ce sens : « Comment dans les internats mener de front l'instruction primaire et l'instruction professionnelle, en donnant aux élèves les habitudes de la véritable vie d'un ouvrier et non celle d'une journée coupée par des heures d'étude et de travail, et en tenant compte des inconvénients du travail du soir, après une journée de fatigue ? »

L'exposé du règlement du travail dans les écoles de réforme a paru rallier beaucoup des suffrages des membres de la commission que présidait M. Félix Voisin à ce Congrès.

Cette combinaison a été le résultat des observations les plus attentives sur le travail des enfants placés en apprentissage.

Elle permet d'éviter d'avoir tour à tour trop d'élèves à l'école et trop de petits travailleurs aux champs. Ce qui rend la surveillance plus difficile.

Dans les deux écoles, un certain nombre de jeunes gens qui ont acquis de l'instruction primaire tout ce que leur intelligence leur permet d'en acquérir, et d'autres qui ont obtenu le certificat d'études et ne suivent plus l'école que l'hiver ou par les mauvais temps, font partie d'une classe dite « d'emplois ».

Ils passent à tous les services de l'exploitation agricole afin de s'y perfectionner et sont considérés comme des ouvriers. Ils ont un pécule sérieux, sont vêtus plus en hommes qu'en élèves de l'école et prennent, à une table à part, une nourriture proportionnée à leurs travaux et à leur âge.

C'est à la suite de cet apprentissage complet qu'ils sont placés ou qu'ils retournent dans leur famille.

Après cette première classe, la partie la plus importante de l'effectif est partagée en deux ; c'est-à-dire que dans chaque division des enfants pouvant travailler (car il est bien entendu que les petits, les nouveaux venus, les souffrants ne travaillent pas et suivent l'école deux fois par jour comme dans toutes les écoles primaires libres), il est fait deux parts de l'effectif ayant chacune un nombre égal d'élèves de même force physique.

La première partie entre entièrement dans les classes et la seconde est occupée aux services intérieurs et à l'exploitation agricole. C'est-à-dire que, de deux jours l'un, une part de l'effectif étudie et l'autre travaille.

Si tous ne sont pas employés, si le temps rend les travaux extérieurs impossibles, ceux qui sont inoccupés rentrent dans leurs classes respectives et se remettent d'autant plus facilement au travail scolaire que les maîtres, en conséquence de ce dédoublement de leurs élèves, font deux jours de suite les mêmes cours. Ils suivent donc une fois de plus ceux de la veille ou se préparent à mieux comprendre ceux du lendemain. Ce qui ne peut que leur être utile.

Ils ont ainsi l'idée bien nette de la vie d'un ouvrier et de celle d'un écolier.

L'étude et le travail ne sont pas coupés alternativement l'un par

l'autre dans la même journée, et on n'inflige pas les heures d'études après la journée de travail, ce qui, la fatigue aidant, les leur rend bien pénibles et leur en ôte parfois le goût.

INSTRUCTION PRIMAIRE

A l'école de Saint-Éloi ce service est confié à un maître titulaire et à un maître adjoint.

La femme du premier est chargée des petites classes.

Tous trois ont été choisis par M. l'inspecteur d'académie qui visite l'école ainsi que M. l'inspecteur primaire, et montrent à cet établissement un bienveillant intérêt, encouragé par celui que tous les préfets qui l'ont visité lui ont témoigné.

Un troisième maître, sortant de l'École d'agriculture de l'État (école de Grand-Jouan, Finistère) a été choisi par M. l'inspecteur, professeur départemental d'agriculture, qui visite aussi l'école et a bien voulu lui donner en maintes circonstances son appui et ses conseils.

Ce maître est chargé des cours techniques faits aux élèves qui se destinent à l'agriculture et de la direction de l'exploitation agricole.

Sous cette habile impulsion, l'école a remporté des prix au concours de la région pour la culture et l'élevage du bétail.

Le personnel de surveillance se complète par les ouvriers de la ferme, braves gens choisis avec soin, mariés ou veufs.

Les états se rapportant aux travaux agricoles s'ébauchent dans les ateliers de la maison pourvus d'un maître sabotier, d'un forgeron-serrurier, de même que d'un charpentier-menuisier.

L'isolement de l'école imposait ces installations qui ne peuvent être que des apprentissages préparatoires.

C'est un surveillant, ancien sous-officier, qui leur apprend à faire l'exercice et la gymnastique.

L'école Saint-Joseph, à Frasnès-le-Château, est dirigée absolument par les religieuses de Ribeuvillé (Alsace).

Cet ordre est d'un esprit si sage et si libéral qu'il n'est pas sans causer quelque surprise à ceux qui ne le connaissent pas.

Madame la directrice notamment, après avoir dirigé pendant quinze ans d'importantes écoles primaires, a été expulsée *manu militari* de son école pour avoir trop parlé de la France à ses élèves et parce que malgré des avis préalables, des livres français ont été trouvés par un inspecteur entre les mains des petites filles.

Ce grand esprit de patriotisme se sent partout dans l'enseignement, et la menace la plus sévère faite à ces enfants est celle de ne pas être reconnus dignes d'être engagés dans l'armée.

On leur fait un honneur d'un devoir.

Cette congrégation, dont les règles contiennent les traditions patriarcales des familles de la bourgeoisie d'Alsace, est surtout un ordre enseignant.

Les maitresses chargées des premières classes sont pourvues du brevet supérieur (une d'elles a reçu de l'Université une médaille d'argent) et elles sont pour leurs élèves les institutrices les plus instruites et les plus maternelles.

Comme à St-Éloi, l'École est soumise à l'inspection académique et M. l'inspecteur lui a donné à chaque visite ses plus chaleureux encouragements.

Frasnes-le-Château, étant de l'arrondissement de Gray, reçoit aussi la visite de M. le Sous-Préfet de cette ville, de M. le Procureur de la République qui se montrent très bienveillants pour l'établissement.

Dans les deux établissements, c'est au chef-lieu de canton que sont subis les examens pour le certificat d'études *avec tous les enfants de la région*.

Ce n'est pas sans grands efforts que ces résultats modestes, mais pratiques et suffisants, sont obtenus; les enfants arrivant comme nous l'avons dit plus haut, illettrés dans la proportion de 90 p. 100.

C'est un ancien sous-officier de la réserve qui fait faire l'exercice de l'école; et le personnel laïque en dehors des religieuses se compose uniquement d'un garde assermenté pour la surveillance de la propriété et d'un ouvrier, chef de culture et dirigeant les écuries et les étables.

Plusieurs religieuses sont d'habiles fermières, et, au moment des travaux de la culture des vignes et des vendanges, un vigneron du village est attaché à l'école.

Comme à Saint-Éloi, les cultures sont les plus belles du canton.

Les travaux accessoires d'une ferme tels que charrons, maréchaux, forgerons, menuisiers, se font chez les ouvriers du pays à qui sont généralement confiés des apprentis qui demandent à apprendre ces états. L'école n'a pas d'ateliers.

Dans les deux écoles, une fanfare y est un grand sujet de distraction et d'émulation.

A Saint-Joseph c'est M. l'aumônier, ancien chef de fanfare d'un bataillon de chasseurs, qui en a été l'organisateur et en est resté le très habile professeur.

A Saint-Éloi, c'est l'instituteur qui l'a organisée et la dirige avec talent.

Dans les deux régions, cette organisation a certainement contribué à faire regarder les élèves des deux écoles avec plus de bienveillance qu'à leur arrivée ; et personne ne redoute plus ces enfants dont la tenue correcte et disciplinée dans les longues promenades du dimanche dans les environs donne confiance aux plus méfiants, et dont un certain nombre des plus âgés, élevés au milieu d'eux à tous les travaux des champs, comme les enfants du pays, sont placés dans les fermes environnantes, se conduisent bien, et vont comme leurs fils tirer au sort avec les enfants du pays.

DIRECTION MORALE

Nous nous sommes jusqu'ici préoccupé d'exposer le fonctionnement matériel des deux écoles de réforme, ne perdant cependant pas de vue la direction morale qui leur est donnée et qui doit être la base de toute œuvre de ce genre.

L'instruction religieuse est donnée dans les deux écoles par un aumônier attaché à l'établissement.

Les choix de ces dignes prêtres ont été excellents. Ils sont des auxiliaires dévoués de l'œuvre si délicate et si difficile de l'éducation morale de tant d'enfants à qui il faut d'abord faire oublier tant de mauvais souvenirs, tant de vision malsaines, tant d'enseignements pernicieux.

Combien d'entre-eux n'ont jamais entendu prononcer le nom de Dieu que pour le blasphémer ? Combien n'ont de respect ni d'autre crainte que celle des gendarmes ou des agents de police ?

Tout est à faire chez ces pauvres enfants à qui les bons exemples d'une famille honnête ont manqué et il est aisé de comprendre combien cette tâche est aride.

Mais elle n'est pas au-dessus du courage de ceux qui l'on entreprise et tout concourt dans les deux écoles pour en faire une œuvre salutaire qui remplace la famille indigne à qui l'enfant a été soustrait.

« Ce sont surtout les déshérités de la vie qui ont besoin des croyances qui sont l'honneur de l'humanité », disait M. Bonjean, dans un discours à la Société de la protection de l'enfance qu'il a fondée ; et nous pensons avec lui, « qu'il ne faut pas laisser croire à l'enfant que le seul programme de la vie humaine est de s'enrichir, de fortifier et d'améliorer sa situation, de jouir dans la plus large mesure possible de tout ce qui peut satisfaire les appétits brutaux ».

Hélas ! ce sont presque toujours cependant là les seuls et funestes enseignements, dont les esprits de ces pauvres enfants ont été imbus.

« Dans de telles âmes, dit encore M. Bonjean, il ne pourra plus ger-

mer ni honneur vrai, ni esprit de sacrifice, ni de dévouement aux autres, ni véritable patriotisme. »

En effet, toutes ces abnégations de soi-même ne seraient qu'une série de duperies si l'on ne se sentait pas la croyance d'une âme immortelle, base première à donner à l'éducation de ces ignorants, qui ne connaîtront pas même de nom la philosophie qui ramène les esprits cultivés au culte du beau à la pratique du bien.

« Tous les jours, dit M. Pagès, on lit aux enfants un règlement simple et court. Ce règlement se termine par un certain nombre d'observations que nous ne reproduisons qu'en partie et pour indiquer dans quel esprit il a été conçu.

« Les élèves de l'école de Saint-Éloi auront à se rappeler qu'il doivent être solidaires pour conserver son honneur. Ils devront se faire remarquer par leur bonne tenue et leur grand respect et obéissance à l'autorité.

« Les chefs nommés (par eux) ont également droit à une grande soumission, mais ceux-ci en retour devront à leurs camarades le bon exemple et l'impartialité.

« C'est ainsi qu'ils marcheront dans le chemin de l'honneur et du dévouement pour Dieu et la patrie. »

On voit que les mots d'honneur et de patrie sont familiers aux religieuses à qui est confiée la direction des deux écoles où le règlement est le même.

Elles n'ont su mieux associer ce grand respect, qu'en plaçant à demeure le drapeau dans la chapelle, à la droite de l'autel.

« Nous ne voulons pas rechercher, disait M. Pagès, en 1883, quelques années seulement après l'ouverture de ces écoles, et alors que les résultats ne pouvaient en être constatés, nous ne voulons pas rechercher, en écartant toute question religieuse, si une influence féminine; est ou n'est pas plus efficace sur de jeunes garçons, si l'autorité exercée par une femme a ou non quelque chose de plus doux qui rend l'obéissance moins pénible et si les malheureux enfants qui forment la population de l'école de Saint-Éloi ne trouvent pas, auprès de femmes distinguées et intelligentes quelque chose de la mère qu'ils n'ont pas connue ou dont ils n'ont vu que les déportements.

« Nous ne voulons pas d'avantage examiner si, à une époque où l'on cherche à faciliter la réhabilitation des condamnés, l'enfant coupable (puisque la loi le reconnaît tel), celui de tous les coupables que la société a le plus intérêt à moraliser, et qu'elle peut moraliser le plus facilement, ne doit pas être placé le plus près possible des conditions normales, c'est-à-dire retrouver la famille dans la plus large mesure,

ni enfin si il n'est pas utile de tenter par la douceur et par le travail au grand air, une œuvre que la sévérité et l'emprisonnement n'ont pu mener à bien.

« L'avenir seul nous montrera si nous sommes en présence d'une utopie généreuse ou d'une idée vraie et pratique.

« Ce qui est certain dès aujourd'hui, dit en terminant M. Pagès, c'est que l'école marche bien et qu'elle est conduite par une femme énergique, connaissant à fond les enfants qu'elle dirige, se donnant tout entière à son œuvre, capable en un mot de faire réussir une œuvre aussi délicate et aussi ardue ».

Cette appréciation est toujours vraie pour Madame la directrice de Saint-Éloi, et peut et doit s'appliquer absolument à Madame la directrice de l'école de Saint-Joseph ; toutes deux ont la même intelligence, le même dévouement, le même amour des enfants, et, tout est là !

La démonstration est faite actuellement.

L'avenir qu'attendait M. Pagès pour se prononcer sur cette tentative est devenu le passé.

L'œuvre marche à Besançon et à Limoges, et c'est là le grand point. Car c'est à la porte du patronage que les difficultés commencent.

Garder des enfants dans une ferme quand ils y sont bien n'est rien, les petits évadés y rentrent souvent d'eux-mêmes aux premières heures de faim. Mais envoyer en apprentissage, chez des patrons différents, 30 à 40 jeunes gens est une œuvre grosse de responsabilité, parce que, comme la réalité nous force à le reconnaître, et c'est une conviction chez toutes les personnes s'occupant de patronage, *les patrons ont autant besoin d'être surveillés que les jeunes gens.*

C'est là que commence vraiment la surveillance maternelle plus active que celle de l'internat. Elle devient absolument personnelle, les caractères se dessinent, les volontés s'affermissent. L'époque pleine de périls de l'âge de ces jeunes gens, en rend la direction plus difficile, quoique, assurent les directrices, il soit bien rare que des écarts de conduite qu'on ne laisse pas s'aggraver, motivent une demande de transfèrement dans une colonie de l'État.

Pour juger ces écoles il faut les voir, nous disait une personne absolument autorisée, et il serait facile d'apprécier alors que les améliorations nécessaires à leur fonctionnement seraient aisément réalisées si des questions budgétaires n'y mettaient obstacle.

Comte LE COURBE,
Avocat à la Cour de Paris.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE SAINT-PÉTERSBOURG (1890)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

DEUXIÈME SECTION

TROISIÈME QUESTION DU PROGRAMME

Quels encouragements peuvent être accordés aux détenus dans l'intérêt d'une bonne discipline pénitentiaire? En particulier, dans quelle mesure le détenu peut-il disposer librement de son pécule?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. LE PASTEUR ARBOUX, AUMONIER DES PRISONS, A PARIS

Lorsqu'il s'agit de discipline, et surtout de discipline pénitentiaire, on est assez habituellement disposé à croire qu'une inflexible sévérité est nécessaire. La réserve observée, en cette matière, par les membres des précédents congrès est, cependant, digne de remarque. « Ces idées n'ont pas été approfondies à Stockholm », écrivent MM. Desportes et Lefébure dans leur remarquable ouvrage sur le Congrès tenu dans cette ville. A Rome, plus récemment, la question n'a pas même été abordée; elle reste entière, et les organisateurs du Congrès de Saint-Petersbourg la posent en termes identiques.

Examinons d'abord cette question en principe. C'est parce qu'ils ont porté une atteinte plus ou moins grave à l'ordre social que les délinquants ou les criminels sont soumis à l'éducation pénitentiaire en vue du redressement. Or, partout où l'amélioration est poursuivie, partout où l'on fait œuvre d'éducation, il faut des peines et des récompenses. En supposant même qu'on ne se préoccupe point du reclassement et qu'on

refuse de le donner pour but à la détention, l'intérêt d'une bonne discipline pénitentiaire exige les encouragements et les peines. Dans la vie normale, les distinctions et les dignités viennent récompenser le mérite ; le démérite est flétri par les condamnations et la prison même. L'homme étant considéré comme un être libre, il ne peut et il ne doit y avoir que ces deux choses comme sanction de ses actes : encouragement ou avertissement, récompense ou répression. Les délinquants ne doivent pas être classés à part pour être soumis uniquement à des mesures de rigueur. La méthode, en vue du bien à réaliser doit rester dans la vie prisonnière la même que dans la vie libre.

Les encouragements qui peuvent être donnés à un prisonnier sont nombreux et très divers.

Il en est un très réel, bien qu'il soit tout moral, qui doit être signalé à toute personne ayant des détenus sous sa direction ou sa surveillance : c'est l'attention qu'on prête à leurs efforts vers le bien et à leurs progrès. Facilement entraînés ou démoralisés, doutant d'eux-mêmes, raillés par les autres, il peut arriver qu'ils renoncent vite à leurs projets de travail ou de vertu. Il faut, non pas solliciter leurs confidences, mais les accueillir avec faveur, et saisir toute occasion de leur prouver qu'un effort sérieux et sincère ne passe pas inaperçu.

Le règlement permet aux directeurs d'accorder eux-mêmes et sous leur propre responsabilité des encouragements très appréciés. Les bureaux, les visites, les bibliothèques, l'agence des travaux, le culte, l'infirmerie, tous les services intérieurs, fournissent l'occasion tour à tour de donner aux détenus selon leurs goûts et leurs aptitudes des emplois vivement désirés. Nul ne s'en étonne, puisqu'il est de principe dans toute agglomération d'individus, en bonne économie, de se suffire et d'emprunter au dehors le moins possible. Il suffit d'écarter toute accusation d'arbitraire dans les choix auxquels on s'arrête. Il y a une différence qui n'échappe à personne entre la pure faveur et la récompense à laquelle chacun a le droit d'aspirer après s'en être montré digne.

Nous nous applaudissons, depuis quelques années, d'avoir placé et de trouver dans la loi même les plus sérieux encouragements. La réduction du quart de la peine accordée à ceux qui subissent l'emprisonnement cellulaire, en vertu de la loi du 5 juin 1875, n'a pas eu seulement pour effet de contribuer par l'isolement à l'amélioration des détenus, dans toutes les prisons de France où elle peut être appliquée. Elle a puissamment contribué au respect de la discipline en faisant sentir aux condamnés quel intérêt s'attache pour eux au travail persévérant et à la bonne conduite. Il faut en dire autant de la loi du 14 août

1885 sur la libération conditionnelle, et à plus forte raison, les avantages qu'elle procure étant plus importants et plus visibles encore.

Mais la question posée dans le programme du congrès, deuxième section, se précise *in fine* en se spécialisant. « En particulier, dans quelle mesure le détenu peut-il disposer librement de son pécule ? » demande-t-on. Il s'agit là de cet encouragement tout matériel à première vue, bien qu'il puisse donner en dernière analyse une grande satisfaction morale, en certains cas : la libre disposition de ce qu'il a gagné laissée au détenu.

Dans la pratique, on ne peut dire d'une manière absolue que le détenu dispose *librement* de son pécule, puisqu'il ne peut pas à son gré lui donner un emploi ou une affectation quelconques. Mais si l'on en croit certains calculs établis assez récemment et pour une région déterminée, les hommes feraient usage de la cantine dans la proportion de 80 p. 100 et les femmes de 59 p. 100.

Faut-il donc, dans l'intérêt d'une bonne discipline pénitentiaire, accorder cet encouragement aux prisonniers ?

Il y a plusieurs réponses différentes et parfois contraires, parce qu'il y a plusieurs systèmes.

Dans certains pays la réponse est négative, catégoriquement. L'usage de la cantine ne doit pas être laissé aux détenus. Elle ne saurait être établie, et elle ne l'est point, à côté du travail dans les prisons où ce travail est donné à l'entreprise. Pourquoi ? C'est parce qu'on craint de créer au condamné une situation trop favorable, de lui fournir en même temps le moyen et l'occasion de dépenser son argent. On considère que, dans sa position, il peut tout au plus recevoir des encouragements moraux. La répression serait insuffisante et l'effet d'intimidation qu'on attend de l'emprisonnement ne serait pas produit, si cette faculté était laissée à celui que la loi vient de frapper. Nous avons dit au début de ce travail que l'encouragement est nécessaire dans l'intérêt d'une bonne discipline pénitentiaire. Aucun encouragement, matériel ou moral s'il est sage et mesuré ne doit être systématiquement exclu. Cette rigueur extrême, moins contraire ailleurs peut-être aux mœurs, à la coutume, au caractère, n'atteindrait pas le but en France. Il y a des réserves, des restrictions, des degrés ; mais il ne nous est guère arrivé d'entendre proposer la suppression complète de l'alimentation supplémentaire.

Dans un autre système on concède au prisonnier la disposition seulement d'une très faible portion de son pécule. Considérant d'abord que la prison ne doit pas être pour le condamné une sorte de caisse d'épargne, et, en second lieu, qu'un travail assuré aussi bien rétribué que le

travail libre rendrait sa position, non point inférieure à celle du travailleur honnête, mais meilleure et presque enviable, on réduit à 15 ou à 20 centimes le produit de son travail quotidien. Comme il doit, d'ailleurs, bien sentir à tous les moments de sa détention qu'il subit une peine, on ne lui permet encore d'employer à l'adoucissement de son sort qu'une partie de ce faible salaire, et il ne peut obtenir que de temps en temps, deux fois par mois peut être, les vivres supplémentaires. En deux mots, les encouragements et les adoucissements divers sont accordés en principe ; mais en réalité, le pécule si nécessaire au jour de la libération est toujours faible, et ce qu'on peut en distraire pendant la durée de la détention est insignifiant.

L'examen de la question au point de vue hygiénique et médical a conduit ceux qui s'y sont livrés à adopter, dans la répartition et l'emploi du pécule, une autre méthode. On emprunte à l'ordonnance ministérielle française du 28 mars 1844 sur la répartition des produits du travail des condamnés la division du pécule en deux parties égales, et à certains physiologistes la distinction, en ce qui concerne l'alimentation, entre la ration d'entretien et la ration de travail. La première de ces rations, telle qu'elle est actuellement fournie, est reconnue suffisante pour le détenu qui ne travaille pas. La seconde doit être imposée au détenu qui travaille, parce qu'elle est physiologiquement indispensable. C'est la cantine obligatoire, et la cantine mise à contribution de manière à fournir les suppléments d'azote et de carbone nécessaires à l'homme qui se fatigue. C'est de la médecine ; mais est-ce bien de la discipline pénitentiaire ? L'encouragement disparaît puisque la ration supplémentaire devient obligatoire et quotidienne. Le libre emploi du pécule cesse également. La plupart des détenus pourront penser qu'il n'y a là pour eux ni gain ni avantage, la loi du 14 juillet 1865 faisant un devoir aux préfets dans les départements et aux maires dans les villes ou communes de France, de veiller à ce que la nourriture des prisonniers soit suffisante et saine.

Ces divers systèmes nous paraissant défectueux, nous pensons qu'on doit encourager les détenus et qu'ils trouvent dans la libre disposition d'une partie de leur pécule un très-réel et très-efficace encouragement. Sans admettre qu'ils aient nécessairement droit soit au travail dans la prison, soit au produit de ce travail, et tout en acceptant la main-mise de l'État sur leurs forces actives, nous estimons qu'il n'y a aucun danger à permettre qu'ils retirent quelque avantage immédiat de leur bonne conduite et de leur application au travail.

Mais dans quelle mesure ?

Il est difficile de réduire à 15 ou 20 centimes, ainsi qu'on l'a tenté en divers lieux, la rémunération quotidienne accordée aux condamnés pour leur travail, ou bien de limiter les prélèvements qu'ils sont autorisés à faire chaque jour sur leur pécule avec libre disposition, lorsqu'on établit comme règle la répartition du produit de leur travail par portions égales entre eux et l'État ou l'entrepreneur, suivant le mode de gestion des services de l'établissement. Sans les vivres supplémentaires ou la cantine, il serait bien difficile pour l'entreprise notamment de se borner à réclamer de l'administration, comme on l'a pu voir, moins de 25 centimes par jour et par homme. Mais nous évitons ici d'examiner la question au point de vue financier. Il s'agit uniquement de discipline pénitentiaire.

Le pécule étant surtout destiné à soutenir le libéré à l'heure critique de sa sortie de prison, on ne doit pas craindre de le voir trop s'élever, et il paraît juste, en conséquence, de ne point faire travailler systématiquement le détenu à trop bas prix. Seulement, il convient de réserver la meilleure part du prix qu'il a reçu pour l'heure de la libération. La moyenne de 1 franc par jour et par homme, tolérée en divers lieux, en matière de vivres supplémentaires, semble élevée.

Si l'on admet avec les physiologistes dont nous avons parlé que la ration d'entretien est insuffisante pour celui qui travaille, il faut accorder les vivres supplémentaires tous les jours, et alors une moindre somme (60 à 70 centimes) peut sans doute suffire. Si l'on constate que l'alimentation ordinaire répond à toutes les exigences et donne satisfaction à tous les besoins, on ferait de la disposition d'une partie du pécule une récompense, c'est-à-dire un véritable encouragement, en élevant la somme, mais en n'accordant pas tous les jours l'autorisation de la dépenser. Les récompenses doivent être exceptionnelles. Il est difficile de recevoir toujours comme un encouragement ce qui est de règle, ce qu'on s'est habitué à regarder comme dû et quotidien.

Le détenu, comme l'homme libre, pense à lui-même et parfois aux siens de la manière la plus sérieuse lorsqu'il a une famille. Il sera découragé s'il dépérit ou croit dépérir, s'il reçoit de sa femme ou de ses enfants ces lettres désolées où il n'est question que de souffrances et de détresse. Il sera encouragé lorsqu'il aura des assurances contraires, lorsqu'il verra qu'il lui est permis de s'alimenter, de s'entretenir, et, même dans la plus faible mesure, de secourir les siens. Tout cela doit lui être permis. Il importe de le laisser libre à cet égard, libre surtout, s'il le désire, d'aller au contraire jusqu'à s'imposer par économie et par prévoyance l'entière privation de vivres supplémentaires. Mieux encore que la cantine obligatoire, l'énergie,

le ressort retrouvé, une certaine liberté morale et la possession de son âme par la patience, entretiendront selon nous la bonne santé du prisonnier. Réduit, d'ailleurs, aux seules ressources que lui procure son travail, il pourrait bien rarement aller jusqu'au maximum des dépenses tolérées. C'est l'argent venu du dehors qui augmente les bénéfices de la cantine et qu'il faut avant tout surveiller.

Une réforme dans le sens que nous indiquons présenterait-elle de bien sérieuses difficultés dans les lieux où elle serait jugée nécessaire ? Nous ne le pensons pas. Tous les prisonniers en temps de chômage, et, en tout temps, les condamnés, à de courtes peines sont, par la force des choses, privés à la fois de travail, de pécule et de rations supplémentaires. On a pu supprimer complètement sans difficulté l'usage du tabac dans les prisons cellulaires surtout. La plupart des détenus travailleraient pour s'occuper, même sans rémunération. Ceux qui déclarent qu'ils refuseraient le travail si la libre disposition d'une partie du pécule ne leur était pas laissée, sont en très-petit nombre.

Nos conclusions sont les suivantes :

1° Une partie du pécule peut être laissée sans danger, comme encouragement, à la disposition du détenu.

2° Cet encouragement, s'il est quotidien, doit être réduit au minimum ; si l'alimentation ordinaire est suffisante, on pourrait ne l'accorder qu'un certain nombre de fois par semaine ou par quinzaine.

3° Il est bon que le détenu puisse employer une partie du pécule disponible à se procurer des vêtements indispensables en vue de sa libération, ou à secourir sa famille.

4° Ce n'est pas l'emploi des produits du travail qui favorise le relâchement de la discipline et l'inégalité entre les détenus ; c'est l'introduction dans la prison de secours venus du dehors.

5° Si les directeurs n'ont pas un certain pouvoir d'appréciation, l'égalité apparente de traitement entre les détenus, dans chaque prison, peut conduire à la plus réelle inégalité.

ARBOUX.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE SAINT-PÉTERSBOURG (1890)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

PREMIÈRE SECTION

SIXIÈME QUESTION DU PROGRAMME

Quels moyens sembleraient pouvoir être adaptés pour atteindre d'une manière effective le recel et les receleurs habituels?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. BOULLAIRE, DOCTEUR EN DROIT, A PARIS

Le recel peut être défini : le fait de recevoir des objets enlevés, détournés ou obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit, sachant qu'elle est leur origine frauduleuse.

Quand le recel est habituel, il devient une véritable profession et constitue un sérieux danger pour l'ordre public, car il encourage et facilite singulièrement les attentats contre la propriété. Le bon sens public affirme avec raison que sans receleur il n'y aurait pas de voleur. Le receleur qui assure au voleur le placement immédiat et la réalisation pécuniaire des valeurs soustraites, provoque naturellement l'organisation des bandes de malfaiteurs qu'on trouve actuellement dans tous les pays : il leur fournit un lieu de rendez-vous, un centre d'action, souvent aussi des indications utiles pour l'exécution des crimes eux-mêmes. Par son habileté à faire disparaître les objets soustraits ou à les expédier au loin, il leur assure l'impunité et contribue à déjouer les recherches de la justice. Il réalise parfois dans ce métier des bénéfices considérables, car le malfaiteur est coulant sur le prix des choses soustraites, et ce lucre facile peut séduire et entraîner dans cette voie des marchands jusque-là demeurés honnêtes.

C'est donc avec raison que le péril du recel a été signalé et que le Congrès pénitentiaire de St-Petersbourg a indiqué comme méritant d'être traitée dans ses discussions la question suivante :

Quels moyens sembleraient devoir être adoptés pour atteindre de manière effective le recel et les receleurs habituels ?

Les mesures ordinaires prises par les diverses législations contre le recel sont de deux sortes :

1° Le recel est puni de peines criminelles ou correctionnelles.

2° Certaines professions ont été réglementées et se sont vu imposer un certain nombre de prescriptions administratives destinées à prévenir le recel.

Nous examinerons successivement ces deux ordres d'idées.

I. Pénalités proprement dites.

La plupart des législations criminelles punissent le recel et le frappent de peines sévères.

Les unes le considèrent comme constituant un cas de complicité ; c'était la tradition romaine et aussi celle de l'ancienne jurisprudence française. Le Code pénal français a reproduit cette théorie dans son article 62 et il a été suivi par un certain nombre d'autres législations pénales (Code général autrichien, 1852 ; Code du Tessin, art. 348). Le Code pénal français, considérant le receleur comme complice, le punit des mêmes peines que l'auteur principal, et il subit même les accroissements de peines qui résultent des circonstances aggravantes qui ont pu accompagner le fait principal.

Au Mexique (Code pénal de 1871), le recel est considéré aussi comme un cas de complicité, mais à la condition qu'il y ait eu pacte antérieur au délit entre le receleur et l'auteur principal.

Un certain nombre de codes récents ont fait, au contraire, du recel un délit spécial et ils sont entrés dans cette voie sur les indications théoriques d'un certain nombre de criminalistes modernes. La complicité proprement dite, disaient ces jurisconsultes, suppose des actes qui précèdent ou accompagnent l'action principale, et on ne conçoit pas bien une complicité postérieure à l'infraction, puisqu'il n'est pas possible de prendre part à un délit qui est déjà consommé. Or, le recel est puni d'ordinaire, même quand il n'y a pas accord préalable entre le receleur et le délinquant ; il suffit que le receleur ait connu, même après coup, l'origine frauduleuse des objets qu'il détient ou achète, pour tomber sous l'empire de la loi pénale. Donc on ne doit pas, en théorie pure, le considérer comme un véritable complice.

Ces idées ne sont pas à l'abri de toute discussion. Un savant juriconsulte italien, M. Carrara, les a formellement contestées. Il fait observer qu'un vol est consommé réellement seulement quand le voleur a atteint complètement le but qu'il poursuit, c'est-à-dire quand il a tiré parti des choses soustraites, et comme c'est le moment où intervient le receleur, celui-ci prend part en réalité à un délit non encore consommé ontologiquement. M. Carrara défend hautement au point de vue de la science l'ancienne conception du recel considéré comme un cas de complicité (1).

Quand le recel est considéré comme un délit *sui generis*, il est d'ordinaire puni de peines moindres que le fait principal. Ainsi le Code pénal hongrois (1878) inflige au receleur, quand la chose lui est parvenue à la suite du crime de vol, une peine maximum de cinq ans de réclusion, et si elle lui est parvenue à la suite du délit de vol, une peine maximum de deux ans de prison ; peines inférieures à celles qu'encourt l'auteur principal (art. 370). En cas de récidive seulement, dans les dix ans, le receleur est plus sévèrement puni (art. 371).

Le Code pénal danois (1866) et le récent Code pénal italien ont fait aussi du recel un délit spécial.

Le Code pénal danois nous offre en outre une disposition particulière qu'il importe de mettre en relief et qu'il convient de retenir. Il fait de l'habitude du recel ou du trafic d'objets volés un crime spécial dont la peine peut s'élever jusqu'à quatre ans de travaux et en récidive à huit ans de la même peine. Cette disposition nous paraît excellente. Elle frappe avec une juste sévérité des hommes qui ne méritent aucun intérêt, qui se sont fait du recel habituel une honteuse et dangereuse profession, et qui sont les compagnons accoutumés des pires malfaiteurs. Il y a bien quelque difficulté, en général, à établir l'habitude comme élément constitutif d'un délit. Mais la chose n'est pas impossible et il s'en trouve déjà plus d'un exemple dans les diverses législations pénales. Nous proposerons donc comme une des solutions que comporte notre question, l'insertion dans la loi pénale d'une disposition frappant le recel habituel d'une pénalité aggravée.

Nous avons dit que les pénalités prononcées actuellement contre le recel étaient d'ordinaire suffisantes.

Cependant il serait peut-être utile d'en augmenter la portée pécuniaire. Le receleur est un trafiquant sans moralité, qui vise avant tout aux

(1) La dissertation de M. Fr. Carrara, professeur de droit pénal à l'Université de Pise, a été traduite en 1865 dans la *Revue critique de législation et de jurisprudence*, tome XXVII, page 409, par notre savant confrère, M. Lacointa, ancien avocat à la Cour de cassation à Paris.

gros bénéfices et aux gains illégitimes. Il faut l'atteindre par sa passion maitresse et ne pas craindre de lui infliger de sérieuses amendes, dût-on par compensation atténuer un peu en sa faveur les peines corporelles.

Dans la loi française, le maximum de l'amende que peut encourir le receleur dans un vol est de 500 francs (art. 401 et 463 du Code pénal). Elle ne peut être élevée à 3.000 francs qu'en vertu de l'article 464 en admettant des circonstances atténuantes, et à condition de supprimer entièrement à son égard la peine privative de la liberté. Il pourrait être stipulé que dans tous les cas l'amende atteignant le receleur pourrait atteindre ce dernier chiffre.

II. *Règlements administratifs.*

Dès l'ancien régime, en France, un certain nombre de professions ont été réglementées en vue de prévenir le recel. Les orfèvres, les merciers, les fripiers, ceux qui achetaient les métaux, l'argent, le plomb et l'étain étaient tenus de tenir registres des objets par eux achetés, troqués, échangés. La même obligation était imposée aux teinturiers pour les vieilles hardes ou étoffes qu'on leur donnait à teindre.

Les ordonnances de police rendues à ce sujet étaient tantôt spéciales à la ville de Paris, tantôt applicables à tout le royaume, et la jurisprudence inclinait à les considérer comme encore en vigueur dans notre siècle et comme ayant survécu, à cause de leur utilité pratique, à la chute des anciennes institutions politiques.

Elles ont d'ailleurs été renouvelées.

La loi du 19 brumaire an VI (art. 75) oblige les orfèvres à tenir un registre coté et parafé par l'autorité administrative, pour y inscrire la nature, le nombre, le poids et le titre des matières et ouvrages d'or ou d'argent qu'ils achètent ou vendent, ainsi que les noms et domiciles des vendeurs.

A Paris une ordonnance du préfet de police du 26 juin 1831 a imposé de nombreuses prescriptions aux revendeurs. En outre de la tenue du registre, il est certaines marchandises qu'il leur est défendu d'acheter, telles que les armes. Ils ne doivent pas non plus acheter à certaines personnes, les militaires ou les enfants.

La loi du 12 mars 1791 (art. 178) impose à toute personne qui veut exercer une profession, l'obligation de se conformer aux règlements de police qui la concernent et on admet que les maires sont autorisés, à raison de l'intérêt public, à réglementer la profession de brocanteur.

Ces règlements comportent une infinie variété de détails selon les pays et selon les temps. Ils sont évidemment impuissants à empêcher le recel

mais ils peuvent en gêner l'exercice et ils facilitent l'action de la justice dans la recherche des délits.

Il convient de ne pas les abandonner, mais, au contraire, de les compléter, de les généraliser et surtout de tenir à ce que partout ils soient scrupuleusement appliqués.

Nous résumerons donc notre pensée dans la proposition suivante :

Pour atteindre d'une manière plus efficace le recel et les receleurs habituels, il convient :

- 1° De faire de l'habitude du recel un délit spécial.
- 2° D'augmenter la quotité de l'amende qui peut être infligée au receleur ordinaire;
- 3° De compléter et de faire rigoureusement observer les règlements professionnels destinés à prévenir le recel.

J. BOULLAIRE.

REVUE PÉNITENTIAIRE

Sommaire. — 1^o *Bibliographie* : A. Le crime et l'exposition pénitentiaire, de M. Henri Joly. — B. Les prisons de Paris et les prisonniers, de M. Adolphe Guillot. — C. Histoire des enfants abandonnés et délaissés, de M. Lallemand. — D. La sociologia criminale, du docteur Colajanni. — 2^o *Notice nécrologique* : M. Loyson. — 3^o *Informations diverses* : Revues étrangères.

I

Bibliographie

A. *Le crime et l'exposition pénitentiaire*, par M. Henri Joly.

M. Henri Joly, maître de conférences à la Sorbonne, déjà connu par ses ouvrages sur la criminalité (notamment *La France criminelle*), a publié dans le journal des *Débats* (1) des articles fort intéressants sur les expositions du Ministère de la justice et de l'Administration pénitentiaire, qui dépend du Ministère de l'intérieur, à l'Exposition universelle de 1889. M. Joly en a fait une critique très sagace, a signalé certaines lacunes et contesté certaines exhibitions. Il a surtout mis en lumière les enseignements qui se dégagent des expositions de ces deux ministères.

Nous voudrions, à notre tour, analyser cette substantielle étude, en accompagnant cette analyse de quelques réflexions.

M. Joly se demande d'abord quel a été le but qu'ont voulu atteindre les ministères de la justice et de l'intérieur en exposant leurs documents sur le monde criminel. A-t-on voulu nous faire contempler les progrès réalisés par la France en probité légale, en moralité, en humanité? Non, sans doute, car les résultats ont été trop manifestement contraires à ce qu'on aurait désiré pour supposer que telles aient été les intentions

(1) Nos des 12 et 26 décembre 1889, 5 et 8 janvier 1890.

des auteurs des deux expositions. Un tel aveuglement ou une telle naïveté serait par trop invraisemblable et la question posée, comme elle l'est par M. Joly, est aussitôt résolue. Ce que les organisateurs des expositions du Ministère de la justice et de l'Administration pénitentiaire ont dû se proposer, c'est d'instruire et d'éclairer le public sur l'état moral de la France à l'heure actuelle, en faisant connaître, par les documents officiels, la situation de la criminalité, ses causes, ses progrès, et les moyens employés pour la réprimer et en prévenir le retour.

A-t-on pris les dispositions les meilleures pour atteindre dans la pratique le but auquel tendaient les organisateurs des deux expositions? Il est permis d'en douter, et M. Joly fait observer, avec raison, qu'une galerie criminelle eût été un sujet d'étude fort utile à l'homme de police, au juge d'instruction, au médecin-expert, au président d'assises, en même temps qu'au savant ; tous y auraient trouvé les détails encore visibles des crimes d'hier ; ils auraient appris à les connaître pour mieux découvrir les crimes d'aujourd'hui et ceux de demain. M. Joly signale l'existence d'un musée criminel de cette sorte chez un professeur distingué de médecine légale de Lyon, M. Lacasagne, qui a réuni dans deux ou trois salles de son école une galerie qu'on aurait pu transporter au Champ-de-Mars. Paris, continue-t-il, n'a malheureusement rien de pareil, ni à la Faculté de médecine, ni au Palais. Mais les éléments disséminés dans la capitale, au service de M. Bertillon, qui avait envoyé d'intéressants échantillons à l'exposition de la Préfecture de police, à la Sûreté, etc., sont très riches ; l'occasion eût été bonne pour les réunir. Rien n'aurait été plus utile pour l'instruction théorique des criminalistes et pour l'instruction pratique des visiteurs (1).

Quoi qu'il en soit de cette critique et de cette lacune signalée très justement par M. Joly, nous reprenons avec lui l'examen des documents exposés par nos deux Ministères, en commençant par l'exposition du Ministère de la justice.

« Il fallait, dit M. Joly, la chercher pour la trouver. Au rez-de-chaussée de la partie centrale des Arts libéraux, tout près de l'exposition préhistorique, on voyait dans l'une des galeries du côté Ouest, un fragment de panneau couvert d'une douzaine de petites cartes et de petits tableaux. Si vous étiez myope, il vous fallait une échelle ou des

(1) La Société de médecine légale réclame depuis longtemps la création d'un musée criminel qui comprendrait des archives médico-légales. Elle a renouvelé récemment l'expression de ce vœu, en demandant que le musée criminel soit installé au Palais de Justice.

jumelles pour déchiffrer les tableaux les plus élevés. Au bas de cette étalage était une douzaine de volumes in-4° ; c'étaient des comptes rendus de la justice criminelle et de la justice civile, bien empilés les uns sur les autres. Il est vrai qu'on n'avait pas des choses bien flatteuses à déployer devant les regards des visiteurs. Mais enfin, la moralité actuelle de la France était là, vue dans son envers. Lisez les entêtes des cartes principales. Violence, Imoralité, Cupidité, Paresse et Misère, Suicides. Que de choses dans les chiffres alignés sous ces enseignes et dans ces lignes sinueuses qui parcourent les compartiments microscopiques de ces diagrammes ! Si on eût voulu les développer, les transformer en images, puis en scènes vivantes, quelle étendue n'aurait pas prise une pareille exposition ! »

Qu'apprennent ces tableaux et ces diagrammes ? Suivons avec M. Joly la ligne qui représente les oscillations de la criminalité en France dans les cinquante dernières années, de 1838 à 1887 inclusivement.

Nous partons du chiffre de 237 criminels ou délinquants pour 100.000 habitants. Ces 237 individus ont été soit accusés en cour d'assises, soit jugés en police correctionnelle à la requête du ministère public. Les contraventions, les poursuites à la requête de parties civiles ou d'administrations sont écartées. On a donc bien là, comme M. Joly l'observe justement, ce qui intéresse directement la moralité sociale ; et par la fusion de la grande criminalité, qui conduit en cour d'assises avec la petite criminalité, qui relève de la police correctionnelle, on a écarté toutes les causes d'inégalité que la sévérité plus ou moins grande de la magistrature peut apporter d'une période à l'autre comme d'un ressort à l'autre.

« Eh bien ! continue M. Joly, ce chiffre de 237 que nous trouvons en 1838, nous pouvons le saluer comme le fameux milliard du budget, nous ne le reverrons pas davantage. »

En effet, la marche ascendante commence immédiatement. Après avoir paru s'arrêter en 1840, elle reprend vite, ne s'interrompt en 1848, que parce que, dans cette année de révolution, le personnel des parquets et de la police ayant été renouvelé de fond en comble, la répression a faibli. Mais dès 1849, le mouvement ascensionnel recommence ; en 1854 on est bien près d'atteindre le chiffre de 500. I redescend alors, et on constate la seule période pendant laquelle il ait baissé d'une façon constante. Cette période s'étend jusqu'en 1867. Mais ici la ligne remonte comme une flèche, et le chiffre de 400, au-dessous duquel on était resté pendant sept années consécutives, est notablement dépassé.

Après les deux années de la guerre et de la commune, 1870 et 1871, qui échappent à tout calcul, nous atteignons de nouveau, en 1872, des chiffres que nous avons déjà vus, mais que nous ne reverrons plus. Les années 1875, 1876, 1877, 1878 semblent marquer des temps d'arrêt ; mais depuis 1879 la progression ascendante ne s'est plus arrêté, si bien qu'après être partis de 237 malfaiteurs pour 100.000 habitants en 1838, nous arrivons au chiffre de 552 en 1887. La criminalité générale a beaucoup plus que doublé en cinquante ans ; elle a augmenté exactement de 133 p. 100.

M. Joly prétend qu'une exposition comparative aurait montré qu'il en a été de même en Angleterre et en Allemagne. Soit ; mais le malheur des autres ne doit pas nous empêcher de sentir le nôtre et est une maigre consolation. Il résulte de ces chiffres que ce développement de la criminalité en France a été vraiment effrayant depuis cinquante ans, surtout depuis dix ans. Et, puisque l'auteur de l'étude que nous analysons se borne à signaler le fait, en laissant chacun libre de faire ses réflexions nous nous permettrons de demander qu'on emploie surtout, pour arrêter le flot montant de la criminalité, les moyens préventifs, tels qu'une police mieux organisée, la répression du vagabondage et de la mendicité et l'extension des institutions de patronage que l'État doit encourager et soutenir pour empêcher les jeunes gens de tomber dans le vice qui les conduit au crime.

En même temps que le nombre des criminels a augmenté, la répression a faibli. C'est ce qui résulte, dit M. Joly, de l'examen des volumes exposés par le Ministère de la justice. On constate que le nombre des affaires classées sans suite, parce que les auteurs des crimes ou délits n'ont pas pu être découverts, ne dépassait pas 9.000 en 1831, qu'il était de 30.000 environ de 1856 à 1860, et qu'il dépasse aujourd'hui 74.000. Ce dernier chiffre est de nature à inspirer de fâcheuses réflexions sur l'état de la police et des parquets de France. M. Joly décompose ensuite cette criminalité.

« Dans cette armée envahissante de malfaiteurs, dit-il, quels sont les corps de troupes qui marchent en avant ? Quels sont ceux qui font le plus de recrues et qui impriment à l'invasion son caractère soit de férocité, soit de turpitude, soit de relâchement et d'abandon ? Sont-ce les violents, sont-ce les lâches et les corrompus qui dominent ? C'est ce qui est à examiner. »

Voici les chiffres : depuis un demi-siècle, la violence a augmenté de 51 p. 100 ; la cupidité de 69 p. 100 ; les suicides, de 162 p. 100 ; l'immoralité, de 240 p. 100 ; la paresse et la misère (mendicité, vagabondage), de 430 p. 100.

M. Joly tire les conclusions qui se dégagent de ce tableau. « Posons en fait, dit-il, que notre civilisation est en progrès dans tout ce qui touche au bien-être, au luxe, à la puissance de l'intelligence. Les criminels qui suivent cette marche et qui (selon certains publicistes) y contribuent, ne paraissent pas déployer une ardeur, ni surtout un courage bien remarquables. Si la violence peut, à la rigueur, être un signe de force, la cupidité, une marque de passion ardente ou de volonté résolue, ce n'est pas de ce côté-là que nous penchons le plus et que nous risquons de verser. Nous voulons jouir, voilà ce qu'il y a de plus certain : l'accroissement des actes d'immoralité le démontre surabondamment. Mais c'est le courage qui manque le plus à ceux qui s'égarent : l'accroissement des suicides et surtout celui des délits de paresse et misère le démontre encore mieux ».

Les tableaux de la criminalité exposés par la chancellerie contiennent donc la réfutation la plus péremptoire de la théorie des publicistes, qui prétendent que le crime serait un signe de force, parce qu'il serait un des résultats inévitables de la lutte pour la vie.

Sans examiner la question de savoir si le suicide est vraiment un crime, il est certain que ce qui, dans les sociétés contemporaines, pousse de plus en plus au suicide, c'est l'impossibilité de supporter la souffrance physique ou morale. La violence de l'individu qui se croit malheureux contre lui-même a augmenté trois fois plus que la violence contre les autres. Quant à ceux qui, n'ayant rien, aiment encore mieux se passer de ce qui leur manque ou l'obtenir de la pitié d'autrui que de le gagner en travaillant ou de le voler, ils sont extrêmement nombreux. S'ils volent assez souvent, c'est d'une manière peu remarquée et peu irritante; ils ramassent des objets perdus ou abandonnés auxquels ils supposent que leurs propriétaires attachent relativement peu de prix. Voilà pourquoi l'énorme accroissement de la mendicité et du vagabondage n'est pas suivi, tant s'en faut, d'un accroissement proportionnel du vol et du meurtre. Le développement de l'immoralité suit de beaucoup plus près, il est vrai, celui de la paresse et de la misère. Mais il y a peu de séductions et d'enlèvements; les meurtres par amour, comme les suicides par amour, ont singulièrement diminué. L'immoralité qui grandit recherche beaucoup plus la facilité que l'intensité de la jouissance; c'est une immoralité plus corrompue que passionnée et qui fuit les responsabilités.

Tous ces chiffres et toutes ces lignes se résument, suivant M. Joly, par la formule suivante : « La criminalité qui s'accroît le plus parmi nous est une criminalité faite de paresse et d'abandon de soi-même ».

Cette formule est l'expression de la vérité; et M. Joly est encore dans

le vrai quand il constate que si les chiffres de la violence ont augmenté, il faut incriminer surtout les emportements inattendus et intermittents de la faiblesse irritable, ennuyée et malade. Car, si le vagabondage proprement dit n'est pas le crime, il en est souvent l'occasion. Ce ne sont pas les meurtriers et les voleurs qui sont les plus nombreux ; ce sont les vagabonds, les souteneurs et les camelots. On est donc bien obligé de constater que la loi est plus souvent méprisée ou tournée qu'elle n'est violée ouvertement par des individus ayant la résolution bien arrêtée de risquer leur peau.

A côté de l'exposition de la justice criminelle, la chancellerie avait placé les comptes rendus de la justice civile et commerciale. C'était une invitation à faire différentes comparaisons, et il y en avait une qui s'imposait ; c'était celle des faillites. « Amenées par le vol de l'un ou celui de l'autre, dit M. Joly, résultats d'imprudences coupables, effets d'une concurrence effrénée, les faillites méritent bien d'être étudiées par ceux qui luttent ou suivent la lutte pour la vie. Elles ont passé de 2.000 (en 1870) à 8.000 (en 1887). Mais ce n'est pas là ce qu'il y a de plus caractéristique. Plus il y a d'affaires, peut-on dire, plus il y a de risques, et le nombre des sinistres n'augmente peut-être que parce que le nombre des commerçants s'est accru. Mais le nombre des faillites prononcées sur déclaration des faillies a diminué ! Le rapport de l'actif au passif a également diminué ! En revanche les faillites déclarées sur poursuites des créanciers ont augmenté, et, ce qui a augmenté plus encore, ce sont les faillites closes pour insuffisance d'actif. Voilà qui est vraiment significatif et qui prouve les progrès d'une déloyauté dissimulée ou indifférente : symptôme à ajouter à ceux que nous découvrons tout à l'heure. »

La conclusion qui se dégage de ces tableaux statistiques de la justice criminelle et commerciale, c'est que les actes illicites viennent beaucoup plus souvent de l'indifférence ou du mépris de la loi à laquelle on cherche à échapper en courant le moins de risques possibles, ou des risques simplement moraux, que de révoltes ouvertes et d'accès de sauvagerie exposant leurs auteurs à une répression qui les opprimerait dans leurs personnes physiques.

Les chiffres enregistrés dans les dix dernières années, depuis l'exposition de 1878, montrent que le mouvement continue à s'accroître dans le même sens, à quelques nuances près. La cupidité et la violence ont peut-être un peu plus augmenté que dans les périodes précédentes. Les suicides et les actes d'immoralité ont augmenté mais sans précipiter autant qu'auparavant leur marche ascendante. Mais la paresse et la misère qui avaient fait de tels progrès qu'elles paraissaient

n'en avoir plus à faire, se sont encore accrues dans de fortes proportions. Les délits d'ivresse ont diminué, soit que la loi de 1873 ait réellement produit un effet salutaire, soit que la répression se soit affaiblie, soit que le nouveau mode de développement de l'alcoolisme, avec ses accidents pathologiques, envoie plus de sujets à l'hôpital et à l'asile d'aliénés qu'à la prison.

« En résumé, conclut M. Joly, d'une Exposition à l'autre, la criminalité générale a augmenté de 16 p. 100. Si l'on fait le détail des principaux modes de délit, la violence a augmenté de 12 p. 100, l'immoralité de 13 p. 100, la cupidité de 15 p. 100, les suicides de 24 p. 100, la paresse et la misère de 90 p. 100. »

M. Joly examine ensuite comment se distribuent les crimes et les délits sur l'ensemble du territoire français. On avait mis à la portée de tous les visiteurs de l'Exposition deux cartes dressées d'après les tableaux du Ministère de la justice, sur lesquelles les départements étaient teints de blanc, de gris et de noir ; de plus, chacun portait le numéro indicateur de la série plus ou moins honnête à laquelle il appartenait.

« La première carte, dit M. Joly, indique ce que j'appellerai la criminalité interne de chaque département, c'est-à-dire, l'ensemble des crimes et délits commis sur son territoire par des individus d'origine quelconque. Presque tous les départements teints de blanc se tiennent. Ils forment au centre de la France une bande qui va de l'ouest à l'est, plus compacte et plus large à l'ouest qu'à l'est. »

« Elle comprend le Poitou, le Berry, la Marche, le Nivernais, Saône-et-Loire, on peut même la faire descendre jusqu'à l'Ain et à l'Isère. Au centre, elle se développe en une espèce de demi-cercle qui évite les départements du massif central et le département du Rhône ; elle ne réussit pas non plus à englober les départements de la Savoie. En dehors de cette bande circulaire se détachent çà et là quelques îlots non moins blancs : l'Ariège, les Côtes-du-Nord, la Haute-Loire. Mais l'ensemble vertueux est bien là, au centre, à égale distance de la frontière et à égale distance de Paris, plus pur encore de toute teinte fâcheuse du côté de l'ouest où il confine à la mer, sans grand port de guerre ou de commerce, que du côté de l'est où il y a la ville de Lyon, le voisinage de la Suisse, le voisinage de l'Italie, »

Ce sont en effet ces frontières qui appellent beaucoup d'étrangers nomades, et les grandes villes, où affluent les émigrés du dedans et du dehors, qui sont les centres principaux d'attraction malfaisante. Aussi les masses teintées de noir se distinguent-elles facilement, et se composent surtout des départements riverains de la Méditerranée et de Paris

avec une certaine zone qui n'est guère que le rayonnement de la capitale. Mais on remarque à l'est et à l'ouest de Paris deux autres centres fort noirs l'un et l'autre : à l'est, l'Aube et la Marne, principalement ce dernier département ; à l'ouest, la portion de la Normandie qui a formé le Calvados, l'Eure et la Seine-Inférieure. Ce sont là deux foyers spontanés d'une infection spéciale et autochtone, et il en est de même de la Corse qui a une criminalité bien à elle.

Voilà le blanc et voilà le noir. Le gris s'étend un peu partout. La frontière du nord n'est que grise, d'un gris prenant des teintes très douces dans les Ardennes et dans la Meuse. Quant à la frontière de l'est, elle est d'un gris qui va se fonçant de plus en plus du nord au sud jusqu'au Doubs ; mais à partir du Doubs la teinte s'éclaircit graduellement dans les montagnes jusqu'à ce qu'on atteigne le littoral où on rencontre le noir foncé des Alpes-Maritimes. A l'ouest, la Bretagne est d'un gris très tendre et aurait droit, sans doute, à la teinte blanche sans les grands ports de Brest, Lorient, Saint-Nazaire et Nantes.

M. Joly rappelle ensuite le service important rendu par M. Yvernès qui a dressé la statistique de la criminalité française, interne et externe, de nos divers départements, attribuant à chacun d'eux tous les crimes et les délits commis par les individus qui en sont originaires en quelque endroit qu'ils se trouvent. Il exprime cependant le regret que cette statistique ait été faite d'après les chiffres absolus. La Seine et le Nord apparaissent dès lors comme donnant au reste de la France le plus grand nombre de malfaiteurs. Pour tirer de cette carte les renseignements précieux qu'elle contient, il faut ramener chaque département à l'unité de 100.000 habitants originaires. Les comparaisons sont alors possibles, et elles amènent des révélations d'un grand intérêt.

Mais M. Joly, qui parle seulement de ce qu'il a vu à l'Exposition, n'a pas refait ce travail.

« Bornons-nous à dire, ajoute-t-il, que, rectifiée par la substitution des contingents proportionnels aux contingents absolus, cette carte nous présenterait le tableau suivant :

« 1° Notre demi-cercle de la partie centrale reste le plus blanc ; il reçoit peu de malfaiteurs, mais il en forme peu, il en envoie peu au dehors.

« 2° La partie de la Normandie que nous avons signalée demeure très noire, et ce noir se continue sans interruption du côté du nord et du nord-est par la Somme et l'Aisne avec la Seine au centre. Plus mauvais en dehors de chez eux que chez eux, ces divers départements forment sans doute deux des réservoirs profonds de l'immoralité parisienne.

L'éminent magistrat, que la haute portée de son esprit et l'autorité de son expérience professionnelle rendaient plus apte que tout autre à traiter avec compétence un sujet aussi vaste et aussi fécond en problèmes d'un ordre supérieur, a fait preuve d'une grande profondeur d'observation psychologique et de philosophie chrétienne. Son érudition, qui occupait dans l'œuvre précédente, à côté d'un sentiment de pitié intense pour les maux de l'humanité, une place prépondérante, a trouvé, sans doute, l'occasion de se manifester encore dans certains chapitres de son nouveau livre, tels que ceux qui sont consacrés aux anciennes pénalités et aux anciennes prisons de Paris ; mais c'est particulièrement l'esprit du moraliste qui se reflète dans les pages tour-à-tour vigoureuses et attendries de ce volume, et le magistrat d'ancienne souche, pénétré des exigences du devoir social, comme du sentiment profond de la responsabilité humaine, apparaît aussi à chaque pas, surveillant en quelque sorte les élans du cœur de l'homme compatissant.

Avec quelle puissance d'analyse, dans le chapitre intitulé *Les chemins de la prison*, il recherche les causes principales de la démoralisation qui engendre le crime ! Désorganisation de la famille par le relâchement du lien conjugal et la destruction de la dignité paternelle ; déchéance de la femme par l'effet de sa mauvaise éducation et de son exploitation éhontée par l'homme ; influence néfaste des étalages malpropres de toute nature qui souillent, sur la voie publique, les jeunes imaginations ; mauvaise tenue des garnis, brasseries et autres repaires de bas étage qui ne sont que d'abominables foyers de corruption ; agences de tout ordre mettant le jeu, c'est-à-dire l'encouragement permanent à l'oisiveté et au vice, à la portée de tout le monde : tels sont, aux yeux de M. Guillot, les principaux dissolvants qui, dans la société telle qu'elle est organisée, ou plutôt désorganisée, et tout particulièrement à Paris, produisent cette oblitération du sens moral qui conduit au crime et peuple les prisons.

Avons-nous besoin d'ajouter que lorsqu'il vient à aborder les graves questions que soulève la responsabilité pénale, l'auteur n'hésite pas à combattre les dangereuses théories du *criminel-né* et de l'atavisme inéluctable, que l'école italienne d'anthropologie s'attache à propager ? A l'observation purement matérialiste des adeptes de cette école, il oppose les données de l'observation morale, qui explique, par des déductions logiques, le travail de perversion progressive dont le crime devient la redoutable résultante. Dans cette ordre d'idées, il ne se borne pas à répondre à une thèse par la thèse contraire : C'est à l'aide d'exemples précis et nombreux, glanés dans sa longue pratique judiciaire, qu'il fait

lumineusement apparaître, à côté de la force impulsive, « la force raisonnable, capable de neutraliser la première. »

Nous voudrions pouvoir suivre le savant magistrat dans ses études sur les aliénés criminels, sur les crimes passionnels, sur les femmes surtout, dont il montre la sensibilité survivant à l'extrême dégradation, enfin sur les enfants coupables, vis-à-vis desquels le devoir de l'éducation prime celui de la répression. La Société générale des prisons, qui s'est toujours montrée hostile aux courtes peines infligées aux mineurs de seize ans, et qui vient de consacrer encore ses dernières séances à l'examen de cette grave question, ne pourra que se féliciter de trouver en M. le juge d'instruction Guillot un allié dans le bon combat qu'elle soutient. Il exprime, à cet égard, le souhait que l'œuvre des colonies agricoles soit complétée par des écoles industrielles et par une école maritime plus importante que la section maritime de la colonie de Belle-Ile-en-mer ; dans tous les cas, la place des prisons d'enfants, suivant lui, n'est pas à Paris, mais dans les champs : « Il faut, dit-il dans un langage plein d'élévation, laisser voir le ciel à ces pauvres êtres, leur faire comprendre tout ce que la nature apporte de calme à l'esprit, leur donner le goût des rudes et honnêtes labeurs, les faire monter aux mâts des vaisseaux, près du drapeau qui flotte dans l'espace, et prendre surtout comme base de cette éducation régénératrice l'idée de Dieu, sur laquelle les grands peuples appuient la puissance de leurs empires, et dont, moins que toute autre, la fragilité de la jeunesse ne saurait se passer ».

Cette question de l'éducation correctionnelle des jeunes détenus n'est assurément point la seule sur laquelle nous ayons à constater la plus complète communauté de vues entre l'auteur des *Prisons de Paris* et l'esprit qui anime la Société générale des prisons. En rappelant que M. Guillot n'est point un théoricien, mais un homme d'expérience, nous avons donné suffisamment à entendre qu'il ne peut être qu'un partisan résolu de ce régime cellulaire dont le principe même est la raison d'être de notre association : les exemples qu'il cite des maux causés par la déplorable promiscuité qui règne encore dans la plupart de nos établissements pénitentiaires, ne peuvent que nous encourager dans la campagne que nous avons entreprise, depuis plus de douze ans, pour le développement de l'emprisonnement individuel. Le même esprit pratique inspire les pages éloquentes que l'écrivain a consacrées à la peine de mort, et dont le maintien lui paraît nécessaire et la légitimité incontestable, ainsi que celles dans lesquelles il étudie le fonctionnement de la relégation, qu'il voudrait voir appliquer, dans l'intérêt de la coloni-

sation, aux jeunes condamnés, avant que la prison eût altéré leur santé et détruit leur énergie.

Le dernier chapitre de ce beau livre (*l'Intérêt social*) renferme une étude d'ensemble sur les moyens les plus propres à remédier à l'impuissance de notre système pénitentiaire, à commencer par la réforme du code pénal. Il faudrait le citer en entier. Nous ne pouvons qu'engager nos collègues à le lire. . . . Après l'avoir lu, ils le reliront, heureux de se trouver en communion d'idées avec l'auteur dans ce couronnement de son œuvre.

Le style net et coloré de M. Guillot donne à ses pensées un vêtement digne de leur valeur intrinsèque, et un charme tout littéraire à la gravité des problèmes avec lesquels il s'est mesuré. Les lecteurs dont les yeux aiment à rencontrer dans un livre le commentaire imagé du texte, trouveront un attrait supplémentaire dans les dessins d'après nature dont l'œuvre de M. Guillot est illustrée.

G. D.

C. Histoire des enfants abandonnés et délaissés, par M. Lallemand.

Les questions d'assistance préoccupent vivement l'opinion publique depuis quelque temps, et parmi elles, la protection due à l'enfance abandonnée et délaissée tient une place considérable. Elle a été mise au concours en 1882 par l'Académie des sciences morales et politiques. Le mémoire de M. Lallemand obtint le premier rang et une médaille de 3.000 francs. Il a été remanié et complété et est devenu le présent ouvrage.

C'est un travail complet et de longue haleine où l'auteur a étudié et approfondi la question sous tous ses aspects.

Il débute par une étude historique d'un grand intérêt qui nous montre le sort misérable fait à l'enfant dans les civilisations antiques. En Phénicie et à Carthage l'enfant est offert en holocauste à des divinités monstrueuses. En Grèce la mise à mort ou l'exposition de l'enfant nouveau-né est chose habituelle ; la faiblesse de constitution de l'enfant, le désir du père de ne point accroître les sacrifices que lui impose sa famille sont des raisons suffisantes pour motiver cette barbarie. Si l'enfant ainsi condamné échappe à la mort, il est élevé pour l'esclavage ou la prostitution. Constantin essaie d'arrêter le mal en assurant au père

indigent l'assistance du fisc pour éviter tout prétexte à l'abandon. Mais les mœurs sont plus fortes que la loi, et le même empereur est contraint d'autoriser la vente des nouveau-nés et d'accorder l'enfant exposé, comme esclave, à celui qui le recueille et l'arrache à la mort.

En Orient, sous l'influence de l'Église, s'ouvrent les premiers hospices pour les enfants délaissés, et, au VIII^e siècle, ils apparaissent en Occident. A l'époque féodale, l'existence des enfants trouvés commence à être assurée. L'ordre du *Saint-Esprit* les recueille et les *Maisons-Dieu* leur ouvrent peu à peu leurs portes, en vertu de fondations ou de transactions avec les seigneurs.

Le tour apparaît en Italie au XVI^e siècle, et à Paris, la *Maison de la Couche*, dont l'auteur nous donne une monographie très intéressante, recueille les enfants abandonnés, non seulement de Paris, mais même d'une partie de la France.

Dans les pays protestants, l'hospitalisation des enfants abandonnés est remplacée par l'obligation imposée aux communes de venir en aide aux indigents parmi lesquels ces enfants sont compris.

De nos jours il se produit un peu partout une tendance semblable de substituer à la réception dans un asile le système des secours à la mère pour l'obliger à conserver le fruit de son union légitime ou de sa faute. Cette tendance cache une pensée d'économie déguisée sous les mots de réhabilitation de la mère par l'enfant et de conservation de l'esprit de famille. Il n'est pas démontré qu'elle n'ait pas pour résultat d'augmenter le nombre des indisciplinés, des vagabonds et des jeunes criminels, maintenus de force auprès de mères incapables de les élever.

M. Lallemand passe en revue les institutions, les dispositions de lois et les projets de réforme qui jusqu'à nos jours ont eu souci de l'enfance abandonnée. Il ne borne pas son étude à la France, il a noté avec un soin égal les législations étrangères, même des pays qui n'appartiennent pas à la civilisation chrétienne, tels que l'Inde, la Chine, le Japon, le monde musulman et les peuples barbares. Il lui est facile de montrer qu'on y retrouve partout les traditions païennes si dures pour l'enfance et que le principe de charité issu du christianisme a pu seul les combattre et les déraciner.

Comme conclusion de cette savante étude, l'auteur propose comme modèle l'organisation des enfants assistés du département de la Seine. Ce service, constitué au milieu du XVIII^e siècle, a vu ses réglemens perfectionnés par les efforts des hommes le cœur et de dévouement qui ont présidé pendant près de 200 ans aux destinées de l'hôpital général et des hospices civils de la ville de Paris. M. Lallemand en voudrait

voir les bienfaits étendus à toute la France. Il demande aussi une loi contre la séduction et l'élévation de 13 à 16 ans de l'âge auquel la loi punit les attentats à la pudeur sans violence sur les enfants (art. 331 du code pénal).

J. BOULLAIRE.

D. *La sociologia criminale* par le D^r Colajanni.

Les thèses de l'école italienne d'*anthropologie criminelle* rencontrent, dans la péninsule même, de notables adversaires. — Dans son livre (*I semplicisti del diritto penale*), le savant professeur de droit pénal à l'université de Bologne, M. Luigi Lucchini a combattu ces thèses avec un remarquable talent. — A Catane, un publiciste, déjà connu par différents travaux, M. le D^r Colajanni, vient de mettre vivement en lumière les exagérations et les erreurs de la nouvelle école. Son ouvrage est consacré, pour une large part, à la démonstration des contradictions et des incertitudes qu'un examen très approfondi lui a permis de constater.

M. Colajanni ne néglige aucun point de vue ; il considère tour à tour les précédents et les fondements de l'*anthropologie criminelle*, les inductions tirées de l'état matériel du cerveau, les prétendues localisations des sens et du caractère, les altérations physiques de tout genre, l'âge, le sexe, l'état civil, l'hérédité, la race, le climat ; à tous ces aspects, il n'aperçoit qu'obscurités et affirmations inexactes. Il ne nie point les mérites qu'attestent les recherches et les labeurs des défenseurs de l'*anthropologie* ; mais il leur reproche de proposer comme certaines des conclusions insuffisamment établies, de se croire en possession de vérités non encore démontrées, de se heurter à des contradictions ; il lutte contre eux en s'appuyant sur des observations non moins autorisées que les leurs. M. Colajanni prouve combien il serait périlleux d'admettre la réelle efficacité des facteurs, soit physiques, soit anthropologiques et de regarder comme acquises les constatations, divergentes d'ailleurs, des fondateurs de la nouvelle école et de leurs adhérents. Cette étude offre le plus grand intérêt ; des développements seraient nécessaires pour la résumer et en faire ressortir les traits principaux.

Mais le système préconisé par M. Colajanni et qu'il voudrait voir substituer à l'*anthropologie* nous paraît aussi encourir de graves cri-

tiques. « L'individu, considéré en dehors de la société, dit Gumglowicz, est une simple abstraction, non une réalité. » Développant cette idée, l'auteur s'attache à établir l'importance de la *sociologie*, des facteurs qu'elle fait apparaître et qui, à la différence de toutes autres causes alléguées, expliquent, à ses yeux, le délit, en éclairant les origines diverses et la préparation.

L'exposé de M. Colajanni renferme une grande part de vérité, la possibilité de l'influence du milieu social sur les délinquants étant indéniable; mais, si notable que soit son étude, il est trop dominé par une préoccupation exclusive, celle de voir dans la *sociologie* la science qui recèlerait les principaux secrets de la criminalité. La voie dans laquelle il marche vaillamment conduit à des constatations moins ardues et plus justes que celles des anthropologistes. Mais encore faut-il se garder des exagérations.

Aucune école ne parviendra à détruire l'âme humaine, à renverser « la *forteresse* qu'on ose appeler *gothique* », la forteresse imprenable du libre arbitre. Là est le roc sur lequel reposent le droit pénal, la justice criminelle, la société elle même.

Toutefois ce serait mériter aussi le reproche d'exclusivisme que de nier, d'une manière absolue, l'action que peut, dans certains cas, exercer soit l'organisme physique, soit le milieu social sur l'esprit et la volonté du délinquant. Affirmer le principe de la responsabilité et étudier, dans chaque affaire, les exceptions ou les atténuations que des circonstances spéciales peuvent faire subir à ce principe, telle doit être l'œuvre du juge, du criminaliste, du penseur. Admettre une autre règle de conduite, c'est chercher en vain à étouffer la voix qui se fait entendre au dedans de l'homme et qui ne se tait ou perd de sa force que dans des cas exceptionnels.

Il suffit de lire l'ouvrage de M. Colajanni pour croire à sa sincérité; il a beaucoup souffert (v. les notes aux p. 218, 427, 675 du 1^{er} vol.) et beaucoup travaillé, au point que, tout en connaissant la renommée juridique de Catane, on se demande comment il a pu réussir à posséder dans cette ville, les publications extrêmement nombreuses dont il s'est pénétré. Son savoir et sa sincérité font d'autant plus regretter aux p. 46 et 467 du 1^{er} vol., 473, 474, 624, 630 et 642 du 2^e, soit relativement à l'influence de la religion sur le sens moral, soit au sujet de divers faits historiques, des appréciations que nous considérons comme erronées. Parlant de l'*admonition*, (vol. I, p. 446), M. Colajanni la qualifie « d'inutile et scélérate monstruosité ». Le droit pénal proprement dit ne se réfère pas à ce qu'est, en Italie, l'*admonition préventive*, appliquée en vertu de la loi de sûreté publique : c'est manifestement contre

cette *admonition* que M. Colajanni a entendu s'élever; tandis que la législation édicte une peine naguère désignée sous la même dénomination et maintenant appelée *réprimande judiciaire*, peine discutée, il est vrai, par les criminalistes, mais qui n'encourt, à aucun titre, la violente réprobation que nous venons de rappeler.

L'ouvrage de M. Colajanni ne captive pas moins, à un très haut degré, l'attention du lecteur; on ne peut en prendre connaissance sans recueillir et conserver pour soi-même des notes précieuses.

Jules LACOURTA.

II

Notice nécrologique sur M. Loyson.

Notre Société vient de faire une perte cruelle dans le personne d'un de ses membres les plus anciens et les plus dévoués. M. le président Loyson, ancien premier avocat général à Lyon, est mort il y a quelques jours dans cette ville, entouré de la considération et des respects les plus justement mérités. Après une longue carrière judiciaire dont quelques traits empreints d'une rare énergie, ont laissé parmi les témoins des désordres suscités par les événements de 1848, les plus vifs souvenirs, il s'était livré à l'étude et à la pratique des questions pénitentiaires avec un succès qui avait répandu l'autorité de son nom bien au-delà des limites de la cité lyonnaise.

Esprit très cultivé, philanthrope éclairé, fondateur d'une des premières sociétés de patronage des libérés adultes qui aient existé chez nous, ces titres le désignèrent entre tous à l'honneur d'être appelé par la grande commission d'enquête pénitentiaire élue par l'Assemblée nationale à prendre part comme membre adjoint à ses travaux.

Il fut délégué par elle au Congrès pénitentiaire de Londres et fit partie du Conseil supérieur des prisons institué par la loi du 5 juin 1875.

Enfin, il fut, en 1887, un des fondateurs de notre Société et en est resté jusqu'à la fin malgré son éloignement, l'un des disciples les plus zélés.

C'est avec un vif sentiment de ses hautes qualités et des services

qu'il a rendus à la cause qui nous unit, c'est en même temps avec un souvenir ému des relations pleines de charme que nous avons eues pendant tant d'années avec lui que nous nous associons au deuil de sa famille et de ses amis.

III

Informations diverses.

Revues étrangères.

-- BULLETIN DE L'UNION INTERNATIONALE DE DROIT PÉNAL (*Mittheilungen der internationalen Kriminalistischen Vereinigung*) 1^{re} année, n° 1. — Statuts de l'Union. — Liste des membres. — Les tendances de l'Union. — Notes diverses. — Programme de la 1^{re} session. — Rapports: de M. PRINS sur la 1^{re} question (*Peut-on recommander au législateur de suivre l'exemple de la Belgique, loi du 31 mai 1888, en introduisant la condamnation conditionnelle dans le système pénal?*); de M. LAMMASCH sur la même question; de M. VON LISZT sur la 2^e question (*Quelles mesures peut-on recommander au législateur pour restreindre le rôle de la prison, en ce qui concerne les condamnations prononcées pour les infractions légères?*); de M. DI GAROFALO sur la même question; de M. VON JAGEMANN sur la question 4 b (*Faut-il faire dépendre de la perpétration d'une infraction le droit pour l'État d'imposer à l'enfant l'éducation par voie d'autorité?*).

N° 2. — Rapports: de M. GAUCKLER sur la question 4 a (*A partir de quel âge peut-on poursuivre les jeunes délinquants?*); de M. VON MOLDENHAWER sur la question 4 b; de M. VON HAMEL sur la 3^e question (*Quelles sont les déficiences du système suivi aujourd'hui par la plupart des législations pour combattre la récidive?*); de M. LUCAS sur la même question. — Lettre de M. GATZ sur la question 4 a. — Membres nouveaux. — Notes diverses. — Rapport (en langue allemande) sur les progrès de la législation pénale.

SÉANCE
DE LA
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS
DU 16 AVRIL 1890

Présidence de M. le conseiller l'ÉTI, Président.

Sommaire. — Admission d'un membre nouveau. — Lecture des lettres de convocation au congrès de Saint-Petersbourg. — Suite de la discussion sur les dangers des courtes peines pour les mineurs et les adultes. MM. Yvernès, Brueyre, Rivière, Arboux, Duverger, Joly, Bogelot, Robin, Passez et Bérauger.

La séance est ouverte à 4 heures 20 minutes.

M. GRIFON secrétaire donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Ce procès-verbal est adopté après l'observation suivante faite par M. Rivière.

M. RIVIÈRE. — Je n'ai pas donné connaissance de mon rapport en entier, je n'ai lu que les deux premières questions.

M. RIVIÈRE. — M. le D^r de Beauvais me disait à l'instant qu'il avait déposé au Ministère de l'intérieur un rapport sur les avantages et les inconvénients du régime cellulaire; M. le D^r de Beauvais ajoutait que, si cela pouvait intéresser l'assemblée, il pourrait, lorsque les questions qui sont à l'ordre du jour seront épuisées, en faire l'objet d'une communication.

M. LE PRÉSIDENT. — Cette communication serait extrêmement intéressante; mais, avant qu'elle vint en discussion générale, il conviendrait que le conseil de direction statuât. Nous serons d'ailleurs très heureux de connaître le résultat des observations très pratiques que M. le D^r de Beauvais a faites.

M. le D^r DE BEAUVAIS. — Tous les ans, le Ministre nous demande nos observations sur l'effet de l'application de l'interne-

ment individuel; mon rapport est donc le résultat de mes observations depuis que je suis le médecin en chef de Mazas, c'est-à-dire depuis vingt ans. Je crois qu'au point de vue du Congrès pénitentiaire de Saint-Petersbourg ma communication pourra présenter un certain intérêt, car je m'appuie sur des faits matériels.

M. LE PRÉSIDENT. — Si le rapport que vous avez présenté au Ministère de l'intérieur se rattache à la question qui nous occupe actuellement, c'est-à-dire aux dangers et aux inconvénients des courtes peines, vous pourrez nous en donner lecture au cours de notre discussion d'aujourd'hui; si au contraire votre thèse se place à côté de la nôtre, elle peut fournir matière à une discussion ultérieure. Vous êtes le meilleur juge de votre travail.

M. DE BEAUVAIS. — À Mazas, il s'agit des courtes peines...

M. LE PRÉSIDENT. — Alors vous pourrez intervenir dans la discussion. Si vos observations s'appliquent à ce que nous discutons actuellement, nous serons trop heureux de vous entendre.

M. LE PRÉSIDENT. — M. Desportes, notre très cher secrétaire général, est actuellement trop souffrant pour pouvoir assister à cette séance; il nous a chargé de vous exprimer tous ses regrets. M. Le Courbe va avoir la bonté de remplir aujourd'hui les fonctions de M. Desportes; il va le remplacer en faisant successivement à la réunion diverses communications.

M. LE COURBE. — Le Conseil de direction a eu l'honneur, à la dernière séance, de recevoir comme membre titulaire Mademoiselle Mac Ilvaine que nous avons le plaisir de posséder aujourd'hui parmi nous.

M. Desportes m'a chargé de vous faire part des lettres qu'il vient de recevoir de S. Exc. M. Galkine Wraskoy pour le Congrès de Saint-Petersbourg. Ces lettres dont je vous demande la permission de vous donner lecture, sont ainsi conçues:

27 mars/8 avril 1890.

« Très honoré Monsieur et éminent Collègue,

« Par une lettre du 12 décembre 1888, M. le Président de la Société générale des prisons m'avait informé qu'il avait porté à la connaissance de la Société l'invitation de prendre part aux travaux du prochain IV^e Congrès pénitentiaire international, qu'en ma

qualité de Président de la commission pénitentiaire internationale et de la commission d'organisation, je lui avais adressée.

« Depuis j'ai eu l'honneur d'envoyer à plusieurs des membres de l'honorable Société des lettres d'invitation par lesquelles je sollicitais leur concours personnel aux travaux du Congrès.

« Indépendamment de cela, je crois de mon devoir de vous prier de vouloir bien m'informer si la Société générale des prisons a l'intention de se faire représenter au Congrès par une délégation spéciale et dans le cas affirmatif de me communiquer les noms et titres des délégués afin que je puisse bien leur faire parvenir les billets d'admission.

« Veuillez agréer, Monsieur et très honoré Collègue, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

« GALKINE-WRASKOY. »

13 février 1890.

« Très honoré Monsieur,

« Ensuite d'un vœu unanime exprimé par le dernier Congrès pénitentiaire international de Rome, le IV^e Congrès aura lieu à Saint-Petersbourg à la mi-juin de cette année.

« La commission d'organisation, de concert avec la commission pénitentiaire internationale, s'est occupée activement des travaux préparatoires. Un programme de questions à discuter a été adopté et nombre d'hommes éminents ont bien voulu se charger des fonctions de rapporteurs. Tous les mémoires envoyés sont déjà imprimés ou en voie de l'être et constituent une riche littérature qui servira de base à la discussion. Une exposition pénitentiaire internationale, ouverte simultanément avec le Congrès, démontrera dans ses trois sections respectives les résultats obtenus dans les divers pays par le régime industriel des prisons cellulaires et des prisons en commun, de même que par l'éducation correctionnelle des jeunes délinquants et des enfants vicieux et abandonnés. En outre est projetée une série de conférences tenues par des savants éminents. Celles-ci auront pour but d'éclairer le grand public sur l'état actuel des principaux problèmes pénologiques et pénitentiaires. Mais pour que les efforts faits jusqu'à présent afin d'assurer le succès du IV^e Congrès pénitentiaire international aboutissent à des résultats sérieux et pratiques, nous avons besoin du concours et de la présence au Congrès de tous ceux qui, comme vous, sont devenus des autorités incontestées dans le domaine pénal et pénitentiaire et dans celui de la prévention du crime.

La commission d'organisation en son nom et en celui de la commission pénitentiaire internationale, prend la respectueuse liberté de vous adresser une chaleureuse et pressante invitation d'honorer le Congrès de Saint-Petersbourg de votre présence et de prendre part aux discussions que provoqueront les questions inscrites au programme.

La prochaine réunion pénitentiaire internationale fournira ainsi à tous ceux qui travaillent dans ce domaine une occasion de se revoir ou de créer de nouvelles relations personnelles et de préparer toujours d'avantage le terrain qui servirait un jour à faire surgir l'unification des idées dans la science pénale et pénitentiaire.

Une réduction de prix de 50 p. 100 sur le tarif des chemins de fer russes a été obtenue par la commission d'organisation et des facilités du même genre ont été accordées par quelques-uns des chemins de fer de l'Europe.

Nous avons également tâché de ne rien négliger pour faciliter à nos hôtes illustres le séjour de Saint-Petersbourg et de le rendre aussi agréable que possible.

En vous remettant ci-joint le programme des questions à discuter au Congrès et une notice sur les facilités obtenues des administrations des voies ferrées de l'Europe, nous venons vous prier de nous honorer par un mot de réponse, afin que nous sachions si nous devons vous envoyer le billet d'admission au Congrès.

Dans l'espoir que vous voudrez bien accéder à nos vœux et accepter notre invitation, nous vous prions d'agréer, très honoré Monsieur, l'assurance de notre considération la plus distinguée.

« *Le Président,*
« GALKINE-WRASKOY. »

M. le PRÉSIDENT. — Il serait peut-être bon d'indiquer les conditions, car elles peuvent être de nature à déterminer certains membres.

M. LE COURBE. - - Ces conditions sont celles de tous les congrès ; la Russie accorde aux personnes venant de France pour assister au Congrès une réduction de 50 p. 100 sur le prix du voyage. C'est habituellement à cela que se réduisent les avantages faits aux congressistes. Je fais remarquer cependant que nous n'aurons pas cette faveur pour la traversée de l'Allemagne et qu'il ne faut y songer qu'à partir de la frontière russe.

UN MEMBRE. — Et sur les chemins de fer français ?

M. LE COURBE. — Je ne saurais vous répondre. . .

M. JOLY. — Les membres du Congrès qui prendront la voie du Danemarck et de la Suède auront droit aussi à une réduction de 50 p. 100. Sur les chemins de fer allemands, ils y auraient droit également, s'ils étaient au moins trente.

M. LE COURBE. — En effet cette observation est juste.

M. le PRÉSIDENT. — Vous avez entendu la lecture de l'invitation qui nous est adressée par le Président du Congrès de Saint-Pétersbourg. Ceux d'entre vous, Messieurs, qui auraient le désir d'assister à ce Congrès auraient la bonté de vouloir bien prévenir notre secrétaire général.

M. LE COURBE. — Le plus tôt possible.

M. le PRÉSIDENT. — Je suis convaincu que sur les chemins de fer français il y aura une réduction de tarif. Nous avons parmi nous M. Lefébure, l'un des administrateurs des chemins de fer de l'Est ; le cas échéant, il fera certainement en sorte de faciliter cette concession.

Nous allons reprendre la discussion déjà commencée sur les dangers des courtes peines surtout pour les mineurs de seize ans.

M. YVERNÉS. — J'ai relevé à l'égard des prévenus de délits communs la proportion des enfants et des adultes condamnés à moins de six jours, à un an ou à plus d'un an. Il résulte de ce tableau dont je vous fais connaître les résultats généraux que, pendant cette moyenne de dix années, sur cent enfants de moins de seize ans qui ont été envoyés en correction, 44 l'ont été pour moins d'un an ; parmi ceux-là, il y en a même 7 p. 100 qui ont été condamnés à moins de six jours. Pour les femmes, c'est juste la moitié.

J'ai voulu voir s'il y avait une progression pendant ces dix dernières années, et la comparaison de l'année 1878 avec l'année 1887 m'a donné le résultat suivant :

ANNÉES	HOMMES										FEMMES									
	Agés de moins de 16 ans					Agés de 16 à 21 ans					Agés de moins de 16 ans					Agés de 16 à 21 ans				
	envoyés en correction ou condamnés à l'emprisonnement pour l'emprisonnement					condamnés à l'emprisonnement pour l'emprisonnement					envoyés en correction ou condamnés à l'emprisonnement pour l'emprisonnement					condamnés à l'emprisonnement pour l'emprisonnement				
	moins de 6 jours	6 jours	plus de 6 jours	moins de 6 jours	plus de 6 jours	moins de 6 jours	6 jours	plus de 6 jours	moins de 6 jours	plus de 6 jours	moins de 6 jours	6 jours	plus de 6 jours	moins de 6 jours	6 jours	plus de 6 jours	moins de 6 jours	6 jours	plus de 6 jours	moins de 6 jours
1878	134	921	1.680	829	11.639	648	3.805	64.141	4.821	24	244	260	119	1.891	96	998	12.045	812		
1879	151	997	1.724	818	12.536	599	4.031	64.741	4.546	36	184	327	166	1.941	96	1.141	11.855	743		
1880	145	1.089	1.512	956	13.500	590	4.692	68.590	4.397	32	224	276	156	2.093	66	1.257	12.503	663		
1881	173	1.029	1.314	1.209	15.008	666	5.671	71.006	4.163	33	236	222	197	2.129	72	1.377	12.618	614		
1882	164	937	1.291	1.552	15.019	725	5.969	73.220	4.347	32	188	215	206	1.929	81	1.296	11.953	570		
1883	162	837	1.080	1.682	14.931	703	6.392	73.666	4.211	29	136	205	204	1.944	63	1.570	12.492	592		
1884	182	786	1.227	1.783	15.265	677	6.420	76.653	4.428	28	124	183	214	1.958	78	1.620	12.276	542		
1885	191	696	1.077	1.532	14.632	659	7.240	78.728	4.172	31	157	164	213	1.739	50	1.786	12.231	527		
1886	204	764	1.027	1.760	13.834	560	7.439	79.253	3.706	38	112	157	191	1.685	44	1.823	12.472	500		
1887	216	823	1.144	1.595	12.574	388	8.672	78.113	3.498	57	224	193	225	1.513	34	1.796	12.953	363		
TOTAL.....	1.772	8.669	13.068	13.710	138.928	6.215	60.231	728.111	42.289	340	1.829	2.199	1.891	18.822	678	14.664	123.418	5.926		
Prop" totale 0/0	7	37	56	9	87	4	7	87	5	8	42	50	9	88	3	10	96	4		
— 1878 —	38	62		95		5	93		7	51		49	95		5	94		6		
— 1887 —	48	52		97		3	96		4	59		41	98		2	98		2		

Si l'assemblée n'y voit pas d'inconvénients, je demande l'insertion au Bulletin de ce tableau qui viendra à l'appui de la discussion.

M. BRUEYRE. — Messieurs, j'ai à m'excuser de demander la parole à une période si tardive de la discussion sur les courtes peines ; mes observations eussent été plus à leur place à la dernière séance ; malheureusement j'étais alors absent de Paris. Je n'ai d'ailleurs pas l'intention d'infirmer ce qui a été dit ici d'excellent sur les dangers et les inconvénients des condamnations à de courtes peines infligées aux mineurs de seize ans, mais d'essayer de vous montrer qu'il y a mieux à faire que de remplacer ces courtes peines par l'envoi jusqu'à vingt ans de ces mineurs dans des établissements d'éducation correctionnelle.

Nous avons eu la bonne fortune d'assister à notre séance de mars en auditeurs charmés, à un véritable tournoi d'éloquence entre des maîtres de la parole et de la science pénitentiaire, mais le débat entre MM. Herbette et Béranger a roulé principalement sur les mérites comparatifs des établissements correctionnels publics ou privés. Je voudrais aujourd'hui répondre plus particulièrement aux communications de MM. Flandin, Voisin et Clairin en me plaçant sur le terrain spécial de la loi du 24 juillet 1889, relative à la protection des enfants maltraités et moralement abandonnés et des moyens nouveaux d'éducation préventive qu'elle met à la disposition des magistrats de l'ordre judiciaire et des autorités de police.

Tout d'abord, afin de dégager le débat je déclare que je crois comme mes collègues que la jurisprudence consistant à condamner à de courtes peines des mineurs de seize ans n'ayant commis que des délits de peu d'importance, au lieu de les envoyer pour un long temps, en vertu de l'art. 66 du Code pénal dans une maison d'éducation correctionnelle, loin de leur être favorable, comme le pensent les magistrats partisans de cette jurisprudence leur est au contraire funeste à tous égards.

En effet, en appliquant à ces mineurs de seize ans l'art. 67 et en prononçant contre eux une condamnation, si courte soit-elle, fût-ce de quelques jours, cette condamnation entraîne la constitution d'un casier judiciaire, ce que ne comporte pas l'acquittement comme ayant agi sans discernement suivi de l'envoi dans une maison de correction en vertu de l'article 66 du Code pénal. Or,

la constitution d'un casier judiciaire aura pour cet enfant devenu homme les plus fâcheuses conséquences ; ce sera une atteinte portée à sa considération pendant toute sa vie, c'est un fait qui le suivra dans mille circonstances de son existence, qui lui nuira au moment de son mariage, de son engagement militaire, qui sera pour lui un empêchement sérieux lorsqu'il voudra entrer dans un atelier, lorsqu'il sollicitera son admission dans une administration publique ou même dans une société privée.

En outre, il est une chose sur laquelle tout le monde est également à peu près d'accord, c'est que le redressement moral de l'enfant ne peut se produire que par des efforts continus, prolongés, que les condamnations à des courtes peines ne comportent pas. Déjà pour les enfants envoyés en correction paternelle en vertu de l'article 468 du Code civil, soit pour six mois, soit pour un mois, suivant qu'ils ont plus ou moins de seize ans, tout le monde est unanime à reconnaître que ces internements ont une durée insuffisante pour ramener au bien ces enfants vicieux, qu'ils sont incapables de produire l'amendement moral qui doit être le but principal de la loi, tandis que la peine dont on les frappe n'en est que le côté secondaire que nous voudrions même à peu près voir disparaître. C'est en se plaçant à ce point de vue que nous estimons que le Code civil pourrait être utilement réformé en ce qui concerne la correction paternelle. Aussi au Conseil supérieur de l'Assistance publique où j'ai l'honneur d'être rapporteur d'un projet de loi considérable sur la revision de la législation des enfants assistés, ai-je profité de cette occasion pour introduire dans le projet que j'ai été appelé à soumettre au vote de cette haute assemblée une disposition ayant pour but d'autoriser les administrations tutrices à requérir des tribunaux l'internement, non point pour une durée limitée, mais bien pour tout le temps nécessaire pour que l'éducation continuelle de l'enfant puisse l'amender et le transformer sérieusement avant de le rendre aux conditions ordinaires d'éducation en liberté. J'espère que ce projet de loi qui a déjà occupé la dernière session du Conseil supérieur pourra être adopté dans la session qui va s'ouvrir. La disposition relative aux enfants assistés envoyés en correction paternelle constitue un jalon qui marquera la route à suivre pour tous autres enfants ; elle contribuera à faire prévaloir l'idée philosophique qu'il ne faut pas, dans la grande majorité des cas, frapper d'une peine l'enfant vicieux, surtout au-dessous de seize ans, mais lui donner un mode spécial

d'éducation qui corrige ses instincts de nature. Ce qui est vrai pour les enfants envoyés en correction paternelle est vrai également pour les enfants condamnés à des courtes peines. Je n'insiste donc pas.

Il est cependant un point sur lequel je dois encore dégager le débat et me prononcer.

Je reconnais que, grâce aux efforts qui ont été faits par l'Administration pénitentiaire, notamment depuis M. Herbette, la tenue des maisons de correction a réalisé de grands progrès et, si je ne m'associe qu'avec réserve aux déclarations peut-être un peu trop optimistes de quelques-uns de nos collègues, à la suite de visites toujours un peu à la Potemkin faites par eux dans des établissements correctionnels, je ne reconnais pas moins très volontiers que les maisons de correction de l'État valent infiniment mieux que leur réputation.

Je dois en toute justice déclarer également, comme ayant entretenu pendant de longues années des rapports avec eux et avoir contribué à y faire placer des centaines de pupilles assistés du département de la Seine, que plusieurs établissements d'éducation correctionnelle privés ne le cèdent en rien à ceux de l'État, et je puis dire même que deux d'entre eux ont été l'objet d'attaques dont la violence prenait sa cause principale moins dans des désordres regrettables de discipline intérieure que dans des considérations où la politique occupait une place prépondérante. Quant à Porquerolles, dont M. Herbette ici et dans d'autres enceintes a prononcé plusieurs fois le nom, assurément sans intention malicieuse, mais pourtant afin d'étayer sa thèse que seul l'État est apte à créer des établissements d'éducation correctionnelle, je me bornerai simplement à dire que les faits qui ont amené l'échec de cette colonie fondée par le Conseil général de la Seine pour l'internement de ses pupilles indisciplinés et vicieux, ont été démesurément grossis pour les besoins de luttes politiques entre diverses fractions de l'ancien Conseil municipal de Paris. En outre, ces faits ont été envenimés à dessein par la presse anarchiste et par certains conseillers, dans un but malsain de popularité, et pour donner satisfaction par une complaisance funeste à des revendications de groupes ouvriers, plus violents que nombreux, qui tentent par tous les moyens possibles ou impossibles, de nous ramener de plusieurs siècles en arrière, en ressuscitant les plus condamnables pratiques des anciennes corporations, concernant l'ap-

prentissage et la limitation du nombre des apprentis. C'est un sujet qu'il serait intéressant de traiter car il touche à de graves questions sociales, mais il est hors du débat, et je n'eusse pas parlé de Porquerolles, si M. Herbette en y faisant allusion, ne m'eut contraint à indiquer sans y insister, les causes réelles de son échec.

Je dois pourtant ajouter que le directeur de l'assistance publique n'ayant pas à cette époque antérieure à la loi de 1889, la tutelle des moralement abandonnés, ne pouvait les faire interner par voie de correction paternelle dans les maisons de l'État et que dès lors il était bien forcé pour les enfants vicieux de ce service de créer provisoirement un établissement spécial où ils pussent être maintenus sous un régime sévère.

Je rentre immédiatement dans la question, en déclarant pour me résumer, que j'estime que l'éducation correctionnelle donnée aux enfants pervers soit dans les maisons de l'État soit même dans plusieurs établissements privés, est satisfaisante dans son ensemble et que la tenue et la discipline de ces maisons sont ce que la nature violente des enfants qui y sont enfermés permet qu'elles soient. Et je parle avec ces réserves de langage, parce que je crois que c'est nuire à la cause des colonies agricoles pénitenciaires que de chercher à les peindre avec des couleurs d'idylles et d'églogues et à tenter au point de vue de la discipline et du travail une assimilation impossible, je dis plus, blessante entre elles et les établissements ordinaires d'éducation : collèges ou écoles d'apprentissage.

Ceci étant concédé, j'ajoute que, quand même vous arriveriez à réaliser dans des maisons d'éducation correctionnelle publiques ou privées toutes les améliorations qui peuvent être dans votre esprit, quand même vous arriveriez à séparer dans des quartiers ou même dans des établissements distincts les enfants vicieux des enfants simplement malheureux qui, en vertu de l'article 66, ont été envoyés en correction par leurs parents ou ont été délaissés dans la rue, il n'en resterait pas moins une chose déplorable, un fait indigne de la civilisation, indigne de la France, un fait de nature à révolter ce qu'il y a cent ans on appelait les âmes sensibles, à savoir le fait d'envoyer dans un établissement pénitenciaire jusqu'à vingt ans des enfants qui, quelquefois, n'ont que cinq ans, simplement parce que on les a trouvés sur le pavé de Paris qu'ils étaient laissés sans soutien, sans abri, sans nourriture,

par des parents indifférents ou pervers. Je répète que c'est une chose indigne de notre civilisation ! (*Approbation.*)

En d'autres termes, je soutiens que ce n'est pas par la réforme de la loi de 1850 sur l'éducation correctionnelle, que ce n'est pas par des améliorations à apporter dans le régime des établissements correctionnels publics ou privés qu'il faut chercher à organiser l'éducation préventive, mais qu'il faut se placer résolument sur un autre terrain, celui de l'assistance publique, lorsqu'on se trouve en présence d'enfants plus malheureux que coupables. Cette doctrine qui a pris naissance ici même dans notre Société, grâce aux efforts du pasteur Robin, du sénateur Roussel et d'autres de nos collègues, a été défendue par moi dans toutes les commissions dont j'ai fait partie et elle a fini par triompher, puisqu'elle a été consacrée par la loi du 24 juillet 1889.

Si jusqu'ici, les magistrats, lorsqu'ils se trouvaient en présence d'enfants arrêtés qu'ils reconnaissaient non vicieux, leur appliquaient l'article 66 du Code pénal, et les envoyaient après acquittement comme ayant agi sans discernement dans des maisons de correction, ils obéissaient à un sentiment de bienveillance envers ces infortunés : en effet, avant la loi du 24 juillet 1889, il n'y avait pas d'autre moyen d'hospitaliser ces enfants et mieux valait encore les mettre dans ces maisons pénitentiaires, bien qu'ils n'eussent commis aucune faute, que de les laisser mourir de faim dans la rue ou devenir des criminels.

C'est pour remédier à cette situation lamentable qu'a été entreprise la campagne énergique qui a abouti à la loi de protection du 24 juillet 1889.

Aussi ne suis-je pas sans avoir été un peu ému, — et M. le pasteur Robin l'a été comme moi, — de la tournure que nos débats ont prise sur la question des courtes peines, car il nous a semblé qu'on abandonnait un terrain que nous croyions complètement conquis, et d'autant plus que la loi du 24 juillet 1889 n'a été rendue qu'après une genèse d'une dizaine d'années, pendant laquelle la question a été étudiée sous toutes ses faces, dans notre Société, dans une commission extra-parlementaire tenue à la Chancellerie en 1881, au Conseil d'État, au Conseil supérieur de l'assistance publique, enfin, par deux fois, au Sénat et à la Chambre des députés ; qu'elle a eu la fortune rare d'être expérimentée par la création, huit ans avant son vote, d'un grand service à l'Assistance publique de Paris, dont les résultats ont été tels, ainsi que je le dirai tout à l'heure, que le nombre des enfants internés dans les maisons de correc-

tion a pu être abaissé en peu d'années de 8.500 à 5.500. — Vous comprenez donc que j'aie pu être effrayé de ce que, dans nos débats, le titre de la loi du 24 juillet 1889 n'ait pas même été prononcé et que, reprenant d'anciens errements, on ait préconisé l'éducation préventive par les soins de l'Administration pénitentiaire au lieu et place des administrations d'assistance publique et des sociétés de la charité privée.

Sans doute, me dira-t-on, on peut corriger ce qu'a d'excessif l'internement prononcé contre des enfants plus malheureux que coupables en leur appliquant le système de la libération conditionnelle qui permet de mettre en liberté les mineurs de l'article 66, qui en sont reconnus dignes, et ce en les confiant à des sociétés de patronage, ou en les plaçant en apprentissage.

Ce système est à coup sûr extrêmement ingénieux, puisque, d'une part, les sociétés de patronage sont aidées dans leur mission bienfaisante par les subsides que leur sert l'État sous forme de prix de journées et qu'en outre, il confie à ces sociétés un pouvoir qui leur permet, en cas d'incartade de l'enfant, de le faire réintégrer dans l'établissement d'où il est sorti.

Mais ce système tout excellent qu'il soit et qui avait sa raison d'être avant la loi de 1889, puisqu'il atténuait une iniquité sociale, a un défaut capital, c'est de ne pouvoir être appliqué que dans des proportions restreintes, avec toutes sortes de précautions, à un petit nombre d'enfants. Mais il ne saurait, sans de graves dangers, être étendu à plusieurs centaines, plusieurs milliers d'enfants. Or, c'est à la seule condition de remédier complètement au mal, en rendant à la liberté des enfants internés par suite d'une lacune maintenant comblée de l'assistance publique que ce système peut être efficace. Sinon, c'est une expérience de laboratoire, intéressante sans doute, mais sans sérieuse portée pratique. — C'est ce que je vais établir.

Nous devons d'abord nous demander quel est le nombre d'enfants internés dans les maisons d'éducation correctionnelle auxquels conviendrait mieux le régime de l'éducation libre. J'ai toujours et partout soutenu, en m'appuyant sur les résultats obtenus en Angleterre depuis l'act de 1886 et en Amérique par la création des Industrial Schools et des Réformatoires qu'il y a dix ans notre vénéré collègue, le pasteur Robin, nous fit connaître dans un substantiel et généreux travail, j'ai toujours soutenu, dis-je, que le nombre primitif de 9.000 enfants internés en vertu de l'art. 66 et de l'art. 67 pouvait être normalement réduit des deux

tiers par un bon fonctionnement de l'éducation préventive appliquée par les services d'assistance publique. — C'est fort de cette conviction et en utilisant le puissant outillage que possèdent le service des enfants assistés de la Seine et l'Assistance publique de Paris que j'ai provoqué, aidé et ardemment soutenu par mon généreux ami, M. le Dr Thulié alors président du conseil municipal de Paris, la création du service des enfants moralement abandonnés. — Or, l'expérience a prouvé par des chiffres inscrits aux statistiques de l'Administration pénitentiaire que dès la création du service des moralement abandonnés, le nombre des envois dans les maisons correctionnelles a diminué régulièrement d'année en année, pendant que les résultats moraux obtenus par l'assistance publique et les sociétés de protection de l'enfance démontraient de leur côté le succès de l'éducation préventive libre. — Ainsi dès 1881, date de la création du service, le nombre des enfants internés tombe à 8.140, en 1882 à 7.808, en 1883 à 7.207 en 1884 à 6.721. Depuis lors, je n'ai pas les chiffres exacts, mais la décroissance a continué.

M. RIVIÈRE. — Il y en avait 5.500 au moment de l'Exposition.

M. BRUEYRE. — C'est en effet le chiffre qui m'a été indiqué. Il eût été plus réduit encore sans un certain ralentissement aujourd'hui disparu et qui s'est produit dans le nombre des admissions des moralement abandonnés après mon départ de l'assistance publique, il y a trois ans.

Tel est le résultat qu'a produit la création du service des enfants moralement abandonnés et des œuvres qui, comme celle de M. le pasteur Robin, s'occupent de recueillir ces enfants. Il n'est pas douteux que lorsque ce système sera généralisé dans toute la France, lorsque la loi du 24 juillet 1889 aura reçu son application dans tous les départements, nous arriverons dans les maisons de correction à un chiffre d'internés variant entre 3 et 4.000. — Tous les enfants auxquels aura pu être appliquée l'éducation préventive seront élevés par les soins de l'assistance publique et privée ; les autres, les vraiment vicieux, resteront confiés à l'Administration pénitentiaire qui leur donnera la seule éducation capable encore de les redresser : l'éducation correctionnelle.

Eh bien, pour en revenir au système de la libération conditionnelle, car je n'ai pour but en ce moment que de parler de ce système, vous voyez qu'en prenant les chiffres anciens vous

auriez à l'appliquer, si vous vouliez obtenir les mêmes résultats que l'assistance publique, à des milliers d'enfants. Or, voulez-vous me dire quelles sont les ressources qu'on possède à cet égard ? Quelles sont donc les sociétés qui offrent la surface et donnent les garanties de celle de M. Bournat ? Combien y a-t-il en France de sociétés de ce genre ? Combien y a-t-il de M. Bournat, de M. Voisin ?

Si l'Administration pénitentiaire poursuivait ce système de libération conditionnelle dans les limites où elle devrait le faire pour ne pas maintenir côte à côte dans ses maisons des enfants simplement malheureux avec des enfants pervers, elle serait donc amenée forcément à confier ces enfants à des patrons ; mais alors elle sera tenu d'organiser en même temps un service d'inspection permanente pour surveiller et protéger ces enfants dans leurs placements, pour passer des contrats d'apprentissage avantageux à l'enfant, veiller à l'exécution des clauses consenties, protéger l'apprenti contre la cupidité et les mauvais traitements possibles des patrons, tenir la main à ce qu'il soit bien nourri, suffisamment vêtu, constituer un service médical sérieux, placer ses économies à la caisse d'épargne, administrer son pécule, en un mot, sous peine des plus graves inconvénients et au prix de grandes responsabilités, l'Administration pénitentiaire sera amenée à créer de toutes pièces une organisation administrative analogue à celle qui existe depuis plus de deux siècles à l'Assistance publique de Paris ou à celle des services des Enfants assistés existant dans les départements. — Ce n'est pas tout, comment l'Administration pénitentiaire peut-elle prétendre à assurer à ses libérés conditionnels la tutelle légale qui embrasse les autorisations de mariage, l'engagement militaire, la gestion de la fortune qui peut leur échoir par héritage ou autrement ? Lorsque cette administration appelle tutelle, ce droit de garde spécial qu'elle possède sur l'enfant en vertu d'un jugement rendu en exécution des articles 66 et 67, elle emploie un mot incorrect, sans valeur légale et qui ne peut qu'induire en erreur. Il n'est de tutelle que celle réglée par le Code civil, ou bien celle qui est établie par les lois administratives du 15 pluviôse an XIII, du 19 janvier 1811 et, pour Paris, du 10 janvier 1849. A peine peut-on donner à ce que l'Administration pénitentiaire appelle sa tutelle le sens de protection, si on peut décorer de ce beau nom le droit de détention et d'internement.

L'Administration pénitentiaire sortirait ainsi du rôle que lui assigne la loi ; elle entre dans le domaine de l'Assistance publique avec des moyens inférieurs matériellement et moralement ; son

outillage, son personnel, ses traditions, ne lui permettent pas, quelle que soit la valeur personnelle considérable de M. Herbet, ses intentions élevées et généreuses qui ne se retrouveront peut-être pas au même degré chez ses successeurs, d'assurer à l'enfant placé en liberté chez des patrons, les bienfaits de l'éducation préventive tels qu'ils sont départis par les soins des services publics d'assistance et de certains établissements de la charité privée, armés des pouvoirs que leur donne la loi du 24 juillet 1889.

Qu'y a-t-il donc à faire ? — C'est ce qui me reste à indiquer.

La loi du 24 juillet 1889 a, comme vous le savez, deux titres. Le premier est relatif au pouvoir donné aux tribunaux de prononcer la déchéance paternelle contre les parents indignes, soit de plein droit, soit facultativement à la suite de condamnations, soit même de frapper en dehors de toute condamnation, les parents qui par leur ivrognerie habituelle, leur inconduite notoire ou scandaleuse, ou des mauvais traitements, compromettent la santé, la sécurité ou la moralité de leurs enfants. La loi du 24 juillet 1889 ne se borne pas à prononcer la déchéance paternelle et à l'étendre à des cas autres que ceux que visaient déjà le paragraphe 2 de l'article 335 du Code pénal et la loi du 7 décembre 1874, relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes et due à notre collègue, M. le sénateur Roussel.

Elle répare l'omission du législateur qui avait négligé de constituer une tutelle dès le prononcé de la déchéance paternelle et avait ainsi stérilisé les bons effets à retirer de l'application de l'article 335 § 2 du Code pénal et de la loi de 1874. — Elle organise donc au moment même où elle déclare la déchéance paternelle, une tutelle de droit commun et, s'il n'est pas possible de constituer cette tutelle, elle place les enfants sous la tutelle administrative telle qu'elle existe en faveur des enfants assistés en vertu des lois que j'ai citées tout à l'heure.

Le titre II de la loi de 1889 a un caractère exclusivement charitable et reste étranger à notre discussion. Toutefois, même ici, la magistrature est appelée à réaliser de grands bienfaits en sanctionnant par des jugements d'attribution de tutelle, les conventions intervenues librement entre l'assistance publique et les parents.

Or, laissons de côté en ce moment la partie purement hospitalière et de bienfaisance de cette loi pour ne nous en tenir qu'aux moyens légaux qu'elle offre aux autorités de police et aux tribu-

naux de placer une foule d'enfants sous la tutelle des services publics hospitaliers.

Eh bien ! dans ce lamentable défilé devant les magistrats du Petit Parquet des enfants arrêtés la veille par des agents de police, veuillez vous demander, écartant la brume des causes apparentes, pourquoi ces enfants sont là, devant eux. Vous apprendrez que les uns ont fui la maison paternelle parce qu'ils étaient maltraités, d'autres parce que leur père, ivrogne d'habitude, n'était pas rentré chez lui, emportant la clef du domicile, ou bien parce que leurs parents avaient disparu, d'autres, le plus grand nombre, parce qu'ils étaient entre les mains de leurs parents des instruments et des appeaux de mendicité, parfois de débauches, la plupart enfin parce que leurs parents par misère, par négligence, par vice, les laissaient sans éducation et sans ressources.

Mais que viens-je donc de faire si ce n'est d'énumérer les principaux cas qui permettent d'appliquer la loi de 1889, de frapper de déchéance les parents indignes et de procurer les bienfaits de l'éducation préventive à leurs enfants ?

Mais ce ne sont pas seulement les enfants de parents indignes contre lesquels il est possible de prononcer la déchéance, qui peuvent être élevés par les soins de l'Assistance publique ; ce n'en n'est même qu'une minime partie. Il est une foule d'enfants, arrêtés par la police, où sur les parents desquels elle a action par des motifs innombrables, qu'elle peut envoyer directement à l'Assistance qui les recueillera provisoirement et après une période d'observation à son hospice dépositaire les admettra, s'il y a lieu, à titre définitif. Ce sera au tribunal, en vertu du titre II de la loi de 1889, qu'il appartiendra de compléter l'œuvre de salut en déférant la tutelle au gardien de l'enfant. Et si la préfecture de police n'a pas accompli d'avance sa mission tutélaire en essayant de faire recueillir l'enfant par l'Assistance, il sera loisible aux magistrats du Petit Parquet, quand les circonstances de l'espèce le lui suggéreront et lorsqu'ils estimeront qu'ils n'ont pas devant eux un enfant vicieux de s'adresser à cette administration en lui demandant d'en réclamer la tutelle. — Ce n'est qu'après ces drainages successifs qu'il est équitable, comme mesure suprême, de recourir à l'article 66 et de remettre l'enfant à l'Administration pénitentiaire. — Mais tant que par des sélections judicieuses, il est possible d'éviter à un enfant malheureux les longs internements dans des maisons de correction pendant les plus belles années de sa

jeunesse, il est désirable que les autorités de police et la magistrature s'efforcent de leur procurer l'éducation par les services publics d'Assistance.

Telle est la voie nouvelle dans laquelle la loi de 1889 et le progrès des idées nous convient à entrer. — Ce n'est pas une révolution, le mot serait trop gros, mais une évolution, et la plus difficile de toutes, celle des habitudes d'esprit, puisque devant l'intérêt supérieur de l'enfant, victime depuis tantôt un siècle, d'une véritable iniquité, il faut abandonner les principes du droit romain sur la puissance paternelle, adopter sur ce point le système qui a donné de si heureux résultats pour la protection de l'enfance en Angleterre et en Amérique, notamment depuis l'Act de 1866, et ne pas hésiter, quand il y lieu, à trancher le lien légal entre le père et l'enfant. — Il y a d'ailleurs évidemment une entente à établir entre la magistrature et l'Assistance publique. Je conseillerais, pour régler le fonctionnement et la mise en train de cet état de choses, de constituer une commission dans laquelle seraient représentés : la magistrature, Petit Parquet et juge chargé de l'instruction ; la Direction de l'Assistance publique au Ministère de l'intérieur, l'Administration de l'Assistance publique de Paris ; le Conseil général de la Seine. Un des inconvénients du Petit Parquet pour l'examen de ces sortes d'affaires, c'est son renouvellement complet et fréquent qui empêche de se former une tradition. Il sera facile d'y remédier.

Quoi qu'il en soit de ces divers points, la ligne de démarcation entre le domaine de l'Administration pénitentiaire et le domaine de la charité publique ou privée est désormais nettement tracée. L'Administration pénitentiaire a la haute mission du justicier, l'action répressive lui appartient, elle a le pouvoir et le devoir de redresser par une éducation correctionnelle appropriée, les enfants vicieux, corrompus et pervers ; à la bienfaisance publique ou à la charité privée revient le soin de donner une éducation préventive aux enfants qui ne sont arrêtés pour vagabondage et menus délits que parce que leurs parents les délaissent sur le pavé de nos villes et les forcent de chercher dans des métiers interlopes des moyens de subsistance, à un âge où leurs bras débiles ne peuvent assurer leur existence par un travail régulier. (*Approbaton*).

La magistrature et les autorités de police ont désormais entre les mains un puissant instrument de moralisation, c'est à eux qu'il appartient d'en tirer tout le profit possible. J'ajoute que les départements sont dotés par la loi nouvelle de ressources suffisantes

pour recueillir tous les enfants qui leur seraient envoyés par la magistrature.

Telles sont les observations que j'avais à vous présenter : je n'ai été amené à prendre la parole que lorsque j'ai pu craindre que la discussion sur les dangers des prononciations de courtes peines, ne parût aboutir, non pas à une réhabilitation, qui eût été motivée, des maisons d'éducation correctionnelle, mais à l'affirmation que ces établissements, et encore uniquement ceux qui relèvent de l'État, sont seuls aptes à procurer l'éducation préventive. J'ai voulu montrer que c'est s'engager dans une voie fausse que de chercher à corriger le côté défectueux de l'art. 66, soit en améliorant la loi de 1850, soit en condamnant les enfants à de courtes peines, soit en étendant outre mesure le système de la libération conditionnelle pour les mineurs de seize ans.

Il était utile que dans cette Société vouée à l'étude du droit pénal et des questions pénitentiaires, une voix s'élevât pour rappeler que c'est à l'initiative de cette Société, à ses magistrales discussions de 1878 à 1881 sur la protection des enfants plus malheureux que coupables, que c'est aux travaux de ses membres qu'est dû le mouvement d'où est sortie la loi de 1889, et qu'il eût été regrettable qu'après la bataille gagnée, elle parût revenir à l'idée de confier à l'Administration pénitentiaire et à ses établissements correctionnels le soin de procurer les bienfaits de l'éducation préventive aux mineurs innocents de l'art. 66 que les services publics de l'enfance ont désormais mission de protéger, d'instruire et d'élever. (*Applaudissements*).

M. RIVIÈRE. — M. Brueyre a été dans l'administration pendant si longtemps, il a dans les mains tant de faits qui me sont inconnus ou incomplètement connus que je ne puis avoir l'intention de combattre l'opinion qu'il vient d'émettre : cependant je voudrais lui soumettre un doute.

M. Brueyre m'a semblé considérer comme un heureux résultat que le nombre des jeunes détenus eût diminué d'une façon sensible (puisque de 9.000 qu'il était en 1881 il est tombé à 5.500 en 1889). Eh bien, je me demande s'il y a bien lieu de se féliciter de cette décroissance.

Les enfants maltraités ou moralement abandonnés sont des natures qui, par le fait de leur naissance ou de leur traitement ou de leur délaissement, sont vicieuses. Or l'éducation correctionnelle

a un grand avantage : elle leur donne une éducation, une discipline qui permettent de les redresser.

M. Brueyre nous dit que la loi de 1889 va permettre de soustraire beaucoup de ces enfants à l'éducation correctionnelle. Est-ce un bien ? . . . L'éducation correctionnelle est bonne, dis-je, parce qu'elle fournit une discipline très dure. Que nous offre M. Brueyre en échange de cette éducation correctionnelle ? Il nous offre des espérances. Je crains que ces espérances ne nous apportent pas tout ce que nous fournit dès maintenant l'éducation correctionnelle.

Pour les enfants moralement abandonnés ou pour les enfants assistés (qui sont sensiblement de même nature que les jeunes détenus), il faut avant tout une discipline sévère qui se prolonge pendant un temps long. Eh bien, lorsque vous enverrez ces enfants dans des agences de l'assistance publique qui n'auront pas le titre et qui n'auront probablement pas le même outillage que nos colonies d'éducation correctionnelle, je doute que vous arriviez à leur imposer une discipline aussi sévère et par conséquent aussi efficace. Je sais ce que nous avons, je ne sais pas quels seront les résultats que vous nous promettez ; il peut se faire qu'ils soient très bons, mais je doute encore. Au point de vue de l'instruction et au point de vue de l'esprit de discipline, je crois que le résultat ne sera pas le même. Aussi regretté-je *a priori* de voir le chiffre de nos jeunes détenus diminuer.

M. BRUEYRE. — Il faut toujours se féliciter d'avoir des contradicteurs et s'ils n'existaient pas, il faudrait les inventer. *Oportet haerese esse !*

Je reconnais très bien qu'il faut s'attendre à ce que des fautes soient commises : mais un commencement d'expérience a été fait à Paris qui porte sur environ 700 admissions chaque année et constitue un service de quatre mille enfants ; il dure depuis huit ans et l'expérience dans son ensemble est bonne ; elle a montré que sur les enfants recueillis, cinq pour cent étaient réellement vicieux et incapables de bénéficier d'une éducation en liberté. Mais le correctif est simple ; les enfants étant sous la tutelle de l'Administration, celle-ci réclame leur internement par voie de correction paternelle dans les établissements pénitentiaires. Nous n'avons jamais nié l'utilité des maisons de correction ; nous avons seulement soutenu qu'il fallait les réserver pour les enfants réellement vicieux. Le point délicat à déterminer, c'est la

frontière entre les maisons d'éducation correctionnelle et l'éducation libre, la difficulté est de pouvoir distinguer, au moment où on le recueille, l'enfant vicieux de celui qui n'est que malheureux. Aussi les administrations qui recueilleront des enfants moralement abandonnés devront, si elles sont prudentes, faire tout d'abord une sélection ; c'est après une période d'observation qu'elles pourront proportionner les moyens d'éducation à la moralité et aux aptitudes de l'enfant ; les uns pourront être élevés en pleine liberté chez des patrons agricoles ou de l'industrie ouvrière, d'autres devront être réunis en groupes dans des usines, d'autres enfin pourront être placés dans des écoles d'apprentissage sous une discipline plus ou moins sévère. Par conséquent si les administrations sont prudentes et sages, elles sont certaines d'obtenir les résultats obtenus par le service des Enfants assistés de la Seine ; néanmoins il n'est pas douteux qu'il faut s'attendre, dans la période de début, à quelques tâtonnements et à ce que des fautes soient commises par elles.

Les maisons d'éducation correctionnelle ont, elles aussi, commis des fautes : ce n'est pas du premier jour qu'elles ont pu s'organiser fortement et même maintenant encore, elles n'ont pu conquérir dans l'opinion publique la place qu'en général elles méritent. Laissez donc s'écouler la période d'organisation et vous verrez que les services des enfants moralement abandonnés fonctionneront d'une manière aussi satisfaisante que celui du département de la Seine.

Dans tous les cas, il y avait une grande injustice à réparer, celle qui consistait à mettre dans des établissements d'éducation correctionnelle des enfants simplement malheureux : on les envoyait là parce que les services d'assistance publique manquaient à leur devoir en ne recueillant pas ces enfants. Maintenant que les services d'assistance publique sont autorisés à recevoir cette catégorie d'enfants, il faut les aider à mener à bien une expérience aussi difficile que généreuse. Au fur et à mesure de leurs développements, on introduira dans leurs rouages les améliorations qui seront reconnues nécessaires. A chaque jour suffit sa peine.

M. LE COURBE. — J'appelle l'attention de M. Brueyresur le dernier Bulletin rendant compte des deux seules écoles de réforme qui existent en France à l'heure actuelle.

M. le pasteur ARBOUX. — Il y a peut-être une erreur dans la statistique que nous a présentée M. Brueyre.

M. BRUEYRE. — Les chiffres que j'ai donnés sont officiels et empruntés aux statistiques du Ministère de l'intérieur.

M. le pasteur ARBOUX. — Nous sommes d'accord, seulement je veux dire que vous prenez peut-être pour des enfants qui laissent des espérances et qui sont plus malheureux que coupables des enfants sur lesquels on a fait des essais.

Je sais quels essais on a fait sur ces enfants. On avait fait une sélection. Je puis vous dire que quelques-uns de ces enfants se sont mal conduits, et qu'on n'a pas pu les garder ; j'ajoute que l'un d'entre eux est allé jusqu'à commettre une tentative d'assassinat sur une des personnes qui étaient chargées de lui donner de l'éducation.

Je vous fais cette observation pour vous indiquer que, puisque ces faits peuvent se présenter, il ne faut pas trop compter sur une réduction du nombre d'enfants envoyés dans des maisons de correction.

M. DUVERGER. — Je crois que M. Brueyre a très bien montré qu'à l'égard d'un grand nombre d'enfants il est commis une injustice ; or les enfants ont droit à la justice.

Un petit malheureux qui est abandonné sur la voie publique et qui est traité comme un malfaiteur est révolté dans sa conscience ; cela suffit pour le détourner du bien dans lequel il aurait pu être maintenu. On nous dit que quand il aura été placé dans une maison correction, il pourra être mis en apprentissage. Il n'en aura pas moins été pendant un certain temps dans une maison de correction.

Comme M. Brueyre je suis donc d'avis qu'il ne doit pas y aller. La France doit organiser son assistance publique, aidée certainement par l'assistance privée, de manière que les enfants qui ne sont que malheureux soient assistés, et non traités comme des enfants qui ont déjà donné lieu à une répression.

Je ne crois pas que notre honorable collègue, M. le pasteur Arboux, ait détruit, sur ce point, ce qu'à mon sens M. Brueyre avait parfaitement établi.

M. JOLY. — J'étais récemment en Belgique où j'ai entendu dire, notamment par le Ministre de la justice, qu'on était en train de faire passer de l'Administration pénitentiaire à l'Administration de l'Assistance publique les établissements dans lesquels on

envoie les enfants qui ont agi sans discernement. On veut marquer par cette distinction que tous ces enfants ne sont pas punis, puisqu'ils passent par les mains de l'Assistance publique. Ce n'est encore qu'un projet, mais on m'a dit qu'il était à la veille d'être réalisé.

Je désire maintenant demander à M. Brueyre si les enfants qu'il a particulièrement en vue et sur lesquels porte la protection de la loi de 1889 ne sont pas des enfants tout jeunes?

M. BRUEYRE. — La loi de 1889 vise deux catégories d'enfants : les enfants de parents déchus et les enfants moralement abandonnés. Les enfants de la déchéance paternelle, dès qu'un jugement les a déclarés en deshérence de père, sont pourvus d'un tuteur, pendant toute leur minorité ; par conséquent ils peuvent être de n'importe quel âge.

M. BOGELOR. — Si j'ai bien compris, il s'agissait de savoir s'il y avait un danger de condamner des enfants au-dessous de seize ans à des courtes peines. Je crois qu'il a été décidé que les emprisonnements trop courts ne permettaient pas de les corriger suffisamment.

M. Brueyre nous dit qu'il y a une catégorie d'enfants qu'il ne faut pas confondre avec les enfants abandonnés. Or, si vous conservez ces enfants jusqu'à vingt-un ans sous la tutelle de l'Administration, aurez-vous la répression que vous avez vis-à-vis des enfants condamnés, c'est à dire la possibilité de les reprendre? S'ils ne sont pas condamnés, vous ne pouvez pas laisser peser sur eux la menace d'une réintégration.

M. BRUEYRE. — J'ai déclaré que j'étais d'accord avec mes collègues sur les dangers des courtes peines, mais qu'il fallait que les magistrats qui en somme condamnaient des enfants à des courtes peines dans la pensée de ne pas leur infliger un internement devant durer pendant de longues années, recherchassent les cas dans lesquels il leur serait possible de prononcer la déchéance paternelle.

Il y a un grand nombre de cas dans lesquels ce sera possible ; les magistrats placeront alors immédiatement ces enfants, à défaut d'une tutelle ordinaire, sous la tutelle des administrations d'assistance publique ; le tuteur sera chargé de la garde et de l'éducation de l'enfant jusqu'à sa majorité, en outre il aura la faculté de

le faire interner par voie de correction paternelle en vertu de l'article 468 du Code civil, si l'enfant donne lieu à des écarts de conduite, ainsi que pour les enfants de tous les citoyens.

M. LE PRÉSIDENT. — Je crois, Messieurs, que vous êtes tous à peu près d'accord... Tout le monde reconnaît l'inconvénient des courtes peines quand il s'agit des enfants; seulement M. Brueyre qui se préoccupe d'une pensée de protection, spécialement pour une certaine catégorie d'enfants — les enfants malheureux plutôt que coupables — demande que ces enfants bénéficient de la loi de 1889. Il me semble que son observation est parfaitement juste et que sous ce rapport M. Duverger et M. Joly ont donné des raisons qui doivent attirer l'attention.

Il va de soi qu'un enfant qui sortira d'une maison de correction, même pour y avoir été envoyé comme ayant agi sans discernement, ressentira pendant tout le cours de sa vie les effets de son séjour dans l'établissement correctionnel, tandis qu'un enfant qui aura été placé sous une véritable tutelle, se trouvera assimilé à un enfant de famille qui, privé de ses parents, aurait été placé sous la protection et la direction d'un tuteur.

Il me semble par conséquent que nous devons tous être d'accord et que l'amendement proposé par M. Brueyre rentre absolument dans l'esprit qui, jusqu'ici, a semblé animer notre discussion.

M. RIVIÈRE. — Je serais d'accord avec M. Brueyre si la distinction qu'il a faite en théorie était bien conforme aux faits, s'il y avait dans les établissements correctionnels par application de l'article 66 du Code pénal, deux catégories d'enfants, à savoir les enfants ayant commis des délits et par conséquent étant coupables, et les enfants abandonnés c'est-à-dire les enfants malheureux; mais en fait la distinction n'est pas si bien établie. Tous ces enfants sont coupables, tous ont commis un délit.

M. BRUEYRE. — Vous n'êtes pas suffisamment renseigné sur l'origine des enfants qui passent devant le Petit Parquet.

M. RIVIÈRE. — Ils ont tous été ramassés sur la voie publique et, qu'ils soient coupables ou qu'ils aient eu le malheur d'être abandonnés par leurs parents, le résultat est le même: ces enfants sont viciés et vicieux. Je crois donc qu'il est nécessaire de leur appliquer la discipline sévère de ces établissements qui, depuis

quelques années surtout, donnent d'excellents résultats; il leur faut une discipline plus sévère que celle qui existerait dans les établissements qu'on propose de créer.

M. BRUEYRE. — Si M. Rivière veut aller au Petit Parquet un matin, il y verra pêle-mêle des enfants avec toutes les personnes arrêtées; s'il interroge ces enfants il sera convaincu, et MM. les substituts et les juges d'instruction le lui confirmeront, qu'un grand nombre d'entre eux n'ont pas commis même l'apparence d'un délit. J'ai eu entre les mains plus de cinq mille dossiers d'enfants de cette catégorie, et j'ai constaté que des enfants avaient été arrêtés parce qu'ils étaient sans domicile, qu'on les avait trouvés blottis le long d'une porte cochère pendant un temps de neige, et pour une foule d'autres causes de cette nature qui les constituaient en état de vagabondage, du moment que leurs parents avaient disparu ou ne les réclamaient pas.

M. LE COURBE. — On les arrêtaient dès la première fois ?

M. BRUEYRE. — Il le faut bien dans leur intérêt même et pour assurer la police de la cité.

Toutefois, il se fait une sélection; le gardien de la paix conduit d'abord l'enfant au poste de police mais bien souvent il le relâche sans délai; mais si on le reprend une seconde fois, il est arrêté et envoyé au Dépôt. Il est un grand nombre de cas dans lesquels des enfants arrêtés n'ont commis aucun délit; j'ai fait recueillir à l'Assistance des jeunes gens qui ont été envoyés au Dépôt simplement parce que, sortant de l'hôpital et n'ayant pas de domicile, ils s'étaient endormis sur un banc !

Jusqu'ici les magistrats du Petit Parquet ne savaient que faire de ces enfants, qui ne se trouvant pas dans les conditions légales des enfants assistés, n'étaient pas recueillis par l'Assistance publique; cependant, comme il fallait leur donner une hospitalité, ils se décidaient à les faire comparaître devant le juge qui les envoyait dans des maisons de correction, en vertu de l'art. 66, et bien qu'ils n'eussent commis aucun délit, afin de ne pas les laisser mourir de faim dans la rue.

Au surplus, sur ce point, il est un témoignage que M. Rivière moins que personne ne saurait récuser: je veux parler du beau rapport de M. le conseiller Voisin sur l'amélioration de la loi de 1850. Il y a dans ce rapport un passage très ému que je voudrais

placer sous ses yeux et que je devrais même savoir par cœur, car il m'a vivement frappé : « Quelle est donc la faute qu'a commise cet enfant pour avoir été arrêté ? Nous chercherions en vain et la faute et le vice etc. . . . » M. Rivière y verra la constatation du fait d'ailleurs incontesté par les magistrats de l'envoi d'enfants innocents dans les maisons de correction et, ce qui est plus triste encore, parfois d'enfants âgés de cinq et six ans, ainsi qu'il peut s'en assurer en consultant les statistiques du Ministère.

Il en est d'autres aussi, pas tout à fait innocents, mais pas bien coupables, qu'on envoie en correction pour avoir commis de petits délits tels que d'avoir dérobé, parce qu'ils avaient faim, un pain à la devanture d'un boulanger, un pantalon à l'étalage d'un marchand, parce que leurs parents ne leur donnaient pas de quoi se couvrir. S'ils ont ainsi commis une faute, ce ne sont pas eux les coupables, ce sont leurs parents qui sont répréhensibles de ne pas leur fournir les moyens de subsister ; c'est aussi notre société égoïste qui désertant sa mission protectrice vis-à-vis d'enfants délaissés, n'avait su jusqu'ici s'occuper d'eux que pour étendre sur eux la main pesante de sa justice, dès le moindre délit, et n'avait su trouver pour les protéger et les élever que l'enceinte de ses maisons de correction, là où elle aurait dû offrir l'abri de ses écoles et de ses hospices. (*Applaudissements.*)

M. le pasteur ROBIN. — Ce débat ne se serait pas engagé si dans la discussion qui nous occupe on n'avait pas insisté sur l'usage presque exclusif des colonies pénitenciaires ; en effet, on ne nous a présenté comme ressources pour l'éducation des enfants que nos colonies pénitenciaires.

Il est certain qu'en France nous n'avons pas autre chose, si ce n'est le patronage et, si on se place en présence du fait, je comprends très bien le doute de M. Rivière. Mais, Messieurs, on vient de nous parler d'une législation étrangère qui est en voie de préparation dans un pays voisin. Aucun de nous n'ignore que depuis notre loi de 1850 un autre pays voisin, qui s'est inspiré des principes et des idées de cette loi, a créé des « réformatoires », c'est-à-dire des établissements destinés à recevoir les jeunes délinquants qui ont mérité d'être retenus et soumis à une éducation sévère. En Angleterre on n'a pas tardé à reconnaître que, parmi les enfants amenés devant la justice, il y en avait un nombre considérable qui ne pouvaient pas être l'objet des sévérités de la loi ; c'est pourquoi, aussitôt après la loi sur les « réformatoires », il y a eu en Angleterre la loi sur les « écoles industrielles ».

En France, nous sommes demeurés stationnaires; l'admirable rapport de M. le conseiller Voisin est resté dans les cartons; tous les hommes qui se sont occupés de la question de l'éducation de l'enfance malheureuse ou coupable avaient applaudi à ce rapport qui concluait à l'établissement d'écoles de réforme, mais nous en sommes encore là, et nous n'avons toujours que la loi de 1850.

Il ne faut donc pas s'étonner qu'un sentiment de malaise, dans cette discussion se soit produit lorsqu'on a reconnu qu'on n'était en présence que de l'éducation correctionnelle dont nous a doté la loi de 1850, et qu'on ne parlait d'aucune autre. Cette loi est adoucie, par la mise en liberté provisoire, mais il n'en est pas moins vrai que les enfants qui sont soumis à l'éducation correctionnelle ont été préalablement appelés devant les tribunaux. Nous sentons tous, bien que l'Administration considère elle-même qu'il faut effacer les mots « éducation correctionnelle » et ne plus parler que de tutelle, que c'est là un fait fâcheux; et sans éterniser ce débat au sein de cette assemblée nous disons qu'il est nécessaire qu'il se produise des réserves, car nous ne pouvons pas en rester à la loi de 1850. On pourra perfectionner nos maisons d'éducation correctionnelle, elles seront toujours des maisons d'éducation correctionnelle, et il nous faut des maisons d'éducation préventive. L'Angleterre a bien senti la différence, car elle possède une loi sur les écoles industrielles et il est dit que les enfants qui se tiennent sur la voie publique avec un objet à la main qu'ils mettent en vente pour dissimuler l'acte de mendicité qu'ils sont dressés par leurs parents à commettre, doivent être envoyés dans les écoles et soumis à l'éducation préventive.

Ici, après le rapport de M. le Conseiller Voisin, nous avons demandé que l'affaire de ces enfants fût instruite en Chambre du Conseil : je crois que c'est ce qui se fait maintenant. Mais nous n'avons pas encore réalisé le progrès qui a été consacré par la législation anglaise. En Angleterre, non seulement ces enfants ne comparaissent pas en Chambre du Conseil, mais ils ne sont même pas soumis aux tribunaux, ils sont simplement conduits devant le juge de paix. Je ne sais pas comment nous pourrions accepter cette législation, mais il y a là un fait considérable; on a pensé qu'il ne fallait pas envoyer devant la justice ces enfants malheureux, abandonnés, victimes peut-être d'un accident et qu'il suffisait de les mettre dans un milieu moral différent du leur pour changer toutes leurs dispositions. C'est l'espérance que nourrissent tous les hommes qui s'occupent de ces questions.

Nous n'avons pas encore cette législation, mais nous ne pouvons pas cesser de la demander.

La statistique anglaise établit que le nombre des enfants soumis à l'éducation correctionnelle a été sans cesse en diminuant, que le nombre de ces établissements a diminué aussi pendant que celui des établissements d'éducation préventive n'a fait que s'accroître. C'est ainsi que la récidive en Angleterre a baissé considérablement. Récemment je plaçais sous les yeux de notre collègue M. Yvernès la statistique irlandaise qui est vraiment merveilleuse. Il y a eu un progrès constant en faveur de l'abaissement de de la récidive dans ce pays, surtout depuis l'organisation des maisons préventives qui ont soustrait les enfants à l'influence de la criminalité.

Nous devons donc, Messieurs, en ce qui concerne la question des courtes peines, ne pas oublier que nous n'avons jusqu'ici que des maisons d'éducation correctionnelle et qu'il nous faut des écoles de réforme ainsi que cela a déjà été réclamé par M. le conseiller Voisin.

M. PASSEZ. — Ce qui se passe en Angleterre a lieu également aux États-Unis. Là aussi une loi a établi à côté des « réformatrices » des écoles industrielles dans lesquelles on recueille les enfants qui ont été trouvés en état de vagabondage. Aux États-Unis, on n'admet pas qu'il puisse y avoir des enfants vagabonds au-dessous de 14 ans ; aussi quand on ramasse un enfant sur la voie publique, sous une porte cochère ou en train de vendre un objet quelconque, au lieu de le traduire devant un tribunal on l'amène devant le juge du Comté qui sans juger, ordonne qu'il soit conduit immédiatement dans une école industrielle où il recevra l'éducation et l'instruction nécessaires pour pouvoir ensuite exercer une profession. En France comme en Angleterre et aux États-Unis, un mouvement général se produit dans ce sens.

M. BRUYÈRE. — Un mouvement général et généreux.

M. PASSEZ. — Il ne faut pas seulement chercher à amender les enfants coupables, il faut encore chercher à ne pas les frapper injustement.

M. BÉRENGER, sénateur. — Les questions qui touchent à l'en-

fance sont tellement intéressantes, tellement complexes et elles s'enchaînent si bien les unes les autres qu'il n'est pas étonnant que lorsqu'on se propose d'en traiter une on arrive quelquefois un peu confusément à s'occuper de toutes à la fois. Je crois bien que c'est ce qui nous arrive dans la discussion actuelle. La question posée par l'ordre du jour est très limitée, il s'agit simplement de savoir si les courtes peines sont une bonne chose pour l'enfance, et il fallait entendre je crois, par courte peine, la peine véritable c'est-à-dire l'emprisonnement prononcé contre l'enfant reconnu coupable avec discernement.

M. le pasteur ARBOUX. — On ne s'est pas placé sur ce terrain-là...

M. BÉRENGER. — On est en effet un peu sorti de cet ordre du jour et cela se comprend, car la discussion posée en ces termes ne devait pas comporter une solution bien difficile à trouver.

En matière de peines, nous sommes tous d'accord sur deux points bien essentiels, lorsqu'il s'agit de l'enfance. Le premier, c'est qu'il ne faut pas en prononcer du tout, quand on le peut ; et à cet égard la loi de 1889, à laquelle M. Brueyre et quelques autres d'entre vous, Messieurs, ont pris une très grande part, nous donne un secours important. Le second, c'est que, lorsqu'il est nécessaire qu'une peine soit prononcée, il importe que cette peine ait quelque durée. Ce n'est en effet rendre service ni à l'enfant ni à sa famille, s'il en a une qui soit digne de ce nom, ni à la société, que de prononcer une peine de huit ou de quinze jours, pendant laquelle aucune action durable ne pourra être exercée sur lui.

C'est surtout pour l'enfant qu'il faut que le châtiment devienne une correction, c'est-à-dire un moyen d'éducation : or l'éducation ne se donne ni en huit jours ni en quinze.

Tout cela est si clair que, je le répète, nous sommes assurément d'accord sur ce point spécial que l'envoi en correction doit être long ; on n'obtiendra jamais une action quelconque sur l'enfant si ce n'est par la durée. Le sujet me paraît donc épuisé.

Quant à l'espèce de conflit — dois-je employer ce mot ? — qui s'est élevé dans la discussion entre les maisons d'éducation correctionnelle et les sociétés de protection pour l'enfance qui se sont créées et qui se créeront en plus grand nombre encore, je l'espère, je dois dire tout d'abord qu'il ne m'alarme pas du tout.

Ce serait un conflit dans l'émulation du bien dont il ne pourrait résulter que des conséquences heureuses. Mais il ne me semble même pas pouvoir s'élever. Je crois, en effet, qu'à mesure que nous entrerons dans la pratique de la loi de 1889, nous reconnaitrons que les deux institutions, loin de se nuire, sont indispensables pour se compléter l'une par l'autre.

M. le pasteur Robin nous disait tout à l'heure qu'en Angleterre on avait créé des écoles industrielles à côté des maisons de correction et que des sociétés de protection s'étaient également formées. Je crois comme lui que ces diverses institutions sont parfaitement distinctes et que chacune a son domaine propre.

La maison d'éducation correctionnelle est indispensable pour les tempéraments vicieux qui ont besoin, non pas seulement d'une règle, mais encore d'une discipline, et qu'il faut mettre dans un lieu clos où on s'occupe de les traiter comme on traite un malade dans un hôpital. Aucune société privée, aucune maison d'assistance publique n'arrivera à avoir raison de ces tempéraments, il leur faut quelque chose qui participe un peu de la prison, sans en avoir le nom. Mais, toutes les fois que l'enfant a, malgré ses fautes, conservé de bons instincts, il est certain que si on peut lui éviter même la maison d'éducation correctionnelle on fera bien de le faire, car, si bonnes que soient ces maisons, il reste toujours un souvenir fâcheux du fait d'y avoir été.

Qui fera le départ entre les uns et les autres ? Ce ne sont pas les discussions qui ont lieu dans les académies comme la nôtre, ce ne sont pas les résolutions qui pourront y être prises ; ce sera le discernement des juges, si les enfants doivent être traduits en justice ; ce sera celui des magistrats du Parquet, si les enfants ne vont pas jusqu'à l'audience. Je suis heureux de voir que, depuis quelque temps, l'attention des magistrats est très sollicitée en ce sens.

Le magistrat jugera d'après l'enquête ; il ordonnera un supplément d'enquête s'il n'est pas suffisamment éclairé et, en présence de l'enfant dont il aura vu la physionomie, dont il aura sondé l'état moral, il dira si oui ou non il faut envoyer l'enfant dans une maison d'éducation correctionnelle ou s'il faut le remettre à une société de protection ou à l'assistance.

C'est ainsi que se résoudront en pratique, de la façon la plus favorable pour l'enfant et la plus utile pour la société, les questions qui peuvent se soulever sur ce point.

Mais nous voilà bien loin de notre point de départ et, puisque nous sommes d'accord sur la question principale, je vous demande

s'il n'est pas temps, après avoir discuté cette question de l'abus des courtes peines en ce qui touche l'enfance, d'aborder la question bien autrement grave, à mon sens, de l'abus des courtes peines vis-à-vis des adultes. Je suis à la disposition de l'assemblée pour traiter ce point..

M. le PRÉSIDENT. — Avant votre arrivée, M. Brueyre a présenté des observations qui me paraissent se rattacher à l'objet de la discussion. Ce sont des observations que j'ai été très heureux d'entendre et je suis convaincu que les chiffres donnés par M. Brueyre seront d'un grand enseignement pour le public.

Je dois vous avouer que la loi de 1889 est bien peu connue aujourd'hui, c'est à peine si dans les dernières livraisons du Dalloz publiées ces jours derniers on en donne une partie. Lorsque les discussions des Chambres ne se rattachent point à des préoccupations politiques, les journaux les passent sous silence, au contraire ils s'étendent à l'infini sur les incidents qui passionnent l'opinion publique ; de telle sorte qu'il n'est pas étonnant que, la loi de 1889 étant peu connue, la discussion ne se soit pas portée un peu du côté de cette grande amélioration qui a été introduite à cette date par le législateur.

Mais enfin, puisque tout le monde est d'accord dans l'assemblée, nous allons reprendre la discussion au point où elle en est restée à la dernière séance. Il s'agissait alors du danger des courtes peines en ce qui concerne les adultes.

Je donne la parole à M. Béranger.

M. BÉRANGER. — Je regrette beaucoup de n'avoir pas pu assister à la dernière séance. Retenu par d'autres devoirs je suis arrivé au moment où elle venait d'être levée, et c'est seulement par le Bulletin que M. Le Courbe vient d'avoir la bonté de mettre entre mes mains que je viens d'apprendre ce qui a été dit. Vous avez bien voulu vous y entretenir — et je vous en exprime tous mes remerciements — de la proposition de loi dont je suis l'auteur et qui va venir dans quelques jours à la discussion du Sénat. Elle se rattache directement, en effet, par certaines de ses parties à l'objet de la discussion.

Vous n'en aviez point encore le texte et quelques erreurs ont naturellement été commises dans l'aperçu qui vous en a été donné. Je demande la permission de les relever d'abord.

M. Le Courbe qui s'est exprimé sur ce projet d'une façon

si flatteuse, a représenté la partie de la proposition relative à la suspension des peines comme un remède à l'abus des courtes peines. Sans doute la suspension aura une action en ce point, puisqu'elle pourra aboutir à supprimer un certain nombre de peines. Mais c'est bien moins par l'atténuation de la rigueur pour les premières fautes que par l'aggravation des peines de la récidive correctionnelle que j'ai entendu attaquer l'abus signalé.

La proposition, en effet, a deux parties bien distinctes quoique concourant l'une et l'autre au même but, celui de combattre le fléau toujours croissant de la récidive. Elle procède de cette double pensée, tant de fois exprimée ici, qu'il faut un traitement différent pour le délinquant accidentel et pour l'homme corrompu qui se fait un jeu de braver les lois, et qu'en traitant l'un avec moins de sévérité et l'autre avec plus de rigueur, on arriverait peut-être à éviter à l'un et à l'autre beaucoup de rechutes. (*Nombreuses marques d'approbation.*)

C'est un remède nouveau. Mais n'est-on pas inévitablement amené à proposer du nouveau quand on constate l'échec de tout ce qui a été tenté jusqu'à ce jour?

La récidive criminelle se maintient dans des limites assez normales depuis quelques années, mais du côté des délits, la récidive se multiplie sans cesse. Elle nous envahit de plus en plus.

On a fait de grands efforts, des efforts privés et des efforts officiels, pour combattre ce danger toujours croissant. C'est à ce mouvement d'idées que nous devons la loi sur les prisons de courtes peines. Vous savez que, malheureusement, les grosses questions financières que comporte toute amélioration à cet égard limitent beaucoup l'application de cette loi et qu'à l'heure actuelle, après quinze années écoulées, sur 366 prisons nous n'avons encore que vingt maisons cellulaires; de sorte qu'il faudra 400 ans, si on suit toujours la même allure, pour arriver à une réfection totale! (*Rires.*)

N'est-ce point à décourager. Il est cependant bon de noter un point curieux dont je retrouve la première trace dans des publications qui remontent au gouvernement de juillet, et qui paraît se confirmer à mesure qu'on ouvre des maisons nouvelles.

C'est que le nombre des délits diminue sensiblement dans les départements où existe la cellule. Cela veut-il dire que les délinquants se corrigent? Non, mais seulement qu'ils émigrent; ils quittent les départements où le mode d'emprisonnement de-

vient trop dur sans doute; ils n'en péchent pas moins mais ils péchent ailleurs.

Eh bien, même ainsi, cela est assez rassurant; car en activant la réfection des prisons, on pourrait arriver à refouler de proche en proche l'armée du mal, et la rejeter jusqu'à la frontière, ce qui serait un soulagement pour la criminalité française.

On m'a dit, et je recommande ce point aux investigations si intéressantes de M. Joly, que la même chose se passe en Belgique, mais cette fois à notre détriment. Nos départements limitrophes de la Belgique auraient parmi leurs condamnés une proportion de Belges considérable fuyant chez nous la rigueur bien connue des maisons cellulaires de ce pays.

M. RIVIÈRE. — Il en est question dans le bulletin de 1885 où il est dit que les récidivistes belges sont arrêtés par les départements du nord.

M. BÉRENGER. — Il faut cependant chercher autre chose, puisque l'application de la loi de 1875 rencontre tant de difficultés.

On a créé la relégation. Je sais qu'il y a ici des partisans très convaincus et très autorisés de la relégation. Ils ont eu le bonheur de faire prévaloir leurs idées, mais je crois que la manière dont la loi est appliquée et l'absence à peu près complète de résultats me donne des arguments nouveaux contre elle.

Il est du moins aujourd'hui certain qu'elle n'a exercé aucune influence sur la récidive correctionnelle qui s'accroît de plus en plus.

Faut-il rester impassible devant un état aussi fatal à la sécurité publique?

Après de longues réflexions, des études, des lectures, j'ai pensé qu'il pouvait y avoir un moyen plus efficace, non pas pour arriver à vaincre la récidive, qui est dans une certaine mesure un mal nécessaire, mais pour en empêcher la progression constante. Ce moyen était de chercher à l'atteindre dans les causes mêmes qui la produisent.

Pour les bons, n'est-ce pas le plus souvent le premier contact avec la prison qui a achevé de les perdre en détruisant chez eux cette virginité du sentiment de la honte qui est la première et la plus forte des préservations, ou en augmentant leur corruption par l'influence fatale des conseils, ou encore en les livrant au découragement par la réprobation qui les a suivis après leur libération?

Pour les autres n'est-ce pas parce que la crainte d'une peine nouvelle n'a pas exercé sur eux un effroi suffisant ?

La prison est donc souvent funeste, funeste à la société aussi bien qu'à l'individu, puisqu'elle peut devenir la cause de la récidive dont elle souffre autant que lui.

Et d'autre part la peine de la récidive n'a pas un caractère d'intimidation suffisant.

C'est cette double observation qui a été le point de départ de la proposition.

Le remède se présentait de lui-même. Si la prison a vis-à-vis de celui qui la subit pour la première fois des effets funestes, il faut autant que possible l'épargner aux premières fautes.

Si une fois qu'elle a été subie, son effet s'émousse, il faut à mesure que les condamnations s'accroissent augmenter son intensité.

Mais comment réaliser pratiquement ces deux idées ?

Pour ce qui touche l'atténuation, les législations étrangères et même notre ancien droit pouvaient suggérer plus d'un moyen. Admonition, avertissement, loi du pardon, ou sursis à la condamnation. Quant à l'aggravation, c'est dans notre Code pénal même qu'on trouvait l'exemple à suivre.

Pour parler de suite de ce dernier point qui est peut-être le plus simple, il s'agit simplement de combler dans notre répression pénale une lacune qui y a été souvent signalée.

La récidive du crime et celle du délit ayant comporté une peine de plus d'un an entraîne, à quelque époque qu'elle se produise et quel que soit le fait nouveau, une aggravation obligatoire. De même pour la récidive du délit dans certaines conditions.

Cette règle n'existait pas en matière de contravention, lorsque la peine antérieure a été moindre. La récidive dans ces conditions représente cependant plus des neuf dixièmes et demi de la récidive correctionnelle (97 sur 100). Il importe de l'établir. C'est ce qu'on a fait en prenant pour base la règle du doublement de la condamnation précédente, à chaque récidive, à la condition toutefois que le fait nouveau soit identique au fait antérieurement puni, et qu'il soit commis dans un délai de cinq ans.

Mais pour conserver à cette règle son efficacité, il ne fallait pas qu'elle pût être entièrement détruite par le fait de l'admission des circonstances atténuantes. Leur effet devait se borner à élargir le pouvoir d'indulgence du juge qui est à l'heure actuelle illimité. Il suffisait pour cela de fixer en matière correctionnelle un minimum

à la peine adoucie, comme le Code le fait en matière criminelle. Le magistrat ne pourra descendre au dessous de la peine précédemment prononcée.

C'est cette partie de la proposition qui répond particulièrement à la préoccupation de votre ordre du jour d'aujourd'hui. L'accumulation des courtes peines, qu'on considère justement comme un encouragement véritable à la récidive, recevra ainsi un frein efficace.

Une autre conséquence sera obtenue. Le récidiviste ne tardera pas ainsi à quitter la prison départementale, dont le régime généralement fort doux et l'oisiveté si fréquente n'ont rien qui l'effraye, pour la maison centrale fort redoutée par lui, et la relégation, si elle doit subsister, sera plus tôt encourue.

Pour l'atténuation, les divers systèmes d'admonition, d'avertissement ou de loi du pardon ont été écartés comme désarmant trop complètement l'action publique, comme peu propres à produire l'impression d'exemple si indispensable en matière de répression, et comme contraire à la règle de division des pouvoirs. Nous avons également repoussé le sursis à la condamnation en usage en Angleterre, lui préférant le sursis à l'exécution de la peine, dont le mécanisme vous a déjà été exposé, et qui n'est en réalité qu'une extension de la loi de 1885 sur la libération conditionnelle.

Le juge prononcera la peine, puis, par une décision spécialement motivée, il dispensera le condamné de son exécution, et, pendant un délai de cinq années, ce dernier n'est pas poursuivi de nouveau, la condamnation sera considérée comme non avenue.

On a manifesté l'inquiétude que la répression ne se trouvât ainsi singulièrement affaiblie. Je ne crois pas cette impression fondée. Changer une peine le plus souvent courte en une menace de cinq années ne me paraît pas être un affaiblissement de la répression. On pourrait peut-être plutôt trouver que c'est excessif, et ça le serait, en effet, si à cette substitution ne se trouvait attaché au bout de l'épreuve l'avantage très important de la réhabilitation de droit.

Le public s'y méprendra d'autant moins qu'une disposition spéciale de la proposition oblige le président après avoir prononcé la sentence à avertir le condamné des conséquences auxquelles l'exposerait une rechute.

La répression sera donc exactement assurée, sans que les

conséquences souvent funestes de la prison puissent se produire. Il y a même lieu d'espérer que l'amendement y gagnera.

On a remarqué, il y a longtemps, que l'individu gracié revenait rarement devant la justice. Il en est de même des acquittés. L'expérience faite depuis la loi de 1885 sur les libérés conditionnels a donné lieu à faire une observation semblable. N'y a-t-il pas à attendre les mêmes résultats de la condamnation conditionnelle ?

On peut déjà s'en rendre compte par l'expérience que vient d'en faire la Belgique.

Car c'est un fait curieux que l'institution dont elle reconnaît avoir pris l'inspiration dans la proposition faite dès 1884 au Sénat, y fonctionne déjà depuis près de deux ans. La loi est du 31 mai 1888.

Un magistrat très distingué, le Procureur du Roi de Bruxelles, m'écrivait récemment qu'elle est déjà entrée très largement dans la pratique des tribunaux et qu'elle produit de très heureux résultats. Le nombre des sursis prononcés a été en dix-huit mois, pour les seuls tribunaux de Bruxelles et d'Anvers, de 2.273 sur 16.039 condamnations. C'est une proportion de 14 pour 100. Soixante individus seulement ou 2 1/2 sur 100 avaient encouru la déchéance du sursis.

Le projet de Code pénal autrichien soumis en ce moment aux Chambres contient des dispositions analogues et un récent congrès de juristes allemands vient de se prononcer en ce sens.

Seulement la proposition va beaucoup plus loin que la loi Belge. Au lieu de limiter le nouveau pouvoir du juge aux peines de six mois, nous l'étendons à tous les cas où un emprisonnement correctionnel est prononcé, ce qui en investit non seulement le juge correctionnel, mais la cour d'assises elle-même, lorsque l'admission des circonstances atténuantes abaisse la peine jusqu'à l'emprisonnement. Nous pensons que le tribunal correctionnel n'usera, en cas de condamnation grave, que très prudemment de cette nouvelle faculté et qu'on peut s'en rapporter à lui, et nous espérons qu'au criminel elle peut devenir un moyen utile de prévenir les acquittements scandaleux.

M. BOGELOT. — Et le casier judiciaire ?

M. BÉRENGER. — La proposition de loi portait simplement qu'après les cinq ans la peine était purgée, mais non la condam-

nation, ce qui laissait subsister le casier judiciaire. Mais la commission s'est ralliée, dès qu'elle a connu la loi belge, à l'idée plus libérale de déclarer, après les cinq ans de bonne conduite, la condamnation comme non avenue, ce qui équivaut à la réhabilitation et supprime le casier.

M. BOGELOT. — Et pendant les cinq ans ?

M. BÉRENGER. — Le casier judiciaire existe, mais avec une mention indiquant que le sursis a été accordé.

M. BOGELOT. — De sorte que si on demande le casier judiciaire d'un individu qui a été l'objet d'une suspension de condamnation, on peut remarquer que la condamnation figure...

M. BÉRENGER. — Oui, mais avec la mention que la peine a été suspendue. Comment pourrait-il en être autrement sans risquer de tromper les tiers ! Dire que le casier restera en blanc, laisser ignorer que l'individu a été condamné serait se rendre complice d'une dissimulation légale.

M. LE PRÉSIDENT. — La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance.

La séance est levée à six heures dix minutes.

Le Secrétaire,
Raoul GRIPON.

LOI

SUR LA PROTECTION DES ENFANTS MALTRAITÉS

ou

MORALEMENT ABANDONNÉS

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur
suit.

TITRE I^{er}

CHAPITRE I^{er}. — *De la déchéance de la puissance paternelle.*

Art. 1^{er}. — Les père et mère et ascendants sont déchus de plein droit, à l'égard de tous leurs enfants et descendants, de la puissance paternelle, ensemble de tous les droits qui s'y rattachent, notamment ceux énoncés aux articles 108, 141, 148, 150, 151, 346, 361, 372 à 387, 389, 390, 391, 397, 477 et 935 du code civil, à l'article 3 du décret du 22 février 1851 et à l'article 46 de la loi du 27 juillet 1872 :

1° S'ils sont condamnés par application du paragraphe 2 de l'article 334 du code pénal ;

2° S'ils sont condamnés, soit comme auteurs, co-auteurs ou complices d'un crime commis sur la personne d'un ou plusieurs de leurs enfants, soit comme co-auteurs ou complices d'un crime commis par un ou plusieurs de leurs enfants ;

3° S'ils sont condamnés deux fois comme auteurs, co-auteurs ou complices d'un délit commis sur la personne d'un ou plusieurs de leurs enfants ;

4° S'ils sont condamnés deux fois pour excitation habituelle de mineurs à la débauche.

Cette déchéance laisse subsister entre les ascendants déchus et l'enfant les obligations énoncées aux articles 205, 206 et 207 du code civil.

Art. 2. — Peuvent être déclarés déchus des mêmes droits :

1° Les père et mère condamnés aux travaux forcés à perpétuité ou à temps, ou à la réclusion comme auteurs, co-auteurs ou complices d'un crime autre que ceux prévus par les articles 86 à 101 du code pénal ;

2° Les père et mère condamnés deux fois pour un des faits suivants : séquestration, suppression, exposition ou abandon d'enfants ou pour vagabondage ;

3° Les père et mère condamnés par application de l'article 2, paragraphe 2, de la loi du 23 janvier 1873, ou des articles 1, 2 et 3 de la loi du 7 décembre 1874 ;

4° Les père et mère condamnés une première fois pour excitation habituelle de mineurs à la débauche ;

5° Les père et mère dont les enfants ont été conduits dans une maison de correction, par application de l'article 66 du code pénal ;

6° En dehors de toute condamnation, les père et mère qui, par leur ivrognerie habituelle, leur inconduite notoire et scandaleuse ou par de mauvais traitements, compromettent soit la santé, soit la sécurité, soit la moralité de leurs enfants.

Art. 3. — L'action en déchéance est intentée devant la chambre du conseil du tribunal du domicile ou de la résidence du père ou de la mère, par un ou plusieurs parents du mineur au degré de cousin germain ou à un degré plus rapproché, ou par le ministère public.

Art. 4. — Le procureur de la République fait procéder à une enquête sommaire sur la situation de la famille du mineur et sur la moralité de ses parents connus, qui sont mis en demeure de présenter au tribunal les observations et oppositions qu'ils jugeront convenables.

Le ministère public ou la partie intéressée introduit l'action en déchéance par un mémoire présenté au président du tribunal énonçant les faits et accompagné des pièces justificatives. Ce mémoire est notifié aux père et mère ou ascendants dont la déchéance est demandée.

Le président du tribunal commet un juge pour faire le rapport à jour indiqué.

Il est procédé dans les formes prescrites par les articles 892 et 893 du code de procédure civile. Toutefois, la convocation du conseil de famille reste facultative pour le tribunal.

La chambre du conseil procède à l'examen de l'affaire sur le vu de la délibération du conseil de famille lorsqu'il a été convoqué, de l'avis du juge de paix du canton, après avoir appelé, s'il y lieu, les parents ou autres personnes et entendu le ministère public dans ses réquisitions.

Le jugement est prononcé en audience publique. Il peut être déclaré exécutoire nonobstant opposition ou appel.

Art. 5. — Pendant l'instance en déchéance, la chambre du conseil peut ordonner, relativement à la garde et à l'éducation des enfants, telles mesures provisoires qu'elle juge utiles.

Les jugements sur cet objet sont exécutoires par provision.

Art. 6. — Les jugements par défaut prononçant la déchéance de la puissance paternelle peuvent être attaqués par la voie de l'opposition dans le délai de huit jours à partir de la notification à la personne et dans le délai d'un an à partir de la notification à domicile. Si, sur l'opposition, il intervient un second jugement par défaut, ce jugement ne peut être attaqué que par la voie de l'appel.

Art. 7. — L'appel des jugements appartient aux parties et au ministère public. Il doit être interjeté dans le délai de dix jours, à compter du jugement s'il est contradictoire, et, s'il est rendu par défaut, du jour où l'opposition n'est plus recevable.

Art. 8. — Tout individu déchu de la puissance paternelle est incapable d'être tuteur, subrogé-tuteur, curateur ou membre du conseil de famille.

Art. 9. — Dans le cas de déchéance de plein droit encourue par le père, le ministère public ou les parents désignés à l'article 3 saisissent sans délai la juridiction compétente, qui décide si, dans l'intérêt de l'enfant, la mère exercera les droits de la puissance paternelle tels qu'ils sont définis par le code civil. Dans ce cas, il est procédé comme à l'article 4. Les articles 5, 6 et 7 sont également applicables.

Toutefois, lorsque les tribunaux répressifs prononceront les condamnations prévues aux articles 1^{er} et 2, paragraphes 1, 2, 3 et 4, ils pourront statuer sur la déchéance de la puissance paternelle dans les conditions établies par la présente loi.

Dans le cas de déchéance facultative, le tribunal qui la prononce statue par le même jugement sur les droits de la mère à l'égard des enfants nés et à naître, sans préjudice, en ce qui concerne ces derniers, de toute mesure provisoire à demander à la chambre du conseil, dans les termes de l'article 5, pour la période du première âge.

Si le père déchu de la puissance paternelle contracte un nouveau mariage, la nouvelle femme peut, en cas de survenance d'enfants, demander au tribunal l'attribution de la puissance paternelle sur ces enfants.

CHAPITRE II. — *De l'organisation de la tutelle en cas de déchéance de la puissance paternelle.*

Art. 10. — Si la mère est prédécédée, si elle a été déclarée déchue ou si l'exercice de la puissance paternelle ne lui est pas attribué, le tribunal décide si la tutelle sera constituée dans les termes du droit commun, sans qu'il y ait, toutefois, obligation pour la personne désignée d'accepter cette charge.

Les tuteurs institués en vertu de la présente loi remplissent leurs fonctions sans que leurs biens soient grevés de l'hypothèque légale du mineur.

Toutefois, au cas où le mineur possède ou est appelé à recueillir des biens, le tribunal peut ordonner qu'une hypothèque générale ou spéciale soit constituée jusqu'à concurrence d'une somme déterminée.

Art. 11. — Si la tutelle n'a pas été constituée conformément à l'article précédent, elle est exercée par l'assistance publique, conformément aux lois des 15 pluviôse an XIII et 10 janvier 1849, ainsi qu'à l'article 24 de la présente loi. Les dépenses sont réglées conformément à la loi du 5 mai 1869.

L'assistance publique peut, tout en gardant la tutelle, remettre les mineurs à d'autres établissements et même à des particuliers.

Art. 12. — Le tribunal, en prononçant sur la tutelle, fixe le montant de la pension qui devra être payée par les père et mère et ascendants auxquels des aliments peuvent être réclamés, ou déclare qu'à raison de l'indigence des parents il ne peut être exigé aucune pension.

Art. 13. — Pendant l'instance en déchéance, toute personne peut s'adresser au tribunal par voie de requête, afin d'obtenir que l'enfant lui soit confié.

Elle doit déclarer qu'elle se soumet aux obligations prévues par le paragraphe 2 de l'article 364 du code civil, au titre de la tutelle officieuse.

Si le tribunal, après avoir recueilli tous les renseignements et pris, s'il y a lieu, l'avis du conseil de famille, accueille la demande, les dispositions des articles 365 et 370 du même code sont applicables.

En cas de décès du tuteur officieux avant la majorité du pupille, le tribunal est appelé à statuer de nouveau, conformément aux articles 11 et 12 de la présente loi.

Lorsque l'enfant aura été placé par les administrations hospitalières ou par le directeur de l'assistance publique de Paris chez un particulier, ce dernier peut, après trois ans, s'adresser au tribunal et demander que l'enfant lui demeure confié dans les conditions prévues aux dispositions qui précèdent.

Art. 14. — En cas de déchéance de la puissance paternelle, les droits du père et, à défaut du père, les droits de la mère, quand au consentement au mariage, à l'adoption, à la tutelle officieuse et à l'émancipation, sont exercés par les mêmes personnes que si le père et la mère étaient décédés, sauf les cas où il aurait été décidé autrement en vertu de la présente loi.

CHAPITRE III. — *De la restitution de la puissance paternelle.*

Art. 15. — Les père et mère frappés de déchéance dans les cas prévus par l'article 1^{er} et par l'article 2, paragraphes 1, 2, 3 et 4, ne peuvent être admis à se faire restituer la puissance paternelle qu'après avoir obtenu leur réhabilitation.

Dans les cas prévus aux paragraphes 5 et 6 de l'article 2, les père et mère frappés de la déchéance peuvent demander au tribunal que l'exercice de la puissance paternelle leur soit restitué, L'action ne peut être introduite que trois ans après le jour où le jugement qui a prononcé la déchéance est devenu irrévocable.

Art. 16. — La demande en restitution de la puissance paternelle est introduite sur simple requête et instruite conformément

aux dispositions des paragraphes 2 et suivants de l'article 4. L'avis du conseil de famille est obligatoire.

La demande est notifiée au tuteur qui peut présenter, dans l'intérêt de l'enfant, ou en son nom personnel, les observations et oppositions qu'il aurait à faire contre la demande. Les dispositions des articles 5, 6 et 7 sont applicables à ces demandes.

Le tribunal, en prononçant la restitution de la puissance paternelle, fixe, suivant les circonstances, l'indemnité due au tuteur, ou déclare qu'à raison de l'indigence des parents il ne sera alloué aucune indemnité.

La demande qui aura été rejetée ne pourra plus être réintroduite, si ce n'est par la mère, après la dissolution du mariage.

TITRE II

De la protection des mineurs placés avec ou sans l'intervention des parents.

Art. 17. — Lorsque des administrations d'assistance publique, des associations de bienfaisance régulièrement autorisées à cet effet, des particuliers jouissant de leurs droits civils ont accepté la charge de mineurs de seize ans que des pères, mères ou des tuteurs autorisés par le conseil de famille leur ont confiés, le tribunal du domicile de ces pères, mères ou tuteurs peut, à la requête des parties intéressées agissant conjointement, décider qu'il y a lieu, dans l'intérêt de l'enfant, de déléguer à l'assistance publique les droits de puissance paternelle abandonnés par les parents et de remettre l'exercice de ces droits à l'établissement ou au particulier gardien de l'enfant.

Si des parents ayant conservé le droit de consentement au mariage d'un de leurs enfants refusent de consentir au mariage en vertu de l'article 148 du code civil, l'assistance publique peut les faire citer devant le tribunal, qui donne ou refuse le consentement, les parents entendus ou dûment appelés, dans la chambre du conseil.

Art. 18. — La requête est visée pour timbre et enregistrée gratis.

Après avoir appelé les parents ou tuteur, en présence des particuliers ou des représentants réguliers de l'administration ou de

l'établissement gardien de l'enfant, ainsi que du représentant de l'assistance publique, le tribunal procède à l'examen de l'affaire en chambre du conseil, le ministère public entendu.

Le jugement est prononcé en audience publique.

Art. 19. — Lorsque des administrations d'assistance publique, des associations de bienfaisance régulièrement autorisées à cet effet, des particuliers jouissant de leurs droits civils ont recueilli des enfants mineurs de seize ans sans l'intervention des père et mère ou tuteur, une déclaration doit être faite dans les trois jours au maire de la commune sur le territoire de laquelle l'enfant a été recueilli, et à Paris au commissaire de police, à peine d'une amende de cinq à quinze francs.

En cas de nouvelle infraction dans les douze mois, l'article 482 du code pénal est applicable.

Est également applicable aux cas prévus par la présente loi le dernier paragraphe de l'article 463 du même code.

Les maires et les commissaires de police doivent, dans le délai de quinzaine, transmettre ces déclarations au préfet, et dans le département de la Seine au préfet de police. Ces déclarations doivent être notifiées dans un nouveau délai de quinzaine aux parents de l'enfant.

Art. 20. — Si, dans les trois mois à dater de la déclaration, les père et mère ou tuteur n'ont point réclamé l'enfant, ceux qui l'ont recueilli peuvent adresser au président du tribunal de leur domicile une requête afin d'obtenir que, dans l'intérêt de l'enfant, l'exercice de tout ou partie des droits de la puissance paternelle leur soit confié.

Le tribunal procède à l'examen de l'affaire en chambre du conseil, le ministère public entendu. Dans le cas où il ne confère au requérant qu'une partie des droits de la puissance paternelle, il déclare, par le même jugement, que les autres, ainsi que la puissance paternelle, sont dévolus à l'assistance publique.

Art. 21. — Dans les cas visés par l'article 17 et l'article 19, les père, mère ou tuteur qui veulent obtenir que l'enfant leur soit rendu s'adressent au tribunal de la résidence de l'enfant, par voie de requête visée pour timbre et enregistrée gratis.

Après avoir appelé celui auquel l'enfant a été confié et le représentant de l'assistance publique, ainsi que toute personne qu'il juge utile, le tribunal procède à l'examen de l'affaire en chambre du conseil, le ministère public entendu.

Le jugement est prononcé en audience publique.

Si le tribunal juge qu'il n'y a pas lieu de rendre l'enfant aux père, mère ou tuteur, il peut, sur la réquisition du ministère public, prononcer la déchéance de la puissance paternelle ou maintenir à l'établissement ou au particulier gardien les droits qui lui ont été conférés en vertu des articles 17 ou 20. En cas de remise de l'enfant, il fixe l'indemnité due à celui qui en a eu la charge, ou déclare qu'à raison de l'indigence des parents il ne sera alloué aucune indemnité.

La demande qui a été rejetée ne peut plus être renouvelée que trois ans après le jour où la décision de rejet est devenue irrévocable.

Art. 22. — Les enfants confiés à des particuliers ou à des associations de bienfaisance, dans les conditions de la présente loi, sont sous la surveillance de l'État, représenté par le préfet du département.

Un règlement d'administration publique déterminera le mode de fonctionnement de cette surveillance, ainsi que de celle qui sera exercée par l'assistance publique.

Les infractions audit règlement seront punies d'une amende de vingt-cinq à mille francs.

En cas de récidive, la peine d'emprisonnement de huit jours à un mois pourra être prononcée.

Art. 23. — Le préfet du département de la résidence de l'enfant confié à un particulier ou à une association de bienfaisance, dans les conditions de la présente loi, peut toujours se pourvoir devant le tribunal civil de cette résidence afin d'obtenir, dans l'intérêt de l'enfant, que le particulier ou l'association soit dessaisi de tout droit sur ce dernier et qu'il soit confié à l'assistance publique.

La requête du préfet est visée pour timbre et enregistrée gratis.

Le tribunal statue, les parents entendus ou dûment appelés.

La décision du tribunal peut être frappée d'appel, soit par le préfet, soit par l'association ou le particulier intéressé, soit par les parents.

L'appel n'est pas suspensif.

Les droits conférés au préfet par le présent article appartiennent également à l'assistance publique.

Art. 24. — Les représentants de l'assistance publique pour l'exé-

cution de la présente loi sont les inspecteurs départementaux des enfants assistés et, à Paris, le directeur de l'administration générale de l'assistance publique.

Art. 25. — Dans les départements où le conseil général se sera engagé à assimiler, pour la dépense, les enfants faisant l'objet des deux titres de la présente loi aux enfants assistés, la subvention de l'État sera portée au cinquième des dépenses tant extérieures qu'intérieures des deux services, et le contingent des communes constituera pour celles-ci une dépense obligatoire conformément à l'article 136 de la loi du 5 avril 1884.

Art. 26. — La présente loi est applicable à l'Algérie ainsi qu'aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 juillet 1889.

CARNOT.

Par le Président de la République :

Le Ministre de l'intérieur,

CONSTANS.

PROJET DE REVISION

DE LA LÉGISLATION DES ENFANTS ASSISTÉS

Le Conseil supérieur de l'assistance publique a entrepris de préparer, en faveur des enfants assistés, une loi unique remplaçant les textes épars qui les concernent. Il a chargé l'un de ses membres, l'honorable trésorier actuel de la Société générale des prisons, M. Brûeyre, ancien chef de leur service à Paris, de rédiger un rapport et un projet de la loi. Ce remarquable travail est déjà prêt, grâce à l'activité bien connue du rapporteur et à sa compétence, et nous avons le devoir de le résumer pour ceux que la protection de l'enfance intéresse.

La loi unique dont il s'agit est difficile à faire. Il suffit pour s'en convaincre de remarquer que La Rochefoucauld-Liancourt en comprenait déjà la nécessité vers la fin du siècle dernier, et que Thiers et Dufaure et en 1849, en 1850, s'appliquèrent après une enquête à en préparer l'adoption. Le service des enfants assistés a été tour-à-tour hospitalier, national, départemental, communal. Que doit-il être ? Quelles sont les dispositions légales ou réglementaires qui subsistent et celles qui sont abrogées, après un si grand nombre de lois, de décrets, d'avis, d'instructions et de circulaires ? Un directeur d'administration manque tout le premier de fil conducteur dans ce labyrinthe, et les Conseils généraux, trop aisément, peuvent faire revivre des dispositions surannées. Enfin, n'est-il pas plus facile qu'il y a trente ou quarante ans, de mettre d'accord certains adversaires ? Les anciens conflits sur l'admission, sur les tours, sur le domicile de secours semblent aujourd'hui bien oubliés.

On peut même dire que le choix de M. Brûeyre comme rapporteur est, à cet égard, significatif. Il n'est pas aisé de rester toujours maître de soi, sans faiblesse, juste, impartial, lorsqu'on s'occupe de venir en aide avec les deniers publics à l'enfance malheureuse. A la voir de près, on se sent ému de pitié, on devient vite philanthrope. On s'efforce, par des modifications au règlement, à la loi même, d'améliorer son sort promptement. De là certaines réactions dues à des fonctionnaires moins disposés à s'attendrir, plus administrateurs que philanthropes, la circulaire ministérielle du 8 février 1823, par exemple, et celle du 21 juillet 1827 suivant les prescriptions de laquelle par la volonté du

même auteur, M. de Corbière, le déplacement en masse des enfants fut accompli malgré leurs cris, leurs larmes et le désespoir des parents nourriciers. *Beati mites!* M. Brucyre avoue qu'il doit être compté parmi les chefs de service bienveillants. Chez lui la charité l'emporte. Les âmes tendres de M. Vincent (Vincent-de-Paul) et de M^{lle} Legras (Louise-de-Marillac), écrit-il lui-même en termes touchants, survivent dans le service qu'ils ont créé et pénètrent, sans qu'ils s'en doutent, ceux qui s'en occupent. Mais il a dirigé lui-même cette partie de l'administration. Il sait jusqu'où l'on peut aller, ce qui est pratique, nécessaire. Il ne tombe dans l'excès nulle part, et l'utopie ne le séduit jamais. Il aime assez ces enfants pour ne demander en leur faveur que ce qui est possible et ne leur donner que ce qu'ils pourront garder. Voilà pourquoi son rapport et son projet méritent la plus grande attention. Les auteurs de projets de réformes n'ont trop souvent que des vues générales, qu'une opinion philosophique. Il est rare, en toute matière, qu'ils connaissent le service, et qu'ils soient familiarisés avec les exigences de la pratique.

Les deux premiers articles révèlent déjà la réforme, les changements accomplis, les préoccupations du temps où nous sommes. Les catégories d'enfants assistés ne sont plus celles de la loi du 15 pluviôse an XIII, du décret du 19 janvier 1811, de la loi du 5 mai 1869. La principale division est bien nettement établie : enfants placés sous la tutelle de l'assistance publique, et enfants placés seulement sous sa protection, sous sa surveillance. Les définitions du décret de 1811 sont conservées, mais précisées. Une nouvelle catégorie de pupilles apparaît : celle des enfants dont les parents ont été déclarés par un jugement déchu de la puissance paternelle, en vertu de la loi du 24 juillet 1889 en son titre premier ; et en même temps une nouvelle catégorie de surveillés, les enfants en faveur desquels il a été fait application du titre II de la même loi, concernant la protection des mineurs placés avec ou sans l'intervention des parents. Le Conseil supérieur n'a pas admis le cas d'*indigence absolue* des parents comme donnant droit à l'assistance. Nous partageons ses craintes. Le terme est trop vague. Le dénûment est toujours absolu au dire des solliciteurs ou des protecteurs bien intentionnés qui consentent à appuyer leur requête. Il a très-sagement admis, au contraire, un nouvel examen de la situation des enfants momentanément secourus, après un dépôt de six mois. Le désir d'éviter l'encombrement dans les hospices dépositaires est tel qu'en certaines circonstances

le placement est à peine différé jusqu'à la fin de la détention préventive des parents.

Un arrêt du Conseil d'État rendu le 13 août 1861, décidait enfin que les enfants légitimes ne peuvent être légalement abandonnés. Il n'en sera plus de même si les dispositions du projet que nous étudions passent dans la loi. Ce projet laisse aux départements la faculté de les admettre au nombre de leurs pupilles ainsi que les enfants naturels reconnus. Mais c'est un acte de bienfaisance, et ils ne pourront, par exemple, rendre un tel enfant à son département d'origine que si ce dernier y consent.

Quelles sont les conditions de l'admission ? Il y a d'autres questions très intéressantes à l'examen desquelles l'étude d'un rapport sur la législation des enfants assistés doit nous convier. Mais celle-ci est capitale. Il faut protéger l'enfant malheureux que l'abandon menace, mais il faut le protéger avec précaution et discernement. L'admission devient-elle trop facile ? Le nombre des abandons s'élève aussitôt. Est-elle trop difficile ? L'opinion publique demande le rétablissement des tours, parce qu'elle ne sait pas que le besoin du secret gardé est rare lorsqu'un nouveau pupille est confié à l'assistance ; parce qu'elle ignore que l'avortement et l'infanticide sont habituellement des faits prémédités, distincts, inspirés par des préoccupations d'un autre ordre, presques sans rapport avec l'abandon. Le projet de M. Brueyre n'exige qu'une pièce d'une manière absolue : le bulletin de naissance. Aucune considération de ménagements à observer, de secret à sauvegarder ne peut l'emporter sur cet intérêt capital de l'enfant : savoir d'où il sort, connaître sa filiation, conserver dans sa famille des droits qu'il pourra faire valoir plus tard, lorsque les circonstances auront changé. La Cour de cassation admet que les personnes qui, ayant assisté à un accouchement, font la déclaration d'état civil, peuvent se refuser à faire connaître le nom de la mère. Le secret de celle-ci peut donc être sauvegardé, même si l'on exige le bulletin de naissance, par la déclaration faite à l'état civil que l'enfant est né de père et mère non dénommés. La production de ce bulletin mise à part, les conseils généraux restent libres d'accueillir avec plus ou moins de facilité les demandes d'admission. Ils statuent sur le mode et les formalités dans chaque département. La pratique permet déjà d'observer entre eux de notables différences. Ici, ils se montrent difficiles ; là, ils reçoivent, comme à Paris actuellement, les présentations d'enfants à bureau ouvert. On pourrait désirer des dispositions plus précises pour toute la

France, au point de vue de l'unité. Mais en fait, rien n'est plus divers, à cet égard, que la pratique, les opinions, les ressources de nos départements. Si quelques-uns se livrent à des excès de générosité, la menace du déficit et les mécomptes inévitables les avertiront sûrement. Les admissions ne seront point prononcées au delà de seize ans. Les conseils généraux devront aussi régler à leur gré le mode, la durée et la quotité des secours à domicile pour prévenir ou faire cesser l'abandon.

Le décret de 1811 punissait « ceux qui feraient habitude de transporter les enfants dans les hospices ». Le projet actuel établit plus justement une peine de six jours à trois mois de prison et une amende de 50 à 1.000 francs, contre « l'excitation habituelle à l'abandon ». Les médecins et les sages-femmes rendent un service lorsqu'ils se bornent au rôle, même fréquemment accepté, d'intermédiaires. C'est l'excitation qui est répréhensible et criminelle.

Dans la pratique actuelle, la tutelle des enfants assistés de la Seine appartient au directeur de l'Assistance publique de Paris, sans conseil de famille et sans subrogé-tuteur, et celle des enfants admis ailleurs dans les hospices, aux commissions administratives de ces maisons, bien qu'elle soit exercée en fait presque partout par les inspecteurs départementaux. Dans le projet, tout le service étant départemental, c'est aux inspecteurs, comme le veut déjà l'article 24 de la loi du 24 juillet 1889, que la tutelle est confiée. Mais ils ont auprès d'eux un conseil de famille ainsi constitué : deux conseillers généraux élus par le conseil général, un des juges de paix du chef-lieu, un membre élu par ses collègues de la commission administrative du chef-lieu du département, un membre de la commission administrative du bureau de bienfaisance et deux membres élus par les membres ci-dessus, qui doivent les choisir parmi les personnes s'occupant d'œuvres de bienfaisance. Dans le département de la Seine, le directeur de l'Assistance publique de Paris reste tuteur, mais un membre du conseil de surveillance de son service et l'inspecteur principal entrent au conseil de famille. Tous sont élus pour quatre ans, avec des pouvoirs indéfiniment renouvelables. Sans doute, on devait être tenté, comme le proposait M. le sénateur Roussel, de donner au conseil de famille autonomie et pouvoir réglementaire, le préfet, c'est-à-dire l'inspecteur par l'entremise duquel il administre, n'ayant plus que le pouvoir exécutif; mais on comprendrait mal, répond l'auteur du projet, que les départements qui supportent toute la charge des dépenses dussent s'incliner devant le pouvoir prépon-

dérant des conseils de famille, et, il attribue à ces conseils, en matière administrative, un simple droit d'avis sur les objets qui lui seront soumis par le préfet ou renvoyés par le conseil général. Il a d'ailleurs, pour chaque pupille, les attributions ordinaires déterminées par le Code civil.

Ceux-là seuls, qui sont restés complètement étrangers à l'assistance, peuvent ignorer les difficultés sans nombre auxquelles donne lieu la recherche du *domicile de secours* des enfants abandonnés. Aux termes de la loi du 24 vendémiaire an II, c'est le domicile *habituel* de la mère au moment où ils sont nés. Mais comment déterminer ce domicile habituel ? Rien n'est moins certain, plus vague. On se livre à des enquêtes au cours desquelles de redoutables secrets sont divulgués. Décidera-t-on désormais, ainsi que le propose l'honorable rapporteur du Conseil supérieur de l'assistance publique, que ce domicile de secours est au lieu de naissance de l'enfant ? C'est, sans doute, un moyen d'en finir avec les controverses, mais ce n'est pas la solution du problème. Peut-être M. le directeur du service à Paris était-il plus près de la vérité lorsqu'il proposait, comme l'avait fait auparavant M. Brueyre lui-même, de constituer un fonds commun, dans lequel on viendrait puiser pour éviter les contestations ou mettre un terme aux conflits qui s'élèvent entre deux départements qui refusent de payer. On sauvegarderait ainsi le secret des mères.

Les articles consacrés à la direction et à l'administration du service ne suggèrent que deux observations de quelque importance. L'assistance étant départementale, il va de soi que le conseil général règle la quotité et la durée des secours, le tarif des pensions, fixe la part contributive des communes dans le contingent total du cinquième des dépenses extérieures qui leur est assigné, et que le préfet nomme et révoque les employés, représente le service en justice, ordonnance les dépenses, etc. Mais ce qui est nouveau c'est, en premier lieu, la faculté laissée aux départements de placer le dépôt des enfants assistés ailleurs que dans un hospice, décision très-favorable aux enfants, qu'on s'habitue peu-à-peu à ne plus réunir aux malades, aux infirmes et aux vieillards ; c'est ensuite un tribunal désigné pour régler les querelles interminables de départements en conflit. Ils devront soumettre les points litigieux à l'arbitrage du Conseil supérieur qui prononcera sans appel.

Tout a été dit, dans les congrès notamment, sur les avantages et les inconvénients du placement à la campagne. Les administrateurs parisiens, frappés surtout des avantages, ont des long-

temps réservé à ce mode de placement toutes leurs préférences. Si l'on partage leur sentiment, on ne peut qu'approuver les dispositions du projet de loi favorables aux nourriciers lorsqu'il s'agit de signer un contrat d'apprentissage, ou de servir la pension qu'ils reçoivent jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de treize ans au lieu de douze, ce qui est la conséquence nécessaire de la loi sur l'instruction obligatoire. Mais nous trouvons ici, à propos du placement, de l'entretien et de l'éducation des enfants assistés, en même temps qu'un article qui doit être signalé, un conseil relatif à la mise en correction et en préservation des enfants indisciplinés et vicieux, un appel qui mérite d'être entendu et qui le sera. Voici les termes de l'article 38 :

« Lorsque conformément à l'article 468 du Code civil, le tuteur aura obtenu pour la deuxième fois l'internement d'un enfant insoumis ou vicieux, avant ou après l'âge de seize ans, il pourra, tant que l'enfant ne se sera pas amendé, ou s'il est reconnu qu'il ne peut être conservé dans aucun placement, demander au président du tribunal civil son maintien dans l'établissement correctionnel jusqu'à sa majorité, s'il y a lieu, à titre de préservation. L'autorisation devra être renouvelée tous les six mois sur nouvel examen de la situation. Les mineurs internés auront le droit consacré par l'art. 382 du Code civil d'adresser leurs réclamations au procureur général dans un mémoire écrit. » Il y a là une disposition nouvelle, le Code civil n'autorisant les parents ou tuteurs à requérir par voie de correction paternelle que l'internement d'un mois si l'enfant n'a pas seize ans, et de six mois, s'il a plus de seize ans. Mais c'est dans le rapport qu'il faut chercher la véritable pensée de M. Brucyre. Les lecteurs de ce Bulletin et ceux des membres de la Société générale des prisons qui assistent régulièrement à ses assemblées générales savent qu'il l'exprime toujours avec force et conviction. Il faut que les départements organisent eux-mêmes des établissements d'observation et de préservation. C'est à ce titre, de préservation, de sauvegarde, que l'art. 38 permet aux tuteurs de maintenir l'enfant dans l'établissement tant qu'il ne s'est pas amendé. Mais cet établissement est une prison ! Les enfants vicieux doivent y être placés sans doute ; ils peuvent mériter la prison, et plus tard la colonie pénitentiaire. Mais ceux qui ne sont pas pervers, les jeunes gens qui sont faibles, les paresseux, les filles qui n'ont encore qu'un penchant au libertinage ? Leur internement devrait consister en une hospitalisation un peu sévère, mais n'ayant aucun caractère correctionnel. Ils devraient être mis en

préservation ; et, comme garantie, les règlements des maisons où ils seraient reçus, seraient examinés en Conseil d'État, et approuvés par décrets rendus sur la proposition du Ministre de l'intérieur, après avis du Conseil supérieur. Nous nous associons sans réserve à cette généreuse pensée. En Angleterre on fait très bien la différence entre les maisons de préservation pour ceux qui ne sont que faibles, isolés, mal protégés, et les maisons de réforme pour les vicieux déjà coupables. Il faut que cette distinction nous devienne également familière, puisque nous connaissons ces deux sortes d'établissements, et même, est-il juste d'ajouter, puisqu'il s'en trouve déjà chez nous. Ce n'est pas seulement pour les enfants assistés, c'est pour tous les enfants plus malheureux que coupables que l'absence en nombre suffisant de tels établissements se fait vivement sentir et regretter.

Nous n'insistons pas sur la surveillance administrative et médicale. C'est l'organisation même du service actuel de la Seine qui est adoptée dans la loi, avec quelques modifications de détail. Un rouage manque à notre organisation, dit le rapporteur non sans quelque mélancolie. C'est le contrôle. Nous ne saurions pour notre part nous résigner à une pareille lacune dans une loi de cette importance. Elle sera comblée sûrement avant que la loi soit votée.

Il reste à s'occuper des dispositions financières, c'est-à-dire à établir le budget des recettes et des dépenses, en tenant compte de la nouvelle organisation toute départementale de l'assistance aux enfants.

L'article 44 confère au service des enfants assistés, dans chaque département, la personnalité civile. Il peut recevoir des dons et des legs dans les formes ordinaires, et il possède un domaine distinct du domaine départemental. Ce dernier point doit être signalé, mis en lumière avec un soin tout particulier. Lorsque le service est hospitalier, les commissions administratives des hospices reçoivent d'assez nombreuses libéralités. Mais les bienfaiteurs sont rares qui pensent à favoriser un service départemental ! Ils seront avertis par la loi même que, sans se confondre avec le domaine départemental, leurs dons seront versés à la *Dotation du service des enfants assistés du département*. Les fondations au profit personnel des enfants resteront elles-mêmes distinctes de la dotation.

Les dispositions de la loi du 5 mai 1869 sont généralement conservées. Il en est deux, cependant, qui reçoivent d'importantes modifications.

La contribution de l'État est égale au cinquième des dépenses intérieures et celle des communes au cinquième des dépenses extérieures. Toutefois, le Conseil d'État a admis que ces contingents doivent être calculés après déduction faite sur la dépense du produit des fondations, dons, legs et amendes de police correctionnelle. Cette déduction cesserait, condamnée comme immorale, parce qu'elle ne donne à l'État et aux départements qu'un avantage sans importance pour eux, tandis qu'elle prive les enfants assistés du bénéfice des fondations faites en leur faveur.

En vertu d'une autre disposition, l'État devrait payer, outre son contingent dans les dépenses intérieures, un cinquième des dépenses extérieures, soit 3.151.000 francs, si l'on établit ce calcul, par exemple, sur les résultats en recettes et dépenses de l'année 1888. M. Henri Monod directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques, s'est plaint en termes saisissants et éloquents de l'insuffisance des tarifs des pensions aux nourrices. On propose des réformes, on veut rendre par la loi les admissions plus faciles. Mais tout sera vain si l'on n'a pas quelques ressources nouvelles pour faire cesser cet état de choses qui ne peut manquer au contraire de s'aggraver. Le principe de cette augmentation de la contribution de l'État est inscrit dans l'article 25 de la loi du 24 juillet 1889. Il suffira de l'étendre à tous les départements dans la loi nouvelle. C'est un sacrifice possible. On sauvera la vie à beaucoup d'enfants, ainsi que le prouve la statistique dressée par les soins de M. Henri Monod : à l'âge de vingt et un ans, 68 p. 100 des enfants assistés ont péri, tandis que la mortalité moyenne en France n'est que de 32 p. 100 durant la même période.

La lecture des 53 articles de ce projet présente le plus vif intérêt, en même temps que celle du rapport qui l'accompagne. M. Brueyre est si bien renseigné qu'on le suit toujours sans fatigue, et si clair qu'on a la satisfaction, en le lisant, de s'instruire sans effort. Son ouvrage est richement documenté. Une nomenclature raisonnée des textes composant la législation et la jurisprudence relatives aux enfants assistés précède l'examen des articles, et des annexes d'un grand prix faisant connaître au lecteur, à Paris, en France, la population du service des enfants assistés, les dépenses, la mortalité, terminent le volume. M. Brueyre a mené à bien d'autres travaux, mais aucun ne fera plus d'honneur à l'ancien chef si actif et si obligeant de cet important service.

Pasteur J. ARBOUX.

RAPPORT AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

SUR

l'application et les effets du régime cellulaire

A M A Z A S

PAR LE DOCTEUR DE BEAUVAIS, MÉDECIN EN CHEF

CONCLUSIONS GÉNÉRALES

État sanitaire des détenus.

Notre longue et consciencieuse observation sur l'application du régime d'emprisonnement individuel à Mazas, depuis 1871 jusqu'en 1889, nous permet de formuler d'une façon ferme les conclusions suivantes :

Influence du régime cellulaire sur l'état sanitaire des détenus :

Chez les individus bien portants le séjour en cellule n'exerce aucune influence appréciable sur leur santé, même au bout d'un an et plus.

Influence sur le développement des maladies :

Les maladies spontanées sont peu fréquentes à Mazas, et la mortalité y est moins grande que dans les prisons en commun.

Les maladies, soit contagieuses, soit infectieuses, sous forme sporadique ou sous forme épidémique, sont très rares à Mazas, alors même que celles-ci sévissent dans les arrondissements limitrophes et les hôpitaux voisins, telles que fièvres typhoïdes, scarlatines, varioles, rougeoles, diphtérie, choléra en 1884, grippe en 1889.

Influence sur le caractère et la nature des maladies :

L'anémie, qui est la maladie générale de toutes les prisons n'est pas plus prononcée à Mazas qu'ailleurs.

Le régime cellulaire ne provoque ni n'aggrave les maladies en général, car les malades sont peu nombreux à Mazas, et par suite le chiffre de la mortalité est peu élevé.

Les maladies le plus communément observées à Mazas sont les

affections dues au froid, à l'humidité et au régime alimentaire réglementaire, ainsi qu'à l'absence de vin et à la mauvaise qualité de l'eau, qui n'est pas filtrée.

Ces maladies sont les angines catarrhales, aphtheuses, phlegmoneuses, les fluxions et abcès dentaires, les stomatites, les bronchites, les pleurésies, les pneumonies, les congestions pulmonaires les hémoptysies, les épistaxis, les accès d'asthme, les rhumatismes, les névralgies (faciale, sciatique) les érysipèles de la face, les ophtalmies, les embarras gastriques, entérites et diarrhées, les flux hémorrhéïdaires, les engelures et les ulcères atoniques. La gale est souvent observée, mais elle est fréquemment importée du Dépôt de la préfecture de police.

Depuis vingt ans le scorbut ne s'est manifesté que deux fois, en 1871 et en 1877.

La scrofule est la seule maladie constitutionnelle que le régime cellulaire semble provoquer et activer d'une façon toute particulière chez les sujets lymphatiques et prédisposés, par le défaut d'aération, d'exercice musculaire et par l'insuffisance du régime alimentaire. La scrofule revêt parfois à Mazas, comme dans les autres prisons, la forme épidémique.

Influence sur la contagion et la propagation des maladies :

Disons hautement que le régime cellulaire appliqué aux infirmeries est d'une utilité incontestable. Les maladies, selon leur caractère, peuvent être isolées, et si elles sont graves et contagieuses, elles ne se propagent pas aux détenus atteints d'affections légères, comme cela se voit dans les hôpitaux et dans les infirmeries en commun, où l'atmosphère viciée par des sujets affectés de maladies contagieuses, miasmatiques, infectieuses, devient un danger réel et permanent pour les autres.

On comprend l'importance de l'isolement pour les tuberculeux, qui sont des foyers de contagion pour ceux qui cohabitent avec eux.

Disons en passant, que le régime cellulaire ne paraît pas activer d'une façon notable la marche de la phtisie pulmonaire ; de même que les asthmatiques et les malades atteints d'affections organiques du cœur ne paraissent pas souffrir plus du séjour à Mazas qu'à l'hôpital ; ils ne meurent pas plus rapidement que dans la ville.

Nous regrettons, au point de vue hygiénique, que le siège d'aisances soit fixe et à demeure dans la cellule, car les émanations qui s'en dégagent sont souvent préjudiciables à la qualité et à la pureté de l'air que respirent les détenus.

L'isolement cellulaire ne saurait être appliqué aux détenus atteints d'affections graves, qui les mettent dans l'impossibilité de subvenir à leurs besoins particuliers, aux individus atteints d'épilepsie, de troubles intellectuels, d'infirmités qui les rendent impotents. Il doit être absolument proscrit dans ces cas spéciaux, sous peine d'accidents sérieux et quelquefois irrémédiables, auxquels on ne peut s'opposer en temps utile. C'est ainsi qu'on a trouvé dans leur cellule respective des détenus morts de congestion cérébrale ou de syncope.

Influence sur le tempérament et la constitution :

Le régime cellulaire est préjudiciable et dangereux pour les gens sanguins, pléthoriques, car il favorise les congestions cérébrales, les apoplexies, les hémorrhagies pulmonaires, les épilepsies.

Les anémiques et les gens nerveux voient leur état morbide et leurs souffrances s'aggraver sous cette influence, palpitations, étouffements, crises nerveuses, inappétence, constipation, amaigrissement, insomnie, cauchemars, hallucinations, idées tristes, agitation suivie de prostration.

Influence sur l'état moral :

Le régime cellulaire *prolongé* affaiblit, pervertit l'état moral ; il déprime l'énergie des fonctions intellectuelles, amène la misanthropie et l'hypocondrie. C'est surtout pour les gens illettrés, pour les manouvriers sans aucune instruction, que la solitude de la cellule aggravée par la privation de travail manuel, d'exercice musculaire en plein air, de ressources intellectuelles, est pénible et dangereuse physiquement et moralement. — La cellule est un sujet de terreur et souvent un danger pour le prévenu timoré, impressionnable, que bouleverse l'idée de sa première faute et de ses conséquences déshonorantes, qu'il s'exagère toujours et que décuple encore l'interrogatoire plus ou moins sévère du juge d'instruction. Il faut surveiller ce malheureux, le mettre au besoin dans une cellule double avec un autre détenu choisi à cet effet. — Pour le récidiviste, l'isolement est une punition rigoureuse, car il ne peut communiquer avec ses semblables, se perfectionner dans le crime, se créer des complices pour tenter de nouveaux exploits, souvent tramés pendant la détention.

Aussi le récidiviste réclame-t-il avec instance la cellule double, fait tous ses efforts pour obtenir cette faveur. Il simule parfois des maladies, la folie, l'épilepsie par exemple, des tentatives de suicide, pour arracher au médecin l'ordre de l'y faire admettre.

Pour l'homme du monde, pour l'individu d'un certain ordre social, ayant reçu une éducation plus ou moins élevée, la cellule est le salut, c'est un soulagement qu'il sollicite et apprécie à sa valeur réelle.

C'est le seul moyen d'échapper à une promiscuité aussi dégradante et humiliante pour le présent que pleine de périls pour l'avenir, au sortir de la prison.

Nous voyons tous les jours, non sans surprise, des prévenus habitués à une vie large et facile, à un grand train de maison, supporter sans se plaindre pendant de longs mois une vie cloîtrée dans leur cellule.

Ils lisent, écrivent, dessinent, se livrent à des travaux intellectuels, qui leur font oublier dans une certaine mesure, les longues et tristes heures de la captivité.

En thèse générale, nous dirons que le régime cellulaire est bien supporté, que l'impression d'effroi qu'il causait au début de son introduction s'est émoussée, en un mot, les détenus s'y sont habitués, la prévention cellulaire est passée dans nos mœurs et rend, à coup sûr, des services plus grands que ses inconvénients et ses dangers. D'ailleurs, les visites pleines de bienveillance et d'égards du directeur et de l'inspecteur, les consolations de l'aumônier, du pasteur protestant, la complaisance habituelle des surveillants pour les détenus, adoucissent de beaucoup les rigueurs du régime cellulaire.

Influence du régime cellulaire sur l'épidémie de grippe de 1889.

Quoique cette épidémie se soit répandue et généralisée dès le commencement du mois de décembre dans Paris avec une rapidité exceptionnelle, ce n'est que dans la dernière quinzaine de décembre qu'elle a fait son apparition à Mazas. Les deux premiers cas ont été importés du dehors; ce sont deux malades qui ont été envoyés du Dépôt de la Préfecture de police gravement atteints de pneumonie grippale. Ils étaient dans un état inquiétant de prostration et de dyspnée; grâce à un traitement énergique, ils ont rapidement guéri.

Dès cette époque, 16 décembre, l'épidémie s'est attaquée de préférence au personnel des surveillants et de l'administration.

Sur 68 employés environ, 27 ont été atteints plus ou moins fortement, c'est-à-dire plus du tiers, tandis que, pour les détenus, sur une population mobile, souvent renouvelée par des transfè-

rements à Mazas de vagabonds, de prévenus de toute espèce venant du Dépôt, important les miasmes et les contagés du dehors, population qui s'est élevée du 23 décembre 1889 au 10 janvier 1890, au total de 1.269 personnes, il n'y a eu que 40 individus pris de la grippe, pour la plupart légèrement. D'ailleurs, *aucun décès* n'a eu lieu.

A quoi tient cette énorme différence ?

D'abord, à certaines conditions de température : nos gardiens passent le jour et la nuit dans de longues galeries, où les courants d'air sont permanents et les refroidissements faciles et dangereux ; ensuite aux contacts fréquents que les employés ont avec les visiteurs, les prisonniers nouvellement arrivés, et l'air vicié de la ville, lorsqu'ils sortent de l'établissement.

A notre avis, appuyé sur ces faits d'observation, l'immunité des détenus tient à leur *isolement complet*, à la température assez régulière de la cellule, qui varie de 12 à 16 degrés centigrades suivant la proximité ou l'éloignement des conduits destinés à distribuer le calorique jusqu'à l'extrémité des galeries. Déjà, en 1884, lors de la dernière épidémie de choléra qui sévissait principalement dans le XI^e et le XII^e arrondissement, la prison de Mazas est restée indemne.

J'ajouterai encore qu'au moment où, en décembre 1889, les malades abondaient d'une façon exceptionnelle dans Paris et les hôpitaux, notre infirmerie comptait fort peu de malades, ce qui est rare à cette époque de l'année, et l'état sanitaire est resté très satisfaisant pendant l'hiver.

Depuis vingt ans que je dirige ce service, j'ai constaté que le régime cellulaire, au point de vue des infirmeries, était des plus salubres, car les affections contagieuses et infecto-contagieuses, telles que les fièvres typhoïdes, les fièvres éruptives et les érysipèles ne se communiquent presque jamais aux codétenus qui habitent jour et nuit la même cellule double avec le malade pour le servir et l'assister.

Pour confirmer cette appréciation de l'influence du régime cellulaire sur la marche et la propagation de l'épidémie, j'ai cru devoir faire une enquête très sommaire sur la façon dont la grippe pandémique s'était comportée dans les autres prisons.

A la prison de la Roquette, M. le Dr Ballue, sur un nombre à peu près fixe de 300 détenus a eu une cinquantaine de malades, c'est-à-dire le sixième, dont plusieurs gravement atteints ; aucun décès n'a eu lieu.

Aux Jeunes détenus, notre distingué collègue, M. Motet, a eu de nombreux et graves malades. Il n'en n'a perdu aucun.

Là, le système cellulaire est aussi appliqué.

A Sainte-Pélagie, prison en commun, composée de vieux bâtiments, la grippe a sévi fortement; je n'ai pas de chiffres à fournir. Plusieurs ont été transférés à la Santé.

A Saint-Lazare, dans la section des prévenues et des jugées, il y a eu 78 malades sur 800 détenues environ. Pas de décès. Le personnel des religieuses, des surveillants et des bureaux a été rudement éprouvé comme à Mazas.

Les vénériennes ont été relativement épargnées.

Je ferai cette remarque que, déjà dans les épidémies de choléra, on avait signalé cette immunité proportionnelle. L'action microbicide des mercuriaux mis en usage pour le traitement, serait-elle préventive? — C'est un point curieux à élucider.

J'ignore ce qui s'est passé à la Santé dont le régime de détention est mixte, et où il serait d'ailleurs difficile de faire une comparaison exacte, car cette prison, par son infirmerie centrale, est destinée à admettre les graves malades envoyés habituellement des autres prisons pour y recevoir des soins particuliers.

Voici la répartition des malades par division :

La première division a compté 16 malades dont 1 auxiliaire et 2 contremaîtres.

La deuxième division a compté 10 malades dont 2 comptables et 1 contremaître.

La troisième division a compté 5 malades.

La quatrième — 1 —

La cinquième — 4 — dont 3 contremaîtres.

La sixième — 4 — dont 2 infirmiers.

Ce qui constitue un total de 40 malades, sur lequel nous ferons remarquer 11 détenus employés pendant le jour à divers travaux dans la prison, et ne pouvant par suite bénéficier de l'influence de l'isolement en raison de leur contact permanent avec les employés.

Il en résulte qu'il n'y a eu que 29 détenus soumis au régime cellulaire qui ont été atteints par l'épidémie; sur ce nombre il faut noter 11 prévenus arrivés malades en entrant à Mazas, qui ne peuvent être considérés comme tributaires de la maladie dans notre établissement.

La première et la deuxième division qui ont été le plus affectées sont celles qui reçoivent le moins le soleil à cause de leur exposition particulière.

C'est la sixième division qui a eu le personnel de surveillants le plus éprouvé au point de vue du nombre des malades. — Cette différence peut être attribuée à ce que tous les nouveaux arrivants passent dans cette division pour y prendre un bain et soumettre leurs vêtements à des fumigations sulfureuses avant d'occuper leurs cellules respectives.

La plupart des individus atteints au début étaient arrivés à Mazas dans les premiers jours de décembre. — Ce n'est qu'après ce premier contingent que les prisonniers plus anciens ont été affectés.

Un fait curieux à signaler, c'est qu'il est survenu un cas de grippe le 21 décembre chez un auxiliaire qui avait aidé au transport à l'infirmerie du nommé Bouvier, arrivé *la veille du Dépôt*, et qui était atteint d'une broncho-pneumonie grippale intense. La maladie s'est déclarée *le lendemain* même, ce qui prouverait la contagion réelle de la grippe, sur laquelle on hésite encore à se prononcer.

La répartition par âge a donné les résultats suivants :

8 malades de 17 à 20 ans.		
13	—	20 à 30 —
12	—	30 à 40 —
6	—	40 à 45 —
1	—	45 à 50 —

Les symptômes observés ont été peu graves ; ils consistaient en une céphalalgie plus ou moins violente, une courbature prononcée avec des douleurs dans les jambes principalement, de la faiblesse générale, de la prostration, une fièvre ordinairement modérée, quelquefois nulle, une toux quinteuse avec expectoration abondante, souvent du coryza, parfois une douleur de côté assez vive avec dyspnée. La convalescence généralement a été lente : chez deux contremaîtres une sciatique assez rebelle avait suivi la grippe.

La durée de la maladie a varié de trois à dix jours.

Deux prévenus atteints de broncho-pneumonie grave, venant du Dépôt, sont entrés d'urgence à l'infirmerie. Un seul, écroué à Mazas depuis le 12 octobre 1889, a réclamé pour une grippe catarrhale intense fébrile des soins particuliers et son admission dans notre service.

Les autres ont pu suivre leur traitement dans leurs cellules et leurs divisions respectives, consistant dans des potions gommeuses additionnées d'extrait de quinquina, de kermès et de sirop diacode, parfois de l'antipyrine ou du sulfate de quinine pour combattre les douleurs de tête, des membres et la fièvre.

Influence du régime cellulaire sur les suicides.

Les suicides tendent à diminuer à Mazas d'une façon sensible depuis ces dix-neuf dernières années.

Ainsi dans les vingt et une premières années qui ont suivi l'ouverture de notre prison cellulaire, on a relevé *soixante-dix* suicides, et de 1871 à 1889, nous en trouvons seulement *quarante-trois*.

Le mode de suicide de beaucoup le plus fréquent à Mazas a toujours été la pendaison ou la strangulation. — En 40 années sur un total général de 113 suicides, on en compte 105 par ce mode, 4 au moyen d'instruments tranchants, 3 par précipitation volontaire du haut d'une galerie du deuxième étage, un seul par empoisonnement au moyen d'une ingestion de macération concentrée de tabac à chiquer. Ce monomane avait déjà tenté deux fois de se suicider par pendaison; il a réussi à accomplir son idée fixe, *en cellule double*, avec deux autres codétenus.

C'est surtout dans les premiers jours de la détention préventive que ces suicides ont lieu. Plus tard, ils s'accomplissent au sortir du cabinet du juge d'instruction, sous l'influence du premier interrogatoire, ou immédiatement après le prononcé du jugement.

C'est dans la période moyenne de la vie que l'on constate les cas les plus nombreux, de trente et un à quarante ans puis de quarante et un à cinquante ans. Les vieillards se suicident plus rarement que les jeunes gens.

La prolongation du séjour dans la cellule n'a pas été une cause déterminante, car on n'a pas constaté d'exemple chez des personnes dont la détention a été d'un an et beaucoup plus.

Ajoutons qu'on voit à Mazas, comme partout ailleurs, des gens affectés de la monomanie du suicide, et qui réussissent à se donner la mort, même en cellule double, après plusieurs tentatives qui avaient été déjouées par la surveillance des gardiens ou des codétenus.

Au point de vue des professions, nous avons remarqué que ce sont surtout des manouvriers, des journaliers qui se suicident. Plus la situation morale s'élève, plus la profession est libérale, moins fréquent est le suicide à Mazas. C'est le contraire à l'état libre; on voit des financiers, des spéculateurs, des gens de grande situation se suicider dans la crainte d'une ruine certaine ou du déshonneur.

Quant à l'état civil, les célibataires sont plus nombreux que les

gens mariés, que les pères de famille. Les prévenus écroués sous l'inculpation d'accusations légères, se suicident dans une proportion beaucoup plus élevée que les assassins, les voleurs dangereux, les récidivistes endurcis.

En réalité, les grands criminels attendent rarement à leur vie, mais il faut dire qu'ils sont attentivement surveillés, jour et nuit dans une cellule double.

Néanmoins, malgré ces précautions, nous avons été témoin d'une tentative de suicide par ouvertures des veines des bras, faite par un prévenu accusé d'avoir tué sa fille en la jetant dans un puits abandonné. Cet homme était surveillé, jour et nuit, par des agents spéciaux de la préfecture de police.

Au point de vue du rite religieux, sur le total à ce jour de 113 suicidés, nous trouvons quinze protestants et un seul israélite; tous les autres étaient catholiques.

La même proportion dominante existe dans les tentatives encore assez fréquentes de suicide. Un seul israélite a essayé de se donner la mort en s'ouvrant largement les vaisseaux du cou et la trachée artère au moyen d'un canif qu'il avait dissimulé dans l'intérieur d'une jambe artificielle à son usage.

C'est surtout aux points d'appui fournis par les diverses parties de la fenêtre ouverte ou fermée que les détenus ont fixé les liens de toute nature choisis pour la pendaison ou la strangulation, plus rarement aux planches qui garnissent la cellule, ou à la grille du ventilateur, au crochet du hamac, au bouton de l'avertisseur. — Neuf individus se sont pendus en fixant le lien à l'aide du conduit métallique du bec de gaz, qui fait saillie sur le mur. — Quatre se sont étranglés à l'aide d'une sorte de garrot formé d'une cravate ou d'un mouchoir de poche tordus et serrés au moyen d'une cuiller de bois, d'un sabot ou d'un petit balai. — L'un d'eux a fixé son lien à une machine en bois vissée sur une table, qui sert à fabriquer les sacs de papier; un autre à la planche circulaire d'ouverture du guichet de la cellule. — Enfin un prévenu s'est servi du bout libre du bâton de son hamac tendu pour nouer l'extrémité supérieure d'un lien terminé par un nœud coulant et s'est étranglé étant couché en tirant avec sa tête du côté opposé sur cette espèce de collier mobile.

Un autre a arraché l'un des bâtons de son hamac, l'a arc-bouté contre la voûte de la cellule et la planche placée au-dessus de la porte, assez solidement pour permettre d'y attacher les liens nécessaires à la pendaison et supporter le poids du corps.

Tous les directeurs ont successivement cherché à supprimer autant que possible dans l'aménagement de la cellule les points d'appui ; mais l'ingéniosité de l'individu qui veut se suicider est telle qu'il trouve toujours un procédé pour réaliser son sinistre projet.

Pour nous, c'est surtout le système d'ouverture et de fermeture de la fenêtre qu'il faut songer à modifier pour enlever le plus de chances de réussite aux détenus dans ces tentatives.

La fenêtre devra être fixe, dormante, un simple carreau mobile sur des charnières fermant à ressort, donnera accès à l'air extérieur quand le détenu voudra l'ouvrir. Sa fragilité ne permettra pas de s'en servir comme point d'appui. Par ce moyen on supprimera la crémaillère qui peut devenir à certains moments une arme très dangereuse entre les mains de criminels endurcis, de récidivistes, décidés pour cause spéciale à commettre un attentat sur un employé, un surveillant ou un détenu.

Nous conseillerons aussi avec instance de faire disparaître le bec de gaz qui est libre dans la cellule et se détache du mur. Indépendamment du danger d'incendie, nous croyons qu'il serait profitable de supprimer ce point d'appui trop apparent qui a servi une dizaine de fois aux détenus pour se pendre. L'éclairage serait fait comme à la prison de la Santé au moyen d'une lanterne à verres épais, placée au-dessus de la porte de la cellule dans l'épaisseur du mur.

*Influence de la morphinomanie sur les suicides
dans l'emprisonnement cellulaire.*

Depuis deux ans nous avons reçu à l'infirmerie de Mazas, trois morphinomanes. Le premier, était un jeune journaliste, d'éducation soignée, et de bonne famille ; ses deux avant-bras étaient tatoués d'une quantité innombrable de piqûres noirâtres. Il était à ce moment déshabitué de sa funeste passion.

L'autre qui n'est resté que vingt-huit jours à Mazas, était âgé de quarante deux ans, affecté d'une cystalgie rebelle et d'insomnie. En lui pratiquant par jour deux injections de chlorhydrate de morphine au 20^{me} et en lui donnant deux grammes de chloral, nous avons réussi à calmer ses plaintes et réclamations incessantes jusqu'à son départ.

En 1889, nous avons eu à soigner et diriger moralement un morphinomane de la plus dangereuse espèce.

Ce prévenu, jeune encore, appartenait à une famille distinguée; fort intelligent, ayant reçu une brillante éducation, il avait contracté en Chine et en Égypte, comme officier de l'armée anglaise, l'habitude de l'opium; puis il avait été entraîné à faire usage des injections sous-cutanées de chlorhydrate de morphine pour combattre de violentes névralgies intestinales. La guérison des douleurs une fois obtenue, les sensations agréables procurées par ces injections répétées avaient déterminé la morphinomanie.

Ce malheureux garçon pour se procurer l'argent nécessaire à sa ruineuse passion vint échouer, sous prévention d'escroquerie, sur les bancs de la police correctionnelle. On crut devoir pendant la prévention s'opposer à ses funestes habitudes, et on refusa dans une autre prison de lui faire des injections de morphine malgré ses supplications ardentes, verbales et écrites, malgré ses menaces de se suicider. Un jour, profitant d'un instant où le barbier détournait les yeux, ce jeune homme s'empara brusquement du rasoir tout ouvert et se fit au cou une profonde incision qui produisit une large plaie suivie d'une hémorrhagie fort abondante.

L'infortuné guérit de son horrible blessure, mais non de sa dangereuse passion. — On l'envoya alors à Mazas, il réclama plus que jamais de nous les injections hypodermiques. En présence des événements qui venaient de se passer, et dans la crainte de nouvelles tentatives de suicide, nous avons consenti à faire à ce monomane, trois légères injections par jour au 30^{me} et à lui donner à l'intérieur un peu de chloral pour procurer le sommeil.

Il est sorti très amélioré de Mazas, et comme il n'avait pas les ressources nécessaires pour se procurer la morphine qui coûte cher, il a dû renoncer pour le moment du moins à satisfaire sa passion irrésistible.

J'ignore ce qu'il est devenu aujourd'hui. — Il cherchait à retourner en Angleterre dans sa famille.

Ce fait nous rappelle un autre détenu que nous avons soigné, il y a quelques années. Il avait l'habitude, en ville, de prendre depuis longtemps de fortes doses d'opium à l'intérieur. Placé dans notre infirmerie à Mazas, il réclama avec les plus vives instances son médicament favori. Craignant des idées d'empoisonnement, nous refusâmes d'abord, enfin nous avons accordé des doses modérées prises sous nos yeux.

Transféré au bout d'un certain temps dans une autre prison, il nous révint avant son départ, que si on lui refusait l'usage de l'opium, il se tuerait. Il avertit même l'aumônier par une lettre

spéciale, de sa résolution funeste ; il n'en fut pas tenu compte. Quelques jours après, il se pendait, n'ayant pu résister à cette cruelle privation.

Depuis l'introduction dans nos mœurs de cette passion fatale et croissante, c'est une situation nouvelle avec laquelle le médecin doit compter, surtout avec le prévenu mis en cellule simple, si l'on ne veut pas assumer la responsabilité d'un suicide à peu près certain dans l'isolement cellulaire.

Pour notre propre compte, dans ce cas particulier, nous n'hésiterons pas dans notre manière de faire, nous ne sèvrerons pas absolument le morphinomane ; nous le consolons et trompons par des doses modérées, non toxiques, qui lui permettent de supporter l'existence et d'endurer les angoisses inexprimables résultant de la privation complète de son poison favori.

Il n'est d'ailleurs pas sans danger de supprimer brusquement l'usage de la morphine chez les malades qui y sont habitués ; le professeur Ball cite l'exemple d'une mort subite survenue chez une jeune femme qui avait voulu par raison cesser tout à fait ses injections hypodermiques. Elle a payé de sa vie cette résolution trop radicale et trop prompte.

Nous avons cru devoir signaler, dans ce mémoire tout particulièrement, ces observations spéciales qui offrent dans l'actualité une valeur réelle pour le psychologue et le médecin soucieux de la responsabilité professionnelle.

Suicides récents.

Les deux années 1888 et 1889 n'ont présenté chacune qu'un suicide.

Ces deux suicides ont été accomplis dans des circonstances tout à fait particulières.

Pour le premier qui s'est effectué en plein jour, il s'agit d'un nommé Larotte, Charles-François, né à Sainte-Colombe (Yonne) le 5 juillet 1839, journalier, demeurant à Paris, rue Decroix 9. Catholique, marié, *écroué à Mazas, le 7 juin 1888*, sous l'inculpation de complicité de vol.

Le lendemain, à l'heure où l'on distribue le repas du soir, vers trois heures 1/2, on l'a trouvé mort par strangulation. Il s'était servi de son mouchoir, à l'aide duquel il avait fait une anse, qu'il avait fixée en l'attachant entre la muraille et la conduite du bec de gaz ; puis il avait introduit sa tête dans cette ouverture, et

s'était abandonné à son propre poids, le dos appuyé à la muraille et les jambes repliées touchant le sol ; sa taille était d'un mètre 67 c. Il lui a donc fallu une énergie et une force de volonté très-grandes, pour produire dans cette position l'asphixie complète. Malgré des soins presque instantanés, malgré la section immédiate du lien peu après l'accomplissement du suicide, la mort n'a pu être conjurée. Ce prévenu était arrivé *la veille au matin* et rien dans son attitude ne pouvait faire prévoir un pareil dessein.

C'est le *neuvième cas* de ce genre de suicide que l'on remarque depuis l'ouverture de la prison de Mazas.

Le régime cellulaire ne saurait être incriminé dans cette mort volontaire, après une incarcération de vingt-quatre heures.

Pour le second suicide, qui s'est passé en 1889, il s'agit d'un jeune homme de *dix-sept ans*, papetier, écroué à Mazas sous l'inculpation de vol, le *28 janvier*. Il avait encouru une punition légère de quatre jours de cachot pour avoir proféré des cris. — Le dimanche matin, 3 février, ce prévenu a profité de l'instant où le surveillant retirait la paillasse de la cellule de punition, pour sortir brusquement sur le balcon et se précipiter du haut de la galerie de la quatrième division, en s'écriant : « Décidément, j'en ai assez. » Il tombe la tête la première sur les dalles du rez-de-chaussée et se fracture le pariétal droit au niveau de son bord supérieur. Il perd connaissance, ainsi que la parole, est agité de quelques mouvements convulsifs, puis reste dans une résolution complète des membres. On ne constate aucun enfoncement à la boîte crânienne.

Un médecin est appelé d'urgence, lui prodigue les soins nécessaires, un pansement est appliqué sur la fracture. La mort arrive dans l'après midi, vers 3 heures.

Ce mode de suicide est très rare, C'est le *troisième cas* depuis l'ouverture de Mazas.

Le premier a été observé en septembre 1854 chez un homme de quarante ans, tailleur d'habits, catholique, prévenu de vagabondage ; il est mort le 30 novembre, 74 jours après la chute qui avait occasionné de nombreuses fractures et particulièrement une fracture de la cuisse, suivie d'une profonde eschare du sacrum. Au retour du promenoir, il trompe la surveillance du gardien qui ouvre la cellule, et par un mouvement brusque s'éloigne et se précipite du haut de la deuxième galerie.

Le deuxième cas se rapporte à un homme de cinquante trois ans, employé de commerce, célibataire, catholique, écroué à Mazas le 27 juillet 1885, sous l'inculpation d'attentat aux mœurs,

mis en cellule double au deuxième étage de la sixième division. *Le lendemain même*, au moment où le surveillant lui rend ses vêtements passés au soufre, il sort sur la galerie, se penche fortement sur la balustrade, et se précipite sur les dalles. Il pirouette sur lui-même, se fracture le crâne à gauche, la clavicule gauche et le doigt médius correspondant. Le dos de la main est excorrié. La veille il était monté tranquillement au deuxième étage sans rien faire paraître de son dessein, mais il avait dit à ses codétenus qu'on pourrait bien se jeter du haut en bas.

Chez notre dernier suicidé de 1889, cette brusque détermination chez un enfant, cette colère irréfléchie pour un motif si léger démontrent l'irritabilité spéciale de ces cerveaux surrexcités, de ces jeunes gens qui attendent à leurs jours, avec une insouciance, une indifférence de la vie, caractéristique de l'époque actuelle, car le suicide devient très commun, dans la ville, à un âge moins avancé encore que celui du sujet de notre observation.

Il est évident que le régime cellulaire est tout à fait étranger à ces faits, car les prévenus étaient incarcérés, l'un depuis *la veille*, l'autre depuis *quinze jours*, et le troisième depuis *six jours* à peine.

Ce qui nous impressionne dans cette sorte de suicides, c'est qu'il est impossible de les prévoir et par suite de s'y opposer. Pourrait-on chercher un moyen de les prévenir et de les empêcher par une galerie plus élevée et grillée ?

Les tentatives de suicide ont notablement diminué : en 1883, on en constate six et une seulement en 1889.

Ce résultat est obtenu par une surveillance active du personnel des gardiens, et est dû aux secours intelligents et immédiats qui sont donnés aux détenus en cette circonstance. — On ne saurait trop encourager et récompenser ces véritables sauvetages, en stimulant le zèle des employés et en citant leur conduite comme exemple à suivre et à signaler à l'autorité supérieure.

Il nous faut ajouter à ces tentatives de suicide, celles encore assez fréquentes des prévenus ou condamnés qui cherchent à se laisser mourir de faim, en refusant de prendre toute espèce de nourriture, et que nous envoyons d'urgence à l'infirmerie centrale de la Santé, pour y être soumis à l'alimentation forcée. — Cette punition suffit et nous ne voyons presque jamais ces tentatives recommencer.

De l'influence du régime cellulaire sur l'état mental.

Le régime cellulaire peut-il, à lui seul, déterminer la folie chez des individus indemnes d'affections cérébrales antérieures, soit héréditaires, soit acquises par des maladies nerveuses prédisposantes ?

En un mot la folie pénitentiaire, dans le sens propre du mot, s'observe-t-elle fréquemment à Mazas, comme on l'a dit à la Chambre des députés en 1888 ?

Nous affirmons le contraire, en nous basant sur l'observation pure et simple des faits, sans parti pris.

Nous ne saurions donc accepter, sans protester vivement, l'opinion formulée le 25 février 1888 à la Chambre des députés par l'éloquent M. Millerand, rapporteur du budget des services pénitentiaires. L'orateur s'appuyait sur des citations incomplètes de mon rapport détaillé, adressé en 1885 au Ministre de l'intérieur, sur l'application et les effets du régime cellulaire à Mazas, pendant *quatorze années*.

Citant le tableau statistique du chiffre annuel des aliénés, que je présentais à la fin de mon mémoire, M. Millerand disait : « De 1871 à 1884 le nombre des aliénés s'est élevé de 16 à 92, *proportion effrayante*, qu'on ne retrouve pas dans les autres établissements pénitentiaires de France, *maisons centrales d'hommes*, où au contraire, dans la même période de temps, l'aliénation mentale n'avait pas augmenté, mais où elle avait plutôt diminué. »

— Par suite l'habile député imputait au régime cellulaire de Mazas cette aggravation importante de la folie.

Disons tout d'abord qu'on ne saurait, sans partialité, comparer Mazas à une maison centrale, dont la population, beaucoup moins considérable, est à peu près fixe, et dont le genre des détenus est tout à fait différent, au point de vue moral, de la nature des prisonniers de nos établissements spéciaux. Ces condamnés, dont le sort est arrêté, défini, dont la durée du châtimeut est fixée, connue, n'ont pas les mêmes tourments, les mêmes angoisses, que les prévenus sous le coup permanent de l'inculpation plus ou moins grave, de l'impression de leur instruction plus ou moins longue, de l'attente plus ou moins retardée de leur jugement définitif. Mazas est rempli d'une population incessamment renouvelée, variant de sept à dix mille individus, inquiets à toute heure, bourrelés de remords et de craintes justifiés, mis au

secret, sevrés brusquement de toute communication avec leurs parents, leurs amis, dans l'ignorance absolue de tout ce qui les intéresse et les rattache à la vie.

Les condamnés, au contraire, distraits par leurs travaux manuels, par leurs compagnons, attendent avec plus ou moins de patience la fin de leur peine ; quelques-uns espèrent une grâce plus ou moins prochaine.

En raison même de cet état moral différent, on comprend l'influence particulière de la détention cellulaire préventive sur ces cerveaux plus ou moins surexcités.

Ajoutons que, pour produire un effet plus saisissant sur ses auditeurs, M. Millerand n'a cité que les deux chiffres extrêmes, le plus bas et le plus élevé, négligeant à dessein les différences notables des chiffres intermédiaires de mon rapport.

En effet, si l'on parcourt attentivement les chiffres des diverses années, si on les compare, on est frappé de leur inégalité qui varie de 16 à 92, pour retomber cette année à 37, sur une population moyenne de 6.500 personnes, et qui peut s'élever, comme en 1876, à 10.346.

Disons de plus que le nombre des aliénés n'est pas en rapport avec le chiffre de la population annuelle, car en 1876, il y a eu 55 *présumés aliénés*, et en 1882, on a noté 92 *présumés aliénés* pour 7.734 détenus.

On ne saurait d'ailleurs accepter comme véritables et sérieux les chiffres bruts fournis par le recensement irrégulier et inexact fait au greffe de la direction.

On y fait figurer, en bloc, des épileptiques, des alcooliques, voire les simulateurs reconnus et déclarés tels, devant les tribunaux, par des aliénistes experts, commis à cet égard. Les mêmes individus reviennent souvent à Mazas et sont comptés à nouveau comme aliénés tributaires de notre infirmerie. Les médecins spéciaux, chargés par le Parquet d'examiner les prévenus, suspectés d'aliénation mentale que nous leurs envoyons de Mazas au Dépôt de la Préfecture, ou ceux que le juge d'instruction ou le Tribunal soumet directement à leur savante appréciation, ces médecins seuls, munis de tous les renseignements et dossiers nécessaires, pourraient nous éclairer sur le chiffre absolu et régulier des individus, qu'on doit considérer comme réellement aliénés, ainsi que sur la nature spéciale et sur le caractère de leur affection mentale.

Les fous qu'on observe à Mazas sont pour la plupart d'anciens

aliénés, en récidive d'accès plus ou moins directement provoqués par des circonstances étrangères au régime cellulaire, peu de temps après l'incarcération dont la durée, d'ailleurs, est généralement peu prolongée.

La folie pénitentiaire, ou pour mieux dire la folie due exclusivement à l'influence de la séparation individuelle, cellulaire, étant l'exception rigoureuse, ainsi que l'affirment les éminents aliénistes chargés officiellement de l'examen spécial de ces prévenus, il est évident que l'élévation extrêmement variable du chiffre annuel des aliénés n'est imputable qu'à l'importation plus ou moins considérable et accidentelle d'individus préalablement entachés de folie due soit à l'hérédité, soit à l'épilepsie, soit à l'alcoolisme si répandu aujourd'hui.

Depuis vingt ans que nous dirigeons le service médical de Mazas, nous avons à peine observé cinq ou six cas de troubles mentaux passagers, de délires aigus, momentanés, dus à l'isolement, au régime cellulaire, qui ne saurait être incriminé, nous le répétons avec la plus ferme conviction et avec une longue expérience des faits, de ces cas nombreux de folie permanente, qui récidivent à Mazas, comme partout ailleurs.

Que l'encellulement puisse devenir une cause occasionnelle chez des gens prédisposés, surexcités par une foule de raisons, nous n'essaierons pas de le nier ; mais une cause génératrice, primordiale, nous affirmons le contraire, d'accord avec tous les célèbres aliénistes, qui sont appelés par le Parquet ou le Tribunal à statuer de l'état mental des prévenus ou accusés enfermés à Mazas.

A notre sens, le chiffre progressif des aliénés n'est pas en rapport conséquent avec l'excitation furibonde et malsaine d'une certaine presse, qui prêche l'anarchie, la révolte incessante, le le pillage, le partage des biens, la légalité de l'assassinat, le mépris de toute autorité, de toute discipline, de tout principe modérateur, respectable et nécessaire, civil ou religieux.

On comprend facilement l'influence désastreuse que peut avoir cette croisade incendiaire et coupable sur des cervaux crédules, mal équilibrés, surexcités et déjà prédisposés, soit par l'hérédité, soit par l'alcoolisme, soit par l'épilepsie, soit par des excès de tout genre.

Ces tendances subversives allant toujours en croissant, le chiffre des aliénés, comme celui de la criminalité qui augmente, devra it encore être plus considérable, et cependant, il a plutôt diminué à

Mazas depuis plusieurs années, ainsi que le nombre des suicides qui a baissé des deux tiers.

Nous proposons, du reste, à la fin de ce rapport, un moyen de contrôle sérieux et pratique pour établir ce fait important au point de vue du régime cellulaire.

Nous avons fait préparer pour notre cabinet un registre spécial, sur lequel le médecin aliéniste chargé par le Parquet ou le Tribunal d'examiner le prévenu, au point de vue mental, sera instamment prié de consigner le résumé de son appréciation sur la nature et l'origine des troubles cérébraux présentés par l'inculpé.

Il sera facile chaque année d'établir un relevé numérique exact et motivé, offrant toutes les garanties scientifiques désirables, et qui permettra de fournir les renseignements les plus précieux aux magistrats comme aux médecins.

Sans cette mesure aussi simple que radicale les chiffres bruts, fournis par le greffe de Mazas jusqu'à ce jour, n'ont aucune valeur ; je dirai plus, ils deviennent la source d'erreurs graves, très préjudiciables au jugement sérieux des effets du système cellulaire, et la cause de conclusions fausses et dangereuses comme celles que prononçait M. Millerand devant la Chambre des députés en 1888, et contre lesquelles nous protestons en toute sincérité et conviction.

Il nous a semblé utile, en terminant ce rapport, de présenter un tableau synoptique qui résume, depuis 1871 jusqu'à 1889, les mouvements annuels de la population à Mazas, le relevé des décès, des suicides et des présumés aliénés. Il sera facile d'établir d'un coup d'œil un parallèle comparatif entre ces diverses années.

D^r DE BEAUVAIS,
Médecin en chef de Mazas.

**MAISON D'ARRÊT ET DE CORRECTION CELLULAIRE
DE MAZAS**

MOUVEMENT DE LA POPULATION

et

nombre des décès, suicides et aliénés

ANNÉES	NOMBRE D'ENTRÉES	DÉCÈS	SUICIDES	ALIÉNÉS	OBSERVATIONS
1871	6.573	30	2	16	Sous le nom d'aliénés, on a réuni en bloc les alcooliques, les épileptiques, les fous héréditaires et les simulateurs.
1872	6.531	1	1	21	
1873	7.135	6	2	56	
1874	7.256	11	4	34	
1875	7.671	6	2	47	
1876	10.346	11	5	55	
1877	7.151	11	3	33	
1878	5.826	7	3	32	
1879	7.489	7	3	74	
1880	6.996	11	»	79	
1881	7.329	12	1	91	
1882	7.734	3	1	92	
1883	7.924	7	2	66	
1884	6.732	2	3	73	
1885	6.461	1	3	62	
1886	7.480	5	3	51	
1887	6.624	6	3	65	
1888	6.736	3	1	53	
1889	6.149	8	1	37	

L'ŒUVRE DES BIBLIOTHÈQUES PÉNITENTIAIRES INTERNATIONALES

*Lettre à Monsieur Galkine Wraskoy, Président de la Commission
d'organisation du IV^e Congrès pénitentiaire international.*

Paris, le 12 mai 1890.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 1/13 février par laquelle vous voulez bien, au nom de la Commission d'organisation du IV^e Congrès pénitentiaire international, m'inviter à me rendre à Saint-Petersbourg pour prendre part aux travaux de cette assemblée.

Quoique M. le Ministre de l'intérieur, sur la proposition de M. le conseiller d'État Herbette, m'ait fait le très grand honneur de m'adjoindre à la délégation française, je crains de ne pouvoir, à mon très grand regret, accepter cette mission. — En effet le Congrès, malheureusement pour moi, se tiendra au moment même où je serai retenu à Paris par mes fonctions de secrétaire rédacteur de la Chambre des députés.

Mais, si je ne puis prendre part aux travaux si intéressants qui vont avoir lieu à Saint-Petersbourg, tout au moins me sera-t-il permis d'appeler votre attention et celle des membres du Congrès sur une question au sujet de laquelle déjà j'avais demandé la parole au Congrès de Rome, et qui, faute de temps, n'a pu être discutée et est restée à l'ordre du jour comme celles qui ont trait au système du travail en régie ou en entreprise.

Je veux parler, Monsieur le Président, d'une innovation dont j'ai pris l'initiative et qui, malgré ses apparences modestes, me paraît devoir rendre de grands services dans le domaine du patronage et de l'amendement des condamnés.

Je fais allusion à la création de BIBLIOTHÈQUES PÉNITENTIAIRES INTERNATIONALES.

Partout, dans toutes les nations civilisées, on s'occupe aujourd'hui d'améliorer le sort moral des prisonniers. On comprend de plus en plus que la peine ne doit pas seulement avoir pour effet de punir le condamné, mais qu'elle doit tendre surtout à l'amender, et qu'il était dans le vrai ce pape qui, sur la façade de la prison Saint-Michel, faisait graver ces simples paroles qui valent un pro-

gramme : « *Parum est improbos coercere pœnâ nisi probos efficias disciplinâ* » : il ne suffit pas de punir les méchants, il faut encore et surtout les amender en les soumettant à un régime moralisateur.

Toutes les administrations pénitentiaires poursuivent cet amendement. Elles font appel à la discipline, au travail, à l'influence de l'instituteur, de l'aumônier, des sociétés de patronage, pour essayer de redresser les natures perverses que le vice, l'ignorance, la passion ou le mauvais exemple ont poussées dans la voie du crime. On s'efforce d'éduquer les condamnés, de les instruire, d'en faire, en un mot, des hommes capables de gagner honnêtement leur pain.

Or, de tous les moyens d'éducation, le livre me paraît être le plus simple, le plus efficace et le plus facile à réaliser.

Dans tous les budgets des administrations pénitentiaires, il existe un crédit destiné à l'achat de livres pour les bibliothèques des prisons. Malheureusement, dans ces bibliothèques qui, il faut bien le dire, ne se composent souvent que de quelques misérables volumes, on a oublié de faire la part du condamné étranger.

Visitant un jour les établissements pénitentiaires d'un pays étranger, le hasard m'a amené dans une prison juste au moment où un condamné français allait rendre le dernier soupir. C'était un homme du monde qui avait occupé jadis, dans sa patrie, une position importante, et qui, après bien des péripéties et des fautes, était venu échouer dans cette prison.

Pendant de longs mois ce malheureux était resté enfermé entre quatre murs au milieu de codétenus et de gardiens dont il ne comprenait pas la langue et desquels il avait de la peine à être compris. La bibliothèque de la prison ne contenait pas un seul livre français dont la lecture pût le consoler ou le soutenir, et, sans le hasard qui m'avait amené auprès de ce condamné à cette heure suprême, le malheureux serait mort sans entendre un seul mot qui pût lui rappeler la patrie.

Assurément la prison est et doit être très dure pour tous ceux qui n'ont pas su l'éviter, mais n'est-elle pas trop dure, lorsqu'à la privation de la liberté vient s'ajouter la tristesse de l'exil ?

Nous donnons des livres aux condamnés. Est-ce que l'étranger qui est en prison et qui, lui, ne peut profiter ni des leçons de l'instituteur, ni des consolations de l'aumônier, ni des visites des parents, n'a pas davantage besoin d'avoir à sa disposition quelques livres écrits dans la langue de sa patrie ?

J'ai vu des Italiens dans les prisons de Paris, des Russes dans la prison de Nice, des Français dans les prisons de Sicile ou de Hol-

lande auxquels le prêt d'un livre, que je leur faisais, causait un véritable bonheur.

Il m'a semblé qu'il y avait là dans les prisons une lacune à combler et qu'elle devait l'être par l'initiative individuelle.

J'ai pensé que dans chaque pays, à côté de l'administration pénitentiaire, il y avait place pour une société libre dont le rôle consisterait à se procurer des livres destinés aux nationaux qui subissent leurs peines dans les prisons des pays étrangers.

Avec l'aide de quelques personnes, j'ai fondé cette société pour la France. Je lui ai donné pour titre *l'Œuvre des bibliothèques pénitentiaires internationales*.

Notre société récolte des livres, des livres tels que doivent en contenir les bibliothèques de prisons, c'est-à-dire des ouvrages moraux, instructifs, intéressants : romans, récits de voyages, livres scolaires, auteurs classiques. Il va sans dire que tout sujet de polémique religieuse ou politique ne saurait trouver place dans cette bibliothèque.

Ces livres sont destinés aux prisonniers français qui subissent leur peine dans les prisons étrangères. Sur la couverture nous imprimerons en français une traduction du règlement principal de la prison, afin que le détenu étranger ait un moyen certain de connaître les obligations auxquelles il doit se soumettre. Nous demanderons à chaque administration de nous fournir le texte de cette note que nous nous contenterons de traduire en français.

Qu'il se fonde dans chaque capitale une œuvre analogue, et bientôt nous pourrons procéder à un système d'échange de volumes au grand profit de tous.

Il est bon de remarquer que c'est surtout dans les villes frontières et dans les ports de mer, que dans tous les pays on compte un certain nombre de condamnés étrangers. En organisant avec intelligence quelques bibliothèques internationales dans un très petit nombre de villes, nous arriverons bientôt à faire face aux premiers besoins. Nous rendrons surtout un immense service à toute une catégorie de détenus très intéressants, je veux dire aux marins qui, à la suite de rixes ou d'ivresse, se font arrêter dans un port de mer et qui, une fois en prison, par ignorance des règlements, et à cause de l'impossibilité où ils sont souvent de se faire comprendre, aggravent leur situation et transforment en délit ce qui n'était qu'une contravention sans importance.

A tous ces malheureux, la notice imprimée sur la couverture de nos volumes, servira de guide et de conseil.

Voilà en résumé, M. le Président, le but de l'œuvre que j'ai fondée. J'appelle sur elle votre bienveillante attention et celle des membres du Congrès. J'appelle tout spécialement l'attention de MM. le conseiller Fuchs, le pasteur Riggenbech, Sweschnikow et Steeg, qui, en leur qualité de rapporteurs de la question des relations à établir entre les institutions de patronage des divers pays, reconnaîtront sans doute qu'assurer des livres aux prisonniers qui subissent leur peine à l'étranger, c'est faire du patronage au premier chef. Je recommande cette modeste question aux délégués français. Enfin, M. le Président, je vous serais personnellement reconnaissant s'il vous était possible de la soumettre au Congrès qui, en déclarant que cette œuvre a toutes ses sympathies, lui donnerait un encouragement qui assurerait son succès.

Veuillez agréer, M. le Président, l'hommage de mon profond respect.

Louis PAULIAN,

*Secrétaire rédacteur à la Chambre des députés,
Secrétaire du Conseil supérieur des prisons.*

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE SAINT-PÉTERSBOURG (1890)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

PREMIÈRE SECTION

PREMIÈRE QUESTION DU PROGRAMME

Par quels procédés et dans quelle mesure pourrait-on parvenir à donner, pour les divers pays, une même dénomination et une définition précise des infractions à la loi pénale, destinées à figurer dans les actes ou traités d'extradition ?

RAPPORT SOMMAIRE

PRÉSENTÉ PAR

M. JULES LACONTA

1. — Si notables que soient les progrès accomplis, depuis vingt ans surtout, par rapport à *l'extradition*, on est encore bien loin des résultats à souhaiter.

Au point de vue des règles à observer à l'intérieur des États, on constate que peu de pays les ont inscrites dans des lois ; le plus grand nombre n'assurent aux étrangers aucune garantie et pratiquent le régime de l'arbitraire.

Quant aux relations extérieures, les divergences abondent ; le même État, suivant qu'il traite avec tel ou tel autre, stipule des conditions différentes ; l'attachement au principe excessif de la *réciprocité* crée des entraves au développement d'une si importante institution ; la détermination des personnes passibles d'extradition, des infractions de nature à justifier cette mesure, des règles de tout ordre, fait apparaître des dissidences, des contradictions on ne peut plus nuisibles au perfectionnement.

2. — Comment parvenir, au sujet notamment « de la dénomination ou de la définition précise des infractions » à l'uniformité ? — En.

l'état, il est impossible de proposer une solution complètement satisfaisante.

En présence de la diversité des peines appliquées dans chaque État, on ne peut se référer aux pénalités comme à des termes pouvant servir de base aux conventions internationales.

Les *contraventions* étant partout distinguées des autres infractions, le seul moyen d'arriver actuellement à l'unité serait de soumettre à l'extradition toutes les infractions (dénommées soit *crimes* ou *délits*, soit *délits* dans un sens plus compréhensif), en se bornant à écarter les *contraventions* et, pourrait-on ajouter, les *délits contraventionnels*, dont la détermination ne serait pas, ce semble, très ardue, de même que les catégories d'infractions presque universellement exceptées.

Ce parti aurait, il est vrai, un double inconvénient : il se heurterait à la classification très variée des *contraventions* dans les diverses législations, et, d'un autre côté, il ferait ranger parmi les méfaits passibles d'extradition un certain nombre d'actes que les *conventions* ne visent pas aujourd'hui. Toutefois ces deux inconvénients ne seraient pas très graves, à nos yeux, et il nous paraît que l'on pourrait s'y exposer sans grand dommage. Nous n'apercevons pas, d'ailleurs, d'autre moyen d'obtenir actuellement une *dénomination*, une *définition commune* à l'ensemble des États.

3. — Mais, si peu importants que soient les inconvénients dont nous venons de parler, le souvenir seul des difficultés vaincues et des obstacles qu'on n'a pu surmonter encore, donne malheureusement la certitude qu'un semblable parti ne serait pas adopté. L'Angleterre, par exemple, s'est, après tant d'hésitations, décidée à élargir, dans une mesure restreinte, le cercle des infractions prévues ; les États-Unis et d'autres gouvernements s'avancent si timidement dans cette voie, qu'on ne saurait concevoir l'espérance d'une entente, au temps où nous sommes, sur de telles bases. Le but est donc excellent ; l'avenir, nous en avons la confiance, permettra de l'atteindre. Que d'impossibilités d'hier, en effet, sont devenues les réalités d'aujourd'hui ! Mais il faut se résigner à préparer les résultats futurs, sans se flatter de les voir promptement réalisés : les progrès du droit international ne sont pas des faits passagers, mais des conquêtes qui ne se perdent plus, parce qu'au lieu d'être, comme dans d'autres branches du droit, des prescriptions trop souvent improvisées, elles sont le fruit de séculaires efforts. — Pour faire échouer l'idée que nous venons d'émettre, avec de formelles réserves, ne suffirait-il pas d'exiger l'assenti-

ment des États à une définition quelconque de l'expression *délits politiques*, généralement exclus des traités d'extradition ?

4. — On ne saurait s'étonner des retards subis, relativement à ces questions, lorsque l'on interroge la longue et attachante histoire qui s'y réfère, — les luttes sans cesse renaissantes qui ont mis aux prises l'*asile* et l'*extradition*, — les succès remportés par l'une sur l'autre, — l'opiniâtre résistance de l'*asile* qui, dans notre siècle même et sous des formes nouvelles, ralentit les progrès de l'*extradition*. Notre époque se signale par le rapprochement des États sur des objets multiples de l'activité sociale ; cependant, si nombreux qu'aient été les conférences et les congrès, jamais l'*extradition* n'a motivé une réunion de ce genre. Ce n'est pas que ces rencontres procurent, en toutes circonstances, d'efficaces résultats ; mais on ne peut nier qu'il en jaillit quelquefois un élan fécond, une préparation de l'entente. Jusqu'à ce jour, c'est constamment par les conventions de deux États que ces questions se règlent ; on ne connaît pas, au sujet de l'*extradition*, les amples traités, devenus fréquents par rapport à tant d'autres objets et que signent à la fois de nombreux gouvernements. Aussi est-on, relativement aux questions dont nous parlons, moins rapproché de l'*unité* que sur tant d'autres points.

5. — L'importance des difficultés à résoudre ne doit point lasser les courages. Il faut de plus en plus préparer la voie, sans se dissimuler le caractère ardu de la tâche. Bien d'autres solutions devront être obtenues avant que cette tâche ne soit accomplie. Ce ne sont pas seulement les questions variées, ayant directement trait à l'*extradition*, qu'il s'agit d'aborder, mais encore les problèmes plus amples et si négligés du *droit pénal comparé*. La diversité des *lois pénales*, des *systèmes pénitentiaires*, — les *conflits* internationaux de *juridiction*, — les étroites limites assignées à la *chose jugée*, — la divergence des dispositions législatives concernant la *prescription*, — un état de choses, des institutions non moins disparates aujourd'hui dans le monde civilisé qu'aux siècles passés, à l'intérieur d'un pays féodal, — tout un ensemble d'obstacles à peine attaqués montrent, à la fois, la nécessité d'études poursuivies de concert et les aspérités d'une si haute mission. Des conférences de criminalistes pourraient concourir à rapprocher les gouvernements dans ce but.

6. — En conséquence, nous sommes d'avis :

a. Qu'en ce moment, l'*unité de dénomination et de définition* des infractions à inscrire dans les traités d'extradition ne pourrait

être obtenue qu'en mentionnant *toutes les infractions indistinctement*, à l'exclusion des *contraventions* et des diverses catégories de délits que l'on s'accorde généralement à écarter de ces traités ;

b. Mais que, ne nous dissimulant pas les objections contre une telle solution, nous considérons comme impossible, en l'état, l'adhésion des gouvernements et que le résultat final doit être recherché notamment par des réunions de conférences, de congrès internationaux, où seraient discutées toutes les questions concernant, à la fois, l'*extradition* et l'ensemble du *droit pénal comparé*.

Jules LACOINTA.

PREMIÈRE SECTION

TROISIÈME QUESTION DU PROGRAMME

Convendrait-il d'organiser l'enseignement de la science pénitentiaire ?

Et par quels moyens pourrait-on y joindre l'étude positive des faits et des questions d'application, sans troubler le fonctionnement des services et préjudicier au rôle de l'administration ?

RAPPORT SOMMAIRE

PRÉSENTÉ PAR

M. JULES LACOINTA

1. — Le savant historien du *Droit criminel*, M. Albert Du Boys, que la France vient de perdre, a écrit(1) : « Qu'est devenue parmi nous la science du droit criminel, la première de toutes, selon l'expression de Montesquieu, puisqu'elle touche au repos, à la vie, à l'honneur des citoyens ? Quels sont les avocats, même les plus distingués de nos barreaux, qui y aient attaché de l'importance et qui s'en soient sérieusement occupés ? Pourrait-on même compter beaucoup de magistrats qui cherchent à approfondir cette étude... ? Il y a très peu de criminalistes en France, et le nombre en devient toujours plus rare, tandis qu'en Allemagne (M. Du Boys aurait pu ajouter : *et en Italie*), la science du droit pénal est très cultivée

(1) T. IV, *préface*, p. 9.

dans les rangs de la magistrature et du barreau, et que, parmi les philosophes de quelque renom, il n'en est presque pas un qui n'ait pas fait de cette science l'objet de ses méditations. »

S'il y a lieu de citer de très méritantes exceptions, on ne doit pas moins reconnaître que ces doléances sont fondées, en ce qui concerne de nombreux pays. Le droit criminel, d'autant plus digne d'être étudié que la véritable origine de sa formation date d'un siècle à peine, est très délaissé. On croit que, pour être fixé sur ses règles, il suffit de lire les textes législatifs; les rédacteurs des journaux quotidiens, souvent même ceux qui s'occupent spécialement des affaires judiciaires, des publicistes, parfois même renommés, prouvent à maintes reprises qu'ils ignorent les principes, les dispositions de cette branche de la législation.

2. — Cet état de choses exige, d'une part, qu'une place plus large soit ménagée, dans l'enseignement juridique, aux théories du droit criminel, et de l'autre, qu'à cette étude se joignent les investigations pratiques, sans lesquelles la science pénale ne peut être, dans son ensemble, pleinement comprise et appliquée avec sagesse.

3. — A ce second point de vue, rien n'est plus nécessaire que l'examen des problèmes pénitentiaires.

En élargissant le cadre de l'enseignement du droit criminel, on y ferait pénétrer davantage la lumière que procure l'étude des législations étrangères, et l'on rendrait possible l'exposé des régimes répressifs adoptés dans les différents États. La *peine* doit présenter des caractères essentiels, à défaut desquels l'œuvre de la justice criminelle n'atteint pas son but; il importe donc d'étudier les châtimens variés qu'édictent les lois des divers peuples, de les apprécier, à la clarté des principes et de l'expérience, de condamner les uns comme contraires au véritable esprit de la répression, de discerner les conditions d'efficacité des autres, en signalant les améliorations qu'ils comportent et toutes les conditions de leur mise en œuvre. Il y a lieu de s'étonner que la science pénitentiaire soit si négligée, alors qu'elle est l'indispensable complément de l'enseignement théorique. Peu d'élèves des facultés, des universités, sont initiés à cette science; c'est ainsi que dans les rangs de la magistrature, du barreau, des parlements, des administrations publiques, on ne rencontre qu'un petit nombre d'hommes ayant vraiment le souci de problèmes graves entre tous et s'appliquant à les résoudre. De là les tergiversations, les atermoiements pour prescrire ou exécuter les mesures les plus

nécessaires ! Si beaucoup d'esprits éclairés cultivaient la science pénitentiaire, ils reconnaîtraient la nécessité d'agir, et l'on ne verrait pas, au XIX^e siècle, les États s'attarder dans la réalisation de réformes desquelles dépend, pour une large part, le salut social ; la question pénitentiaire cesserait d'être comme un hors-d'œuvre, au lieu d'être reléguée à l'arrière-plan, ainsi qu'elle l'est souvent par les législateurs, on n'y verrait plus un sujet secondaire, mais une question vitale dont il ne faut pas ajourner la solution jusqu'au jour où, le mal grandissant, l'effroi s'emparerait de l'opinion publique et dicterait d'aveugles décisions.

Le *droit pénal* et la *science pénitentiaire* devraient être donc deux objets inséparables du même enseignement.

4. — Pour compléter les explications qu'exigent l'une et l'autre de ces deux branches, la visite des condamnés serait nécessaire, avec tous les égards dus à l'homme tombé, en évitant de l'offrir en spectacle, en s'inspirant, dans cette mission, de la délicatesse propre aux âmes généreuses.

Les étudiants pourraient être conviés à faire partie de *sociétés de patronage* ; en la compagnie, par exemple, de membres de ces sociétés et en très *petit nombre*, ils seraient admis à converser avec les condamnés ou, tout au moins, à assister aux entretiens que, soit leur maître, soit d'autres hommes compétents auraient avec des détenus subissant leur peine. Ce serait un précieux stimulant pour déterminer les administrations pénitentiaires à mieux organiser, à faciliter davantage dans les prisons cet accès de la *bonne compagnie*, sans laquelle le régime cellulaire, si excellent qu'il soit, rencontrerait de fermes adversaires chez ses défenseurs les plus dévoués. L'entrevue d'un condamné avec des visiteurs, réunis au nombre de trois ou quatre au plus, ne saurait présenter aucun inconvénient et se prêterait à une facile réglementation. Il ne s'agirait jamais, bien entendu, de visiter des inculpés, des prévenus ou des accusés ; on s'attacherait même à ne pas indiquer, s'il était possible, le nom du condamné visité.

Les jeunes gens, d'un esprit appliqué, entendraient formuler et feraient, à ce contact, d'utiles observations. De même que la théorie de la procédure civile ne saurait suffire, sans la rédaction des actes et le maniement des dossiers, à former un praticien, de même le *droit pénal* et la *science pénitentiaire* ne peuvent s'acquiescir sans cette grave et prudente fréquentation du coupable ; on n'enseigne pas l'art de guérir, sans clinique médicale ; l'étude du criminel n'est pas moins incomplète, si on ne l'accompagne d'une

clinique d'un autre ordre, mais non moins féconde, lorsqu'elle est bien dirigée.

Pour être un initiateur dans cette étude, il ne suffit pas d'en concevoir le dessein et d'être heureusement doué du côté de l'intelligence ; il faut connaître l'ensemble des régimes pénitentiaires, en avoir scruté les vices et les mérites, s'être préparé par la méditation à l'invisible anatomie du cœur humain ; cela même ne suffit point ; il faut encore s'être profondément avancé dans l'œuvre de la justice pénale, y avoir longtemps vécu, s'être fortifié par l'expérience qui en découle, se sentir éloigné des visées hardies et incertaines, du *parti-pris*, ennemi de toute vérité, et avoir gagné, dans la douloureuse familiarité des choses criminelles, l'aptitude à observer, avec une calme et impartiale pénétration, les hommes qui subissent leur châtement. Quel fruit retirerait la jeunesse studieuse, des avertissements qui précéderaient, des leçons qui suivraient la visite faite en la compagnie d'un tel guide ! S'il pouvait, avant l'entretien, sans énonciation des noms et des lieux, exposer les circonstances de nature à bien préciser l'état moral du condamné, ce complément du cours universitaire aurait le plus grand prix.

Les étudiants seraient initiés, en même temps, à la pratique du régime des prisons, aux dispositions et aux applications des règlements.

5. — Nous estimons donc :

I. Qu'il conviendrait d'organiser l'enseignement de la *science pénitentiaire* ;

II. Qu'aux heures assignées à la visite des *sociétés de patronage*, des mesures concertées entre l'administration et les corps enseignants pourraient faciliter l'accès, sous la direction soit d'un magistrat, soit d'un professeur, soit d'un membre de ces *sociétés*, d'étudiants désignés à l'avance à l'autorité et qui seraient admis, au nombre de trois au plus, dans chaque entrevue avec un condamné ; que des mesures devraient être prises aussi pour initier, par groupes, dans les prisons mêmes, les étudiants à la connaissance pratique du régime pénitentiaire et à l'étude des questions d'application.

Jules LACOINTA.

REVUE DU PATRONAGE

ET DES INSTITUTIONS PRÉVENTIVES

Sommaire. — FRANCE: 1^{re} Œuvre de l'hospitalité de nuit. Asile Albert Brandenburg. — 2^e Société de patronage des libérés de Bordeaux. — 3^e Société de patronage des libérés de Seine-et-Marne. — 4^e Maison hospitalière de la rue Clavel.

FRANCE

I

Œuvre de l'hospitalité de nuit. Asile Albert Brandenburg ouvert à Bordeaux.

La première assemblée générale de cette œuvre, a eu lieu, le 25 mai 1889, à l'asile, passage Leydet, sous la présidence de M. Charles Gaden.

M. le Président a d'abord adressé un chaleureux remerciement à ceux qui avaient répondu à l'appel de la société, et donné ainsi une nouvelle consécration à l'œuvre de l'hospitalité de nuit.

Puis, il a rendu hommage aux sentiments élevés qui ont dicté la générosité de madame Brandenburg; il a rappelé qu'en donnant une somme importante, madame Brandenburg avait facilité la réalisation d'un des vœux les plus chers du regretté M. Albert Brandenburg, et avait permis ainsi d'exécuter un projet longuement mûri par le bureau de bienfaisance, mais arrêté jusqu'alors par suite du défaut de ressources.

M. le Président a donné ensuite la parole à M. Rodel, secrétaire de la société, qui a présenté un très intéressant et très détaillé rapport, non seulement sur ce qui a été fait, mais aussi sur ce qu'il reste à accomplir.

Nous ne pouvons à cause de son étendue, reproduire ce rapport en entier ; nous sommes forcés, à regret, de nous en tenir aux principaux passages.

L'asile Albert Brandenburg, a été ouvert le 9 avril 1883 : et cela fait, croyons-nous, de Bordeaux, dans l'ordre chronologique, la neuvième ville de France, ayant ouvert des asiles de nuit (1).

La première maison fondée à Paris, celle de la rue Tocqueville, ne reçut le jour de son ouverture, le 2 juin 1878, que trois pensionnaires. Il n'en fut pas de même à Bordeaux : le premier soir, l'asile eut quarante-deux hôtes. Depuis lors, il n'en a jamais eu moins de vingt-sept ; le maximum atteint est de quatre-vingt-sept.

Chaque soir, à côté du personnel de l'établissement, un membre de l'administration vient assister à l'entrée des pensionnaires, leur lit le règlement, leur donne des conseils et des encouragements et parfois, prononce une exhortation. Cette tâche est dévolue à certains membres qui portent le titre de membres assistants. Les hôtes de l'asile sont rarement insensibles à la marque d'intérêt qui leur est ainsi donnée.

L'asile est dirigé par M. le capitaine en retraite Paul, chevalier de la Légion d'honneur. La présence d'un officier retraité à la tête d'un asile est chose excellente. A Paris, chaque asile est dirigé par un ancien capitaine ; il en est de même du refuge de la société des prisonniers libérés de Bordeaux.

Le képi et le ruban rouge, jouent un grand rôle et imposent le respect, aujourd'hui surtout, que tout le monde a été soldat.

Le personnel de l'établissement est complété par un premier surveillant concierge et un deuxième surveillant. Puis, on prend comme troisième surveillant, un pensionnaire capable de remplir ces fonctions, auquel un modique salaire est alloué. Chaque jour il est pris pour faire la corvée, autant d'hommes qu'il est nécessaire ; on choisit les hommes de bonne volonté ; s'il n'y en avait pas, on prendrait d'office, en commençant par les plus jeunes ; mais on n'a jamais besoin d'en arriver là.

Enfin il y a presque toujours un cordonnier, un tailleur et un jardinier pris parmi les pensionnaires. Ce ne sont pas toujours les mêmes : ils restent quelque temps puis ils s'en vont. Ils ne sont pas

(1) Les autres sont par ordre alphabétique : Aix, Clermont, Le Havre, Lyon, Marseille, Paris, Rouen et Saint-Étienne.

payés, mais nourris, ce qui coûte fort peu de chose; de plus ils reçoivent quelques vêtements et quelques douceurs (des bons de tabac par exemple). Le cordonnier et le tailleur raccommodent et mettent en état les vêtements et chaussures des pensionnaires ou ceux qui sont donnés par des personnes généreuses.

Les menuisiers qui se sont succédé ont complété le mobilier de l'asile avec du bois généralement donné par des amis de la maison; ils ont fait des bancs, des tables, des placards, des échelles, etc.

Les jardiniers ont défriché et mis en état de culture le terrain attenant à l'asile sur la route de Toulouse. Ce terrain appartient au bureau de bienfaisance qui ne l'utilise pas pour le moment et le réserve pour l'avenir.

On donne le soir un morceau de pain pesant de 250 à 300 grammes, mais il n'entre pas dans les vues de ceux qui dirigent cette œuvre de nourrir leurs hôtes.

Souvent des pensionnaires de l'asile sont souffrants par suite d'excès de fatigue, d'inanition, etc; il peut être utile d'avoir recours à un médecin; plus souvent encore, il sera nécessaire de faire sans retard un pansement, d'administrer un cordial, de calmer une douleur violente. Aussi l'asile dont nous parlons a organisé un service médical et pharmaceutique; trois médecins du quartier assurent le service.

L'asile a recueilli, du 9 avril 1888 au 9 avril 1889, 6.912 individus dont 6.885 hommes, 10 femmes et 17 enfants (on considère comme enfants les mineurs de quinze ans). Ces 6.612 pensionnaires ont fourni un total de 17.337 nuits passées à l'asile.

En principe un individu n'a droit qu'à trois nuits consécutives, à quatre si, dans les trois nuits réglementaires, se trouve celle du samedi au dimanche ou la veille d'un jour férié. On voit en comparant ces deux chiffres, 6.912 et 17.337, que tous les hôtes de l'asile n'ont pas épuisé leur droit et n'ont pas couché trois nuits à l'asile. En effet trois fois 6.912 cela fait 20.736, or nous n'arrivons qu'à 17.337. Si on tient compte de ce fait que beaucoup de pensionnaires ont couché quatre nuits et plus à l'asile, la différence devient plus grande encore.

Les administrateurs et le directeur sont autorisés, s'ils le jugent convenable, à accorder des nuits supplémentaires, et ils usent souvent de ce droit. Dans certain cas, deux ou trois nuits supplémentaires peuvent avoir une importance considérable.

L'asile de Bordeaux a soixante lits en fer et un lit de camp

servant à ceux qui sont trop sales ou qui arrivent quand tous les lits sont occupés, ou qui ayant dépassé le nombre de nuits réglementaire sont autorisés à revenir à l'asile. Autant que possible des lits sont réservés aux vieillards.

Le lit de camp peut contenir une vingtaine d'hommes; une nuit vingt-sept y ont couché. En certains cas il a fallu comme cela se fait ailleurs, ranger des bancs côte à côte contre le mur, et improviser ainsi un lit de camp supplémentaire.

Lorsqu'un homme a couché ses trois nuits, il ne peut plus être admis à l'asile qu'après un intervalle d'un mois. Un ingénieux système de fiches alphabétiques permet de retrouver facilement les noms des anciens pensionnaires, que le directeur reconnaît d'ailleurs immédiatement en faisant l'inscription. Quelques-uns en ont fait l'expérience à leurs dépens, alors qu'ils voulaient dissimuler leur identité et faire croire qu'ils venaient pour la première fois; en ce cas, c'est l'expulsion immédiate.

C'est là ce qui doit faire préférer l'unité d'asile. A Paris où il y en a plusieurs, les uns appartenant à des sociétés privées, les autres à la ville, il est certain que malgré tous les efforts et malgré toutes les précautions un grand nombre de personnes arrivent à tromper la surveillance et à se faire recevoir alternativement dans les divers asiles.

L'administration de l'asile de Bordeaux sait très exactement ceux de ses pensionnaires qui reviennent plusieurs fois. Sur 6.912 il en est revenu 1.100 : donc 5.812 n'ont fait qu'un seul séjour à l'asile. Ces 5.812 représentent plus des 5/6 sur les 1.100 qui sont revenus à l'asile :

805 n'y sont venus que 2 fois.

218 y sont venus 3 fois.

60 — 4 —

14 — 5 —

2 — 6 —

1 — 8 —

Celui qui a été reçu huit fois est un vieillard de 85 ans. On ne saurait bien certainement faire grief à l'asile de l'avoir accueilli trois nuits tous les mois.

Les 6.912 pensionnaires ont reçu 17.337 rations de pain réglementaires sans compter des rations supplémentaires accordées aux plus affamés ou aux plus intéressants.

Les hôtes de l'asile appartiennent à toutes les classes, à toutes

les professions, à tous les milieux. L'asile a recueilli un ancien notaire, un journaliste, un architecte, et même un ancien fonctionnaire qui au cours de sa carrière accidentée avait été un instant associé très intimement à l'administration de l'œuvre de l'hospitalité de nuit dans une autre ville de France. On serait surpris si l'on savait la quantité de professeurs, d'instituteurs, d'interprètes, de clercs de notaires ou d'avoués, d'artistes, de musiciens que l'œuvre a abrités. Comme de pareilles statistiques montrent bien l'accroissement du nombre des déclassés!

L'œuvre dont nous rendons compte ne se borne pas à donner à ses pensionnaires un lit et du pain pendant trois nuits, elle fait davantage. Elle leur donne des effets d'habillement, elle leur procure des papiers, elle les rapatrie, elle les place.

Elle a distribué :

Articles d'habillement ou de lingerie.....	423
Paires de souliers, sabots ou espadrilles.....	250
Chapeaux ou casquettes.....	65
Total des objets.....	<u>738</u>

Il est d'autant plus nécessaire de distribuer des vêtements à ceux qui ont recours à l'asile qu'ils en ont souvent un besoin absolu pour pouvoir se présenter et demander du travail.

M. Rodet a fait ressortir combien il serait utile d'aider au placement des pensionnaires de l'asile, et à l'appui de son opinion il a cité l'exemple de la société qui dirige l'asile de nuit de Vienne. Fondée en 1870, c'est seulement depuis le 1^{er} mai 1881 qu'elle a créé un bureau à cet effet. Depuis cette date jusqu'en 1888, il a été fait 14.000 placements.

Après le rapport de M. Rodet, M. Brandenburg a donné un aperçu de la situation financière.

Les recettes se divisent en trois catégories suivant la destination donnée par les souscripteurs.

1^o Fonds destinés à la construction de l'établissement. — Ces recettes ont été de 89.867 fr. 80 c. — elles ont été entièrement employées dans la construction de l'asile.

2^o Versements destinés à la constitution du fonds de dotation de l'œuvre. — Il a été reçu pour cet objet 35.500 fr. — 34.460 fr. 15 c. ont été placés en rente 3 p. 100; -- il est donc resté au crédit de ce compte 39 fr. 85 c. — qui seront employés dans le prochain achat de rente qui pourra être fait.

3° Dons et libéralités destinés aux dépenses quotidiennes de l'asile.

Le total des recettes a été de.....	12.393 fr. 93 c.
Les dépenses ont été de.....	10.907 37
Le solde créditeur au 31 décembre	
1888 était donc de.....	1.486 fr. 56 c.

Nous espérons vivement que cette œuvre si utile et qui rend rend déjà de si grands services, étendra encore par la suite son action bienfaisante.

II

Société de patronage des libérés de Bordeaux.

Cette Société dont nous avons souvent parlé (1) a tenu son assemblée générale le 23 novembre 1889 dans le local du Refuge, rue Malbec 97, sous la présidence de M. Henri Couve, vice-président, remplaçant M. O. Grossard alors absent de Bordeaux.

Le nombre des assistés a un peu diminué dans le dernier exercice. Nous voyons en effet dans le rapport de M. Calvé, secrétaire, que durant son quinzième exercice qui embrasse la période comprise entre le 1^{er} novembre 1888 et le 1^{er} novembre 1889, la Société a assisté en y comprenant 9 pensionnaires qui restaient encore de l'année précédente, 976 individus sur lesquels 729 ont été admis au Refuge, 191 entretenus au moyen de bons d'auberge et 47 secourus à leur domicile ou aidés à leur passage. Le chiffre de 976 patronnés est de 48 unités moins élevé que celui de l'exercice précédent.

La Société ne peut donner à tous ses patronnés l'hospitalité de l'asile; elle a dû recourir pour un grand nombre d'entre eux à ce mode supplémentaire d'assistance dont la Société use depuis quelques années et qui consiste à assurer un logement et la nourriture dans une auberge du voisinage. Ce secours qui grève peu le budget de la Société, puisqu'il ne coûte que 50 centimes par jour et par homme n'est qu'un expédient auquel la Société est forcée d'avoir recours quand les lits du dortoir sont tous occupés. La Société ne se dissimule pas dans quelle mesure insuffisante il répond au véritable exercice de son action bienfaisante; aussi le comité s'est-il décidé à mettre à exécution

(1) Voir *Bulletin* d'avril 1889, p. 521.

un projet dont il avait été souvent parlé: la construction d'un nouveau bâtiment. La dépense sera de 17.000 francs, et, pour la couvrir, l'assemblée a émis un vote favorable pour obtenir du gouvernement l'aliénation de deux titres de rente 30 p.0/0 d'ensemble 367 francs.

Nous extrayons du rapport de M. Calvé les passages suivants qui donnent d'intéressants détails sur cette œuvre si recommandable.

« Nous vous avons dit que, durant l'exercice auquel s'applique le compte rendu, notre Société avait assisté 976 individus; sur ce nombre, nous défalquons, faute de renseignements précis en ce qui les concerne, les 91 qui n'ont été entretenus qu'au moyen de bons d'auberge, et les 47 qui ont reçu des secours à domicile où à leur passage dans notre ville:

Ont été placés	165
Ont été rapatriés.....	159
Ont été embarqués	17
Réconciliés avec leur familles.....	5
Engagés au service militaire	5
Sont sortis volontairement	365
Sont entrés à l'hôpital	7
Ont été renvoyés	6
Restaient encore au refuge au 1 ^{er} novembre courant	9

768

« Le placement de nos patronnés reste toujours une des tâches difficiles de notre Œuvre. Ceux que les professions par eux déjà exercées ou leurs forces physiques rendent propres aux travaux de manœuvres, trouvent accès dans des chantiers privés ou publics, et se procurent ainsi un premier salaire dont l'augmentation ne dépend plus que de leur bonne volonté. Il n'en est pas de même de ceux qui, par leur faiblesse corporelle ou la spécialité de leurs occupations précédentes, sont incapables de s'employer aux ouvrages qui ne demandent que de la force: ils répugnent à les entreprendre, sachant qu'ils devront bientôt y renoncer sur le congé qui leur sera presque aussitôt donné, lorsqu'ils n'auront pas eu eux-mêmes le sentiment de leur insuffisance. C'est particulièrement en ce qui concerne les patronnés ne pouvant se prêter qu'à des emplois déterminés, que nos recherches de placement rencontrent le plus de difficultés: les chefs d'ateliers n'accueillent qu'avec peine ceux dont on ne peut dissimuler

passé, entaché d'une ou plusieurs condamnations; ils se montrent plus favorables à ceux que nous avons recueillis après leur comparution au Petit Parquet et que notre intervention a sauvé d'une première flétrissure trop souvent suivie d'une série de chutes qui vont sans cesse s'aggravant. Cette bonne volonté des chefs d'industrie, ne peut toutefois s'exercer que dans une mesure assez restreinte, le recrutement du personnel dont ils ont besoin, étant généralement assuré par des inscriptions qui ont précédé nos demandes. Nous avons pu, malgré cela, placer un nombre relativement important de nos pensionnaires, et nous ne saurions assez en remercier les patrons qui, en les recevant chez eux, se sont généreusement associés à notre Œuvre, et lui donnent son caractère réellement pratique.

« Ceux de nos protégés que, dans la statistique que précède, nous désignons comme étant « sortis volontairement du Refuge » ont, pour la plupart, quitté cet établissement, sinon avec une place assurée, du moins avec les indications leur permettant de trouver un emploi et d'être ainsi dans un bref délai à l'abri du besoin.

« Nous considérons comme l'un des modes les plus utiles de notre patronage l'assistance grâce à laquelle nos pensionnaires peuvent regagner leur domicile ou leur lieu d'origine. Cédant, en effet, à la funeste attraction des grandes villes, plusieurs d'entre eux abandonnent le sol sur lequel ils avaient jusqu'alors mené une vie modeste, souvent même pénible, mais toujours honnête et protégée contre la misère. Il leur a suffi d'un court séjour loin de leur domicile si imprudemment quitté, pour ressentir la plus cruelle déception et se trouver aux prises avec la détresse et ses fatales suggestions. En les replaçant dans le milieu dont ils n'auraient jamais dû s'éloigner, nous leur restituons les influences qui leur redeviendront salutaires; et, tout en les sauvant des suites fâcheuses de leur imprudence, nous ne leur laissons que le bénéfice d'une expérience, qui, pour être brève, n'a cependant pas été sans quelque rigueur. Les Compagnies de chemins de fer d'Orléans et du Midi nous ont prêté un concours fort utile en nous concédant un certain nombre de bons de demi-places; le même service nous a été rendu par la Compagnie de navigation de Bordeaux à Nantes. L'Administration préfectorale, qui multiplie les témoignages de sa sympathie et ses encouragements à notre œuvre, a également favorisé le rapatriement

de quelques-uns de nos patronnés, en leur délivrant, sur notre demande, des passeports avec secours de route.

« Sur nos 738 patronnés du refuge :

Avaient moins de 21 ans	203
Avaient de 21 à 30 ans	205
Avaient de 30 à 45 ans	224
Avaient plus de 45	106
	738

« Nous faisons tous nos efforts pour déterminer ceux de nos pensionnaires qui ont de 18 à 20 ans et sont sans famille et sans ressources, à devancer l'appel de leur classe sous les drapeaux. Les résultats obtenus par la Société créée à Paris pour la protection des engagés volontaires élevés dans les maisons d'éducation correctionnelle, sont la preuve certaine de la moralisation à laquelle peuvent conduire le respect de la discipline et le sentiment des devoirs imposés par la vie militaire. Nous n'avons pu, à notre vif regret, réussir que dans une très faible proportion puisque 5 seulement ont, sur nos conseils, contracté des engagements dans l'armée.

« Voici quel était le degré d'instruction de nos pensionnaires :

Avaient une instruction supérieure	3
Savaient lire, écrire et compter	216
Savaient lire et écrire	398
Ne savaient que lire	25
Étaient entièrement illettrés	96

738

« Les condamnations de ceux qui appartenaient à la catégorie des libérés avaient été prononcées pour les délits suivants :

Vagabondage et mendicité	135
Vol	147
Escroquerie, abus de confiance, faux	35
Grivèlerie, ivresse	14
Bris de clôture, outrages, coups, rébellion	25
Désertion et insoumission	4

360

« Les 738 pensionnaires qui forment le complément de nos admissions au Refuge, ont été accueillis par nous, soit à la suite d'une autorisation non suivie de jugement, soit après un acquittement

et quelquefois aussi sur la simple recommandation des autorités administratives ou judiciaires. Pour quelques-uns d'entre eux, nous avons la certitude que leur passé était pur de toute condamnation, mais il en est beaucoup pour lesquels nous ne pouvons produire une telle affirmation. C'est particulièrement en faveur de ceux dont le casier judiciaire ne mentionne aucune peine criminelle ou correctionnelle que notre patronage a le plus d'efficacité : l'accès des ateliers ou chantiers leur est, en effet, plus facile, et le refus qu'ils auraient à essuyer n'est de nature à leur inspirer ni humiliation ni découragement. Nous sommes ainsi fondés à répéter que les sociétés de patronage ne sont pas seulement utiles aux prisonniers arrivés à l'expiration de leur peine, mais qu'elles viennent en outre très heureusement au secours des individus qu'une infraction légère exposait à une condamnation qui, quelque modérée qu'elle fût, aurait eu souvent pour eux de désastreuses conséquences. Les magistrats, à tous les degrés de la hiérarchie, réservent leur sévérité pour les faits graves et les individus incorrigibles, mais ils sont disposés à l'indulgence pour les fautes légères et les délinquants qui comparaissent pour la première fois devant eux. En relaxant ceux à l'égard desquels il leur est possible de pousser aussi loin l'indulgence sans trahir leur devoir, ils font une œuvre qui est réellement salutaire, à la condition toutefois qu'une assistance charitable puisse ensuite la compléter, la mener à bonne fin, et leurs plus sûrs auxiliaires sont, à cet effet, les sociétés de patronage. Il est donc à souhaiter que chaque département soit pourvu d'une institution de cette nature, venant en aide à la justice, pour éviter que les décisions qui s'inspirent de son indulgence soient sans profit et ne deviennent que le simple ajournement d'une correction pénale.

« Parmi nos 738 pensionnaires du Refuge :

275 venaient des prisons de Bordeaux ;

22 sortaient d'autres établissements pénitentiaires ;

195 nous avaient été adressés du Petit Parquet ;

246 avaient été admis sur la recommandation de membres du Comité ou d'autorités diverses.

738

« Les professions par eux exercées sont les suivantes :

Manœuvres et journaliers..... 201

Serruriers, forgerons, mécaniciens..... 81

Maçons, tailleurs de pierres, plâtriers, marbriers..	53
Ébénistes, menuisiers, charpentiers.....	64
Comptables et employés de commerce.....	38
Domestiques et infirmiers.....	20
Cultivateurs, jardiniers.....	24
Marins, chauffeurs.....	50
Ancien notaire.....	1
Professeurs, instituteurs.....	3
Imprimeurs, lithographes, relieurs.....	14
Bijoutiers, horlogers.....	6
Peintres teinturiers.....	35
Selliers, bourrelliers.....	6
Tonneliers, caissiers, tourneurs.....	10
Pâtissiers, cuisiniers, garçons de café et de restau- rant.....	35
Boulangers	36
Cordonniers.....	24
Tailleurs d'habits.....	11
Chapeliers, coiffeurs.....	6
Verriers, porcelainiers.....	9
Bouchers, charcutiers.....	8
Sans profession déterminée.....	3
	738

« Les recettes de toute nature, y compris le solde en caisse le 1^{er} novembre 1888, qui était de 4.524 fr. 28 c. se sont élevées à 19.794 fr. 88 c.

« Les dépenses ont été de 13.480 fr. 75 c.

Le solde en caisse au 1^{er} novembre 1889 était donc de 6.314 fr 13 c.

III

Société de patronage des libérés de Seine-et-Marne.

L'assemblée générale de la Société de patronage a eu lieu le 1^{er} mars 1890. M. Veillier, secrétaire, a donné lecture du compte rendu ci-après, des opérations de la société pendant l'année 1890 :

Messieurs, lors de votre dernière réunion générale, après avoir entendu le rapport annuel des opérations de la Société et approuvé

les comptes du Trésorier, vous avez décidé de nommer une commission qui, s'adjoignant au bureau, devait examiner avec lui les voies et moyens de créer un asile où le coucher serait donné aux patronnés et de rechercher les travaux qui pourraient être utilement exécutés.

« Au cours de son examen, votre Commission s'est heurtée à des difficultés de diverses natures qu'elle a pour obligation de vous exposer :

« En premier lieu, elle doit constater le peu de ressources qu'offre la région de Melun au placement des libérés, ainsi que l'éloignement des rares industriels du pays, des cultivateurs et des fermiers pour l'emploi de cette main-d'œuvre que vainement nous avons offerte.

« En second lieu, depuis assez longtemps, aucun grand chantier de travaux publics, où nos protégés pourraient plus facilement être acceptés et se faire oublier, n'a été ouvert dans le département de Seine-et-Marne.

« Il convient de confesser l'insuccès de nos démarches, et nous ne pouvons, à cet égard, que faire appel à la bonne volonté de tous les adhérents de la Société pour rechercher des débouchés à cette main-d'œuvre qui, fatalement, si elle n'était protégée, serait perdue pour le pays.

« D'ailleurs, les libérés ainsi livrés à eux-mêmes — nous parlons des mieux intentionnés — iraient, leurs ressources épuisées, grossir le chiffre des mendiants et des vagabonds, au grand préjudice de la sécurité publique et de la masse des contribuables dont les charges s'accroissent non-seulement du fait de l'absence de travail de la part des libérés, mais aussi par l'effet de la mendicité, trop souvent accompagnée de vols et de rapines.

« Nous devons constater aussi, qu'à la suite du développement donné à la libération conditionnelle, la plupart des sujets intéressants, libérés avant l'expiration de leur peine, échappent à l'action du patronage. Si l'on ajoute à cette catégorie les individus d'origine étrangère dirigés à leur libération vers la frontière de leur pays, il ne reste, pour la maison centrale du moins, que peu de sujets à patronner.

« Dans les maisons d'arrêt du département, malgré les appels réitérés qui ont été adressés aux détenus et les instructions données par l'Administration à ses agents, votre Bureau n'a reçu qu'un nombre restreint de demandes.

« Il y avait donc lieu de se préoccuper des moyens de faire pro-

duire au patronage tout son effet utile et de rechercher, s'il n'y aurait pas à côté des détenus, des passagers dignes de votre intérêt, souvent libérés d'autres prisons et en état de vagabondage ou de mendicité ; si d'autre part, dans beaucoup de cas, il ne conviendrait pas de reporter votre sollicitude sur les malheureuses familles des individus en prison préventive ou frappés d'une peine.

« L'utilité d'un pareil patronage n'a pu vous échapper :

« Dans le premier cas, en rapatriant un passager sans ressources, mais digne d'intérêt, vous l'empêcherez peut-être d'accomplir, sous la pression du besoin, des actes délictueux : au point de vue local, vous l'éloignerez d'une région où il chercherait vainement un travail capable de suffire à ses besoins eu égard à la cherté de l'existence et vous le rendrez, s'il est âgé ou infirme, à son domicile de secours.

« Dans le second cas, en accordant votre protection à la famille nécessiteuse dont le chef est retenu en prison, vous ferez encore du patronage au vrai sens du mot, puisque vous aurez, parfois, non-seulement prévenu la chute des membres de la famille restés honnêtes, mais encore contribué à rattacher le détenu à sa famille, à resserrer des liens trop souvent relâchés et à lui permettre de rentrer en grâce auprès d'elle, au grand bénéfice de son amendement et de son retour au bien.

« La délégation de votre Comité, après avoir donné, en principe, son adhésion à une extension aussi rationnelle du patronage, vient présenter à votre approbation le travail préparé en vue de modifier en conséquence les statuts de la Société de Seine-et-Marne.

« Dans ses réunions des 22 juillet, 7 octobre et 9 décembre derniers, la délégation a arrêté un projet de rédaction qu'elle soumet aujourd'hui à votre approbation. Les modifications importantes ne portent que sur un nombre restreint d'articles ou, pour mieux dire, sur un seul (l'art. 2), car les changements opérés sur les autres n'ont souvent eu lieu que pour les mettre en concordance soit avec ce même article, soit avec les usages et modes de procéder admis par votre Société depuis plusieurs années. Un examen sommaire de cette rédaction tirée en plusieurs épreuves placées sous vos yeux, vous permettra de vous rendre compte des modifications dont il s'agit. Vous vous prononcerez et vous statuerez ensuite en pleine connaissance de cause.

« Malgré les difficultés de l'heure présente, le patronage a néanmoins réalisé quelque bien et soulagé d'assez nombreuses infortunes.

« Conformément à vos décisions antérieures, votre Bureau s'est

mis en rapport avec la Société centrale de patronage à Paris, qui a bien voulu placer trois de nos protégés.

« L'expatriation a continué à être encouragée et toutes les demandes ont été accueillies; malheureusement, elles sont peu nombreuses : trois libérés sont cependant partis pour la République Argentine; un autre s'embarquera sous peu de jours.

« Deux ont obtenu du travail par l'intermédiaire d'adhérents à la Société.

« Un, aveugle, sans ressources, a été placé à l'hôpital des Quinze-Vingts pour y être opéré de la cataracte.

« Dix-neuf, en général âgés et infirmes, ont été rapatriés.

« Trente-sept, dans le dénûment le plus complet, ont reçu des effets d'habillement. Dans ces deux catégories se trouvaient des femmes nourrices et des enfants en bas âge.

« Six ont reçu des prêts variant de vingt à cinquante francs pour leur permettre soit d'acheter des outils, soit de pourvoir aux besoins pressants de leurs familles.

« Vingt-six ont reçu de modiques secours en argent, variant de un à deux francs.

« Ainsi, au cours de l'année, quatre-vingt-quatorze prisonniers ont éprouvé les bienfaits du patronage. C'est peu, sans doute, si l'on s'en rapporte au grand nombre de libérés, mendiants ou vagabonds, qui circulent dans la région.

« C'est quelque chose, si l'on veut bien remarquer que votre concours et votre protection n'ont été accordés qu'à des gens réellement dignes d'intérêt.

« Plusieurs patronnés ont d'ailleurs donné de leurs nouvelles : l'un d'eux, après avoir remercié la Société de son œuvre de charité, fait connaître qu'il a réussi au delà de ses espérances et qu'il travaille, en Amérique, au service d'une Compagnie de constructions maritimes où il est chef de bureau des dessinateurs; un autre, après avoir été employé pendant deux ans dans une minoterie, en est devenu gérant et associé; un troisième affirme sa ferme résolution de vivre honnête malgré les épreuves auxquelles il est soumis; un quatrième, dont la position s'est récemment améliorée, adresse de nouveau ses remerciements à la Société pour son intervention en sa faveur et donne l'assurance « que rien, absolument rien ne subsiste plus de l'homme criminel. Je ne puis, dit-il, comprendre ce que je fis autrefois et s'il ne m'en restait des marques douloureuses et ineffaçables, j'en perdrais le souvenir comme s'il s'agissait de quelque rêve impossible. »

« Plusieurs autres, malgré une situation précaire, vous sont reconnaissants et paraissent avoir compris qu'il faut être honnête homme quand même pour vivre libre et devenir citoyen de la République. Tels sont les renseignements que votre Bureau est en mesure de vous fournir sur le compte de vos protégés.

« Votre action, étant donné l'éloignement de beaucoup de détenus pour le patronage, semble d'ailleurs, ne pouvoir prendre de l'extension que du côté de la protection des familles des détenus et du côté de l'assistance par le travail en faveur de certains passagers qu'un concours momentané peut empêcher de tomber. Cette action, pour n'être que préventive, pourrait néanmoins devenir efficace. Il faut même admettre, en principe, que le secours ou l'assistance par le travail accordés à l'homme qui a failli ne devraient jamais faire défaut à celui qui est encore debout. Dans le premier cas, nous faisons œuvre de relèvement, dans le second nous faisons obstacle à la chute, restant ainsi fidèles à notre programme, au programme de toutes les sociétés de patronage, qui consiste non seulement à entraver les progrès de la récidive, mais aussi à employer les moyens propres à réduire la criminalité.

« Sans rien abandonner de ce programme, qui considère le travail comme principal moyen de relèvement, nous avons été amenés à constater les difficultés trop réelles que rencontre, à cet égard, le patronage. Ces difficultés ne sont peut-être pas insurmontables et il convient d'essayer d'amener l'opinion publique à se montrer moins réfractaire aux libérés. Sans rappeler les principes qui exigent que la peine cesse une fois la dette payée et que le devoir d'accueillir les libérés prenne le pas sur la crainte qu'ils peuvent inspirer, nous nous bornons à dire que l'intérêt social bien compris commande non-seulement la cessation de toute hostilité, mais nous oblige à tendre une main secourable à toutes les bonnes volontés. Nos intérêts eux-mêmes se trouvent lésés par l'inutilisation des forces dont il s'agit ; les charges publiques s'accroissent en raison des nécessités de l'assistance et la sécurité des personnes devient trop souvent corrélatrice de l'extension du vagabondage et de la mendicité.

« Avec votre approbation, nous nous proposons, Messieurs, de continuer nos recherches et, grâce aux subsides accordés par M. le Ministre de l'intérieur qui se sont élevés à 3.000 fr. en 1889, de poursuivre l'organisation d'un travail pour les patronnés. »

M. le Président s'attache ensuite à faire ressortir l'importance

sociale qu'il y aurait à donner une certaine extension à l'œuvre. Étant donnée sa prospérité financière, il pense que la Société de Seine-et-Marne, à l'exemple de certaines sociétés de patronage, devra prochainement étudier la question d'un représentant général qui serait spécialement chargé de trouver du travail pour les libérés.

Ce représentant devra être avant tout un homme honorablement connu dans le pays, jouissant de l'estime publique. Ses connaissances et ses relations devront lui permettre de servir utilement d'intermédiaire entre la Société de patronage, d'une part, et les personnes qui consentiraient à mettre à profit la main-d'œuvre des libérés.

Deux membres du Comité, MM. Boizeau et Garmigny, signalent à l'attention de l'Assemblée que, prochainement, des travaux de chemin de fer vont être effectués dans le département, entre Brie-Comte-Robert et Verneuil, et qu'il y aurait là, probablement, un débouché assez important pour cette main-d'œuvre. MM. Boizeau et Garmigny veulent bien, d'ailleurs, faire des démarches personnelles auprès des entrepreneurs de travaux afin d'obtenir leur concours.

M. Despagnat, juge au tribunal de Melun, fait ressortir également la nécessité d'avoir un délégué auprès de chaque maison d'arrêt du département, chargé de renseigner la Société sur le mérite des demandes qui lui sont adressées. Cette proposition est admise à l'unanimité et M. Champigny, procureur de la République, a bien voulu se charger de faire personnellement des démarches dans ce but auprès de ses collègues et des magistrats du département.

IV

Maison hospitalière de la rue Clavel.

Nous donnons du neuvième rapport de M. le pasteur Robin sur la maison hospitalière de la rue Clavel 32, bien connue de nos lecteurs, le passage concernant les résultats obtenus pendant l'année 1889-1890.

HOMMES HOSPITALISÉS EN 1889

Restant au 1 ^{er} janvier 1889	17
Hommes reçus dans l'année	547
Total	<u>564</u>

Séjour de ces hommes: 5.896 journées, en moyenne dix jours un tiers.

Ont travaillé: 309 hommes.

Séjour de ces hommes: 5.373 journées, en moyenne dix-sept jours un quart.

N'ont pas travaillé: 249 hommes.

Séjour de ces hommes: 347 journées, en moyenne un jour et demi.

Pensionnaires travaillant au dehors: 6 qui ont passé dans la maison, 176 journées.

Il résulte de ce premier tableau: 1° que le nombre des travailleurs a augmenté ainsi que le nombre des journées de travail et 2° que le nombre des non travailleurs et de la durée de leur séjour dans la maison a diminué notablement pendant le dernier exercice, par suite d'un contrôle constant exercé sur les admissions. C'est un résultat dont nous devons nous réjouir: l'assistance a été plus moralisante et une dépense inutile a été évitée, les exploiters de la charité ayant été éloignés en grand nombre par l'obligation qui leur est imposée de travailler.

1° — RÉSULTATS DU TRAVAIL

	Calorifères	Moyens	Petits	TOTAUX
Margotins restant en magasin au 1 ^{er} janvier 1889.....	»	7.900	900	8.800
Margotins fabriqués dans l'année.....	1.170	96.950	17.000	115.120
Ensemble....	1.170	104.850	17.900	123.920
Margotins vendus dans l'année.....	750	96.500	15.750	113.000
Margotins restant en magasin.....	420	8.350	2.150	10.920

2° — PLACEMENT DES TRAVAILLEURS

Les 309 hommes qui ont travaillé sont ainsi classés :

Ont trouvé du travail ou ont été placés	221
Sont partis en province.....	17
Ont été rapatriés.....	29
Sont partis pour le service militaire.....	5
Pensionnaires ayant travaillé au dehors.....	6
Ont été renvoyés.....	7
Restaient dans la maison au 1 ^{er} janvier 1890.....	24
Total.....	309

3° — DÉPENSE PAR HOMME ET PAR JOUR

	fr. c.
Nourriture.....	0 88
Blanchissage.....	0 03
Éclairage.....	0 027
Chauffage.....	0 040
Entretien de l'immeuble	0 066
Loyer.....	0 341
Salaires des ouvriers.....	0 204

Total en moyenne..... 1.588

En 1887, la moyenne par homme et par jour, a été de 1 fr. 48, moins les frais d'administration.

En 1888, elle était de 1 fr. 40.

En 1889, elle s'est élevée à 1 fr. 58. Mais le produit du travail de chaque homme s'est élevé également.

En 1887, le travail de confection de margotins a produit un

	fr.	c.
bénéfice de	2.817	»

En 1888, le produit du travail a été de..... 6.053 25

En 1889, il a été de..... 8.467 05

Cette augmentation du produit de l'atelier est notable.

Aussi nous a-t-elle permis de payer aux ouvriers un salaire plus élevé pour travail supplémentaire.

Le gain des travailleurs nous a donné, par homme et par jour, une moyenne de 1 fr. 58, somme égale à leur dépense moins les frais d'administration, qui ont été de 39 centimes. Ils ont ainsi couvert 80 pour 100 de leur dépense, tandis que les non travailleurs, heureusement de moins en moins nombreux, ont dépensé et n'ont rien produit.

Tous ces chiffres sont la démonstration éloquente de la valeur économique de l'idée de l'assistance par le travail et indiquent clairement la voie où il faut entrer.

Le Secrétaire,

E. ROBIN, pasteur.

REVUE PÉNITENTIAIRE

Sommaire. — 1° Réorganisation des prisons de la Seine. — 2° Régime pénitentiaire au Chili. — 3° De la suppression des courtes peines privatives de la liberté en Allemagne et de leur remplacement. — 4° La prison de Wormwood-Scrubs. — 5° Informations diverses. *Revue étrangères.*

I

Réorganisation des prisons de la Seine.

L'ordre du jour du Conseil général, du 3 avril 1890 appelle la discussion du rapport présenté par M. Darlot, au nom de la Commission spéciale des prisons, sur la réorganisation des prisons de la Seine.

M. DARLOT, *rapporteur*. — Messieurs, dans sa séance du 17 mars dernier, la Commission spéciale de réorganisation des prisons a chargé son président de se rendre auprès de M. le directeur de l'Administration pénitentiaire, afin d'examiner de concert avec ce fonctionnaire et en se mettant, au moins officieusement, d'accord avec lui sur la question de principe, les moyens d'arriver à la réalisation, la plus prompte possible, de certains projets dont le Conseil général s'est occupé au cours de sa dernière session budgétaire et notamment de la création en dehors de Paris d'une colonie, plus spécialement agricole et horticole, destinée à remplacer, pour la plus grande partie du personnel qui y est interné, la prison de la Petite-Roquette, dite Maison d'éducation correctionnelle, dont le titre ne correspond plus à l'affectation actuelle.

C'est le résultat de cette conférence que je vais avoir l'honneur, Messieurs, de vous faire connaître.

En passant successivement en revue les diverses prisons, je vous indiquerai ce qui a été fait et ce qui reste à faire au point de vue, soit de leur changement d'affectation partiel ou total, soit de la meilleure utilisation des locaux actuels, soit de leur appropriation ou de leur transformation, soit enfin de leur suppression ou de leur remplacement.

Depuis la promulgation de la loi du 5 juin 1875, plusieurs séries

de projets tendant à l'appropriation de prisons anciennes ou à la construction de prisons nouvelles ont été élaborées ; mais la plupart de ces projets doivent être remaniés, sinon refaits complètement, comme ne répondant plus aux besoins actuels.

Commençons par le Dépôt près la préfecture de Police, qui est pour ainsi dire le vestibule des autres prisons, puisque tous les prévenus, sans aucune distinction, passent par le Dépôt avant d'être dirigés sur un autre établissement pénitentiaire.

On se plaint périodiquement de l'insuffisance du Dépôt au point de vue de l'impossibilité d'isoler tous les prévenus qui devraient être placés en cellules ; aussi la Commission a-t-elle été quelque peu étonnée de constater au cours de la visite qu'elle a faite au Dépôt à la fin de l'année dernière, avec l'assistance de M. le directeur de l'Administration pénitentiaire, qu'un nombre important de cellules, 38 du côté des hommes et 60 du côté des femmes, étaient détournées de leur destination et affectées à des services accessoires, tels que salles de fouille, ateliers, magasins, paneterie, salles de bains, ou occupées par un personnel d'habitants n'appartenant pas à la catégorie des prévenus de crimes et délits, les vieillards, les enfants, les aliénés, les gâteux, les filles insoumises.

Parmi les cellules ainsi immobilisées par un personnel, pour une partie au moins duquel l'isolement cellulaire est loin d'être une nécessité, un certain nombre pourrait être rendu au service de la détention.

La mise à exécution du projet de bains par aspersion et d'étuve à désinfection, voté par le Conseil général dans sa dernière session, permettra d'aménager, dans le surplus des espaces libres sous le grand perron de Harlay, quelques magasins et services accessoires qui dégageront le quartier de la détention cellulaire.

En raison de la situation même du Dépôt dans les soubassements d'un grand édifice, et des exigences de construction qu'impose le mode d'occupation des étages supérieurs, tous les travaux à exécuter pour l'extension du Dépôt et la création de nouvelles cellules coûteront forcément très cher. Il faut donc, avant de songer à des agrandissements d'ailleurs impossibles pour un temps assez long, utiliser au mieux les cellules existantes et les espaces disponibles.

Dans cet ordre d'idées, la Commission avait pensé, d'accord en cela avec M. le directeur de l'Administration pénitentiaire, qu'il fallait chercher à faire sortir du Dépôt certaines catégories d'in-

ternés qui n'y avaient pas place obligée ou qui même ne devraient pas y entrer; nous voulons parler des enfants et des aliénés.

On avait songé à aménager un petit quartier séparé pour les enfants dans les locaux du quai de l'Horloge occupés par le dispensaire de salubrité, qui aurait été transféré dans une partie des bâtiments de la prison Saint-Lazare aujourd'hui sans utilisation.

Le Conseil supérieur des prisons a même, dans sa séance du 25 février 1890, émis un avis dans ce sens. Mais la seule annonce de la mise à l'étude de ce dernier projet a soulevé des protestations de la part des habitants du voisinage de Saint-Lazare, protestations dont notre collègue M. Hatat s'est fait l'interprète à la dernière séance du Conseil général, ce qui a fourni à M. le préfet de police l'occasion de déclarer qu'il était absolument opposé au projet.

Quel que soit le quartier ou l'endroit où il soit question de transférer en bloc les services du dispensaire, les mêmes protestations se produiront, et non sans quelque raison, nous devons le reconnaître.

Et cependant, s'il est un point sur lequel il ne puisse y avoir de dissentiment, c'est que le dispensaire devrait être placé partout ailleurs qu'au Palais de justice, sur un quai des plus fréquentés, à côté de l'entrée de la Cour de cassation!

Pourquoi au lieu de faire affluer au centre de Paris, à des heures déterminées, les 4.000 prostituées astreintes aux visites sanitaires, ne les disséminerait-on pas en créant dans les hôpitaux des divers quartiers de petits dispensaires où les filles viendraient passer la visite médicale réglementaire?

Mais là encore nous nous heurterons au refus de la préfecture de police, qui argue de la nécessité indispensable d'avoir sous la main ce service délicat.

En ce qui concerne l'enlèvement du Dépôt de l'infirmerie des aliénés, on ne manquera pas de faire valoir des considérations du même genre : nécessité de maintenir l'infirmerie des aliénés à proximité du bureau administratif installé à la caserne de la Cité. Cependant, d'après la loi, les aliénés étant l'objet de placements d'office ne devraient jamais être conduits ni déposés dans une prison. Puisque ce sont des malades, ne seraient-ils pas mieux à leur place dans un hospice ou dans un bâtiment dépendant d'un asile, à Sainte-Anne par exemple?

Voilà pour ce qui concerne le Dépôt.

A la Conciergerie on a installé dans un bâtiment séparé de la détention cellulaire un quartier de dépôt pour les jeunes filles,

d'où elles sont dirigées, si elles doivent recevoir l'éducation pénitentiaire, sur la maison de Fouilleuse.

Il avait été question en 1880 de construire à la Conciergerie un nouveau quartier de 61 cellules; mais, par les mêmes raisons qu'au Dépôt près la préfecture de police, le prix exorbitant auquel ressortait chaque cellule a justement motivé le rejet du projet. Mieux vaut laisser inutilisés des espaces en substruction qui ne se prêtent qu'incommodément à des installations pénitentiaires que d'y enfouir près de deux millions pour obtenir une trentaine de cellules.

Rien à dire au point de vue de la réorganisation de la maison d'arrêt cellulaire et de la prison de la Santé. Les seuls travaux à y exécuter ont trait à la réfection du système de vidange dont l'Administration s'occupe en ce moment, et à l'établissement de bains par aspersion, dont les crédits sont votés.

Conformément à l'entente intervenue avec l'Administration pénitentiaire, un concours restreint à un petit nombre d'architectes familiarisés avec les constructions pénitentiaires sera très prochainement ouvert pour la construction en dehors de Paris d'une nouvelle prison en remplacement de Sainte-Pélagie. Le choix de l'emplacement et le projet issu du concours pourront être soumis au Conseil général à la session budgétaire de 1890.

De même que Sainte-Pélagie, mais plus tard, le Dépôt des condamnés est destiné à disparaître. Il serait remplacé par une prison à construire en dehors de Paris et les terrains de l'emplacement actuel seraient vendus.

Les quartiers cellulaires de Nanterre qui, pendant l'épidémie d'influenza, ont été occupés à titre provisoire, du consentement de l'Administration pénitentiaire, par des reclus ou des hospitalisés, vont être très prochainement mis en service comme prison.

On trouvera là 450 cellules dont moitié pour les hommes et moitié pour les femmes.

Depuis l'affectation de la maison de Doullens à la détention des femmes du département de la Seine condamnées à plus de deux mois de prison et des condamnées nourrices, la prison de Saint-Lazare ne contient plus que des prostituées contrevenantes, malades ou ayant à subir une condamnation de droit commun. Il y a par suite dans cette prison une certaine quantité de locaux vacants qu'on ne peut songer à désaffecter tant que la prison conservera son affectation actuelle, mais qu'on avait cru, moyennant l'établissement d'entrées séparées, pouvoir utiliser, notamment pour

le dispensaire, qui eût été placé de la sorte à côté du service de syphiligraphie récemment réorganisé par l'Administration pénitentiaire.

La question d'utilisation des locaux vacants de Saint-Lazare demeure donc pendante.

Nous arrivons au projet sur lequel a porté notre entretien avec M. le directeur de l'Administration pénitentiaire, il s'agit du remplacement de la Petite-Roquette par une colonie agricole et horticole. Aucune objection de principe ne s'oppose à la réalisation de l'idée que poursuit depuis longtemps le Conseil général de la Seine.

L'État se réserve seulement d'examiner en temps les détails d'application, qui seront réglés de concert avec les représentants du département de la Seine. Il y aurait lieu de rechercher une propriété rurale, pas trop éloignée de Paris, comportant des terres en quantité suffisante, abondamment pourvue d'eau et bien située sous le rapport des accès et des facilités de communication.

Sur cette propriété on pourrait créer un établissement mixte qui recevrait trois catégories d'enfants ; les détenus par voie de correction paternelle, ceux condamnés à une peine d'emprisonnement et ceux qui sont destinés à recevoir l'éducation pénitentiaire. Les deux premières catégories sont à la charge des départements, la troisième incombe à l'État. Pour les deux premières, on créerait un petit quartier cellulaire où seraient internés, dans de bien meilleures conditions hygiéniques qu'à la Petite-Roquette, les enfants en correction paternelle pour lesquels les parents réclameraient l'isolement cellulaire et les enfants devant subir une courte peine d'emprisonnement. On pourrait même faire travailler aux jardins et aux champs, par escouades séparées, les enfants de la correction paternelle pour lesquels les parents accepteraient ce régime.

Quant aux enfants envoyés en correction pour un certain nombre d'années et devant recevoir l'éducation pénitentiaire, on construirait pour eux une petite colonie comportant bâtiments d'administration, dortoirs, réfectoires, salles d'école, écuries, hangars, etc., On installerait, en outre, des ateliers pour les industries se rattachant à l'agriculture, menuiserie, charonnage, serrurerie, vannerie, confection de paillassons, et en outre quelques ateliers de travaux industriels pour les enfants qui seraient rebelles aux travaux des champs.

Ce serait une sorte de colonie modèle dans laquelle on placerait

de préférence les enfants se conduisant bien et ayant des aptitudes pour le jardinage et l'agriculture.

La gestion de cet établissement pénitentiaire serait remise à l'État, avec lequel on s'entendrait au sujet de la fixation d'une redevance proportionnelle au nombre d'enfants qui seraient placés à la colonie. Ce serait la contre-partie de Fouilleuse où c'est l'État qui, moyennant un abonnement, fournit des locaux au Département.

Puisque la combinaison qui vient d'être détaillée est reconnue acceptable dans ses grandes lignes par M. le Directeur des services pénitentiaires, nous vous proposons d'inviter l'Administration départementale à rechercher, dans un rayon de 20 à 30 kilomètres de Paris, des propriétés remplissant les conditions indiquées ci-dessus et à présenter des propositions au Conseil général à sa prochaine session.

Les ressources dont nous disposons pour la réorganisation des prisons y compris celles du budget de 1890, s'élèvent à 2.690.000 francs.

En outre la vente des terrains de la Petite-Roquette produirait une recette qu'on ne peut pas évaluer à moins de 2.500.000 francs.

La suppression de la Petite-Roquette, qui serait un bienfait pour le quartier, apporterait donc largement les ressources nécessaires à la création de la colonie projetée, et à la construction dans Paris d'un petit dépôt pour les enfants, qui pourrait être, soit isolé, soit annexé à un autre établissement pénitentiaire.

La réorganisation de nos prisons recevra ainsi un double commencement d'exécution du côté de la Petite-Roquette et du côté de Sainte-Pélagie.

Sous le mérite des considérations qui précèdent et comme conclusion, nous vous proposons de voter le projet de délibération suivant :

« Le Conseil général,

« Sur le rapport de sa Commission spéciale de réorganisation des prisons,

« Délibère :

« L'Administration est invitée :

« 1° A presser la mise au concours d'une nouvelle prison à construire en dehors de Paris pour remplacer Sainte-Pélagie, afin d'obtenir ensuite le plus promptement possible du Gouvernement la désaffectation de cette dernière prison ;

« 2° A étudier les moyens de transférer hors du Palais-de-Jus-

tice et du Dépôt les services du dispensaire de salubrité et l'infirmerie des aliénés ;

« 3° A rechercher, dans un rayon de 20 à 30 kilomètres de Paris, des propriétés pouvant convenir à la création d'une colonie agricole et horticole destinée à remplacer la Petite-Roquette, qui serait désaffectée et vendue, et à faire connaître, à la prochaine session du Conseil, le résultat de ses recherches ».

Les conclusions de la Commission sont adoptées (1).

II

Régime pénitentiaire au Chili.

Santiago de Chili, 1^{er} février 1890.

Monsieur et honoré Collègue,

Répondant aux questions que vous m'avez posées au sujet de la transportation à l'île de Pâques et du mode d'emprisonnement au Chili (2), je vous dirai que *le Temps* a été mal informé quand il a dit, dans un article du 8 novembre 1888, que le Gouvernement du Chili songeait à établir une colonie pénitentiaire dans l'île de *Pascuas*. Ce système de pénalité n'est pas actuellement reconnu par notre Code et, comme il a donné chez nous de mauvais résultats, nul ne pense à le rétablir. L'île de *Pascuas* est d'ailleurs trop éloignée de la côte pour pouvoir être utilisée dans ce sens. Il est probable que si, plus tard, on revenait aux colonies pénales, on donnerait la préférence aux îles « *Juan Fernandez* » éloignées seulement de 300 milles et réputées pour leur fertilité et la douceur de leur climat. Mais je répète que personne n'y songe pour le moment.

Quant aux autres questions que contient votre lettre, il m'a semblé qu'il serait préférable pour vous d'avoir la parole officielle de notre directeur général des prisons, qui est en même temps mon ami. Ainsi donc, je me suis adressé à lui, je lui ai envoyé vos questions et j'approuve complètement ses réponses. J'ajouterai seulement qu'il y a trente ans à peine on avait encore l'habitude d'employer les prisonniers aux grands travaux publics, tels que chemins, ponts, etc., mais ce système étant très onéreux, on a adopté celui de la prison cellulaire qui est employé actuellement.

J'ai l'honneur, etc.,

EGIDIO BALLESTEROS.

(1) Conférence sur les prisons de la Seine *Bulletin*, 1888, p. 346; 1889, p. 421.

(2) *Bulletin*, 1890, p. 120 et 370.

A Monsieur D. Manuel Egidio Ballesteros.

Monsieur,

J'ai eu l'honneur de recevoir votre lettre du 17 courant, dans laquelle vous me demandez quelques renseignements sur nos prisons et notre régime pénitentiaire.

C'est avec le plus grand plaisir que je satisfais à votre demande; je regrette seulement de ne pouvoir disposer, en ce moment, du temps nécessaire pour entrer dans certains détails, se rapportant aux questions posées.

J'y répondrai suivant l'ordre dans lequel elles ont été formulées.

I

Vos prisonniers sont-ils tous enfermés ?

J'entends par là qu'il s'agit de savoir si, dans la prison, ils restent constamment enfermés, ce qui a lieu chez nous seulement dans la nouvelle prison de Santiago, inaugurée au mois de décembre dernier. Dans cet établissement, on a établi, pour la première fois au Chili, le régime de la séparation individuelle, dans sa stricte acception ; les détenus ne peuvent quitter leur cellule que le temps nécessaire au service hygiénique et pendant les heures accordées par le règlement pour la promenade dans les préaux, en plein air, ou dans les galeries couvertes. Au même régime seront soumises les autres prisons cellulaires, actuellement en construction. Dans les autres prisons, les détenus sont enfermés isolément ou en commun, seulement pendant les heures consacrées au repos. Cependant, ceux qui sont mis au secret par mesure d'instruction judiciaire ou punis par voie disciplinaire, restent enfermés tout le temps que dure l'instruction ou la punition. Il n'est pas permis aux prisonniers d'errer librement dans l'établissement : Chacun circule dans sa section et on tâche autant que possible qu'ils ne sortent pas de leur enceinte.

II

Sont-ils détenus en cellule ?

Pour le moment nous avons fort peu de prisons cellulaires et celles qui existent sont petites, relativement à l'effectif; de sorte que, la plupart du temps, il faut mettre deux ou trois individus dans la même cellule, ce qui naturellement occasionne de sérieux

désordres. Depuis que je suis dans l'administration pénitentiaire, j'ai pu voir que l'isolement à deux est plus dangereux encore que la communauté.

Aussi, dans le pénitencier de Santiago, le système d'Auburn est-il appliqué dans toute sa rigueur ; il y a 520 cellules, on n'admet que 520 prisonniers.

Les mêmes inconvénients sont évités dans la nouvelle prison de Santiago et le seront probablement dans les futures prisons départementales, parce que toutes seront d'une capacité supérieure au nombre maximum de détenus donné par la statistique locale.

En résumé et pour répondre à la question, telle qu'on a voulu, si je ne me trompe, la formuler dans le présent paragraphe, deux prisons seulement, comprenant 985 cellules, sont soumises au régime cellulaire. (A mon avis, on ne peut nommer proprement *cellulaire* un réduit qui sert ordinairement pour deux ou plusieurs individus.)

III

Combien y a-t-il de prisons cellulaires au Chili?

Il existe actuellement au Chili :

Une prison cellulaire (465 cellules) dans laquelle est observé d'une façon absolue le régime de séparation individuelle : c'est la nouvelle prison de Santiago, construite conformément au système les plus avancés.

Une prison cellulaire dans laquelle est établi le régime d'Auburn, appelé ici communément *mixte* : c'est le pénitencier de Santiago (520 cellules) destinées à l'accomplissement des peines dépassant cinq ans et un jour.

Quatre autres prisons édifiées pour le système cellulaire, mais dans lesquelles il n'est pas appliqué, soit parce que ces prisons sont trop petites pour les nécessités locales, soit parce que, à force de modifications, elles ont fini par perdre, jusqu'à un certain point, leur distribution primitive.

En dehors des établissements indiqués, il n'y a plus de prisons cellulaires. Les autres sont soumises au régime de la communauté ; si quelques-unes ont des cellules, elles servent uniquement pour la mise au secret et les punitions.

Il faut avouer, bien que ce ne soit pas très satisfaisant, que peu de nos établissements sont des édifices spéciaux ; la plupart sont

des propriétés municipales ou privées qu'on a adaptées bien imparfaitement, comme il est facile de se l'imaginer, à un service de cette nature.

Mais en même temps, il est juste de dire que, dans les dernières années, on a cherché et on continue de chercher avec zèle le remède à cette situation.

La loi a déchargé les municipalités de l'administration des prisons, le Gouvernement a pris les rênes en mains, le service tend à s'unifier, les règlements se préparent, la statistique se forme et les budgets assignent, chaque année, de grosses sommes pour la construction d'édifices spéciaux (1).

Aujourd'hui s'élèvent trente quatre prisons, et on a le projet d'en construire plusieurs autres.

Je calcule que, dans vingt ans d'ici, toutes les prisons chiliennes seront des édifices spéciaux, appropriés à leur but. Inutile d'ajouter que le système cellulaire sera seul adopté : tous les plans obéissent à un même type, ils diffèrent seulement dans les proportions et dans des détails insignifiants.

Pour donner une idée de l'importance des nouveaux établissements, il suffit de dire que la prison de Santiago vaut environ 5.250.000 francs, non compris la valeur du terrain.

IV

Vos détenus sont-ils employés quelquefois à des travaux à l'air libre « all'aperto » comme disent les Italiens ?

Autrefois, on employait ainsi fréquemment les condamnés au bagne, c'est-à-dire à plus de soixante jours et moins de cinq ans et un jour ; mais, à cause des évasions qui avaient lieu continuellement, on a abandonné peu à peu cette coutume, et aujourd'hui, le nombre des condamnés travaillant à l'air libre hors de la prison, est insignifiant.

La direction des prisons a, pour sa part, l'intention d'abolir complètement ce mode de travail, surtout parce qu'il est très-coûteux pour l'Administration. Les condamnés ne sont pas de bons ouvriers : ils sont mous, agissent avec lenteur, et nécessitent une surveillance qui entraîne de grands frais.

Il y a encore d'autres motifs.

(1) V. Sup. p. 597.

A quels travaux s'emploient-ils à l'air libre? ports, routes, chemins de fer, terrassements?

Les travaux qui se faisaient « all'aperto » et se font encore dans quelques départements, sont l'ouverture et l'entretien des routes. Je ne sache pas que les condamnés aient été ou soient occupés de cette manière à d'autres travaux.

Le Directeur général des prisons du Chili.

III

De la suppression des courtes peines privatives de la liberté en Allemagne et de leur remplacement.

La nécessité de supprimer les courtes peines privatives de la liberté, ou tout au moins d'en limiter l'usage autant que possible, est proclamée comme urgente par un grand nombre de criminalistes. Les dangers et l'inutilité de ces peines ont été déjà fréquemment démontrés. Elles sont cependant appliquées très souvent. Le professeur de Litz a démontré, par la statistique de l'année 1886, qu'en Allemagne, sur 100 individus condamnés pour crimes et délits prévus par le Code pénal de l'Empire, 64 n'ont encouru qu'une peine inférieure à un mois d'emprisonnement. Dans ce chiffre ne sont pas comprises les condamnations prononcées pour de simples contraventions, condamnations qui, par leur nature même, ne peuvent entraîner qu'un emprisonnement de quelques jours.

Dans un intéressant article, inséré dans le Bulletin de la Société des prisons du nord-ouest (19^e livraison), M. ASCHROTT, juge au bailliage de Berlin, s'attache à montrer que ce résultat est dû, non pas à la faute des magistrats allemands, mais à la législation pénale elle-même, qui ne met pas actuellement, à la disposition des juges, des moyens suffisants pour remplacer les courtes peines privatives de la liberté.

M. Aschrott critique d'abord l'organisation de la peine de l'amende. Si l'on veut qu'elle remplace, dans une certaine mesure, l'emprisonnement, il faut que le juge ait, pour en fixer le chiffre, une latitude plus grande afin de la proportionner aussi exactement que possible à la situation de fortune du délinquant. M. Aschrott est d'avis d'adopter sur ce point, le système présenté par M. Holt-

zendorff. Il s'agirait de prendre pour base de l'amende le montant de l'impôt payé chaque mois par le condamné sur son revenu. Le Code pénal ne fixerait plus, d'une manière absolue, le maximum de l'amende : ce maximum varierait suivant la classe dont fait partie le délinquant, au point de vue de l'impôt sur le revenu. Le prévenu pourrait être condamné à payer deux fois, trois fois, ou plus, le montant de sa taxe mensuelle, ou seulement une fraction de cette taxe. Un minimum serait fixé spécialement pour les individus pauvres qui sont déchargés de cet impôt. Les renseignements nécessaires seraient fournis aux magistrats pour l'application de l'amende. Celle-ci serait recouvrée en même temps que l'impôt par les agents du fisc. En cas de non paiement, au lieu d'exercer la contrainte par corps, M. Aschrott propose de recourir au travail forcé, qui n'a pas, comme l'emprisonnement, un caractère infamant. On trouverait facilement dans les campagnes des travaux appropriés aux journaliers qui n'auraient pu s'acquitter. Dans les villes, il y aurait peut-être quelques difficultés, mais elles ne seraient pas insurmontables. Le travail forcé n'entraînerait aucune surveillance coûteuse. La seule différence qui existerait entre le travailleur libre et le travailleur forcé, c'est que ce dernier ne toucherait pas son salaire, qui servirait à l'acquiescement de la condamnation. La peine de l'amende ainsi réformée pourrait, dans certains cas, être substituée à un emprisonnement de courte durée.

M. Aschrott recommande en outre le système de la caution et de la condamnation conditionnelle. Il s'est inspiré de la loi anglaise du 8 août 1887, intitulée « *Probation of first offenders act* ». M. Aschrott estime que, pour certains délits, notamment les injures, les coups et blessures, les tribunaux pourraient substituer à l'emprisonnement de courte durée l'obligation imposée au délinquant de consigner une somme d'argent pendant un délai déterminé. Si, à l'expiration du délai à lui imparti, le prévenu a tenu sa promesse de se bien conduire, la caution lui est restituée. Elle est au contraire perdue pour lui s'il commet un nouveau délit.

Le système de la caution serait employé aussi avec avantage en matière de contraventions.

Quant à l'objection tirée de l'insolvabilité possible du délinquant, on peut répondre que ce dernier pourra trouver des parents ou des amis qui consentiront à verser la caution fixée. Il ne s'agit pas en effet comme pour l'amende d'une somme qui est définitive-

vement acquise par l'État. La caution sera rendue si le prévenu remplit exactement la condition qui lui a été imposée par le tribunal. Ses répondants sont eux-mêmes intéressés à surveiller sa conduite pendant le temps d'épreuve. Enfin des personnes ou des institutions charitables ne manqueront pas de procurer une caution aux prévenus indigents, qui, par leur conduite antérieure, auront mérité cette faveur.

M. Aschrott croit que la condamnation conditionnelle en laissant pendant un certain délai la peine suspendue sur la tête du condamné comme une épée de Damoclès, est une des meilleures réformes proposées. Il critique toutefois la loi belge du 31 mai 1888, qui porte que « la condamnation sera considérée comme non avenue si le condamné n'encourt pas de nouvelle condamnation. » M. Aschrott estime avec raison que cette disposition est excessive. S'il est utile que la loi donne la facilité de supprimer les courtes peines dont l'effet est nuisible, il n'y a nulle nécessité d'annuler les jugements. Il existe, suivant lui, dans cette disposition de la loi belge, un empiètement sur le droit de grâce, qui appartient au souverain. Il critique aussi l'expression de *condamnation conditionnelle* dont on se sert en Allemagne pour désigner cette réforme. Cette expression peut être juste si l'on adopte la législation belge, puisqu'après le temps d'épreuve écoulé la condamnation est censée n'avoir pas existé. Mais, si l'on suit le système de M. Aschrott qui est partisan du maintien de la condamnation, l'exécution seule étant suspendue, l'expression devient impropre. M. de Litz propose comme titre : « *Sursis conditionnel à l'exécution de la peine* » Le projet autrichien est ainsi rédigé : « Loi sur la suspension des peines. » M. Aschrott préfère l'expression suivante : « *Jugement avec peine conditionnelle.* » Il pense qu'il n'y aurait lieu d'exclure du bénéfice de cette réforme que les individus qui auraient déjà été condamnés à une peine privative de la liberté. Il approuve le principe posé dans la loi belge, qui borne le pouvoir accordé au juge de suspendre la peine, au seul cas où l'emprisonnement ne dépasse pas une certaine durée. Mais il estime que le terme de six mois fixé par la loi belge, est trop élevé et doit être réduit à un mois. Il croit qu'il faut laisser au juge toute liberté pour déterminer le délai d'épreuve. Il serait prescrit toutefois que ce délai ne pourrait dépasser un an pour les contraventions et trois ans pour les délits. Les tribunaux apprécieraient aussi souverainement l'importance des fautes commises pendant le temps d'épreuve. Leur décision ne pourrait être frappée d'appel.

M. Aschrott insiste pour que la suspension de la peine soit toujours accompagnée de la caution obligatoire afin que le condamné ait la crainte s'il se conduit mal, non seulement de subir sa peine mais aussi de perdre la somme consignée par lui. La répression se trouve ainsi fortifiée.

Au moment où, pour combattre l'augmentation du nombre des récidivistes, un projet de loi, tendant à la suppression des courtes peines privatives de la liberté, a été préparé en France par un éminent criminaliste, il paraît intéressant de se rendre compte même très sommairement, des efforts faits dans un pays voisin pour arriver au même but.

TURCAS,

Président du tribunal civil de Rambouillet.

IV

La prison de Wormwood-Scrubs (1).

M. du Cane vient de publier une intéressante brochure relative à l'achèvement de la construction et de l'aménagement de la prison cellulaire de Wormwood-Scrubs à Londres. Cette prison, comme on sait, a remplacé la prison de Millbank dont l'aménagement était imparfait. Cette substitution d'une prison à une autre n'a pas été une dépense; car, d'une part, les terrains de la nouvelle prison ont été donnés sur les fonds ecclésiastiques, et, d'autre part, l'emplacement de Millbank, qui avait pris une grande valeur, s'est vendu avantageusement.

Nos lecteurs se rappelleront que ce qui fait l'intérêt de cette construction visitée par notre Secrétaire général en 1880, c'est qu'elle a été entièrement effectuée par les condamnés eux-mêmes. Il nous en a raconté les débuts et détaillé le plan. (2)

L'ensemble des bâtiments peut recevoir 1.381 détenus, sans compter les cellules de l'infirmerie. On a renoncé, pour les constructions, au système des bâtiments en étoile, employé pour la plupart des prisons cellulaires. Les cellules sont, à Wormwood-Scrubs, installées dans deux grands bâtiments rectangulaires et

(1) Nos lecteurs voudront bien se reporter à l'article de notre secrétaire général M. Fernand Desportes, qui, en 1880 (page 34), a donné une description très détaillée des bâtiments et du système de construction par la main des condamnés.

(2) Voir année 1880, p. 55 et suiv.

parallèles, reliés entre eux par les chapelles, salles de bains, etc.

Grâce à ce système toutes les cellules ont du soleil pendant une partie de la journée, et il n'y a plus de préaux en angle privés de lumière. Le mur d'enceinte qui enveloppe la totalité des bâtiments a une hauteur de 18 pieds anglais et enveloppe un terrain de 15 acres 1/2.

La construction des bâtiments a nécessité l'emploi de trente cinq millions de briques : le coût total a été de 97.155 livres ster- ou 2.428 875 francs, soit 70 livres ou 1.750 francs par cellule.

Pendant les travaux de construction, il n'y a eu qu'un accident, l'écroulement d'un échafaudage, qui a amené malheureusement la mort d'un prisonnier ; il ne s'est produit qu'une seule tentative d'évasion.

A la suite de la brochure de M. du Cane, se trouvent des plans et des photographies qui donnent de la prison de Wormwood-Scrubs l'opinion la plus avantageuse, tant au point de vue de la bonne distribution et de la salubrité des locaux qu'au point de vue architectural. La porte d'entrée, la chapelle principale, la grande cour ont un caractère artistique ; on peut donc dire que l'histoire de cette construction est digne d'attirer très sérieusement l'attention des spécialistes, aussi bien par les détails de l'entreprise que par le résultat obtenu.

P. VIAL.

V

Informations diverses.

SOCIÉTÉ DES PRISONS DU NORD-OUEST. 19^e Bulletin. — I. Compte rendu de la 14^e assemblée annuelle de la société : De la simplification du système des peines privatives de la liberté établies par le code pénal de l'empire d'Allemagne. Continuation et fin de la discussion commencée sur ce sujet dans les 12^e et 13^e assemblées annuelles. Rapporteur. le D^r de LISZT et le D^r ASCHROTT. — II. Rapport de M. SICHART, directeur de la maison de force de Louisbourg, sur le même sujet. — III. Rapport de M. STRENG, directeur de la prison de Hambourg, sur la question de savoir s'il y a lieu d'apporter des changements à la gradation des peines privatives de la liberté. — IV. Statistique criminelle par le D^r OTTO BRAUDIS. — V. L'union internationale de droit pénal et sa première assemblée annuelle par M. BLUME, procureur impérial. — VI. Des aliénés

dans les prisons par le Dr G. MEYER, médecin de la prison centrale de Hambourg. — VII. Du remplacement des courtes peines privatives de la liberté, étude de droit criminel et politique par ASCHROTT, juge au bailliage de Berlin.

— RIVISTA PENALE, décembre 1889. — I. Dispositions pour la mise en vigueur du Code pénal pour le royaume d'Italie (Décret royal du 1^{er} décembre 1889). — II. Table générale de la 15^e année. — III. Table des matières contenues dans le volume XXX. — IV. Collection législative : Législation spéciale étrangère : France, loi du 14 août 1889, sur les moyens de prévenir la récidive (*suite et fin*). — Bulletin bibliographique.

RIVISTA PENALE, février 1890. — I. La remise de la partie lésée dans les délits qui ne peuvent être poursuivis que sur la plainte de la partie selon le nouveau Code pénal et les dispositions de mise en vigueur par M. MORISANI. — II. Sur les fraudes dans le commerce et dans l'industrie, selon les art. 273 à 297 du Code pénal italien par M. RABBENO. — III. Sur les dispositions pour la mise en vigueur du Code pénal, *quelques doutes d'interprétation*, par M. SIGHÈLE. — IV. Jurisprudence contemporaine; jugements italien. — V. Instructions ministérielles italiennes : Code pénal. — Mesures relatives à la réforme pénitentiaire. — Modifications au registre pour l'exécution des sentences et suppression du registre pour l'assignation des condamnés aux maisons pénales. — Adoption définitive du bulletin individuel. — VI. Variétés : Hommage à François Carrara ; Le nouveau Code pénal pour la république orientale de l'Uruguay. — VII Chronique : Éloge funèbre du nouveau Code pénal. — Commission pour la statistique judiciaire. — Dixième congrès juridique hongrois. — Une exposition pour les exécutions capitales dans l'Illinois. — Société des juristes Suisses. — Statistique pénale de la Cour de cassation française. — Vacances judiciaires au XVI^e siècle. — Congrès de médecine légale à Paris. — La toge en Autriche. — VIII. Éphémérides (décembre 1889). Littérature. — Gouvernement et Parlement. — Cours et tribunaux. — IX Recueil de maximes. — X. Collection législative : Italie : Loi du 23 décembre 1888, sur la sécurité publique coordonnée avec le nouveau Code pénal, avec introduction et notes de M. SISTINI. — XI. Bulletin bibliographique.

— RIVISTA PENALE, mars 1890. — I. La nouvelle école de droit pénale au congrès anthropologique de Paris, par M. IMPALLOMÉNI. — II. Les nouvelles dispositions sur le casier judiciaire, par M. de NIOX.

— III. L'art. 76 du Code pénal italien, par M. PERRONI-FERRANTI. —
IV. Jurisprudence contemporaine : — Jugements italiens; Jugements
étrangers — V. Variétés : La statistique pénale dans la république de
Saint-Marin. — VI. Chronique : Antonio Succellati. — La liberté de
la défense. — Les officiers instructeurs près les tribunaux militaires.
— Le congrès international de Paris sur l'alcoolisme. — Répressions
sanglantes en Sibérie. — 4^e congrès pour la réforme judiciaire en
France. — Les locaux des sièges judiciaires. — Couvertures porno-
graphiques et dessins obscènes. — Les établissements pénitentiaires
français de Tunisie. — VII. Éphémérides (janvier) : *Littérature*. —
Gouvernement et Parlement. — *Cours et Tribunaux*. — VIII. Re-
cueil de maximes. — IX. Collection législative : Italie, loi du 23 dé-
cembre 1888, sur la *Sécurité publique* (suite et fin). — Bulletin biblio-
graphique.

RIVISTA DI DISCIPLINE CARCERARIE. — Fasc. 11 et 12 de 1889. —
Monographie de la prison judiciaire de Regina Cœli à Rome avec
plans. — Congrès international d'anthropologie criminelle (ses-
sion de Paris 1889); séance de clôture du samedi soir 17 août. —
Compte rendu des travaux du Congrès de Paris, publié par le doc-
teur MAGROR, secrétaire général. — L'Administration péniten-
tiaire française. — Actes officiels : France, loi du 24 juillet 1889,
sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandon-
nés; — Le nouveau Code pénal, résumé du rapport du Garde
des sceaux. — Variétés; Refuge pour les enfants abandonnés de
Bologne; — Les exilés en Sibérie; — Les contraventions aux
lois sur l'imprimerie, d'après un juge viennois; — Un verre d'eau
au visage et une amende pour un baiser; — Révolte de forçats; —
L'exécution des peines, et des prisonniers à Mantoue; — Men-
tes incapables de travail. — Articles nécrologiques : Charles-
Maurice Lucas. — Ricardo Pavesi. — Table de l'année.

RIVISTA DI DISCIPLINE CARCERARIE. — Fasc. de janvier 1890. —
La condamnation conditionnelle par M. AUG. SEITI. — Congrès :
Congrès international sur l'alcoolisme, tenu à Paris du 24 juillet
au 1^{er} août 1889; — Congrès international d'hypnotisme expéri-
mental et thérapeutique, tenu à Paris du 8 au 12 août 1889; la
suggestion et le somnambulisme par rapport à la jurisprudence,
la médecine légale ainsi que la responsabilité dans les actions
typiques. — Idem. id. application de la suggestion à la pedia-
trie et à l'éducation mentale des enfants vicieux en général. —

Assemblée générale de la Société des prisons rhénane, vesphalienne; sommaire du rapport annuel 1888-1889. — Société de patronage pour les libérés des prisons de Suède. — Statistique pénale et pénitentiaire de Belgique. — Documents historiques: Trente exécutions en un jour. — Variétés: Encore quelques mots sur M. Charles Lucas; — Réforme pénitentiaire en Amérique; — L'Asile spécial pour la libération conditionnelle à Paris; — Du patronage pour les libérés des prisons (Société générale); — Inauguration de l'année judiciaire au Tribunal de Gênes; — La consommation de l'alcool et la criminalité dans divers pays. Note pour les études de psychologie criminelle. Des mineurs.

— RIVISTA DI DISCIPLINE CARCERARIE. — Fasc. de février 1890. — De la comparaison des caractères physiques des condamnés et des non délinquants par M. R. ZAMPA. — La loi sur la libération provisoire sur parole (parole Law) dans l'État d'Ohio (Amérique). — Sur la relégation et la colonisation en France. — Variétés: situation mensuelle des détenus dans les établissements pénitentiaires de la confédération suisse; — Recensement de la police de toutes les villes des États-Unis, ayant une population de 100.000 habitants au moins en 1888. — Articles nécrologiques: MM. Antoine Buccellati et César Francioli.

SÉANCE
DE LA
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS
DU 21 MAI 1890

Présidence de M. le conseiller PETIT, Président.

Sommaire. — Suite de la discussion sur le danger des courtes peines : M. le Président, MM. Lacointa, James-Nattan, Bogelot, Rivière, Joly, Yvernès, M. le président Flandin, et M. le pasteur Robin.

M. LE PRÉSIDENT. — La séance est ouverte.

Je prie M. Le Courbe de vouloir bien nous donner lecture du procès-verbal de la dernière séance.

M. LE COURBE donne lecture du procès-verbal et demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez la parole.

M. LE COURBE. — Je voulais faire part à la Société qu'après la lettre de M. Galkine-Wraskoy invitant la Société à prendre part au Congrès pénitentiaire, M. le Secrétaire général et moi nous avons écrit une lettre où nous faisons connaître les noms des membres qui veulent bien, dès à présent, se rendre au Congrès pour y représenter la Société.

M. BRUEYRE. — Messieurs, je demande la permission de présenter une très courte observation à l'occasion du procès-verbal. Depuis notre dernière séance, notre collègue, M. Rollet, secrétaire de l'Union française pour le sauvetage de l'enfance, a publié, afin d'appuyer ce qu'il avait dit ici lui-même et ce qui a été dit au dehors, une brochure qu'il a répandue beaucoup et

dans laquelle il préconise l'éducation préventive par le moyen des maisons d'éducation correctionnelle. Comme membre du Conseil de l'Union française, je dois déclarer que M. Rollet, dans cette circonstance, n'a agi qu'à titre purement privé, qu'il a soutenu des opinions absolument personnelles qui n'engagent en rien la Direction générale de l'Union : nous avons énergiquement soutenu dans le Conseil une opinion opposée à la sienne, tout en reconnaissant, d'ailleurs, le zèle et le dévouement dont il fait preuve.

J'ajouterai que si j'avais besoin d'une confirmation à la réserve avec laquelle je me suis exprimé dans la dernière séance sur la discipline des maisons d'éducation correctionnelle, je la trouverais dans un fait qui s'est passé dernièrement : un drame sanglant s'est déroulé dans la colonie pénitentiaire des Douaires. Cela suffit, sans que j'insiste ni que je veuille en aucune façon généraliser le fait, à montrer le danger de présenter sous des couleurs aimables les maisons d'éducation correctionnelle. Enfin, si on voulait être tout à fait exact, et l'on a déjà parlé de cela à plusieurs reprises ici, il serait au moins utile d'imiter Virgile qui, dans son *Églogue* deuxième, n'a pas oublié la note du pasteur Corydon et du bel Alexis.

M. RIVIÈRE. — A la page 511 du dernier Bulletin, il y a une phrase qui me fait dire juste le contraire de ce que je voulais dire. Je demanderai la permission de faire mettre une rectification dans le prochain Bulletin.

M. LE PRÉSIDENT. — Votre rectification sera insérée au prochain Bulletin. Il n'y a pas d'autres observations ?

Nous allons donc continuer la discussion sur la question à l'ordre du jour, c'est-à-dire sur les dangers des courtes peines. Quelqu'un désire-t-il présenter des observations en réponse à M. Béranger ?

Eh bien, Messieurs, puisque personne ne désire prendre la parole, vous me permettrez de vous exposer brièvement les raisons qui m'empêchent de partager la manière de voir de notre très honoré collègue M. Béranger.

Nous sommes tous d'accord pour reconnaître qu'il y a des peines corporelles qui ne devraient pas être prononcées parce qu'elles ont le double inconvénient d'imprimer, pour des infractions légères, une flétrissure déshonorante à des inculpés intéres-

sants, et de pervertir beaucoup de ceux qui sont soumis à la dangereuse promiscuité des prisons. Les condamnations à l'amende seulement et à l'emprisonnement atteignent des proportions considérables. J'en ai fait le relevé d'après la statistique criminelle de 1887 et j'ai constaté que, pour délits de droit commun, les premières s'élèvent à 59.279 et les secondes à 122.259.

Quand on décompose ce dernier chiffre, on remarque que sur les 122.259 individus condamnés à la prison, dont 118.275 à moins d'un an et 4.284 à plus d'un an, 12.581 sont condamnés à moins de six jours, et que, sur ces 12.581 condamnations, 303 concernent des mineurs de seize ans et 1.820 des mineurs de vingt et un ans.

M. Bérenger, se préoccupant justement des inconvénients des petites peines d'emprisonnement, a pensé que le meilleur moyen d'y remédier serait d'autoriser les juges à prononcer le sursis des condamnations qu'ils infligent, si importantes et si graves que soient ces condamnations, qu'elles montent au chiffre déjà énorme de six mois de prison ou qu'elles l'excèdent, qu'elles soient prononcées par les tribunaux correctionnels ou qu'elles le soient même par les cours d'assises. Pour ma part, je crois que cette proposition n'atteint pas son but pour un certain nombre de délinquants et qu'elle le dépasse pour d'autres. Elle n'atteint pas son but pour ceux qui sont condamnés à une simple amende. Pour ceux-là, la flétrissure subsiste, la peine reste inscrite au casier judiciaire; lorsqu'ils voudront se placer ici ou là, on lira sur leur bulletin qu'ils ont été condamnés pour vol, pour escroquerie ou pour abus de confiance, et l'on refusera leurs services à raison de la nature même de leurs délits. Elle dépasse son but en ce qui touche les individus condamnés à six mois, un an ou même plus d'un an de prison. Ces individus n'ont pu encourir des peines de cette durée que pour des délits graves exigeant une répression effective. Accorder des sursis pour l'exécution de pareilles peines, c'est franchir toutes les limites de l'indulgence permise. Vouloir que, cinq ans après le jour où elles ont été prononcées, elles soient considérées comme n'ayant jamais existé si, dans ce délai, aucune nouvelle condamnation n'est intervenue, c'est vouloir tromper la justice, les administrations publiques et les particuliers devant lesquels se représenteront ou se représenteront avec des bulletins du casier négatifs, d'anciens délinquants déjà frappés sévèrement, sous condition, il est vrai.

N'y a-t-il pas, Messieurs, une mesure plus utile, plus pratique,

qui répond mieux à la pensée de tous ceux qu'intéresse la question que nous examinons? En ce qui me concerne, je crois que, pour tous les petits délits commis par les inculpés n'ayant pas encore subi de condamnation à la prison, on doit pouvoir recourir à l'admonition qui a pour elle le droit romain, le droit canonique, notre droit ancien, la législation d'une foule de pays étrangers et parmi les auteurs contemporains les plus éminents, pour n'en citer que deux: M. Bonneville de Marsangy, auquel on doit un si beau livre sur l'amélioration de notre droit criminel, et M. Garraud qui a récemment publié sur notre droit pénal un traité vraiment remarquable.

L'admonition a déjà fait l'objet dans nos séances, de discussions intéressantes à la suite d'un rapport magistral de M. Bonneville de Marsangy. Ici même, elle a un partisan considérable dans M. Lacointa. Elle me paraît combler les lacunes et éviter les inconvénients de la proposition de M. Bérenger.

En quoi consiste cette mesure? Elle consiste non dans un pardon pur et simple comme le voudrait M. Léveillé qui, dans un article paru avant-hier adhère en principe au projet de M. Bérenger, en demandant qu'à ce projet s'allie une loi du pardon, mais dans un pardon spécial précédé d'un avertissement public. L'admonition n'est pas une peine, frappant comme la prison ou l'amende, l'inculpé dans sa personne ou dans sa fortune; c'est une peine d'une nature particulière, d'un ordre purement moral, ou plutôt une sorte de peine, comme la qualifiaient nos anciens auteurs. On pourrait l'assimiler à l'avertissement *confraternel* que se borne, paraît-il, à adresser parfois la chambre de discipline des avocats de Paris et dont il ne reste pas trace. Qu'elle soit en tous cas, une peine ou une sorte de peine, elle donne à mon avis, satisfaction à tous les intérêts. Descendant du haut du siège du magistrat sur un individu repentant, coupable d'une première faute sans gravité, ou commise sous l'impulsion de sentiments très excusables, elle peut, dans bien des cas, constituer un châtiment suffisant. Dans ces cas le juge, après avoir constaté la culpabilité dans un jugement, dira à l'inculpé: vous avez commis un délit, ce délit aurait dû entraîner telle ou telle peine, mais comme vous avez un passé irréprochable, et qu'il existe en votre faveur des circonstances très atténuantes, ce que vous avez fait sera oublié; seulement si vous vous exposez à une nouvelle poursuite, vous subirez une condamnation qui sera d'autant plus sévère.

La peine reste ainsi proportionnée à la faute ; des dommages-intérêts peuvent être alloués à la partie civile, s'il y en a une, et la condamnation aux frais est la conséquence naturelle de la décision rendue. Cette décision est sans doute relatée au casier judiciaire, mais elle ne l'est que pour les besoins de la justice et si l'individu qui a subi l'admonition demande un extrait de son casier judiciaire, on lui délivre un bulletin dans lequel cette admonition n'est pas mentionnée.

L'admonition a donc cet immense avantage de permettre à l'inculpé entré dans une salle d'audience, effrayé des conséquences du délit qu'il a commis, d'en sortir reconnaissant et bien résolu à ne plus s'exposer au même danger.

Lorsqu'il s'agit de peines de courte durée, de condamnations à l'amende ou à six ou huit jours de prison, les juges seraient plus d'une fois heureux de pouvoir y substituer l'admonition, et l'on ne verrait plus alors l'opinion publique se soulever émue et indignée, comme le jour où le Tribunal correctionnel de la Seine a été obligé d'infliger la prison à ce père de famille qui avait commis un petit vol pour donner du pain à ses six enfants, alors que quelques jours auparavant il avait trouvé un titre de rente au porteur de 25.000 fr. et l'avait rapporté à son propriétaire.

Et maintenant, Messieurs, que j'ai indiqué les considérations à l'appui de la mesure qui me paraît la plus propre à faire disparaître non seulement les petites condamnations corporelles, mais encore les condamnations à l'amende qui sont aussi mentionnées au casier judiciaire et qui créent un obstacle à l'accès de bien des carrières, je vais m'expliquer sur les condamnations conditionnelles.

Voulez-vous que nous nous placions sur le terrain de la loi belge que M. Bérenger veut encore étendre ? Je n'hésite pas à dire que l'innovation proposée est très dangereuse. Il est d'abord difficile de se faire à l'idée d'une condamnation prononcée conditionnellement ; — et le sursis n'est que cela — puisqu'au bout de cinq ans, moyennant l'existence d'une condition, la peine est considérée comme non avenue. Les tribunaux doivent rendre des décisions fermes et non des décisions dont l'exécution reste subordonnée à tel ou tel événement ultérieur. Il faut qu'ils apprécient les faits en tenant compte des circonstances dans lesquelles ils se sont produits, des antécédents des individus qui s'en sont rendus coupables et qu'ils prononcent ensuite ; il leur est permis de descendre jusqu'au minimum s'ils le jugent convenable, mais

ils ne sauraient en aucun cas, aller au-delà. Les autoriser à suspendre la peine, surtout lorsqu'il s'agit de délits importants, serait leur conférer avec des attributions qu'ils n'ont jamais eues le pouvoir le plus arbitraire et le plus périlleux.

Représentez-vous, Messieurs, par la pensée, le public sortant d'une audience où il aura vu condamner un individu à six mois — à un an — à deux ans de prison avec sursis à l'exécution de la peine. Croyez-vous que ses sentiments de justice seront satisfaits ? Croyez-vous qu'une pareille décision aura un caractère quelconque d'intimidation et d'exemplarité ? Que le coupable lui-même sera réellement corrigé ? Il suffira à ce coupable pour être amnistié d'éviter une condamnation pendant cinq ans. La répression sera énervée ; elle n'existera plus et les délits se multiplieront.

Comment les choses se sont-elles passées en Belgique et quelle est l'importance des chiffres qu'on nous a donnés ? M. Béranger assure que la loi belge, depuis dix-huit mois qu'elle est appliquée, a produit d'excellents effets et qu'un assez grand nombre d'individus ont bénéficié de ses dispositions. Mais il serait bon de savoir à quelle nature de condamnations se réfèrent ces effets. S'il s'agit de condamnations consistant en quelques jours de prison, on comprend les heureux résultats constatés, qui eussent été semblables sinon meilleurs, avec l'admonition ; mais s'il s'agit de condamnations d'une durée de plusieurs mois, il faudrait pour les apprécier avoir un relevé détaillé de leur quotité et de leur cause. En l'absence de tout renseignement à cet égard, il serait imprudent d'attacher une trop grande importance aux chiffres de statistique communiqués à notre dernière séance.

Je dois ajouter que M. le bâtonnier Cresson qui présidait la séance où la question actuelle a été agitée pour la première fois, a manifesté un certain éloignement pour l'innovation projetée ; il a déclaré que s'il était bon de se préoccuper de l'intérêt des inculpés, il y avait un intérêt supérieur qui ne devait pas lui être sacrifié, à savoir l'intérêt social. On ne peut pas en effet admettre que des délits graves restent impunis. Autrement l'ordre et la sécurité publics seraient compromis.

Vous voyez donc, Messieurs, que même des rangs du barreau et par l'organe de son représentant le plus élevé, une sérieuse objection a été formulée contre le système que M. Béranger vous a exposé avec son éloquence habituelle. Notre éminent collègue a cité au nombre de ses adhérents les plus autorisés M. le profes-

seur Léveillé. Cette adhésion existe ; mais M. Léveillé ne repousse pas l'admonition puisqu'il demande que le pardon qui en est l'équivalent soit introduit en même temps que la condamnation conditionnelle, dans notre législation. Il exprime, d'ailleurs, des critiques ou des réserves sur certaines dispositions du projet.

J'ajouterai que, dans l'une des brochures que l'un de nos collègues, M. Rivière, a bien voulu me communiquer, j'ai remarqué que si, comme on l'a dit, un récent congrès de juriscultes allemands s'est prononcé pour le système du sursis à l'exécution de la peine, M. de Kirchenheim, professeur de droit à l'Université d'Heidelberg, par des raisons excellentes a soutenu l'admonition ; que l'admonition est pratiquée dans les pays où ont paru les derniers codes, les meilleurs peut-être, en Portugal, et en Italie par exemple. Quant à moi, je place l'opinion que j'ai déjà exprimée et dans laquelle je persiste sous la haute autorité de M. Bonneville de Marsangy qui, il y a plus de 25 ans, a proclamé la nécessité de couper court aux petites condamnations à la prison et à l'amende, et a indiqué comme les meilleurs moyens à employer à cet effet l'admonition et la faculté donnée aux juges de convertir les amendes infligées aux indigents en prestations d'une certaine nature.

Telles sont, Messieurs, les courtes observations que j'avais à vous présenter ; elles m'ont paru de nature à provoquer la contradiction de la part des personnes qui pensent, au contraire, que le projet de M. Bérenger répond mieux au vœu de la loi et à celui de l'opinion publique. (*Applaudissements.*)

M. LE COURBE. — Je voudrais faire une simple observation, M. le Président vient d'indiquer, aux applaudissements de tous, ses préférences pour le système de l'admonition. Je ferai remarquer qu'il n'y a pas de contradiction entre le projet de loi sur l'admonition et celui de la suspension conditionnelle et que les deux systèmes pourraient fort bien se juxtaposer. La preuve c'est que l'Italie qui a admis l'admonition, voudrait pratiquer, à l'exemple de la Belgique, la condamnation conditionnelle. Il n'y aurait donc pas d'antinomie ; je partage, je crois, cette opinion avec beaucoup de membres de notre Société à introduire dans le Code ces trois moyens de convertir les courtes peines : la loi du pardon, l'admonition et la condamnation conditionnelle que propose M. Bérenger. Je ne vois, pour ma part, aucun inconvénient à employer en même temps ces trois moyens de réprimer le premier délit.

M. LACOINTA. — Avez-vous dit, M. Le Courbe, que le système des condamnations avec sursis était appliqué en Italie?

M. LE COURBE. — Il y avait, dans le dernier bulletin de la « Rivista » un article sur ce sujet.

M. LACOINTA. — En réalité, le Code pénal italien a accepté l'admonition et écarté l'autre système. La question s'est posée dans les différentes discussions auxquelles a donné lieu la préparation du nouveau Code, et l'opinion qui l'a emporté a été contraire aux condamnations avec sursis. La commission de révision finale, nommée après le vote de la loi, s'est prononcée pour l'admonition et contre les condamnations conditionnelles. L'admonition elle-même avait subi de très violentes attaques.

Il y a une admonition dont nous ne parlons pas ici : c'est celle qui est autorisée par la loi de sûreté publique; l'admonition dont nous nous occupons appartient à l'ordre judiciaire; l'autre rentre dans la police préventive; l'admonition prononcée par les tribunaux figure au Code pénal; la condamnation avec sursis n'y existe pas.

M. LE COURBE. — Je n'ai pas dit qu'elle existait dans le Code. J'ai dit seulement qu'en Italie on la préconise concurremment avec l'admonition.

M. LACOINTA. — En Italie, c'est l'admonition qui l'a complètement emporté, mais le mot a disparu pour éviter toute confusion : elle s'appelle la réprimande judiciaire.

J'adhère entièrement aux observations de M. le Président qui rappellent d'ailleurs l'opinion que nous avons émise il y a dix-huit mois, quand nous nous occupions de l'admonition. Je considère que la proposition de M. Béranger ne peut se prévaloir de l'expérience faite en Belgique : en étendant à cinq ans le délai de six mois qu'énonce la loi du 31 mai 1888 en Belgique, la difficulté est singulièrement accrue. Si l'on a pu réussir en Belgique, on ne saurait trop noter que c'est relativement à des peines qui n'ont pas dépassé six mois; mais comme, suivant la proposition de M. Béranger, on appliquerait les mêmes règles à des emprisonnements même de cinq ans, l'expérience limitée de nos voisins ne peut pas servir à justifier une telle extension.

D'un autre côté, et d'une manière générale, je ne crois pas que

les condamnations avec sursis soient une bonne mesure, pour plusieurs motifs : d'abord il y a, au point de vue de l'exemple, un péril à redouter. Un homme a été arrêté, il a subi une détention préventive, le fait a paru grave ; avec l'abaissement actuel de la pénalité en France, on peut supposer un méfait notable lorsqu'il s'agit d'une peine d'un an à cinq ans ; le méfait a produit de l'émotion dans le public, et l'on mettrait cet homme en liberté à l'audience, il sortirait immédiatement ! Quelle influence cet élargissement aurait-il par rapport à l'exemple ?

D'autre part, il y a un danger très sérieux à donner aux tribunaux une mission qui ne rentre pas dans leurs attributions. Les tribunaux ont à décider si un homme est coupable, ils n'ont pas à s'occuper de l'exécution de la peine. Le pouvoir qui condamne n'a pas la mission de gracier, c'est un des principes de la théorie du droit de grâce : il ne faut pas que celui qui gracie puisse condamner, ni que celui qui condamne puisse gracier ; ces deux ordres d'idées sont absolument distincts. On se trouverait donc en présence de tribunaux qui condamneraient et qui, ensuite, prononceraient une grâce conditionnelle. Ils pourraient donner une satisfaction à un courant de l'opinion et céder à une préoccupation étrangère à l'idée même de la justice en prononçant le sursis ; ce serait porter une atteinte grave à la mission réelle des tribunaux.

Je considère qu'à ce point de vue plus la peine serait élevée, plus le péril serait grand.

Encore un autre inconvénient très sérieux : M. Béranger ne fait cesser le sursis qu'au cas de condamnation à une nouvelle peine d'emprisonnement ; il ne prévoit même pas le cas d'une d'amende. Or, l'amende peut être prononcée, comme le faisait remarquer M. le Président, pour un fait d'une certaine importance, et, d'un autre côté, ni un scandale notoire, ni des faits indécents connus de tous, ni même des actes à l'apparence délictueuse motivant des ordonnances de non-lieu, mais qui laissent quelquefois une flétrissure, ne pourraient faire cesser le sursis ; les coupables en jouiraient, même pour une peine de cinq ans, si l'on ne se trouvait dans le cas prévu par M. Béranger. Il y aurait vraiment là une lacune digne de remarque. L'idée de M. Béranger, appliquée aux condamnations à six mois d'emprisonnement est périlleuse ; pour les condamnations plus longues, elle est inadmissible. Je le regrette beaucoup pour lui, mais amené ici à formuler ma pensée à l'occasion du Code pénal italien, je ne puis qu'adhérer

aux observations excellentes que présentait tout à l'heure M. le Président. (*Applaudissements.*)

M. le PRÉSIDENT. — Quelqu'un demande-t-il la parole? Si personne ne la demande nous allons passer à une autre discussion. Il est très regrettable que M. Bérenger n'ai pas pu venir à notre réunion. M. Nattan à la parole.

M. JAMES NATTAN. — Messieurs, j'ai beaucoup hésité à prendre la parole, car je considère qu'il est bien osé de se heurter à l'autorité de M. Lacoïnta et à celle de M. Petit. Mais je demande la permission de présenter quelques observations en faveur du projet de loi de M. Bérenger et aussi contre l'admonition qui a été si bien défendue tout à l'heure.

Le but que M. Bérenger s'est proposé de remplir, si j'ai bien compris ses paroles, est celui-ci : Il a voulu que, devant un individu qui commet une faute pour la première fois, les juges ne fussent pas obligés de prononcer une condamnation immédiatement exécutoire ; mais il a voulu aussi que si cet individu tombait dans une nouvelle faute, il fût aussitôt forcé de purger sa première condamnation ; que d'autre part la seconde condamnation prononcée pour la nouvelle faute fût d'autant plus grave qu'on aurait été plus indulgent une première fois.

Mais, disait-on, le juge sera contraint, pour ainsi dire, de donner dès la condamnation qu'il aura prononcée une sorte de grâce au coupable qu'il aura frappé : cela est contraire au pouvoir que la loi a conféré aux magistrats ; ce serait en outre d'un fâcheux effet pour le coupable comme pour le public qui s'attendait à une condamnation.

Ces objections ont certainement une certaine gravité, mais il me semble qu'elles ne sont pas décisives et qu'elles ne doivent pas être acceptées sans réserve. Effectivement, Messieurs, le juge qui accordera le sursis, d'après la loi de M. Bérenger, ne sera pas dans tous les cas forcé de le donner : il n'appliquera cette mesure que dans certains cas très particuliers où il n'aura pas cru devoir absoudre le prévenu en l'acquittant complètement, mais où le caractère du délit, la nature des faits au milieu desquels la faute aura été commise, lui permettent cependant d'user d'indulgence. Alors comment sortira de l'audience l'individu à l'égard duquel on aura été si bienveillant? D'une part, il aura été averti qu'il a commis un délit entraînant une condamnation, et

de plus il aura la certitude que s'il lui arrive de tomber dans la moindre infraction à la loi, la justice immédiatement remettra la main sur lui.

M. Lacoïnta vous a parlé des scandales de la vie privée. Voulez-vous me permettre de vous dire : peu nous importe ? Car ce n'est pas sa vie privée qui a conduit le coupable devant la justice, c'est à raison d'un acte de sa vie sociale qu'il a été frappé. Par conséquent, peu importe que le coupable, le sursis obtenu, se conduise bien ou mal dans sa vie privée, pourvu qu'il ne recommence pas à se mal conduire dans sa vie sociale.

Enfin qu'arrive-t-il avec notre législation ? Tous les jours vous frappez des individus qui ont commis leurs fautes dans des conditions plus ou moins malheureuses ; vous les envoyez en prison où ils se rencontrent, grâce à notre système pénitentiaire, avec des individus plus pervers qu'eux ; ils entrent à demi-criminels, ils sortent complètement pervers, prêts à commettre un nouveau délit, décidés à tout.

C'est à cet inconvénient que M. Béranger a voulu parer ; mais, je le répète, les tribunaux ne sont pas obligés d'accorder à tous cette faveur, ils la réserveront aux coupables qui leur inspireront une sympathie particulière.

Quant à l'admonition, croyez-vous, Messieurs, qu'elle puisse aboutir à un résultat sérieux, étant donné le caractère français ? Vous figurez-vous qu'un individu, qui n'appartiendra pas le plus souvent à une classe très relevée, accueillera l'admonition comme il le devrait ? Quelle que soit l'éminence de la magistrature française, quelque apparat dont on se serve pour influer sur l'esprit du coupable, ne croyez-vous pas qu'en sortant il dira : « Cela ne coûte pas cher de se conduire mal. »

Il me revient à la mémoire un fait qui s'applique assez bien à ce que je dis. Le jour où j'ai passé mon baccalauréat, le président du jury dit à un de mes camarades qui avait eu des notes déplorables : « Monsieur, vous êtes reçu avec la plus grande clémence, votre examen a été absolument nul et le jury a été obligé de témoigner la plus grande indulgence pour vous admettre. »

Croyez-vous qu'il ait été humilié ? Pas du tout ; en sortant de la salle d'examen il s'est contenté de dire : « Je suis reçu, c'est tout ce qu'il me faut. » Et le président l'a entendu !

Vous imaginez-vous (nous nous plaçons dans un autre milieu social) que le coupable qui a volé recevra l'admonition autrement que ce camarade dont je vous parlais a accepté cette espèce

d'admonition adressée par le jury d'examen? Nullement; le mal-faiteur n'attendra qu'une prochaine occasion pour recommencer; au lieu qu'avec le système du sursis il craindra et l'exécution de de la première peine, et une seconde peine plus grave.

C'est sous l'impulsion de ces considérations, Messieurs, que j'adhère au projet de loi de M. Bérenger et que je me sépare des idées si bien exprimées par MM. Petit et Lacoïnta.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a au projet de M. Bérenger une objection qui se présente à l'esprit, surtout quand on a entendu les observations de M. Lacoïnta.

M. Bérenger veut que cinq années après le jour de la condamnation conditionnelle, celle-ci soit considérée comme non avenue, s'il n'est pas survenu une nouvelle condamnation. Dans ce système un individu condamné à trois ans de prison aura prescrit sa peine deux ans seulement après l'expiration de la peine qu'il aurait eu à subir.

M. NATTAN. — Je me sépare absolument de M. Bérenger sur ce point.

M. LE PRÉSIDENT. — Le texte ne porte pas que cette durée de cinq années partira du jour de la peine; la rédaction est très claire: on doit compter à partir du jour du jugement de condamnation. Enfin M. Lacoïnta a indiqué cet autre inconvénient très grave: il faut une nouvelle condamnation pour que la première soit exécutée; un individu qui se conduira très mal, non seulement dans sa vie privée mais même dans sa vie publique, et qui trouvera moyen d'éviter la police correctionnelle, sera complètement à l'abri.

M. BOGELOT. — Il ne faudrait pas que la loi pût s'appliquer à des individus condamnés à trois ans ou à cinq ans de prison; on pourrait dire par exemple, qu'elle ne sera pas applicable aux peines qui dépasseraient six mois.

M. LE PRÉSIDENT. — En Belgique cette limite existe; mais M. Bérenger estime que la loi produirait d'autant plus d'effet que la peine prononcée serait forte.

M. RIVIÈRE. — Il y a un autre inconvénient à signaler relativement à l'article 5. Non seulement la condamnation serait effacée

au bout de cinq ans à partir du jour du prononcé de la condamnation, mais elle serait même effacée au point de vue du casier judiciaire. Il semble que s'il y a un intérêt réel à faire disparaître la condamnation au bout de cinq ans en cas de bonne conduite, il est excessif qu'on l'efface du casier judiciaire ; accorder une faveur de ce genre qu'on refuse à celui qui a subi sa peine, cela me semble exagéré, surtout au point de vue de la récidive. Ce point a été signalé par l'article de M. Léveillé. Je ne partage pas l'idée de M. Léveillé sur la loi du pardon, ni celle de M. le Président sur l'admonition ; j'ai fait un rapport contraire et je ne crois pas devoir revenir sur mes conclusions ; mais je suis de l'avis de M. Léveillé en ce qui concerne l'article 8 du projet de M. Bérenger. Dans la dernière séance M. Bérenger indiquait comme analogie en faveur de son projet le projet de Code pénal autrichien. M. Salomon Mayer, qui a de bonnes raisons pour connaître le Code autrichien, pourrait peut-être nous donner des renseignements sur ce point.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous serions très heureux d'entendre les observations de M. Mayer.

M. MAYER s'excuse, il enverra sa note.

M. LE PRÉSIDENT. — Quelqu'un désire-t-il présenter des observations sur la question en discussion ?

M. H. JOLY. — Si l'on se borne à surseoir à l'exécution des courtes peines, il est certain que l'utilité de la loi n'apparaîtra plus très grande, surtout devant le mouvement qui demande la suppression des courtes peines. Si l'on juge — c'est peut-être le sentiment de l'auteur — que la loi n'aurait plus une utilité suffisante, limitée aux courtes peines, elle soulève alors, je le vois dans la réunion, des objections très graves ; enfin dans ce qui est incontesté elle n'est peut-être pas très utile. Du moins la diminution des courtes peines et l'adoption du système de l'admonition la rendent inefficace. Si on veut l'appliquer aux grandes condamnations les objections seront très fortes.

M. LE PRÉSIDENT. — M. Yvernès pourrait peut-être nous donner les chiffres complets de la statistique française ; d'après ce que j'ai pu induire de la statistique pénitentiaire publiée par

l'Administration pénitentiaire, plus de la moitié des condamnations à l'emprisonnement prononcées par les tribunaux correctionnels seraient inférieures à trois mois.

M. YVERNÈS. — Nous n'avons ces renseignements que pour les individus soumis à la détention préventive.

M. LE PRÉSIDENT. — Mais vous avez une telle connaissance de ces questions que vous pourriez nous dire ce que comportent, au point de vue de la gravité du délit, des condamnations à huit jours ou à deux mois de prison. Votre opinion en ces matières aurait un grand poids.

M. YVERNÈS. — J'ai déposé la statistique pour dix ans des condamnations de six jours à un an de prison.

M. LE PRÉSIDENT. — Si l'on accordait aux tribunaux la faculté de prononcer le sursis, ne refuseraient-ils pas d'en user pour les condamnations un peu fortes ? Ne craindraient-ils pas de faire crier à l'arbitraire, à la faveur ?

M. YVERNÈS. — Un fait très grave qu'il faut remarquer, c'est la diminution du nombre des récidivistes condamnés à de fortes peines ; pour éviter la relégation, on condamne à moins d'un an des individus qu'on pourrait condamner à dix ans de prison ; c'est là un fait très regrettable qui marque un affaiblissement marqué de la répression.

M. LE PRÉSIDENT. — Mais n'arrive-t-il pas souvent que cette indulgence des tribunaux est provoquée par la nature des nouveaux délits ? Un individu a été condamné à deux ans de prison ; il compare à nouveau devant le tribunal pour vagabondage : le tribunal ne peut lui infliger qu'une punition de quelques jours ; cela explique que le chiffre des récidivistes condamnés à moins d'un an soit si élevé. Quand on voit le nombre considérable des poursuites pour vagabondage, cela ne doit pas surprendre.

Si nous devons étudier la question soulevée par M. Bérenger au point de vue de la récidive, il y aurait beaucoup à dire. Je considère que la loi actuelle arme suffisamment les juges ; s'ils jugent parfois avec indulgence un récidiviste, c'est que le nouveau délit qui l'amène devant le tribunal est sans gravité.

M. YVERNÈS. — Il y a trois ou quatre ans, la statistique cri-

minelle a donné précisément le nombre des condamnations subies par chacun des récidivistes ; il est regrettable que la loi permette à un individu d'être condamné soixante ou soixante-dix fois et de revenir dix à douze fois devant le même tribunal en un an ; il y a là une lacune dans la législation.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce sont presque toujours, il faut le dire, des condamnations pour vagabondage.

M. FLANDIN. — Comme magistrat attaché à une chambre correctionnelle, je vous demande la permission d'apporter à votre discussion quelques réflexions que me suggère la pratique de chaque jour.

Prenons, si vous le voulez, l'audience à laquelle je viens d'assister : nous avons eu à juger une moyenne normale de cinquante affaires ; la moitié concernait des individus accusés de vagabondage et de mendicité. Nous ne pouvons pas condamner ces vagabonds qui ont chacun, en moyenne de cinq à douze condamnations antérieures, à deux ou trois ans de prison ; la loi ne le permet pas ! Nous sommes obligés d'adapter le tarif légal et de l'appliquer avec plus ou moins de sévérité, en nous reportant au casier judiciaire de chaque prévenu.

Il en est parmi eux qui sont réellement intéressants. Un individu arrive devant nous et dit : je n'ai pas d'emploi, j'ai des condamnations, je ne peux me présenter nulle part ; donnez-moi du travail et du pain, je ne demande pas à subir un nouveau jugement. Nous ne pouvons pas lui donner six mois de prison ; s'il a huit ou dix condamnations nous lui infligerons deux ou trois mois ; s'il en a deux ou trois nous lui infligerons quinze jours ou un mois ; s'il est jeune, souvent nous l'acquittons ; nous prononçons de très courtes peines parce que nous nous trouvons en face de très minces délits.

Il y a une chose qui manque absolument à Paris, c'est un établissement où l'on puisse recevoir, temporairement, tous ceux qui n'ont pas à manger et qui ne commettent d'autre infraction légale que celle d'être (souvent il est vrai par leur faute) dans la plus profonde misère. Nous cherchons, à la police correctionnelle, les moyens de ne pas les condamner. Hier, encore, j'avais devant moi un individu de 35 ans, un ouvrier, qui n'avait pas d'antécédent ; il s'est trouvé sans aucune ressource, sans abri et sans travail, et je lui disais, à l'audience : « Avez-vous un pa-

rent, un ami qui puisse vous réclamer et nous vous acquitterons ! » — « Oui monsieur, j'ai des parents, j'ai aussi des amis, mais je ne veux pas leur faire connaître ma situation. » J'ai insisté pour le décider à triompher de cette fausse honte, mais en vain ; jamais il n'a voulu indiquer le nom d'un parent ou d'un ami.

Il y avait évidemment dans cet homme une honnête conscience et c'est un bon sentiment que cet orgueil de ne vouloir obstinément faire appel à personne dans cette humiliante détresse ; nous aurions dû pouvoir venir largement à son secours, je dirai presque le récompenser au lieu de le punir ! Que faire ? Nous lui avons donné une lettre d'asile pour trois jours ; pendant ce temps il sera nourri et logé mais que deviendra-t-il le quatrième jour, s'il ne trouve pas de travail ? Voilà une des difficultés qui se présentent plusieurs fois par semaine.

Vous avez dit, M. le Président, que nous étions très suffisamment armés ; loin de moi la pensée de critiquer le projet de M. Béranger dont je ne connais pas assez le détail ; mais, au point de vue de l'application de la loi, les textes nous laissent une latitude telle entre le minimum et le maximum de la peine à appliquer, qu'en réalité nous faisons ce que nous voulons. Voulez-vous encore un exemple choisi dans les dossiers d'hier ?

Il s'agit d'un individu qui habite à Pont-à-Mousson ; il est dans son pays un négociant aisé et dans une bonne situation de famille et de fortune. Un jour, il lui a pris la fantaisie de venir à Paris voir son fils qui y exerce un modeste emploi. Il prend deux cents francs pour son voyage, s'échappe en quelque sorte de chez lui pour ne pas être arrêté dans son projet, et arrive à Paris où il commet l'imprudence de se griser. Le lendemain, il constate qu'on lui a pris sa bourse et son portefeuille, ou qu'il les a perdus ; affolé, sans ressources, n'ayant même plus l'adresse de son fils, la fantaisie suivante lui est venue : devant un restaurant il voit un haquet et, à côté, un fut plein : il a l'idée qu'il peut voler cette barrique, mais il n'arrive pas à la soulever, et deux agents de police viennent à son secours, et l'aident à la charger sur la voiture. Le propriétaire sort et dit aux agents : « Que faites-vous là ? » — « Nous aidons cet homme ! » — « Mais c'est un voleur... ! » Et les agents s'emparent de l'homme, encore à moitié gris, qui voulait s'emparer de la futaille. (*Rires.*)

On nous l'amène à l'audience, et alors se présente un jeune témoin, de 16 ou 17 ans, qui n'avait pas été cité, et que je voyais s'agiter anxieusement dans la salle, comme une personne qui

désire être entendue. Je le fais approcher et je lui demande ce qu'il veut. Il m'apprend, en pleurant, qu'il est le fils de l'inculpé que nous allons juger, que sa mère l'a prévenu par le télégraphe du départ fortuit de son père ; il nous explique comment, après deux jours de recherches et d'angoisses, il l'a enfin retrouvé au Dépôt, malheureux, désolé, anéanti.

Le prévenu comparaissait en flagrant délit ; en le condamnant à la prison, nous punissions surtout le fils. Nous avons donné deux cents francs d'amende. Et pourtant la tentative de vol était assez importante, pour que sans les circonstances toutes spéciales de l'affaire, nous eussions donné quatre ou six mois d'emprisonnement, ou même beaucoup plus, si le délinquant avait été un repris de justice. Par conséquent, vous le voyez, nous sommes très suffisamment armés ; nous pouvons, selon les cas, être ou très indulgents ou très sévères. Depuis 1889, nous pouvons même toujours substituer l'amende à la prison ; et, de temps à autre, nous usons de cette faculté à l'égard d'individus qui ont commis des escroqueries caractérisées, mais avec des circonstances telles que nous pensons exercer une meilleure répression en substituant une amende élevée à une peine minime d'emprisonnement.

Pour ces cas, et d'autres encore, souvent, au lieu d'infliger la fêtrissure de la prison, nous donnons, lorsque le délinquant est solvable, une forte amende qui punit, mais qui ne décourage pas le coupable. Et toujours, alors même que l'amende est sévère, nous voyons, instantanément, se manifester, sur le visage du condamné, un sentiment de reconnaissance pour le Tribunal ; à ce signe, nous pouvons être presque certains que celui-là a la ferme intention de ne plus revenir devant nous.

Nous punissons assez rarement d'une amende de 16 à 25 francs. Pour les vols dans les magasins de nouveautés, au Louvre ou au Bon Marché, qui deviennent si fréquents, et qui sont toujours commis par des femmes, nous condamnons à une très forte amende, parfois à l'emprisonnement si le vol a été pratiqué avec une perversité exceptionnelle.

Dans le projet de l'éminent sénateur, M. Béranger, je trouve l'expression de cette formule : beaucoup plus d'indulgence pour une première faute et beaucoup plus de sévérité pour les récidivistes ! Cette idée est parfaitement juste, mais notre législation pénale, telle qu'elle est, suffit amplement à son application.

Avec la loi nouvelle, si vous donnez au juge la faculté d'ordon-

ner, au cas de premier délit, le sursis pendant cinq ans à l'exécution de la peine, les tribunaux vont se trouver souvent fort embarrassés, en effet, les inculpés se présentent le plus souvent assistés d'avocats qui nous demanderont toujours de prononcer le sursis ; pourquoi l'accorder à l'un et le refuser à l'autre ? Si les tribunaux n'accordent le sursis que très exceptionnellement, le but cherché par le légistateur ne sera pas atteint ; si, au contraire, l'obtention de ce même sursis devient une règle presque uniforme (et pourquoi en serait-il autrement ?) nous sommes en présence d'un réel danger celui d'énervement la répression !

Je partage complètement l'avis de ceux qui pensent qu'il convient de réserver la peine humiliante de l'emprisonnement aux délinquants pervers, et que, pour les autres, il faut, autant que possible, essayer des peines adoucies ; mais, je le répète nous avons, de ce côté, pleine satisfaction, puisque nous pouvons toujours substituer l'amende à l'emprisonnement.

A côté de ce projet de loi du *sursis à l'exécution de la peine*, et, dans ce même ordre d'idées, il faut une réforme bien urgente dont je ne puis m'empêcher de parler ; je l'expose en quelques mots.

On nous donne à juger des délits dont nous ne devrions pas connaître. Voici, par exemple, un chef d'industrie à qui l'on a dressé procès-verbal parce que la soupape d'une machine à vapeur n'étant pas suffisamment fermée, un accident s'est produit : on l'envoie en police correctionnelle ! Cela ne devrait pas être ! Voici encore un propriétaire ; il a des chevaux, mais il oublie de les faire inscrire comme le veut la loi ; c'est un homme des plus honorables, des plus estimables : il est inhumain de le faire asseoir à côté d'un escroc et d'un voleur, et si vous le faites, vous vous créez, gratuitement, un ennemi irréconciliable. Augmentez la compétence du juge de paix, faites passer ces gens honnêtes devant le tribunal de simple police, et condamnez les à des amendes proportionnées à l'importance de leurs revenus, mais évitez de les aigrir, et de les humilier inutilement par la création d'un casier judiciaire.

Je termine et me résume ainsi : Il faut substituer à l'emprisonnement l'amende, non pas celle de 16 francs, mais une amende qui, dans une proportion à déterminer, entame sensiblement le revenu ou le bien-être du délinquant. Il faut renvoyer devant le tribunal de simple police un grand nombre de délits-contraventions auxquels ne conviennent pas les rigueurs de la police cor-

rectionnelle ; il faut créer des asiles fixes pour les vieillards et les infirmes incapables de subvenir à leurs besoins ; il faut enfin établir des asiles temporaires pour ceux qui, n'ayant jamais été condamnés, se sont inopinément trouvés sans travail et surpris par la misère. (*Applaudissements.*)

M. YVERNÈS. — Pourquoi a-t-on abandonné l'idée si bien défendue ici par notre président, de la création de maisons de travail ?

QUELQUES VOIX. — Elle n'est pas abandonnée.

M. le pasteur ROBIN. — Je suis heureux de vous annoncer qu'il se forme en ce moment à Paris une société dont les membres sont des industriels et qui a pour but de s'occuper d'une classe intéressante au plus haut degré : les vieillards valides. Vous savez, Messieurs, que les ouvriers qui ont atteint un certain âge sont renvoyés comme ne pouvant plus fournir une somme de travail suffisante et rejetés comme des outils inutiles. Ces hommes ne sont pas du tout infirmes, ils pourraient encore travailler ; la Société des vieillards valides les emploiera dans la mesure de ses ressources. J'espère que cette œuvre sera accueillie avec la plus vive sympathie. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Quelqu'un demande-t-il la parole ? Nous allons clore la discussion sur ce point.

M. RIVIÈRE. — On pourrait ne pas clore la discussion pour pouvoir entendre M. Béranger.

M. LE PRÉSIDENT. — La discussion restera donc ouverte.

La séance est levée

Le Secrétaire,
Comte LE COURBE.

**A Monsieur le Président de la Société générale
des prisons.**

Monsieur le Président,

Voulez-vous faire à l'inspectrice générale des services pénitentiaires l'honneur de lui permettre de prendre part tardivement au débat clos sans doute actuellement, mais qui s'est continué pour le plus grand intérêt des enfants malheureux ou coupables, dans la séance du 16 avril 1890, et dont le compte rendu a paru dans le *Bulletin* du mois de mai.

M. Brueyre me pardonnera certainement de reprendre ici des arguments bien souvent discutés, sans succès, c'est vrai, malgré nos anciennes, et je m'en honore grandement, nos amicales relations. J'ajoute, relations fortifiées de ma part par la profonde gratitude que je garde à M. Brueyre pour le bienveillant intérêt qu'il a toujours montré, dans les hautes fonctions qu'il a exercées, pour tous les enfants en péril ou malheureux pour lesquels j'ai sollicité son appui.

Je veux suivre le discours de M. Brueyre, ce qui me permet de lui dire que je suis absolument de son avis dans la réforme qu'il a proposée pour la pratique de la correction paternelle, dont j'ai déploré si souvent l'inutilité et le danger, telle qu'elle est actuellement appliquée.

Je suis, aussi, heureuse de trouver dans M. Brueyre un adversaire aussi éloquent, aussi autorisé des envois en correction pour une courte durée et des peines infligées aux mineurs de seize ans.

Une fois de plus, un homme compétent qui a vu de près les funestes conséquences de ces agissements, est venu protester contre eux. J'espère que bientôt nous pourrions dire que cette question est jugée pour tout le monde.

Mais que M. Brueyre me permette de lui rappeler que l'Administration pénitentiaire a, dans la pratique, appliqué depuis douze ans autant qu'il lui a été possible, la mesure qu'il préconise dans le projet de loi dont il est rapporteur au Conseil supérieur de l'assistance publique; et que les enfants jeunes sont (pour un

grand nombre), précisément dans deux écoles de réforme, soumis à ce régime d'internement temporaire dont la durée est mesurée d'après leurs aptitudes intellectuelles et physiques, leur origine et leur situation de famille, et qu'ils sont rendus alors, du moins ceux pour qui c'est possible, comme le propose M. Brueyre pour les enfants assistés, « *aux conditions de l'éducation en liberté.* »

M. le comte Le Courbe a, dans le *Bulletin* de la Société générale du 4 avril 1890, exposé le fonctionnement des deux écoles de réforme ouvertes par l'Administration pénitentiaire pour les jeunes garçons en 1876 et 1877. Il a rappelé une visite faite à une de ces écoles en 1883, par M. Pagès, alors que son fonctionnement en était encore hésitant, et M. Pagès, tout en disant justement « qu'il fallait attendre encore pour juger », laissait voir la confiance que lui inspirait la tentative d'application de théories nouvelles que je suis mal placée pour apprécier puisque j'en suis l'initiatrice.

« L'avenir, disait M. Pagès en 1883, nous dira si nous sommes en présence d'une utopie généreuse ou d'une idée vraie et pratique.

« Ce qui est certain dès aujourd'hui, c'est que l'école marche bien et qu'elle est conduite par une femme énergique (la directrice), connaissant à fond les enfants qu'elle dirige, se donnant tout entière à son œuvre, capable, en un mot, de faire réussir une œuvre aussi délicate et aussi ardue.

« La démonstration est faite actuellement, écrit récemment M. le comte Le Courbe. C'est à la porte du patronage que les difficultés commencent. Garder des enfants dans une ferme quand ils y sont bien, n'est rien ; les petits évadés y rentrent souvent d'eux-mêmes aux premières heures de la faim ; mais envoyer en apprentissage chez des patrons différents (d'un patronage situé en ville dans un quartier populeux) trente ou quarante jeunes gens, c'est une œuvre grosse de responsabilités, parce que comme la réalité nous force à le reconnaître, et c'est une conviction chez toutes les personnes s'occupant pratiquement de patronage, *les patrons ont autant besoin d'être surveillés que les jeunes gens.*

« C'est là que commence vraiment la surveillance maternelle, plus active que celle de l'internat. Elle devient absolument personnelle, les caractères se dessinent, les volontés s'affermissent. L'époque pleine de périls de l'âge de ces jeunes gens en rend la direction plus difficile, quoi qu'assurent les directrices, il est bien rare que les écarts de conduite, qu'on ne laisse pas s'aggraver,

motivent une demande de transfèrement dans une colonie de l'État. »

L'inspectrice générale est moins optimiste, elle ne pratique pas ce qu'elle appelle malicieusement M. Brueyre « *les visites à la Potemkin* » et elle affirme en conséquence que si on n'a pas fait tout ce qu'on aurait voulu, on a fait tout ce qu'on a pu avec les ressources mises à la disposition de la direction de ces écoles, et que le jour où elles seront plus largement pourvues, les écoles et leur patronage donneront encore de meilleurs résultats que ceux, déjà excellents, réalisés jusqu'ici.

Dans sa généreuse défense des enfants malheureux, M. Brueyre a toujours pris pour point de départ l'assistance publique de la Seine. C'est là une base qui manquerait de solidité, s'il essayait d'établir en province les réformes qu'il a réalisées avec le budget parisien, et si M. Brueyre voulait rechercher les origines des enfants de cinq à onze ans dont l'envoi en correction l'indigne si fort (et en cela je suis avec lui), il verrait que ces enfants ne sont devenus, pour la plupart, de petits vagabonds, et fatalement de petits voleurs que parce que l'assistance publique n'existe pas dans les campagnes, et bien peu (faute de ressources) dans le plus grand nombre des villes ; du moins pour cette catégorie d'enfants. Que s'il s'y produit des abandons, ou s'il y a des orphelins de cet âge, trop souvent on les repousse *plus loin*, et là ils trouvent le poste de police au lieu du bureau d'admission toujours ouvert à l'assistance publique de la Seine.

Les magistrats connaissant le peu de ressources locales, constatent le délit, car il y a délit de vagabondage, M. Brueyre a raison, délit d'avoir été sans asile et sans pain, et les envoient en prison, ce qui vaut encore mieux que la rue ; ils sont à l'abri du froid et de la faim.

Dans l'explosion si éloquente d'indignation qui fait dire à M. Brueyre que de tels agissements « sont indignes de la civilisation », M. Brueyre cite comme exemple celui « d'un enfant trouvé sur le pavé de Paris, sans soutien, sans abri, sans nourriture, et arrêté. »

Mais si je m'associe absolument à cette indignation pour Paris, où jamais en effet un enfant ne devrait être sans abri et sans pain, je suis bien forcée de rappeler à M. Brueyre que Paris n'est pas la France, et que le fait seul de l'envoi de tous ces petits malheureux à la prison au lieu de l'asile qui n'existe pas, indique indiscutable-

ment que les magistrats n'avaient pas sous la main la maison de secours *toujours ouverte* dont je parlais plus haut et où les enfants malheureux de Paris sont toujours reçus.

M. Brueyre veut bien reconnaître, en partie au moins, ces difficultés ; mais c'est une concession à laquelle il ne s'arrête pas assez.

Il compte sur la loi du 24 juillet 1889 pour porter remède à tant de maux ; hélas, la loi ne donnera pas toutes les ressources suffisantes, je ne suis pas seule à le craindre ; et personne n'aurait pu faire cette tentative ailleurs qu'à Paris où M. Brueyre a trouvé dans l'initiative privée des concours pécuniaires pour l'essai préventif qu'il a fait de cette loi, en créant le service des enfants moralement abandonnés et où il a été soutenu et encouragé par les subsides du conseil municipal et du conseil général, ce qui n'existe nulle part à ce degré de générosité.

M. Brueyre, parlant en son nom et en celui de M. le pasteur Robin, exprime la crainte que « reprenant d'anciens errements, on ait préconisé l'éducation préventive par les soins de l'administration pénitentiaire, aux lieu et place des administrations d'assistance publique et des sociétés de charité privée. »

Mais nul, autorisé et véritablement compétent, n'a jamais, que je sache, exprimé pareille opinion ; et M. le directeur général des services pénitentiaires, que je n'ai nullement l'intention de faire intervenir ici, a dit tout récemment le contraire dans un discours prononcé par lui à la Société de patronage des engagés de l'armée :

« Tous les enfants, auxquels a pu être appliquée l'éducation préventive, doivent être élevés par les soins de l'assistance publique ou privée, et les enfants reconnus vicieux resteront confiés à l'Administration pénitentiaire qui est seule armée pour la répression. »

Je me félicite de ce souvenir qui rassurera certainement M. Brueyre et M. le pasteur Robin, et j'ajoute que je m'honore de penser absolument de même.

Il faudra donc doter largement l'assistance publique et encourager l'initiative privée en la contrôlant ainsi que tous les établissements renfermant des enfants sous quelques titres qu'ils soient connus, qui sont ouverts ou qui s'ouvriront précisément en vertu de l'application de la loi du 24 juillet 1889 ; car s'ils ne sont pas inspectés avec l'autorité et la compétence nécessaires, ce qui n'exclut pas la bienveillance, nous verrons se reproduire les abus

qui faisaient dire à M. le sénateur Roussel dans son important rapport de l'enquête parlementaire que « si cette enquête avait révélé les merveilles réalisées par la charité privée, elle avait fait connaître aussi bien des abus. »

Je ne suivrai pas M. Brueyre en Angleterre et en Amérique dans l'exposé du fonctionnement des *industrial schools* et des *reformatories* ; je regrette de ne pas avoir été à même de les étudier sur place, mais, je l'ai fait dans tout ce qui a été écrit à leur sujet et j'ai toujours été fortifiée, par ces lectures mêmes, dans la conviction que ces institutions devraient être modifiées et appropriées à notre caractère, à nos mœurs et même à nos préjugés, pour recevoir en France une aussi utile application que celle qu'elles reçoivent dans leur pays.

Je ne souhaiterais actuellement voir prendre à des étrangers, dans cet ordre d'idées, que l'application de la loi belge qui a adopté, en ce qui touche à l'assistance des enfants malheureux ou coupables, la responsabilité pécuniaire des communes d'origine.

Le chiffre des enfants, originaires des campagnes surtout, s'abaisserait rapidement dans les établissements d'assistance et de correction, comme cela s'est produit en Belgique, m'a assuré un des fonctionnaires les plus autorisés de cette administration.

En effet, combien d'enfants vagabonds, pourraient être utilisés dans les campagnes, si un peu de sollicitude leur était montrée sur place, lors de l'abandon, de l'emprisonnement ou de la mort des parents, sollicitude inspirée par l'intérêt bien entendu de la commune qui éviterait ainsi une charge plus grande de centimes additionnels, si la loi belge était adoptée en France.

Est-ce que bien souvent un peu d'aide pour les vêtements et la compensation de la perte du temps passé à l'école ne permettrait pas de garder au village chez de braves gens, de petits cultivateurs, des enfants qui y rendraient de légers services, qui ne seraient pas dépaysés et qui garderaient ainsi quelques liens de famille et d'attachement à leur pays.

Au lieu de cela, en me basant sur l'étude des dossiers, j'ai pu dire que ces petits malheureux étaient repoussés — *plus loin* — pour éviter toute charge locale et que là ils trouvaient la prison.

M. Brueyre redoute et démontre l'insuffisance de la surveillance des jeunes gens ou jeunes filles mis en libération conditionnelle. Il a raison, et j'en parle à mon aise, m'étant montrée dans tous mes rapports administratifs et mes conseils aux directeurs et directrices peu disposée à encourager cette mesure depuis que j'ai

reconnu et constaté que dans la pratique, la surveillance des plus dévoués, des plus zélés d'entre eux, était forcément restreinte, que les familles en profitaient pour reprendre les jeunes gens et surtout les jeunes filles, si ceux-ci ne cachaient pas leur adresse, quand la famille était mauvaise surtout; et que les directeurs n'avaient aucun moyen d'investigation, leur permettant de les rechercher et de les reprendre sous leur tutelle.

Les enfants de l'assistance publique sont sans familles, et celles des enfants moralement abandonnés sont bien souvent consentantes, jusqu'ici, à la substitution d'autorité. Mais les familles des enfants confiés à l'Administration pénitentiaire sont trop souvent le premier et le plus redoutable des dangers pour eux.

C'est une navrante banalité que de citer, comme exemple, le reproche que m'adressait un préfet à ce sujet : « Comment l'Administration pénitentiaire a-t-elle pu rendre cette jeune fille à une si abominable famille ? Elle était vendue d'avance, la police l'a constaté. »

De quel droit l'aurait-on retenue à sa libération ? L'Administration pénitentiaire n'est pas la tutrice de ses pupilles et trop souvent elle doit remettre à des parents qu'elle sait indignes et qui les réclament des jeunes filles dont, comme a pu le dire M. le Directeur général dans un article sur l'éducation correctionnelle paru à l'*Officiel* (24 janvier 1890), « de patientes éducatrices avaient refait une jeune fille, ayant reçu une petite mendicante coureuse et vagabonde, dix fois récidiviste peut-être avant seize ans ! »

L'assistance publique, en vertu d'anciennes dispositions non appliquées, est la tutrice des enfants envoyés en correction et elle aurait pu faire pour ceux-ci ce qu'elle peut faire pour ses pupilles : préserver de pareils dangers jusqu'à leur majorité les enfants dont elle a fait des hommes et des femmes.

M. Brueyre a raison ; la libération conditionnelle ne peut être appliquée, sauf exception pour les filles surtout, que lorsqu'il s'agit de rendre les enfants à des parents honnêtes, dont l'impuissance ou la faiblesse a eu besoin de l'appui de l'administration pour vaincre des natures rebelles.

Dans ce cas et lorsqu'ils montrent le retour à de meilleurs sentiments, l'administration s'empresse de les rendre à leurs parents.

Mais placer des jeunes gens et des jeunes filles sans une surveillance discrète et maternelle qui est un appui pour leur

inexpérience et un frein aux appétits de leur jeunesse, sans leur assurer un asile en cas de nécessité, tant qu'ils veulent accepter cette tutelle bienfaisante, c'est les exposer à des défaillances. Je ne saurais avoir ici de meilleurs appuis que M. Félix Voisin et M. Bournat.

Il ne faut pas demander à ces enfants, à qui l'éducation première a fait défaut et chez qui celle qui a suivi n'est pas toujours suffisante, des vertus que les enfants plus heureux et mieux élevés n'auraient pas.

Qui oserait affirmer que tous les enfants issus des familles les plus honnêtes, les meilleures, ne failliraient pas, placés dans les situations d'isolement affectueux faites à ces jeunes gens des deux sexes, que les maîtres ou patrons sont généralement plus disposés à exploiter qu'à aimer ?

Il faudrait avoir passé dans la vie sans regarder autour de soi, et ne pas avoir suivi le cours des événements journaliers dans les journaux pour ne pas se sentir obligé à l'indulgence puisée en haut, en faveur des malheureux d'en bas, dont nous nous occupons.

Mais me voici bien loin et pourtant encore dans le sujet qui m'a poussée à prendre la plume.

J'ai, en cela, suivi l'exemple que m'a donné la Société générale en prolongeant ces débats qui sont la base de toutes les réformes pénitentiaires.

M. Béranger a résumé la discussion du 16 mai sur ce sujet avec une hauteur et une générosité de vue à laquelle il n'y a rien à ajouter, sinon à souhaiter que les solutions qu'il entrevoit se réalisent en faits.

Il faudrait alors, comme le dit M. Béranger, « se louer du conflit dans l'émulation pour le bien » qui serait sorti de ces recherches sur le mode d'instruction et d'éducation préventive ou correctionnelle pour ces enfants dont le plus grand nombre est moins coupable que malheureux.

Je me refuse à croire avec M. le comte d'Haussonville que le nombre des enfants *nés pervers* s'élève à 25 p. 100 et je crois avec M. Joly « que l'éducation est plus forte que l'hérédité » et que « celle-ci n'est presque rien à côté de l'influence de l'éducation ».

« Il suffit de prendre l'enfant à temps », dit avec tant de raison M. Brueyre, « car il naît rarement vicieux, mais le devient ».

Oui, il le devient facilement par le mauvais exemple, car l'éducation de l'enfant commence dès qu'il voit et bien avant qu'il comprenne.

Mes observations sur les enfants tout jeunes, reçus dans les écoles de réforme, et celles faites sur de toutes petites filles m'ont montré irréfutablement que des visions malsaines, inconsciemment perçues alors, laissaient des traces latentes qui se réveillaient plus tard et exerçaient sur leur esprit une funeste influence.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mon respect et celle de ma gratitude.

L'Inspectrice générale,

M. DUPUY.

LES RÉFORMES

PROPOSÉES PAR

L'ANTHROPOLOGIE CRIMINELLE

Jusqu'ici, chez tous les peuples, le législateur a considéré le crime comme un acte volontaire, dont l'auteur est moralement responsable. Dès la plus haute antiquité, le criminel a été puni non pas seulement à cause du dommage qu'il avait causé, mais encore à cause de la *faute* qu'il avait commise ; il n'est puni que *s'il mérite la punition*. C'est ainsi que Moïse prescrivait aux juges de ne faire battre le coupable que s'il mérite d'être battu (*Deutéronome* ch. XXV, v. 2), et que dans le livre le plus ancien des Chinois, on lit que « les fautes involontaires sont pardonnées, sans rechercher si elles sont grandes ou petites, et que les fautes commises volontairement, quoique petites en apparence, sont punies » (Chou-King partie I, ch. III, § 12). Les anciens égyptiens punissaient aussi le crime parce qu'il y voyaient le résultat d'une volonté dépravée. (Diodore, l. I, § 77). La croyance au libre arbitre et à la responsabilité morale des criminels a toujours été dans toutes les législations, le fondement de la responsabilité pénale (1). Les législateurs n'ignorent point la grande influence qui est exercée sur les actions humaines par le tempérament, la conformation des organes, la santé ou la maladie, l'âge, le sexe, le climat. Mais ils pensent avec raison que toutes ces influences physiques ne détruisent pas la liberté morale et qu'elles ne constituent que des circonstances atténuantes, dont le juge peut tenir compte dans l'application de la peine, en exceptant bien entendu les cas où la maladie mentale rend l'homme irresponsable.

Pendant que les législateurs restent ainsi appuyés sur les croyances spiritualistes, il s'est élevé en Allemagne, en Italie, en Angleterre et en France des théories nouvelles, qui, ne voulant

(1) Voir sur cette question mon étude publiée par la *Revue philosophique* du 1^{er} avril 1890.

expliquer l'homme que par le côté physique, cherchent la cause de la criminalité dans l'organisme et proposent de séparer la responsabilité pénale de la responsabilité morale.

En Italie, sous l'impulsion de M. le Dr Lombroso secondé par M. E. Ferri et M. Garofolo, l'école d'anthropologie criminelle s'efforce d'appliquer le darwinisme au droit criminel et de remplace la responsabilité morale par la sélection. D'après cette doctrine, le crime est le résultat de l'atavisme, et la peine doit être un moyen d'élimination. Le criminel n'est autre que l'homme primitif, dépourvu de tout sens moral par suite d'une conformation cérébrale défectueuse ; il y a chez lui une rétrogradation vers le type humain préhistorique et même vers l'animal inférieur, dont l'homme est descendu. Le criminel n'étant dès lors qu'une bête malfaisante dépourvue de liberté morale, la société a le droit de *l'éliminer* sans pitié.

Dans une précédente étude (1), je crois avoir démontré que l'hypothèse du crime atavisme, est contredite par les faits. Je voudrais essayer d'établir aujourd'hui que l'application de cette doctrine au droit criminel est pleine de dangers. Tout d'abord, il importe d'observer qu'elle entraîne la suppression de la honte qui s'attache au crime. Si le criminel n'est plus qu'un malade ou un infirme il cesse d'être un *coupable*. Aussi, l'école d'anthropologie criminelle, conséquente avec son principe, n'hésite-t-elle pas à dire qu'il faut délivrer le délinquant de l'ignominie du crime, que c'est là « la plus noble, la plus généreuse, la plus sainte, en un mot la plus humanitaire de ses inspirations. » (2) Est-il bien utile d'affranchir le meurtrier, le voleur du sentiment de réprobation qu'ils inspirent ? Croit-on que la crainte du châtement suffira pour contenir les penchants criminels, si la honte ne restait pas attachée aux crimes ? La force n'a-t-elle pas besoin de s'appuyer sur la conscience publique, pour maintenir l'ordre dans la société ? Assurément, la police et la gendarmerie contribuent puissamment au maintien de la sécurité publique et la société n'est pas toujours assez reconnaissante pour ces dévoués défenseurs. Mais, il ne faut pas oublier que la honte qui résulte d'une condamnation judiciaire, agit sur les hommes autant que la crainte de la peine, pour les détourner des actes délictueux. Pour celui qui n'a jamais été condamné et qu'une poursuite criminelle fait déchoir du rang d'hon-

(1) Voir le *Correspondant* du 10 février 1890.

(2) Voir *Actes du Congrès de Rome*, p. 53

nête homme, la perte de l'honneur, la tache qui s'imprime à son nom, le mépris qu'il lit dans les yeux de ses voisins, de ses amis, sont des souffrances morales autrement cruelles que le séjour dans une cellule. Si le récidiviste retombe si souvent dans de nouvelles fautes, c'est parce qu'il est devenu insensible au mépris public. Pour justifier la suppression de l'infamie du crime, M. le Dr Lombroso prétend que les juristes eux-mêmes ne croient pas utile le maintien de ce sentiment (1). (C'est là une erreur : ce que les juristes repoussent, ce n'est pas la flétrissure morale, qui est imprimée au crime par l'opinion publique et la condamnation judiciaire, mais les peines infamantes qui entraînent la dégradation civique.

M. Fouillée comprenant mieux que M. Lombroso les conséquences fâcheuses, qui résulteraient de la suppression de la honte qui s'attache au crime, estime que ce sentiment salutaire subsistera même dans le cas où le code pénal sera déterministe. De même, dit-il, « qu'il y a une certaine honte, qui s'attache en présence d'autrui, au fait involontaire pourtant d'être difforme, bossu, boiteux, nain », à plus forte raison, la laideur morale inspirera-t-elle toujours « une horreur esthétique » (2). Le sentiment qu'éprouve le boiteux ou le bossu en présence d'autrui, est-il bien un sentiment de honte ? N'est-ce pas plutôt la crainte de la raillerie ? Si on excepte quelques enfants mal élevés et quelques hommes grossiers ou méchants, la difformité physique ne nous inspire aucune horreur pour celui qui en est atteint ; elle augmente, au contraire, pour lui notre sympathie. La honte n'atteint pas la difformité physique, parce qu'elle est involontaire. Si la laideur morale était désormais considérée comme fatale, la honte qu'elle inspire s'évanouirait, parce que le mépris n'est pas seulement une appréciation esthétique, mais une appréciation morale. Nous ne méprisons l'auteur d'une mauvaise action que parce que nous le croyons moralement responsable. Sans doute, l'acte criminel resterait laid, mais l'auteur, s'il était jugé irresponsable, ne mériterait plus le mépris et deviendrait même digne de pitié.

Pour être logique, l'anthropologie criminelle ne devrait pas proposer seulement la suppression de la honte qui s'attache au crime, mais encore la suppression de la pénalité. N'est-il pas injuste, en effet, de punir un homme, qui est voué au crime par son organisation physique ? N'est-ce pas barbare de priver de la vie ou de la

(1) *L'homme criminel*, préface, p. 19.

(2) *Revue des deux Mondes*, 15 juin 1889, p. 794.

liberté un malade ou un infirme? Le criminel, dites-vous, est un être dangereux, comme l'aliéné, et la société a le droit de le mettre dans l'impuissance de nuire. Oui la société a ce droit même à l'égard de ceux qui sont irresponsables. Elle peut les placer dans des asiles, pour se mettre à l'abri de leurs attaques. Mais autre chose est le placement d'un malade dans une maison de santé autre chose la séquestration d'un coupable dans une prison; on soigne le premier, on punit le second. Si la société voit des malades ou des infirmes dans les criminels, elle n'a plus qu'à les soigner comme des aliénés; elle perd le droit de les punir. C'est donc par une véritable inconséquence que l'anthropologie criminelle veut conserver la pénalité, en la séparant de la responsabilité morale.

Mais comment se fera l'application de la peine aux criminels, si on ne tient plus compte de la responsabilité morale? D'après le caractère présumé de l'accusé, répond M. Garofolo. La proportionnalité de la peine au délit sera remplacée « par la recherche de l'idoneité du coupable à la vie sociale dans les différents cas de délits » (*Criminologie*, p. 305). Le magistrat, ayant à juger un voleur par exemple, ne s'attachera pas aux circonstances qui révèlent sa culpabilité, ni même à l'importance du préjudice causé : il recherchera seulement, d'après les circonstances de l'affaire et l'étude qu'il fera du caractère de l'accusé à quelle classe de criminels appartient l'accusé. Le moyen d'élimination dépendra du jugement qui sera porté non sur la gravité de l'acte commis et le degré de perversité qu'il révèle, mais sur le caractère de l'accusé. Si le voleur de 20 centimes est jugé plus dangereux pour la société que le voleur de 20.000 fr., il sera plus sévèrement puni (1). Cette théorie aurait pour résultat de livrer les accusés à l'arbitraire des juges et de faire revivre un des abus les plus criants de la législation criminelle de l'ancien régime. — Si le criminel est puni non d'après la gravité du crime, mais d'après son caractère « tout se ramène à la détermination de la vraie nécessité sociale » (*Idem* p. 309). On ne se préoccupe plus de savoir quelle peine est méritée par l'accusé, on ne prend en considération que l'utilité sociale qui résultera de l'application de la peine. La justice, l'équité sont écartées, parce que, d'après M. le Dr Dally, (2) professeur à l'école d'anthropologie de Paris, ce « sont des notions arbitraires, au sujet desquelles chacun à sa manière de voir. » — Il me paraît impos-

(1) *Criminologie*, p. 307.

(2) Voir *Actes du Congrès de Rome*.

sible de déterminer « le degré d'idonéité du coupable à la vie sociale » d'après les anomalies physiques et psychiques, que les anthropologistes prétendent avoir observées chez les criminels.

L'école d'anthropologie criminelle propose d'appliquer la peine, d'après le caractère de l'accusé et non d'après la gravité du délit parce que la proportionnalité de la peine au délit lui paraît impossible. L'application d'une peine proportionnée au délit est une œuvre difficile j'en conviens, mais elle n'est point impossible. Deux éléments doivent être pris en considération : 1° l'importance du droit violé par le délit, 2° la perversité de l'agent. Le législateur classe les faits criminels suivant le dommage qu'ils causent à la société et le juge tient compte du degré de culpabilité de l'accusé, d'après ses antécédents, son âge, le motif qui l'a inspiré, le degré de son intelligence.

L'appréciation du caractère de l'accusé est donc faite, dans la pratique, par le magistrat qui le juge, mais cette appréciation n'est point séparée de l'examen de sa responsabilité morale et de l'étendue du dommage qu'il a causé. Dans quelles erreurs ne tomberait pas la justice, si elle ne voulait apprécier la responsabilité pénale d'un accusé que par son caractère dangereux ? est-ce que l'homme peu intelligent, peu instruit et pauvre n'est pas plus dangereux pour la société que celui qui possède l'intelligence, l'instruction et la fortune ? faudra-t-il donc punir plus sévèrement le premier et se montrer plus indulgent pour le second ? Oui, n'hésite pas à dire l'école d'anthropologie criminelle, il faut remplacer l'examen de la *culpabilité*, par celui de la *temibilité*, c'est-à-dire par l'examen du degré de crainte que l'accusé inspire, la misère, la faiblesse de l'intelligence, toutes les circonstances qui atténuent la responsabilité morale aux yeux des spiritualistes, sont au contraire des circonstances aggravantes pour l'école italienne (1). La peine, d'après M. E. Ferri, doit même être appliquée lorsqu'il n'y a aucune *faute* commise, mais seulement un dommage. « Qu'on ne croie pas, dit le professeur italien, cette idée aussi révolutionnaire qu'elle semble l'être, car dès aujourd'hui elle a une sanction dans le code criminel ou civil. Elle trouve son application à propos de l'homicide involontaire. » Cette assertion est-elle bien exacte ? même pour l'homicide involontaire, la matérialité du fait, le dommage suffit-il pour justifier l'appli-

(1) *Actes du Congrès de Rome*, p. 114.

cation de la peine? ne faut-il pas encore une négligence, une imprudence, une inobservation des règlements, c'est-à-dire une faute imputable à l'auteur de l'homicide involontaire? Même en matière civile, aux termes de l'article 1382, la constatation préalable d'une faute est nécessaire pour entraîner une condamnation à des dommages intérêts. Sans doute pour la réparation d'un préjudice, et en matière correctionnelle pour quelques délits contraventionnels, une intention méchante n'est pas nécessaire, pour légitimer l'application d'une peine. Mais, qu'on le remarque bien, même dans ces cas, l'application de la loi n'est jamais faite que lorsqu'une faute est prouvée ou tout au moins présumée.

Si le dommage suffisait pour entraîner l'application d'une peine, pourquoi ne condamnerait-on pas l'aliéné dangereux qui a commis un acte dommageable? Si l'aliéné, qui tue ou qui commet tout autre acte délictueux est affranchi de toute responsabilité pénale et même civile, n'est-ce pas parce que la maladie le rend moralement irresponsable? Donc il faut toujours qu'au dommage causé vienne s'ajouter un élément moral, l'appréciation de la responsabilité de l'inculpé, pour que celui-ci devienne punissable.

Chose digne de remarque, c'est l'école classique qui, tout en voulant appliquer la peine qu'à un *coupable* l'ayant méritée, tient le plus de compte de l'étendue du dommage. Nous avons vu plus haut que l'anthropologie criminelle propose de punir plus sévèrement le voleur de 20 centimes que le voleur de 20.000 fr., si le premier lui paraît avoir un caractère plus dangereux. Le Code pénal français, au contraire, dans plusieurs articles notamment dans les articles 169 et suivants 174, détermine la peine suivant l'importance des deniers détournés par les fonctionnaires publics. Une distinction semblable est faite par le nouveau Code pénal hongrois de 1878 (art. 334). Il semble au premier abord qu'une justice matérialiste peut seule se préoccuper de la gravité du dommage. Platon veut une même peine pour tous les vols grands ou petits (*Les lois*, L. IX). D'après lui, celui qui détourne une petite partie des deniers publics doit être puni aussi sévèrement que celui qui en détourne une grande partie. Devant la justice absolue, le premier est peut-être aussi coupable que le second, bien que je sois tenté de dire avec Grotius « que l'injustice est d'autant plus grande qu'un plus grand dommage est causé à autrui (1) ». Mais la justice sociale, tout en s'appuyant sur la loi morale, doit prendre

(1) L. II, ch. 20, § 30.

aussi en considération l'utilité sociale; pour prévenir les détournements importants de deniers publics, elle doit les punir plus sévèrement (1).

L'école d'anthropologie criminelle propose de remplacer la *culpabilité* par la *temibilité* en ne s'inspirant que de l'utilité sociale; c'est parce que à ses yeux le crime est fatal, le résultat d'anomalies physiques. Si l'homme n'est pas libre, il ne peut pas être coupable. Il faut donc chercher le droit de punir le criminel dans son caractère dangereux. S'inspirant des idées de Herbert Spenner sur la société, considérée comme un organisme, l'anthropologie criminelle voit dans la pénalité la réaction de la société contre les éléments qui la troublent. Un organisme quelconque réagit contre toute violation des lois qui en régissent le fonctionnement; la société fait de même. « La réaction consiste dans l'exclusion du membre, dont l'adaptation aux conditions du milieu ambiant s'est manifestée incomplète ou impossible » (*Criminologie*, p. 231). La société, pour se conserver, a besoin d'éliminer les éléments corrompus.

Assurément, la société a le droit de se conserver, mais elle ne peut le faire qu'en se conformant aux lois de la justice. Or une peine n'est juste que si elle est appliquée à un homme qui l'a méritée par une faute volontaire, dont il est responsable. Donc, si le criminel n'est pas moralement responsable, ainsi que le prétend l'anthropologie criminelle, il est injuste de le punir. M. Garofolo le reconnaît expressément (p. 312) et ajoute que la société n'est pas tenue de se montrer plus juste que la nature. Cet aveu me dispense d'insister davantage; il suffit de le constater.

La justice, telle que l'entend l'anthropologie criminelle, n'est donc qu'une justice de *débarras*; la société se débarrasse de ceux qui la troublent, sans souci de leur responsabilité, de leur culpabilité, uniquement parce qu'ils sont dangereux. N'est-ce pas le retour à la maxime : *Salus populi suprema lex esto*, maxime qui peut servir de prétexte aux mesures les plus arbitraires? C'est au nom du salut de l'État que le décret des 10-12 mars 1793 autorisait le tribunal criminel extraordinaire « à prononcer la peine de la déportation contre les auteurs de crimes et délits contre la

(1) Voilà pourquoi en matière de vol, d'escroquerie, d'abus de confiance, la restitution de l'objet soustrait, si elle ne fait pas disparaître la culpabilité, vient l'atténuer aux yeux des juges. Dans la loi athénienne la peine était très atténuée, en cas de restitution. V. Démosthène, C. Timocrate.

sûreté de l'Etat, ou tendant à rétablir la royauté, qui ne sont pas prévus par le Code pénal, ou contre ceux dont la résidence sur le territoire français serait un sujet de trouble et d'agitation. » N'est-ce pas aussi au nom du salut de l'État qu'a été édictée la monstrueuse loi du 22 prairial an XI, qui punissait de mort le fait d'avoir favorisé la retraite et l'impunité des conspirateurs, et de chercher à égarer l'opinion? Lorsque le législateur ne recherche que l'utilité sociale, en négligeant la justice, il peut tomber dans les erreurs les plus graves.

Est-il possible d'ailleurs, de classer les criminels, d'après leur caractère dangereux, sans tenir compte de la gravité du crime et du degré de leur culpabilité? Sans doute, il est facile de savoir si le criminel est un malfaiteur d'occasion ou un malfaiteur d'habitude. Cette distinction, fort importante pour l'application de la peine, n'a point été inaperçue des classiques, ainsi que le prétend M. Tardé (dans les *Archives d'anthropologie criminelle*, 1887, p. 34). Elle est faite depuis longtemps par les criminalistes (Voir notamment le *Bulletin de la législation comparée*, 1870, p. 150, article de M. Delbruck; voir aussi une étude intéressante de M. Michaux, ancien sous-directeur des colonies sur la question des peines, p. 177). Elle se retrouve dans les dispositions du Code pénal sur la récidive (1).

Mais cette distinction de criminels d'occasion et de criminels d'habitude ne peut suffire à l'école d'anthropologie criminelle, parce qu'elle n'établit pas une différence de nature entre ces deux sortes de criminels, tout criminel d'occasion pouvant devenir un criminel d'habitude. L'école italienne veut classer les criminels d'après les anomalies qu'ils présentent. Les classes une fois établies, le magistrat ayant à juger un criminel n'aura qu'à voir à quelle catégorie il appartient. M. E. Ferri propose cinq catégories de criminels. La première catégorie comprend les criminels instinctifs ou criminels nés, voués au crime par des anomalies physiques ou psychiques, absence de sens moral, insensibilité physique et morale, absence de remords, imprévoyance. Mon expérience judi-

(1) Dans son remarquable livre sur le *devoir de punir*, M. Mouton ne voudrait pas que la récidive emportât par elle-même une aggravation de peine. Sans doute, il est des cas où, malgré la récidive, le délit ne devra être puni qu'avec indulgence. Mais en règle générale, la récidive prouve que l'accusé est plus pervers et plus dangereux puisqu'il n'a pas profité de l'avertissement donné par la première condamnation. Les anciens Perses attachaient une si grande importance à la distinction du criminel d'occasion et du criminel d'habitude qu'il n'était jamais permis de faire mourir un homme pour un seul crime (Hérodote. L. I, ch. 138).

ciaire ne me permet pas de croire à l'existence du criminel né; en dehors, bien entendu, de ceux qui atteints de maladie mentale ou d'idiotie sont irresponsables et par suite non criminels, les prévenus et accusés que j'ai vus étaient toujours devenus coupables par leur faute, ils avaient eux-mêmes le sentiment de leur culpabilité! J'ai demandé à mes collègues, dont quelques-uns ont trente, quarante ans d'expérience judiciaire, s'ils croyaient que parmi les criminels jugés par eux à la cour d'assises ou à la police correctionnelle il y en avait de prédestinés au crime par leur organisation physique. Leur réponse, ai-je besoin de le dire, a toujours été négative et accompagnée d'un sourire d'étonnement, tant la question leur paraissait étrange. S'il y avait une catégorie d'hommes voués au crime par leur organisation, comme des bêtes malfaisantes, des vipères ou des chiens enragés, ces hommes resteraient toujours criminels, leur nature leur serait toujours le même. Est-ce que la vipère cesse de mordre? Est-ce que le tigre se corrige? Voit-on chez la même bête féroce l'instinct cruel se modifier pour faire place à la douceur et à la bonté? Or, tandis que le tigre agit toujours en criminel, les accusés qui comparaissent devant les tribunaux n'ont pas toujours agi en criminels; ils ont eu quelquefois de bons antécédents; après leur condamnation ils se corrigent souvent. Sans doute, au moment de l'exécution du crime, le coupable agit en bête malfaisante; par le mauvais usage de sa liberté, l'homme peut même descendre au-dessous de la bête. De là viennent les comparaisons du meurtrier avec le tigre, du voleur avec le loup, etc. Mais ce ne sont là que des métaphores et je suis vraiment étonné qu'on puisse prendre des métaphores pour des réalités. L'homme criminel reste si bien un homme qu'il n'est pas rare de voir subsister chez lui de bons sentiments; ceux qui connaissent les criminels le savent bien. Qu'on me permette d'en citer deux exemples empruntés à des affaires jugées par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône. Dans une lettre écrite à un ami par un grand coupable, le nommé Tolcdano, (1) après sa condamnation à mort et quelques jours avant son exécution, je lis la recommandation suivante: « Je te demande ensuite une grande faveur: si tu restes me devoir encore quelque argent, divise-le en douze parties et tu le donneras au temple pendant un an; je te conjure de le faire, pour l'affection que tu avais pour moi et pour la volonté

(1) Voir le récit de son crime dans mon article de la *Revue philosophique* du 1^{er} avril 1890.

d'un mourant. Adieu ! mon ami, mon frère, je ne puis plus continuer, mes yeux sont pleins de larmes et j'ai le cœur trop oppressé... » Le nommé Roure, qui fit avorter sa maîtresse et l'étrangla ensuite, avait, quelques jours avant, fait son testament et légué la plus grande partie de sa fortune aux bureaux de bienfaisance d'Aix et de la Fare.

On allègue l'absence de sens moral constatée chez quelques criminels. Cette oblitération du sens moral est le résultat de leurs habitudes criminelles. Il n'y a que le premier pas qui coûte, dit avec raison la sagesse populaire ; une première faute conduit à une seconde ; la pensée familiarisée avec le mal perd sa répugnance pour lui ; pour faire taire la voix de la conscience qui l'importune, le criminel se livre souvent à l'alcoolisme et à la débauche. Que de fois les agents de la sûreté arrêtent les criminels dans les maisons de tolérance, où ils se réfugient après le crime pour s'étourdir ! Mais, de ce que les criminels se rendent sourds à la voix de la conscience, il ne faut pas en conclure que cette insensibilité morale est originelle, congénitale, le résultat d'une organisation cérébrale spéciale. Sauf les cas de folie ou d'imbécillité qui entraînent l'irresponsabilité pénale, il y a une lumière qui éclaire tout homme venant en ce monde. Cette lumière est plus ou moins vive, suivant les esprits, mais elle ne fait entièrement défaut à personne. « La règle de conduite morale de l'homme est la loi de toutes les intelligences ; elle illumine l'univers dans le plus haut des cieux comme dans les plus profonds abîmes.... Les personnes les plus ignorantes et les plus grossières de la multitude, hommes et femmes, peuvent atteindre à cette science simple de se bien conduire » (Confucius, ch. XII). Un autre philosophe chinois, Meug-Heu, n'avait-il pas aussi répondu d'avance à l'objection tirée de l'insensibilité morale de quelques criminels, lorsqu'il disait : « Les hommes, voyant le naturel de cet homme semblable à celui de la brute, pensent qu'il n'a jamais possédé la faculté innée de la raison. Sont-ce là les sentiments véritables et naturels de l'homme ? » (p. 391 de la traduction Pauthier). Lorsque l'école italienne rencontre chez un grand criminel exceptionnel, chez un récidiviste dégradé par l'habitude du crime une oblitération du sens moral, elle ne se demande pas si cette dégradation n'est pas le résultat de sa vie criminelle, livrée à tous les désordres. Elle voit dans cette dégradation la *cause* de la criminalité, alors qu'elle n'en est que *l'effet*. Elle tombe dans l'erreur signalée par le philosophe chinois ; elle suppose que l'homme qui devient criminel était avant le crime

ce qu'il est ensuite après le crime. En un mot, pour apprécier le naturel de cet homme, au lieu de l'examiner à l'état de santé morale, c'est-à-dire avant le crime, elle l'étudie à l'état de maladie, lorsque son naturel a été altéré par le crime et par la détention.

Mais, dira-t-on, n'y a-t-il pas des hommes qui se précipitent sans transition, d'un bond, vers les plus grands forfaits? Ne faut-il pas dès lors supposer que ces hommes naissent avec un naturel mauvais, voué au crime? Que les facultés morales soient très inégalement réparties entre les hommes, que les bons penchants soient plus accentués chez les uns que chez les autres, qui le contesterait?

Je n'irai point jusqu'à dire avec Alfred de Musset :

Qu'il naît sous le soleil des âmes dégradées,
Comme il naît des chacals, des chiens et des serpents,
Qui meurent dans la fange où leurs mères sont nées.

Mais assurément il naît des hommes doux et des hommes violents; il y a des natures ingrates et des natures bien douées; celui-ci est bon, généreux, il tient de ses parents une tendance au dévouement, à la sincérité; celui-là est au contraire porté davantage à l'égoïsme, au mensonge. Faudra-t-il dire dès lors que le crime est fatal pour celui qui est mal doué? Oui, il faudra le dire si on croit que l'homme est tout entier dans l'organisme. Mais si on croit qu'il y a dans l'homme une force spirituelle, capable de réagir contre les mauvais penchants et de les dominer, la constatation de ces mauvais penchants ne nous force pas à conclure à la fatalité du crime. En fait, il est extrêmement rare qu'un grand crime ne soit pas précédé d'autres délits. Il est possible que l'accusé n'ait pas subi de condamnation antérieure; mais scrutez bien ses antécédents et vous y trouverez des indécidables, des petits larcins restés impunis, des habitudes d'immoralité; c'est par une succession de fautes que l'homme arrive au crime.

M. le Dr Despine, dont la théorie sur le criminel né a été adoptée par l'école italienne, trouve encore une preuve de la fatalité du crime dans l'extrême facilité avec laquelle les criminels déjà condamnés commettent de nouveaux crimes. Mais qu'y a-t-il d'étonnant à ce qu'un homme qui a fait une chute, en fasse de nouvelles? Il est plus facile à un homme de ne pas tomber que de ne tomber qu'une fois. « Il est bien plus aisé, à cause de la proclivité et inclinaison de notre nature de passer du bien au mal que de rétrograder du mal au bien » (L'hospital).

L'imprévoyance est encore signalée par M. le Dr Despine et

par M. E. Ferri comme une anomalie psychique particulière au criminel né. D'après eux le criminel ne prend aucune précaution pour se dérober à la justice ; il commet toujours des imprudences grossières, qui le font arrêter. Un anthropologiste français, M. de Mortillet, va jusqu'à voir dans une imprudence commise par Pranzini la preuve qu'il était déséquilibré et qu'il n'était pas moralement responsable (*Archives d'anthropologie criminelle* 1887, p. 583). Je suis beaucoup moins frappé de l'imprévoyance des criminels. Sans doute dans quelques cas exceptionnels, en matière de crimes contre les mœurs, on voit des criminels se livrer à des obscénités dans des lieux publics, mais il ne faut point oublier que l'habitude de la débauche rend l'homme imprudent. L'observation en avait déjà été faite par Socrate : « Où trouvera-t-on plus difficilement de la prudence que dans les intempérants ? Car rien de plus opposé que les actions de la prudence et celles de la débauche » (Xénophon, *Mémoires sur Socrate*, L. IV, ch. V). Mais à l'exception de ce vice qui par sa nature fait oublier la prudence les autres passions criminelles cherchent leur satisfaction avec beaucoup d'habileté. Ce qui le prouve, c'est que très souvent presque dans la moitié des cas, les auteurs des crimes restent inconnus, malgré les actives recherches de la justice. Il faut avoir été juge d'instruction ou magistrat du parquet, pour se rendre compte des difficultés que présente souvent la découverte du coupable. Pour plus de précision, je vais emprunter quelques exemples à la statistique criminelle de 1880. De 1875 à 1880, il y a eu en moyenne par an 34.501 individus jugés pour vols ; mais les auteurs de 38.682 vols sont restés inconnus et les auteurs présumés de 2.720 autres vol sont été renvoyés des poursuites pour charges insuffisantes. Plus des six dixièmes des voleurs sont restés impunis. Dans la même période, il y a eu 197 individus jugés pour assassinat ; mais les auteurs de 72 assassinats sont restés inconnus et 70 ont été renvoyés des poursuites pour charges insuffisantes. On comprend que, en matière d'incendie, les auteurs restent très souvent inconnus : 472 seulement ont été jugés, tandis que 2.210 ont échappé à la poursuite ou à la pénalité. Mais même pour d'autres crimes tels que les empoisonnements, les infanticides, les meurtres, les attentats à la pudeur, l'impunité reste acquise à un nombre considérable d'accusés. Comment peut-on dire dès lors que l'imprévoyance des criminels est un fait général, si extraordinaire, qu'il constitue une anomalie psychique ? L'école d'anthropologie criminelle, qui se dit positiviste, expérimentale

ne me paraît pas sur ce point comme sur tant d'autres, s'appuyer sur l'observation ; sa théorie est absolument contredite par les faits.

Enfin l'école italienne, s'inspirant encore des théories de M. le Dr Despine, prétend que le criminel né est caractérisé par une nouvelle anomalie, l'absence de tout sentiment de pitié pour ses semblables. Mais tous les crimes, qui causent un *dommage* à autrui, impliquent nécessairement l'indifférence, même la haine pour autrui ; un acte criminel, qui a pour effet d'ôter à un homme ce qui lui appartient, sa vie, son honneur, son bien, ne peut pas se comprendre sans un égoïsme implacable et l'absence de toute pitié pour autrui. De même que toutes les vertus sociales sont inspirées par l'amour des autres, toutes les passions criminelles impliquent à leur égard insensibilité morale absolue. Pourquoi, dit-on, le criminel n'est-il pas ému par les souffrances de sa victime ; pourquoi ne s'arrête-t-il pas dans l'exécution de son forfait ? Cette insensibilité n'est-elle pas la preuve d'une anomalie spéciale ? Cette insensibilité n'est que la conséquence du crime qui cherche « son bien premièrement et puis le mal d'autrui » et le plus souvent son bien au détriment d'autrui. S'étonner que le criminel n'ait pas de pitié pour sa victime, c'est s'étonner qu'il soit criminel. Si, au moment de l'exécution du crime, le malfaiteur ne s'arrête pas devant les cris, les souffrances de sa victime, c'est parce que la haine, la cupidité, la débauche qui inspirent les attentats à la vie humaine rendent l'homme féroce. Chaque année des jeunes filles, des femmes sont tuées, parce qu'elles refusaient de céder aux obsessions des accusés. Des assassinats sont commis pour faciliter des vols, ou pour satisfaire des sentiments de haine, de vengeance. Tant que le crime n'est pas résolu, on voit le criminel hésiter, reculer, reprendre son projet, passer par des alternatives d'hésitation et de résolution. Puis, lorsque le crime est résolu, on le voit s'y précipiter avec emportement, la passion criminelle étant encore accrue par la lutte, par l'instinct de la conservation, par le désir de l'impunité. Si la victime était épargnée elle irait dénoncer l'assassin. Voilà pourquoi un vol ou un attentat à la pudeur, commis sans intention homicide, sont souvent accompagnés de meurtre, afin de faire disparaître le témoin du crime. M. Despine et M. Garofolo se trompent lorsqu'ils croient que l'insensibilité du malfaiteur au moment de l'exécution du crime est un état habituel, qui existait avant le crime et qui persiste après. Cette insensibilité n'a pas toujours été constatée

dans leur passé, et quelquefois même après le crime elle fait place à de sincères regrets. Tel criminel, qui a été d'une cruauté inouïe au moment de l'exécution du crime, tombe ensuite dans un abattement profond après le crime, regrette la souffrance causée à la victime. J'en ai même connu qui avaient des pensées de suicide, sous l'influence du remords.

En résumé, les anomalies, que l'école italienne croit avoir observées chez le criminel né, ou n'existent pas, selon moi, ou n'ont pas la signification qui leur est attribuée. Quelle étrange idée se fait-elle de la justice, pour croire qu'elle condamne des hommes irresponsables, fatalement voués au crime !

Dans sa classification des criminels, M. E. Ferri place dans la deuxième catégorie les criminels passionnés. Cette catégorie ne contient pas tous ceux qui ont agi sous l'empire d'une passion violente. M. Ferri n'y place que les criminels inspirés « par une passion sociale, comme l'amour, l'honneur. » Il met dans la première catégorie, celle des criminels instinctifs, ceux qui ont été poussés par les « passions anti-sociales, comme la haine, la vengeance, la cupidité. » Mais, si on fait une catégorie spéciale pour les criminels passionnés, pourquoi ne pas y placer tous ceux qui agissent sous l'impulsion d'une violente passion ? Comment peut-on mettre dans la classe des criminels instinctifs ceux qui agissent par cupidité, c'est-à-dire les voleurs, les escrocs, les assassins par cupidité ? Si je consulte la statistique criminelle de 1886, j'y trouve 43.606 prévenus condamnés pour vols simples et 520 accusés condamnés pour vols qualifiés. Ces 44.126 voleurs, pour la plupart paresseux, débauchés, sont des criminels nés, d'après M. Ferri ! Leur criminalité n'est pas le résultat de leur perversité volontaire, mais l'effet fatal d'une prédisposition congénitale ! C'est une organisation défectueuse qui les pousse à dévaliser les passants, à escalader les maisons ! C'est un instinct insurmontable qui les détermine à s'approprier le bien d'autrui, à ouvrir les coffres forts ! Eh quoi ! les meurtriers, les assassins, les incendiaires, qui ont été poussés par la cupidité à tuer, à brûler, sont aussi des criminels de naissance !

En 1858, la haine a inspiré 40 incendies, 34 meurtres, 22 assassinats, sans compter un nombre considérable de délits. Ce sont des domestiques congédiés, des ouvriers mécontents ou des locataires expulsés qui mettent le feu aux récoltes, aux maisons des maîtres, des propriétaires ; ce sont des voisins qui se querellent, ou des parents qui ont des discussions d'intérêts ; ce sont des

braconniers et des maraudeurs qui veulent se venger des gendarmes et des gardes-champêtres. Les rivalités professionnelles engendrent aussi quelquefois des crimes et des délits ; j'ai eu à poursuivre un huissier qui avait d'un coup de dent coupé le pouce d'un compère et l'avait avalé ; dernièrement la cour d'assises de Vaucluse, a condamné un médecin qui avait tenté d'empoisonner un de ses collègues. Tous ces crimes et délits inspirés par la haine, la vengeance seraient des crimes instinctifs ! En vérité, il faut que l'esprit de système produise un aveuglement très complet, pour conduire à de pareilles conclusions ; il faut observer les voleurs et les meurtriers avec des yeux darwiniens, pour méconnaître la vérité à ce point. Voilà à quelles erreurs on aboutit, quand on veut appliquer au droit criminel la théorie de Darwin sans la discuter (1).

Si j'admettais une classe de criminels de naissance, contrairement à ce que fait M. Ferri, j'y aurais plutôt placé les criminels par amour que les criminels par cupidité et par haine, car chez les premiers le tempérament joue un rôle important, tandis que l'organisme est étranger aux crimes commis par cupidité.

Dans la troisième catégorie, M. Ferri place le criminel d'occasion, qui se distingue, selon lui, par la faiblesse du sens moral et par l'imprévoyance. Ces deux caractères ont déjà été signalés par M. Ferri comme étant propres aux criminels instinctifs. S'ils sont communs aux criminels d'occasion, où est la différence entre les criminels de ces deux classes ? M. Ferri répond que le criminel d'occasion se rapproche en effet, beaucoup du criminel instinctif ; mais, il en diffère en ce que, chez lui, le sens moral, au lieu d'être absent complètement, est seulement très faible. La réponse est-elle bien satisfaisante ? La distinction du criminel d'occasion et du criminel passionné est elle aussi fondée sur des caractères différents ? Le criminel passionné n'est-il pas souvent aussi un criminel d'occasion ? Je prends un exemple : un homme rencontre dans un lieu écarté une femme, qu'il poursuit depuis longtemps de ses obsessions ; profitant de cette occasion, il veut la séduire, puis, voulant vaincre la résistance, qui lui est opposée, il emploie la violence et commet un attentat à la pudeur ou un viol. Dans ce cas, comme dans bien d'autres analogues, le coupa-

(1) « Nous ne discutons pas ici, disait M. Sergi, la théorie de la descendance, il nous faudrait rebrousser chemin. Nous acceptons la théorie de Darwin, sans la discuter. » (*Actes du congrès de Rome*, p. 174.)

ble n'est-il pas à la fois un criminel passionné et un criminel d'occasion ?

La quatrième catégorie, d'après M. Ferri, se compose des criminels d'habitude, « qui n'ont pas de caractères psychologiques fixés » ; après avoir présenté, au début de leur vie, les caractères des criminels d'occasion ils finissent par se confondre avec les criminels instinctifs. Si le criminel d'habitude a été d'abord un criminel d'occasion, ils ne diffèrent donc point par des caractères essentiels, par une organisation spéciale, par des anomalies cérébrales. Pourquoi dès lors, en faire deux classes distinctes ? En outre, si on consulte l'article de la classification, qui doit permettre au juge d'apprécier le caractère antisocial de chaque accusé, pourquoi séparer en deux catégories distinctes le criminel instinctif et le criminel d'habitude, qui, d'après M. Ferri, présentent les mêmes caractères et font courir à la société le même péril ?

Les aliénés forment la cinquième catégorie des criminels, dans la classification de M. Ferri. Je suis véritablement surpris de voir figurer les aliénés parmi les criminels. L'aliéné, qui commet un attentat à la vie ou à la propriété de ses semblables, n'est pas un criminel, parce qu'il n'est pas responsable : c'est un malade, qui relève du médecin et non des tribunaux de répression. Et qu'on n'essaye point de distinguer entre l'aliéné dangereux et l'aliéné non dangereux. Tout aliéné peut devenir dangereux. Si les anthropologistes ne font plus entre l'homme sain d'esprit et l'aliéné la distinction fondamentale, établie entre eux par la responsabilité du premier et l'irresponsabilité du second, c'est parce qu'ils voient dans tous les criminels des irresponsables. Malgré les catégories superficielles qu'ils tentent d'établir entre les criminels, au fond ils considèrent chez tous la criminalité comme une sorte d'infirmité morale organique. De même que l'aliéné est poussé au crime par un organisme malade, « c'est par une sorte de fatalité organique que le criminel est amené au crime » (*Revue scientifique*, 5 juillet 1884).

La classification des criminels, proposée par M. E. Ferri, ne peut donc, à mon avis être acceptée. Elle n'a même pas obtenu l'adhésion des autres anthropologistes, qui ont proposé d'autres classifications tout aussi arbitraires. M. Marro divise les criminels en trois classes : 1° ceux qui présentent des caractères anatomiques reproduisant les caractères des races inférieures 2° ceux qui offrent des caractères congénitaux morbides ; 3° ceux qui pré-

sentent des caractères morbides acquis. — D'après M. Bianezi, il y aurait lieu de distinguer : 1° les délinquants nés; 2° les délinquants névro pathiques ; 3° ceux qui n'appartiennent à aucune des catégories précédentes. — M. Benedik, propose une classification différente (*Actes du congrès de Rome*, p. 140).

Enfin, M. Garofolo conseille de classer les criminels en deux catégories : « 1° l'une comprenant tous ceux aliénés ou non aliénés, chez lesquels on peut constater une anomalie psychique déterminant le crime 2° l'autre classe comprenant tous ceux chez qui il n'existe pas d'anomalie frappante de ce genre, mais qui sont entraînés au délit principalement par les circonstances extérieures » (*Actes du congrès de Rome*, p. 139). Cette classification est-elle plus satisfaisante que les précédentes ? Comment peut-on placer dans la même classe les criminels qui sont sains d'esprit et ceux qui sont aliénés ? Comment peut-on assimiler un pauvre fou, irresponsable de ses actes à un scélérat qui tue pour voler ?

Il est temps, je crois, de terminer l'examen des différentes classifications proposées par les anthropologistes. *Tot capita, tot sensus*. Ils sont d'accord pour nier la liberté morale et démolir le fondement de la loi pénale, mais il ne peuvent plus s'entendre quand il s'agit de donner de nouvelles bases à la justice sociale, de déterminer la nature des criminels d'après leur caractère dangereux.

La classification des criminels d'après leurs prétendues anomalies physiologiques et psychiques n'est pas seulement une œuvre illusoire, absolument arbitraire ; mais, elle conduirait encore dans l'application, à la suppression des circonstances atténuantes, qui permettent de proportionner la peine au degré de culpabilité. Jusqu'à présent tous les philosophes et les jurisconsultes, les utilitaires (1) comme les spiritualistes étaient d'accord pour reconnaître que l'introduction du principe des circonstances atténuantes avait fait réaliser un progrès considérable à la législation criminelle. Ce principe paraissait au-dessus de toutes contestations ; les médecins aliénistes, qui ne sont pas toujours d'accord avec les magistrats, loin de le contester, en sollicitent vivement l'extension, à mesure que les progrès de la physiologie, et de la psychologie font mieux connaître les grandes inégalités morales

(1) V. Bentham, *Traité des peines*, t. 1, p. 84; *Réquisitoires* de Dupin, t. 1, p. 24; — Platon, *Les lois*, XI.

intellectuelles, qui existent entre les hommes (1). Les circonstances atténuantes permettent au juge d'être indulgent pour les enfants et les vieillards, pour les pauvres et les ignorants en réservant la sévérité de la loi pour les récidivistes, pour les coupables, qui n'ont ni l'excuse de l'âge, ni celle de la misère et de la faiblesse intellectuelle. Quoi de plus sage, quoi de plus humain que cette gradation de la peine suivant les différents degrés de culpabilité. Le châtement, dit Platon, sera plus léger pour celui qui aura péché par l'imprudence et à l'instigation d'autrui, entraîné par sa jeunesse ou par quelque chose de semblable; plus grand pour celui que sa propre imprudence aura poussé au crime, s'étant laissé vaincre par l'attrait du plaisir, par la lâcheté, la jalousie, la colère » (*Les lois*, XI). Non, répond l'anthropologie criminelle, la peine doit être inflexible, invariable; elle ne doit pas être proportionnée aux différents degrés de responsabilité, puisque tous les criminels sont moralement irresponsables, victimes d'une fatalité physiologique. Le crime n'est pas un mal moral, mais un mal organique, un danger, qu'il faut faire disparaître sans souci de la responsabilité de l'accusé. Lorsqu'on écrase une vipère, est-ce qu'on se demande si elle est responsable, jusqu'à quel degré elle est coupable? Il faut agir de même à l'égard du criminel, qui est une bête malfaisante. La peine doit être un moyen de sélection artificiel; il faut épurer la race par l'élimination de tous les éléments corrompus.

La peine de mort étant le moyen d'élimination le plus efficace a toutes les préférences de l'école italienne. Elle cite avec admiration les effroyables exécutions d'Henri VIII et d'Elisabeth qui en débarrassant la société des mendiants, des vagabonds, ont réalisé en Angleterre une importante sélection; elle fait des vœux pour que cette œuvre d'épuration soit continuée (*Criminologie*, p. 269). Toutefois, malgré sa tendance à appliquer à tous les criminels la peine de mort, l'école italienne recule devant ces horribles boucheries; elle propose de réserver la peine de mort pour ceux (et le nombre en est considérable) qui ont violé le sentiment de pitié « avec une cruauté innée et instinctive ». A l'égard des autres criminels, la transportation réalisera la sélection par rapport au milieu d'où ils sont éliminés. En outre, comme le criminel engendre nécessairement un criminel, de même qu'une vipère produit des vipères, l'épuration de la race serait incom-

(1) V. *Annales médico-psychologiques*, 1863, p. 246.

plète, si on permettait aux criminels de se reproduire, on leur imposera donc l'infécondité par une opération chirurgicale (*Criminologie*, p. 269) ! Est-il nécessaire de réfuter de pareilles propositions, et de démontrer que l'homme criminel n'est pas une vipère, ou toute autre bête malfaisante, mais un homme déchu, qui tout en méritant d'être puni, ne perd pas sa qualité d'homme ? Est-il nécessaire de prouver que la peine de mort doit être réservée pour quelques crimes exceptionnellement graves, et que vouloir l'appliquer, sans mesure, à un grand nombre de criminels, ce serait faire revivre, dans la société moderne, les mœurs barbares des sociétés primitives ? « Vray est qu'il faut retrancher le membre pourry, mais c'est quand il n'y a plus d'espérance de guérison.... Autrement ce serait comme qui enterrait son enfant vif et malade, sans essayer les moyens de le guérir.... La médecine tend à la guérison, ainsi fait la justice » (L'Hospital).

La transportation est proposée par M. Garofolo, pour le viol, les blessures suivies de mutilation et des délits moins graves, tels que la calomnie, les sévices sur une personne incapable de se défendre (p. 396). Par une première condamnation les criminels de cette catégorie seront relégués dans une colonie de l'État pour un temps indéterminé, avec une période d'observation de cinq à dix ans, l'amendement des condamnés étant possible à la rigueur, quoique très douteux. En cas de récidive ils seront transportés et abandonnés dans une contrée déserte ou habitée par des sauvages (p. 387). Quant aux voleurs, incendiaires, escrocs et faussaires non aliénés, mais ayant un instinct criminel (soit une névrasthénie morale, selon M. Benedick), que leur improbité soit congénitale ou qu'ayant commencé par être fortuite, elle soit devenue instinctive et incorrigible, ils doivent être transportés dans une terre éloignée, une colonie naissante, où la population soit encore espacée, et où le travail assidu soit la condition absolue de l'existence. Mais, si la névrasthénie est insurmontable, une nouvelle élimination devient nécessaire, on conduira le relégué dans une contrée sauvage et on l'y abandonnera ; il deviendra l'esclave des indigènes, à moins que ceux-ci ne le transpercent de leurs flèches. La transportation avec abandon devient ainsi une peine de mort déguisée. N'est-il pas inhumain de vouer à une mort certaine de nombreuses catégories de criminels qui n'auront commis que des délits relativement peu graves ? D'autre part, quand la transportation aura lieu dans une colonie où la liberté sera laissée aux

transportés, cette peine n'exercera pas sur les malfaiteurs une intimidation suffisante. Le sort du déporté paraît tellement enviable aux réclusionnaires, que des détenus des maisons centrales ont assassiné leurs gardiens afin de se faire condamner aux travaux forcés qui sont subis aux colonies. J'ai entendu à la cour d'assises des accusés se réjouir de leur condamnation à la transportation à la Nouvelle (Calédonie), suivant l'expression dont ils se servent pour désigner cette colonie. La transportation, il est vrai, présente certains avantages, notamment celui d'ouvrir une nouvelle vie au condamné qui aurait de la peine à se reclasser dans son pays d'origine, et celui d'éloigner les récidivistes endurcis; mais dans tous les cas, elle doit être précédée en France d'un emprisonnement cellulaire. Il me paraît donc dangereux de généraliser la transportation et de la préférer toujours à l'emprisonnement.

D'après M. Garofolo, l'emprisonnement ne doit être conservé que pour les faux monnayeurs, les auteurs de rebellion et de crimes contre la sûreté de l'État. Pour un grand nombre de délits (coups volontaires, homicide involontaire, injures, menaces) l'école d'anthropologie criminelle propose de remplacer l'emprisonnement, par de fortes amendes, l'une au profit de la partie lésée, l'autre au profit de l'État. La proposition de substituer dans un plus grand nombre de cas, l'amende à l'emprisonnement, est aujourd'hui généralement acceptée. M. de Bonneville de Marsangy M. Michaux, Herbert Spencer, en ont depuis longtemps fait ressortir les avantages. Le nouveau Code pénal italien vient de consacrer cette idée dans son article 18 qui est ainsi conçu : « Dans le cas où le paiement (de l'amende) ne serait pas effectué dans les deux mois de la signification, et dans le cas d'insolvabilité du condamné, l'amende se convertit en détention, sur le pied de un jour par dix francs ou fraction de dix francs de la somme non payée. — Le condamné peut toujours faire cesser la peine substituée (la détention) en payant l'amende. déduction faite de la somme correspondant à la détention subie, en établissant le rapport conformément au paragraphe précédent. — La détention substituée à l'amende ne peut jamais dépasser la durée d'une année. — A la détention l'on peut substituer, sur la demande du condamné, la prestation d'un travail déterminé, au service de l'État, de la province ou de la commune, et deux journées de travail valent une journée de détention. » Il est à désirer que lors de la revision de notre Code pénal, une disposition analogue soit édictée et que

le taux maximum de l'amende soit élevé dans de très fortes proportions afin de permettre de substituer une forte amende à quelques jours d'emprisonnement. Actuellement, dans notre droit criminel, le maximum de l'amende, en matière de vol est de 500 francs, et en matière d'escroquerie de 3.000. Ce maximum est évidemment insuffisant, le Code pénal italien l'a porté à 10.000. Je crois qu'on devrait l'élever encore. Seulement, cette substitution de l'amende à l'emprisonnement ne doit pas être édictée par la loi, mais laissée à l'appréciation du juge, afin que la peine ne devienne pas illusoire à l'égard du riche qui pourrait être tenté d'imiter le chevalier romain, dont Aulugelle cite le trait suivant : « Son plaisir était d'appliquer la paume de la main sur la joue d'un homme libre. Un esclave le suivait, une bourse pleine d'as à la main, et, à mesure que la main avait donné un soufflet, l'esclave, selon la prescription de la loi (des XII tables) comptait vingt-cinq as » (Livre 20, chap. 1^{er}).

Tel est l'ensemble des réformes pénales proposées par l'anthropologie criminelle.

Si elles étaient mises en pratique, non seulement elles introduiraient la cruauté et l'arbitraire dans le code pénal mais elles paralyseraient encore les efforts qui sont tentés pour le relèvement des condamnés. En effet, si la criminalité est le résultat fatal d'une organisation cérébrale défectueuse, comment espérer guérir cette infirmité ? Si le criminel est atteint d'anomalies physiques et psychiques, à quoi serviront les exhortations morales, les enseignements de la religion ? Dans cette théorie « le prédicateur le plus éloquent est le bourreau » (Naigeon). Aujourd'hui, la société, tout en prenant les mesures qu'exige la sécurité publique, ne désespère pas du retour au bien des condamnés ; elle ne considère pas comme un monstre à face humaine l'homme qui a commis un délit, elle ne méconnaît pas la dignité de sa nature, car le délinquant ne cesse pas d'appartenir à l'humanité. C'est en croyant à son amendement, en le facilitant qu'elle l'obtient souvent. Ainsi, le décret du 1^{er} juin 1854 permet d'accorder des concessions de terrain à ceux des condamnés qui se seront rendus dignes d'indulgence par leur bonne conduite, leur travail et leur repentir, c'est en laissant aux condamnés l'espoir d'une réduction de peine, et plus tard d'une réhabilitation, que la société, tempérant la justice par sa charité parvient souvent à relever ceux qu'elle a frappés. Si on veut faire revivre chez les criminels les bons sentiments, il ne faut pas les traiter avec mépris. Les meur-

triers eux-mêmes, ne sont pas incorrigibles, comme le supposent les anthropologistes; ils sont au contraire plus susceptibles d'amendement que les voleurs. Il y a plus de récidivistes parmi les voleurs que parmi les meurtriers.

L'école d'anthropologie criminelle ne veut pas seulement renouveler les bases du code pénal, elle se propose aussi de réformer le code d'instruction criminelle dont les dispositions lui paraissent trop indulgentes à l'égard des accusés. C'est ainsi que M. Garofolo s'élève contre la liberté provisoire « qui lui paraît faite pour encourager le monde criminel. » Pendant que la plupart des peuples européens s'efforcent de reviser le code d'instruction criminelle dans un sens plus libéral, de manière à mieux concilier les droits de l'individu avec ceux de l'État, M. Garofolo conseille de reviser ce code dans un sens draconien. Il ne se préoccupe pas des dangers que la détention préventive fait courir à un homme arrêté sur de simples présomptions et qui peut être ensuite l'objet d'une ordonnance de non-lieu ou d'un jugement d'acquittement. En 1851, sur mille individus détenus préventivement, 347 étaient déchargés des poursuites; en 1855 cette proportion était de 180. Elle était encore beaucoup trop forte; aussi, la loi du 14 juillet 1869 a-t-elle rendu la détention préventive moins fréquente, en étendant la liberté provisoire. Mais, aux yeux de M. Garofolo, cette loi est mauvaise; la liberté provisoire, selon lui, ôte à la justice tout son sérieux, elle « change les tribunaux en théâtres à bouffonneries et à pochades, elle encourage le monde criminel, elle décourage la partie lésée et les témoins, elle démoralise la police; l'absurde atteint son comble lorsqu'un premier jugement a été prononcé établissant la culpabilité (p. 363). » Et si le jugement établit la non culpabilité faute de preuves ou même la complète innocence de ce prévenu, sa détention préventive n'est-elle pas profondément affligeante? Peut-on imaginer une plus grande torture que celle qui est infligée à un homme innocent, lorsqu'on l'arrête sur des apparences de culpabilité trompeuses, lorsqu'on le conduit en prison entre deux gendarmes et que la justice le désigne à l'opinion publique par cette arrestation comme l'auteur d'un crime qu'il n'a pas commis? M. Garofolo pense qu'un dédommagement pécuniaire de la part de l'État est nécessaire, dans ces cas très rares d'une détention injuste « et que ce droit une fois reconnu, il n'y a pas lieu de jeter les hauts cris pour quelque erreur judiciaire de ce genre. D'abord, ajoute-t-il, il ne s'agit pas d'un mal intolérable ou irréparable, mais d'un accident désa-

gréable qui, pour un vrai honnête homme, est réparé aussitôt qu'on lui en a fait amende honorable. » Cet « accident désagréable » d'une détention injuste n'est pas toujours facilement réparé; l'opinion publique, plus portée à la malignité qu'à l'indulgence, n'admet pas aisément qu'un homme ait été arrêté sans de bonnes raisons, de sorte que, après une détention injuste, un homme innocent peut être exposé toute sa vie à d'injustes soupçons. Est-ce qu'un dédommagement pécuniaire peut réparer de semblables souffrances ?

Cette tendance à sacrifier les droits de l'individu à l'État se manifeste encore dans la proposition de restreindre le rôle des tribunaux et d'agrandir celui de la police. Selon M. Tarde le progrès doit consister dans la diminution du rôle de la magistrature et dans l'élargissement des fonctions de la police (*Revue philosophique* 1887 p. 637). Assurément la police est un puissant instrument de sécurité; elle pourrait rendre encore de plus grands services si elle était placée plus directement sous l'autorité de la justice, surtout à Paris, et si elle n'était pas si souvent détournée par les considérations ou les besoins politiques, de sa véritable mission. Mais il ne faut pas oublier que la police pourrait devenir dangereuse pour le droit des citoyens si l'on agrandissait son rôle au détriment de la magistrature. Sans sortir des attributions qui lui sont confiées, sans empiéter sur celles des tribunaux, la police pourrait mieux seconder l'action de la justice. Les provocations des femmes de mauvaises mœurs dans les grandes villes; les chansons obscènes qui se chantent dans les cafés-concerts; l'étalage de gravures obscènes aux vitrines des marchands, etc., etc., constituent pour les enfants et les jeunes gens un véritable danger qu'il serait facile de faire disparaître. Une police mieux organisée qui, par la vigilance, laisserait moins de criminels inconnus et diminuerait l'espoir de l'impunité, ne tarderait pas à faire décroître dans de notables proportions le nombre des crimes; car ce qui intimide les malfaiteurs c'est moins la sévérité de la peine à laquelle ils espèrent se soustraire que la certitude de la répression.

Après la liberté provisoire, le jury soulève les plus vives attaques de l'école d'anthropologie criminelle : « C'est une institution baroque », dit M. Garofolo. M. Tarde l'appelle une institution prud'homesque; son ignorance, sa sensibilité nerveuse, l'influence excessive exercée sur lui par les avocats, sont caractérisées avec beaucoup de verve et souvent aussi avec beaucoup de

vérité par M. Garofolo (p. 368 et suivantes). Je suis loin de penser que la justice rendue par le jury soit parfaite. Le jury qui est étranger à la science du droit, est cependant appelé quelquefois à résoudre des questions de droit intimement liées à des questions de fait; a-t-il la compétence nécessaire pour les résoudre? A-t-il toujours aussi, même lorsqu'il ne s'agit que de questions de fait, la capacité suffisante pour saisir la portée et l'enchaînement des faits d'une accusation compliquée de détails. Le jury est-il aussi toujours impartial pour rester insensible aux considérations étrangères à l'affaire? A la suite d'un malentendu qui se produit quelquefois avec le président de la cour d'assises, ne le voit-on jamais, de parti pris, prononcer des acquittements pour être désagréable à ce magistrat? Enfin, a-t-il assez de sang-froid et de jugement pour résister aux habiletés de la défense et aux entraînements de la sensibilité? Je n'oserais répondre affirmativement à ces questions. S'il est vrai, ainsi que l'affirme Diodore de Sicile (L, I, § 76) « qu'il n'est pas rare de voir les magistrats les plus exercés se laisser séduire par la puissance d'une parole trompeuse visant à l'effet et cherchant à exalter la compassion », combien n'est-il pas plus à craindre que les jurés subissent cette séduction de la parole? C'est en grande partie à l'influence d'une défense habile sur le jury, que j'attribue son indulgence extrême pour les accusés ayant reçu une instruction supérieure. Ainsi en 1879, par exemple, sur 100 accusés illettrés, 18 seulement sont acquittés, tandis que sur 100 ayant reçu une instruction supérieure, 35 ont été acquittés. Les accusés ayant reçu une instruction supérieure ont aussi des ressources qui leur permettent de choisir un défenseur éloquent dont la parole entraînant enlève l'acquittement. L'accusé illettré, au contraire, n'ayant habituellement que de modestes ressources, n'est défendu d'office que par un jeune avocat encore inexpérimenté. L'extrême indulgence du jury en matière d'attentat aux mœurs, d'infanticide et d'avortement (1) qui contraste si fort avec une rigueur souvent implacable en matière de vol, les acquittements trop nombreux qui sont prononcés, malgré l'évidence ou l'aveu de la culpabilité des accusés, produisent, j'en conviens, un effet déplorable sur la moralité publique et font naître l'espoir dangereux de l'impunité; une peine à laquelle l'accusé a l'espoir d'échapper perd beaucoup de son efficacité; à

(1) Les 2/5 des accusés d'avortement sont acquittés. J'ai vu des accusées acquittées par le jury lorsqu'elles avouaient elles-mêmes leur culpabilité.

quoi sert qu'elle soit inscrite dans le code, si elle n'est pas appliquée ? Au lieu d'être indulgent pour les ignorants et les pauvres et sévère pour les accusés instruits et riches, le jury se montre, le plus souvent, sévère pour les premiers et indulgent pour les seconds. Il sera plus sévère à l'égard d'un accusé mal vêtu, grossier et ignorant, qu'à l'égard de la fortune et de l'instruction. M. Tarde me paraît commettre une grosse erreur, quand il dit que le jury est (plus sévère pour les accusés à mesure qu'ils sont moins jeunes ou plus instruits » (*Criminalité comparée*, p. 107). Cela devrait être, mais cela n'est pas. Le jury se refuse à voir une circonstance atténuante dans la jeunesse et une circonstance aggravante dans l'instruction. La *Statistique criminelle de 1887* fait la même constatation. La proportion des acquittements est aussi moins grande sur les accusés mineurs de vingt et un ans, que sur les accusés âgés de vingt et un à quarante ans. Ainsi par exemple, en 1865, sur 1.000 accusés mineurs de vingt et un ans, 222 ont été acquittés, tandis que le nombre proportionnel des acquittements a été de 241 pour les accusés âgés de vingt et un à quarante ans et de 264 pour les accusés qui avaient plus de quarante ans (page 17 de la *Statistique*). Le jury est en général insensible à la jeunesse de l'accusé. Comme assesseur à la Cour d'assises du Rhône, j'ai été obligé de condamner aux travaux forcés à perpétuité des jeunes gens qui en réunion, sur un chemin public, avec violence, avaient dérobé à un passant une bouteille de rhum ; le jury leur avait refusé les circonstances atténuantes ! De 1833 à 1880, 107 accusés de seize à vingt et un ans ont été condamnés à mort (p. 48 de la *Statistique de 1880*). Que penser de tant de condamnations à mort prononcées contre des mineurs qui, au point de vue civil, sont incapables de contracter, d'administrer leurs biens, à qui la loi donne un tuteur pour suppléer à leur inexpérience et à leur incapacité (1) ?

Cependant les imperfections de la justice rendue par le jury,

(1) Le nouveau Code pénal hongrois (art. 87) décide que celui qui n'avait pas encore accompli sa vingtième année au moment où il a commis un crime, ne peut être condamné à mort ni aux maisons de force à perpétuité.

Le nouveau Code pénal italien admet aussi une diminution de peine lorsque l'accusé n'a pas encore accompli sa vingt et unième année. L'art 56 de ce Code est ainsi conçu : « Celui qui, au moment où il a commis le fait coupable avait dix-huit ans révolus, mais non encore vingt ans, est soumis à la réclusion de vingt-cinq à trente ans, dans le cas où la peine édictée est l'*ergastolo*, c'est-à-dire des travaux forcés à perpétuité, et dans les autres cas, la peine est diminuée d'un sixième ». L'*ergastolo* est aujourd'hui, en Italie, la peine la plus sévère, la peine de mort ayant été abolie.

que j'ai maintes fois constatées, ne me paraissaient pas suffisantes pour désirer la suppression du jury demandée par M. Garofolo, non pas que je sois touché de cet argument que le jury est l'école du citoyen, car l'accusé dont l'honneur, la liberté et quelquefois la vie dépendent de la décision de ses juges, a le droit d'avoir des juges présentant toutes les garanties de capacité et non des juges qui vont à l'école ; mais je crois qu'une bonne part des imperfections du jury provient de la mauvaise composition des listes. J'ai vu figurer sur des listes de session des illettrés et des journaliers.

Comme quelques affaires publiques peuvent être portées devant la cour d'assises, les maires, les conseillers généraux, les juges de paix écartent souvent des hommes intelligents et instruits qui feraient d'excellents jurés, parce que leurs idées politiques ne sont pas favorables au Gouvernement. En outre, le service de juré imposant des obligations pénibles, notamment celle de quitter sa famille et ses affaires pendant une ou deux semaines, les maires quelquefois pour en dispenser leurs amis, s'abstiennent de les porter sur la liste et les remplacent par des citoyens moins instruits. Je redouterais pour les magistrats permanents l'habitude de prononcer chaque jour des condamnations à la reclusion, aux travaux forcés et même à la peine de mort. Si avec le jury il y a beaucoup trop d'acquittements, avec les juges permanents il y en aurait peut-être trop peu. Il est en effet des cas très rares, il est vrai, où une affaire criminelle exceptionnelle doit être jugée non pas seulement d'après le texte de la loi, mais aussi avec le cœur, et dans ces cas exceptionnels un jury moins enchaîné que le juge par la loi, peut prononcer un acquittement devant lequel le juge reculerait. S'il y a devant la cour d'assises beaucoup trop d'acquittements, on peut encore l'expliquer par cette considération que le jury est une juridiction sans appel, et que les jurés craignant la possibilité d'une erreur irréparable, penchent plutôt vers l'indulgence. Enfin dans un pays divisé par les passions politiques, je craindrais pour les juges nommés par le gouvernement, les défiances de l'opinion publique. toujours injustement soupçonneuse.

Mais en souhaitant le maintien du jury, je crois qu'on pourrait restreindre la compétence de la cour d'assises, et étendre celle des tribunaux correctionnels. Pourquoi faire juger par la cour d'assises les crimes contre les mœurs, les avortements et la plupart des vols qualifiés ? Ces affaires seraient plus utilement jugées par les tribunaux correctionnels. Déjà dans la pratique, par la *correction-*

nalisation des affaires criminelles, en écartant les circonstances aggravantes, ou en atténuant les qualifications, les parquets et les juges d'instruction font juger par les tribunaux correctionnels beaucoup de faits qui sont en l'état de la compétence de la cour d'assises. Mais souvent l'exception d'incompétence est soulevée par les prévenus qui demandent et obtiennent le renvoi devant la cour d'assises. Une réforme qui aurait pour effet de régulariser la pratique de la correctionnalisation, en étudiant la compétence des tribunaux correctionnels sans supprimer le jury, produirait de très utiles résultats et serait bien accueillie de l'opinion publique. Les jurés se plaignent d'être enlevés à leurs occupations pour juger de petites affaires.

Sur la prescription, sur l'action pénale, l'amnistie et le droit de grâce, M. Garofolo présente des observations qui ne manquent pas toutes de justesse. Il fait ressortir avec force les inconvénients de la prescription qu'il propose de restreindre à quelques cas, notamment à celui de l'auteur d'un délit contre la propriété, ou de coups et blessures, qui s'est amendé lorsqu'il est découvert après un certain laps de temps. Je vois à cette proposition l'inconvénient de faire dépendre la prescription de l'appréciation du juge. Je préférerais prolonger le temps nécessaire pour la prescription. Bentham (*Traité de législation*, T. 2, p. 162) admet la prescription pour les délits peu importants et pour les délits non consommés, mais il la repousse pour les crimes graves : « Il serait funeste, dit-il, de souffrir qu'après un certain temps, la scélératesse put triompher de l'innocence. Point de traités avec les méchants de ce caractère. »

Sur les inconvénients de l'amnistie je partage l'opinion de l'auteur. Les critiques par lui dirigées contre le droit de grâce sont souvent aussi exactes. Elles sont justifiées par le mauvais usage de ce droit qui devient quelquefois un moyen de revision de procès criminels ou de la loi, un acte de clémence inspiré par des considérations politiques ou une protestation contre la peine. Tous les chefs d'État, dans l'exercice du droit de grâce, ne savent pas s'inspirer des réflexions du roi Oscar de Suède qui repoussa la demande en commutation de peine de deux condamnés à mort pour homicide accompagné de vol, en disant : « Indépendamment de mes idées sur l'équité et l'opportunité de la peine de mort en général, j'ai la conviction profonde que je ne peux pas, en exerçant le droit de grâce en un pareil cas, supprimer une loi établie

d'accord par le roi et le parlement. » (1) Mais le mauvais usage qui a été fait souvent du droit de grâce n'en doit pas faire demander la suppression. Déjà par esprit de réaction contre les *lettres de grâce*, dont il avait été fait un grand abus sous l'ancien régime, le code des délits et des peines du 3 brumaire an IV, avait supprimé le droit de grâce pour tous les crimes poursuivis par voie de jurés, mais il fut rétabli en 1810. Pour éviter que des grâces trop répétées ébranlent l'autorité des décisions judiciaires et fassent douter de la sagesse des lois et de la justice des tribunaux, on pourrait souvent, dans la pratique, remplacer avec avantage la grâce par la liberté conditionnelle. On devrait aussi renoncer à l'habitude d'accorder des grâces par des considérations politiques ou à l'occasion d'événements politiques. La grâce ne doit jamais être que la récompense de l'amendement. Livingstone estimait que le pouvoir de pardonner ne doit être exercé que dans le cas de l'innocence découverte après la condamnation ou de réforme sincère et complète (2).

Les réformes que l'anthropologie médicale voudrait introduire dans le code d'instruction criminelle, seraient donc aussi ridicules que celles qu'elle se propose d'introduire dans le code pénal, ce sont des *horizons nouveaux*, qu'elle veut ouvrir à la science criminelle, c'est un changement complet de législation qu'elle propose. Je suis bien loin de vouloir condamner la législation pénale à l'immobilité, je crois que sur bien des points des améliorations utiles y pourraient être apportées, mais peut-on voir un progrès dans la suppression du principe des circonstances atténuantes, de la liberté provisoire et du jury ? Croit-on que la justice aura aussi réalisé un grand progrès, quand elle cessera d'être juste ? Lorsqu'elle ne recherchera plus si l'accusé est moralement responsable et qu'elle le punira uniquement à cause de prétendues anomalies organiques ?

M. Lombroso, reproche à ses adversaires d'être hostiles à ses théories uniquement parce qu'elles sont nouvelles ; toute nouveauté, dit-il, est antipathique à ceux qui ont été élevés dans

(1) Il y aurait plaisir à pardonner un crime, dit Richelieu, si son impunité ne laissait pas lieu de craindre une mauvaise suite » (*Testament politique*, Ch. X.). Richelieu convaincu qu'un prince doit être sévère « pour détourner les maux qui se pourraient commettre, sur l'« espérance d'obtenir grâce » insiste en plusieurs endroits de cet écrit sur les dangers d'une trop grande indulgence.

(2) Kant ne reconnaissait pas au souverain le droit de faire grâce à l'égard des crimes de ses sujets les uns envers les autres ; il ne lui accordait ce droit que dans le cas où la lésion tombe sur lui-même (*Métaphysique du droit*, p. 201).

d'autres idées. Dans deux articles récents de la nouvelle revue, il montre par des exemples empruntés à l'histoire combien la coutume a d'empire sur l'esprit. L'observation est exacte et elle a été faite depuis longtemps par Montaigne et par l'ascal. Mais que M. Lombroso n'oublie pas non plus que « les impressions anciennes ne sont pas seules capables de nous abuser et que les charmes de la nouveauté ont le même pouvoir » (Pascal). L'amour excessif de la nouveauté fait commettre autant d'erreurs que le culte exagéré de la tradition (1). Cette recherche à outrance de la nouveauté, est particulièrement pleine de périls dans le domaine des sciences morales et juridiques qui sont assurément susceptibles de progrès, mais dont les principes fondamentaux indiqués par la raison, ne peuvent pas changer.

Le champ des découvertes morales et juridiques ne peut pas être illimité comme celui des sciences naturelles. Si la croyance que tout est dit en matière de morale et de droit, qu'il ne reste plus de progrès à accomplir, est une erreur dangereuse, combien est plus erronée encore, et combien est plus dangereuse la croyance que la morale et le droit criminel doivent être entièrement renouvelés? Est-il possible de voir une découverte et un progrès dans une théorie qui fait du crime (2) une maladie organique, qui voit dans la vertu une anomalie, une sorte de folie morale (3). Faut-il aussi voir un progrès dans une théorie qui veut faire de l'échafaud un moyen d'épuration et frapper d'autant plus sévèrement un accusé qu'il est moins responsable moralement? Dans les nouveautés qui froissent les sentiments de justice et d'humanité, ne convient-il pas de rappeler ces sages paroles de Bayle. « Le bon sens veut que la coutume soit maintenue contre l'entreprise des innovateurs, à moins qu'ils n'apportent de nouvelles lois; et de cela seul que leurs pensées ne vaudraient pas mieux que les établissements qui jouissent de la possession, elles mériteraient d'être rejetées (4). Mais combien à plus forte raison est-il juste de rejeter les nouveautés proposées

(1) Chez les anciens peuples, le culte de la tradition le respect des anciens, rendaient très difficiles le changement d'une loi. Ainsi chez les Thuriens, celui qui proposait la réforme d'une loi, devait se passer un lacet autour du cou; si le peuple repoussait sa proposition il était immédiatement étranglé (Diodore liv. XII). L'antiquité d'une croyance, d'une institution semblait par elle-même une preuve de sa vérité, de sa bonté. Ne sommes nous pas aujourd'hui tombés dans un excès contraire? Ne voyons-nous pas les lois sans cesse changées, remaniées?

(2) *Archives de l'Anthropologie criminelle* 1889 page 542.

(3) *L'Anthropologie criminelle et ses récents progrès* page 9.

(4) *Dictionnaire de Bayle* au mot spinoza.

par l'école italienne, lorsqu'elles sont dictées par un esprit de système et contredites par l'observation !

Est-ce en faisant usage de la méthode expérimentale que M. Lombroso explique le crime par l'atavisme, le duel par l'atavisme, l'institution du jury par l'atavisme, le droit de grâce par l'atavisme, les cérémonies religieuses des hébreux et des chrétiens par l'atavisme ? N'est-il pas évident qu'une doctrine est plus dogmatique qu'expérimentale, lorsqu'elle prend pour point de départ une hypothèse de Darwin qu'elle accepte sans la discuter ? « La science expérimentale est anti-systématique, anti-doctrinale » (Claude Bernard). Elle observe les faits sans parti pris, elle ne se trompe pas sur les termes d'un article de loi, au point d'y lire des dispositions qui ne s'y trouvent pas (1), elle donne des statistiques exactes (2).

J'avais pensé que devant les critiques qui lui ont été faites au congrès de Paris par MM. Manouvrier, Topinard, Brouardel, Magnan et Benedickt, M. Lombroso abandonnerait sa théorie du crime atavisme ; d'après le compte rendu des séances de ce congrès, il avait laissé dans l'ombre l'influence atavistique. Mais dans un nouveau volume qu'il vient de faire paraître sous le titre « l'anthropologie criminelle et ses récents progrès » le savant médecin italien défend sa théorie et nous assure qu'elle a fait des progrès considérables. Le volume est dédié à MM. Brouardel, Motet et Roussel, « les apôtres de l'anthropologie criminelle en France ? » M. Lombroso est-il bien sûr que MM. Brouardel, Motet et Roussel partagent ses opinions ? M. Brouardel a été d'accord avec MM. Manouvrier, Topinard et Magnan pour déclarer que « la recherche de l'anomalie criminelle est illusoire ». Dans le compte rendu publié par M. Lacassagne, j'ai vainement cherché les lignes desquelles on peut induire une adhésion de MM. Motet et Roussel à la théorie de M. Lombroso. Celui-ci signale encore comme une preuve du succès de sa théorie le prix que l'Institut a décerné à M. Joly pour une étude critique sur la nouvelle école italienne. L'étude de M. Joly est une réfutation et non une approbation de la thèse de M. Lombroso, et si M. Vidal et moi avons partagé le prix dans le concours de 1888 à l'Accadémie des

(1) V. dans *le Correspondant* du 10 février, l'erreur commise sur les termes de l'article 324 du Code pénal.

(2) « Je reconnais, a dit M. Lombroso au Congrès de Paris, avoir mis trop de précipitation à réunir mes chiffres ou à confectionner des statistiques, mais j'ai toujours corrigé les erreurs qui ont été signalées » *Archives de l'anthropologie criminelle*, p. 542.

sciences morales sur la philosophie pénale, ce n'est pas non plus à cause de l'adhésion que nous avons donnée à la théorie italienne, qui nous paraît inexacte en fait et très dangereuse dans son application.

Après avoir signalé ce que je considère comme les erreurs et les dangers de la théorie de M. Lombroso, je m'empresse d'ajouter que le savant italien conservera toujours le mérite d'avoir appelé l'attention des magistrats, des médecins, des philosophes sur les causes de la criminalité, sur le caractère des criminels.

Grâce au mouvement qu'il a créé, les questions de philosophie pénale sont à l'ordre du jour ; les jurisconsultes et les médecins, qui s'étaient jusqu'ici beaucoup trop renfermés dans leurs études spéciales, ont pris l'habitude d'échanger leurs idées dans des revues et dans des congrès. Ce rapprochement de la médecine et du droit ne peut que profiter à la justice criminelle. Autant l'anthropologie criminelle me paraît dans l'erreur, quand elle veut systématiquement expliquer le crime par l'atavisme et renouveler les bases du droit pénal en séparant la responsabilité pénale de la responsabilité morale, autant la médecine légale peut rendre d'immenses services à la justice en l'aidant à mieux distinguer l'homme responsable de ses actes de l'homme rendu irresponsable par la maladie et à peser plus exactement le degré de responsabilité des accusés suivant l'âge, le sexe, le tempérament, le développement des facultés et le milieu social.

Louis PROAL,

Conseiller à la Cour d'appel d'Aix.

PROJET DE PRISON CELLULAIRE

pour 600 détenus

PAR M. J. STEVENS

Notre honorable correspondant de Belgique M. Stevens a fait parvenir à la Société générale des prisons un plan avec notice concernant la construction d'une grande prison de 600 détenus.

M. Stevens s'est surtout préoccupé d'économiser, par une disposition ingénieuse des services accessoires, l'étendue du terrain exigé par une aussi considérable construction. Cette économie, elle résulte de la comparaison de deux chiffres. La prison actuelle de Saint-Gilles occupe un terrain de 56.525 mètres carrés, le projet proposé par M. Stevens pour une population égale n'exigerait que 39.700 mètres carrés, soit une différence de 16.825 mètres carrés. Pour bien se rendre compte des procédés à l'aide desquels M. Stevens obtient ce résultat, il faut entrer dans le détail de la notice en trois pages in-folio qui accompagne son plan. Il y aurait donc intérêt pour être complet à publier en entier cette notice dans le *Bulletin* à la suite de cette introduction.

Nous devons faire remarquer que, si intéressant que soit le projet de M. Stevens, il ne nous fournit par d'éléments nouveaux pour la solution de la fameuse question restée en suspens : *Construction à bon marché de la cellule*; car M. Stevens ne nous donne pas de devis de construction et l'économie considérable qu'il propose sur l'étendue du terrain ne trouverait pas son application s'il s'agissait d'une petite prison de 100 à 150 détenus. Quoi qu'il en soit, il y a lieu pour la Société des prisons de remercier M. Stevens et d'ordonner le classement dans nos archives des documents par lui adressés.

On s'est demandé, en prévision de la construction d'une nouvelle prison cellulaire à Bruxelles, si celle de Saint-Gilles, dont la disposition est si remarquable à tous égards, n'offre pas l'inconvénient d'occuper une trop grande superficie, et s'il ne serait pas possible de grouper les 600 cellules et leurs accessoires obligés sur un terrain plus restreint ?

Avant de répondre à la question, nous ferons remarquer que jusqu'ici l'administration voyait un avantage à enclorre une partie du terrain, destinée à produire les légumes nécessaires à l'alimentation des détenus, en procurant ainsi à certains de ceux-ci la possibilité de travailler au grand air, avantage très appréciable pour les sujets malades notamment.

Mais, en y regardant de plus près, on ne tarde pas à s'apercevoir que la culture d'un vaste potager exige des aptitudes et des connaissances, et qu'on est amené ainsi à y occuper de préférence des sujets capables, à l'exclusion des malades dont les services sont à peu près nuls et toujours insuffisants.

Au point de vue financier, l'opération n'est pas plus heureuse. En effet, la dépense en légumes s'élève annuellement à 2.000 francs. Affecter à cette culture deux hectares de terre à 100.000 l'hectare, c'est acheter bien chèrement un très mince avantage.

Ces considérations nous ont amené à rechercher une nouvelle disposition. Au lieu de placer les services accessoires dans l'écartement des ailes et de les relier par des couloirs au centre de l'édifice, nous les plaçons au rez-de-chaussée, à l'extrémité des ailes, en les reliant entre eux par un couloir circulaire.

Les préaux, au lieu d'occuper l'extrémité des ailes, occupent le terrain laissé disponible par l'écartement de celles-ci, disposition qui n'offre aucun inconvénient par l'adoption d'un modèle de fenêtrage de cellule ne permettant pas aux détenus de voir au dehors.

Alors que la prison de Saint-Gilles occupe un terrain de 56.325 mètres carrés, notre nouveau projet n'exige qu'une superficie de 3 hectares 97 ares (39.700 mètres carrés).

Nous indiquerons en peu de mots l'agencement de divers services.

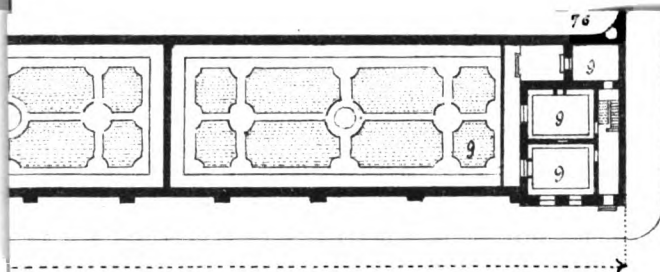
Les habitations du personnel supérieur sont placées à front de rue, avec une entrée particulière donnant sur la voie publique. Celles du directeur et du directeur-adjoint ont, en plus, une communication débouchant sous le porche. Les habitations du chef-surveillant et du portier ont leur entrée sous le porche.

Ces habitations n'ont aucune communication avec la prison.

La cour d'entrée, après la seconde grille, renferme la salle d'attente des visiteurs, le corps de garde militaire, les parloirs, les entrées des magasins ainsi que l'entrée de la prison proprement dite.

Derrière la salle d'attente des visiteurs et le corps de garde

600 DÉTENUUS



Rinçoir

Séchoir

Générateur

Linge séché

Désinfection

Linge sale

Bains

Bains (Infirmerie)

Cellules de malades

Vivres

Cabinet Médecin

Pharmacie

73 Tisanerie

74 Infirmerie

75 Chemin de ronde

76 Guérites de sentinelles

77 Habitations surveill.

SUPERFICIE DU TERRAIN

3 hectares 97 ares.

militaire, se trouvent un dépôt pour les bois et matériaux de construction et une vaste remise pour les voitures cellulaires.

Les visiteurs, pour se rendre aux parloirs, ne pénètrent pas plus loin que dans la cour d'entrée.

Les magasins, distincts pour le service économique et pour le service industriel, se trouvent à droite et à gauche de la cour. Ils sont en communication directe avec les services accessoires et, au besoin, avec l'intérieur du cellulaire.

Ces magasins dont les dimensions sont en rapport avec les besoins d'un service important, ont la forme exigée pour ce genre d'installations.

Les souterrains des locaux de la cour sont destinés à recevoir les combustibles. Ils sont reliés aux divers services par un couloir circulaire, placé sous celui du rez-de-chaussée, et par un autre couloir placé sous celui de l'entrée.

Les bâtiments de la cour sont surmontés d'un étage, renfermant les magasins pour les étoffes, les habillements, etc.

Indépendamment d'une économie notable de terrain et d'une simplification, puisque pour les besoins des services accessoires il ne faudra plus traverser le centre de la prison, la sécurité sera plus complète, les détenus étant séparés du mur d'enceinte par l'obstacle formé par les bâtiments de la cuisine, de la boulangerie, de la buanderie et de de l'infirmerie.

Les militaires du poste exécuteront leur service sans voir les détenus et sans se trouver, en aucun cas en contact avec eux.

Comme à la prison de Saint-Gilles, la chapelle occupera le centre de l'édifice.

Enfin, dans les deux angles occupés à l'arrière du bâtiment, nous avons disposé des habitations pour le personnel des surveillants et leurs ménages.

Une planche spéciale explique le système de chauffage et de ventilation. Pour le chauffage, nous avons supprimé les tuyaux passant d'une cellule à l'autre, qui offrent l'inconvénient de faciliter les communications entre les détenus. Les cellules seront chauffées à la vapeur. Celle-ci sera distribuée au moyen d'un jeu de tuyaux, semblable à celui utilisé pour la distribution du gaz d'éclairage.

Les lanterneaux qui offrent des inconvénients, en temps de neige surtout, sont supprimés pour l'éclairage des galeries et remplacés par des petites fenêtres, placées latéralement à droite et à gauche, au-dessus de chaque rangée de cellules.

On constate dans la plupart des prisons cellulaires l'absence de locaux assez vastes pour l'exercice de certains métiers encombrants ainsi que pour le dépôt provisoire des matières mises en œuvre.

Cette lacune serait comblée en faisant un seul local des trois cellules à l'extrémité de chaque section. Le nombre des cellules se trouverait ainsi réduit au chiffre de 500, extrême limite admise par la science pénitentiaire et sanctionnée par la pratique.

J. STEVENS.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE SAINT-PÉTERSBOURG (1890)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

PREMIÈRE SECTION

QUATRIÈME QUESTION DU PROGRAMME

Pour quel genre d'infractions à la loi pénale, sous quelles conditions et dans quelle mesure conviendrait-il d'admettre dans la législation :

a) Le système des admonitions ou remontrances adressées par le juge à l'auteur des faits reprochés, et tenant lieu de toute condamnation ?

b) Le mode de suspension d'une peine, soit d'amende, soit d'emprisonnement ou toute autre peine que le juge prononce, mais qu'il déclare ne devoir pas être appliquée au coupable, tant qu'il n'aura pas encouru de condamnation nouvelle ?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. FERDINAND DREYFUS

*avocat à la Cour d'appel de Paris, ancien député,
membre et secrétaire du Conseil supérieur des prisons de France*

La question de savoir si l'on ne pourrait pas utilement remplacer pour certains délits les peines d'emprisonnement et de détention par quelque autre peine restrictive de la liberté, ou bien, en cas de faute légère, par une admonestation, a donné lieu au Congrès international de Rome de 1885 à une vive discussion.

En votant le renvoi de cette question au second Congrès international, l'assemblée a montré que, si elle était d'accord pour blâmer les courtes peines d'emprisonnement comme inefficaces et dangereuses, les divergences commençaient quand il s'agissait de préciser les moyens de les remplacer.

Aujourd'hui la question plus nettement formulée revient devant le Congrès de Saint-Petersbourg.

On avait cherché au Congrès de Rome, si l'on ne pourrait pas substituer aux courtes peines d'emprisonnement ou de détention

soit le travail dans un établissement public ou dans des chantiers au bénéfice de l'État, des communes ou des provinces, soit la réclusion à domicile, soit l'interdiction de résidence.

Ces systèmes ont été d'ores et déjà écartés comme peu pratiques, difficiles à exécuter et incompatibles avec les mœurs d'un certain nombre de nations.

Deux systèmes seuls sont soumis actuellement aux délibérations du Congrès : le système de l'admonition ou remontrance, adressée par le juge à l'auteur des faits reprochés, le mode de suspension des peines jusqu'à condamnation nouvelle, c'est-à-dire la condamnation conditionnelle.

Depuis 1885, la science pénitentiaire a marché : elle n'a pas seulement poussé ses recherches dans toutes les parties de son vaste domaine ; elle a aussi inspiré d'heureux progrès dans la législation et fait passer dans la pratique plus d'une de ses conceptions. De là, l'utilité de rappeler brièvement les précédents sur cette question.

I

Dans un savant rapport, présenté au Congrès de l'union internationale du droit pénal à Bruxelles, notre éminent collègue, M. Prins, a fait un brillant historique de la condamnation conditionnelle. Il a montré que, loin d'être une innovation, elle constituait, sous une forme appropriée au droit moderne, un retour à une tradition que l'on retrouve avec des apparences diverses chez les écrivains et dans les lois du passé.

Nous ne remonterons pas, comme lui, aux grands penseurs de l'antiquité, à Cicéron et à Sénèque, mais nous rappellerons que l'admonition figurait dans le Code de Sardaigne de 1841, dans celui des Deux-Siciles, dans les législations de Turquie, d'Espagne, de Portugal, de Russie, des cantons de Vaud et d'Appenzell.

En France, l'honorable M. Bérenger proposait au Sénat en 1884 un projet, ayant à la fois pour objet l'aggravation progressive des peines en cas de récidive et leur atténuation en cas de premier délit.

Dans son système, les tribunaux correctionnels étaient autorisés, après avoir prononcé la condamnation, à ordonner par décision motivée qu'il fût sursis à l'exécution de la peine, tant que le condamné ne donnait pas de nouveaux sujets de plainte. Il fallait bien entendu que l'inculpé n'eût subi aucune condamnation et que sa

situation, sa conduite antérieure, ses marques de repentir parussent offrir des garanties suffisantes. Cinq années étaient exigées pour qu'il pût s'affranchir de la menace d'exécution. Une nouvelle faute, commise dans ce délai, donnait lieu d'abord à l'exécution de la première peine non susceptible de se confondre avec la seconde, ensuite à l'aggravation de la récidive.

Ainsi était obtenu dans la pensée de l'auteur de la proposition ce double caractère de toute bonne répression : le minimum de pénalité avec le maximum d'intimidation.

En 1886, nouvelle proposition présentée au Sénat français par MM. Michaux, Schœlcher et plusieurs de leurs collègues.

C'est la loi du pardon, reprise et complétée par l'institution du sursis.

Si le prévenu n'a pas encore subi de condamnation, les tribunaux correctionnels sont autorisés, après avoir constaté l'existence du délit, à prononcer le pardon du prévenu et à le renvoyer de la poursuite.

Ils peuvent aussi déclarer qu'il y a lieu de surseoir à l'exécution de la peine, sans que ce sursis puisse dépasser cinq années. Si, pendant ce délai, le condamné n'a subi aucune condamnation, la peine sera purgée.

Enfin, les courtes peines de prison d'une durée moindre de deux mois peuvent être remplacées, pour les faits qui nécessitent un châtiment effectif, par des peines pécuniaires payables soit en argent, soit en journées de travail.

« Ce que nous voulons, » disaient les auteurs de la proposition, « c'est que la peine sépare dorénavant le moins possible le délinquant de sa famille et du milieu où il a le plus de chances d'éviter les influences pernicieuses. C'est tout l'esprit et la portée de notre projet. Grâce aux diverses mesures qu'il consacre, on peut espérer sauver les coupables dont l'âme n'est pas corrompue, ceux que la rigueur de la loi actuelle voue impitoyablement à ce que l'on peut appeler la pourriture des prisons et qu'un peu de pitié eût arraché au parti du mal. »

En 1886, la Chambre des députés française était saisie, à son tour, par MM. Reybert, Gagneur et autres d'une proposition tendant à donner aux tribunaux correctionnels la faculté d'attribuer un caractère suspensif aux condamnations prononcées par eux. Dans le cas où le condamné encourait une condamnation nouvelle, les juges pouvaient déclarer exécutoire la première peine qui s'ajoutait à la nouvelle.

Les auteurs du projet se fondaient surtout sur la statistique d'où il résulte qu'en France, 85 p. 100 des condamnés encourent des peines variant de 6 jours à un an de prison. Dans ce système, aucune protection pour l'État, aucune moralisation pour le condamné. Résultat: sur 125.000 condamnés, 50.000 récidivistes. L'incarcération déprime le condamné sans protéger la société; il serait donc profitable que le condamné fût laissé libre sous la condition de ne pas récidiver.

Ces diverses propositions, prises en considération par le Parlement français, n'ont point encore fait l'objet de débats publics. Mais la loi belge, du 31 mai 1838, a réalisé complètement le principe de la condamnation conditionnelle.

Elle stipule, quand la peine ne dépasse pas six mois et quand le condamné n'a encouru aucune condamnation antérieure, que les cours et tribunaux peuvent ordonner qu'il sera sursis à l'exécution du jugement et de l'arrêt pendant un délai qui ne peut excéder cinq années.

La condamnation est considérée comme non avenue, si pendant ce délai le condamné n'encourt pas de condamnation nouvelle. Dans le cas contraire, les peines pour lesquelles le sursis a été accordé et celles qui font l'objet de la condamnation nouvelle sont cumulées.

Il ne s'agit plus ici de la simple admonition: c'est la condamnation conditionnelle réalisée, c'est-à-dire la condamnation prononcée et son exécution suspendue et même supprimée, si pendant le délai fixé par le juge le condamné ne commet aucune infraction nouvelle à la loi pénale.

Notre question a fait également l'objet d'une discussion approfondie dans la Société générale des prisons de France. Celle-ci s'est prononcée dans un sens analogue à celui de la loi belge, c'est-à-dire contre l'admonition répressive et pour l'institution du sursis.

Elle a été également débattue, l'an dernier à Bruxelles, devant l'Union internationale de droit pénal. Elle a adopté un vœu recommandant l'adoption du principe de la condamnation conditionnelle, tout en tenant compte du caractère et de l'état moral de chaque peuple (séance du 7 août 1889).

La Commission extra-parlementaire qui étudie en France un avant-projet de code pénal, a admis ce que l'honorable M. Léveillé appelle le prologue de la prison, c'est-à-dire le pardon de la peine et le sursis à l'exécution d'une condamnation prononcée.

Quand la faute est très légère et n'expose qu'à une amende, le juge peut pardonner ; mais il rappelle au prévenu que c'est une faveur exceptionnelle et que l'immunité pénale ne s'appliquera pas en cas de nouvelle infraction.

C'est bien là l'admonestation réservée, disent les auteurs du projet, à ceux qui en sont dignes et qui y seront sensibles.

Quand la peine est inférieure ou égale à trois mois d'emprisonnement, les juges peuvent surseoir à l'exécution.

Mais l'avant-projet français diffère de la loi belge en deux points : les peines auxquelles la loi est applicable ne peuvent dépasser trois mois ; le délai pendant lequel il ne peut y avoir de rechute est réduit à trois ans.

Quant aux autres législations étrangères actuellement en vigueur, bornons-nous à rappeler que le nouveau Code pénal italien et le Code pénal russe sont les seuls à admettre l'admonition et la remontrance.

La loi criminelle russe dont nous trouvons une analyse dans le savant rapport de notre collègue M. Makarow, l'applique à trois cas : 1° à des crimes et délits commis par des fonctionnaires publics ; 2° à des crimes d'un caractère général ; 3° à des contraventions aux mandements de l'État, commises sans intention de nuire.

Le Code pénal de l'Empire allemand ne l'applique qu'aux délits et contraventions commis par des mineurs âgés de douze à dix-huit ans et ayant agi sans discernement.

En Autriche, le ministre de la justice, M. Schœnborn, a présenté le 29 mai 1889 un projet qui laisse aux tribunaux le droit de surseoir aux peines de six mois de prison et qui fixe comme délai aux condamnés une période de trois ans, les peines supplémentaires et les conséquences juridiques de la sentence devant, en tout cas, subsister.

En Angleterre, la condamnation conditionnelle est liée à l'établissement de la caution, qui de mesure de police s'est transformée en mesure de répression pénale. Tantôt cette caution est appliquée comme peine supplémentaire à l'égard de détenus quittant la prison, tantôt elle est substituée à la privation de la liberté (voir la loi anglaise du 8 août 1887).

Dans les États-Unis d'Amérique, le système de la condamnation conditionnelle a été introduit à l'égard de prévenus mineurs.

L'État de Massachusetts l'a étendu, en 1878, aux prévenus

majeurs : le juge peut, sur proposition d'un fonctionnaire spécial, ordonner la mise à l'épreuve du condamné durant une période de deux à douze mois. Mais ce fonctionnaire spécial peut soumettre le condamné confié à ses soins à la détention pendant ce temps d'épreuve.

II

Plusieurs rapports ont déjà été présentés au Congrès sur la même question, et nos éminents collègues nous ont laissé peu de chose à dire sur le fond même des choses.

L'honorable M. Makarow, procureur impérial à St-Petersbourg, après avoir rappelé les résultats expérimentaux de la loi russe, conclut que le système des admonitions et remontrances par sentence judiciaire ne saurait remplacer utilement des peines d'un autre genre, sans préjudice de l'influence salutaire de ces pénalités sur certains sujets et dans des cas exceptionnels.

Sur son rapport et sur celui de l'honorable M. Sloutchewski, avocat général à la Cour de cassation, la Société juridique de St-Petersbourg s'est prononcée contre l'admonestation et pour la condamnation conditionnelle avec ou sans caution. Elle pense qu'il faut constater dans la loi avec précision les cas où les condamnés ne satisferont pas aux conditions dont dépend leur libération et qu'en tout cas cette mesure n'est applicable qu'à un nombre très restreint de criminels condamnés à cette peine.

L'honorable M. Kirchenheim, professeur de droit à l'université d'Heidelberg, fait de nombreuses réserves sur les deux moyens proposés. Il estime que ces mesures ne sont pas du domaine du droit pénal et doivent être laissées aux autorités chargées d'appliquer le droit de grâce. Il demande que l'on remédie aux déficiences des courtes peines d'emprisonnement en établissant une nouvelle échelle d'amendes et en rendant plus sévère l'exécution des peines de courte durée.

L'honorable M. Garofolo, vice-président du tribunal de Naples, conclut contre l'admonition judiciaire. Il admet le sursis à l'exécution d'une durée de cinq années, mais à condition que, s'il y a eu partie lésée, il y ait eu réparation des dommages-intérêts, ou que le coupable ait indemnisé le plaignant en lui payant une somme acceptée par ce dernier. Il fait des réserves en ce qui tou-

che certains délits d'un caractère endémique ou imitatif auxquels le sursis ne devrait jamais être accordé.

L'honorable M. Petit, conseiller à la Cour de cassation de France se prononce pour l'admonition, qu'il trouve exemplaire et efficace appliquée aux délinquants primaires, en cas de délits minimes. Il estime, au contraire, que la suspension de la peine autorisée au profit de délinquants de tout âge pour des emprisonnements d'un jour à un mois ou à plusieurs mois énerverait la répression et ferait mettre en doute l'impartialité du juge. La réhabilitation lui paraît pour le condamné repentant le moyen le plus honorable d'effacer les vestiges de sa faute.

III

Il nous reste à exposer nos conclusions personnelles sur les deux mesures proposées.

Il n'y a qu'une voix parmi les criminalistes et les administrateurs pour repousser les condamnations à l'emprisonnement pour les courtes peines. La prison, ainsi comprise, n'est ni répressive, ni éducative. La société, qui frappe au nom de la morale, démoralise ceux qu'elle frappe. Elle dégrade l'honnête homme; une seule condamnation bouleverse toute son existence, à moins qu'il n'offre au mal une résistance peu commune, il roule de degré en degré sur la pente du vagabondage et du vol: «l'engrenage pénitentiaire, dit M. Prins, ne le lâchera plus.»

Au point de vue social, l'abus des courtes peines impose à l'État des charges aussi lourdes qu'inutiles.

Il faut donc substituer à la peine de la prison une peine efficace et moins coûteuse.

De là la question posée.

En ce qui touche l'admonition, nous persistons dans l'opinion que nous avons développée au Congrès de Rome. Elle nous paraît une mesure peu propre à grandir l'autorité de la justice; ni le respect dû à ses décisions, ni l'intérêt social de la répression, ni l'exemplarité de la peine n'y trouvent de satisfaction. L'examen d'une peine nouvelle ne peut être uniquement systématique et rationnel; il doit être aussi expérimental et ne point heurter les mœurs des pays auxquels il s'agit de l'appliquer. Quels résultats l'admonition répressive obtiendrait-elle dans les grandes capitales, là où le sentiment du respect dû à l'autorité n'est point très affermi? Le condamné y est souvent plus sceptique que repentant et plus

frondeur que soumis. Comment accueillerait-il cette simple mercuriale d'un tribunal volontairement désarmé à son égard ? La peine, pour être efficace, ne peut être purement morale ; il la faut effective et réelle.

La loi du pardon est une conception généreuse qui fait honneur aux sentiments de ceux qui la croient suffisante ; elle nous paraît trop bénigne pour être exemplaire et elle ne serait pas, à notre avis, sans danger pour la répression sociale.

Ajoutons qu'elle compromettrait gravement l'intérêt de la partie civile lésée : un acquittement même suivi d'une réprimande publique aurait pour effet de dessaisir les juges correctionnels, et la partie civile ne pourrait obtenir la réparation du préjudice qu'elle aurait éprouvé. La loi laisserait donc la victime désarmée en face de l'admonesté libre et railleur.

Nous croyons donc qu'actuellement cette pénalité, applicable en matière disciplinaire, ne pourrait être, sans de graves inconvénients, étendue aux infractions de droit commun.

Quant à la condamnation conditionnelle, elle mérite un examen des plus approfondis. Certes, elle paraît d'une application moins urgente dans les codes qui, par l'admission des circonstances atténuantes, laissent aux juges la faculté de se mouvoir largement dans le domaine pénal et de substituer pour les petits délits la peine de l'amende à la peine de la prison.

A l'examiner en soi, elle présente de notables avantages. Elle enlève à la prison son caractère d'expédient. Étant essentiellement suspensive, elle permet à l'honnête homme d'échapper à la corruption ; elle peut préserver le délinquant primaire de la tentation de la récidive. Appliquée à des infractions commises par des délinquants d'accident — et non d'habitude — elle les défend contre les suggestions de la misère et du désespoir. Elle respecte l'intérêt de la répression sociale, puisqu'elle laisse subsister la condamnation et qu'elle n'en suspend que l'exécution, la main de la justice pouvant s'abattre sur le condamné en cas de rechute. Elle est suffisamment exemplaire, puisque le condamné ne peut éviter la condamnation qu'à condition de rester sans tache pendant plusieurs années. Ce frein est même peut-être plus puissant que la déchéance consommée par la prison. En ce qui touche l'administration, elle débarasse les prisons des détenus qui ne font que les traverser, sans profit moral et sans profit social. Enfin, comme le dit M. Prins, elle relève la mission sociale du juge et lui rend son vrai caractère.

Nous croyons donc qu'à l'exemple de l'Union internationale de droit pénal, le Congrès peut en recommander l'adoption aux législateurs.

Mais le principe une fois admis, diverses questions déjà débattues devront être examinées, afin de bien marquer le caractère de la réforme préconisée.

1° A quels délits et à quelles peines doit être appliquée la condamnation conditionnelle ?

2° Quelles sont les conditions essentielles définies par la loi qui doivent être exigées du condamné pour qu'il bénéficie de cette mesure ?

3° Dans quel délai le sursis sera-t-il révoqué si le condamné commet un nouveau crime ou nouveau délit ?

4° Ne faut-il pas limiter la condamnation conditionnelle au cas où le condamné a payé la somme évaluée par le juge en réparation du dommage ou de l'offense ?

Ces questions accessoires peuvent être susceptibles de solutions différentes suivant le caractère des diverses nations et de leurs législations pénales. Le Congrès pourra se demander si la science pénale ne permet pas de les résoudre à l'aide de règles uniformes. Il aura, pour s'éclairer, non seulement les débats du Parlement belge, mais aussi les premiers résultats de la loi, dans les pays où elle est appliquée. Nous sommes convaincus que ses décisions, inspirées par un esprit vraiment scientifique, sauront concilier les droits de l'humanité et les exigences de la justice sociale.

F. DREYFUS.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE SAINT-PÉTERSBOURG (1890)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

PREMIÈRE SECTION

DEUXIÈME QUESTION DU PROGRAMME

De quelle façon l'ivresse peut être envisagée dans la législation pénale :

- a) Soit comme infraction considérée en elle-même;
- b) Soit comme circonstance s'ajoutant à une infraction et pouvant en détruire, atténuer ou aggraver le caractère de criminalité?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. le D^r A. MOTET,

médecin expert près le Tribunal et la Cour de Paris.

Les progrès effrayants de l'alcoolisme sont devenus pour les sociétés modernes un sujet de graves préoccupations. De tous côtés, on cherche par quels moyens on pourrait arrêter la marche envahissante d'un mal qui frappe à la fois l'individu, la famille, la société. Les efforts des Gouvernements, d'une part, des associations de tempérance, d'autre part, n'ont eu que des résultats incomplets. Faut-il chercher, dans une législation spéciale, édictant contre l'ivresse, l'ivrognerie, des pénalités sévères, un remède à un mal qui prend la proportion d'un fléau? Telle est la question que la Commission d'organisation du Congrès pénitentiaire de Saint-Pétersbourg a cru devoir mettre à l'étude.

La réponse serait facile s'il ne s'agissait que d'atteindre l'ivresse simple ou l'ivrogne d'habitude, ces individus qu'en Angleterre et en Amérique on appelle « *habitual drunkards* ». Mais l'introduction, dans la consommation, des alcools d'industrie a singulièrement modifié la physionomie de l'ivresse depuis moins d'un

demi-siècle. A l'ivrogne titubant, remplissant la rue de ses chants, plus bruyant que dangereux, s'est substitué l'alcoolisé, subissant l'action toxique, souvent convulsivante, des liqueurs alcooliques de toute espèce, aussi variées dans leurs noms que dans leur composition, toutes semblables dans leurs terribles effets. Le premier se gorgeait de vin, son estomac se révoltait contre des quantités énormes de liquides, il les expulsait; la sécrétion urinaire augmentée faisait le reste, et le sommeil, profond et lourd, terminait une débauche sans conséquences graves. Le second boit moins, mais ce qu'il boit est mauvais; l'alcool est maintenu à un degré relativement élevé, et sa puissance toxique est infiniment plus grande. L'ivresse tend de plus en plus à devenir querelleuse, agressive, brutale, et le nombre des attentats contre les personnes par des individus en état d'ivresse s'est accru dans des proportions inouïes.

La question, par le seul fait de l'intoxication plus rapide, plus profonde, s'est ainsi singulièrement compliquée; elle se présente sous un double aspect : celui de la répression nécessaire d'un vice qui est devenu un danger social; celui de l'appréciation de l'état physique, intellectuel et moral de l'individu que la loi doit atteindre.

Il nous paraît donc difficile, aujourd'hui, de réduire à des termes simples une question qui comporte des développements étendus. Le législateur ne saurait négliger d'examiner toutes les données du problème, sous peine de laisser, dans la pratique, surgir les plus sérieuses difficultés.

Sans avoir la prétention de formuler une solution, au point de vue pénal, nous croyons que nous ferons une œuvre utile en présentant au Congrès pénitentiaire des considérations générales sur les divers états d'alcoolisme que l'étude clinique a permis de distinguer, de différencier les uns des autres.

Si la loi française est restée muette sur la question d'excuse tirée de l'état d'ivresse de l'auteur d'un crime ou d'un délit, s'il n'y a pas de jurisprudence fixe, les magistrats se sont cependant montrés, selon les circonstances, plus ou moins sévères, et la Cour de cassation s'est prononcée plusieurs fois dans le sens de la répression énergique. Il n'y en a pas moins, dans les ouvrages de nos jurisconsultes, de nos criminalistes, deux courants d'opinion très différents. Les uns ne veulent tenir aucun compte de l'ivresse, et, systématiquement, ne considèrent que le délit; les autres, plus indulgents, ne voient dans le délinquant en état d'ivresse

qu'un agent irresponsable, une machine inconsciente ; d'autres enfin, établissent des variétés dans l'étiologie, dans le degré, dans la forme de l'ivresse, atténuent plus ou moins le caractère délictueux de l'acte incriminé et exonèrent le prévenu d'une partie plus ou moins considérable de la peine.

Pour les indulgents, l'état d'ivresse est considéré comme un état d'aliénation mentale passagère ; ils font ressortir les analogies existant entre les phénomènes psychiques de l'ivresse et ceux que l'on rencontre habituellement dans la manie ou dans la paralysie générale ; il y a là, au moins pour l'ivresse simple une erreur. Il ne nous paraît pas possible d'assimiler l'homme ivre à l'aliéné : « N'est pas fou qui veut » — pour s'enivrer, il faut le vouloir. — L'aliéné subit, le plus souvent sans conscience, un mal qu'il n'était pas en son pouvoir d'éloigner de lui. L'ivrogne au contraire, a cherché et préparé l'ivresse, ses facultés mentales sont altérées, passagèrement, par une cause qui n'a rien de la fatalité, des prédispositions héréditaires, des dégénérescences, etc.

Pour les autres, l'examen attentif des faits a conduit à rechercher si, au moment où l'acte délictueux a été commis, l'ivresse était complète ou incomplète. Et, distinguant trois degrés, ils considèrent comme responsable, c'est-à-dire punissable, celui qui n'était qu'au premier degré de l'ivresse ; ils atténuent la responsabilité de celui qui est au second degré ; ils admettent l'irresponsabilité au troisième. — C'était la doctrine de Friedrich et d'Hoffbauer.

Dans la pratique, ces distinctions, surtout entre le premier et le second degré, sont presque impossibles à justifier. Marc l'a dit, et tous ceux qui se sont occupés de ces études spéciales sont d'accord pour reconnaître qu'elles ne mènent à rien de sûr. « Théoriquement, dit Lentz, on peut bien établir cette division de l'ivresse en trois périodes successives ; pratiquement, lorsqu'il s'agit de médecine légale surtout, ces caractères ne pourraient avoir aucune valeur et ne sauraient servir à fixer à l'imputabilité les limites que nous cherchons. »

Où donc pourra-t-on trouver les éléments d'une appréciation rigoureuse, scientifique, de l'état mental d'un délinquant alcoolisé ? Quand sera-t-il permis aux magistrats de le frapper d'une juste peine ? Quand devront-ils le considérer comme non coupable d'un acte délictueux ou criminel ?

La question est des plus délicates, des plus difficiles à résoudre : elle s'est posée bien souvent aux médecins experts, et, nous

devons le dire, il est impossible de donner une formule qui s'applique à tous les cas. C'est seulement par un examen individuel, s'étendant à l'histoire biologique tout entière du délinquant en état d'ivresse qu'il sera permis d'arriver à des données positives. C'est en procédant ainsi que les médecins experts ont été amenés à étudier l'ivresse sous deux aspects très francs, très nets, et à distinguer l'ivresse simple et l'ivresse pathologique.

a. L'ivresse simple est celle dans laquelle tombe un homme, d'ailleurs sain, après des excès alcooliques. Nous ne voulons pas nous étendre sur les variétés de l'ivresse simple, bien que la nature de l'agent toxique ingéré joue un très grand rôle dans l'évolution des accidents ultérieurs possibles. Nous nous en tiendrons à cette détermination précise : intoxication passagère, qu'il était au pouvoir de l'individu de ne pas subir. Donc, acte volontaire, dont les conséquences sont imputables à l'ivrogne, qu'il soit ou non un ivrogne d'habitude. Les magistrats pourront alors proportionner la peine aux antécédents de l'inculpé.

Mais doit-on s'en tenir à ces données élémentaires ? Nous ne le pensons pas. Il y aura lieu de rechercher si l'ivresse s'est produite dans des conditions telles que le délinquant l'a subie, sans l'avoir en rien recherchée. Nous avons eu à examiner plusieurs individus dans ces conditions toutes spéciales ; l'un, entre autres garçon boucher, descend à la cave avec son patron pour mettre une barrique de vin en bouteilles, les vapeurs alcooliques l'enivrent ; il est certain qu'il n'a pas bu ; quand il remonte, saisi par l'air, il entre brusquement dans l'état d'excitation alcoolique ; un de ses camarades le plaisante, il s'emporte, saisit un couteau sur l'étal et fait à son camarade une blessure heureusement légère. Poursuivi, il est soumis à notre examen, et nous n'avons pas hésité à considérer l'ivresse agressive chez lui comme accidentelle, involontaire ; notre opinion fut acceptée par les magistrats qui avaient pu se rendre compte eux-mêmes de tous les faits de la cause. L'ivresse provoquée n'est pas moins importante à déterminer, et, si l'examen est plus délicat encore que dans le cas précédent, il n'est pas impossible, cependant, d'arriver à établir que le délinquant a subi un entraînement auquel sa volonté n'a pas eu de part. Il est vrai que ces cas sont rares, aussi bien que ceux dans lesquels l'ivresse a été préméditée, c'est-à-dire lorsque le criminel a cherché dans l'excitation alcoolique, l'appoint de détermination qui lui eût manqué sans elle.

Nous devons indiquer ces nuances. Elles nous paraissent com-

mander la plus grande réserve dans la formule d'un article du code pénal visant spécialement l'ivresse. En France, Chauveau, Faustin-Hélie, Rossi, Le Sellyer, estiment que l'homme qui commet un crime ou un délit en état d'ivresse peut bien être civilement responsable du dommage qu'il a causé par sa « négligence ou son imprudence », mais, d'après eux il ne saurait y avoir d'imputabilité criminelle.

Mais cette opinion n'a jamais été acceptée par la Cour de cassation.

« L'ivresse est un fait volontaire et répréhensible, elle ne peut jamais constituer une excuse que la morale et la loi permettent d'accueillir. » Marc et Tardieu partagent cette opinion ; c'est aussi la nôtre. L'ivresse simple est punissable, parce que l'ivrogne peut, s'il reste impuni, recommencer demain les mêmes excès dont les conséquences seront de nature à compromettre de nouveau les intérêts de la société, la sécurité des personnes. Aussi préférons-nous le silence de la loi française ; il permet aux magistrats d'apprécier les conditions biologiques du délinquant, de tenir compte de la forme, de l'intensité de l'ivresse, de la nature même de l'agent toxique. Il n'est pas rare de rencontrer des individus à organisation cérébrale défectueuse, chez lesquels une part doit être faite à l'intoxication alcoolique, une autre part à l'inculpé dont la résistance à l'alcool a été moindre qu'elle ne l'eût été chez un individu d'une organisation moins imparfaite. Nous ne voulons pas dire que ces individus seront toujours irresponsables des délits commis par eux en état d'ivresse. Il y en a beaucoup parmi eux qui savent qu'ils ne peuvent pas boire sans danger. Il leur appartient de ne pas s'exposer à l'intoxication alcoolique. Mais il y en a beaucoup aussi dont l'abaissement intellectuel et moral diminue singulièrement la résistance à l'appétit des boissons alcooliques ; ils se trouvent ainsi placés sur cette frontière assez mal délimitée qui sépare l'ivresse simple de l'ivresse pathologique.

b) Ivresse pathologique. Ce genre d'intoxication diffère du précédent en ce que l'état morbide préexistant imprime aux symptômes habituels de l'emprisonnement aigu par l'alcool une physionomie immédiatement plus grave. Selon l'expression de Lentz, « l'alcool allume l'incendie dont les ravages seront d'autant plus étendus que les matériaux sur lesquels il sévira seront plus combustibles ».

Or il existe, en dehors des aliénés proprement dits, des imbéciles et des épileptiques, chez lesquels l'ivresse est tout particulièrement grave, une classe nombreuse d'individus dégénérés, portant lourdement le poids de l'hérédité pathologique, bizarres dans leurs

idées et dans leurs actes, sans équilibre mental, qui subissent l'en-trainement à boire sans résistance possible. Ce sont de véritables malades chez lesquels l'action toxique de l'alcool se traduit le plus souvent par de redoutables impulsions. Ce sont ces déséquilibrés, ces héréditaires, qui créent les plus sérieux embarras. Nous répéterons ici ce que nous avons eu l'occasion d'écrire, de dire bien des fois déjà, c'est que, pour ces alcoolisés d'un genre tout spécial, dont on constate la déchéance, la débilité mentale, sans pouvoir formuler à leur sujet des conclusions fermes, il est tout aussi impossible de prendre des mesures judiciaires sévères, que des mesures administratives durables dans l'état actuel de la législation.

Si on les interne dans un asile, ils guérissent vite d'un accès qui s'épuise à mesure que le poison s'élimine. Guéris d'un trouble mental transitoire, ils réclament, ou des amis imprudents, souvent intéressés, réclament pour eux la sortie, et le médecin de l'asile n'est pas autorisé à la refuser. Il cède, tout en regrettant son impuissance, il prévoit le retour, prochain peut-être, des mêmes désordres sous l'influence de la même cause, et la loi ne lui permet pas de faire une œuvre de protection, de défense sociale, en maintenant un débile légitimement suspect de rechute.

C'est pour cette catégorie de délinquants alcoolisés que nous souhaiterions l'adoption de mesures plus sévères que celles qu'il est possible de prendre aujourd'hui, mais je n'oserais y insister, craignant d'aborder un ordre de considérations étrangères au programme de la Commission d'organisation du Congrès, qui s'est moins préoccupée, si nous l'avons bien comprise, du point de vue administratif que du point de vue judiciaire, pénal, de la question de l'ivresse.

Les considérations que nous soumettons au Congrès ont eu surtout pour but de dégager l'ivresse simple de l'ivresse pathologique ; nous avons, peut-être, traité la question plutôt en médecin qu'en légiste ; nous n'avons pas à nous en excuser, des compétences supérieures à la nôtre remettront aisément les choses à leur place. Toutefois, nous nous croyons autorisé à présenter les conclusions suivantes :

Dans un intérêt d'ordre social, de protection de la famille, de préservation de l'individu, l'ivresse volontairement recherchée devrait être considérée comme un délit et sévèrement réprimée, avec aggravation des peines dans le cas de récidive.

L'ivrogne d'habitude devrait être privé de ses droits civils,

son interdiction pourrait même être poursuivie d'office par le ministère public.

Et, comme corollaire, nous ajouterions que les individus atteints d'accidents délirants, aigus ou subaigus, d'intoxication alcoolique devraient être maintenus d'office dans les établissements spéciaux pendant un long temps. Leur sortie devrait être ajournée jusqu'à ce que toute trace d'intoxication ait disparu et qu'une rechute prochaine ne soit pas à craindre.

Pour donner à notre pensée une forme plus précise encore, nous dirons que :

L'ivresse est punissable, aussi bien que les délits ou les crimes commis sous son influence, lorsqu'elle est simple et qu'il était, manifestement, au pouvoir du délinquant de l'éviter.

Elle est punissable, avec aggravation de la peine, lorsque l'excitation alcoolique a été recherchée pour fournir l'appoint de détermination nécessaire pour commettre un crime ou un délit.

L'ivresse est punissable, mais avec un degré d'atténuation qu'il appartient aux magistrats de déterminer, chez des individus faibles d'intelligence dont la tolérance pour les boissons alcooliques est diminuée par les conditions d'infériorité de leur organisation cérébrale. Elle ne saurait être excusable lorsque ces individus savent qu'ils ne peuvent pas boire sans danger, et ce cas est plus fréquent qu'on ne le suppose.

Les délits ou les crimes ne peuvent pas être punis lorsqu'ils ont été commis pendant la période délirante, aiguë ou subaiguë, d'un accès d'alcoolisme. Il en est de même pour l'alcoolisme chronique, à l'heure où des lésions cérébrales définitives ont compromis l'intégrité de l'organe et déterminé le trouble durable de ses fonctions.

A. MOTET.

EMPLOI DU DIMANCHE

dans les maisons centrales de femmes.

TRAVAIL FACULTATIF

permis comme récompense et encouragement

Le *Journal officiel* du 18 janvier 1890, dans un très remarquable article de M. le Conseiller d'État, directeur des services pénitentiaires, traitait la question de l'exposition du travail des détenus dans les différentes prisons de son administration.

Cette question, si fréquemment discutée, ne pouvait pas manquer de nous intéresser au cours de nos visites d'études à l'exposition pénitentiaire.

Nous avons été frappés, dans la section des maisons centrales, par quelques panneaux couverts d'objets usuels de vestiaire pour les familles pauvres, tels que vêtements et linge d'enfants, vêtements et linge de grandes personnes ; échantillons de linge neuf, cousu et marqué, de vieux linge et bas raccommodés. Le tout (surtout les vêtements) présente une sorte d'imperfection, d'inexpérience de confection dans les formes au moins, qui faisaient de suite penser qu'ils étaient le travail des détenues.

Les renseignements que nous donnèrent les agents chargés de la garde de l'exposition et appartenant tous à l'administration pénitentiaire, nous firent penser que, puisqu'il s'agissait des prisons de femmes, nous pourrions ultérieurement demander à M^{me} l'inspectrice générale Dupuy de vouloir bien nous éclairer sur ce sujet.

Nous avons demandé et obtenu l'autorisation de citer la source de nos renseignements afin de leur donner plus de poids et nous avons pensé, une fois de plus, que c'était bien à tort que des administrations se laissaient si souvent et si injustement attaquer sans se défendre et sans montrer le labeur, parfois si ingrat, auquel elles se livrent silencieusement et si pratiquement, comme dans le cas présent.

« C'est une innovation, nous dit M^{me} l'inspectrice générale, elle vient de faire ses preuves à l'exposition ; plusieurs personnes en ont été frappées et même des étrangers m'en ont parlé.

« Je ne désespère pas de voir la tentative s'étendre à toutes les maisons centrales de femmes, quand l'autorité supérieure aura pu constater tout le bien qu'elle peut faire.

« Tout l'honneur en revient à M. le directeur, d'alors, de la maison centrale de Montpellier, M. Bailleul, nous dit M^{me} l'inspectrice générale, et je n'y suis que pour l'idée embryonnaire, un mot qui a mis en éveil son attention.

« J'ai suivi avec le plus grand intérêt la marche difficile de la tentative si utile pour les détenues, surtout à leur libération.

« Dans toutes mes visites dans les maisons centrales de femmes, j'avais été frappée de l'air lassé, découragé des femmes à la fin de la journée du dimanche que je passe volontiers, en partie, au milieu d'elles au cours de mes inspections.

« J'en ai toujours emporté l'impression que cette journée de repos du travail pénal était une journée de fatigue morale et de découragement pour le plus grand nombre et des détenues intelligentes m'ont toujours confirmée dans cette conviction.

« La recherche de l'emploi actif du dimanche à une occupation libre et personnelle qui les sorte d'elles-mêmes, était pour moi un sujet constant de réflexion.

« Beaucoup d'écrivains qui se sont occupés des prisons, qui en ont étudié leur fonctionnement, en ont été préoccupés aussi.

« Dans les maisons centrales d'hommes, ce sont ces jours d'oisiveté lourde qui poussent au suicide.

« Les femmes ne vont pas à ces extrémités, le personnel de surveillance met d'ailleurs un grand zèle à les occuper et les directeurs et inspecteurs s'en préoccupent beaucoup.

« Quel est, demandons-nous, l'emploi d'un dimanche, dans une maison centrale de femmes ?

« La journée commence par des soins de propreté plus prolongés, soin des chevelures, bains de pieds ; — l'assistance à la messe ; — le premier repas ; — une heure de classe sous forme de causerie, de conférence de choses utiles à leur apprendre, faite par l'institutrice ; — la correspondance pour celles dont c'est le jour ; — les leçons de chant pour le chœur de la chapelle ; — la lecture personnelle ou en commun ; — une promenade en file indienne (si triste à voir) dans le préau ; — l'assistance aux vêpres. Après ce dernier office, le second repas ; — une récréation, c'est-à-dire,

la même promenade suivant les méandres tracés dans le pavé des cours ; — et une seconde lecture personnelle pour les unes, en commun pour les autres.

« Mais quel intérêt peut avoir une lecture en commun qui se continue à huit jours d'intervalle ? Toutes les femmes ne peuvent pas lire isolément ; dans toutes les régions, il y a non seulement beaucoup d'illettrées, mais encore beaucoup de femmes que la lecture n'intéresse pas en raison du peu de développement de leur intelligence. Celles-là surtout s'absorbent dans des souvenirs plus ou moins honnêtes, plus ou moins désolants et sortent de ces rêveries, de cette absorption, découragées, énervées et souvent disposées par suite à l'indocilité jusqu'à encourir des punitions.

« Cet état ne me touchait pour elles qu'au point de vue de leur démoralisation, car je suis partisan de la discipline sévère qui rende les prisons redoutables et donne aux libérées la crainte salutaire d'un retour. Mais je me préoccupais surtout de trouver le moyen d'utiliser pour leur instruction et leur moralisation, ces heures de découragement.

« Les sortir d'elles, me disais-je, leur trouver une occupation qui les ramène à des réflexions sages, encourageantes, qui les rapproche de tous ceux qu'elles ont aimés, au lieu de les en éloigner ; et c'est au travail libre que mon esprit revenait sans cesse.

« Si M. le directeur de Montpellier accepta l'idée et *de rien fit quelque chose de bon et d'utile*, l'exécution rencontra des difficultés. Elle ne comportait pas la passivité, il fallait des auxiliaires dévouées.

« L'aumônier fut le premier pour écarter la question du repos dominical, repos si peu salutaire en bons résultats dans une pareille agglomération.

« Comment, demandons-nous, dans une maison aussi réglementée que l'est une maison centrale, M. le directeur de Montpellier a-t-il pu trouver le temps et les moyens matériels pour faire cette tentative ?

« Il se préoccupa d'abord de faire former des monitrices qui faisaient défaut et elles le furent facilement car le cahier des charges a prévu, pour chaque détenue qui le mérite, deux heures par semaine pour la mise en relations avec les sociétés de patronage et l'assistance à des conférences.

« Malheureusement il n'y a pas encore en France de société de patronage près de nos grandes prisons de femmes, et heureusement il n'y a pas de conférences.

« C'est une très grave question pour un directeur que celle d'ouvrir les portes d'une prison à un conférencier ou à une conférencière, car c'est là un auditoire particulier qu'il faut connaître absolument pour avoir action sur lui. Et cependant combien des visites faites par des hommes et des femmes de bien, expérimentés, intelligents des véritables besoins de ces pauvres gens leur seraient utiles !

« Mais, c'est là un côté de la question pénitentiaire qui demanderait un développement qui n'est pas ici en situation.

« Ce sont donc les deux heures indiquées plus haut et prévues par l'administration pour d'autres besoins qui ont été employées à former des ouvrières monitrices.

« M. le directeur Bailleul a acheté quelques-uns de ces livres nouveaux, si excellents qui enseignent théoriquement et pratiquement la coupe des vêtements de tous âges et de toutes sortes, la coupe et la confection du linge, à le marquer, le raccommorder, faire des reprises, poser des pièces et tricoter. Ils les a confiés à une sœur surveillante, aussi intelligente que dévouée et n'a eu qu'à se louer de l'effet moral produit sur ses nouvelles ouvrières.

« J'ai dit plus haut que cette tentative ne comportait pas la passivité pour son exécution avec un tel effectif.

« La surveillance la plus attentive devait s'exercer en toutes choses pour éviter des abus, des trafics. Mais c'était une question de tact, de vigilance, et personne n'en a manqué.

« Ce travail a été présenté aux détenues comme une récompense, un encouragement qui leur serait accordé, et si, pour en donner le goût aux filles qui n'avaient presque jamais travaillé, on a toléré notamment la confection de travaux de crochets et autres ouvrages peu utiles, ils ont disparu promptement pour faire place à des travaux plus sérieux.

« Plus des deux tiers des femmes tricotent en marchant pendant le défilé de ces lamentables processions dites promenades. Par ce fait qu'elles sont occupées, intéressées par leur tricot, elles se tiennent droites et marchent régulièrement attentives à ce qu'elles font et, chose bien remarquable, les doigts occupés ont rendu les langues muettes.

« Pendant les deux heures dont j'ai parlé plus haut on forme les monitrices, et pendant les récréations et le dimanche les élèves livrées à elles-mêmes font des petits bas pour leurs jeunes enfants, d'autres pour leur mari ou leurs parents ; celle-ci tricote

un gilet d'hiver pour son mari, une autre pour son père, celle-là un jupon chaud pour sa mère.

« Les matières premières achetées avec empressement, sont un excellent emploi d'une faible partie du pécule disponible,

« D'autres ont appris à tailler et cousent des petites chemises, des robes, des tabliers, des pantalons, des blouses pour leurs enfants, quelquefois pour leurs maris.

« Toutes les personnes qui visitent les ménages pauvres sont frappées de l'ignorance lamentable de la modeste science de la couture et du raccommodage des femmes de cette condition.

« Cette ignorance est encore plus grande dans les campagnes et par conséquent dans les effectifs des détenues.

« Les femmes qui auront mérité la récompense d'être autorisées à travailler pour elles, quitteront la maison centrale connaissant plus ou moins les travaux qui devraient partout, au moins sommairement, leur être enseignés à l'école.

« Combien de pardons ont déjà été obtenus par l'acte de soumission auquel l'envoi de ces objets utiles servait de prétexte !

« Une statistique des plus intéressantes des progrès dans le calme et la docilité des femmes qui étaient constamment punies et que le travail a modifiées a été faite dans la maison centrale de Montpellier.

« En effet, quelles pensées consolantes pour les unes, encourageantes pour les autres peuvent occuper les esprits (parfois si mal équilibrés et presque toujours si obscurcis par l'ignorance) quand la main travaille pour ceux dont elles veulent mériter le pardon.

« Ne seront-elles pas poussées tout naturellement à faire tous leurs efforts pour mériter d'aller reprendre leur place au foyer qu'elles ont déserté ou dont elles ont été chassées ?

Je parle ici bien entendu des jeunes femmes et de celles qui, plus âgées, ne sont pas cependant d'incorrigibles récidivistes et desquelles on peut espérer le retour à la vie honnête et laborieuse, surtout si elles étaient soutenues, encouragées pendant les premiers moments de la libération par un patronage discret, restreint, établi dans la région, sinon dans le voisinage des grandes prisons.

« Les femmes d'origine rurale le réclament rarement, mais les autres ! Ah ! Combien de récidives seraient évitées si ces pauvres gens n'étaient pas rejetées dans le vice et le crime par la misère et l'isolement.

« Ce ne serait pas une dépense bien considérable et j'espère que bientôt Bordeaux et Lyon seront pourvus d'un petit asile temporaire pour les femmes comme en a établi à Boulogne et à Billancourt la Société des libérées de Saint-Lazare.

« Des documents ont été demandés et envoyés, dans ce but, aux sociétés de patronage qui y fonctionnent avec succès pour les hommes. »

Nous nous sommes efforcés d'exposer les renseignements que M^{me}. l'Inspectrice générale a bien voulu nous donner et nous sommes heureux de faire connaître de semblables tentatives d'amendement, par le rapprochement avec les familles, quand celles-ci méritent la confiance qu'elles seront une garantie de surveillance et de protection, ou par la situation améliorée des libérées qui devront entrer en service et qui pourront se placer plus facilement étant mieux préparées à tous les travaux d'un ménage.

Comte LE COURBE.

INSTITUTIONS PÉNITENTIAIRES CORRECTIONNELLES

pour les filles, en Pologne

Quoique dans les années précédentes, j'aie déjà tâché d'esquisser dans les *Bulletins de la Société générale des prisons* les diverses péripéties du développement de notre Société des Colonies agricoles et industrielles, ainsi que des institutions fondées par ladite Société — cependant, pour faire mieux comprendre le rôle et la signification de la nouvelle institution, — dont je vais parler tout-à-l'heure ici, je me permets en titre d'introduction, de rappeler aux lecteurs les points les plus saillants de ce que j'avais déjà mentionné auparavant.

La question des condamnés mineurs en Russie a attiré l'attention de la société (russe) et du Gouvernement depuis plus d'un quart de siècle. Le résultat de ce mouvement a été l'ukase du Sénat du 28 décembre 1866 concernant les institutions pénitentiaires ou correctionnelles (1). D'après cet ukase, outre les institutions pénitentiaires (correctionnelles) qui, selon l'article 6 du statut des peines appliquées par les juges de paix, doivent être érigées par le Gouvernement pour l'amendement moral des mineurs condamnés par les tribunaux, les communes, les institutions religieuses, bienfaisantes, et même les personnes privées ont aussi le droit d'en fonder des pareilles. L'ukase décide encore que les établissements ne peuvent contenir que des filles ou des garçons séparément (§ 6). C'est en 1870 qu'un groupe de personnes bienfaisantes, profitant dudit ukase, a fondé chez nous (en Pologne) une Société privée de colonies agricoles et asiles industriels. Les statuts de cette Société ont été approuvés par le Gouvernement en 1871. D'après ces statuts, la Société a accepté l'obligation de s'occuper : 1° de l'amendement moral des enfants des deux sexes, condamnés par les tribunaux pour délits (ou crimes) ;

(1) Connues à l'étranger, sous les noms de colonies, écoles, maisons pénitentiaires, de réforme, asiles industriels, reformatories, industrial schools, etc., etc.

2° d'améliorer le sort des mineurs (des deux sexes) : vagabonds mendiants ou abandonnés et négligés (§ 1^{er} desdits statuts). Pour accomplir cette double tâche, la Société aura le devoir de se soucier de leur éducation physique, intellectuelle et morale, et, dans ce but, elle devra fonder, selon ses ressources, des colonies agricoles et asiles industriels (§ 2). D'après les statuts de la Société des colonies agricoles et asiles industriels, les institutions projetées, peuvent être fondées pour les deux catégories réunies ou séparées; c'est à dire : a) pour les condamnés, b) pour les mendiants et vagabonds (toujours avec la séparation des deux sexes prévue par l'ukase de 1866). En 1876, la Société se basant sur l'ukase ainsi que sur ses propres statuts, a fondé, sur les terrains qui lui ont été accordés par le Gouvernement et à ses propres frais, la première colonie pénitentiaire de Studzienski, destinée exclusivement pour les *garçons condamnés par les tribunaux* de l'âge de dix ans jusqu'à seize. (Les règlements de ladite colonie furent approuvés par le Gouvernement le 20 février 1871). En 1882, la Société s'est décidée à accomplir sa deuxième tâche, c'est-à-dire de procéder à la fondation des *asiles industriels* pour les garçons : *mendiants, vagabonds et négligés par leurs familles*. Les règlements de ces nouvelles institutions furent élaborés par les organes de la Société, c'est-à-dire par son administration conjointement avec le comité de la Société, et furent approuvés par le Gouvernement le 23 juin de la même année (1882). — Les asiles projetés « doivent contribuer à l'amendement moral des vagabonds, mendiants négligés et abandonnés », mais n'étant pas condamnés par les tribunaux, ce qui les diffère *principalement* de la Colonie de Studzienski, qui est destinée exclusivement, comme nous l'avons déjà dit auparavant, pour cette première catégorie (de mineurs condamnés).

Ces projets d'asiles industriels, à la suite de divers obstacles et circonstances, jusqu'à ce moment n'avaient pu être réalisés et à leur place la Société a conçu l'idée de procéder à la fondation d'une *colonie pour les jeunes filles*. — Le projet d'un règlement pour ladite colonie a reçu tout récemment l'approbation du Gouvernement (le 11 janvier 1890) et c'est de cette nouvelle institution que je me propose de donner un court compte rendu.

La Colonie pour les filles, ayant un caractère répressif, et qui doit être fondée (d'après les §§ 3 et 4 du statut de la Société), sera nommée (*pénitentiaire*) *correctionnelle* pour la distinguer des asiles industriels et aura un caractère principalement *moralisateur*

et éducatif, non seulement et purement *tutélaire*. Dans ladite colonie ne seront admises (d'après le § 9 du règlement) que les *filles condamnées par les tribunaux* d'après l'article 6 du statut des peines infligées par les juges de paix, ainsi que d'après l'art. 137 du code pénal (code des peines capitales et correctionnelles de 1866) obligatoire. Seulement, comme la statistique criminelle nous démontre que la proportion des filles de cette catégorie chez nous est peu nombreuse et que l'ukase de 1866 et les statuts organiques de la Société des colonies agricoles et asiles industriels permettent de fonder des institutions semblables, *séparément* des deux catégories de mineurs plus haut mentionnées, ou *conjointement*, à toutes les deux (uniquement avec la division nécessaire entre les deux sexes) ; comme enfin les ressources de la Société ne permettent pas d'organiser une colonie coûteuse et tout-à-fait séparée pour la catégorie des filles condamnées, par conséquent, il a été résolu de fonder une colonie *commune* pour diverses catégories de filles mineures. D'après le § 1^{er} du règlement de cette nouvelle institution, elle aura pour but l'amendement moral : a) des filles mineures qui seront condamnées par le tribunal à une peine, et en même temps b) le soin du sort des *vagabondes* et *mendiantes*. Les moyens pour atteindre ce but seront : a) une éducation religieuse et morale, une continuelle influence sur la volonté des pupilles pour la diriger vers le bien, le développement de leurs forces intellectuelles et physiques ; b) les occupations aux travaux utiles, comme par exemple le ménage, l'industrie manufacturière, les travaux aux champs, dans les jardins et dans les ateliers ; c) l'instruction élémentaire et l'enseignement des notions nécessaires pour la vie pratique ; d) une influence continuelle des employés de l'institut sur les élèves ; e) le patronage, durant même après la sortie des pupilles de la Colonie. Le *maximum* des élèves ne doit pas dépasser le chiffre de 50 (§§ 2 et 3). La colonie pour les filles, (de même que les institutions semblables pour les garçons), restera dans le ressort du Ministère de l'intérieur, sous le pouvoir et le contrôle du comité et de l'administration de la Société et sous le patronage d'une curatrice (nommée par le comité de la Société). La direction locale et immédiate de la Colonie appartiendra à la directrice qui recevra et exécutera les dispositions données par l'administration de la Société. Outre cela, à la direction et à l'administration locale de la Colonie appartiendront encore : a) l'institutrice qui donne l'enseignement scolaire ; b) les employés (femmes) qui enseignent les travaux

féminins, le ménage et divers métiers ; c) la ménagère ; d) le curé et le médecin qui doivent visiter la Colonie les jours fixés par des règlements spéciaux (§§ 4, 5, 6 et 7)(1). Dans la Colonie seront admises les filles de huit à quatorze ans ; elles devront y passer au moins *trois* années et au plus jusqu'à leur 18^e année révolue et elles appartiendront aux catégories suivantes : a) les mineures condamnées par les tribunaux de l'arrondissement de la Cour d'appel (de Varsovie) ; b) les mineures condamnées par le tribunal à la correction paternelle (domestique) de leurs parents ou familles, ainsi que les mineures vagabondes, qui d'après l'arrêt du tribunal devraient être internées dans les asiles locaux de bienfaisance (2) ; c) les enfants abandonnées ou négligées, mendiante, n'ayant ni père ni mère, (3). Le paragraphe suivant, (10) indique la manière d'admission des enfants des catégories énumérées sous les points a et b du paragraphe précédent. D'après le paragraphe 11, chaque membre de la Société des colonies agricoles et asiles industriels aura le droit d'indiquer aux pouvoirs locaux : la nécessité d'admettre à la colonie les enfants marquées lettre c du paragraphe 9 qui y seront placées dans les conditions plus haut mentionnées. Les mêmes formalités d'admission prescrites pour les autres institutions de ce genre (comme par exemple la copie d'arrêt du tribunal ou d'une décision du pouvoir administratif, l'attestation de l'âge, de l'état, du culte [*de la confession*], de la santé, etc.), ainsi que la manière du transport des filles à la Colonie sont les mêmes pour celles qui devront être admises à la Colonie projetée. Le système de la vie intérieure, des occupations et de l'entretien des pupilles dans l'institut, doit répondre tout-à-fait à la manière de vivre des familles paysannes ou industrielles (§ 14). Un règlement spécial va définir la qualité moyenne des vivres, du genre des occupations et enfin des branches de l'enseignement donné aux élèves. Parmi les peines disciplinaires prévues par le statut de la Colonie future, nous trouvons : a) l'admonition, b) la réprimande qui peut être administrée en présence des autres élèves, c) la défense de corres-

(1) Le § 8 parle de la nomination et de la démission des employés de la Colonie.

(2) C'est-à-dire condamnées d'après les articles 137 et 138 du Code pénal de 1866 et de l'art. 11 du statut des peines infligées par les juges de paix.

(3) On a projeté encore d'admettre les enfants indisciplinées rendues par leurs propres parents ou tuteurs et qualifiées par les pouvoirs administratifs comme par les préfets ou les maires des villes et des communes, ou enfin par la police ; mais cette proposition a été rejetée, vu que pour cette catégorie d'enfants existent d'autres institutions.

pondre et de recevoir des visites pendant le terme d'un mois tout au plus, *d*) la défense de communiquer avec les autres aux jeux et aux occupations pendant une semaine au plus, *e*) la perte du droit de récompense en argent pour le travail pour un terme qui ne peut pas dépasser un mois, *f*) une certaine diminution des portions de la nourriture, *g*) la perte des marques de récompense qu'on reçoit pour une bonne conduite. etc., *h*) le confinement aux arrêts (dans une cellule) qui ne peut dépasser 7 jours, et dans l'obscurité pour un seul jour. Les §§ 20 et 21 disent par qui les punitions disciplinaires doivent être administrées et quels en seront les résultats pour les élèves punies. Quant à la libération des pupilles de la Colonie, il y en a deux sortes : la *libération définitive* et la *libération conditionnelle*. La première a lieu à l'expiration du terme de la peine désignée par l'arrêt de tribunal. Les conditions de la seconde ne sont pas exactement indiquées dans le statut ; elles rentrent donc dans celles prévues par l'ukase de 1866, c'est-à-dire que la libération conditionnelle ne peut avoir lieu qu'après que la condamnée a subi les deux tiers de la peine. La Société patronne jusqu'à leur majorité les libérées de la Colonie. Dans les §§ 22 à 29 nous trouvons les prescriptions se rapportant aux conditions de la libération, du patronage et de la réintégration des libérées au cas où ces dernières se montreraient indignes de cette faveur. Ce sont les mêmes conditions que celles dont j'ai déjà parlé dans mes articles sur Studzienski et du projet pour les asiles industriels ; seulement, ce qui appartenait là au directeur ou aux patrons ici est laissé à la directrice et aux patronnes. — Enfin, les droits et les privilèges de la Colonie, les ressources et les fonds, le contrôle sur l'institut et le droit des visites sont réglés par les §§ 34 à 40 inclusivement. Quant aux visites, il faut remarquer que le gérant de l'administration de la Société, en visitant la Colonie, a le droit dans tous les rapports de donner immédiatement les dispositions à la directrice. Les membres délégués du comité de la Société pourront vérifier et contrôler les livres et faire leurs observations qu'ils communiqueront au comité. Le même privilège, mais sans celui de vérifier les livres, à chaque membre du comité. Outre cela peuvent encore visiter la Colonie : le Ministre de l'intérieur, le général-lieutenant, le chef de l'administration générale des prisons, le gouverneur de la province, personnellement, ou les personnes autorisées par lui, ainsi que les procureurs de la Cour d'appel et du Tribunal de première instance. — Toutes ces

autorités, en cas qu'elles trouvent des désordres, les communiqueront à l'administration de la Société, qui se chargera alors de les faire écarter. En cas de graves infractions aux lois ou aux statuts, la Colonie peut être même fermée à l'intervention du Ministre de l'intérieur et à l'ordre du 1^{er} département du Sénat. Le statut ne mentionne pas d'après quel système la colonie sera organisée. Mais, comme à Studzienski (dont le maximum des élèves doit être de 200), on a admis le système par famille, en prenant comme modèle votre célèbre colonie de Mettray. — Ainsi, pour la colonie projetée pour les filles, probablement acceptera-t-on le système *suisse*, c'est-à-dire on l'arrangera à l'instar de l'une des colonies de ce pays. L'année passée, conjointement avec M. le professeur de Miklaszewski, aujourd'hui gérant de l'administration de la Société et délégué par le comité de ladite Société, j'ai visité Beernoem et plusieurs autres colonies de la Belgique, pour les filles, ainsi que celles de la Hollande. J'espère que la nouvelle institution sera à la hauteur de sa mission et qu'elle saura trouver à l'étranger cette sympathie et cette renommée qu'a gagnée notre Studzienski. Quant à moi, je serais charmé si mes lecteurs voulaient me communiquer leurs précieuses observations sur les statuts dont, dans ce court compte rendu, je me suis permis de donner quelques renseignements. Et quand la colonie sera déjà fondée, je tâcherai d'en donner une description plus exacte et d'y ajouter encore mes observations personnelles qui, dans ce moment, seraient peut-être prématurées et incomplètes.

A. DE MOLDENHAWER.

LA RELÉGATION A L'ÎLE DES PINS

D'APRÈS

LE DOCTEUR NICOMÈDE (1)

Je viens de lire avec le plus vif intérêt le nouvel ouvrage de M. le Dr Nicomède et j'ai eu la tristesse de voir cet homme si compétent confirmer presque de tous points les appréhensions que j'ai si souvent exposées ici au sujet de l'incapacité constitutive des relégués au point de vue colonisateur. Le relégué (p. 34-43) a subi de nombreuses condamnations, mais aucun des délits commis par lui n'a été accompagné de violence : c'est là ce qui le distingue de son collègue, le forçat. C'est un parasite gênant, ce n'est pas un malfaiteur dangereux : il est plus coupable par sa passivité que par son activité. Aussi ses défauts, essentiellement négatifs, en font-ils le plus détestable des colonisateurs (2). Si parmi ses semblables, il y en a par hasard un dont on puisse « tirer quelque chose », presque toujours il se trouve que celui-ci a commis une agression ; par la nature du délit, comme par la gravité de la condamnation, il se rapprochait du malfaiteur actif, du forçat. Chez le relégué tête et bras sont mauvais. Il n'a ni le courage, ni la vigueur, ni l'habileté de l'ouvrier. Dix-sept et demi à peine pour cent du contingent relégué à l'île des Pins ont une profession, les autres sont des rôdeurs de barrières, oisifs et débauchés. Dans de semblables conditions, quoi d'étonnant que la relégation ait été impuissante à rien produire à l'île des Pins ? Installée sans programme, elle a laissé évacuer les divers ateliers (cordonnerie, chapellerie, confections) que la transportation avait établis. Quand elle a voulu les réorganiser, tout manquait, et au moment même (11 février 1888) où le sous-secrétaire d'État déclarait à la

(1) In-8°. Rochefort, chez Thèse, 1889.

(2) *Bulletin* 1889, p. 411.

Chambre que ces ateliers subvenaient à tous les besoins de l'habillement, de nombreux relégués ne pouvaient se rendre à leur travail, parce qu'ils étaient nu-pieds. Qu'il s'agisse de culture, (ferme et scierie hydraulique d'Uro), de défrichements ou de fabrication, l'absence de méthode chez l'Administration répond à l'absence de tout ressort chez le relégué. Son dossier porte presque invariablement qu'il a toujours refusé de travailler. Par sa force d'inertie, par sa résistance obstinée, il a lassé tout le monde, épuisé toutes les punitions. Il aime mieux passer sa vie en cellule que se plier au moindre travail. Le teint terreux, anémié, bouffi par le régime cellulaire (1), il végète dans une saleté et une torpeur repoussantes.

La conclusion du consciencieux écrivain n'est pas moins douloureuse. Voilà près de quatre ans que le premier convoi de récidivistes a débarqué à Kuto. Qu'a-t-on fait en dehors du décret du 12 février 1889 dont le *Bulletin* a parlé en mars 1889 (p. 410)? La relégation, telle qu'elle est dirigée, est un pénitencier excessivement coûteux installé aux antipodes. La transportation a produit peu et à grands frais : la relégation sera encore plus stérile et plus coûteuse.

A. R.

(1) Le D^r Nicomède accuse à tort le régime cellulaire d'un état que la prison en commun produit encore plus sûrement, comme nous l'avons souvent montré. (Conf. notamment la grande enquête officielle de 1884, *Bulletin*, 1885, p. 716).

REVUE DU PATRONAGE ET DES INSTITUTIONS PRÉVENTIVES

Sommaire. — FRANCE : Rapport de M. Rivière à la 12^e assemblée générale de la Société de protection des engagés volontaires. — ÉTRANGER : 1^o Compte rendu du 16^e Congrès de charité et de correction aux États-Unis par Miss Mac Ivaine. — 2^o Les conseils d'assistance publique d'après le Dr Byers de l'État d'Ohio.

FRANCE

I

Société de protection des engagés volontaires (1)

Douzième assemblée générale tenue au Grand-Hôtel (1890).

Présidence de M. le Conseiller Félix VOISIN

La parole est donnée à M. Albert RIVIÈRE pour la lecture du rapport annuel.

M. Albert RIVIÈRE, faisant fonctions de rapporteur, s'exprime ainsi :

Mesdames, Messieurs,

Il y a deux ans, lorsque nous inaugurions ensemble notre deuxième période décennale, je vous faisais prévoir le développement que, sous l'inspiration de l'éminent Directeur de l'Administration pénitentiaire, M. Herbette, notre Société allait être appelée à prendre; je vous signalais, en effet, la tendance nouvelle de la jurisprudence à faire de moins en moins de jeunes détenus et de plus en plus de moralement abandonnés; je vous montrais, comme conséquence directe et nécessaire de ce fait nouveau, le devoir pour nous de ne pas priver ces derniers d'un patronage dont ils auraient bénéficié, s'ils fussent devenus jeunes détenus.

(1) *Bulletin* 1889 p. 858.

D'autre part, la différence entre les moralement abandonnés et les enfants assistés est si peu sensible dans la pratique qu'il eût été bien difficile, sinon impossible, de refuser à ces derniers les avantages accordés aux premiers. Cet enchaînement s'imposait d'autant plus logiquement à une œuvre de redressement comme la nôtre, que ce devaient être le plus souvent des enfants vicieux ou indisciplinés qui nous seraient confiés.

Déjà l'année dernière l'excellent collègue que je supplée en ce moment constatait qu'un certain nombre de moralement abandonnés avaient reçu de notre Société la protection jusqu'ici réservée aux seuls jeunes détenus, et, sur la proposition de notre Président, vous autorisiez votre Conseil à modifier le titre de la Société.

Depuis cette époque, la loi du 24 juillet dernier est venue encourager encore la jurisprudence, en permettant aux différentes œuvres de patronage infantile de rendre un père aux enfants qui n'en avaient plus ou d'en donner un à ceux plus malheureux encore qui n'en avaient qu'un indigne. Aussi le nombre de nos recrues dans ces deux catégories nouvelles des abandonnés et des assistés s'accroît-il chaque jour davantage et votre Conseil a-t-il dû solliciter du Ministre de l'intérieur et du Conseil d'État l'autorisation de mettre notre titre en rapport avec la mission ainsi élargie de notre œuvre en l'appelant désormais la : *Société de protection des engagés volontaires élevés sous la tutelle administrative.*

L'importance de ces deux catégories nouvelles est même devenue telle que nous avons dû constituer pour chacune d'elles une section à part dans notre organisation. De même, aujourd'hui devrai-je vous parler séparément de chacune de ces divisions. Mais, avant de songer aux nouveaux venus, occupons-nous des anciens, c'est-à-dire de la section des jeunes détenus libérés.

Elle atteint à elle seule le chiffre de 702 patronnés, alors qu'il y a deux ans le nombre total de nos pupilles ne dépassait pas 673!

Mais ce qui est plus satisfaisant encore que le nombre, c'est la proportion des gradés qui est de 20 pour 100 et celle des bons ou excellents sujets qui est de 76 pour 100. N'oublions pas que c'est des rangs de cette première section que nous sont sortis déjà 2 sous-lieutenants aujourd'hui lieutenants et dès lors veillons avec confiance sur l'avenir des 3 adjudants, des 3 sergents-majors et aussi du sous-chef de musique placés en tête de cette phalange.

Si nous passons aux deux sections de récente formation, nous

trouvons des proportions sensiblement égales, un peu plus faibles cependant pour les enfants assistés. Observons toutefois, en ce qui concerne les grades, que ces deux sections entrent à peine sous l'influence de notre patronage et que leurs éléments n'ont pas encore eu, pour la plupart, le temps de déployer leurs aptitudes.

Si maintenant je considère dans son ensemble l'état général de nos patronnés, je suis amené aux constatations suivantes.

Leur nombre total est de 881, en augmentation de 79 sur celui de l'an passé, le chiffre des gradés est de 162 et celui des bons et excellents sujets est de 666, chiffres à peu près identiques à ceux de l'année précédente. Mais où je me félicite d'une altération dans nos proportions, c'est dans le nombre des livrets d'honneur qui, de 22 en 1888, a dû être porté à 31 en 1889, c'est dans le nombre des engagements dans les équipages de la flotte, corps d'élite qui, en 1889, nous a pris 100 enfants au lieu de 65 en 1888; c'est aussi dans le nombre des emplois et professions utiles (tels que tailleurs, cordonniers, maréchaux ferrants, armuriers, secrétaires, etc.), qui se sont notablement accrus au détriment des emplois de musiciens, tambours et clairons. Non pas, entendons-nous bien, que je considère ces honorables fonctions comme indignes de nos patronnés ou inutiles à l'armée elle-même; mais j'estime, avec tous mes collègues, que l'activité du soldat dans le rang ou l'exercice d'un métier utilisable à leur sortie du régiment, est infiniment plus avantageux pour l'avenir de nos pupilles que la vie un peu contemplative, pleine de loisirs et de privilèges de nos artistes militaires.

Le nombre de nos radiations pour mauvaise conduite persistante est de 66, en légère augmentation sur celui de 1888, qui, je dois le déclarer, avait été exceptionnellement favorable (1); mais en diminution sur celui de 1887 qui nous fournissait une proportion de 14 1/2 pour 100, alors qu'elle n'est plus aujourd'hui que de 11 1/3 pour 100. Quand on sait avec quelle inflexibilité votre Conseil prononce la radiation dans tous les cas où ses observations, ses réprimandes appuyées des visites et des conversations personnelles soit de ses membres, soit des correspondants, restent sans effet, on peut considérer que cette proportion n'a rien d'inquiétant, au contraire.....

..... Depuis notre dernière assemblée générale, votre Conseil ne s'est pas occupé seulement de la correspondance avec ses pa-

(1) *Bulletin* 1889, p. 861

tronnés et avec leurs chefs, des visites à tous ceux de nos pupilles que les distances n'ont pas empêché d'atteindre, des relations avec les directeurs des différentes colonies pénitenciaires et autres maisons d'éducation ; il a dû également entrer en relation avec tous les directeurs d'agences des enfants assistés de la Seine, pour assurer la marche régulière et facile de nos nouveaux services. Chez tous, nous avons trouvé à seconder notre action un zèle non moins empressé que celui que jadis nous avons rencontré chez les directeurs des colonies pénitenciaires. Votre Conseil a cru devoir faire plus, et, remontant aux sources mêmes de notre recrutement pupillaire, il a pensé devoir les explorer en vue de les rendre aussi fécondes que possible, c'est-à-dire d'étendre la bienfaisante influence de la tutelle administrative, appuyée de la discipline militaire, au plus grand nombre possible de jeunes délinquants. A cet effet, nous nous sommes rendus auprès d'un grand nombre de Tribunaux et nous avons exposé à leurs chefs les dangers ou les avantages qui, pour l'enfance vicieuse, résultent de condamnations, même courtes, à l'emprisonnement ou de renvois, jusqu'à dix-neuf ou vingt ans, dans les maisons d'éducation correctionnelle. Partout nous avons été compris, partout aussi, ou presque partout nous avons trouvé, sous forme de subventions pécuniaires, le témoignage positif de l'intérêt puissant excité par notre œuvre dans le monde judiciaire non moins que chez les corps administratifs (Conseils généraux, Municipalités, etc.)

Une telle faveur nous a décidés à préparer une circulaire sur cet objet si important et à l'adresser à toutes les compagnies judiciaires. Mais, après en avoir soumis les termes à M. le Ministre de l'Intérieur et à M. le Garde des sceaux, nous avons eu le bonheur de voir ce dernier donner à son esprit une approbation tellement entière qu'il a chargé ses propres services d'en faire l'envoi à tous les Tribunaux par l'intermédiaire des chefs des Cours (1).

L'année écoulée comptera certainement parmi nos plus favorisées, grâce à l'intervention du Jury international. Au Champ-de-Mars, au milieu de ce prodigieux et universel entassement de tous les progrès, de toutes les créations philanthropiques, protectrices, charitables, notre œuvre s'est distinguée entre toutes, au point de mériter la suprême récompense (2).

(1) Suprà p. 156.

(2) Bulletin 1889 p. 935.

Et quand on pense que de pareils résultats ont été obtenus en 1889, avec une simple dépense de 35 francs 78 c., par an et par patronné, n'a-t-on pas, sinon le droit d'afficher quelque fierté, du moins le devoir de préparer de nouveaux efforts, de montrer une nouvelle ardeur dans le bien ? Quand on se voit entraîné par la formidable poussée des faits sociaux, quand on se sent soutenu par les concours si vigilants que nous apportent les administrations publiques, mais plus particulièrement l'Administration pénitentiaire et l'Assistance publique, a-t-on le droit de résister à pareilles impulsions, de s'arrêter à mi-chemin, de se mutiler soi-même, en renonçant au couronnement de sa carrière ? Non.

Laissez-moi donc, en terminant, vous adresser à tous une prière. Que chacun de vous, dans le cercle de ses relations officielles ou mondaines, s'efforce de devenir sinon un apôtre, du moins un avocat. Qu'il parle de notre œuvre qu'il la fasse discrètement connaître et lui amène, en même temps que les sympathies qui ne lui feront jamais défaut les souscriptions qui pourraient un jour lui manquer. En vérité, jamais propagande a-t-elle été plus facile ? Votre œuvre prospère au-delà de vos espérances les plus ambitieuses ; elle reçoit de tous côtés les témoignages les plus précieux des immenses services qu'elle rend à l'enfance coupable ou malheureuse. Dans de telles conditions, avec de pareils arguments, est-ce donc trop vous demander que de vous prier de nous chercher des adhésions ? Quand vous aurez montré que chaque adhésion, c'est une proie arrachée au vice, un soldat rendu à la patrie, un travailleur conquis à la société, vous trouverez un écho, soyez-en sûrs.

Dans les temps troublés que nous traversons, on parle beaucoup de socialisme, de luttes de classes et de guerre sociale.

Parlons moins, mais agissons. C'est en soutenant, c'est en développant des œuvres comme la nôtre, que nous supprimerons les distances sociales et les haines qu'elles inspirent, que nous établirons entre les différentes classes la solidarité et la confiance nécessaires à toutes, que nous préparerons enfin, pour tout dire en un mot, la paix sociale.

ÉTRANGER

II

Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la question des Conseils nommés par l'État pour surveiller les institutions de charité qui dépendent de l'État, par M. HASTINGS HART DE SAINT-PAUL, ministre, secrétaire de la Commission.

EXTRAIT DU COMPTE RENDU
DES DISCUSSIONS DU 16^e CONGRÈS DE CHARITÉ ET DE CORRECTION

La commission, sans discuter la question primaire de l'utilité de ces conseils, signale les rapports et les documents les plus importants sur le sujet; ces rapports et ces documents se trouvent dans le compte rendu des discussions du Congrès national de charité et de correction.

Ensuite la commission cherche à répondre aux questions suivantes :

- 1° Qu'est-ce qu'un conseil d'État pour la charité? (State Board of Charities).
- 2° Quel est le but du Conseil?
- 3° Peut-il atteindre son but?
- 4° Comment pourrait-on faciliter la création du Conseil?
- 5° A quel moment faut-il l'organiser?
- 6° Quelle organisation est la meilleure?
- 7° Comment peut-on rendre efficaces les travaux du Conseil?

- 1° Qu'est-ce qu'un Conseil d'État pour la charité?

C'est un Conseil créé par la loi pour surveiller les institutions de charité qui se trouvent dans cet État. Sont comprises dans cette catégorie toutes les institutions (ou œuvres) de charité qui dépendent de l'État, des *Counties* et des villes; quelquefois les œuvres de charité privée. Tel Conseil n'a le plus souvent aucun pouvoir

exécutif. Il ne peut que recommander des mesures à prendre. Cependant, il y a certains États dans lesquels ces Conseils ont un pouvoir exécutif : le Kansas, le Wisconsin, le Massachusetts, l'Illinois et le Pennsylvanie.

2° Quel est le but du Conseil ?

Une réponse détaillée sera rendue plus loin. En peu de mots, son but est de stimuler la création d'institutions et de sociétés de charité, d'encourager le bon fonctionnement de ces institutions et de corriger les abus de toute espèce, — enfin il doit servir de volant pour assurer le mouvement uniforme de toute la machine de la charité.

3° Peut-il atteindre son but ?

La meilleure preuve que ces Conseils accomplissent leur tâche, c'est que aucun État n'a abandonné le système après l'avoir sérieusement mis en pratique. Quinze États ont créé ces Conseils, dont treize existent à l'heure qu'il est. Deux États seulement, ayant adopté le système d'une manière très faible, l'ont abandonné. Un État (l'Ohio) ayant aboli son Conseil de charité en 1873, l'a reconstitué en 1876.

Les États qui maintiennent ce système sont ceux qui marchent en avant dans la voie de la charité.

Afin de montrer l'action efficace de ces Conseils, on cite les résultats qui suivent :

Le Conseil du Massachusetts a adopté le système de répandre dans les familles les enfants assistés, et grâce à cette action, la mortalité d'enfants a beaucoup diminué dans l'État.

Le Conseil de New-York a entrepris, en 1874, une étude sur la condition physique et morale des maisons d'indigents (Alms-houses) afin de déterminer quelles sont les causes principales de la mendicité et du vice. Cette étude a eu pour résultat l'abandonnement du système d'élever les enfants assistés dans les mêmes maisons que les adultes. On les a placés individuellement dans des familles, des orphelinats, et d'autres institutions exclusivement réservées aux enfants.

Le Conseil d'Ohio a entrepris la même tâche que celui de New-York vis à vis des enfants. De plus, il a grandement stimulé l'amélioration du système pénitentiaire. Les réformes que le Conseil a provoqué dans l'Ohio ont placé cet État bien en avant dans tout ce qui concerne la question de la réforme des prisons.

Le Conseil de Pennsylvanie a fait introduire des améliorations dans le traitement des aliénés.

Le Conseil de l'Illinois a réussi à diminuer beaucoup les frais des institutions de charité, sans rien nuire au bon fonctionnement de ces institutions. De plus, il a mis en pratique un meilleur système de soigner les aliénés.

Le Conseil de Rhode-Island a fait changer complètement le système de l'École de réforme qui dépend de l'État. On y a abandonné le système pénitentiaire pour adopter celui dit de la famille.

Le Conseil de Wisconsin a adopté un système spécial (à présent très répandu) de soigner les aliénés.

Ces résultats ne sont que quelques indications, que l'on pourrait multiplier presque indéfiniment, des améliorations de toute espèce provoquées par ces Conseils d'État. On pourrait dire qu'il n'existe aucun État dont les institutions de charité — surtout celles pour les enfants assistés, les jeunes détenus et les aliénés — n'aient subi en quelque sorte l'influence de ces conseils.

4° Comment pourrait-on faciliter la création du Conseil ?

Premièrement, il faut s'assurer le concours de plusieurs individus zélés qui veulent bien se consacrer à la tâche. Ensuite, on attirera l'attention du public par le moyen d'articles dans les journaux, par des brochures, etc. Plus tard il y aura besoin d'une loi spéciale, qui, tout en marquant les limites du pouvoir du Conseil, le rendra absolument indépendant de toute question politique.

5° A quel moment faut-il l'organiser ?

Le plus tôt possible pendant que l'État est en train de fonder les établissements de charité. C'est pendant la période de formation de l'État qu'un tel conseil peut être le plus utile. Les Conseils d'administration des institutions provinciales, convaincus chacun de la suprême importance de son œuvre particulière, chercheront à y attirer la sympathie du public, au détriment des autres institutions. Un Conseil d'État veillera à ce que toutes les œuvres se développent selon les besoins de l'État.

6° Quelle organisation est la meilleure ?

Les opinions sont contradictoires sur ce point, c'est-à-dire, si le Conseil doit être consultatif ou exécutif. Cependant, tout le

monde est d'accord qu'il doit être complètement garanti contre l'intervention de toute question politique.

Il doit être composé d'hommes honorablement connus dans le pays, d'une compétence et d'une probité incontestables.

En outre, les membres du Conseil doivent être assez dévoués pour étudier sérieusement leur tâche et pour employer tous les moyens possibles pour l'accomplir.

Il n'y a rien de plus important que le choix du secrétaire de la commission. Il doit posséder du cœur, du talent, un bon jugement et de grandes connaissances dans les affaires. Pour assurer toutes ces qualités, il faut que le traitement du secrétaire soit généreux : les autres fonctions doivent être remplies gratuitement.

Pendant la période du début, le Conseil n'a pas besoin d'une grande subvention. On peut très bien commencer avec dol. 4.000. ou fr. 20.000; mais à mesure que la sphère s'étendra l'État fera bien d'accorder des sommes considérables.

Parmi les conseils déjà constitués la plupart sont consultatifs. Les conseils d'Ohio, de Michigan, de Minnesota, de New-Jersey et de Connecticut sont purement consultatifs.

Cependant, ils ont le droit d'exiger des travaux de statistique, et d'examiner les plaintes qui sont portées contre les institutions de charité. Le Conseil d'Illinois surveille les comptes rendus financiers des institutions qui relèvent de l'État, et y assure de la régularité. Le Conseil de Wisconsin reçoit les subventions accordées par l'État aux hospices d'aliénés, et par ce moyen, il tient la direction des hospices. Les Conseils de New-York, de Pennsylvanie et de Massachusetts ont certains droits à l'égard des indigents étrangers; et celui de Massachusetts a un droit absolu sur les indigents de l'État.

Les Conseils exécutifs sont ceux de Rhode-Island, de Kansas et de Wisconsin.

La majorité de la commission préfère que le conseil soit seulement consultatif — surtout au début.

7° Comment peut-on rendre efficaces les travaux du Conseil ?

Pour introduire des améliorations dans les systèmes de plusieurs sortes d'institutions, il faut que le Conseil considère le sujet de la charité dans toute son étendue. Puis, on fera bien d'étudier au fond les systèmes adoptés par d'autres États, d'autres villes, etc.

Quelquefois on apprend autant d'un mauvais système que d'un

excellent. Tout ce travail exige un courage, un dévouement extraordinaire. Et, ensuite, pour faire adopter les améliorations dont on aura constaté l'utilité, il faut un tact et un jugement non moins extraordinaires. Les Conseils s'occuperont des questions différentes selon le caractère et les besoins des États. Ici on cherchera à diminuer les frais de la construction et du fonctionnement des institutions; là on s'occupera de la condition des aliénés; autre part du sauvetage de l'enfance.

La cause est des plus intéressantes. C'est un grand bonheur d'avoir sa part dans la création des institutions de charité d'un État.

Signé: H.H. HACH

J.H. WINES, etc.

BROCHURE n° 2

Rapports des États.

Le Congrès national de charité et de correction n'a jamais pu décider tous les États et tous les territoires à se faire représenter à son assemblée générale. Cependant, cette fois (pour le Congrès de 1889) la commission a fait de grands efforts pour avoir des rapports détaillés sur les institutions de charité, surtout les prisons; les sociétés protectrices des immigrants, des enfants, etc., de tous les États et de tous les territoires.

La brochure n° 2 contient ces rapports qui ont été présentés par *quarante* parmi les cinquante États et territoires qui constituent les États-Unis d'Amérique.

Miss MAC ILVAINE.

III

Les conseils d'assistance publique d'après le D^r Byers, secrétaire du Conseil d'assistance publique de l'État d'Ohio.

Le docteur Byers, secrétaire du Conseil de charité de l'État d'Ohio donne une grande importance aux devoirs de l'État en ce qui concerne l'assistance publique: il lui attribue des droits d'inspection et de surveillance très étendus, s'exerçant jusque sur

les plans des établissements destinés aux pauvres, et à la correction pénale. Aussi exprime-t-il le désir que les citoyens formant le Conseil d'assistance publique soient choisis avec grand soin; les membres d'un tel conseil doivent, dit-il, être des hommes ayant l'expérience des affaires publiques de leur pays, des hommes d'une intégrité incontestable, intelligents, courageux et convaincus de leurs devoirs. Six membres sont suffisants. La politique doit être rigoureusement bannie de ce Conseil, ainsi que l'esprit de secte religieuse. Pour assurer l'impartialité, la loi pourrait ordonner que trois des six membres n'appartiendraient à aucun parti politique. Le Gouverneur de l'État doit être d'office membre et président du Conseil.

Aucun salaire, ni aucune indemnité de dépenses, ne doit être payé aux membres du Conseil; il y a toujours des citoyens dignes de ces devoirs tenant à honneur de contribuer aux services publics; mais qui ne les recherchent pas si un salaire s'attache à ces fonctions. Toutes les expériences démontrent que dans cet ordre de choses les services non rétribués produisent les meilleurs résultats.

Les fonctions administratives doivent être à peu près nulles; l'influence morale, l'autorité qui réprime les abus, corrige les erreurs, introduit les réformes fructueuses — voilà le but du Conseil.

La surveillance par l'État de toutes les institutions destinées au public, oblige forcément les directeurs de ces institutions à plus de soins et d'attention. La menace de cette inspection arrête la négligence ou la cruauté qui ont souvent caractérisé l'administration des prisons et des maisons de pauvres.

Enfin ce Conseil est un contrôle nécessaire pour l'administration des finances de l'assistance publique — administration à laquelle sont intéressés tous ceux qui paient l'impôt.

REVUE PÉNITENTIAIRE

Sommaire. — 1^o Rapport présenté par les commissions des prisons en Angleterre année 1888-1889. — 2^o Rapport des directeurs des « *convict prisons* » pour l'année 1888-1889. — 3^o Informations diverses. *Revue étrangères.*

I

Rapport présenté par les commissions des prisons en Angleterre, année 1888-1889.

Du rapport proprement dit, qui précède les tableaux statistiques d'usage, nous croyons intéressant d'extraire les passages suivants :

« Le chiffre des condamnés à l'emprisonnement subissant leur peine dans les prisons locales se rapproche sensiblement de celui de l'année précédente; — la légère augmentation accusée par les statistiques ne provenant guère que du maintien dans les « *local prisons* » de condamnés à la « *penal servitude* » ou de condamnés militaires.

« En ce qui concerne les condamnés militaires, on a commencé à mettre à exécution l'article 135 de la loi sur l'armée de 1881, aux termes duquel il devait être fait une distinction entre les condamnés militaires ayant commis une infraction de droit commun et ceux n'ayant enfreint que des règlements disciplinaires. Les premiers seuls doivent désormais être envoyés dans les prisons ordinaires.

« Des ordonnances spéciales ont arrêté la classification des délits de droit commun et des simples fautes disciplinaires. »

« Par interprétation de la loi de 1882 sur les secours aux prisonniers (*prison charities act 1882*) les ressources non utilisées d'œuvres de bienfaisance créées à cet effet ont été rendues applicables aux condamnés libérés.

« Après quelques détails sur l'aménagement intérieur des prisons (eau, gaz, etc.) et l'état sanitaire relevé dans les statistiques, le rapport des commissaires signale les deux résultats suivants obtenus grâce à leurs efforts :

a) dans la plupart des « court-houses » on a établi un quartier distinct pour les détenus en prévention qui attendent leur comparution devant les assises ;

b) lorsqu'il s'agit d'une « summary sentence » et que le condamné n'est pas immédiatement écroué à la prison, mais reste environ vingt-quatre heures au poste de police avant d'être écroué, la date d'exécution de la peine doit courir du prononcé même de la sentence et non de la date de l'écrou.

II

Rapport des directeurs des « convict prisons » pour l'année 1888-1889.

Le rapport constate tout d'abord que le nombre des condamnés à la « penal servitude » va toujours en décroissant ; puis, après quelques aperçus de statistique médicale, il aborde une question intéressante : celle des œuvres de bienfaisance tendant à l'amendement des condamnés et à l'assistance à leur fournir après leur libération.

C'est en faveur des femmes condamnées à la « penal servitude » que les premières œuvres ont été fondées et que les premiers essais viennent d'avoir lieu. Les condamnées qui se sont signalées par leur bonne conduite sont transférées, neuf mois avant la date normale de libération, dans des refuges spéciaux créés à cet effet, — ce qui est un commencement de solution à cette question si délicate de l'amendement des coupables et de leur maintien dans la voie du bien, à l'expiration de leur peine.

Incidemment, le rapport signale cette anomalie particulière à la législation anglaise, savoir : que la peine de l'emprisonnement ne peut être supérieure à deux ans et que le minimum de la « penal servitude » ne peut descendre au-dessous de cinq ans. Il conviendrait d'organiser une pénalité intermédiaire.

Enfin, pratiquement la peine de l'emprisonnement avec « hard labour » se confond avec la « penal servitude » depuis l'abandon, en fait, du système de la transportation. On devrait unifier le mode d'exécution de ces peines au point de vue de la durée du maintien des condamnés en cellule. Il y a aucune raison, dit le rapport, pour limiter à neuf mois l'emprisonnement cellulaire. Les nouveaux codes d'Allemagne et d'Autriche étendent à trois ans, et la Hollande étend maintenant jusqu'à cinq ans l'appli-

cation du régime cellulaire. La France serait disposée à entrer dans cette voie, n'était la question budgétaire que soulève la transformation à cet effet des prisons existantes. Enfin, la Belgique, ainsi que tout le monde le sait, applique de la manière la plus large le système de l'isolement du condamné.

Les directeurs examinent ensuite la question de l'affectation à des travaux d'utilité publique, des condamnés à la « penal servitude ». En raison de l'achèvement prochain des travaux en cours, ils émettent le vœu que l'on entreprenne d'autres grands travaux tels que le port de Douvres, sinon deux mille « convicts » se trouveront bientôt inutilisés.

PLUYETTE.

III

Informations diverses.

NUMÉROS DES 1^{er} AVRIL, 18 ET 25 MARS DE LA « THÉMIS » D'ATHÈNES. — Le n° du 18 mars contient une communication intéressante. Le Gouvernement grec s'est préoccupé de créer, à l'exemple de ce qui existe dans les autres nations européennes, des maisons de correction pour les mineurs acquittés comme ayant agi sans discernement, mais que les tribunaux ne croient pas devoir rendre aux parents.

C'est à partir de quatorze ans que les enfants sont présumés d'après la loi hellénique pouvoir agir avec discernement. Mais entre cet âge et la limite ordinaire de la majorité, il y a une situation intermédiaire à ménager. Si un enfant de dix-sept ou dix-huit ans, reconnu avoir agi avec discernement, est condamné et mis en contact avec des malfaiteurs plus âgés, la prison loin de l'amender le rendra à la société plus perversi qu'auparavant.

Grâce aux fonds recueillis par le « sylloge Parnassi » et par la Société des prisons et grâce aux allocations de l'État, des maisons de correction vont pouvoir être construites en Grèce. Le rédacteur de la *Thémis* estime qu'elles doivent avoir une double destination : constituer une école d'amendement moral pour les mineurs acquittés comme ayant agi sans discernement et servir dans un quartier séparé, à l'exécution des peines prononcées contre

les mineurs reconnus avoir agi avec discernement, afin qu'ils ne soient pas atteints de la flétrissure attachée à la peine subie dans les prisons ordinaires ou perversis par le contact de malfaiteurs plus âgés. L'auteur de l'article insiste sur la nécessité de bien arrêter d'avance le programme pour éviter des faux frais et suppléments de dépenses, ainsi que cela s'est produit lors de la construction de l'établissement Syngros.

Le même n° de la *Thémis* s'occupe de l'œuvre fondée à Paris en faveur des prévenus acquittés. L'inculpé relaxé est, pendant trois jours logé et nourri aux frais de la Société laquelle fait également des démarches en vue de faire réintégrer l'acquitté dans les ateliers où il était précédemment employé; en un mot, la Société met en œuvre tous les moyens pour réparer le dommage moral causé par l'emprisonnement préventif à un individu dont l'innocence a été ensuite constatée.

L'œuvre s'est développée d'année en année, mais les ressources provenant des cotisations et des subventions du conseil général et du conseil municipal sont devenues insuffisantes. La Société a décidé de faire appel aux philanthropes et d'ouvrir ses portes aux adhérents même non magistrats. Jusqu'en 1888, le nombre de ses protégés a atteint le chiffre de 30.000; elle comptait à cette date 1.000 membres payant chacun une cotisation de 10 fr.

— FASCICULES DE DÉCEMBRE 1889 ET JANVIER 1890 DE LA REVUE ÉCONOMIQUE D'ATHÈNES. — La livraison de décembre 1889, seule, contient un article pouvant intéresser la Société des prisons.

Sous la rubrique « anthropologie criminelle » (page 418) le rédacteur de la Revue rend compte du deuxième Congrès international tenu à Paris, l'été dernier sous la présidence de M. Thevenet, garde des sceaux. — L'école italienne ne voit dans le criminel qu'un malade, la société ayant évidemment le droit de l'empêcher de nuire, mais les prisons devant être considérées comme des hôpitaux spéciaux où le criminel serait en traitement. Une thèse moyenne a été soutenue par M. Joly qui a reconnu que si certains troubles physiques pouvaient anéantir ou atténuer la responsabilité, le criminel est en général, parfaitement conscient de ses méfaits qui appellent, comme sanction, l'application d'une pénalité.

Le Congrès a été amené à discuter alors la question suivante:

« Existe-t-il des caractères anatomiques propres au criminel et comment doit-on reconnaître et interpréter ces caractères? »

Après un échange d'observations entre l'anthropologiste italien Lombroso et MM. Manouvrier et Brouardel, le Congrès paraît avoir constaté avec M. Garofolo, qu'il existe des caractères anthropologiques, anatomiques, physiologiques ou psychiques qui distinguent ou stigmatisent les criminels, mais qu'il y avait lieu à cet égard de continuer des études comparatives avant de pouvoir formuler une conclusion bien nette.

Le Congrès s'est ensuite occupé de la situation des enfants abandonnés, livrés aux mauvais exemples, aux conseils pernicieux et voués ainsi presque fatalement au crime.

Enfin, le Congrès a émis les vœux suivants auxquels s'associe manifestement le rédacteur de la Revue : — Il serait à souhaiter que l'on appliquât le principe de la *libération conditionnelle*, pour apprécier les conditions qui rendent possible la libération des criminels qui se sont amendés, et que la prison devienne un champ d'études sérieuses pour le médecin, le magistrat, l'avocat. A ce point de vue ne conviendrait-il pas que les directeurs, médecins et aumôniers des prisons eussent une instruction criminalogique et que l'enseignement de la médecine légale fut donné dans les facultés de droit? — Il serait également à désirer que la direction et l'instruction des jeunes enfants soumis à un internement dans une maison de correction soient confiés à des femmes ayant justifié d'aptitudes spéciales pour cette mission.

Incidemment, le représentant des Pays-Bas a fait l'éloge du système cellulaire; — il est établi par les statistiques que l'isolement n'est point une cause de folie ni de suicide.

Le prochain Congrès international doit se réunir dans trois ans à Bruxelles.

SÉANCE

DE LA

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS

DU 18 JUIN 1890

Présidence de M. le conseiller PETIT, Président.

Sommaire. — Rectification demandée par M. Lacointa au procès-verbal de la dernière séance. — Suite de la discussion sur les dangers des courtes peines : — les condamnations conditionnelles et l'admonition. MM. Bogelot, Béranger, Vial, M. le Président, MM. Lallemand et Flandin.

La séance est ouverte à 4 h. 20.

M. LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous avoir la bonté, Monsieur le Secrétaire, de lire le procès-verbal de la dernière séance ?

M. JAMES NATTAN, *secrétaire*, donne lecture du procès-verbal.

M. LE PRÉSIDENT. — Au sujet de ce procès-verbal, je viens de recevoir, à l'instant, une note de M. Lacointa qui est empêché d'assister à la séance. Il demande qu'on ne lui attribue pas, dans le compte rendu imprimé de notre précédente réunion, à l'avant-dernière ligne de la page 617, les mots « pour lui », qui n'ont pas de sens, ou qui, en dénaturant sa pensée, rendraient absolument disgracieuse une parole courtoise. — Cette erreur n'aurait pas été commise, fait remarquer M. Lacointa, s'il n'avait été omis dans l'envoi des épreuves typographiques, qu'il

avait cependant spécialement réclamées ; le texte qui lui avait été communiqué à l'issue de la séance, ne renfermait pas les quatre dernières lignes, insérées par conséquent au compte rendu, sans qu'il lui ait été possible de les lire.

Mention de la rectification de M. Lacointa sera faite au procès-verbal.

M. LE PRÉSIDENT. — La question en discussion est, vous vous en souvenez, celle des dangers des courtes peines, surtout pour les mineurs et les adultes.

A la dernière séance, au moment où il s'agissait de nous séparer, un des membres de la réunion a exprimé l'espoir que M. le sénateur Béranger viendrait aujourd'hui répondre aux critiques qui ont été dirigées contre son projet. M. Béranger n'est pas là ; si quelqu'un désire dire quelques mots sur la question, je lui donnerai la parole.

M. BOGELOT. — Il vaudrait peut-être mieux que M. Béranger pût venir, et attendre par exemple la prochaine séance du mois de novembre.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est aujourd'hui la dernière séance de l'année, nous ne nous réunirons plus qu'au mois de décembre.

M. BOGELOT. — Il est probable qu'à ce moment les Chambres auront statué sur le projet, et alors nous serons sur un terrain plus ferme.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez dû remarquer que le projet de M. Béranger a été voté avec certains amendements par le Sénat ; on y a ajouté quelques dispositions dans le sens des observations que nous avons présentées : on a assimilé, notamment, au point de vue des condamnations conditionnelles, les condamnés à l'amende aux condamnés à l'emprisonnement.

Quelqu'un a-t-il des observations à présenter sur d'autres points de ce projet ?

M. BOGELOT. — J'ai entendu dire — mais seulement à l'état de conversation — qu'à la Chambre, on discuterait fortement le projet Béranger, sur la seconde partie, c'est-à-dire sur l'aggravation de la peine.

Il me semble qu'il vaut mieux réserver cette discussion pour le mois de décembre; le projet ne sera pas voté à ce moment-là.

M. LE PRÉSIDENT. — Il ne sera certainement pas voté à ce moment.

Il y a deux parties dans le projet de M. Bérenger; nous ne nous sommes occupés que de la première, de celle qui est relative à l'atténuation de la peine.

M. Bérenger a présenté son projet sous forme d'antithèse. Il propose d'abord d'atténuer la situation de certains condamnés, et c'est sur ce terrain que nous nous sommes placés jusqu'ici, parce que nous y restons dans les termes mêmes de la question actuelle qui porte sur les dangers des courtes peines, surtout pour les mineurs de seize ans. — Il propose ensuite, et à l'inverse, d'aggraver la peine pour certains autres condamnés; mais il entre alors dans un tout autre ordre d'idées, et, s'il fallait l'y suivre, je crois que des critiques pourraient aussi être formulées; mais pour le moment, nous sommes obligés de nous en tenir à la première partie de son projet.

M. BOGELOT. — Il me semblait que M. Bérenger faisait, des deux parties de son projet, un tout complet, et qu'il présentait la seconde partie, c'est-à-dire l'aggravation de la récidive, comme une conséquence forcée de l'atténuation.

Il me semblait — si j'ai bien compris — qu'il ne proposait la suspension de la peine qu'à la condition que, comme contre-partie, on voterait l'aggravation en cas de récidive; que ce ne serait que le repoussoir de la première partie, que c'en serait la conséquence, le corollaire direct.

M. LE PRÉSIDENT. — Tout se suit dans le système de M. Bérenger.

La question est de savoir si nous devons aborder le second ordre d'idées. Si la réunion est de cet avis, je donnerai la parole aux personnes qui voudront l'examiner.

M. BOGELOT. — Je crois que les deux questions se touchent et que, comme le prétend M. Bérenger, c'est probablement à raison de son projet que la question est venue en discussion devant la Société. Tout cela se tient absolument; vous savez quelle est l'idée mère du projet de M. Bérenger.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vais donner la parole aux personnes qui voudraient reprendre la discussion qui a été poursuivie à la dernière séance.

(S'adressant à M. Bérenger qui entre) M. Bogelot nous disait, M. Bérenger, qu'en votre absence, on pourrait aborder la discussion de la seconde partie de votre proposition, relative à la récidive, parce qu'elle formait un tout complet avec la première, que nous avons jusqu'à présent exclusivement discutée.

Si vous croyez devoir présenter des observations soit sur la première, soit sur la seconde partie de votre proposition, nous serons tous très heureux de vous écouter.

M. BÉRENGER. — Je regrette beaucoup de n'avoir pu assister à la dernière séance. J'en ai été empêché par des devoirs auxquels il ne m'est pas toujours facile de me soustraire et qui m'éloignent beaucoup plus que je ne le voudrais de vos réunions habituelles.

Je remercie la Société d'avoir bien voulu me réserver le droit de réponse, je pourrais presque dire de m'avoir invité à répondre, car mon intention était de ne plus prendre la parole, vous ayant exposé quels étaient les motifs du projet de loi. J'avais en outre une raison de convenance que vous comprendrez : ce projet de loi ne m'appartient plus, il a été voté par la commission du Sénat, il a été voté par le Sénat lui-même, au moins sur la partie qui est encore ici en discussion.

Dans ces conditions, j'avais jugé convenable de m'abstenir de prendre part à la discussion ; mais, puisque vous voulez bien m'inviter à répondre aux objections faites à la dernière séance, je me fais un devoir de me rendre à votre appel.

Il m'est impossible, Messieurs, bien que certaines de ces objections aient pris une forme absolue, de les considérer comme des objections de principe.

En effet, ce projet est inspiré par des opinions qui ont ici, je crois, réuni l'unanimité des suffrages dans des discussions nombreuses ; de plus, je n'y trouve qu'une différence de forme avec une proposition que les deux principaux adversaires du projet, MM. Petit et Lacointa, considèrent comme excellente : l'admonition.

Il n'y a donc pas entre nous de dissentiment de principe. Ce qui nous a inspirés les uns et les autres, c'est cette pensée, qui a peut-être pris naissance ici, ou qui, du moins, y a pris une forme plus ferme peut-être que partout ailleurs : qu'il y avait une diffé-

rence absolue à faire dans le châtement entre la première faute et la faute en récidive; que l'individu condamné pour un fait accidentel au milieu d'une vie irréprochable, pour un fait qui ne serait sans doute dans son existence qu'une exception regrettée, devait être traité avec indulgence; qu'au contraire la récidive (et vous entendiez surtout parler de celle dont la peine précédente n'a pas dépassé un an, car l'autre est suffisamment punie) ne recevait pas des dispositions du Code une répression suffisante.

Vous venez d'accentuer encore cette opinion bien ancienne chez vous, mais très logique, très justifiée par les faits, par la délibération si intéressante qui a eu lieu depuis quelques séances sur l'abus des courtes peines.

C'est donc une pensée commune à chacun de nous qu'il faut traiter avec une indulgence raisonnée, qui n'exclut pas cependant la pensée du châtement nécessaire, l'individu qui est à sa première faute; qu'il faut au contraire, vis-à-vis de celui qui récidive, obtenir de la magistrature une répression plus ferme, plus rigoureuse, et, si je ne me trompe, une sévérité progressive à mesure que s'accumulent les délits.

Voilà les deux principes que j'ai entendu sans cesse professer ici, voilà ceux qui ont cours maintenant partout et voilà aussi ceux que j'ai entendu appliquer.

Inutile de dire que cette double opinion, était inspirée par un profond sentiment social. Sans doute l'humanité, en ce qui touche le premier principe, y avait sa part. Mais même sous ce rapport le sentiment de mieux protéger la société était pour vous comme chez moi la considération dominante. On la protège en effet aussi bien par une sage indulgence, qui provoque le repentir et prévient la récidive, que par la rigueur contre les fautes plus graves.

Laissons de côté ce qui dans le projet touche à l'aggravation, puisque, jusqu'à présent, il n'a été question ici que de l'atténuation de la peine, c'est-à-dire du sursis à la peine d'emprisonnement accordé à l'individu condamné pour la première fois.

Qu'est-ce que j'ai entendu faire et qu'est-ce qui a fini par être adopté par le Sénat, avec quelques modifications ?

C'est de donner un pouvoir plus étendu aux tribunaux dans la modération de la peine. Actuellement le tribunal peut prononcer la peine de l'emprisonnement, il peut prononcer l'amende ; là se réduit son pouvoir.

Eh bien, entre cette peine d'emprisonnement nécessairement

exécutée et cette peine d'amende, je place une troisième peine : l'emprisonnement suspendu ou la peine conditionnelle.

Et ici il faut bien s'entendre. Une observation de l'honorable M. Cresson, notre éminent collègue, au jugement de qui nous avons tant de confiance, me fait un devoir de préciser avec soin, car il est pour moi évident qu'il s'est absolument trompé sur le caractère de cette nouvelle peine en deux points essentiels.

Il a paru croire que toute première faute aurait droit à l'emprisonnement suspendu, et il a bien eu raison de craindre que la répression ainsi comprise fût singulièrement affaiblie.

Il a cru en second lieu que l'individu qui ne répondrait pas à la confiance des magistrats ne verrait son sursis révoqué que s'il était poursuivi dans les cinq années, *pour le même délit*.

Ce sont là deux erreurs.

Il suffit de lire le texte de la loi pour reconnaître que sur le premier point le juge a seulement la faculté de surseoir à l'emprisonnement ; dans ces termes, il faudrait, vous en conviendrez, avoir bien peu de confiance dans la magistrature pour n'avoir pas d'avance la certitude qu'elle usera de ce pouvoir d'une façon sage, équitable et sobre.

Les magistrats ont un tel sentiment des nécessités sociales, se trouvant par habitude, par fonctions, en présence de délits qui se renouvellent sans cesse, qu'il n'est pas à croire qu'ils seront enclins à faire des applications déplacées de leur nouveau pouvoir. Je suis convaincu — c'est l'esprit de la loi, et ils en sortiraient s'ils faisaient autrement — qu'ils fouilleront avec une minutieuse attention la vie d'un individu avant de lui accorder cette suspension de la peine qui ne doit être accordée qu'à celui dont les sentiments offriront toutes les garanties propres à rassurer la société.

Le second point est également démontré par le texte même du projet que notre honorable collègue n'avait sans doute pas sous les yeux.

Un individu, vous a-t-il dit, est condamné pour banqueroute simple, il pourra donc commettre toute espèce de délits, sauf la banqueroute simple, dans l'espace de cinq ans, et le sursis sera maintenu.

C'est une erreur complète. Il suffit qu'il y ait une seconde condamnation à la prison pour un fait quelconque dans le délai de cinq ans, pour que la révocation ait lieu.

Ces deux malentendus éclaircis, quel est donc le dissentiment

réel qui se produit ? Uniquement celui-ci : reconnaissant l'utilité d'une peine moins grave, moins exposée à manquer le but de la répression que l'emprisonnement, quelques-uns d'entre vous préféreraient l'admonition à l'emprisonnement suspendu sous condition.

Voilà tout le différend. Vous le voyez, j'avais raison de dire que nous n'étions point en dissentiment sur les principes. Et alors, si toute la discussion doit porter sur la comparaison des deux peines, je suis autorisé à me demander ce qu'il y a de fondé dans les deux critiques principales qui se sont produites, à savoir :

Que la peine cesserait de produire l'exemple salubre qu'on est en droit de lui demander ;

Et qu'on donnerait au juge une mission peu compatible avec le caractère essentiel de sa fonction.

Ne sont-ce pas en effet deux objections, comme je le disais tout à l'heure qui peuvent être faites avec beaucoup plus de force à l'admonition.

Mais je veux examiner les deux critiques en elles-mêmes.

L'exemple. Je suis convaincu que dans le système du sursis il ne cessera pas d'être très sérieux. N'est-ce donc rien, je l'ai dit déjà, que d'être placé pendant cinq ans sous une menace d'emprisonnement, que le moindre écart de conduite, que dis-je, qu'une dénonciation, qu'un simple rapport de police peut rendre à tout moment effective ?

Cette condition a paru à la commission du Sénat tellement dure qu'elle a cru nécessaire et juste de donner au condamné le droit de s'en affranchir et le rapport fait en son nom a expressément indiqué qu'il serait toujours libre d'en faire cesser les effets en demandant à subir sa peine, jugeant que dans certaines conditions il serait préférable pour lui de faire quelques jours de prison, plutôt que de rester durant cinq ans dans cet état de suspicion. La peine ne cessera donc pas d'être exemplaire.

On peut d'ailleurs se demander si l'exemple ne peut se rencontrer que dans la sévérité.

Je pense pour ma part tout le contraire.

L'efficacité de l'exemple est surtout dans la justice des décisions. Un jugement qui tout en frappant la faute, tient compte d'une vie entière de bonne conduite et de probité, et récompense tout en châtiant, est plus propre à exercer une salutaire influence sur la conscience publique qu'une sévérité inopportune.

L'exagération du pouvoir donné au juge, l'empiètement sur

le droit de grâce ! Où peut-on voir cela dans le fait de substitution d'une peine conditionnelle à une peine définitive ?

C'est, dit-on, donner au magistrat le droit de faire grâce en réalité de la peine. C'est une confusion. Si la peine vient à s'évanouir ce n'est pas par l'effet du jugement, c'est par l'effet de la conduite du condamné et de l'accomplissement de la condition à laquelle la loi attache sa réhabilitation.

Le juge reste donc dans ses attributions : il a prononcé la peine, le reste est indépendant de lui. Je ne crois donc pas qu'il fasse ainsi rien de contraire à son pouvoir ordinaire.

Allons plus loin.

Comment, voilà un juge qui peut dispenser l'inculpé de l'emprisonnement, et il ne pourrait pas prononcer ce même emprisonnement d'une façon conditionnelle. Où serait la logique ? Le droit de punir conditionnellement ne dérive-t-il pas en théorie naturellement de celui de punir définitivement ?

Je ne crois donc pas, qu'il y ait un fondement sérieux dans d'aussi graves critiques.

J'ajoute que je ne suis pas seul à le penser. On s'est beaucoup occupé de cette loi ; elle a donné lieu dans la presse, dans les revues spéciales à de nombreux articles en France et au dehors, quelques-uns émanant de jurisconsultes autorisés. Il y a des agences qui prennent le soin de vous envoyer tous ces documents parfois utiles.

J'ai dû tout lire. Eh bien, il n'est pas un de ces articles, qui ait critiqué le principe de l'atténuation. Il en est de même des projets analogues présentés à l'étranger.

Je n'ai pas la prétention d'être un inventeur ; ma proposition s'est formée de données recueillies en grande partie ici même et au dehors, quelques-unes à l'étranger ; mais elle a eu la bonne fortune de se rencontrer avec un courant d'opinion qui, en peu de temps, l'a portée assez loin. La Belgique la première se l'est appropriée en diminuant toutefois le terrain sur lequel le magistrat peut se mouvoir.

Après la Belgique, voilà le projet de Code autrichien qui propose la même chose.

En Allemagne, il y a eu un congrès des jurisconsultes allemands ; ils se sont prononcés pour la condamnation conditionnelle, et le ministère vient de prendre l'initiative de consulter les présidents des Cours supérieures et les magistrats supérieurs des parquets, pour leur demander leur avis.

La Russie elle-même, Messieurs. N'y a-t-il pas aujourd'hui un congrès à Saint-Petersbourg, et l'une des questions de ce congrès n'est-elle pas précisément celle des condamnations conditionnelles dont le principe n'a effrayé nulle part ?

L'approbation paraît donc générale.

Je regrette vraiment que ce soit au milieu de la Société générale des prisons où l'idée a pris naissance, que des scrupules se manifestent aujourd'hui ; mais, je le répète encore, je ne puis pas considérer ces scrupules comme des objections de principe, j'ai l'espoir que ces dernières explications les dissiperont et c'est ce qui me fait regretter qu'ils aient été représentés dans un rapport adressé au nom de notre Société au congrès de Saint-Petersbourg et dont les conclusions n'ont pu être discutées ici comme l'expression de notre opinion commune.

Mais il faut que je donne les raisons pour lesquelles la forme adoptée par le projet a paru préférable à celle de l'admonition.

L'admonition, est en réalité le droit pour le juge de pardonner, car personne ne considérera que l'avertissement par simples paroles après la constatation du délit sans aucune peine prononcée ne soit une véritable grâce.

On peut discuter sur les mots ; il se trouve des jurisconsultes qui ne trouvent pas encore l'admonition suffisante et qui réclament le pardon absolu. Ce sont des nuances insaisissables : en réalité, admonition et pardon sont une même chose.

Eh bien, je me demande, sans pouvoir me répondre d'une façon satisfaisante, ce que mes adversaires dans la circonstance pourraient répondre aux arguments qu'ils m'opposent.

L'exemple. Comment pourrait-il être exemplaire de renvoyer un homme sans lui infliger aucune peine ? Que dira le public si attentif aux arrêts de la justice ? Et la partie lésée, la victime du délit, elle pourra sans doute prendre son parti de ce qu'après avoir condamné un individu le juge lui permettra de gagner le rachat de sa peine par un long temps de bonne conduite, car elle aura du moins la satisfaction qu'une peine aura été prononcée et qu'elle deviendra effective si le condamné ne remplit pas la condition imposée, mais ne sera-elle pas autorisée à dire que toute justice lui est refusée et à pousser les hauts cris en voyant qu'on renvoie l'individu du prétoire, averti, réprimandé, si vous voulez, mais en réalité entièrement absous ?

Il est vrai que le juge pourra prononcer des dommages-intérêts. Je crois qu'en général il s'en abstiendra, car ce serait une incon-

séquence de condamner civilement celui qu'on affranchit de toute condamnation pénale. Mais quel sera leur effet si, comme il arrivera le plus souvent, ils ne peuvent être payés ?

Combien la seconde objection n'a-t-elle pas également de force ?

La magistrature est-elle faite pour accorder des grâces ? Peut-elle même le faire sans un grave échec pour la poursuite. Le parquet a jugé nécessaire de traduire le fait, le juge absout. Cette contradiction dans les appréciations ne serait-elle pas faite pour affaiblir l'autorité si indispensable des agents de l'action publique ?

Voilà pourquoi, Messieurs, tout en partageant au fond les idées d'où est née l'admonition, j'ai cru que ce serait vraiment aller trop loin que d'aller jusque-là.

Je comprends ce que parfois la situation de l'individu peut avoir de particulièrement digne d'intérêt, mais la loi ne doit pas se préoccuper seulement du sort de l'individu. Elle doit avant tout pourvoir à l'intérêt social. J'ai craint qu'il ne fût sacrifié et j'ai préféré le pardon que le condamné doit gagner au pardon accordé gratuitement et sans condition.

Je sais bien ce que peuvent répondre mes honorables contradicteurs ; ils diront que dans leur pensée la mesure devra être très limitée, et ne s'appliquera qu'à un petit nombre de faits, ceux de minime importance.

Je réponds que je ne crois pas qu'elle fût, même dans ces bornes, aussi limitée que le pense M. le Président ; il n'a pas fixé jusqu'à quel terme il entendait qu'elle pût être prononcée, mais j'ai cru comprendre qu'il s'agissait des condamnations inférieures à six ou huit jours de prison, et aussi des condamnations à l'amende, bien entendu.

Mais ne nous a-t-il pas dit que les peines à moins de six jours d'emprisonnement dépassaient 12.000 par an ?

M. LE PRÉSIDENT. — C'est la statistique qui le constate.

M. BÉRENGER. — Je ne la connais pas à cet égard.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a un tableau qui indique les condamnations à moins de six jours et celles à plus de six jours de prison.

M. BÉRENGER. — Je ne conteste nullement ce chiffre.

Voilà donc 12.000 individus condamnés à moins de six jours. Et les condamnés à l'amende ? Il y en a 84.000 par an. Voilà donc

96.000 inculpés auxquels la loi pourrait être appliquée annuellement.

M. LE PRÉSIDENT. — Ils ne sont pas tous condamnés pour la première fois...

M. BÉRENGER. — M. le Président me dit que ce ne sont pas tous des individus condamnés pour la première fois.

M. LE PRÉSIDENT. — L'admonition n'est applicable qu'en cas de premier délit et lorsque existent les circonstances les plus atténuantes.

M. BÉRENGER. — Cela réduira un peu le chiffre...

M. LE PRÉSIDENT. — Beaucoup.

M. BÉRENGER. — Non, car il n'est pas ordinaire qu'on condamne les récidivistes à une simple amende ou même à moins de six jours de prison; la réduction est donc plus apparente que réelle. Eh bien, qu'arrivera-t-il ? C'est que, du moment que vous aurez invité le magistrat à accorder le pardon en ces matières, il l'accordera toujours; en fait l'amende et le court emprisonnement seront remplacés par le pardon; je trouve cela fort grave.

Je crains autre chose. Vous ne permettez pas au juge d'user de ce nouveau pouvoir au-dessus de six jours; qu'arrivera-t-il ? C'est que, placé en présence d'un individu intéressant, alors même que le fait sera grave, le juge condamnera à six jours pour pouvoir pardonner.

Je pose en outre une question : Le projet dans ces termes est-il même applicable ? Qu'est-ce, en effet, qui fixera ces six jours, puisque la peine ne doit pas être prononcée ? Comment et par quel procédé la limite pourra-t-elle être déterminée ? Je le cherche vainement.

Il faudrait d'abord que le juge condamne et se fixe ainsi sa limite à lui-même; mais il ne doit pas condamner. N'y a-t-il pas là une impossibilité d'exécution ?

Comment dire au juge : Vous pardonneriez dans telle limite, lorsque la limite ne peut pas en réalité être fixée ?

Je prends la liberté de provoquer à cet égard, les explications de l'honorable M. Petit.

J'ajouterai et s'aurait été pour moi une raison suffisante de rejeter l'admonition, que la question a été discutée dans le sein du

Conseil de Direction de notre Société, et que son vote n'avait pas été favorable. Un dernier point est que le résultat de l'admonition ou du pardon est la grâce irrévocable, et que dès le lendemain du jour où elle est faite, l'absous peut impunément commettre de nouveaux faits et se jouer de l'indulgence du juge.

Je me résume par un mot que j'ai déjà dit : d'un côté, pardon gagné par une longue bonne conduite; de l'autre, pardon accordé sans condition et à l'aveugle. Voilà la différence réelle des deux systèmes.

J'arrive maintenant aux critiques secondaires. La plus considérable est celle relative à l'étendue donnée par le projet au nouveau pouvoir qu'il accorde à la magistrature. La loi belge, la seule qui soit encore faite, la limite aux condamnations à six mois d'emprisonnement, le projet l'étend à toutes les peines prononcées correctionnellement même par les Cours d'assises.

Oui, Messieurs, nous faisons cela, et nous ne nous dissimulons pas qu'il peut y avoir là, à côté d'un avantage très sérieux que je vais dire, un certain danger. Mais nous sommes convaincus que la prudence et la circonspection du juge sauront à la fois nous assurer l'avantage et nous préserver du danger. La magistrature a un sentiment trop vif de sa responsabilité, pour que nous ne soyons pas certain qu'elle ne s'exposera pas à dispenser de l'exécution de sa peine un homme dont le fait aura causé du scandale. Elle sera retenue par tant de sentiments divers, tous respectables, que ce danger sera certainement écarté. Mais pourquoi alors lui donner un pouvoir dont on désire qu'elle n'use pas ?

Parce qu'il peut y avoir des faits, même graves, qui soient tellement accidentels, qui soient dans la vie d'un homme une surprise si évidente que, tout en constituant un fait grave, ils ne peuvent point être une menace pour la société et que nous ne voulons pas que dans un de ces cas exceptionnels, le juge ne puisse pas, sous la surveillance du Parquet, bien entendu, et sous la menace d'un appel si sa décision heurtait le sentiment public, user de ce pouvoir.

Et puis il y a deux autres considérations qui sont bien puissantes.

La loi belge fixe la limite de six mois. Eh bien, je suis absolument convaincu que lorsque les juges rencontrent un fait qui mériterait un an de prison, s'ils trouvent l'individu intéressant ils abaissent la peine à six mois afin de le faire profiter de la loi. C'est d'ailleurs toujours ce qui arrive quand, à une limite, se

trouve attachée une conséquence que désire ou que craint le juge.

Vous avez entendu dire que le gros échec que subit la loi de la relégation était surtout causé par le mauvais vouloir des magistrats à l'égard de cette peine. Je suis loin de leur en faire un reproche, étant moi-même un ennemi déclaré de la relégation. On affirme qu'en présence de cette peine éternelle, conséquence fatale d'une peine temporaire, ils hésitent et qu'ils abaissent la peine au-dessous de trois mois pour ne pas encourir la conséquence de la relégation.

Voilà comment il se ferait qu'alors qu'on prévoyait, au moment du vote de la loi, un contingent de 3.000 relégués pour la première année, suivi de 3.000 autres pour la seconde, leur nombre total en cinq ans n'a pas dépassé 3.000.

Vous voyez ce que peuvent être les effets d'une limite.

Quand je vois que ses conséquences peuvent être de livrer ainsi à la disposition du juge la répression, je vous avoue que je suis effrayé et je me dis : Puisqu'il faut avoir confiance dans son discernement — et le juge mérite toute confiance — il vaut mieux s'en rapporter à lui dans le sens d'une latitude complète que dans celui d'une restriction à laquelle peut échapper sa volonté.

Voilà notre premier motif ; il y en a un autre qui, celui-là, se concilie à la fois, avec l'humanité et avec le besoin de répression qu'exige l'état de la criminalité actuelle.

Il est très certain qu'à l'heure actuelle, il y a toute une série de crimes très révoltants, très graves, pour lesquels il n'y a aucune espèce de répression.

Qu'une fille abandonnée prenne un flacon de vitriol et le jette à la figure de celui qui l'a abandonnée — quelquefois à la figure de celui qu'elle prend pour lui ; — dans un mouvement de colère, qu'un homme sorte un revolver de sa poche et en tire, non pas un coup, mais cinq ou six coups sur sa victime, il est rare que, si la cause qui a déterminé le crime est de nature à inspirer l'intérêt, il y ait condamnation. Si, une fois l'émotion du premier moment calmée, le jury se trouve en présence d'un brave homme ou d'une femme intéressante, s'il y a eu simplement un mouvement de passion, — on appelle ces faits, aujourd'hui fort nombreux, des crimes passionnels, — il y a un acquittement à peu près certain.

Nous avons l'espoir que si le jury sait d'avance que le Président qui va prononcer la peine peut en même temps suspendre l'effet de cette peine, il saura montrer plus de fermeté.

Il y a, en cette matière plus qu'en toute autre, deux intérêts très légitimes à concilier : il y a l'intérêt de la sévérité qui, s'inspirant de l'état de nos mœurs et du danger social qui en résulte, veut une répression ; il y a en même temps celui non moins légitime de l'humanité qui recule devant une répression trop grave. Le jury qui ne tient compte aujourd'hui que du second sera, avec le système actuel, plus disposé à l'avenir à prononcer une condamnation.

Tels sont les deux motifs pour lesquels nous avons étendu la loi aux longues peines.

Bien des critiques ont été faites dans la discussion du projet de loi ; il n'en a pas été fait une seule sur ce point. Je n'en ai pas trouvé davantage dans les nombreux articles qu'il a provoqués, tant il a paru certain que le discernement, la conscience, l'esprit de justice et le sentiment, généralement, un peu répressif des juges correctionnels seraient une garantie absolue contre les écarts.

Voilà pour l'objection formulée sur ce point. Il y a enfin une autre critique à laquelle j'ai vu, avec regret, mon seul défenseur à la dernière séance se rallier par une interruption.

Pour ne pas risquer d'altérer ce qui a été dit à ce sujet, je vous demande la permission de lire le compte rendu :

« M. le Président observe que, dans ce système, un individu condamné à trois ans de prison aura prescrit sa peine deux ans seulement après l'expiration de la peine qu'il aurait eu à subir. »

Je crois pouvoir dire, Messieurs, que la conséquence de la loi, bien expliquée, ne mérite ni le reproche de M. le Président, ni l'adhésion que lui a donnée M. James Nattan.

Oui, c'est vrai, il ne faudra pour racheter sa peine que cinq ans de bonne conduite à l'individu qui aura à subir cinq ans de prison, si le fait peut jamais se produire, comme à l'individu qui aura à subir six jours de prison.

Pourquoi cette uniformité ? Mais parce qu'ils s'agit d'une épreuve à subir et que les conditions de cette épreuve sont les mêmes dans tous les cas. Le but n'est pas de chercher l'équivalent de la peine prononcée, ce qui exigerait naturellement une grande diversité dans la durée des délais, mais déterminer la durée de temps nécessaire pour que la démonstration de l'honnêteté du sujet soit acquise.

En outre, c'est une véritable prescription par la bonne conduite, bien supérieure, je le dis en passant, à la prescription par le

temps, car elle ne peut être obtenue que par l'effort sursoi-même, par la persistance des bonnes actions, par le retour réel au bien.

Or, dans la durée de la prescription, fait-on une différence entre la peine même de dix ans et la peine d'un jour, entre la condamnation à l'emprisonnement et celle à l'amende ? Non, la prescription est toujours la même, quelles que soient la durée et la nature de la peine. C'est le caractère de toutes les prescriptions d'être invariables.

Il va sans dire d'ailleurs que sur une question de détail semblable, si on faisait des propositions, je ne verrais aucun inconvénient à les examiner.

On a encore critiqué la disposition du projet qui n'attache la révocation d'un sursis, qu'aux condamnations à l'emprisonnement. Pourquoi, a dit M. Lacointa, une condamnation à l'amende ne suffirait-elle pas ?

Nous avons trouvé que lorsqu'un délit était frappé d'une peine d'amende, c'était la preuve qu'il n'avait aucune importance. Le plus souvent ce sera un fait tout-à-fait excusable, parfois un simple délit-contravention, comme un délit de chasse.

Voudriez-vous qu'une révocation pût être encourue pour un délit de chasse ?

Or sur 84.000 amendes prononcées en 1887, les délits de chasse figurent pour 20.000.

Non. Si on veut entrer dans ce système d'accorder le pardon après épreuve, il faut que le pardon soit sérieux. Voilà la raison pour laquelle c'est seulement à la condamnation pour emprisonnement que nous nous sommes arrêtés.

Y a-t-il quelque inconvénient à redouter ?

Comment le supposer si on réfléchit que le juge du second délit sera toujours maître de prononcer l'emprisonnement ; de sorte qu'il lui appartiendra toujours de décider en réalité de la révocation. Il lui suffira en effet, s'il estime que le délit a assez d'importance pour que le sursis soit révoqué, de condamner à l'emprisonnement ; il ne prononcera au contraire la simple amende que s'il juge impossible d'attacher des effets disproportionnés au second délit.

Je ne crois donc pas qu'il y ait lieu de s'arrêter à cet argument.

Dirai-je un mot du casier judiciaire ? non, car je crois qu'il est reconnu que l'admonition ne doit pas y figurer. N'est-il pas

juste que la condamnation suspensive si le délai d'épreuve a heureusement été subi, soit également effacée ?

Voilà les considérations que j'avais à développer devant vous. Je ne sais si je me trompe, mais je pense qu'elles ont leur valeur, et je ne doute pas que bien que le projet ait dû s'éloigner dans ses conclusions de ce que quelques-uns de nos collègues auraient préféré, la Société générale des prisons n'y donne son assentiment. En le faisant, elle ne fera qu'acquiescer au grand mouvement en faveur des idées d'humanité, généreuses d'un côté, et si efficaces au point de vue social, de l'autre, qui reçoivent un accueil si sympathique dans les législations étrangères.

M. BOGELOT. — La suspension de la peine prononcée par le juge, dans le système de la loi nouvelle, n'entraînera-t-elle pas également la suspension des dommages-intérêts ?

M. BÉRENGER. — Non, le texte de la loi le dit expressément. Il y a eu, à cet égard, une rédaction nouvelle que j'ai fait remettre à M. le secrétaire en le priant de vouloir bien l'insérer au prochain Bulletin.

M. VIAL. — M. le sénateur Bérenger parlait tout à l'heure d'une réhabilitation de plein droit ; c'est ainsi, je crois, qu'il qualifiait l'effet du projet de loi qui est en ce moment soumis à la discussion du Sénat.

La réhabilitation s'appuie non seulement sur ce fait qu'aucune condamnation n'a été prononcée depuis un certain temps contre la personne qui demande la réhabilitation, mais aussi sur ce fait que la conduite, non seulement au point de vue criminel mais au point de vue moral, a de tout point été exempte de reproches.

Lorsqu'il s'agira d'admettre cette réhabilitation qui sortira de la loi, je me demande si les conditions ne seront pas les mêmes que pour la réhabilitation telle qu'elle existe aujourd'hui dans le Code d'instruction criminelle.

N'y aura-t-il pas une enquête sur la conduite de l'individu qui, depuis cinq ans, n'aura pas été condamné, afin de savoir si, au point de vue moral, sa vie a toujours été exempte de reproches ?

Je me permets d'indiquer ce point de vue, parce que j'ai entendu, autour de moi, un certain nombre de personnes faire cette objection : Voilà un homme qui, depuis cinq ans, aura peut-être évité des faits tombant sous l'application de la loi, mais qui, au

point de vue moral, au point de vue des mœurs, de la délicatesse, de la conduite privée, aura donné lieu aux reproches les plus graves.

Eh bien, j'entre complètement dans la pensée de M. le sénateur Bérenger qui pense que pour un homme condamné pour la première fois, une épreuve de cinq années pendant lesquelles il sera obligé de veiller sur lui-même, de lutter contre ses mauvais instincts, pourra avoir un excellent effet, en même temps qu'elle l'empêchera de prendre un mauvais pli, le mauvais miasme, au point de vue moral, de la prison.

Il faut que cette épreuve existe, non pas seulement au point de vue légal, criminel, mais encore au point de vue moral.

Je voudrais donc qu'au moment où les cinq années sont écoulées, on fit une enquête comme on en fait aujourd'hui pour les demandes en réhabilitation qu'on instruit, sur la conduite, à tous les points de vue, de la personne qui a été condamnée.

Je n'insiste pas sur les peines de six ou de quinze jours d'emprisonnement, mais j'insisterai, si les renseignements ne sont pas bons de tout point, sur le maintien au casier judiciaire de ces condamnations qui se trouveraient celles d'un homme qui a de mauvais instincts, qui a continué à les montrer; autrement la société ne serait-elle pas dupe en prononçant la réhabilitation d'un homme qui a été condamné une première fois parce qu'il a commis un acte immoral tombant sous l'application de la loi et qui, depuis, a eu une conduite immorale ne tombant passous le coup de la loi, dont la condamnation ne serait pas mentionnée au casier judiciaire, et qui apparaîtrait à tout le monde comme un homme d'antécédents parfaits.

M. LALLEMAND. — L'enquête est faite au moment où la condamnation est prononcée; il faut que la vie de l'individu condamné soit irréprochable; il serait bien extraordinaire qu'un individu qui a eu une conduite irréprochable avant la flétrissure morale du tribunal se conduisît mal après.

Cette enquête faite au moment de la condamnation suffit donc, puisqu'il faut qu'elle ait été assez décisive pour que l'inculpé ait été exempté de la peine.

Il serait tout à fait exceptionnel de voir l'individu reconnu honorable jusque-là, devenir, après, d'une conduite déplorable.

M. BÉRENGER. — La pensée de l'honorable préopinant a été tout

à fait la nôtre ; le tribunal sera certainement animé d'une circonspection extrême quand il fera l'enquête relative au sursis. Il exigera les renseignements les plus sérieux. C'est une première garantie. Une autre non moins efficace résultera de l'augmentation du délai de l'épreuve, cinq ans au lieu de trois. Ce sont des précautions suffisantes pour autoriser ce que nous appelons la réhabilitation de droit.

Remarquez ce qui arriverait dans le système contraire : l'enquête exigée ferait reculer un grand nombre de condamnés, et la récompense promise deviendrait un leurre. C'est en effet un fait d'expérience que l'enquête est souvent ce qu'il y a de plus funeste pour un libéré.

J'ai reçu, à propos de cette loi, un nombre énorme de lettres : mes collègues m'en ont communiqué beaucoup d'autres, de malheureux condamnés depuis dix, vingt, trente ans, l'un d'eux dit même quarante et un ans, dont la conduite a été irréprochable depuis. Tous déclarent que l'obligation de l'enquête rend pour eux la réhabilitation impossible. Comment en pourrait-il être autrement ? Le libéré a le plus souvent changé de milieu, le fait est oublié. Par une conduite irréprochable, il est arrivé à une situation honorée, j'en sais qui sont fonctionnaires publics ; croyez-vous qu'il soit possible dans ces conditions de se soumettre à des recherches, à des enquêtes de police dont le succès n'est même pas assuré.

Voici entre beaucoup d'autres un exemple :

Après une faute commise à dix-neuf ans, et il y a vingt-cinq ans, un monsieur est devenu associé d'une maison de banque à Paris. Il est très honoré et a épousé la fille de son patron. Tout le monde ignorait sa situation ; il ne l'a pas fait connaître, il a eu tort, sans doute ; mais qui pourrait, après qu'il a si bien racheté son passé, lui en faire un reproche grave. Au fond il n'a pas besoin de se faire réhabiliter. Mais il y a une chose qui l'irrite, c'est quand arrive le moment des élections. Il n'a aucun désir de se mêler à la politique, mais à ce moment il est entouré de gens qui lui font un reproche de ne pas se faire inscrire sur les listes électorales, on veut le faire inscrire d'office, il se dérobe comme il peut.....

Il vient me trouver un jour et il me dit : indiquez-moi un moyen d'avoir ma réhabilitation sans éclat. — Il y a un moyen : c'est d'aller trouver le commissaire de police et de lui recommander le secret. — Mais le commissaire de police prendra un agent pour s'enquérir, est-on sûr de sa discrétion ?

Il y a plus : des attestations doivent être données par le maire,

le juge de paix, le sous-préfet, elles doivent faire mention qu'elles sont données en vue d'une réhabilitation demandée. C'est nécessaire, mais est-ce possible ? Voulez-vous que ce malheureux s'en aille trouver chacun de ces fonctionnaires, soit obligé de lui confier le secret que tout le monde ignore, au grand risque de le voir ébruité. Je vous parle d'un homme dans une situation presque élevée ; le sort des moindres ouvriers, n'est pas moins poignant.

L'ouvrier a besoin de son travail pour vivre. Eh bien, il y a une chose dont le fondement est juste, mais qui est bien affligeante : il y a une invincible réprobation parmi la classe ouvrière contre l'individu qui a été condamné. Eût-il été réhabilité, l'ouvrier ne peut pas tolérer qu'un homme condamné travaille à côté de lui dans un atelier ; — M. Bogelot le sait comme moi. L'homme le plus estimé sera chassé, si l'on découvre même la plus ancienne faute.

Voulez-vous que lorsque les magistrats auront jugé un homme digne de voir suspendre la condamnation prononcée contre lui, il soit cinq ans après livré à une épreuve plus cruelle que la condamnation ?

Nous avons été très impressionnés par cette considération et c'est la raison pour laquelle nous avons accepté, à l'imitation de la loi belge, la réhabilitation de droit qui n'était pas d'abord dans le projet.

M. BOGELOT. — Il y a peu de probabilité que celui qui s'est bien conduit jusqu'à sa condamnation vienne du jour au lendemain, après sa condamnation, à se conduire mal ; s'il a des torts de délicatesse, des torts de conduite qui ne tombent pas sous le coup de la loi, comment voulez-vous que le tribunal en soit juge ? Ce sont des questions que le monde juge mais que le tribunal ne peut pas trancher.

M. BÉRENGER. — Nous avons pensé que l'enquête même anticipée faite par le magistrat valait mieux qu'une enquête faite ultérieurement par la police.

M. VIAL. — Je crois que la loi que vous avez présentée au Sénat sera appliquée surtout lorsqu'il s'agira d'hommes jeunes. Je crois que lorsqu'un homme de vingt et un ou de vingt-deux ans paraîtra pour la première fois devant la justice, ayant commis un petit délit, le juge sera disposé, étant obligé de prononcer une

peine d'emprisonnement contre lui, à suspendre l'exécution de la peine.

A cet âge un homme n'a pas encore montré ce qu'il est. Il est possible qu'un homme de vingt et un ou de vingt-deux ans qui commet un vol ne recommence pas, alors qu'il s'est toujours bien conduit jusque-là ; mais il est possible aussi qu'il fasse preuve de mauvais instincts, qu'il n'a pas montrés parce qu'il était dans des circonstances où ces mauvais instincts ne pouvaient se trahir, et qu'à partir de ce moment ces mauvais instincts prennent leur cours.

La société ne sera-t-elle pas dépouillée d'une partie de la protection qui lui est due, ne jouera-t-elle pas un rôle de dupe si cet homme s'adonne à l'ivrognerie, vit dans les conditions les plus misérables, les plus immorales, est un objet de scandale, sans cependant tomber sous le coup de la loi ?

M. BOGELOT. — Ce sera bien rare.

M. BÉRANGER. — Il ne sera pas bien difficile de le reprendre.

M. VIAL. — Je comprends le danger qui résulte du fait de la publicité de la procédure.

Je ne demanderais pas qu'on emploie les moyens de procédure indiqués au Code d'instruction criminelle : l'attestation du sous-préfet, du maire, du juge de paix.

Faites une enquête aussi discrète que possible, mais enfin assurez-vous au moins qu'il s'agit de quelqu'un qui mérite la faveur que vous lui accordez, que vous n'allez pas effacer du casier judiciaire une condamnation relative à un homme qui donne un scandale public, qui vit dans des conditions telles que la réhabilitation que vous lui appliquez soit pour ainsi dire un scandale public.

Ce cas se présentera, il faut le prévoir.

M. BOGELOT. — Ce sera une enquête de moralité, ce ne sera pas une enquête sur la question pénale.

Vous supposez un jeune homme de vingt-deux ans qui aura commis une première faute et qui, après sa condamnation, se conduira mal, non pas au point de vue pénal, mais au point de vue moral, qui vivra en concubinage ou qui aura le tort de se griser.

S'il se conduit mal, soyez tranquille, il commettra un petit

délit et le juge le frappera d'une peine d'emprisonnement ; mais s'il n'y a que des faits de moralité à lui reprocher, vous ne pouvez pas le faire passer devant les tribunaux.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous demanderai la permission de répondre aussi quelques mots à M. Béranger.

Tout d'abord, je veux dégager une question personnelle. M. Béranger paraît croire que, dans le rapport très sommaire que j'ai adressé au Congrès de Saint-Petersbourg, je me suis exprimé au nom de la Société générale des prisons. C'est une erreur absolue : je m'y suis exprimé en mon nom seulement. Si, à la suite de mon titre de conseiller à la Cour de cassation, j'ai indiqué celui de président de la Société générale des prisons, c'est parce qu'on m'a dit qu'il était nécessaire de l'énoncer. Ceux de mes collègues qui ont envoyé des rapports au même Congrès ont émis aussi leur opinion personnelle et ont été priés également de mentionner le lien qui les attache à notre Société. A l'heure actuelle, à Saint-Petersbourg, parmi nos représentants ou délégués, il en est un, M. Rivière, qui par écrit et oralement s'est, vous le savez, déclaré, en principe, partisan des condamnations conditionnelles.

M. Béranger regrette que des critiques aient été formulées ici contre son projet, alors que le Comité de direction de la Société générale des prisons y aurait, par un vote, donné son adhésion. Je crois que ses souvenirs le trompent. La question qui s'agite aujourd'hui a été soumise à deux reprises différentes à notre section de législation. Une première fois cette section, à la majorité, a été d'avis de l'admonition. Un rapport de M. Bonneville de Marsangy, inséré dans notre Bulletin, a fait valoir les arguments en faveur de l'admonition. Plus tard, la même section, où la majorité s'est déplacée, a chargé M. Rivière de présenter un second rapport, publié aussi dans notre Bulletin, à l'appui du système des condamnations conditionnelles, en renfermant toutefois ces condamnations dans des limites infiniment plus étroites que celle de la loi belge.

La Société générale des prisons n'est aucunement engagée par les opinions diverses qui peuvent se manifester dans ses séances ; celle que je persiste à soutenir a été développée, dès 1864, par M. Bonneville de Marsangy à qui revient l'honneur d'avoir réclamé, dans son bel ouvrage, les principales améliorations apportées depuis à notre législation criminelle et qui a, le premier,

créé le courant d'idées généreuses auquel M. Béranger a, dans ces dernières années, donné tant de puissance.

M. Béranger fait remarquer que les partisans de l'admonition répressive et les partisans des condamnations conditionnelles sont d'accord sur la nécessité de supprimer, le plus possible, les courtes peines. Cela est vrai ; je considère, pour ma part, que les juges ne doivent les prononcer qu'à leur corps défendant et lorsqu'ils y sont absolument forcés. J'ai été souvent désolé, quand j'étais dans des parquets de province, de voir que lorsqu'un délinquant était insolvable ou indigent, au lieu de le condamner à l'amende, qui aurait été à son égard une peine illusoire, on le condamnait à la prison. Réciproquement, j'ai constaté que lorsqu'il s'agissait d'un délit minime et d'un délinquant riche, le juge, pour ne point sembler faire pencher la balance du côté de la fortune, prononçait une peine de prison au lieu d'une peine d'amende.

M. Bonneville de Marsangy, qui réproouve les courtes peines et qui voit dans l'amende la peine par excellence des petits délits, insiste avec raison pour que l'application de l'amende devienne plus fréquente en même temps que plus efficace ; à cet effet, il veut qu'on crée aux délinquants indigents ou insolubles une situation équivalente à celle des délinquants favorisés sous le rapport de la fortune, qu'on reproduise en matière pénale une disposition écrite déjà en matière forestière, que les individus condamnés pour délits ordinaires à l'amende soient astreints ou autorisés à acquitter cette amende en journées de prestation effectuées pour des travaux publics. Pourquoi ne pas faire passer dans la loi cette excellente idée ?

L'amende reste aujourd'hui irrecouvrée dans des proportions considérables. Il est facile de lui faire produire ses effets en édictant seulement un autre mode de la payer. Elle ne constitue pas d'ailleurs, dès l'instant où elle est prononcée, une peine irrévocable à laquelle il n'est plus permis de toucher. La vérité est, bien qu'on ait soutenu qu'elle est à jamais acquise à l'État, que comme toute autre peine, elle peut faire l'objet d'une remise par voie de grâce.

En ce qui concerne l'admonition, M. Béranger semble croire qu'elle peut être prononcée dans tous les cas. Il n'en est rien : c'est une mesure réservée pour les très petits délits ; le juge, lorsqu'un délit offrira de la gravité, n'y aura pas recours. Il n'est donc pas à craindre qu'il en abuse.

L'admonition n'est pas, du reste, admise en faveur de tous les délinquants indistinctement. Sont seuls recevables à en bénéficier les délinquants qui en sont à leur première faute, et cela, lorsque existent en leur faveur les circonstances les plus atténuantes. Elle constitue donc une faculté précieuse donnée au juge qui, obligé parfois de déclarer un individu coupable, et par cela même de le condamner, sera heureux de substituer l'admonition à l'amende ou à l'emprisonnement qu'il regretterait de prononcer. Je suis étonné que notre éminent collègue, qui trouve tant d'inconvénients au casier judiciaire, ne se soit pas rallié à cette mesure, dont un avantage important consiste précisément en ce qu'elle ne laisse aucune trace derrière elle.

Dans quels cas et en remplacement de quelles peines l'admonition serait-elle prononcée ? Il est impossible de le préciser, mais on est autorisé à penser que les tribunaux réserveraient cette faveur aux délinquants réellement dignes d'intérêt, contre lesquels, si elle n'était pas permise, ils ne prononceraient que des amendes ou des emprisonnements de très courte durée. La statistique indique le chiffre des condamnations à moins de six jours, et ce chiffre dépasse 12.000 ; si l'on avait le chiffre non moins intéressant des condamnations de six jours à un mois, on arriverait à un total égal ou même plus élevé.

A mon avis, l'admonition prononcée au profit de délinquants primaires, d'un passé irréprochable, coupables de délits insignifiants ou excusés par des circonstances particulières, constitue la mesure la plus humaine, la plus généreuse, la plus pratique, celle qui laisse seule intact l'avenir d'un inculpé et qui doit être, par suite, accueillie de préférence.

M. le sénateur Béranger paraît croire que plus on étendra les attributions du juge, plus le juge s'applaudira de cette extension. Ah ! Messieurs, la confiance qu'on lui témoignera ainsi sera pour lui un bien grand embarras ; comme le faisait remarquer un de nos collègues les plus compétents, M. le président Flandin, après avoir invoqué les circonstances atténuantes, on sollicitera la condamnation conditionnelle ; il n'y aura pas d'affaire dans laquelle on ne viendra dire : « Si vous prononcez, par impossible, une condamnation, vous la rendrez tout au moins conditionnelle. »

M. Béranger assure que le plus grand supplice pour un ouvrier honnête est, dans un atelier, d'être à côté d'un individu condamné. Croyez-vous que, quand cet individu aura été frappé de six mois ou d'un an de prison, conditionnellement, cette condamnation

conditionnelle n'excitera pas la même répulsion qu'une condamnation pure et simple ? Elle pèsera, en tout cas, lourdement sur l'avenir de cet individu, puisque, pendant cinq ans, elle figurera à son casier judiciaire et sera pour lui un obstacle qui l'empêchera de se mouvoir et de se placer à son gré.

Quel est le principal motif mis en avant pour en justifier la disparition au bout de cinq ans ? C'est, dit-on, que l'inculpé, frappé conditionnellement pour un premier délit, qui est resté cinq ans sans encourir de nouvelle condamnation, a gagné son pardon et a mérité de voir effacer la condamnation dont il a été l'objet, ainsi que la mention qui en a été inscrite à son casier judiciaire.

Je ferai à cet argument la même réponse que celle que vous avez entendue, il y a un instant : la réhabilitation n'est prononcée par la justice qu'à la suite d'investigations établissant que l'individu qui la sollicite s'est rendu digne de cette faveur, et cela aussi bien quand il s'agit d'une condamnation à une légère amende que quand il s'agit d'une forte condamnation à l'emprisonnement. Or, pour que la condamnation conditionnelle fût effacée comme elle le serait par la réhabilitation, il suffirait, quelle qu'en fût la durée, que celui qui en a été atteint n'eût encouru aucune condamnation à l'emprisonnement pendant cinq ans à partir du jugement ou de l'arrêt qui l'aurait frappé. M. Lacoïnta vous disait, non sans raison : Si vous entendez consacrer par votre projet la réhabilitation morale de l'inculpé, cette réhabilitation morale ne sera pas attestée par le seul fait que, dans cet intervalle de temps, cet inculpé n'aura pas encouru de nouvelle condamnation à l'emprisonnement. En effet, des individus frappés conditionnellement d'une peine relativement forte pourront être assez habiles pour ne pas retomber dans les mains de la justice en menant cependant la conduite la plus déplorable, en vivant de délits ou dans la société de récidivistes et de malfaiteurs notoirement dangereux.

J'ajoute que M. Béranger, à qui nous devons la loi excellente de la libération conditionnelle, sait mieux que personne dans quelles conditions s'applique cette loi. Un individu a été condamné, par exemple, à un an de prison ; on l'a mis conditionnellement en liberté lorsqu'il lui restait à subir encore cinq mois de sa peine ; il ne sera définitivement libéré que si, dans l'espace de temps qui doit s'écouler pour atteindre le terme de la condamnation prononcée contre lui, il n'a donné lieu à aucun reproche sérieux. Si même, sans se rendre coupable de nouveaux délits, il commet

des actes que réprouve la morale, s'il est une cause de scandale public, ou s'il inspire une légitime terreur, on le réintègre dans la prison, parce que la libération qui lui a été accordée a été attachée à cette condition qu'il se conduirait bien pendant tout le temps qu'il aurait dû continuer à demeurer en détention.

Je ne vois pas pourquoi, pour les condamnés conditionnels, on serait moins exigeant que pour les libérés conditionnels, pourquoi on se montrerait plus favorable à l'individu qui n'a subi aucune partie de sa peine qu'à celui qui en a subi une.

Si l'on préfère, pour justifier le système en discussion, se placer sur le terrain de la prescription, si l'on veut que tout individu qui aura été condamné conditionnellement, parce qu'il se sera écoulé un laps de temps déterminé sans nouvelle condamnation, soit considéré comme ayant acquitté sa dette envers la société, qu'on ne parle plus alors de réhabilitation morale, de retour au bien, de persistance dans la bonne voie retrouvée ; qu'on dise simplement que sans enquêtes, sans investigations d'aucune sorte, le seul fait de la non existence de nouvelle condamnation pendant ce laps de temps doit être tenu comme une preuve suffisante de l'amendement du délinquant.

Avec la condamnation conditionnelle prononcée pour des peines dépassant même six mois, que deviendra, je le demande, la répression ? Les peines de six mois de prison et moins constituent presque la généralité ; celles de plus de six mois sont en nombre très restreint. On voit en effet, en jetant les yeux sur la statistique, que de un à cinq ans de prison il n'y a que 4.000 condamnations, et je suis convaincu que si l'on faisait dans nos maisons d'arrêt le relevé distinct de toutes les condamnations qui y sont subies on reconnaîtrait que celles de six mois à un an atteignent un chiffre assez peu élevé.

Tous ceux qui ont passé par les tribunaux savent parfaitement que pour que ces tribunaux infligent même un mois de prison à un délinquant primaire, il faut que ce délinquant ait commis un délit relativement grave.

M. Bérenger dit : nous ne fixons pas de limite, il appartiendra au juge de prononcer, en cette matière, en toute liberté. Mais pourquoi lui laisser cette latitude ? En Belgique, on a posé la limite de six mois, que je trouve, quant à moi, excessive. Dans notre Société, la section de législation, a adopté, je crois, la limite bien plus acceptable d'un mois. Il m'est impossible d'admettre le pouvoir donné au juge de rendre conditionnelles toutes les

peines à l'emprisonnement prononcées, non seulement en police correctionnelle, mais même en cour d'assises, et je sais que d'autres trouvent exorbitant, comme moi, ce pouvoir.

Il y a, d'après M. Bérenger, des crimes pour lesquels le jury se montre excessivement indulgent ; et si le jury savait qu'à la suite d'un verdict de culpabilité il appartiendrait au juge de suspendre l'effet de la peine, il prononcerait souvent des déclarations de culpabilité, au lieu de rendre des verdicts d'acquiescement. Je ne sais ce que produirait sur l'esprit du jury, la faculté qu'on veut accorder à la cour d'assises ; mais je suis persuadé que, loin d'assurer une meilleure justice, on rendrait plus fréquentes les décisions contre lesquelles proteste l'opinion publique. Lorsque le jury, désireux de voir intervenir une condamnation conditionnelle, entendrait infliger une condamnation pure et simple il témoignerait son mécontentement en multipliant trop facilement les déclarations de non culpabilité.

Il vaut mieux, suivant moi, laisser statuer le jury dans les conditions actuelles avec ses mouvements d'indignation parfois exagérés pour certains crimes, et ses accès passagers d'indulgence excessive pour certains autres. Le jury se renouvelle ; un mauvais verdict est fâcheux assurément pour la justice, mais il demeure isolé, et c'est dans son ensemble qu'une œuvre doit être envisagée pour être bien jugée.

Je persiste donc à penser que les condamnations conditionnelles, avec la faculté sans limite donnée au juge de les prononcer quand il le croit convenable, sont des condamnations qu'on aurait tort d'admettre dans notre législation. J'ajoute cependant que, si elles y étaient introduites, les inconvénients que j'ai signalés seraient sensiblement atténués dans la pratique, parce que, le plus souvent, quand il s'agirait de délits ou de crimes réellement graves, les tribunaux correctionnels et les cours d'assises s'abstiendraient de prononcer ces condamnations.

On ne doit apporter à nos Codes que des changements qui constituent de véritables améliorations et dont les bons effets peuvent être mesurés d'avance. Je sais bien que le Sénat a voté avec empressement le projet de loi qui nous occupe ; que, dans la presse, il s'est produit un mouvement en sa faveur : mais, pour ce qui me concerne, consultant mon expérience et mes souvenirs, je n'hésite pas à croire que les condamnations conditionnelles, telles qu'on les propose, au lieu de venir en aide à la justice, ne feront que la

gêner, et qu'au lieu de faciliter la répression elles ne feront que l'entraver et l'annihiler. Lorsqu'un individu saura qu'après avoir mérité une peine de deux mois, de six mois, d'un an et même plus de prison, il pourra ne pas subir effectivement cette peine que sa condamnation pourra n'être que conditionnelle, il ne sera pas arrêté par la crainte du châtement, l'intimidation n'existera pas pour lui, il n'y aura plus d'exemplarité.

Voilà les raisons pour lesquelles, tout en approuvant l'idée première de M. Béranger, tout en reconnaissant aussi qu'il y a une amélioration à introduire, je reste en dissentiment avec lui sur le moyen de la réaliser.

M. FLANDIN. — Je commence par déclarer qu'au point de vue des idées générales je suis un libéral et que j'ai la conviction que ce projet de loi qui a été voté par le Sénat passera ; par conséquent je n'ai point à le critiquer, j'aurai probablement à l'appliquer. Je crois qu'au point de vue de l'application nous aurons des difficultés, parce que j'entendais tout à l'heure, l'un des membres de la Société, M. Bogelot, avocat, dire : « Nous demanderons toujours le sursis ! . . . »

M. BOGELOT. — Pas toujours.

M. FLANDIN. — Il y aura certainement des difficultés d'exécution ; le sursis nous sera toujours demandé et si, en première instance, nous ne devons l'accorder que rarement, à titre tout à fait exceptionnel, le condamné interjettera toujours appel dans l'espoir d'obtenir de la cour le sursis que le tribunal lui aura refusé. A partir de la promulgation de la loi vous verrez le nombre des appels augmenter considérablement.

Je me permettrai, au point de vue pratique, de demander à M. Béranger de vouloir bien répondre à la question suivante.

M. le sénateur Béranger a dit des choses absolument vraies en parlant de cet homme honorable qui, après une condamnation qui l'avait frappé il y a 40 ans, se meut, à cause de la flétrissure résultant de l'inscription de la condamnation sur le casier judiciaire, dans une sorte de cadre de fer dont il ne peut pas sortir. J'ai vu également des gens qui ne pouvaient parvenir à se faire réhabiliter

à cause des lenteurs, des complications et des frais de la procédure de réhabilitation.

Mais voici ma question : le tribunal correctionnel condamne un individu à l'emprisonnement : son avocat demande le sursis ; le tribunal l'accorde ; cinq ans se passent, pendant lesquels le condamné n'est l'objet d'aucune poursuite correctionnelle ; c'est à cette constatation laconique, soyez en certains, que l'enquête aboutira, la plupart du temps, qu'elle soit faite à Paris par les commissaires de police, ou en province, par la gendarmerie ou les auxiliaires du parquet. Car n'oubliez pas que tout bénéficiaire du sursis n'est pas condamné à l'immobilité : aussitôt après le jugement qui l'aura frappé conditionnellement, son premier soin sera de se faire oublier et de disparaître. Il aura cinq ans devant lui ; c'est une belle marge ! A l'expiration de ce temps il aura peut-être dix fois changé de résidence, de patron ou même d'industrie. Qui pourra le suivre et rendre compte de sa conduite pendant ce laps de temps, alors qu'il ne sera, et je l'approuve, soumis à aucune surveillance spéciale ?

Eh bien, soit ! admettons que l'enquête puisse se faire même avec toutes les garanties nécessaires et suffisantes pour éclairer le juge. Mais il y a un autre point à considérer ; il y a dans le procès criminel un justiciable dont on ne parle pas et qui est cependant bien digne d'intérêt, c'est le plaignant. Souvent à la suite d'un vol, d'un détournement, d'un faux ou de tous autres délits il a éprouvé un préjudice considérable que le coupable est tenu de réparer dans la mesure du possible. Ne direz-vous pas qu'en tout état de cause, l'effacement de la condamnation sur le casier ne sera acquis que si le plaignant (qu'il se soit, ou non, à l'audience, porté partie civile) a été désintéressé ?

Si la loi nouvelle ne fait rien dans ce sens, elle établira une inégalité flagrante entre les anciens condamnés qui cherchent aujourd'hui à se faire réhabiliter et les délinquants de l'avenir qui, avec les dispositions projetées, n'auront, avec le sursis, à subir ni leur peine ni même les difficultés ordinaires de la poursuite en réhabilitation.

J'ajoute que le plaignant n'aura pas obtenu *justice* si le coupable retrouve, après la sentence, non seulement la pleine possession de sa liberté, mais encore, d'une façon absolue, la possibilité de faire de nouvelles dupes.

Voilà ce que je voulais vous faire remarquer, c'est-à-dire cette extrême disproportion existant entre les complaisances de la loi nouvelle et les justes exigences de la loi sur la réhabilitation.

M. LALLEMAND. — On a changé cela dans la loi nouvelle; le juge sera favorablement impressionné si l'individu a remboursé. Si l'individu est de mauvaise foi, il ne réhabilitera pas.

M. FLANDIN. — J'insiste: il ne serait peut-être pas mauvais que, dans la loi, vous exigiez de l'individu, pour qu'il puisse obtenir l'effacement de la peine, qu'il y ait désistement complet de la part du plaignant.

M. BÉRENGER. — Nous nous en rapportons à l'appréciation du juge. Nous sommes absolument convaincus que le juge n'accordera pas le sursis à l'exécution quand l'individu n'aura pas désintéressé la partie civile. Nous sommes absolument convaincus que si vous avez affaire, Monsieur le Président, à un individu qui aura pris une somme d'argent, vous n'admettrez le repentir de sa part qu'autant qu'il aura remboursé.

M. FLANDIN. — Je ne sais pas s'il ne serait pas utile de le dire, parce que dans la loi il suffit qu'un individu ait été d'une conduite bonne, ou du moins qu'il n'ait donné lieu à aucun reproche pendant cinq ans, pour qu'il obtienne le bénéfice de la loi.

Si, au contraire, vous prenez le soin d'indiquer dans cette loi qu'il faut que non seulement l'individu aie une conduite bonne, mais qu'en outre il ait désintéressé la partie plaignante, vous obtiendrez les garanties que vous cherchez et vous forcerez ainsi le délinquant à faire des efforts sérieux pour réparer le préjudice causé. C'est au législateur à prendre des précautions dans ce sens et il serait, à mon sens, insuffisant de compter uniquement sur le résultat de l'enquête.

M. BÉRENGER. — Il y aura en effet pour le magistrat, je ne dis pas un embarras mais un devoir un peu plus difficile à remplir; il sera obligé de subir les demandes indiscrètes des prévenus et aussi des avocats; lorsqu'un individu l'intéressera et qu'il aura des scrupules, il devra ordonner un supplément d'enquête. Tout cela exigera du temps et des soins et risque d'infliger quelque

surcroît de travail aux magistrats, surtout aux magistrats de Paris. Mais nous croyons que la magistrature, si intéressée aux progrès de l'administration de la justice, acceptera cette extension de ses devoirs sans se plaindre, si elle juge, comme nous l'espérons, que la loi constitue une amélioration véritable.

M. FLANDIN. — Vous ne voudriez pas assurer dans la loi le remboursement de la partie plaignante?

M. BÉRENGER. — Nous préférons nous en rapporter à la magistrature.

M. LE PRÉSIDENT. — La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine réunion.

La séance est levée à 6 heures.

ÉTUDES STATISTIQUES

SUR LES

PRISONS DE LA GRANDE-BRETAGNE

Les rapports officiels adressés chaque année au Parlement permettent de résumer en quelques pages les éléments principaux du régime pénitentiaire de la Grande-Bretagne. Nous analyserons donc les documents publiés en 1889 ; on y trouvera des données intéressantes sur le mouvement de la criminalité, les dépenses du service des prisons, le produit du travail des détenus, etc.

Partout les fonctionnaires préposés à la surveillance de ces établissements protestent contre l'application des courtes peines ; leurs avis si fortement motivés fournissent une nouvelle preuve de la vérité des paroles prononcées au Sénat par M. Béranger (séance du 23 mai 1890, *Off.* p. 492) : « Il faut réagir, disait-il, car ces petites condamnations accumulées sont ce qu'il y a de plus propre à accroître la perversité et à préparer au crime. »

Mais avant d'entrer dans l'examen des documents dont il s'agit, nous rappellerons brièvement les grandes lignes de la législation pénale anglaise. « Il n'existe en Angleterre, dit M. Michon (1), que deux catégories de peines privatives de la liberté : l'emprisonnement dont la durée est au plus de deux ans, et la servitude pénale qui n'est pas infligée pour moins de cinq ans et peut être appliquée à perpétuité. Ces peines se subissent, la première dans les prisons locales où sont aussi renfermés les individus attendant jugement, la seconde dans les prisons de condamnés aux travaux publics (*public works convicts prisons*). Les condamnés à l'emprisonnement sont soumis pendant toute la durée de leur peine à la séparation individuelle de jour et de nuit. Le premier mois ils sont astreints à exécuter dans des cases séparées, sous la surveillance d'un gardien, un travail purement pénal, consistant à faire mouvoir les roues motrices de moulins ou de pompes, ou même à tourner des manivelles mettant simplement en action le mécanisme d'un compteur. Ils sont ensuite employés à des travaux industriels.

(1) Rapport au Ministre de l'intérieur par M. Michon, directeur de l'administration pénitentiaire en France, sur une mission envoyée en Angleterre, à l'effet d'étudier le système des prisons. (*Bulletin de la Société des prisons*, 1881, p. 421).

« Quant aux condamnés à la servitude pénale, cette peine consiste essentiellement, après une détention de neuf mois en cellule, dans l'exécution de travaux publics particulièrement pénibles. Ce mode d'emploi des convicts est appliqué depuis longtemps ; une grande extension a dû lui être donnée à la suite de l'abandon du système de la transportation. »

I

ANGLETERRE ET PAYS DE GALLES

I. — Local prisons.

Le nombre des individus condamnés par les tribunaux ordinaires et envoyés dans les 59 « Local prisons » d'Angleterre et du pays de Galles a été :

Du 1 ^{er} avril 1888 au 31 mars 1889, de....	153.963 (2)
Si l'on ajoute :	
Soldats ou marins	1.222
et Débiteurs	8.664
Le total des entrées est de	<u>163.849</u>

Au 31 mars 1889, on comptait 14.558 prisonniers ; le chiffre moyen journalier des détenus a d'ailleurs subi une diminution constante depuis que les établissements pénitentiaires sont placés sous la dépendance directe du Gouvernement (3). (Since the year 1877, [rapport, 1^{re} partie p. 2] in which the prisons were transferred to Government, the prison population has almost continuously fallen, notwithstanding the increase of the general population) (4).

(1) Twelfth report of the commissioners of prisons with appendices (for the year ended 31st. march 1889) 2. vol. in. 8^o 168 — 107 p. London 1889.

(2) Hommes 114.398
Femmes 39.565

(3) Voir dans le *Bulletin de la Société des prisons* 1879, p. 83, la traduction de l'Act du 12 juillet 1877 pour améliorer la législation anglaise des prisons. A dater du 1^{er} avril 1879, tous ces établissements se sont trouvés sous la direction du pouvoir central, ce qui a permis d'en réduire le nombre.

(4) *Population moyenne des détenus.*

Exercice 1876-1877.....	20.361
— 1879-1880.....	19.835
— 1882-1883.....	17.876
— 1885-1886.....	15.375
— 1888-1889.....	14.758

Déduction faite des convicts qui, depuis le 1^{er} janvier 1887, subissent en cellule les neuf premiers mois de leur peine.

Encore faut-il remarquer qu'en raison de règlements nouveaux la proportion des soldats admis dans les « local prisons » est plus considérable que par le passé.

Au point de vue de l'assistance des libérés, une centaine d'œuvres, désignées communément sous le nom de « Discharged Prisoners Aid societies », sont venues en aide à 17.159 libérés (13.785 hommes, 3.374 femmes) et le « Prison charities Act, 1882, » complété par l'adoption de mesures inspirées par les « charity commissioners » a permis d'appliquer à ces libérés plusieurs fondations faites au profit des prisonniers, mais devenues inexécutables en raison de circonstances diverses.

Aucune épidémie n'a été signalée durant l'exercice 1888-1889 (1), les médecins se plaignent seulement du chiffre élevé des détenus reconnus aliénés quelques jours après leur incarcération. Les commissaires se félicitent ensuite (même rapport, p. 8) des bons résultats financiers du « Prison Act, 1877 » les dépenses ayant déchu plus rapidement encore que le nombre des prisonniers comme le constate le tableau suivant (Rapp., 1^{re} part., p. 108-111).

EXERCICES	MOYENNE JOURNALIÈRE	DÉPENSES
	du nombre DES DÉTENUÉS	DE L'EXERCICE calculées en francs
1867-1868.....	18.677	16.777.000
1870-1871.....	18.465	14.248.000
1873-1874.....	17.896	13.934.000
1876-1877.....	20.361	13.958.000
1878-1879.....	19.818	11.003.000
1881-1882.....	17.798	10.736.000
1884-1885.....	16.619	10.753.000
1887-1888.....	15.119 (2)	9.884.000
1888-1889.....	15.255 (2)	10.196.000

(1) Rapport, 1^{re} partie § 29, p. 5. « As usual, there has been a remarkable immunity from continued and eruptive fevers, as well as from diarrhoea and all other diseases due to unhealthy and insanitary conditions. »

(2) Y compris les convicts subissant leur neuf mois de cellule.

Ces 10.195.000 francs se décomposent ainsi (Rapp., p. 110) :

Dépenses de toute nature pour le personnel	5.055.000 fr.
Nourriture et entretien des détenus.....	1.878.000
Eclairage, chauffage, eau, constructions, réparations.....	2.284.000
Transports, dépenses diverses.....	981.000

Les sommes consacrées au service du personnel, inférieures, il est vrai, à celles allouées pour les « convict prisons » (1), sont encore considérables puisqu'elles absorbent presque la moitié du crédit.

Quant au produit du travail des détenus, en voici la répartition :

1 ^o Objets manufacturés	1.078.500 fr.
2 ^o <i>Évaluation</i> des travaux de construction effectués pour le service pénitentiaire.....	396.000
3 ^o <i>Évaluation</i> des services rendus dans l'intérieur des prisons.....	1.333.000
Total.....	<u>2.807.500 fr.</u>

La seconde partie du rapport est consacrée tout entière au détail de ces opérations ; le chapitre des objets manufacturés nous montre des prisonniers utilisés comme tailleurs de pierres, buche-rons, ferblantiers, forgerons, cordonniers, tailleurs d'habits, cordiers, relieurs. D'autres occupés : à confectionner des nattes, des tapis, des sacs aux dépêches (mail-bag makers), des brosses ; à tisser, à dévider, à éplucher de l'étaupe.

La conduite des condamnés a été généralement bonne, car sur 158.115 hommes ayant passé par les « local prisons » en 1883-1889 21.915 seulement furent l'objet de punitions. Les femmes donnent même une proportion encore plus satisfaisante : nombre de détenues 47.159 — punies 2.421 (2).

(1) Nous avons le regret de constater que les rapports des Commissioners n'étant pas établis de la même manière en Angleterre, en Écosse et en Irlande les comparaisons sont presque impossibles. Les rapports sur les « local prisons et les convict prisons » n'ont même pas des cadres statistiques identiques.

(2) Ces 24.336 prisonniers des deux sexes ont encouru 31.916 punitions se décomposant de la manière suivante et n'ayant duré le plus souvent que quelques heures.

	HOMMES	FEMMES
Fers et menottes	56	173
Punitions corporelles	135	»
Mises en cellules de répression	470	183
Privation de certains aliments	16.362	1.696
Descente de grade ou perte d'un privilège	11.854	987
Totaux.....	28.877	3.039

(Rapp., 1^{re} partie, appendice XI, p. 30-31.)

Au point de vue de la récidive, on trouve que sur 153.963 condamnés ordinaires :

54.993 hommes	} 82.926
27.933 femmes.....	

avaient subi des condamnations antérieures. Ces chiffres sont très intéressants. En effet, sur 82.926 récidivistes dans le sens le plus général du mot, les hommes figurent pour 66 p. 100 et les femmes pour 34 p. 100, mais si nous prenons à part les chiffres afférents à chaque sexe les résultats sont différents ; la récidive étant beaucoup plus fréquente chez les femmes que chez les hommes.

	HOMMES	FEMMES
Condamnés admis en 1888-1889	114.398	39.565
Ayant subi des condamnations antérieures	54.903	27.933
Proportion.....	48.0/0	71.0/0

	NOMBRE DE CONDAMNATIONS ANTÉRIEURES							
	subies							
	PAR LES INDIVIDUS ADMIS EN 1888-1889 (1)							
	Une	Deux	Trois	Quatre	Cinq	De six à sept	De huit à dix	Au dessus de dix
Hommes.....	19.814	9.088	5.411	3.792	2.744	4.014	3.386	6.744
Femmes.....	5.564	3.349	2.248	1.772	1.366	2.166	2.098	9.370

Ainsi 12 p. 100 des récidivistes hommes et 33 p. 100, le tiers, des récidivistes femmes comptaient plus de 10 condamnations ! Cette proportion énorme tient à ce système des courtes peines de deux à trois jours d'emprisonnement prononcées contre les mendiants, les prostituées, etc., peines sans efficacité aboutissant aux résultats que nous venons de constater.

II. — Convict prisons (1).

Le nombre des condamnés à la servitude pénale, reçus dans les établissements qui leur sont affectés, a été de 822 hommes et de 63 femmes du 1^{er} avril 1888, au 31 mars 1889. Ces condamnations subissent depuis quelques années une décroissance sensible (2) (Rapp., 1^{re} part, p. 5).

CONDAMNÉS A LA SERVITUDE PÉNALE EN ANGLETERRE ET DANS LE PAYS DE GALLES		MOYENNE de la POPULATION
MOYENNE DES 5 ANNÉES finissant au 31 décembre	1859	2.589
	1864	2.800
	1869	1.978
	1874	1.622
	1879	1.633
	1884	1.427
	1888	952
		19.257.000
		20.370.000
		21.681.000
		23.088.000
		24.703.000
		26.399.000
		28.061.000

Cette diminution constante et la durée moins longue des peines prononcées ont amené naturellement une réduction rapide du chiffre des « convicts », c'est ce qui ressort du tableau suivant (Rapp., 1^{re} partie, p. 6.)

(1) Report of the directors of convict prisons for the year 1888-1889, with appendix, 2 volumes in-8° LIII. — 75 p. London, 1889. (Sir E. F. du Cane, chairman).

(2) Les condamnations prononcées contre les femmes diminuent également (Rapp., 1^{re} partie, p. 6).

1883	186	1886	69
1884	141	1887	85
1885	107	1888	57

Nombre des condamnés à la servitude pénale existant dans la Grande-Bretagne, Gibraltar et l'Australie occidentale (1) :

au 31 décembre 1869.....	11.660
— 1875.....	10.765
au 31 mars 1880.....	10.839
— 1885.....	9.154
-- 1889.....	6.572

Ces 6.572 convicts se répartissaient ainsi (Rapp, p. 21-22) :

Prisons de convicts :	HOMMES	FEMMES
Borstal, Chatham, Dartmoor, Dover,	—	—
Parkhurst, Portland, Portsmouth,		
Wormswood, Scrubs.....	5.225	»
Woking.....	»	358
Broadmoor (aliénés criminels).....	80	22
Local prisons... { Angleterre.....	516	68
{ Ecosse.....	202	82
Australie.....	19	»
	6.042	530
	6.572	

La dépense des derniers exercices s'élève pour les « convict Prisons » aux chiffres ci-après qui présentent également des réductions notables (Rapp. 1^{re} partie, appendix n° 9, p. 27).

EXERCICES	NOMBRE MOYEN des CONVICTS	DÉPENSES TOTALES (calculées en francs)
1877-1878.....	11.357	10.889.888 30
1879-1880.....	11.217	10.585.253 30
1882-1883.....	10.963	9.749.155 20
1885-1886.....	8.676	8.692.622 15
1888-1889.....	5.995	5.822.375 50

(1) De 1869 à 1889 plusieurs établissements ont été supprimés, notamment en 1875 la « Convict prison » de Gibraltar. La transportation en Australie et aux Bermudes a pris fin dès 1867. De 1836 à 1867, l'Australie avait reçu 54.486 convicts et les Bermudes 2.512 (Rapp. sur les « local prisons », 1^{re} partie, p. 22). Voir dans le *Bulletin de la Société des prisons*, 1883, p. 715, un article très important du colonel Du Cane « Transportation et servitude pénale », traduit de la *XIX^e century*.

En onze ans, le bénéfice est de 5.067.000 francs.

Voici la répartition des 5.822.000 fr., constatés au compte de 1888-1889 :

Dépenses de toute nature pour le personnel (1)...	3.286.000 fr.
Nourriture, entretien des convicts; pensions des infirmes et des aliénés.....	1.837.000
Éclairage, chauffage, eau et réparations	570.000
Dépenses diverses	129.000
Total.....	<u>5.822.000 fr.</u>

Les décès pour causes naturelles ont atteint 12,9 pour 1.000 prisonniers; la moyenne des dix dernières années était de 10,78. Le médecin inspecteur constate que les condamnés reçoivent les soins nécessaires et qu'aucun détenu n'est employé à des travaux au-dessus de ses forces. On ne signale point d'épidémies. Les inspections sont d'ailleurs fréquentes, car du 1^{er} avril 1888 au 31 mars 1889, les trois « visiting directors » (2) avaient inspecté 138 fois les 9 « convict prisons » d'Angleterre.

Le rapport (1^{re} partie p. 9) renferme des considérations générales, déjà signalées dans le n° de juin 1890 du *Bulletin de la Société des prisons* (p. 713), et qui présentent un réel intérêt.

« Il serait désirable, écrivent les « directors », d'assimiler les condamnés à la servitude pénale aux détenus ordinaires en ce qui concerne la durée de l'emprisonnement individuel.

« A l'heure actuelle les premiers sont mis en cellule pendant neuf mois seulement alors que les seconds peuvent être astreints à deux ans de ce régime. Nous avons développé cette question dans nos précédents rapports, mais nous pouvons ajouter que l'expérience des pays étrangers fortifie notre propre manière de voir en prouvant qu'il n'y a pas de motif pour maintenir la limite présente

(1) En 1878, vu le nombre plus considérable des convicts, les frais de personnel n'étaient pas aussi élevés par rapport à l'ensemble des dépenses :

	1877-1878	1888-1889
Dépenses de personnel	5.187.000	3.286.000 fr.
Autres dépenses.....	5.702.000	2.356.000
Totaux.....	10.889.000	5.822.000

Pour les « local and convict prisons » réunies, on arrive en 1889 aux chiffres ci-après :

Dépenses de personnel.....	8.336.000 fr. soit 52 0/0
Autres dépenses.....	7.682.000 soit 48 0/0

(2) Ces « visiting directors » avec le Président (l'honorable M. E. F. Du Cane) constituent le Bureau auquel est dû le rapport que nous analysons ici brièvement.

de 9 mois. Le nouveau Code pénal d'Allemagne et celui d'Autriche autorisent l'isolement des prisonniers durant trois ans. La Hollande après s'être d'abord arrêtée à la limite de deux ans, a admis successivement celle de trois, de quatre et même de cinq années. La France a adopté neuf mois, probablement à notre exemple (1), tout en ajournant l'exécution complète de la mesure en raison des dépenses qu'elle occasionnerait. Enfin la Belgique a, comme tout le monde le sait, étendu la période d'isolement bien au-delà de ces limites. »

Le tableau qui suit contenant les données éparses dans la deuxième partie du rapport des « visiting directors » fournit les détails les plus complets sur le travail des convicts (hommes).

TABLEAU

(1) La loi française admet l'emprisonnement individuel pour les condamnations n'excédant pas une année; mais comme les détenus bénéficient alors d'une réduction du quart de la peine; il n'y a en réalité que neuf mois passés en cellule.

CHAPITRES	PRINCIPALES PROFESSIONS des convicts	NOMBRE DE JOURNÉES de travail (au plus 311 par an pour chaque convict)	ÉVALUATIONS MOYENNES de la journée de travail (en francs)	ÉVALUATION DU PRODUIT du travail des convicts (en francs)
Travaux effectués pour le compte de l'Amirauté et du Dép ^t de la guerre.....	Terrassiers..... Charpentiers..... Scieurs de long..... Forgerons..... Maçons..... Cordonniers..... Mécaniciens..... Conducteurs de voitures.....	(1) 485.925	3 28	1.597.000
Constructions pour le service pénitentiaire. (Prison Build- ings).....	Manœuvres..... Briquetiers..... Charpentiers..... Forgerons..... Scieurs de long..... Peintres..... Colleurs de papiers Menuisiers.....	194.708	3 03	591.000
Fabrication d'ob- jets divers. (Manufactory)..	Éplucheurs d'é- toupes..... Menuisiers..... Ferblantiers..... Tailleurs d'habits. Mouleurs..... Fabricants de sacs. Vanniers, etc.....	414.403	1 86	773.000
Service des pri- sons. (Fermes).	Moissonneurs..... Journaliers.....	130.628	1 36	178.000
Service intérieur des prisons....	Employés aux écritures..... Journaliers..... Menuisiers..... Tailleurs..... Cordonniers..... Relieurs..... Chaudfleurs..... Boulangers..... Cuisiniers..... Jardiniers, etc....	286.498	2 30	660.000
TOTAUX.....		1.512.162	2 51	3.799.000

(1) Détail des journées d'ouvriers fournis à l'Amirauté et au département de la Guerre.

PRISONS	NOMBRE DES JOURNÉES	
—	Amirauté.	Guerre.
Borstal.....	»	76.959
Chatham.....	75.257	8.910
Portland.....	101.200	67.274
Portsmouth.....	113.913	42.412
	290.370	195.555

Prison de Woking pour les femmes :

	MANUFACTORY DEPARTMENT	SERVICE OF THE PRISON
Journées de travail.....	84.791	32.494
Évaluation moyenne en francs du prix de la journée.....	» 70	1 60
Produit du travail en francs.....	63.132 80	52.090 40
	115.223 20	

Les évaluations du prix de la journée paraissent en général exagérées étant donné la valeur du travail des détenus ; elles varient du reste de 4 fr. 30 (forgerons) à 2 fr. 20 ou 2 fr. 50 (manœuvres) et tombent même à 0 fr. 05 (épluchage des étoupes).

On vient de voir que près de 200.000 de ces journées ont été utilisées à la construction d'établissements pénitentiaires ; pour se rendre compte des avantages et des inconvénients de ce mode d'emploi des convicts il faut se reporter au travail de M. F. Desportes et au rapport de M. Michon cité plus haut (voir *Bulletin de la Société des prisons*, année 1881).

II

ÉCOSSE ⁽¹⁾

Le tableau suivant donne le résumé du mouvement des prisons et asiles d'aliénés criminels de l'Écosse durant l'exercice 1888-1889 (1^{er} avril 1888 - 31 mars 1889).

(1) Eleventh annual report of the prison commissioners for Scotland 1888-1889 n-8, 65 p. Edinburgh.

	CONVICTS		PRISONNIERS ORDINAIRES		ALIENES CRIMINELS		TOTAL		TOTAL GÉNÉRAL
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Restants au 1 ^{er} avril 1888.....	88	101	1.394	460	37	12	1.509	573	2.082
Entrés.....	119	21	26.690	17.347	40	2	29.819	17.373	47.192
Total.....	207	125	31.074	17.807	47	14	31.328	17.946	49.274
Sortis ou décédés....	15	43	29.760	17.371	3	2	29.778	17.416	47.194
Restants au 31 mars 1889.....	192	82	1.314	436	44	12	1.550	530	2.080
Moyenne journalière.	141	90	1.516	533	42	12	1.699	635	2.334

I. — Convicts.

La diminution du nombre des condamnés à la servitude pénale est constante. On ne compte plus chaque année que 15 femmes convicts, et si la moyenne journalière des hommes a passé de 96 à 141 cela tient à ce qu'au lieu de les envoyer en Angleterre pour y être employés aux travaux publics, on les maintient en Écosse, l'ouverture de l'établissement de Peterhead permettant de les utiliser à des constructions pour le compte de l'Amirauté (Admiralty works).

Les commissioners s'expriment ainsi à ce sujet (Rapp., p. 3): « Le système de grandes entreprises d'intérêt public exécutées au moyen du travail des convicts, adopté depuis près de cinquante ans en Angleterre, constitue chez nous un point de départ entièrement nouveau dans l'histoire du régime pénitentiaire. Les travaux publics de l'Angleterre touchant à leur terme, une commission fut nommée en 1881 avec mission de déterminer le meilleur mode d'emploi des convicts. Dans cette commission dont le Président des « Prison commissioners for Scotland » faisait partie, on souleva la question de l'opportunité d'appliquer les individus, condamnés à la servitude pénale par les tribunaux écossais, à des ouvrages dont cette partie du Royaume bénéficierait directement. Le Gouvernement adopta cette idée et après avis du personnel

technique (with advice of committee of technical officers) on résolut de construire à Peterhead un port national (national Harbour). Les opérations viennent de commencer.»

Une partie des travaux de la prison de Peterhead a été confiée à l'entreprise privée ; mais au fur et à mesure que les convicts ont pu être internés on les a employés à l'aménagement de cellules nouvelles. Une fois reconnus capables de fournir un bon travail ils sont dirigés sur les chantiers de l'amirauté.

En vertu du règlement observé à Peterhead, les convicts couchent dans des cellules distinctes, mais travaillent en commun ; ils doivent se montrer laborieux et, en dehors des paroles absolument nécessaires, toute conversation est prohibée. Très convenablement nourris et vêtus, ils peuvent lire des livres traitant de divers sujets (to use of library books) en dehors des traités religieux que renferme chaque chambre. Des clergymen sont chargés de veiller à leur éducation morale ; les illettrés reçoivent l'instruction élémentaire.

Tout ce qui touche au service médical et à la salubrité est placé sous la haute direction du « Resident medical officer » ; on tient note du travail de chacun ; des « marks » sont accordés et servent au rachat partiel de la peine. Un convict se conduisant bien, travaillant régulièrement, peut être libéré après avoir accompli au moins les trois quarts de sa condamnation. « L'espérance de la liberté anticipée, disent les Commissioners, est le meilleur encouragement que l'on puisse imaginer pour la bonne conduite et le travail des détenus. »

Sur les 114 convicts de Peterhead :

- 13 ne comptaient pas de condamnations antérieures ;
- 63 avaient subi la peine de l'emprisonnement ;
- 38, soit un tiers, étaient d'anciens condamnés à la servitude pénale.

Leur conduite a été satisfaisante, durant l'exercice 1888-1889 ; la discipline est d'ailleurs presque semblable à celle des « public works prisons » d'Angleterre. Indépendamment des Commissioners, trois magistrats de comté sont désignés comme visiteurs de la prison de Peterhead et des chantiers de l'amirauté.

II. — Ordinary prisoners

La moyenne des existants dans les diverses prisons a été comme c'est l'habitude en Écosse, plus élevée durant la saison chaude que pendant l'hiver (maximum 7 août, 2.399 détenus —

minimum 12 février, 1.879 détenus). On compte 14 prisonniers décédés et 22 libérés pour raison de santé ; il n'y a eu depuis trois ans aucun suicide. Si le chiffre des entrées (47.492) paraît élevé par rapport à la moyenne journalière (2.049), cela tient à la durée fort courte de l'emprisonnement ; les statistiques criminelles donnent un chiffre moyen de 15 jours de détention.

« Les prisonniers (dit le Rapport, p. 4) ont été vraiment laborieux, mais la plus grande partie de leur travail n'est pas rémunératrice. Il est difficile d'obtenir de bons résultats financiers avec des hommes qui restent enfermés quelques jours seulement, d'autant plus qu'on recommande aux Commissioners de ne pas léser l'industrie libre par la concurrence de la main-d'œuvre des prisons. » Voici l'estimation de ce travail :

ETABLISSEMENTS	ESTIMATION DU PRODUIT DU TRAVAIL			TOTAL
	OBJETS manu- facturés	TRAVAUX de construction	SERVICES intérieurs	
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Aberdeen.....	2.650 80	128 50	3.742 90	6.522 »
Ayr.....	6.340 70	780 »	7.871 85	14.992 55
Barlinnie.....	24.918 85	50.050 »	33.068 75	108.037 60
Dundee.....	4.370 75	6.732 50	9.461 75	20.565 »
Edinburgh.....	15.382 90	19.735 »	22.132 50	57.250 40
Glasgow.....	15.376 65	13 520 »	46.215 »	75.111 65
Greenock.....	1.551 75	1.299 75	5.725 »	8.576 50
Inveraray.....	32 90	»	846 90	879 80
Inverness.....	764 75	2.344 75	2.986 95	6.096 45
Kirkwall.....	3 30	»	118 75	122 05
Lerwick.....	110 50	»	196 85	307 35
Lochmaddy.....	1 85	»	59 35	61 20
Maxwelltown.....	1.616 25	9.113 75	6.707 80	17.437 80
Perth.....	39.630 10	20.670 »	36.660 »	96.960 10
Peterhead.....	92 60	18.070 »	4.704 35	22.866 95
Stornoway.....	78 20	»	39 05	117 25
TOTAUX.....	112.922 65	142.444 25	180.537 75	435.906 65

Sept sociétés organisées et neuf associations libres prennent soin des libérés. Elles fonctionnent à Aberdenn, Cupar, Dundee, Édimbourg, Glasgow, Greenock, Inverness, Laisley, Perth; et fournissent aux détenus sortant de prison, des vêtements, du travail, un asile temporaire, etc. (Rapp., p. 5).

En ce qui concerne la direction, les établissements pénitentiaires se trouvaient sous le contrôle du « Central government Board » depuis 1839 (Rapp. p. 6); avant cette époque on se plaignait beaucoup de la situation défavorable des prisons écossaises et on reconnaissait surtout la nécessité d'en réduire le nombre. Un inspecteur, M. F. Hill, proposa alors (1836) :

1° De fonder de vastes pénitenciers, permettant, grâce à une discipline sévère, d'assurer l'amendement des détenus.

2° D'organiser de petits dépôts placés sous l'autorité immédiate de la police et affectés aux condamnés à de très courtes peines.

3° De confier la surveillance de tous ces asiles à un pouvoir central émanant du Gouvernement.

Un bill proposé dans ce sens (1837) fut voté le 17 août 1839. Il créait un « Général Board of directors of prisons in Scotland », nommé par Sa Majesté et chargé de la superintendance de toutes les maisons de répression avec faculté de promulguer les règlements relatifs au bon ordre, au régime intérieur; de supprimer les établissements existants et d'en construire de nouveaux. Les « directors ne recevaient pas d'appointements; ils étaient toutefois remboursés de leurs dépenses. Ce « Général Board » eut constamment pour objectif de ramener le chiffre des prisons à une par comté, en laissant subsister dans les autres districts des corps de garde « Lock-Up Houses ». A son entrée en fonctions il y avait 170 établissements pénitentiaires: 21 maisons d'une certaine importance et 149 petits Lock-Ups (Rapp. p. 8); en 1860 il ne restait plus que 73 maisons de toute nature; 29 d'entre elles comptant au moins 15 cellules.

« Le Prisons Scotland Administration Act. 1860 (23 et 24 vict. c. 105) prononça la dissolution du « Général Board of directors » et transféra ses pouvoirs à des « Local Boards » sous le contrôle supérieur du secrétaire d'État assisté et conseillé par les « Managers of the general Prison at Perth ». Durant l'application de ce système, de 1860 à 1878, le nombre des établissements décru encore de 16; il y avait de plus huit cellules de police « Police cells »

affectées à des délinquants n'ayant à subir que quelques jours de détention; cellules autorisées conformément à l'art. 39 du « Summary procédure Act. 1864 ». Aucun changement notable ne survint jusqu'au : « Prisons Scotland Act. » 1877 (40 et 41 vict. ch. 53) qui abolit les « Local Prison Boards » créa des Commissioners et plaça, à dater du premier avril 1878, toutes ces maisons, même celle de Perth, dans les attributions de l'un des principaux secrétaires d'État « in one of the majesty's principal Secretaries of State ». Cette dernière disposition fut finalement abrogée à son tour et depuis les « Secretary for Scotland Act » 1885 et 1887 (48 et 49 vict. ch. 61, 50 et 51 vict. ch. 52.) toute cette administration dépend du « Secretary for Scotland ».

Le nombre des maisons livrées aux Commissioners était de 57. Aussitôt entrés en fonctions (1878), ils se mirent à l'œuvre, et en 1880 ils obtenaient le droit de ne laisser subsister que 11 prisons d'une réelle importance en dehors de quatre plus petites situées dans les îles (1).

Excepté à Barlinnie et à Perth, des « visiting committee of gentlemen » habitant le pays sont chargés d'inspecter ces établissements de détention avec certains pouvoirs réglementaires.

Le nombre des cellules bonnes ou mauvaises (good and bad) en service est de 3.364 (y compris 202 cellules spéciales pour convicts femmes à Perth). Lorsque les travaux en cours d'exécution seront terminés il y en aura 3.544, sans compter celles destinées aux convicts hommes (2).

Indépendamment des 15 établissements qui viennent d'être désignés, il existe 25 « police stations » avec cellules. Comme ces « licensed police cells », dit le rapport (p. 10), forment le trait

(1) Prisons existantes au 31 décembre 1889 (moins Peterhead) :

Terre ferme : Aberdeen, Ayr, Barlinnie près Glasgow, Dundee, Edinburgh, Glasgow, Greenock, Inveraray, Inverness, Maxwelltown près Dumfries, Perth.

Dans les îles : Kirkvull (Orkneys), Lerwick (Shetland), Lochmaddy, Stornoway (Hébrides).

(2) Répartition des cellules. Rapp., tableau n° X, p. 24.

	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Cellules ordinaires.....	2.171	1.043	3.214
Cellules de punition.....	27	12	39
Cellules destinées à recevoir les prisonniers à leur entrée (receptar cells).....	21	3	24
Chambres d'isolement pour le jour (day rooms).....	22	8	30
	<u>2.241</u>	<u>1.066</u>	<u>3.307</u>
Licensed cells.....	154	83	237
	<u>2.395</u>	<u>1.149</u>	<u>3.544</u>

caractéristique du système pénitentiaire en Écosse, il est utile de rappeler brièvement leur origine.

Depuis quelques siècles, il était légal de placer les individus condamnés ou prévenus dans des « prison houses. » (Act. de 1597, ch. 277). . . . En 1863 lorsque l'on ferma beaucoup de petites prisons, à cause de leur mauvaise tenue, un certain nombre d'autorités municipales représentèrent que la conservation de l'ordre et l'intérêt de la police générale des villes importantes seraient exposés à être mis en péril s'il n'y avait pas un local où les délinquants pussent purger les peines de courte durée. Le Gouvernement fit donc voter, en 1864, un Act conférant au secrétaire d'État le pouvoir de déclarer les « police cells » prisons légales pour trois jours, dans les localités qui ne renfermeraient pas d'établissements pénitentiaires.

Par le « Prison Act » de 1877, le Gouvernement étendit encore ce principe en autorisant l'adjonction aux « police stations » de cellules destinées aux personnes ayant à subir un emprisonnement de 14 jours au plus.

Le chiffre des cellules autorisées en vertu de l'Act de 1864 était de 5; depuis le 1^{er} avril 1876, 19 « police stations » en sont pourvues conformément à l'Act de 1877 (art. 30.)

« Il existe aussi à Édimbourg (ajoute le Rapport, p. 10) des cellules autorisées par le « Local municipal Act », mais cette autorisation n'a pas été donnée jusqu'ici dans tous les districts où l'ouverture de ces chambres d'isolement serait désirable, aussi bien en ce que concerne les convenances locales qu'afin d'obvier à la nécessité de transférer au loin les condamnés pour de légères contraventions. Ce système des « police cells » a été examiné et approuvé par la Commission royale des prisons d'Irlande (1882) qui en a réclamé l'extension à ce pays. »

En dehors de ces données générales, voici quelques renseignements extraits des tableaux joints au remarquable rapport des « Prison Commissioners for Scotland. »

I. — DÉPENSES

Les dépenses des diverses maisons pénitentiaires de l'Écosse n'ont pas subi de changements notables depuis vingt ans; laissant de côté, les constructions nouvelles et les frais du bureau des Commissioners, on arrive aux résultats ci-après (calculés en francs.)

EXERCICES FINISSANT AU :	PERSONNEL	ENTRETIEN des DÉTENUS	FRAIS de TRANSPORT	ECLAIRAGE et CHAUFFAGE	TOTAL des DÉPENSES	NOMBRE MOYEN DES DÉTENU·S	MOYENNE DE LA DÉPENSE par tête
		fr.	fr.	fr.	fr.		fr.
31 décembre 1867.....	642.500	518.775	36.150	342.575	1.540.000	2.471	623
— 1870.....	688.475	501.150	46.950	359.775	1.596.350	2.825	565
— 1873.....	738.825	547.150	50.875	486.300	1.823.150	2.782	655
— 1876 ..	839.600	579.325	48.425	444.225	1.911.575	3.045	628
31 mars 1890.....	831.550	508.225	71.625	272.875	1.708.025 (1)	3.042	551
— 1883.....	878.200	389.500	82.075	294.525	1.631.575 (1)	2.522	647
— 1886 ...	877.050	359.625	166.275	303.075	1.618.675 (1)	4.06	672
— 1889.....	720.175	272.650	187.175	265.110	1.355.675 (1)	2.289	592

On voit que pour l'ensemble des dépenses (ordinary prisoners et convicts), celles afférentes au personnel atteignent 50 p. 100.

II. — POPULATION

Détenus admis de 1845 à 1888 (tableau n° III); du 1^{er} juillet au 30 juin, de 1844 à 1867; du 1^{er} janvier au 31 décembre à partir de cette date.

(1) Déduction faite des dépenses nouvelles faites depuis 1878: 1880 — 250 liv. sterling; 1883 — 509 liv.; 1886 — 3.494 liv.; 1889 — 8.577 liv.

ANNÉES	POPULATION de l'Ecosse	ORDINARY PRISONERS		CONVICTS		CRIMINAL LUNATICS		TOTAL	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
1845.....	2.742.000	11.160	6.772	258	403	»	»	11.427	6.877
1850.....	2.872.000	14.839	8.353	374	156	»	3	15.224	8.512
1855.....	2.978.000	11.387	7.312	183	102	4	»	11.579	7.444
1860.....	3.054.000	10.996	7.896	129	89	»	1	11.125	7.977
1865.....	3.185.000	15.013	9.011	115	69	5	2	15.133	9.822
1870.....	3.336.000	17.438	11.176	166	65	3	2	17.607	11.243
1875.....	3.514.000	26.658	16.576	127	28	2	2	26.787	16.606
1880.....	3.705.000	31.632	19.026	113	18	1	1	31.746	19.045
1885.....	3.866.000	29.341	16.725	126	33	8	»	29.475	16.758
1888.....	4.034.000	30.207	17.285	105	9	9	»	30.321	17.294
(1) Y compris 1.636 détenus dans les « police cells ».									

Contrairement à ce que nous avons observé en Angleterre, le chiffre des condamnés a augmenté en Écosse plus rapidement que la population. Ainsi sur 2.742.000 âmes (1845) on trouve 18.304 détenus soit 1 sur 149 habitants; 43 ans plus tard la proportion est de 1 sur 85.

III. — RÉCIDIVE

Si nous considérons les individus admis au point de vue de leur conduite antérieure, nous obtenons les résultats suivants (tableau n° XI).

	INDIVIDUS		CONDAMNATIONS ANTERIEURES								
	Condam- nés 1888-1889	Ayant subi des condam- nations anté- rieures	Une	Deux	Trois	Quatre	Cinq	Six à dix	Dix à vingt	Vingt à cin- quante	Au- dessus de cin- quante
Hommes	30.207	12.790	4.397	2.331	1.415	949	600	1.405	1.051	532	101
Femmes	17.285	11.800	2.460	1.237	873	670	558	1.623	1.827	1.642	910

C'est toujours, comme on le voit, le système des petites pénalités accumulées sur un même individu; il y aurait eu évidemment les mesures plus efficaces à prendre à l'égard des 636 hommes et des 2.552 femmes comptant au-dessus de 20 condamnations, que les envoyer de nouveau en prison pour quelques jours.

III

IRLANDE ⁽¹⁾

I. — Local prisons.

Depuis 1877, la surveillance des prisons a été enlevée aux corporations de comté (County Bodies) pour être centralisée entre mains du General Prisons Board (40-41 vict.ch. 49). Les membres

(1) Eleventh report of the General Prisons Board Ireland, 1888-1889 in 8 159 p., Dublin 1889.

de ce bureau central continuent, en 1889, à se plaindre de l'abus des petites condamnations. « Nous avons (disent-ils, p. 9) signalé maintes fois déjà les entraves qu'oppose à tout système d'éducation des détenus l'énorme proportion (by the vaste preponderance) des emprisonnements d'une durée excessivement courte (1).

Le tableau suivant montre où l'on est arrivé sous ce rapport en Irlande :

DURÉE des PEINES PRONONCÉES	EXERCICE 1888-1889	PROPORTION pour 100.
De 24 à 48 heures.....	3.914	9,7
De 48 heures à 14 jour.....	23.144	57,2
De 14 jours à 1 mois.....	7.409	18,3
De 1 mois à 3 mois.....	4.176	10,3
De 3 mois à 6 mois.....	390	1, »
De 6 mois et au-dessus.....	1.439	3,5
TOTAL.....	40.481	

Soit 27.058 condamnations à moins de 15 jours sur 40.481, ce qui donne 67 p. 100 ; il ne faut donc pas s'étonner du casier judiciaire d'une femme de trente-deux ans (Rapp., p. 11) condamnée 34 fois pendant l'exercice 1888-1889 (ivrognerie, tapage, prostitution), ce qui, joint à ses 146 condamnations antérieures, fournit un total de 180. D'après l'appendix VIII (p. 54-55), 25.478 individus, (18.552 hommes 6.926 femmes) (2) ont été admis dans les « lar-

(1) L'aumônier catholique de la prison de femmes de Grangegorman écrit : « Je suis persuadé que l'opinion de tous les hommes compétents est que les condamnations répétées à l'emprisonnement pour un temps très court n'ont aucun effet en ce qui concerne l'amélioration des délinquants habituels. » Le directeur de cette maison, dit de son côté : « Les courtes peines rendent les détenus insoucians et hardis. » « reckless and defiant. » Il demande à ajouter « que les nombreuses entrées et sorties créent mille difficultés à l'administration. Il y a quelquefois 70 personnes écrouées, en une nuit et 50 mises en liberté en un jour ».

(2) Le chiffre des détenus est bien plus considérable, mais on ne compte ici que pour une unité ceux emprisonnés plusieurs fois dans le même exercice.

ger prisons » ; 14.205 d'entre eux n'avaient pas, il est vrai, encouru les sévérités de la justice antérieurement au 1^{er} avril 1888, mais ces 25.478 délinquants comptaient, au 31 mars 1889, 143.201 condamnations (exercice courant et années précédentes). De tels chiffres se passent de commentaires.

Ces résultats sont d'autant plus déplorable que les Commissioners signalent une recrudescence dans l'ivrognerie ; les statistiques, ajoutent-ils (p. 13), donnent la douloureuse constatation de l'accroissement de ce péril social. Sur 43.704 jugements de toute nature prononcés en 1888-1889, 19.148, soit près de la moitié, sont dus à cette seule cause.

« Ce système des courtes peines, concluent les Commissioners (p. 10), appliqué aux délinquants habituels ne peut évidemment avoir aucun effet d'intimidation ou d'amendement pour l'avenir des condamnés » (It is obvious that such treatment of persistent offenders can have no effect, whether deterrent or reformatory, upon their future lives).

Voici les entrées constatées dans les « local Prisons », depuis trente cinq ans (20 larger Prisons, 6 smaller Prisons) :

EXERCICES	ENTRÉES	MOYENNE JOURNALIÈRE des détenus
1855.....	48.446	4.418
1860.....	30.712	2.523
1865.....	32.731	2.718
1870.....	32.370	2.277
1875.....	38.922	2.741
1879-1880.....	44.659	2.812
1884-1885.....	37.829	2.573
1888-1889.....	43.704	2.648

Quant aux admissions dans les Bridewells (postes de police) elles décroissent rapidement.

1850.....	88.899
1858.....	38.002
1860.....	22.421
1865.....	20.556
1870.....	15.801
1875.....	6.368
1879-1880.....	4.247
1884-1885.....	3.337
1889-1889.....	2.282 (1).

La santé des prisonniers est habituellement bonne : on compte 6,27 décès sur 1.000 ; il y a dix ans la proportion était de 8,18 p. 1.000. Les sociétés autorisées (certified prisoners' Aid societies) s'occupant des libérés ne sont qu'au nombre de 5, une à Belfast, quatre à Dublin.

Sur les 47.825 individus des deux sexes (31.380 hommes, 16.445 femmes) ayant séjourné dans les local prisons, 4.707 ont été punis (4.191 hommes, 516 femmes). Les moyens mécaniques de coercition furent employés surtout en vue d'éviter des tentatives de suicide.

Le produit du travail des détenus a peu varié durant les derniers exercices ; il se monte à la somme totale de 451.000 francs, ainsi décomposée :

Prix des objets confectionnés.....	138.300 fr.
Évaluation du travail des détenus employés au construction.....	76.300
Évaluation du service intérieur.....	206.400

Dans les six « smaller Prisons » ce produit est presque insignifiant :

Objets confectionnés.....	520	} 5.440 fr.
Travaux de construction.....	1.560	
Service intérieur.....	3.360	

II. — Convicts.

Trois prisons continuent à être affectées en Irlande aux convicts hommes (Mountjoy, Maryborough et Downpatrick). Quant à la maison de Grangegorman elle est aménagée pour recevoir les détenues des diverses catégories.

(1) Non compris 155 individus enfermés au lock-up d'Ennis.

La population de ces établissements était au 31 mars 1883 de 489 personnes (444 hommes et 41 femmes); 77 condamnations à la servitude pénale avaient été prononcées; durant l'exercice (71 hommes, 6 femmes).

Résumé de ces jugements depuis 1855.

EXERCICES	NOMBRE DES CONVICTS DÉTENUX		CONDAMNATIONS à la SERVITUDE PÉNALE (Hommes et Femmes)
	HOMMES	FEMMES	
1855.....	3.097	300	518
1860.....	1.187	444	331
1865.....	1.272	504	299
1870.....	878	352	245
1875.....	852	281	241
1879-1880.....	724	177	154
1884-1885.....	754	82	157
1888-1889.....	466	46	77

La mortalité ne s'est élevée qu'à 3,8 p. 100; 236 convicts (213 hommes et 23 femmes) ont mérité des punitions (1). Dans nos précédents comptes rendus, disent les membres du General Board, nous avons eu la satisfaction de rendre un témoignage favorable des résultats pratiques du système actuel qui consiste à former, dans les « convict Prisons » une « select class » composée exclusivement des détenus condamnés pour la première fois et dignes sous d'autres rapports d'une pareille mesure. Nous nous plaçons à affirmer de nouveau les avantages de cette manière de procéder, sauvegarde de la catégorie la moins corrompue des prisonniers contre les dangers de la promiscuité avec de vieux et

(1) 12 hommes et 4 femmes ont dû être punis sévèrement (chaines, menottes, camisole de force) pour attaques contre le personnel ou les autres convicts, dégradation et destruction d'objets divers.

incorrigibles malfaiteurs (Rapp., p. 22). Le nombre des personnes objet de cette faveur a été de 141 durant le dernier exercice.

A Mountjoy... 110. — 28 ont mérité des punitions.
 A Maryborough 19. — 2 — —
 A Grangegorman 12. — une seule punie.

Voici maintenant l'évaluation (en francs) du travail des convicts.

Nombre total des journées : 115.383.

Prix des objets confectionnés	90.600	} 212 000 fr.
Travaux de constructions	70.400	
Fermes et jardins	6.400	
Service intérieur	38.600	

Moyenne de l'évaluation de la journée : 1 fr. 45.

A la première page de leur rapport les Commissioners font remarquer avec un légitime orgueil que, depuis le moment où ils ont pris en mains le service (1877), ils sont parvenus à réduire les dépenses de 30 p. 100; c'est ce qui ressort du tableau XLIV.

Dépenses totales des « convict Prisons, ordinary Prisons » et « Bridewells », calculées en francs.

NATURE DES DÉPENSES	1877	1886-1887	1887-18	1888-1889	COMPARAISON DES DÉPENSES 1889 à 1877	
					en moins	en plus
Personnel.....	1.061.675	1.316.975	1.320.000	1.269.425	392.250	»
Entretien des détenus.....	948.175	616.450	516.925	510.800	437.375	»
Éclair., chauff., eau.	241.800	340.425	309.050	280.950	»	39.150
Construc., réparat ..	183.300	272.175	129.525	97.100	83.200	»
Dépenses diverses..	391.750	294.450	294.150	232.100	159.650	»
					1.075.475	39.150
Totaux.....	3.425.700	2.870.475	2.538.650	2.390.375	en moins pour 1889 1.036.325	

Si nous rapprochons le chapitre « Personnel » de l'ensemble des autres dépenses nous trouvons, les chiffres suivants.

	1877		1886-1887		1887-1888		1888-1889	
Personnel	1.661.675	49 0/0	1.346.975	48 0/0	1.320.000	51 0/0	1.259.425	53 0/0
Autres dépenses...	1.765.025	51 0/0	1.523.500	54 0/0	1.248.650	49 0/0	1.120.950	47 0/0

En Irlande comme en Angleterre, les crédits afférents au personnel n'ont donc pas subi une diminution égale à celle des autres parties du budget.

IV

MILITARY PRISONS (1)

dans l'ensemble du royaume.

Avant de terminer ce résumé rapide, il faut dire quelques mots des prisons militaires au nombre de onze en 1887 (2), plus sept situées aux colonies. Celles de la Grande-Bretagne contenaient 1.712 cellules; la moyenne journalière de la population de ces établissements se trouve indiquée ci-dessous.

ANNEES	PRISONS	
	de la GRANDE-BRETAGNE (at home)	DES COLONIES (abroad)
1884.....	1.159	328
1885.....	1.207	332
1886.....	1.184	321
1887.....	865	228 (3)
1888.....	807	226

(1) Report on the discipline and management of the military Prisons, 1888 ; By Major-general sir Edmund F. du Cane; k. c. b. in-8°, 54 p. London. 1889.

(2) Quatre ont été fermées depuis 1887 : celles de Lancaster, Limerick, Naas et Taunton ; une ouverte à Stirling.

(3) Cette diminution est due aux grâces accordées à l'occasion du jubilé de S.M. la Reine.

Pour avoir le total des soldats condamnés, on doit ajouter ceux qui subissent leur peine dans les « local and convict Prisons » ce qui donne au 31 décembre 1888 un chiffre de 1.550.

Prisons militaires (Angleterre).....	704	}	1.550
« Prevost Prisons » —	316		
« Local Prisons » —	147		
— — (Écosse)	8		
— — (Irlande)	39		
« Convict Prisons » (Angleterre).....	81		
Prisons des colonies	255		

Quant aux condamnations prononcées, elles se répartissent ainsi : (Rapp., p. 6)

ANNÉES	MOYENNE du nombre DES TROUPES		NOMBRE DE SOLDATS ENVOYÉS DANS LES PRISONS PAR				
	GRANDE BRETA- GNE	COLONIES	LES CHEFS DE CORPS	LES COURS MARTIALES			TOTAL GÉNÉRAL
				AU- DESSOUS DE 81 JOURS	POUR 81 JOURS ET AC- DESSUS	TOTAL	
1886	94.600	109.745	2.950	2.395	3.836	6.231	9.161
1887	102.560	107.014	1.906	1.906	2.520	4.426	7.127
1888	102.688	non encore publie	1.617	1.617	2.417	4.034	6.656

L'utilisation des prisonniers militaires pour les travaux ressortissant au Ministère de la guerre, inaugurée en 1887, continue depuis cette époque ; on les applique notamment à la fabrique de lits de sangles et de sommiers, au lieu de leur faire éplucher de l'étaupe. D'un autre côté, les entrepreneurs ont versé pour objets confectionnés (sacs, nattes, paillasses), épluchage du coton, préparation du lin, etc., la somme de 13.900 francs.

Sur 7.761 individus ayant passé par les military prisons en 1888, 1855 seulement furent punis.

RÉSUMÉ

Il nous paraît ressortir de l'analyse sommaire de ces divers rapports que l'on doit tendre en France à restreindre le chiffre des courtes peines, en montrant une grande indulgence pour la première faute et une juste sévérité lorsqu'il s'agit de récidive. Le projet récent, présenté et défendu si éloquemment par l'honorable M. Bérenger, peut donc amener d'utiles et importantes réformes.

Il ne faut pas craindre aussi de fortifier l'action du personnel en le choisissant avec soin et le payant bien ; nos voisins font, sous ce rapport, des sacrifices considérables ; chez nous, la tendance générale est de multiplier les places afin de pouvoir les répartir entre les favorisés du jour ; la tendance contraire : peu d'employés, largement rétribués, serait très profitable à l'ensemble des services administratifs. Nous avons vu qu'en Angleterre, en Écosse, en Irlande, dès que la direction des prisons a été confiée à un pouvoir unique, cette mesure a eu pour effet immédiat d'améliorer le régime intérieur et de réduire les dépenses. On peut donc se demander s'il n'y aurait pas avantage à modifier notre système des prisons départementales, si mal aménagées d'ordinaire, et à donner à l'État l'initiative et l'autorité qui lui manquent, puisqu'à l'heure présente il est impuissant à obtenir les améliorations les plus urgentes, notamment en ce qui concerne la loi de 1875.

On remarquera aussi à quel point les Commissioners se montrent favorables au système cellulaire et en sollicitent l'extension. C'est un argument à l'appui des efforts des partisans de l'emprisonnement individuel au nombre desquels nous n'hésitons pas à nous ranger. En dehors de la cellule, l'aménagement de quartiers distincts affectés aux réclusionnaires ne comptant qu'une seule condamnation, constituerait une mesure excellente que l'on pourrait emprunter avec fruit à l'Irlande.

Quand au travail des prisonniers, les difficultés que nous éprouvons à l'organiser existent de l'autre côté de la Manche. L'emploi des convicts aux constructions amène de nombreuses désil-

lusions et pour les détenus ordinaires les courtes peines opposent un obstacle infranchissable à toute tentative d'organisation vraiment sérieuse. Les chantiers de l'Amirauté, comme celui qui vient d'être créé à Peterhead ne sont en réalité que des bagnes moins le nom, et avec l'avantage de la séparation des condamnés durant la nuit. Il n'y a là aucune idée nouvelle à mettre en pratique. D'ailleurs l'Angleterre a momentanément renoncé à la relégation en présence des plaintes de ses colonies ; mais les grands travaux publics s'achèvent et peut-être le Gouvernement sera-t-il amené à tenter d'autres expériences en transportant ses récidivistes les plus incorrigibles sur quelques points des immenses territoires africains que l'Europe se partage en ce moment ? C'est le secret de l'avenir.

LÉON LALLEMAND,

Associé de l'Académie royale de Belgique.

LE CASIER JUDICIAIRE

Le discours suivant a été prononcé par M. BÉRENGER, rapporteur du projet de loi relatif au casier judiciaire, dans la séance du 27 juin 1890.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Bérenger, *rapporteur*.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, l'amendement dont il s'agit soulève une question uniquement relative au casier judiciaire. Je crois que nous sommes bien d'accord sur ce point avec l'honorable M. Trarieux. Cette considération me fait juger opportun, avant qu'il soit mis en discussion, de poser enfin à M. le Garde des sceaux une question, plusieurs fois annoncée déjà dans le cours de cette discussion, et que divers incidents ont jusqu'à présent retardée, sur ses dispositions au sujet d'un projet de loi d'ensemble à préparer dès à présent sur le casier judiciaire.

Si nous devons avoir un espoir fondé que ce projet de loi, que j'appelle de tous mes vœux, pût être prochainement déposé, je crois que l'honorable M. Trarieux serait sans doute disposé à ajourner sa proposition, qui trouverait bien mieux sa place dans une loi dont l'objet spécial ou au moins principal serait l'étude et la solution des questions fort nombreuses et fort importantes relatives au casier judiciaire que dans la loi actuelle.

Je viens donc demander à M. le Garde des sceaux s'il est toujours dans l'intention de nommer une commission — je pense que c'est le moyen qu'il choisira — composée d'hommes compétents et spéciaux, dont le concours me paraît, en cette matière, plus important qu'en aucune autre, pour étudier la question sous toutes ses faces et préparer les solutions nécessaires.

Qu'il me soit permis, pour faire comprendre la nécessité de cette étude, de dire quelques mots sur la situation que crée au condamné et sur le tort réel que cause à la société la pratique actuelle de cette institution, fort utile en elle-même, mais fort dé-

viée, à mon sens, depuis un certain nombre d'années, de sa destination première.

Tout le monde parle du casier judiciaire, mais peu de personnes savent peut-être exactement ce qu'il était à son origine et ce qu'il est devenu.

Le casier judiciaire remonte, si je ne me trompe, à 1850 et est dû à l'initiative d'un homme aussi éminent que modeste, M. Bonneville de Marsangy, qui était alors conseiller à la cour d'appel, et qui a fait les travaux les plus remarquables sur nos lois criminelles, travaux où l'on a largement puisé pour opérer un grand nombre de réformes réalisées depuis.

Jusque-là, les condamnations étaient bien recueillies et conservées, mais elles l'étaient au greffe du tribunal qui les avait prononcées, de sorte que lorsqu'un individu, condamné dans un lieu, était arrêté et jugé ailleurs, ce n'était qu'en obtenant son aveu ou en recueillant difficilement des renseignements sur son passé, que le parquet qui avait à poursuivre pour la seconde fois pouvait s'éclairer sur ses antécédents. Très souvent ils restaient inconnus et la justice était exposée à condamner comme des premières fautes des délits souvent répétés.

M. Bonneville de Marsangy, pour obvier à cet inconvénient, conseilla d'envoyer l'extrait, ou plutôt la mention de toutes les condamnations prononcées, au lieu de naissance de l'individu, et c'est le dépôt constitué ainsi au chef-lieu de chaque arrondissement qui a pris le nom de casier judiciaire. Grâce à cette simple organisation, aujourd'hui, quand un individu est poursuivi, on n'a qu'à rechercher exactement le lieu et la date de sa naissance, et, au moyen d'une simple lettre adressée au parquet du chef-lieu d'arrondissement, on reçoit immédiatement un bulletin judiciaire constatant les condamnations antérieures.

L'honorable M. Bonneville de Marsangy avait fait cela uniquement dans le but d'une meilleure administration de la justice. C'était aux magistrats seuls qu'il voulait procurer les documents propres à éclairer leur religion.

Qu'est-il arrivé cependant ? Il est arrivé que peu à peu d'autres personnes que les magistrats, trouvant commode de se renseigner sur la moralité des individus par un moyen aussi simple, ont réclamé des bulletins qui ne leur ont pas été refusés, sur les individus dont elles avaient intérêt à connaître les antécédents : ouvriers, employés ou tous autres.

Un moment, la chancellerie a paru trouver cet usage légitime.

M. le Garde des sceaux vous disait dans un précédent discours qu'on a été jusqu'à déclarer dans une circulaire que le casier judiciaire devait être public.

Bien vite cependant on s'est aperçu des inconvénients qu'un pareil abus pouvait entraîner, et il a été décidé, non pas que les magistrats seuls pourraient demander le casier, mais du moins que les seules personnes qui, en même temps qu'eux, pourraient le réclamer seraient celles qui demanderaient leurs propres bulletins.

Ainsi on a le droit de réclamer son propre casier judiciaire, mais on n'a plus celui de se faire délivrer celui d'autrui.

Il semblait que cette circulaire dût couper court au mal : il n'en a rien été. Car l'usage s'est aussitôt établi d'exiger de l'employé, du simple ouvrier, qui se présentent, l'apport du casier qu'on ne peut plus demander directement soi-même, et nul à l'heure qu'il est n'est admis dans un atelier pas plus que dans un bureau, s'il n'a produit son casier en blanc.

C'est si commode que cette pratique s'est aujourd'hui absolument substituée, dans les mœurs actuelles, à l'ancienne tradition de faire des enquêtes individuelles. Plus de renseignements demandés ; le bulletin suffit à tout. S'il est blanc, on est admis ; s'il contient une condamnation, fût-elle à quelques jours de prison, ou même à l'amende, remontât-elle à vingt ans, on est exclu.

Eh bien, ceci entraîne des conséquences excessivement graves, non seulement pour les individus, mais pour la société elle-même.

Pour l'individu, il est à peine besoin de le dire. Éternellement poursuivi par le souvenir de cette condamnation qui lui ferme toutes les portes et le suit partout, dans quelque lieu qu'il soit, le casier judiciaire est devenu une véritable peine, pire que la peine principale, plus dure que la prison qu'il a subie et dont jamais il ne pourra s'affranchir. La peine véritable a eu un terme. Celle-là n'en aura jamais, et elle équivaut pour lui, non pas seulement à une incapacité d'emploi, mais à une incapacité de travail, c'est-à-dire à une impossibilité de vivre.

Est-ce juste ? Est-il tolérable que la conséquence d'une peine soit perpétuelle, lorsque la peine elle-même n'a été que temporaire, qu'elle risque de fermer tout retour au bien, même aux meilleures résolutions et que tout cela soit la conséquence non d'une loi, mais d'une circulaire ministérielle ? Que voulez-vous

qu'il fasse, ce malheureux, repoussé pour toujours de partout, s'il a besoin de son travail pour vivre ? Il n'a que deux issues : mourir ou vivre au dépens de la société.

Vous sentez bien que c'est ce second parti qu'il prendra, et c'est ici que se montre à nu la conséquence, plus redoutable encore pour la société que pour lui, du grave abus que je signale. Que vont-ils devenir ces malheureux, faute de trouver des moyens honnêtes d'existences ? Les uns, les meilleurs, feront des vagabonds ou des mendiants. C'est peut-être la principale cause de l'énorme accroissement qu'ont pris de nos jours ces deux délits. Combien n'y a-t-il pas de ceux-là dans ces bandes si nombreuses de misérables qui circulent aujourd'hui dans les campagnes et commencent à les effrayer ! Quant aux autres, ils se livreront à la filouterie, au vol, à l'escroquerie, que sais-je ? à toutes les formes de la récidive.

On vous citait tout à l'heure, dans un sens opposé à mon opinion, les paroles d'un homme fort distingué, qui occupe dans la magistrature une situation d'estime incontestable, l'honorable M. Flandin, président d'une des chambres correctionnelles du tribunal de la Seine. J'invoque à mon tour son témoignage. N'a-t-il pas dit, dans le même discours devant la Société générale des prisons qu'on a cité, que les tribunaux correctionnels étaient souvent amenés à ne condamner qu'à une peine légère des récidivistes maintes fois condamnés, par la considération de la certitude que le casier judiciaire ne leur permettait pas de vivre honnêtement ?

Voilà le sentiment d'un magistrat tous les jours aux prises avec les réalités des choses. Qu'en conclure sinon que le casier judiciaire est une des principales causes de la récidive, et en même temps la regrettable explication des faiblesses si souvent constatées dans la répression.

Nous ne pouvons conserver une pratique qui aboutit à de pareils résultats. Nous devons, en tous cas, sortir du régime des circulaires.

Si on doit maintenir ce qui existe, ce qui est loin d'être mon avis, il faut au moins le fonder sur la loi. Si on doit le changer, ce que je pense, il en faut une encore.

Mais que faudra-t-il faire ? C'est la question à étudier, et je me garderais de me prononcer dès à présent. Je puis dire toutefois que plusieurs solutions se présentent d'elles-mêmes. Celle de toutes qui serait la plus simple, la plus logique, et qui serait aussi

peut-être la plus conforme à la justice et à l'humanité, ce serait de revenir purement et simplement à ce qu'a été à l'origine le casier judiciaire, c'est-à-dire de lui restituer son caractère primitif de simple document judiciaire dont les magistrats seuls devraient avoir la communication. Si on considère cette solution qui entraînerait, je le reconnais, une véritable révolution dans nos mœurs et pourrait provoquer de graves protestations, comme trop absolue, on peut trouver autre chose qui, quoique moins complet, serait encore un grand soulagement. Ceci, par exemple :

Faire un partage entre les peines, affranchir absolument les peines d'ordre inférieur, celles qui ne s'élèvent pas au-dessus des peines de simple police, d'abord, d'autres, peut-être encore, jusqu'à un taux à déterminer, de l'inscription au bulletin délivré aux particuliers — cela existe, me dit-on, dans certains pays ; en Suisse, notamment, pour les peines inférieures à un mois de prison ; — puis, pour les autres, limiter les effets du casier à une durée de temps à déterminer. C'est ce qui vient d'être proposé à la Chambre des députés dans une proposition de loi récemment déposée ; c'est, j'ai quelque satisfaction à le dire, ce qu'il y a déjà quatre ans j'ai indiqué moi-même à la Société générale des prisons. Ce serait, en réalité, établir une prescription du casier judiciaire. (*Très bien ! très bien ! sur plusieurs bancs.*)

Pourquoi pas ? tout se prescrit en ce monde. Les obligations les plus formelles, les peines elles-mêmes et jusqu'au droit de poursuivre.

Où, un individu accusé d'un crime capital, après dix ans, voit se prescrire le droit qu'a la société de le poursuivre. Il peut, ce temps écoulé, avouer son crime à la face du monde ; nul n'a le droit de mettre la main sur lui. Ainsi le veut l'ordre social. On ne peut laisser éternellement suspendues les conséquences des faits mêmes les plus graves.

Tout se prescrit donc ; le casier judiciaire doit-il seul être imprescriptible ?

Ces questions, vous le voyez, Messieurs, sont de la plus haute gravité. La loi que nous allons voter va ajouter encore à la nécessité de les trancher. Trop d'inégalités en résultent pour ceux qui n'ont pu en profiter, si elle n'était complétée par celle dont je signale à M. le Garde des sceaux l'urgente nécessité.

J'ai donc l'honneur de prier M. le Garde des sceaux de vouloir bien au plus tôt prendre des mesures pour que les études soient commencées. Je ne crois pas que le dépôt d'un projet de loi à la

Chambre doive l'empêcher de réaliser les intentions dont il a bien voulu nous faire part. Je l'ai dit, il nous faut d'abord en ces matières les observations et l'expérience des hommes spéciaux ; qu'il veuille donc bien d'abord les consulter. Et s'il doit le faire qu'il me permette de le prier de vouloir bien le faire sans tarder et de nous donner l'assurance qu'il saura hâter le plus possible leur étude. (*Très bien ! très bien !*)

M. FALLIÈRES, *garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes*. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Garde des sceaux.

M. LE GARDE DES SCEAUX. — Messieurs, dans une de vos précédentes séances, j'ai essayé de résumer devant le Sénat le mécanisme du casier judiciaire. J'ai, si mes souvenirs sont exacts, expliqué qu'il avait été substitué en 1850 par une circulaire du garde des sceaux à l'ancien mode de renseignements prescrit par le code d'instruction criminelle ; si on s'était contenté de remplacer un système par un autre, on n'aurait pas soulevé les difficultés dont la solution m'appelle à cette tribune.

D'après le code d'instruction criminelle, les renseignements fournis par les parquets ne devaient servir qu'à la justice. En 1850, on transforma l'ancienne organisation, sans consulter les pouvoirs législatifs, et par une simple circulaire on rendit possible, dans une mesure restreinte depuis lors, la communication du casier judiciaire au public. J'ai cité en partie la circulaire de 1850 ; je vais vous relire la phrase qui a créé ce procédé d'information.

« On m'a demandé, disait le garde des sceaux, dans quel esprit devaient s'entendre les communications à faire aux simples particuliers, — il n'en avait jamais été question sous l'empire des prescriptions du code d'instruction criminelle — des renseignements contenus aux casiers judiciaires ; ma pensée est que la publicité doit être la règle... »

Et on ajoutait cette réserve, qui devrait être bien vite franchie :

« ... et que la communication doit être accordée chaque fois que le ministère public reconnaît que la demande qui en est faite s'appuie sur des motifs sérieux et légitimes... »

Je ne reviendrai pas sur ce que j'ai dit. Je ne rappellerai pas les abus du casier judiciaire, suffisamment signalés par l'honorable M. Béranger.

Il était dans la vérité quand il déclarait que mon intention formelle était d'étudier d'une façon toute particulière la question du casier judiciaire.

Je vais vous dire pourquoi je n'ai pas encore entrepris cette étude au sein d'une commission composée d'hommes spéciaux, comme l'indiquait M. Béranger, puisque c'est une question pratique autant que juridique.

Les délégués français au Congrès pénitentiaire de Saint-Petersbourg se proposaient — l'un d'eux me l'a déclaré avant son départ — de soulever cette question au Congrès ; le Sénat comprendra que nous pourrons ainsi profiter des lumières, non pas seulement de nos délégués, mais aussi de ceux de l'Europe entière.

Aussitôt que les délégués vont être de retour, je me promets d'entrer en relations avec eux pour recueillir les fruits de la discussion du Congrès de Saint-Petersbourg.

C'est l'affaire de quelques jours, et aussitôt que j'aurai des documents sur les divers pays de l'Europe, je m'empresserai d'étudier la question et d'examiner les différents points qui ont été mis en lumière par l'honorable M. Béranger.

Je n'en dirai pas plus, mais je crois avoir donné satisfaction à notre collègue ainsi qu'à tous ceux qui se préoccupent de ce qui est devenu par une circulaire et par l'usage une véritable peine accessoire. Il ne peut y avoir de peines en dehors de celles qu'édicte la loi, et cependant cette peine accessoire, qui résulte du casier judiciaire, a été créée par une simple circulaire de 1850.

Faudra-t-il aller jusqu'au système de la prescription ? Les spécialistes penchent de ce côté, mais je n'ai rien à recommander ni à faire prévaloir, pour le moment du moins. Je garde la plus absolue réserve pour la raison que j'ai indiquée tout à l'heure, et j'espère que ma sagesse sera appréciée par le Sénat. (*Marques nombreuses d'approbation.*)

M. TRARIEUX. — Messieurs, je suis heureux que la disposition additionnelle que j'avais proposé d'introduire dans la loi ait provoqué à la tribune l'échange d'explications que nous venons d'entendre entre l'honorable rapporteur et M. le Garde des sceaux. Je n'ai pas à donner mon avis sur les diverses questions que devra soulever la réforme qu'on projette d'introduire dans le régime du casier judiciaire ; mais je veux montrer à mon honorable ami M. Béranger que, toutes les fois qu'il m'est possible de me mettre

d'accord avec lui, je m'empresse de me rapprocher des solutions qu'il me propose.

Il me fait observer que mon amendement pourrait peut-être gêner cette réforme à laquelle je ne m'intéresse pas moins que lui : je m'empresse, sous le bénéfice des engagements qu'on vient de prendre, de retirer ma proposition ; mais ce n'est qu'à la condition de ne pas perdre le profit que je m'étais proposé en la déposant. Il y a toute une catégorie de personnes très intéressantes qui ont hâte de voir disparaître de leur casier judiciaire ces condamnations, véritable robe de Nessus attachée à leur personne ; il faut qu'elles sachent qu'on s'occupe d'elles, et que, si les espérances que leur avait suggérées ma motion sont ajournées, ce n'est que pour mieux être réalisées. (*Très bien ! très bien !*)

REVUE PÉNITENTIAIRE

Sommaire. — 1° Les discours de rentrée des cours d'appel. — 2° Rapport de la Commission de classement des récidivistes sur l'application de la loi de relégation en 1889 et depuis 1885, par M. JACQUIN, conseiller d'État, président de cette commission. — 3° Budget des colonies (*service pénitentiaire; transportation; réligation*). — 4° Règlement relatif aux libérés des travaux forcés en résidence obligatoire aux colonies pénitentiaires et Décret conforme. — 5° Commission du casier judiciaire. — 6° La libération conditionnelle et le casier judiciaire dans le nouveau code pénal d'Italie, par M. J. LACOMRA. — 7° Informations diverses : *recues étrangères*.

I

Les discours de rentrée des Cours d'appel.

A la Cour de Toulouse, à propos de l'affaire Borrás, M. l'avocat général Jordain a parlé des erreurs judiciaires. Après avoir examiné, à ce sujet, les législations étrangères et la législation française, il a conclu en faveur de l'adoption du projet de loi actuellement soumis à l'examen de la commission de la Chambre des députés.

A Agen, le substitut du procureur général, qui portait la parole, avait choisi pour sujet : « La revision des procès criminels. »

A Besançon, M. Masse, avocat général, a parlé du nouveau code pénal italien, qu'il a qualifié de véritable monument.

A Montpellier, M. le substitut Duprey, avait pris pour sujet : « Un aspect de la question de la répression criminelle. »

A Grenoble, M. Bérard, substitut du procureur général, a traité de la « Criminalité en France. »

Il a démontré, en prenant les statistiques du ministère de la justice, que le nombre des crimes et des délits diminue en France et que cette diminution coïncide avec l'accroissement de l'instruction populaire et du progrès républicain. « La démocratie française, a dit l'orateur, grandit en moralité comme elle grandit en intelligence et en bien-être. »

L'honorable magistrat montre quelles transformations profondes ont subi la nature des crimes et le nombre des criminels depuis quatre-vingts ans, transformations qui nécessiteraient une modification non moins profonde du code pénal.

« L'escroquerie, par exemple, dit M. Bérard, a pris une extension immense; grâce au journal, à l'affiche, grâce à toutes les fureurs de la réclame contemporaine; l'escroquerie s'adresse aux foules anonymes, au monde entier, et, par une réclame savamment faite, des boniments habilement rédigés, engloutit souvent

l'épargne de milliers d'individus dans quelque scandaleuse entreprise qui n'a pour but que d'élever la fortune d'un petit nombre d'audacieux coquins sur les ruines de la misère publique et ces vastes escroqueries qui absorbent les économies et l'épargne ne sont punies que des peines insuffisantes de l'article 405. »

A Aix, M. Bujard, avocat général, a conclu, avec la commission de la Chambre des députés chargée d'élaborer un projet de loi sur la revision des procès criminels, que la revision doit être illimitée et ouverte quand un fait se produit d'où paraît résulter l'innocence d'un condamné. L'orateur va plus loin en accordant une indemnité pécuniaire à tout condamné injustement et à un prévenu bénéficiant d'une ordonnance de non-lieu. Le jury se prononcerait sur la question d'indemnité et la cour en fixerait le *quantum*.

A Limoges, M. le substitut du procureur général Giaccobbi a lu une étude sur le code italien.

A Dijon, l'avocat général, M. Ch. Bernard, a traité la question toute d'actualité « *des condamnations conditionnelles* » et a étudié le projet de M. Béranger auquel il se rallie presque complètement.

II

Rapport de la commission de classement des récidivistes sur l'application de la loi de relégation en 1889 et depuis 1885.

La loi du 27 mai 1885 est entrée dans sa cinquième année d'application. La commission de classement des récidivistes présente aujourd'hui pour la quatrième année, avec l'indication des décisions judiciaires rendues en exécution de la loi, l'exposé de ses travaux et le résumé de ses constatations et observations en 1889.

Première partie.

Résumé des condamnations prononcées par les cours et tribunaux.

Les condamnations à la relégation prononcées en 1889 sont classées par ressorts de cours d'appel dans le tableau ci-après.

Le même tableau présente en regard le nombre des condamnations criminelles ou correctionnelles à des peines corporelles pendant la même année.

Le rapport des unes et des autres au chiffre de la population, la proportion des relégués au nombre total des condamnés permettent de se rendre compte du rôle de chacune des grandes circonscriptions judiciaires dans l'application de la loi.

Nous rapprochons des chiffres proportionnels relatifs à 1889, les moyennes des trois premières années.

INDICATION des ressorts de cours d'appel.	POPULA- TION	ANNÉE 1889				NOMBRE TOTAL des condamnés à la rélegation par 100 000 habitants.	
		NOMBRE des con- damnés à la réle- gation.	NOMBRE TOTAL DES CONDAMNÉS			Moyenne des 3 pre- mières années 1886- 1888.	1889.
			Crimes	Délits.	TOTAL		
Agen.....	853.342	15	41	1.297	1.338	3,6	1,5
Aix.....	1.256.097	66	198	6.945	7.143	6,5	5,3
Amiens.....	1.508.053	57	146	7.187	7.333	6,3	3,5
Angers.....	1.303.854	53	78	4.591	4.669	5,9	4,1
Bastia.....	278.501	2	56	1.226	1.282	»	0,8
Besançon.....	962.967	21	47	2.800	2.847	3,2	2,2
Bordeaux.....	1.634.458	64	126	4.313	4.439	2,7	3,9
Bourges.....	999.141	20	36	1.745	1.781	2,1	2,0
Caen.....	1.325.380	56	152	5.596	5.748	4,2	4,2
Chambéry.....	542.446	6	35	1.080	1.115	3,4	1,0
Dijon.....	1.255.240	26	103	2.492	2.595	3,2	2,1
Douai.....	2.523.710	54	136	12.546	12.682	3,7	2,1
Grenoble.....	1.019.219	30	70	1.673	1.743	4,4	2,9
Limoges.....	974.618	14	44	2.035	2.079	1,9	1,1
Lyon.....	1.740.704	47	168	4.574	4.742	5,2	2,7
Montpellier.....	1.398.137	27	112	5.187	5.299	3,9	1,9
Nancy.....	1.470.130	52	69	5.340	5.409	4,6	3,5
Nîmes.....	1.175.632	18	75	2.270	2.345	2,9	1,5
Orléans.....	995.010	25	104	2.836	2.940	4,0	2,5
Paris.....	5.260.265	320	646	32.441	33.087	6,9	6,1
Pau.....	970.090	4	37	1.846	1.883	2,3	0,4
Poitiers.....	1.594.162	21	74	2.670	2.744	1,8	1,3
Rennes.....	3.136.600	73	251	7.802	8.053	3,7	2,3
Riom.....	1.557.351	42	64	2.854	2.918	2,9	2,7
Rouen.....	1.192.215	52	134	7.668	7.802	8,3	4,4
Toulouse.....	1.291.591	22	60	2.049	2.109	2,5	1,7
Totaux pour la France	38.218.903	1.187	3.062	133.063	136.125	4,3	3,1
Algérie.....	3.910.399	43	635	7.775	8.410	2,1	1,1
Tunisie.....	»	1	89	736	825	»	»
Totaux généraux moins la Tunisie ..	42.129.302	1.230	3.697	140.838	144.535	4,1	2,9

NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS par 100.000 habitants.		NOMBRE DE CONDAMNÉS à la relégation par 100 condamnés.		ORDRE DE CLASSEMENT			
				d'après le nombre des RELÉGABLES.		d'après le nombre des CONDAMNÉS.	
Moyenne des 3 premières années 1886-1888.	1889.	Moyenne des 3 premières années 1886-1888.	1889.	Moyenne des 3 premières années 1886-1888.	1889.	Moyenne des 3 premières années 1886-1888.	1889.
159	157	2,2	1,1	14	19	26	27
473	569	1,4	0,9	3	2	4	3
435	486	1,4	0,8	4	7	6	5
290	358	2,0	1,1	5	5	12	10
455	460	»	0,1	26	26	5	6
312	296	1,0	0,7	16	14	11	11
280	272	0,9	1,4	20	6	13	13
163	168	1,3	1,1	23	17	24	25
384	434	1,1	0,9	9	4	7	7
213	205	1,7	0,5	15	25	16	19
202	206	1,5	1,0	17	15	17	18
480	502	0,7	0,4	13	15bis	3	4
186	171	2,4	1,7	8	9	19	24
178	213	1,0	0,6	24	22	22	17
376	272	1,6	0,9	6	10	8	13bis
318	379	1,3	0,5	11	18	10	8
339	367	1,4	0,9	7	8	9	9
193	190	1,5	0,7	18	21	18	20
254	295	1,5	0,8	10	12	14	12
641	625	1,1	0,9	2	1	2	2
178	194	1,3	0,2	22	27	21	21
161	172	1,1	0,7	25	23	25	23
248	256	1,5	0,9	12	13	15	15
182	187	1,6	1,4	19	10bis	20	22
661	654	1,4	0,6	1	3	1	1
166	163	1,5	1,0	21	20	23	26
345	356	1,2	0,8	»	»	»	»
209	215	1,1	0,5	23bis	24	16bis	16
»	»	»	0,1	»	»	»	»
333	343	1,2	0,8	»	»	»	»

Le nombre total des condamnations à la relégation prononcées en 1889 par les diverses juridictions de France, d'Algérie et de Tunisie est de 1.231 contre 1.628 en 1888.

Ainsi à la diminution déjà signalée l'an dernier de 306 condamnations sur l'année précédente, succède une nouvelle diminution plus importante encore qu'en 1889 de 337 condamnations sur 1888.

L'abaissement est de plus d'un tiers en deux ans.

Cette proportion dépasse de beaucoup toutes les prévisions formulées dans les rapports antérieurs.

Elles s'explique sans doute en partie par la disparition progressive du contingent des vieux récidivistes auxquels une seule condamnation nouvelle après la promulgation de la loi du 27 mai 1885 et dans les conditions de cette loi, suffisait pour faire encourir la relégation.

Une modification, que nous signalons plus loin et qui s'est produite, au début de l'année, dans la jurisprudence de la Cour de cassation sur l'interprétation d'un point très important de la loi, a contribué aussi pour 1889, dans une très large mesure, à la diminution du nombre des condamnations.

Mais ces causes sont insuffisantes à elles seules pour expliquer la réduction dans la proportion considérable où elle s'est produite.

Il semble que la magistrature ait souvent reculé devant la gravité de la peine, et, pour échapper à l'obligation de la prononcer, n'ait infligé à nombre d'individus, tombant sous l'application du paragraphe 3 de l'article 4, qu'une condamnation inférieure à trois mois et un jour de prison, non susceptible, dans ce cas, d'entraîner la relégation.

Les indications de la statistique criminelle publiée par le ministère de la justice confirment cette pensée : le nombre des condamnés à l'emprisonnement de trois mois ou au-dessous a augmenté dans une proportion assez sérieuse qui, de 1887 à 1888, pour une seule année, se chiffre par 1 p. 100 sur un total de 80.000 condamnés à une peine de prison après détention préventive.

Si l'on rapproche, dans chaque cour d'appel, le nombre des condamnés à la relégation du chiffre de la population, on constate que la réduction proportionnelle du nombre des individus frappés de relégation s'est répartie d'une façon à peu près uniforme entre tous les ressorts judiciaires.

Dans un seul, celui de la cour de Bordeaux, la proportion s'est élevée par rapport à la moyenne des trois premières années d'application de la loi (1886, 1887, 1888) ; elle a été de 3,9 au lieu de 2, 7, par 100.000 habitants.

Partout ailleurs, sauf à Caen, où la proportion est restée exactement la même, elle est en diminution ; signalons les modifications les plus importantes : dans le ressort de Pau, elle tombe de 2,3 à 0,4 ; dans celui de Rouen de 8,3 à 4,4 ; dans celui d'Agén de 3,6 à 1,8 ; dans celui d'Amiens de 6,3 à 3,8.

La comparaison avec le chiffre total des condamnés criminels et correctionnels à des peines corporelles donne des résultats identiques.

Si au lieu de prendre la moyenne des trois premières années, on rapproche les unes des autres les proportions de chacune de ces années et celle de 1889, on constate des variations brusques et importantes d'une année sur l'autre, tantôt en augmentation, tantôt en diminution, sans qu'il soit possible de leur assigner pour chaque ressort judiciaire un motif bien déterminé ; et on n'arrive guère qu'à cette constatation précise du caractère général de la réduction pour 1889, dont nous avons cherché plus haut à déduire les raisons probables.

Notons enfin que, pour la première fois, cette année, les juridictions du ressort de Bastia ont eu l'occasion d'appliquer la loi sur la relégation ; la peine a été prononcée contre deux récidivistes.

Nature et durée des peines ayant entraîné la relégation.

Le tableau suivant indique, d'après leur nature et leur durée, les peines qui ont été prononcées contre les 1.231 condamnés en même temps qu'ils étaient frappés de la relégation.

	1889.	Moyenne des 3 premières années (1886-1888)
Condamnés aux travaux forcés.....	177	167
Condamnés à la réclusion.....	68	79
Condamnés à plus d'un an de prison.....	336	419
Condamnés à un an de prison et au-dessous.....	650	1.059

Sauf pour ce qui concerne les condamnés aux travaux forcés, la diminution du nombre des condamnations à la relégation a donc porté sur toutes les catégories, mais d'une façon inégale.

Elle est particulièrement sensible pour les peines de courte durée ; celles de un an et au-dessous, qui figuraient pour 62 p. 100 dans la moyenne des trois premières années, n'entrent plus en ligne que pour 53 p. 100 en 1889.

Cette constatation paraît confirmer encore l'observation faite plus haut sur les hésitations de la justice répressive à prononcer la relégation à la suite d'un délit qui, considéré en lui-même et abstraction faite des antécédents du prévenu, ne semble pas aux magistrats justifier l'application d'une peine aussi grave.

Il résulte des indications fournies par ce tableau que le nombre proportionnel des individus pouvant être envoyés sur les lieux de relégation, après un temps de détention relativement court, subira une réduction importante.

Cet effet s'est d'ailleurs fait sentir pour les condamnés dont les dossiers ont été examinés par la commission en 1889, ainsi que nous le constatons plus loin au § 6 de la troisième partie de ce rapport.

Deuxième partie.

TRAVAUX DE LA COMMISSION

§ 1. — *Statistique des travaux.*

Les travaux de la commission de 1889 se sont déjà ressentis de la diminution importante du nombre des condamnations à la relégation prononcées dans le cours de l'année dernière; il est à prévoir que cet effet sera encore plus sensible en 1890.

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 1889, la commission a tenu 34 séances et émis 1.366 avis tant définitifs que préparatoires, au lieu de 37 séances et de 1.593 avis en 1888.

Le tableau suivant fournit l'indication de la situation des travaux au 31 décembre 1889.

Dossiers en cours d'examen au 1 ^{er} janvier 1889.....	4	
Dossiers nouveaux.....	1.039	
Dossiers en supplément d'instruction le 1 ^{er} janvier revenus dans le cours de l'année.....	66	1.279
Dossiers revenus pour un nouvel avis.....	170	
A déduire :		
Dossiers renvoyés pour supplément d'instruction et non revenus.....	43	
Dossiers en cours d'examen.....	2	
Dossiers retirés au cours de l'instruction. (Décès, condamnations nouvelles, etc.).....	3	48
Reste.....		1.231

Ces 1.231 dossiers ont fait l'objet des avis suivants :

Dossiers objets d'une première proposition.

	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Relégation individuelle.....	4	»	4
Relégation collective (ordinaire).....	729	69	798
Relégation collective (sections mobiles).....	149	»	149
Dispense provisoire de la relégation (décret du 26 novembre 1885, art. 11).....	29	10	39
Dispense définitive de la relégation (décret du 26 novembre 1885, art. 11).....	5	»	5
Sursis à la relégation (loi du 14 août 1885, art. 2).....	3	5	8
Renvoi à l'administration en vue de la grâce.....	36	7	43
Totaux.....	955	91	1.046

Dossiers qui à la suite d'un nouvel examen ont motivé un changement dans les propositions primitives.

	HOMMES		FEMMES		TOTAL	
	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.
Relégation individuelle.....	4	»	»	»	4	»
Relégation collective (ordinaire)...	97	13	17	»	114	13
Relégation collective (sections mobiles).....	1	1	»	»	1	1
Dispense provisoire de la relégation.....	8	45	1	14	9	59
Dispense définitive de la relégation.....	31	60	3	6	34	66
Sursis à la relégation.....	»	1	»	3	»	4
Ajournements en vue de la promulgation des règlements militaires.....	»	27	»	»	»	27
Propositions de grâces.....	6	»	2	»	8	»
Totaux.....	147		23		170	

L'expiration des délais de dispense provisoire a motivé une grande partie de ces changements.

En outre M. le Ministre de l'intérieur, dans des conditions indiquées plus loin au § 6, n'ayant pas accueilli des propositions de dispense définitive faites pour 66 condamnés, la commission a eu à formuler de nouveaux avis à l'égard de ces individus.

Parmi les causes de mutations, il importe de signaler aussi la mise en vigueur des règlements militaires.

Ce n'est qu'à la date du 26 novembre 1888 qu'un règlement d'administration publique a déterminé la situation exacte des relégués au point de vue du service militaire.

Avant le 31 décembre 1888, la commission n'avait pu statuer sur la situation de tous les condamnés dont les dossiers avaient été réservés pour examen jusqu'à la promulgation de ce décret. En 1889, elle a émis des avis définitifs sur la destination à donner à ceux qui restaient ajournés de ce chef à la fin de l'année précédente.

Enfin 15 dossiers ont donné lieu aux avis suivants :

	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Renouvellement de dispense provisoire ...	4	1	5
Maintien d'avis d'envoi en Nouvelle-Calédonie	1	»	1
Maintien d'avis d'envoi en Guyane	1	»	1
Mutation de Guyane en Nouvelle-Calédonie	1	6	7
Mutation de Nouvelle-Calédonie en Guyane	1	»	1
TOTAUX.....	8	7	15

Si, aux 1.231 avis indiqués aux tableaux précédents, on ajoute 135 demandes de supplément d'information, on arrive au total de 1.366 avis émis en 1889.

§ 2. — Relégation individuelle.

La commission ne peut que renouveler les regrets déjà formulés dans les rapports précédents au sujet des difficultés que rencontre l'application de la mesure de relégation individuelle.

En dehors des colonies pénitentiaires de la Nouvelle-Calédonie et de la Guyane, l'administration des colonies n'a pu indiquer aucun de nos établissements d'outre-mer vers lequel puissent être dirigés les relégués paraissant susceptibles d'amendement et pouvant bénéficier de la relégation individuelle.

Ces derniers sont sans doute fort rares : il en est quelques-uns cependant qui manifestaient, par une bonne attitude en prison, un repentir sur la sincérité duquel il était permis de fonder quelque espérance, qui semblaient n'avoir pas perdu toute habitude du travail et témoignaient du désir de racheter leur passé.

Pour les aider dans leurs aspirations de relèvement moral, il eût été désirable de les enlever immédiatement au milieu corrompé dans lequel ils avaient vécu jusque-là et auquel ils se retrouveront forcément mêlés en Nouvelle-Calédonie et en Guyane.

Faute de colonies, consentant à recevoir des relégués individuels, et ne pouvant procurer aux condamnés, qui ne lui paraissent pas irrémédiablement perdus, cet isolement nécessaire pour les arracher à des influences néfastes, la commission a préféré ne pas faire de désignation pour la relégation individuelle avant le départ de France ; elle a dû se contenter de signaler quelques relégués à la bienveillante attention de l'administration pénitentiaire coloniale.

Celle-ci sera mieux en situation pour examiner sur place les possibilités de relégation individuelle dans les colonies pénitentiaires. Peut-être sera-t-il encore possible d'assurer un isolement relatif, de faciliter, aux condamnés à qui elle accordera le bénéfice de cette mesure, le moyen de se procurer du travail et des ressources.

Mais il est à craindre que l'énergie de ceux-ci, leur volonté de sortir de la voie du mal ne soient pas assez fortes pour triompher des difficultés qu'ils rencontreront dans un entourage de condamnés et de libérés, leurs anciens compagnons dans le crime.

En fait, pendant l'année 1889, 46 condamnés ont, depuis leur arrivée sur les lieux de relégation, obtenu la mise en relégation individuelle : 10, dont 3 femmes, en Nouvelle-Calédonie — 36, dont une femme, en Guyane.

Le décret du 26 novembre 1888 et la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement, de l'armée, en permettant le versement, dans le corps des disciplinaires coloniaux, des condamnés de 21 à 26 ans paraissant dignes de la faveur de la relégation individuelle, ont sans doute fourni un débouché qui pourrait permettre d'espérer quelques bons résultats.

Mais, ainsi que le faisait remarquer le rapport de l'an dernier, le contingent de ces jeunes gens ne peut être que très faible : 3 seulement avaient pu bénéficier de ces dispositions en 1888 ; la commission n'en a trouvé que 8 à désigner dans ces conditions pour la relégation individuelle en 1889. — Encore sur ces 8, en est-il 4 dont la peine était expirée depuis un certain temps déjà et dont les dossiers avaient été ajournés jusqu'après la publication des règlements militaires sur les relégués. Le véritable contingent de 1889 n'est donc que de 4 sur les 951 hommes dont la situation a été soumise pour la première fois à la commission.

§ 3. — *Relégation collective. — Sections mobiles.*

Le régime des sections mobiles avait été organisé par le décret du 18 février 1888.

Les lieux où doivent être envoyées ces sections mobiles et les travaux en vue desquels elles sont constituées n'ont été désignés que par des décrets postérieurs élaborés par le Conseil d'État et qui portent la date des 12 février et 13 juin 1889.

La première section mobile est affectée au domaine de la Ouaménie (Nouvelle-Calédonie). Les relégués doivent être employés à des travaux de route, de défrichement et d'assainissement en vue de l'installation sur ce domaine de colons libres ou de récidivistes admis au bénéfice de la relégation individuelle et choisis principalement parmi les individus faisant partie de la section mobile.

La deuxième section mobile est affectée au territoire du Haut-Maroni (Guyane) ; elle est constituée en vue de l'exploitation des bois, de travaux de routes, de défrichement et d'assainissement.

Le décret du 13 juin 1889 avait désigné le territoire de la colonie de Diego-Suarez pour recevoir la troisième section mobile en vue des travaux de routes, de défrichement et d'assainissement. Mais l'administration des colonies vient d'informer la commission qu'elle renonçait pour le moment à l'envoi de relégués à Diego-Suarez ; 22 relégués avaient déjà été désignés pour cette troisième section ; la commission aura en 1890 à leur assigner une nouvelle destination.

Comme la relégation individuelle, les sections mobiles se trouvent ainsi limitées aux colonies pénitentiaires.

On doit le regretter ; ces sections constituées des hommes les plus solides et ayant mérité par leur bonne conduite d'y être admis, doivent être une bonne préparation et un acheminement normal vers la relégation individuelle.

Habituées à les voir travailler sans qu'il en résulte aucun désordre pour elles, et profitant de leurs travaux, les colonies n'auraient plus redouté le séjour chez elles de ceux des relégués, faisant partie de ces sections, qui se seraient le mieux conduits et auraient pu bénéficier de la relégation individuelle.

Ceux-ci, échappant au contact funeste des condamnés qui peuplent les territoires pénitentiaires, auraient vu leur relèvement moral singulièrement facilité.

Les décrets d'organisation fixent l'effectif maximum des sections mobiles à 400 sujets pour chacune.

En 1889, la commission a désigné 62 condamnés pour la première section mobile ; avec les 69 désignés en 1888, on a un total de 131 pour cette section.

La deuxième section se compose de 57 relégués désignés en 1888 et 66 en 1889, soit au total : 123.

Ces chiffres ne donnent pas cependant l'effectif complet actuel de chacune des sections mobiles ; il conviendrait d'y ajouter les relégués qui ont pu être désignés à cet effet depuis leur arrivée sur le lieu de relégation par les commissions locales.

§ 4. — Femmes relégables.

Nous signalions, l'an dernier, l'augmentation peu sensible mais continue de la proportion des femmes dans le nombre total des relégués.

Elle avait été pendant les trois premières années de 0,3 p. 100.

L'année 1889 dénote au contraire une diminution fort importante. La proportion, qui était de 11 p. 100 en 1888, est descendue à 9,98 p. 100 ; c'est le chiffre le plus faible qui ait encore apparu ; il accuse une diminution qui n'est pas moindre de 1,02 p. 100 en une seule année.

L'âge avancé de ces femmes (39 seulement sur 95 ont moins de 40 ans), l'état d'épuisement dans lequel se trouvent la plupart d'entre elles, usées par la débauche, les rendent sans utilisation sérieuse possible dans les lieux de relégation.

Ce n'est pas avec les femmes reléguées que l'on pourra arriver à constituer des familles dans les colonies pénales.

§ 5. — *Dispense provisoire de la relégation.*

L'art. 11 du décret du 26 novembre 1885 permet de dispenser à titre provisoire ou à titre définitif de la relégation les condamnés infirmes ou malades.

Le nombre des individus dans cette situation a été moindre en 1889 que pendant les années précédentes ; 8,8 p. 100 au lieu de 10,3 en 1888.

La diminution est particulièrement sensible pour les dispensés à titre provisoire qui ne représentent plus que 5,2 p. 100 du contingent total, alors qu'ils y figuraient pour 6,6 p. 100 en 1888.

64 reléguables sont arrivés en 1889 à l'expiration du délai de la dispense provisoire qui leur avait été accordée ; la commission de classement, après examen de nouvelles commissions médicales, a formulé à leur égard les propositions suivantes :

	Dispense défini- tive.	Prolonga- tion de la dispense provisoire.	1 ^{re} Section mobile.	Relégation collective à la Nouvelle- Calédonie.	Relégation collective à la Guyane.	Grâce
Hommes.....	26	4	1	11	7	3
Femmes.....	3	1	3	8	2	1
TOTAUX.....	29	5	4	19	9	4

La mesure de grâce, proposée par la commission, a été motivée, non par l'état de santé de la condamnée, mais par la constatation que la condamnation avait été irrégulièrement prononcée, d'après une modification dans la jurisprudence de la Cour de cassation qui s'était produite depuis l'examen primitif du dossier.

Sur 64 dispensés provisoires, les commissions médicales ont donc constaté qu'après cette période d'observation et de soins, 29 seulement se trouvaient définitivement hors d'état d'être expédiés aux colonies. La proportion est ainsi descendue de ce chef de 54 p. 100 en 1888, à 45 p. 100 en 1889.

Grâce à leur maintien provisoire en France, 29 condamnés, malades à l'expiration de leur peine, ont vu leur état de santé s'améliorer dans de bonnes conditions, puisqu'ils ont pu être jugés aptes à supporter les fatigues de la relégation et le climat des colonies.

§ 6. — *Dispense définitive de la relégation.*

La situation qui doit être faite aux dispensés à titre définitif n'est pas encore réglée; il est désirable qu'elle le soit le plus promptement possible.

Des raisons d'humanité s'opposent à ce que l'on envoie sur les lieux de relégation les individus pour lesquels les commissions médicales déclarent que le climat des colonies ou la traversée auraient un effet mortel.

La loi n'a pas prévu que la dispense définitive entraînerait la mise en liberté, celle-ci d'ailleurs ne pouvant que présenter des inconvénients; rendus à la vie libre, la plupart ne manqueraient pas de reparaitre devant les tribunaux et d'encourir une nouvelle condamnation à la relégation qui ne pourrait davantage recevoir son exécution.

Actuellement, ils sont maintenus en détention en France, mais la loi ne prévoit pas non plus que la peine de relégation puisse se subir dans la métropole.

Le nombre des dispensés définitifs finirait par s'accroître dans des proportions regrettables; et beaucoup d'entre eux sont encore en prison bien que la peine qui a entraîné la relégation soit expirée depuis un long temps.

Une solution s'impose; la commission ne peut qu'appeler de nouveau l'attention de M. le Ministre de l'intérieur sur cette nécessité.

Le précédent rapport avait émis la pensée que peut-être certaines commissions médicales avaient porté, sur le compte des relégables, des appréciations un peu pessimistes.

L'administration, dans cet ordre d'idées, avant d'approuver les propositions de dispenses définitives formulées par la commission de classement sur le vu des premières constatations médicales, a tenu à soumettre les condamnés qui en avaient fait l'objet à une contre-visite.

Les proposés pour la dispense définitive ont comparu devant une commission médicale spéciale réunie à Angoulême et l'examen a démontré que, pour 66 d'entre eux, les conclusions des premiers médecins étaient excessives, lorsqu'elles constataient l'impossibilité absolue de les transférer jamais aux colonies.

M. le Ministre de l'intérieur a, dès lors, rejeté les propositions faites en vue de la dispense définitive pour ces 66 condamnés et

leurs dossiers ont été retournés à la commission de classement qui a été appelée à désigner l'affectation nouvelle à leur donner.

Ils ont fait l'objet des propositions suivantes :

	Relégation collective Nouvelle-Calédonie.	Relégation collective Guyane.	Grâce.
Hommes.....	33	23	4
Femmes.....	3	2	1
TOTAUX.....	36	25	5

La bonne conduite en prison, les offres faites par les familles de recevoir les condamnés et de les assister, ont justifié 4 des propositions de grâce ; la cinquième a été motivée par la modification qui s'était produite, depuis le premier avis de la commission, dans la jurisprudence de la Cour de cassation et d'où il résultait que la condamnation n'avait pas été légalement prononcée.

L'attention des commissions médicales a été appelée sur la nécessité de ne conclure à l'impossibilité de transférer des relégués aux colonies que quand tout espoir de rétablissement paraîtrait irrémédiablement perdu.

Aussi le nombre des propositions de dispense définitive pour les dossiers nouveaux examinés en 1889 s'est trouvé très restreint : 5 hommes seulement ont été signalés pour cette mesure.

Mais il ne faut pas oublier qu'ils ne forment pas tout le contingent des propositions de dispense définitive pour cette année.

29 condamnés (26 hommes et 3 femmes) ont vu la dispense transformée de provisoire en définitive.

1 homme, à qui a été refusée la libération conditionnelle pour laquelle il était proposé, a dû être signalé pour la dispense définitive.

4 hommes, désignés pour la relégation collective, sont, avant leur embarquement, tombés assez gravement malades pour qu'il ait été nécessaire de les dispenser définitivement de la relégation.

Le chiffre des relégués proposés pour la dispense définitive est au 31 décembre 1889 de 38 (34 hommes et 4 femmes).

§ 7. — *Sursis à la relégation.*

Le sursis à la relégation, conséquence de la libération conditionnelle accordée à des relégables, pourrait être un des moyens les plus sérieux d'obtenir l'amendement d'un certain nombre de condamnés et quelquefois une solution pour éviter les inconvénients qui s'attachent à la dispense définitive.

Maintenus en liberté en France, sous la condition d'une bonne conduite, les condamnés bénéficiant du sursis restent pendant dix années sous la menace de l'exécution de la peine de la relégation prononcée contre eux. — Par leurs efforts, par leur application à éviter toute rechute, il dépend d'eux de racheter la condamnation à l'expatriation.

Malheureusement cette mesure ne peut être que rarement employée.

D'un côté, la masse des relégués offre peu de sujets, présentant assez de garanties, qui puissent, sans danger pour la sécurité publique, être remis en liberté, même conditionnelle, au milieu de la société qu'ils ont troublée par leurs fautes.

D'un autre côté, la loi ne permet l'application de la libération conditionnelle qu'aux condamnés à plus de trois mois de prison : or pour beaucoup de ceux qui sont frappés en vertu du § 4 de l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885, la peine suivie de relégation n'atteint pas cette durée.

Ajoutons qu'aucune disposition spéciale ne prévoit que la libération conditionnelle s'applique directement à la peine de la relégation, qu'elle ne peut être prononcée que pour la condamnation qui l'a entraînée, et que fréquemment les dossiers ne sont soumis à la commission qu'après l'expiration de la dernière peine ou à une époque trop voisine de cette expiration pour qu'une décision puisse intervenir, en temps utile, sur la mise en liberté conditionnelle.

Beaucoup se trouvent ainsi privés de la possibilité même de prétendre au sursis prévu par la loi du 14 août 1885.

En 1889, la commission n'a pu proposer cette mesure qu'en faveur de 8 condamnés (3 hommes et 5 femmes).

Elle a reçu avis qu'après avoir consulté la commission spéciale de la libération conditionnelle, M. le Ministre de l'intérieur avait pris deux décisions favorables.

Pour 3 condamnés, la proposition n'a pas été accueillie; les relégués, qui en avaient fait l'objet, ont été désignés : un homme pour la dispense définitive, une femme pour la dispense provisoire, une femme pour l'envoi en Nouvelle-Calédonie (relégation collective).

Pour les trois dernières propositions enfin, la commission n'avait pas encore reçu, au 31 décembre 1889, avis de la décision prise.

La libération conditionnelle accordée à une femme a dû être rapportée en 1889 en raison de l'inconduite de la condamnée qui a été désignée alors pour être dirigée sur la Guyane (relégation collective).

L'arrêté de mise en liberté conditionnelle pris en faveur d'un homme a dû être également révoqué à la suite d'une nouvelle condamnation qu'il a encourue. La commission a ajourné toute proposition d'affectation à son sujet jusqu'à la veille de l'expiration de la peine nouvelle prononcée contre ce relégué.

§ 8. — *Service militaire des relégués.*

L'art. 4 § 3 de la loi du 15 juillet 1889, sur le recrutement de l'armée, a reproduit les dispositions du décret du 26 novembre 1888 sur les conditions dans lesquelles les relégués doivent accomplir leurs obligations militaires.

Notre dernier rapport les a résumées.

Sur les 27 dossiers de relégués soumis aux obligations du service militaire, et qui n'avaient pu être examinés par la commission du 26 novembre au 31 décembre 1888, les avis suivants ont été émis :

Relégation individuelle (versement au corps des disciplinaires coloniaux).....	4
Relégation collective (Nouvelle-Calédonie).....	3
— — (Guyane).....	20
Total.....	27

Depuis la promulgation des règlements militaires, 11 condamnés ont été désignés pour être affectés au corps des disciplinaires coloniaux ; 3 en 1888 ; les 4 indiqués ci-dessus comme provenant des ajournés de 1888, et 4 dont les dossiers ont été communiqués pour la première fois cette année à la commission, ainsi que nous l'avons fait connaître sous le § 2.

Ces 11 individus n'ont pas encore été transférés sur le lieu où ils doivent accomplir leur service militaire.

§ 9. — *Renvoi au ministère de la justice en vue de la grâce.*

Le nombre des condamnés pour lesquels la commission a dû proposer une mesure de grâce pour fausse application de la loi s'est élevé d'une façon considérable en 1889.

Aucun grief n'en saurait pourtant être fait aux juridictions chargées d'appliquer la peine.

La cause a un caractère tout spécial et transitoire.

A la suite d'un arrêt rendu par la Cour de cassation, chambres réunies, la chambre criminelle a modifié sa jurisprudence sur un point important, au début de l'année 1889.

La chambre criminelle avait en effet tout d'abord décidé que, pour que la relégation fût appliquée, il suffisait que le condamné eût encouru, dans l'intervalle de dix ans, non compris la durée de toute peine subie, le nombre de condamnations prévu par l'art. 4 de la loi de 1885, encore bien qu'aucune des infractions poursuivies n'ayant été perpétrée postérieurement au jour où chacun des jugements avait acquis force de chose jugée, le prévenu ne fût pas légalement en état de récidive. De nombreux arrêts s'étaient prononcés en ce sens.

Les chambres réunies de la Cour de cassation ont condamné cette jurisprudence et ont décidé que, pour que la relégation soit prononcée, il faut que chacune des condamnations, en vertu desquelles elle est appliquée, soit encourue pour un fait postérieur à la condamnation précédente, devenue définitive. (Arrêt du 16 février 1889.)

La Chambre criminelle, les cours d'appel et les tribunaux de première instance se sont ralliés à cette nouvelle jurisprudence.

Mais beaucoup de condamnations avaient été prononcées en vertu de l'interprétation primitive, et la commission a dû proposer pour une mesure gracieuse les individus qui en avaient été l'objet.

Nous indiquons ci-dessous, avec les motifs, le nombre des propositions de grâce faites par la commission, pour erreur dans l'application de la loi.

Condamnations pour des délits non visés par l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885 (filouterie d'aliments, coups et blessures, etc.)	5
5 condamnations seulement à plus de 3 mois.....	5
Condamné ayant plus de 60 ans, à l'expiration de sa peine.....	1
Condamnations comptées pour la relégation bien que les faits soient antérieurs au moment où une condamnation précédente également comptée a eu un caractère définitif.....	34
Total.....	45

Malheureusement la grâce n'aura été pour la plupart de ces condamnés qu'une mesure d'ajournement ; les renseignements peu favorables recueillis sur tous ces individus, le fait qu'il ne manquait à presque tous qu'une condamnation pour que la peine leur eût été légalement infligée font craindre qu'ils ne soient repris avant peu et n'encourent de nouveau, et cette fois régulièrement, la relégation.

En outre, la commission a signalé à M. le Garde des sceaux, 6 condamnés qui, en raison tant de leur bonne conduite que d'une situation de famille intéressante et des garanties particulières d'amendement qu'ils paraissent offrir, lui semblaient dignes d'obtenir la remise de la peine de la relégation.

La commission eût préféré recourir pour eux à la libération conditionnelle, qui eût entraîné le sursis à la relégation, mais leur peine d'emprisonnement était expirée et cette mesure ne pouvait plus être légalement prise.

Dans le cours de cette année 1889, M. le Président de la République a, sur la proposition de M. le Garde des sceaux, accordé la grâce de la relégation à 41 condamnés pour fausse application de la loi. Il n'avait pas encore été statué, au 1^{er} janvier 1890, sur les 4 dernières propositions de grâces formulées par la commission pour ce motif.

Des décisions gracieuses ont également accordé la remise de la relégation à 8 condamnés proposés par la commission, en 1888 et 1889, pour des motifs divers (mauvais état de santé, bonne conduite en détention, repentir, etc.).

Aucun de ces derniers n'a comparu encore de nouveau devant la justice.

Mais 7 des graciés de la première catégorie avaient été, au 10 février 1890, pour des délits commis depuis leur mise en liberté, déférés aux tribunaux de répression et 4 d'entre eux ont été condamnés une deuxième fois à la relégation.

§ 10. — *Lieux de relégation.*

Les 1.048 condamnés dont la commission a proposé l'envoi dans les lieux de relégation, soit après premier examen du dossier, soit après expiration du délai de dispense provisoire ou après rejet de propositions de dispense définitive, de grâce ou de libération conditionnelle, ont été répartis ainsi qu'il suit :

	HOMMES		FEMMES	TOTAL
	Sections mobiles.	Relégation ordinaire.		
Nouvelle-Calédonie	61	200	33	294
Guyane	66	613	53	732
Diego-Suarez.....	22	»	»	22
TOTAUX.....	149	813	86	1.048

Rappelons que, comme nous l'avons fait connaître plus haut, les 22 individus désignés pour Diego-Suarez ne pourront recevoir cette destination, l'administration des colonies ayant informé la commission qu'elle renonçait pour le moment à envoyer des relégués dans cette colonie.

Les convois partis en 1889 sont au nombre de 4 et ont emmené :

	HOMMES	FEMMES	TOTAL	
15 mars	300	28	328	Guyane. Nouvelle-Calédonie. Guyane. Nouvelle-Calédonie.
10 mai	101	30	131	
20 juillet.....	150	24	174	
15 septembre....	75	23	98	
TOTAUX	626	105	731	

En ajoutant à ces chiffres ceux des départs effectués dans les trois années précédentes, on constate que le nombre des récidivistes, dont la métropole a été purgée et qui ont été transférés aux colonies, s'élève actuellement à 3.020, savoir :

	Hommes.	Femmes.	Total.
En Nouvelle-Calédonie	1.178	188	1.366
En Guyane.....	1.500	154	1.654
Totaux	2.678	342	3.020

Au 1^{er} janvier 1890, 640 condamnés attendaient leur embarquement pour la colonie de relégation.

Ce chiffre est assurément beaucoup trop élevé ; il n'était à la même date, l'année précédente, que de 344.

Des craintes que l'on a pu concevoir un instant sur l'état sanitaire de la Guyane expliquent cette situation qui n'aura qu'un caractère transitoire. Les craintes sont aujourd'hui dissipées, et déjà le 16 mars dernier, un convoi a pu emmener 300 relégués au Maroni.

Il est désirable que les relégués soient transférés à une date aussi rapprochée que possible de l'expiration de la peine qu'ils doivent subir en France. Ainsi que nous l'avons expliqué dans le précédent rapport, le contingent des relégués présents dans la métropole et en expectative de départ doit pouvoir être ramené au chiffre normal de 300 environ.

§ 11. — *Décès.*

Le nombre des décès qui se sont produits parmi les condamnés à la relégation, détenus dans les prisons de la métropole, pendant l'année 1889, est exactement le même que celui de 1888: 25.

Le rapport de cette dernière année fait connaître que ce chiffre doit être considéré comme relativement peu élevé.

§ 12. — *Situation des relégables au 31 décembre 1889.*

La situation des relégables présents en France au 31 décembre 1889, et sur lesquels la commission a émis des propositions, ressort du tableau suivant :

	HOMMES	FEMMES	TOTAL
<i>Relégables à expédier aux colonies.</i>			
Relégation individuelle.....	44	»	11
Première section mobile.....	36	»	36
Deuxième section mobile.....	39	»	39
Troisième section mobile.....	22	»	22
Relégation collective { Nouvelle-Calédonie	116	11	127
{ Guyane.....	390	15	405
Total des individus à expédier aux colonies	614	26	640
<i>Relégués maintenus dans la métropole.</i>			
Dispenses provisoires.....	55	10	65
Proposés pour dispenses définitives.....	34	4	38
Proposés pour sursis à la relégation.....	1	2	3
Proposés pour la grâce.....	18	2	20
Total des individus maintenus dans la métropole.....	108	18	126
Totaux généraux.....	722	44	766

Troisième partie.

STATISTIQUE

Les renseignements statistiques portent sur les 1.046 condamnés qui ont été en 1889 pour la première fois l'objet de propositions formulées par la commission.

§ 1^{er}. — *État civil. — Age.*

La répartition des condamnés relégables au point de vue du sexe et de l'âge est indiquée au tableau suivant :

	HOMMES		FEMMES	
	Nombre.	0/0	Nombre.	0/0
De 21 à 25 ans.....	89	9	4	4
De 26 à 30 ans.....	151	16	18	19
De 31 à 40 ans.....	332	35	17	18
De 41 à 50 ans.....	250	26	33	35
De 51 à 60 ans.....	129	14	23	24
TOTAUX	951		95	

L'âge moyen est actuellement : pour les hommes de 37 ans et 10 mois ; pour les femmes de 41 ans et 3 mois.

L'abaissement a suivi une marche constante pour les hommes : 40 ans en 1886 ; 39 ans et 6 mois en 1887 ; 38 ans et 9 mois en 1888.

Pour les femmes il avait paru subir un temps d'arrêt en 1888 ; il a repris en 1889. Pendant une seule année, l'abaissement n'est pas moindre pour celles-ci de 1 an et 5 mois.

Le tableau ci-dessus confirme le symptôme inquiétant que révélait la statistique de l'an dernier sur le nombre sans cesse croissant des jeunes relégables.

Bien que le chiffre total des condamnés ait diminué, celui des relégués de 21 à 25 ans est resté exactement le même. De 1888 à 1889, la proportion est montée de 8,8 à 9,3 p. 100.

Cette constatation concorde avec celle que l'on relève dans les statistiques judiciaires sur l'abaissement progressif de l'âge des condamnés dans la criminalité générale.

§ 2. — Situation de famille.

Dans le tableau ci-après les condamnés à la relégation sont classés d'après leur situation de famille.

	HOMMES		FEMMES	
	Nombre.	0/0	Nombre.	0/0
Célibataires.....	705	74	35	37
Mariés avec enfants.....	109	12	19	20
Mariés sans enfant.....	84	9	15	16
Veufs avec enfants.....	31	3	14	15
Veufs sans enfant.....	22	2	12	12
TOTAUX.....	951		95	

La diminution du nombre proportionnel des célibataires et l'augmentation de celui des individus mariés, déjà constatées pour 1888, ont continué à se produire dans une proportion assez sensible en 1889.

§ 3. — *Instruction.*

Les renseignements fournis par l'administration pénitentiaire permettent de classer ainsi qu'il suit les condamnés d'après leur degré d'instruction.

	HOMMES		FEMMES	
	Nombre.	0/0	Nombre.	0/0
1 ^{re} catégorie : Complètement illettrés.....	285	30	33	35
2 ^e catégorie : Sachant lire et écrire.....	598	63	55	58
3 ^e catégorie : Ayant une instruction élémentaire.....	63	6,5	7	7
4 ^e catégorie : Ayant une instruction supérieure	5	0,5	»	»
TOTAUX.....	951		95	

Les proportions sont à peu de chose près les mêmes que celles relevées pendant les années précédentes. On constate cependant une réduction du nombre proportionnel des condamnés ayant reçu une instruction élémentaire et une augmentation de celui des relégués sachant seulement lire et écrire.

Les renseignements du tableau ci-dessus ne font que confirmer les réflexions contenues dans le précédent rapport de la commission et tirées du rapprochement entre ces chiffres et la proportion des illettrés parmi les conscrits.

§ 4. — *Faits qui ont entraîné la condamnation à la relégation.*

Les motifs des condamnations qui ont donné lieu à l'application de la peine de la relégation sont relevés au tableau suivant :

DÉSIGNATION	HOMMES		FEMMES		TOTAL		CONDAMNÉS CORRECTIONNELS en 1888.	
	O/O		O/O		O/O		O/O	
	Nombre.		Nombre.		Nombre.	moyenne des 3 premières années (1886-1888).	Nombre.	
Crime	»	»	»	»	»	»	»	»
Vol	654	68,8	71	74,7	725	62	42.623	59,3
Escroquerie.....	74	7,8	9	9,5	83	7	3.937	5,5
Abus de confiance.....	32	3,3	4	4,2	36	3	3.834	5,3
Outrage public à la pudeur	10	1,1	1	1,1	11	1,1	2.618	3,6
Excitation de mineurs à la débauche	»	»	»	»	»	0,1	278	0,4
Vagabondage et mendicité (art. 277 et 279 du code pénal).....	8	0,8	»	»	8	1,2	17.619	24,5
Vagabondage simple.....	131	13,8	6	6,3	137	20,7	991	1,4
Infraction à interdiction de séjour.	42	4,4	4	4,2	46	4,9		
Totaux.....	951		95		1.046		71.900	

Comme les années précédentes, la proportion des relégués à la suite d'un délit de vagabondage va sans cesse diminuant, tandis que celle des condamnés après une infraction de vol s'accroît toujours.

Pour les premiers, la diminution est, depuis la première année d'application de la loi (1886) de 18 p. 100 ; pour les seconds, l'augmentation atteint 13 p. 100.

Aux motifs de ce double mouvement déjà indiqués par le rapport de l'an dernier, il convient d'ajouter qu'il est également la conséquence d'un fait constaté par la statistique judiciaire : l'accroissement persistant du nombre des délits de vol depuis plusieurs années ; l'état par contre à peu près stationnaire des délits de vagabondage depuis 1885.

§ 5. — *Textes visés par le jugement de condamnation à la relégation.*

La classification adoptée correspond aux quatre paragraphes de l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885.

Le tableau suivant fait connaître la répartition en 1889 des condamnés entre les quatre catégories correspondant à chacun de ces paragraphes, dans l'ordre même qu'ils occupent dans le texte de la loi.

	HOMMES		FEMMES		TOTAL	
	Nombre.	0/0	Nombre.	0/0	Nombre.	0/0
1 ^{re} catégorie (§ 1 ^{er} de l'art. 4.)	»	»	»	»	»	»
2 ^e — (§ 2 de l'art. 4.)	60	6,3	3	3	63	6
3 ^e — (§ 3 de l'art. 4.)	678	71,3	79	83	757	72
4 ^e — (§ 4 de l'art. 4.)	213	22,4	13	14	226	22
TOTAUX.....	951		95		1.046	

La commission n'a pas encore eu à examiner de dossiers se référant à des condamnés de la 1^{re} catégorie.

Celle-ci ne doit comprendre en effet que des individus frappés de peines criminelles. — Les condamnés aux travaux forcés étant, aus-

sitôt après l'arrêt, transférés dans les colonies pénitenciaires, ce sont les commissions locales, et non la commission de classement fonctionnant dans la métropole, qui auront à examiner leurs dossiers et à formuler des propositions à leur égard. — Quant aux condamnés à la réclusion, les dossiers ne devant nous être soumis qu'à l'expiration de la peine et celle-ci ayant une durée minima de cinq années, c'est en 1891 ou au plus tôt seulement à la fin de 1890 que la commission de classement pourra commencer à être saisie de leur situation.

Le tableau ci-dessus révèle l'augmentation persistante de la proportion des condamnés de la troisième catégorie : 60 p. 100 en 1886 ; 64 p. 100 en 1887 ; 70 p. 100 en 1888 ; enfin 72 p. 100 en 1889 et la diminution également constante de ceux de la deuxième catégorie : 36 p. 100 en 1886 ; 32 p. 100 en 1887 ; 26 p. 100 en 1888 et 22 p. 100 en 1889.

Elles correspondent aux constatations du tableau précédent.

Les condamnés à un emprisonnement de longue durée commencent seulement à arriver à l'expiration de leur peine ; il en est résulté une augmentation du nombre des relégués de la deuxième catégorie ; les individus ayant dans leurs antécédents judiciaires une peine criminelle, devant être naturellement, en cas de récidive, frappés avec plus de sévérité par les juridictions répressives.

La proportion des condamnés de cette deuxième catégorie qui s'était maintenue jusqu'ici à 4 p. 100 du nombre total des relégués s'est trouvé subir une élévation à 6 p. 100 en 1889.

§ 6. — *Durée de la peine à subir avant la relégation.*

A l'élévation du chiffre des condamnés en vertu des §§ 2 et 3 de l'art. 4 de la loi de 1885 devait correspondre une augmentation du nombre de ceux qui ont à subir une plus longue peine d'emprisonnement avant leur envoi en relégation.

Si on classe les relégués d'après la durée de la peine qui a entraîné la relégation, on constate pour 1889 les résultats suivants :

	HOMMES		FEMMES		TOTAL	
	Nombre	0/0	Nombre	0/0	Nombre	0/0
Peine de plus d'un an de prison.	349	37	31	33	380	36
Peine d'un an de prison ou moins	602	63	64	67	666	64
TOTAUX.....	951		95		1.046	

En 1888, la proportion des condamnés à une peine d'emprisonnement d'un an au moins s'élevait à 76,5 et celle des condamnés à plus d'un an n'atteignait que 23,5. La différence de proportions a donc été très sensible de 1888 à 1889.

§ 7. — *Nombre des condamnations encourues par les relégués.*

Les relevés opérés sur les extraits des casiers judiciaires permettent de faire, au sujet des condamnations antérieures encourues par les relégués, non compris celle qui a entraîné la peine de relégation, les constatations suivantes :

NOMBRE DE CONDAMNATIONS	RÉCIDIVISTES	NOMBRE DE CONDAMNATIONS	RÉCIDIVISTES
2.....	3	De 11 à 15	206
3.....	40	De 16 à 20	82
4.....	82	De 21 à 30	67
5.....	104	De 31 à 40	19
6.....	92	De 41 à 50 ...	8
7.....	99	Au-dessus de 50	5
8.....	79		
9.....	86		
10.....	74	TOTAL.....	1.046

Au total 11.283 condamnations, soit 10,7 par récidiviste.

La progression du nombre des condamnations par relégué suit une marche descendante progressive depuis le début de l'application de la loi : 14,9 en 1886 ; 12, 3 en 1887 ; 11,6 en 1888 ; 10,7 en 1889.

L'abaissement serait encore proportionnellement beaucoup plus rapide si, au lieu de tenir état de toutes les condamnations qui figurent au casier judiciaire, on ne faisait entrer en ligne de compte que celles qui par leur nature et leur durée sont susceptibles d'entraîner la peine de la relégation.

La plupart des vieux récidivistes qui, avant la promulgation de la loi de 1885, avaient encouru des condamnations en nombre et en durée pouvant entraîner dès ce moment la relégation, mais qui n'y pouvaient être soumis, aux termes de l'art. 9, qu'en cas de condamnation nouvelle dans les conditions de l'art. 4, ont été, dans le cours de ces quatre dernières années, repris, jugés, condamnés pour des faits qui ont motivé contre eux l'application de cette peine.

Le plus grand nombre des individus, dont les dossiers ont passé sous les yeux de la commission en 1889, sauf ceux condamnés à une longue peine d'emprisonnement à une époque rapprochée de la promulgation de la loi de 1885, ne comptent que le chiffre strictement légal de condamnations pouvant par leur nature et leur durée justifier la peine de relégation.

RÉSUMÉ

Depuis le début de l'application de la loi jusqu'au 1^{er} janvier 1890, 6.532 récidivistes ont été condamnés à la relégation.

Sur ce nombre :

3.020 ont été expédiés en relégation ;

640 sont en expectative de départ ;

678 condamnés à la relégation à la suite d'une peine de travaux forcés ont été transférés sur les lieux de transportation.

4.338 ont donc quitté ou sont sur le point de quitter la métropole.

Sur les 2.194 restant, 1.500 environ sont en cours de peine en France, une centaine sont maintenus en état de dispense provisoire ou définitive et près de 250 ont été l'objet de mesures de grâce ou de libération conditionnelle.

Le surplus, 350 environ, représente les récidivistes décédés et ceux qui ont été l'objet de plusieurs condamnations à la relégation.

L'administration des colonies a publié l'an dernier un rapport très complet sur l'application aux colonies de la loi du 27 mai 1885 pendant l'année 1887 ; nous ne pouvons que renvoyer à ce document en ce qui concerne les résultats de la loi de la relégation après le départ des condamnés de la France continentale.

Signalons cependant que la main-d'œuvre pénale des relégués, particulièrement en Nouvelle-Calédonie, semble avoir donné des résultats bien supérieurs à ceux que l'on attendait ; M. le Sous-Secrétaire d'État des colonies a fait connaître, en effet, à la commission le désir du gouvernement de cette colonie de voir augmenter le nombre des relégués qui lui étaient destinés, en raison du travail fructueux que l'on en tirait.

Quant aux résultats moraux que produit la loi sur la criminalité générale, c'est aux statistiques judiciaires qu'il importe de se référer.

Les derniers résultats connus, ceux de 1888, ne semblent guère satisfaisants. Le total des délits, spécialement visés par la loi de 1885, n'a cessé de s'accroître dans la criminalité générale, les délits de vol en particulier.

Notons toutefois une tendance légère à la diminution pour le vagabondage. Dans la période 1880 à 1885, l'augmentation des délits de vagabondage avait été très importante. En comparant au contraire les chiffres de 1886 et 1888, nous constatons non seulement un arrêt de l'accroissement, mais une diminution de près de 500 : 17.629 au lieu de 18.020.

Signalons enfin une constatation qui mérite d'être rapportée et qui paraît bien être une conséquence directe de la loi de 1885.

Les récidivistes légaux, ceux qui constituent le danger le plus sérieux pour la société, n'avaient cessé d'augmenter en nombre avant 1886. En rapprochant les deux périodes quinquennales 1876-1880 et 1881-1885, on constate que l'augmentation n'avait pas été moindre de 2.000. La moyenne de la dernière période s'élevait à 15.514. En 1886, le nombre des récidivistes légaux comparissant devant les tribunaux diminue, il est de 14.587 ; en 1887, nouvelle diminution : 14.049.

Les résultats publiés par les statistiques criminelles ne s'appliquent encore qu'aux premières années qui ont suivi immédiate-

ment la promulgation de la loi : aussi nous contentons-nous de les relever en retenant seulement à l'état de symptômes les indications qu'ils renferment, mais il serait prématuré de vouloir en tirer des déductions précises.

Au surplus, la loi de relégation ne figure que pour partie dans l'ensemble des mesures qui, suivant la pensée du législateur, sont destinées à combattre la récidive. Le Parlement est encore saisi de diverses propositions qui ont pour but de prévenir ou de réprimer plus efficacement la récidive. Ce n'est que quand l'œuvre sera complète qu'on pourra espérer voir enfin conjurer ce danger social.

Paris, le 25 mars 1890.

ÉL. JACQUIN,
Conseiller d'État,
Président de la Commission de classement.

III

Budget des colonies.

Service pénitentiaire. — Transportation. — Relégation.

Notre régime pénitentiaire est caractérisé par ce fait qu'il a fallu rendre une loi protectrice aux termes de laquelle les condamnations prononcées contre les réclusionnaires doivent être subies dans la maison centrale où le nouveau crime a été commis. Les détenus assassinaient leurs gardiens dans l'espoir d'être envoyés à la Nouvelle-Calédonie, le paradis terrestre des repris de justice.

Mais ce n'est pas à l'occasion du budget que nous pouvons utilement discuter la question si délicate, si controversée des peines et de leur exécution, nous devons nous contenter d'examiner la situation financière.

Elle est franchement mauvaise.

Les dépenses de la transportation de l'exercice 1890 s'élèveront à :

Administration centrale (Personnel).....	35.400
Loyer	6.500
Chauffage, frais de bureau.....	2.100
A reporter.....	44.000

Report.....	44.000	
Chap. 21. — Personnel	5.370.000	
Chap. 22. — Matériel	1.460.000	
Transport de la marine: Nouvelle-Calédonie.....	906.121	
Guyane.....	246.641	
Total.....	1.149.462	1.149.46
Chap. 6. — Gendarmerie		
Nouvelle-Calédonie.....	267.000	
Guyane.....	70.274	
Total.....	337.274	337.274
Chap. 7. — Agents des vivres.....	230.484	
Chap. 15. — Télégraphe.....	45.105	
Chap. 16. — Subventions.....	293.000	
Total.....		8.929.325

Il y a lieu d'ajouter à cette somme la moitié des dépenses militaires de la Nouvelle-Calédonie et de la Guyane. Ces deux colonies n'étant pas en état de défense, l'effectif des troupes serait diminué dans une notable proportion, n'était l'obligation de disposer d'une force suffisante pour réduire les forçats en cas de rébellion.

Nouvelle-Calédonie.

Chap. 6.....	173.616
Solde des troupes (marine).....	616.750
Chap. 7.....	29.481
Chap. 8.....	48.690
Chap. 10.....	745.534
Chap. 11.....	120.620
Chap. 12.....	67.640
Chap. 14.....	150.600

Guyane.

Chap. 6.....	118.384
Solde des troupes (marine).....	125.300
Chap. 7.....	25.524
Chap. 8.....	33.460
Chap. 10.....	228.401
Chap. 11.....	96.473
Chap. 12.....	64.000
Chap. 14.....	77.300

Total..... 2.760.773
dont 1/2: 1.380.386 fr. 50.

Total des dépenses de la transportation, 10.309.711 fr. 50.

Le nombre moyen des condamnés en cours de peine étant inférieur à 10.000, chacun revient annuellement à 1.031 francs.

Pour la relégation les crédits de 1890 s'élèvent à :

Chap. 23.....	1.628.827
Chap. 24.....	1.590.000
Gendarmerie.....	173.104
Total.....	3.391.931

avec un effectif moyen de 3.000 hommes; soit par tête et par an 1.130 fr., somme supérieure de 100 fr. à celle dépensée par les transportés y compris l'entretien de l'armée. Cet excédent ne doit pas surprendre; les relégués, épuisés par la débauche, habitués au vagabondage, étrangers à l'agriculture, sont hors d'état de gagner leur vie dans un pays nouveau, où l'émigrant ne peut réussir qu'à force de travail et de volonté. S'ils possédaient les qualités maîtresses du colon, ils n'auraient pas été condamnés. Forcément ils tombent à la charge de l'administration.

Provisoirement leur nombre ne paraît pas devoir s'accroître, car les tribunaux correctionnels, sachant qu'à la Guyane, le lieu choisi de préférence pour l'internement, la durée de la vie est sensiblement réduite, hésitent à prononcer des condamnations qui équivaldraient à la mort lente, peine non prévue par les codes français.

Si la loi de 1885 était exécutée dans son esprit et sa rigueur, l'effectif de relégués s'élèverait à 10.000, donnant lieu à une dépense de.....	11.300.000	»
qui, ajoutée à celle de la transportation...	10.309.711	50
nécessiterait un crédit annuel de.....	21.609.711	50

D'après la note de M. le Directeur des services pénitentiaires au ministère de l'intérieur, les frais d'entretien des détenus à longues peines ne sont en France, y compris le transfèrement, que de 90 centimes par jour et de 328 francs par an. Si les 20.000 transportés et relégués subissaient leur condamnation dans les maisons centrales, la dépense ne serait que de.....

6.560.900 »

Différence en moins..... 15.050.000

Avec les effectifs actuels de 10.000 transportés et de 3.000 relégués, la dépense serait de.....

4.264.000 »

Elle est de..... 13.101.000 »

Différence en plus..... 9.437.000

Ces sacrifices considérables, demandés aux contribuables, sont-ils en rapport avec les services rendus par les lois de 1854 et de 1885.

Il est permis d'en douter : après quarante-cinq ans de pratique, les résultats sont loin d'être satisfaisants, et les rêves du législateur, en ce qui concerne la moralisation des condamnés, se sont évanouis. Bien peu de déportés ont constitué une famille ; et quelle famille ! La criminalité, par suite de l'insuffisance de la répression, s'est développée d'une manière inquiétante.

En dehors de ces considérations d'ordre général et métropolitain, il ne paraît pas possible de maintenir l'organisation actuelle. La Nouvelle-Calédonie est saturée, et l'apport incessant de nouveaux criminels y entretient et développe la démoralisation. On ne saurait prévoir l'avenir social réservé à ce pays, si la transportation n'y était pas supprimée.

Dans ces dernières années, l'administration s'est efforcée de rétablir la discipline des bagnes, gravement compromise par une philanthropie de mauvais aloi, et de diminuer les charges publiques par un meilleur emploi de la main-d'œuvre. C'est même M. le sous-secrétaire d'État qui, soucieux de déférer aux intentions clairement manifestées par la Chambre, nous a indiqué les différentes économies qui pouvaient être faites sans entraver la marche du service.

Plusieurs membres de la commission ont formulé des observations fondées sur les contrats de main-d'œuvre. En effet, s'il est rationnel, pour diminuer la dépense d'entretien et occuper les condamnés, de les employer sur des chantiers publics ou privés, on ne saurait admettre que le travail pénitentiaire devienne l'objet de cessions dont l'administration ignore les clauses. Dans de semblables conditions, la répression pénale revêt un caractère de spéculation et d'exploitation en contradiction avec l'esprit et les dispositions de la loi.

M. le sous-secrétaire d'État des colonies a donné des instructions interdisant le renouvellement de ces abus.

Les acquisitions de terrains, soldés avec la valeur représentative des journées de travail à longue échéance, constituent également des opérations irrégulières, sur lesquelles votre commission appelle l'attention de la Chambre et qu'elle estime devoir être désormais interdites.

État de comparaison des crédits en 1890 et 1891.

DÉSIGNATION	CRÉDIT voté en 1890.	CRÉDIT PROPOSÉ EN 1891	
		par le DÉPARTEMENT	par LA COMMISSION
Transportation.—Personnel.	5.370.000	5.607.415	5.437.500
— Matériel..	1.460.000	1.067.100	1.852.500
Relégation.—Personnel....	1.628.827	1.900.917	1.592.907
— Matériel.....	1.590.000	1.700.500	1.495.000
TOTAUX.....	10.048.827	11.175.932	10.377.907

Mais il y a lieu d'ajouter aux crédits proposés par la commission..... 10.377.907

plusieurs dépenses réparties :

1° Au chapitre 4 (Personnel de la justice).... 51.910

2° Au chapitre 7 (Agents des vivres et du matériel)..... 18.000

Total des dépenses du service pénitentiaire. 10.417.817
donnant ainsi sur 1890..... 10.048.817

une augmentation de dépenses de 498.990
et sur les propositions de l'administration pour
l'exercice 1891..... 11.175.932

une réduction de 728.415

En tenant compte du report des frais de
transport des condamnés du budget marine au
budget colonial 408.500

Cette augmentation de 1891 sur 1890 se ré-
duit à..... 89.510

CHAPITRE XXII. — Transportation, personnel.

Les crédits votés en 1890 étaient de..... 5.370.000

Le crédit proposé pour 1891 est de..... 5.607.415

Différence en plus..... 237.415

L'administration explique cet accroissement de dépense :

1° Par l'élévation du nombre des condamnés	108.165
2° Par l'élévation du prix de la viande à la Nouvelle-Calédonie.....	178.000

Total des augmentations.....	286.165
------------------------------	---------

qui sont réduites par des reports d'ordre :

Au chapitre 22 (Frais de transport des condamnés à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie) 30.000

Au chapitre 4 (Solde du personnel de la justice)..... 15.000

Au chapitre 1^{er} (Service technique)... 3.750

Total.....	48.750	48.750
------------	--------	--------

Reste, somme égale.....	237.415
-------------------------	---------

Après entente avec le département, les réductions suivantes ont été opérées:

Administration.....	30.000
---------------------	--------

soit une économie de 32.000 fr. sur les dépenses de 1890.

Surveillance et police.....	8.900
-----------------------------	-------

laissant une augmentation de 16.600 francs sur l'exercice 1890.

Colonisation.....	45.000
-------------------	--------

Cette réduction a pu être opérée sans inconvénient, l'administration ayant renoncé à entretenir à grands frais des usines agricoles et apportant plus de discernement dans les envois en concession.

Personnel des travaux.....	60.250
----------------------------	--------

Même motif.

Dépenses accessoires.....	3.600
---------------------------	-------

Traitement dans les hôpitaux.....	4.500
-----------------------------------	-------

Ce crédit est encore supérieur de 17.000 fr. à celui de 1890.

Vivres.....	17.665
-------------	--------

dépassant le crédit de 1890 de 226.500 francs.

Total des réductions.....	169.915
---------------------------	---------

qui, retranchées des prévisions de l'administration pour 1891.....	5.607.415
--	-----------

réduisent le chapitre 22 à la somme de.....	5.437.500
---	-----------

donnant sur le crédit de 1890.....	5.370.000
------------------------------------	-----------

une augmentation en écritures s'élevant à....	67.500
---	--------

et en comprenant les reports.....	48.750
-----------------------------------	--------

une augmentation réelle se montant à.....	116.250
---	---------

CHAPITRE XXIII. — *Transportation, matériel.*

Crédit accordé pour 1890.....	1.460.000	
Crédit demandé pour 1891.....	1.967.100	
Différence en plus.....	507.100	
Cette augmentation comprend :		
Frais de transport des condamnés passés de la marine aux colonies.....	408.500	
Report du chapitre 22 du crédit inscrit pour les transports intérieurs dans les deux colonies pénitentiaires.....	30.000	
Total.....	438.500	438.500
Reste en augmentation réelle.....	68.600	
que l'administration justifie par la nécessité de doter plus largement le chapitre pour faire face à l'arrivée de nouveaux condamnés :		
Travaux.....	37.000	
Habillement des détenus.....	32.000	
Total.....	69.000	
dont il y a lieu de déduire 400 fr. résultant d'une économie sur les dépenses diverses d'Obock.....	400	
Reste, somme égale.....	68.600 fr.	
Mais, d'accord avec M. le sous-secrétaire d'État, votre commission a reconnu qu'il était possible de réaliser des économies :		
Sur la construction des établissements et baraques.....	60.000	
Après quarante années, les travaux d'installation doivent être achevés et parachevés.		
Sur les canaux, routes, digues, etc.....	50.000	
Même observation qu'à l'article précédent; dans un temps prochain, il y aura lieu de mettre l'entretien à la charge du budget sur ressources spéciales: 390.000 fr.		
Sur les vêtements et objets de couchage.....	2.100	
Soit encore une augmentation de 29.900 fr. sur le crédit de 1890.		
Sur le mobilier.....	2.500	
Total des réductions de crédit.....	114.600	
L'excédent de dépense réelle.....	68.600	
se transforme en une diminution de.....	46.000	
et le chapitre 23 se règle à la somme de 1.852.500 fr.		

CHAPITRE XXIV. — *Relégation, personnel.*

Crédit voté pour 1890.....	1.628.827
Crédit demandé pour 1891.....	1.900.917
Différence en plus.....	272.090

L'administration prévoit pour l'accroissement du nombre des relégués (1840) une augmentation de dépense s'élevant à.....	224.000
Élévation du prix de la viande à la Nouvelle-Calédonie.....	20.000
Établissement d'une section mobile de relégués à Diego-Suarez.....	83.000

Total des crédits nouveaux.....	327.000
compensés en partie par le report au chapitre 1 (Personnel de justice) d'une somme de.....	36.910
et au chapitre 7, de la solde des agents des vivres	18.000

Total des reports..... 54.910

Reste en augmentation d'écritures une somme de 272.090 fr.

Depuis la rédaction du projet de budget, l'administration a reconnu qu'il n'était pas possible de placer les relégués à Diego-Suarez où déjà se produisent de fréquentes évasions parmi les disciplinaires: l'économie réalisée de ce chef s'élève à 83.000

Le nombre des relégués à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie ne devant pas atteindre les prévisions, et, d'autre part, les services étant trop largement dotés, il a été possible d'opérer des réductions :

Sur surveillance et police.....	60.000
Sur les hôpitaux	34.000
Sur les vivres	431.000

Total des économies	308.010
L'augmentation de dépense de.....	327.000

se trouve réduite à 18.990
et le chapitre 24 se règle à 1.592.907 fr.

CHAPITRE XXV. — *Relégation, matériel.*

Crédit accordé en 1890	1.590.000
Crédit proposé pour 1891.....	1.700.500
Différence en plus.....	110.500

L'administration justifie cet accroissement de dépense :	
Par la nécessité de pourvoir à l'habillement des nouveaux relégués	56.000
Par l'établissement d'une section mobile à Diego-Suarez	54.500
Somme égale.....	110.500
Au chapitre précédent, il a été indiqué les motifs qui empêchèrent de créer un dépôt à Diégo-Suarez, d'où une économie de	
	54.500
D'accord avec M. le sous-secrétaire d'État, les réductions suivantes ont été opérées :	
Sur travaux de constructions et de baraquements.....	110.000
Sur les loyers et ameublements.....	350
Sur travaux de route à la Nouvelle-Calédonie....	30.000
Sur le couchage et l'habillement	16.000
Ensemble.....	210.850
réduits par une diminution de.....	5.350
sur dépenses imprévues à la Nouvelle-Calédonie.	
Reste.....	205.500

L'augmentation de dépense se traduit par une réduction de 95.000 fr. et le chapitre 25 se règle à 1.495.000 fr.

Il eût été possible de réaliser des économies plus considérables sur le matériel de la transportation et de la relégation, qui s'élève encore, après les réductions opérées au projet de budget de 1891, présenté par la commission, à :

DÉSIGNATION	CHAPITRE 23 — TRANSPOR- TATION	CHAPITRE 25 — RELÉGATION	BUDGET SPÉCIAL
Travaux de construction et de barraquement.....	245.000 »	500.000 »	»
Travaux de routes.....	150.000 »	100.000 »	80.000 »
Matériel flottant.....	75.000 »	50.000 »	130.000 »
TOTAUX.....	470.000 »	650.000 »	210.000 »
GRAND TOTAL.....	1.330.000 »		

Mais en opérant trop brusquement, avant l'organisation de chantiers de construction et de réparation, on risquerait d'entraver la marche du service.

Budget sur ressources spéciales.

L'administration fournit l'état des dépenses, mais ne fait pas connaître l'origine détaillée des recettes. Il y a là une lacune qui devra être réparée au projet de budget de l'exercice 1892.

Le crédit voté pour 1890 était de.....	273.000
Le crédit demandé pour 1891 s'élève à.....	494.000
Différence en plus.....	221.000

Cette augmentation est basée sur les résultats constatés de l'exercice 1888 qui ont donné en recettes, 706.730 fr. 63, dont, en vertu de la loi des finances de 1884, 30 p. 100 sont versés au budget ordinaire, 212.022 fr. 19 et 70 p. 100 laissés au budget sur ressources spéciales, 493.718 fr. 44.

Si les mesures arrêtées par M. le sous-secrétaire d'État relativement au travail des condamnés sont scrupuleusement exécutées, il se produira en fin d'exercice un excédent considérable.

Les principales augmentations de dépenses portent :

Sur le personnel administratif par suite du paiement des employés de la caisse pénitentiaire d'épargne, 10.000 fr.

Sur les salaires des condamnés affectés aux travaux publics, 121.000 fr.

Sur l'outillage, 30.000 fr.

Sur l'entretien et réparation d'établissements, de machines, de de matériel flottant, 50.000 fr.

L'administration n'a plus, il est vrai, à entretenir d'usines, mais elle se propose d'acheter deux chaloupes à vapeur pour le Maroni.

Dans un temps prochain il y aura lieu de reporter à ce budget spécial les travaux d'entretien des bagnes.

IV

**[Règlement relatif aux libérés des travaux forcés
en résidence obligatoire aux colonies pénitentiaires
et Décret conforme.**

M. le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, vient d'adresser à M. le Président de la République, le rapport suivant :

Monsieur le Président,

La situation des libérés de la peine de travaux forcés dans nos établissements d'outre-mer préoccupe depuis longtemps l'adminis-

tration des colonies. En effet, cette catégorie de transportés a donné lieu à de nombreuses plaintes de la part des autorités coloniales, qui n'ont pas hésité à signaler la libération avec résidence obligatoire, telle qu'elle est pratiquée, comme une des conséquences les plus défectueuses de la transportation.

Sans méconnaître en aucune façon la justesse des reproches adressés à l'état de choses actuel, j'ai pensé qu'il était possible de puiser dans l'esprit de la loi du 30 mai 1854, tel qu'il se dégage des travaux préparatoires, les bases d'une réglementation tout à la fois plus étroite et plus efficace.

I. — Si l'on se reporte aux articles 6, 8 et 12, paragraphe 4, de la loi précitée, on reconnaît que la situation du transporté de la 4^e catégorie, 1^{re} section, se compose de deux éléments : d'une part, il est libéré de la peine des travaux forcés ; d'autre part, il est astreint à une résidence obligatoire dans la colonie. De cette double constatation découlent diverses conséquences : en premier lieu, il y a impossibilité légale de l'assujettir à un travail pénal proprement dit, qui aurait pour résultat de prolonger, pour ainsi dire, le cours d'une peine dont il est libéré ; en second lieu, il est possible et il convient d'instituer, à son égard, une discipline spéciale qui caractérise l'état *sui generis* dans lequel il est placé par la loi de transportation.

En consultant le rapport fait par M. du Miral à la Chambre des députés, lors de l'élaboration de la loi de 1854, on voit que l'obligation de résidence y est qualifiée expressément d'« époque de demi-liberté ».

« La peine nouvelle, dit le rapporteur, est une peine mixte qui, sans perdre le caractère primitif des travaux forcés tient à la fois de la déportation française et de la transportation britannique. »

Le libéré est signalé comme devant être suivi dans sa situation nouvelle, protégé et surveillé, mais en même temps menacé, s'il refuse de s'amender, « d'un châtimement inexorable ».

Telle était, en 1854, l'interprétation évidente de la loi nouvelle et le décret du 29 août 1855, ainsi qu'en témoigne le rapport annexé à cet acte, a consacré purement et simplement la même doctrine, en soumettant les libérés à l'action des conseils de guerre et des lois militaires, tout en les dispensant du travail pénal. Le recours à la subordination militaire correspondait aux idées de

l'époque, mais n'en caractérisait pas moins un état de choses conforme à la vraie doctrine de 1854. Malheureusement, au bout d'un certain nombre d'années, la saine tradition de la loi de 1854 s'est perdue et, de même que l'administration avait interprété d'une manière défectueuse le texte formel du décret du 29 août 1855 en ce qui touche les forçats en cours de peine, de même on crut devoir affranchir de toute discipline les forçats libérés astreints à résidence. Cette nouvelle manière de procéder fut notamment consacrée par une dépêche ministérielle du 22 août 1874, à la suite de laquelle tout lien de subordination se trouva définitivement rompu entre l'administration pénitentiaire et le libéré. Seule la compétence des conseils de guerre avait été maintenue à l'encontre de ces hommes ; mais le décret du 13 janvier 1888 les renvoya devant les tribunaux de droit commun, afin de permettre leur condamnation à la relégation, que les conseils de guerre ne pouvaient prononcer et qui apparaissait comme le seul frein opposable à la perversion des libérés.

II. — Les inconvénients de cette politique sont devenus évidents ; les libérés, de jour en jour plus nombreux par la force des choses, sont le plus souvent oisifs ; leur seule occupation consiste à servir d'intermédiaires aux condamnés en cours de peine pour les crimes et délits qu'ils veulent commettre ; ne possédant aucune ressource avouable et n'épargnant jamais, ils deviennent rapidement une charge pour l'État, obligé de les recueillir dans ses dépôts ; en un mot, les libérés, qui devaient être la source de la colonisation, en sont devenus le fléau. Le remède à une situation si regrettable consiste à revenir hardiment aux principes de la loi de 1854, c'est-à-dire à faire du libéré un homme jouissant d'une demi-liberté et astreint, en ce qui concerne sa conduite et ses moyens d'existence, à une surveillance particulière qui assure son amendement ou tout au moins le mette hors d'état de nuire.

Dans cet ordre d'idées, il faut entrer résolument dans la voie indiquée d'ailleurs par le règlement d'administration publique du 13 janvier 1888 qui, afin de mettre un terme aux pérégrinations incessantes et aux évasions des libérés, n'a pas hésité à les soumettre à des appels périodiques ou extraordinaires. L'administration pénitentiaire ne peut plus demander au libéré qu'il travaille sur un chantier pénal ; mais elle a le droit d'exiger qu'il justifie de moyens d'existence réguliers.

Or, ces moyens ne peuvent être qu'au nombre de quatre : 1° la possession légitime de biens suffisants venus au libéré d'une source qu'on puisse contrôler ; 2° l'exploitation effective d'une concession régulièrement obtenue ; 3° l'exercice d'un négoce non interdit aux individus de cette catégorie ; 4° un engagement de travail d'une durée déterminée. Faute de justifier d'une de ces ressources, le libéré sera considéré comme vagabond et puni des peines portées à l'article 271 de code pénal, sauf à ajouter à cette pénalité celle de la relégation, lorsqu'elle sera légalement encourue.

III. — Ce principe étant admis, je n'avais qu'à me reporter aux précédents tirés de la législation coloniale elle-même ; les actes qui régissent actuellement encore le travail des émigrants pouvaient, en partie, servir de modèle en y empruntant les dispositions consacrées par l'expérience. Dès lors, j'ai pensé qu'il y avait lieu d'obliger les libérés au port d'un livret spécial, dont la représentation pourrait être exigée par diverses autorités et dont la tenue régulière serait assurée par des pénalités modérées, mais suffisantes.

Des dispositions spéciales tendent à réprimer la complaisance coupable par laquelle les colons ou d'autres libérés couvriraient de leur signature des engagements de travail purement fictifs. Il a paru bon également d'autoriser les gouverneurs à interdire aux libérés, par des arrêtés soumis à l'approbation ministérielle, l'exercice de certaines professions qui pourraient, dans la main de ces hommes, soit constituer un danger, soit couvrir la recherche de profits inavouables.

Ainsi réorganisée, la résidence obligatoire reprendra la place normale qu'elle occupait dans les prévisions du législateur de 1854. Le forçat, susceptible de quelque amendement, pourra, après avoir pendant un certain temps expié son crime par le travail pénal et donné des preuves de repentir, s'accoutumer au travail libre par l'assignation, puis trouver, dans le régime tutélaire du libéré, la dernière transition qui lui permettra de se reclasser dans la vie coloniale par voie de grâce et de réhabilitation.

Le projet de décret qui consacre ces mesures a été soumis au Conseil d'État qui l'a adopté sous réserve de quelques modifications qui me paraissent devoir être acceptées. M. le Garde des sceaux, ministre de la justice, l'a revêtu de son contre-scel.

J'ai l'honneur, en conséquence, Monsieur le Président, de soumettre à votre haute sanction cet acte qui constituera un réel progrès sur la situation actuelle et qui atténuera dans une notable proportion les inconvénients de la libération, tels qu'ils ont été maintes fois signalés par les colons.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,
Jules ROCHE.

Ce rapport a été suivi du décret ainsi conçu :

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et du Garde des sceaux, ministre de la justice.

Vu la loi du 30 mai 1854, concernant l'exécution de la peine des travaux forcés ;

Vu le décret du 13 janvier 1888, relatif au régime des libérés astreints à résider dans les colonies pénitentiaires ;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Le Conseil d'État entendu,

Décrète :

ARTICLE PREMIER. — Les libérés des travaux forcés, tenus de résider dans les colonies pénitentiaires, sont soumis, pendant la durée de cette résidence obligatoire, aux règles de discipline établies par le présent décret.

ART. 2. — Tout libéré des travaux forcés, astreint à la résidence, reçoit, au moment de sa libération, un livret destiné à l'inscription des appels prévus au décret du 13 janvier 1888, ainsi qu'au contrôle de ses moyens d'existence. Il doit représenter ce livret à toute réquisition des agents de l'administration pénitentiaire ou de tous officiers de police judiciaire.

ART. 3. — Le libéré qui change de résidence est tenu d'en faire la déclaration, dans la localité qu'il quitte et dans celle où il transporte sa résidence, auprès de l'autorité désignée par le gouverneur dans les conditions prévues à l'article 13 du présent décret ; la première déclaration doit être effectuée avant le départ, la seconde dans les trois jours de l'arrivée.

ART. 4. — Le libéré qui a perdu son livret est tenu d'en faire la déclaration à l'autorité compétente du lieu où il réside.

ART. 5. — Le libéré doit justifier de moyens d'existence, consistant, soit dans la possession légitime de biens suffisants, soit dans la mise en valeur de l'exploitation effective d'une concession régulière, soit dans l'exercice d'une profession ou d'un négoce non interdit aux libérés, soit dans un engagement de travail.

ART. 6. — Les engagements de travail doivent être contractés pour une durée d'un mois au moins. Ils sont constatés au livret du libéré par la signature de l'engagiste et le visa de l'autorité compétente.

ART. 7. — Le libéré qui ne justifie pas d'un des moyens d'existence prévus à l'article 5 ci-dessus ou qui se prévaut d'un engagement fictif de travail est puni des peines portées à l'article 271 du code pénal.

Toutefois, n'est point passible de ces peines le libéré qui a été rendu à la liberté ou dont le contrat d'engagement a pris fin depuis moins de dix jours.

ART. 8. — Est réputé fictif tout engagement dont, par suite d'un accord frauduleux entre les parties contractantes, les conditions ne seront pas remplies, particulièrement en ce qui concerne l'emploi effectif de l'engagé par l'engagiste.

La nullité de l'engagement est prononcée par le tribunal saisi de la poursuite.

ART. 9. — Toute infraction aux articles 2, 3 et 4 du présent décret est punie d'un emprisonnement de six jours à un mois ou d'une amende de 16 à 100 francs, et, en cas de récidive dans l'année, d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois.

ART. 10. — Est puni d'un emprisonnement d'un mois et d'une amende de 100 à 500 francs, tout individu qui constate sur le livret l'existence d'un engagement fictif de travail qu'il aurait passé avec un libéré.

Si le fait a été commis par un libéré, la peine est de six mois à cinq ans de prison et l'amende peut être élevée à 1.000 francs.

ART. 11. — L'article 463 du code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu du présent décret, même en cas de récidive.

ART. 12. — Les condamnations à l'emprisonnement, prononcées contre des libérés en vertu du présent décret ou de toute autre disposition pénale, sont exécutées à la diligence de l'administration pénitentiaire sur des ateliers de travail distincts de ceux des forçats ou des relégués collectifs et dont l'organisation est réglée par des arrêtés des gouverneurs approuvés par le ministre chargé des colonies.

ART. 13. — Des arrêtés des gouverneurs approuvés par le ministre chargé des colonies déterminent les professions interdites aux libérés, ainsi que la forme des livrets et désignent les autorités appelées à donner les visas et à recevoir les déclarations prévues au présent décret.

ART. 14. — Le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et le Garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* de l'administration des colonies.

Fait à Fontainebleau le 29 septembre 1890.

CARNOT.

Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,
Jules ROCHE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes,
A. FALLIÈRES.

V

Commission du casier judiciaire.

Une commission a été instituée au Ministère de la justice, par arrêté du 24 juillet 1890, à l'effet de rechercher les modifications qui peuvent être apportées au fonctionnement du casier judiciaire. Voici les noms des membres de cette commission :

MM. Cazot, sénateur, vice-président du Sénat ;
Bérenger, sénateur, membre de l'Institut ;
Trarieux, sénateur ;
Guyot-Dessaigne, député ;
Bovier-Lapierre, député ;
Leygues, député ;
Jacquin, conseiller d'État ;
Voisin, conseiller à la Cour de cassation ;

MM. Herbette, conseiller d'État, directeur de l'administration pénitentiaire ;

Dumas, directeur des affaires criminelles et des grâces au Ministère de la justice ;

Lépine, secrétaire général à la Préfecture de police ;

Léveillé, professeur à la Faculté de droit ;

Bloch, avocat général à la Cour d'appel de Paris ;

Guyot, juge d'instruction au Tribunal de la Seine ;

Brégeault, substitut du procureur de la République près le Tribunal de la Seine :

Yvernès, chef de division au Ministère de la justice .

Elle s'est réunie, pour la première fois, au Ministère de la justice, sous la présidence de M. Fallières, garde des sceaux.

En ouvrant la séance, M. Fallières a rappelé que c'était pour se conformer à l'engagement pris par lui devant le Sénat qu'il avait résolu d'instituer une commission extra-parlementaire, ayant pour mission d'élaborer un projet réglant ce fonctionnement.

Le Garde des sceaux a ajouté qu'il était nécessaire d'arriver à ce résultat par disposition législative, la jurisprudence en la matière n'étant fixée, jusqu'à ce jour, que par une circulaire ministérielle.

M. Fallières a dit ensuite que le casier judiciaire, tel qu'il était établi actuellement, présentait de sérieux inconvénients. La production du casier judiciaire empêche, en effet, les individus ayant déjà subi une légère condamnation de se procurer un emploi.

En terminant, le ministre de la justice a passé en revue les divers systèmes en présence et il a déclaré qu'il ne voulait pas faire connaître dès à présent celui qu'il préférerait voir adopter, afin de laisser à la commission son entière liberté d'action.

La commission a ensuite commencé l'examen du système actuellement en vigueur et des modifications qu'elle se propose d'y apporter.

Dans sa dernière séance, M. Béranger a présenté un projet ainsi conçu :

Ne sont pas mentionnés sur le bulletin délivré aux particuliers :

1° Les condamnations à l'amende ;

2° Celles à un emprisonnement d'un mois ou de moins d'un mois ;

3° Celles prononcées par des jugements par défaut non signifiés à personne ou à domicile ;

4° Les jugements rendus par application de l'article 66 du code pénal;

5° Les jugements déclaratifs de faillite;

6° Les condamnations uniques remontant à plus de cinq ans ou de dix ans depuis la libération, suivant que la peine a été ou n'a pas été supérieure à un an d'emprisonnement.

M. Noulens, auditeur au conseil d'État, chef-adjoint du cabinet du garde des sceaux, a été chargé de dresser un tableau des diverses questions sur lesquelles la commission statuera à la reprise de ses travaux.

Le système proposé par M. Trarieux servira de base aux délibérations de la commission.

VI

La libération conditionnelle et le casier judiciaire dans le nouveau code pénal d'Italie.

I. — Lors de la discussion relative à la *libération conditionnelle*, très heureusement introduite en France depuis cinq ans, nous avons fait observer que cette bienfaisante institution devrait être placée sous l'autorité, non du ministre de l'intérieur, mais du ministre de la justice, l'administration n'étant jamais appelée à prendre aucune décision qui puisse influencer sur l'œuvre judiciaire (1); le service des *grâces*, auquel se rattache étroitement celui des *libérations conditionnelles*, n'est-il pas confié au garde des sceaux ?

Notre sentiment a été adopté par le législateur italien, qui a conjuré ainsi de graves inconvénients ; on lit, en effet, les dispositions suivantes dans le décret réglementaire du 1^{er} décembre 1889, édicté pour la mise en vigueur du code pénal du 30 juin de la même année :

ART. 4. — La libération conditionnelle est accordée par décision du Ministre de la justice.

La demande pour l'obtenir est présentée par le condamné à la direction de l'établissement où il subit sa peine, et cette direction transmet la demande au procureur général près la Cour d'appel, dans le ressort de laquelle est compris le district où la condamnation a été prononcée, avec les observations de la direction sur la con-

(1) Voir le *Bulletin de la Société générale des prisons*, année 1884, p. 473 et suiv.

duite et l'amendement du condamné et avec celles du conseil de surveillance.

Le procureur général, après avoir recueilli les informations nécessaires, provoque, par des conclusions motivées, l'avis de la section d'accusation, et le transmet, en même temps que la demande et tous les documents, au Ministre de la justice.

Le condamné qui obtient la libération conditionnelle est soumis aux dispositions édictées par rapport aux individus soumis à la surveillance spéciale de l'Autorité de sûreté publique, à celles qui sont déterminées par la décision d'admission.

ART. 5. — La libération conditionnelle, dans les cas indiqués à l'article 17 du Code pénal, est révoquée par décision du Ministre de la justice.

La proposition de révocation est adressée par l'Autorité de sûreté publique au procureur général près la Cour d'appel indiqué à l'article précédent. Le procureur général provoque, par des conclusions motivées, l'avis de la section d'accusation, et transmet ensuite la proposition et les pièces au Ministre de la justice.

Dans le cas où la proposition est formulée à raison de l'inobservation des conditions imposées, le procureur général, avant de donner ses conclusions, doit recevoir les explications du condamné ; et la libération conditionnelle ne peut être révoquée, si la section d'accusation n'a pas émis un avis dans ce sens.

L'Autorité de sûreté publique, en même temps qu'elle propose la révocation, peut procéder à l'arrestation du libéré.

Dans ce cas, si la section d'accusation exprime un avis contraire à la proposition, le procureur général ordonne l'élargissement immédiat.

II. — Le décret réglementaire a, d'un autre côté, le mérite d'organiser le *casier* comme une institution judiciaire proprement dite. — On remarquera en même temps, l'extension donnée, en Italie, aux constatations recueillies au *casier* qui fait l'objet, dans le décret du 1^{er} décembre 1889, de dispositions ainsi conçues :

ART. 33. — Les dispositions de l'article 1^{er} du décret royal du 6 décembre 1865, n° 2.644, sur le *casier judiciaire*, sont modifiées comme suit :

« ARTICLE PREMIER. — Il est établi dans tout tribunal *pénal* (*penale*) un *casier judiciaire*, dans lequel sont conservés, en extraits, en vue des vérifications et attestations nécessaires, toutes les déci-

sions successives devenues irrévocables, concernant des personnes nées sur le territoire soumis à la juridiction de ce tribunal :

« 1° Les sentences par lesquelles un prévenu est déclaré coupable de délit ou de contravention, sans distinguer si elles émanent de juridictions *pénales* ordinaires, militaires ou maritimes, pourvu que l'infraction soit prévue dans le Code pénal commun ; et sans distinguer davantage si elles ont été rendues *contradictoirement* ou par défaut, à l'exception seulement, dans ce dernier cas, de celles émanées des tribunaux ou des préteurs et auxquelles il a été fait opposition ;

« 2° Les ordonnances et sentences de non-lieu, sauf celles qui ont été rendues, motif pris de ce que le fait n'était pas prouvé ou ne constituait pas une infraction, et celles à l'occasion desquelles a été prononcée la décision mentionnée à l'article 604 du Code de procédure pénale ;

« 3° Les décisions contre les mineurs et sourds-muets qui ont commis sans discernement un délit ;

« 4° Les décrets de pardon, de diminution ou commutation de peine par grâce souveraine, et aussi ceux d'amnistie et d'*indult*, quand il en est fait application à une personne déterminée ;

« 5° Les décrets de réhabilitation obtenus par les condamnés.

« Les bulletins de condamnation ne doivent pas mentionner les peines prononcées à raison des contraventions, si ce n'est quand ils sont rédigés à la requête de l'autorité publique. »

ART. 34. — Les bulletins relatifs aux condamnations prononcées à raison de contraventions doivent être retirés du casier, à l'expiration de la cinquième année, à partir de la date à laquelle la peine a été subie ou la condamnation a été éteinte.

ART. 35. — Le procureur du Roi, d'office, ou à la requête de qui y a intérêt, procède au retrait du casier du bulletin concernant les sentences ou ordonnances prononcées à raison d'un fait qui, aux termes d'une loi postérieure, ne constitue plus une infraction.

Si le procureur du Roi n'ordonne pas le retrait du bulletin, celui qui a demandé le retrait peut recourir aux autorités indiquées à l'article 604 du Code de procédure pénale, pour être statué suivant les règles y énoncées.

J. L.

VI

Informations diverses.

Revue étrangères.

— RIVISTA PENALE, avril 1890. — I. La nouvelle école de droit pénal au Congrès anthropologique de Paris (suite et fin), par M. IMPALLOMENI. — II. Sur l'article 398 du Code pénal, par M. LESSONA. — III. Sur l'application de l'article 2, § 1 du Code pénal, par M. FALCONI. — IV. Du nouveau jugement et de la rétroactivité, par M. INNAMORATI. — V. Si les inculpés de vol, non récidivistes, peuvent être mis en liberté provisoire, par M. MARCONI. — VI. Jurisprudence contemporaine : jugements italiens. — VII. Variétés : La libération conditionnelle et les colonies pénitentiaires pour les mineurs en Russie, par M. MOLDENHAVER. — VIII. Chronique : Code pénal italien. — Le musée pénitentiaire à l'Exposition de Paris. — Le régime cellulaire en Belgique. — Un projet de loi contre le duel en France. — Statistique des prisons de la Suisse. — Travaux du Comité de législation étrangère au Ministère de la justice en France. — L'administration de la justice au Chili. — La protection des enfants confiés à la garde d'autrui en France. — Les victimes de l'alcoolisme. — Aménités anthropologiques. — La discipline de la magistrature en Prusse. — Les Congrès de Paris sur les droits d'auteur. — Le patronage des libérés de prison en Angleterre. — IX. Ephémérides. — Littérature. — Gouvernement et Parlement. — Cours et Tribunaux. — X. Recueil de décisions. — XI. Collection législative : Italie, loi du 25 décembre 1888 (suite). — XII. Bulletin bibliographique.

— RIVISTA PENALE, mai 1890. — I. La réforme du Code de procédure pénale. Le Ministère public et le juge d'instruction, par M. BENEVOLO. — II. La surveillance spéciale de l'autorité de la sûreté publique, par M. ALPI. — III. Pour la juste application de l'article 432 du Code pénal, par M. MORISANI. — IV. Le délit de duel et le futur Code pénal militaire, par M. BRUCHI. — V. Quelques doutes sur l'application de l'article 39 des dispositions pour la mise en exécution du Code pénal, par M. SIGHELE. — VI. Jurisprudence contemporaine : Jugements italiens. — VII. Chronique : Erreurs judiciaires. — Congrès pénitentiaire international de Pétersbourg. — Reproduction en héliotypie du manuscrit latin des Pandectes. — La prison judiciaire de *Regina-cali* à Rome. — Le duel entre militaires en Allemagne. — L'administration de la justice

pénale au Tonkin. — Les États-Unis d'Amérique et la protection des droits d'auteur. — VIII. Éphémérides : Littérature. — Gouvernement et Parlement. — IX. Recueil de décisions. — X. Collection législative : Italie, loi du 25 décembre 1888 (suite et fin). — XI. Bulletin bibliographique.

— RIVISTA PENALE, juin 1890. — I. La surveillance spéciale de l'autorité de la sûreté publique, par M. ALFI (suite et fin). — II. Sur l'application de l'article 39 des dispositions pour l'application du Code pénal, par M. COSENZA. — III. La soustraction des objets gagés et le nouveau Code pénal, par M. OLIVIERI. — IV. Jurisprudence contemporaine. — V. Les institutions de correction pour les mineurs en Pologne, par M. MOLDENHAVER. — VI. Chronique : Projet pour l'abolition du monopole de l'ordre des avocats en France. — La déportation au Chili. — Les condamnés politiques dans les prisons irlandaises. — VII. Éphémérides : Littérature. — Gouvernement et Parlement. — Cours et tribunaux. — VIII. Recueil de décisions. — IV. Table des matières contenues dans le XXXI^e volume. — X. Collection législative : Italie, règlement pour l'exécution de la loi de sûreté publique approuvé par le décret royal du 8 novembre 1889. — XI. Bulletin bibliographique.

— RIVISTA DI DISCIPLINA CARCERARIA. *Fascicule d'avril 1890.* — Le délinquant considéré au point de vue anthropologique et sociologique par le Dr BAER (suite). — Une prison collège. — *Actes parlementaires*, Chambre des députés : État de prévision des dépenses du Ministère de l'intérieur pour l'exercice financier du 1^{er} juillet 1890 au 30 juin 1891. — Les irresponsables. — *Variétés* : Le code pénal des anciens Mexicains ; — La justice anglaise ; — L'université de Pétersbourg et les sujets de concours proposés aux étudiants sur les système pénitentiaire ; — La loi sur l'éducation forcée pour les mineurs dans la ville libre de Brême.

— RIVISTA DI DISCIPLINA CARCERARIA. *Fascicule de mai.* — Congrès pénitentiaire international de Pétersbourg. — Conclusions des rapporteurs sur les questions proposées pour le IV^e Congrès pénitentiaire de Saint-Pétersbourg, par M. CIOFFI. — Actes parlementaires : Rapport de la Commission générale du budget sur le projet de loi présenté par le Ministre du trésor ; — Motion sur les asiles d'aliénés et sur les prisons. — Bulletin de la Commission pénitentiaire internationale. — Bibliographie : Colères et bêtises

de César Lombroso, par M. COLAJANNI. — Des délits et des peines en général d'après le Code pénal italien du 30 juin 1890, par M. QIACHETTI. — Statistique de Belgique. — *Variétés* : Tout mal n'est pas fait pour nuire; — Criminalité et suicide en France; — De la répression des mouvements séditieux dans le bon temps passé; — Un détenu qui veut être déclaré fou; — Bibliothèque du détenu 2^e volume; — Conférence sur les délinquants; — Condamnations pour délits dépendant de la juridiction militaire commis par les gardiens.

— RIVISTA DI DISCIPLINA CARCERARIA. *Fascicule de juin.* — Frédéric Brunn : Notice biographique, par M. Goos. — De l'influence du christianisme sur les détenus et les délinquants : revue historique des dix-sept premiers siècles de l'ère vulgaire. par Ch. STRAUSS. — Le délinquant considéré au point de vue anthropologique et sociologique, par M. BAER (suite). — Compte rendu du Congrès pénitentiaire international de Saint-Petersbourg. — Budget de l'administration des prisons pour l'exercice 1890-1891. — Statistique pénitentiaire suisse. — Résolutions adoptées par les employés des prisons allemandes dans la réunion de Fribourg en septembre 1889. — *Bibliographie* : De César Beccaria à François Carrara, par M. Em. FERRI. — *Variétés* : Notice biographique sur Ch. Lucas; — La société *Marguerite de Savoie* pour le patronage des libérés des prisons de la province de Padoue; — Bibliothèques pénitentiaires internationales; — La pieuse maison et l'hôpital de nuit à Trévise.

— RIVISTA DI DISCIPLINA CARCERARIA. *Fascicule de juillet.* — Rapport de M. BELTRANI-SCALIA à S. E. M. Crispi sur le Congrès pénitentiaire de Pétersbourg. — Résolutions du Congrès pénitentiaire international de Pétersbourg. — IV^e Congrès pénitentiaire de Pétersbourg; suite des conclusions des rapporteurs. — Le délinquant considéré au point de vue anthropologique et sociologique par le D^r BAER (suite et fin). — *Variétés* : Décorations; — Société de Bologne pour l'enfance abandonnée; — Compte rendu pour l'année 1889 de la société royale de patronage pour les mineurs des deux sexes libérés de la maison de correction et de peine de Turin; — Un condamné à mort en Suisse; — Suppression de la déportation en Sibérie.

SÉANCE
DE LA
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS
DU 24 NOVEMBRE 1890

Présidence de M. le conseiller PETIT, Président.

Sommaire. — Admission de nouveaux membres. — Lecture de lettres de M. le Ministre du commerce et de M. Galkine-Wraskoy. — Conférence de M. Demetrius Komorsky, inspecteur général des prisons et de la transportation en Russie.

La séance est ouverte à 4 heures 45 sous la présidence de M. Petit.

M. GRIPON, *secrétaire*, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance. Ce procès-verbal est adopté.

M. le comte LE COURBE. — Nous avons l'honneur de vous annoncer que, depuis notre dernière séance, le Conseil a admis comme membres de la Société générale des prisons.

MM. Demetrius KOMORSKY, inspecteur général des prisons et de la transportation en Sibérie, commissaire général de l'Exposition pénitentiaire internationale de Saint-Petersbourg.

Woldemar WESTMANN, gentilhomme de la chambre de S. M. l'Empereur.

Edmond DE KRZYMUSKI, professeur de droit pénal à l'Université de Cracovie (Autriche).

Marc RÉVILLE, avocat à la Cour de Paris.

H. BERTHÉLEMY, professeur agrégé à la Faculté de droit de Lyon.

L. SAUTUMIER, lauréat de la Faculté de Paris.

En outre, je dois vous donner lecture d'une lettre qui nous a été adressée et qui intéresse la Société tout entière :

Paris, le 29 août 1890.

« Monsieur le Président,

« J'ai l'honneur de vous informer que je tiens à votre disposition le diplôme de premier ordre de mérite qui vous a été décerné à la suite de l'Exposition de Melbourne (1888-89) et la médaille d'argent qui vous a été attribuée par le Comité exécutif de cette Exposition, à titre commémoratif.

« Vous pouvez retirer ce diplôme et cette médaille, soit en vous présentant en personne à mon Ministère, 80, rue de Varennes, *Service du Secrétariat*, tous les jours de 3 heures à 5 heures, soit en envoyant un mandataire muni de votre autorisation.

« Recevez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

« LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DES COLONIES. »

Nous avons retiré et le diplôme et la médaille.

Enfin, lors de l'Exposition de Saint-Petersbourg, nous avons eu l'agréable mission d'offrir à l'Administration pénitentiaire russe et à son chef, S. Exc. M. Galkine-Wraskoy, la collection complète de notre Bulletin. M. Galkine-Wraskoy a eu l'amabilité de nous répondre la lettre suivante :

« Monsieur le Comte,

« J'ai infiniment regretté de ne pas avoir eu le plaisir de vous voir avant votre départ et de vous souhaiter un retour agréable dans votre patrie.

« Laissez-moi vous prier d'être auprès de la Société générale des prisons l'interprète de ma reconnaissance pour avoir enrichi la bibliothèque de l'Administration générale des prisons en lui offrant la précieuse collection du Bulletin de la Société.

« Agréez, Monsieur le Comte, l'assurance de ma considération la plus distinguée. »

J'ai demandé à M. le Président de me permettre d'adresser nos remerciements à M. Komorsky, inspecteur général des prisons et de la transportation en Sibérie, ici présent, pour l'amabilité avec laquelle il a répondu à notre désir à tous, de nous instruire sur la déportation et sur la Sibérie qu'il connaît très bien, en voulant bien nous faire, non pas une conférence, mais un entretien sur ce sujet si nouveau.

Je tiens également à le féliciter en votre nom, Messieurs, et en particulier au nom de tous les Français qui ont eu le plaisir de le connaître à Saint-Petersbourg, sur la décoration qui lui a été donnée par le gouvernement français et qui ne pouvait être mieux méritée, et à l'assurer de nos meilleurs souvenirs et de notre reconnaissance pour les soins et l'amabilité dont nous avons tous été l'objet si loin de notre pays. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Notre Conseil de direction, ainsi qu'on vient de vous le dire, a cru devoir profiter du passage de M. Komorsky à Paris pour le prier de venir nous faire une causerie sur la transportation en Sibérie et sur les effets qu'elle y produit.

M. KOMORSKY. — Je ne suis pas en état de faire une conférence suivie, d'abord parce que je ne connais pas assez la langue française, et ensuite parce que je n'ai pas eu le temps de me préparer pour traiter une question des plus sérieuses devant une Société aussi savante que la vôtre. Je me suis rendu au désir du Conseil de direction de la Société des prisons pour donner ici quelques renseignements sur la transportation en Sibérie. Je serai donc très heureux de répondre à toutes les questions que vous voudrez bien me poser.

Pour entrer d'une façon plus profitable dans la question, je me permettrai, dès le début, de vous donner un aperçu géographique de la Sibérie.

La Sibérie, c'est-à-dire la partie asiatique de l'Empire russe, est divisée administrativement en douze gouvernements ou provinces qui forment la *Sibérie occidentale*, la *Sibérie centrale* orientale et les *provinces du fleuve Amour*. — Le code pénal russe fait une distinction précise entre les peines criminelles et les peines correctionnelles. Les peines criminelles sont suivies de la privation des droits communs : droit de propriété, droit de famille, droit d'état. La femme d'un condamné qui se trouve dans ces conditions a le droit d'obtenir le divorce, ses héritiers héritent de tous ses biens après la condamnation. C'est la mort civile.

Les peines correctionnelles n'ont pas cette conséquence, elles se subissent dans des prisons et dans des établissements correctionnels qu'on peut comparer aux maisons de réclusion de la France.

Les peines criminelles qui sont suivies de mort civile comprennent deux catégories : la transportation proprement dite, c'est-à-dire le transfèrement des condamnés en Sibérie avec travaux forcés à terme ou à perpétuité ; puis le transfèrement des détenus dans la Sibérie centrale sans travaux obligatoires. Dans les provinces du fleuve Amour où est concentrée la transportation, nous n'avons que des condamnés aux travaux forcés et ceux qui ayant fini leur peine y restent comme colons, c'est-à-dire que sortis de la première catégorie, ils rentrent dans la seconde.

La *Sibérie centrale orientale* est destinée à la seconde catégorie des condamnations criminelles que l'on peut appeler la déportation. Il ne faut pas confondre cependant cette déportation avec celle qui existe en France ; elle est appliquée aux criminels de droit commun et consiste en un exil sans travail obligatoire, mais avec défense de changer de résidence.

Enfin dans les provinces de la *Sibérie occidentale*, celles qui touchent aux monts Ourals, est concentrée la relégation. Mais cette peine n'est pas prononcée comme en France par les tribunaux, elle est, en Russie, appliquée par les conseils des communes, qui forment une unité fiscale ; ainsi quand un membre d'une commune rurale a été condamné et a subi une peine correctionnelle, il est mis à la disposition de sa commune qui décide de le reprendre ou de le reléguer ; dans ce dernier cas, il est relégué dans une province occidentale de la Sibérie pour cinq ans. Au bout de ce temps, il a le droit de chercher à se faire agréer par une commune quelconque et alors il obtient le droit de rentrer en Russie. Mais souvent il préfère rester dans la Sibérie occidentale parce que le pays est très riche et l'agriculture y est fort répandue. C'est là précisément un des éléments les plus importants de la colonisation de ces provinces.

La transportation existe en Sibérie depuis cent cinquante ans à peu près. On a commencé à envoyer en Sibérie les condamnés pour peines capitales qui étaient graciés, puis on y a envoyé les condamnés aux travaux forcés qui arrivaient là avec leurs familles après avoir accompli différents travaux dans la Russie européenne. Cette transportation avait lieu principalement dans la province de Transbaïkal, parce qu'il y avait là des terrains très riches en mines argentifères ; plus tard on y a découvert aussi des

mines aurifères. C'est l'ancienne Dahourie qui fait partie des steppes de la Mongolie et dont la population consistait autrefois en peuplades nomades composées de Bouriates qui ne s'occupaient ni de travaux miniers, ni d'agriculture.

Quand, en 1683, la province de la Dahourie, d'après un traité avec la Chine, a fait partie de l'Empire russe, on commença à travailler aux mines. Des Grecs envoyés spécialement par Pierre le Grand avaient installé ces travaux et, comme il n'y avait pas d'ouvriers, on y envoyait de temps en temps des paysans et des condamnés, cherchant ainsi à coloniser la contrée dans le but d'organiser sérieusement les travaux des mines. C'est de cette façon que la transportation est entrée dans les lois de l'Empire.

Mais comme le but de cette transportation n'était que l'exploitation des mines, il n'y avait pas d'administration pénitentiaire spéciale. Jusqu'en 1869 les forçats ont été soumis à l'administration minière. On considérait ces individus comme des gens obligés de travailler, on les soignait même pour qu'ils puissent travailler davantage, on mettait en liberté ceux qui avaient perdu leurs forces, et on s'occupait très peu de la question pénitentiaire.

En 1869 l'administration pénitentiaire a été organisée, mais elle a rencontré de suite des difficultés qui ne s'étaient pas présentées auparavant. La première de ces difficultés a été l'insuffisance de bâtiments pour détenir les criminels qui, sous l'administration minière étaient presque tous en liberté. Pour éviter l'encombrement des prisons, on a pensé que l'île *Sakhaline*, située à l'extrême orient de la Sibérie, à l'embouchure du fleuve Amour, était bien disposée pour être occupée spécialement par les condamnés aux travaux forcés sans qu'on ait besoin de les enfermer; mais comme cette île appartenait en commun à la Russie et au Japon, ce n'est qu'après la cession complète, en 1875, que le Gouvernement russe a pu prendre les mesures nécessaires pour organiser une colonisation pénale dans l'île et y instituer une administration pénitentiaire.

En 1884, cette administration était installée complètement. L'île *Sakhaline* représente maintenant une province soumise à un gouverneur spécial qui ressortit exclusivement à l'administration générale des prisons.

Nous n'avons pas à *Sakhaline* un nombre considérable de colons libres et par suite nous pouvons disposer de l'île, spécialement pour la colonisation pénale.

Après avoir subi leur peine, les forçats deviennent des déportés colons. Ils continuent de recevoir leur ration de vivres pendant deux ans, des vêtements pour le même laps de temps, un terrain défriché d'environ un hectare, les instruments aratoires nécessaires, parfois un peu de bétail, c'est-à-dire une vache et un cheval, quand on a la possibilité de s'en procurer.

M. JULY. — A Sakhaline vous n'avez encore que très peu de libérés à l'état de colons libres ?

M. KOMORSKY. — D'après la statistique de l'année dernière, nous en avons 3.200.

M. LE PRÉSIDENT. — Combien y en a-t-il en cours de peine ?

M. KOMORSKY. — 6.000 environ.

M. LE PRÉSIDENT. — Et dans le reste de la Sibérie ?

M. KOMORSKY. — Aux travaux forcés de *Nertschinsk*, nous avons 3.500 condamnés et une grande quantité de libérés qui sont dispersés dans les villages de la province de Transbaïkal ; ils vivent du produit de leur travail, et sont seulement obligés de se procurer un passeport pour changer de résidence. Au bout de dix ans, les déportés colons ont le droit d'avoir un passeport les autorisant à circuler dans toute la Sibérie.

M. LE PRÉSIDENT. — Pas en dehors ?

M. KOMORSKY. — Il leur faut une grâce pour pouvoir revenir en Europe. En Sibérie, après les dix ans, ils passent de l'état de déportés colons à l'état de colons libres. Ils ont le droit de s'occuper de commerce, d'industrie, ils sont complètement libres, sortent absolument de la compétence pénitentiaire, et ne sont plus astreints aux lois spéciales du code de la transportation.

M. BOULLAIRE. — Le travail de la terre les fait-il vivre suffisamment ou bien l'État a-t-il besoin de leur accorder des subsides ?

M. KOMORSKY. — Dans les provinces de Transbaïkal, l'industrie minière est très répandue, surtout le lavage de l'or, les ou-

vriers sont donc très recherchés. Les déportés ont toujours la possibilité de travailler dans les mines et de gagner leur existence.

L'île Sakhaline, comme cela a été remarqué également en Guyane, a précisément le défaut de ne pouvoir procurer du travail à tous les libérés. Nous nous réjouissons quand, après avoir reçu le rebut de la société, nous arrivons à avoir de 20 à 30 pour cent de ces hommes qui, après leur libération, deviennent des agriculteurs gagnant honnêtement leur pain. Il en est qui deviennent même riches et s'occupent de commerce et d'industrie. Quant à ceux qui ne sont pas capables de travailler à leur compte et d'organiser leur ménage eux-mêmes, ils sont loués par les colons. Parfois cependant l'administration est obligée de leur venir en aide.

M. JOLY. — Y a-t-il des femmes déportées ?

M. KOMORSKY. — Oui, de 20 à 30 pour cent, et c'est précisément ce chiffre-là qui nous donne la quantité d'hommes installés plus ou moins convenablement, c'est-à-dire ayant leur ménage.

M. BOULLAIRE. — Alors il se fait des mariages ?

M. KOMORSKY. — Parfaitement, c'est autorisé.

M. BOULLAIRE. — Comment peuvent-ils se marier puisqu'ils sont frappés de mort civile ?

M. KOMORSKY. — Après la condamnation, ils regagnent peu à peu leurs droits civils et à l'expiration de la condamnation ils redeviennent plus ou moins citoyens. Toutefois ils ne pourront jamais retrouver leurs privilèges d'état ancien, ils ne regagneront jamais ni la noblesse, ni les biens qui sont passés à leurs héritiers.

Le point important pour le condamné est le consentement de la femme à le suivre en Sibérie. Après la condamnation, on demande à la femme si elle consent à accompagner son mari à l'île Sakhaline ; si elle accepte, tous les droits de famille reviennent au condamné et sa femme n'a plus le droit de le quitter sans son consentement.

M. BOULLAIRE. — Si elle refuse ?

M. KOMORSKY. — Si elle refuse, elle a le droit de demander le divorce.

M. le pasteur ARBOUX. — La transportation est-elle obligatoire pour les femmes ou seulement pour les hommes ?

M. KOMORSKY. — Toutes les femmes condamnées aux travaux forcés sont obligatoirement envoyées à l'île Sakhaline depuis 1883, si l'état de leur santé le permet.

M. BOULLAIRE. — Quel est le climat de l'île ?

M. KOMORSKY. — C'est un climat modéré par la proximité de la mer, beaucoup plus modéré que les provinces qui sont sur le littoral ; malgré cela, il est plus rude que le climat des contrées qui sont sous la même latitude en Europe.

M. BOULLAIRE. — La culture y est-elle possible ?

M. KOMORSKY. — On y récolte toutes les céréales.

M. BOULLAIRE. — Le blé y vient aussi ?

M. KOMORSKY. — Tous les blés, blé de mars, blé d'automne. J'ai ici une statistique qui représente la quantité de terres labourées ; en 1885, nous n'avions encore que 871 hectares défrichés et cultivés, en 1890 nous en avons plus de 3.000 hectares. On cultive aussi le froment, l'orge, l'avoine, les pommes de terre ; celles-ci même sont remarquablement productives.

M. BOULLAIRE. — Comment transporte-t-on les condamnés, est-ce par voie de terre ?

M. KOMORSKY. — Toujours par voie de mer en les embarquant à Odessa. On se sert des bateaux de la flotte volontaire. D'Odessa, on prend le canal de Suez et on fait le tour de l'Asie.

M. JOLY. — Combien avez-vous de colons libres à Sakhaline ?

M. KOMORSKY. — Il n'y en a presque pas, seuls quelques marchands y viennent pour exploiter les condamnés. Il y a en outre les familles des fonctionnaires et des soldats.

M. BOULLAIRE. — Il n'y a plus de Japonais ?

M. KOMORSKY. — Les Japonais ont abandonné l'île: il y a encore un petit nombre d'indigènes nomades qui vivent de chasse et de poisson.

M. GRIPON. — Pendant que le mari est en cours de peine à l'île Sakhaline, quelle est la situation de sa femme qui a accepté d'être transportée avec lui?

M. KOMORSKY. — D'après la loi, l'homme qui est condamné aux travaux forcés doit subir le tiers de sa peine en prison; mais l'île Sakhaline est considérée comme une prison entourée de murs flottants, de sorte que chaque condamné amené de la Russie est mis en liberté à Sakhaline et sa punition consiste seulement dans le travail obligatoire; il a donc le droit de se construire une petite maison, de défricher une parcelle de terrain et de travailler à son propre compte. La ration que reçoit le forçat l'aide, et en outre les familles reçoivent une solde mensuelle pour l'entretien des enfants. On ne donne rien aux femmes qui n'ont pas d'enfants, mais chaque enfant a droit à trois roubles environ par mois, c'est-à-dire 9 à 10 francs, pour son entretien. La mortalité en général est très restreinte, elle peut être évaluée à 1,25 pour cent par an.

M. BOULLAIRE. — Avez-vous des évasions?

M. KOMORSKY. — Les évasions dans l'île même s'élèvent de 4 à 5 pour cent par an; mais les évadés sont toujours obligés de revenir, et les évasions hors de l'île sont tout à fait exceptionnelles.

M. LE COURBE. — Est-il vrai que les évadés qui arrivent à la frontière chinoise sont ramenés par les Chinois qui demandent contre eux une aggravation de peine pour le fait d'avoir souillé le sol chinois?

M. KOMORSKY. — Cela est inexact, pour une bonne raison, c'est qu'il n'y a presque pas de Chinois à leur frontière, qui est beaucoup plus déserte que la nôtre. Il n'y a que des Mongols nomades nommés Bouriates, soumis à la Russie, qui font volontiers la chasse aux déserteurs, car ils ont trois roubles par arrestation. Les Chinois préféreraient assassiner les évadés plutôt que de faire, pour trois roubles, le voyage jusqu'aux travaux forcés de Nertschinsk, c'est-à-dire au moins 200 kilomètres.

M. JOLY. — Quels paraissent être les rapports des libérés avec la population ?

M. KOMORSKY. — Depuis sept ans que je suis en Sibérie, j'ai observé que ces rapports, dans les commencements, sont ordinairement sympathiques, qu'ils deviennent ensuite un peu tendus et qu'enfin avec l'accroissement de la population libre, ils arrivent à une certaine hostilité. Quand la population libre augmente et que les ouvriers libres cherchent du travail, ils se trouvent naturellement en concurrence avec les déportés qui se font rémunérer beaucoup moins qu'eux ; c'est une question économique.

Dans l'île Sakhaline et dans les provinces du fleuve Amour on reçoit encore volontiers comme ouvriers non seulement les libérés, mais parfois même les évadés.

M. JOLY. — C'est une question d'offre et de demande.

M. KOMORSKY. — Dans les provinces de Transbaïkal on est déjà mécontent de recevoir trop de libérés ; la Sibérie centrale élève même la voix à ce sujet et des pétitions sont adressées en ce sens au ministère par les gouverneurs des provinces.

M. JOLY. — N'est-ce pas à cause de cela qu'on a renoncé en grande partie à la transportation proprement dite ?

M. KOMORSKY. — Vous voulez parler d'un projet de loi sur la déportation ; quant à la transportation proprement dite, elle existera toujours dans les provinces du fleuve Amour.

M. BOULLAIRE. — L'île Sakhaline est-elle grande ?

M. KOMORSKY. — Elle a 68.000 kilomètres carrés, c'est-à-dire la grandeur de la Grèce ou de la Bulgarie ; elle est sillonnée par des montagnes qui atteignent une élévation moyenne de 200 à 300 mètres. La plus grande montagne a quatre mille pieds, mais il n'y a pas de glaciers.

M. BOULLAIRE. — Quand un libéré commet un crime ou un délit, par qui est-il jugé, est-ce par l'autorité civile ou par l'autorité militaire ?

M. KOMORSKY. — Il est jugé par l'autorité civile.

M. BOULLAIRE. — Dans l'île même ?

M. KOMORSKY. — Pour les petits délits qui sont soumis au règlement de la prison, il est jugé par le directeur de la prison ; pour les délits qui sont du ressort du Tribunal de première instance, il est jugé par un tribunal qui correspond au tribunal correctionnel de France et qui est composé du Chef de l'arrondissement et de deux membres. La sentence est toujours vérifiée et confirmée par le Gouverneur de l'île.

Pour les crimes proprement dits, le forçat est jugé par une Cour. En Sibérie, nous n'avons pas de jurés, mais nous avons une Cour composée de magistrats au chef-lieu des provinces du fleuve Amour, à Kabarofka.

M. BOULLAIRE. — Sur le continent ?

M. KOMORSKY. — Oui, l'accusé n'y est pas envoyé ; le procès se fait par correspondance.

Le nombre de crimes commis par les forçats à Sakhaline de 1885 à 1888 est de 108, ce qui donne une moyenne de 37 crimes par an ; il y a eu 28 meurtres, 5 tentatives de meurtre, 5 coups et blessures, 24 vols qualifiés et vols simples, 46 délits divers. Ces chiffres ne comprennent pas les infractions légères réprimées par voie administrative.

La récidive ne s'élève qu'à un chiffre insignifiant, étant donné le nombre considérable des déportés. En général, la conduite des déportés est bonne tant que la colonisation libre n'est pas considérable.

M. BOULLAIRE. — Y a-t-il une force militaire importante pour garder l'île ?

M. KOMORSKY. — Il y a quatre compagnies qui comprennent en tout 960 soldats. Mais comme nous n'avons pas la possibilité d'avoir un nombre suffisant de gardiens, nous sommes obligés de prendre des hommes parmi ces compagnies pour faire le service de gardiens ; ces hommes reçoivent alors la moitié de l'indemnité payée aux gardiens. Par ce fait la force armée proprement dite est diminuée de 200 hommes environ.

D'ailleurs les révoltes ne sont guère à craindre, car on fournit à chaque détenu la possibilité de travailler et de revenir à la vie civile ; l'intérêt individuel des condamnés évite les conflits, et il n'y a pas à redouter la camaraderie et les complots qui existent dans les prisons et qu'il faut toujours combattre.

M. BOULLAIRE. — A-t-on pris des précautions pour empêcher le commerce des liqueurs fortes ?

M. KOMORSKY. — C'est la principale guerre que nous ayons à faire. Les communications avec l'île sont assez rares, cependant au moins une quinzaine de navires viennent pendant l'été dans le port principal : ces vaisseaux sont alors surveillés très rigoureusement sous le rapport des alcools.

M. BOULLAIRE. — Alors on interdit ce commerce ?

M. KOMORSKY. — Absolument. Non seulement les forçats, mais même les surveillants et les employés inférieurs n'ont pas le droit de faire venir de l'alcool pour eux sans l'autorisation du Gouverneur ; c'est seulement avec cette autorisation, qu'on fait venir de l'alcool dans les magasins centraux de l'Administration et que cet alcool est distribué avec une certaine réserve. L'alcool est donc fort rare, et se paie parfois en contrebande jusqu'à huit roubles la bouteille.

M. LE PRÉSIDENT. — Obtient-on beaucoup de travail des condamnés et le budget de la transportation est-il onéreux pour la Russie ?

M. KOMORSKY. — Ce budget n'est pas élevé. L'installation ne coûte presque rien, car il y a beaucoup de travailleurs ; ce qui coûte ce sont les clous, le fer, les vitres, etc., etc. Il y a en ce moment plus de 40 villages qui ont été bâtis à l'île Sakhaline et qui n'ont rien coûté au Gouvernement ; aussi la quantité de ces villages augmente-t-elle si rapidement qu'ils sont souvent bâtis avant que l'Administration en ait reçu l'avis.

L'entretien à l'île Sakhaline revient cependant un peu plus cher à l'État, parce que celui-ci, ainsi que je vous l'ai dit, est obligé de subvenir pendant au moins deux ans à l'entretien des libérés, tandis qu'aux travaux forcés de Nertschinsk nous n'avons pas cette obligation.

M. BOURNAT. — Vous avez parlé de châtiments administratifs ; quels châtiments avez-vous en usage ? Y a-t-il des peines corporelles ?

M. KOMORSKY. — Le Directeur a le droit d'infliger trente coups de verge ; il n'a pas d'autres peines corporelles à sa disposition.

Le knout n'existe plus en Russie depuis à peu près cent ans, mais il y a un autre instrument qui rappelle le *chat* en usage dans la flotte anglaise pour les matelots ; on peut en donner jusqu'à trente coups par jugement confirmé par le Gouverneur de l'île ; par condamnation prononcée par le tribunal pour crime de récidive, la quantité de ces coups peut s'élever jusqu'à cent.

Personnellement je ne suis pas partisan de cette peine ; cependant j'ai été obligé de l'admettre dans certains cas. En effet, si à la place d'une peine de trente coups de verges, on condamne pour trois ou six mois de prison un homme qui a plusieurs enfants, ceux-ci privés de leur père pourraient périr de misère et de faim. Pourtant on ne peut pas laisser sans punition le délit commis. Les condamnés réclament parfois eux-mêmes cette punition de préférence à la prison.

En Sibérie on ne peut pas être cruel pour les criminels. Un directeur qui aurait été cruel envers des forçats serait assassiné dans les trois jours. C'est pourquoi comme inspecteur général, je suis obligé parfois de reprocher aux directeurs leur manque de sévérité. Ils me répondent : Nous sommes entourés de forçats, comment voulez-vous que nous fassions ?

A mon dernier séjour dans l'île, j'avais quatre forçats à la maison, tous mes serviteurs étaient des forçats. Dans ces conditions on ne pourrait pas sans danger se permettre d'agir d'une façon trop dure.

M. L. HERBETTE. — Dureste je crois pouvoir dire que la question du châtimement corporel avait été annoncée incidemment au Congrès de Saint-Petersbourg par des personnes qui ne sont pas françaises et qui n'étaient pas russes. Je me rappelle que j'ai eu l'occasion de dire à ceux qui voulaient soulever cette question que nous serions très aises en France de ne pas user du châtimement corporel, mais que si les bonnes âmes qui s'étaient apitoyées sur ce qui se passe en Sibérie voulaient bien regarder chez elles, elles y verraient des phénomènes bien autrement étranges que la verge. Cette question n'a pas été soulevée.

M. KOMORSKY. — La punition est une question d'usage et de mœurs. Il y a des cas dans lesquels je la trouve utile : ainsi quand un fanfaron dit à un chef des impertinences en présence d'autres forçats, il faut le punir, non pas pour lui faire du mal, mais pour lui ôter cette auréole dont il est entouré parmi ses camarades. Il y

a un cas plus sérieux, c'est quand un délit est commis envers un détenu par un autre détenu ; dans ce cas, la prison n'est pas considérée comme une punition, il faut administrer une peine corporelle pour que les détenus, victimes du délit, abandonnent toute idée de vengeance personnelle.

M. BOULLAIRE. — Est-que les crimes contre les gardiens sont fréquents ?

M. KOMORSKY. — Depuis sept ans il y a eu deux crimes et un délit d'impertinence en dehors de l'île Sakhaline. Dans l'île, on a assassiné un directeur et deux gardiens. Ces derniers crimes ont été jugés par un conseil de guerre.

M. BOULLAIRE. — Quel a été le châtiment pour ces crimes spéciaux ?

M. KOMORSKY. — La pendaison pour les assassinats. Quant au cas d'insulte au gardien, il y a eu acquittement parce que le gardien s'était mal conduit lui-même dans la circonstance.

Dans des cas extraordinaires, le Gouverneur général des provinces du fleuve Amour a un droit spécial, droit qui lui est donné par l'Empereur, de nommer des conseils de guerre : il y en a eu quatre ou cinq depuis sept ans.

M. BOURNAT. — Dans quelles circonstances a lieu la relégation ?

M. KOMORSKY. — Six mois avant l'expiration de la peine d'un détenu, l'avis de la commune est demandé, et celle-ci a le droit d'accepter ou de refuser le détenu.

M. BOURNAT. — Est-ce aux frais de l'État que le coupable est envoyé en Sibérie ?

M. KOMORSKY. — S'il est refusé, il est envoyé dans les provinces occidentales de la Sibérie et il y est installé aux frais de l'État. Votre question me rappelle qu'il y avait un projet de loi tendant à faire payer aux communes les frais de relégation.

M. BOURNAT. — Y a-t-il beaucoup de communes qui acceptent leurs membres égarés ?

M. KOMORSKY. — La plupart.

M. JOLY. — On nous a dit en Russie que 5 pour cent environ des libérés étaient rejetés par les communes.

M. KOMORSKY. — Peut-être même plus.

M. BOURNAT. — Cette acceptation par la commune est-elle sérieuse, ou bien n'est-ce qu'une complaisance de la part du chef de la commune qui, pour soustraire le condamné à la Sibérie, l'accepte pour le relâcher tout de suite ?

M. KOMORSKY. — Non, cette question est délibérée sérieusement dans la commune qui connaît très bien quels sont les malfaiteurs de profession qui ont fait beaucoup de mal à leur pays et quels sont les gens qui, quoique fautifs, ne sont pas des malfaiteurs endurcis. Ce n'est pas un conseil communal, c'est toute la commune qui se prononce.

M. BOURNAT. — Toute la commune est appelée à voter ?

M. KOMORSKY. — On dresse un procès-verbal de la discussion et il faut les deux tiers des voix pour que le détenu soit relégué.

M. DUBOIS. — A quel traitement les relégués sont-ils soumis ?

M. KOMORSKY. — Ils sont obligés de passer cinq ans dans l'arrondissement qui leur est désigné. Il faut nous entendre sur le mot *arrondissement*, car il y a des arrondissements qui sont plus grands que la moitié de la France.

M. DUBOIS. — Quels sont leurs moyens d'existence ?

M. KOMORSKY. — Ces provinces sont très riches et en voici un exemple :

Un marchand russe entretenant un commerce de blé entre la Sibérie occidentale et l'Angleterre a eu deux navires qui ont fait naufrage aux embouchures du fleuve Ob ; il en a envoyé un troisième, en assurant que si ce navire parvenait jusqu'à l'Angleterre, le bénéfice qu'il en tirerait, lui paierait ce qu'il avait perdu en cargaison et en navires avec les deux précédents.

Il n'y a pas de pays plus fertile que la Sibérie occidentale ; on a, dans ce pays, environ 16 kil. de blé pour 20 kopecks, c'est-à-dire à 0 fr. 60. Si vous demandiez pour 0 fr. 50 de légumes, on vous en apporterait plein un grand panier.

M. DUBOIS. — Est-ce que la relégation est appliquée aux femmes et les communes sont-elles consultées ?

M. KOMORSKY. — Elle existe d'après la loi, mais elle est pratiquée rarement parce que les communes ne les refusent presque jamais.

M. LE PRÉSIDENT. — Quelle est la forme principale des travaux forcés à l'île de Sakhaline ?

M. KOMORSKY. — Les travaux des forçats sont accomplis en plein air. Les principaux sont : l'établissement des routes, le défrichement de la terre, le drainage du sol et la construction des bâtiments. En dehors de cela, nous avons des mines houillères, mais ces mines n'occupent que 400 hommes, coupables de crimes capitaux et récidivistes.

M. LE PRÉSIDENT. — S'ils refusent de travailler, comment les force-t-on ?

M. KOMORSKY. — On leur met les menottes et ils sont obligés de travailler en prison, surveillés par des soldats. Le travail est fait dans ces conditions par groupes de 5 à 12 forçats qui sont obligés de remplir une tâche déterminée. De cette façon, si un forçat ne voulait pas travailler, les autres l'y obligeraient afin de ne pas être tous punis.

M. BOGELOT. — C'est la responsabilité collective.

M. KOMORSKY. — J'ai été obligé de me servir, en 1888 et 1889, de cette responsabilité collective aux travaux forcés de Nertschinsk pour les hommes qui étaient en état de libération conditionnelle ; j'ai obtenu ainsi une diminution des évasions. Celles-ci, qui s'élevaient en 1886 à 24 p. 100, en 1887 à 31 p. 100, sont tombées en 1888 à 12 p. 100, et en 1889 à 5 p. 100. Vous pouvez juger que ce système a donné des résultats efficaces.

M. DUBOIS. — Les travaux nécessaires à l'entretien des forçats sont-ils faits par des ouvriers transportés ?

M. KOMORSKY. — Non seulement les travaux nécessaires à l'entretien des forçats, mais même les travaux nécessaires à l'en-

tretien des employés et de l'administration. Nous sommes obligés, manquant d'employés inférieurs, de recourir, même dans les chancelleries, à des forçats pour faire les écritures. Selon moi, la peine du travail consiste dans la quantité et non dans la qualité. On peut travailler dans les mines deux heures par jour et être plus libre qu'en travaillant dans une chancellerie pendant douze heures.

M. LE COURBE. — M. Komorsky voudrait-il nous dire si le travail des mines qui nous fait si peur à distance est aussi dur et aussi terrible qu'on le pense généralement ?

M. KOMORSKY. — Cela dépend des circonstances dans lesquelles il est accompli. En ce moment le travail des mines en Sibérie n'est pas aussi dur que les autres travaux parce que les conditions du travail sont très bonnes. Les mines de charbon ne sont pas sous la terre, elles sont dans les montagnes, de sorte qu'on a toujours de l'air frais, et qu'il n'y a pas d'explosions à craindre. On ne monte pas le charbon, on le descend, c'est plus facile. Puis cela dépend toujours de la quantité du travail et non pas de la qualité. L'administration minière du district de Nertschinsk — car ce n'est pas l'administration pénitentiaire qui donne les tâches — donnait autrefois des tâches tellement petites qu'en deux heures elles étaient achevées.

Il y a trois ans, à ces mêmes travaux forcés de Nertschinsk, j'ai été obligé d'intervenir, parce que les détenus gagnaient parfois 10 kopecks pour l'État et 50 pour eux comme pécule pour travail supplémentaire. On est arrivé à leur faire gagner 30 kopecks pour l'État et autant pour eux. Ces travaux supplémentaires sont faits par des forçats en libération conditionnelle et qui, après avoir rempli leurs tâches, sont libres d'aller travailler dans leurs champs ou de continuer leur travail dans la même mine ou dans une mine voisine.

M. DUBOIS. — Une partie des mines appartient donc à des particuliers ?

M. KOMORSKY. — Ces mines-là spécialement appartiennent à l'administration de la Cour Impériale qui remet certaines mines d'or en fermage à des particuliers.

M. DUBOIS. — Est-ce que les particuliers paient plus cher que l'État cette main-d'œuvre minière ?

M. KOMORSKY. — C'est tout à fait la même chose ; si l'administration minière payait moins, personne n'irait travailler chez elle. Le prix est d'ailleurs calculé d'après le poids du métal, que le travail ait été fait par un ouvrier libre ou par un forçat. Les forçats reçoivent toujours moins que les autres parce qu'ils travaillent moins, c'est une règle générale. En ce qui concerne les gens libérés, nous admettons une tâche plus petite, afin de leur donner du temps pour travailler pour eux ; c'est même obligatoire, car la loi dit qu'avec la libération conditionnelle il doit y avoir une diminution de la tâche.

M. BOURNAT. — Tous les travaux sont-ils commandés par l'Administration. Y a-t-il, entre l'Administration et les condamnés, des intermédiaires pour diriger le travail ?

M. KOMORSKY. — A l'île Sakhaline, il n'y a aucun intermédiaire, c'est l'Administration qui dirige tous les travaux, et c'est aux frais de l'État qu'ils se font. Pour les travaux spéciaux, nous avons des architectes, des ingénieurs, mais ceux-ci donnent leurs indications aux directeurs et aux sous-directeurs des prisons et ces derniers transmettent ces ordres aux surveillants. Aux travaux forcés de Nertschinsk, nous n'avons pas non plus d'intermédiaire, seulement nous avons un ingénieur de l'administration minière qui n'est pas attaché à l'Administration pénitentiaire et qui surveille le côté technique du travail.

M. XAVIER BLANC. — Vous nous avez dit que les défrichements jouaient un rôle considérable dans l'ensemble des travaux auxquels les condamnés sont soumis. Pourriez-vous nous dire maintenant si les défrichements ont eu pour résultat, comme dans plusieurs colonies françaises, et notamment dans la Guyane, de développer des épidémies ?

M. KOMORSKY. — Dans la Guyane française, les épidémies ont été produites par le défrichement des marais. Mais nos marais sont superficiels, il ne sont pas profonds. Sous ce rapport l'île Sakhaline est dans des conditions tout à fait exceptionnelles ; jusqu'à présent, non seulement il n'y a pas eu d'épidémies, mais il n'y a même pas eu d'épizooties.

M. LÉVEILLÉ. — La transportation russe a des causes très variées. Je désirerais savoir, si ce n'est pas indiscret, quels sont les projets de réforme qui sont à l'étude en Russie. On nous a dit en France, et je crois que c'est inexact, que le Gouvernement russe voulait abolir la transportation.

M. KOMORSKY. — Non seulement il n'a jamais été question de cela, mais je suppose même que la transportation pourrait être aggravée, c'est-à-dire que la quantité des condamnations aux travaux forcés pourrait être élargie. Ce qu'il est question d'abolir, c'est la déportation, c'est-à-dire les envois en colonisation spéciale sans travail obligatoire pour les peines criminelles. Ces condamnés seraient répartis entre les maisons de réclusion et la transportation proprement dite.

M. JOLY. — Et centralisés dans l'île Sakhaline ?

M. KOMORSKY. — Dans l'île Sakhaline et à Nertschinsk. Car la question minière est très sérieuse et il faut pour la mener à bien le secours du travail des forçats, c'est-à-dire du travail obligatoire.

M. LÉVEILLÉ. — Je voudrais obtenir de M. Komorsky qu'il renouvelât devant tout le monde la promesse qu'il a faite en Russie à quelques-uns d'entre nous. M. Komorsky qui avait bien voulu nous donner très libéralement, et sans se lasser jamais, beaucoup de renseignements, m'avait promis de rédiger lui-même une étude sur la transportation russe ; je n'ai pas besoin de vous dire que j'ai accepté avec empressement, car M. Komorsky, qui parle très bien le français, pourrait nous donner un travail extrêmement utile. (*Nombreuses marques d'approbation.*)

M. LE COURBE. — D'autant plus qu'il est devenu notre collègue.

M. KOMORSKY. — Vous avez fait preuve envers moi, Messieurs, de beaucoup d'indulgence pendant le Congrès et vous continuez maintenant. Je vous remercie et vous prie de m'excuser de vous avoir entretenus aussi longtemps. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne veux pas lever la séance sans me rendre l'interprète de tous en adressant à M. Komorsky nos remerciements pour les renseignements si pleins d'intérêt qu'il a bien voulu nous fournir.

Comme vient de le dire M. Léveillé, M. Komorsky connaît admirablement son sujet et il l'expose avec une clarté qu'aucun Français ne pourrait posséder à un degré plus élevé.

M. Komorsky nous a donné sur la transportation des données extrêmement précieuses. Il nous a montré comment dans un pays voisin du nôtre, et dont l'amitié est, sans doute, à l'heure actuelle, la meilleure garantie de la paix, on est parvenu à organiser la transportation qui coûte peu à l'État et qui produit de bons résultats en ce sens que la récidive est très restreinte et que le relèvement des condamnés s'opère progressivement à l'aide des diverses stations qu'on leur fait faire en Sibérie.

Vous avez surtout dû être frappés de ce qu'il s'est produit dans ce pays de véritables merveilles : on vous a parlé de ces villages qui se forment comme par enchantement sans rien coûter à l'État. Eh bien, si nous pouvions faire quelque chose de semblable dans la Nouvelle-Calédonie, nous devrions nous estimer heureux, nos finances s'en trouveraient mieux, et le but vers lequel tous les efforts de notre Société tendent d'une manière si ardente serait plus rapidement atteint.

M. L. HERBETTE. — Je vous demande la permission de dire un mot de remerciement à M. Komorsky au nom des Français, pour un tout autre sujet que celui qui a fait l'objet de sa communication.

Il a été le commissaire général de l'Exposition internationale pénitentiaire de Saint-Petersbourg. Si je n'avais craint de faire violence à une modestie exagérée, j'aurais pris la liberté d'apporter ici quelques photographies montrant l'importance de cette exposition et sa grande valeur à tous les points de vue. Je ne voudrais pas en parler maintenant, car il faudrait une autre séance pour en dire ce qu'il convient ; mais vous me permettez, au nom des Français qui étaient nombreux là-bas, d'exprimer à M. Komorsky tous les remerciements qui lui sont si bien dus, non seulement pour le travail considérable qu'il a fait dans cette exposition immense, dans un bâtiment qui avait une étendue telle qu'on s'est demandé d'abord comment il serait possible de garnir cette étendue, non seulement pour avoir fait une exposition extrêmement intéressante, mais encore pour y avoir présenté des parties tellement curieuses qu'on y aurait été par plaisir, ce qui est à peu près la seule façon d'aller en Sibérie. Il y avait des mines construites, des curiosités ethnographiques et ethnologiques très intéressantes, des collections très variées, et

véritablement on peut dire que tout Pétersbourg est allé voir cette exposition et a rendu hommage à l'art et au soin avec lequel elle avait été installée.

Parce que nous sommes loin de la Russie, ce n'est pas une raison pour nous faire oublier l'hospitalité que nous avons reçue, et parce que vous n'avez pas eu comme nous la satisfaction d'y aller, ce n'est pas un motif pour que nous ne vous demandions pas de fortifier nos remerciements. Aussi je vous demande la permission d'adresser bien sincèrement — ce que nous avons fait là-bas — l'expression de notre gratitude aux Russes dont nous avons ici un représentant, pour l'accueil, l'hospitalité si bienveillante, si généreuse qui nous a été donnée à tous et pour le bien qui a été fait si largement en faveur de notre pays. (*Bravos.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Le vœu qui vient d'être exprimé sera réalisé. Les premiers remerciements de cette réunion ont été adressés à M. Komorsky par M. Le Courbe; les derniers par M. Herbette. Vous pouvez tous fortifier, puisqu'on vous le demande, les manifestations qui se sont produites, et joindre aux remerciements pour ce qui s'est passé à Saint-Pétersbourg, vos remerciements pour ce qui vient de se passer à notre séance de ce soir. (*Applaudissements répétés.*)

La séance est levée à 6 h 1/2.

Le secrétaire,
GRIPON.

LE CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL DE SAINT-PÉTERSBOURG

COMPTE RENDU GÉNÉRAL

EXTRAIT DU

BULLETIN OFFICIEL DU CONGRÈS

ET DU

RAPPORT DE M. L. HERBETTE

Directeur de l'Administration pénitentiaire,

PAR

M. le comte LE COURBE

L'importance du congrès pénitentiaire tenu en juin 1890 à Saint-Petersbourg, ainsi que de l'exposition internationale organisée à cette occasion et close à la fin du mois de juillet, rend nécessaire de présenter dès maintenant, dans son ensemble, le résultat des débats et des travaux, qui pourront, d'ailleurs, être exposés en détail pour chaque ordre de sujets.

Quelques explications sont à noter d'abord en ce qui touche l'institution des congrès et le rôle de la commission pénitentiaire internationale.

Les congrès, tels qu'ils fonctionnent actuellement, sont des réunions successivement provoquées en différents pays et dans lesquelles les personnes ayant compétence viennent débattre les questions de doctrine et de pratique, pénales et pénitentiaires, dont le programme a été arrêté à l'avance. Autant que possible, ils ont lieu tous les cinq ans.

Ils peuvent être complétés par des expositions dont l'objet a été préalablement déterminé et qui permettent de joindre aux discussions théoriques, aux explications écrites ou verbales, une sorte d'enseignement par l'aspect, l'exacte connaissance des œu-

vres ou des établissements et la constatation des méthodes suivies en chaque contrée, pour chaque genre de service.

Ils donnent l'occasion de recueillir périodiquement, pour l'avantage commun, les mémoires, les ouvrages et documents qui resteraient épars et peut-être insuffisamment connus. Ils provoquent des relations personnelles et un précieux échange de vues entre les hommes de toutes nationalités qui se consacrent à des tâches semblables. Ils marquent le développement des idées, les progrès accomplis, les efforts poursuivis dans l'intervalle de deux congrès.

Ce sont là, on peut le dire, les libres assises de la science pénale et pénitentiaire. Et c'est à la lutte contre le mal, à la cause de la civilisation et de l'humanité, que cette association d'études, cette émulation pacifique doit profiter.

Si l'on songe à la préparation des programmes, à la conservation des archives, à la coordination, à l'unité, à l'esprit de suite indispensable pour des travaux de cette nature, aux rapports durables qu'il convient de maintenir entre les collaborateurs, à la direction supérieure des opérations qu'entraîne chaque congrès, à l'action qui doit se continuer en dehors même des époques de session, enfin à la persistance et à l'universalité de cette œuvre pénitentiaire ainsi menée par étapes en divers pays, — on conçoit aisément la nécessité d'un comité, d'un organe permanent qui garantisse la stabilité de l'institution.

C'est le rôle de la commission pénitentiaire internationale, dans laquelle siègent les personnes officiellement désignées par les pays qui jugent utile de faire collaborer à sa tâche.

Est-il nécessaire d'ajouter que, s'il appartient à un congrès de demander, sous forme de vœu, à se réunir en tel pays, la décision du gouvernement mis par là en cause peut seule donner effet au vote ? De même, si la préparation générale du congrès échoit à la commission internationale, le mode et les conditions matérielles d'organisation sont laissés aux comités locaux que le gouvernement charge ou laisse charger de ce soin.

Ainsi se dégagent nettement, d'une part, le caractère général de l'institution à laquelle répond le fonctionnement persistant de la commission internationale, et, d'autre part, l'organisation propre de chaque congrès en telles conditions matérielles, avec telles mesures et circonstances auxquelles pourvoient les autorités et comités locaux, selon les convenances de l'État qui a bien voulu accorder son hospitalité.

C'est ainsi que s'est préparé le congrès de Saint-Petersbourg et que, grâce à la généreuse sollicitude du gouvernement impérial, il a été assuré du plus réel succès.

Il est de règle, pour garantir l'entier accord d'action, que la présidence de la commission internationale soit conférée, après chaque congrès, à celui de ses membres qui est le délégué officiel du pays où siégera le congrès prochain. Le délégué de Russie, M. Galkine-Wraskoy, était en conséquence, depuis 1885, président de la commission internationale, et il avait aussi reçu de son gouvernement la présidence des comités d'organisation à Saint-Petersbourg.

Ce n'est pas seulement un travail de cinq années, c'est cinquante ans d'études et d'efforts qui ont amené l'œuvre pénitentiaire internationale au point où l'a montrée le récent congrès.

Sans remonter plus haut, il est juste de rappeler l'initiative des hommes qui, par désir de débattre entre eux les problèmes intéressant la réforme des prisons, se sont réunis en 1846, au nombre de 75. Ils appartenaient à la France comme à l'Allemagne, aux États-Unis comme à l'Angleterre, à la Belgique comme aux Pays-Bas, à la Suisse comme à la Russie, au Danemark comme à la Suède et à la Norvège. Les débats eurent lieu pendant trois jours à Francfort-sur-le-Mein. Un compte rendu a été publié en allemand et en français.

Nouvelle réunion en 1847, à Bruxelles; environ deux cents membres; trois jours de débats; compte rendu publié en français. Une troisième session projetée pour l'année suivante en Suisse ou en Hollande fut empêchée sans doute par les événements politiques. Les questions pénitentiaires ne reparurent plus que dix ans après, à l'occasion du congrès international de bienfaisance à Francfort-sur-le-Mein et dans le programme d'une des trois sections.

En réalité, c'est en 1872 que s'est ouverte la série des congrès proprement dits, tels qu'ils se sont succédé en Europe, avec l'aide des gouvernements et avec le concours de délégués officiels.

Cette reprise décisive des travaux internationaux fut provoquée par l'initiative de M. Wines, secrétaire correspondant de l'association des prisons de New-York, qui se félicita de se rencontrer dans l'expression de ses vœux à cet égard avec les personnes les plus compétentes des divers pays d'Europe qu'il prit soin de consulter, et spécialement avec des personnes de Russie.

En 1869, M. Wines était parvenu à provoquer d'abord la réunion d'un congrès national pénitentiaire. Le comité d'organisation, réuni en février 1870 à New-York, fixa ce congrès au 12 octobre, à Cincinnati (Ohio). Des mesures préparatoires furent prises; un programme fut discuté; une liste d'invités fut dressée; l'éventualité ultérieure du congrès international fut tout particulièrement examinée pour être proposée à Cincinnati, où elle fut en effet approuvée.

Les adhésions à ce projet étaient venues d'Europe avec unanimité presque absolue (122 réponses approbatives sur 124 personnes consultées). Pour la désignation du lieu du futur congrès international, l'ordre des préférences marquées fut celui-ci : Londres, Paris, Dublin, Bruxelles, New-York, Genève. La majorité des avis fut pour la fixation à l'année 1872, et c'est en juillet de cette année que le congrès international se réunit à Londres. La session dura dix jours.

Cette fois, les divers pays ne figuraient pas seulement par personnes privées accordant intérêt à la réforme pénitentiaire et opérant à titre bénévole. Il y eut intervention de délégués officiellement chargés de suivre le congrès et s'unissant, d'ailleurs, dans leurs études aux membres venus sans mandat public, savants et publicistes, magistrats et hauts fonctionnaires, jurisconsultes et professeurs de droit, membres d'assemblées politiques, représentants de sociétés, œuvres et établissements particuliers.

On ne se préoccupait plus seulement d'échanger des avis et d'exposer des doctrines, mais aussi de recueillir des observations et faits concernant les prisons de tous pays, de comparer les systèmes de pénalités, d'utiliser l'expérience et les essais profitables, de juger les méthodes les plus propres à réprimer le mal, à le prévenir, à ramener au bien.

Avant de se séparer, le congrès, désireux de donner force et durée à sa besogne, nomma une commission qui devait préparer la session suivante, et qui comprenait des personnes d'Allemagne, d'Angleterre, d'Autriche, de Belgique, des États-Unis, de France, des Pays-Bas, de Russie et de Suède.

Ces personnes, auxquelles les gouvernements furent priés d'adjoindre des délégués, proposèrent la fixation du prochain congrès à Stockholm. Elles déterminèrent un programme de questions choisies en nombre restreint, avec caractère d'intérêt général et tout ensemble d'utilité pratique. Il fut décidé que des rapporteurs seraient désignés pour chacune et qu'ils auraient à livrer leurs

manuscripts en temps opportun pour la publication et la distribution avant la réunion des congressistes.

Le gouvernement suédois, ayant accordé son hospitalité pour le futur congrès, adressa aux autres États invitation de s'y faire représenter et constitua un comité spécial pour en préparer sur place l'organisation.

Ainsi s'est introduit le mode de procéder qui a prévalu pour les congrès, pour la commission internationale et les comités.

Après le deuxième congrès en 1878 à Stockholm, le troisième a été tenu à Rome, en novembre 1885 ; et le vœu unanime a été alors exprimé, que le quatrième congrès eût lieu à Saint-Petersbourg, où il s'est en effet réuni le 3/15 juin 1890.

Quant à la commission permanente internationale, tous ses membres sont désormais des délégués officiels. Son rôle a été fixé, en même temps que le caractère des congrès, par un règlement préparé à Stockholm, approuvé en principe dans une conférence spéciale à Paris, le 6 novembre 1880, définitivement arrêté voici quatre années et fortifié depuis lors par des adhésions nouvelles venues de différents pays.

La commission pénitentiaire internationale s'était occupée dans sa réunion de 1886, à Berne, de la préparation du congrès et de l'exposition de 1890. Elle a tenu à Genève, pour cet objet, au commencement d'octobre 1889, une session à laquelle assistaient MM. Galkine-Wraskoy (Russie), président ; L. Herbet (France), vice-président ; de Jagemann (Bade), trésorier ; docteur Guillaume (Suisse), secrétaire ; Beltrani-Scalia (Italie), ancien président ; et Goos (Danemark).

RÉCEPTION DES DÉLÉGUÉS OFFICIELS LE 1/13 JUIN 1890
A SAINT-PÉTERSBOURG

Aujourd'hui, samedi, à onze heures du matin, MM. les délégués officiels du IV^e congrès pénitentiaire ont eu l'honneur d'être présentés à S. A. Mgr le prince Alexandre Pétrovitch d'Oldenbourg, président d'honneur du congrès, et à son auguste épouse, S. A. I. M^{me} la princesse Eugénie Maximilianovna. S. Exc. M. Galkine-Wraskoy, président de la commission d'organisation, accompagnait MM. les membres étrangers, et c'est lui qui a eu l'honneur de les présenter à Leurs Altesses. La présentation a eu lieu dans une des salles du palais de Mgr le prince d'Oldenbourg

à Saint-Pétersbourg. Leurs Altesses ont daigné s'entretenir de la manière la plus affable avec MM. les membres étrangers.

A l'issue de cette audience, MM. les membres étrangers ont été déposer leurs cartes chez S. Exc. M. de Giers, ministre des affaires étrangères, qui est actuellement absent de Saint-Pétersbourg et réside dans sa propriété de Finlande.

Ils se sont rendus ensuite chez S. Exc. M. Dournovo, ministre de l'intérieur, qui les a reçus et leur a adressé le discours suivant :

« Messieurs,

« S. M. l'empereur, mon souverain et maître, ayant gracieusement offert sa capitale comme lieu de réunion pour le congrès pénitentiaire, dont vous nous faites l'honneur d'être représentants, nous a donné en même temps le droit de considérer cette offre hospitalière comme un témoignage précieux de son auguste sympathie aux buts chrétiens et humanitaires de vos nobles travaux.

« Ce témoignage, Messieurs, est d'autant plus précieux qu'il est l'interprète et l'expression des mêmes sympathies de 100 millions de Russes. Un des grands pionniers de l'œuvre que vous représentez, l'immortel Howard, trouva en Russie, un siècle en arrière, du respect et des sympathies à son œuvre, qui l'entouraient dans toutes les classes de la société et lui servaient d'encouragement.

« Et ceci, Messieurs, n'est pas une phrase : car si quelqu'un d'entre vous avait eu le loisir d'étudier de plus près le caractère du Russe dans les détails de son existence et de son histoire, il aurait constaté qu'un des traits dominants de sa philanthropie chrétienne consiste à aider le prisonnier, auquel depuis des siècles il a donné spécialement le nom de malheureux ; et où qu'il se trouve, ce malheureux, sur le grand espace de la Russie, il n'y a pas de main qui ne se tende pour l'aider, pas de cœur qui lui refuse sa pitié.

« Je me fais un devoir, Messieurs, de vous en parler : car j'ai la conviction, que vous partagerez sans nul doute, qu'une tâche comme la vôtre est infiniment plus facile et agréable à remplir quand elle peut s'accomplir dans un milieu où les sympathies lui viennent de toutes les classes et de tous les cœurs, pour l'entourer et lui servir d'encouragement.

« Cet encouragement n'est pas le seul, Messieurs. Vous vous trouvez dans la capitale d'une nation dont l'histoire de mille ans représente l'alliance et l'intégrité de deux grands principes, ou pour mieux dire, de deux cultes distincts, dont l'équilibre a toujours été maintenu par le tact et l'esprit moral de la nation.

« Redevable de son développement national et politique au génie de son Église et à la force organique de ses traditions historiques, la Russie les conserve avec un respect sacré, immuable et indépendant.

« Mais étant la plus jeune des nations dans l'âge de la civilisation européenne, la Russie reste fidèle à son devoir de s'instruire à l'école de cette civilisation, dans tout ce que la science et les arts produisent de grand et d'utile, partout où la pensée humaine se consacre au service des besoins à secourir et des maux à soulager. L'objet de votre réunion aujourd'hui constitue un de ces besoins et un de ces maux à soulager. Conserver à la détention pénitentiaire la sévérité de son caractère pénal, affaiblir et diminuer autant que possible son effet nuisible, pour augmenter et renforcer au contraire son influence corrective et régénératrice, — tels sont les buts de votre travail, auquel nous nous associerons avec le respect dû à vos idées, à vos travaux et à votre expérience pleine d'autorité.

« Qu'il me soit donc permis, Messieurs, sous l'impression de ces pensées et de ces sentiments, de vous souhaiter la bienvenue et de vous promettre nos sympathies les plus vraies, et de faire les vœux les plus sincères pour le succès de la noble tâche que vous allez entreprendre.

« Inutile d'ajouter, Messieurs, qu'en moi personnellement et en tous ceux qui servent sous mes ordres, vous trouverez tout ce qui pourrait vous aider et vous être utile dans l'accomplissement de vos travaux. »

Certains passages de ce discours, et notamment la conclusion, ont été accueillis par de vifs applaudissements.

Après ces réceptions, les Français qui s'y étaient rendus ont été reçus par M. de Laboulaye à l'ambassade de France, où s'est manifesté à cette occasion un cordial échange de sentiments et de vœux et où ils ont constamment trouvé, durant leur séjour à Saint-Petersbourg, l'accueil le plus bienveillant et le plus réel appui.

OUVERTURE DU CONGRÈS
ET INAUGURATION DE L'EXPOSITION SPÉCIALE

La séance solennelle du congrès a eu lieu le 3/15 juin, dans la grande salle de l'assemblée de la noblesse.

L'entrée principale de l'édifice portait l'inscription : « IV^e Congrès pénitentiaire international. » La salle offrait l'aspect le plus imposant. Dans le fond, une estrade, sur laquelle avaient été disposés des massifs de verdure, encadrant la reproduction exacte du monument élevé à Kherson à la mémoire du grand philanthrope John Howard. Sur le devant de l'estrade se trouvaient des places pour le bureau. Des deux côtés de l'estrade, des banquettes avaient été réservées pour MM. les délégués officiels. Au milieu de la salle, des chaises étaient destinées aux autres membres du congrès. La statue de bronze de l'impératrice Catherine II, faisant face à la tribune impériale, avait été entourée d'un massif de verdure.

A une heure de l'après-midi tous les membres du congrès étaient là. On remarquait parmi les personnes présentes la plupart des ministres, des membres du conseil de l'empire, des sénateurs, des généraux ; LL. Exc. MM. les ambassadeurs étrangers et les autres chefs de mission assistaient à la réunion. Il y avait aussi un grand nombre de dames.

A deux heures moins un quart, ont pris place dans la tribune impériale : LL. MM. l'empereur et l'impératrice, S. M. la reine de Grèce, S. A. I. Mgr le grand duc héritier.

Leurs Majestés et leurs Altesses impériales étaient accompagnées d'une suite brillante.

Au même moment ont pris place sur l'estrade réservée au bureau : S. A. Mgr le prince Alexandre Pétrovitch d'Oldenbourg, président d'honneur du congrès, et la commission d'organisation. M. Galkine-Wraskoy, président de cette commission, se trouvait à la droite de Son Altesse. M. Likhatcheff, maire de la capitale, occupait la gauche.

Mgr le prince Alexandre Pétrowitch d'Oldenbourg a prononcé le discours suivant :

« Un des traits distinctifs de notre époque, c'est le caractère international qu'ont reçu les études scientifiques dans presque toutes les branches des connaissances humaines. Ce caractère

s'affirme principalement dans les congrès, qui, mettant en présence des hommes de différents pays, travaillant dans le même champ d'activité, permettent de diriger les efforts communs vers un même but, et de vérifier les principes de la théorie par les faits de l'expérience. Les services rendus par ces réunions sont incontestables.

« Leur haute utilité s'est manifestée également dans le domaine des sciences pénitentiaires.

« Le congrès pénitentiaire de Londres peut être regardé à ce titre comme un événement considérable. L'intérêt qu'il a éveillé il y a bientôt vingt ans pour ces questions si importantes s'est développé sans interruption, et dans la plupart des pays est allé en grandissant. Si l'on jette un coup d'œil rétrospectif sur les actes des trois derniers congrès pénitentiaires, et si l'on parcourt les travaux préparatoires du congrès actuel, on est heureux de constater les progrès réalisés et de voir que ces grandes tâches n'ont pas été entreprises en vain. Les travaux des congrès ont attiré l'attention non seulement des hommes d'État, mais aussi celle des criminalistes et des hommes de science positive. Il n'est pas douteux que tous ces efforts combinés ne contribuent à élucider les moyens les plus efficaces pour arriver à la diminution de la criminalité.

« Pour atteindre ce résultat, c'est-à-dire pour prévenir les crimes et réduire le nombre des criminels, on a reconnu d'un assentiment général qu'une des conditions nécessaires était d'apporter une attention toute spéciale au sort de l'enfance malheureuse. Déjà en 1872, au congrès de Londres, des voix autorisées s'étaient fait entendre, réclamant toute la sollicitude possible envers les enfants moralement et physiquement abandonnés, de même qu'envers ceux qui sont déjà vicieux et criminels.

« Au congrès de Stockholm, ainsi qu'à celui de Rome, il a été de nouveau insisté sur ce point capital.

« Voulant répondre à cet appel fait en faveur de l'enfance, la commission d'organisation du congrès actuel a tenu à rassembler sur cette question la plus grande somme possible de matériaux et de données pratiques.

« L'intérêt qui se manifeste actuellement en Russie pour toutes ces questions date de loin. John Howard, le grand philanthrope anglais, de la mort duquel nous célébrons le centenaire, avait déjà trouvé ici un terrain favorable à ses idées généreuses. L'em-

pereur Alexandre I^{er} s'était inspiré de ses vues et, avec le concours d'un autre philanthrope, Walter Wenning, avait fondé une société protectrice des prisons, à l'effet d'améliorer leur état et celui des détenus. L'empereur Nicolas, s'intéressant à son tour au développement que prenait dans les pays d'Occident l'étude des questions relatives aux prisons et aux moyens de prévenir les crimes, avait fait envoyer des délégués officiels aux réunions de Francfort et de Bruxelles, qui précédèrent le congrès de Londres, bien que ces réunions n'eussent pas de caractère gouvernemental. Enfin, sous le règne de l'empereur Alexandre II, la Russie est entrée dans la voie d'une réforme systématique et conséquente du régime pénitentiaire.

« En invitant le congrès à se réunir dans sa capitale, S. M. l'empereur a voulu témoigner de l'intérêt qu'il prend à l'étude des questions inscrites au programme, et qui ont fait le sujet de nombreux et importants travaux préparatoires.

« Les discussions que ces questions vont provoquer promettent d'être fertiles en conseils judicieux et en renseignements pratiques ; et c'est en exprimant cet espoir, Messieurs, et en vous souhaitant la bienvenue, que je déclare ouverte la IV^e session du congrès pénitentiaire international. »

M. Herbet, chef de la délégation française, a prononcé à son tour le discours suivant :

« Monseigneur,

« Au nom de mes collègues de la commission pénitentiaire internationale, je suis chargé de répondre aux paroles qui reçoivent tant de force et un si heureux retentissement de la haute situation de celui qui les prononce, de celui qui les entend et de toutes les personnes éminentes qui assistent à cette séance.

« Notre premier mot doit être pour exprimer notre reconnaissance, et c'est d'un seul mot que nous l'exprimerons ; non pas assurément que les sujets de réflexion nous manquent ici, mais au contraire parce qu'il faudrait trop dire, si l'on s'abandonnait aux impressions ressenties. Ce serait être indiscret, importun peut-être, que de viser trop haut dans cette simple réponse.

« Mais il est bien permis de tirer quelque enseignement du spectacle qui nous est donné, pour le bien de l'humanité, si chère aux cœurs généreux jusque dans la dégradation la plus douloureuse.

« Que l'on imagine un auditeur non averti de l'objet de cette réunion où il surviendrait tout à coup, qu'on le suppose, à la vue d'une assistance semblable, songeant aux motifs qui engagent un souverain à donner quelque peu de son temps, c'est-à-dire de sa vie, — d'une vie si précieuse pour tant de millions d'êtres ; — qu'il compte les illustrations rassemblées dans cette enceinte ; qu'il se demande quelle œuvre est assez grande pour fixer l'attention et obtenir les soins d'hommes d'État, d'administrateurs, de magistrats, de jurisconsultes, de savants en tous genres de sciences sociales ; — qu'il suppose quels intérêts assez pressants ont pu amener de contrées si lointaines tant de personnes que leurs travaux et leurs fonctions y retenaient :

« Ne sera-il pas frappé de ce fait qu'on travaille ici pour des malheureux et non pour les malheureux que la fatalité seule a frappés et qui restent dignes d'estime jusque dans la plus basse misère, mais pour ceux qui ont mérité leur chute et qui parfois s'obstinent à ne vouloir pas se relever ?

« Ce fait parle assez haut pour honorer notre époque et pour montrer comment — malgré tant de dangers qui menacent toujours la vie morale comme la vie matérielle — toujours la cause du bien retrouve des forces nouvelles et rapproche, de si loin que ce soit, les hommes de toutes nationalités et de tous rangs.

« Cette conscience que tous prennent ainsi de la mission qui leur est dévolue pour le bien commun, cette religion du devoir par laquelle chacun se juge endetté envers les autres de tout le bien qu'il peut leur faire, est la source la plus pure de joie, la plus grande consolation dans les épreuves, la plus grande espérance pour l'avenir.

« Cette idée que rien de ce qui est « l'homme » ne doit être dédaigné, même par les plus puissants et les meilleurs ; que la puissance n'est qu'une raison de plus d'être bon ; que les personnes les plus vertueuses sont celles qui peuvent donner appui aux plus misérables ; — cette idée n'est-elle pas digne de grouper des hommes de doctrine avec des hommes d'action et de pratique, les femmes les plus vertueuses et les plus charitables, les gens de de tout rôle et de toutes fonctions dans la société ?

« De même que les soins à donner à ceux qui souffrent du mal physique ont toujours été présentés comme un devoir aux heureux de ce monde et que l'exemple de la charité remonte aux dernières limites de l'histoire, de même il semble qu'un profond

souci du mal moral à réfréner ou à prévenir saisisse, de notre temps, ceux qui peuvent pourtant se croire les mieux à l'abri. Mais au besoin de bienfaisance personnelle s'ajoute la notion de de cette solidarité qui fait, en réalité, souffrir une époque et une société de tout le mal qu'elles ne savent pas combattre.

« C'est donc travailler pour la sécurité et le repos des honnêtes gens que de prendre à tâche l'amendement des coupables qui ne sont pas, qui ne veulent pas être incurables. Tant que la vie est laissée à un homme, il ne doit pas être livré à l'extrême désespoir.

« D'ailleurs, les causes involontaires et accidentelles ne jettent-elles pas trop souvent dans la dépravation des êtres faibles qu'une direction sage et ferme aurait pu doter de la somme moyenne de moralité, d'utilité, de bonheur qu'il faut s'efforcer de leur rendre ?

« Ainsi se justifie cet empressement de tous à s'inquiéter du sort des enfants, des jeunes gens et des jeunes filles, c'est-à-dire de tous ceux qui sont exposés à succomber sans avoir seulement connu les périls contre lesquels ils avaient à se prémunir et sans avoir reçu la force d'y résister. De là cette place considérable faite, dans le présent congrès et dans l'exposition qui s'ouvre, à toutes les questions et institutions qui intéressent l'enfance atteinte ou menacée du mal moral.

« A cette occasion, comment ne se féliciterait-on pas de la vaste entreprise que les dévoués organisateurs ont su si bien accomplir, en présentant cet ensemble de documents, de faits et d'idées qui prennent corps dans les objets exposés, qui font profiter les visiteurs de la méthode d'enseignement par l'aspect.

« Qui ne devine le dévouement et l'activité, les recherches et les combinaisons, les minutieux préparatifs et les longs transports que nécessite une exposition de ce genre ? Comment n'être pas frappé du goût, de l'art même et du charme que des hommes si distingués ont donnés à ce groupement d'objets variés, préparés et recueillis en tous pays, pour former le spectacle d'une semaine, et pour faire pénétrer plus fortement dans l'esprit des visiteurs les nobles préoccupations dont on s'inspire ? Qui ne serait reconnaissant à tous les collaborateurs de cette organisation, et quelle satisfaction n'est-ce pas pour les étrangers, leurs hôtes, de constater l'éclatant succès qui leur était si bien dû ?

« Ainsi l'auteur principal que nous voyons à cette place se trouve véritablement condamné à subir des éloges que sa mé-

destie écarterait, si nous la consultations avant de parler d'elle. Notre éminent et cher président, M. Galkine-Wraskoy, dont les qualités sont rehaussées par tant de bonne grâce, a trop bien su se faire aimer et apprécier de ses collègues pour qu'il leur soit possible de se taire aujourd'hui. Tout ce qu'ils peuvent faire pour accéder à son désir, c'est d'associer à lui ses collaborateurs dans leurs remerciements chaleureux au nom de l'œuvre générale si profitable aux divers pays.

« Cette solennité montre mieux que ne feraient les plus longs mémoires comment les distances s'atténuent et s'effacent, grâce aux inventions et aux idées modernes. Tant d'hommes que leurs occupations ne sembleraient pas toujours laisser libres de faire le plus court voyage dans leur patrie, ont trouvé tout simple de venir et se trouvent heureux d'être dans cette grande et belle cité de Saint-Petersbourg, dans la capitale de cet empire immense, où se fait un tel effort pour le progrès de la science pénale et pénitentiaire.

« Après avoir exprimé des félicitations et des éloges qui sont dans la pensée de tous, comment nous serait-il interdit de réitérer au président honoraire du congrès l'expression de la gratitude générale? Et comment S. A. I. M^{me} la princesse d'Oldenbourg refuserait-elle que son nom soit associé à cette gratitude, comme elle s'associe elle-même aux œuvres de bienfaisance et de relèvement tendant à sauver tout ce qui n'est pas irrémédiablement perdu dans le monde des malheureux et des coupables?

« Mais quelle que puisse être la réserve à laquelle, mes collègues et moi, nous nous sommes promis de rester fidèles, comment la pensée de tous ne se traduirait-elle pas, par un dernier mot, en hommages et en vœux profondément respectueux pour la famille et la personne de celui qui aurait droit de rester indifférent à des témoignages purement extérieurs, mais qui ne sera pas indifférent, nous l'espérons, à la sincère reconnaissance que tous, ici, éprouvent pour S. M. l'empereur de Russie? »

A la fin de ce discours, des hourras enthousiastes se sont fait entendre.

Leurs Majestés et Leurs Altesses se sont ensuite retirées, et MM. les délégués officiels étrangers ont été invités à prendre place près de la tribune impériale, rangés d'après les pays repré-

sentés par eux. LL. MM. l'empereur et l'impératrice étant rentrés dans la salle, les délégués officiels ont eu l'honneur de leur être présentés par S. Exc. M. Galkine-Wraskoy. Leurs Majestés ont daigné s'entretenir très gracieusement avec eux.

A l'issue de la présentation, Leurs Majestés et Leurs Altesses se sont rendues au manège Michel pour l'inauguration de l'exposition pénitentiaire internationale, et y ont été reçues par S. A. Mgr le prince Alexandre Pétrovitch d'Oldenbourg. S. Exc. M. Galkine-Wraskoy a eu l'honneur de présenter un bouquet à S. M. l'impératrice, et a accompagné Leurs Majestés dans toutes les sections. Dans chacune des sections étrangères, MM. les délégués officiels des pays respectifs ont eu l'honneur de donner à Leurs Majestés des explications sur les objets exposés.

Leurs Majestés et Leurs Altesses ont quitté l'Exposition vers quatre heures de l'après-midi.

OPÉRATIONS ET TRAVAUX DU CONGRÈS EN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Constitution du Bureau.

Assemblée générale du 4/16 juin 1890.

A onze heures du matin les trois sections se sont réunies en assemblée générale pour procéder à la constitution du bureau du congrès.

M. Beltrani-Scalia propose de nommer M. Galkine-Wraskoy comme président du congrès, proposition qui est adoptée par acclamation.

M. Galkine-Wraskoy, en remerciant l'assemblée, déclare qu'il ne pourrait accepter ces fonctions qu'à la condition que le congrès voulût bien lui adjoindre en qualité de présidents MM. Beltrani-Scalia et Herbette, le premier ayant été son prédécesseur comme président de la commission pénitentiaire internationale, et le second étant actuellement encore vice-président de cette commission.

Par acclamation, l'assemblée accède au vœu exprimé par M. Galkine-Wraskoy; en conséquence MM. Beltrani-Scalia et Herbette sont également proclamés présidents.

Vice-présidents (ordre alphabétique) :

M. Braunbehrens, conseiller supérieur intime au ministère de l'intérieur à Berlin, délégué officiel de Prusse.

M. Brusa, professeur à l'université de Turin.

Don Juan de Dios de la Rada y Delgado, sénateur, membre du conseil supérieur des prisons, délégué officiel d'Espagne.

M. Sigismond Laszlo, conseiller ministériel du ministère de la justice à Buda-Pesth, délégué officiel de Hongrie, membre de la commission pénitentiaire internationale.

M. de Latour, directeur général des prisons et de la sûreté publique à Bruxelles, chef de la délégation officielle de Belgique, membre de la commission pénitentiaire internationale.

M. le docteur Leitmaier, procureur général impérial et royal à Gratz, délégué officiel de l'Autriche.

M. H. Pessina, sénateur, délégué officiel d'Italie.

M. V. Reissenbach, conseiller ministériel au département de la justice à Munich, délégué officiel de Bavière.

M. Théophile Roussel (France), sénateur, membre de l'académie de médecine et du conseil supérieur des prisons.

M. Skousès, membre du Parlement hellénique, délégué officiel de Grèce.

Service général du congrès :

M. le docteur Guillaume, chef du bureau fédéral de statistique à Berne, délégué officiel de Suisse, secrétaire de la commission pénitentiaire internationale.

Secrétaires généraux adjoints :

M. G. Corrévon, juge au tribunal cantonal à Lausanne, délégué de la société suisse des prisons.

M. A. Likhatcheff (Russie), substitut du procureur au tribunal de Kharkoff.

M. Komaroff (Russie), conseiller au ministère des affaires étrangères, à Saint-Petersbourg.

Attachés au secrétariat :

M. le prince Galitzin, attaché au département des affaires étrangères. — M. Svetchine. — M. Priléjaeff, chef de section à l'administration générale des prisons.

Ces propositions sont votées par acclamation.

M. Herbette demande la parole :

« Monsieur le Président,

« Un seul mot, je vous prie, en notre nom à tous.

« Nos éminents et généreux hôtes de Russie ont refusé de prendre, dans le bureau du congrès et dans les bureaux de sections, la place à laquelle leur mérite, leur science et leur haute situation leur donnaient tous les droits. Nous n'avons pu vaincre ce sentiment si délicat d'hospitalité et cette résistance obstinée, qui était un raffinement d'amabilité. Il faut donc bien que nous témoignions ici tous nos regrets, et nous y joignons les remerciements les plus vifs pour des hommes si distingués, qui ne seront pas parvenus du moins à nous empêcher d'exprimer notre reconnaissance. »

Travaux en assemblée générale.

Après la séance solennelle d'ouverture (3/15 juin) et la séance de constitution du bureau (4/16 juin), le congrès s'est réuni sept fois en assemblée générale (grande salle dite de la noblesse) savoir :

Le 6/18 juin, sous la présidence de M. Herbette (France), un des présidents ; — le 7/19, présidence de M. Pessina, vice-président (Italie) ; — le 8/20, M. Braunbehrens, vice-président (Prusse) ; — le 9/21, M. Leitmaier (Autriche) ; — le 10/22, M. Laszlo (Hongrie) ; — le 11/23, M. de Latour (Belgique) ; — le 12/24, séance de clôture, M. le président Galkine-Wraskoy.

Les rapporteurs délégués par les sections pour l'assemblée générale ont été les suivants :

Première section.

Première question : M. Spassovitch, avocat à Saint-Petersbourg (Russie). — Deuxième question : M. Sliosberg, avocat à Saint-Petersbourg (Russie). — Troisième question : M. Milenko Wesnitch, docteur en droit (Serbie). — Quatrième question : M. Sloutchevsky, professeur à l'école de droit de Saint-Petersbourg (Russie). — Cinquième question : M. Latycheff, rédacteur au ministère de la justice (Russie). — Sixième question : M. Golovine (Russie). — Septième question : M. Karnicky, à Saint-Petersbourg (Russie). — Huitième question : M. Nocito (Italie).

Deuxième section.

Première et deuxième questions : M. Herbet (France). — Troisième question : M. Wulffert, membre de la société juridique de Moscou (Russie). — Quatrième question : M. Pagès, membre de la Société générale des prisons (France). — Cinquième question : M. Latycheff (Russie). — Sixième question : M. Skousès (Grèce). — Septième question : M. Stevens, directeur du pénitencier de Saint-Gilles (Belgique). — Huitième, neuvième et dixième questions : M. Foïnitsky, professeur à l'université de Saint-Petersbourg (Russie). — Onzième question : M. Yvernès (France).

Troisième section.

Première question : M. Fuchs, conseiller intime de finances, président du comité central des sociétés de patronage, à Karlsruhe (Bade). — Deuxième question : M. le baron de Buxhoevden, substitut du procureur général de la marine (Russie). — Troisième question : M. Taverni, professeur à l'université de Catane (Italie). — Quatrième question : M. Riggerbach, chapelain du pénitencier à Bâle-ville (Suisse). — Cinquième question : M. F. Voisin, conseiller à la cour de cassation (France). — Sixième question : M. le comte Skarbek, curateur d'asile d'orphelins en Galicie (Autriche-Hongrie).

CONFÉRENCES PUBLIQUES CONCERNANT DES QUESTIONS PÉNITENTIAIRES
ORGANISÉES A L'OCCASION DU CONGRÈS
DANS LA SALLE AFFECTÉE AUX ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

La série des conférences offertes au public de Saint-Petersbourg a été inaugurée, le jour de l'ouverture du congrès, par M. le professeur Spassowitch (en langue française). L'organisation de ces conférences est une innovation proposée au comité local par la commission pénitentiaire internationale, qui désire par ce moyen populariser les études pénitentiaires et éclairer l'opinion publique sur toutes les questions relatives à la prévention du crime et au traitement des condamnés.

Le sujet de la première conférence était *John Howard*. M. Spasowitch a entretenu pendant plus d'une heure son nombreux auditoire de la vie et des œuvres du grand philanthrope.

A l'issue de cette conférence, les membres du congrès ont été reçus à l'hôtel de ville, où une soirée avait été préparée.

M. Canonico a fait, le 14/16 juin, une conférence sur la réforme pénitentiaire (en langue française).

Il a fait remarquer la révolution profonde qui s'est opérée lorsqu'on a commencé à envisager la souffrance comme un moyen de régénération morale et que, par là, la peine est devenue la pénitence.

Il a indiqué de quelle manière ce même principe, appliqué au régime des prisons et à la discipline des prisonniers, a produit la réforme pénitentiaire, dont il a esquissé les phases principales et les différents systèmes.

Le 6/18 juin, a eu lieu la troisième conférence, donnée par M. de Jagemann (en langue allemande) sur l'histoire et l'état actuel des mesures préventives du crime.

Le conférencier a passé en revue le développement historique de ces mesures. S'occupant des mesures prophylactiques actuelles, il a énuméré les institutions juridiques et fait ressortir le côté pédagogique du droit pénal moderne et du système pénitentiaire. Il a exposé ce que l'on entend par l'éducation forcée donnée aux enfants vicieux ou moralement abandonnés et ce qui se fait pour combattre les maladies sociales, telles que l'ivrognerie et le vagabondage. Il a expliqué l'institution du patronage des détenus libérés, son but, son organisation et ses résultats.

Le 9/21 juin, M. Herbette a donné devant un nombreux auditoire une conférence sur le caractère international de l'étude des questions pénitentiaires. Il a exposé d'abord la question pénitentiaire, puis le but de la commission internationale permanente et enfin l'importance des congrès.

OPÉRATIONS ET TRAVAUX DU CONGRÈS EN SECTIONS

Constitution des bureaux.

Dans la matinée du lundi 4/16 juin, les trois sections se sont réunies dans leurs salles respectives pour la constitution de leurs bureaux. M. Galkine-Wraskoy, ayant successivement ouvert la séance en chacune, a proposé les désignations suivantes qui ont été adoptées.

Première section.

Président :

M. Pols, professeur à l'université d'Utrecht, délégué officiel des Pays-Bas, membre de la commission pénitentiaire internationale.

Vice-présidents (ordre alphabétique) :

M. Annerstedt, ancien membre de la cour suprême et président de la commission des lois à Stockholm, délégué officiel de Suède.

M. Tancredi Canonico, sénateur, délégué officiel d'Italie.

M. Dumas (France), directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la justice, délégué par ce département ministériel.

M. Fœhring (Allemagne), président du tribunal à Hambourg, délégué par cette ville.

M. Milenko-Wesnitch, docteur en droit, délégué officiel de Serbie.

M. Starke, conseiller supérieur intime au ministère de la justice à Berlin, délégué officiel de Prusse.

Secrétaire :

M. Golovine (Russie).

Deuxième section.

Président :

M. Charles Goos, directeur général des prisons à Copenhague, délégué officiel du Danemark, membre de la commission pénitentiaire internationale.

Vice-présidents :

M. Xavier Blanc, sénateur (France).

M. Iahn, conseiller privé, délégué officiel de Saxe.

M. Illing, conseiller supérieur intime au ministère de l'intérieur à Berlin, délégué officiel de Prusse.

M. Prins, professeur, inspecteur général des prisons à Bruxelles, délégué officiel de Belgique.

M. Randall, secrétaire et trésorier de l'administration des écoles de l'État de Michigan, délégué officiel des États-Unis.

M. Woxen, directeur général des prisons en Norvège, délégué officiel de Norvège.

M. Yvernès (France), chef de division au ministère de la justice (statistique criminelle), délégué par ce département ministériel.

Secrétaire :

M. le baron de Taubé (Russie).

Troisième section.

Président :

M. le docteur E. de Jagemann, conseiller ministériel et chambellan à Karlsruhe, chef de la délégation officielle de Bade, trésorier de la commission pénitentiaire internationale.

Vice-présidents :

M. Antonio Ferreira Deusdado, professeur à Lisbonne, délégué officiel de Portugal.

M. Fetzner, procureur général à Heilbronn, délégué officiel de Wurtemberg.

M. Hill, juge de paix à Birmingham (Angleterre).

M. Nocito, professeur, député au Parlement italien.

M. Stoos, professeur, juge à la cour d'appel, délégué officiel de Suisse.

M. Félix Voisin (France), conseiller à la cour de cassation, membre du conseil supérieur des prisons, délégué officiel de France.

Secrétaire :

M. Tsekhanovitsky (Russie).

Travaux des sections.

La 1^{re} section s'est réunie pour procéder à ses travaux le 4/16 juin et les cinq jours suivants sous la présidence de M. Pols, qui s'est fait suppléer par M. Dumas, vice-président, durant une partie des séances. Il a prononcé, à la séance de clôture, une allocution suivie de remerciements exprimés par M. Nekliou-doff. Cette section avait eu à examiner huit questions du programme. Deux ont été réservées, après discussion, pour un autre Congrès.

La 2^e section était chargée de onze questions. Elle a tenu sept séances (deux le 5/17 juin), savoir : cinq sous la présidence de M. Goos, et deux sous la présidence de M. Xavier Blanc. Au discours de clôture prononcé par M. Goos il a été répondu par les remerciements de M. Beltrani-Scalia, au nom de la section.

La 3^e section, à laquelle six questions étaient renvoyées, a eu cinq séances. Le président M. de Jagemann, s'est fait suppléer par M. F. Voisin dans le cours de la séance du 6/18 juin. Son discours de clôture a été suivi de remerciements présentés par M. le comte Skarbek à M. Voisin ; par M. Epstein, par M. Messoïdoff au nom des membres russes, et par M. Théophile Roussel au nom des

membres français, à M. le président de la section ; enfin, par M. Strauss à M. Th. Roussel, et par M. le comte Chorinsky aux dames présentes.

PRINCIPAUX OUVRAGES ET DOCUMENTS RUSSES OFFERTS AUX MEMBRES
DU CONGRÈS

Les ouvrages et documents suivants ont été offerts aux membres du congrès :

Saint-Petersbourg en 1890. — Plan-guide dressé par les soins du maire et du conseil municipal de la capitale, spécialement pour ses hôtes étrangers. Brochure de 32 pages avec trois plans de la ville en 1705, 1737 et 1890, et nombre de renseignements utiles.

Maison d'arrêt de la ville de Saint-Petersbourg, 1881-1889. — Brochure de 96 pages, avec plans relatant l'histoire de cet établissement et son mode de fonctionnement, également publiée par les soins de la municipalité.

Brochure sur le centenaire de Howard. — A l'occasion du congrès international pénitentiaire de Rome, une brochure avait été publiée par le délégué russe M. Galkine-Wraskoy, sur le grand philanthrope anglais John Howard, décédé à Kherson en 1790. Pour le congrès de Saint-Petersbourg, tout ce qui pouvait marquer une commémoration spéciale de John Howard s'imposait naturellement, puisque la réunion du congrès coïncidait avec le centenaire de la mort de cet éminent philanthrope. La brochure en question a été réimprimée et considérablement augmentée ; la préface contient un dessin représentant John Howard reproduit d'après une ancienne gravure. Puis vient le règlement du concours international au sujet de John Howard, et la relation de la célébration du centenaire de sa mort. (Extrait du *Bulletin* n° 4.)

Catalogue et notices de l'Exposition pénitentiaire internationale. — Importante collection de volumes et fascicules dont il est donné ailleurs l'énumération, publiée et distribuée par les soins de S. Exc. M. Galkine-Wraskoy.

Statistique des établissements correctionnels pour les mineurs, en ce qui touche les pays dont les réponses ont été faites au questionnaire envoyé par la commission d'organisation du congrès.

Russie. Administration générale des prisons. — Aperçu de son fonctionnement pendant la période décennale 1879-1889. Rapport

du chef de cette administration. Volume de 210 pages contenant, outre l'avant-propos et l'introduction, dix chapitres concernant savoir :

L'état du régime pénitentiaire vers la fin de l'année 1879; les mesures relatives aux services de construction, à l'administration pénitentiaire, au service économique des prisons, au mode de traitement des détenus et à l'organisation du travail; au régime des travaux forcés et à la déportation; au service des transfèrements; au service sanitaire; à l'établissement des budgets du service pénitentiaire et aux dépenses de ce service;

Enfin les vues d'avenir de l'administration.

Régime pénitentiaire dans le grand-duché de Finlande (en français et en russe), et rapport de l'administration des prisons en Finlande pour l'année 1888, — ouvrage présenté par M. le sénateur Montgommery.

Hommage de la Société des touristes de Finlande aux membres du congrès pénitentiaire de 1890 à Saint-Petersbourg, pour servir à leur excursion dans ce pays.

L'asile Roukavischnikoff, de Moscou (esquisse historique 1864-1889.) — Brochure publiée à l'occasion du jubilé auquel avaient été invités les membres du congrès, pour l'encouragement de l'œuvre de l'éducation pénitentiaire des jeunes gens, à laquelle est affecté cet établissement.

D'autre part, il a été annoncé à l'assemblée générale du 8/20 juin par M. Guillaume, secrétaire général, que, par les soins de la commission d'organisation du congrès, il était préparé un album contenant une reproduction par la photogravure des plans, façades, coupes, etc., des bâtiments pénitentiaires russes. Cet album ne pouvait être prêt qu'en août prochain.

CLOTURE DU CONGRÈS

Assemblée générale du 12/24 juin 1890.

La séance est ouverte à onze heures, sous la présidence de M. Galkine-Wraskoy. S. A. Mgr le prince d'Oldenbourg, président d'honneur, et S. A. I. M^{me} la princesse d'Oldenbourg, occupent la loge impériale, accompagnés de M^{me} Clérémétieff et Naryschkine et des personnes de la suite.

M. le président prend la parole.

« Messieurs,

« La séance d'aujourd'hui est, comme vous le savez, la dernière de la session actuelle du congrès, et, grâce au zèle de vous tous, il ne nous reste qu'une seule question à discuter, la 5^e de la 1^{re} section sur la législation concernant l'enfance, qui attend encore votre décision. Mais, autant que j'ai pu m'en convaincre par les opinions échangées, cette question exigerait une étude plus approfondie ; aussi j'aurais cru plus prudent de la renvoyer au prochain congrès et c'est cette proposition nommément que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation.

« Les discussions qui ont eu lieu sur cette question trouveront place dans les actes du congrès et serviront en son temps de matériaux dignes de tous égards, sans nous engager cependant à prendre en ce moment une décision qui rencontre au sein de notre assemblée une divergence d'opinions sensible, ce qui prouve, d'après moi, que la question n'est pas suffisamment mûre. »

M. Correvon demande la parole et exprime le désir de voir figurer dans les actes du congrès le rapport de M. Drill, bien qu'il n'ait pas été lu.

M. le président répond qu'il l'entendait bien ainsi et continue en ces termes.

« La proposition étant approuvée je passe à une autre question d'un caractère bien différent, mais d'une importance des plus considérables : j'entends le choix du lieu de la prochaine session du V^e congrès pénitentiaire international. Autant que j'ai pu m'en assurer, quoique d'une manière confidentielle, le gouvernement de la République française serait disposé à recevoir le futur congrès à Paris. J'attends donc l'expression de votre sentiment pour le transmettre à qui de droit. (Approbation unanime.)

« En me félicitant, Messieurs, de l'unanimité aussi éclatante de votre choix du siège du futur congrès, je prie mon éminent et cher collègue M. Herbet de vouloir bien être l'interprète auprès du Gouvernement de France de nos sentiments à cet égard. »

M. Herbet prononce les paroles que voici :

« Messieurs,

« Laissez-moi dire combien nous sommes reconnaissants des paroles prononcées par M. le président et des sentiments qui nous sont témoignés ici. Si nous pensions que certains de nos collègues eussent compté pour leur pays sur l'honneur qui nous est si gracieusement offert, de recevoir le prochain congrès, nous éprouverions des regrets sincères de paraître leur faire tort. Mais nous ne pouvons négliger de témoigner notre attachement dévoué à l'œuvre pénitentiaire qu'il s'agit de poursuivre. Si vous estimez que la désignation de Paris doive répondre aux intentions les plus générales, j'ai tout lieu d'espérer qu'il sera déféré à ces intentions.

« Certes, nous savons combien est difficile à recueillir la succession qui nous échoit, après l'éclat et le succès que le gouvernement de Sa Majesté impériale a donnés à l'institution des congrès. Mais l'hospitalité de Paris devra fortifier, non pas effacer, le souvenir de l'hospitalité de Saint-Petersbourg. Bien qu'il convienne de n'accepter une semblable succession que sous bénéfice d'inventaire, vous pouvez être assurés qu'autant qu'il dépendra de nous, loin d'être refusée, elle sera accueillie avec la gratitude la plus cordiale. »

M. le président reprend la parole.

« Sur ce, Messieurs, il me reste la tâche la plus agréable à accomplir, c'est celle de vous exprimer toute notre reconnaissance pour la part active que vous avez prise aux travaux du congrès en lui assurant le plus complet succès possible. Le souvenir de votre digne et puissant concours restera à tout jamais gravé dans notre mémoire, et les actes du congrès en transmettront la preuve aux temps les plus reculés.

« Travailler avec vous, offre un double profit, s'il est permis d'employer ce terme : c'est d'abord celui de trouver en vous l'amour de l'œuvre à laquelle nous travaillons et le désir de la mener à bonne fin.

« En second lieu, Messieurs, la satisfaction que l'on a de travailler avec vous gît dans les rapports personnels qui ont le charme tout particulier d'être aussi sûrs que sincères.

« Voilà, Messieurs, les raisons qui ne sauraient que perpétuer le souvenir reconnaissant qui anime, sans exception, tous les cœurs russes.

« Puissiez-vous, Messieurs, et je m'adresse ici à vous, mes chers et estimés collègues de l'étranger, nous garder également un bon souvenir ; et en rentrant chez vous, dans votre patrie, vous rappeler la lointaine Russie et le séjour que vous avez fait parmi nous. C'est avec ce souhait, que je vous exprime du fond du cœur, que je déclare close la session de Saint-Petersbourg du IV^e congrès pénitentiaire international. »

A la fin de l'allocution qu'il a prononcée alors comme vice-président de la commission pénitentiaire internationale, M. Herbert s'est fait l'organe de tous les membres de l'assemblée, pour exprimer leur profonde gratitude envers S. M. l'empereur et S. M. l'impératrice, et pour en présenter l'expression à S. A. Mgr le prince d'Oldenbourg, avec leurs reconnaissants hommages pour lui et pour S. A. I. M^{me} la princesse d'Oldenbourg.

S. A. Mgr le prince d'Oldenbourg et S. A. I. M^{me} la princesse d'Oldenbourg descendent de la loge impériale et, se mêlant à l'assistance, daignent s'entretenir avec les membres du congrès et les remercier en leur promettant que leurs vœux seront fidèlement transmis à Leurs Majestés Impériales.

Le même jour, à la fin du banquet offert aux membres étrangers par la commission d'organisation du congrès, M. Galkine-Wraskoy a fait part à l'assistance du télégramme ci-après, que S. M. l'empereur venait d'adresser à S. A. Mgr le prince d'Oldenbourg présidant le banquet :

« L'impératrice et moi remercions sincèrement le congrès pour les sentiments exprimés. J'espère que les délibérations du congrès auront de bons résultats pour l'œuvre commune, et que tous les membres conserveront un bon souvenir de leur séjour en Russie.

« ALEXANDRE. »

Des hourras se sont fait entendre. L'hymne national russe a été exécuté.

RÉSUMÉ ET COMPARAISON DES CHIFFRES MARQUANT LE FONCTIONNEMENT DES QUATRE PREMIERS CONGRÈS.

D'après les chiffres fournis par l'administration russe et le secrétariat général du congrès, le nombre total des personnes inscrites au congrès de Saint-Petersbourg a été de 740, appartenant à 26 États. De ce nombre 69 délégués officiels.

En 1872, on avait compté 149 membres étrangers au congrès de Londres ; — en 1878, 142, au congrès de Stockholm ; — en 1885, 93, au congrès de Rome ; — en 1890, on en a compté 177 au congrès de Saint-Pétersbourg.

Au congrès de Londres le programme comprenait 28 questions (10 pour la 1^{re} section, 13 pour la 2^e, et 5 pour la 3^e). Mais le congrès n'a voté de conclusions que sur 18 questions. — A Stockholm, 14 questions, toutes terminées par le vote de conclusions. — A Rome 22 questions, dont 17 ont abouti au vote de conclusions. — A Saint-Pétersbourg 25, dont 2 (1^{re} section) ont été renvoyées pour complément de discussion à un autre congrès.

Le tableau ci-après, dressé d'après le cadre et les renseignements fournis par le *Bulletin* n° 10, permet d'apprécier d'un coup d'œil l'importance croissante de l'œuvre des congrès et l'intérêt que le public y attache en divers pays.

TABLEAU

Désignation des Congrès.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRES INTERNATIONAUX	LONDRES 1873	STOCKHOLM 1878	ROME 1885	SAINT PETERSBOURG 1890
Nombre des questions inscrites au programme. 1^{re} section. — Législation pénale..... 2^e section. — Questions pénitentiaires. 3^e section. Moyens préventifs.....	40 43 5	4 6 4	0 8 8	8 41 0
Nombre de rapports fournis à titre de travaux préparatoires. 1^{re} section..... 2^e section..... 3^e section.....	0 3 4	41 21 17	25 26 48	40 67 30
Nombre de membres inscrits.....	314	200	216	740

Extrait du *Bulletin officiel* du IV^e Congrès pénitentiaire international et du *Rapport* de M. L. Hochet, conseiller d'État, directeur de l'administration pénitentiaire.

COMPTE RENDU

DES

TRAVAUX DE LA PREMIÈRE SECTION

DU

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE SAINT-PÉTERSBOURG

La première section du Congrès pénitentiaire international de Saint-Petersbourg était consacrée à la *législation pénale*. Elle avait à délibérer sur un ensemble de huit questions qui toutes avaient été préalablement étudiées dans des rapports dus à des délégués ou à des adhérents de pays divers.

Entrons en matière immédiatement en suivant l'ordre du programme et l'ordre des discussions.

I

La première question était ainsi libellée :

Par quels procédés et dans quelle mesure pourrait-on parvenir à donner, pour les divers pays, une même dénomination et une définition précise des infractions à la loi pénale destinées à figurer dans les actes ou traités d'extradition ?

Deux réponses furent tout d'abord faites à cette question. — Essayer de donner une même qualification, internationale et universelle, aux actes soumis à l'extradition, cela est inutile, répondaient les représentants de certains pays ; cela est impossible et le sera toujours, prétendaient certains autres.

Les premiers disaient : deux États qui concluent un traité d'extradition n'ont qu'à dresser une double liste, l'une dans une langue, l'autre dans une autre ; ce sera comme un dictionnaire, où chacun trouvera la traduction qui l'intéresse.

Cette solution paraît très simple, mais elle laisse subsister bien des difficultés. Tel pays peut faire entrer dans la conception d'un délit punissable et sujet, selon lui, à l'extradition, tels éléments secondaires et accessoires que le pays voisin n'y mettra pas. La traduction ne sera donc qu'approximative. Puis on demande déjà (c'était le vœu exprimé par un rapport français) que les nations civilisées concluent des traités d'extradition, non pas seulement par couples, mais par groupes. Ici l'entente devient plus malaisée encore, si l'on ne trouve pas des définitions assez générales et cependant assez précises pour s'imposer à l'esprit et à la langue juridiques de plusieurs nations à la fois.

Sur ce point s'engage une discussion très vive. M. Reynaud et plusieurs de ses compatriotes demandent, sous forme de vœu, que des commissions internationales soient appelées à étudier les définitions et les qualifications qui pourraient être adoptées par les divers États contractants pour les actes sujets à extradition. Dans ce travail « on ne pourra prendre comme critérium ni les qualifications des divers codes, ni la nature et l'étendue des pénalités infligées. Mais sans s'astreindre aux classifications antérieures, chaque infraction devrait être examinée en soi, et la dénomination ou définition qui lui serait donnée déterminerait avec précision sa nature propre et les éléments fondamentaux de criminalité qui la caractérisent. »

Cette tentative, un grand nombre de membres de la section persistent à la déclarer impossible. » Toute législation pénale, avec la nomenclature qui lui sert de base, s'inspire, disent-ils, des idées et des besoins propres à la nation pour laquelle elle est faite. Aussi ces différentes législations sont-elles irréductibles l'une à l'autre.

— « Elles le sont peut-être actuellement, répond-on; mais nous voudrions précisément qu'elles le fussent moins, et, si elles cessaient de l'être autant, l'extradition serait plus facile. Permettez donc au moins qu'on étudie en vue de rapprocher peu à peu les idées qu'on se fait de part et d'autre sur les actes nuisibles à l'humanité. »

Bien que divers membres paraissent tenir à proclamer l'irréductibilité perpétuelle et en quelque sorte nécessaire des législations pénales, la section s'en tient à l'irréductibilité actuelle; mais elle ne demande pas qu'on la fasse cesser: elle déclare « *qu'il serait inutile de tenter d'introduire maintenant dans les conventions internationales des dénominations des faits délictueux uniformes pour des définitions de ces faits qui ne peuvent être identiques.* »

Cette rédaction est votée, dans la section par 49 voix contre 37. Mais M. Reynaud et ses amis reprennent leur vœu devant l'assemblée générale, et celle-ci vote leur proposition ainsi conçue : « *Le Congrès émet le vœu qu'une étude soit faite d'un commun accord entre les criminalistes des divers pays, en vue de donner une même dénomination et une définition précise aux infractions à la loi pénale qui pourraient être l'objet d'extraditions.* »

Mais les travaux de la section sur l'extradition ne s'étaient pas renfermés exclusivement dans la discussion que nous venons de résumer. Tout en insistant sur cette irréductibilité des législations pénales et sur la difficulté de trouver des qualifications communes, la majorité avait fait un excellent accueil à des formules comme les suivantes : « L'extradition mutuelle des malfaiteurs doit être développée.... Les États doivent s'aider dans la lutte contre le crime.... L'idée de défiance réciproque entre nationalités diverses doit faire place à un sentiment de solidarité et de défense communes. » L'idée qui se dégage est tout à fait conforme à cette observation d'un rapport français : « Il s'agit de concilier l'accentuation du sentiment national et le besoin croissant d'entente internationale des idées et des intérêts. » Chaque État veut rester maître chez lui, mais il ne demande pas mieux que d'aller s'instruire chez ses voisins et échanger avec eux des procédés utiles à l'un comme à l'autre.

Dans la pratique de l'extradition cependant, un point délicat est celui-ci : quand un État accorde l'extradition d'un malfaiteur, sur quoi se guide-t-il ? Est-ce sur l'idée qu'il se fait, lui État requis, de l'acte incriminé, ou est-ce sur l'idée que s'en fait l'État requérant ? Il semble qu'on doive être pour l'une ou pour l'autre solution, suivant qu'on penche davantage vers l'idée de l'indépendance complète de chaque nation ou vers l'idée de l'assistance due par tout peuple aux institutions et aux tendances du peuple voisin. Quoi qu'il en soit, la section élude finalement la solution de ce problème : en revanche elle se met d'accord sur les deux propositions suivantes qui paraissent de nature à faire faire un assez grand pas à la question de l'extradition.

1° *Il serait à désirer que les législations pénales particulières adoptassent comme règle générale le principe de l'extradition, même sans condition préalable de réciprocité (sauf les réserves que chaque État croirait devoir stipuler).*

2° *L'exception tendant à devenir la règle, si l'extradition était adoptée en principe par les législations particulières, les conventions*

internationales sur l'extradition pourraient changer de procédé, et, au lieu de l'énumération des faits délictueux amenant l'extradition, elles pourraient contenir l'énumération des faits délictueux auxquels l'extradition ne pourrait pas être accordée.

II

La seconde question portait sur l'ivresse.

De quelle façon l'ivresse peut être envisagée dans la législation pénale :

a) *Soit comme infraction considérée en elle-même.*

b) *Soit comme circonstance s'ajoutant à une infraction et pouvant en détruire, atténuer ou aggraver le caractère de criminalité.*

Dans le cours des séances, une partie de la section a été plus d'une fois sur le point d'élargir démesurément la discussion. Il ne fut donc pas inutile d'entendre M. Th. Roussel rappeler que la question de l'alcoolisme ou de l'ivrognerie habituelle dépassait de beaucoup les limites de la question posée dans le congrès. La première réclame un grand nombre de mesures administratives, de mesures fiscales et de règlements de police ; la seconde ne comporte que des textes législatifs et répressifs, et il serait décevant de croire que de pareils textes puissent lutter avec efficacité contre un fléau tel que l'alcoolisme.

Ramenée au fait accidentel ou isolé d'ivresse, la section a d'abord entendu deux ordres d'opinions assez distincts. Divers orateurs ont paru vouloir considérer l'état d'ivresse comme un simple état pathologique nécessitant, ainsi qu'il a été dit textuellement, « une sollicitude spéciale » et demandant à être soigné dans un établissement *ad hoc*. Si l'on incarcérait les ivrognes, s'écrie un membre du congrès, « il faudrait souvent, chez nous, envoyer en prison tout un village ». D'autre part, des membres italiens voulaient que l'ivresse fût un délit, à la seule condition d'être publique et manifeste. Suivant eux, l'État, dans un but de prévention, devrait au moins punir, comme coupable d'une contravention de police, et comme responsable de tous les désordres qui peuvent suivre, quiconque paraît dans un lieu public en état d'ivresse évident.

Il a semblé que les membres français de la section prenaient une position intermédiaire. Ils ont demandé que, pour être punie, l'ivresse ne fut pas seulement publique et manifeste, mais qu'elle donnât manifestement lieu à un scandale ou à un danger — à un danger pour autrui ? a-t-on demandé. — Pour autrui et pour soi-même a-t-on répliqué, et ces derniers mots se retrouvent, en effet, dans le texte des vœux votés par la section et par l'assemblée générale.

Nous les reproduisons ici, comme tous les autres vœux, *in extenso*.

1° *L'état d'ivresse considéré en lui-même ne saurait constituer un délit ; il ne donne lieu à la répression que dans le cas où il se manifeste publiquement dans des conditions dangereuses pour la sécurité ou par des actes de nature à troubler la tranquillité et l'ordre publics.*

2° *On ne saurait nier l'utilité de dispositions législatives établissant des mesures coercitives, telles que l'internement dans un hospice ou une maison de travail, à l'égard des individus habituellement adonnés à l'ivrognerie, qui viendraient à être à la charge de l'assistance ou bien-faisance publiques, qu'il livreraient à la mendicité ou qui deviendraient dangereux pour eux-mêmes ou pour autrui.*

3° *Il est urgent de rendre les propriétaires de débits de vin ou de spiritueux pénalement responsables pour débit de liqueurs fortes à des individus manifestement ivres.*

4° *En cas d'infraction pénale commise en état d'ivresse :*

I. *L'état d'ivresse non complète ne peut en aucun cas exclure la responsabilité ; comme circonstance ayant influence sur la mesure de la peine, cet état ne peut être défini par le législateur, ni comme circonstance atténuante, ni comme circonstance aggravante, mais son influence sur cette mesure dépend des circonstances de chaque cas particulier.*

II. *L'état d'ivresse complète exclut la responsabilité en principe à l'exception toutefois des cas suivants :*

a) *Quand l'ivresse constitue par elle-même une infraction pénale, et*

b) *Dans le cas des actiones liberæ in causa, quand l'auteur s'enivre sachant qu'en état d'ébriété, il doit ou peut commettre une infraction criminelle ; dans le premier cas, il se rend responsable d'un délit commis avec préméditation ; dans le second, d'un délit commis par négligence.*

III

La troisième question n'était plus une question de législation pénale, à proprement parler. Mais elle présentait un intérêt scientifique élevé, puisqu'il s'agissait de l'enseignement même de la science pénitentiaire et de sa propagation dans le grand public.

Convient-il d'organiser l'enseignement de la science pénitentiaire ? Et par quels moyens pourrait-on y joindre l'étude positive des faits et des questions d'application, sans troubler le fonctionnement des services et préjudicier au rôle de l'administration ?

Tout le monde se mit aisément d'accord pour reconnaître l'utilité d'une pareille institution. Elle réclame deux choses, une disposition de plus en plus accentuée chez les hommes de science à pénétrer dans la pratique et à s'initier à toutes les conditions techniques du progrès ; puis chez les administrateurs et les hommes d'action un désir sincère de mettre les innombrables documents dont ils disposent au service de la science et à la portée des écoles. Plusieurs orateurs ont pu établir qu'un tel enseignement se donnait déjà dans leurs pays, et que la discipline des prisons n'y avait aucunement souffert de l'espèce de clinique pénitentiaire par laquelle on s'efforçait de le compléter.

L'auteur présent d'un des deux rapports français a demandé, par voie d'amendement, que le titre de la chaire réclamée fût légèrement modifié et qu'à ces mots « enseignement de la science pénitentiaire » on substituât ceux-ci : « enseignement de la science criminelle et pénitentiaire ». Pour combattre un ennemi quel qu'il soit, il importe avant tout de le bien connaître. C'est pourquoi la lutte de la société contre les malfaiteurs doit être éclairée par une connaissance aussi profonde que possible de la nature du crime et du délit, de leurs variétés, de leurs causes et de leur histoire. Cet amendement fut voté à l'unanimité, et le congrès adopta définitivement les conclusions suivantes :

1° Le congrès est d'avis que l'enseignement de la science criminelle et pénitentiaire est très utile et très à désirer et que l'étude scientifique de l'application des peines peut facilement être conciliée avec les exigences de la discipline pénitentiaire.

2° Il émet le vœu qu'une chaire de la science criminelle et pénitentiaire soit créée dans les universités des différents pays, et que l'administration pénitentiaire fasse les facilités nécessaires pour soutenir et encourager cette étude.

A ce double vœu s'en ajouta un autre provoqué par une lettre de M. Paulian, secrétaire rédacteur à la chambre des députés.

3° Il est d'opinion que la création des bibliothèques de science pénitentiaire dans les établissements pénitentiaires, et à l'usage des fonctionnaires de ces établissements, est à désirer.

IV

Venait, en quatrième lieu, la question, si connue, des admonitions judiciaires et des condamnations suspensives. De ces deux mesures, la première a été discutée déjà dans tous les congrès antérieurs, et l'on sait qu'elle fait partie du régime pénal de l'Italie ; la seconde fut proposée pour la première fois par un français, par notre collègue M. Bérenger ; mais avant même que la France ne l'eût appliquée chez elle (car nos pouvoirs publics ne se sont pas encore prononcés définitivement), la Belgique s'en emparait et l'appliquait.

Voici comment le programme posait les questions :

Pour quel genre d'infractions à la loi pénale, sous quelles conditions et dans quelle mesure conviendrait-il d'admettre dans la législation :

a) *Le système des admonitions ou remontrances adressées par le juge à l'auteur des faits reprochés, et tenant lieu de toute condamnation ?*

b) *Le mode de suspension d'une peine, soit d'amende, soit d'emprisonnement ou toute autre que le juge prononce, mais qu'il déclare ne devoir pas être appliquée au coupable, tant qu'il n'aura pas encouru de condamnation nouvelle ?*

Il est impossible de nier que le débat n'ait été cette fois très confus, et le fait qu'il n'a pu aboutir à aucune conclusion (si ce n'est au renvoi à un autre congrès) le prouve suffisamment.

Sur l'admonition il a été dit peu de chose : quelques membres ont fait simplement valoir que dans plus d'un pays les coupables se riraient d'une mesure aussi inoffensive. On aurait pu leur répondre que ces délinquants railleurs sont généralement des récidivistes, que l'homme qui en est à sa première faute n'est d'habitude pas aussi endurci, et qu'il n'est évidemment question de remplacer l'emprisonnement par l'admonition que pour les délinquants primaires. Certains rapports demandaient même que l'admonition fût réservée aux seuls mineurs. Quoi qu'il en soit, c'est surtout sur la condamnation suspensive que l'échange d'observations a été abondant et vif : dès lors il a semblé que le problème de l'admonition fût sacrifié ou oublié.

En faveur de la condamnation suspensive qu'a-t-on fait valoir?

1° Que tout le monde était d'accord pour proclamer les dangers des courtes peines et la nécessité de parer à ces dangers.

2° Que la condamnation suspensive ne devait pas être confondue avec la grâce, qu'elle était simplement un pardon provisoire, sous condition, et que cette condition équivalait à une menace.

3° Que l'expérience de la Belgique paraissait très favorable à la mesure. Avant la loi, la Belgique prononçait annuellement 18.000 condamnations de 1 à 15 jours de prison pour contraventions et 10.000 condamnations de 1 jour à 1 mois de prison pour délits. Or « tout cela ne produisait aucune espèce d'effet ». Depuis la promulgation de la loi nouvelle, il a été prononcé en 19 mois, 14.000 condamnations conditionnelles, pour lesquelles on n'a eu à constater que 200 rechutes.

Les opposants se sont moins attachés à discuter ces allégations qu'à produire les leurs.

1° Un groupe, composé surtout de membres allemands, soutient que l'idée d'une condamnation demeurant en suspens, n'est pas une idée « juridique ». « Il est de l'essence de la peine d'être exécutée. »

On ajoute une deuxième considération : C'est que « le lésé a droit à la répression » du délinquant.

Enfin, le président de la section attaque le principe même d'où est partie l'idée de la réforme proposée. « On allègue, dit-il, que la prison déprave ; c'est que la prison est mal entendue. Réformez d'abord l'exécution de vos peines, et vous verrez ensuite si ces

peines, améliorées, méritent qu'on s'en défie et qu'on y renonce. N'oublions pas d'abord que, si les longues peines doivent poursuivre la réformation du coupable, les courtes peines ne peuvent avoir en vue que la répression, pourvu, cela est bien entendu, qu'elles ne pervertissent pas ; mais si elles pervertissent, c'est qu'elles sont mal entendues. Ici, l'orateur donne en exemple son propre pays, la Hollande, où la bonne exécution des peines a fait baisser le nombre des méfaits. « En 40 ans, dit-il, la population de la Hollande a augmenté de 50 p. 100, et cette augmentation a porté surtout sur les villes. Or, dans cette même période, les délits ont baissé considérablement : de 3.500 ou 3.800 ils sont tombés à 2.300 ou 2.700. Qu'on cherche donc le remède là où il est, dans la réforme de l'exécution des peines. »

Divers amendements ont essayé de sauver le principe de la proposition en discussion. On a successivement proposé de n'appliquer les condamnations suspensives qu'aux délinquants mineurs, qu'aux délinquants primaires, qu'aux délinquants dont l'acte n'aurait causé aucun préjudice à des tiers, qu'aux simples contraventions. Les majorités se sont déplacées plus d'une fois dans ces divers votes, et la section se trouvait embarrassée. Dans une comparaison au moins fort spirituelle, le président a fait pencher la balance du côté des opposants ; il a donné le spectacle piquant d'un Hollandais combattant une proposition d'origine française avec des vers de Scarron. Rappelant le passage si connu :

Là je vis l'ombre d'un laquais,
Armé de l'ombre d'une brosse,
Qui frottait l'ombre d'un carosse...

il a soutenu qu'avec la condamnation suspensive on n'aurait plus que l'ombre d'un magistrat appliquant l'ombre d'une peine à l'ombre d'un délinquant.

Il ne sera pas inutile de rappeler les votes divers qui ont terminé la discussion. La condamnation conditionnelle est admise en principe par 31 voix contre 22, mais elle a été ensuite rejetée pour les délits par 28 voix contre 22 (et 3 abstentions) et adoptée seulement pour les contraventions par 29 voix contre 20 (et 4 abstentions). L'assemblée générale, après quelques observations de M. Herbet, a renoncé à renouveler le débat ; elle a réservé purement et simplement la question pour le V^e congrès.

V

Les conclusions de la section n'ont pas été beaucoup plus nettes et plus positives sur le problème des fautes et infractions des enfants et mineurs. Ce problème était ainsi posé :

Par quelle autorité doit-il être statué sur le sort des enfants coupables de fautes ou infractions ?

Et sur quels éléments et d'après quels principes doit-il être décidé si ces fautes ou infractions doivent entraîner

a) *Soit une condamnation pénale et l'incarcération dans un établissement pénitentiaire proprement dit ?*

b) *Soit le placement dans un établissement de correction spécial pour l'enfant vicieux et indiscipliné ?*

c) *Soit l'envoi dans un établissement d'éducation destiné aux pupilles placés sous la tutelle de l'autorité publique ?*

L'âge des enfants doit-il être le seul élément à considérer pour opérer ce partage et déterminer les décisions, et dans quelles conditions le serait-il ?

Telles étaient les questions rédigées par la commission pénitentiaire internationale et portées par elle au programme. Mais en réalité ce n'est pas sur ce texte que la première section a discuté ; la délibération a porté presque tout entière sur les conclusions imprimées de M. Drill, professeur à l'université de Moscou. Ces conclusions, fort importantes, attirèrent immédiatement l'attention et les critiques, par les propositions suivantes.

Il y a un âge au-dessous duquel l'enfant doit être reconnu « irresponsable pénalement ». — Cet âge devrait être reporté à dix-huit ans. — Au-dessous de cet âge, aucun enfant ne doit être mis dans un établissement pénal. — Il n'y a même pas lieu de poser à son sujet la question de culpabilité et de discernement. Cette question doit être remplacée par les suivantes : Cet enfant a-t-il besoin d'une tutelle de l'autorité publique ? A-t-il besoin d'une simple éducation ou d'un régime correctionnel ? — Le choix des mesures à prendre doit être dicté par l'examen des circonstances de toute nature dans lesquelles l'enfant s'est trouvé placé. — Le tribunal doit rester maître de raccourcir ou d'allonger le séjour du jeune détenu dans l'établissement où il a été placé. On pourra même, s'il y a lieu, l'y conserver trois ans après la majorité. — Pour les délinquants de dix-huit à vingt ans, le tribunal aura la plus grande latitude : il pourra aller de la simple réprimande à la peine ordinaire prévue pour le délit.

De toutes ces thèses, il en est deux qui ont soulevé d'assez vives protestations. Un grand nombre de membres ont jugé impossible : 1° de garder dans une maison de correction un sujet devenu majeur ; 2° de reporter de seize à dix-huit ans l'âge de l'irresponsabilité pénale.

C'est sur ce dernier point tout spécialement que la lutte a été vive. Quelques Français, comme M. A. Rivière, appuyèrent cette partie des conclusions de M. Drill, dans l'intérêt, disaient-ils, des mesures de patronage et de relèvement et en haine de la prison. D'autres, parmi lesquels M. Joly, firent valoir que nulle proposition ne pouvait paraître moins opportune et moins réclamée par nos mœurs, puisque partout, en Russie comme en France, en Amérique comme en Europe, on remarque une précocité de plus en plus grande dans le développement des facultés sociales de la jeunesse. L'accroissement des milieux urbains au détriment des milieux ruraux, la liberté laissée à l'adolescent par la décadence de l'apprentissage et par la multiplication des petits métiers faciles, vite appris, vite lucratifs ; autant de causes qui hâtent cette précocité et la lancent dans la voie du mal beaucoup plus que dans celle du bien. Affranchir de toute punition des souteneurs de dix-sept ans, même quand ils ne sont que voleurs et ne sont pas encore passés assassins, ce serait très probablement soulever l'opinion publique. Assurément il y a lieu d'être préoccupé pour les adolescents des dangers des courtes peines, de la promiscuité de la prison, de la difficulté du reclassement. Mais ces problèmes ne sont pas spéciaux aux jeunes délinquants : c'est pour l'universalité des coupables qu'il faut les poser et les résoudre. Le délinquant de seize à dix-huit ans en bénéficiera comme tous les autres.

Devant ces observations, M. Drill retira spontanément la partie de son projet qui visait les enfants de seize à dix-huit ans. Le reste de ses conclusions parut dès lors rallier la majorité de la section. Cette majorité a été notamment d'avis que la question, habituellement posée, de discernement et de non-discernement était trop étroite, et qu'il y avait lieu de s'enquérir de tout ce qui avait pu favoriser ou entraver chez l'enfant le développement de la force morale.

A l'assemblée générale, les conclusions votées par la section n'ont été l'objet que d'un très court débat. L'assemblée estima que les opinions émises avaient été bien diverses et que les solutions paraissaient encore bien complexes ; elle décida que la question serait remise à l'ordre du jour du prochain congrès.

VI

On est arrivé plus aisément à des conclusions positives sur la sixième question, léguée par le congrès précédent, et qui était ainsi conçue :

Quels moyens sembleraient pouvoir être adoptés pour atteindre d'une manière effective le recel et les receleurs habituels ?

La discussion a d'abord mis en lumière un certain nombre de faits intéressants. La pratique du recel est certes connue depuis longtemps : c'est un de ces mille moyens par lesquels des malfaiteurs plus rusés, plus prudents et plus cupides, profitent du délit où ils ont poussé des malfaiteurs plus audacieux ; mais cette pratique s'est perfectionnée et étendue. Les délégués de l'Espagne et du Portugal affirment que chez eux la pratique du recel est un élément constant de toute association criminelle. Un délégué de la Bavière attire l'attention sur certaines maisons organisées pour le recel, comme d'autres le sont pour la débauche clandestine, avec différentes issues et différents escaliers. Il rappelle qu'on a proposé de traiter ces maisons comme des vaisseaux de pirates et qu'on en a demandé la confiscation. Mais d'autres membres insistent davantage sur le caractère international que le recel a pris de nos jours. Tout le monde sait que des « agences anglaises » ont organisé très sagement cette fructueuse industrie. Elles centralisent à Londres les objets volés et surtout les titres ; puis ces titres elles feignent de les avoir retrouvés ou d'en avoir obtenu la restitution, et elles les offrent à leur légitime propriétaire moyennant un courtage de 30 à 60 p. 100 suivant les cas.

A ce propos M. Dumas, directeur des affaires criminelles au ministère de la justice de France, a donné à la réunion des chiffres édifiants : ils lui avaient été fournis par une enquête de notre préfecture de police. Dans une seule année les recherches faites à Paris ont vu reconstituer un total de 2.500.000 francs transportés ainsi de France en Angleterre, à la connaissance de la police, et ayant donné lieu à ce trafic de soi-disant restitution, jusqu'à concurrence d'environ moitié. Il n'y a pas de doute qu'un pareil commerce ne soit pratiqué au détriment de la Belgique et, sans doute aussi, de l'Allemagne.

Tout surplus d'enquête et d'information a paru inutile à la section. Elle a voté sans difficulté les conclusions suivantes, que l'assemblée générale a ratifiées.

Pour combattre d'une manière efficace le recel il y a lieu :

1° D'édicter à l'égard de certaines professions, telles que celles de banquiers ou changeurs, bijoutiers et brocanteurs, des dispositions réglementaires destinées à prévenir le recel;

2° De faire du recel non pas un cas de complicité, mais un délit spécial;

3° D'établir une aggravation progressive des peines pour la récidive en cette matière.

Quelques membres avaient demandé plus. Il leur paraissait que toutes ces mesures devaient demeurer inefficaces tant qu'un seul État assurerait chez lui un asile et l'impunité à ces recelleurs internationaux. Ils demandaient en conséquence que dans les traités d'extradition, chaque puissance s'engageât envers l'autre, non pas à lui livrer celui de ses sujets qui se serait rendu coupable d'un pareil délit de recel, mais à le poursuivre elle-même sur le vu des preuves de sa culpabilité et à le châtier.

Ce serait là sans doute le complément naturel et nécessaire des mesures votées.

VII

La septième question ramenait l'attention du congrès sur les enfants :

Comment pourrait-on écarter l'influence pernicieuse des parents ou tuteurs sur leurs enfants ou pupilles, lors de la libération conditionnelle de ces derniers et en général depuis l'expiration du terme de leur condamnation jusqu'à l'époque de leur majorité?

Il a paru à un grand nombre de membres que cette question relevait plus spécialement de l'étude du patronage et qu'en conséquence elle aurait dû être confiée de préférence à la sollicitude de la 3^e section.

Il y avait cependant une question pénale à résoudre, non point au sujet des enfants, mais au sujet des parents.

Cette question, tout le monde l'a tranchée dans le même sens : oui, les pouvoirs publics doivent avoir le droit d'enlever à des parents indignes l'exercice de la puissance paternelle ; oui, il est important que la tutelle publique, une fois substituée à celle du père et de la mère, puisse protéger l'enfant jusqu'à sa majorité ;

car, à quoi bon s'en être chargé, si on doit le replonger bientôt dans le milieu même qui l'a perdu, le replacer sous une autorité qui ne lui a jamais fait connaître et ne lui a jamais commandé que le mal ?

D'autre part, est-il nécessaire de renoncer, pour l'enfant, au bienfait de la libération conditionnelle ? Et convient-il d'exonérer les parents de toute charge et de tout devoir ? Non, concluait-on dans la section ; on peut libérer provisoirement l'enfant détenu ou assisté, mais le maintenir encore sous la même autorité tutélaire et préservatrice ; quant aux parents, il est juste de les faire contribuer, selon leurs moyens, à l'entretien et à l'éducation des enfants envers lesquels ils doivent réparer les effets de leur négligence ou de leur immoralité.

L'Assemblée générale n'a été ni hostile, ni même indifférente à ces vœux, mais elle a reconnu qu'il y avait là plus de mesures d'administration et d'assistance que de mesures pénales à recommander. Elle a donc exprimé à son tour le vœu que le prochain congrès mit à l'étude la question de savoir s'il ne *serait pas utile d'admettre au nombre des moyens préventifs des délits de mineurs le droit pour les pouvoirs publics d'obliger les parents d'un enfant qui serait absolument récalcitrant, à le placer dans un établissement d'éducation.*

VIII

Restait une dernière question plus technique que les autres. Elle avait trait à la *répression des infractions commises par les détenus*. Les détenus doivent-ils rester soumis au droit commun pour la répression des méfaits qu'ils commettent dans la prison ? ne doivent-ils plus relever désormais que de l'autorité pénitentiaire ? ou enfin n'y a-t-il pas à distinguer ceux de leurs délits qui devront être jugés devant le tribunal et ceux qui pourront être réprimés par simple voie disciplinaire ?

L'opinion de la grande majorité a été que le prisonnier, payant sa dette à la société pour des infractions déterminées, ne pouvait être frappé dans le reste de sa personne et de sa vie d'une sorte d'incapacité universelle. Pour tout ce qui ne touche pas à son ancienne faute et à la peine qu'elle lui a value, il reste dans le droit commun.

De là ces conclusions votées par la section et adoptées par l'assemblée générale.

Il n'y a pas lieu de soustraire à la juridiction des tribunaux ordinaires des délits de droit commun commis par les détenus pendant leur incarcération, de quelque nature qu'ils soient, sauf naturellement le cas où ces délits sont menacés d'une peine spéciale par les lois ou règlements concernant l'ordre et la discipline dans la prison.

En résumé, la 1^{re} section, qui était la section de la législation pénale, n'a réclamé, ce semble, aucune modification appréciable dans les codes criminels des peuples civilisés. Elle a demandé que la solidarité internationale des États fût resserrée par l'amélioration des mesures extraditionnelles et par une surveillance plus sévère des receleurs. Elle a demandé — mais en laissant encore cette question à l'ordre du jour, — que les mesures de prévention, de tutelle et d'assistance prissent le pas sur les mesures de répression dans tout ce qui touche à l'enfance déjà coupable ou mise en danger de le devenir. Elle a entendu maintenir les détenus dans le droit commun. Elle a enfin montré une tendance marquée à sortir de la pure législation pour pénétrer, d'un côté, dans le domaine de la science sociale et, de l'autre, dans la pratique des institutions utiles et humaines ; elle a montré notamment cette double disposition dans le vœu qu'elle a émis en faveur de la constitution définitive d'un enseignement de la science criminelle et pénitentiaire.

Henri JOLY.

Doyen honoraire de la Faculté.

COMPTE RENDU

DU

CONGRÈS INTERNATIONAL D'ANVERS

Le 9 octobre dernier s'est ouvert à Anvers un Congrès international pour l'étude des questions relatives à la protection de l'enfance, au patronage des détenus et des libérés, à la mendicité et au vagabondage. Ses séances ont duré jusqu'au 15 du même mois.

Nous publions le Rapport des travaux du Congrès, présenté à M. Fallières, ministre de la justice, par M. P. Flandin, membre de la Société des prisons, vice-président au Tribunal civil de la Seine.

Monsieur le Garde des Sceaux,

A la fin du mois d'août dernier, lorsque, comme magistrat, j'ai eu l'honneur de vous demander l'autorisation de me rendre à Anvers pour assister au Congrès pénitentiaire auquel j'avais été convié comme membre de la Société générale des prisons, vous avez bien voulu m'accorder la permission que je sollicitais, et vous m'avez, en même temps, invité à vous présenter, à mon retour, un compte rendu des travaux de cette réunion internationale.

J'exécute vos instructions; et, aussi succinctement que possible, je vais résumer l'œuvre et les résolutions de ce Congrès.

Au mois de juin 1890, sur la proposition d'un homme éminent, M. Le Jeune, ministre de la justice, S. M. le Roi des Belges, Léo-

pold II, institua, par un arrêté royal, une commission chargée d'organiser et de réunir, à Anvers, un Congrès international pour l'examen des questions relatives au patronage des détenus et à la protection des enfants moralement abandonnés.

Au lendemain du Congrès pénitentiaire tenu à Saint-Pétersbourg, et ouvert, au printemps dernier, en présence et sous la haute protection de S. M. l'Empereur de Russie, Congrès où, soit dit en passant, nous avons éprouvé le plaisir de voir notre très distingué compatriote, M. le conseiller d'État Herbette, directeur des affaires pénitentiaires au Ministère de l'intérieur, obtenir un si vif et si légitime succès, c'était, pour les criminalistes belges, presque une témérité que d'indiquer, aussi promptement, un nouveau rendez-vous international, s'appliquant à des matières qui venaient d'être discutées, et c'était, semblait-il, s'exposer à beaucoup d'abstentions.

Il n'en a pas été ainsi ; les adhérents, les Français surtout, ont été nombreux, et l'Assemblée d'Anvers a réuni 378 congressistes. C'est là un chiffre éloquent, de nature à établir, une fois encore, que notre temps présent, quelque peu malmené par les moralistes, ne veut se désintéresser d'aucune question sociale, et que, spécialement, celle de l'enfance moralement abandonnée ou coupable excite partout le plus sérieux intérêt.

La plupart des puissances de l'Europe, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Russie et la Suisse s'étaient fait représenter. Les Belges et les Français étaient, de beaucoup, les plus nombreux : pour la Belgique seulement, j'ai compté, parmi les personnes exerçant des fonctions publiques : 71 avocats, 42 magistrats, 24 présidents ou membres de Sociétés de patronage, 19 pasteurs et membres du clergé catholique ; et, parmi ces derniers, Son Éminence le cardinal-archevêque de Malines, 15 diplomates, 12 professeurs d'universités, 12 chefs de services pénitentiaires, et, enfin, 18 bourgmestres, échevins ou gouverneurs de provinces. Les Français étaient au nombre de 54.

Dès le début, le Congrès s'est partagé, pour ses travaux préparatoires, en trois sections. La première avait spécialement à s'occuper de la protection de l'enfance : elle a élu pour président un Français, M. le sénateur Théophile Roussel, membre de l'Académie de médecine, vice-président du Conseil supérieur de l'Assistance publique, chef de la délégation française ; la seconde

section avait à préparer l'examen du patronage des détenus et libérés ; elle a également choisi un Français pour président, M. le sénateur Béranger. Enfin, la troisième section, chargée de préparer les résolutions relatives à la mendicité et au vagabondage, était présidée par un congressiste belge, M. Gallet, juge de paix à Anvers.

Chaque matin, ces trois sections se réunissaient dans leurs bureaux respectifs, discutaient les questions de leur programme et votaient un projet de résolutions qui, dans l'après-midi, était soumis à l'assemblée générale du Congrès.

La séance publique avait lieu au Palais Provincial, sous la présidence de M. Guillery, ancien président de la Chambre des représentants en Belgique, président de la fédération des comités de patronage. L'organisateur du Congrès, M. le ministre de la justice Le Jeune a assisté à toutes les séances.

Avant d'aborder l'examen des résolutions prises, veuillez me permettre, Monsieur le Garde des sceaux, de remplir, comme membre du Congrès, un devoir de reconnaissance envers un pays voisin et ami, en vous disant que, pendant les six journées que nous avons passées à Anvers, dont le port majestueux, les riches musées et les beaux monuments sont connus et admirés du monde entier, nous avons reçu, dans cette belle cité, des autorités et des habitants, l'accueil le plus hospitalier et le plus cordial.

A notre retour à Bruxelles, le Roi a voulu se faire présenter au Palais Royal la plupart des membres du Congrès. Au cours d'une soirée dont chacun de nous gardera précieusement le souvenir, Sa Majesté a fait à tous l'accueil le plus affable, parlant aux plus élevés en dignités comme aux plus humbles, conversant avec chacun dans sa langue maternelle, et cela avec une facilité d'élocution et un tact si parfaits que tous, au retour, se plaisaient à rendre le plus respectueux hommage à ce Roi, unissant à la dignité d'un souverain l'à-propos et le charme d'un esprit éminemment distingué.

Dans ce rapport, déjà trop étendu, il me serait difficile d'aborder l'examen de toutes les questions étudiées au Congrès : je n'envisagerai que les principales ; et, pour répondre de mon mieux à vos intentions, je ne développerai que celles où il pourra être intéressant de comparer ce qui se fait en France à ce qui se pratique à l'Étranger.

I

PREMIÈRE SECTION. — PROTECTION DE L'ENFANCE

Il y a quelques mois, à peine, le Congrès de Saint-Pétersbourg avait mis à son programme, dans deux sections différentes, l'étude des questions relatives à l'enfance. Dans la troisième section, qui avait à s'occuper des fautes et des infractions imputables aux enfants, des projets de résolutions avaient été préparés; mais, lors de la discussion en séance publique, l'assemblée générale, évitant de se prononcer sur les conclusions proposées, décida que la question serait réservée pour un autre Congrès, à raison de la diversité des opinions à débattre et de la complexité des solutions que celles-ci pouvaient impliquer. Ce même Congrès avait eu aussi à s'occuper de la déchéance de la puissance paternelle, motivée par l'indignité des père et mère, et à discuter les différents modes de placements et d'éducation pour les enfants assistés et moralement abandonnés. Mais, à consulter l'ensemble de ses résolutions, il est facile de voir que le Congrès de Saint-Pétersbourg a plutôt effleuré que traité à fond toutes ces questions; non pas, bien entendu, que cette étude manquât d'intérêt et d'actualité, mais évidemment pour cette raison que, dans cette matière toute spéciale et fort importante, chacun convenait qu'il fallait attendre de l'expérience fournie par la pratique des enseignements plus complets.

Loin d'avoir été épuisée en Russie, cette question de l'enfance revenait donc en Belgique presque entière; aussi a-t-elle occupé dans le programme d'Anvers une place de premier ordre, et a-t-elle fait l'objet unique de la première section.

ENFANTS TROUVÉS. — ENFANTS ORPHELINS. — ENFANTS ASSISTÉS. — ENFANTS MORALEMENT ABANDONNÉS. — ENFANTS DÉLINQUANT. (MENDIANTS, VAGABONDS, VOLEURS OU AUTRES...). — CE QUE L'ON FAIT POUR EUX, ACTUELLEMENT, A PARIS.

La première section a fait porter ses recherches sur plusieurs questions; je les résume ainsi: les enfants moralement abandonnés et, d'une manière générale, les délinquants (mendiants, vagabonds, voleurs ou autres), doivent-ils être mis sous la tutelle de l'autorité publique?.. Quel est le meilleur régime à leur appliquer?.. Quels sont les cas de déchéance de l'autorité paternelle?..

L'examen de ces questions présente des difficultés; avant d'indiquer les solutions proposées par la réunion internationale d'Anvers, je crois qu'il est utile, pour donner plus de netteté à l'exposé, de diviser toute la population des enfants abandonnés ou coupables en plusieurs catégories parfaitement distinctes, ayant chacune une dénomination spéciale, indiquant le genre d'infortune dans lequel l'enfant doit être classé.

Les limites que je dois m'imposer m'obligent à ne parler que pour mémoire des enfants du premier âge, déposés dans un hospice, ou laissés à l'abandon sur la voie publique par la mère, ou par le père, ou par les deux à la fois; des orphelins nés de parents décédés sans laisser la moindre ressource. En recueillant les uns et les autres, l'État remplit le plus impérieux des devoirs, et l'Assistance publique accepte, sans les compter, tous ces infortunés. Tantôt elle laisse le nouveau-né à la mère, si elle parvient à la retrouver; et, alors, elle l'aide de secours en nature et en argent, de manière à favoriser le plus possible l'éducation maternelle; tantôt elle place l'enfant à la campagne, chez des cultivateurs qui reçoivent une subvention mensuelle, et qui finissent par s'attacher si bien à leur petit pensionnaire, qu'il n'est pas rare de voir *l'enfant de l'hospice* tout aussi bien traité que l'enfant de la maison. Cette première classe d'enfants porte plus spécialement la dénomination *d'enfants assistés*.

Le mineur *abandonné* est celui dont les père et mère sont morts, ou disparus, ou inconnus, et qui n'a ni tuteur, ni parents légalement tenus aux aliments, ni amis, ni qui que ce soit qui puisse prendre soin de sa personne. On lui assimile celui qui, soit à raison de la maladie de ses père, mère ou tuteur, soit à raison de leur incapacité physique ou intellectuelle dûment constatée, soit à raison de leur absence prolongée, de leur condamnation ou de détention, se trouve sans asile ni moyens de subsistance.

Sous une dénomination qui ressemble beaucoup à la précédente, il y a le mineur *délaissé*, c'est-à-dire celui que ses parents, tuteur, ou ceux à qui il est confié, laissent habituellement dans un état d'oisiveté, de vagabondage ou de mendicité.

Tous ces enfants, sous quelque catégorie qu'on les range, appartiennent à la classe des artisans ou des prolétaires. Dans toutes les grandes cités où se trouve agglomérée une population laborieuse, à Paris, par exemple, il existe, dans les faubourgs, un nombre relativement élevé d'intérieurs misérables, où l'homme et la femme, librement unis l'un à l'autre pour un temps plus ou

moins long, vivent avec leurs enfants dans un état navrant de misère et de promiscuité. L'échéance du terme de loyer, un chômage imprévu, une nouvelle grossesse, l'accumulation des dettes criardes, l'abus de l'alcool, la prostitution, les propos grossiers, l'absence absolue de sens moral engendrent un milieu de gêne et de corruption auquel l'impressionnabilité de l'enfance ne peut résister. Corrompus dès leurs premières années, mal vêtus, mal nourris, privés des soins les plus essentiels, souvent corrigés injustement et frappés outre mesure, les enfants quittent le taudis paternel pour vagabonder et mendier par les chemins jusqu'à ce que la police les recueille. Ce sont les *moralement abandonnés*.

Pour Paris seulement, nous avons quatre-vingts commissariats de police, un par quartier. Examinons ce qui se passe dans chacun d'eux, et voyons comment s'y trouve actuellement résolue la question de l'enfance abandonnée ou coupable. Dans la journée, ou dans la nuit qui viennent de s'écouler, les gardiens de la paix ont ramené au commissariat un groupe de plusieurs enfants des deux sexes, âgés de moins de seize ans. Le commissaire de police les interroge, cherche à connaître le domicile des père et mère, envoie chercher les parents et se livre à une première enquête à la suite de laquelle il peut prendre, selon les cas, plusieurs partis : 1° rendre directement les enfants à leurs parents, si ces enfants n'ont commis aucun délit, ou si, ayant commis un léger méfait, ils n'ont pas encore atteint un âge où ils puissent être déclarés responsables de leurs actes ; 2° si les parents sont inconnus ou ne sont pas retrouvés, adresser les enfants au Directeur de l'Assistance publique qui les hospitalise rue Denfert-Rochereau, tout au moins à titre temporaire ; 3° dresser procès-verbal des faits délictueux reprochés à l'enfant et envoyer au Dépôt les pièces de l'enquête, ainsi que l'enfant, à la disposition du Procureur de la République.

Chaque jour les deux substituts de service au Petit Parquet peuvent avoir, en moyenne, parmi les cent ou cent trente arrestations d'adultes opérées la veille, à interroger quatre, cinq, six enfants de dix à seize ans, arrêtés pour mendicité, vagabondage ou autres menus délits ; tantôt plus, tantôt moins, selon les saisons. Un premier triage est fait ; les enfants trop jeunes, surpris par la misère et manifestement irresponsables de leurs actes, sont d'office rendus à leurs parents lorsque ceux-ci les réclament, ce qui est certainement le cas le plus rare. Si les enfants paraissent pour la première fois au Parquet, s'ils sont âgés de moins de seize ans,

s'ils n'ont pas de parents connus, ou si les parents se dérobent ou refusent obstinément de les reprendre (c'est le cas le plus fréquent), le substitut établit les pièces d'identité et envoie immédiatement les enfants à l'Assistance publique. Enfin, troisième et dernière hypothèse, si l'enfant au-dessous de seize ans a déjà été arrêté deux, trois, quatre fois, ou plus ; s'il est corrompu, vicieux, incorrigible, s'il a commis quelque délit grave, le substitut requiert information et fait écrouer l'enfant à la Petite-Roquette, à la disposition du juge d'instruction.

Pendant que l'enfant est en prévention à la Petite-Roquette, le juge d'instruction commence une information suivie avec un soin minutieux. Il entend les témoins nécessaires pour rechercher la cause de l'inconduite de l'enfant et pour savoir si elle est imputable à ses instincts pervers ou à la négligence de ses parents.

Pour donner une preuve du soin avec lequel ces enquêtes sont suivies, je crois utile de reproduire l'ensemble même du questionnaire adressé à cet effet au commissaire de police. Voici ces questions :

CABINET DE M. ADOLPHE GUILLOT,

juge d'instruction.

(Ce bulletin ne fera pas double emploi avec la commission rogatoire destinée à recueillir des témoignages sur le point spécial et très important de la déchéance de l'autorité paternelle.) (Loi du 24 juillet 1889.)

1. Nom, prénoms, âge, profession, lieu de naissance et domicile actuel des parents.
2. Sont-ils mariés ou en concubinage ?
3. Nombre et âge des enfants.
4. Y en a-t-il eu déjà d'abandonnés, vivant en concubinage, condamnés.
5. Condamnations antérieures des parents.
6. Gain du mari.
7. Gain de la femme.
8. Ressources autres que le gain de la famille, dettes, secours.
9. Montant du loyer, en garni ou dans les meubles.

10. Les parents travaillent-ils chez eux ou au dehors, de quelle heure à quelle heure; qui surveille les enfants en leur absence ?

11. Époque de l'arrivée de la famille à Paris, motifs de son départ du pays d'origine; possède-t-elle encore du bien et des parents proches dans le pays natal ?

12. L'enfant est-il légitime, naturel, reconnu ?

13. Indication complète, en remontant à un an au moins, avant l'arrestation de l'enfant, des domiciles occupés, des écoles suivies, et des patrons.

14. Degré de l'instruction de l'enfant, a-t-il son certificat d'études ?

15. Appartient-il à un culte, a-t-il été instruit dans son culte ?

16. A-t-il déjà été arrêté ?

17. A quel état le destine-t-on ?

18. Les parents désirent-ils : 1° Qu'il leur soit rendu ? 2° Qu'il soit mis en correction ? 3° Qu'il soit placé dans un établissement public ou privé jusqu'à vingt et un ans ? 4° Qu'il soit confié à l'assistance publique ?

19. Les parents peuvent-ils payer une pension mensuelle, et de combien ?

20. En cas de placement, ont-ils le désir de rester en rapport avec l'enfant, ou de l'abandonner complètement ?

21. Peuvent-ils indiquer des personnes charitables en état de s'occuper de l'enfant et de le patronner ?

Paris, le

18 .

Le Commissaire de police du quartier,

Signature des parents

ou des personnes les remplaçant :

(Dans le cas où l'enfant n'aurait plus de parents, la présente demande de renseignements sera applicable aux personnes chez lesquelles il habiterait).

Au cours de l'information qui demande au moins de deux à trois semaines, le juge d'instruction a convoqué les parents, leur a fait connaître les conséquences de la mise en correction, et les a très souvent, par ses bons avis, ramenés à de meilleurs sentiments. D'autre part, quelques jours de prévention ont agi sur le jeune inculpé d'une façon salutaire. La privation de la liberté l'a rendu obéissant et repentant; et, quelquefois, un père et une mère qui ne cherchaient qu'à se débarrasser, au détriment de l'État, de leur progéniture, changent d'attitude et reviennent à

des sentiments plus humains. Toutes les fois que l'intérêt du mineur n'est pas compromis, le juge s'empresse de déférer au vœu des réclamants et signe une ordonnance de non-lieu. Souvent un autre cas se produit : les parents sont inconnus, ou n'ont pas été retrouvés. Des Sociétés publiques ou privées de bienfaisance, quelquefois, mais rarement, des particuliers se présentent et demandent à se charger de l'enfant ; en présence d'intentions exclusivement charitables et des plus sérieuses garanties destinées à assurer le bien-être et la bonne éducation du mineur, le juge n'hésite pas à le confier à ces bienfaiteurs, et l'affaire n'a pas de suite.

On voit donc, qu'après cette sélection successive, très peu de mineurs au-dessous de l'âge de seize ans sont renvoyés devant le Tribunal correctionnel ; ce sont ceux-là seulement qui ont été l'objet de plusieurs arrestations antérieures ; qui, profondément vicieux ou corrompus, ne peuvent être amendés utilement que par la *mise en correction*, ou, pour employer une expression plus juste, sinon légale, par la *Tutelle de l'État* ou la *Tutelle administrative*.

Saisi du renvoi qui lui est fait, le Tribunal correctionnel examine de nouveau l'affaire. Là encore, en présence de la sentence sévère qui peut advenir, les parents, l'Assistance publique, des sociétés de bienfaisance ou de simples particuliers peuvent intervenir et demander que le mineur leur soit confié. Presque toujours le Tribunal accepte cette proposition.

Voilà comment, actuellement, la protection de l'enfance se trouve assurée, et de la façon la plus absolue et la plus rassurante. Mais, il y a moins de deux ans, la jurisprudence des tribunaux correctionnels de France, et, en particulier, celle du Tribunal de Seine, n'était pas ce qu'elle est aujourd'hui.

A cette époque, les magistrats avaient encore contre les maisons de correction des préventions non justifiées, ou résultant de renseignements inexacts. Obéissant à des sentiments d'une commisération mal calculée, ils cherchaient, à tout prix, à éviter au mineur au-dessous de seize ans la maison de correction ; et, pour y parvenir, ils décidaient, presque uniformément, que l'enfant avait agi *avec discernement*. Ils le traitaient comme un adulte et ils le frappaient de peines de courte durée, allant de quelques semaines à quelques mois d'emprisonnement. Pour l'avenir de l'enfant, l'effet de ce jugement était désastreux ; le mineur subissait la flétrissure du casier judiciaire ; à l'expiration de sa peine, aussi mauvais qu'auparavant, remis en liberté, il retrouvait le

stigmate de sa condamnation sur l'extrait de son casier judiciaire, et toutes les portes lui étaient fermées. Repoussé par des parents, trop souvent complices de son inconduite, il rejoignait ses compagnons de plaisir, reprenait ses habitudes de vagabondage et, à dix-huit ans, il augmentait d'une recrue l'armée des jeunes récidivistes et des souteneurs.

A la suite d'un mouvement d'opinion auquel je me félicite d'avoir contribué, on a reconnu que c'était faire fausse route que d'appliquer ainsi systématiquement des peines de courte durée pour éviter la mise en correction. On a pensé, avec raison, que l'amendement d'un enfant corrompu, vicieux, ne pouvait être utilement entrepris qu'au moyen d'une discipline sévère, et qu'il fallait, pendant une période suivie, un régime spécial, appliqué dans un établissement de l'État ; sauf à l'administration supérieure à atténuer, dans la pratique, les conséquences rigoureuses du jugement, et à appliquer au pupille la libération conditionnelle, dès qu'il s'en rendrait digne par ses efforts et par un changement de conduite.

A la suite des circulaires que vous avez bien voulu adresser dans ce sens, Monsieur le Garde des sceaux, une évolution complète s'est produite dans la jurisprudence, et, à l'appui de ce que j'avance, j'ai l'honneur de placer sous vos yeux, les résultats suivants qui me paraissent décisifs.

Voici, en effet, une statistique intéressante qui donne le relevé du nombre des mineurs de seize ans arrêtés depuis quelques mois à Paris. Ce document fait connaître dans quelle proportion ces mineurs sont relâchés ou placés par la Préfecture de police, le Petit Parquet, les juges d'instruction, et dans quelle proportion ils sont envoyés en correction :

I. — Du 1^{er} mai au 1^{er} octobre, la Préfecture a arrêté :

	Garçons	Filles	Total
	—	—	—
Mai	150	17	166
Juin	147	24	171
Juillet	126	16	142
Août	160	26	186
Septembre	127	17	144
	—	—	—
	710	100	810

II. — Sur ces 810 enfants arrêtés, la Préfecture de Police en a rendu à leurs parents, adressé à l'Assistance publique et à des œuvres de bienfaisance ou rapatrié 105 (89 garçons, et 16 filles); elle en a adressé au Parquet 705, soit :

	Garçons	Filles	Total
Mai.....	126	14	140
Juin.....	130	22	152
Juillet.....	114	14	128
Août.....	144	21	165
Septembre.....	107	13	120
	621	84	705

III. — Le Petit Parquet, à son tour, après 24 heures ou 48 heures d'examen, a éliminé 213 enfants (192 garçons et 21 filles); il en a adressé à l'instruction 492, soit :

	Garçons	Filles	Total
Mai.....	13	11	93
Juin.....	105	16	121
Juillet.....	74	11	85
Août.....	94	15	109
Septembre.....	69	10	79
	429	63	492

IV. — MM. les juges d'instruction, après avoir recherché les antécédents de chaque enfant et ceux de ses parents et examiné les motifs de l'arrestation, ont relâché ou fait placer 336 enfants (302 garçons et 34 filles) et ils en ont fait traduire en police correctionnelle 156 savoir :

	Garçons	Filles	Total
Mai.....	13	3	16
Juin.....	24	8	32
Juillet.....	21	2	23
Août.....	25	9	34
Septembre.....	44	7	51
	127	29	156

V. — Le Tribunal de Police correctionnelle a fait un dernier choix :

Ont été rendus à leurs parents ou confiés à des œuvres de bienfaisance :

	Garçons	Filles	Total
	—	—	—
Mai.....	8	3	11
Juin.....	12	3	15
Juillet.....	6	»	6
Août.....	8	5	13
Septembre.....	17	3	20
	—	—	—
	51	14	65

Ont été acquittés comme ayant agi sans discernement, mais ont été envoyés en correction jusqu'à vingt ans :

	Garçons	Filles	Total
	—	—	—
Mai.....	3	»	3
Juin.....	12	5	17
Juillet.....	13	2	15
Août.....	17	4	21
Septembre.....	26	4	30
	—	—	—
	71	15	86

Ont été condamnés :

5 mineurs de seize ans : 2 à 16 francs d'amende ; 1 à un mois de prison ; 1 à trois mois et un jour ; 1 à l'envoi en correction pendant deux ans.

Ces chiffres démontrent que, d'une manière constante, à part quelques très rares exceptions qui ne font que confirmer la règle, le Tribunal de la Seine, appelé à juger des mineurs au-dessous de seize ans, décide toujours qu'ils ont agi *sans discernement*, et n'hésite plus à les placer, jusqu'à leur majorité, sous la tutelle administrative.

Le public commence à connaître ces résultats ; il les comprend et il en apprécie la portée. Il sait que l'enfant est toujours maître d'acheter, par ses efforts et sa bonne conduite, une décision de libération conditionnelle ; il sait qu'à l'âge de dix-huit ans les

garçons devanceront l'appel par suite d'un engagement militaire, et que, jusque-là, garçons et filles sont, tantôt élevés dans des établissements spéciaux avec des soins aussi complets que dans un lycée, tantôt confiés à des patronages placés sous la surveillance directe et constante de l'État.

De cet exposé je conclus que, pour le très grand avantage de notre pays, la question de la protection de l'enfance abandonnée ou coupable a fait, dans ces derniers temps, un progrès considérable, grâce au généreux mouvement de charité qui s'affirme partout, et, peut-être maintenant plus que jamais, dans la population parisienne (1).

Par le développement donné à ses admissions, l'Assistance publique a produit, et produit chaque jour, un bien considérable. La charité privée suit cet exemple : l'impulsion est donnée il n'est pas de semaine que nous n'assistions à la création de quelque nouvelle société de bienfaisance.

Les textes de loi seront certainement remaniés, mais, tels qu'ils sont, ils nous suffisent quant à présent pour mener à bien l'œuvre commencée.

DIFFICULTÉS DE PROCÉDURE. — L'ARTICLE 271 DU CODE PÉNAL APPLIQUÉ AU MINEUR AU-DESSOUS DE SEIZE ANS. — DES PROGRÈS À RÉALISER. — LA QUESTION DU DISCERNEMENT CHEZ L'ENFANT. — LA LOI SUR LA DÉCHÉANCE DE L'AUTORITÉ PATERNELLE.

Je viens d'écrire que, telle qu'elle était, notre législation était suffisante ; je ne me rétracte pas. Aussi bien serait-il, à l'heure actuelle, téméraire de modifier, sur un point tout spécial, notre législation, et imprudent de surcharger, mal à propos, les cahiers de 1889, alors que, pour l'ordre judiciaire seulement, le Parlement se trouve saisi de tant de réformes importantes, indispensables, urgentes et qui ne peuvent pas ne pas aboutir !

(1) Parmi les œuvres de bienfaisance récemment créées il en est une qui s'occupe tout spécialement de ce genre d'infortunes et qui a pris pour titre : *l'Union française pour le sauvetage de l'enfance*.

Fondée depuis moins de deux ans, sous le patronage et la présidence du grand philosophe et de l'illustre académicien M. Jules Simon, cette Société compte déjà près d'un millier d'adhérents. Elle s'est occupée du *sauvetage* de plus de six cents enfants. Les dons généreux qui lui ont envoyés ont assuré son existence dès ses débuts et son succès définitif pour l'avenir. Il est tel bienfaiteur qui me reprocherait de le nom-

Donc, telle qu'elle est, notre législation pour l'enfance suffit actuellement, mais voici cependant les objections qu'on peut lui faire :

Première objection. — Notre article 271 du Code pénal dispose : « néanmoins, les vagabonds âgés de moins de seize ans ne pourront être condamnés à la peine d'emprisonnement, mais, sur la preuve des faits de vagabondage, ils seront renvoyés sous la surveillance de la haute police jusqu'à l'âge de vingt ans accomplis, à moins qu'à cet âge ils n'aient contracté un engagement régulier dans les armées de terre ou de mer. » Or, la surveillance de la haute police n'existe plus; elle a été supprimée par l'article 19 de la loi du 27 mai 1885, et remplacée par la défense faite au condamné de paraître dans les lieux dont l'interdiction lui sera signifiée par le Gouvernement avant sa libération.

S'il en est ainsi, objecte-t-on, les tribunaux obligés de se conformer au texte de l'article 271 modifié par la loi de 1885, doivent frapper le vagabond, âgé de moins de seize ans, de la peine de de l'interdiction de séjour; or, si les parents habitent Paris ou le département de la Seine, ou toute autre résidence soumise à l'interdiction, l'Administration va être obligée d'interdire à ce mineur, au-dessous de seize ans, la rentrée au domicile paternel, sous peine pour lui de se voir sans cesse poursuivi et condamné pour infraction à un arrêté d'interdiction? En d'autres termes, la loi pénale défend à l'enfant de faire ce que la loi civile lui ordonne. Est-ce possible?....

Seconde objection. — J'ai exposé plus haut le détail de la procédure suivie à Paris toutes les fois qu'un mineur au-dessous de seize ans était arrêté; j'ai indiqué, qu'en tout état de cause, il était l'objet d'un renvoi au juge d'instruction s'il n'était immédiatement rendu à ses parents ou envoyé à l'Assistance publique, et que, quelque diligence que fît le juge, l'instruction ne pouvait être achevée en moins de deux ou trois semaines. Voici, par exemple, un enfant inculpé de mendicité; il est, de droit, domicilié chez

mer ici, mais dont le public connaît bientôt l'inépuisable charité, qui lui a adressé une cotisation de 10.000 francs, avec l'engagement de renouveler chaque année semblable large somme. D'autres souscripteurs ont donné, chacun, plusieurs milliers de francs avec la promesse de recommencer tous les ans ces somptueux présents. — D'autre part, au mois de juillet dernier, un comité spécial pour la protection de l'enfance abandonnée ou coupable s'est organisé au Palais de Justice, à Paris, sous la présidence de M. le bâtonnier Crocq, avec le concours de plusieurs magistrats et hauts fonctionnaires de l'Administration.

son père. Que doit faire le juge, en présence de l'article 113 du Code d'instruction criminelle qui impose la mise en liberté provisoire cinq jours après l'arrestation ? Si le juge obéit strictement à la loi, l'enfant va se retrouver sur le pavé et mendier de nouveau ! En pratique, par humanité, le juge fait échec à l'article 113 sus-visé, et il conserve l'enfant en prévention jusqu'au règlement définitif de la procédure.

Le remède à apporter à cette difficulté serait la création d'établissements d'attente, où l'enfant serait provisoirement recueilli, et qui répondraient, mieux peut-être que le Dépôt et la prison de la Petite-Roquette, aux nécessités du service.

Voilà deux objections ; assurément il s'en présentera d'autres ; mais, si ces indications sont de nature à appeler, pour l'avenir, l'attention du législateur, elles sont insuffisantes pour arrêter, quant à présent, le fonctionnement d'une procédure qui rend de grands services.

Dans les résolutions qu'il a votées, le Congrès d'Anvers n'avait pas à se prononcer sur la nécessité d'enlever aux tribunaux la faculté de décider que l'enfant avait agi avec ou sans discernement. Cette question ne faisait pas partie de son programme ; et la législation belge n'accepte pas, sur ce point, la rigueur de notre Code pénal qui dispose (art. 66) que le Tribunal aura à statuer sur la question de discernement toutes les fois que le mineur n'aura pas ou seize ans accomplis au moment de la perpétration du délit.

En Belgique, comme presque partout en Europe aujourd'hui, on n'admet pas que l'enfant puisse être pénalement responsable au-dessous d'un certain âge, que les uns fixent à douze ans, que d'autres portent à quatorze, et que d'autres, enfin, voudraient reculer jusqu'à l'âge de seize ans accomplis.

Cette tendance à éloigner, dans une large mesure, le terme de la période d'irresponsabilité est conforme à la saine raison : cette théorie est juste et nous devrions l'appliquer en France. Chez nous, en effet, il n'est pas rare de voir un enfant de douze ans, et même au-dessous, déféré à la juridiction répressive du tribunal correctionnel. Il est presque de jurisprudence que le tribunal l'acquitte et résolve négativement la question de discernement, mais il pourrait faire le contraire et le condamner légalement à une peine d'emprisonnement. Cela ne devrait pas être, et, sur ce point, nous restons presque les derniers en Europe à faire passer dans notre loi pénale une réforme que presque tous les autres peuples ont adoptée.

Il n'est pas, je crois, nécessaire de discuter bien longuement cette question de l'irresponsabilité de l'enfant. Nul ne contestera que notre Code pénal, punissant les enfants vagabonds, mendiants, voleurs, ou, d'une manière générale, délinquants, n'atteigne jamais, en fait, que les petits malheureux, nés dans les bas-fonds des classes laborieuses, et non pas les enfants qui ont eu le bonheur de naître dans une famille aisée, où on ne les laisse ni vagabonder, ni mendier, et où le vol, s'il venait à se produire, serait l'objet d'une peine disciplinaire, ou d'une répression d'un ordre tout intime.

S'il en est ainsi, la maxime que tous les citoyens, les plus âgés comme les plus jeunes, sont égaux devant la loi, doit protéger tous les enfants, sans distinction de classes. Il ne faut pas être plus sévère pour les uns que pour les autres ; tous doivent être placés sur le pied de l'égalité ; et, s'il devait exister une cause de préférence, ce serait assurément en faveur des petits infortunés qui n'ont eu sous les yeux que les plus détestables exemples, sans aucune compensation sous le rapport du bien-être et de l'affection.

Un éminent magistrat, M. le premier président Houyvet, a dit avec raison (1) : « L'enfant n'est pas responsable, car la loi civile elle-même ne lui reconnaît pas le discernement nécessaire pour pouvoir disposer par testament et à titre rémunératoire de la moindre partie de sa fortune au profit de ceux pour lesquels il a la plus vive affection ; son incapacité est entière et absolue. Au point de vue pénal il sait bien qu'il fait mal, mais il n'a pas la maturité et l'expérience nécessaires pour comprendre la portée de la mauvaise action qu'il va commettre.

« Pour que les juges puissent apprécier si l'enfant possède un discernement suffisant, il faudrait qu'ils fussent à même de faire une étude longue et approfondie sur son intelligence, sur sa moralité, sur l'éducation qu'il a reçue et sur ses habitudes. En fait, le Tribunal n'en a pas les moyens, même avec un dossier très consciencieusement préparé. »

A ces très justes réflexions, j'ajouterai cet autre argument qui m'est fourni par la pratique même de ce que nous voyons à la police correctionnelle. Au moins jusqu'à l'âge de douze ans, l'en-

(1) *Bulletin de la Société générale des prisons*, 1879, p. 477 et suiv.

fant est non seulement irresponsable parce qu'il ne possède ni la plénitude du discernement ni une dose suffisante de raison ou de libre arbitre, mais encore par cet autre motif que, pas plus au moral qu'au physique, il n'a conscience du danger. Il comprend si peu la portée des poursuites judiciaires dont il est l'objet, qu'à l'instruction comme à l'audience, il ne prépare rien, absolument rien pour se garer de la condamnation qui le menace. Quand on l'interroge, il va lui-même, comme un inconscient, et spontanément, au devant des charges qui l'accusent, et il est très rare qu'en dehors de la présence de ses parents, il ne fasse pas immédiatement des aveux. D'où la conséquence que le juge s'impose presque toujours à lui-même un *pieux mensonge*, et décide que l'enfant a agi *avec* ou *sans discernement* selon la peine que le tribunal a l'intention d'appliquer.

Au congrès d'Anvers, la discussion a aussi mis en lumière un autre point : celui de l'insuffisance du Code civil qui a omis d'édictier une sanction contre les père et mère indignes, ne remplissant pas envers leurs enfants les devoirs que la paternité leur impose.

Notre loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés, énumérant les cas où les père et mère indignes se trouvent déchus de l'autorité paternelle, a été un juste correctif à cette lacune. Il s'agit là d'une loi nouvelle intéressante à étudier, dont l'application s'est déjà manifestée par quelques décisions judiciaires, et dont les développements seraient tellement étendus qu'ils me conduiraient bien au delà des limites que je dois m'imposer.

La Belgique va nous prendre l'économie et les principales dispositions de cette loi, avec quelques modifications de détail.

II

SECONDE SECTION. — PATRONAGE DES DÉTENUÉS ET DES LIBÉRÉS

Je n'ai pas l'intention d'examiner, même en les résumant, chacune des quatorze résolutions votées par le Congrès d'Anvers à propos des Patronages. Il faudrait, pour étudier cette matière, des développements qui excéderaient assurément la mesure de ce rapport. Et, d'ailleurs, l'accord des vues était unanime sur l'importance et les réels services rendus à la Belgique par les Patronages qui s'y sont multipliés rapidement, sous la protection de l'État, après le vote de la loi sur la libération conditionnelle dont ils forment le complément indispensable.

Tous ceux qui s'occupent des questions pénales pensent que la société n'est pas assez défendue par la peine dont est frappé le coupable. et que, si le nombre des condamnations augmente, ainsi que celui des récidivistes, il est évident que la répression, livrée à elle-même, ne suffit pas pour nous garantir contre l'envahissement de la criminalité.

Le but du patronage est donc celui-ci : garantir la société contre l'envahissement du crime.

Le 31 mai 1888, la Belgique a voté la loi sur la libération conditionnelle ; depuis, elle en a fait une très large application et elle paraît s'en être très bien trouvée. Nous-mêmes, en France, nous l'avions précédée dans cette voie, puisque notre loi sur la libération conditionnelle date du 14 mai 1885. Chez nos voisins, aussitôt que l'application de cette loi libérale a été mise en vigueur, des Sociétés de patronages ont été promptement créées à Bruxelles, à Gand, à Louvain, à Courtray, à Anvers, à Verviers, à Namur, à Dinant, à Charleroi, à Mons, et encore ailleurs. Non seulement ces sociétés de patronages ont pris naissance, mais elles ont trouvé un moyen infaillible de s'assurer le succès, la fédération. Toutes correspondent entre elles, échangent leurs règlements intérieurs, leurs informations et leurs moyens d'action. D'une manière constante, elles communiquent entre elles, de ville à ville, pour se recommander réciproquement leurs patronnés, et elles sont ainsi arrivées à établir un réseau, une sorte de ligue pour le bien public qui est devenue la source d'un véritable progrès social.

En France, je ne crois pas que nous soyons parvenus à des résultats aussi marqués. Rien, cependant, ne serait plus facile, car nul obstacle ne paraît s'y opposer. Un appel à un grand nombre de bonnes volontés restées inactives parce qu'elles n'ont pas encore été sollicitées, serait bien vite entendu, au besoin, sur l'initiative et l'action bienfaisante de l'État.

III

TROISIÈME SECTION. — MENDICITÉ ET VAGABONDAGE

En tête de ses décisions la troisième section a voté la résolution suivante : « Tout individu, reconnu absolument incapable de gagner sa vie, a droit à l'assistance publique ; il ne peut être considéré comme mendiant ou vagabond et il ne peut être passible à ce titre, de la loi pénale. »

L'obligation, pour l'État, de secourir tout individu non valide et reconnu incapable de gagner sa vie, est l'application d'une idée juste, raisonnable et qu'il ne faut pas repousser sans discussion comme si elle n'était qu'une utopie. Il va de soi que le droit à l'assistance publique pour tous les non-valides doit se concilier avec les nécessités budgétaires. Mais si, de nos jours, la fortune publique est encore incapable de s'imposer de tels sacrifices, il est, en attendant, une mesure facile à prendre, c'est celle de modifier notre législation pénale, et de ne pas faire de la mendicité un délit *dans tous les cas*.

Tout le monde a pensé qu'un peuple civilisé devait inscrire à son programme l'obligation — soit d'hospitaliser ou de secourir les non-valides, les aveugles, les estropiés, incapables de trouver par le travail le moindre salaire, les veuves surchargées de famille, obligées de consacrer leurs forces et leur temps aux soins à donner à de jeunes enfants, — soit de les laisser impunément tendre la main tant que l'organisation hospitalière n'aurait pas été créée.

En conséquence, le Congrès a décidé, avec raison, qu'un grand nombre d'individus qui sont traduits pour délits de mendicité et de vagabondage relevaient plutôt de l'Assistance publique que de l'Administration pénitentiaire.

A côté de cette lacune dans notre Code pénal, il en existe une autre, c'est la nécessité d'une répression spéciale pour le cas suivant. Il n'est personne d'entre nous qui n'ait été, dans la rue, sollicité, à voix basse, par des individus proprement vêtus, qui se présentent, tantôt comme des ouvriers sans travail, tantôt comme d'anciens employés, surpris par des revers de fortune. Leur apparente franchise n'est qu'une habileté calculée, et il n'est pas rare d'apprendre, après leur arrestation, qu'ils ont, dans une journée, réalisé ainsi le salaire d'un artisan pendant une semaine. Ces faux mendiants font tort aux vrais nécessiteux, et, vis-à-vis d'eux, il ne serait que juste de se montrer plus sévère que notre Code ne le prescrit, et d'assimiler leurs manœuvres au délit d'escroquerie qui est puni de peines plus fortes.

A côté du délit de mendicité que notre Code pénal français aurait dû traiter avec beaucoup plus de sévérité dans certaines occasions, et avec beaucoup moins de rigueur dans d'autres cas, il y a le délit de vagabondage dont le Congrès s'est aussi beaucoup occupé.

Dans notre état social, la répression du vagabondage a une importance considérable ; mais, sans donner d'autres développe-

ments que ceux qui suivent à cette question toujours ouverte, je me hâte d'achever ce rapport par le compte rendu d'une excursion fort intéressante que nous avons faite aux environs d'Anvers, et qui a eu pour objet la visite à une colonie agricole récemment installée à Merxplas.

La journée devait être laborieuse à cause de l'éloignement même du lieu où nous nous rendions et de l'étendue des domaines que nous devions parcourir.

Rendez-vous avait été donné à tous les membres du Congrès pour huit heures et demie du matin, à l'une des portes de la ville, à l'extrémité d'une longue et belle avenue, dont chaque Français se plaisait d'autant plus à relire le nom, répété à chaque angle de rue, que ce nom est devenu pour nous, historique, en deçà comme au delà de la frontière, et qu'il est aujourd'hui, en France, en possession de la plus unanime, de la plus digne et de la plus incontestable popularité. Cette avenue, qui traverse une partie de la ville d'Anvers, s'appelle l'avenue Carnot.

Le trajet jusqu'à Merxplas dure environ trois heures, sur une route pavée, assez large pour servir à la fois aux piétons, aux voitures et à la ligne ferrée sur laquelle circulent de petits wagons-tramways à vapeur très confortables.

La colonie est installée sur un sol plat qui n'était pas encore, il y a peu d'années, livré à la culture, et qui n'offrait à la vue qu'une vaste étendue de bruyères. Le gouvernement belge y a acheté, à bon marché douze cents hectares de terrains non cultivés : il a divisé cette superficie en plusieurs sections, destinées soit à la culture des herbages et des céréales, soit à des plantations de sapins ; et, à l'endroit le plus convenable, il a fait ériger un ensemble de constructions en briques, d'une simplicité très élégante, légères d'aspect et solides en même temps, qui peuvent être, de de l'aveu général, choisies comme des établissements modèles.

On peut y recevoir plus de quatre mille individus, vagabonds ou mendiants, provenant de toutes les régions de la Belgique ; et, résultat vraiment remarquable, le Gouvernement belge n'a dépensé pour cette installation que les fonds nécessaires à l'achat du sol. Depuis la terre à bâtir, trouvée sur place, malaxée, cuite au four, transformée en briques et employée aux constructions, jusqu'aux travaux les plus achevés de charpente, de couverture, de serrurerie, de menuiserie, de peinture et d'aménagements intérieurs de toutes sortes, tout, absolument tout a été édifié, construit et aménagé, sous la direction d'un architecte, par le personnel des détenus.

En Belgique, la répression du vagabondage et de la mendicité est simple et rapide. Tout individu valide âgé de quatorze ans accomplis, trouvé en état de vagabondage est arrêté et traduit devant le tribunal de simple police. Tout individu valide âgé de quatorze ans accomplis, trouvé mendiant, peut être également arrêté et traduit devant le même tribunal de simple police. La durée de la peine varie d'un à sept jours d'emprisonnement et de quinze jours à six mois de mise à la disposition du Gouvernement.

Tout individu âgé de moins de quatorze ans accomplis ou non, valide, trouvé mendiant ou en état de vagabondage, peut être arrêté et traduit devant le tribunal de simple police et ce tribunal a la faculté de le mettre à la disposition du Gouvernement pendant deux ans.

En outre, tous les indigents qui se présentent volontairement sont admis à la colonie ; mais à une condition, c'est qu'ils soient munis d'un permis du conseil municipal de leur commune, qui paye la journée de séjour à raison de 0 fr. 65 pour les valides, et de 0 fr. 85 pour les non-valides.

A Merxplas il y a des ateliers pour tous les principaux corps de métier ; ils fonctionnent avec une régularité parfaite et chaque détenu est d'autant plus intéressé à augmenter son pécule que sa bonne conduite et son assiduité sont récompensées par une proposition de libération qui ne se fait jamais attendre dès que sa *masse* est assez élevée, pour qu'il puisse, à sa sortie, ne plus se trouver dans l'embarras.

Une chose m'a encore frappé dans cette colonie, c'est que le mendiant ou le vagabond valide, mais *fainéant*, perd rapidement l'envie de rester oisif, et voici comment. Il est de règle que quiconque refuse de travailler est impitoyablement mis au pain et à l'eau, si l'état de sa santé permet cette épreuve ; et l'expérience a établi qu'après deux jours de ce régime, et même moins, le détenu revenait de lui-même à d'autres sentiments.

Cette sévérité, qui peut tout d'abord paraître excessive, et qui n'est jamais appliquée qu'avec discernement, produit d'excellents résultats. Certainement, en France, la population des mendiants et des vagabonds valides diminuerait sensiblement, si notre régime pénitentiaire les soumettait aux mêmes épreuves.

Ailleurs qu'en Belgique, en Autriche, par exemple, les mesures préventives employées pour diminuer la mendicité et le vagabondage sont d'une autre sorte. On a créé le système des stations de prestations en nature. Le long des grandes routes on a installé des

espèces d'auberges dans lesquelles le premier nécessaire venu a le droit d'entrer. On le loge ; on le nourrit ; mais, en échange, on lui demande un travail quelconque, nettoyage ou empierrement de la route, travail dans une ferme voisine ou autre occupation du même genre. L'homme doit rendre un service proportionné à l'assistance qu'il a reçue ; s'il refuse de s'y soumettre, il est dénoncé à la police et poursuivi devant les tribunaux. Ce système des stations a donné dans ce pays des résultats surprenants, et le vagabondage et la mendicité y ont diminué dans des proportions inespérées (1).

En France l'application de ce système serait peut-être mal accueillie par les municipalités dans les communes, qui ne trouveraient pas facilement à occuper utilement cette population nomade et j'hésiterais beaucoup à la proposer. Mais il faut bien reconnaître qu'actuellement, dans nos campagnes, la répression du vagabondage et de la mendicité est insuffisante, et qu'elle restera longtemps incomplète, à cause des difficultés mêmes qu'elle présente. Qui d'entre nous ne sait que, toute l'année, des vagabonds, valides pour la plupart, vont de villages en villages, vivant de la charité publique, importunant les cultivateurs, qui souvent n'osent pas leur refuser un gîte pour la nuit ? Ces vagabonds font métier de leur paresse, et ils restent longtemps impunis à cause des frais qu'occasionnerait leur arrestation, puisqu'il faut les conduire non devant le juge de paix, mais au chef-lieu d'arrondissement, pour les faire juger par le tribunal correctionnel. Outre l'attribution de compétence au juge de paix, il nous faudrait, sur plusieurs points du territoire, des asiles analogues à la colonie agricole et pénitentiaire de Merxplas. Nous avons bien, pour le département de la Seine, le nouvel et grandiose établissement de Nanterre ; mais, si vaste qu'il soit, il serait encore, à lui seul, insuffisant pour hospitaliser les mendiants et les vagabonds qu'une réforme législative, inspirée par ce que nous voyons hors frontières, pourrait y amener.

En résumé, par le nombre et l'empressement de ceux qui ont répondu à l'appel de la Belgique, par le choix des questions faisant l'objet du programme, par l'ensemble des travaux préparatoires accomplis dans les sections et par l'importance des résolu-

(1) M. Leitmaier, procureur général à Gratz ; brochure d'août 1890.

tions votées en séance publique, le Congrès d'Anvers a été une réunion internationale extrêmement utile, qui contribuera, j'en suis convaincu, puissamment à la solution des problèmes vers lesquels sont en ce moment dirigés les efforts communs.

Je n'ai abordé, dans ce compte rendu, que l'examen des questions pouvant spécialement nous intéresser au point de vue français; et, comme je dois nécessairement me restreindre et m'interdire à moi-même des développements plus étendus, j'ai l'honneur de joindre à cet exposé le texte même de toutes les résolutions votées par le Congrès d'Anvers dans les journées des 9, 10, 11, 13 et 14 octobre 1890.

Veuillez agréer, Monsieur le Garde des Sceaux, l'hommage de mon profond respect.

P. FLANDIN,

*Membre de la Société générale des Prisons, Vice-Président
du Tribunal de la Seine.*

RÉSOLUTIONS VOTÉES PAR LE CONGRÈS

PREMIÈRE SECTION — PROTECTION DE L'ENFANCE

1. En principe, le placement dans les familles et particulièrement à la campagne, si la situation de l'enfant le comporte, est le meilleur système à appliquer aux enfants trouvés, abandonnés ou orphelins.

2. On entend par *enfants moralement abandonnés* ceux qui, par suite d'infirmités, de la négligence, des vices de leurs parents ou d'autres causes, se trouvent livrés à eux-mêmes et privés d'éducation.

3. Le placement des enfants moralement abandonnés sera, en règle générale, précédé d'une enquête sur la conduite et le caractère de l'enfant, la situation et la moralité de ses parents, et, s'il y a lieu, d'un temps d'observation et d'études spéciales sur l'enfant lui-même.

4. Les modes d'éducation qu'il y a lieu d'appliquer aux enfants moralement abandonnés sont, suivant l'âge au moment de l'admission et suivant les circonstances:

Le placement dans les familles et particulièrement à la campagne;

L'école par internat ou demi-internat;

Le placement isolé;

Le placement par groupes.

Le placement dans les familles est, en principe, reconnu le meilleur.

5. La déchéance de la puissance paternelle doit être prononcée contre les parents, ou ascendants, frappés de condamnation pour crimes ou délits pouvant compromettre la moralité, la sûreté ou la santé de l'enfant.

La déchéance sera obligatoire ou facultative, selon la nature et la gravité des crimes et délits.

La même déchéance pourra être prononcée contre les parents ou ascendants dont l'inconduite notoire, l'ivrognerie habituelle, les mauvais traitements ou les abus d'autorité compromettraient la moralité, la sûreté ou la santé de l'enfant.

6. Les enfants des parents déchus seront placés sous la tutelle de l'autorité publique à moins que la justice n'en décide autrement.

7. Il est désirable que la déchéance de l'autorité paternelle ne soit *jamais* prononcée d'une manière absolument définitive ou irrévocable, mais que *dans tous les cas*, celui qui l'a encourue puisse en être relevé judiciairement et reprendre l'exercice des droits qui lui sont nécessaires pour remplir, à l'égard de ses enfants, le devoir d'éducation qui lui est imposé par la nature et par la loi.

8. L'emprisonnement par voie de correction paternelle doit être supprimé.

9. L'internement de l'enfant par voie de correction paternelle ne peut être ordonné que par le juge, qui doit toujours avoir le droit de le faire cesser.

Les enfants internés seront placés sous la tutelle de l'autorité publique, à moins que la justice n'en décide autrement.

DEUXIÈME SECTION. — PATRONAGE DES DÉTENUS ET DES LIBÉRÉS

1. Le patronage des libérés est le complément indispensable de tout système pénitentiaire normal.

2. Il doit revêtir la forme la mieux appropriée aux traditions, aux mœurs et à la législation de chaque pays.

Sans en proscrire aucune, le Congrès considère que pour produire tout ses effets, le patronage doit surtout être l'œuvre de

l'initiative privée, encouragée et soutenue par l'appui moral, et, s'il est besoin, par les secours financiers des gouvernements.

3. Le Congrès émet le vœu qu'il se crée des sociétés de patronage dans tous les lieux où il existe un établissement de répression, avec une organisation qui permette de suivre les libérés aux lieux où ils se rendent.

4. Le Congrès émet le vœu de voir les comités de patronage se recruter parmi toutes les classes de professions et s'assurer la collaboration non seulement des chefs d'industrie, mais encore des contremaîtres et ouvriers ou des corporations représentant les corps d'état.

5. Il recommande de rattacher entre elles les institutions de chaque pays par une organisation centrale, qui, tout en conservant à chaque société son caractère propre et son autonomie, multiplie ses moyens d'action par l'échange des idées et des informations, et l'association des efforts.

6. Il est en outre désirable que des relations s'établissent entre les institutions des divers pays, pour favoriser l'action commune dans les termes du vœu émis par le récent Congrès de Saint-Petersbourg.

7. Le patronage doit être préparé avant la libération. A cet effet, des visites sont faites dans les prisons par des membres des Sociétés agréées par le gouvernement, en respectant les règlements de la prison et sans empiéter sur les attributions du service pénitentiaire.

8. Le patronage consiste avant tout dans la recherche, et, s'il est possible, dans l'organisation du travail.

La réconciliation avec les familles ou les anciens patrons, le rapatriement, l'expatriation, et, pour les jeunes gens, la mise en apprentissage et l'engagement militaire, suivant les usages des divers pays et les circonstances, sont également recommandées.

9. Le secours en argent ne doit être admis qu'exceptionnellement, pour un besoin déterminé, et le plus souvent à titre de prêt.

10. Le patronage doit, autant que possible, comprendre l'assistance des membres de la famille à la charge du prévenu ou du libéré.

11. Il conviendrait que le pécule du libéré pût être confié aux Sociétés de patronage pour lui être remis par fractions et suivant ses besoins.

12. Le Congrès considère, suivant le vœu émis par le Congrès de Saint-Petersbourg, comme une entrave réelle pour le patronage, comme un obstacle à toute reprise du travail, et, par conséquent, comme une cause fatale de rechute pour les condamnés libérés, la divulgation qui serait trop facilement faite aux particuliers des renseignements contenus aux casiers judiciaires, ou se trouvant entre les mains de la police.

13. Les refuges ou asiles qui ont pour but de recueillir, à titre essentiellement provisoire, les libérés sans ressources, ou de leur donner du travail, à défaut de placement à l'extérieur, sont un moyen d'action nécessaire pour les sociétés qui ont à assister un grand nombre de patronnés.

La division des libérés par petits groupes est recommandée partout où elle peut être établie sans trop de frais.

Les principes essentiels pour l'organisation des asiles consistent dans la libre entrée, la libre sortie, un règlement précis sur la durée du séjour et les motifs de prolongation, un régime simple, une discipline appropriée au but moral à atteindre, et l'installation de moyens pour procurer du travail aux réfugiés.

14. La mise sous la surveillance de la police est un grave obstacle à l'œuvre du patronage.

En l'état de la législation pénale, il serait désirable que l'individu, placé sous la surveillance spéciale de la police, fût relevé de cette surveillance, pendant qu'il est soumis à l'action du patronage, soit par la grâce, soit par la libération conditionnelle.

TROISIÈME SECTION. — MENDICITÉ ET VAGABONDAGE

1. a) Tout individu reconnu absolument incapable de gagner sa vie a droit à l'assistance publique et ne peut être considéré comme mendiant ou vagabond, et ne peut être passible, à ce titre, de la loi pénale.

b) L'assistance publique a le devoir de garder ou d'aider efficacement les convalescents jusqu'à ce qu'ils aient la force nécessaire pour exercer leur métier ou profession.

c) Les établissements ou sociétés d'assistance publique et privée doivent compléter leur œuvre en s'occupant de rechercher du travail pour les indigents qu'ils assistent et de les employer, en attendant, à un travail momentané qui couvrira une partie des frais de l'assistance donnée.

Les administrations des villes sont invitées à employer le plus possible les assistés dans les services publics.

d) Les établissements et sociétés d'assistance doivent favoriser le rapatriement, dans les campagnes dont ils sont originaires, des indigents des grandes villes.

Les communes dont le vagabond est originaire devront concourir à ce rapatriement.

Il y a lieu d'obtenir des administrations de chemin de fer, en vue de ce rapatriement, des coupons, des réductions de tarif ou même des parcours gratuits.

2. Comme remède au vagabondage et à la mendicité, il y a lieu de développer les institutions de prévoyance et d'assistance, non seulement d'ordre privé, mais encore celles ayant un caractère public, telles que les caisses d'assurances, les caisses ou établissements pour les invalides du travail, etc.

3. Dès qu'un individu est reconnu, conformément aux lois de chaque nation, comme vagabond récidiviste qualifié, il doit rester aussi longtemps que possible sous la tutelle de l'État et être soumis à un régime plus sévère avec faculté pour l'autorité d'appliquer la libération conditionnelle.

4. Il y a lieu, pour enrayer les progrès du vagabondage et de la mendicité, d'encourager la création d'institutions et de provoquer des mesures législatives destinées à combattre l'alcoolisme.

VŒU GÉNÉRAL

Le Congrès émet le vœu que les pouvoirs publics favorisent dans la plus large mesure possible, l'extension et l'initiative individuelle en faveur de toutes les œuvres de bienfaisance.

LES CRIMINALISTES A BERNE

(Travaux du Congrès)

L'Union internationale de droit pénal, qui avait l'an dernier tenu ses premières assises à Bruxelles, a tenu à Berne sa seconde session. L'Union n'a pas de caractère officiel ; elle est exclusivement composée de criminalistes indépendants, qui discutent librement entre eux, soit en français, soit en allemand, quelques problèmes exceptionnellement difficiles de législation.

La Suisse a fait à cette réunion savante le plus cordial accueil. Le président de la Confédération helvétique, qui est lui-même un jurisconsulte éminent, M. le docteur Ruchonnet, a présidé avec une incomparable hauteur de parole et de vue la première séance ; j'ai été prié, comme doyen des Français présents, de présider la seconde séance ; mon honorable collègue de l'Université de Bonn, M. le docteur Seuffert, a présidé la troisième. L'Union compte dès maintenant cinq cents membres inscrits : la salle des États où nous siégeons a contenu, pendant toute la durée du congrès, une soixantaine d'auditeurs assidus. Des secrétaires habilement choisis remplissaient dans cette assemblée internationale le rôle d'interprètes ; ils nous ont tous émerveillés par la facilité et la netteté avec laquelle ils traduisaient ou résumaient en français les discours des orateurs allemands, en allemand, les discours des orateurs français.

J'ai trouvé à Berne deux problèmes, qui avaient été déjà remués à Saint-Petersbourg, et qui n'ont pas été en Suisse absolument résolus comme ils l'avaient été en Russie.

La question de savoir s'il existe parmi les délinquants des incorrigibles et comment il conviendrait de traiter ces derniers, a de nouveau été agitée et sévèrement disputée. Deux systèmes ont été soutenus.

Le président de l'Union, M. Prins, de Bruxelles, un Moscovite qui parle éloquentement le français, M. Woulfert, et moi, nous avons, en l'allégeant un peu, repris et commenté la thèse votée

à Saint-Pétersbourg. Cette thèse se ramène à des termes fort simples. Selon nous, il existe, sans contestation possible, des mal-fauteurs de profession pour qui la récidive est devenue une carrière. Le juge, devant qui ces hommes reparaissent d'une façon chronique, et qui croit à leur incurabilité presque certaine, doit avoir le droit, pour peu qu'ils soient dangereux, de leur infliger une peine perpétuelle qui sera la réclusion ou la transportation, tempérée seulement par l'éventualité d'une libération conditionnelle si, contre toute vraisemblance, les prétendus incorrigibles s'amendent et reviennent au bien.

Un second système, soutenu par les Allemands, très nombreux au congrès de Berne, et par quelques Suisses, a prévalu contre le nôtre, à la majorité de cinq voix. On peut le formuler en quelques mots. D'après ce second système, il existerait parmi les délinquants des dégénérés. La dégénérescence se manifesterait par des anomalies physiques ou morales. Elle constituerait tantôt une tare héréditaire, tantôt un vice acquis. Parmi les dégénérés, on rencontrerait souvent des récidivistes. A l'égard de cette catégorie de récidivistes ou de non récidivistes, il y aurait lieu de prendre des mesures spéciales, qui tendraient à ce double résultat de rendre ces condamnés inoffensifs et de les rendre meilleurs.

Je n'ai pu me rallier à ces dernières propositions, rédigées par un savant criminaliste de Berne, M. le docteur Stoos. Je ne confondrai jamais, pour mon compte, sous une même rubrique et dans une même réglementation deux catégories aussi dissemblables d'individus : les infirmes, qui doivent être soignés ; les incorrigibles, qui doivent être punis. Je ne considérerai jamais, au point de vue juridique, comme un incorrigible l'homme qui n'a pas péché et repêché. Le Code pénal, que je sache, n'a pas autorité sur les êtres qui pensent mal, ni sur les êtres qui sont mal conformés physiquement. Le Code pénal n'a autorité que sur ceux qui ont mal agi et qui ont troublé l'ordre social. Je n'accepte pas, en outre, que des jurisconsultes, qui doivent avoir l'esprit positif, votent des mesures spéciales qui ne sont pas définies, qui ne sont pas même esquissées. J'entends, si l'on veut avoir mon assentiment, qu'on me fournisse un critérium clair, ainsi qu'un dispositif sans nuage. Aussi n'hésité-je pas à dire que je préfère de beaucoup la décision du congrès de Saint-Pétersbourg à la décision du congrès de Berne ; la première décision est, à mon sens, ferme et prudente, autrement solide en théorie et en pratique que la seconde.

Tout une séance a été consacrée également à l'examen de la situation du mineur devant la loi pénale. Un jeune et très distingué professeur de la Faculté de Caen, M. Gauckler, a traité ce sujet dans un discours magistral qui a produit grand effet et qui a été le plus brillant morceau qu'ait apporté au congrès notre groupe français. Dans une langue serrée et nerveuse, mon habile collègue a déroulé tout un corps de doctrine qui a obtenu de chaleureuses adhésions de la part des criminalistes étrangers.

Procédant hardiment, M. Gauckler a posé cette double et capitale affirmation qu'à tout âge un enfant pouvait être dangereux pour la société, et qu'à tout âge cet enfant ne pouvait être soumis qu'à des mesures d'éducation, jamais à une pénalité proprement dite. Or par enfant, l'honorable professeur entend, qu'on veuille bien y prendre garde, le mineur de vingt et un ans, ni plus ni moins. La question de discernement, déclara-t-il encore, ne doit plus désormais être examinée en ce qui concerne les mineurs. Et cependant, d'après notre auteur, quand il s'agit de prescrire des mesures d'éducation devenues nécessaires, les tribunaux répressifs seuls seraient compétents dans tous les cas, et jamais les tribunaux civils; les tribunaux répressifs en effet, d'après M. Gauckler, ne sont pas chargés seulement de connaître des délits, ils devraient d'une façon générale préserver la société de tous les êtres dangereux quels qu'il fussent, et par tous les moyens possibles.

Cette argumentation originale, développée avec une réelle puissance, aurait pour résultat, si elle était fondée, de renverser à peu près toutes les notions reçues et consacrées par la plupart des législations européennes. C'est à la question du discernement que s'attaque, avec une énergie particulière, mon jeune collègue. La distinction classique du discernement ou du non discernement, dit-il, doit disparaître des codes; c'est une doctrine vieillie. Tandis que les Russes exprimaient quelques réserves, plusieurs Suisses, M. le juge Correvon entre autres, M. le docteur Guillaume abondaient vigoureusement dans le sens de M. Gauckler. Parmi les criminalistes modernes, déclaraient ces derniers, personne ne défend plus le principe du discernement, quand il s'agit du mineur inculpé d'une infraction, personne !

Au risque de ne pas compter parmi les criminalistes modernes, quand il fallut voter sur le paragraphe qui supprimait dans l'avenir la question de discernement pour les mineurs, je me levai très froidement pour repousser cette réforme, et je vis, non sans plaisir, que nous étions, dans la salle, un certain nombre d'hommes

qui, sur ce point, restions fidèles aux enseignements parfaitement raisonnables du passé.

C'est que le talent de mon excellent collègue de Caen et l'approbation très chaude donnée à ses paroles par les jurisconsultes qui partageaient son opinion, ne nous ont point un instant fait illusion sur la fragilité de telles idées.

Assurément si mes honorables confrères de Berne avaient simplement voulu dire qu'il vaut mieux le plus souvent, quand il s'agit d'un mineur, procéder à son égard par voie d'éducation que par voie de châtiment, je ne serais pas leur contradicteur, car je pense comme eux quant à l'orientation générale du système. Mais mes honorables confrères de Berne prétendent, et c'est d'ailleurs leur droit, formuler une thèse autrement radicale. L'un d'eux que je serrais de près m'a confessé sans détour que, selon lui, un misérable, âgé de quinze ans, dix-huit ans, vingt ans, qui, le soir éventrerait un passant pour lui voler un porte-monnaie ou une montre, ne devrait jamais, bien qu'il eût compris en fait et voulu son acte, encourir une répression quelconque; mûr pour le crime, ce bandit précoce ne serait pas mûr pour la répression pénale, pas même pour une responsabilité pénale atténuée! La société pourrait seulement placer ce chevalier du couteau dans un établissement de réforme, où il resterait, il est vrai, même après qu'il serait devenu majeur, jusqu'à ce qu'il parût amendé aux magistrats ou à l'administration pénitentiaire!

Je n'ai pas coutume de m'incliner servilement devant les idées que je trouve inscrites dans les lois anciennes ou contemporaines, quand ces idées me semblent fausses. Mais en vérité quand il s'agit de régler la condition pénale des mineurs, j'estime que les codes européens, si durement critiqués à Berne, s'ils ne sont pas absolument parfaits, s'ils contiennent certaines lacunes de détail, sont pourtant dans leurs dispositions maîtresses mille fois plus sages, et j'ajouterai mille fois plus sensés, que les théories aventureuses de nos novateurs.

Certes, je regrette qu'en France, puisque j'ai parlé de lacunes, je regrette que la lettre de la loi n'ait pas fixé expressément, à dix ou douze ans, un âge au-dessous duquel toute poursuite pénale serait impossible. Mais pour l'enfant qui a dépassé cet âge minimum, sans dépasser d'autre part la limite supérieure de seize ans, la question de savoir, si quand il a délinqué, il a agi avec ou sans discernement, cette question qui devrait disparaître désormais, prétend-on j'entends, au contraire, qu'elle soit toujours posée et toujours résolue.

C'est qu'au fond la question de discernement qu'on veut proscrire n'est pas autre chose que la question même de culpabilité ; et, suivant qu'elle est tranchée affirmativement ou négativement par les magistrats ou par les jurés, elle entraîne et doit entraîner l'une ou l'autre de ces conséquences très diverses, une condamnation ou un acquittement. Les jurisconsultes qui s'étaient rendus à Berne, professent presque tous cette maxime qu'il faut, en matière pénale, individualiser le plus possible la situation de chaque inculpé, le châtiment de chaque inculpé et se garder des présomptions et des règles trop larges. Eh bien ! je le demande, qu'y a-t-il de plus individuel que la question de discernement, dont la solution souveraine dépend précisément du juge de chaque affaire ? L'idéal serait, ont affirmé quelques-uns de nos honorables adversaires, que l'on réunît pêle-mêle dans un même établissement les enfants qui ont compris leur crime et ceux qui ne l'ont pas compris, et que l'on ne fit pas entre eux la distinction cruelle des condamnés et des acquittés. Je suis encore à cet égard d'un avis diamétralement opposé. J'abuserais des sélections plutôt que de n'en pas faire. Je me souviens, à Moscou, du sentiment pénible que nous éprouvâmes tous en voyant dans le dépôt central des condamnés destinés à la transportation un tout jeune homme, dont la tête à demi-rasée révélait le forçat, confondu avec d'autres enfants qui n'avaient pas été condamnés eux-mêmes. Cette promiscuité fâcheuse des égarés et des coupables, qui provenait, nous dit-on à Moscou, d'une erreur, serait, d'après l'opinion qui a prévalu à Berne, une règle constante qu'il faudrait appliquer toujours dans l'avenir.

Je repousse carrément toutes ces nouveautés qui me paraissent injustes et qui sont au plus haut degré compromettantes pour la sécurité publique.

Que penser enfin de cette compétence exclusive, attribuée aux tribunaux répressifs, qui, par un contre-sens bizarre, connaîtraient toujours d'infractions commises par des auteurs que l'on prétend mathématiquement inconscients à raison de leur âge même ?

Toutes ces propositions, je le répète, ont été développées avec une verve séduisante, avec un véritable éclat, à Berne ; à mon humble avis, pas une d'elles ne tient debout. Le discernement effectif, c'est la condition essentielle de la responsabilité ; c'est la justification scientifique et morale de la répression ; c'est la pierre angulaire du Code pénal.

Deux autres problèmes avaient été portés à l'ordre du jour de

de la réunion. Il s'agissait en premier lieu, de savoir si l'on pourrait remplacer par des travaux obligatoires, exécutés sans incarcération, la prison ou l'amende. Il s'agissait en second lieu de déterminer comment on pourrait assurer à la victime d'un délit le paiement de l'indemnité à laquelle théoriquement elle a droit. La discussion n'a pas été épuisée sur le premier problème à Berne; et l'examen complet de la seconde question a été réservé pour le congrès qui se tiendra l'an prochain à Christiania.

J. LÉVEILLÉ.

A la suite de l'article de notre savant collègue, M. Léveillé le professeur de droit bien connu, nous croyons devoir donner la liste des questions soumises aux délibérations du Congrès international des criminalistes et les solutions adoptées.

1° Quelles sont les meilleures mesures de répression à l'égard des criminels réputés incorrigibles ?

Rapporteurs : MM. Ferri (de Rome), Léveillé (de Paris) et de Lilienthal de Marbourg ;

2° A quel âge les jeunes délinquants doivent-ils être poursuivis et punis par les tribunaux ?

Rapporteurs : MM. Getz (de Christiania) et Gauckler (de Caen) ;

3° L'internement dans une maison de discipline doit-elle dépendre de la commission d'un délit ?

Rapporteurs : MM. Moldenhawer (de Varsovie), de Jagemann (de Carlsruhe), H. Rollet (de Paris).

4° Faut-il faire dépendre le traitement à infliger aux jeunes délinquants de la question de savoir s'ils ont eu conscience de leur culpabilité ?

Rapporteur : M. Foïnitzki (de Saint-Petersbourg).

5° Comment la législation peut et doit-elle tenir compte mieux que jusqu'ici des intérêts des personnes lésées par le crime ?

Rapporteurs : MM. Alcmena (de Cosenza) et Prins (de Bruxelles).

6° Faut-il, dans certains cas, remplacer l'emprisonnement à courte durée par les travaux forcés sans emprisonnement ?

Rapporteurs : MM. Baumgarten (de Buda-Pesth) et Zurcher (de Zurich).

N.-B. — Les solutions adoptées par le Congrès que nous avons demandées ne nous sont pas parvenues à temps. Nous les publierons dans le prochain Bulletin.

LA QUESTION PÉNITENTIAIRE COLONIALE

Le Bulletin du mois de novembre de la Société générale des prisons a publié la partie du rapport de M. Le Myre de Vilers relative au budget des services pénitentiaires des colonies.

Au moment où la réforme de notre droit pénal préoccupe si vivement nos législateurs, il ne serait peut être pas inutile de relever certaines erreurs qui, propagées avec une singulière insistance, tendent à faire croire que la Nouvelle-Calédonie et la Guyane sont encore considérées selon l'expression de l'honorable rapporteur du Budget colonial *comme le paradis terrestre des repris de justice*.

Parce qu'une loi de circonstance, celle du 25 décembre 1880, a dû réprimer d'une manière spéciale les crimes commis dans les prisons par des individus ayant la nostalgie de la Nouvelle-Calédonie, doit-on en conclure d'une façon absolue que la loi de 1854 est mauvaise et que la peine des travaux forcés est illusoire ?

La peine de mort arrête-t-elle les assassins ? Les peines de la réclusion ou de l'emprisonnement empêchent-elles les crimes ou les délits contre les personnes et les propriétés ? Je ne le crois pas, car si le régime des établissements pénitentiaires de la métropole inspirait aux criminels endurcis une terreur salutaire, nous ne verrions pas augmenter la récidive dans des proportions inquiétantes pour la sécurité publique. Il ne faut pas seulement considérer la peine dans son application, mais dans ses résultats ; et nous voyons aujourd'hui les législateurs, reconnaissant l'inutilité de notre régime répressif métropolitain, rechercher les moyens de soustraire dans la plus large mesure possible, les condamnés à la promiscuité dangereuse des maisons centrales.

La loi sur la libération conditionnelle, celle actuellement en préparation sur le sursis à l'exécution de la peine pourront avoir pour effet de restreindre, dans une certaine mesure, la récidive ; mais il restera toujours une population criminelle irréductible contre laquelle viendront échouer toutes ces tentatives de moralisation et qu'il faudra garder rigoureusement si nous voulons protéger la société.

Or, lorsque le juge a prononcé la réclusion ou l'emprisonnement, lorsque le condamné a subi une peine plus ou moins longue la société a-t-elle lieu d'être rassurée? Non, car la plupart du temps cet homme, qui après avoir été, pendant des mois ou des années, nourri, vêtu, chauffé par l'administration, se retrouve tout d'un coup libre, sans travail et sans appui, au milieu d'honnêtes gens dont la vie est un labeur incessant, doit fatalement demander au crime ses moyens d'existence. Le régime de la prison est dur, soit, mais après? L'administration pénitentiaire métropolitaine a accompli sa tâche et n'a pas à se préoccuper du lendemain et c'est ce lendemain que l'administration pénitentiaire coloniale a voulu assurer.

La transportation repose sur ce principe que la vie coloniale plus facile, plus accommodante, offrant plus d'espaces et plus de ressources, pouvant seconder par certains avantages matériels une moralisation d'une pratique plus difficile dans la métropole, peut arriver à replacer dans des conditions presque normales d'existence et rendre pour ainsi dire inoffensifs des êtres que les préventions d'une vieille société replongeaient inévitablement dans le crime.

Aussi quand on étudie l'esprit de ce système, reconnaît-on aisément que c'est surtout en vue de la libération des condamnés et afin de prévenir les dangers de la récidive que le législateur veut l'éloignement des criminels.

A ce point de vue, les services rendus par les lois de 1854 et 1885 sont incontestables, et les 18 ou 20.000 forçats en cours de peine, libérés ou relégués, actuellement internés à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie, constituent une armée redoutable presque inoffensive dans nos deux colonies pénitentiaires, mais dont la métropole aurait à craindre tous les excès.

Il est vrai que l'application de ces deux lois coûte cher à l'État, beaucoup plus cher que l'internement des condamnés dans les établissements pénitentiaires du continent.

L'honorable rapporteur du budget colonial, après avoir établi que l'ensemble des dépenses des services pénitentiaires aux colonies figurait au budget pour une somme de 13.701.000 francs fait remarquer que le même nombre d'individus subissant leur peine dans la métropole ne coûterait à l'État que..... 4.264.000 —
D'où une différence de..... 9.437.000 francs
en faveur des peines métropolitaines; et M. Le Myre de Vilers s'empresse de conclure à l'abrogation des lois de 1854 et de 1885.

Il est certain que par le temps d'économies qui court, s'il suffisait d'abroger ces deux lois pour supprimer au budget de l'État 9.500.000 francs, il serait peut-être assez difficile de défendre les peines coloniales devant des personnes qui ne connaissent cette question complexe que d'après le pamphlet de M. Moncelon sur le bagne calédonien ou les récits fantaisistes de M. Ordinaire, envoyé en mission en Nouvelle-Calédonie pour y étudier l'industrie minière et qui n'a rapporté de son voyage que de vieilles anecdotes recueillies dans les cabarets de notre colonie du Pacifique.

Mais en étudiant de près les chiffres de M. Le Myre de Vilers et en examinant toutes les conséquences de l'abrogation des lois de 1854 et de 1885, on est amené à penser que l'économie n'atteindrait certainement pas les 9.500.000 francs indiqués plus haut.

En effet, a-t-on jamais calculé les dépenses qui résultent en France de la surveillance des libérés, de leur internement dans les asiles d'aliénés et dans les dépôts de mendicité, de leur traitement dans les hôpitaux ? A-t-on jamais additionné les sommes employées par les comités de patronage pour leur procurer des moyens d'existence et celles extorquées à la charité publique par les mendiants et les vagabonds ? Enfin a-t-on jamais fait état de la valeur des vols commis par cette population de récidivistes toujours en lutte contre la société ? N'est-on pas en droit de dire que ces charges imposées au budget des communes, des départements, de l'État et des particuliers sont supérieures à celles qu'un même nombre d'individus occasionne au budget colonial dans nos établissements pénitentiaires d'outre-mer ? D'ailleurs, l'impôt, quel qu'il soit, paraîtra d'autant moins lourd que la sécurité de la société sera plus garantie, et la certitude que le criminel est éloigné à jamais du lieu où le contribuable vit et travaille, compense largement la somme qu'il verse au budget pour la protection de sa personne et de ses biens.

D'après M. Le Myre de Vilers, la dépense d'un condamné aux colonies s'élève en moyenne à 1.054 francs par an, soit 2fr. 88 par jour, tandis qu'en France le même individu ne coûterait que 328 francs, soit 0 fr. 90 par jour.

Je ne discuterai pas ce chiffre de 90 centimes. Je veux ignorer les éléments qui le composent, car je prétends qu'il n'y a pas lieu de chercher à établir une comparaison entre deux régimes essentiellement différents. Je l'ai dit plus haut : l'œuvre de l'administration pénitentiaire métropolitaine s'arrête à la libération du condamné. L'administration pénitentiaire coloniale, au contraire,

conserve la charge des libérés et doit poursuivre son œuvre de moralisation au delà de la peine, dans des conditions d'autant plus difficiles que, par suite d'une lacune regrettable de la loi de 1854, son action n'est pas suffisamment définie à l'égard de ces individus.

Aussi M. Le Myre de Vilers a-t-il commis, involontairement sans doute, une grave erreur en ne faisant pas entrer dans ses calculs l'effectif toujours croissant des libérés, tout en comprenant dans les crédits du service pénitentiaire des dépenses qui proviennent exclusivement de la libération ou qui sont la conséquence de l'œuvre de moralisation et de colonisation qui incombe à l'Administration.

Le budget des services pénitentiaires aux colonies s'élève en réalité à 10.500.000 francs.

Le rapporteur majore ce crédit d'une somme de 3.201.000 fr. dans laquelle figurent des dépenses qui existeraient même si la Guyane et la Nouvelle-Calédonie n'étaient pas colonies pénitentiaires.

Il néglige également de porter en atténuation des dites dépenses le produit du travail des condamnés qui atteint annuellement de 150 à 200.000 francs. Il ne parle pas du versement fait, au même titre, dans les caisses du Trésor, en 1884, d'une somme de 500.000 francs et du montant de la réserve du budget sur ressources spéciales qui fera retour au budget de l'État, lorsqu'elle atteindra le chiffre de un million fixé par la loi des finances du 23 décembre 1884.

En tenant compte de ces considérations et en admettant même certaines dépenses accessoires qui peuvent jusqu'à un certain point être nécessitées par la présence de l'élément pénal en Guyane et en Nouvelle-Calédonie, on trouve que les dépenses de l'Administration pénitentiaire s'élèvent à 11.900.000 francs ce qui donne pour une population de 18.600 transportés, libérés ou relégués une dépense annuelle de 639 francs par homme soit 1 fr. 75 par jour. Nous sommes loin du chiffre de 2 fr. 88 cité dans son rapport par M. Le Myre de Vilers.

Et encore, il convient de tenir compte dans cette évaluation, des dépenses momentanément élevées nécessitées par l'organisation du service de la relégation.

En effet, si l'on prend seulement les dépenses de la transportation nous trouvons d'après les comptes mêmes de ce service les chiffres suivants pour les cinq périodes quinquennales entre 1866 et 1890.

1866 à 1870.....	1 94	par homme et par jour.
1871 à 1875.....	1 91	— —
1876 à 1880.....	1 83	— —
1881 à 1885.....	1 87	— —
1886 à 1890.....	1 53	— —

Enfin, j'ajouterai qu'en 1891 la dépense n'excèdera pas 1 fr. 47 en admettant même que tous les crédits votés soient employés.

Cette situation n'est-elle pas de nature à faire réfléchir les adversaires impartiaux de la transportation, et les critiques qui ont été adressées à l'Administration des colonies, au point de vue de la gestion du budget pénitentiaire, ne perdent-elles pas beaucoup de leur valeur ?

Mais si, en matière budgétaire, le ministère des colonies est résolument entré dans la voie des réformes nécessaires, il a en même temps apporté des modifications profondes dans l'organisation des établissements pénitentiaires coloniaux, afin de restituer à la peine des travaux forcés son véritable caractère d'intimidation. Une commission présidée par M. le conseiller d'État Paul Dislère, ancien directeur des colonies, a été chargée, il y a un an, par M. le Sous-Secrétaire d'État, d'étudier les modifications qu'il convenait d'introduire dans les décrets et règlements d'administration publique qui ont été rendus en exécution de la loi du 30 mai 1854.

L'œuvre de cette commission est considérable, mais comme elle a été accomplie sans bruit, il semble qu'elle ait passé inaperçue.

Le *Journal officiel* du 20 juillet 1890 a rendu compte de ses travaux et pour répondre aux attaques dont le régime pénitentiaire colonial a été l'objet, je pense qu'il est équitable de reproduire ici une partie de la défense de l'Administration.

Plusieurs règlements ont été soumis au Conseil d'État et ont été promulgués ou sont sur le point de l'être :

De ce nombre sont :

Les décrets des 4 et 5 octobre 1889, rendus en exécution de l'article 10 de la loi du 30 mai 1854, qui ont constitué un tribunal maritime spécial, appelé à connaître des crimes et délits commis dans la colonie par les transportés, et ont déterminé les pénalités spéciales qu'il convenait d'appliquer à ces individus. La société se trouvait en effet désarmée à l'égard de certains incorrigibles qui, condamnés déjà aux travaux forcés à perpétuité, encouraient une nouvelle condamnation perpétuelle ou même à temps, sans qu'il en résultât pour eux aucune aggravation de peine.

Aujourd'hui, ces individus peuvent être frappés de la réclusion ou de l'emprisonnement cellulaire, qu'ils devront subir dans une maison de force, où ils seront astreints à un travail et à un régime plus particulièrement sévères.

Un autre décret, en date du 16 novembre 1885, a institué auprès de l'administration des colonies une commission chargée du classement des condamnés et de la désignation de la colonie pénitentiaire sur laquelle ils doivent être dirigés.

Les individus qui n'ont encouru qu'une seule condamnation et qui paraissent susceptibles d'amendement sont affectés à la Nouvelle-Calédonie. Les récidivistes, les criminels endurcis ou dangereux, sont envoyés à la Guyane.

L'application des dispositions du décret du 16 novembre diminuera, il n'en faut pas douter, le nombre de ces fanfarons du crime qui se glorifient devant leurs juges de la condamnation qui les frappe.

Enfin, un décret actuellement en préparation modifie profondément le règlement du 18 juin 1880 sur le régime disciplinaire des établissements de travaux forcés. Il a été reconnu que ce dernier acte ne répondait pas suffisamment aux nécessités de la situation et qu'en limitant les peines disciplinaires à appliquer aux transportés à celles en vigueur dans la marine, une trop large part était faite à l'indulgence; aussi, tout en facilitant aux condamnés qui n'ont pas encore perdu la notion du bien les moyens de se relever, le nouveau règlement prévoit-il des peines suffisamment rigoureuses pour maintenir la discipline sur les pénitenciers et assurer l'exécution de la loi de 1854.

Un principe a été posé, en vertu duquel le condamné aux travaux forcés n'a droit à aucun salaire pour l'exécution de la tâche qu'il doit accomplir comme conséquence de la peine qu'il a encourue; dans cet ordre d'idées, la ration fixée par les règlements ne doit lui être délivrée qu'en échange d'un travail effectif. Le condamné qui ferait preuve de mauvaise volonté et qui refuserait de se plier aux exigences de sa situation pénale n'aurait droit qu'au pain et à l'eau. Il est hors de doute que ces dispositions strictement appliquées sont de nature à briser les résistances des hommes les plus insoumis.

Le décret en projet rend à la peine des travaux forcés, qui, après celle de mort, est la plus élevée dans l'échelle des peines prévues par le code, le caractère de sévérité exceptionnelle qu'elle avait perdue; aussi l'Administration des colonies n'a-t-elle pas

hésité à provoquer l'adoption de mesures qui lui ont paru à la fois conformes au sentiment de l'opinion publique et à l'esprit de la loi du 30 mai 1854.

En résumé, la question pénitentiaire coloniale est peu connue. Elle est entourée d'un certain nombre de légendes qui appartiennent à des époques éloignées, mais qui reparaissent sans cesse lorsqu'il s'agit d'attaquer la transportation. Je compte un jour demander de nouveau l'hospitalité du *Bulletin* pour chercher à éclairer l'opinion publique sur les services que la transportation a rendus et qu'elle peut rendre encore; sans dissimuler les fautes qui ont été commises, les erreurs inévitables dans l'organisation d'un service qui touche à tant d'intérêts divers, je montrerai les résultats acquis, les travaux accomplis, les profits que la Guyane et la Nouvelle-Calédonie ont retirés de la transportation. Je prouverai que les travaux de routes et de mines exécutés en Nouvelle-Calédonie, que les travaux de défrichements, d'assainissement, d'agriculture même en Guyane ne sont pas aussi doux et aussi inoffensifs que le croient certains criminalistes mal renseignés; que nos camps disciplinaires sont la terreur des incorrigibles et que les plus dangereux d'entre eux finissent tôt ou tard par se plier aux nécessités de leur situation pénale; que les condamnés devenus concessionnaires définitifs ont pour la plupart mérité cette faveur par un travail opiniâtre et que la loi de 1854, qui a prévu dans son article 11 l'amendement du coupable, a été strictement exécutée.

J'indiquerai les soins donnés à l'éducation professionnelle des enfants de la population pénale qui, en France, auraient été peupler nos maisons de correction, et qui formeront un jour le noyau d'une colonisation pénale au deuxième degré.

Mais, pour le moment, je me bornerai à exprimer cette conviction profonde que la transportation est une peine nécessaire et qu'elle restera la peine de l'avenir. La commission de revision du Code pénal l'a admise dans son projet, et malgré les nouveaux assauts qu'elle aura à subir dans le Parlement comme dans la presse, elle sortira encore une fois victorieuse de cette lutte, parce que c'est la sauvegarde la plus positive de la société contre la récidive.

X...

membre de la Société générale des prisons.

REVUE DU PATRONAGE

ET DES INSTITUTIONS PRÉVENTIVES

Sommaire. — FRANCE : 1° La chasse aux mendiants. 2° Le dépôt de mendicité de Châlons. — ÉTRANGER : L'enfance délaissée : le New-York catholic Protectory, par M. L. Lallemand.

FRANCE

I

La chasse aux mendiants.

Le conseil municipal de Paris, dont nous avons ici rarement l'occasion de louer les actes (et pour cause) a eu, il y a quelques semaines, une bonne idée : il a chargé trois de ses membres, MM. Georges Berry, Failliet et Cattiaux, d'entreprendre une tournée en Europe, afin d'y découvrir — s'il en existe — un moyen sûr et pas trop coûteux de débarrasser Paris de ses mendiants. J'entends de ses mendiants « professionnels » ; population interlope de fainéants habiles, faux affamés et mutilés intermittents qui mettent en coupe réglée la charité publique, aux dépens des vrais pauvres, et s'en font des rentes.

Le Code et les circulaires préfectorales nous disent bien que cette mendicité-là est interdite... sur la voie publique ; mais elle ne l'est ni aux portes des maisons, ni au seuil des églises ; et même dans la rue, on pourrait citer de nombreux quartiers où, grâce aux complaisantes distractions de la police, le mendiant opère avec sécurité et profit. Quand par hasard il est « pincé » par quelque agent plus sévère, son cas est simple. Il passe en correctionnelle, se repose en prison quelques jours, puis est dirigé de là sur le Dépôt de Nanterre, où, après un mois de villégiature oisive, il est rendu à l'affection des siens et à la générosité des passants.

Tous les mois, le Dépôt de Nanterre (sans parler des nombreux pensionnaires, gens sans asile et sans travail, que la Préfecture de police y « hospitalise » pour un temps indéterminé) recueille de deux à trois cents hôtes de cette qualité. Cela coûte fort cher aux contribuables et ne diminue pas d'une unité par an les effectifs de la mendicité parisienne...

Il faut donc essayer de trouver autre chose. MM. Georges Berry, Cattiaux et Faillet ont débuté, dans leur enquête *extra muros*, par une promenade en Hollande, d'où ils sont revenus hier matin, les mains pleines de documents intéressants que M. Georges Berry a bien voulu placer tout à l'heure sous nos yeux.

Le voyage de nos conseillers a duré neuf jours, pendant lesquels le secrétaire général du service de l'Assistance publique d'Amsterdam, M. Turr, s'est fait très obligeamment leur cicerone. Orphelinats, maisons ouvrières, asiles de nuit, ces Messieurs ont été proménés partout, jusqu'aux fameux phalanstères agricoles de Steenwyk, ouverts aux familles pauvres sans ouvrage, et qui constituent une des œuvres de charité les plus originales que l'initiative privée ait réalisée en Europe. (M. Georges Berry rapporte, à ce sujet, des renseignements extrêmement curieux dont nous aurons un peu plus tard à reparler.)

Le but principal du voyage était la visite de l'établissement créé par l'État, pour la répression de la mendicité, à Veenhuizen. C'est une colonie agricole où ne sont reçus que des hommes, âgés de seize à soixante-dix ans. Quatre mille pensionnaires peuvent y être entretenus ; l'établissement n'a eu à en recueillir jusqu'ici que deux mille huit cents.

Ces pensionnaires sont, comme chez nous, des mendiants arrêtés sur la voie publique, et suivant leur âge ou les circonstances de l'arrestation, condamnés à trois, quatre ou cinq ans de déportation dans la colonie.

Le régime est des plus doux. Tous travaillent. La plupart sont laboureurs ; les autres sont occupés à des métiers divers, organisés et répartis de telle façon que la colonie puisse suffire à tous ses besoins, et produire à peu près tout ce qu'elle consomme. On occupe jusqu'aux infirmes. On donne au cul-de-jatte des bas à tricoter. Le manchot fait des courses ou meut à coups de pied la roue de l'appareil sur lequel travaille un camarade... Chaque pensionnaire reçoit un sou par jour (c'est son argent de poche !) ; un second sou est porté quotidiennement à sa masse. Aucune discipline qui rappelle la prison. L'homme va et vient librement sur

le territoire de la colonie. On l'oblige simplement à fréquenter l'école... jusqu'à l'âge de quarante ans, et à aller à la grand'messe tous les dimanches.

La plupart préfèrent ce régime à la liberté. Presque jamais on ne signale d'évasion à Veenhuizen ; il est vrai que les incartades de ce genre sont punies de cellule, et que la cellule en Hollande manque, à ce qu'il paraît, d'agrément.

L'expérience de Veenhuizen pourrait-elle être tentée à Paris ? C'est la question que comptent poser nos conseillers, le mois prochain, à leurs collègues de l'Hôtel de Ville.

Personnellement, M. Georges Berry la croit nécessaire — et facile. On se bornerait à installer aux environs de Paris, à peu de frais, une colonie de mendiants qu'on emploierait à la culture. On a un terrain tout prêt : les cinq cent treize hectares acquis, il y a vingt-cinq ans, par le département de la Seine, à Méry-sur-Oise, et qui étaient destinés à devenir le grand cimetière des Parisiens... Le projet successivement abandonné et repris en 1868, en 74, en 81 et 83 (chaque fois que la question de l'agrandissement de nos cimetières a été soulevée), semble condamné à ne jamais aboutir. Les Parisiens ne veulent décidément pas vivre éloignés de leurs morts... Mais ils ne demandent pas mieux que d'être débarrassés de leurs mendiants, et si le terrain de Seine-et-Oise pouvait servir à ce salutaire déblayage, ils béniraient le conseil municipal, et ne regretteraient pas le million que cette funèbre acquisition leur a coûté.

II

Dépôt de mendicité de Châlons.

Cet établissement modèle (1) compte aujourd'hui une population de 242 individus. Dans le bâtiment central des internés, élevé en arrière du bâtiment de l'administration et infirmerie, un quartier spécial a été constitué pour les épileptiques (2) (au nombre de 40 environ), à la place du quartier des femmes internées, dont le nombre est toujours extrêmement faible. Un cinquième bâtiment

(1) *Bulletin*, 1889, p. 364, 368, 371 et suiv.

(2) Le conseil général avait décidé, dans sa dernière séance, de renvoyer tous les épileptiques dans les hôpitaux. La solution préconisée par M. de Crisenoy (*Bulletin* 1889, p. 366) et appliquée sans frais nouveaux à Châlons est peut-être préférable.

a été construit en avant du bâtiment affecté aux vieillards indigents ; il comprend les ateliers (brosses, étoupe, coupe, etc.).

Un terrain d'un hectare, contigu aux ateliers, va sans doute être acheté par le département pour y installer le service des enfants assistés (et des moralement abandonnés) qui actuellement sont fort mal logés dans un quartier de l'Hôtel-Dieu. Il y aurait ainsi économie de frais généraux, le même directeur pouvant s'occuper simultanément du service du dépôt et de celui des enfants.

ÉTRANGER

L'enfance délaissée.— Le New-York catholic Protectory.

En ce moment où l'on s'occupe en France de l'assistance des enfants maltraités et délaissés, il est intéressant d'étudier les institutions étrangères qui prennent soin de cette catégorie d'infortunés. Parmi ces institutions, le New-York catholic Protectory tient un des premiers rangs par le nombre des malheureux auxquels il assure un avenir, la sagesse de ses règlements et l'esprit charitable qui anime ses directeurs. Il est adressé chaque année des comptes rendus à la législature de l'État et au « common council » de la ville de New-York, par son président, l'honorable M. Henri Hoguet.

Il y a quarante ans environ, le docteur Silliman Yves conçut la pensée d'arracher aux périls de la rue ou au danger de perdre la foi, à la suite de placements dans les régions de l'ouest, les enfants catholiques délaissés par leur famille et devenus vagabonds, vicieux, indisciplinés. M. Silliman se dévoua à ces infortunés et obtint en 1863 la constitution régulière d'un nouvel institut, placé sous le patronage d'un comité de trente-six gentlemen, dont il fut nommé président. Les aspirations élevées de ce docteur, son zèle, surent triompher de tous les obstacles et assurer à l'œuvre naissante le concours de la bienfaisance publique et de la charité privée. En effet, les magistrats ne tardèrent pas à confier au « protectory » ces enfants habitués à la paresse et amenés si jeunes à comparaître en justice. Durant les trois premières années de la fondation (1863-1865), les contribuables ne fournissaient rien pour l'entretien de ces pupilles. En 1866, l'asile ne

recevait que 50 dollars (250 francs), par élève admis sur la demande des autorités. Ce subside fut élevé dans la suite.

Les moyens employés au catholic Protectory sont : l'éducation religieuse, l'enseignement élémentaire, l'instruction professionnelle combinés. « L'habitude est une seconde nature, dit un des rapports. Les enfants façonnés à un labeur régulier contractent le goût du travail ; la paresse devient un ennui et nos différentes sections sont parfaitement aménagées pour obtenir ces résultats si désirables ; elles comprennent une grande variété de métiers, ce qui donne aux jeunes pupilles toute facilité de s'instruire et de devenir capables de gagner honorablement leur vie en quittant l'institution. »

Ce travail industriel dure au maximum six heures par jour coupées par des classes. On apprend dans ces classes en première ligne la religion, ensuite, selon les âges, la lecture, l'écriture, les éléments de l'histoire, de la grammaire, la tenue des livres, etc. Les enfants trop jeunes pour commencer l'apprentissage d'un métier ont sept heures d'étude. Dès 1867, l'œuvre avait acheté la vaste ferme de West-Chester, le bureau d'admission et de sélection restant à New-York (415, Broome-street). Des bâtiments spacieux s'élevèrent avec rapidité ; ils sont divisés en deux groupes distincts (garçons-filles) séparés par des jardins, des champs, pourvus de bonne eau grâce à des puits artésiens. A l'heure actuelle, rien ne manque au point de vue de l'hygiène et de la bonne entente des services. Aussi la commission « of the state board of charities » écrivait-elle en 1884 : « Il n'y a aucune critique à formuler, car tout est digne d'éloges. »

Ces deux fractions de l'institut sont respectivement dirigées par les dévoués Frères des écoles chrétiennes et les Sœurs de charité (une supérieure et trente-cinq assistantes.)

A diverses reprises des incendies, dus quelquefois à des mains criminelles, vinrent menacer l'existence de l'œuvre ; ces désastres partiels furent réparés ; on eut recours au fer, à la brique, et les ateliers sont tous maintenant éloignés des autres constructions.

A l'origine, on essaya des placements individuels en apprentissage ; les essais tentés ne réussirent pas ; c'est là une question d'espèce qui varie avec les pays ; aussi, sauf quelques envois chez les fermiers du Far-West, adopta-t-on le travail à l'intérieur. Les enfants sont cordonniers (et produisent 80.000 paires de chaussures à l'année), tailleurs, forgerons, fabricants de chaises, tisseurs de

bas, imprimeurs. Depuis 1870, tous les comptes rendus sortent de cette imprimerie, qui a passé d'importants traités avec deux grandes maisons de New-York. Les commandes sont d'ailleurs examinées avec soin et jamais on ne donne à composer des ouvrages de nature à pervertir l'intelligence ou le cœur des apprentis. Les filles sont utilisées à la couture, la ganterie, la confection des dentelles, etc.

En dehors de ces travaux industriels, quelques enfants, ainsi que nous venons de le dire, s'adonnent à la culture; confiés, dans les États d'Iowa, de Nebraska, à des catholiques sur lesquels de bons renseignements ont été recueillis, ils reçoivent de fréquentes visites d'un délégué de l'institut, qui veille à ce que les patrons remplissent exactement leurs devoirs. Les retours à New-York sont rares; mais les directeurs du *Protectory* proclament hautement qu'ils ne doivent ces bons résultats qu'au concours éclairé du clergé. Or, c'est là un concours dont, hélas ! on aime à se passer en France pour l'éducation et la surveillance des enfants abandonnés ou délaissés.

De 1863 à 1889, cette belle fondation américaine a abrité 21.000 pupilles. Voici les statistiques de l'exercice 1888-1889 :

Population à la charge de l'institution au 30 septembre 1888 :

Garçons, 1.513 ; filles, 735 ; jeunes enfants, 721 ; total : 2.369.

Reçus pendant l'exercice :

Garçons, 616 ; filles, 186 ; jeunes enfants, 49 ; total : 851.

Total des assistés, 3.220 ; moyenne journalière, 2.330.

Dépenses (en dehors des travaux de construction), 1.349.125 fr. ; moyenne par élève, 578 fr.

Ces dépenses ont été couvertes au moyen de pensions payées par le « comptroller » du comité de New-York, le commissaire des pauvres de West-Chester, des dons, collectes, etc., et par le travail des enfants, qui a produit : garçons, 76.000 fr. ; filles, 40.400 fr. ; total : 116.400 fr.

Les personnes si dévouées ayant entrepris la tâche ardue d'amener ces natures rebelles qu'on leur confie réussissent-elles toujours? Évidemment non, mais elles arrachent un grand nombre de victimes au désordre et au vice. Les œuvres de cette nature font beaucoup de bien à New-York, et les chiffres suivants sont propres à encourager les âmes généreuses disposées à se sacrifier pour le salut de l'enfance délaissée. Le *New-York Times*

disait en 1881 : « De 1870 à 1880, la ville a augmenté d'environ 70 milles âmes et la criminalité a diminué de 25 p. 100. »

	Arrestations.	Condamnations.
1875.	84.329	54.655
1879.	65.344	42.879

Méditons ces chiffres et sachons utiliser la loi nouvelle du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants moralement abandonnés en fondant de puissantes institutions destinées à sauver des milliers de petits êtres sans famille, sans moralité, sans instruction ; forces précieuses qui seraient perdues pour la patrie si elles ne devenaient même pas une cause permanente de scandales et de ruines. Il faut toutefois, comme le catholic Protectory, faire de la religion la base de toute réforme et s'inspirer de la belle devise gravée sur le sceau de l'hôpital Saint-Luc de New-York : *Corpus sanare. Animam salvare.*

Léon LALLEMAND.

REVUE PÉNITENTIAIRE

Sommaire. — 1° L'enseignement de la science criminelle et pénitentiaire à la Faculté de Paris. — 2° Informations diverses. *Recues étrangères.*

I

L'enseignement de la science criminelle et pénitentiaire à la Faculté de Paris.

On a vu plus haut que le Congrès pénitentiaire international de Saint-Petersbourg avait émis un vœu tendant à obtenir dans les différentes universités d'Europe la création de chaires de *science criminelle et pénitentiaire*.

En attendant qu'une chaire définitive soit créée dans l'enseignement supérieur de Paris, c'est un devoir pour nous de signaler le cours fait près de l'École de Droit par notre collègue, M. Henri Joly, l'auteur si connu du *Crime* et de *La France criminelle*.

C'est sur la demande même de la Faculté de Droit, croyons nous, que M. Henri Joly ouvrit ce cours il y a plus de deux ans.

Il traita, la première année, de la distribution de la criminalité en France. La préface de son livre *La France criminelle* nous apprend qu'une très grande partie de ce volume ne fait que reproduire des leçons d'abord faites aux étudiants.

L'année dernière, les leçons de M. Henri Joly ont porté sur la *récidive et les récidivistes*.

Cette année enfin, l'honorable professeur (qui a ouvert son cours le 2 décembre dernier et qui le continue tous les mardis à 2 heures) traite de la *préservation morale de l'enfance et de l'éducation correctionnelle*.

Nous souhaitons que l'Administration pénitentiaire « fasse des facilités », comme dit le vœu voté à Saint-Petersbourg, pour soutenir et encourager cette étude et pour permettre à nos futurs avocats, administrateurs ou magistrats, une visite utile de la plupart des prisons de la Seine. Faites sous la conduite du professeur, ces visites ne peuvent présenter que des avantages, et on n'en voit pas les inconvénients.

II

Informations diverses.

Revue étrangère.

ZEITSCHRIFT FÜR DIE GESAMME STRAFRECHTSWISSENSCHAFT (*Revue générale de droit pénal*). — *Sommaire du n° 2, vol. X.* — La prévention et la volonté dans la théorie moderne du vol, par M. le Dr REINHARD FRANK, de Marbourg. — La législation de Breslau pénale du XIV^e au XVI^e siècle (fin), par M. FRANENSTADT, conseiller de Builliage à Breslau. — Les rapports de droit dans le droit pénal et la procédure criminelle, étude se rattachant aux principes du droit, par M. le professeur BIERLING, de Greifswalde. — Notices bibliographiques, par M. le professeur von LISZT.

Sommaire du n° 3, vol. X. — Observations sur la statistique criminelle du grand-duché de Hesse, principalement sur la statistique de la mendicité et du vagabondage, par M. le Dr HANS BENNECKE, professeur à l'université de Gieszen. — Suppression de la maison de réclusion, par M. SICHART, directeur de prison ; — même sujet, par M. le Dr WERTH, directeur de prison. — La répression de la récidive, d'après le droit allemand, par M. SICHART, directeur des prisons du royaume de Wurtemberg. — *Revue étrangère*: Le mariage et le droit pénal en Angleterre pendant les années 1838 et 1839, par M. H. W. LOCHNIS, *barrister at law* à Londres. — Trouvailles historiques intéressant le droit pénal, par M. le Dr Théodore DAISTEL, conseiller aux archives, à Dresde. — Fölnitzky, théorie de la répression, rapprochée de la science pénitentiaire, par M. le Dr WESTRICH, à Londres. — *Notices bibliographiques*, par M. le professeur Dr VON LILIENTHAL.

TABLE DU QUATORZIÈME VOLUME

N° 1. — Janvier 1890.

DÉCÈS DE M. CHARLES LUCAS	3
SÉANCE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS DU 18 DÉCEMBRE 1889	5
Admission de nouveaux membres.	
Élection d'un président, de deux vice-présidents et de six membres du conseil de direction.	
Communication de M. <i>Picot</i> sur la Société de patronage des prévenus acquittés de la Seine.	
Discussion de la question des dangers des courtes peines, surtout pour les mineurs de seize ans : MM. <i>Rivière, Rollet, Bogelot, Arboux, Bournat.</i>	
L'ŒUVRE DU PATRONAGE DES PRÉVENUS ACQUITTÉS DE LA SEINE par M. <i>de Lalain-Chomel</i>	16
ÉTUDE SUR LE PROJET DE CODE PÉNAL DE NEUCHÂTEL, par M. <i>Georges Leloir</i>	28
CINQUANTE ANNÉES DE VISITES A SAINT-LAZARE, par M ^{me} <i>d'A.. (M. Ch. Petit)</i>	55
ÉDUCATION DES ENFANTS ASSISTÉS ET DES ENFANTS MORALEMENT ABANDONNÉS EN FRANCE, par M. <i>L. Brueyre</i>	59
REVUE DU PATRONAGE ET DES INSTITUTIONS PRÉVENTIVES :	
<i>France :</i>	
1° Œuvre des libérés de Saint-Lazare	80
2° Société de patronage des libérés de Nouméa	94
<i>Étranger :</i>	
1° Le patronage des familles des détenus au Congrès de Fribourg-en-Brisgau	100
2° Rapport sur les opérations des sociétés de patronage dans le grand-duché de Bade	102
REVUE PÉNITENTIAIRE :	
1° Rapport annuel de l'association Howard 1887-1888, par M. <i>P. Vial</i>	104

2° Rapport de la Société des prisons de Francfort-sur-le-Mein, par M. <i>Georges Dubois</i>	106
3° Le régime cellulaire en Belgique.....	108
4° Examen du nouveau projet de loi belge.....	115
5° Un nouveau système pénal « sociologique » en Allemagne.....	119
6° Statistique des prisons du royaume de Wurtemberg, par M. <i>Turcas</i>	120
7° La transportation au Chili, traduction de M ^{me} <i>Beaury-Saurel</i>	120
8° La transportation en Hollande, par M. A. R.	126
9° Le Congrès colonial, par M. A. R.	127
10° Informations diverses : <i>La peine de mort</i> . — <i>La détention préventive</i> . — <i>Les prisons de la Seine</i> . — <i>L'Union française pour le sauvetage de l'enfance</i> . — <i>L'influenza dans les prisons cellulaires</i> . — <i>Sibérie</i> . — <i>Cours de science pénitentiaire</i> . — <i>Revue étrangères</i>	130

N° 2. — Février 1890.

SÉANCE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS DU 15 JANVIER 1890	137
Discours de M. le Président.	
Nomination de M. Ribot comme président honoraire.	
Admission de membres nouveaux.	
Confirmation dans leurs fonctions des anciens membres du secrétariat et nomination d'un secrétaire.	
Nomination d'un trésorier.	
Modifications apportées à l'organisation des sections et des commissions. — Suite de la discussion sur les dangers des courtes peines surtout pour les mineurs de seize ans, MM. <i>Clairin</i> , <i>Voisin</i> , <i>Flandin</i> , <i>G. Dubois</i> .	
LETTRE DE M ^{me} DUPUY A M. LE PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS	167
ÉCOLE MÉNAGÈRE DE CHAUMONT (HAUTE-MARNE), par M. le comte <i>Le Courbe</i>	174
LE RÉGIME PÉNAL ET PÉNITENTIAIRE AUX ÉTAT-UNIS DE L'AMÉRIQUE DU NORD, par M. <i>Georges Dubois</i>	180
LES RÉFORMES PÉNITENTIAIRES MODERNES. — M. WILLIAM TALLACK	201

L'ORGANISATION DU TRAVAIL DANS LES PRISONS CELLULAIRES DE BELGIQUE	212
REVUE DU PATRONAGE ET DES INSTITUTIONS PRÉVENTIVES :	
<i>France :</i>	
Maison paternelle de Mettray, par M. A. R.....	224
<i>Étranger :</i>	
1° 34° rapport de la Société de patronage des détenus libé- rés de Zurich.....	226
2° 12° rapport de la Société de patronage des détenus libé- rés d'Appenzell.....	227
3° 27° rapport de la Société de patronage des détenus libé- rés du royaume de Wurtemberg.....	227
4° Société de patronage pour les détenus libérés des pri- sons de Genève, par M. G. Bogelot.....	228
REVUE PÉNITENTIAIRE :	
1° Funérailles de M. Charles Lucas. — Discours de M. Bouiller	231
2° Comptes rendus annuels ; l'association Howard ; ré- formatory and Refuge Union ; l'œuvre des femmes déchues, par M. P. Vial.....	235
3° Rapport de la Société des colonies de travailleurs pour le grand-duché de Bade (exercice 1888), par M. Georges Dubois	237
4° La France criminelle.....	240
5° Relégation, par M. A. Rivière.....	242
6° Statistique criminelle et correctionnelle de l'empire d'Allemagne, par M. Turcas	243
7° Revue scientifique	244
8° Soyons bons pour les méchants !	246
9° Informations diverses : <i>Code pénal croate. — Nou- velle-Calédonie. — Revues étrangères</i>	249

N° 3. — Mars 1890.

SÉANCE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS DU 19 FÉ- VRIER 1890	253
Rapport de M. Joret-Desclosières sur les comptes de 1889 et le budget pour 1890.	
Admissions de membres nouveaux.	
Suite de la discussion sur les dangers des courtes peines pour les mineurs de seize ans. MM. <i>Herbette, le pas- teur Robin, Bérenger.</i>	

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL DE SAINT-PÉTERSBOURG
(1890). — TRAVAUX PRÉPARATOIRES.

Rapports présentés sur les questions du programme :

Première section. — Quatrième question, par M. *Ch. Petit* 295

Première section. — Septième question, par M. *Th. Roussel* 300

Deuxième section. — Sixième question, par M. *G. Dubois*. 312

RAPPORT SUR LA JUSTICE CRIMINELLE EN 1887, 3^e PARTIE, DES
RÉCIDIVES 328

LA MAISON D'ÉDUCATION CORRECTIONNELLE, AGRICOLE ET INDUS-
TRIELLE DE ROUEN, par M. *le comte Le Courbe* 337

MONOGRAPHIE DE LA PRISON JUDICIAIRE DE REGINA-CÆLI, A
ROME, traduction de M. *le comte Le Courbe*..... 346

REVUE PÉNITENTIAIRE :

1^o Congrès pénitentiaire international de Saint-Péters-
bourg (1890), par M. *A. Rivière* 356

2^o Congrès colonial national de Paris 367

3^o Discipline pénitentiaire au Japon 368

6^o Bureau des prisons aux États-Unis..... 370

5^o Réforme pénitentiaire au Chili, traduction de M^{me} *Y.
Beaury-Saurel* 370

N^o 4. — AVRIL 1890.

28^e CONGRÈS DES SOCIÉTÉS SAVANTES 373

Communication de M. le Ministre de l'instruction publi-
que et des beaux-arts.

SÉANCE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS DU 19 MARS 1890 375

Allocution de M. le Président.

Admissions de membres nouveaux.

Suite de la discussion sur les dangers des courtes peines,
surtout pour les mineurs de seize ans. MM. *Le Courbe*
Bogelot, Nattan, Dubois, Arboux, Camoin de Vence,
Cresson, Fortier, Robin, Joret-Desclosières.

Lecture des rapports de M. Rivière sur les questions :

1^o Du travail en régie comparé au travail à l'entreprise :

2^o Dans quelle mesure le travail dans les prisons est-il
préjudiciable à l'industrie libre ; comment pourrait-
on organiser le travail des détenus de manière à éviter
autant que possible les inconvénients de la concur-
rence ? MM. *Le Courbe, Joret-Desclosières, Dubois,*
Rivière.

RAPPORT FAIT AU NOM DE LA COMMISSION CHARGÉE D'EXAMINER LA PROPOSITION DE LOI DE M. BÉRENGER SUR l'aggrava- tion progressive des peines en cas de récidive et sur leur atténuation en cas de premier délit, par M. Bé- renger.....		396
LA TRANSPORTATION ET LA RELÉGATION AU CONGRÈS COLONIAL NATIONAL (travaux des sections).....		431
DEUX ÉCOLES DE RÉFORME POUR LES ENFANTS : école de Saint- Éloi, à Chaptelat, près Limoges, et école de Saint-Jo- seph, à Frasnelle-le-Château (Haute-Saône), par M. le comte Le Courbe.....		445
CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL DE SAINT-PÉTERSBOURG (1890). — TRAVAUX PRÉPARATOIRES.		
Rapports présentés sur les questions du programme :		
Deuxième section. — Troisième question, par M. le pas- teur Arboux.....		458
Première section. -- Sixième question, par M. Boullaire.		464
REVUE PÉNITENTIAIRE :		
1° Bibliographie.		
A. Le crime et l'exposition pénitentiaire, de M. Henri Joly, par M. E. Passez.....		469
B. Les prisons de Paris et les prisonniers, de M. Adolphe Guillot, par M. G. D.....		480
C. Histoire des enfants abandonnés et délaissés, de M. Lallemand, par M. Boullaire.....		483
D. La Sociologia criminale, du Dr Colajanni, par M. J. Lacointe.....		485
2° Notice nécrologique : M. Loyson.....		487
3° Informations diverses : Revues étrangères.....		488
 N° 5. -- Mai 1890.		
SÉANCE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS DU 16 AVRIL 1890		489
Admission d'un membre nouveau.		
Lecture des lettres de convocation au Congrès de Saint- Petersbourg.		
Suite de la discussion des dangers des courtes peines pour les mineurs de seize ans et les adultes. MM. Yvernès, Brueyre, Rivière, Arboux, Duverger, Joly, Bogelot, Robin, Passez, Bérenger.		
LOI DU 24 JUILLET 1889 SUR LA PROTECTION DES ENFANTS MAL- TRAITÉS OU MORALEMENT ABANDONNÉS.....		525

PROJET DE REVISION DE LA LÉGISLATION DES ENFANTS ASSISTÉS, par M. J. Arboux	534
RAPPORT SUR L'APPLICATION ET LES EFFETS DU RÉGIME CELLU- LAIRE A MAZAS, par M. le D ^r de Beauvais	542
L'ŒUVRE DES BIBLIOTHÈQUES PÉNITENTIAIRES INTERNATIONALES, par M. L. Paulian	561
CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL DE SAINT-PÉTERSBOURG (1890). — TRAVAUX PRÉPARATOIRES.	
Première section. — Première question, par M. J. La- cointa	565
Première section. — Troisième question, par M. J. La- cointa	568
REVUE DU PATRONAGE ET DES INSTITUTIONS PRÉVENTIVES.	
<i>France :</i>	
1° Hospitalité de nuit. Asile Brandenburg à Bordeaux...	572
2° Société de patronage des libérés de Bordeaux	577
3° — — — Seine-et-Marne ...	582
4° Maison hospitalière de la rue Clavel, par M. E. Robin.	587
REVUE PÉNITENTIAIRE :	
1° Réorganisation des prisons de la Seine.....	591
2° Régime pénitentiaire au Chili	597
3° De la suppression des courtes peines en Allemagne, et de leur remplacement, par M. Turcas	601
4° La prison de Wormwood-Scrubs, par M. P. Vial	604
5° Informations diverses : <i>Revue étrangères</i>	605

N° 6. — Juin 1890.

SÉANCE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS DU 21 MAI 1890.	609
Suite de la discussion sur les dangers des courtes peines. M. le Président, MM. Lacointa, James Nathan, Bogelot, Rivière, Joly, Yvernès, Flandin, le pasteur Robin.	
LETTRE DE MAD. DUPUY, INSPECTRICE GÉNÉRALE DES PRISONS...	628
LES RÉFORMES PROPOSÉES PAR L'ANTHROPOLOGIE CRIMINELLE, par M. L. Proal	636
LE PROJET DE PRISON CELLULAIRE DE M. STEVENS, par M. J. Desclosières	667
CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL DE SAINT-PÉTERSBOURG (1890). — TRAVAUX PRÉPARATOIRES.	
Première section. — Quatrième question, par M. F. Dreyfus	671

Première section — Deuxième question, par M. le Dr <i>A. Motet</i>	680
L'EMPLOI DU DIMANCHE DANS LES MAISONS CENTRALES DE FEMMES, par M. le comte <i>Le Courbe</i>	687
LES INSTITUTIONS PÉNITENTIAIRES CORRECTIONNELLES POUR LES FILLES, EN POLOGNE, par M. <i>A. de Moldenhawer</i>	693
LA RELEGATION A L'ILE DES PINS, D'APRÈS LE Dr NICOMÈDE, par M. <i>A. R.</i>	699
REVUE DU PATRONAGE ET DES INSTITUTIONS PRÉVENTIVES :	
<i>France :</i>	
Rapport de M. Rivière à la 12 ^e assemblée générale de la société de protection des engagés volontaires.....	701
<i>Étranger :</i>	
1 ^o Extrait du compte rendu des discussions du 16 ^e con- grès de charité et de correction, par Miss <i>Mac Ilvaine</i>	706
2 ^o Les conseils d'assistance publique d'après le Dr Byers, secrétaire du conseil de l'État d'Ohio.....	710
REVUE PÉNITENTIAIRE :	
1 ^o Rapport présenté par les commissions des prisons en Angleterre, années 1888-1889.....	712
2 ^o Rapports des directeurs des « convict prisons » pour l'année 1888-1889, par M. <i>Pluyette</i>	713
3 ^o Informations diverses : <i>Recues étrangères</i>	714
 N^o 7. — Novembre 1890.	
SÉANCE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS DU 18 JUIN 1890.	717
Rectification demandée par M. Lacoïnta au procès-verbal de la dernière séance.	
Suite de la discussion sur les dangers des courtes peines : — les condamnations conditionnelles et l'admonition. MM. <i>Bogelot, Bérenger, Vial, M. le Président, MM.</i> <i>Lallemand et Flandin.</i>	
ÉTUDES STATISTIQUES SUR LES PRISONS DE LA GRANDE-BRE- TAGNE, par M. <i>L. Lallemand</i>	747
LE CASIER JUDICIAIRE, discours prononcé au Sénat le 27 juin 1890, par M. <i>Bérenger</i>	776
REVUE PÉNITENTIAIRE :	
1 ^o Les discours de rentrée des Cours d'appel	784
2 ^o Rapport de la commission de classement des réci- distes sur l'application de la loi de relégation en 1889 et depuis 1885, par M. <i>É. Jacquin</i>	785

3° Budget des colonies (service pénitentiaire, transportation, relégation).....	814
4° Règlement relatif aux libérés des travaux forcés en résidence aux colonies pénitentiaires et décret conforme .	823
5° Commission du casier judiciaire	829
6° La libération conditionnelle et le casier judiciaire dans le nouveau code pénal d'Italie, par M. J. L	831
7° Informations diverses : <i>Revues étrangères</i>	834

N° 8. — Décembre 1890.

SÉANCE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS DU 24 NOVEMBRE 1890.....	837
Admissions de nouveaux membres.	
Lecture de lettres de M. le Ministre du commerce et de M. Galkine-Wraskoy.	
Conférence de M. <i>Demetrius Komorsky</i> , inspecteur général des prisons et de la transportation en Russie.	
CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL DE SAINT-PÉTERSBOURG (1890), par M. <i>le comte Le Courbe</i>	858
COMPTE RENDU DES TRAVAUX DE LA PREMIÈRE SECTION, AU CONGRÈS DE SAINT-PÉTERSBOURG, par M. <i>H. Joly</i>	885
COMPTE RENDU DU CONGRÈS INTERNATIONAL D'ANVERS, par M. <i>A. Flandin</i>	900
LES CRIMINALISTES A BERNE ET LES TRAVAUX DU CONGRÈS, par M. <i>J. Lévillé</i>	927
LA QUESTION PÉNITENTIAIRE COLONIALE.	933
REVUE DU PATRONAGE ET DES INSTITUTIONS PRÉVENTIVES :	
<i>France :</i>	
1° La chasse aux mendiants.....	940
2° Le dépôt de mendicité de Châlons-sur-Marne.....	942
<i>Étranger :</i>	
L'enfance délaissée : le New-York catholic protectory, par M. <i>L. Lallemand</i>	943
REVUE PÉNITENTIAIRE :	
1° L'enseignement de la science criminelle et pénitentiaire à la Faculté de Paris.....	946
2° Informations diverses : <i>Revues étrangères</i>	946

Ex. J. h. St. Sauveur
 MELUN. — IMPRIMERIE ADMINISTRATIVE
 1/5 16



